

Acta Historica

REVUE DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES DE HONGRIE

ЖУРНАЛ ВЕНГЕРСКОЙ АКАДЕМИИ НАУК

JOURNAL OF THE HUNGARIAN ACADEMY OF SCIENCES

ZEITSCHRIFT DER UNGARISCHEN AKADEMIE DER WISSENSCHAFTEN

Index

ÉTUDES

Le XII-ème Congrès International des Sciences
Historiques

O. Paulinyi: Die anfänglichen Formen des
Unternehmens im Edelerzbergbau
zur Zeit des Feudalismus. I. Teil

L. Tilkovszky: Volksdeutsche Bewegung
und ungarische Nationalitätenpo-
litik (1938—1941) I. Teil

П. Ж. Пах: Проблемы развития венгер-
ской марксистской историчес-
кой науки

RAPPORT SUR LES RECHERCHES
COMPTE RENDU DE LIVRES
CHRONIQUE
BIBLIOGRAPHIE



AKADÉMIAI KIADÓ
BUDAPEST

1966

TOMUS XII

Nr. 1—2

ACTA HISTORICA

REVUE DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES DE HONGRIE
ЖУРНАЛ ВЕНГЕРСКОЙ АКАДЕМИИ НАУК
JOURNAL OF THE HUNGARIAN ACADEMY OF SCIENCES
ZEITSCHRIFT DER UNGARISCHEN AKADEMIE DER WISSENSCHAFTEN

ADRESSE DE LA RÉDACTION: BUDAPEST I., ŰRI U. 51—53

Membres du Comité de la rédaction: I. BEREND, L. ELEKES, E. LEDERER, E. MÁLYUSZ,
GY. MÉREI, E. MOLNÁR (rédacteur en chef), ZS. P. PACH, E. PAMLÉNYI (rédacteur),
J. PERÉNYI, F. PÓLÖSKEI, GY. TOKODY, T. WITTMAN, L. ZSIGMOND

Secrétaires de rédaction: I. DIÓSZEGI, J. JEMNITZ, ZS. L. NAGY

Az *Acta Historica*, az MTA történettudományi folyóirata francia, orosz, angol és német nyelven közöl értekezéseket a történettudomány köréből.

Az *Acta Historica* változó terjedelmű füzetekben jelenik meg: négy füzet alkot egy kb. 25—30 íves, évente megjelenő kötetet.

Az *Acta Historica* előfizetési ára kötetenként belföldre 80 Ft, külföldre 110 Ft. Megrendelhető a belföld számára az „Akadémiai Kiadó”-nál (Budapest V., Alkotmány utca 21. bankszámla 05-915-111-46), a külföld számára pedig a „Kultúra” Könyv és Hírlap Külkereskedelmi Vállalatnál (Budapest I., Fő utca 32. bankszámla: 43-790-057-181) vagy külföldi képviselőiteinél és bizományosainál.

Les *Acta Historica* paraissent en français, russe, anglais et allemand et publient des travaux du domaine des sciences historiques.

Les *Acta Historica* sont publiés sous forme de fascicules qui forment un volume à 400—500 pages par an.

Le prix de l'abonnement est de 110 forints par volume.

On peut s'abonner à l'Entreprise du commerce extérieur de livres et journaux «Kultúra» (Budapest 62, POB. 149) ou à l'étranger chez tous les représentants ou dépositaires.

Le XII-ème Congrès International des Sciences Historiques*

Le 600-ème anniversaire de la fondation de l'une des plus anciennes universités d'Europe, et d'autre part le 150-ème anniversaire de la tenue du Congrès de Vienne de 1815 avaient motivé l'idée de réunir dans cette ville le XII-ème Congrès International des Sciences Historiques. Après Paris (en 1950), Rome (en 1955) et Stockholm (en 1960), il s'avéra que l'idée avait été heureuse d'accepter l'invitation des historiens autrichiens; en effet, Vienne commence de façon sans cesse plus sensible à jouer un certain rôle de trait d'union entre les institutions scientifiques et culturelles des pays socialistes et bourgeois de l'Est et de l'Ouest; ce lieu fut donc propice aux échanges de vues scientifiques entre les historiens.

Il faut reconnaître que le comité autrichien d'organisation assumait le mieux possible une tâche qui était ardue; qu'il suffise, à cet égard, de considérer qu'il lui fallut recevoir plus de 2400 historiens venus assister à ce congrès. Fortes de 325 et de 300 personnes, ce furent les délégations française et anglaise qui furent les plus nombreuses; les Allemands de l'Ouest et les Italiens se présentèrent d'ailleurs en un nombre approchant. On compta aussi 130 historiens américains, 70 venus de République Démocratique Allemande, 60 représentant l'URSS, tandis que les autres démocraties populaires avaient envoyé des groupes plus nombreux qu'aux congrès précédents (30 à 50 personnes). Donc, pour ce qui est de la participation, l'Europe et l'Amérique continuèrent de jouer les premiers rôles. Les autres continents ne furent guère représentés que par quelques grands pays, tels que l'Inde et le Japon; ils ne se distinguèrent d'ailleurs point tant par le nombre de leurs envoyés que par les thèmes scientifiques qu'ils traitèrent.

De même que le nombre des participants avait été grand, le programme des activités fut particulièrement vaste. En effet, l'initiateur du congrès, le Comité International des Sciences Historiques (C.I.S.H.), avait, à l'issue de l'assemblée de Stockholm, rompu avec la tradition qui, jusqu'alors, répar-

* — Texte du compte-rendu du congrès de Vienne préparé par le Comité National des Historiens Hongrois, et présenté par l'académicien Erik Molnár à la réunion de la Société Hongroise d'Histoire, le 3 décembre 1965.

tissait les débats en cinq sections — méthodologie, histoire ancienne, moyen-âge, temps modernes et histoire contemporaine; cette fois, il tendit à les répartir selon des considérations nouvelles.

Premièrement, et se fondant sur les propositions formulées par les divers comités nationaux, il donna la priorité à 6 grands thèmes historiques d'ensemble; ainsi, il fit centrer les discussions de la première section sur le progrès culturel, le nationalisme et l'internationalisme, et le bilan du monde en 1815. Deuxièmement, rompant avec la conception historiographique qui se centrait sur l'Europe, il voua les travaux de la deuxième section du congrès à l'étude de l'histoire des continents extra-européens.

Dans le cadre de la troisième section, conférèrent les dix commissions internationales relevant du C.I.S.H.: commission de démographie historique, commission des mouvements sociaux, commission d'histoire des églises, etc. Ceci représentait également une rupture avec les habitudes antérieures qui faisaient que ces organismes se réunissaient à part, avant les congrès. (Seule la commission internationale d'histoire économique avait, précédemment à ce congrès, tenu des assises à Munich.)

Enfin, furent réunis les thèmes traditionnels de méthodologie, histoire ancienne, moyen-âge, temps modernes et contemporains dans la quatrième section qui avait été subdivisée en 4 sous-sections. De cette manière, on put discuter de davantage de conférences et, outre les réunions spéciales, les congressistes purent suivre les débats portant sur 36 exposés. En effet, dans sa réforme des débats, le C.I.S.H. avait été guidé par le désir d'assurer davantage de possibilités de discussion, chose qui constituait sa deuxième grande préoccupation. Pour ce faire, on avait mis fin au système des rapports annexes qui absorbaient un temps considérable; les textes des conférences avaient été réunis en quatre volumes qui, préalablement au congrès — mais un peu tard — avaient été distribués aux congressistes, et ces textes n'avaient été complétés que dans certains cas par des études de détail qui également avaient été distribuées préalablement. Chaque conférencier avait le droit de compléter brièvement ce qu'il avait à dire, ce après quoi, pendant toute une journée, pouvait se dérouler la discussion dans les trois premières sections, et pendant une demie-journée dans la quatrième section.

Ceux qui intervenaient dans la discussion disposaient en général de 10 minutes, parfois de plus, mais parfois aussi de moins, pour expliquer leurs opinions. Il arriva aussi que, faute de temps, des congressistes ne purent accéder à la tribune. Autre innovation: les comités nationaux eurent le loisir de proposer tel ou tel spécialiste pour la discussion de telle ou telle question, et leurs interventions bénéficièrent d'un droit de priorité. Ce nouveau système eut l'indéniable avantage de limiter les discussions impromptues et les manifestations éventuelles de considérations subjectives de la part des présidents de séance; par contre, lorsque le nombre des spécialistes annoncés fut trop

élevé, cela enleva la parole aux autres congressistes qui auraient désiré intervenir dans le débat. Bien que nous ne disposions pas d'un chiffre exact, le nombre des interventions peut cependant être évalué à près de 1200.

*

Présenter un tableau d'ensemble et une sorte de bilan scientifique du Congrès des Sciences Historiques de Vienne n'est point une tâche aisée. Les multiples ramifications des questions traitées, le grand nombre des réunions simultanées, la multiplicité des sections en activité, tout cela fit qu'outre les travaux se déroulant dans la section qui l'intéressait directement, un congressiste ne pouvait guère se faire une idée de l'ensemble du congrès. Les contacts personnels avec les autres participants au congrès n'apportaient qu'une information relative. Sans pouvoir, et de loin, prétendre à l'exhaustivité, le présent compte-rendu donnera tout de même une première vue d'ensemble, en s'appuyant sur les informations qu'apportèrent les historiens hongrois qui participèrent aux travaux du congrès. Il ne saurait non plus prétendre à l'exposé des activités de toutes les sections. Il se restreindra donc tout d'abord aux discussions en sections qui, par leurs sujets, comportent des enseignements intéressants pour les historiens hongrois. Il faut donc souligner que notre compte-rendu ne saurait, en aucun cas, rendre superflue l'étude détaillée et critique dans nos revues des conférences qui furent prononcées au congrès.

Au nombre des «grands thèmes» qui furent discutés, l'un des plus importants était intitulé «*Nationalisme et internationalisme aux XIX-ème et XX-ème siècles*». Dans son rapport fort valeureux, qui avait été préalablement publié, le professeur *H. Kohn* esqua la question dans tous ses traits modernes et contemporains. Son texte se distingua par une grande abondance de documents et un sensible effort d'objectivité. Cet auteur professe des vues humanistes de bourgeois libéral. Il brossa une représentation de la simultanéité de la coexistence et du conflit entre les tendances internationalistes et nationalistes. Il explicita le nationalisme dans le processus de sa démarche, démontra ce qu'il représentait de positif par rapport à l'idéologie féodaliste, bien qu'il n'eût point examiné de près la question dite du nationalisme féodaliste.

Du fait de sa conception bourgeoise, le professeur Kohn ne fit pas emploi des catégories de classes et négligea les fondements sociaux et économiques du nationalisme. Il approcha la question plutôt du point de vue de l'histoire des idées. Naturellement, la conséquence en fut que l'apport marxiste de la méthode historique fut absent de sa conférence, qu'il ne traita du marxisme que comme de l'un des courants d'idées du XIX-ème siècle auquel, d'ailleurs, il ne ménagea point quelquefois de vives critiques.

Son exposé révéla que c'était dans un internationalisme, ou une intégration, d'esprit américain qu'il voyait la solution au conflit entre l'internationalisme et le nationalisme.

Dans la discussion de cette conférence, les congressistes marxistes lui reprochèrent tout d'abord son mépris des thèses du marxisme et, en conséquence, son traitement par trop abstrait de la question; peu nombreux étaient ceux qui y opposèrent aussi des points de vue essentiels. Au nombre de ces congressistes, il convient de citer tout d'abord le professeur *Kowalski*, directeur-adjoint de l'Institut polonais d'Histoire du Parti; ne se limitant point à la critique des vues d'allure idéaliste de Kohn, il ne craignit point de s'étendre aussi à l'essence des problèmes qui avaient été soulevés. Il évoqua le fait que, du fait de certaines causes historiques, il pouvait se produire que même dans une société socialiste se manifestent des tendances d'esprit nationaliste. Cependant, considérées dans le contexte historique, celles-ci ne sont que passagères, car le cours principal de l'évolution socialiste indique une marche toujours plus entière vers l'accomplissement des idéaux internationalistes.

Parmi les Hongrois qui intervinrent dans la discussion *Tibor Erényi* traita de la question de savoir comment les problèmes du nationalisme et de l'internationalisme se présentèrent dans le mouvement ouvrier hongrois d'avant la première guerre mondiale; il critiqua la conférence du professeur Kohn pour ne s'être pas convenablement occupée de l'élaboration de la notion marxiste de l'internationalisme. De ce même point de vue, l'historien hongrois *Péter Hanák* critiqua lui aussi cette conférence en faisant allusion à ses relents d'histoire des idées; puis, suscitant beaucoup d'intérêt, il traita de cette question dans les traits généraux qu'elle revêtait en Europe orientale.

Particulièrement intéressante fut l'intervention du professeur italien *Léo Valiani*: il parla de l'internationalisme des chefs du mouvement pour l'unité italienne, puis, à l'aide d'arguments historiques, il montra comment, évinçant le libéralisme, le nationalisme était devenu l'idéal du fascisme. Dans son intervention, le professeur yougoslave *Zwitter* analysa les différences présentées par le nationalisme dans ses manifestations en Europe occidentale et orientale, et traita de ses fondements socio-économiques.

La discussion du rapport annexe du professeur roumain *Victor Chereșteșiu* se relia à la précédente.

Soigneusement et méthodiquement construit, son rapport annexe donna un aperçu sur la plupart des problèmes des révolutions de 1848 en Europe. Quant à la question de la révolution hongroise qu'il traita avec force détails, il eut le tort de faire preuve d'une certaine partialité nationaliste. Ainsi, il exagéra la duplicité de la noblesse qui dirigeait la révolution hongroise; d'une façon unilatérale, il qualifia de contre-révolutionnaire la politique de cette noblesse à l'égard de la paysannerie; par contre, il estima que les mouvements

des nationalités étaient sans équivoque révolutionnaires, omettant de relever qu'ils apportèrent leur contribution aux contre-révolutions européennes ou à celle lancée par les Habsbourg.

L'historien hongrois *György Spira* critiqua le travail de *Cheresteşiu*, démontrant qu'en 1848 la duplicité caractérisa tout autant les couches dirigeantes hongroises que les mouvements des nationalités. En outre, *György Szabad* reprocha au rapport annexe de *Cheresteşiu* le tableau inexact qu'il avait brossé de l'affranchissement des serfs de Hongrie.

Intitulée «*Typologie des Etats nationaux et les formes de leurs apparitions en Europe*», la conférence du professeur *Theodor Schieder*, de Cologne, fut prononcée devant l'auditoire des «exposés spéciaux». Schieder fit tourner ses explications autour de la question de savoir comment les problèmes nationaux se reliaient aux conditions sociales. Il montra que si ces dernières n'étaient point prises en considération, l'apparition et les formes de manifestation de la question nationale ne sauraient être comprises. De façon approfondie, il s'occupa des efforts qui, au XIX^{ème} et au début du XX^{ème} siècles, furent déployés pour affirmer l'emploi des langues nationales, et dévoila l'arrière-plan social issu des rapports de classes qui les explique. En conclusion, il indiqua que la solution d'une question nationale ne pouvait se concevoir que dans son contexte social. La conférence du professeur *Jacques Droz* fut, elle aussi, prononcée dans le cadre des exposés spéciaux, donc non suivie de discussion. Elle était intitulée «*Socialisme et question nationale au XIX^{ème} siècle*», et ceci indique déjà qu'elle se liait aux problèmes évoqués. Faisant preuve d'une impressionnante connaissance du sujet, le professeur français exposa comment les prises de position du mouvement ouvrier avaient évolué; depuis l'analyse des vues de Marx et Engels jusqu'à la situation d'avant la première guerre mondiale, il étudia ce problème, se servant particulièrement des travaux des théoriciens autrichiens et aussi de ceux de certains spécialistes hongrois.

On peut seulement regretter que cet exposé, au demeurant fort prenant, n'ait pas traité assez profondément des positions qui furent celles des bolchéviks.

Outre le rapport des professeurs soviétiques *L. V. Tchérépnine* et *P. V. Palievski*, intitulé «*Structure de la société et questions de développement de littérature russe aux XIX^{ème} et XX^{ème} siècles*», furent aussi discutées les études du Français *F. Furet* et de l'Américain *C. E. Schorske*, qui ne fut distribuée que plus tard. Au travers de la présentation de la composition d'une bibliothèque de la fin du XVIII^{ème} siècle, la première de ces études offre une analyse exemplaire de la culture de l'époque, tandis que la seconde traite de l'évolution culturelle à l'époque de l'Empire.

Dans son introduction, le rapport des professeurs soviétiques avait exposé les enseignements fondamentaux du marxisme sur les relations exis-

tantes entre la littérature et la société. Dépassant les anciennes conceptions dogmatiques et simplistes, ce rapport donna toute sa place à la question de «l'effet en retour» exercé par la littérature.

Ce rapport déclencha une discussion intéressante, quoique un peu superficielle. Le professeur polonais *Kieniewicz* étaya excellemment les positions des auteurs précédents. L'historien hongrois *Ervin Pamlényi* apporta lui aussi son écot à la discussion; il loua les mérites du rapport qu'on venait d'entendre et, citant des ouvrages de Proust et de Kafka, illustra la considérable valeur de source des créations littéraires. Enfin, il attira l'attention sur le fait que l'histoire de Hongrie atteste elle aussi de ce que le rôle de la littérature croît fortement lorsque l'évolution sociale se ralentit, peine et se trouve entravée; en Hongrie, ce fut le cas à l'ère des réformes et dans la décennie qui précéda la première guerre mondiale.

«*Les classes dirigeantes de l'Antiquité aux temps modernes*» avait aussi été un sujet distingué et mis en avant par le congrès de Vienne. Les rapports qui, bien à l'avance, avaient été à ce propos rédigés ne constituèrent point un ensemble homogène; ils se contentèrent de traiter de quelques uns des importants aspects de la question; en général, le traitement de ces questions de détail fut de haute valeur; l'étude du professeur *A. Goodwin* fut particulièrement intéressante; traitant des problèmes français elle se distingua des autres du point de vue théorique. Il analysa les raisons pour lesquelles la noblesse française n'avait point suivi l'exemple de ses alter ego anglais et hollandais qui n'avaient point hésité à se lancer dans les activités commerciales et industrielles. Nombre de congressistes firent état de ce qu'il se trouvait des exposés qui ne décrivaient qu'inexactement certaines notions fondamentales. Ainsi, le professeur Tchérépnine mit l'accent sur le fait que les problèmes des classes régnautes ne sauraient être séparés de ceux des classes opprimées; or, à ces dernières, tel ou tel des rapports ne consacre point une attention suffisante.

Au nom des historiens hongrois, *Pál Zsigmond Pach* souligna l'importance des études comparées; à cet égard, il indiqua que lorsqu'on examine la question de l'embourgeoisement de la noblesse, sa propension à s'occuper d'affaires commerciales ou industrielles, ou bien, au contraire, sa répulsion à l'endroit de ces occupations-là, il conviendrait d'englober dans de telles études la situation des classes seigneuriales d'Europe centrale et orientale. L'historien hongrois *Lajos Elekes* étudia le problème de l'évolution de l'Etat des Ordres et celui de la lutte de classes, apportant ainsi une importante contribution à la connaissance des classes régnautes aux XIV^{ème} et XV^{ème} siècles.

«*La tolérance religieuse à l'époque moderne*» fut un sujet débattu sur la base de différentes études. Cependant, le sujet étant par trop vaste, ces études n'éclairèrent que tel ou tel de ses aspects. Il s'ensuivit de cela que la plupart des congressistes ne discutèrent que de questions dépourvues de lien entre

elles, et qu'ainsi on ne put guère déceler d'idée ou de conception directrice. La discussion qui opposa *G. Schilfert* (RDA) et *Trevor-Roper* (Angleterre) sur la question du rôle et de la signification des levellers fut peut-être la plus intéressante.

Pour les historiens hongrois, *Éva H. Balázs* releva l'importance du rôle joué par les francs-maçons dans l'évolution de la tolérance religieuse; elle montra aussi la nécessité d'une coopération internationale en matière de recherche concernant la franc-maçonnerie. L'historien hongrois *István Sinkovics* dit son mot quant à un article de E. Weinzierl-Fischer; celui-ci, présentant les manifestations de tolérance de la cour de Vienne, donne une image trompeuse de l'effective politique religieuse suivie par la Cour, car son étude se limite à ce qui se passait dans les provinces héréditaires et néglige de connaître la situation en Hongrie, en Bohême et même en Styrie. Puis, il expliqua quels étaient les points de vue sociaux qui s'exprimaient dans l'évolution de la tolérance religieuse. L'historien hongrois *Elemér Mályusz* adjoignit à cette discussion une contribution écrite.

«*Le bilan du monde en 1815*», tel fut le dernier des grands thèmes que, à l'occasion du 150-ème anniversaire du congrès de Vienne de 1815, les dirigeants du présent congrès avaient proposé. Les exposés avaient été préparés par des historiens français: le professeur *Soboul*, le célèbre professeur *Labrousse*, et par autres. Au travail de préparation avaient collaboré des historiens de nombreux pays; *István Barta* et *László Makkai* y avaient apporté la contribution de la Hongrie.

Le débat se développa dans deux directions. D'une part, et ce fut surtout le cas des congressistes marxistes, on reprocha en général à ce rapport d'avoir omis d'examiner la situation des continents et des peuples extra-européens vers l'année 1815, et l'on estima aussi qu'il était beaucoup trop centré sur l'Europe, et même sur la France. Un grand nombre de critiques furent également adressées à la conférence du professeur *Trénard*, pour son esprit conservateur et clérical, et pour le mépris qu'il témoigna à l'ère des réformes et à la révolution française.

Rejoignant l'exposé du professeur Labrousse sur la conjoncture, l'historien hongrois *Gyula Mérei* analysa le cours de l'économie de l'époque du point de vue de la formation et de la conquérante prééminence des conditions capitalistes. Se rapportant à la conférence d'A. Soboul, l'intervention de l'historien hongrois *Kálmán Benda* exposa la structure sociale et la répartition relative des diverses classes dans les pays de l'Empire des Habsbourg; il expliqua aussi que si la révolution française n'entraîna point de changement dans la structure sociale et politique de cet empire, cela était dû à la faiblesse de la bourgeoisie de ces pays.

Quant aux travaux de la II-ème section — qui s'occupait de l'histoire des continents extra-européens — je ne parlerai que d'une séance qui débattit

des *problèmes de la décolonisation*, sur la base des textes présentés par les savants soviétiques *A. A. Guber* et *A. F. Miller*. Au cours du débat, on apprécia de façons diverses le rôle des bourgeoisies nationales et l'on critiqua la thèse qui prétendait que c'était d'elles-mêmes que les puissances occidentales avaient affranchi leurs colonies. Au demeurant, cette séance manifesta son accord avec les thèses principales du rapport.

Pour ce qui est de la *III-ème section*, dans les cadres de laquelle différentes commissions avaient tenu leurs réunions, il me faut parler tout d'abord des séances de la *Commission Internationale d'Histoire des Mouvements Sociaux et des Structures Sociales*, et ceci d'autant plus que cette autre fort importante commission qu'est celle de l'Histoire économique avait préalablement tenu à Munich un congrès particulier, et qu'ainsi sa réunion à Vienne ne pouvait revêtir d'importance notable. De tous les organismes internationaux d'historiens, la commission des mouvements sociaux et des structures sociales est l'une des plus actives. Des historiens marxistes et progressistes déploient une intense activité dans cette commission qui est présidée par le professeur Labrousse.

On y entendit cinq rapports qui se penchèrent sur le rôle joué par les masses populaires, au cours des siècles passés et dans les différents continents, dans les luttes sociales et nationales. L'évolution asiatique fut exposée par le professeur français *Chenaux*. Il mit en relief l'harmonie qui s'y manifesta entre les tendances sociales et nationales, ainsi que les particularités idéologiques et psychologiques de masse. Il remarqua que c'était en général la paysannerie qui fournissait la base essentielle des mouvements. L'académicien soviétique *Gruber* releva l'importance du rôle que l'armée jouait dans les mouvements nationaux en Asie.

Le professeur *Vilar* (de la Sorbonne) parla de l'Amérique, analysant tout d'abord les mouvements pour l'indépendance du début du XIX-ème siècle. Lui aussi souligna la concordance des facteurs sociaux et nationaux, mais, et à bon droit, l'historien uruguayen *Carlos Ramo* le critiqua d'avoir, d'une manière parfois simplificatrice, assimilé aux contradictions de classes les antagonismes entre blancs et hommes de couleur. Il est fort regrettable que le manque de temps ait empêché la discussion sur le rapport européen qui était justement le plus intéressant. Ainsi, la conférence si valeureuse et passionnante, mais parfois empreinte d'un certain idéalisme, que prononça *Jacques Droz* ne fut critiquée sur le fond que par le professeur *Hobsbawm*.

Au cours des cinq années écoulées depuis le colloque d'Uppsala, la *Commission de Slavistique* — au sein de laquelle, il y a 5 ans, s'exprimaient des tendances fort réactionnaires — n'accomplit aucun travail; la situation était telle que l'on pouvait s'attendre à sa dissolution. Cependant, lors du congrès qui se tint à Sofia il y a deux ans, cette Commission Internationale de Slavistique — qui était avant tout composée de linguistes et d'historiens des

lettres — accueillit en son sein des historiens qui y occupèrent des places importantes; et finalement, un changement favorable s'est manifesté dans ses activités:

1. Bien que son nom soit resté «Commission Internationale de Slavistique», on pense de plus en plus qu'elle devrait plutôt s'occuper de l'histoire de l'Europe orientale; cette suggestion a été l'objet d'une approbation générale.

2. Alors que jadis s'y manifestait surtout l'influence des linguistes et des littérateurs, aujourd'hui, les historiens exercent dans cette commission une influence grandissante.

3. Un soviétique et un polonais y ont été élus aux postes de vice-présidents, ce qui atteste d'une avance remarquable des pays socialistes.

Au demeurant, l'impréparation de la réunion fut telle que le débat scientifique qui s'y déroula ne fut d'aucune importance. *József Perényi* y intervint au nom des historiens hongrois.

Le congrès de Vienne a été appelé à discuter le rapport du Belge *F. Vercauteren* portant sur l'historiographie des villes du moyen-âge qui fut réalisée au cours des cinquante dernières années.

Cet exposé traita en premier lieu de l'historiographie des villes d'Europe occidentale et d'Italie, et toucha quelque peu à celle des villes slaves. Il indiqua qu'on avait dû reculer la limite chronologique des recherches jusqu'aux VI-ème et IX-ème siècles, qu'on avait dû aussi, pas à pas, repousser au second plan les conceptions d'histoire du droit qui, auparavant, dominaient, et faire gagner du terrain aux méthodes de recherche complexes. Il souligna que les recherches d'histoire des agglomérations ne sauraient être séparées des recherches régionales.

Le débat eut plutôt pour effet d'apporter des compléments, les congressistes qui intervinrent présentant des comptes-rendus des recherches effectuées dans leurs pays respectifs.

Dans la IV-ème section, où l'on traitait de thèmes médiévaux, la conférence la plus intéressante fut celle du professeur tchécoslovaque *F. Graus*, consacrée à *Les débuts des Etats du Moyen Age en Europe centrale*. Dans son rapport, il plaça les facteurs sociaux au premier rang de ceux qui intervinrent dans le processus de la genèse des Etats; en termes fort circonspects, il parla de la continuité de l'Etat daco-roumain et de l'Etat féodal roumain du X-ème siècle; en traits dépourvus d'historicité, il brossa un tableau des sentiments nationaux dans les Etats d'Europe orientale des X-ème et XI-ème siècles, l'acuité des antagonismes nationaux étant particulièrement signalée quant à l'Allemagne.

Il n'y eut pratiquement pas de débat. Chacun exposa son opinion, sans réagir particulièrement à telle ou telle autre intervention. Nos collègues roumains, *Daicoviciu* et *Otetea* parlèrent de l'Etat roumain du X-ème siècle en se

fondant sur des données archéologiques et de la chronique du moine hongrois, Anonyme.

Des participants à la discussion il faut encore mentionner *P. Ratkoš* (Tchécoslovaquie) qui souligna l'importance des Slaves et de l'empire moravien. En discutant ses thèses *Nestor* (Roumanie) sur la base des raisons archéologiques disputables, affirma l'importance *seulement* de la continuité daco-roumaine.

L'historien hongrois *Antal Bartha* intervint dans ce débat et critiqua la conception qu'on venait d'exposer quant à l'Etat roumain féodal du X^{ème} siècle; il critiqua également les déficiences perceptibles dans l'image tracée sur les rapports et les écarts entre les formes structurales tribales tardives et les organismes étatiques primitifs.

Dès le premier jour de la réunion de la *section des temps modernes*, on assista à la discussion de la conférence d'*Erik Molnár*, intitulée «*Les fondements économiques et sociaux de l'absolutisme*». C'était d'ailleurs là le seul rapport à être présenté par un historien hongrois. Le «debater» le plus acerbe fut ici l'historien français *Mousnier*, qui, lors du congrès de Rome, avait été co-auteur du rapport sur l'absolutisme. Pour ce qui est de l'essentiel, sa protestation s'adressa à l'emploi des catégories du marxisme sur l'histoire de France; cependant, il s'avéra qu'il interprétait de façon erronée les catégories du marxisme. De l'intervention de *Mousnier* différèrent fort heureusement celle d'un autre historien français, *Mandrou*, et celle du professeur *Porchniev* qui, adoptant les thèses du rapport et excipant de ses propres travaux, polémisa avec le premier nommé. L'historien hongrois *Győző Ember* se lança lui aussi dans le débat; à l'aide d'une abondante documentation, il jeta de la lumière sur les fondements économiques et sociaux de l'absolutisme des Habsbourg en Hongrie, au XVIII^{ème} siècle; ce faisant, il apporta sa contribution aux questions que les rapports annexes à la conférence d'*Erik Molnár* avaient fait apparaître. Dans son introduction et dans son allocution de clôture, *Erik Molnár* eut l'occasion d'exposer plus en détail ses vues sur le rôle joué par la bourgeoisie française sous le règne de la monarchie absolue.

La conférence consacrée aux «*Mouvements paysans dans le centre et le sud-est de l'Europe du XV^{ème} au XX^{ème} siècles*» avait été préparée sous la direction de l'historien roumain *S. Pascu*. Elle donna une vue d'ensemble sur les mouvements paysans les plus notables qui se déroulèrent en Europe orientale et centrale; il indiqua qu'ils avaient revêtu des formes différentes et souligna fortement leurs caractères nationaux — qu'il mit même parfois au premier plan. On ne risque guère de se tromper en disant que la conférence de *Pascu* fut celle qui recueillit les critiques les plus acerbes. Plusieurs congressistes montrèrent que cet exposé n'avait pas consacré une attention suffisante aux motifs économique-sociaux de ces mouvements paysans, qu'il ne faisait pas une distinction suffisamment claire entre les actions conscientes des pay-

sans et celles qui ne furent que spontanées, et enfin qu'il exagérait considérablement leurs aspects nationaux. L'historien anglais *Hobsbawm* s'étonna de l'absence de la méthode et de la conception marxistes dans cette conférence. Si ce ne fut pas en termes aussi durs, les critiques des historiens yougoslaves, polonais et hongrois n'en partirent pas moins du même point de vue. Les historiens polonais *Kieniewicz* et *Bobinska* reprochèrent à ce texte qu'il ne présentait nulle différenciation entre les proportions de participation des paysanneries pauvre et aisée dans ces mouvements à l'ère du féodalisme, et qu'il ne disait rien non plus de leurs rapports avec les «petites guerres» que les seigneurs se livraient les uns aux autres. Dans son intervention fort remarquée, l'historien yougoslave *Sidak* souligna la primauté des motivations sociales qui se profilaient derrière les mots d'ordre nationaux, et pour cette raison il critiqua le caractère superficiel de la conférence en question. L'historienne hongroise *Agnès R. Várkonyi* mit l'accent sur la nécessité d'un examen plus approfondi des corrélations entre le caractère des mouvements paysans et les conditions économiques et sociales qui régnaient à l'époque; puis elle soumit à la critique l'emploi schématique des catégories nationales. L'historien hongrois *Tibor Hajdú* parla des relations entre socialisme et mouvements paysans; il déplora aussi l'absence dans la conférence en question des rapports qui existaient entre les mouvements bourgeois d'une part, et les luttes du prolétariat et des paysans de l'autre.

Consacrée aux «*Les mouvements pour l'indépendance nationale et économique des Balkans au XIX^e et au XX^e siècle*», la conférence du professeur yougoslave *D. Djordjevic* traita également d'un problème de l'Europe du sud-est. Sérieuse, touchant à tous les aspects de la question et bien documentée, cette conférence donna une vue d'ensemble sur les luttes que les pays balkaniques livrèrent pour obtenir leur indépendance, depuis le début du XIX^{ème} siècle jusqu'à la première guerre mondiale. Elle eut cependant le tort de ne pas traiter d'une manière assez approfondie des aspects que le mouvement ouvrier donna à cette question. La séance de discussion fut, quant à elle, plutôt terne et d'un niveau assez médiocre. La plupart de ceux qui prirent la parole ne tendirent point à une analyse d'ensemble et homogène dans ses éléments; la plupart du temps, ils s'égarèrent dans des considérations sur les conflits qui opposèrent les peuples balkaniques entre eux, et leur représentation de luttes nationales fut unilatérale.

Au nom des historiens hongrois, *György Ránki* releva que le rapport avait omis de signaler certaines corrélations d'ordre général; par ailleurs, la terminologie employée ne fut pas assez claire quant à la notion d'indépendance économique; elle ne montra point, non plus, que l'obtention de l'indépendance nationale ne signifia point ipso facto pour ces pays balkaniques arriérés que les conditions de l'indépendance économique se trouvaient acquises.

L'une des séances de débat les plus intéressantes de ce congrès fut celle qui s'occupa des «*Problèmes politiques de la première guerre mondiale*». En fait, ce rapport de G. Ritter est un écrit polémique dirigé contre le livre bien connu de Fritz Fischer, intitulé «*Griff nach der Weltmacht*». En effet, en plaçant au premier plan la personne du chancelier Bethmann-Hollweg et sa politique modérée, Ritter voulait affaiblir la conception d'impérium universel exposée par Fischer. Ritter considère que les buts de guerre des Allemands n'étaient rien d'autre qu'une «*forme extensive de la défensive*». Ritter n'assista pas en personne à cette réunion et, sous cette forme, aucun congressiste ne partagea ses vues. Au cours du débat, on vit se dessiner deux points de vues. Selon le premier, même ceux qui n'étaient point d'accord avec le rapport n'en contestaient pas moins la conception de Fischer. Ainsi, d'après ces idées-là, avant la guerre, l'Allemagne ne nourrissait point d'ambitions conquérantes, et encore moins d'intentions impérialistes. L'opinion contraire fut exposée par Fischer lui-même. Il souligna que ce n'était pas la personne de Bethmann-Hollweg qui était l'élément important, mais bien la politique menée par la couche dirigeante. L'essentiel ne réside point en ce que Bethmann-Hollweg dit, mais dans ce qu'il fit et dans ce qu'il pouvait faire, considérant la situation du rapport intérieur des forces. S'appuyant sur des documents inédits avant trait aux résolutions bellicistes des milieux dirigeants allemands, ce point de vue de Fischer fut soutenu par l'historien ouest-allemand I. Geiss et par l'historien allemand de l'Est F. Klein, qui apporta des renseignements témoignant des idées expansionnistes de Bethmann-Hollweg. L'autrichien Fritz Fellner rejetta lui aussi d'une façon sagace la théorie de l'«*erweiterte Form der Defensive*». Il montra que les Alliés de cette ère de l'impérialisme n'étaient point spécialement dressés contre l'Allemagne, mais qu'eux aussi voulaient une nouvelle répartition du monde; et ainsi se produisit le choc des intérêts des grandes puissances.

De façon fort convaincante, l'académicien Krstov expliqua que personne ne pensait que Bethmann-Hollweg avait été un représentant de l'impérialisme extrémiste; mais ceci ne change rien au caractère de l'impérialisme allemand; de même que les buts de guerre, modérés ou exacerbés au gré de l'évolution de la situation militaire, donc sujets à de fréquentes modifications, n'en restent pas moins effectivement des objectifs expansionnistes, des buts de guerre de conquête.

Le rapport présenté par Engel-Jánosi ne suscita qu'un débat tempéré; se fondant en partie sur des documents d'archives, il éclaira certains aspects de l'action pour la paix de Charles IV — et, ce faisant, en présenta une image quelque peu idéalisée.

La séance consacrée aux *Problèmes économiques et sociaux de la première guerre mondiale* se rapporta organiquement à ce thème; ici, le rapport avait été élaboré par un groupe de travail dirigé par l'académicien soviétique Sidorov.

Le rapport fut surtout centré sur les problèmes russes, sur les causes de la révolution, etc. — mais le débat, lui, s'orienta plutôt sur les questions qui avaient trait à l'Allemagne. Plusieurs des historiens bourgeois critiquèrent l'une des idées fondamentales du rapport, à savoir que le déclenchement de la guerre avait étroitement dépendu des intérêts du capital monopoliste. Une autre de ses questions centrales était celle de l'effet social de la guerre, plus précisément qu'en conséquence de la guerre le mouvement ouvrier allemand s'était trouvé stimulé. Plusieurs congressistes s'occupèrent aussi des objectifs de guerre de l'impérialisme allemand. L'historien hongrois *Cyula Tokody* intervint pour souligner la corrélation entre les efforts pour s'assurer les matières premières stratégiques et les aspirations conquérantes des grandes puissances.

Quant aux *Questions ayant trait à la seconde guerre mondiale*, il convient de distinguer tout d'abord la réunion qui s'occupa de l'*Histoire des mouvements de résistance* ; dans les cadres du congrès, elle avait été organisée par un Comité international qui est jusqu'à un certain point indépendant du C.I.H.S. Le professeur *Henri Michel* prononça la conférence d'ouverture des débats, se préoccupant en premier lieu d'aboutir à une définition exacte de la notion de mouvement de résistance. Puis, il traita de quelques questions de méthodologie des recherches concernant l'histoire de ces mouvements et il brossa un tableau général de l'état actuel des recherches et de leurs résultats en ce domaine; pour ce faire, il s'était appuyé sur une vaste documentation internationale, parmi laquelle se trouvait aussi celle qui avait été envoyée par l'Institut hongrois d'Histoire du Parti. Au cours des débats, qui furent ici d'une ampleur exceptionnelle et où l'on se plut à reconnaître la valeur de la conférence du professeur Michel, les critiques furent surtout adressées aux explications concernant le caractère du mouvement de résistance.

De la part des historiens hongrois, *György Ránki* dit qu'il estimait que la définition du mouvement de résistance donnée par le professeur Michel lui semblait étroite. Il considéra que l'une des caractéristiques de ce mouvement avait été qu'au delà des communistes il réunissait toutes les tendances qui combattaient les Allemands à ceux qui luttèrent pour une rénovation de la société; il souligna que — bien entendu dans une mesure variant de pays à pays — les conceptions sociales et les points de vues de classe avaient joué un rôle déterminant dans le mouvement de résistance.

Les congressistes qui intervinrent dans la discussion furent en général d'accord pour penser qu'à l'avenir le Comité International du Mouvement de Résistance devrait se muer en une Commission de la Seconde Guerre Mondiale.

L'historien américain *G. A. Craig* prononça une conférence intitulée «*Le rôle du commandement militaire allemand dans la vie politique et sociale de l'Allemagne pendant la II-ème guerre mondiale*»; quoiqu'elle eut soulevé un problème fort intéressant, elle ne suscita point la discussion qu'elle aurait mérité de connaître, en partie à cause du peu de temps dont on disposait.

Rappelant le grand rôle politique que le commandement militaire allemand avait joué pendant la I-ère guerre mondiale, Craig estima que, par contre, pendant la II-ème guerre mondiale, le commandement militaire fut complètement éclipsé en ce domaine par le parti nazi. En général, on critiqua cette conception de Craig. Au nombre des reproches formulés à l'endroit de cette conférence, on entendit deux critiques qui allèrent au delà de ce que l'on connaissait généralement; l'historien tchécoslovaque *Sneiderek* souleva la question du rôle que l'armée joue en général dans l'Etat moderne; quant au professeur soviétique *Izraelian* il montra d'un point de vue méthodologique que les objectifs du parti et du régime nazi, d'une part, et ceux du commandement militaire, d'autre part, avaient fondamentalement coïncidé.

Dans la *section de méthodologie*, l'historien *Engelberg* (République Démocratique Allemande) prononça une conférence intitulée «*Révolution et évolution dans l'Histoire*» qui toucha à l'une des questions idéologiques et méthodologiques les plus importantes. (Il convient au passage d'apprécier le fait que des historiens de la RDA aient pu figurer à ce congrès parmi les conférenciers.) La conférence du professeur Engelberg suscita un grand intérêt surtout pour le sujet qu'il avait choisi. Le travail qu'il avait fait distribuer fit connaître les vues du marxisme en la matière — mais il ne contient que fort peu d'idées et de documents nouveaux. La discussion tourna surtout autour de la question de savoir jusqu'à quel point on pouvait distinguer l'idée de révolution de celle d'évolution; on s'efforça de définir la notion de révolution et de faire la différence entre révolution socio-économique et révolution armée. Ce fut sans doute au cours de ce débat que se manifesta le plus nettement de la part de certains historiens ouest-allemands la tendance à approcher les questions historiques dans un esprit plutôt politique que scientifique. Quant aux interventions qu'on entendit de la bouche de congressistes venus des pays de démocratie populaire, elles ne tournèrent parfois qu'autour des questions de la révolution démocratique populaire, ou bien furent des exposés des succès que celle-ci avait remportés.

L'allocution de clôture fut prononcée par *Erik Molnár* qui souligna le rôle éminent des révolutions dans l'évolution historique.

Sur la base du rapport présenté par l'historien américain *L. Gottschalk*, le congrès discuta des *Idées et conceptions concernant l'histoire de l'Univers au XX-ème siècle*. L'auteur présenta une utile revue des ouvrages jusqu'à présent parus et prétendant traiter de l'histoire du monde; il formula diverses critiques à l'égard de certains livres qui avaient le tort d'être par trop «germano-centriques», «franco-centriques» ou «anglo-centriques». Dans le cours de la discussion, il dut combattre la conception erronée d'un congressiste ouest-allemand qui tendait à opposer l'histoire nationale à l'histoire universelle. L'historien hongrois *László Zsigmond* critiqua la séparation mécanique entre l'Est et l'Ouest que l'on trouve dans les oeuvres de Toynbee. Simultanément, il entra

aussi en discussion avec cette nouvelle tendance qui vise, en matière d'historiographie, à remplacer l'ancien et unilatéral «européo-centrisme» par un «asiatico-centrisme» tout aussi unilatéral que le précédent.

L'historien américain *R. A. Kann* avait préparé un rapport intitulé «*Fédéralisme et Etat fédéral dans le cours de l'histoire*». Ce texte s'avéra être assez creux, donnant une exégèse qui avait davantage de rapports avec l'histoire du droit qu'avec des faits historiques concrets, et ceci influa nettement sur le cours du débat qui le suivit. D'une part, certains congressistes se mirent, à l'image même du rapport, à traiter de questions juridiques, formelles et notionnelles, et, d'autre part, il ne se trouva que peu d'interventions pour en revenir au sujet des relations entre le fédéralisme et la démocratie. Ainsi, on ne saurait guère distinguer ici qu'une ou deux interventions. L'une de celles-ci parla de la venue en 1943—44 du système d'Etat fédératif yougoslave, et l'autre analysa les corrélations économico-sociales de l'organisation fédérative de l'Etat du Canada.

Au nom des historiens hongrois, *Gyula Mérei* exposa qu'à l'ère du capitalisme c'est plutôt l'Etat national qui est de règle, l'Etat fédératif constituant l'exception. A la conférence, il fit le reproche de n'avoir point éclairé les corrélations socio-économiques et historiques du problème des fédérations.

La conférence intitulée «*Le développement de la pensée historique au milieu du XX-ème siècle*» des historiens soviétiques *M. V. Netchkina*, *V. T. Pachouto* et *E. B. Tcherniak* suscita un intérêt assez vaste. Elle présenta une large vue d'ensemble des différentes tendances de l'historiographie bourgeoise, et ne s'étendit point aux progrès de la science marxiste de l'histoire; elle fit le procès du subjectivisme constatable dans l'historiographie bourgeoise, mais sans évoquer la manière dont le subjectivisme influa sur la conception marxiste de l'histoire; elle ne releva pas non plus suffisamment combien le XX-ème congrès du Parti Communiste de l'URSS avait exercé d'effets sur l'historiographie marxiste.

A cet égard, l'historien hongrois *Gyula Tokody* essaya d'apporter des éléments complémentaires, en se référant au fait que, au cours de ces derniers temps, la science marxiste et sa pensée historique passaient au travers d'une mutation et d'une évolution sérieuses. Cependant, au cours de la discussion, cette vue ne fut point, en général, prise en considération. La plupart des congressistes bourgeois contestèrent le point de départ doctrinal de la conception marxiste de l'histoire, soulignant qu'en matière de sciences sociales on ne saurait parler d'une connaissance scientifique précise. Quant aux congressistes marxistes, ils se contentèrent d'argumenter sur l'enrichissement que le marxisme avait apporté à la science historique.

Le résultat principal de ce débat se trouve plutôt en ceci que l'on approuva nombre de propositions concrètes formulées par le rapport soviétique — et point seulement sur le plan technique — pour aboutir à une coopération entre

les historiens, plus particulièrement en matière d'élaboration méthodologique d'une Histoire universelle.

C'est peut-être justement ce problème de la pensée historique du XX-ème siècle qui peut faire accéder au problème plus général: quel tableau peut-on brosser — en se fondant sur les discussions de ce congrès — de la situation de la connaissance bourgeoise de l'histoire, quelle appréciation peut-on donner du rôle joué par les historiens marxistes, quel jugement peut-on porter sur le rôle de ce congrès même dans l'oeuvre, de développement de la science historique et dans l'élucidation des questions scientifiquement litigieuses? Il semble évident que l'analyse scientifique de chacune des conférences et des interventions prononcées au cours des débats pourrait donner une réponse crédible à cette question. Ainsi donc, lorsque nous parlons de nos impressions plutôt que d'une réponse, c'est seulement une approche de ces questions que nous nous efforçons de formuler.

Pour ce qui est de la première question, il nous faut souligner ce fait que nous avons déjà constaté au congrès de Stockholm, à savoir que l'histoire des idées et le positivisme sont les deux tendances qui sont fortement représentées dans les différents milieux occidentaux d'historiens. Mais on aurait tort de ne pas relever ce trait nouveau qui se présente dans l'épreuve de force entre ces deux courants. En effet, les textes du congrès de Vienne attestent que, beaucoup plus vigoureusement qu'auparavant, se manifestent les idées positivistes, et même, au delà d'elles, celles qui reconnaissent l'importance des processus sociaux et économiques, donc les idées dont on pourrait dire qu'elles relèvent du matérialisme vulgaire. Ceci provient de ce qu'à ce congrès, l'influence des historiens français a en général connu un regain de poids, et plus particulièrement celle de ces écoles françaises d'historiens qui, au moins partiellement, font leur profit des méthodes historiques de Marx. Cette tendance se manifeste même dans l'historiographie italienne, dans cette Italie où la vie intellectuelle est en général assez fortement influencée par l'idéologie marxiste. Il semble aussi que dans les milieux d'historiens d'Amérique du Sud, la pensée historique empreinte de marxisme joue un grand rôle. Dans les historiographies anglaise et américaine, les vieilles traditions du positivisme sont encore telles que l'influence marxiste ne parvient guère à les entamer — mais il est vrai aussi que leur vigueur est telle qu'elles ne laissent guère de champ non plus, en Angleterre et en Amérique, à la tendance de l'histoire des idées. Bien que ce soit dans une mesure décroissante, c'est cependant parmi les historiens d'Allemagne occidentale que vivent le plus intensément les traditions de l'histoire des idées; c'est également dans ce pays, où se trouvent le plus d'historiens furieusement anti-marxistes qui emploient volontiers leur arsenal scientifique dans la lutte politique, que se manifestent des tendances nouvelles qu'on ne saurait négliger. Il ne s'agit pas seulement ici de Fischer et de son cénacle, mais d'autres qui, par exemple, dans leur lutte contre le

marxisme n'hésitent pas parfois à employer certains nouveaux éléments scientifiques extraits plus d'une fois de la pensée marxiste. De tout cela, on peut en général conclure que même du point de vue de l'historiographie bourgeoise, les voies offertes par les traditions du subjectivisme et de l'idéalisme sont de moins en moins praticables, et ainsi sont de plus en plus nombreux ceux qui considèrent que le réalisme thomiste, le néo-thomisme, fournissent des bases doctrinales plus utilisables.

Il convient d'être également attentifs à des phénomènes nouveaux dans l'historiographie marxiste. Nous pouvons affirmer sans crainte d'erreur que jamais encore comme à ce congrès de Vienne il n'y eut de congrès internationaux des sciences historiques où la manière marxiste de soulever les questions aurait tellement empreint les travaux. Ceci découla tout d'abord du fait que 9 des 36 rapports présentés furent préparés par des historiens de pays socialistes. Un autre fait encore y contribua: plusieurs centaines d'historiens venus de pays socialistes furent présents à Vienne, et ils furent relativement plus nombreux que leurs confrères occidentaux à prendre la parole dans les débats. Plusieurs historiens communistes occidentaux — Hobsbawm, Vilar, Soboul, etc. — contribuèrent aussi à orienter les débats dans un sens marxiste; armés d'un grand savoir, ils offrirent des exemples effectivement scientifiques d'emploi du marxisme qui montrèrent comment il fallait, et comment on peut, mener la lutte idéologique dans les activités scientifiques. Et enfin — mais non en dernier lieu — si l'on peut dire qu'à Vienne les positions de l'historiographie marxiste se trouvèrent améliorées, cela provient grandement aussi de ce qu'au cours de ces dernières années, les historiens marxistes ont beaucoup progressé; l'esprit dogmatique, la simplification des processus historiques, les affirmations purement phraséologiques de la supériorité du marxisme sont de plus en plus rares. Depuis 1955, et d'une façon perceptible d'un congrès à l'autre, nombre d'historiens des pays socialistes apprennent *effectivement* l'art de l'emploi historique du marxisme; se fondant sur une sérieuse documentation objective, ils partent à l'assaut — et non sans succès — des positions conceptuelles de la bourgeoisie. Ce processus est encore loin d'être sans faille, et il n'est point exempt de contradictions. Dans le milieu des historiens marxistes on pouvait nettement percevoir deux orientations qui, de temps à autre, se manifestèrent au grand jour et s'exprimèrent dans des discussions. La contradiction entre ces deux conceptions est plus ou moins claire. En effet, nombreux sont encore les historiens qui, incapables de procéder à une assimilation personnelle de la pensée marxiste, s'efforcent d'expédier toute discussion à l'aide de principes d'ordre général qui sont souvent plus stalinien que marxistes. Etant peut-être parfois nantis d'un bagage de connaissances objectives insuffisant, leur prédisposition d'esprit leur fait justement, et plus d'une fois, sous-estimer la nécessité du savoir. Leurs interventions ressemblent souvent à des discours de propagande; ils font penser à des pugilistes lors

d'une séance de shadow-boxing qui donnent l'impression de frapper de grands coups, mais dont les poings ne percutent que l'air. Ceux qui ont eu l'occasion d'assister aux séances du congrès de Vienne ont, une nouvelle fois, eu l'occasion de se persuader que soulever des questions ou y répondre de manière dogmatique ne permet nullement de résoudre les grands problèmes historiques de notre temps et de poursuivre la lutte idéologique.

Si la science marxiste de l'histoire a remporté des succès à ce congrès — et ce fut indubitablement le cas — ceci fut justement dû à cette manière d'argumenter qui est nouvelle mais qui est aussi la façon vraiment marxiste d'antan; elle permit à nombre de congressistes de démontrer — à l'aide d'éléments concrets et non en brandissant des généralités — que la méthode marxiste est le moyen le plus scientifique pour élucider des événements historiques. Or, des interventions de cet esprit-là, nous en avons entendu en grand nombre de la part d'historiens soviétiques, tchécoslovaques, polonais et hongrois.

Lorsque nous disons que c'est seulement un tel emploi de la conception marxiste de l'histoire qui peut être une arme vraiment efficace dans la lutte idéologique, nous ne saurions rester indifférents à ces problèmes qui entravent la victoire totale sur le dogmatisme et l'essor d'une historiographie marxiste, efficace et renaissante dans son esprit même. Ce problème, c'est avant tout celui des corrélations non encore élucidées entre la lutte idéologique et la coexistence pacifique. En l'occurrence, il faut partir de ce que la lutte entre l'idéologie bourgeoise et celle du marxisme sur le terrain de la science historique ne se déroule point en premier lieu autour de la nature des faits recherchés, mais autour de leur interprétation, autour de questions méthodologiques et philosophiques qui ont trait à l'histoire.

Ainsi donc, s'il est vrai que la science marxiste de l'histoire doit accorder une grande attention à la recherche des faits — et en ce domaine, on peut exciper de résultats probants — ceci ne saurait repousser à l'arrière-plan l'intérêt à l'endroit des problèmes théoriques, ceci ne saurait mener la science marxiste de l'histoire vers une sorte de positivisme. Et les problèmes théoriques ne sont pas seulement liés à la lutte idéologique. Bien plus important est de résoudre, à l'aide de la méthode marxiste, les problèmes que l'histoire nous pose et qui n'ont point encore été suffisamment mis au clair; ceci étant d'ailleurs une condition du succès de la lutte idéologique. Or, nous ne pourrions employer la méthode marxiste avec succès que lorsque nous l'aurons entièrement nettoyée de ces éléments étrangers qui s'agglutinèrent à elle à partir des années 30 et des années 50.

Si l'on fait abstraction de quelques interventions qui furent surtout prononcées par des émigrés ou des Allemands de l'Ouest, mais qui ne furent, somme toute, qu'assez sporadiques, le climat de coopération scientifique marqua à Vienne un net progrès par rapport à ceux que l'on avait pu percevoir

aux congrès précédents. De chaque côté, on s'est rendu compte de l'utilité des échanges de vues, et l'on n'hésita pas à le dire. Même au cours des discussions les plus âpres, le parti pris politique fut infiniment moins sensible qu'auparavant. Cependant, pour peu que l'on s'inquiète des perspectives d'avenir, il convient de faire remarquer que les programmes actuels sont trop chargés, et qu'ainsi le mode de discussion qui suit les conférences devient trop souvent une incohérente succession d'interventions — et que tout cela n'assure point aux débats tout le sérieux scientifique que l'intense intérêt manifesté par les historiens mériterait. Donc, pour arriver à un niveau de valeur scientifique plus élevé, conviendrait-il de procéder à une radicale réforme du déroulement des congrès. On pourrait aller en ce sens, par exemple, en n'inscrivant à l'ordre du jour des congrès internationaux d'historiens que des sujets dont la discussion, pour être fructueuse, nécessite la coopération internationale et la répartition des travaux. Bien avant la convocation des congrès, ces sujets — dont le nombre devrait être notablement réduit — devraient être préparés par des historiens de différents pays réunis en groupes de travail; la tâche essentielle des congrès internationaux des sciences historiques devrait ensuite consister surtout à prendre connaissance des travaux de ces groupes, à les discuter, et à définir de nouveaux travaux à réaliser. Au demeurant, cette question a déjà préoccupé le C.I.H.S. qui s'était deux fois pendant le congrès de Vienne.

Dans les journées qui avaient précédé l'ouverture du congrès de Vienne et dans celles qui suivirent sa clôture, le C.I.H.S. a tenu son assemblée habituelle. A la première réunion, celle du 28 août, le secrétaire-général du C.I.H.S. rendit compte des activités du Comité au cours des années passées et parla de diverses questions d'organisation et administratives. Puis, on procéda à l'admission de membres nouveaux et à l'élection des nouveaux dirigeants. Les pays socialistes ont tiré des avantages de la discussion de chacun de ces deux points. Premièrement, sans discussion et à l'unanimité, le comité vota l'admission du Comité des Historiens Cubains, puis, en tant que commission autonome, on admit la Société Scientifique de l'Europe du Sud-Est où les pays socialistes jouent un grand rôle. Deuxièmement, à l'issue d'une brève discussion, l'assemblée vota à l'unanimité l'officielle suggestion aux termes de laquelle les pays socialistes compteraient désormais trois représentants, au lieu d'un jusqu'ici, au sein du Bureau du C.I.H.S. L'historien belge Paul Harsin est devenu le nouveau président du Bureau, parmi les membres duquel l'académicien soviétique A. A. Guber, le professeur polonais A. Gieysztor et le professeur yougoslave G. Tadić représenteront les historiens des pays socialistes. Ce sérieux succès en matière de politique scientifique est dû, pour une part, aux résultats que les pays socialistes peuvent présenter en matière d'historiographie, et pour une autre grande part, à la perspicace activité de l'académicien A. A. Guber qui, étant vice-président administratif du C.I.H.S. joue un

grand rôle dans la direction de cet organisme. Les historiens des pays socialistes ont enregistré encore un autre succès du fait de la résolution qui fut votée de tenir, en 1970 le prochain congrès international des sciences historiques à Moscou. La deuxième assemblée du C.I.H.S., le 5 septembre, procéda à une appréciation des travaux du congrès de Vienne qui venait de s'achever, elle s'occupa aussi des problèmes concernant l'organisation des congrès suivants et fut d'avis que la prochaine assemblée du C.I.H.S. devrait être réunie à Rome en 1967. Puis, Michel François, secrétaire-général du Bureau, et A. A. Guber, vice-président administratif, annoncèrent que l'invitation adressée en 1964 par la Commission Nationale des Historiens Hongrois avait été acceptée, et qu'en conséquence le Bureau se réunirait à Budapest en septembre 1966.

Le présent compte-rendu du congrès se doit encore d'essayer de donner une récapitulation des activités que les historiens hongrois y déployèrent. Près de 50 historiens hongrois — et parmi eux, de nombreux jeunes — assistèrent aux débats de ce congrès; 23 d'entre eux prirent la parole aux différentes séances, et il en fut plusieurs qui intervinrent dans les discussions qui animaient les sections. Outre ceux que nous avons déjà mentionnés, Kálmán Benda et István Diószegi firent des exposés aux réunions de la Société d'Etudes Robespierriennes, Endre Kovács intervint dans le débat qui eut lieu à la Commission d'histoire universelle, József Perényi et Endre Arató firent de même à la commission de slavistique, tandis que Tibor Wittman prenait la parole dans les entretiens qui portaient sur les questions intéressant les peuples d'Amérique du Sud. Cependant, du fait de la tardive arrivée des textes, nous n'avons pas pu assurer de manière convenable une harmonisation de contenu et une préparation bien organisée des interventions.

Sans nous laisser aller à quelque exagération que ce soit, nous pouvons constater que les congressistes hongrois surent participer aux discussions de façon judicieuse, traitant au fond des sujets présentés, s'appuyant sur une sérieuse documentation scientifique et se situant au niveau des principes. En général, ils furent de ces marxistes qui évitèrent les généralités dogmatiques et les phrases creuses. Ce faisant, ils servirent le bon renom de la recherche historique hongroise marxiste; à la faveur de plus d'une intervention, le congrès leur marqua son estime, et à l'occasion d'entretiens impromptus, bien des historiens étrangers leur exprimèrent ce même sentiment. Ainsi, nous pouvons dire que nous nous sommes rapprochés de la réalisation de l'objectif que nous nous étions fixés après le congrès de Stockholm; à ce congrès de Vienne, nous avons témoigné du développement et des succès scientifiques de l'historiographie hongroise.

Notre participation à ce congrès s'est trouvée utilement complétée par les deux volumes des «Nouvelles Etudes Historiques» dans lesquels étaient insérés des textes de 42 historiens sur des sujets se rapportant à ceux traités

au congrès, ainsi qu'une bibliographie annotée des travaux historiques de ces cinq dernières années, en Hongrie. Le mérite de la publication au bon moment de ces deux volumes fort bien présentés revient à Dániel Csátri, László Katus et Mme Ágnes Rozsnyói. Nous en avons emporté 110 exemplaires... que des centaines de congressistes voulurent acquérir. Il nous fut fort pénible de devoir donner des réponses négatives — mais parfois cette situation fut flatteuse... Quant à la critique scientifique et l'écho que ces volumes ont connu à l'étranger, il nous faudra y revenir.

Pendant le déroulement du congrès, nous avons affermi aussi nos relations personnelles avec nombre d'historiens des pays socialistes et bourgeois. Ces entretiens de caractère privé ont également eu pour effet que des revues occidentales insèrent davantage que par le passé des articles rendant compte de nos travaux scientifiques.

Bien entendu, ces bons résultats ne sauraient repousser dans l'ombre les problèmes majeurs dont la réalisation devra être obtenue pas à pas au cours des années suivantes, et sur lesquels le congrès de Vienne a justement projeté une fort vive lumière.

Le compte-rendu que nous avons donné du précédent congrès de Stockholm avait stipulé que l'une des tâches les plus importantes de nos historiens était d'atteindre à un haut degré des connaissances de la spécialité. A cet égard, des progrès ont été réalisés. Nous ne saurions néanmoins être satisfaits du niveau de valeur théorique de nos travaux, et ce, en dépit de l'objectif que nous avons fixé à l'issue du congrès de Stockholm, à savoir d'élever notre degré de savoir théorique marxiste.

Nous ne nous occupons toujours pas suffisamment de questions théoriques générales ou philosophiques, de questions de méthodologie historiographique, de questions de doctrine historique. A l'avenir, il nous faudra accorder une attention plus grande à l'élucidation de problèmes cruciaux, tels que: les lois générales et particulières des processus historiques et les rapports entre les particularités d'évolution des divers pays; le rôle du conscient et du spontané dans les processus historiques, le problème de l'évolution des doctrines sociales. Nous n'avons malheureusement pas toujours su combattre cet esprit provincialiste qui se manifeste en ceci que lorsqu'il s'agit de questions d'ordre général, nous n'y apportons qu'une documentation hongroise, et nous ne disons rien quant aux corrélations universelles et théoriques. Les débats de ce congrès ont prouvé que la présentation d'une documentation hongroise ne suscite de véritable intérêt que lorsqu'elle s'opère dans le cadre d'études comparatives. C'est donc en premier lieu par cette voie que l'historiographie hongroise obtiendra une audience internationale durable. Or, pour pouvoir procéder à des études comparatives, il faut disposer d'une nette clarté de vues théoriques, d'une capacité de généralisation et d'une large connaissance de l'histoire universelle.

Bien qu'une sensible amélioration se soit produite en la matière, il reste que nos historiens n'ont point encore réussi à progresser dans la mesure que nous avions fixée dans les travaux concernant l'histoire universelle. Et c'est peut-être la raison pour laquelle il n'y eut point de congressiste hongrois pour intervenir dans la discussion de quelques importants problèmes généraux.

Enfin, il convient de constater que le développement de notre science historique et son audience à l'étranger continuent de dépendre d'une façon cruciale de la connaissance des langues étrangères. En fait, là aussi on peut déceler du progrès, puisque nombre de nos jeunes historiens furent capables de se mêler à la discussion internationale. Cependant, nous ne saurions point encore dire que la connaissance des langues étrangères soit parvenue à un tournant, à un degré de savoir effectivement sérieux et diversifié. Pour développer ce savoir, l'Académie hongroise des Sciences et le Ministère des Affaires Culturelles se doivent de nous prêter une assistance beaucoup plus grande que jusqu'ici. Simultanément, nous nous devons d'exiger de nos chercheurs davantage d'ardeur à l'étude des langues étrangères; en effet, même chez soi, il est possible, moyennant une constance convenable, d'acquérir une connaissance au moins passive des langues étrangères les plus importantes. L'insuffisance de connaissance des langues étrangères n'est pourtant que l'un des aspects de ce problème dont nous dirons qu'il révèle une certaine inaptitude à la discussion. Nos jeunes historiens — et parfois même leurs aînés — ne sont point accoutumés à se mêler immédiatement à un débat devant un grand auditoire. Or, sans cette capacité, jamais notre participation à des congrès internationaux ne pourra être empreinte de cette activité que nous désirons. A Vienne aussi, une activité bien plus grande et d'innombrables possibilités d'intervention dans la discussion étaient latentes pour les historiens hongrois, et ce d'autant plus — le congrès l'a d'ailleurs prouvé — que notre programme de recherches rejoint de fort près les sujets de discussion et les thèmes cruciaux qui intéressent les historiens du monde entier.

Au congrès de Vienne, les historiens marxistes ne se sont plus, cette fois, limités à éclaircir des problèmes soulevés par des historiens bourgeois; bien plus qu'auparavant, ils ont participé à l'élaboration du programme thématique des séances. Le fait que le prochain congrès aura lieu à Moscou, en 1970, implique pour tous les historiens marxistes, donc aussi pour les hongrois, des tâches d'une ampleur accrue. Car si nous avons pu, à Vienne, être nombreux dans la discussion scientifique, à fortiori cette occasion existera-t-elle à Moscou. Et puisque, pour la première fois, un congrès mondial d'histoire sera réuni dans la capitale d'un pays socialiste, les historiens marxistes devront en tout premier lieu saisir l'occasion d'y manifester sans équivoque le haut niveau de valeur de la recherche historique marxiste, et y faire particulièrement preuve d'un savoir théorique et méthodologique bien supérieur à l'actuel. Dans cette

oeuvre, les historiens hongrois auront, eux aussi, fort à faire. Si, approfondissant autant que conservant notre esprit marxiste, nous perfectionnons notre travail — en mettant aussi à profit l'expérience tirée du congrès de Vienne — nous contribuerons nous aussi à faire de ce congrès de Moscou une importante étape dans la voie du progrès de notre vie scientifique.

Die anfänglichen Formen des Unternehmens im Edelerzbergbau zur Zeit des Feudalismus

von

O. PAULINYI

I. TEIL

Einführung

Unter den verschiedenen Zweigen der produktiven Tätigkeit sind die Produktionsverhältnisse des Bergbaus in der gesellschaftlichen Formation des Feudalismus am meisten aufgefächert. In ihrem komplizierten Gefüge weisen sie vielerlei Nuancen auf. Sie sind nuancierter und komplizierter als die Produktionsverhältnisse der Landwirtschaft oder der im allgemeinen noch vom Handwerk geprägten gewerblichen Produktion. Diese überdurchschnittliche Kompliziertheit der gesellschaftlichen Belange erklärt sich aus den besonderen, naturbedingten Voraussetzungen des Produktionszweiges, aus den außerordentlichen Schwierigkeiten, die die Natur dem nach Nutzung der Bodenschätze trachtenden Menschen unter Tag in den Weg legte. In Anbetracht der überaus beschränkten, weil nur auf die Muskelkraft von Mensch und Tier als einzige Energiequelle angewiesenen technischen Möglichkeiten ließ sich die Widerspenstigkeit der Natur nur durch einen vielfach gegliederten, nach einer Reihe von Werkgruppen aufgeteilten Arbeitsprozeß und damit durch die Zusammenarbeit der qualitativ verschiedenen Arbeiter in einem größeren Kollektiv überwinden. An dieser grundlegenden Tatsache änderte sich auch dadurch nichts, daß seit der Wende vom 13. zum 14. Jahrhundert die Energiebasis des Bergbaus in dem einen und dem anderen Belang der Erzförderung und -aufbereitung, besonders durch die Anwendung des Wasserrades (Mühlrades) auch mit der Wasserkraft bereichert wurde. Arbeitsteilung und Zusammenarbeit — und zwar beide auf relativ höherem Niveau — bewirkten an sich schon höchst wandlungsträchtige gegenseitige Beziehungen der an der Förderung der Bodenschätze Beteiligten. Je mehr sich mit der immer tieferen Abteufung der Gruben der Produktionsbetrieb erweiterte und dadurch auch der Produktionsprozeß immer komplexer gestaltete, um so vielschichtiger, um so komplizierter wurden die gesellschaftlichen Belange. Zu ihrer verwickelten Struktur trugen die Eigentumsformen, die für die feudalen Eigentumsverhältnisse charakteristische Zwiespältigkeit von Eigentum und Besitz in nicht geringem Maße bei. Diese Zwiespältigkeit löste und lockerte sich im Bergbau mit der Zeit keineswegs, vielmehr festigte sie sich — des weiteren mit dem hoheitlichen Eigentumsrecht des Herrschers, mit dem Regal behaftet — mehr

und mehr und verwickelte dadurch das soziale Gebilde des Bergbaus mit weiteren Elementen.

Es ist also durchaus verständlich, daß sich das von Generation zu Generation überlieferte Gewohnheitsrecht alsbald als unzulänglich erwies, um diese vielschichtigen und komplizierten Belange zusammenfassend und fortlaufend zu erinnern. Wie im Leben der städtischen Kommunen, kam es daher auch im Bergbau verhältnismäßig früh, schon in der zweiten Hälfte des 13. Jahrhunderts zur schriftlichen Festlegung der örtlichen Bergrechte, in denen sich die sozialen Belange der Bergwirtschaft niedergeschlagen hatten, und zwar fast in allen bedeutenderen Bergbaugebieten. Allen voran im mährischen Bergrevier von Jihlava (Iglau) und in Goslar im Harz. So stammt die erste Kodifizierung des Goslarer Bergrechts, der »Jura et Libertates silvanorum« aus dem Jahre 1271.¹ Um die Mitte dieses Jahrhunderts wird auch das Iglauer Stadt- und Bergrecht erstmalig schriftlich niedergelegt.² Im Unterschied zur früheren Auffassung bezweifelt die neuere tschechische Quellenkritik die Echtheit der uns überlieferten Urkunde und bezeichnet sie — mit verschiedenen Zeitangaben, die aber im allgemeinen ins letzte Drittel dieses Jahrhunderts fallen — als eine spätere Fälschung, zumindest was ihren Charakter als königlichen Freibrief anbelangt. Diese Einschätzung tut aber der Glaubwürdigkeit der Satzungen keinen Abbruch. Sie gelten als eine Zusammenfassung der tatsächlichen Rechtspraxis für den internen Gebrauch, die auch einen Freibrief Wenzels I. sowie Přemysls enthielt, ursprünglich mit dem Siegel der Stadt versehen und in dieser Form eine Zeitlang auch in Geltung war, bis man sich aus einem undurchsichtigen Grunde entschlossen hatte, die Autorität der Urkunde, nach Entfernung des Stadtsiegels, durch Anbringung der mutmaßlich echten Wenzelschen und Přemyslschen Siegel zu heben.³

Um 1294 wurde das Bergrecht der Stadt Massa (Massa maritima — Toskana) verkündet.⁴ Die größte bergrechtliche Kodifizierung des Mittel-

¹ BODE, 1893, Nr. 169, S. 218—220. — BORNHARDT, 1931, S. 308—310; hier auch die nhd. Übertragung des mnd. Textes. — FRÖHLICH, 1927, S. 336—340, 353—365. — Die benutzte Literatur wird zwecks Raumersparnis abgekürzt angeführt, gewöhnlich mit dem Namen des Verfassers und dem nachfolgenden Erscheinungsjahr der einschlägigen Arbeit. Die genauen bibliographischen Hinweise sind am Ende der Abhandlung — nach der abecelichen Folge der abgekürzten Literaturangaben — zusammengestellt.

² Die neueste kritische Quellenveröffentlichung: ŠEBÁNEK—DUŠKOVÁ, 1962, Nr. 177, S. 290—328. — Von den früheren kritischen Ausgaben ist an erster Stelle zu nennen: ZYCHA, 1900, II, S. 1—7 (teilt nur das protocollum und den Text des Bergrechtes mit). — TOMASCHEK, 1897, S. 3 ff. — JIREČEK, 1867, Nr. 39, S. 82—119. — Erstausgabe (nur des Bergrechtes): STERNBERG, 1838, S. 11 ff.

³ MEZNÍK, 1954, S. 3—28. — HOFFMANN, 1958, S. 197—202. ŠEBÁNEK, 1962, S. 125—142. ŠEBÁNEK—DUŠKOVÁ, 1962, S. 291—293. — Die früheren Stellungnahmen s. bei Zycha, 1900, I, S. 46 ff.; Zycha selbst erklärt sich für die Originalität der Urkunde und bezeichnet als deren Ausfertigungsjahr 1249. Die neuere tschechische Kritik beruht vorerst hauptsächlich auf paläographischen und allgemeinen diplomatischen Argumenten, ohne daß sie die konkreten bergbaulichen Belange der Bergordnung und ihre nachweisbaren Parallelen zu dem im Original aus dem Jahre 1278 überlieferten Bergrecht von Havlíčkův-Brod (Deutsch-Brod) in ihre Untersuchung einbezogen hätte.

⁴ BONAINI, 1853, S. 629—710.

alters, das vom italienischen Rechtswissenschaftler Meister Gozzo d'Orvieto aufgesetzte böhmische Bergrecht, das »Jus regale montanorum« Wenzels II. haben wir in die Jahre 1300—1305 zu setzen.⁵ Bei diesem Gesetzeswerk handelt es sich nicht mehr um eine einfache schriftliche Niederlegung, sondern um ein ausgesprochenes Reformwerk, darin das heimische — Iglauer — Gewohnheitsrecht den Grundsätzen des römischen Rechts angepaßt und, der finanziellen Interessen des Königs eingedenk, systematisch bearbeitet wurde.⁶ Kurze Zeit später kam es zu den ersten Freiburger Ansätzen (1307—1327), die jedoch nur bis zu einer Art Entwurf gediehen, indessen eine umfassende Ausarbeitung des lokalen Bergrechts bis zur Mitte des Jahrhunderts ausstand.⁷ Auch das schlesische Goldrecht fand im 14. Jahrhundert seinen schriftlichen Niederschlag.⁸ Das Schemnitzer Bergrecht wurde in seiner heutigen Form im ausgehenden 14. Jahrhundert kodifiziert, doch dürfte auch diese Fassung noch eine frühere Form gehabt haben.⁹

Das solcherweise niedergelegte Gewohnheitsrecht spiegelt jedoch nicht die anfänglichen Verhältnisse wider, zeigen uns doch diese Kodifikationen die mittelalterliche Ordnung des Bergbaus schon in ihrer vollen Entfaltung, wie sie sich im Rahmen der von Regalität und sog. allgemeiner Bergbaufreiheit bestimmten Formen des Eigentums und des besitzenden Nießbrauchs für Jahrhunderte gefestigt hatte. Die vorliegende Abhandlung will dem Aufkommen all dieser Belange nachspüren, ausgehend von der Erwägung, daß sich der für die Produktionsverhältnisse ausschlaggebende, grundlegende Inhalt, in den einfacheren, mit Transponierungen nicht verwickelten Zusammenhängen der Anfänge trotz der wortkargen Quellen leichter erschließen und präzisieren läßt denn später, als sich alle diese Belange durch zahlreiche weitere Fäden implizieren und der irreführende Schein der bunt schillernden Oberfläche das Erfassen des Wesens erschwert.

Ich greife also in die frühere Vergangenheit, datenmäßig um rund hundert Jahre, bis auf die Wende vom 12. zum 13. Jahrhundert zurück, als günstige Quellenbedingungen gerade inmitten einer sich verdichtenden Wandlung Einblick in die inneren Verhältnisse zweier Bergbaugebiete der Südalpen gewähren. Die einschlägigen Urkunden, etwa ein Dutzend an der Zahl, sind keine neue Entdeckung. Seit rund 200 Jahren sind sie der Forschung bekannt,¹⁰ und die analytische Untersuchung hat diese Belege in der einen oder anderen Beziehung schon zur Zeit der Jahrhundertwende wiederholt inter-

⁵ ZYCHA, 1900, I, S. 85 ff.; der Text des Rechtsbuches ebd. II, S. 44—297.

⁶ BERNHARD, 1902, S. 5—6.

⁷ ERMISCH, 1897, S. LI—LXXVI. — Ebd. die kritische Textveröffentlichung der beiden Kodifikationen, S. 3—19 und 38—64.

⁸ STEINBECK, 1857, I, S. 79 ff. (Textmitteilung).

⁹ WENZEL, AUO, III, S. 206 ff. — Bezüglich der früheren Ausgaben, des weiteren über die Parallelen und den Zeitpunkt der Niederschrift des Schemnitzer und Iglauer Bergrechtes vgl. ZYCHA, 1900, I, S. 79—85.

¹⁰ SPERGES, 1765, S. 263—265, 267—277.

pretiert.¹¹ Die umfassendste, auf alle Belange eingehende gründliche Analyse dieser Urkunden liegt in A. Zychas Monographie über das älteste deutsche Bergrecht, über die Anfänge des Bergbaus im Zeitalter des Feudalismus vor. Zwei Abschnitte dieses Werkes — der eine, darin die Entwicklung der ältesten Betriebsformen erörtert wird, und der darauf folgende, der eine systematische Zusammenfassung der Rechtsordnung des Bergbaus im (ausgehenden!) 12. Jahrhundert enthält — beruht hauptsächlich, wenngleich nicht ausschließlich auf den Belegen und Angaben, die in den erwähnten Urkunden enthalten sind.¹² Somit erweist sich meine Fragestellung nicht als originell, und der Leser kann mit Recht beanstanden, was ich in dieser Frühzeit des Bergbaus — wenn sie einmal schon so gründlich erschlossen wurde — nun eigentlich suche.

Die Forscher, die den strukturellen Aufbau, das Gefüge des mittelalterlichen Bergbaus analysiert haben, sehen das hervorstechendste Merkmal der strukturellen Entwicklung sozusagen durchwegs im frühen Aufkommen der Kapitalisierung. In dieser Hinsicht zeigt sich selbst zwischen so extrem entgegengesetzten Betrachtungsweisen wie die bürgerliche und die marxistische¹³ Geschichtsschreibung kein wesentlicher Unterschied. Die Abweichungen, die bei den einzelnen Forschern zu vermerken sind, bleiben auf Nuancen beschränkt, wie etwa die, daß der eine Verfasser das Einsetzen dieses Prozesses in eine spätere Zeit — ins ausgehende 14. Jahrhundert, vgl. Schmoller, 1891 —, der andere in eine frühere Periode — ins angehende 13. Jahrhundert, vgl. Opet, 1893; Zycha, 1899, 1900 — verlegt. Manche bieten von diesem Prozeß ein vereinfachtes Bild, fassen ihn geradezu linear auf (so: Achenbach, 1871; Kautsky, 1895), andere wiederum sehen ihn komplexer, mit Implikationen durchsetzt (wie Zycha, 1899, 1900; Bornhardt, 1931). — Wo die Autoren von der Kapitalisierung sprechen, denken sie ausnahmslos an kapitalistische Verhältnisse, die dem klassischen Kapitalismus gleich wären. Bloß von marxistischer Seite tauchen vage Bedenken auf, wenn wir die kurzen Einwürfe über das Wesen des Handelskapitals so interpretieren wollen. Tatsächlich durchsetzte sich das Bergbauunternehmen, namentlich seine anfängliche genossenschaftliche Form (»Gewerkschaft«) schon sehr früh mit kapitalistischen Elementen, mit den Trägern des Geldkapitals bald feudaler, bald bürgerlicher Provenienz. Diese beteiligten sich an der produktiven Arbeit nicht persönlich, sondern ließen sie durch andere verrichten. Kurzum, sie waren kapitalistische Unternehmer. Ebenso stimmt es, daß die Produktion auch (!) von Lohnarbeitern verrichtet wurde. Von Lohnarbeitern, die persönlich

¹¹ SCHMOLLER. 1891, S. 667 und 700. — OPET. 1893, S. 234–235.

¹² ZYCHA, 1899, S. 79–122.

¹³ KÖHLER. 1955, besonders S. 52–73. — Bezüglich Ungarn vgl. MOLNÁR, 1949, S. 52–56. — PACH, 1958, S. 103. — KAUTSKY (1895) geht auf das Problem des kapitalistischen Unternehmens in merito nicht ein.

frei waren, ohne jedoch Anteil zu haben am Besitz der Grubenschätze, die auch keine Eigentümer der Produktionsmittel waren, und daher die einzige Lebensgrundlage in der Veräußerung ihrer Arbeitskraft fanden. Wenn sich also im Bergbau kapitalistische Unternehmer und Lohnarbeiter gegenüberstanden, so ist das dasselbe Verhältnis, worauf die moderne kapitalistische Produktion beruht. Und doch wäre es ein schreiender Anachronismus, hiervon auszugehen und den Bergbau des Hochfeudalismus, des Hochmittelalters als kapitalistisch zu qualifizieren. Man mag von einer kapitalistischen Tendenz der Entwicklung sprechen, mehr aber steckt schwerlich darin, hat sich doch das Kapital, das in den Grubenunternehmen wirksam wird, seiner ursprünglichen Form — wie sie in der Jagd nach dem Handelsprofit deutlich wird — noch nicht entledigt. Das Handelskapital ist zu dieser Zeit noch keineswegs eindeutig zu Industriekapital geworden. Es hat vorerst noch auch den nutznießenden Besitz an den Bodenschätzen mit anderen, nichtkapitalistischen, werkenden Elementen zu teilen. Auch ist die Lohnarbeit keineswegs die einzige, sondern nur die eine Form der produktiven Arbeit. Der Entfaltung der im Bergbau aufkommenden kapitalistischen Tendenzen sind also zu dieser Zeit, in der ersten Aufstiegsperiode des Feudalismus noch viele und starke hemmende Fallstricke in den Weg gelegt. Einem dieser hemmenden, das Entwicklungstempo retardierenden Faktoren will die vorliegende Untersuchung nachspüren. Das ist die Stellung und Bedeutung der besonderen, der handwerklichen Arbeit im Edelerzbergbau, denn die Produktionsverhältnisse dieser Zeit sind von ihr nicht minder mitgeprägt als von den kapitalistischen Tendenzen.¹⁴

Zycha veranschaulicht die Frühperiode des deutschen Bergbaus anhand seiner Rechtsverhältnisse, des einschlägigen juristischen Überbaus, wobei er die Erhellung der Rechtsordnung jeweils mit der Erörterung ihrer wirtschaftlichen Gebundenheit verknüpft. Dadurch dringt seine Untersuchung tief in den Bereich des Wirtschaftlichen ein. Mit seinen Feststellungen hat er zugleich zur Erschließung der gesellschaftlichen Belange, d. h. der Produktionsverhältnisse des Bergbaus wesentlich beigetragen. Immerhin ist auch Zychas Konzeption nicht frei von bestimmten Übertreibungen. So schoß er übers Ziel hinaus, als er seinen Feststellungen eine allgemeine Bedeutung zumaß, insbesondere als er meinte, die Gültigkeit der Erkenntnisse, die aus den bergbaulichen Verhältnissen in den Südalpen gewonnen waren, auf die Gesamtheit des Bergbaus in Europa bzw. im deutschen Reich ausbreiten zu können. Heute jedenfalls wird mehr und mehr deutlich, daß wir der Wirklichkeit besser näherkommen, wenn wir auch bezüglich der Produktionsverhältnisse des Bergbaus — wie im Falle der Stadtentwicklung — von der Annahme mehrerer Typen (Varian-

¹⁴ Auf diese Zusammenhänge der Produktionsverhältnisse wurde neuerdings von der tschechischen marxistischen Geschichtsschreibung nachdrücklich hingewiesen. Leider sind die Ergebnisse der einschlägigen monographischen Forschungen bislang nur fragmentarisch veröffentlicht. Vgl. JAROŠ. 1954 und 1955, 1956. — KŘPELKOVÁ, 1957. — HANDIAKOVÁ, 1956.

ten) ausgehen.¹⁵ Abgesehen von der zuvor monierten Tendenz Zychas zur Verallgemeinerung, pflichte ich seinen analytischen Darlegungen in zahlreichen wesentlichen Punkten bei, mache mir seine Feststellungen im großen und ganzen zu eigen. Meine Einstellung zu Zychas Darlegungen will nicht eine ablehnende, überprüfende Korrektur sein, vielmehr ist sie bestimmt von der Absicht, das von ihm entworfene Bild zu verfeinern, es weiterführend auszuarbeiten. Das bezieht sich auch auf den eigentlichen Anlaß zu meiner Untersuchung, auf die Bedeutung der technisch anspruchsvollen, handwerklichen, besonderen Arbeit im Bergbau. Sie wird auch von Zycha als ein überragender Faktor der einen Entwicklungsphase hingestellt. In ihr sieht er den Demiurgen des Zerfalls des auf der Arbeitskraft des servus, des unfreien, beruhenden grundherrschaftlichen Betriebes und den des Aufstiegs des unfrei Werkenden zur persönlichen Freiheit. Später verliert er diesen Faktor aus den Augen. Seine Aufmerksamkeit wird einseitig durch andere Momente, nicht zuletzt durch die keimenden Tendenzen des Kapitalismus gefesselt.

Trotz meiner ausdrücklich positiven Einstellung stellt die vorliegende Abhandlung nicht einfach Variationen über Zychas Thema dar. Ich meine, ich gehe darüber hinaus. Die Quellenmaterie, die Darbietung der Belege an sich, aus deren Interpretierung sich die Darstellung ergibt, ist gewiß dieselbe. Die Fragestellung aber erfolgt von einem anderen Blickpunkt aus. Eine Untersuchung, die sich vor allem und bewußt auf die Produktionsverhältnisse und nicht auf den rechtlichen Überbau richtet, bedeutet zugleich eine Wandlung der Betrachtungsweise. Dies im Zeichen des historischen Materialismus. Es geht dabei nicht von weitestem um das Vorgehen der Quellenkritik bei der Sichtung der Belege, denn das dürfte sich doch bei jeder Anschauungsweise gleichbleiben. Auffassungsgebunden aber ist die Interpretierung, die entwickelnde Deutung der Zusammenhänge, die sich hinter den datenmäßig festgehaltenen Details und Erscheinungen verbergen. So ist es im gegebenen Fall eine durch die Betrachtungsweise bedingte und gebotene Eigenschaft der von mir angewandten Methode, sich in der analytischen Interpretierung der Belege konsequent an die naturbedingte, innere Gliederung und an das historisch gegebene Ausmaß des Arbeitsprozesses zu halten; davon bin ich ausgegangen, als von einer objektiven Gegebenheit, in der sich das Verhältnis des Menschen zur Natur ausdrückt. Die konkrete Darstellung der Gliederung ist oft und in nicht geringem Maße das Ergebnis rein logischer Überlegungen, ohne jedoch der Stütze vorhandener historischer Unterlagen zu entbehren. Diesen Angriffspunkt finden wir auch bei anderen Verfassern, wie z. B. bei

¹⁵ Besonders die Goslarer Forschungen der jüngsten Jahrzehnte (FRÖHLICH, BORNHARDT, SILBERSCHMIDT) weisen in diese Richtung. Zu bedenken sind aber auch die Mansfelder Verhältnisse (MÜCK, 1910, I—II). Diese nach Typen gegliederte Entwicklung der Produktionsverhältnisse im Bergbau ist nicht nur historisch determiniert, vielmehr spielen hier auch die natürlichen Voraussetzungen, vor allem die geologische Beschaffenheit der Erzlagerstätte weitgehend mit.

Schmoller,¹⁶ aber auch bei Zycha selbst. Schmoller hat jedoch nur die entwickeltste Hochform dieses Arbeitsprozesses im Blick, als wäre er selbst keinen Wandlungen ausgesetzt gewesen. Zycha dagegen verfolgt ihn — wie wir noch sehen werden — nicht konsequent genug, obschon in mehrfacher Hinsicht mit Erfolg.

1. Formen des feudalen Bergeigentums

(Theorien und Wirklichkeit)

Die Unternehmung als organisatorisches Moment der wirtschaftlichen Tätigkeit des Menschen ist im Grunde genommen ein immanentes Element des vielschichtigen sozialen Geflechtes des wirtschaftlichen Seins. Nur ist ihre besondere Erscheinungsform, das Unternehmen nicht seit jeher gegeben. Diese funktionale Form ist nicht immanent, vielmehr erweist sie sich als historische Kategorie. Die Herausbildung des Unternehmens ist an eine bestimmte Stufe der historischen Entwicklung gebunden. An der Nabelschnur der Warenproduktion, schon der einfachen Warenproduktion entfaltet es sich zum selbständigen, eine besondere Aufgabe erfüllenden Element in der gesellschaftlichen Struktur der Wirtschaft. In der Frühzeit, in den Formationen, die der nennenswerten Entfaltung der Warenproduktion vorausgehen, erweist sich die Organisierung des Produktionsprozesses als eine unbewußte, eher instinktive Tätigkeit. Sie ist mit den natürlichen blutsverwandtschaftlichen Banden des gesellschaftlichen Seins, d. h. mit der Sippe, der Großfamilie, sodann mit den diese ablösenden territorialen Formen, mit der Dorfgemeinschaft und der Grundherrschaft aufs engste verknüpft. Und das so sehr, daß sie sich in diesen sozialen Bindungen geradezu verliert. Als historische Kategorie ist auch das Unternehmen dem Gesetz des steten Wandels unterworfen. Jede soziale Formation, ja jede Entwicklungsstufe hat ihre besondere, adäquate Form der Unternehmung, deren Wandel und Wechsel sich dialektisch vollzieht. Altes und Neues schwinden bzw. entfalten sich in langwieriger Verstrickung der Phasen von Niedergang und Aufstieg.

Wir haben von diesen Urformen des »Bergbauunternehmens« fast keine konkrete Kunde, keine direkten Anhaltspunkte, und wenn doch, so nur mehr aus den Phasen der Auflösung, die alles im Ungewissen verblassen lassen. Somit bot sich den verschiedenen Vorstellungen, von denen jede die hauptsächlichsten Elemente der späteren Struktur aus jeweils anderen Formeln ableiten zu können vermeinte, ein weiter Spielraum. Im wesentlichen handelte es sich um die Eigentumsverhältnisse, um die Formen des Besitzes zur Nutzung der Bodenschätze, insofern man vom Allgemeinen, von den Verhältnissen des Grundeigentums auf die species, auf den Bergschatz schließen kann.

¹⁶ SCHMOLLER, 1891, S. 663–667.

Das eine Paar der entgegengesetzten Vorstellungen ist: das von vornherein als gegeben angenommene und aus der römischen Kontinuität erklärte Regal einerseits, bzw. dessen Negation andererseits, wobei die enge Zusammengehörigkeit von Grundeigentum und Bodenschätzen (der Bergschatz als Teil des Grundeigentums) und das spätere Aufkommen des Regals im 12. Jahrhundert hervorgehoben wird. Die Regaltheorie fand in der Atmosphäre des aufgeklärten Absolutismus erstmalig ihre deutlichere Fassung.¹ Aber schon im ausgehenden 18. Jahrhundert wurde sie von Wagner, sodann im 19. Jahrhundert von den Forschern der sich entfaltenden deutschen Rechtsgeschichte und des deutschen Bergrechts — angefangen von Eichhorn (1808) und Karsten (1828) bis zu Achenbach (1871), Waitz (1878) und Klostermann (1866, 1879) — allgemein abgelehnt.² In der Wilhelminischen Zeit erfolgte durch Arndt die Restauration der entthronten Regal-Theorie, die dann — wenngleich nicht ohne Zurückhaltung von Autoritäten (Inama-Sternegg, H. Brunner) — zur vorherrschenden Auffassung des ausgehenden 19. Jahrhunderts wurde.³ Arndt stellte in Abrede, daß das alte deutsche Bergrecht das Eigentumsrecht des Grundherrn auf die Mineralien auf seinem Boden überhaupt jemals gekannt hätte. Als römische Überlieferung galten die Bodenschätze schon im Frankenreich und dann auch im deutschen Reich als Eigentum des Herrschers, als Regal. Einzig und allein der Herrscher hätte vollrechtlich über ihre Nutzung zu verfügen gehabt, ausgenommen den Fall, daß er dieses Recht auf jemand anderen übertragen hatte. Demnach wäre alles Recht an den dem Regal unterstellten Mineralien, so insbesondere auch die Bergfreiheit vom Herrscher ausgegangen.⁴ Als Hauptmotiv in der Arndtschen Fassung der Regal-Theorie haben wir den Etatismus zu erkennen. Er setzt den Staat bzw. dessen Personifizierung, den Herrscher als den Träger der Entwicklung. Mochte dieser die neuerschlossenen reichen Erzfunde im Eigenbetrieb ausbeuten, oder aber gegen einen bestimmten Anteil an der Ausbeute hierzu andere berechtigen, galt der Herrscher als der aktive und ausschlaggebende Faktor in der Erschließung neuer wirtschaftlicher Quellen. Ebenso war es als ein Verdienst des Herrschers hingestellt, daß der Knappe, der die Erze mit seiner Händearbeit zutage förderte, unter herrscherlichem Schutz mit Ausschaltung des Grundherrn zu den Bodenschätzen freien Zugang, damit aber Anteil an ihrem Nießbrauch gehabt habe. Schmoller, der »Kathedersozialist«, hegt keine Bedenken, um seine politische Auffassung in der sozialen Frage in die Vergangenheit zurückzublenzen. Als nämlich in einer späteren Entwicklungsperiode das kapitalistische Element neben dem Arbeiter, dem werkenden Kleinunter-

¹ LÖR, 1764, Einleitung. S. II–V.

² ACHENBACH, 1871, S. 68, Anm. 1. — ARNDT, 1879, S. 3, Anm. 4. — ZYCHA, 1899, S. 8.

³ ZYCHA, 1899, S. 9, Anm. 4. — Arndts Theorie wurde auch von ERMISCH (1887, S. XXVII, Anm. 2) abgelehnt.

⁴ ARNDT, 1879, des näheren S. 2–3, 41, 51–56, 60. — ARNDT, 1885, S. 12 ff. und 19 ff.

nehmer im mittelalterlichen Bergbau eine stetig wachsende Bedeutung erlangt, sei es — so Schmoller — wiederum nur die landesfürstliche Gewalt, die die kleinen Leute und die Grubenarbeiter durch ihre aktive Beteiligung an der Grubengerichtsbarkeit und durch die behördliche Aufsicht gegen die eigennützige Gewinnsucht der kapitalistischen Unternehmer in Schutz nehme.⁵

Demgegenüber herrschte vor Arndts Auftreten die Auffassung, daß die Bodenschätze ursprünglich ein Teil des Grundeigentums gewesen seien. Die Hoheitsrechte des Herrschers an den Bodenschätzen hätten sich nur im Laufe der Zeit und zwar im 11—12. Jahrhundert herausgebildet, teils infolge der gewandelten Auffassung, veranlaßt durch die gerade von den Grundherren bevorzugten Kanzleiformeln, teils aber auf Grund der auf dieser gewandelten Auffassung beruhenden herrscherlichen Ansprüche. Sobald nämlich die wirtschaftliche Bedeutung der Bodenschätze mit dem Aufschwung des Bergbaus immer offenkundiger wurde, sahen es die Grundherren, hauptsächlich der kirchliche Großgrundbesitz, im Interesse einer größeren Gewährleistung ihres Grubeneigentums für angebracht, es durch besondere Freibriefe des Herrschers bestätigen und die solcherweise erworbenen und verbrieften Privilegien anlässlich der Thronwechsel aber auch ansonsten erneuern zu lassen. Im Ergebnis dieser Praxis erstarkt fast unversehens die Auffassung, das Abbaurecht sei — vom Grundeigentum völlig unabhängig — ein besonderes Recht und nur durch die herrscherliche Schenkung erwerbbar. Schon die Ronkalische Konstitution (1158) erklärte die Silbergruben prinzipiell als zu den Regalien gehörig. Von nun an waren die deutschen Kaiser bemüht, dieses ihr Recht auch im Reich praktisch durchzusetzen. Ihr Bestreben aber war nicht auf einen tatsächlichen Besitz an den Bergwerken ausgerichtet. Sie begnügten sich mit der prinzipiellen Anerkennung ihrer Hoheitsrechte, was sich praktisch darin offenbarte, daß sie die Grundherren dazu anhielten, für die Ausbeute der auf ihren Gütern schon erschlossenen oder künftig zu erschließenden Bergwerke besondere Freibriefe des Herrschers zu erwerben. Für die Realisierung dieses Hoheitsrechtes über diese prinzipielle Anerkennung hinaus sorgten dann eigentlich die Landesfürsten, nachdem sie — mit wenigen Ausnahmen — das Bergregal, selbstverständlich mit dem Geltungsbereich für ihre Länder, durch herrscherliche Schenkung erhalten hatten. Die Vertreter dieser Auffassung bestritten, daß zwischen dem Hoheitsrecht an den Bergwerken und der Bergfreiheit irgendwelche genetische Zusammenhänge bestünden, daß diese einfach auf die Willensäußerung des Herrschers zurückgehe. Die Bergfreiheit sei von Alters her und von vornherein im Schwange gewesen, lange bevor die deutschen Könige ihre Regalansprüche überhaupt noch durch-

⁵ SCHMOLLER, 1891, 683: »3. im Berggericht und in der Bergpolizei reichten sich die alte feudale Gewalt des Regalherrn u. seine Beamten einerseits, die Arbeiter anderseits die Hand, um der privaten Gewinnsucht der zwischen ihnen stehenden Gewerken einen straffen Zügel anzulegen.«

gesetzt hätten. Dieser Ansicht ist sowohl Karsten als auch Achenbach.⁶ Jener mit etwas nebelhafter Darlegung,⁷ dieser mit konkreterer Erörterung. Achenbach führt die Bergfreiheit, d. h. das Anrecht eines jeden Angehörigen der Gemeinschaft, den Nießbrauch der Bodenschätze von der Bewilligung des Grundeigentümers unabhängig, also »frei« in Besitz zu nehmen und auszuüben, auf die althergebrachte Form des Grundeigentums, auf die Markgenossenschaft der »deutschen Frühzeit«, des näheren auf die auch nach der endgültigen Ansiedlung der größeren Gemeinschaften, der Gaue und der Stämme unaufgeteilt belassene Flur, auf die »Allmende« und auf die Formen ihres Nießbrauchs zurück. Bekanntlich wurde auch mit dem Aufkommen fester Siedlungen nur ein Teil der Flur, und zwar der Innenflur, in der Nähe der Wohnsiedlung — anfangs jährlich wechselnd, später zu ständigem Besitz erstarrt — als Acker- und Wiesengewinn unter den Angehörigen der Dorfgemeinschaft aufgeteilt. Der übrige Teil der Flur, Gewässer und Wege, Viehtriften und Weiden, desgleichen das bewaldete, felsige Gebirge, das als Fundort von Bodenschätzen vor allem in Betracht kam, blieben auch weiterhin ungeteiltes Eigentum, eben Allmende, das Allgemeine der betreffenden Gemeinschaft. Der Nießbrauch dieser Allmende stand allen Angehörigen der Gemeinschaft zu, selbst als die Allmenden der größeren Gemeinschaften, der Gaue und der Stämme bereits dem grundherrschaftlichen Bann des Königs oder seiner Würdenträger unterstellt war; es stand demnach den Angehörigen auch die freie Nutzung der Bodenschätze zu. Sobald jedoch mehrere Angehörige der Gemeinschaft die Ausbeute der auf der Allmende erschlossenen Salinen oder Erzlager (Minerallagerstätten) zu betreiben versuchten, mußten notwendig bestimmte Normen aufkommen, um im konkreten Nießbrauch der Bodenschätze die Beziehungen der Angehörigen der betreffenden Gemeinschaft untereinander zu regeln. Im Laufe der Zeiten entfalteten und verästelten sich diese eingefleischten Bräuche zum besonderen Bergrecht, das sich dann, von

⁶ ACHENBACH, 1871, S. 81—85. — Vgl. das in Anm. 2. Angeführte. Nach Achenbach hätten die deutschen Könige ihre Bergoberhoheit finanziell nicht ausgenützt. Den aus urkundlichen Belegen schon in Karolingischer Zeit bekannten königlichen Bergzins hält Achenbach für ein privatrechtliches Gefälle, für eine kontraktlich bestimmte Leistung nach den auf den königlichen Domänen betriebenen (zum Abbau freigegebenen) Gruben (ACHENBACH, 1869, S. 182 ff.). Diese Annahme aber wurde schon von Arndt widerlegt, der nachwies, daß der Bergzins nicht nur nach den auf den königlichen Gütern, sondern auch auf dem Besitz geistlicher und weltlicher Grundherren betriebenen Bergwerken geleistet wurde (ARNDT, 1879, S. 48 ff.). Über die abweichende Interpretierung dieser Tatsache bei Arndt und Zycha wird des weiteren noch die Rede sein.

⁷ KARSTEN, 1828, S. 10—12, 21, 27 (§ 18, 22, 32). — Karstens Begründung ist folgende: der Widerstand der deutschen Fürsten gegen die Regalansprüche der königlichen Gewalt zeige an sich schon darauf hin, daß bis zu dem Zeitpunkt, als die deutschen Könige ihre Ansprüche erhoben, die Untertanen in Anbetracht der Nutzung des unterirdischen Eigentums zu ihren Fürsten schon bestimmte Beziehungen haben mußten. So seien als Verträge zwischen Privatpersonen die Vereinbarungen über das sog. »Recht des ersten Finders« und die Regelungen über die Größe des Bergwerksbereichs zustandegekommen, die alle aus dem alten Gewohnheitsrecht, das dem Bergregal beträchtlich vorausgegangen war, in die später schriftlich festgesetzten Bergordnungen übernommen wurden.

der Markgenossenschaft bereits unabhängig geworden, über deren Gemarkungen hinaus verbreitete und mit den wandernden Bergknappen den Weg auch in Gebiete jenseits der Landesgrenzen fand. So Achenbach,⁸ nach dessen Meinung — und das folgt logisch aus der von ihm vorausgesetzten Entwicklung — der deutsche Bergmann seit altersher immer ein Freier war.⁹

Achenbachs Ansicht wurde dann von Kautsky, der die marxistische Darstellung dieses Problems entwickelte, selbstverständlich nicht ohne wesentliche Abänderungen übernommen.¹⁰ Kautskys Darlegungen gehen davon aus, daß die Förderung der Bodenschätze bereits unter primitiveren Verhältnissen, also sehr früh, über den eigenen Bedarf des Produzenten weit hinausgegangen und somit zu einer Warenproduktion für den Markt geworden sei. Dies einfach darum, weil sie ersprießlicher gewesen als die nur auf den Ackerbau und die Viehzucht beschränkte landwirtschaftliche Produktion. Ersprießlicher, einträglicher wurde sie schon dadurch, daß Salz, Eisen, Kupfer und Edelmetalle wohl überall gefragt, aber nur an wenigen Orten fündig waren. Sei es nun durch Zufall, oder aber auf Grund keltischer oder römischer Voraussetzungen in den festen Siedlungsbereichen der Germanen zur Erschließung der Mineralien gekommen, die Angehörigen der betreffenden Markgemeinschaften hätten sich dann selbstverständlich der Förderung dieser Bodenschätze zugewandt und zwar wurde hierbei die landwirtschaftliche Produktion bald teilweise, bald völlig zurückgedrängt. Die Form der Nutzung sei individuell, eine persönliche Unternehmung einzelner Angehöriger der Gemeinschaft (Familien-Oberhäupter), der Betrieb bei einfachen Gruben über Tag ein Kleinbetrieb, bestritten von zwei bis drei Menschen, d. h. von der Arbeitskraft der Familie, gewesen. Weil aber der Ertrag der Gruben unterschiedlich, ihre Zahl nicht nach Belieben vermehrbar war, habe man einen Teil des Ertrages der Gemeinschaft übergeben müssen. Die Zuteilung der Grubenplätze war ebenso wie die der Gewanne Sache der Gemeinschaft. Diese habe auch durch den gewählten Bergmeister auch den Abbau der Gruben beaufsichtigt. Die aufgegebenen Gruben seien der Gemeinschaft heimgefallen.

Im Abbau der Eisenerze habe sich die primitive Technik wohl noch lange gehalten, dagegen wurde sie bei der Förderung der Edelerze umso komplizierter. Dadurch aber seien die Eigentümer der kleinen Bergwerksbetriebe genötigt worden, ihre Gruben — wenn auch widerspenstig — zu einem gemeinsamen Betrieb zusammenzulegen, sich zu einer Gewerkschaft zusammenzuschließen. Zum Leiter dieses gemeinsamen Bergwerkbetriebes sei der Bergmeister der Markgemeinschaft bestellt worden. Auf der nächsten Entwicklungsstufe hätten dann die Gewerken, d. h. die Grubeneigentümer unter den Angehörigen der Gemeinschaft bei den ertragsreichen Gruben die persönliche Arbeit aufgeben.

⁸ ACHENBACH, 1871, S. 69—81, besonders 69—71.

⁹ ACHENBACH, 1871, ZBR., S. 81.

¹⁰ KAUTSKY, 1895, S. 105—112 (Markgenossenschaft und Bergrecht).

Sie hätten die Arbeit völlig ihren Knechten, den Bergknappen überlassen und sie selbst seien mit der Zeit zu Kapitalisten geworden.

Diese gegebene Organisation des Bergbaus sei vor allem danach, daß die herrscherliche Gewalt als Gnadenbeweis auf die Landesfürsten übergegangen war, durch das Aufkommen des Regals abgeschafft worden. An Stelle der gewählten Leiter der Gemeinschaft seien die Beamten der Landesfürsten getreten. Das Aufkommen und das Durchsetzen der Regalansprüche der herrscherlichen Gewalt setzt auch Kautsky — die Auffassung Achenbachs teilend — in das 12. bzw. in das angehende 13. Jahrhundert.

Die Vorstellungen Achenbachs von der althergebrachten Bergfreiheit fand keinen ungeteilten Anklang. Es gab Forscher, die seine Ansichten teilten.¹¹ Doch wurde Achenbachs Meinung auch abgelehnt, und zwar nicht nur von den Vertretern der Regaltheorie. Sie wurde auch abgelehnt von Zycha. Als hauptsächliches Gegenargument wurde bedeutet, diese Auffassung beruhe auf einer bloßen Annahme, die durch keinerlei konkrete Daten gestützt sei.¹² Sie ist es auch nicht. Achenbach selbst bezeichnet sie als bloße Annahme.¹³ Trotzdem möchte ich diese Vorstellung nicht gänzlich von der Hand weisen. Waren nämlich die Bodenschätze ursprünglich ein Teil des Grundeigentums, so haben wir als Realität zu gewärtigen, daß die Nutzung der einmal in den ungeteilten, nicht bebauten Flurteilen der auf Grund der alten Blutsbande aufgekommenen Siedlungen, also auf der Allmende gefundenen Bodenschätze dem Grundeigentümer, d. h. der Markgenossenschaft zustand, genauer gesagt ihren Mitgliedern. Denn die allgemeine Form des Nießbrauchs der Allmende war — zumindest in einer fortgeschritteneren Etappe der Selbsthaftigkeit und des Ackerbaus — individuell. Jede Familie hatte ein Anrecht auf ihre Nutzung, mußte aber — jede für sich — die erwerbhaften Güter selbst produzieren, gewinnen, herauswirtschaften. Das allerdings unter Beachtung der von der Gemeinschaft gesetzten und gewährten Regel.¹⁴ Wie die Holzung, der Steinbruch, oder das Torfstechen ihre von der Gemeinschaft bestimmte Ordnung hatten, so mußte eine solche — notwendigerweise — auch für die Förderung der Bodenschätze, für den Bergbau gegeben sein. Mit Bedacht auf die einmal gegebenen Verhältnisse, müssen wir es auch notwendig erachten, daß diese Ordnung auf der den Angehörigen der Gemeinschaft samt und sonders zustehenden Freiheit des Bergbaus, d. h. auf der Bergfreiheit beruhte.

Mit der hier angedeuteten Entwicklung dürfen wir vor allem in den endgültigen Siedlungsbereichen der germanischen Stämme rechnen, d. h.

¹¹ Z. B. STOBBE, 1883, Bd. II, S. 579. — Vgl. ZYCHA, 1899, S. 66.

¹² ZYCHA, 1899, S. 66—67.

¹³ ACHENBACH, 1871, S. 69: »... so berechtigt alles zu der Annahme, daß die Gewinnung der Fossilien jeder Art ebenfalls eine Befugnis der Genossen war.« Das »alles«, worauf er seine Annahme gründet, ist jedoch nur der Hinweis auf die »captura«, auf die jedem Angehörigen der Genossenschaft zustehende Besitznahme (auf der Allmende), des weiteren auf die Analogie des auch datenmäßig nachweisbaren Steinbrechens.

¹⁴ MAURER, 1856, S. 48—62.

in deutschen Belangen im Rheinland, in den Alpen, und selbstverständlich im Raume des Deutschen Mittelgebirges (Thüringen, Franken). Offenbar begann das deutsche Volk — neben der Nutzung der Früchte und der Fruchtbarkeit des Bodens — am frühesten hier, in den genannten Gauen mit der Förderung der Bodenschätze, vor allem mit jener von Salz und Eisen, mag es nun in den Spuren der Vorgänger, der Römer und Kelten gewesen sein, oder aber an den Stellen, wo das gängige Gestein zu Tage strich. Am frühesten jedenfalls noch in der Zeit der alten freien Markgenossenschaften. Aus dieser Frühzeit sind darüber keine schriftliche Denkmäler überliefert, wohl aber gibt es Hinweise in den Überresten der einfachen Schmelzöfen, die in den obenangeführten Gegenden massenweise gefunden wurden.¹⁵ Zweifellos haben wir auch in den Bergordnungen der Eifelgegend und des Siegerlandes, deren späte schriftliche Fassungen aus dem 15—16. Jahrhundert durch die althergebrachte Schöpfung des Volksrechtes, durch die Weistümer zustande kamen,¹⁶ die Überreste, zumindest aber die Reminiszenzen der Frühzeit, der alten Volksrechte des Bergbaus zu erblicken. Zu Recht mag man auch den Artikel 275 des Urischen Landbuches als lebendige Tradition der alten markgenossenschaftlichen Ordnung betrachten, wenn er jeden Landmann (d. h. jeden Angehörigen der Gemeinschaft des Landes) dazu berechtigt, auf der Allmende nach Erz zu schürfen und erklärt, wo ein Landmann einmal sein Werkzeug gelassen habe, dort kein anderer binnen eines Jahres werken dürfe.¹⁷ Beachtenswert ist auch Gotheins Feststellung über den Silberabbau im Breisgau (Schwarzwald), dessen erste bekannte Lagerstätten am unteren Rande des gängigen Gebirgszuges, also in den am dichtesten besiedelten rechtsrheinischen Bezirken gelegen hätten.¹⁸ Dieser Hinweis ist besonders beachtenswert, wenn wir die Bergordnung des Breisgaus aus dem Jahre 1372 in Betracht ziehen, die ebenfalls ein Weistum, also eine Schöpfung auf Grund des Volksrechtes darstellt.¹⁹

All das aber berechtigt noch nicht, simplifizierend zu verallgemeinern. Das jedoch tut Achenbach indem er annimmt, daß die Vorfahren, die Ackerbauer und Hirten, erstmalig in Rheinfranken auf die Bodenschätze gestoßen seien, und des weiteren daraus folgert, die Wiege der ganzen mittelalterlichen Ordnung des Bergbaus sei daher im Rheinland zu suchen und die ganze Verästelung der Rechtsverhältnisse, die sich in den Kodifikationen des Gewohnheitsrechts vom Ende des 13. Jahrhunderts darbietet, in ihren wesentlichen

¹⁵ BECK, 1884, Bd. I, S. 703—729.

¹⁶ ACHENBACH, 1871, S. 30—32, 34—35. — Laut Achenbach entspreche das Rheinische Gewohnheitsrecht prinzipiell den Bergrechten in den östlichen und südlichen Gauen (S. 36); er vergißt jedoch, daß er einige Seiten vorher, beim Überblick der Weistümer von dem besonderen Gewohnheitsrecht dieser Gaue spricht, das in ihrer »Abgeschlossenheit« (?) auch von den wechselseitigen Einflüssen des Sachsenspiegels freigeblieben sei.

¹⁷ ACHENBACH, 1871, S. 72. — Hierzu ließe sich als ungarische Analogie das Salz des Szeklerbodens erwähnen (PAULINYI, 1924, S. 647).

¹⁸ GOTHEIN, 1887, S. 388.

¹⁹ GOTHEIN, 1887, S. 394—95.

Ästen diesem einzigen Stamme entsprossen sei.²⁰ Seine Annahme wird schon darum hinfällig, weil der Abbau der bekannten Lagerstätten des Mittelalters, und gerade jener der reichsten Edelerzlager in die Zeit der alten freien Markgenossenschaften gar nicht zurückreicht. Mag es sich um Goslar im Harz, um Schwaz in Tirol, um Trient handeln, oder aber um das Silber Kärntens (Villach, Friesach-Zessenberg, Dobratsch, Sankt Leonhard, Lavanttal) und der Steiermark (Zeiring, Schladming) oder um Freiberg in Sachsen, der früheste Beginn der Förderung läßt sich nicht eher als mit dem 12. (in einigen Fällen mit dem 10.) Jahrhundert ansetzen.²¹ Dasselbe trifft auch für Böhmen, Ungarn und Massa in der Toskana zu.²²

Wir haben bereits gesehen, daß die örtlichen Kodifikationen der mittelalterlichen Ordnung des Bergbaus ausnahmslos mit den angeführten Revieren des Silberbergbaus zusammenhängen.²³ Dieses gleichzeitige, aber nur um Jahrhunderte später erfolgte Vorpreschen des Silbers in den unterschiedlichsten Räumen Europas gibt an sich schon zu bedenken, daß wir hier einer von den Verhältnissen der frühen Markgenossenschaft völlig verschiedenen, neuen historischen Lage gegenüberstehen und daß wir die Faktoren, die die endliche Entfaltung der Produktionsverhältnisse und der Rechtsordnung des mittelalterlichen Bergbaus bestimmen sollten, gerade und vor allem in dieser neuen geschichtlichen Situation, nicht aber in den Ansätzen der Frühzeit zu suchen haben. Hier mögen nur einige wenige gegensätzliche Momente die gewandelte historische Situation veranschaulichen. Die Waldungen der schatzbergenden Gebirge, der höheren Lagen und mit ihnen die Bodenschätze waren durch das Hoheitsrecht an der Allmende im Laufe der Zeit in den Machtbereich des Königs bzw. des Landesfürsten, sodann durch Schenkung in die der geistlichen und weltlichen Grundherren übergegangen.²⁴ Damals ging die Anregung in örtlichen Kreisen vom Bedarf der Bauern und der Krieger an Gerät und Handwaffen aus, nun aber von der Schatzgier der herrschaftlichen Verbraucherwirtschaft und vom unersättlichen Profithunger des Kaufmanns. Damals bestand der bäuerliche Kleinbetrieb, nun aber der auf der villikalen Wirtschaft des Grundherrn und der Arbeitskraft seiner Knechte beruhende »Groß«-

²⁰ Achenbachs Ausführungen beziehen sich auf das Bergrecht. Wollten wir aber seine einschlägigen Feststellungen annehmen, so bänden uns diese notwendig auch in Hinsicht der Produktionsverhältnisse.

²¹ BORNHARDT, 1931, S. 10—12. — SPERGES, 1765, S. 38—50, 74—77, 84—87. — WIEßNER, 1950, S. 38—40, 140, 193, 213—14. — ERMISCH, 1887, S. XV—XVI. — Eine Ausnahme bildet das Gold in den Gesteinstöcken der Tauern, das schon von den Römern und vor ihnen von den keltischen Tauriskern ausgebeutet wurde. Vgl. Wießner, 1950, S. 32—35; die deutsche Übersetzung des Strabo-Zitats ist jedoch an zwei Stellen falsch (». . . octava parte decocta . . .« und »... maiori quidem diffusione indiguisse . . .«). S. noch BRUNNER (1926).

²² KOŘAN, 1955, S. 70—77. — MATUNÁK, 1928, S. 5—69 und 83—91. — PAULINYI, 1962. — Vgl. noch weiter unten das Ende des nächsten Abschnittes. — PAZDUR, 1960, S. 27. — BONAINI, 1853, S. 629—31.

²³ S. oben die Einleitung.

²⁴ MAURER, 1856, S. 428 ff. — WOPFNER, 1906, S. 20—32. — Vgl. ENGELS, 1882, S. 150—165.

Betrieb, mit der mehr und mehr gegliederten Teilung des Produktionsprozesses.²⁵

Von all dem sieht Achenbach nichts. Seiner Ansicht nach stehen die Rechtsverhältnisse in keinem genetischen Zusammenhang mit der Wirtschaft. Er teilt zwar nicht den Standpunkt der Positivisten und ist nicht der Meinung, das Recht habe ein abgeschiedenes, gleichsam autarkes Leben. Doch sieht er die belebenden und die Entwicklung bestimmenden Kräfte nicht in der wirtschaftlichen Sphäre, sondern im anderen, entgegengesetzten Bereich. Im Grunde genommen ist er ein epigonenhafter Vertreter der »Volkgeist«-Theorie des deutschen Neohumanismus. Ein Vertreter der Schule Savignys. Dieser hat nämlich das Gewohnheitsrecht als den Urquell jeglicher Rechtsschöpfung gesetzt, indem er erklärte, das Recht sei eine Eigenschaft, eine Daseinsäußerung des Volkes wie die Sprache oder die Moral. Es entfalte und entwickle sich organisch mit dem »Volk« und schwinde mit ihm, sobald dieses seine Wesenszüge verliert.²⁶

Kautsky entwirft mit einer überaus sinnfälligen Skizzierung von den gesellschaftlichen Belangen des Bergbaus in den frühen freien Markgenossenschaften ein ganz wirklichkeitstreu scheinendes Bild. Doch trifft auch darauf die kritische Bemerkung zu, mit der die spätere Forschung Achenbachs Theorie registrierte. D. h.: Das ganze entbehrt jeglicher datenmäßiger Stütze. Die Vorstellung ist überaus einfallsreich. Im ganzen ist dieses Bild eigentlich eine einfache Nachzeichnung per analogiam der Darstellung, die wir aus der Feder Maurers von der allgemeinen Ordnung der frühen Markgenossenschaft²⁷ besitzen und die dazumal mit der positiven Einschätzung ihrer Ergebnisse auch von Engels in einer besonderen Abhandlung interpretiert wurde.²⁸ Allerdings hätte Kautsky seine Untersuchung auch fester fundieren können. So z. B. durch die Parallelen im Leben der primitiven Völker der Gegenwart. Des weiteren hätte er mehrere Anhaltspunkte in Becks großer Monographie über die Geschichte des Eisens gefunden,²⁹ die ihm nicht unbekannt war. Aber auch so ist sein Versuch, die Rekonstruktion einer markgenossenschaftlichen Ordnung des Bergbaues an sich, als Verdienst zu vermerken. Dies um so mehr, da er im ganzen die verbindliche Zurückhaltung bezeugt. Was er ausführt, ist eine vernünftige Annahme, die sich in den bekannten allgemeinen Rahmen fügt. Sein Versuch ist jedenfalls ein annehmbarer Ansatzpunkt. Freilich sagt

²⁵ Auch primitive Völker gewannen mit völlig primitiven Geräten und Mitteln Silber, allerdings nur solange, bis sie die auch an gediegenen Metallen reichen Guldigerze der oberirdischen Fundstätten, sowie der Oxydations- und Zementierungszone abbauen konnten. Vgl. HELMER, 1962, S. 293–96. — S. noch BORNHARDT, 1931, S. 7–8. — KOŘAN, 1955, S. 74–75. — Die Anregungen für Errichtung herrschaftlicher Eigenbetriebe haben wir vor allem in der Schatzgier des »Herrn«, in seinen Bemühungen, sich die Produkte restlos anzueignen, zu suchen.

²⁶ SRBIK, 1950, S. 206–207.

²⁷ MAURER, 1854 und 1856.

²⁸ ENGELS, 1882. — Vgl. ENGELS, 1878, S. 163.

²⁹ BECK, 1884.

Kautsky darüber hinaus noch mehr. Und dies ist schon problematisch. Auch er führt nämlich das im 13. Jahrhundert schriftlich gefaßte deutsche Bergrecht auf die frühe Markgenossenschaft zurück.³⁰ Da wurzelt — so Kautsky — auch die persönliche Freiheit des deutschen Bergmanns, die er trotz aller Unterdrückungsversuche des Grundherrn zu wahren gewußt habe. Denn »wir finden auch kein Beispiel dafür, daß die Bergleute im Mittelalter irgendwo in die Lage von Hörigen oder Leibeigenen geraten wären«.³¹ Somit setzt auch er die Entwicklung von der frühen Markgenossenschaft bis zum Hoheitsrecht im Bergbau, bis zur Zeit der landesfürstlichen Bergverwaltung gradlinig, linear, wo doch zwischen diese zwei Epochen die Entfaltung und der Höhepunkt einer völlig neuen Formation der feudalen Produktionsweise tritt. Und damit eine Reihe von neuen, umfassenden sozialen Zusammenhängen: die grundherrschaftliche Aneignung des Grundeigentums, die Gewalt der »Grundherrschaft«, die persönliche Bindung der werktätigen Massen, ihre Unterordnung unter die grundherrschaftliche Gerichtsbarkeit, die grundherrschaftliche Wirtschaft, beruhend auf der Arbeitskraft der Knechte, sodann die zwiespältige Hörigkeit, die dem Knecht eine befreiende Lockerung, dem Freien aber eine Halbknechtschaft brachte. Es fragt sich somit, und dies — so meine ich — zu Recht: Wäre von all dem gerade die Sphäre des Bergbaus unberührt geblieben? Und zwar solange bis — schon auf dem Höhepunkt dieser Formation — die herrscherliche Macht mit ihren Regalansprüchen auf den Plan trat und wie im Märchen der Wolf das Rotkäppchen das alte Paradies des Bergmanns auf einmal verschlang. Das ist so offenkundig eine historische Unmöglichkeit. Die Entwicklung läuft nicht gradlinig, sondern schreitet mit Verlagerungen auf einer spiralen Bahn fort. Wie die übrigen Wirtschaftszweige wurde auch der Bergbau von der herrschenden Klasse der neuen Formation, von den geistlichen und weltlichen Herren in die Zange ihrer Macht genommen. U. zw. voll und ganz: mit den Naturschätzen auch der die Natur zwingende Mensch. Der zur Fron gepreßte werkende Mensch, der Träger der Arbeit hatte die Schlacht um die Freiheit der Arbeit zu schlagen, um das innig geglaubte Paradies der Frühzeit aufs neue vor sich zu haben. Kautskys Darstellung schreitet sozusagen über diese ganze Problematik hinweg. Es hat einigermaßen den Anschein, als hätte sich der marxistische Historiker in seinem begründeten Bemühen, die Bedeutung des frühen gemeinsamen Eigentums entsprechend hervorzukehren, von der romantischen Betrachtungsweise der historischen Rechtstheorie ein wenig hinters Licht führen lassen. Daher auch der einseitige Schwerpunkt in der Skizzierung der Entwicklung.

Dafür, daß der deutsche Bergmann seine »althergebrachte« Freiheit in der feudalen Gesellschaft nicht wahren konnte, genügt es auf die urkundlichen

³⁰ KAUTSKY. 1895, S. 112.

³¹ Ebd., S. 110-111.

Belege aus dem 9—11. Jahrhundert hinzuweisen, die von Eisenabgaben der Hörigen bzw. von Knechten in den grundherrschaftlichen Salinen sprechen.³²

Den Schwerpunkt seiner Monographie verlegte Zycha³³ auf die Periode des aufkommenden und sich entfaltenden Feudalismus, d. h. auf das 10—13. Jahrhundert, also gerade auf jene Entwicklungsphase, die sowohl Achenbach als auch Kautsky übergangen hatten. Seine Untersuchungen bieten uns ein anschauliches Bild davon, wie sich die soziale Struktur des Bergbaues in den neuen Formen der bereits erstarkten, gefestigten Feudalordnung gestaltet hat. Er verstand es in seinen Feststellungen, die in den vorausgegangenen, gegensätzlichen Darstellungen ziemlich verhedderten Fäden der Zusammenhänge erfolgreich in ihre genetische Ordnung zu fügen. Er rechnet vor allem mit der Arndtschen Theorie von der Ursprünglichkeit des Bergregals, die dazumal den Blick der Forscher schon seit zwei Jahrzehnten benebelt hatte, endgültig ab. Zycha kommt zu dem Ergebnis, daß die Bodenschätze ursprünglich der natürliche Bestandteil der Bodenfläche waren, in der sie eben lagen. Wes Grund, dessen die Bodenschätze, das war das Ursprüngliche. Seit dem Aufkommen des feudalen Grundeigentums aber standen sie dem Grundherrn zu. Er verfügte ausschließlich und uneingeschränkt über dieselben wie über sein Eigentum. Das Anrecht des Grundherrn auf die Bodenschätze war ursprünglich gar nicht beeinträchtigt. Kein anderer habe Einspruchsrecht in ihre Nutzungsweise gehabt. Auch der Herrscher nicht, weil die Förderung der Mineralien, der Bergbau nicht einmal an eine besondere herrscherliche Rechtsgewährung gebunden war. Auch habe der Eigentümer über die Art und Weise der Nutznießung völlig frei verfügt und sei darin durch nichts und niemand behelligt gewesen.³⁴

Das Bergregal habe es demnach bei den Germanen nicht von Anfang an gegeben. Zumindest nicht in dem Sinne, daß — wie Arndt meinte — die Bodenschätze königliches Eigentum gewesen wären, über dessen Ausbeutung einzig der königliche Fiskus verfügt habe u. zw. auch dann, wenn diese Mineralien auf dem Grunde anderer Eigentümer fündig wurden. Ebenso wenig habe der Fiskus die Förderung der Bodenschätze, deren Abbau er nicht selbst betrieb, für einen Anteil am Ertrage anderen überlassen. Dieser Inhalt des Bergregals ist — wie Zycha nachweist — das Ergebnis einer längeren Entwicklung. Es bildete sich in drei Etappen erst bis zum 13. Jahrhundert heraus und wurde allgemein. Freilich habe es im Keime bestimmte Ansätze zu diesem Regal schon in der Frühzeit, also in der Periode des uneingeschränkten grundherrlichen Eigentums an den Bodenschätzen gegeben. Dieser Keim der späteren Entwicklung, der in die Fiskalgebarung des Frankenreiches als römisches

³² WAITZ, 1878, S. 271, Anm. 3. — INAMA-STERNEGG, 1891, S. 331. Anm. 2; S. 332. Anm. 1. — ZYCHA, 1899, S. 82. — INAMA-STERNEGG, 1886, S. 582, Anm. 1, 2; S. 594, Anm. 2, 3.

³³ ZYCHA, 1899.

³⁴ ZYCHA, 1899, S. 44—55.

Erbe³⁵ übergegangen sei, lasse sich als Nutzungsrecht definieren. Der König habe das Recht gehabt, von den Grundherren nach ihren Bergwerkserträgen eine besondere Steuer (census, Ertragszins) einzutreiben und das habe er in der Höhe eines Zehnten getan.³⁶ Die zweite Entwicklungsetappe sei eingetreten, als die herrscherliche Macht über das Nutzungsrecht — die Besteuerung — hinaus nunmehr auch auf die Steuergrundlage selbst, auf die Bodenschätze Anspruch erhob, indem sie diese zu herrscherlichem, hoheitlichem Eigentum erklärte.³⁷ Diese Auffassung setzte sich seit der Mitte des 12. Jahrhunderts immer deutlicher durch, ohne daß es aber auch nur in einem Fall zur fiskalischen Enteignung eines Bergwerks gekommen wäre. Die königliche Gewalt wich vor dem Widerstand der fallweise interessierten Grundherren — wir wissen hauptsächlich von geistlichen Grundbesitzern — zurück und begnügte sich im allgemeinen mit der prinzipiellen Anerkennung ihrer Eigentumsrechte, mit der Anerkennung dessen, daß die Grundherren ihre Bergwerke nur auf Grund einer herrscherlichen Sondergenehmigung betreiben konnten. Neben den Bergzehnten älteren Ursprungs kann demnach in dieser Entwicklungsphase von einer praktischen Auswertung des Bergregals im allgemeinen nur soweit die Rede sein, daß der König eine weitere Möglichkeit fand, einen oder den anderen Großen seines Reiches durch bloßen Gnadenbeweis sich zu verpflichten. Sobald jedoch der Donatar eines entsprechenden Widerstandes nicht fähig, so forderte der Fiskus nach dem Gnadenbeweis sogleich auch einen Anteil am Bergertrag.³⁸ Und zwar keinen geringen: so hatte der Bischof von Minden ein Drittel (1189) und jener von Brixen geradezu die Hälfte seiner Grubeneinkünfte (1189) als Abgabe zu lassen.³⁹

In der dritten Entwicklungsphase habe schließlich der Regalherr die Bodenschätze wirklich in sein Eigentum gebracht. Von nun an verfügte er und nicht der Grundherr über den Abbau der Minerallagerstätten. Er bestimmte auch die Bedingungen des nutznießenden Besitzes, Ausbeutungsmethoden, ohne darauf zu achten, wessen Grund die Bodenschätze geborgen habe. Zu dieser Zeit war es bereits die allgemeine Nutzungsweise, daß der Herrscher (Landesfürst) die Förderung der Bodenschätze bei Leistung eines Ertragsanteils (einer Produktenrente) und unter bestimmten Bedingungen für alle freigegeben habe. Anfangs sei dies in geographisch begrenzten, bestimmten Revieren, später mit allgemeiner, landweiter Geltung erfolgt (allgemeine Bergfreiheit). Zur Zeit dieser Vollentfaltung des Bergregals wäre aber — zumindest in Deutschland — nicht mehr der König, sondern die territoriale

³⁵ ARNDT (1879, S. 7—22) und ZYCHA (1899, S. 36 ff.) interpretieren auch die römische Rechtspraxis völlig gegensätzlich. Meinerseits halte ich Zychas Interpretation für zutreffend.

³⁶ ZYCHA, 1899, S. 8—23.

³⁷ Die Formulierungen, in denen sich die neue Auffassung widerspiegelt, angeführt bei ZYCHA, 1899, S. 32—33.

³⁸ ZYCHA, 1899, S. 24—35.

³⁹ ZYCHA, 1899, S. 34—35.

Gewalt, der Landesfürst sein nutznießender Wahrer gewesen. Im Wege seiner an einzelne Grundherren erteilten Rechtsgewährungen begab sich der König von Schritt zu Schritt in immer weiteren Gebieten seines herrscherlichen Eigentums an den Bodenschätzen. Die zunächst schrittweise Zersplitterung der Rechtssubstanz steigerte sich zu einem rapiden Zerfall, als es — bereits von dem ausgehenden 12. Jahrhundert an — immer häufiger zu Verleihungen kam, bei denen sich um Donatare handelte, die nicht nur große Grundherren, sondern zugleich und in einer Person auch staatsrechtliche Funktion ausübende Landesfürsten gewesen, wobei sich die Verleihung nicht nur auf ihre privaten Güter bezog, sondern sich auf das ihrer fürstlichen Gewalt unterstellte ganze Land, auf das ganze Territorium erstreckte. Diese Entwicklung stellte sich aber im Laufe des 13. Jahrhunderts — mitunter wohl durch Anmaßung — fast in allen Ländern des Reiches ein, auf deren Gebiet beträchtliche Erzlager bekannt geworden waren.⁴⁰

Welche Erze unter die Bergregalität gefallen seien, das habe man — so meint Zycha — praktisch sehr unterschiedlich gehandhabt. Seines Erachtens habe man die Regalität prinzipiell auf alle nutzbaren Erze bezogen, praktisch aber nur auf die Edelerze bzw. auf die Edelmetalle enthaltenden Erzgemenge. Das Eisenerz sei im allgemeinen Eigentum des Grundherrn geblieben.⁴¹

In der geschilderten Entwicklung spielte auch die landesfürstliche Gewalt eine gewisse aktive Rolle, indem sie für ihre dynastischen und Machtbestrebungen immer neuere Einkunftsquellen zu erschließen suchte. Diese Rolle aber wirkte sich nur insofern aus, als infolge dieser landesfürstlichen Aktivität neben vielen anderen Rechten auch das Bergregal aus den Händen des Herrschers in jene der Landesfürsten überging. Ansonsten aber war sie nur der Diskonteur der tiefschürfenden Wandlung, die sich mittlerweile durch die von der herrscherlichen Gewalt überhaupt nicht beeinflusste Entwicklung im Nießbrauch der Bodenschätze einstellte und die keine einzige Fuge der inneren Struktur des Bergbaus unberührt ließ. Merkmale dieser inhaltlich revolutionären Wandlung waren: der Niedergang des grundherrlichen Grubenbetriebs, die Befreiung der werkenden Bergleute von den persönlichen Bindungen an die Grundherrschaft und ihr unmittelbarer Anteil am Nießbrauch, am nutzenden Besitz der Bodenschätze.⁴² Dieser Auflösungsprozeß wurde von Zycha eingehend untersucht.⁴³ Seine einschlägigen Darlegungen sollen des weiteren an entsprechender Stelle getreu registriert werden. Hier nur soviel, daß auch Zycha den Demiurgen dieser Entwicklung in den werkenden Bergleuten und in ihrer hochwertigen besonderen Arbeit erblickt habe.

⁴⁰ S. ZYCHA, 1899, S. 157–58 und ZYCHA, 1903, S. 339–40.

⁴¹ ZYCHA, 1899, S. 58–59 und S. 59, Anm. 1.

⁴² ZYCHA, 1899, S. 156 ff.

⁴³ ZYCHA, 1899, S. 79–156.

Zu dieser Endphase der Entstehung des Bergregals weist die praktische Verwirklichung der Bergfreiheit enge zeitliche Parallelen auf. Zweifellos war daran der Eigentümer des Regals, der Landesfürst weitgehend interessiert. Je größer das Ausmaß der abgebauten Bodenschätze war, wozu das freie Schürfen nachhaltig beitrug, umso größer war der Ertrag der Regalität, umso ansehnlicher war der Anteil des Fiskus. Schließlich ergibt sich zwischen Regalität und Bergfreiheit auch dadurch ein sachlicher Zusammenhang, daß die faktische Durchsetzung dieser gegenüber dem Grundherrschaften in nicht unbedeutendem Maße von der Gewalt des Landesfürsten abhing.⁴⁴ Trotzdem aber erachtet es Zycha hauptsächlich als ein Verdienst der werkenden Bergleute, daß die Bergfreiheit erkämpft wurde. Sie war eine zweiseitige Waffe. Gegen den Grundherrschaften gerichtet, erzwingt sie mehr oder minder die völlige Annullierung seines früheren Schatzeigentums und verschafft zugleich den werkenden Bergleuten den Nießbrauch der Bodenschätze. Gegen den Regaleigentümer gerichtet, zwingt sie ihn, den Findern des Schatzes (Erzganges) das Abbaurecht zu gewähren. Diese Waffe in beiden Richtungen zu führen, daran war nur eine Partei interessiert: die werkenden Bergleute.⁴⁵ Das werktätige Volk stand auch damals dem Grundherrschaften allein gegenüber, als dieser gezwungen war, die erste Form der Bergfreiheit zu erklären. Ich meine, als der Grundherrschaft die Schürffreiheit erklärte und damit den »Berg«, das bekannte Grubenrevier freigab.⁴⁶ Und das werkende Bergvolk sollte es auch sein, das den Ausweg aus dem völligen Verfall des grundherrschaftlichen Unternehmens und Betriebes fand. Darüber aber weiter unten.

2. Grundherrschaftliches Grubeneigentum — grundherrschaftlicher Betrieb

Das Aufkommen des Feudalismus, die allgemeine »grundherrschaftliche« Aneignung des Grundeigentums ließ auch die alte markgenossenschaftliche Nutzung der Bodenschätze nicht unberührt. Der feudale Grundherrschaft, der kirchliche und weltliche Großgrundbesitz nahm auch sie — an der Spitze mit der herrscherlichen Gewalt — in Beschlag. Er betrachtete die Bodenschätze als sein Eigentum und sorgte für ihre Förderung entweder unmittelbar im Rahmen seiner villikalen Wirtschaft, oder aber überließ ihre Förderung und Nutzung gegen Leistung des Gewinnanteils, der Produktenrente den Untertanen. Diese Wandlung läßt sich an Hand von Daten und Belegen nicht verfolgen. Die urkundlichen Denkmäler jedoch, deren Zahl sich seit dem 10. Jahrhundert mehrt, bezeugen eindeutig die grundherrschaftliche Bindung des Bergbaus.

⁴⁴ ZYCHA, 1899, S. 66.

⁴⁵ ZYCHA, 1899, S. 65—79, 166—72, bes. 170—72.

⁴⁶ ZYCHA, 1899, S. 67—69. Sehr treffend ist der von Zycha benutzte Terminus technicus: »Grundherrschaftliche Bergfreiung« und »freie Berge« (vgl. »Freiberg«).

Bald hören wir von den in Eigenbewirtschaftung betriebenen Bergwerken und Salinen der geistlichen und weltlichen Grundherren, bald von kleinbäuerlichen Wirtschaften, die neben dem Kopfszins auch Eisen oder Gold abzugeben hatten, d. h. auch Eisen produzierten, oder Goldsand wuschen.¹ Im allgemeinen Entwicklungslauf des Feudalismus ist diese »grundherrschaftliche« Aneignung der Bodenschätze in annehmbarer — vernünftiger — Form auch rekonstruierbar. Die primären Metallvorkommen, die Fundstätten von Erzverbindungen fielen wegen der geologischen Voraussetzungen im allgemeinen — zumindest die reicheren Lagerstätten — in die höheren Gebirgsregionen, in die unbekannte Wildnis der Waldungen, die zumeist außerhalb der ersten Siedlungszonen lagen, in denen die Bauern von ihren Höfen aus den Boden, die Erdoberfläche bebauten. Alle diese unermesslichen Ländereien, dieses riesige Niemandsland, das weder zur Flur der einzelnen Dörfer, noch zur ungeteilt genutzten Allmende der Markgenossenschaften zählte, wurde mit der Errichtung der Macht der Frankenkönige zu königlichem Eigentum. Weil aber die königlichen Donationen (Güterschenkungen) mit dem Königtum gleichen Alters sind, zerstückelten sich die riesigen Waldungen im Besitz der geistlichen und weltlichen Würdenträger und gingen ins Eigentum der aufkommenden grundherrschaftlichen Klasse über.² Auf dem zum Lehen erhaltenen königlichen Land war die Stellung der Eigentümer von »herrschaftlichem Stande« nicht strittig. Ihnen standen alle Pertinentien des Bodens zu. Sie trieben nach den bekannten oder gegebenenfalls erschlossenen Bodenschätzen die Abgaben genau so ein, wie sie auch die Rodungssiedlungen oder die Mühlenplätze am Bache mit Zins belegten.³ Was hier, außerhalb der Dorfgemarkungen in der Waldregion selbstverständlich war, das konnte später auch auf den Allmenden der Dorfgemeinden durchgesetzt werden, obschon dafür keine konkreten Beispiele in den Urkunden erhalten blieben.

Die Produktion von Metallen, die Gewinnung bestimmter Metalle aus ihren natürlichen Erzverbindungen ist an sich schon von vornherein ein komplexer Arbeitsprozeß, und das auch im Falle der allerprimitivsten Verfahren. Selbst wenn wir uns auf seine wichtigsten Elemente beschränken, so haben wir zumindest drei Arbeitsgänge zu unterscheiden. Das sind: der Erzabbau; sodann die Aufbereitung des Erzes zur Verhüttung (Rösten, Pochen

¹ INAMA-STERNEGG, 1909, S. 579—80, 647; 1899, S. 329—32. — Bezüglich der Salzsiederei vgl. denselben, 1886. — Vgl. Zycha, 1899, S. 82—84. — DOPSCH, 1921—1922, S. 180—182.

² SCHRÖDER—KÜNßBERG, 1932, S. 224—26. — Vgl. WOPFNER, 1906, S. 20—23. — KULISCHER, 1928, Bd. I, S. 27—39.

³ Ein beredtes Beispiel hierfür ist die Übergabe von einer Hufe und einer Eisenschmelze durch den Grafen Alberich an den Salzburger Erzbischof im Jahre 931, wobei den Knechten des Erzbischofs auch der zinsfreie Abbau des Eisenerzes zugestanden wurde. (Unter »famulis« haben wir offenbar die Untertanen auf der fraglichen Hufe zu verstehen; ZAHN, Bd. I, Nr. 20; vgl. INAMA-STERNEGG, 1891, S. 331, Anm. 2.) Vor der Bergfreierung verhielt es sich demnach — mit der allgemeinen Praxis — so, daß die Untertanen das auf dem Boden des Grundherrn gefundene Eisenerzlager bei Leistung eines bestimmten Zinses zum Eisenschmelzen in ihrem Ofen verwenden durften.

[Zerstückelung], Schlämmen usw.); schließlich das Schmelzen, das eigentliche Scheiden der Metalle von ihren mineralischen und metallischen Verbindungen. In den Anfängen, als die Produktion in den zumeist erzreicherer Ausstrichen der Gänge betrieben wurde,⁴ haben wir den Schwerpunkt des gesamten Produktionsprozesses im Schmelzen zu suchen. Das war damals die einzige wirklich anspruchsvolle Arbeit, die besondere, erfahrungsmäßig erworbene Kenntnisse erforderte. In dieser Periode dürfte der Schmelzer selbst mit seinen Gehilfen die Erze auch aufbereitet haben. Jedenfalls haben wir in ihm den Fachleiter des ganzen Produktionsprozesses zu erkennen, und zwar leitete er auch den Erzabbau, wo nicht anders, so dadurch, daß er in diese Arbeitsphase durch die Bestimmung der oberirdischen Abbaustätten sowie der Schürfstellen eingriff.

Da die reichen Erze der Ausstriche auch bei primitiveren Schmelzmethoden eine reichliche Metallgewinnung ermöglichten,⁵ ist trotz der im allgemeinen anspruchsvolleren, aufwendigeren Technik der Verhüttung von Silbererzen anzunehmen, daß in der Anfangsphase des Abbaues einer größeren Erzlagerstätte, also nach ihrer Erschließung die kleinbetriebliche Produktion auch in der Edelmetallgewinnung rentabel sein konnte.⁶ Wie denn auch die Eisenproduktion in der Periode der primitiven Wolfsöfen in Kleinbetrieben erfolgte,⁷ wie die Goldwäsche gerade wegen ihrer einfachen Technik bis auf heute im Rahmen des Kleinbetriebes verblieb,⁸ indem sie die Goldkörner, die sich im angeschwemmten Sand der Flüsse in Form von bereits bildsamem Metall finden, an diesen sekundären Fundstätten in einem ganz einfachen Verfahren gewinnt.⁹ Trotzdem dürfte sowohl beim Salz als auch bei Edelerzen mit dem Abbau der reicheren Lagerstätten im Eigenbetrieb der Grundherrschaft

⁴ Vgl. die Beschreibung der anfänglichen Abbauverhältnisse am Rammelsberg bei Goslar: BORNHARDT, 1931, S. 7–12.

⁵ Ein gutes Beispiel dafür ist das weltberühmte Potosi, dessen Entdeckung (1545) ebenfalls nur einem außerordentlich erzeichen Ausgehenden zu verdanken war. Die eingeborenen Indianer gewannen an diesem Ausgehenden in den ersten fünf Jahren mit ihren primitiven Schmelzöfen jährlich 200 Tonnen Silber, 28 vH der damaligen Weltproduktion. Allerdings enthielt dieser ausgehende Gang zum beträchtlichen Teil gediegenes Silber (HELMER, 1962).

⁶ Vgl. HELMER, 1962.

⁷ ZYCHA, 1899, S. 82–84.

⁸ Gerätschaft und Technik des Goldwaschens auf der Großen Schütt ist beschrieben bei NAGY, 1903; neuerdings UZSOKI, 1961, besonders TIMAFFY, 1961. Außer aus dem Schwemmsand wurden Erze (Gold, Platin, Zinn) auch aus den Geröllagern, den sog. Seifen, Seifengebirgen nahe der Erdoberfläche an den Berglehnen gewaschen. An solche Wäschern erinnern der alte deutsche Name Frauenseifen (ung. Nagybánya, rum. Baia Mare), des weiteren Lipscherseifen in der Slowakei (früher Komitat Sohl). — Über die Überreste einer großen Schwemmanlage an den Südhängen der Niederen Tatra im Gebiet zwischen Neusohl (ung. Besztercebánya, slov. Banská Bystrica) und Bries (ung. Breznóbánya, slov. Brezno) weiß auch DERN-SCHWAM (ENGEL, 1797, S. 192; neuere Variante: RATKOŠ, 1957, S. 455; ung., jedoch in ungenauer Übersetzung: ZIVUSKA, 1906, S. 10).

⁹ Die nach Siebenbürgen entsandten Kommissäre König Ferdinands I. vermerkten in ihrem Bericht von März–April 1552 auch die Feinheit des an der Mieresch gewaschenen Schwemmgoldes; sie gaben diese mit 18–23 Karat an. (Wien, Hofkammerarchiv, Handschriften Nr. 374, fol. 69/a–71/b).

begonnen werden sein. Das Salzsieden oder die Silbergewinnung war ein Zweig der aus gestreut gelegenen Gütern bestehenden villikalen Wirtschaft des Grundherrn. Was die Salzgewinnung anbelangt, so läßt sich das am Beispiel des königlichen Gutes Reichenhall oder am Besitz Moyon Vic der Abtei Prüm auch datenmäßig erhärten.¹⁰ Für die Betriebsform des Silberbergbaus haben wir aus so früher Zeit keine Belege. Die ersten Anhaltspunkte aus einer bereits späteren Periode, die jedoch auch die vorangegangene Zeitspanne gleichsam in der Rückblende einigermaßen erhellen, erschließen uns Verhältnisse, die wir anders als Überreste bzw. Weiterbildung des bereits in Auflösung begriffenen grundherrschaftlichen Eigenbetriebes nicht interpretieren können.¹¹ Der grenzenlose Besitzhunger und die Schatzgier der auf Gewalt beruhenden feudalen »herrschaftlichen« Verbraucherwirtschaft¹² machen es an sich schon verständlich, daß der feudale Großgrundbesitz die Ausbeute der auf seinem Gebiet erschlossenen reicheren Salz- und Edelerzlager sich vorbehielt. Das eine wie das andere, jenes als Massenverbrauchsartikel, dieses als das Rohmaterial des Geldes, das mit der Differenzierung der Produktion eine immer wesentlichere Rolle spielte, erwies sich als wertbeständige Ware. Darüber hinaus war aber die Edelerzlagerstätte auch eine direkte Quelle der Schatzakkumulation, der raschen Bereicherung.

Die Anlage von grundherrschaftlichen Betrieben stieß auf keine besonderen Schwierigkeiten. Im Gegenteil: in der gegebenen historischen Lage waren die Voraussetzungen des Großbetriebes noch am meisten in der villikalen Wirtschaft des Großgrundbesitzers gegeben. Beim Tagbau waren die einzelnen Arbeitsverrichtungen des komplexen Produktionsprozesses sowohl ihrer Qualität nach, wie auch in bezug auf den Entwicklungsgrad der angewandten Technik sehr verschieden, andererseits stand die Qualität der Arbeit geradezu im umgekehrten Verhältnis zu ihrer Quantität, zum Arbeitskräftebedarf der einzelnen Teilprozesse. So bestand bei der anspruchsvollsten Abteilung, beim Schmelzbetrieb¹³ der geringste Bedarf an fachkundigen Arbeitskräften. Unter

¹⁰ INAMA-STERNEGG, 1886, besonders S. 594—95. Selbstverständlich kommt das auch hier nur als Ausgangspunkt der weiteren Entwicklung in Frage.

¹¹ Die zeitlichen Parallelen zwischen dem grundherrschaftlichen Bergeigentum und dem grundherrschaftlichen Eigenbetrieb des Bergbaus, des weiteren das Vorherrschen dieser Betriebsform sowie ihr genetischer Zusammenhang mit dem Großbetrieb der späteren Periode wurde am eindeutigsten, zugleich auf Grund der umfassendsten und am eingehendsten analysierten Daten von ZYCHA (1899, besonders S. 79—122) dargelegt. In dieser Hinsicht folgt auch meine Darstellung im wesentlichen — sowohl hier als auch im nächsten Abschnitt — Zychas Ausführungen. Übrigens steht er mit dieser Auffassung nicht allein, INAMA-STERNEGG (1891, S. 331), SCHMOLLER (1891, S. 671 und 683), NEUBURG (1892, S. 14 ff.) sowie GÖTHEIN (1892, S. 614) sehen ebenfalls im grundherrschaftlichen Bergbaubetrieb die anfängliche Betriebsform des deutschen Bergbaus. Schmoller und Göthein allerdings mit der Abwandlung, daß sie diese Betriebe im allgemeinen für königliche Bergwerke halten. Beide pflichteten der Arndtschen Regaltheorie bei (vgl. die Einleitung). — Vgl. ZYCHA, 1899, S. 79—80.

¹² S. die tadelnde Erklärung Karls des Großen über die Habgier der Kirchenfürsten auf dem Reichstag des Jahres 811 (M. G. Concilia I, S. 162; angeführt bei KULISCHER, 1928, Bd. I, S. 39, Anm. 4).

¹³ S. oben S. 46.

Mitwirkung von Hilfsarbeitern konnte das Schmelzen in einem Ofen, aber auch in mehreren von einem einzigen Schmelzmeister verrichtet bzw. angeleitet werden. Umso größer die Belegschaft beim Erzabbau, und das mit gutem Grund. Erstens hing die Ausbeute, der Produktionsertrag des gesamten Betriebes von der Abbauleistung, von der geförderten Erzmenge ab. Andererseits konnte die Versorgung der einzelnen Öfen mit Rohstoff nur durch mehrere Arbeitskräfte gewährleistet werden. Nun war aber diese Arbeit, der Abbau, wenngleich in seiner anstrengendsten Form, im Grunde genommen nicht mehr als die Entfaltung der rohen Muskelkraft zur Betätigung von Werkzeug und Gerät. Da jedoch die Arbeit dieser grundlegenden Betriebsabteilung keine besondere Fachkenntnis erforderte, d. h. einfach war, bedeutete es für den Grundherrschaft keine größere Sorge, mit dem Abbau eines reicheren Ausstriches zu beginnen. Hierzu genügte es, einige Familien aus der Schicht seiner persönlich unfreien Untertanen, also der Knechte (*mancipium*) aus ihrem früheren Beschäftigungskreis herauszuheben und zum Abbau des gefundenen ausgehenden Erzes zu beordern. Das bezog sich auch auf die Arbeiter des Schmelzbetriebes und der damit gekoppelten Erzaufbereitung. Diese wurden zwischen durch unter der Hand des Schmelzmeisters zu angelernten Arbeitskräften. Ein schwierigeres Problem bedeutete bereits die Bestellung eines Schmelzers. In diesem Falle bedurfte es von vornherein besonderer Fachkenntnisse, bestimmter Erfahrungen (Materialkenntnis, technische Verfahren), wodurch die Auswahlmöglichkeiten auf einen beträchtlich engeren Kreis von Leuten beschränkt blieben. Darum mochte es vorkommen, daß der Grundherr in der Fremde nach einem geeigneten Schmelzmeister suchen mußte.¹⁴ Doch konnte er ihn auch in dem ihm untertanen Goldschmied finden, mit dessen Gegenwart wir in der Periode des aufkommenden Feudalismus sowohl auf der kirchlichen als auch auf der weltlichen Grundherrschaft zu rechnen haben.¹⁵ Außer der Arbeitskraft waren aber auch Werkzeuge nötig, wie Hacken, Keile, Fäustel, Hauen, Sammeltrug, Fuhre, Reuter, Schwemmkasten, Schmelzöfen, Tiegel und selbstverständlich Holzkohle zum Heizen. Zweifellos wurde ein Teil dieser Gerätschaft von jedem selbstständig gefertigt. Immerhin kann man sich den Produktionsprozeß ohne Mitwirken von Schmied und Köhler selbst bei der primitivsten Betriebsform schwer vorstellen. Der Grundherr aber konnte aus der Reihe seiner Untertanen die fähigen Leute zu der einen wie der anderen Arbeit im angehenden Bergwerksbetrieb bestellen.¹⁶

Der Schatzhunger der feudalen Wirtschaft hatte also zur Folge, daß die Herrschaft das Volk einer ganzen Bergmannssiedlung in die unbewohnte

¹⁴ Vgl. BORNHARDT, 1931, S. 7—12.

¹⁵ Vgl. z. B. weiter unten in Anm. 24 und 25 die untertänigen Goldschmiede der Abtei Sankt Benedikten an der Gran.

¹⁶ Für eine Salzsiederei der Stadt Hall in Oberösterreich hatten 1137 sechs Unkenener Waldhübner Holz zu leisten (1137: INAMA-STERNEGG, 1886, S. 582, Anm. 2.).

Wildnis der Waldungen zur Förderung des gefundenen Schatzes beordnete. Alle waren nunmehr zum Bergbau angehaltene Knechte, »mancipia«. Sie verrichteten auch diese Arbeit als Frondienst. Ihr Arbeitsprodukt eignete sich zur Gänze der Herrschaft an, indessen die Bergleute mit ihren Familien auf dem im Bereich der Bergmannssiedlung zugewiesenen Boden — gegebenenfalls Reutland — ihr karges Auskommen fanden.¹⁷ Ihre Arbeit wurde von den grundherrschaftlichen Bütteln, zumeist auch selbst von Untertanen beaufsichtigt. Über allen aber stand der Wirtschaftsverwalter des Gutes, der die geförderten Bodenschätze übernahm, weiterleitete und darüber Rechnung führte.¹⁸

*

Das zuvor skizzierte Bild des grundherrschaftlichen Bergwerksbetriebs ist im Grunde genommen nur eine Rekonstruktion. Sie beruht auf den Folgerungen auf Grund der Naturverhältnisse und des naturbedingten Arbeitsprozesses sowie der zeitgenössischen sozialen Verhältnisse, zum Teil aber auf der Rückblende an Hand einzelner Momente, die in den ausführlicheren schriftlichen Zeugnissen der späteren Entwicklung und beschleunigten Wandlung deutlich werden bzw. auf den besser ermittelbaren früheren Verhältnissen der Salzgewinnung.

*

Was Ungarn anbelangt, müssen wir selbst dieser geringen Anhaltspunkte entbehren. Der Wandlungsprozeß, mit dem etwas Neues aufkam, bestand in Ungarn in der fertigen Übernahme von Verhältnissen, die sich anderswo schon früher herausgebildet hatten. Es handelte sich also um deren Verpflanzung und nicht um die weitere Entfaltung einheimischer Ansätze. In dieser sprunghaften Umwälzung ging die Vergangenheit fast spurlos unter.

Zweifellos wurden die Madjaren nach der Landnahme mit den Bodenschätzen der neuen Heimat alsbald bekannt. Die Münze der ungarischen Könige, die bis auf Stefan I. den Heiligen, nach den neuesten Forschungsergebnissen sogar auf den Großfürsten Geysa zurückgeht und nach Regensburger Muster auch in der Fremde bis an die Gestade der Ostsee verbreitete Obulusse prägte, ist ohne heimische Silbergewinnung unvorstellbar.¹⁹ Allen Anzeichen nach muß dieses Silber in Schemnitz (ung. Selmechánya, slov.

¹⁷ Vgl. INAMA-STERNEGG, 1886, S. 595: die Ausführungen über die soziale Stellung der Salzsiedereien, in denen jedoch die Darstellung der ursprünglichen Verhältnisse mit jener der späteren Wandlungen verquickt ist. In diesem Zusammenhang hebe ich vor allem den ersten Satz hervor: »Diese Arbeiter waren zunächst als Unfreie im Eigentum der Herrschaft, wurden mit dem Sudwerke, zu dem sie gehörten, veräußert und verschenkt, und blieben lange Zeit hindurch in dieser sozial abhängigen Stellung.«

¹⁸ Vgl. INAMA-STERNEGG (1886, S. 594—95): die Angaben über das Sudwerk der Abtei Prüm; s. des weiteren im folgenden Abschnitt.

¹⁹ HÓMAN, 1916, S. 169. ff. — HUSZÁR, 1938. — LÁSZLÓ, 1963.

Banska Štiavnica) gewonnen worden sein, das sich auch später als der reichste Silberfundort erweisen sollte. Das nicht nur darum, weil sich unsere frühesten konkreten Belege des einheimischen Silberbergbaus (1217, 1228) auf Schemnitz beziehen.²⁰ Die lokalen Überlieferungen der Vorsiedlung der zur Zeit Bélas IV. »gegründeten« heutigen Stadt, der sog. »Altstadt«,²¹ mehr noch die Ergebnisse der hier 1956 durchgeführten Ausgrabungen²² lassen nicht bezweifeln, daß die dortigen ausgehenden Gänge schon in den ersten Jahrhunderten der Árpádenzeit abgebaut wurden. Ein weiterer Beweis dafür ist am Ostabhang des Berges, am sog. »Glanzenberg« der ansehnliche Tagbau, der mit den außerordentlichen Abmessungen und mit den Spuren des einstigen Feuersetzens selbst in seinen Verschüttungen ein einzigartiges Denkmal der Anfänge des oberirdischen Abbaus darstellt. Beim Lichte der übereinstimmenden örtlichen Denkmäler scheint trotz ihrer späten Niederschrift im 17. Jahrhundert die Überlieferung des böhmischen Chronisten glaubwürdig zu sein, die besagt, daß der Mährenfürst Brzeczislaus nach seinem Siege über die Polen die Gefangenen teils seinem Vater nach Böhmen geschickt, teils aber als Bergknappen nach Ungarn verkauft habe.²³ Dies wäre zugleich ein Hinweis, daß der grundherrschaftliche (königliche) Großbetrieb in Schemnitz mit der Arbeitskraft von Knechten bestritten wurde. Dies wäre anders auch kaum vorstellbar. Wie denn auch die königlichen »aurifices«, die das Goldwaschen besorgten,

²⁰ 1217. König Andreas II. verfügte, Meister Alexander (Sándor) als Entschädigung für die Würde des Obermundschenks »de redditibus, qui nobis in Bana solent provenire« 300 Mark Silber jährlich auszuzahlen (FEJÉR, CD. III, S. 205. Vgl. SZENTPÉTERY, Nr. 334) — 1228. Die Dillner Flur (Dillen: ung. Bélabánya, slow. Banská Belá), die westlich des Alten Baches (ung. Bélabányai patak, slow. Starý potok) lag, begann im Osten diesseits der Gran an der Mündung des Dillenbaches und ihre Gemarkung verlief, diesen Bach überquerend bis an den Fuß des Zukule-Berges, und von da im Gebirge »vadit per summitatem montis, qui dicitur Berch, usque ad argenti fodinam . . .« (WENZEL, AUO. VI, S. 460—62. — Vgl. ŠMILAUER, 1932, S. 129—30. — Mit der einigermaßen abweichenden Interpretierung der geographischen Lage: GYÖRFFY, 1963, S. 433).

²¹ Als lebendige Überlieferung erstmalig aufgezeichnet von Matthias Bél (BÉL, 1742, S. 579) auf Grund der fast wortwörtlich übernommenen Arbeit seines Schemnitzer Mitarbeiters Josef Richter (sein Manuskript in der Bibliothek des Ungarischen Staatsarchivs [Magyar Országos Levéltár]).

²² POLLA, 1958, S. 453—77. Die Ausgrabungen legten auf der Höhe des Berges im Norden der heutigen Stadt, wo die Unterlagen aus dem 18. Jahrhundert die Ruinen einer alten Burg anzeigten, die Überreste des Grundgemäuers eines größeren weltlichen Gebäudes frei. Bei dem einen Gemäuer wurde eine doppelte, die beiden Seiten der Mauer begrenzende Torwölbung aus Stein, romanisch gearbeitete Bogen gefunden. Bei einem fand sich eine in ihren Umrissen romanische, in ihren Verzierungen jedoch schon auch gotische Elemente aufweisende schmiedeeiserne (einflügelige) Tür, mit den angienieteten Darstellungen von Sonne und Mond, die Gold und Silber symbolisieren. Das und das unter den freigelegten Sachdenkmälern gefundene Bergeisen sowie das Leuchtscherblein (Grubenlicht) sind deutliche Hinweise dafür, daß es sich bei diesen freigelegten Ruinen um die Überreste des zentralen Verwaltungsgebäudes des einstigen königlichen Bergwerksbetriebes handelt. Münzen kamen nur vom Anfang des 14. Jahrhunderts zum Vorschein. Der Bericht setzt auch die Sachdenkmäler im allgemeinen ins 13.—14. Jahrhundert. Dagegen spricht die Bauweise der erschlossenen Gemäuerreste und der Torwölbung »für die Zeit vor der ersten Hälfte des 13. Jahrhunderts«.

²³ BALBINUS, 1677, pag. 163 (Liber III. cap. 1). — Angeführt bei BÉL, 1742, S. 569 und ihm folgend bei SCHOENVISNER, 1801, S. 87; WENZEL, 1880, S. 18, Anm. 7; später HUSZÁR, 1938, S. 351.

wie z. B. Nesku und seine Brüder im Naszály-erdő Knechte waren, die von König Geysa I. der Abtei Sankt Benedikten an der Gran geschenkt wurden.²⁴ Dieser untertänige »aurifex« war nämlich kein anderer als ein königlicher Goldschmied, der aber auch den zu seinem Handwerk benötigten Rohstoff aus dem Donausand eigenhändig produzierte — wusch²⁵ —, wie ja in den Anfängen diese ungeteilte Einheit der Rohstoffproduktion und der Verarbeitung auch bei den Schmieden gegeben sein mußte. Im Falle der Goldwäsche haben wir auch mit der Verwertung des Schwemmgoldes durch den kirchlichen und weltlichen Großgrundbesitz zu rechnen.^{26*}

VERZEICHNIS DER ANGEFÜHRTEN LITERATUR IN DER ALPHABETISCHEN FOLGE DER BENÜTZTEN ABKÜRZUNGEN

(In den Anmerkungen wurde das angeführte Werk zumeist mit dem Namen des Verfassers und dem Erscheinungsjahr des betreffenden Werkes angegeben. Die ausführlichen bibliographischen Daten findet der Leser im nachfolgenden Verzeichnis.)

ACHENBACH, 1869: *Achenbach, H.*: Das französische Bergrecht und die Fortbildung desselben durch das preußische allgemeine Berggesetz. Bonn, 1869.

ACHENBACH, 1871: *Achenbach, H.*: Das gemeine deutsche Bergrecht in Verbindung mit dem preußischen Bergrecht unter Berücksichtigung Bayerns, Sachsens, Österreichs und anderer deutscher Länder dargestellt. I. Bonn, 1871.

ACHENBACH, 1871, ZBR: *Achenbach, H.*: Die deutschen Bergleute der Vergangenheit (Zeitschrift für Bergrecht, 12. 1871).

ARNDT, 1879: *Arndt, A.*: Zur Geschichte und Theorie des Bergregals und der Bergbaufreiheit. Bonn, 1879.

ARNDT, 1885: *Arndt, A.*: Deutsches allgemeines Berggesetz für die Preußischen Staaten. 1885.

BALBINUS, 1677: *Balbinus, B.*: Epitome historica rerum Bohemicarum, libri I—V + VI—VII. Praegae, 1677.

BECK, 1884: *Beck, L.*: Die Geschichte des Eisens in technischer und kulturgeschichtlicher Beziehung, 1—5. Abt. Braunschweig, 1884—1903. (Zitiert wurde der I. Band.)

²⁴ KNAUZ, Monumenta I, Nr. 25, S. 55 — vgl. SZENTPÉTERY, Nr. 20. — Der »Nazal«-Wald ist der heute noch gleichnamige Berg oberhalb Waitzens (ung. Vác) am linken Donauufer (freundliche Mitteilung von Dr. Gy. Györffy).

²⁵ Bezüglich der Bedeutung der Bezeichnung »aurifex« = Goldwäscher s. den am Ende des 10. Jahrhunderts gefälschten Goldwäscherbrief des Passauer Bistums (angeführt bei ZYCHA, 1899, S. 17, Anm. 39), und zwar die Stelle: »aurifices autem eorum, quoscumque permiserit praefatae sedis antistes, non aliter, quam nostri omnibus fluminum arenis absque contradictione utantur«. — ZYCHA (1899, S. 17, Anm. 36) zitiert eine weitere Angabe über die »aurifices« am Ticino aus dem Jahre 1015. — Es läßt sich nur daraus, daß Nesku Goldwäscher und Goldschmied zugleich war, erklären, daß er in einem Dorfe an der Donau wohnte. Wäre er nur Goldschmied gewesen, hätte er seine Wohnstatt unterhalb einer königlichen Burg gehabt. Auf sein zweifaches Handwerk — auf die Produktion des Rohstoffes und auf dessen Verarbeitung — läßt dagegen schließen, daß der Bekräftigungsbrief von Papst Innozenz III. aus dem Jahre 1209 im Zusammenhang mit den Gütern der Abtei nicht mehr die Nesselwälder (Naszályer) »aurifices«, sondern die Waitzener Goldschmiede (»aurifabers«) erwähnt (KNAUZ, Monumenta I, Nr. 182, S. 190).

²⁶ Im Sinne der Anmerkung 25 hat man auch unter den »aurifabres«, die von der in die Jahre um 1237 gesetzten Erfassung der Abtei Martinsberg in Pannonien (Pannonhalma) in verschiedenen Dörfern erwähnt werden, Goldwäscher und Goldschmiede zu verstehen (PANNONHALMI RENDT. Bd. I, S. 771; vgl. SZENTPÉTERY, Nr. 635).

* Die Fortsetzung der Studie bringen wir in dem nächsten Band der »Acta«, und zwar die Abschnitte: »3. Die Auflösung des grundherrschaftlichen Grubenbetriebes in den Zezzener Gruben des Stiftes Admont« und »4. Die volle Entwicklung der genossenschaftlichen Unternehmung, der Gewerkschaft und der Anbruch der kapitalistischen Tendenzen in Trient.«

- BÉL, 1742: *Bel, M.*: Notitia Hungariae novae historicogeographica. IV. Viennae Austriae, 1742.
- BERNHARD, 1902: *Bernhard, L.*: Die Entstehung und Entwicklung der Gedingeordnungen im deutschen Bergrecht (Staats- und sozialwissenschaftliche Forschungen, hg. v. G. Schmoller, Bd. XX, Heft 7). Leipzig, 1902.
- BODE, 1893 *Bode G.*: Urkundenbuch der Stadt Goslar und der in u. bei Goslar gelegenen geistlichen Stiftungen, Bd. 2. (Geschichtsquellen der Provinz Sachsen u. angrenzender Gebiete, Bd. XIX). Halle, 1893.
- BÖHMER, 1870: *Acta imperii selecta*. Urkunden deutscher Könige und Kaiser mit einem Anhang von Rechtssachen, gesammelt von *J. F. Böhmer*. Innsbruck, 1870.
- BONAINI, 1853: *Bonaini, F.*: Ordinalamenta facta super arte fossarum ramarie et argenterie civitatis Masse (Appendice all' Archivio storico Italiano, vol. 8. Firenze, 1853. Nr. 27, S. 629—710).
- BORNHARDT, 1931: *Bornhardt, W.*: Geschichte des Rammelsberger Bergbaues von seiner Aufnahme bis zur Neuzeit (Archiv für Lagerstättenforschung, Heft 52). Berlin, 1931.
- Borsa S. SZENTPÉTERY*
- BRUNNER, 1926: *Brunner, O.*: Goldprägung und Goldbergbau in den Ostalpen (Numismatische Zeitschrift, Jahrgang 59, 1926).
- Codex dipl. et ep. r. Bohemiae s. ŠEBÁNEK—DUŠKOVÁ*, 1962.
- Codex Wangianus s. KINK, COD. WANG.*
- DOPSCH, 1921—22: *Dopsch, A.*: Die Wirtschaftsentwicklung der Karolingerzeit vornehmlich in Deutschland, I—II. Weimar, 1921—22.
- DOPSCH, 1923: *Dopsch, A.*: Wirtschaftliche und soziale Grundlagen der europäischen Kultur-entwicklung, I—II.² Wien, 1923.
- DU CANGE: *Glossarium mediae et infimae latinitatis conditum a Carolo du Fresne domino Du Cange . . . Editio nova aucta . . . a Léopoldo Favre*, tom I—X. Niort, 1883—1887.
- Duškova s. ŠEBÁNEK—DUŠKOVÁ*, 1962.
- EICHHORN, 1808: *Eichhorn, K.*: Deutsche Staats- und Rechtsgeschichte, . . . 1808. (In Erman- gelung der ersten Auflage benutzte ich die vierte, erschienen 1834—36.)
- ENGEL, 1797: *Engel, J. Ch. v.*: Geschichte des Ungarischen Reichs und seiner Nebenländer, I. (Fortsetzung der Allgemeinen Welthistorie durch eine Gesellschaft von Gelehrten in Deutschland und England ausgefertigt. 49. Teil (der unbezifferte erste Band). Halle. 1797.
- ENGELS, 1878: *Engels, F.*: Herrn Eugen Dührings Umwälzung der Wissenschaft. Leipzig 1878. (Benutzte Auflage: *Marx—Engels*: Werke, Bd. 20, Berlin, 1962, S. 1—303.)
- ENGELS, 1882: *Engels, F.*: Die Mark. (Der deutsche Bauer. Was er war? Was er ist? Was er sein könnte?) 1. Ausgabe als Beilage zu »Die Entwicklung des Sozialismus von der Utopie zur Wissenschaft«. Zürich, 1883. (Benutzte Auflage in: *Marx—Engels—Lenin—Stalin*: Zur deutschen Geschichte, Bd. 1, Berlin, 1953, S. 142—156.)
- ERMISCH, 1887: *Ermisch, H.*: Das sächsische Bergrecht des Mittelalters. Leipzig, 1887.
- FEJÉR, C. D.: *Codex diplomaticus Hungariae ecclesiasticus ac civilis*, studio et opera *Georgii Fejér*, I—XI. Budae, 1829—1844 (einige Bände zitiert).
- FRÖHLICH, 1918: *Fröhlich, K.*: Verzeichnisse über den Grubenbesitz des Goslarer Rats am Rammelsberge um das Jahr 1400 (Hansische Geschichtsblätter, 24, 1918, 25, 1919).
- FRÖHLICH, 1921/1: *Fröhlich, K.*: Zur Kritik der Nachrichten über den älteren Bergbau am Rammelsberge in Goslar (Archiv für Urkundenforschung, Bd. 7, 1921).
- FRÖHLICH, 1921/2: *Fröhlich, K.*: Das Goslarer Domstift in der zweiten Hälfte des 13. Jahr- hunderts (ZSSRG, 41, 1921, Kanon. Abt.).
- FRÖHLICH, 1921/3: *Fröhlich, K.*: Verfassung u. Verwaltung der Stadt Goslar im späteren MA. (Beiträge zur Geschichte der Stadt Goslar, Heft 1) 1921.
- FRÖHLICH, 1921/4: *Fröhlich, K.*: Zur Topographie und Bevölkerungsgliederung der Stadt Goslar im Mittelalter (Hansische Geschichtsblätter, 27, 1921).
- FRÖHLICH, 1921/5: *Fröhlich, K.*: Die Privilegienpolitik des Goslarer Rates in der zweiten Hälfte des 14. Jahrhunderts (Zeitschrift des Historischen Vereins für Niedersachsen. 86, 1921).
- FRÖHLICH, 1922: *Fröhlich, K.*: Die Urkundenpolitik des Goslarer Rats im Mittelalter (Archiv für Urkundenforschung, 8, 1922).
- FRÖHLICH, 1927: *Fröhlich, K.*: Die Verfassungsgeschichte von Goslar im Mittelalter (ZSSRG. Bd. 47, 1927 Germ. Abt.).
- FRÖHLICH, 1928: *Fröhlich, K.*: Beiträge zur Topographie von Goslar im Mittelalter (Zeitschrift des Harzvereins, 61, 1928).
- GIERKE, 1868: *Gierke, O.*: Das deutsche Genossenschaftsrecht. I. Rechtsgeschichte der deut- schen Genossenschaft. Berlin, 1868.

- GOTHEIN, 1887: *Gothein, E.*: Beiträge zur Geschichte des Bergbaues im Schwarzwald (Zeitschrift für die Geschichte des Oberrheins, N. F. 2, der ganzen Reihe 41. Bd. 1887).
- GOTHEIN, 1892: *Gothein, E.*: Wirtschaftsgeschichte des Schwarzwaldes und der angrenzenden Landschaften, I. Straßburg, 1892.
- GYÖRFFY, 1963: *Györffy, Gy.*: Az Árpád-kori Magyarország történeti földrajza, Abaújszék—Csongrád megye (Historische Geographie Ungarns in der Árpádenzeit, Gespanschaften Abaújszék—Csongrád). Budapest, 1963.
- HAFEMANN, 1910: *Hafemann, M.*: Das Stapelrecht. Eine historische Untersuchung. Leipzig, 1910.
- HANDIAKOVÁ, 1956: *Handiaková, E.*: Život kutnohorských haviřů a jeho odraz v titulním listu kancionálu Matouše iluminatora (Český Lid, Jahrgang 43, Nr. 5., 1956).
- HELMER, 1962: *Helmer, M.*: Edelmetalle Perus in der Kolonialzeit (Saeculum, Jahrbuch für Universalgeschichte, 13, 1962).
- HOFFMANN, 1958: *Hoffmann F.*: Nové práce o jihlavském právu, a o počátcích Jihlavi (Vlastivědný sborník Vysočiny, II. 1958, S. 197—202).
- HÓMAN, 1908: *Hóman, B.*: A magyar városok az Árpádok korában (Die ungarischen Städte in der Árpádenzeit). Budapest, 1908.
- HÓMAN, 1916: *Hóman, B.*: Magyar pénztörténet (Ungarische Geldgeschichte) 1000—1325. Budapest, 1916.
- HÓMAN, 1921: *Hóman, B.*: A magyar királyság pénzügyei és gazdaságpolitikája Károly Róbert korában (Finanzen und Wirtschaftspolitik des Königreichs Ungarn zur Zeit Karl Roberts). Budapest, 1921.
- HUSZÁR, 1938: *Huszár, L.*: Szent István pénzei. Emlékkönyv Szent István király halálának 900. évfordulóján. Szerk. Serédi Jusztinián (Die Geldmünzen Stefans des Heiligen. Gedenkbuch zum 900. Todestag König Stefans des Heiligen. Hrg. v. J. Serédi). Bd. II, S. 335—64. Budapest, 1938.
- INAMA-STERNEGG, 1886: *Inama-Sternegg, Th. v.*: Zur Verfassungsgeschichte der deutschen Salinen im Mittelalter (Sitzungsberichte der kaiserlichen Akademie der Wissenschaften, Phil.-hist. Classe, CXI, 1886).
- INAMA-STERNEGG, 1891: *Inama-Sternegg, Th. v.*: Deutsche Wirtschaftsgeschichte, II (des 10. bis 12. Jahrhunderts). Leipzig, 1891.
- INAMA-STERNEGG, 1909: *Inama-Sternegg, Th. v.*: Deutsche Wirtschaftsgeschichte I² (bis zum Schluß der Karolingerperiode). Leipzig, 1909.
- JAKSCH, KÄRTNER GESCHICHTSQUELLEN: Die Kärtner Geschichtsquellen 811—1202, 1202—1262, 1263—1269, hg. v. *Au. v. Jaksch* (Geschichtliche Denkmäler des Herzogtumes Kärnten Bd. 3, 4/I, II. Klagenfurt, 1904, 1906).
- JAROŠ, 1954: *Jaroš, M.*: K otázce námezdni práce v českém hornictví v XVI. století (Český Lid, Jahrgang 41, Nr. 1. 1954).
- JAROŠ, 1955: *Jaroš, M.*: K sociálním poměrům horního dělnictva v Kutné Hoře v polovině XVI. století (Český Lid, Jahrgang 42, Nr. 1. 1955).
- JAROŠ, 1956: *Jaroš, M.*: Výrobní poměry v kutnohorském hornictví v polovině 16. století (Český Lid, Jahrgang 43, 1956).
- JIREČEK, 1867: Codex iuris Bohemici, tomus primus aetatem Přemyslidarum continens, opera *Hermenegildi Jireček*. Pragae, 1867.
- KAPITAL I: *Marx, K.*: Das Kapital, Kritik der politischen Ökonomie, I. Buch. Hamburg, 1867. (Benutzte Auflage: Berlin, 1947.)
- KAPITAL III: *Marx, K.*: Das Kapital, Buch III. Hamburg, 1894. (Benutzte Auflage: Berlin, 1949.)
- KARSTEN, 1828: *Karsten, C. J. B.*: Grundriß der deutschen Bergrechtslehre mit Rücksicht auf die französische Bergwerksgesetzgebung. Berlin, 1828.
- KAUTSKY, 1895: *Kautsky, K.*: Vorläufer des neueren Sozialismus (Geschichte des Sozialismus in Einzeldarstellungen, Bd. I, Teil 1). Stuttgart, 1895. (Neuere Auflage: Berlin, 1947.)
- Kärtner Geschichtsquellen: s. JAKSCH
- KINK, COD. WANG.: Codex Wangianus. Urkundenbuch des Hochstiftes Trient, hg. von *R. Kink* (Österreichische Geschichtsquellen, 2. Abt. 5. Bd. Wien, 1852).
- KLOSTERMANN, 1866: *Klostermann, R.*: Das allgemeine Berggesetz für die Preussischen Staaten vom 24. Juni. 1865. Berlin, 1866.
- KLOSTERMANN, 1879: *Klostermann, R.*: Lehrbuch des Bergrechts, Berlin, 1879.
- KNAUZ, MONUMENTA: Monumenta ecclesiae Strigoniensis, ordine chron. disposita, dissertationibus et notis illustravit *Ferdinandus Knauz*, I—II. Strigonii, 1874—1882.
- KOŘAN, 1955: *Kořan, J.*: Přehledné dějiny československého hornictví, I. Praha, 1955.

- KÖHLER, 1955: Köhler J.: Die Keime des Kapitalismus im sächsischen Silberbergbau, 1168 bis um 1500 (Freiberger Forschungshefte, D, 13). Berlin, 1955.
- KŘPELKOVÁ, 1957: Křpelková, A.: Příspěvek k hospodářskému a sociálnímu postavení kutnohorských havířů na sklonku XV, a v první polovině XVI. století (Středočeský sborník historický, I. Praha, 1957).
- KULISCHER, 1928: Kulischer, J.: Allgemeine Wirtschaftsgeschichte des Mittelalters und der Neuzeit, I—II. München, 1928.
- LÁSZLÓ, 1963: László, Gy.: A magyar pénzverés kezdeteiről (Über die Anfänge des ungarischen Münzwesens). Századok (Jahrhunderte), 97, 1963.
- LEXER: Lexer, M.: Mittelhochdeutsches Handwörterbuch, I—III. Leipzig, 1872—1878. (Ich zitiere diese erste Auflage.)
- LORI, 1764: Lori, J. G.: Sammlung des bayerischen Bergrechts, mit einer Einleitung in die bayerische Bergrechtsgeschichte. München, 1764.
- MÁLYUSZ, 1957: Mályusz, É.: A magyar rendi állam Hunyadi korában (Der ungarische Ständestaat zur Zeit Hunyadis), Teil I. Századok (Jahrhunderte), 91, 1957.
- MARX, EIGENTUMSFORMEN: Marx, K.: Formen, die der kapitalistischen Produktion vorhergehen (Kleine Bücherei des Marxismus-Leninismus), Berlin, 1952.
- Marx, vgl. KAPITAL I und KAPITAL III.
- MATUNÁK, 1928: Matunák, M.: Z dejín slobodného a hlavného banského mesta Kremnice. V Kremnici, 1928.
- MAURER, 1854: Maurer, G. L.: Einleitung zur Geschichte der Mark-, Hof-, Dorf- u. Stadtverfassung und der öffentlichen Gewalt. München, 1854.
- MAURER, 1856: Maurer, G. L.: Geschichte der Markenverfassung in Deutschland. Erlangen, 1856.
- MEZNÍK, 1954: Mezník, J.: Jihlavské privilegium a počátky města Jihlavy (Sborník archivních prací, Jahrgang IV, Nr. 2, 1954).
- MOLNÁR, 1949: Molnár, E.: A magyar társadalom története az Árpádkortól Mohácsig (Die Geschichte der ungarischen Gesellschaft von der Árpádenzeit bis Mohács). Budapest, 1949.
- Monumenta eccl. Strig. Vgl. KNAUZ, MONUMENTA.
- MÜCK, 1910: Mück, W.: Der Mansfelder Kupferschieferbergbau in seiner rechtsgeschichtlichen Entwicklung, Bd. I: Geschichte des Mansfelder Bergregals. Eisleben, 1910. Bd. II: Urkundenbuch des Mansfelder Bergbaus. Eisleben, 1910.
- NAGY, 1903: Nagy, E.: Csallóközi aranyosás (Goldwäsche auf der Großen Schüttinsel). A Magy. Nemz. Múzeum Néprajzi Osztályának Értesítője (Mitteilungsblatt des Ung. Nationalmuseums, Abteilung Ethnographie, Beilage der Ethnographia), Jahrgang IV, 1903.
- NEUBURG, 1892: Neuburg, C.: Goslars Bergbau bis 1552. Hannover, 1892.
- OPET, 1893: Opet, O.: Das Gewerkschaftsrecht nach den deutschen Bergrechtsquellen des Mittelalters (Zeitschrift für Bergrecht, Jahrgang 34, 1893).
- PACH, 1958: Pach, Zs. P.: Magyar gazdaságtörténet (Ungarische Wirtschaftsgeschichte), Teil I, bis zum Jahre 1790. (A Marx Károly Közgazdaságtudományi Egyetem jegyzete, javított utánnomás [Skript der Karl-Marx-Universität für Wirtschaftswissenschaften, verbesserter Nachdruck]). Budapest, 1958.
- PANNONHALMI RENDTÖRT., I: A pannonhalmi főapátság története (Geschichte der Erzabtei Martinsberg in Pannonien), I, 996—1243. Herausgegeben und zum Teil verfaßt v. L. Erdélyi (A pannonhalmi Szent-Benedek Rend története [Geschichte des Benediktinerordens zu Martinsberg], hg. v. L. Erdélyi, I). Budapest, 1902.
- PAULINYI, 1924: Paulinyi, O.: A sóregálé kialakulása Magyarországon (Das Aufkommen des Salzregals in Ungarn), Századok (Jahrhunderte), Jahrgang XLVII—XLVIII, 1923—24.
- PAULINYI, 1962: Paulinyi, O.: Tulajdon és társadalom a Garam-vidéki bányavárosokban (Eigentum und Gesellschaft in den Bergstädten des Grangebietes), Történeti Szemle (Historische Rundschau), V, 1962.
- PAZDUR, 1960: Zarys dziejów górnictwa na ziemiach Polskich, Tom I. Praca zespolowa Pracowni Historii Górnictwa i Hutnictwa Instytutu Historii Kultury Materialnej PAN pod redakcją Jana Pazdura, Katowice 1960.
- PÉCH, 1884: Péch, A.: Alsó Magyarország bányamívelésének története (Geschichte des Bergbaus von Niederrungarn), I. Budapest, 1884. — II. Ebd., 1887.
- PÉCH, MŰSZÓTÁR: A Péch, .: Magyar és német bányászati műszótár (Bergmännisches Wörterbuch, in ungarischer und deutscher Sprache), Teil I: Ungarisch—deutsch, Teil II: Deutsch—ungarisch. Selmec, 1879.
- POLLA, 1958: Polla, B.: K problematike vzniku Starého Mesta a Banskej Štiavnice (Slovenská Archeológia, VI. 2, 1958).

- RATKOŠ, 1957: *Ratkoš, P.*: Dokumenty k banickému povstaniu na Slovensku (1525—1526). Bratislava, 1957.
- SCHMELLER—FROMMANN: *Bayerisches Wörterbuch von I. A. Schmeller*, bearbeitet von G. K. Frommann, I—II, München, 1872—1877.
- SCHMIDT, 1834: Chronologisch-systematische Sammlung der Berggesetze der österreichischen Monarchie. Zweite Abteilung: Chron.-system. Sammlung der Berggesetze der Königreiche: Ungarn, Kroatien, Dalmatien, Slavonien und des Großfürstentums Siebenbürgen, bearbeitet von F. A. Schmidt, I—XXV. Wien, 1834—1838.
- SCHMOLLER, 1891: *Schmoller, G.*: Die geschichtliche Entwicklung der Unternehmung, Abschnitt IX und X: Die deutsche Bergwerksverfassung von 1150—1400, und von 1400—1600 (Jahrbuch für Gesetzgebung, Verwaltung u. Volkswirtschaft im Deutschen Reich, Jahrgang XV. 1891).
- SCHNEIDER, 1872: *Schneider, F.*: Lehrbuch des Bergrechts, Prag, 1872.
- SCHOENVISNER, 1801: *Schoenvisner, S.*: Notitia Hungariae rei numariae ab origine usque praesens tempus. Buda, 1801.
- SCHRÖDER—KÜNSSBERG, 1932: *Schröder, R.—Künßberg, E. Frh. v.*: Lehrbuch der deutschen Rechtsgeschichte. Berlin—Leipzig, 1932.
- SCHWIND—DOPSCH, 1895: Ausgewählte Urkunden zur Verfassungsgeschichte der deutsch-österreichischen Erblände im Mittelalter. Hg. v. E. Frh. v. Schwind und A. Dopsch. Innsbruck, 1895.
- ŠEBÁNEK, 1962: *Šebánek, J.*: Ještě o jihlavské listině (Numismatický sborník, Jahrgang VII, 1962).
- ŠEBÁNEK—DUŠKOVÁ, 1962: Codex diplomaticus et epistolaris regni Bohemiae, condidit Gustavus Friedrich, tomi IV. fasciculus primus inde ab anno MCCXII. usque ad a. MCLIII., ediderunt J. Šebánek et S. Dušková. Praeae, 1962.
- SILBERSCHMIDT, 1934: *Silberschmidt, Dr. W.*: Das schwedische Bergrecht als Prüfstein für das Bergrecht von Goslar und für die Entstehung der Gewerkschaft (Zeitschrift für Bergrecht, Jg. 75, 1934, 442—509).
- ŠMILAUER, 1932: *Šmilauer, Vl.*: Vodopis starého Slovenska (Práce Učené společnosti Šafaříkovy v Bratislavě, svazek 9). Praha—Bratislava, 1932.
- SPERGES, 1765: *Sperges, J. v.*: Tirolische Bergwerksgeschichte, Wien, 1765.
- SRBIK, 1950: *Srbik, H. Ritter v.*: Geist und Geschichte vom deutschen Humanismus bis zur Gegenwart, I—II, München—Salzburg, 1950—1951.
- STEINBECK, 1857: *Steinbeck, Ae.*: Geschichte des schlesischen Bergbaus, seiner Verfassung, seines Betriebes, I—II. Breslau, 1857.
- STERNBERG, 1836—37: *Sternberg, K. Graf v.*: Umriss einer Geschichte der böhmischen Bergwerke, Bd. I. 1. Abt. Prag, 1836; I. Bd., 2. Abt. Prag, 1837. Vgl. noch das folgende Werk.
- STERNBERG, 1838: *Sternberg, K. Graf v.*: Umriss der Geschichte des Bergbaus und der Gesetzgebung, Bd. II: Geschichte der Berggesetzgebung in Böhmen. Prag, 1838. (Dieses Werk ist unter einem anderen Titel der II. Band des oben angeführten Buches. Eigentlich handelt es sich hier um eine Urkundensammlung.)
- STOBBE, 1883: *Stobbe, O.*: Handbuch des deutschen Privatrechts, Bd. I—II², Bd. IV—VI. Berlin, 1882—85.
- SZENTPÉTERY: *Szentpétery, I.*: Az Árpád-házi királyok okleveleinek kritikai jegyzéke (Kritisches Verzeichnis der Urkunden der Könige aus dem Hause Árpád), Bd. I, und Bd. II, Heft 1. Budapest, 1923—43. Bd. II, Heft 2—3 hg. v. I. Borsa, Budapest, 1961.
- TIMAFFY, 1961: *Timaffy, L.*: Az ásványi arányászok technikája (Die Technik der Goldwäscher — Arrabona, 1961, S. 177—88).
- TOMASCHEK, 1897: *Tomaschek, J. F.*: Das alte Bergrecht von Igla. Innsbruck, 1897. *Urkundenbuch des Herzogtums Steiermark* vgl. ZAHN.
- UZSOKI, 1961: *Uzsoki, A.*: Az aranyosás néhány módszere (Einige Methoden des Goldwaschens — Arrabona, 1961, S. 161—66).
- VEITH, 1871: *Veith, H.*: Deutsches Bergwörterbuch mit Belegen. Breslau, 1871.
- WAGNER, 1787: *Wagner, T.*: Über die kursächsische Bergwerksverfassung. Leipzig, 1787.
- WAITZ, 1878: *Waitz, G.*: Deutsche Verfassungsgeschichte, VIII (Die deutsche Reichsverfassung von der Mitte des neunten bis zur Mitte des zwölften Jahrhunderts, IV). Kiel, 1878.
- WENZEL, AUO: Árpád-kori új okmánytár (Neue Urkundensammlung der Árpádenzeit), I—XII. Magyar történeti emlékek (Ungarische Geschichtsdenkmäler), I. Abteilung, VI—XIII, XVII, XVIII, XX, XXII. Pest, 1860—74. (Angeführt wurden einzelne Bände dieses Werkes.)

- WENZEL, 1843: *Wenzel, G.*: Das Stadt- und Bergrecht der k. Frei- und Bergstadt Schemnitz aus dem 13. Jahrhundert (Anzeigblatt der Jahrbücher für Literatur, Bd. 104. Wien. 1843, S. 1—21. — Ich benützte den Sonderabdruck dieser Arbeit).
- WENZEL, 1880: *Wenzel, G.*: Magyarország bányászatiának kritikai története (Kritische Geschichte des Bergbaus in Ungarn). Budapest, 1880.
- WIESSNER, 1950: *Wießner, H.*: Geschichte des Kärntner Bergbaues, I: Geschichte des Kärntner Edelmetallbergbaues (Archiv für vaterländische Geschichte und Topographie, 32, 1950).
- WOPFNER, 1906: *Wopfner, H.*: Das Almendenregal des Tiroler Landesfürsten (Forschungen zur inneren Geschichte Österreichs, hg. v. A. Dopsch, Heft 3).
- ZAHN: *Zahn, J. v.*: Urkundenbuch des Herzogtums Steiermark. Bd. I—III. Graz, 1875—1903.
- ZBR: Zeitschrift für Bergrecht.
- ZIMMERMANN—WERNER: Urkundenbuch zur Geschichte der Deutschen in Siebenbürgen. I—IV. Hermannstadt, 1892—1937). (Bd. I: von F. Zimmermann und C. Werner; Bd. II—III: von denselben und G. Müller; Bd. IV: auf Grund von Vorarbeiten M. Auners und G. Müllers bearbeitet von G. Gündisch. — Angeführt wurde der I. Band.)
- ZIVUSKA, 1906: A besztercebányai m. kir. erdőgazgatóság régi okiratainak tartalomjegyzéke (Inhaltsverzeichnis der alten Urkunden der k. ung. Forstverwaltung Neusohl). Zusammenge stellt und eingeleitet von J. Zivuska. Besztercebánya, 1906.
- ZYCHA, 1899: *Zycha, A.*: Das Recht des ältesten deutschen Bergbaues bis ins 13. Jahrhundert. Berlin, 1899.
- ZYCHA, 1900: *Zycha, A.*: Das böhmische Bergrecht des Mittelalters auf Grundlage des Bergrechts von Iglau, Bd. I—II. Berlin, 1900.
- ZYCHA, 1903: *Zycha, A.*: Über den Ursprung der deutschen Bergbaufreiheit und deren Verhältnis zum Regal. Eine Gegenbemerkung (ZSSRG, 24, 1903. Germ. Abt.).
- ZSSRG: Zeitschrift der Savigny-Stiftung für Rechtsgeschichte.
- ŽILINSKÁ KNIHA: Kniha Žilinská (Silleiner Buch), vydal V. Chalupický a R. Rauscher (Prameny Učené společnosti Šafaříkovy v Bratislavě, svazek 5). Bratislava, 1934.

Начальные формы предпринимательства в приисках в эпоху феодализма

О. ПАУЛИНИ

Резюме

I-ая часть

Самым важным, бросающимся в глаза моментом горного дела эпохи феодализма принято считать его раннюю капитализацию. Хотя относительно его возникновения встречается приблизительно двухсотлетнее отклонение, исследователи предполагают почти единогласно, что со времени проведенной так или иначе цезурой производственные отношения были идентичными с отношениями эпохи классического капитализма. Со стороны марксистов проявляется некоторая оговорка, если понимать в этом смысле краткие ссылки на торговый характер капитала. Однако в действительности капиталистические тенденции, появляющиеся в самом деле исключительно рано, подвергаются очень сильным и прочным тормозным воздействиям. Настолько, что только к концу средневековья, кое-где даже к середине 16 века они становятся доминирующими над всеми отношениями. Самым значительным конкурентом капиталиста является мастер-ремесленник-мелкий предприниматель. Статья старается показать генезис элита работающего народонаселения горного дела — вышеупомянутого слоя забойщиков. Автор анализирует самые древние письменные источники приисков в эпоху феодализма — те две группы источников (гора Цецен в Каринтии и Тридент), исключительно детальный анализ которых можно найти уже в работе А. Цихи (A. Zycha), трактующей древнее германское горное право. Автор вполне согласен с установлениями классической ценности Цихи, однако он в состоянии сказать еще кое-что существенного в ряде значительных аспектов.

Первая глава является критическим изложением взглядов относительно формирования отношений собственности со вскрытием идеологической изнанки последних. Дискуссия шла по сути дела вокруг вопроса о происхождении королевской монополии (регаллии) на горное дело и свободы горного дела. В атмосфере статизма эпохи Вильгельма в конце прошлого столетия теория регаллий Арндта (Arndt) нашла почти всеобщее признание. Согласно этому полезные ископаемые (благородные металлы) являлись будто с

самого начала королевской собственностью и, следовательно, королевская власть являлась в сущности создателем развития и самой свободы горного дела. Предшественник *Арндта* в эпоху просвещённого абсолютизма — *Лори* (Lori) (1764 г.). Но за истекшее между ними столетие считалось, что регалия на горное дело имела более позднее происхождение. Между прочим такую позицию занимал и Ахенбах (Achenbach) (1871 г.), производивший свободу горного дела из древней организации земельной собственности, из общинной собственности «германского прошлого». В действительности Ахенбах является эпигонобразным представителем немецкого неогуманизма, теории «народного духа» школы Савиньи (Savigny). Не заметив этого, за его стопам следовал и марксист Каутский со своим положением о древней, никогда не потерянной личной свободе немецкого шахтёра. Вековая дискуссия пришла наконец к точке равновесия в историческом изображении Цихи. Согласно этому полезные ископаемые (благородные металлы) сначала являлись составной частью земельной собственности, а с формирования феодализма — помещичьей земельной собственности. Лишь в ходе более позднего развития (в течение 12 - 13 вв.) «скользнули» они чуть не приметно в суверенную собственность королевской (кайзеровской, потом княжеской) власти. Постепенно складывается также метод использования княжеской суверенной собственности, тесно переплетающегося со свободой горного дела (с разработкой, зависимой от княжеского дозволения). Сыграла роль инициатора во всём этом и сама княжеская власть. Однако, собственную объективную предпосылку оформления нового порядка составляло разложение собственного помещичьего завода и в тесной связи с этим — самой помещичьей собственности, в тесной параллели с развёртыванием владения шахтой в порядке ее разработки со стороны работающего народонаселения горного дела.

Вторая глава является реконструкцией помещичьей горнорудной собственности и тягущихся в сумраке прошлого начал собственного горного завода помещика — на основе известных по данным более поздних отношений, а также технологических условий производственного процесса, логически предполагаемых уже в то время довольно сложными. Характерные признаки последнего — профессионально высокоразвитое, но работающее с небольшим числом рабочих металлургическое отделение, поверхностная разработка со сравнительно большим числом рабочих, однако с работой, требующей лишь простой мускульной силы. Эти технологические условия сделали возможным начать работу на помещичьем горном заводе с помощью рабочей силы прислуг, крепостных. Оно было крупным заводом, основанном на барщинном труде лично зависимых крепостных.

Volksdeutsche Bewegung und ungarische Nationalitätenpolitik (1938—1941)

von

L. TILKOVSZKY

I. TEIL

Die Forderungen der deutschen Volksgruppe zur Zeit der Krise des Kabinetts Imrédy

In dem durch den Friedensvertrag von Trianon verkleinerten Ungarn war das etwa eine halbe Million betragende — ungefähr 5,5% der Gesamtbevölkerung ausmachende — Deutschtum die größte nationale Minderheit. Deutsche lebten einerseits im westlichen Grenzstreifen des Landes, andererseits auf einzelnen Gebieten Transdanubiens, so vor allem in den Komitaten Tolnau/Tolna und Branau/Baranya, doch auch auf der Großen Ungarischen Tiefebene, im Komitat Bács-Kiskun in verhältnismäßig größerer Zahl, verstreut gab es sozusagen auf dem ganzen Gebiet des Landes Deutsche.¹ Der Prozeß ihrer natürlichen Assimilierung ging in erster Reihe in den Städten und in der Umgebung von Budapest langsam, aber sicher vor sich; doch die nationalistische öffentliche Meinung schrieb die erlittenen Gebietsverluste dem Umstand zu, daß die Nationalitätenpolitik Ungarns in den vorangegangenen Jahrzehnten nicht energisch genug war; ihr Zorn richtete sich nun gegen die in Ungarn verbliebenen nationalen Minderheiten, rasche und gewaltsame Magyarisierung wurde gefordert und auch angewendet. Das in den sogenannten »Nachfolgestaaten«, in der Tschechoslowakei, in Rumänien und Jugoslawien lebende Deutschtum war zwar in gewissem Grade ebenfalls einer nationalen Unterdrückung ausgesetzt, seine Lage war aber viel günstiger als jene des in Ungarn verbliebenen Deutschtums: die dortigen Deutschen verfügten über gut ausgebauten wirtschaftliche Organisationen, Genossenschaften, Geldinstitute, sie hatten Kulturvereine, Schulen; sie hatten politische Parteien und ihre Vertreter saßen in den gesetzgebenden Körperschaften. Demgegenüber wurde der im gegenrevolutionären Ungarn lebenden deutschen Minderheit die wirtschaftliche und politische Organisierung unmöglich gemacht; es wurde ihnen bloß ein Volksbildungsverein gewährt (1924).² Und der Kultusminister im

¹ J. HAJDU—B. C. TÓTH: *Der Volksbund in Ungarn*. Budapest, Pannonia Verlag. 1962. S. 9.

² S. folgende, in Manuskript vorliegende Studien: S. SIPOSS: *A dunamedencei német kisebbségek fejlődésének vázlata, az első világháborútól a második világháború végéig* [Skizze der Entwicklung der deutschen Minderheiten des Donaubeckens, vom ersten Weltkrieg bis zum Ende des zweiten Weltkriegs] und E. MORAVEK: *Német újjászületés a Duna völgyében (Az utódállamok német kisebbségi mozgalmái 1918—1938)* [Deutsche Wiedergeburt im Donautale (Be-

Kabinet Bethlen, Klebelsberg, gab eine Schulverordnung heraus, die geeignet war, den magyarisierenden Bestrebungen zu dienen.³ Die »stinkenden Schwaben« wurden vom — der Sprache der Minderheit unkundigen oder dieselbe nicht gebrauchen wollenden — Verwaltungsapparat mit den raffiniertesten und plumpsten Mitteln belästigt, mit Geldstrafen belegt;⁴ wenn die Leute dann ihrer Erbitterung Ausdruck verliehen, wurde gegen sie Anklage wegen »Schmähung der ungarischen Nation« erhoben und Freiheitsstrafen von mehreren Monaten verhängt. Der zum Militärdienst eingezogene »Schwabe« wurde oft nur um den Preis der Magyarisierung seines Namens aus dem Militärdienst entlassen.⁵

In vieler Hinsicht kann nicht bezweifelt werden, daß die Forderungen des Deutschtums in Ungarn berechtigt, die Klagen begründet waren. Die deutschen Bauern in Ungarn waren bekanntlich wirtschaftlich gut situiert, doch gab es auch ärmere Schichten, deren Schicksal gelöst werden mußte. Während in den Besitzkategorien von 5 bis 50 Katastraljoch die ungarländischen deutschen Bauern mit 40,8%, in den höheren Besitzkategorien bloß mit 1,7% vertreten waren, verfügte die absolute Mehrheit, 57,6% nur über einen Bodenbesitz von weniger als 5 Katastraljoch. Diese letzte Kategorie kann natürlich bei weitem nicht als einheitlich arme Schicht betrachtet werden, es gab nämlich unter ihnen Besitzer von kleinen Weingärten, die eine sehr starke, wirtschaftlich differenzierte Schicht bildeten. (Der Anteil des deutschen Weingartenbesitzes beträgt 3,7% des Flächenausmaßes, also fast das Doppelte des allgemeinen, d. h. 1,9%.)⁶ Die ungarische Regierung zeigte jedoch keinerlei Bereitschaft, all dies aus eigenem Willen und unabhängigem Entschluß zu lösen. Infolge sündiger Versäumnis der ungarischen Nationalitätenpolitik blieben diese Fragen bis in jene Zeiten ungelöst, als das ungarländische Deutschtum zur Überwindung des

wegungen der deutschen Minderheiten in den Nachfolgestaaten 1918–1938)]. O. L. [= Ungarisches Nationalarchiv] Küm. [= Außenministerium] Béke-előkészítő osztály [= Friedensvorbereitungssektion] Nr. XVII–1.

³ Im Erlaß des Kultusministeriums Nr. 110.478/1923 VKM. VIIIa wurden drei Typen der Minderheitenvolksschulen unterschieden, Typ A, B und C, je nachdem, ob der Unterricht in der Muttersprache der betreffenden Minderheit, gemischtsprachig oder in der ungarischen Staatssprache erteilt wurde. Im Zuge der Durchführung dieses Erlasses unternahm die Regierung Bethlen alles, um auf Kosten — vor allem — des Typus A, doch auch des Typus B den Typ C zu forcieren, wo die Muttersprache der Minderheit bloß als Pflichtgegenstand fungiert. Laut der Daten aus dem Jahre 1928 entfielen von den deutschen Minderheitenschulen bloß 10,6% auf den Typ A, auf den Typ B auch nur 21,2%, hingegen 68,2% auf den Typ C (J. WEINLEIN: *Geschichte der Ungarndeutschen in Dokumenten*. Schorndorf. 1959. S. 74).

⁴ M. E. [= Ministerpräsidium] Nemzetiségi o. [= Nationalitätensektion] fasc. 53, Nr. C 15853/1939. Bericht der politischen Abteilung der Polizei, Budapest, 7. März 1939.

⁵ M. E. Tájékoztatói osztály [= Informationssektion] fasc. 4, Nr. B 45. Aufzeichnung: *Német probléma (Hibák, mulasztások, teendők)* [Deutsches Problem (Fehler, Versäumnisse, Aufgaben)] ferner M. E. Nemzetiségi o. fasc. 53, Nr. C 15853/1939: Bericht der polit. Abteilung der Polizei, Budapest, 7. März 1939.

⁶ Küm. Békeelőkészítő o. Nr. XXI–9. *A nemzetiségek agrárszociális helyzete Magyarországon* [Die agrarsoziale Lage der Nationalitäten in Ungarn].

seinen gerechten Ansprüchen gegenübergestellten ungerechten inneren Widerstandes im Ausland eine mächtige Stütze erhielt: im nazistischen Deutschen Reich, das alsbald zum Nachbar wurde und nicht zuletzt bestrebt war, sich in den Ländern mit deutscher Minderheit eben dadurch einen entsprechenden Einfluß zu verschaffen, daß es sich um die Sache dieser Minderheiten in aggressiver Weise annahm. In einer solchen Lage wurden Forderungen, die früher im Rahmen einer vernünftigen Minderheitenpolitik ohne weiteres gelöst werden konnten und dies unbedingt einen Kräftezuwachs für das betreffende Land bedeutet hätte, nunmehr außerordentlich gefährlich. Das ungarländische Deutschtum wurde nämlich dadurch, daß es sich von der ungarischen Regierung nur durch Inanspruchnahme des Druckes seitens der benachbarten deutschen Großmacht Konzessionen abringen konnte, zu erstrangigem Mittel und Quartiermacher des auf Ungarn ausgeübten nazistischen Machteinflusses.

Der nazistisch orientierte Flügel der ungarländischen deutschen Minderheit schied bereits im Jahre 1935 aus dem Ungarländisch-Deutschen Volksbildungsverein aus: die sich um Franz Basch sammelnde »Volksdeutsche Kameradschaft« vertrat den Standpunkt, daß die Probleme des heimischen Deutschtums ausschließlich auf Grund der nazistischen Volkstumsideen und in Anlehnung an das mächtige nazistische Deutschland radikal gelöst werden könnten. In engster Zusammenarbeit mit den verschiedenen, sich mit den Volksdeutschen im Ausland befassenden Organisationen des Deutschen Reiches und auch die finanzielle Unterstützung durch dieselben genießend, traten sie für die gerechten Forderungen des ungarländischen Deutschtums in einer Form ein, daß dieselben nunmehr untrennbar mit den Elementen der nazistischen Propaganda und Aufwiegelung verbunden waren. Der Ungarländisch-Deutsche Volksbildungsverein versuchte, die gerechten Forderungen des ungarländischen Deutschtums der diese für sich enteignenden nazistischen Richtung gegenüber selbst zu vertreten, doch war der in der Leitung des Vereins zur Geltung kommende Einfluß der ungarischen Regierung so groß, daß es dem Verein unmöglich war, auf dem Gebiete des Aufgreifens der gerechten Forderungen auch nur annähernd so weit zu gehen, um mit der diesbezüglichen entschiedenen Stellungnahme der nazistischen Richtung konkurrieren zu können; auch die Subvention, die die Regierung dem Verein und seinen Blättern zukommen ließ, war unverhältnismäßig geringer als die bedeutend reichlicheren ausländischen Geldquellen der nazistischen Richtung. Durch die auf Schritt und Tritt erfolgende Betonung der völkischen Zusammengehörigkeit aller Deutschen, die Propagierung des Beistands des mächtigen Deutschen Reiches, der sich auch auf sie erstreckenden Fürsorge des Führers aller Deutschen, der sozialen Maßnahmen des nationalsozialistischen Deutschen Reiches nahm die nazistische Richtung im ungarländischen Deutschtum immer mehr zu. Der Ungarländisch-Deutsche Volks-

bildungsverein, der den Standpunkt der natürlichen Assimilation einnahm, doch den Forderungen auf künstliche und gewaltsame Beschleunigung des langsamen Assimilierungsprozesses keinen Widerstand leisten konnte, war auch nicht fähig, der nicht minder gewaltsamen Dissimilierungspolitik der »Volksdeutschen« einen Riegel vorzuschieben. Die extrem nationalistische ungarische öffentliche Meinung sah selbst in den gemäßigten Forderungen des Volksbildungsvereins, ja sogar im bloßen Bestehen desselben eine überflüssige und schädliche Behinderung der ersuchten Magyarisierung und beschuldigte das ungarländische Deutschtum in seiner Gänze, es sei alldeutsch gesinnt. Wenngleich sich die Regierung der nazistischen Richtung gegenüber auf den Volksbildungsverein stützen wollte, war sie selbst nicht imstande, Funktionäre und Mitglieder des Vereins vor ständigen Vexationen durch untergeordnete Verwaltungsstellen und die Gendarmerie zu schützen. Obzwar sie sich in der Behandlung der Nationalitäten des Landes gerne die »Selbständigkeit«, die »Unabhängigkeit« von Einflüssen aus dem Ausland gesichert hätte, getraute sie sich nicht, der nazistischen Richtung im ungarländischen Deutschtum gegenüber mit entschiedener Energie aufzutreten, denn sie hütete sich, das hinter der deutschen Minderheit stehende Deutsche Reich zu reizen, da sie die Freundschaft desselben infolge der revisionistischen Gebietsansprüche sehr benötigte; doch auch aus anderen wesentlichen Gründen, wie vom Gesichtspunkt der Aufnahme des landwirtschaftlichen Produkten- und Arbeitskräfteüberflusses. Unter solchen Umständen verminderte sich die Mitgliederzahl des Ungarländisch-Deutschen Volksbildungsvereins, die Tätigkeit der Dorfgemeinschaften verlief sich im Sande und wurde stellenweise ganz eingestellt, demgegenüber stieg der Einfluß der »volksdeutschen Kameraden« auf die Massen an. 1937–38 verlangten sie nicht bloß, daß ihre Bewegung legalisiert werde, sondern daß diese als einzig berechtigter Vertreter der ganzen ungarländischen deutschen Volksgruppe anerkannt werde, und erklärten, daß über die Sprachen- und Schulfragen hinaus die wirtschaftliche und politische Organisation des Deutschtums in Ungarn in ihren Aufgabenkreis gehöre. Sie ließen keinen Zweifel darüber, daß die führenden Kreise des Deutschen Reiches ausschließlich sie, die »Volksdeutschen« als Repräsentanten des ungarländischen Deutschtums betrachten; moralisch (und materiell) sind nur sie von Deutschland unterstützt und die Regelung ihrer Lage, die Erfüllung ihrer Forderungen bilden eine Frage, die sich auf die günstige oder ungünstige Gestaltung der zwischenstaatlichen Beziehungen zwischen Ungarn und Deutschland entscheidend auswirken kann.⁷

⁷ S. S. SIPOSS: *A magyarországi németiség története 1918-tól napjainkig* [Die Geschichte des ungarländischen Deutschtums vom Jahre 1918 bis zu unseren Tagen]. Manuskript. Küm. Békeelőkészítő o. Nr. XVII–1.

Die »volksdeutschen Kameraden« haben ihre Forderungen, in Punkte zusammengefaßt, in ihrem Blatte, dem *Deutschen Volksboten* im Laufe der Jahre 1937–38 wiederholt veröffentlicht.⁸ Diese wurden jedesmal von der Presse des Deutschen Reiches kräftigst unterstützt und die Frage der Lage des Deutschtums in Ungarn ständig auf der Tagesordnung gehalten. Im Sommer 1938 wurde von der Reichsregierung der Gedanke einer gemeinsamen militärischen Aktion gegen die Tschechoslowakei aufgeworfen, wurde aber von der ungarischen Regierung, die eine Intervention Rumäniens und Jugoslawiens befürchtete, nicht akzeptiert, was bei den Deutschen Enttäuschung verursachte, und nun begannen sie, die Lage des Deutschtums in Ungarn und die Unterdrückungspolitik der ungarischen Regierung in besonders scharfem Tone zu behandeln. Pál Teleki, der Kultusminister im Kabinett Imrédy war bestrebt, diesen Angriffen durch Beschleunigung bereits früher beschlossener Scheinverfügungen die Spitze zu nehmen.⁹ Doch erwies sich dies bei weitem nicht als genügend. Die deutsche Reichsregierung forderte durch ihren Budapester Gesandten Erdmannsdorff, daß die Angelegenheiten des ungarländischen Deutschtums bei der ungarischen Regierung durch einen der deutschen Minderheit entnommenen Staatssekretär vertreten werden.¹⁰ Nachdem durch den Wiener Schiedsspruch vom 2. November 1938 Ungarn Gebiete rückerhielt, erwartete man deutscherseits die Erfüllung dieser Forderung schon als eine Gegenleistung Ungarns: es ist fast symbolisch, daß die ungarische Regierung sich schon am Tage nach der Wiener Arbitrage mit der Forderung auf Ernennung eines deutschen Staatssekretärs befaßt.¹¹ Die Tragweite dieser Forderung können wir ermessen, wenn wir ihre Folgen dort untersuchen, wo später so etwas verwirklicht wurde: in der »selbständigen« Slowakei, wo der Führer der dortigen »Volksgruppe«, Karmasin als Staatssekretär der Vermittler

⁸ Im Oktober 1937, April und August 1938. Den Text s. in: WEIDLEIN, a. a. O., S. 248.

⁹ Infolge der Unzufriedenheit der deutschen Minderheit, der die Stellungnahme des nazistischen Deutschen Reiches Nachdruck verlieh, wurde bereits von der Regierung Gömbös mit Erlaß Nr. 11.000/1935 M. E. der beanstandete C-Typ abgeschafft, zu gleicher Zeit jedoch auch der A-Typ, und als Kompromiß wurde der B-Typ zur einheitlichen Form der Elementarschulen für die Minderheiten erklärt. Durch die sofortige Abschaffung des A-Typus, zu gleicher Zeit durch das schleppende Tempo bei der Errichtung der neuen, einheitlichen Schulen (was damit im Zusammenhang stand, daß man bestrebt war, diese zu sabotieren und die Kinder der Minderheiten in ungarische Schulen zu führen), wurde die Unzufriedenheit nur noch gesteigert. (M. E. Nemzetiségi o. fasc. 47, Nr. G 15417/1938. Protokoll der in Angelegenheit der Umorganisation der Volksschulen mit nichtungarischer Unterrichtssprache einberufenen interministeriellen Enquete. Budapest, 2. März 1938; ferner Fasc. 69, Nr. C 15429/1940. Beschwerde des Volksbildungsvereins im Zusammenhang mit der Einführung des einheitlichen Unterrichtssystems. Budapest, 7. Nov. 1938.) Teleki machte nun Anstrengungen, um den hauptsächlich seitens der konfessionellen Schulen gezeigten Widerstand gegen die Einführung des einheitlichen Schultypus zu überwinden, dabei auf die Möglichkeit achtend, in den gemischtsprachigen einheitlichen Schulen das Gewicht der ungarischen Staatssprache auf Kosten der Minderheitensprache verschleiert zu erhöhen. (Képviselöházi Napló, abgekürzt K. N. [= Sitzungsprotokolle des Abgeordnetenhauses] 1935/XXI. S. 450–452. Rede des Kultusministers Pál Teleki am 25. Jan. 1939.)

¹⁰ C. A. MACARTNEY: *October Fifteenth*. Edinburgh. 1956. Bd. I. S. 325.

¹¹ O. L. Ministerratsprotokoll vom 3. Nov. 1938.

der für die Regierung bestimmten Befehle der Reichsregierung, der höchste eingebaute Kontrolleur der Tätigkeit der Regierung wurde.¹²

Der eigentliche Zweck des auf Ungarn lastenden und sich von November 1938 an ständig verstärkenden Druckes der Reichsregierung war, die ungarische Politik den ost-südöstlichen Expansionsbestrebungen des Deutschen Reichs zu unterordnen und die wirtschaftlichen Kraftquellen des Landes ebenfalls dem Deutschen Reich zur Verfügung zu stellen. Nach dem Wiener Schiedsspruch, der Ungarn Gebiete zukommen ließ, war die Reichsregierung nicht mehr geneigt, eine selbständige ungarische Politik hinzunehmen, die die Interessen des Deutschen Reiches eventuell — wie im Falle der Karpato-ukraine — hätte durchkreuzen können. Die ungarische Regierung war am 21. November gezwungen, ihre auf die Erwerbung der Karpatoukraine gerichtete Aktion einzustellen. Die Presse des Deutschen Reiches griff aber die ungarische Außen- und Innenpolitik auch weiterhin unablässig an, besonders in bezug auf die Nationalitätenfrage. Unter Hinweis auf die unzulängliche soziale Lage und die Rechtlosigkeit der nationalen Minderheiten Ungarns widersetzte sie sich dem Anspruch Ungarns auf Erwerb von Gebieten, die nicht von Ungarn bewohnt sind. Das Schicksal der durch den Wiener Schiedsspruch an Ungarn gefallen nicht unbedeutenden slowakischen Bevölkerung kam ihr gelegen: neben der für untragbar erklärten Lage der deutschen Minderheit in Ungarn konnte nunmehr die ungarische Nationalitätenpolitik auch in slowakischer Relation sehr wirkungsvoll beanstandet werden.¹³ Die deutschen Blätter, an erster Stelle das nazistische Zentralorgan, der *Völkische Beobachter* und Görings *Essener Nationalzeitung* machten kein Hehl daraus, daß das Deutsche Reich den auf geschichtliche Argumente aufgebauten ungarischen irredentistischen Bestrebungen gegenüber im Donaugebiet eine solche Lösung für ideal hält, die den hier lebenden kleinen Nationen möglichst Selbständigkeit sichert und die Grenzen auf ethnischer Grundlage gezogen sind, und da bei dem Völkergemisch auch so die Bildung von Minderheiten nicht vermeidbar wäre, die Lage dieser gegenseitig auf Grund des Volksgruppenrechtes geregelt wird.¹⁴ Die der Slowakei und der Karpatoukraine gegenüber befolgte damalige Politik des Deutschen Reiches zeigte klar die Tendenzen der Aufteilung und der Einbeziehung dieser Gebiete in die deutsche Einflußsphäre. Zu gleicher Zeit ließen die Deutschen jedoch durchblicken, daß sie nicht dogmatisch an dieser Konzeption festhalten. Sie wären bezüglich der Unterstützung der territorialen Forderungen der Ungarn zu Konzessionen bereit,

¹² L. LIPTÁK: Karmasin opät' na scéne. Bratislava. 1962.

¹³ Küm. Pol. fasc. 61, Nr. 3265/1938; fasc. 179, Nr. 4566/1938.

¹⁴ Küm. Pol. fasc. 179, Nr. 266/1939. Bericht des Münchner ungarischen Generalkonsuls, 6. Jan. 1939 über den Artikel von DR. WOLFGANG HÖPKER: *Südöstliche Neuordnung* (erschienen in der Folge vom 6. Jan. der Münchner Neuesten Nachrichten).

sofern die ungarische Regierung ihrerseits geneigt wäre, die freiere Geltendmachung des deutschen politischen und wirtschaftlichen Einflusses auf diesem Territorium zu fördern.

Die fast zu einer Regierungskrise führende schwierige innenpolitische Lage wurzelte im wesentlichen eben in diesen Fragen. Die rechtsextreme hungaristische Pfeilkreuzlerbewegung beschuldigte die Regierung Imrédy, sie habe sich das zur Verwirklichung der ungarischen Revisionsbestrebungen unentbehrliche Wohlwollen der Deutschen verscherzt: deshalb hätten die auf die Einverleibung der Slowakei bezüglichen Bestrebungen durch den Wiener Schiedsspruch bloß einen halben Erfolg gebracht, deshalb habe die Aktion zur Erwerbung der Karpatoukraine mit einem Fiasko geendet. Laut verkündeten sie, daß die Revisionsansprüche nur dann restlos verwirklicht werden können, wenn sie an die Macht gelangen; Ungarn brauche eine nationalsozialistische Regierung, die sowohl in ihrer Außen- wie in ihrer Innenpolitik das volle Vertrauen des nationalsozialistischen Deutschen Reiches genieße. Vom Gesichtspunkt der Erwerbung dieses Vertrauens hielten sie die Lösung der »Judenfrage« in Ungarn auf nazistische Weise für sehr wesentlich. Und es stand tatsächlich sehr im Interesse des Deutschen Reiches, in die wankenden Positionen des ungarischen Wirtschaftslebens, der Industrie und des Handels einzudringen, die eine Konkurrenz bildenden Industrieunternehmungen abzubauen, den deutschen Waren in Ungarn einen breiteren Markt zu schaffen. Die der Regierung gegenüber erhobenen sozialen Forderungen wurden im Deutschen Reich ebenfalls mit Sympathie aufgenommen: »Das deutscherseits bekundete warme Interesse an unseren sozialen Verhältnissen hat für dieselbe nämlich eine große praktische Bedeutung. Dort hofft man nämlich, daß durch eine Besserung der sozialen Verhältnisse unserer Bevölkerung unsere Kaufkraft und damit auch der Absatz deutscher Waren in Ungarn ansteigen werden.«¹⁵

Der durch das Deutsche Reich auf die ungarische Regierung von außen ausgeübte Druck ging also mit dem gleichzeitigen inneren Druck der Pfeilkreuzler einher. Das Deutsche Reich hatte ein Interesse daran, der rechts-extremen Opposition eine gewisse Unterstützung zukommen zu lassen, damit diese die Regierung »mürbe mache«.¹⁶ Dies verfehlte auch nicht sein Ziel, denn es erweckte in der Regierung die größten Besorgnisse. Der Ministerpräsident Béla Imrédy war der Meinung, er könne der nach der Macht strebenden nationalsozialistischen Richtung nur so den Boden entziehen, wenn er selbst

¹⁵ Küm. Pol. fasc. 179, Nr. 225/1939. Bericht des Berliner Sekretärs der Revisionsliga Andor Gellért. Berlin, 19. Jan. 1939.

¹⁶ Im November 1938 erschien zum Beispiel in Berlin eine Flugschrift (TH. HALL: *Der ungarische Nationalsozialismus hinter Gittern*), die im Namen der deutschen Nationalsozialisten für den eingekerkerten Szálasi und seine Bewegung eintritt und die ungarische Regierung, die in Ungarn herrschenden Verhältnisse kraftvoll angreift. — Die Verbreitung der Flugschrift in Ungarn wurde von der ungarischen Regierung verboten (Küm. Pol. fasc. 179, Nr. 61/1939).

das Vertrauen der Deutschen wiedergewinnt, wenn er ihnen überzeugend beweist, das Deutsche Reich könne seine Wünsche bei der derzeitigen ungarischen Regierung entsprechend zur Geltung bringen, es habe es daher nicht nötig, sich auf die sich anbietenden ungarischen Nationalsozialisten zu stützen. Diese Politik Imrédys, den Nationalsozialisten den Wind aus den Segeln zu nehmen, die im Wettlauf mit den Nationalsozialisten immer gefährlicher nach rechts rückte, stieß nicht nur bei der Linksoption der Regierung auf heftigen Widerstand, sondern führte auch zum putschartigen Ausscheiden von etwa 60 Abgeordneten aus der Regierungspartei. In ihrem Bestreben, Imrédy zu stürzen, vermischte sich bei diesen der Wunsch, den deutschen und einheimischen nationalsozialistischen Einfluß zurückzudrängen, eigenartig mit ihrer Abneigung sozialen Reformen gegenüber. Und deshalb konnte der Plan einer Einheitsfront mit den Parteien der Linksoption nicht verwirklicht werden.

Die erste Geste Imrédys dem Deutschen Reich gegenüber war, daß er mit dr. Franz Basch, volksdeutscher Führer und der höchste Vertrauensmann des nazistischen Deutschlands, der früher wegen Schmähung der ungarischen Nation verurteilt und eingekerkert worden war, Verhandlungen anknüpfte. Imrédy wollte je rascher Erfolge aufweisen, deshalb wählte er aus dem Komplex der volksdeutschen Forderungen jene heraus, bezüglich welcher ein Übereinkommen am leichtesten erzielt werden konnte. Und dies war die Bewilligung, daß auch Basch und seine Leute einen legalen Verein gründen. Die Regierung hoffte nämlich, wenn die Tätigkeit dieser Leute in Vereinsform legalisiert wird, zugleich ihre Kontrolle leichter werde. Der am 26. November feierlich gegründete Verein der nazistischen Richtung hat jedoch schon in seinem Namen: *Volksbund der Deutschen in Ungarn* zum Ausdruck gebracht, daß er seinerseits die Rahmen eines Vereines übersteigende Ansprüche zum Zusammenfassen der Deutschen in Ungarn erhebe. Der zum Vorsitzenden gewählte Basch legte in seiner Programmrede fest, der Volksbund wünsche seine Tätigkeit auf sämtliche Lebensgebiete des ungarländischen Deutschtums, einschließlich der wirtschaftlichen und politischen Sphäre, auszudehnen. Wie sehr es sich hier um mehr handelte, als um die Gründung eines einfachen Vereines, das zeigt am besten die auch diesmal wiederholte Forderung Baschs, daß die Regierung das ungarländische Deutschtum als Volksgruppe, also als ein Volkskollektiv anerkenne, das im Staate den Charakter einer juristischen Person besitzt. Auch wiederholte er seine Forderung, daß »falls nötig«, es auch dazu komme, das ungarländische Deutschtum in einer eigenen politischen Partei zusammenzufassen.¹⁷

Die zweite Geste dem Deutschen Reich gegenüber war, daß der Außenminister, Kálmán Kánya, fallen gelassen wurde; in den Augen der Deutschen

¹⁷ M. E. Nemzetiségi o. fasc. 52, Nr. V 17824/1938. Zuschrift des Innenministeriums. Budapest, 10. Dez. 1938.

hatte Kánya den Fehler, daß er bestrebt war, »sich mit allen gut zu stellen«; an seine Stelle wurde István Csáky ernannt, der es scheinbar besser verstand, die deutsche Eingebung, »Ungarn könne eine Besserung seines Loses nur von Deutschland erwarten«, zu würdigen.¹⁸ Dementsprechend machte er sich auch daran, den Beitritt Ungarns zum Antikominternpakt vorzubereiten.

Die Bewilligung zur Gründung des Volksbundes wurde von der ungarländischen volksdeutschen Richtung und von den diese patronisierenden Kreisen des Deutschen Reichs bloß als minimaler anfänglicher Schritt betrachtet und die ungarische Regierung wurde bedrängt, in bezug auf den ganzen Komplex der von Basch vorgebrachten Forderungen klar Stellung zu nehmen. Hierzu kam es in der Nummer vom 25. Dezember des offiziellen deutschsprachigen Blattes der Regierung, des *Pester Lloyd*, in der Form eines Artikels über »Die Minderheitenpolitik Ungarns« vom Ministerpräsidenten Imrédy, dessen Text vorher im Ministerrat beraten wurde. Trotz der behutsamen Abfassung ging aus dem Artikel klar hervor, die ungarische Regierung könne sich nicht auf die Grundlage jener Anschauung stellen, wonach das ungarländische Deutschtum eine Volksgruppe sei, d. h. der in Ungarn lebende Teil des das Deutsche Reich bildenden deutschen Volkes, der als solcher von der ungarischen Regierung für sich den Status einer juristischen Person fordern könne — das ungarische Vaterland betrachte sie als seine deutschen Bürger, für deren Wohlergehen, für die Verwirklichung ihrer gerechten Ansprüche die ungarische Regierung aus eigener Initiative zu sorgen wünsche. Der Artikel — aus dem auf Grund der vorangegangenen Debatte im Ministerrat der die günstige wirtschaftliche Lage des ungarländischen Deutschtums betonende Teil ausgelassen wurde — versichert im weiteren, die ungarische Regierung habe bereits bis dahin viel getan und wünsche in Zukunft noch mehr zu tun, um die Lösung der Probleme des ungarländischen Deutschtums sukzessive zu fördern. Es wird auch versprochen, im Volksschulunterricht mit der stufenweisen Einführung des einheitlichen Minderheitenschultypus zu ermöglichen, daß die deutsche Sprache im Volksschulunterricht größeren Raum erhalte. Es wurden deutsche Kindergärten, Bürger-, Mittel- und landwirtschaftliche Fachschulen, eine deutsche Lehrerbildungsanstalt versprochen. Die ungarische Regierung werde alle notwendigen Verfügungen treffen, damit das ungarländische Deutschtum im Verkehr mit den lokalen Behörden seine eigene Muttersprache gebrauchen könne. In den deutschen Dörfern werden deutsche Predigt, deutscher Kirchengesang und Gebet, deutscher Religionsunterricht gesichert. Die Gesuche um Zeitungs- und Vereinsgründungen werde die Regierung verständnisvoll behandeln. Auch sehe sie kein Hindernis, daß das ungarländische Deutschtum in seinen Reihen für seine Institutionen Sammlungen veranstalte. »Und wenn schließlich das Deutschtum den Wunsch hätte, sich in einer eigenen

¹⁸ Küm. Pol. fasc. 179, Nr. 4273/1939.

Partei zu vereinigen, würden auch diesem keine Hindernisse in den Weg gelegt werden.« Der Artikel befaßt sich auch mit dem Wunsch, den Status eines Staatssekretärs für die deutsche Minderheit zu schaffen, und wenn er auch die Beweggründe würdigt, mit denen dieser Wunsch von deutscher Seite unterstützt wurde, sieht er doch statt dessen die Schaffung eines Regierungskommissariats für die deutsche Minderheit für zweckmäßiger.¹⁹

Dieser Artikel des Ministerpräsidenten konnte die »volksdeutschen« Ansprüche bei weitem nicht befriedigen; vor allem, weil in demselben die Geltendmachung des »Volksgruppenrechtes« abgewiesen wurde und weil statt der Schaffung eines, auf die Regierung unmittelbaren Einfluß sichernden Staatssekretariats ein Regierungskommissariat angeboten wurde, das weitaus geringere Bedeutung hat. Doch auch das Versprechen, den einheitlichen Minderheitsschultypus beschleunigt einzuführen, hatte in ihren Augen nicht viel Wert, weil sie für den rein deutschsprachigen Unterricht waren und dagegen protestierten, daß die Hälfte der Unterrichtsgegenstände ungarisch vorgetragen werde. Statt der deutschen Sprache mächtiger ungarischer Verwaltungsbeamten verlangten sie Deutsche. Sie verlangten nicht einfach ein Vereinsrecht, das bei Beibehaltung des Volksbildungsvereins auch ihrer Richtung einen Verein gestattet, sie wollten die ausschließliche Vertretung des ungarländischen Deutschtums versehen. Und in bezug auf ihre hochtrabenden wirtschaftlichen Organisationspläne hatte die Bewilligung von Sammlungen nicht viel Bedeutung. Auch hüteten sie sich, die Erklärung, die ungarische Regierung werde gegen eine eventuelle Gründung einer selbständigen deutschen politischen Partei keinen Einwand erheben, zu überschätzen, die ungarische Regierung war nämlich prinzipiell stets auf dem Standpunkt, daß in Ungarn jederman eine politische Partei gründen könne und diese frei tätig sein könne — so lange sie nicht gegen die Interessen des Staates verstößt.

So sehr auch die Zugeständnisse der ungarischen Regierung — Bewilligung zur Gründung des Volksbundes, des regelmäßigen Erscheinens des *Deutschen Volksboten* als Wochenblatt ab 1. Januar 1939, und als Ergebnis der Besprechung Imrédy's mit Basch am 28. Dezember die Möglichkeit, Jungkameradschaften zu formieren²⁰ — hinter den viel weiter gehenden volksdeutschen Forderungen zurückgeblieben waren, war dies alles für die Volksdeutschen ein ermunterndes Anzeichen, daß die anfänglichen, bei weitem noch nicht befriedigenden Zugeständnisse in entsprechender Richtung erweitert werden können.²¹ Für die scharfen Angriffe auf die Nationalitätenpolitik der

¹⁹ Küm. Sajtó o. (= Presseabt.) fasc. 412, Nr. 427/9. Sajtóirányítások és cikkek (Presseleitung und Artikel).

²⁰ M. E. Nemzetiségi o. fasc. 53, Nr. C 15336/1939.

²¹ Der Stuttgarter NS-Kurier brachte am 31. Dez. 1938 eine Übersicht der Lage der deutschen Volksgruppen in Europa und stellt dabei fest, daß »die ungarländische deutsche

ungarischen Regierung ergab sich jetzt in einer anderen Richtung Möglichkeit: von der reichsdeutschen Presse wurden nun die brutale Niederschlagung der Demonstrationen der durch den Wiener Schiedsspruch an Ungarn gefallenen Slowaken ausgebeutet;²² daneben war auch weiterhin ein beliebtes Thema dieser Presse, Ungarn wegen der Aspirationen auf die Karpatoukraine heftig anzugreifen.²³ Das Deutsche Reich war nämlich nicht gewillt, den auf die ungarische Regierung ausgeübten Druck zu mäßigen; im Gegenteil, gemäß dem Prinzip, »man muß das Eisen schmieden, solange es heiß ist«, fand es hierzu eine weitere Gelegenheit, indem es in Transdanubien und besonders in den Grenzkomitaten die nazistische Propaganda unter dem arbeitslosen deutschen Agrarproletariat steigerte. Durch kräftige Beeinflussung dieser Schicht gelang es auch, für das nazistische Deutsche Reich solche Sympathien zu erwecken, daß diese Leute in einzelnen westlichen und südlichen Teilen Transdanubiens, die stärker von Deutschen besiedelt waren, geradezu durch die Einverleibung dieser Gebiete ins Deutsche Reich eine Besserung ihres Loses erwarteten.²⁴

Auch die wirtschaftlichen Forderungen des Deutschen Reiches wurden gesteigert. Und zwar so sehr, daß sich die ungarische Regierung gezwungen sah, die Folgen einer eventuellen Zollunion mit dem Deutschen Reich ins Auge zu fassen. Diese wollte sie zwar unter allen Umständen vermeiden, zeigte sich jedoch geneigt, die ungarische Eisen- und Maschinenindustrie, chemische und Textilindustrie in einem gewissen Grade abzubauen, um den deutschen Ansprüchen gemäß die Einfuhr deutscher Industrieartikel zu steigern.²⁵

Die Vorbereitungen der ungarischen Regierung, die Entwürfe für die Bodenreform und das Judengesetz im Parlament einzubringen, erhöhten die innenpolitische Spannung. Die rechtsextreme Opposition war verständlicherweise gereizt, daß man versucht, ihnen den Wind aus den Segeln zu nehmen, so verkündeten sie — auf den sich nicht vermindernenden deutschen Druck von außen hinweisend — noch lauter, Bedingung einer radikalen Lösung der sozia-

Volksguppe mit der Gründung des Volksbunds einen bedeutenden Sieg erreichen konnte«, und daß vorausgesetzt werden könne, »daß die Forderungen des Volksbunds im neuen Jahre verwirklicht werden« (Küm. Pol. fasc. 178, Nr. 268/1939).

²² Chiffretelegramm des Außenministers Csáky an den Berliner ungarischen Gesandten Sztójay vom 31. Dez. 1938: »Ich ersuche Ew. Exzellenz, Freiherrn von Weizsäcker aufzusuchen und . . . seine Aufmerksamkeit auf den furchtbaren Eindruck zu lenken, den in breiten Schichten der ungarischen öffentlichen Meinung die Tatsache erweckt, daß die deutsche Presse . . . die über Ungarn verbreiteten slowakischen Verleumdungen ohne Verifikation, auf einseitige Mitteilung sich zu eigen macht . . .« (Küm. Pol. fasc. 179, Nr. 4566/1938).

²³ Die Wiener Ausgabe des Völkischen Beobachters vom 23. Dez. 1938 entlarvt und verurteilt zum Beispiel in ihrem, »Ungarischer Bandenkrieg« betitelten Leitartikel die zur Erwerbung der Karpatoukraine eingeleitete Aktion (Küm. Pol. fasc. 61, Nr. 3265/1938).

²⁴ Ministerratsprotokoll vom 10. und 14. Jan. 1939.

²⁵ Küm. Pol. fasc. 179, ohne Nr./1939, Folio 1086—1092. Bericht über die unter dem Vorsitz des Ministerpräsidenten Imrédy am 12. Jan. 1939 in Angelegenheit des ungarisch-deutschen wirtschaftspolitischen Verhältnisses im Zuge der Vorbereitungen der Berliner Reise des Außenministers Csáky abgehaltenen Besprechung.

len Probleme, ebenso der Regelung des Verhältnisses zu Deutschland und der Befriedigung der ungarischen Revisionsbestrebungen sei, daß sie an die Macht gelangen. Die sich fieberhaft organisierende Linksoption wieder griff die Regierungspolitik Imrédys deshalb an, weil sie ihre Reformen unter äußerem und innerem Einfluß erbringe, statt sich von diesen freizumachen und so in der Boden- und Judenfrage die auch von ihnen als unaufschiebbar betrachteten Schritte zu unternehmen. Bezüglich der Zugeständnisse an die deutsche Minderheit zeigte sie nicht viel Verständnis für die Vorbehalte, mit denen Imrédy diese Zugeständnisse umgab, sondern verwies auf das Wesentliche, daß nämlich die Zugeständnisse nicht einfach dem ungarländischen Deutschtum, sondern innerhalb desselben der nazistischen Richtung zugute kommen. In der dem Reichsverweser Miklós Horthy vorgelegten Denkschrift machen sie nachdrücklich darauf aufmerksam, daß die durch die Regierung nunmehr legalisierte nazistische Richtung »eingestandenermaßen mit ausländischen Geldmitteln, unter ausländischer politischer Lenkung tätig ist, und einen Staat im Staate bilden will. Das ungarische Leben will sie unter ständiger Berufung auf das Deutsche Reich in entscheidendem Maße ihrem Einfluß unterwerfen.« Das heimische Deutschtum wird »von innen durch die staatlich anerkannten selbstbewußten großdeutschen Organisationen terrorisiert werden, von außen wird es das mächtige Deutsche Reich — alles gute versprechend — locken. Was kann die ungarische Nation von solchen Lösungen erwarten?«²⁶

Der Artikel Imrédys war dadurch charakterisiert, daß er sich, im Gegensatz zu seinem Titel, nicht im allgemeinen mit der ungarischen Minderheitenpolitik befaßte, sondern — die übrigen Nationalitäten überhaupt nicht erwähnend — ausschließlich mit der Politik gegenüber der deutschen Minderheit. Dieser Umstand brachte den Standpunkt der ungarischen Regierung klar zum Ausdruck, daß sie keinesfalls beabsichtige, jene Konzessionen, die sie in der gegebenen Lage den Deutschen zu machen gezwungen ist, auch auf die übrigen Nationalitäten des Landes auszubreiten. Die ungarische Regierung konnte sich um so mehr auf diesen Standpunkt stellen, da die Deutschen keine Einwendungen dagegen machten, sie interessierte in erster Reihe die Frage ihrer eigenen Positionen in Ungarn. Trotzdem konnte der Artikel die Befürchtungen nicht zerstreuen, man könnte unmöglich die gemachten Konzessionen einseitig auf die Deutschen beschränken, sondern werde genötigt sein, diese auch auf die mit ähnlichen Ansprüchen auftretenden übrigen Nationalitäten anzuwenden. Und tatsächlich, die ungarländische slowakische Minderheit, die durch die selbstbewußten Massen der in den an Ungarn rückgegliederten Gebieten lebenden Slowaken verstärkt wurde, trachtete auch schon, ihre

²⁶ Horthy *Miklós titkos iratai* (Geheime Schriften M. Horthys). Budapest. 1962. S. 212 — 213. — An den Reichsverweser gerichtete Denkschrift. Budapest, 14. Jan. 1939.

Ansprüche an jene der Deutschen anzuschließen und forderte, daß sie ähnlich behandelt werde.²⁷

Vom Gesichtspunkt der Nationalitätenpolitik rief die Konzeption Imrédys zur Lösung der sog. »Judenfrage« weitere Besorgnisse hervor. Imrédy wollte nämlich das Judentum aus dem Körper der Nation auf die Weise ausscheiden, daß es zu einer Minderheit deklariert werde. Als solche hätte es über gewisse Minderheitenrechte verfügt, so hätte es zum Beispiel das Recht gehabt, eine Partei zu gründen, sich an den Wahlen zu beteiligen und hätte eine selbständige Vertretung im Parlament haben können. Doch könnte nach Meinung einiger Regierungsmitglieder die selbständige parlamentarische Vertretung des Judentums als einer Minderheit den übrigen Minderheiten, in erster Linie den Deutschen, als Präzedenz dienen, was die Regierung um jeden Preis vermeiden wolle. Imrédy bestand jedoch sowohl in der am 16. November 1938, als auch später am 10. und 20. Januar 1939 abgehaltenen Sitzung des Ministerrats gegenüber der Meinung Pál Telekis, István Csákys und Ferenc Keresztes-Fischers auf seiner Konzeption, weil die angelsächsischen Mächte eine derartige »Lösung der Judenfrage« eher akzeptieren würden; auch war er der Meinung, es sei nicht zu befürchten, daß das heimische Deutschtum dies als Präzedenz betrachten und auch für sich eine selbständige Vertretung im Parlament fordern werde.²⁸ Diese Ansicht schien auch der Umstand zu bekräftigen, daß die deutsche Minderheit bei den in Jugoslawien am 11. Dezember und in der Slowakei am 18. Dezember abgehaltenen Wahlen auf der Regierungsliste Vertreter ins Parlament bzw. in die Nationalversammlung entsandte.²⁹

Der Entwurf für das Judengesetz wurde im Zeichen der Konzeption Imrédys verfaßt und stand dann zwischen dem 23. Januar und 3. Februar 1939 in der zur Durchberatung dieses Gesetzentwurfes einberufenen vereinigten Parlamentskommission, der sogenannten »Judenkommission« zur Debatte. Im Laufe dieser Debatte erlitt die Konzeption Imrédys eine totale Niederlage. Die extreme Rechte und die Regierungspartei hielten ihn gleicherweise als für zu günstig für die Juden. Von der bürgerlichen Opposition wurde er hingegen wegen der staatsrechtlichen Diskriminierung und deshalb verworfen, weil er den Deutschen und anderen Nationalitäten als gefährlicher Präzedenz dienen könnte. Am schärfsten nahmen gerade die jüdischen Abgeordneten gegen die staatsrechtliche Diskriminierung des Judentums Stellung. Und in der leidenschaftlichen Debatte über den in der Begründung des Gesetzentwurfes vorkommenden Begriff »Volksgruppe« erkannten die Mitglieder der Kommis-

²⁷ M. E. Nemzetiségi o. Fasc. 56, Nr. J 15479/1939. Bericht des »slowakischen Regierungskommissars« Adolf Pechány. Budapest, 14. Febr. 1939.

²⁸ Ministerratsprotokolle vom 16. Nov. 1938, 10. und 20. Jan. 1939.

²⁹ Vgl. die Daten im zitierten Artikel des Stuttgarter NS-Kuriers (Küm. Pol. fasc. 178, Nr. 268/1939).

sion fast ohne Unterschied der Parteizugehörigkeit einmütig die Gefahr, die entstehen würde, falls das Prinzip der Volksgruppe zum Durchbruch gelangt: die Einheit der Nation zerfällt, das Ungartum verliert die Herrschaft über die Nationalitäten und wird unter den selbständige Rechte fordernden Volksgruppen über kurz oder lang auch selbst zu einer Volksgruppe degradiert. Die Linksoption fügte dem noch hinzu, daß das lose Volksgruppen-Konglomerat, das an Stelle des sich zu selbständigen staatlichen Zielen bekennenden Landes treten würde, notwendigerweise dem unbehinderten Einfluß des nazistischen Deutschen Reiches ausgesetzt wäre. Imrédy war nunmehr zum Rückzug gezwungen und genötigt, gegen seine Überzeugung der Konzeption Telekis Platz zu machen, die zwar die Gefahren der Minderheiten-, der Volksgruppenlösung eliminierte, zur selben Zeit jedoch in der »Judenfrage« eine für das Judentum viel schwerere »Lösung« initiierte.³⁰

Die Stellungnahme in der Volksgruppenfrage war jedoch keine eindeutige und einfache Sache. Das Prinzip der Volksgruppe, diese vom Deutschen Reich kräftig propagierte Art und Weise der Lösung der rechtlichen Lage der nationalen Minderheiten abzuweisen, wäre schon aus Rücksicht auf das Deutsche Reich eine heikle Angelegenheit gewesen; doch kamen hier auch die ungarischen Minderheiten in der Tschechoslowakei, in Rumänien und in Jugoslawien in Betracht, und auch in der Frage der Organisation derselben unter ungarischem Regierungseinfluß hielt die ungarische Regierung die Anwendung des Prinzips der Volksgruppen für das Zweckdienlichste. Als zu Beginn des Jahres 1939 in Rumänien die deutsche Minderheit ein »Volksgemeinschaftsstatut« erhielt, war die ungarische Regierung selbst bestrebt, daß das Ungartum Siebenbürgens sich auf ähnlicher Grundlage organisieren könne, denn diese hätte den Zusammenschluß und die Vertretung sämtlicher dort lebender Ungarn ermöglicht, während die bisherigen Möglichkeiten der Organisation in der Siebenbürgischen Ungarischen Partei enger, begrenzter waren.³¹

Außenminister Csáky befaßte sich zu Beginn des Monats Februar 1939 mit dem Plan eines tschechoslowakisch-ungarischen Minderheitenabkommens, das berufen gewesen wäre, der ungarischen Minderheit in der Slowakei eine der in Rumänien zustande gekommenen Volksgemeinschaftsorganisation entsprechende Organisation zu verschaffen und auf der Grundlage der »Reziprozität« den durch den Wiener Schiedsspruch an Ungarn gefallenen Slowaken eine ähnliche Möglichkeit zu einer Volksgemeinschafts-, Volksgruppenorganisation ge-

³⁰ O. I. Protokolle der vom Abgeordnetenhaus entsandten Kommissionen. Bd. 17. Gemeinsame Sitzungen der nationalökonomischen, Verkehrs-, Staatsrechts-, Justiz- und landwirtschaftlichen Kommission zur Beratung des Gesetzentwurfes über die Juden (»Juden-Kommission«). In bezug auf die Benennung »Volksgruppe« verdienen besonders folgende Reden Beachtung: am 23. Jan. Graf István Bethlen, Graf János Zichy, Elemér Farkas, vitéz Lajos Makray; am 24. Jan. Károly Rassay, Rezső Rupert, István Pinezich; am 26. Jan. Győző Drozdy; am 27. Jan. Béla Jursek, Károly Meizler, Ernő Bródy; am 1. Febr. Béla Kenéz; am 3. Febr. Miklós Hertelendy, Béla Imrédy.

³¹ Küm. Pol. Res. fasc. 73, Nr. 36/1939.

sichert hätte. Csáky maß einem solchen tschechoslowakisch-ungarischen Übereinkommen deshalb eine ungemeine Wichtigkeit bei, weil damit seines Erachtens dokumentiert werden könnte, daß im Falle weiteren Gebietszuwachses die nichtungarische Bevölkerung des für den zeitgemähesten ausgerufenen und betrachteten »Minderheitenschutz« deutschen Typus teilhaftig werden könnte. Csáky war sich dessen bewußt, daß sich aus seinem Plan Konsequenzen ergeben könnten, deren Erwägung bereits beim Verwerfen der Konzeption Imrédys einer »jüdischen Volksgruppe« eine Rolle gespielt hatten. Er versuchte, damit zu argumentieren, daß sich das Abkommen nicht auf die Gesamtheit der in Ungarn lebenden Slowaken erstrecken würde, sondern bloß auf jene, die auf dem durch den Wiener Schiedsspruch rückgegliederten Gebiete leben; es wäre dies ein »separates, in einem ad hoc Falle geschlossenes Abkommen«, das auf das durch die Wiener Arbitrage »mit speziellen Rechten ausgestattete«, »vertraglich bevorzugte« Gebiet begrenzt wäre, und so dem ungarländischen Deutschtum nicht als Präzedenz dienen könnte, die Möglichkeit zur Organisation auf Volksgruppengrundlage zu fordern. Und falls es doch dazu kommen sollte, so wäre es — nach Ansicht Csákys — »nicht schwer, bei den heimischen Deutschen eine Bewegung ins Leben zu rufen, die sich eine derartige Lösung energisch ausbitten würde«. All dies müßten wir als zumindest sehr schwache, nicht recht fundierte und unverantwortliche Argumentation betrachten, wenn nicht gewisse Anzeichen ausdrücklich darauf verweisen würden, daß Csáky auch in deutscher Relation leicht einer Lösung auf Volksgruppengrundlage zugestimmt hätte. Das ehebaldigste Zustandekommen des Abkommens über die Slowaken hielt er eben deshalb für wichtig, weil dann »im schlimmsten Falle« die deutsche Volksgruppenorganisation so akzeptiert werden könnte, daß dies keine Folge des deutschen Druckes sei, sondern als eine einfache, aus eigener Initiative der ungarischen Regierung erfolgende Ausbreitung eines in Ungarn in slowakischer Relation bereits bestehenden »Instruments« für den Minderheitenschutz auf das einheimische Deutschtum.³²

Die Politik der ungarischen Regierung Ende 1938 und am Anfang des Jahres 1939 war durch Ungeklärtheit wichtiger Fragen, einander widersprechende Ansichten, Halbheiten, das Fehlen einheitlicher und fester Regierungsprinzipien und aus all dem folgende Unschlüssigkeit, Verlegenheit charakterisiert. Der mächtige Druck von außen, die innenpolitischen Wirren drängten die ungarische Regierung wiederholt zu Schritten, die sowohl außen- als auch innenpolitisch schwere Folgen nach sich ziehen konnten. Unter der Last des zweifachen Druckes schien die ungarische Regierung in so mancher Hinsicht »vom Wege der Verfassungsmäßigkeit abzuweichen« und sich solcher Mittel zu bedienen, die sie nicht so sehr aus der Klemme befreien als vielmehr

³² Küm. Pol. Res. fasc. 72, Nr. 133/1939. Weisungen des Außenministers Csáky vom 8. Febr. 1939 an die Beamten des Außenministeriums Lajos Kuhl, Tibor Bartheldy und Pál Sebestyén in Angelegenheit des mit der Tschechoslowakei abzuschließenden Übereinkommens.

mit weiteren, noch schwereren Konsequenzen drohten. Die Bemühungen der Linksoption, sich zu einer regierungsfähigen einheitlichen Partei zu vereinigen und das Kabinett Imrédy durch eine »die nationalen Kräfte vereinigende«, »Konzentrations«-Regierung abzulösen, blieben erfolglos. Diese Opposition war in bezug auf die Lösung der sozialen Fragen, des Verhältnisses zu den Deutschen, aber auch durch andere, parteipolitische und persönliche Gegensätze gespalten. Ihrer Vereinigung konnte auch die Regierungspartei — trotz ihrer Schwächung — bedeutende Hindernisse in den Weg legen. Das Staatsoberhaupt, Reichsverweser Horthy, war ebenfalls der Ansicht, daß es in der gegebenen außen- und innenpolitischen Lage unmöglich sei, von der deutschfreundlichen und »reformpolitischen« grundlegenden Richtlinie der Regierungen Gömbös, Darányi und Imrédy abzuweichen, es wäre hingegen nötig, daß die Regierungspartei erstarke, daß es möglich werde, die Rechts- und Linksoption zurückzudrängen und aus der Arbeit der Regierung die Unschlüssigkeit, die Empfänglichkeit für Einflüsse von innen und außen, die Geneigtheit, von den traditionellen, »verfassungsmäßigen« Regierungsmethoden abzuweichen, auszumerzen. Hierzu genüge es jedoch, Imrédy als Ministerpräsidenten abzulösen, weil das in ihn gesetzte Vertrauen erschüttert und sein Ansehen auch ansonsten untergraben wurde.

Als Nachfolger Imrédys konnte von den Mitgliedern der Regierung der Kultusminister Pál Teleki am besten in Betracht kommen. Er galt als Spezialist der Nationalitäten- und Minderheitenfragen, und diese waren nun infolge der deutschen Forderungen, des Gebietszuwachses in Nordungarn, der weiteren Revisionsansprüche von außerordentlicher Bedeutung. Teleki war kein Gegner der grundlegenden außen- und innenpolitischen Richtlinie Imrédys, hielt die unternommenen Schritte, an denen er als hochangesehenes Mitglied der Regierung selbst Anteil hatte, selbst auch für notwendig, doch war er gegen das unbedingt Notwendige übersteigende außen- und innenpolitische Konzessionen und der Anwendung von Methoden, eines Regierungsstils, die von den traditionellen Methoden und dem traditionellen Regierungsstil abweichen und die Anzeichen des nazistischen deutschen Einflusses tragen. Er war mit der Wunderhirschbewegung Imrédys, seiner Geneigtheit, die Organisation der Nationalitäten auf Volksgruppengrundlage zu genehmigen, seiner nicht genügend entschlossenen und konsequenten Wahrung der ungarischen politischen Selbständigkeit nicht einverstanden. Statt eines Wettlaufs mit der extremen Rechtsoption wünschte er deren Zurückdrängung, doch wollte er auch die Organisation der Linksoption unterdrücken. Sein Ansehen als Gelehrter der Wirtschaftsgeographie und seine ganze Persönlichkeit schienen eine Gewähr dafür zu bieten, daß er in der Juden- und Bodenfrage die wirtschaftlichen und Produktionsprobleme des Landes nüchtern in Betracht ziehen werde, und sich darauf berufend auch die Interessen der Kapitalisten und der Großgrundbesitzer. Teleki hatte sich weder außen- noch innenpolitisch in einer

Richtung derart kompromittiert, daß er nicht akzeptabel gewesen wäre. Trotzdem war es keine einfache Sache, ihn als Nachfolger Imrédys zu bestimmen. Die mit den Forderungen des Deutschen Reiches verbundenen Zugeständnisse waren mit dem Namen Imrédys verknüpft, der im Laufe des gegen ihn geführten innenpolitischen Kampfes durch diese Konzessionen auch schon fast eine Stütze bei den Deutschen suchte.³³ Mit der Ablösung Imrédys hätte man also riskiert, daß sich das ohnehin gespannte Verhältnis zum Deutschen Reich noch gefährlicher verschlechtert. Von Imrédy konnte man sich nur trennen, wenn der deutsche Druck nachläßt, und auch dann nur, wenn ein solcher spezieller Vorwand gefunden wird, den nicht zu akzeptieren auch für die Deutschen unbequem wäre. Hierzu kam es Mitte Februar 1939. Bis dahin wurde die Ministerpräsidentschaft Imrédys vom Reichsverweser immer nur prolongiert.

Die ersten Anzeichen einer Milderung des auf Ungarn lastenden deutschen Druckes ergaben sich in der zweiten Hälfte des Monats Januar. Außenminister Csáky begab sich am 16. Januar nach Berlin, um anläßlich seiner Antrittsvisite zu versuchen, bei Hitler das Verhältnis zwischen den zwei Staaten zu bereinigen. Er war bereit, den zu erwartenden deutschen Forderungen möglichst nachzukommen, nur um den auf Ungarn lastenden schweren Druck eliminieren zu können, der die Lage der Regierung auch auf innenpolitischem Gebiet ungemein erschwerte. Der Empfang war jedoch günstiger als erhofft. Hitler verurteilte zwar die frühere ungarische Außenpolitik, erklärte jedoch, die Zeit der Vorwürfe sei vorüber; in den Beziehungen zwischen Deutschland und Ungarn beginne jetzt eine neue Ära. Die neueren außenpolitischen Schritte und das angemeldete Reformprogramm der ungarischen Regierung beurteilte er positiv, auch zeigte er Verständnis für die innenpolitische Lage der Regierung und versprach, daß die Angriffe in Presse und Rundfunk aufhören werden; das Deutsche Reich wolle keinen Druck auf die ungarische Regierung ausüben, bzw. ihr gegenüber irgendeinen Zwang anwenden. Auch die Fragen der ungarländischen deutschen Minderheit wurden besprochen und dem Anschein nach war es gelungen, die Wogen auch auf diesem Gebiete zu glätten.³⁴ Und wenn wir noch die Zusage Hitlers in Betracht ziehen, wonach »der Wiener Schiedsspruch zwar respektiert werden müsse, sie

³³ Magyar Nemzet vom 23. Aug. 1939, S. 6. Erklärung Tibor Eckhardts über die Umstände der Einigung zwischen Imrédy und den »heimischen deutschen Ultras«.

³⁴ Die zur Vorbereitung der in dieser Frage zu führenden Verhandlungen gemachte Aufzeichnung des Deutschen Auswärtigen Amtes vom 12. Jan. 1939 über die Lage der ungarländischen deutschen »Volksgruppe«: Public Record Office, London. German Foreign Ministry (GFM) 73/51729—32. Das am 16. Jan. 1939 zusammengestellte Verzeichnis der dringendsten Wünsche des ungarländischen Deutschtums ebd. 73/51742. Laut Chiffretelegramm vom 20. Jan. 1939 an die deutschen Auslandsvertretungen über die Ergebnisse des Besuchs Csákys (ebd. 73/51743—5) hat Csáky versprochen, das deutsche Volkstumsrecht in Betracht zu ziehen; deutscherseits wurde dies als Vorbedingung einer engeren Verbindung mit dem Deutschen Reich bezeichnet.

aber auch ihrerseits die Frage Oberungarns nicht als endgültig abgeschlossen betrachten« — ist es verständlich, daß im ungarischen Ministerrat der Erfolg der Reise Csákys sehr hoch eingeschätzt wurde.³⁵

Im günstigen Empfang Csákys spielte nicht nur die in den Wochen vor der Berliner Reise Csákys an den Tag gelegte Bereitschaft Ungarns, das allgemein gespannte deutsch-ungarische Verhältnis zu verbessern, eine Rolle, es war darin auch die Erkenntnis der Leiter der deutschen Außenpolitik fühlbar, daß mit der Gewaltpolitik der Bogen überspannt und in den südosteuropäischen Ländern Deutschland gegenüber die nervöse Furcht überflüssigerweise erhöht, ja sogar eine Antipathie erweckt wurde, die eventuell auch gefährlich werden konnte.³⁶ Um in dieser Beziehung beruhigend zu wirken, wollten sie den Schein erwecken, daß die expansiven Pläne des Reiches im Osten ihre frühere Bedeutung verloren haben und daß in der deutschen Außenpolitik mehr die mit den Westmächten in Verbindung stehenden Fragen und die mit den Italienern gemeinsam aufzuwerfende Kolonialfrage in den Vordergrund treten werden.³⁷ Hitler verzichtete also auf die gewaltsamen Methoden und ließ durchblicken, daß es möglich sein werde, zu gegenseitigem Einverständnis zu gelangen. Dies bedeutete so viel, daß der auf die südosteuropäischen Staaten ausgeübte deutsche Druck notgedrungen abgeschwächt wurde; an Stelle der Politik der starken Hand tritt nun eine gemäßigte Politik, die die Länder des Südostens nicht gewaltsam in die noch vor kurzem laut verkündete »Großraumwirtschaft« einfügen will, sondern sich damit begnügt, daß diese »untereinander in Frieden leben und dem Reich die benötigten Sachen liefern«.³⁸

Diese Änderung in den Methoden der deutschen Außenpolitik, die auf wirtschaftspolitischer Linie bereits Tage vorher vom Leiter der wirtschaftspolitischen Abteilung der NSDAP in einer in München vor hohen Parteifunktionären gehaltenen Rede angekündigt worden war,³⁹ wurde offiziell in der am 30. Januar 1939 vor dem Reichstag gehaltenen Rede Hitlers verkündet. In dieser erwähnte er Ungarn mit distinktierter »Wärme«,⁴⁰ und der Umstand, daß das deutsche Propagandaministerium die Rede vollinhaltlich ins Ungarische übersetzen, in hunderttausend Exemplaren drucken ließ und

³⁵ Ministerratsprotokoll vom 20. Jan. 1939.

³⁶ Die innenpolitischen Zustände Ungarns, die auf einen Sturz des Kabinetts Imrédy abzielenden Vorbereitungen der Linksoption haben die Deutschen besonders beunruhigt. Bei den mit Ribbentrop am 16. Jan. geführten Verhandlungen (GFM 33/25798—805) mußte ihn Csáky beruhigen, Horthy würde an der Spitze des Landes niemals eine anti-deutsche oder auch nur eine den Deutschen nicht genehme Regierung dulden.

³⁷ Küm. Pol. fasc. 180, Nr. 37/1939. Bericht des Berliner ungarischen Gesandten Sztójay vom 14. Jan. 1939. Laut Aufzeichnung über die Besprechung Csáky—Ribbentrop am 16. Jan. (GFM 33/25798—805) hat Ribbentrop über den Abschluß der deutschen Aspirationen im Südosten und den Anspruch auf hundertprozentige Rückerwerbung der deutschen Kolonien gesprochen.

³⁸ Küm. Pol. fasc. 178, Nr. 517/1939. Bericht des Münchner ungarischen Generalkonsulats, 27. Jan. 1939.

³⁹ Die Rede Köhlers brachte der Völkische Beobachter in seiner Folge vom 25. Jan. 1939.

⁴⁰ Küm. Pol. fasc. 178, Nr. 695/1939. Bericht Sztójays. 7. Febr. 1939.

ihre Verbreitung in Ungarn auf jede mögliche Weise förderte,⁴¹ zeigte schon an sich, für wie wichtig man es deutscherseits hielt, die ungarische Öffentlichkeit über die eingetretene Wendung zu orientieren.⁴²

Die am 7. Februar in Berlin gehaltene Rede des obersten Theoretikers der NSDAP, Alfred Rosenbergs diente ebenfalls dem Ziel, die Besorgnisse der südosteuropäischen Regierungen zu zerstreuen. In dieser Rede erklärte Rosenberg, der Nationalsozialismus sei »eine rein deutsche Sache«; die deutsche nationalsozialistische Partei übernehme keine Gemeinschaft mit den sich nationalsozialistisch nennenden Erneuerungsbewegungen in anderen Ländern und unterstütze diese nicht ihren eigenen Regierungen gegenüber.⁴³

Durch diese, Ende Januar—Anfang Februar 1939 erfolgten Enunziationen wurden die ungarischen Regierungskreise von einem schweren Alpdruck befreit. Die Mäßigung des brutalen »Dranges« des Deutschen Reiches in Südosteuropa erschloß den schon mit offener Unterwerfung bedrohten kleinen Ländern die Möglichkeit, neben einer entschlosseneren außenpolitischen Stellungnahme für das Deutsche Reich und der Erfüllung seiner wirtschaftlichen Ansprüche ihre relative politische und wirtschaftliche Selbständigkeit zu bewahren, ihre Innenpolitik relativ selbständig gestalten zu können. Diese Entspannung ermöglichte es, im innenpolitischen Leben Ungarns, das zur Zeit des schweren deutschen Druckes fast schon krisenhaft geworden war, Ordnung zu schaffen. Mit der Veröffentlichung der Dokumente über die jüdische Herkunft Imrédys brachte man diesen zur Einsicht, daß sein weiterer Verbleib an der Spitze der Regierung sowohl die Regierung, die das Judengesetz im Parlament einbringt, kompromittieren würde, wie es auch dem Deutschen Reich gegenüber unangenehm sei, daß das Land einen Ministerpräsidenten jüdischer Abstammung habe. Imrédy demissionierte und am 16. Februar trat Pál Teleki an seine Stelle. Im übrigen blieb die Zusammensetzung der Regierung unverändert, nur das Kultusministerium übernahm von Teleki Bálint Hóman.

⁴¹ Küm. Pol. fasc. 179, Nr. 34/1939. Bericht Andor Gellérts, Berlin, 11. Febr. 1939.

⁴² Bericht des Moskauer ungarischen Gesandten Jungerth über die sowjetische Interpretation der Rede Hitlers. Moskau, 1. Febr. 1939 (Küm. Pol. fasc. 180, Nr. 37/1939).

⁴³ Küm. Pol. fasc. 178, Nr. 739/1939. Bericht des Münchner ungarischen Generalkonsulats vom 8. Febr. 1939. — Die Rede Rosenbergs schien die Meinungen zu bestätigen, wonach das Deutsche Reich kein Interesse daran habe, »daß in einzelnen, dem nazistischen Druck stark ausgesetzten kontinentalen Ländern nationalsozialistische Parteien an die Regierung gelangen, denn dann müßte statt einer bequemen Oppositionspolitik Deutschland Verpflichtungen und Gegenleistungen auf sich nehmen . . . von deutschem Gesichtspunkt aus kann eine auf nazistischer Grundlage stehende Oppositionspartei, die der Regierung des betreffenden Landes Unannehmlichkeiten bereitet, dieselbe in eine Deutschland genehme Richtung drängt, ansonsten aber in der dankbaren Rolle der Opposition verbleibt, viel nützlicher sein. (Bericht des Washingtoner ungarischen Gesandten Pelényi über sein Gespräch mit dem Berliner amerikanischen Botschafter Hugh Wilson. Washington, 31. Jan. 1939. Küm. Pol. fasc. 178, Nr. 906/1939.)

Das Manövrieren der Regierung Teleki zur Erhaltung der Souveränität der ungarischen Nationalitätenpolitik

Teleki war — schon um das deutscherseits zu erwartende Mißtrauen zu zerstreuen⁴⁴ — bestrebt, auf jede mögliche Weise zu betonen, daß die bisherige außen- und innenpolitische Linie ungebrochen weitergeführt werde. Seine erste Sorge war, den auf den Vorarbeiten des — das Vertrauen der Deutschen genießenden — Csáky basierenden Beitritt zum Antikominternpakt unter Dach und Fach zu bringen (23. Februar). In der Innenpolitik beeilte er sich, die Ansicht zu widerlegen, er blase mit Bethlen in gemeinsames Horn; er war im Gegenteil bestrebt, die Linksopposition zu zerrütten, zu isolieren, zu entwaffnen und griff die sozialdemokratische Gewerkschaftsbewegung an. Zu gleicher Zeit führte er jedoch auch gegen die extreme Rechte einen Schlag: die hungaristische Pfeilkreuzlerbewegung wurde verboten. Da das Deutsche Reich seine Stellungnahme und Politik in bezug auf die rechtsextremen Bewegungen der südosteuropäischen Länder kurz zuvor wesentlich revidiert hatte, war dieser Schritt mit keinen besonderen Gefahren mehr verbunden. Hingegen machte es entsprechenden Eindruck, daß Teleki sich bei der Durchpeitschung des Judengesetzes auch persönlich entschieden exponierte und so den Deutschen den Beweis lieferte, daß er »über das nötige Gefühl für die politischen Notwendigkeiten verfüge«.⁴⁵

Die deutsche Außenpolitik wiederum betrachtete es als politische Notwendigkeit, das Problem der Karpatoukraine, das die Gestaltung des Verhältnisses zwischen den beiden Ländern sehr ungünstig beeinflusste, den ungarischen Revisionsbestrebungen entsprechend zu lösen. Als Mitte März die Tschechoslowakei total liquidiert wurde, wurde es den Ungarn gestattet, dieses Gebiet in Besitz zu nehmen, dessen Besetzung durch eine selbständige, von den Deutschen unabhängige Aktion im November 1938 durch ein Machtwort verhindert worden war. Durch den Umstand, daß die Pläne des Deutschen Reiches bezüglich der Ukraine vorübergehend in den Hintergrund gerieten und der später als Sprungbrett benützbare slowakische Marionettenstaat zustande kam, war es überflüssig geworden, die Karpatoukraine weiterhin unbedingt in Händen zu halten; das Deutsche Reich erkannte, es bringe ihm unvergleichlich mehr politischen Nutzen, durch Überlassung der Karpatoukraine sich die von Revisionsbestrebungen beseelte ungarische Regierung zu Dank zu verpflichten. Die innenpolitische Lage Telekis wurde durch die neuerliche »Landesvermehrung« wesentlich gefestigt; er konnte den im Mai abzuhaltenden Parlamentswahlen zuversichtlich entgegensehen; von diesen erwartete er,

⁴⁴ Teleki wurde in der deutschen Presse ziemlich kühl empfangen. S.: MACARTNEY, a. a. O., S. 330.

⁴⁵ Zitiert nach der Frankfurter Zeitung vom 7. Juni 1939 in Magyar Nemzet vom 10. Juni 1939.

daß sie die Kraft und das Machtgewicht der Regierungspartei, die durch die im November 1938 erfolgten massenhaften Austritte geschwächt wurde, wiederherstellen werden. Auf außenpolitischer Linie verstärkte sich jedoch die Anpassung an die Politik des Deutschen Reiches: Teleki entsprach bald auch jenem Wunsche der Deutschen, daß Ungarn aus dem Völkerbund austrete (11. April).

Es mußte also ein hoher Preis bezahlt werden, um den Argwohn der Deutschen zu zerstreuen und der durch Teleki repräsentierten ungarischen Regierung das Vertrauen zu gewinnen; Teleki versuchte so zu manövrieren, daß er den Deutschen gegenüber gefällige Gesten machte, daneben aber leise und unbemerkt jene Risse verstopfte, die in den krisenhaftesten letzten Wochen der Regierung Imrédy entstanden waren und durch die auf verschiedene Gebiete des ungarischen politischen Lebens fremder Einfluß einsickerte. Besonders gefährlich erschien die beginnende Überhandnahme des fremden Einflusses in der Nationalitätenpolitik, deren Bedeutung ungemein anstieg, weil durch die Gebietsgewinne die Zahl der nichtungarischen Einwohner des Landes beträchtlich zunahm.

Die Anwendung des nazistischen Volksgruppenprinzips zur Regelung der Lage der Nationalitäten bedeutete, diesen der Staatsmacht gegenüber eine staatsrechtliche Sonderstellung zu sichern und dadurch einem gesteigerten Einfluß des »Mutterlandes«, des »Stammvolkes« auf die in einem anderen Staate als Minderheit lebende »Volksgruppe« den Weg zu öffnen. Eine solche Lösung schien sehr wünschenswert, um die in der Tschechoslowakei, in Rumänien und in Jugoslawien lebenden Ungarn unter dem Einfluß der ungarischen Regierung und der Kontrolle durch die Staatsgewalt ziemlich entzogen zu organisieren; dies hätte nämlich weitaus größere Möglichkeiten geboten, diese Staaten aus irredentistischem Ziel von innen auszuhöhlen, als das System der bisherigen ungarischen Parteien. Die Anwendung des Volksgruppenprinzips in der Nationalitätenpolitik Ungarns hätte aber so viel bedeutet, auf Kosten der ungarischen Staatsgewalt jenen Ländern Einfluß zu gewähren, deren »Volksgruppe« in Ungarn lebt. Da es in der Slowakei eine ungarische »Volksgruppe« und in Ungarn eine slowakische gab, hätte zweifelsohne irgendwelche Gegenseitigkeit bestanden. Teleki wünschte jedoch den Einfluß der ungarischen Regierung auf die in den »Nachfolgestaaten« lebenden Ungarn nicht auf Grund der Reziprozität zu sichern. Er wollte die freie Disposition der Regierung in bezug auf alle Nationalitäten des Landes unvermindert bewahren. Er verzichtete auf die »Anziehungskraft«, die die Perspektive eines »Minderheitenschutzes auf Volksgruppengrundlage« auf die nichtungarische Bevölkerung jener Gebiete ausüben würde, deren Einverleibung erwünscht war. Er machte sich also den Entwurf Csákys für ein tschechoslowakisch-ungarisches Minderheitsübereinkommen nicht zu eigen, auch war er nach dem Zerfall der Tschechoslowakei nicht geneigt, mit dem »selbständigen« slowakischen

Staat auf Grund der Volksgruppengegenseitigkeit zu einem Übereinkommen zu kommen. Er sah klar, daß die Volksgruppenorganisation innerhalb der Grenzen des Landes prinzipiell abgelehnt werden müsse, denn dieses könne nicht irgendeiner Nationalität gewährt werden, ohne dasselbe notgedrungen dem die Volksgruppenorganisation am heftigsten fordernden ungarländischen Deutschtum zu bewilligen; dieses aber würde im Besitz der Rechte einer Volksgruppe — ohne jede Möglichkeit eines reversiblen Einflusses — ganz einseitig der ungarischen Staatsgewalt gegenüber dem Einfluß des mächtigen nazistischen Deutschen Reiches den Weg frei machen, wodurch, in Anbetracht der gegebenen Kräfteverhältnisse, die Geltendmachung der Souveränität vollkommen illusorisch gemacht werden könnte.

Die Art und Weise der Regelung der Lage der deutschen Minderheit in Ungarn war also weitgehend mehr als eine einfache nationalpolitische Frage: es handelte sich darum, ob die ungarische Regierung souveräne Rechte aus der Hand gibt und durch eine staatsrechtlich sanktionierte Volksgruppenkonstruktion dem sich auf das Gebiet der Politik, der Wirtschaft und der Ideologie gleichermaßen erstreckenden großmachtpolitischen nazistischen deutschen Einfluß auch von innen her die Bahn frei gibt. Die Bemühungen Telekis betrafen also eine sehr wichtige Frage, als er danach strebte, daß die unter dem Ministerpräsidenten Imrédy der ungarländischen deutschen Minderheit gemachten bzw. in Aussicht gestellten Konzessionen sich nicht in Richtung der deutschen Volksgruppenforderungen erweitern, sondern in jenem Rahmen verbleiben, in den er sie schon seinerzeit als Kultusminister dem nachgiebigen Imrédy gegenüber zu drängen versuchte. D. h., es komme nur in Frage, daß, neben dem Volksbildungsverein der heimischen deutschen Minderheit, auch die volksdeutsche Richtung einen Kulturverein erhalte. Und wenn sie diesen als Zeichen ihrer zielbewußten Bestrebungen auch Volksbund der Deutschen in Ungarn benannten, könne keine Rede davon sein, daß er alle ungarländischen Deutschen mit ausschließlichem Recht in sich vereinige, als staatsrechtlich anerkannte Vertretung des heimischen Deutschtums als ungarländische einheitliche Volksgruppe des 80 Millionen zählenden Deutschtums fungiere, und auf Grund der vom Deutschen Reich erhaltenen Direktiven sich der Kontrolle durch die ungarische Staatsgewalt entziehe. Teleki war aufs entschiedenste dagegen, daß die deutsche Minderheit in Ungarn zum Staat im Staate werde; auch in bezug auf die sonstigen Nationalitäten, die infolge der bisherigen und der erhofften weiteren Gebietsgewinne in ihrer Zahl und in ihrem Bewußtsein bedeutend erstarkten, hat er die Anwendung von Volksgruppen-Nationalitätenpolitik im vorhinein und prinzipiell abgelehnt, denn dies würde zu einer Atomisierung der zentralen Staatsgewalt, ja dazu führen, daß äußere Einflüsse aus dem Innern zur Geltung kommen und schließlich das Land total dem nazistischen Deutschen Reich ausliefern. Dem nazistischen Volksgruppenprinzip stellte er die sogenannte Staatsidee St. Stephans gegen-

über, die — eine gewaltsame Assimilation von sich weisend — auf gemischt-sprachigem Gebiet den Standpunkt der natürlichen Assimilation der Nationalitäten vertrat, größeren, territorial einheitlichen nationalen Blöcken aber eine gewisse Autonomie in Aussicht stellte. Im Zeichen dieser Konzeption entstanden die Schritte Telekis zur Verwirklichung der Autonomie der im März 1939 in Besitz genommenen Karpatoukraine.

Nach der im November 1938 in Budapest erfolgten Konstituierung des Volksbundes begann auch in der Provinz die Organisierung, in der Hoffnung, daß nunmehr das Eis gebrochen sei, »daß endlich die sehnlichst erwartete Zeit gekommen ist, . . . daß wir nunmehr frei verkünden können, daß wir dem deutschen Mutterlande angehören und nur als Volksgruppe seit 200 Jahren hier leben«. Die ungarischen Behörden sind nun keine maßgeblichen Faktoren mehr, »das Deutsche Reich erhebt sein Wort, wir brauchen also keine Angst zu haben«.⁴⁶

Die Hauptbasis der Organisierung in Transdanubien war die Direktion der Donau-Dampfschiffahrtsgesellschaft in Fünfkirchen/Pécs; diese Gesellschaft war nach dem Anschluß Österreichs in deutsche Hände übergegangen, ihre Fünfkirchner Direktion erhielt ihre Weisungen von der Zentraldirektion in Wien. Die DDSG wurde übrigens gerade zu dieser Zeit in einen der größten deutschen Kriegsindustriekonzerne, in die Hermann-Göring-Werke eingeschmolzen. Ein beträchtlicher Teil der im Komitat Branau/Baranya lebenden Deutschen war in den in der Umgebung von Fünfkirchen liegenden Bergwerken dieser Gesellschaft beschäftigt. Die Direktion des Bergwerks hat, den Weisungen der Wiener Zentrale entsprechend, verlautbart, daß »die Bergwerke der DDSG deutsches Gebiet bilden . . . jeder Angestellte der DDSG hat die Pflicht, sich die Politik der deutschen Nation zu eigen zu machen«. Der Lesesaal des Bergarbeiterheimes von Vasas wurde mit nazistischen Zeitschriften und Büchern vollgestopft. Hitlers »Mein Kampf« stand in zehn Exemplaren zur Verfügung. Die Bergmannskapelle von Mecsekszabolcs mußte das Deutschlandlied und das »Horst-Wessellied« einüben. Starb ein Bergmann, wurde ein feierliches Begräbnis veranstaltet, wobei der mit einem Hakenkreuz versehene Kranz der Bergwerksdirektion niedergelegt wurde. Die Rolle der DDSG beschränkte sich aber nicht bloß auf die nazistische Propaganda in Transdanubien. Die Subventionierung der ganzen deutschvölkischen Bewegung in Ungarn erfolgte nämlich in bedeutendem Maße durch sie. Damit stand im Zusammenhang, daß zum Budapester Generaldirektor der Gesellschaft Franz Basch bestellt wurde.⁴⁷ Um den durch die DDSG zur Geltung kommen-

⁴⁶ M. E. Nemzetiségi o. fasc. 53, Nr. C 15164/1939. — Rede Matthias Hubers am Lehrgang des Volksbunds für die Jugendführer der Provinz (5—7. Jan. 1939).

⁴⁷ M. E. Nemzetiségi o. fasc. 53, Nr. C 15005/1939. Berichte des Leiters der Detektivabteilung der Gendarmerie vom 31. Jan., 23. Febr., 13. März 1939. — Ferner ebd. Nr. C 15403/1939. — *Zuschrift des Ministeriums des Innern* »in Angelegenheit der Besetzung führender Stellen in hiesigen deutschen Unternehmen durch alldutsche Führer«, 10. Febr. 1939.

den Einfluß des Deutschen Reiches auszuschalten, wurde bei den Anfang Februar 1939, also noch zur Zeit der Ministerpräsidentenschaft Imrédys begonnenen Wirtschaftsverhandlungen von der ungarischen Regierung der Wunsch vorgebracht, die Fünfkirchener Kohlenbergwerke der DDSG anzukaufen; die ungarische Regierung bot einen Kaufpreis von 20 Millionen Pengő an. Von deutscher Seite wurde jedoch erklärt, hiervon könne nicht nur wegen des Standpunktes der Gesellschaft, sondern auch aus »allgemeinem deutschem Interesse« nicht die Rede sein.⁴⁸

Der Vorstoß der deutschvölkischen Bewegung war auch in anderen Komitaten des Landes sichtbar. Äußerlich zeigte sich dies in der Verbreitung des »deutschen Grußes« mit emporgestrecktem Arm sowie der immer häufiger gebrauchten Rufe »Heil!«, »Sieg! Heil!« und sogar »Heil Hitler!«, im Erscheinen nazistischer Abzeichen, in der Verbreitung nazistischen Propagandamaterials.⁴⁹ Die untergeordneten Verwaltungsorgane und die Gendarmerie reagierten auf diese neuen, nunmehr nazistischen Erscheinungen mit Anwendung von — den Nationalitäten gegenüber schon fast als traditionell zu betrachtenden — Schikanen und Einschüchterungen. Die Leitung des Volksbundes protestierte jedoch — im Bewußtsein der Unterstützung durch das Deutsche Reich — sehr scharf und entschieden gegen »die Verfolgung der Deutschen in Westungarn und in der Umgebung von Fünfkirchen« und beschuldigte Teleki, daß er den »in der liberalen jüdischen Presse systematisch betriebenen antideutschen Propagandafeldzug« dulde.⁵⁰

Die am 4. März 1939 abgehaltene Vorstandssitzung des Volksbunds gab ihrer gereizten Unzufriedenheit mit der Politik Telekis Ausdruck, die — dies war in kurzer Zeit ersichtlich — gegen eine breitere Auslegung und Weiterentwicklung der den Deutschen gemachten Konzessionen war. Die Vorstandssitzung mußte, mit Rücksicht auf die Schwierigkeiten, derzeit die Verwirklichung der aus Berlin stammenden Vorstellung fallen lassen, daß die Volksdeutschen eine Volksdeutsche Nationalsozialistische Arbeiterpartei gründen um auch so »die unzerreißbare ideelle und völkische Verbundenheit mit der Nationalsozialistischen Deutschen Arbeiterpartei« zum Ausdruck zu bringen. In der Vorstandssitzung wurde festgestellt, daß »in Ungarn die Lage noch nicht so weit gediehen ist, eine so deklarierte hakenkreuzlerische Bewegung zu beginnen, da selbst der Tätigkeit der Kulturvereine Hindernisse in den Weg gelegt werden, wenn diese die Schicksalsgemeinschaft mit dem Deutschen Reich verkünden«.⁵¹

⁴⁸ Vertrauliche Aufzeichnung Wiehls über die deutsch—ungarischen Wirtschaftsverhandlungen. Berlin, 9. Febr. 1939 (GFM 73/51768—76).

⁴⁹ M. E. Nemzetiségi o. fasc. 53, Nr. C 15110/1939. — Bericht des Obergespanns des Komitats Batschka/Bács-Bodrog vom 22. Febr. 1939.

⁵⁰ M. E. Nemzetiségi o. fasc. 53, Nr. C 16160/1939. — Zuschrift des Ministeriums des Innern über den Bericht einer Vertrauensperson. 23. März 1939.

⁵¹ Ebd.

Die Vorstandssitzung des Volksbunds, die Teleki im allgemeinen schärfstens kritisierte, erhob keinen Einspruch gegen das Verbot der rechtsextremen hungaristischen Pfeilkreuzlerbewegung. Basch und seine Leute hielten diese für extremste ungarische Nationalisten, die sich dem Deutschtum gegenüber nur deshalb Mäßigung auferlegen, weil sie hoffen, durch das Deutsche Reich an die Macht zu gelangen. Basch hatte Berlin bereits zur Zeit der Regierung Imrédy dahingehend informiert, daß Hubay und seine Kollegen nicht ernst genommen werden können und die Macht, falls sie diese gegebenenfalls erreichen würden, nicht behalten könnten.⁵² Die ungarländische volksdeutsche Bewegung könne trotz der Schwierigkeiten im Kampf mit der gegebenen Regierung noch immer mehr und dauerhaftere Ergebnisse erzielen. Das Deutsche Reich hat aber auf jeden Fall jenen Hungaristen Asyl gewährt und Unterstützung angedeihen lassen, die vor den Internierungslagern Telekis dorthin geflüchtet waren.⁵³

Telekis Bemühungen, den Volksbund in den Rahmen eines Kulturvereins zu zwingen, standen in scharfem Gegensatz zu der Volksgruppenforderung der Volksdeutschen, die diese als ihr elementares Recht auffaßten und geschickt eine Parallele zu den ungarischen Forderungen in bezug auf die in den »Nachfolgestaaten« lebenden ungarischen Minderheiten zogen. »Unsere elementaren Rechte, die Imrédy bereits gewährt hätte, werden nun von neuem abgewiesen. Doch wir schrecken nicht zurück. Uns gebührt dasselbe, was das Ungartum für die ungarischen Minderheiten fordert« — sagte Basch im Schulungskurs der Jungkameraden am 22. März.⁵⁴

Besonders empört waren die Volksdeutschen, daß Teleki sogar den Versuch unternahm, sie durch irgendeine Kompromißlösung in den Volksbildungsverein zurückzuführen und so — unter dem Einfluß der ungarischen Regierung — die verlorenegegangene Einheit des ungarländischen Deutschtums wiederherzustellen. Von Teleki war es natürlich naiv, zu erwarten, daß die durch das Deutsche Reich unterstützte nazistische Richtung folgsam in den alten, wakeligen Stall zurückkehren wird, doch ist es jedenfalls Tatsache, daß Teleki auch dies versucht hat. Als er sah, daß mit dem Volksbund — wenn auch bloß als Kulturverein — gerechnet werden muß, veranschlagte er am 31. März 1939 eine bedeutende Summe, 435 000 Pengő, um die Tätigkeit des Volksbunds auszubalancieren. Durch diese geheime Regierungshilfe sollte in erster Reihe der Volksbildungsverein gestärkt werden. Während nämlich der Volksbund bereits mit vier Kraftwagen, einem Filmapparat, Mikrophon und Verstärker das Land bereiste und das aus dem Deutschen Reich erhaltene gefällige Propagandamaterial zu Zehntausenden verbreitete, mußte der Volksbildungsverein ohne Verkehrsmittel, ohne technische Ausrüstung, ohne entsprechendes

⁵² Ebd.

⁵³ Aufzeichnung Woermanns, Berlin, 8. Mai 1939 (GFM 73/51857—8).

⁵⁴ M. E. Nemzetiségi o. fasc. 53, Nr. C 15164/1939.

Propagandamaterial ohnmächtig zusehen, wie die volksdeutsche Richtung an Raum gewinnt. Unterstützung wollte Teleki auch dem Zentralsekretariat der katholischen Agrar-Gesellenvereine (Katolikus Agrárifjúsági Legényegyletek Országos Titkársága, abgekürzt KALOT) gewähren, damit es durch Schaffung einer deutschen Sektion die deutsche Jugend der Jugendorganisation des Volksbunds, der Jungkameradschaft fernhalte. Eine Regierungssubvention (oder eine Erhöhung der schon bestehenden) erhielten all jene einheimischen deutschsprachigen Blätter, die als Gegengewicht der nazistischen Blätter *Deutscher Volksbote* und *Jungkamerad* in Betracht kamen. Es waren dies das *Neue Sonntagsblatt* (ein Wochenblatt), das geplante politische Tagblatt *Das Volk* und die kirchlichen Blätter, das *Katholische Kirchenblatt* und das evangelische *Wehr und Waffe*.⁵⁵

Anfang April fuhr Basch nach Berlin, um dort die ungarische Regierung zu denunzieren, »die nach außen hin eine deutschfreundliche, nach innen eine deutschfeindliche Politik« betreibt. Er kam mit der Drohung zurück, daß falls die ungarische Regierung der deutschen Minderheit nicht »volle Bewegungsfreiheit« sichert, dem »Reich auch noch wirksamere Mittel zur Verfügung stehen, als bisher angewendet wurden«.⁵⁶

Um sich den Volksgruppenforderungen der ungarländischen deutschen Minderheit unverändert verschließen zu können, machte Teleki lieber auf einer anderen Linie eine Konzession: am 12. April gab er seine Zustimmung, daß die in Ungarn lebenden und der NSDAP angehörenden deutschen Staatsbürger sich in eine Landesgruppe vereinigen.⁵⁷ Dies war kein irgendwie neues Moment, denn bereits die Regierung Gömbös bewilligte im Jahre 1934 der Auslandsorganisation der NSDAP, daß sie in Budapest eine Ortsgruppe gründe, die sich dann im Laufe der Zeit, als infolge des immer stärkeren deutschen Einflusses im ungarischen Wirtschaftsleben, in Industrie, Handel und in den Geldinstituten nunmehr auch in der Provinz immer mehr deutsche Staatsbürger angestellt wurden, zu einem Landeskreis erweiterte.⁵⁸ Im Jahre 1939 überstieg die Zahl der in Ungarn lebenden nazistischen deutschen Staatsbürger bereits die Zahl von 15 000, die — ihrer Anzahl entsprechend — in 8 Ortsgruppen, 13 Stützpunkten und 35 Zellen organisiert waren.⁵⁹ Teleki gab — die am 19. März 1938 erfolgte diesbezügliche Stellungnahme des ungarischen Ministeriums des Innern bekräftigend — seine Zustimmung, daß sich diese ausgedehnte Organisation »Landesgruppe Ungarn« nenne. An ihrer Spitze stand der vom Deutschen Reich ernannte Landesgruppenführer, der

⁵⁵ M. E. Nemzetiségi o. fasc. 69, Nr. C 17228/1940.

⁵⁶ M. E. Nemzetiségi o. fasc. 54, Nr. C 17825/1939. Zuschrift über den Bericht einer Vertrauensperson. 6. April 1939.

⁵⁷ B. M. (= Ministerium des Innern) Res. 1939. Pos. 8, Nr. 8490.

⁵⁸ Küm. Pol. fasc. 179, Pos. 21, Nr. 1191/1939.

⁵⁹ B. M. Res. VII. 1940 8 - 5776. Aufzeichnung des Oberpolizeirats Sombor. Budapest, 24. Jan. 1940.

für die nazistische ideologische und politische Schulung, ja auch die militärische Ertüchtigung der Mitglieder sorgte.⁶⁰ Bei ihren Festlichkeiten zitierten sie unter Hakenkreuzfahnen die Münchener nazistischen »Märtyrer«; namhafte Politiker, Ideologen und Fachleute der NSDAP wurden eingeladen, Vorträge zu halten. Teleki gewährte also die von den Volksdeutschen in Ungarn geforderte »volle Bewegungsfreiheit« statt ihnen — den in Ungarn lebenden deutschen Staatsbürgern.⁶¹ Durch die Geheimpolizei ließ er fortlaufend kontrollieren, ob nichtungarische Staatsbürger — Volksdeutsche — an den Veranstaltungen der Auslandsorganisation (AO) teilnehmen.⁶²

Tags darauf, am 13. April erfolgte im Ministerium des Innern die Genehmigung der Statuten des Volksbunds. Aus dem von Basch und seinen Leuten angefertigten Statutenentwurf wurde alles gestrichen, was den Wirkungsbereich eines deutschen Kulturvereins übersteigt, und der im Entwurf gebrauchte Ausdruck »Volksgruppe« wurde bei jedem Vorkommen konsequent durch den Ausdruck »ungarische Staatsbürger deutscher Nationalität« ersetzt.⁶³ Laut der genehmigten Statuten war das Ziel des Volksbunds bloß, »die kulturellen Interessen der ungarländischen ungarischen Staatsbürger deutscher Nationalität auf allen Gebieten, wo sich das völkische Leben manifestiert, zu fördern und zu wahren«. Um dieses Ziel zu erreichen: »kann der Verein auf Grund der in den ungarischen Gesetzen gesicherten Freiheit im Rahmen der kulturellen Erfordernisse unter den gesetzlichen Bedingungen für die Kinder ungarischer Staatsbürger deutscher Nationalität deutsche Schulen erhalten; er kann kulturelle Kurse, Museen und Bibliotheken gründen und aufrechterhalten, Stipendien und Belohnungen verleihen, Volkskunst-, Handwerks- und Kunstaussstellungen veranstalten; er kann deutschsprachige Druckschriften herausgeben und verbreiten, lokale und Wanderbibliotheken schaffen, Studienreisen organisieren. Der Verband kann in Ortschaften mit deutscher Einwohnerschaft Ortsgruppen gründen.«⁶⁴ Die genehmigten Statuten waren also die Statuten eines deutschen Kulturvereins; sie hielten sich in den durch das Vereinsgesetz vom Jahre 1879 bestimmten privatrechtlichen Rahmen und enthielten kein einziges Wort über Volksgruppenforderungen staatsrechtlichen Charakters. Die Tätigkeit des Vereins unterstand — den Statuten gemäß — in ihrer Gänze der Wirksamkeit der ungarischen Gesetze und der Kontrolle durch die ungarische Staatsgewalt.⁶⁵

Die Drohungen Baschs bewahrheiteten sich nicht. Das Deutsche Reich betrachtete die Frage des Volksbunds nicht an sich, sondern es beurteilte sie

⁶⁰ B. M. Res. 1940 — 2 — 9484. Bericht Sombors. Budapest, 17. Mai 1940.

⁶¹ Die Umorganisation des Landeskreises in eine Landesgruppe wurde am 4. Nov. 1939 beendet (GFM 73/52109—13).

⁶² M. E. Nemzetiségi o. fasc. 69, Nr. C 21316/1940.

⁶³ Magyar Nemzet vom 20. Apr. 1939. S. 7.

⁶⁴ M. E. Nemzetiségi o. fasc. 53, Nr. C 16466/1939.

⁶⁵ S. SIPOSS: *A magyarországi németiség története 1918-tól napjainkig*. S. 56—57.

in das Ganze seiner Ungarnpolitik eingefügt und maß der deutschfreundlichen außenpolitischen und wirtschaftspolitischen Stellungnahme Ungarns größere Bedeutung bei als der den Forderungen der deutschen Minderheit in Ungarn gegenüber gezeigten Halsstarrigkeit, und war übrigens der Ansicht, daß letztere mit der Zeit liquidiert werden könne. Das Interesse des Deutschen Reiches erforderte, daß die ungarische Regierung, mit der es in den wichtigsten Fragen gut auskommen konnte, innenpolitisch — hauptsächlich der Linksoption gegenüber — erstarke; es hielt es daher nicht für angebracht, der Regierung am Vorabend der im Mai abzuhaltenden Parlamentswahlen des Volksbunds wegen Schwierigkeiten zu schaffen. Dies mußte auch Basch zur Kenntnis nehmen, und dementsprechend sandte er am 30. April von der Fahnenweihe des Volksbunds in Cikó an die Regierung ein in loyalem Ton gehaltenes Begrüßungstelegramm.⁶⁶

Anläßlich des Besuches Telekis und Csákys in Berlin wurde laut der über die Lage der deutschen Volksgruppe in Ungarn im Außenamt gemachten internen Aufzeichnung die starke Einschränkung des Wirkungskreises des Volksbunds, die sich in den vor einigen Tagen genehmigten Statuten widerspiegelte, stark kritisiert; beanstandet wurden weiters die Schwierigkeiten der Organisation der volksdeutschen Jugend, die Ungeklärtheit des Verhältnisses zum Volksbildungsverein; skeptisch wurden auch die Versprechungen der ungarischen Regierung in bezug auf die Regelung des deutschen Schulwesens beurteilt,⁶⁷ trotzdem kamen diese Fragen im Laufe der Verhandlungen nicht in scharfer Form zur Sprache; deutscherseits wurde eher im allgemeinen darauf aufmerksam gemacht, welch großen Wert sie auf die entsprechende Behandlung der Sache des ungarländischen Deutschtums als Unterpfand des guten Verhältnisses zwischen den beiden Ländern legen.⁶⁸ Csáky beeilte sich, mit dem Begrüßungstelegramm Baschs aus Cikó zu beweisen, welch gutes Verhältnis zwischen der Regierung und dem Deutschtum in Ungarn herrsche und Ribbentrop stimmte zu und erklärte, »in einem solchen Geiste könne eine wunderbare Zusammenarbeit zustande kommen«. Um so mehr beklagte er aber, daß die Aufenthaltsbewilligungen der in Ungarn lebenden Reichsdeutschen in steigendem Maße entzogen und dieselben ausgewiesen werden. Die ungarischen Staatsmänner hinwieder beanstandeten, daß die Wiener Presse und der Wiener Rundfunk Ungarn oft angreifen und daß die aus Ungarn nach Wien geflohenen Hungarianen durch dortige amtliche Stellen (Reichskommissar Bürckel, Reichsstatthalter Seyss-Inquart) unterstützt, finanziert und militärisch ausgebildet, bzw. aus Wien Agenten nach Westungarn eingeschleust werden, die dann dort Unruhe stiften. Diese gegenseitigen Klagen hatten

⁶⁶ M. E. Nemzetiségi o. fasc. 70, Nr. C 19396/1940.

⁶⁷ GFM 73/51845—7.

⁶⁸ Besprechung Ribbentrops mit Teleki und Csáky am 29. Apr. 1939 (GFM 33/25598—602).

jedoch keinen Einfluß auf den von beiden Seiten für wichtig gehaltenen konzilianten Ton der Besprechungen, und es wurde gegenseitig zugesagt, die zur Sprache gebrachten Angelegenheiten zu untersuchen.⁶⁹

Die Innenpolitik der Regierung Teleki würdigend begrüßte Ribbentrop die Mitteilung Telekis und Csákys, daß beide Häuser des ungarischen Parlaments für die Annahme des Judengesetzes sind, als »Unterpfand der gemeinsamen Zukunft«. Bezüglich der bevorstehenden Wahlen gab er dem Wunsche Ausdruck, es mögen auf der Liste der Regierungspartei drei Volksdeutsche ins Parlament einziehen.⁷⁰ Es gab auch schon bis dahin Abgeordnete, die im Namen des ungarländischen Deutschtums auftraten, wie z. B. der Domherr Ladislaus Pintér, der Leiter des Volksbildungsvereins, der der Regierungspartei angehörte; vor ihm der der Bürgerlichen Freiheitspartei angehörende Gustav Gratz, der vor Pintér an der Spitze des Volksbildungsvereins stand, oder Anton Klein, der der Kleinlandwirtepartei angehörte. All diese Männer wurden jedoch von den Volksdeutschen als ihre Feinde abgelehnt und sie beharrten auf ihrer — durch das Deutsche Reich unterstützten — Forderung, daß ihre eigenen Leute ins ungarische Parlament gewählt werden. Teleki war der Meinung, daß dies unter den gegebenen Umständen nicht verweigert werden könne; übrigens hielt er nur die selbständige und ausschließliche parlamentarische Vertretung der Volksdeutschen für gefährlich und unzulässig, und er hoffte, daß sie als Mitglieder der Regierungspartei vielleicht beeinflußt werden könnten. Die Partei des Ungarischen Lebens schloß also mit dem Volksbund einen Pakt, wonach drei Kandidaten des Volksbunds auf ihre Liste gesetzt werden, und zwar Heinrich Mühl im Bonyháder, Konrad Mischung in Mohácsér Wahlkreis und Jakob Brandt im Komitat Batschka/Bács-Bodrog.⁷¹ Franz Basch kam als Kandidat nicht in Frage, weil er wegen Schmähung der ungarischen Nation seinerzeit zu einer Kerkerstrafe verurteilt worden, also vorbestraft, war.⁷²

Die Kandidierung von Volksbündlern auf der Liste der Regierungspartei hat die Pfeilkreuzler in Wut gebracht; die Pfeilkreuzler traten das Erbe der Hungaristen an, bildeten mehrere Fraktionen, doch bei den Wahlen traten sie in einer Aktionseinheit auf. Mischung stellten sie im Mohácsér Wahlkreis einen Gegenkandidaten und im Bonyháder Wahlkreis unterstützten sie Mühl gegenüber den Kandidaten der Kleinlandwirtepartei, Anton Klein. Im Verlauf des Wahlkampfes beschuldigten sie, »unbeugsame ungarische Patrioten«, die Volksbündler des Pangermanismus, des Vaterlandsverrats; ihre »Sturmtrup-

⁶⁹ Zweite Besprechung Ribbentrops mit Teleki und Csáky am 1. Mai (GFM 33/25603—11).

⁷⁰ Bei der Besprechung am 29. Apr. (GFM 33/25598—602).

⁷¹ *Kisebbségi körlevél* (A Pécsi Egyetemi Kisebbségi Intézet közleményei). Jhg. IV, Nr. 2 (März 1940). Gy. Szűcs: *A Volksbund és a magyarországi németiség elmúlt esztendeje* [Der Volksbund und das vergangene Jahr des ungarländischen Deutschtums].

⁷² Vgl. Sitzungsprotokolle des Abgeordnetenhauses 1939/I. S. 136. Rede Anton Kleins am 22. Juni 1939.

pen« provozierten mit den Volksdeutschen Raufereien und Messerstechereien.⁷³ Trotzdem siegte Mühl mit großer Stimmenmehrheit über Anton Klein, auch Brandt wurde gewählt, Mischung unterlag aber dem Pfeilkreuzler Antal Keck gegenüber.⁷⁴ Noch lange Zeit nach den Wahlen dauerten die heftigen Auseinandersetzungen an. Teleki hatte in seiner Wahlrede in Debrecin/Debrecen an die Adresse der Pfeilkreuzler gerichtet von im Lande rollendem fremdem Geld gesprochen; um nun diesen Vorwurf abzuwehren, verkündeten sie laut die Unterstützung des Volksbunds durch das Deutsche Reich.⁷⁵ Die Volksbündler wiederum warfen den Pfeilkreuzlern das »Grünbuch« vor, dessen Verfasser sie in der Person des nach Deutschland geflüchteten Hungaristen Franz Rothen vermuteten.⁷⁶

»Das Auftreten der Basch-Gruppe bei den ungarischen Parlamentswahlen hatte jedenfalls als Ergebnis, daß den Rechtsextremen Ungarns der Weg nach Deutschland nunmehr versperrt war« — stellte bereits damals der Beobachter fest.⁷⁷ Und tatsächlich, das Verhalten der Pfeilkreuzler bei den Wahlen hat sogar den Zorn des Zentralorgans der reichsdeutschen nationalsozialistischen Parteipresse, des Völkischen Beobachters erregt. Die Sachverständigen der Reichsregierung für Ungarn unterstrichen auf Grund der bei den Wahlen gemachten Erfahrungen noch nachdrücklicher, daß die Pfeilkreuzler mit dem wahren Nationalsozialismus nichts zu schaffen haben; ihr wilder Chauvinismus sei für das Deutschtum in Ungarn gefährlicher als die Halsstarrigkeit der Regierung, denn diese letztere kann niedergekämpft werden; das Deutsche Reich habe überhaupt kein Interesse daran, die Pfeilkreuzler der ungarischen Regierung gegenüber zu unterstützen oder gar ihnen an die Macht zu verhelfen; sie werden nur benötigt, sofern sie in der Innenpolitik die Energien der Regierung binden können und somit dem Deutschen Reich ermöglichen, die Außenpolitik Ungarns leichter zu behandeln.⁷⁸

Das Wahlübereinkommen der Regierungspartei mit dem Volksbund wurde auch von links heftig kritisiert. Besonders von der Kleinlandwirtpartei, für die die schwere Niederlage Anton Kleins besonders schmerzlich war. In Paks demonstrierten 3000 Menschen für Klein und dankten ihm feierlich für sein »tapferes Auftreten« dem Volksbund gegenüber. An dieser Demonstration waren auch Kräfte vertreten, die das Wahlübereinkommen der Regierungspartei mit dem Volksbund von rechts angegriffen hatten.⁷⁹

⁷³ Küm. Pol. fasc. 179. Pos. 21. Nr. 3547/1939. M. E. Nemzetiségi o. fasc. 54, Nr. C 17333/1939.

⁷⁴ J. WEIDLEIN, a. a. O. S. 261–262.

⁷⁵ S. die Szenen, die sich im Parlament anlässlich der Rede Anton Kleins am 22. Juni 1939 abgespielt haben (Sitzungsprotokolle des Abgeordnetenhauses, 1939/I. S. 140).

⁷⁶ Küm. Pol. fasc. 179, Pos. 21, Nr. 2949, 2980/1939.

⁷⁷ M. E. Nemzetiségi o. fasc. 54, Nr. C 17333/1939. Bericht einer Vertrauensperson vom 6. Juni 1939.

⁷⁸ Küm. Pol. fasc. 179, Pos. 21, Nr. 3360/1939. Vertrauliche Mitteilung des aus Ungarn stammenden Berliner Arztes dr. Stefan Steyer zur Orientierung der Reichs- und Parteiorgane: Die ungarischen Parlamentswahlen aus deutschem Blickfeld betrachtet. Berlin, 3. Juni 1939.

⁷⁹ Magyar Nemzet vom 8. Aug. 1939. S. 4.

Für den als Gegengewicht des Volksbunds gedachten Volksbildungsverein bedeutete es einen empfindlichen Prestigeverlust, daß sein Leiter, der Domherr Pintér nicht gewählt wurde; er unterlag im Komitat Raab/Győr dem Kandidaten der Pfeilkreuzler, für den auch viele Deutsche stimmten. Er wurde aber damit entschädigt, daß er zum Mitglied des Oberhauses ernannt wurde.⁸⁰

Bei diesen Wahlen konnte Teleki sein Ziel erreichen: die Regierungspartei zu einem mächtigen Block zu gestalten, der nicht gestürzt und nicht überstimmt werden kann. Er führte einen schweren Schlag gegen die Linksopposition, zu gleicher Zeit gewann jedoch die extreme Rechtsopposition in unerwartetem Maße an Boden. Diese Wahlergebnisse konnten im Deutschen Reich berechtigte Zufriedenheit auslösen: erstens wurde die Regierungspartei eben auf Kosten der, die Ungarnpolitik Deutschlands am meisten störenden Linksopposition gefestigt, und zweitens war zu erwarten, daß der Regierung das Vordringen der Pfeilkreuzler ziemlich viel zu schaffen machen werde, ja daß durch das Anerbieten und das Appellieren der Pfeilkreuzler an das Deutsche Reich die ungarische Regierung gezwungen sein wird, seine Verbindungen zum Deutschen Reich den Pfeilkreuzlern gegenüber selbst enger zu knüpfen.

Wie sehr diese Berechnung real war, erwies sich bereits unmittelbar nach den Wahlen. Auf Einladung des Ministers des Innern Keresztes-Fischer kam der Reichsminister des Innern Frick zu einem privaten Besuch nach Ungarn. Er wurde über die innenpolitischen Probleme der sich nach den Wahlen herausgebildeten Lage orientiert; man war bestrebt, herauszubekommen, inwieweit die ungarische Regierung in ihrem Bemühen, den Einfluß der Pfeilkreuzler zurückzudrängen auf ein wohlvollendes Verhalten der Reichsregierung rechnen könne. Die beruhigende Antwort Fricks wurde mit dem Versprechen honoriert, die Tätigkeit des Volksbunds zu unterstützen.⁸¹ Dann kam der deutsche Pressechef Dietrich nach Ungarn; nach diesem Besuch wurde mit der Maßregelung der Pfeilkreuzlerpresse begonnen, der Preis, der dafür bezahlt werden mußte, war, daß die Presseorgane der Regierung in deutscher Relation einen wärmeren Ton anschlugen.⁸²

Im Juli 1939 kam dann Staatsrat und SS-Obergruppenführer Lorenz nach Ungarn; Lorenz war der zentrale Leiter der — unmittelbar dem Außenminister Ribbentrop unterstellten — Organisierung der Auslandsdeutschen. Er kam in Begleitung des Hauptreferenten für Ungarn im außenpolitischen Amt der NSDAP, dr. Henninger, um sich persönlich über die Lage der deutschen Minderheit in Ungarn zu informieren.⁸³ Die Regierung Teleki hat es in

⁸⁰ M. E. Nemzetiségi o. fasc. 53, Nr. C 15333/1939.

⁸¹ Magyar Nemzet vom 10. Juni 1939. — Der Aufenthalt Fricks in Ungarn: 5–10. Juni 1939.

⁸² Magyar Nemzet vom 14. Juni 1939. — Dietrich wurde übrigens mit Umgehung des Außenamtes zu einem Besuch Ungarns eingeladen (GFM 73/51875, 51934).

⁸³ M. E. Tájékoztatói o. fasc. 4, B 45. Aufzeichnung »Német probléma« [Deutsches Problem].

dieser Zeit dem Volksbund ermöglicht, die Deutschen in der Karpatoukraine zu organisieren.⁸⁴ Lorenz und sein Begleiter waren bestrebt, zu erreichen, daß — den in Rumänien und Jugoslawien erzielten Ergebnissen ähnlich — auch in Ungarn die Einheit der deutschen »Volksgruppe« verwirklicht werde: daß nämlich der Volksbildungsverein, von seiner derzeitigen Leitung befreit, in den Volksbund eingeschmolzen werde.⁸⁵ Volksbündler waren um diese Zeit schon in größerer Zahl in den Volksbildungsverein eingedrungen, ja es stellte sich sogar heraus, daß auch der Zentralsekretär des Vereins, Johann Rippel dem Volksbund an die Hand ging.⁸⁶ Dieser Einschmelzungsversuch scheiterte jedoch an dem Widerstand Telekis.

Die Presse des Deutschen Reiches betonte zwar mit Nachdruck, daß »die Reichsregierung ihr Verhältnis zu fremden Staaten im Endergebnis danach einrichte, wie diese Staaten sich den innerhalb ihrer Grenzen lebenden Volksgruppen gegenüber verhalten«⁸⁷ — in Wirklichkeit wurde jedoch dieser Gesichtspunkt stets den außenpolitischen und wirtschaftlichen Interessen des Reiches untergeordnet. Eben deshalb konnte die Regierung Teleki in der Frage der deutschen Minderheit einen gewissen Widerstand an den Tag legen, weil sie auf Gebieten, die für das Deutsche Reich wichtiger waren, Konzessionen machte. Aus wirtschaftlichem Gesichtspunkt konnte z. B. Deutschland mit Hilfe der Deutsch—Ungarischen Handelskammer zu einem entscheidenden Einfluß gelangen. Im Direktionsrat der Kammer, dessen Vorsitzender András Mecsér war, befand sich die Macht den 6 ungarischen Mitgliedern gegenüber in der Hand der 16 deutschen Mitglieder, doch dienten auch die 6 ungarischen Mitglieder infolge ihrer Interessen in Deutschland vollkommen getreu den deutschen Interessen.⁸⁸ Die wichtigsten Unternehmen gingen in fremde Hände über. Ihre Leiter spielten eine überragende Rolle in der Landesgruppe Ungarn und im Vorstand der ebenfalls zugelassenen ungarländischen Organisation der Deutschen Arbeitsfront (DAF), die die Firmen in Ungarn kontrollierte. Es waren dies veritable Basen des politischen Kundschafterdienstes und der Industriespionage.⁸⁹ Der oberste Informator des Deutschen Außenamtes und

⁸⁴ B. M. Res. 1939 — 8 — 11281.

⁸⁵ M. E. Nemzetiségi o. fasc. 69, Nr. C 16844/1940.

⁸⁶ M. E. Nemzetiségi o. fasc. 53, Nr. C 15350/1939.

⁸⁷ Zitiert aus der Folge vom 24. Juni 1939 der Münchner Neuesten Nachrichten vom Münchner ungarischen Generalkonsulat. Bericht vom 26. Juni. Küm. Pol. fasc. 179, Pos. 21, Nr. 3375/1939.

⁸⁸ B. M. Res. 1939 — 8 — 12933. Aufzeichnung Sombors. Budapest, 14. Aug. 1939.

⁸⁹ Der »Photofachzirkel« der DAF, der seine Räume im Budapester deutschen Konsulat hatte, »hat in Ungarn schon fast alles photographiert, was ihre Neugier unter militärischem Blickwinkel erregt hatte«. Aufzeichnung Sombors, Budapest, 17. Mai 1940 (B. M. Res. 1940 — 2 — 9484). — »Die Agenten und Ingenieure der I. G. Farbenindustrie suchen unter verschiedenem Vorwand sämtliche Fabriken Ungarns auf, machen über deren Einrichtung, über ihre Fabrikate, ihre sämtlichen technischen und Betriebsgeheimnisse Aufzeichnungen und senden diese nach Berlin. Ja, die Leute der I. G. Farben gehen so weit, die benötigten Betriebsgeheimnisse so zu verschaffen, daß sie Angestellte bestechen, ihnen Posten in Deutschland verschaffen.« (M. E. Nemzetiségi o. fasc. 54, Nr. C 160152/1939.)

des Propagandaministeriums über Ungarn war der Generaldirektor des Exportunternehmens Transdanubia, Otto Braun, der auch zu den Pfeilkreuzlern Verbindungen unterhielt.⁹⁰ In den Direktionsräten der ungarischen Firmen tauchten immer mehr in Ungarn lebende Reichsdeutsche auf. Die Linksoption protestierte gegen die wirtschaftliche und politische Auslieferung des Landes,⁹¹ die Regierung unternahm jedoch keinerlei wirksamere Schritte. Den Vorrang hatte die Freundschaft mit dem Deutschen Reich, zu deren Pflege im Juli die Ungarisch—Deutsche Gesellschaft geschaffen wurde. Den Vorsitz führte in dieser der frühere Ministerpräsident Kálmán Darányi und nach dessen Tode András Tasnádi Nagy.⁹²

Die ungarische Regierung trachtete, die Besprechungen mit Reichsinnenminister Frick zur Klärung einiger beunruhigender Fragen zu benutzen. Die eine war das Problem von Ödenburg/Sopron und seiner Umgebung. Seit dem Anschluß ging hier ständig das Gerücht um, das Deutsche Reich werde dieses Gebiet früher oder später annektieren.⁹³ Es wurde tatsächlich Propagandamaterial mit Landkarten verteilt, auf welchen diese Gegend schon als organischer Bestandteil des Deutschen Reiches dargestellt war.⁹⁴ Um den ungarischen Charakter Ödenburgs und seiner Umgebung zu sichern, schlug der Außenminister Csáky durch die Person Fricks vor, die Bevölkerung der dortigen kleinen deutschen Dörfer gegen die ungarische Bevölkerung der Gemeinde Engerau bei Preßburg/Pozsonyligetfalu auszutauschen; diese Ortschaft wurde nämlich durch den Wiener Schiedsspruch aus strategischen Gründen von der Tschechoslowakei abgetrennt und dem Deutschen Reich einverleibt. Die Reichsregierung verständigte jedoch am 2. Oktober 1939 — ohne dies irgendwie zu begründen — die ungarische Regierung, daß sie den Plan nicht akzeptiere.⁹⁵

Das zweite beunruhigende Problem war für die ungarische Regierung der Umstand, daß die keine Arbeit findenden deutschen Agrarproletarier Transdanubiens zu Tausenden ins Deutsche Reich gingen. In Ungarn gab es im Jahre 1939 an die 40 000 beschäftigungslose Landarbeiter. Um den einheimischen Arbeitsmarkt zu entlasten, wurde mit dem Deutschen Reich ein Übereinkommen getroffen, wonach 11 000 landwirtschaftliche Arbeiter amtlich nach Deutschland vermittelt werden konnten. (Auf Grund eines ähnlichen Übereinkommens wurden 1000 Arbeiter nach Frankreich vermittelt.⁹⁶) Die so

⁹⁰ O. L. Kozma-iratok [= Schriften Kozmas]. fasc. 10. Adatgyűjtemény 1939 (= Datensammlung 1939). II. Vertrauliche Berichte aus Berlin, 23. Sept. und 2. Okt. 1939.

⁹¹ Sitzungsprotokolle des Abgeordnetenhauses 1939/I. S. 279—280: Rede Béla Vargass am 28. Juni 1939, Zwischenrufe Endre Bajcsy-Zsilinszkys.

⁹² Die mit der Gründung der Gesellschaft zusammenhängenden Verhandlungen führte Darányi mit dem Staatsrat, SS-Obergruppenführer Lorenz (GFM 73/51843—4).

⁹³ B. M. Res. VII. 1940 — 8 — 6069 und M. E. Nemzetiségi o. fasc. 53, Nr. C 16159/1939.

⁹⁴ Magyar Nemzet vom 4. Apr. 1939, S. 10.

⁹⁵ Küm. Pol. fasc. 178, Pos. 21, Nr. 3076, 7015/1939.

⁹⁶ Protokoll des Ministerrates vom 20. Jan. 1939; ferner Sitzungsprotokolle des Abgeordnetenhauses 1939/XXII. S. 139: Rede des Abgeordneten Géza Malasits am 3. März 1939.

vermittelten Leute waren meistens Magyaren aus der Ungarischen Tiefebene und aus dem Gebiet jenseits der Theiß, die infolge Nichtkenntnis der Sprache durch fremde Ideen weniger infiziert werden konnten, auch standen sie unter der Kontrolle von mitfahrenden Amtspersonen, ja auch von Seelsorgern.⁹⁷ Ihr im voraus festgelegter Lohn war mäßig, auch vertrugen sie die deutsche Kost schwer, so daß sie sich für die Verhältnisse in Deutschland nicht besonders begeisterten.

Der in der Landwirtschaft und im Baugewerbe herrschende Arbeitermangel veranlaßte jedoch die Großgrundbesitzer und Bauunternehmen Deutschlands, Werbeagenten nach Ungarn, in die von Deutschen bewohnten Gebiete Transdanubiens zu entsenden, wo sie deutsche Agrarproletarier, die aus der offiziellen Aktion absichtlich ausgelassen wurden, anwerben konnten, also Leute, bei deren Lenkung sprachliche Schwierigkeiten nicht in Frage kamen. Auf Grund ihrer Verlockungen haben die Arbeitsuchenden massenhaft um die Ausstellung von Pässen angesucht;⁹⁸ da jedoch von den ungarischen Behörden die Deponierung einer Kautions von 80 Pengő – einer für sie unerschwinglichen Summe – verlangt wurde, wählten sie den illegalen Weg in die Fremde.⁹⁹ Da die Grenzen nur schwach und oberflächlich kontrolliert wurden, konnten sie ohne besondere Schwierigkeiten, in ganzen Gruppen das Land verlassen.¹⁰⁰ Bei ihrer Verpflichtung kamen die Gesetze von Angebot und Nachfrage frei zur Geltung, so erreichten sie relativ hohe Löhne, die sogar Aussicht auf bedeutendere Ersparnisse boten. Unter solchen Umständen waren sie bereit, bei dürftigerer Kost täglich auch 10 bis 11 Stunden schwer zu arbeiten.¹⁰¹

Die ungarische Regierung befürchtete, daß diese Leute »vom Gedanken der großdeutschen Zusammengehörigkeit durchdrungen« heimkehren werden; daß sie die nationalsozialistischen Verhältnisse den in Ungarn herrschenden Verhältnissen gegenüber preisen werden, ja man könne froh sein, daß manche nicht ausgesprochen als Agitatoren geschult würden.¹⁰² Der Minister des Innern

⁹⁷ Ministerratsprotokolle vom 28. März und 23. Mai 1939.

⁹⁸ »Die meisten Gesuchsteller berufen sich darauf, daß sie schon längere Zeit arbeitslos sind, keine Anstellung finden und deshalb nach Deutschland gehen, wo es Arbeitsgelegenheiten gibt.« (M. E. Nemzetiségi o. fasc. 53, Nr. C 15885/1939. Bericht des III. Korpskommandos Steinamanger/Szombathely, 15. Febr. 1939.)

⁹⁹ Küm. Pol. fasc. 179. Pos. 21, Nr. 5008/1939. Bericht des Münchner ungarischen Generalkonsulats, 10. Juni 1939.

¹⁰⁰ »Es gehört schon fast in ein Witzblatt, daß z. B. in Karlburg/Oroszvár ein Grenzüberräuber an der Landstraße eine Tafel anbrachte, weil er etwas anderes zu tun hatte, und die die Grenze überschreitenden Personen aufforderte, sich in das in einer Entfernung von mehreren Kilometern befindliche Wachlokal zu begeben, um ihre Reisepässe abstempeln zu lassen. In Steinamanger/Szombathely wurde eine Tafel ausgehängt, sie seien auf Schießübungen gegangen.« (B. M. Res. 1939 – 2 – 15289.)

¹⁰¹ Küm. Pol. fasc. 179, Pos. 21, Nr. 5008/1939. Bericht des Wiener ungarischen Generalkonsulats, 26. Juni 1939; ferner der Bericht des Münchner ungarischen Generalkonsulats, 13. Juli 1939. Bei Arbeiten in Deutschland konnten sie das Zwei-, ja sogar das Dreifache der heimischen Löhne erhalten. (Vgl. F. LENCSE: *Summások* [Gedingearbeiter]. Magyar Szemle. Augustnummer 1941, S. 102.)

¹⁰² Ebd. Bericht des Münchner ungarischen Generalkonsulats, 7. Dez. 1938.

beantragte, die Grenzwachen zu verstärken, der Landesverteidigungsminister hielt dies jedoch »mit besonderer Rücksicht auf das bestehende freundschaftliche Verhältnis zu Deutschland« nicht für möglich.¹⁰³ Hingegen wurde beschlossen, den ohne Paß ins Ausland gegangenen Leuten (ungefähr 30 000 Personen) nicht mehr zu ermöglichen, ihre Ersparnisse nach Hause zu überweisen.¹⁰⁴ Damit hat die Arbeit in Deutschland ihren Sinn verloren: sie wußten mit dem bei mangelhafter Kost und mit schwerer Arbeit erworbenen Geld in den Arbeiterunterkünften nichts anzufangen; sie waren gezwungen, dasselbe für den Ankauf von Fahrrädern, Photoapparaten und Harmonikas zu verwenden, während ihre Familien in der Heimat Hunger litten und vergebens auf ihre Hilfe warteten. Nun wollten sie schon heimkehren und lieber die zu erwartende Strafe auf sich nehmen. Die Grundbesitzer und Unternehmer versuchten vergebens, sie durch höhere Löhne zurückzuhalten. Auf Grund der Besprechungen des Reichsministers Frick mit der ungarischen Regierung begann die sich bisher passiv verhaltende deutsche Polizei der Sache nachzugehen und festzustellen, daß ein Großteil der aus Ungarn gekommenen Arbeiter keinen Paß besitzt, was den im Reich geltenden Vorschriften über Aufenthalt und Anstellung fremder Staatsbürger nicht entspricht.¹⁰⁵ Die Regierung Teleki begnügte sich jedoch nicht damit, die Übernahme von Arbeit in Deutschland in legale Bahnen zu lenken, sie wollte das Übereinkommen über die offizielle Vermittlung von 11 000 landwirtschaftlichen Arbeitern nach Deutschland für das folgende Jahr nicht erneuern.¹⁰⁶ Dies hat jedoch in Berlin eine so heftige Empörung ausgelöst, daß sich Teleki genötigt sah, den diesbezüglichen Beschluß des Ministerrats abzuändern.¹⁰⁷

Die Regierung Teleki machte Anstrengungen, das ungarländische und besonders das deutsche Agrarproletariat dem reichsdeutschen nationalsozialistischen Einfluß zu entziehen, traf jedoch keinerlei ernstere Verfügungen, um die soziale Lage dieser Schichten zu verbessern, ihnen eine Existenz zu sichern.¹⁰⁸ Die nationalistische Nationalitätenpolitik der Regierung hielt es

¹⁰³ Zuschrift des Ministers des Innern vom 26. Okt. 1939 an den Landesverteidigungsminister und dessen Antwort vom 5. Dez. B. M. Res. 1939 — 2 — 15289.

¹⁰⁴ B. M. Res. 1939 — 8 — 5548. Aufzeichnung über die in Angelegenheit des illegalen Arbeitseintritts in Deutschland abgehaltene interministerielle Konferenz. Budapest, 18. Juli 1939.

¹⁰⁵ Küm. Pol. fasc. 179, Pos. 21, Nr. 5008/1939. Bericht des Münchner ungarischen Generalkonsulats. 2. Aug. 1939.

¹⁰⁶ Wie auch die am 9. Aug. 1939 gehaltene Rede Zoltán Tildys bezeugt, wurde die Abstellung des Arbeiterexports nach Deutschland von den Arbeitgebern energisch betrieben, um das Ansteigen der Löhne der landwirtschaftlichen Arbeiter in Ungarn zu verhindern (Sitzungsprotokolle des Abgeordnetenhauses 1939/I. S. 481).

¹⁰⁷ Küm. Pol. fasc. 182, Pos. 21, Nr. 2607/1940. Tagesbericht Vörösmarty. Budapest, 15. Mai 1940.

¹⁰⁸ Die Regierung Teleki hat den im Ministerrat vom 20. Jan. 1939 noch aufgeworfenen Gedanken nicht beachtet, daß nämlich »die Ableitung des großdeutschen Gedankens nur durch soziale Fürsorge erreicht werden kann, indem das Fortkommen der Arbeiter und im allgemeinen der niedrigeren Klassen durch Annäherung an die Lage der Arbeiterschaft Deutschlands erleichtert wird« (Ministerratsprotokoll vom 20. Jan. 1939).

für unstatthaft, »die Nationalitäten zu kräftigen«; und wenn die Massen der magyarischen Agrarproletarier keine Arbeit finden, keinen Boden erhalten konnten, konnten die nicht-magyarischen Schichten der armen landwirtschaftlichen Arbeiter um so weniger damit rechnen. Damit kann erklärt werden, daß gerade diese Agrarproletarier-Armbauernschicht die gesellschaftliche Basis des die ungarländischen Deutschen eifrig organisierenden Volksbunds wurde.¹⁰⁹

Auf dem Gebiete der Forderungen des Volksbunds zeigte sich die Regierung am ehesten in Schulfragen nachgiebig. Für das Schuljahr 1939/40 wurden der deutschen Minderheit einige Bürger- und Mittelschulen und in Budapest ein Lehrerbildungslyzeum bewilligt.¹¹⁰ In den Volksschulen der deutschen Gemeinden wurde mit Ausnahme der »landeskundlichen Gegenstände« (ungarische Sprache und Literatur, Geschichte und Geographie) der deutschsprachige Unterricht genehmigt,¹¹¹ was jedoch in vielen Orten praktisch nicht durchgeführt werden konnte, weil der Lehrer gar nicht deutsch konnte.¹¹² In den Mittel- und Bürgerschulen mit deutscher Unterrichtssprache ermöglichte es Teleki, Geographie, Geschichte und Verfassungslehre in deutscher Sprache vorzutragen, dagegen »solle die ungarische Sprache lieber bei solchen Gegenständen zur Geltung kommen, bei denen die Bedeutung des sprachlichen Ausdrucks geringer ist«.¹¹³ Hingegen wurden für keinen einzigen Schultypus Schulbücher zugelassen, in denen nationalsozialistische Ansichten zur Geltung gekommen oder Hitler verherrlichende Gedichte enthalten gewesen wären.¹¹⁴ Außer diesen Verfügungen in der Schulfrage wurde dem Volksbund noch gestattet, eine Sammlung für ein in Budapest zu errichtendes Deutsches Haus zu veranstalten.¹¹⁵

Es ist offensichtlich, daß diese Verfügungen den viel weiter gehenden Ansprüchen des Volksbunds bei weitem nicht entsprochen haben. Das Wesentliche dieser Forderungen war die Erringung des Volksgruppenrechts, in welchem Falle die »Volksgruppe« in Schulfragen ebenso selbst verfügen könnte wie in sozialen und wirtschaftlichen Fragen. Diese Volksgruppen-Autonomie stieß jedoch in der Presse und in der öffentlichen Meinung auf solchen Widerstand, daß ihre offene Verkündung auf Schwierigkeiten stieß. Deshalb benutzte Basch bei den Werbeversammlungen des Volksbunds in der Provinz oft Wendungen, die den anwesenden Amtsorganen genehmer erschienen. »Dem

¹⁰⁹ »Den Volksbund unterstützen hauptsächlich Häusler, Besitzlose« (M. E. Nemzetiségi o. fasc. 53, Nr. C 16159/1939).

¹¹⁰ M. E. Nemzetiségi o. fasc. 55, Nr. G 18902/1939.

¹¹¹ Ebd. Nr. G 18895/1939.

¹¹² Ebd. Nr. G 19420/1939.

¹¹³ Ebd. fasc. 70, Nr. C 17656/1940. — Brief Telekis an den Kultusminister Hóman. 21. Aug. 1939.

¹¹⁴ Ebd. fasc. 55, Nr. G 19401/1939.

¹¹⁵ M. E. Nemzetiségi o. fasc. 53, Nr. C 15709/1939.

Deutschtum müssen schon deshalb die völkischen Rechte gewährt werden, damit die in den abgetrennten Gebieten lebenden deutschen Nationalitäten die Auferstehung des tausendjährigen Sankt Stephansreiches für wünschenswert erachten.¹¹⁶ Über die wirklichen Pläne des Volksbunds sprach zu dieser Zeit eher die Zeitschrift der europäischen deutschen Volksgruppen »Nation und Staat«, die in ihrer Juli-August-Nummer des Jahres 1939 den Forderungen des ungarländischen Volksbunds einen ausführlichen Artikel gewidmet hat; in diesem wurde verraten, ihr Ziel sei, unbeschränkte Verbindung des ungarländischen Deutschtums mit dem Deutschen Reich zu erreichen, für die deutschen Schulen reichsdeutsche Lehrer zu verpflichten, die Freiheit der nationalsozialistischen Weltanschauung in Ungarn zu erkämpfen, das Aufsichtsrecht der völkischen Minderheit über die staatlichen Institutionen geltend zu machen, das Deutschtum in Ungarn mit ausschließlichem Recht zu organisieren und zu vertreten, die Magyarisierten zu dissimilieren.¹¹⁷

In diesen Sommermonaten erhielt der Volksbund aus dem deutschen Reich die Weisung, »sich jedweder Äußerung zu enthalten, die provozierend wirken könnte«.¹¹⁸ Auch verstummten seine früheren heftigen Vorwürfe, daß in Ungarn ein Buch erscheinen konnte, das tendenziös bestrebt ist, in den Augen des Lesers das wirtschaftliche und militärische Potential Deutschlands herabzusetzen.¹¹⁹ All dies geschah mit Rücksicht darauf, daß man deutscherseits bestrebt war, Ungarn zu bewegen, an dem vorbereiteten Angriff auf Polen in irgendeiner Weise teilzunehmen. Als die ungarische Regierung eine abschlägige Antwort erteilte und auch den Durchzug deutscher Truppen über ungarisches Gebiet verweigerte, nach Ausbruch der Feindseligkeiten die Aufnahme der Massen polnischer Flüchtlinge verfügte, änderte sich natürlich das Verhalten des Deutschen Reiches. Ungarn wurde nicht so sehr unmittelbar als mittelbar, jedoch ungemein scharf und gefährlich angegriffen. Der slowakische faschistische Marionettenstaat, der an der Seite Deutschlands am Feldzug gegen Polen teilnahm, wurde gegen Ungarn aufgehetzt, und er hätte, sich auf seine Verdienste als Waffenbruder berufend, gerne wenigstens den von Slowaken bewohnten Teil des durch den Wiener Schiedsspruch an Ungarn zurückgefallenen Gebietes zurückerhalten. Das Deutsche Reich hat durch die Presse des slowakischen faschistischen Marionettenstaates die Verhältnisse in Ungarn auch im allgemeinen mit solch ungezügelter Derbheit angreifen können, wie man

¹¹⁶ M. E. Nemzetiségi o. fasc. 53, Nr. C 15110/1939. Bericht des Obergespanns des Komitats Batschka/Bács-Bodrog über die in der Gemeinde Gara gehaltene Rede Baschs. Baja, 28. Juli 1939.

¹¹⁷ Küm. Pol. fasc. 179, Pos. 21, Nr. 3995/1939. Bericht des Berliner ungarischen Gesandten Sztójay. Berlin, 10. Aug. 1939.

¹¹⁸ M. E. Tájékoztatói o. fasc. 7, Nr. B 151. Bericht des Berliner Sekretariats der Ungarischen Revisionsliga. Berlin, 31. Aug. 1939.

¹¹⁹ Es handelt sich um folgendes Buch: I. LAJOS: *Németország háborús esélyei a német szakirodalom tükrében* [Die Kriegschancen Deutschlands im Spiegel der deutschen Fachliteratur]. Pécs 1939 (GFM 73/51928, 51933, 51936).

es sich unmittelbar nicht gestatten konnte; sein Ziel war nämlich nicht, Ungarn durch unmittelbare Angriffe zu entfremden, sondern indirekt, durch die slowakischen Angriffe in seine Arme zu treiben. Auch in der Angelegenheit der deutschen »Volksgruppe« in Ungarn erhob es nicht so sehr unmittelbar sein Wort als eher durch den Mund des Führers der Deutschen in der Slowakei, Karmasin, der die slowakische Lösung als nachzuahmendes Beispiel hinstellte, wie die Lage einer deutschen Minderheit im Staate auf Grund des Volksgruppenrechts geregelt werden könne. Durch Karmasin erfolgte die verschleierte Drohung, Ungarn werde — falls es die Zeichen der Zeit nicht verstehe — als ein sich selbst überlebtes Gebilde von der Landkarte des neuen Europa verschwinden.¹²⁰

Als durch die deutsche Aggression gegen Polen der zweite Weltkrieg ausgelöst wurde, ergab sich für die Regierung Teleki die Gelegenheit, außerordentliche Maßnahmen zu ergreifen. Diese waren hauptsächlich berufen, den links- und rechtsoppositionellen Parteien und Organisationen die Organisationsmöglichkeiten zu nehmen und ihre Tätigkeit auch sonst zu beschränken, ihre Presse der Zensur zu unterziehen. Diese beschränkenden Maßnahmen trafen auch den Volksbund, einstweilen wurde der Prozeß der Gründung neuer Ortsgruppen gehemmt.¹²¹ Doch wenn auch formell neue Ortsgruppen nicht gegründet werden konnten, ruhte in Wirklichkeit die geheime Organisationsarbeit keine Minute. Einem entschiedenen und energischen Auftreten dem Volksbund gegenüber war die ungarische Regierung aus außenpolitischen Gründen abgeneigt.

Nach Beendigung des Polenfeldzugs hielt Hitler am 6. Oktober 1939 vor dem Reichstag eine große Rede. In dieser streifte er zwar kurz, jedoch in freundlichem Ton das Verhältnis des Deutschen Reichs zu Ungarn; seinen Ärger über das Verhalten Ungarns in der polnischen Angelegenheit und über dessen »Englandfreundschaft« zeigte er nicht vor der Weltöffentlichkeit. Nachdem er die Aggression gegen Polen zu rechtfertigen versuchte und dann allgemeine Phrasen über seinen Friedenswillen verkündete, folgte in seiner Rede ein Passus, der in den südosteuropäischen Ländern, so auch in Ungarn ungemein großes Interesse erweckte. Es war dies die kurze Erklärung, daß die — unter den Staaten viele überflüssige Reibungsflächen bildenden — ethnographischen Verhältnisse in Ost- und Südosteuropa geregelt werden müssen und daß das Deutsche Reich im Zuge dieser Regelung die in diesen Ländern lebenden Splitter seines Volkes rücksiedeln werde. Hitler nannte die in Betracht kommenden Länder nicht konkret, so daß der Glaube erweckt wurde,

¹²⁰ L. TILKOVSKY: *Magyar - szlovák viszony és szlovák nemzetiségi mozgalom Magyarországon a bécsi döntés után (1938—1941)* [Ungarisch—slowakisches Verhältnis und slowakische nationale Bewegung in Ungarn nach dem Wiener Schiedsspruch (1938—1941)]. Századok, Jhg. 1964, Nr. 3. S. 388.

¹²¹ M. E. Nemzetiségi o. fasc. 70, Nr. C 17502/1940 und fasc. 69, Nr. 17654/1940.

es handle sich um die Anwendung eines allgemeinen Prinzips. Auch die ungarische Regierung begann zu hoffen, sie werde diese Last bald los werden.¹²²

Nach der Rede Hitlers begann das Deutsche Reich sogleich Verhandlungen mit den Regierungen Estlands, Lettlands und Litauens über die Rückführung der dort lebenden Deutschen. Es handelte sich um ungefähr 65 000 Personen in Estland, 15 000 in Lettland und 40 000 in Litauen. Die Verhandlungen wurden erfolgreich abgeschlossen und bis Ende 1939 kehrte der überwiegende Teil der in den baltischen Staaten lebenden Deutschen heim ins Reich, wo sie hauptsächlich in Oberschlesien und in den von Polen eroberten Gebieten angesiedelt wurden. Das am 3. November mit der Sowjetunion getroffene Übereinkommen betraf 100 000 dortige Deutsche; auch deren Rückführung begann im selben Jahre. Als Ende November der Krieg zwischen Finnland und der Sowjetunion ausbrach, kam es auch zur Rückführung der in Finnland lebenden Deutschen. Und der Umstand, daß Deutsche nicht nur aus dem Osten repatriiert wurden, sondern daß auch aus Italien ca. 8000 Südtiroler ins Deutsche Reich übersiedelt wurden, erweckte den Anschein, es handle sich um die konsequente und rasche Verwirklichung eines allgemein gültigen Prinzips.¹²³ Die ganze Frage wurde anfangs auch von der Presse des Volksbunds in diesem Sinne behandelt und dabei betont, es sei ein charakteristischer Zug der wirklichen Volksdeutschen, daß sie dem Befehl des Führers blindlings Folge leisten.¹²⁴ Dies kann teilweise auch damit erklärt werden, daß sie aus Berlin keinerlei Mitteilungen über die dortigen konkreten Pläne in Angelegenheit des Deutschtums in Ungarn erhielten. Und dies geschah wahrscheinlich, weil man auch in Berlin in dieser Beziehung keine herausgebildeten konkreten Vorstellungen hatte.¹²⁵

Das die gesellschaftliche Basis des Volksbunds bildende deutsche Agrarproletariat Ungarns verschloß sich nicht dem Gedanken einer Überführung ins Deutsche Reich, denn es wurde von der nazistischen Propaganda verkündet, daß die übersiedelnden Familien Haus mit Garten, sicherer Lebensunterhalt, soziale Fürsorge und Kultur erwarten. Die über Grund und Boden und Vieh verfügende deutsche Bauernschaft war jedoch über die Nachrichten einer Übersiedlung, die von der Presse in Ungarn ausführlich behandelt wurden, bestürzt; sie wandten sich vom Volksbund ab, der bestrebt war, auch diese

¹²² Küm. Pol. fasc. 178, Pos. 21, Nr. 7230/1939. Bericht des Berliner ungarischen Gesandten Sztójay. Berlin, 11. Okt. 1939.

¹²³ Küm. Pol. fasc. 183, Pos. 21, Nr. 234/1941. Zusammenfassender Bericht der Berliner ungarischen Gesandtschaft vom Jahre 1939.

¹²⁴ J. HAJDÚ—B. C. TÓTH, a. a. O. S. 33.

¹²⁵ Prof. Karl Haushofer, ein Vertrauter Hitlers vertrat den Standpunkt, man sollte die ungarländischen Deutschen nach Siebenbürgen umsiedeln und an ihre Stelle die dortigen Ungarn ins »Mutterland« bringen. (M. E. Nemzetiségi o. fasc. 64, Nr. O 19892/1939. Bericht einer Vertrauensperson. Budapest, 30. Okt. 1939.)

Schicht seinem Einfluß zu unterziehen; ja die Leute begannen sogar, ungarisch zu sprechen, um ihr Deutschtum zu verschleiern.¹²⁶

Die Sondierungen der ungarischen Regierung ergaben, daß einstweilen keinerlei Anzeichen vorliegen, daß man das ungarländische Deutschtum ins Deutsche Reich übersiedeln wolle.¹²⁷ Die in den Kreisen des ungarländischen Deutschtums entstandene Unruhe kam der ungarischen Regierung aber sehr gelegen, und sie trachtete, diese Unruhe durch Flüsterpropaganda weiter zu steigern, die Nachricht verbreitend, daß es zur Übersiedlung kommen werde. Sie erkannte nämlich richtig den günstigen psychologischen Moment, um die Agitation des Volksbunds zurückzudrängen, die bodenbesitzende Bauernschaft in Gegensatz zum Volksbund zu bringen. Das Netz des auf der ungarischen Intelligenz, Geistlichen, Beamten, wohlhabenderen Gewerbetreibenden der Provinz fußenden Nationalschutzdienstes war in deutschsprachigen Gebieten bestrebt, die Gemüter in diesem Sinne zu erregen.¹²⁸ Und an die durch die Geheimpolizei ermittelten Adressen der Volksbündler wurde ein — von ungarischen Agenten in Berlin aufgegebenes — in Frakturschrift vervielfältigtes falsches Rundschreiben gerichtet, in welchem auf raffinierte Weise die eine Übersiedlung ins Reich erwartenden Leute zu Geduld ermahnt werden; sie sollten ruhig abwarten, bis im Reich der detaillierte, genaue Plan über ihre Versorgung ausgearbeitet wird, denn es sei dies keine leichte Frage; die Übersiedlung der Menschen bilde zwar keine unlösbare Aufgabe, doch das Gehöft, der Boden, das Vieh, die landwirtschaftliche Ausrüstung bleiben zurück.¹²⁹

Die Führer des Volksbunds sahen natürlich die drohende Gefahr. Basch hatte schon einige Erfahrungen, daß Berlin notfalls die Sache der ungarländischen Volksgruppe anderen, für wichtiger gehaltenen Interessen des Reiches unterordne und befürchtete offenbar, daß die Reichs- und die ungarische Regierung eventuell auch jetzt irgendein Übereinkommen getroffen haben oder treffen werden, und deshalb forderte er von der ungarischen Regierung am 17. November eine Erklärung, daß sie nicht die Absicht habe, die ungarländischen Deutschen auszusiedeln. Diese Forderung wurde vom Außenminister Csáky abgewiesen; er meinte, die ungarische Regierung habe keinerlei Grund, eine solche Erklärung abzugeben, da ja die Frage der Übersiedlung nicht von ihr, sondern vom Deutschen Reich aufgeworfen wurde.

¹²⁶ Küm. Pol. fasc. 178, Pos. 21, Nr. 404/1939. Vertraulicher Bericht der Polizeiexpositur Straßbommerein/Hegyeshalom. 9. Dez. 1939.

¹²⁷ Aufzeichnung des Staatssekretärs im Außenministerium Woermann vom 9. Okt. 1939 über Anfragen der ungarischen und der jugoslawischen Regierung und die darauf erteilte ausweichende Antwort (GFM 73/52082). — Bericht Sztójay über die Sondierungen des Innenministers i. P. Miklós Kozma in Berlin beim Reichsinnenminister Frick. Berlin, 17. Nov. 1939 (Küm. Pol. fasc. 179, Pos. 21, Nr. 7930/1939).

¹²⁸ M. E. Nemzetiségi o. fasc. 73, Nr. G 16401/1940. Zusammenfassender Bericht auf Grund der Nationalschutzdienst-Lageberichte vom Januar 1940.

¹²⁹ M. E. Nemzetiségi o. fasc. 69, Nr. C 17114/1940.

Die Aufwerfung der Frage geschah übrigens nur im allgemeinen, ein konkreter Antrag oder Aufforderung bezüglich einer Übersiedlung der in Ungarn lebenden Deutschen wurde bisher vom Deutschen Reich an die ungarische Regierung noch nicht gestellt. Basch hat nun um die Erlaubnis, daß der Volksbund eine beruhigende Erklärung abgeben könne. Csáky war geneigt, der Veröffentlichung einer Erklärung des Volksbunds zuzustimmen, in der es heißt, daß »die Frage *derzeit* nicht aktuell sei«. ¹³⁰ So entstand das Rundschreiben des Volksbunds, in welchem mitgeteilt wird, daß bezüglich der ungarländischen Deutschen »niemals von einer Übersiedlung die Rede war«. ¹³¹

Ende November anfangs Dezember fuhren die Führer des Volksbunds in ihren Autos verzweifelt in den von Deutschen bewohnten Gebieten des Landes umher, um den Zerfall ihrer Organisationen aufzuhalten. ¹³² Basch war hierbei in den deutschen Dörfern das Komitats Batschka/Bács-Bodrog auch der deutsche Generalkonsul von Szegedin/Szeged behilflich. Die der Regierungspartei angehörenden Volksbund-Abgeordneten Brandt und Mühl bereiteten unter dem Vorwand, ihren Wählern bei Erledigung ihrer Angelegenheiten behilflich zu sein, wochenlang das Land, um die angeschlagenen Volksbund-Organisationen wieder in Ordnung zu bringen. ¹³³

Im Zusammenhang mit der Übersiedlungsfrage nahm in einem Teil der extremen Rechten der Nationalismus überhand; ¹³⁴ ein anderer Teil war jedoch der Ansicht, daß sich nun eine günstige Gelegenheit ergebe, dem Deutschen Reich zu beweisen, daß man keinen Grund habe, wegen des unangebrachten deutschfeindlichen Benehmens einiger irreführender Pfeilkreuzler gelegentlich der Wahlen die Pfeilkreuzlerbewegung zu verurteilen. Im Abgeordnetenhaus richtete der Abgeordnete der Pfeilkreuzlerpartei, Lajos Jándl am 13. Dezember an den Ministerpräsidenten eine Interpellation, worin er behauptete, daß die Unruhestiftung unter der deutschen Bevölkerung in Sachen der Übersiedlung unter Assistenz der Regierung und auch seitens Amtspersonen geschah. Diese an die Adresse des Deutschen Reichs gerichtete offenbare Denunziation löste im Abgeordnetenhaus große Empörung aus. Die erregten Zwischenrufe übertröteten sogar die Glocke des Präsidenten, die Sitzung mußte unterbrochen werden. ¹³⁵ Die Interpellation wurde von Teleki weder damals noch später beantwortet. Das Ministerpräsidium und das Außenministerium waren nämlich

¹³⁰ M. E. Nemzetiségi o. fasc. 69, Nr. C 15439/1940. Aufzeichnung Ottlik's. Budapest, 17. Nov. 1939.

¹³¹ M. E. Nemzetiségi o. fasc. 69, Nr. C 17114/1940. Bericht des Obergespanns des Komitats Branau/Baranya, Iván Blaskovich. Pécs, 28. Nov. 1939.

¹³² Ebd. Bericht Blaskovich's vom 13. Dez. 1939.

¹³³ M. E. Nemzetiségi o. fasc. 69, Nr. 17654/1940. Bericht dr. József Majors, des Sekretärs der Regierungspartei im Komitat Batschka/Bács-Bodrog. Baja, 26. Febr. 1940.

¹³⁴ Sitzungsprotokolle des Abgeordnetenhauses 1939/III. S. 255. Rede Zoltán Meskós, 21. Nov. 1939.

¹³⁵ Sitzungsprotokolle des Abgeordnetenhauses. 1939/IV. S. 63—65. Interpellation Lajos Jándl's. 13. Dez. 1939.

einstimmig der Auffassung, daß es in der gegebenen Lage besser sei, die Interpellation unbeantwortet zu lassen.¹³⁶

Die Regierung bediente sich einer eigenartigen Methode, um den Vorwurf, sie habe die Frage der Umsiedlung zu Unruhestiftung benutzt, abzuweisen. Sie trat gegen jene Fraktionen der Pfeilkreuzler auf, die die Aussiedlung auch offen forderten. So wurde z. B. das Wochenblatt *Nemzeti Élet* [Nationales Leben] wegen eines Artikels von László Budaváry auf eine gewisse Zeit verboten. Dieser Artikel brachte schon in seinem Titel »*Mennek, vagy nem mennek?*« [Gehen sie, oder gehen sie nicht?] die nationale Ungeduld zum Ausdruck.¹³⁷ An die Adresse des Deutschen Reichs erfolgte auch eine andere Geste: gegen den Jugendführer des Volksbunds, Matthias Huber wurde wegen Schmähung der ungarischen Nation das Gerichtsverfahren eingeleitet; Lorenz intervenierte in dieser Angelegenheit und der Reichsverweser verfügte am 5. Januar 1940 die Einstellung des Verfahrens.¹³⁸

In den ersten Monaten des Jahres 1940 war das Verhalten des Volksbunds der Regierung gegenüber durch das Bestreben gekennzeichnet, Loyalität zu zeigen; auch die Reichspresse war bemüht, derartige Enunziationen Baschs herauszustreichen. Zu dieser Zeit waren nämlich die Vorbereitungen zum großen Feldzug des Deutschen Reichs in Nord- und Westeuropa in vollem Gange, und es hätte störend gewirkt, wenn sich im Rücken des Reichs die Verhältnisse aus irgendeinem Grunde zugespitzt hätten. Teleki war bestrebt, diese vorübergehende Ruhe auszunutzen und den Volksbund zu schwächen und diesem gegenüber die Reihen des Volksbildungsvereins zu ordnen. Sämtliche Obergespäne der Komitate wurden zu einer Besprechung einberufen und aufmerksam gemacht, daß zwischen Volksbündler- und Nichtvolksbündlerdeutschen unterschieden werden müsse; nicht jeder Deutsche sei »alldeutsch« eingestellt, der Volksbildungsverein der Deutschen dürfe nicht auf Grund eines allgemeinen Deutschenhasses verfolgt werden, sondern es müsse ihm im Gegenteil in seiner Tätigkeit jede Unterstützung gewährt werden, denn dieser ist berufen, die Expansion des Volksbunds zu verhindern, sein Bestreben auf Ausschließlichkeit im Kreise des ungarländischen Deutschtums zu vereiteln.¹³⁹

Der Volksbund hatte bis zu den Anfang September 1939 erfolgten Ausnahmeverfügungen insgesamt nur 21 Ortsgruppen gegründet, demgegenüber verfügte der Volksbildungsverein über fast 200 lokale Organisationen. Trotz des Organisationsverbots gelang es dem Volksbund in den Monaten Januar und Februar des Jahres 1940, in mehr als 70 Ortsorganisationen des Volks-

¹³⁶ M. E. Nemzetiségi o. fasc. 69, Nr. 15439/1940. — Der im Januar 1940 ausgearbeitete Entwurf der Antwort des Ministerpräsidenten wurde auf Grund der am 10. Juli erfolgten Stellungnahme am 6. August endgültig *ad acta* gelegt.

¹³⁷ *Nemzeti Élet* vom 28. Jan. 1940. — M. E. Nemzetiségi o. fasc. 71, Nr. E 15583/1940.

¹³⁸ M. E. Nemzetiségi o. fasc. 73b, Nr. G 19813/1940.

¹³⁹ M. E. Nemzetiségi o. fasc. 70, Nr. C 17502/1940.

bildungsvereins entscheidenden Einfluß zu gewinnen und es war zu erwarten, daß bei Aufhebung des Verbots diese Organisationen sich sofort dem Volksbund anschließen. Um dem vorzubeugen, ließ Teleki die Tätigkeit dieser unter Volksbund-Einfluß geratenen Organisationen des Volksbildungsvereins suspendieren.¹⁴⁰ Um die Organisierung des Volksbunds zu behindern, wurde in den Grenzgebieten den Volksbündlern oder zumindest nicht verlässlichen Deutschen das Schankrecht entzogen.¹⁴¹

In den Wintermonaten verstärkten auch die Volksbildungsorgane ihre Bemühungen in den von Deutschen besiedelten Gebieten. Eine ganze Reihe von populärwissenschaftlichen Vorträgen hatte den Zweck, zu beweisen, daß sich die ungarische Regierung um die wirtschaftlichen und sozialen Probleme des ungarländischen Deutschtums kümmere; ein anderer Teil der Vorträge befaßte sich mit siedlungsgeschichtlichen Fragen und nahm in dieser Richtung den Kampf mit der Propaganda der Volksbündler auf, die behaupteten: »alles, was es hier gibt, stammt aus deutschen Händen; die Städte wurden von Deutschen gegründet, ihre Bewohner waren Deutsche, ganz Transdanubien war deutsches Gebiet, weshalb die Deutschen auf dieses ein geschichtliches Anrecht haben«. Die Vorträge waren sehr gut besucht; im Komitat Raab/Győr z. B. fanden sich in jedem Dorfe mehrere hundert Zuhörer ein.¹⁴²

Die Lage des Volksbunds verschlechterte sich in diesen Monaten zusehends. Daraufhin entstanden auch in der Führung Gegensätze. Jene Elemente, die die Politik Baschs für nicht genügend entschlossen und hart fanden, begannen, sich um Ägidius Faulstich zu scharen. Basch hielt sich jedoch — obzwar er auch selbst klar sah, daß die loyale Politik die volksbundfeindlichen Bestrebungen Telekis begünstige — an die durch die Interessen des Deutschen Reiches diktierten Direktiven; Faulstich gegenüber verwies er darauf, daß die Mitgliederzahl trotz der Schwierigkeiten stets zunehme und bereits die Zahl von 31 000 überschreite.¹⁴³ Diese authentische Zahl blieb natürlich weit hinter den damals tendenziös verbreiteten Nachrichten zurück, der Volksbund zähle 150 000—200 000 Mitglieder, und zeigt klar, daß er bisher erst einen Bruchteil des ungefähr eine halbe Million betragenden ungarländischen Deutschtums tatsächlich organisieren konnte, und daß der Volksbund weit davon entfernt ist, auf Grund seiner Mitgliederzahl Anspruch auf die ausschließliche Vertretung des ungarländischen Deutschtums erheben zu können. Die Kraft des Volksbunds bestand darin, daß er die sogenannte »fünfte Kolonne« des Deutschen Reiches in Ungarn war. Sein Einfluß war weitaus größer, als ihm auf Grund seiner Organisationsrahmen und seiner Mitgliederzahl

¹⁴⁰ M. E. Nemzetiségi o. fasc. 72, Nr. G 15150/1940. Nemzetiségi összesítő (=Zusammenfassender Bericht über die Nationalitätenbewegungen vom 26. Jan. 1940.

¹⁴¹ M. E. Nemzetiségi o. fasc. 70, Nr. C 17865/1940.

¹⁴² M. E. Nemzetiségi o. fasc. 69, Nr. C 16849/1940.

¹⁴³ M. E. Nemzetiségi o. fasc. 70, Nr. C 17865/1940. Brief Baschs an den Németholyer Arzt Ägidius Faulstich. Budapest, 18. Mai 1940.

zugekommen wäre. Ein Vergleich der Auflagezahl von 16 000 des *Deutschen Volksboten* (des Wochenblattes des Volksbunds) mit der Auflagezahl von 7000 des gegen den Volksbund gerichteten Wochenblattes des Volksbildungsvereins, des *Sonntagblatts* zeigt allein schon die Überlegenheit des auf das ungarländische Deutschtum ausgeübten Einflusses des Volksbunds.¹⁴⁴

Die militärischen Erfolge des Deutschen Reiches ermöglichten dem Volksbund, von der loyalen Politik zu einer aggressiveren Politik hinüberzuwechseln. Schon durch die Besetzung Dänemarks und Norwegens wurden sie elektrisiert, und im Bezirk Völgység des Komitats Tolnau/Tolna wurde in den deutschen Dörfern die Nachricht verbreitet, daß »nun die Besetzung Ungarns folgen werde«. Davon erhofften sie sich, daß sie dann »alle Großgrundbesitze unter sich aufteilen werden; und wo es nicht genug Schwaben gibt, werden aus Deutschland Siedler geholt werden, so daß Transdanubien mit einem Schlage zu einem Gebiet mit riesiger deutscher Mehrheit werden wird«.¹⁴⁵ Die ungarischen gesellschaftlichen Organisationen begannen natürlich eine Gegenaktion und beeilten sich, das Symbol der ungarischen Staatsidee, die »Landesfahne« mit aller Gewalt im Zentrum der Deutschen des Komitats Tolnau/Tolna, in Bonyhád aufzustellen, »als bleibendes Memento, daß dieser Boden immer Ungarn war und auch bleibt«. Als es jedoch am 26. Mai zur feierlichen Hissung der Flagge kam, befaßten sich die Festreden unter dem Eindruck der deutschen Siege in Holland und Belgien charakteristischerweise mit der ungarisch-deutschen Schicksalsgemeinschaft und priesen schließlich Deutschland und seinen Führer.¹⁴⁶

Die Regierung hielt es auch für angebracht, ihre Politik dem Volksbund gegenüber zu mäßigen und damit ein Zeichen ihrer Freundschaft zum Deutschen Reich zu geben. Am 15. Mai genehmigte sie dem Volksbund die Herausgabe eines Jugendblattes, des *Jungkameraden*, — doch wurde gleich auch für ein Gegengewicht gesorgt in der Form des monatlich erscheinenden deutschsprachigen Blattes des KALOT: *Jungfront*. Im Mai und Juni kam es zu einer Revision der in den Grenzgebieten entzogenen Schanklizenzen, weil diese Maßnahme in Kreisen des Volksbunds eine riesige Empörung hervorgerufen hatte.¹⁴⁷

Die militärischen Erfolge des Deutschen Reichs in Nord- und Westeuropa haben im Frühjahr 1940 im innenpolitischen Leben Ungarns eine gefährliche Gärung hervorgerufen. Selbst in der Regierungspartei nahm immer

¹⁴⁴ M. E. Nemzetiségi o. fasc. 70, Nr. C 17502/1940. Situationsbericht über die ungarländische deutsche Minderheit (Mai 1940).

¹⁴⁵ M. E. Nemzetiségi o. fasc. 74, Nr. H 15233/1940. Bericht des Oberstuhlrichters des Bezirks Völgység, Bonyhád, 7. Mai 1940.

¹⁴⁶ M. E. Nemzetiségi o. fasc. 70, Nr. C 19426/1940. Bericht der geschäftsführenden Direktion der Generalkommission des Ungarischen Verbandes der Landesfahne, Budapest, 1. Juli 1940.

¹⁴⁷ M. E. Nemzetiségi o. fasc. 70, Nr. C 17502/1940.

mehr die Meinung überhand, der Krieg sei bereits zu Gunsten Deutschlands entschieden, die Politik Telekis also, die auf eine Schwächung der Deutschen spekulierte und das Land in schiefes englandfreundliches Licht gebracht hatte, habe sich unmöglich gemacht, sei nicht geeignet, für Ungarn das Vertrauen der siegreichen Deutschen zu sichern; und dieses Vertrauen sei von entscheidender Bedeutung, denn von diesem hänge es ab, in welchem Maße bei der auf den Sieg folgenden Neuordnung Europas weitere ungarische territoriale Forderungen geltend gemacht werden können. Deshalb »müssen wir den Deutschen je eher beweisen, daß wir stets ihre getreuen Freunde und Helfer waren« — dachte man in diesen Kreisen.¹⁴⁸ Die Opposition Telekis innerhalb der Regierungspartei scharte sich um den früheren Ministerpräsidenten Béla Imrédy, der die Zeit für gekommen dachte, die Ereignisse als Rechtfertigung seiner Politik im Herbst 1938 hinzustellen.

Doch aktivierte sich auch die rechtsextreme Pfeilkreuzleropposition. Diese Leute meinten, die Ereignisse hätten ihnen recht gegeben, die stets und entschieden verkündeten, daß die Deutschen den Krieg gewinnen werden. Sie rechneten damit, daß infolge des Deutschen Endsiegs der Nationalsozialismus in ganz Europa zur herrschenden Idee wird und das alte Regime auch in Ungarn durch eine nationalsozialistische Regierung abgelöst werden wird. Sie hielten es für dringlich, ihre bisher bezweifelte Regierungsfähigkeit vor den Deutschen meritorisch zu beweisen. Bisher hatten sie vier Gesetzesvorlagen über die nationalsozialistische Umgestaltung der wirtschaftlichen und sozialen Einrichtungen des Landes eingebracht, die zu gleicher Zeit als offenes Anerbieten an das Deutsche Reich gedacht waren; diese Gesetzesvorlagen verschwanden jedoch spurlos und fanden im Deutschen Reich keinerlei Widerhall. Mit einem fünften Gesetzentwurf traten sie in einer solchen Frage und zu einem solchen Zeitpunkt auf, daß er nicht einfach beiseitegelegt und verschwiegen werden konnte. Der Präsident des Abgeordnetenhauses verkündete am 7. Juni 1940, ins Antragebuch sei folgende Eintragung erfolgt: »Kálmán Hubay und Pál Vágó: Gesetzentwurf über die Selbstverwaltung und Registrierung der auf dem Gebiete der Ungarischen Heiligen Krone lebenden Volksgruppen«.¹⁴⁹

Aus dem Text des Hubay—Vágóschen Gesetzentwurfs und aus seiner detaillierten Motivierung ging sofort klar und unmißverständlich hervor, daß sich die Pfeilkreuzler restlos auf die Grundlage der Kardinalforderungen der Volksdeutschen gestellt haben und ihren Antrag zur Regelung der Nationalitätenfrage in Ungarn auf diese aufgebaut und gleichzeitig auch auf die übrigen Minderheiten ausgedehnt haben. In diesem Antrag heißt es, daß jede »über staatsbildende Eigenschaften verfügende« Volksgruppe (die Juden also

¹⁴⁸ M. E. Tájékoztatói o. fasc. 4. Nr. B 45. Aufzeichnung: Német probléma (Hibák, mulasztások, teendők).

¹⁴⁹ Sitzungsprotokolle des Abgeordnetenhauses 1939/VI. S. 171.

nicht!) das Recht habe, ihre eigene Volksgemeinschaft zu organisieren. Die Volksgruppen bilden sich ein Selbstverwaltungsstatut heraus ohne die Einflußnahme des Staates. Das Statut soll vom Staatsoberhaupt bloß sanktioniert werden. Der Führer der Volksgruppe wird nicht vom Staatsoberhaupt ernannt, sondern von der Volksgruppe mit diesem Amt betraut. Die Volksgruppe selbst wählt die mit ihr in Verbindung gelangenden Verwaltungs- und Polizeibehörden. Die Volksgruppe entsendet — ihrem zahlenmäßigen Anteil entsprechend — Abgeordnete ins Parlament. Die Regierung übt ihre Aufsicht über die Volksgruppen durch einen »Nationalitätenminister« aus; in diesem Ministerium ist jede Volksgruppe durch je einen Staatssekretär vertreten. Die Volksgruppe kann für ihre Zwecke Steuern einheben; und da sie staatliche Funktionen ausübt, erhebt sie Anspruch auch auf materielle Zuschüsse seitens des Staates. Der Unterricht in den Schulen erfolgt in der Sprache der Volksgruppe durch Lehrer, die der Volksgruppe angehören; die ungarische Staatssprache ist in den unteren Schulstufen Pflichtgegenstand, in den Mittelschulen nur fakultativ. Die Volksgruppen führen öffentliche Matrikeln über ihre Mitglieder. Jedweder Versuch einer Einschmelzung ist strafbar. Eine Schmähung der Volksgruppe, des Volkstums wird in Hinkunft ebenso strafrechtlich verfolgt wie bisher die Schmähung der ungarischen Nation.¹⁵⁰

Dies alles schien sich so sehr mit den Forderungen der Volksdeutschen zu decken, daß viele meinten, Franz Basch sei der »geistige Vater« des von den Pfeilkreuzlern eingereichten Gesetzentwurfs, ja daß er bei seiner Ausarbeitung mit fachlichen Ratschlägen behilflich war.¹⁵¹ Diese Voraussetzungen waren jedoch vollkommen grundlos, denn das schon bisher schlechte Verhältnis zwischen Volksbund und Pfeilkreuzlern hat sich in den vergangenen Monaten noch weiter verschlechtert. Einesteils, weil die Pfeilkreuzler den Anspruch der Volksbündler auf ausschließliches Recht der Organisation des ungarländischen Deutschtums nicht respektierten,¹⁵² andernteils infolge des von einzelnen Fraktionen der Pfeilkreuzler in der deutschen Schulfrage eingenommenen magyarisch-chauvinistischen Standpunktes.¹⁵³ Es war ausgeschlossen, daß sich der Volksbund mit den Pfeilkreuzlern in Verhandlungen eingelassen habe; er hat seine Forderungen gerade auch zu jener Zeit offen in seinem eigenen Namen unmittelbar an die ungarische Regierung gerichtet und diese Forderungen bezogen sich auch diesmal ausschließlich auf die Probleme der eigenen

¹⁵⁰ M. E. Nemzetiségi o. fasc. 72, Nr. E 18759/1940.

¹⁵¹ M. E. Nemzetiségi o. fasc. 70, Nr. C 19633/1940. Bericht des Kommandos der Detektivabt. der Gendarmerie. Budapest, 27. Aug. 1940.

¹⁵² B. M. Res. VII. 1940 — 8 — 9082. Bericht des Detektiv-Abteilungskommandos der Gendarmerie. Budapest, 7. Mai 1940. -- Die Zentrale des Volksbunds hat deshalb ihre Beauftragten aufgefordert, »sich einer Zusammenarbeit mit der Pfeilkreuzlerpartei zu enthalten, weil diese kein Verständnis dem ungarländischen Deutschtum gegenüber bekundet. Die Deutschfreundlichkeit der Pfeilkreuzler bezieht sich nur auf das Deutsche Reich.«

¹⁵³ Sitzungsprotokolle des Abgeordnetenhauses 1939/VI. S. 71. Rede Imre Pallós am 4. Juni 1940.

»Volksgruppe«, und es fehlte in denselben gänzlich jedweder Anspruch auf irgendeine allgemeine Regelung der Nationalitätenfrage in Ungarn. Als nach den militärischen Erfolgen des Deutschen Reichs in Frankreich und der am 14. Juni erfolgten Besetzung von Paris das Deutsche Reich die Frage der in den südosteuropäischen Ländern lebenden deutschen »Volksgruppen« tatsächlich abermals in den Vordergrund stellte, hat Franz Basch fast gleichzeitig mit den ähnlichen Aktionen der »Volksgruppenführer« in Rumänien und Jugoslawien am 19. Juni an die ungarische Regierung eine Denkschrift gerichtet. In dieser brachte er den Übereifer der Gendarmerie, die Behandlungsweise der *Levente* deutscher Nationalität (*Levente* hießen die der vormilitärischen Ausbildung unterworfenen jungen Leute) durch die Instruktionen, die differenzierte Strenge der Polizeigerichte den deutschen Bürgern gegenüber, die in den Schulen und beim Militär vor sich gehende gewaltsame Magyarisierung der Familiennamen, die Einschüchterung der Eltern bei der Umorganisation des Schulwesens, die mangelnde Sicherstellung von deutschem Unterrichtspersonal und schließlich die Drohung mit der Aussiedlung zur Sprache. Für den Fall, daß eine Abhilfe in den vorgebrachten Angelegenheiten abgelehnt werde, stellte Basch in Aussicht, daß die Volksbundabgeordneten aus der Regierungspartei austreten und es zur Gründung einer selbständigen deutschen politischen Partei kommen werde.¹⁵⁴

Von den in der Denkschrift Baschs vorgebrachten Beschwerden schenkte Teleki der über die gewaltsamen Namensänderungen die größte Aufmerksamkeit. Die Zahl der Namensänderungen stieg im Jahre 1940 auf das Vierfache jener des Vorjahres, auf 20 000,¹⁵⁵ und in 40% der Fälle handelte es sich um Deutsche. Die Namensänderung erfolgte einesteils infolge der Nachrichten über die Aussiedlung freiwillig, andernteils beim Militär bzw. in den Schulen als Folge der in dieser Richtung ausgeübten Pression. Es kamen Fälle vor, daß gegen deutsche Bauernfamilien ein Verfahren wegen Schmähung der ungarischen Nation eingeleitet wurde, weil sie sich dem Aufruf zur Magyarisierung ihres Namens widersetzt hatten.¹⁵⁶ Der bisherige Standpunkt Telekis war dadurch gekennzeichnet, daß er die Bewegung zur Magyarisierung der Familiennamen auch beim Militär unterstützte und bloß in deutscher Relation und auch dort nur bei in geschlossenem deutschen Siedlungsgebiet stationier-

¹⁵⁴ M. E. Nemzetiségi o. fasc. 69, Nr. C 18918/1940. Bericht des Oberpolizeirats Sombor. Budapest, 12. Juli 1940.

¹⁵⁵ M. E. Nemzetiségi o. fasc. 98, Nr. I 17843/1941. — »Dieses sprunghafte Ansteigen ist um so bedeutungsvoller, weil im vergangenen Jahrzehnt, seit der Kulmination im Jahre 1934 (78 159 Ansuchen) bis zum Jahre 1939 die allgemeine Tendenz stark fallend war.«

¹⁵⁶ M. E. Nemzetiségi o. fasc. 55, Nr. C 15494/1939. Prozeß gegen Anton Striffler und Franz Wittmann, Bauern in Elek, wegen Schmähung der ungarischen Nation. Die Nationalitätensektion des Ministerpräsidiums empfahl den Justizbehörden die Verschleierung des wirklichen Grundes: »... ich erachte es für notwendig, die bezüglich der Magyarisierung der Namen gefallen Äußerungen bei Anklageführung nicht herauszuheben, ja wenn prozeßbrechtlich möglich, diese überhaupt außer acht zu lassen!«

ten bzw. von dort ergänzten Truppenteilen mahnte, »daß die Bewegung zur Magyarisierung der Familiennamen mit größerer Umsicht und taktvoll durchgeführt werde«. ¹⁵⁷ Nun aber hielt er es schon für notwendig, diese Aktion zur Magyarisierung der Familiennamen, »die bei den Deutschen auch außenpolitisch böses Blut erzeugt«, abzustellen und darauf auch in bezug auf die anderen Nationalitäten zu verzichten, da sie übrigens doch nur ein äußerliches Mittel zur Assimilation sei. Er widersetzte sich jedweder Gewalttätigkeit und verkündete die Idee der »humanen Sankt-Stephans-Nationalitätenpolitik«. ¹⁵⁸ Am 29. Juni bewilligte er dem Volksbund wieder die Gründung von lokalen Organisationen. Die Redner der mit voller Kraft wiedereinsetzenden Volksbundpropaganda in der Provinz honorierten diese Geste und sprachen davon, daß »wir mit den Magyaren rechnen müssen, wir können sie nicht umbringen, wir müssen mit ihnen zusammen leben«. ¹⁵⁹ Andererseits betonten sie: »Wir brauchen eine Jugend, die die Befehle unseres Führers dr. Basch ohne Überlegung blindlings befolgt.« ¹⁶⁰

Teleki war auch bereit, jenem Verlangen Baschs zuzustimmen, daß der Volksbund unter dem Titel *Volksdeutsche Zeitung* ein Tagblatt gründe, beharrte jedoch — wie der *Pester Lloyd* in seiner Folge vom 4. Juli festlegte — unverändert auch weiterhin darauf, daß sich jedermann über seine nationale Zugehörigkeit frei entscheiden könne und die Eltern frei die Schulen wählen können. ¹⁶¹ In den weiteren Diskussionen mit dem Volksbund standen einerseits diese Fragen im Mittelpunkt, andererseits die Forderung, die in den deutschen Gemeinden tätigen ungarischen Notare, Lehrer, Leventeinstruktoren abzulösen. Anläßlich der am 11. August in Hidas abgehaltenen Jahresgeneralversammlung des Volksbunds betonte Basch in seiner Rede die Notwendigkeit, daß die Deutschen eine durch Deutsche ausgeübte Verwaltung und Unterricht erhalten. Dies unterbreitete er nach einigen Tagen in Form einer neuerlichen Denkschrift auch der Regierung. ¹⁶² Zu dieser Zeit, als die ungarische Regierung mächtige Anstrengungen machte, um ihre Revisionsbestrebungen auch Rumänien gegenüber zur Geltung zu bringen, argumentierten die Redner des Volksbunds: »Von den abgetrennten Gebieten können wir nur dann größere Teile zurückgewinnen, wenn den Deutschen je weniger ungarländische Minderheitenbeschwerden vorliegen.« ¹⁶³

¹⁵⁷ M. E. Nemzetiségi o. fasc. 53, Nr. C 15962/1939. Stellungnahme Telekis vom 23. März 1939 in Angelegenheit der Bewegung zur Magyarisierung der Familiennamen in den Militärlagern von Gran/Esztergom und Piliscsaba.

¹⁵⁸ M. E. Nemzetiségi o. fasc. 74, Nr. H 18561/1940. Schreiben Telekis an Feldmarschallleutnant vitéz Géza Igmándy-Hegyessy. Budapest, 21. Juni 1940.

¹⁵⁹ B. M. Res. 1940 — 8 — o. N. Rede dr. Ágidius Faulstichs in Versend. 30. Juni 1940.

¹⁶⁰ Ebd. Rede Ludwig Sárközy's in Majs. 29. Juni 1940.

¹⁶¹ M. E. Nemzetiségi o. fasc. 69, Nr. C 18996/1940.

¹⁶² M. E. Nemzetiségi o. fasc. 70, Nr. C 19633/1940. Bericht des Kommandos der Detektivabt. der Gendarmerie. Budapest, 27. Aug. 1940.

¹⁶³ B. M. Res. 1940 — 5863. Rede des Ragendorfer (ung. Rajka) Arztes dr. Heinrich Neun.

Die Verhandlungen in Angelegenheiten des ungarländischen Deutschtums erfolgten also stets unmittelbar mit der ungarischen Regierung; der Volksbund und die ihn unterstützende Reichsregierung wollen bei der Regierung Erfolge erkämpfen; es kommt gar nicht in Frage, die Regelung der Lage des ungarländischen Deutschtums im Rahmen einer durch die Pfeilkreuzler initiierte allgemeine Nationalitätenregelung zu erreichen. Zu dieser Zeit wollte die deutsche Regierung durch mäßige Unterstützung der Pfeilkreuzler in erster Linie eher die Presse derselben sichern, in welcher eine unbedingte und konsequente dienerische deutschfreundliche Außenpolitik verkündet wurde.¹⁶⁴ Bei der Einbringung der erwähnten Gesetzesvorlage hatten also die Deutschen ihre Hand nicht im Spiel, wie vermutet wurde; in diesem Falle handelte es sich um eine einseitige Verbeugung der Pfeilkreuzler vor dem Deutschen Reich.

Während in der detaillierten Begründung des Gesetzentwurfs die Pfeilkreuzler sich dadurch dienlich erweisen wollten, daß sie die volksdeutschen Forderungen als Grundlage annahmen, werden in der allgemeinen Begründung das ganze Karpatenbecken als Lebensraum des Deutschen Reichs anerkannt und die Regelung der Nationalitätenfrage in Ungarn auf Volksgruppengrundlage ausdrücklich deshalb empfohlen, weil dann die politischen und wirtschaftlichen Interessen des Deutschen Reichs in gesteigertem Maße zur Geltung gebracht werden könnten. Dabei werden der ungarische Reichsgedanke, das Zusammenleben der Völker des Karpatenbeckens als Volksgruppen im Nationalsozialistischen Großungarn als erstrangiges Interesse des Deutschen Reichs hingestellt.¹⁶⁵

Der von den Pfeilkreuzlern vertretene Reichsgedanke unterschied sich vom Reichsgedanken Telekis darin, daß Teleki die *Zustimmung* des Deutschen Reichs gewinnen wollte, *an seiner Statt und mit einer gewissen Selbständigkeit, mit Anwendung eigener traditioneller Mittel* die Rolle eines Gendarmen im Karpatenbecken zu spielen,¹⁶⁶ das ungarische Reich der Pfeilkreuzler sollte politisch und wirtschaftlich gleichermaßen organisch in den Lebensraum des Deutschen Reichs eingebaut werden und durch eine restlose Übernahme der nazistischen Methoden unter den Völkern des Karpatenbeckens dieselbe Aufgabe erfüllen.

Die Pfeilkreuzler waren jedoch gewaltig im Irrtum, als sie meinten, daß der ungarische Reichsgedanke in einem nationalsozialistischen Mäntelchen den Deutschen genehmer sein werde als die Sankt-Stephans-Staatsidee Telekis. Das Deutsche Reich stand dem ungarischen Reichsgedanken im vor-

¹⁶⁴ O. L. Kozma-Schriften. fasc. 11. Datensammlung 1940. III. Aufzeichnung Zoltán Szarvas's über die Äußerung Böhmers, des außenpolitischen Pressechefs des deutschen Propagandaministeriums. Budapest, 10. Aug. 1940.

¹⁶⁵ M. E. Nemzetiségi o. fasc. 72, Nr. E 18759/1940.

¹⁶⁶ M. E. Nemzetiségi o. fasc. 76, Nr. L 16531/1940. Aufzeichnung Ernő Flachbarts über seine Unterredung mit Kurt O. Rabl, dem Hauptreferenten in der Verwaltungsabteilung des deutschen Gouvernements in Krakau. Budapest, 22. April 1940.

hinein feindlich gegenüber, ohne Rücksicht auf seine Erscheinungsform. Es war eine fundamentale These der Außenpolitik der deutschen Reichsregierung, die südosteuropäischen Staaten seien nicht in ein größeres Reich zusammenzufassen, sondern es müßten gerade im Gegenteil »die Staatsgebilde dieses Raumes sozusagen atomisiert«, und diese Kleinstaaten jeder für sich vom Deutschen Reich abhängig gemacht werden.¹⁶⁷

Ein zweiter großer Irrtum der Pfeilkreuzler war, als sie meinten, das Deutsche Reich werde einer Umgestaltung der ungarischen Verfassung auf Grundlage des sich auf sämtliche Nationalitäten erstreckenden Volksgruppenrechts restlos zustimmen. Sie rechneten nicht damit, daß das Deutsche Reich, als es für die Sicherung der Organisation auf Grundlage des Volksgruppenrechts eintrat, in Wirklichkeit nur die deutsche Minderheit vor Augen hatte; die Lage der übrigen Nationalitäten interessierte es nur insofern, daß es — sich auf diese berufend — ebenfalls vor allem in der Sache der deutschen Minderheit Erfolge erziele. Eben weil das Deutsche Reich am besten wußte, was die Geltendmachung des Volksgruppenprinzips bedeutet, wußte es auch, so sehr die Verwirklichung dieses Prinzips in deutscher Relation in seinem Interesse stand, ebenso sehr die allgemeine Ausbreitung desselben nicht seinen Interessen entsprach, denn dann wäre das Deutschtum nicht mehr in einer privilegierten Lage, außerdem würde dies die zentrale Staatsgewalt derart schwächen und zersplittern, daß die Geltendmachung der mit Ungarn zusammenhängenden wirtschaftlichen und politischen Ansprüche in Frage gestellt wäre.

Aus all dem folgt, daß das Deutsche Reich gar nicht daran dachte, dieses alles bisherige übersteigende Anerbieten der Pfeilkreuzler anzunehmen; es trachtete, die ganze Angelegenheit zu benutzen, die ungarische Regierung ihrer bisherigen Politik gemäß »mürbe zu machen«, daß sie die volksdeutschen Forderungen würdige. Die Reichspresse und die Presse der deutschen Volksgruppen in den Nachbarstaaten gaben daher dem Gesetzentwurf der Pfeilkreuzler breiten Raum, nannten ihn eine sehr bedeutsame Initiative und drängten auf seine baldige parlamentarische Behandlung.¹⁶⁸ Je größer nämlich der Sturm, der durch diesen Entwurf erweckt wurde, um so größerer Nutzen kann aus diesem gezogen werden. Teleki wollte aber eben das verhindern.

Mit umfassender Mobilisierung der öffentlichen Meinung gegen diesen Gesetzentwurf, mit leidenschaftlicher Stimmungsmache wurde der Mandats-

¹⁶⁷ M. E. Tájékoztatói o. fasc. 7, Nr. B 40. Bericht des Berliner Sekretariats der Ungarischen Revisionsliga. Berlin, 24. Mai 1940. — Deutscherseits wird bei jeder sich ergebenden Gelegenheit nachdrücklich darauf hingewiesen, daß »die Wiederherstellung unserer geschichtlichen Grenzen an Unmöglichkeit grenze« und manchmal wird »fast in Form einer Drohung betont, daß ein Festhalten der Ungarn an einer *integralen* Revision ein auf Sabotierung der Befriedung Südosteuropas gerichtetes Bestreben ist«. (M. E. Tájékoztatói o. fasc. 7, Nr. B 64. Bericht des Berliner Sekretariats der Ungarischen Revisionsliga vom 4. Aug. 1940.)

¹⁶⁸ Berliner Börsenzeitung vom 8. Juni 1940; Völkischer Beobachter vom 9. Juni; Grenzboten vom 12. Juni; Slawonischer Volksbote vom 15. Juni.

verlust der Antragssteller dieses — gar nicht zur Behandlung gekommenen — Gesetzentwurfs von der Regierung vorbereitet; dann wurde am 23. Juni von der Regierung selbst ein Gesetzentwurf über die Selbstverwaltung der Karpatoukraine, über den strafrechtlichen Schutz des Nationalitätengefühls eingereicht; sie wollte damit beweisen, daß sie eigene, konstruktive Vorschläge zur Lösung des Problems der ungarländischen Nationalitäten habe.¹⁶⁹ Bei Verurteilung der Pfeilkreuzler wurde dies vorsichtigerweise, mit Rücksicht auf die außenpolitische Wirkung nicht auf das unverschämte Anerbieten an die Deutschen gegründet, sondern es wurden die auch deutscherseits unerwünschte Zersplitterung und Schwächung der zentralen Staatsgewalt Ungarns betont. Die Regierungspropaganda konnte mit Erfolg verkünden, daß den Pfeilkreuzlern gegenüber sie es sei, die »die großungarischen Ideale« vertrete, daß sie durch Einbringung des Gesetzentwurfs über die Selbstverwaltung der Karpatoukraine und den strafrechtlichen Schutz des Nationalitätenbewußtseins sich ihrer »Reichsberufung« auch schon bewußt sei. Die auf den ungarischen Patriotismus und das Nationalgefühl appellierende Massenkampagne gegen die vaterlandverräterischen Pfeilkreuzler schoß jedoch übers Ziel und brachte den magyarischen Chauvinismus zu solchem Rotglühen, daß dadurch schon »die ungarische Anziehungskraft« gefährdet wurde. Deshalb ließ Teleki seine Broschüre »Ungarische Nationalitätenpolitik« in den Sprachen der in Ungarn lebenden bzw. der angeblich dahin sich zurücksehrenden Nationalitäten drucken; in dieser beruft er sich auf das traditionell »noble« Verhalten des Magyarentums den Nationalitäten gegenüber und verspricht, — daß die Gendarmen ihre Sprache erlernen werden.¹⁷⁰ Im Laufe dieser Kampagne wurden die Pfeilkreuzler total isoliert, ihr Lager begann zu zerfallen, ihre Mitgliederzahl schwand.¹⁷¹ Ihr Anerbieten fand bei den Deutschen kein entsprechendes Echo, und dies wirkte sich auch auf das Verhalten der übrigen Nationalitäten aus: wenn die Regierung mit den Pfeilkreuzlern so fertig werden kann, dann müsse man versuchen, mit der Regierung, und nicht mit den Pfeilkreuzlern zu einem Übereinkommen zu gelangen.¹⁷²

Der Gesetzentwurf der Pfeilkreuzler war nicht nach dem Geschmack des Deutschen Reichs, doch eben so wenig war es die dagegen geführte Kampagne Telekis. Die durch die Kampagne geschaffene allgemeine Stimmung berührte auch die Lage des ungarländischen Deutschtums ungünstig. Die von Teleki so geschickt ausgenutzte relative Passivität des Deutschen Reichs, die

¹⁶⁹ Sitzungsprotokolle des Abgeordnetenhauses, 1939/VI. S. 489—490.

¹⁷⁰ GRÓF TELEKI PÁL m. kir. miniszterelnök: *Magyar nemzetiségi politika* [Ungarische Nationalitätenpolitik]. Budapest 1940, S. 9, 16, 24.

¹⁷¹ Nach der gebrandmarkten Tätigkeit Hubays und Vágós und nach ihrem Ausschuß aus dem Parlament sind von den ungefähr 55 bis 60 000 in Evidenz geführten und mit Legitimationen versehenen Mitgliedern der Pfeilkreuzlerpartei mehr als 30 000 ausgetreten. — Magyar Nemzet vom 4. Okt. 1940. S. 5.

¹⁷² L. TILKOVSKÝ: *A nyilasok törvényjavaslata a nemzetiségi kérdés rendezéséről*. (Der Gesetzantrag der Pfeilkreuzler zur Regelung der Nationalen Frage.) Századok, Jhg. 1965. Nr. 6.

es in diesen Sommermonaten in der ganzen Sache an den Tag legte, kann auch damit erklärt werden, daß es sich hütete, die ungarische Regierung gegen sich zu stimmen, denn es hatte Mühe, im Interesse der für das Deutsche Reich so wichtigen Ruhe in Südosteuropa diese von einer Aggression gegen Rumänien zurückzuhalten. Als sich aber dann der Streit um Siebenbürgen so weit zuspitzte, daß es ratsam erschien, durch eine Arbitrage einzugreifen, erfolgte der zweite Wiener Schiedsspruch, durch den Ungarn bedeutende, darunter auch von Deutschen bewohnte Gebiete zugesprochen wurden; doch zögerte man deutscherseits nicht, diesen Schiedsspruch mit einem Abkommen zu verbinden, das die Lage des Deutschtums in Ungarn regelt. Auch damit im Zusammenhang erwies sich, daß das Deutsche Reich kein Interesse an einer sich auf sämtliche Nationalitäten erstreckenden allgemeinen nationalpolitischen Regelung hatte, wie es sich die Pfeilkreuzler vorstellten, sondern ausschließlich an der Sicherung einer differenzierten, bevorzugten Lage der deutschen Minderheit. Teleki wußte das, eben deshalb wollte er mit den Deutschen auf Kosten der übrigen Nationalitäten zu einem Übereinkommen gelangen. Doch irrte er wieder, als er meinte, daß dieses Übereinkommen nach der Telekischen »Ungarischen Nationalitätenpolitik«, »im noblen Geiste der althergebrachten ungarischen Traditionen« geschehen könne. Vom Deutschen Reich wurden als Preis des Gebietszuwachses in Siebenbürgen Bedingungen diktiert, die nazistische Interessen widerspiegeln.

(Fortsetzung folgt.)

Народно-немецкое» (volksdeutsche) движение и политика венгерского правительства по отношению к национальным меньшинствам в 1938—1941 гг.

Л. ТИЛКОВСКИ

Р е з ю м е

1-ая часть

После прихода фашизма к власти в Германии борьба немецкого — примерно полумиллионного — национального меньшинства в Венгрии против национального угнетения со стороны правительств контрреволюционного режима все более подпадала под влияние фашистской Германии. Пользуясь действенной поддержкой правящих кругов Германской империи, а также немецкого правительства, т. н. народно-немецкое направление (Volksdeutsche Kameradschaft), ставшее в политическом отношении самостоятельным в 1935 г., стремилось к единовластию над немецким населением Венгрии, чтобы как признанный представитель «народной группы» (Volksgruppe) немецкого народа в Венгрии завоевать себе специальное правовое положение в государстве и сыграть роль «пятой колонны» нацистской Германии в Венгрии. В этом направлении был сделан значительный шаг осенью 1938 года, когда внешнеполитическое давление со стороны Германии, оказанное на правительство Имреди, имевшее и без того тяжёлые внутривнутриполитические осложнения, привело к разрешению деятельности Народного Союза Немцев в Венгрии (Volksbund).

Последовавший в феврале 1939 года в кресле премьерминистра Имреди — Пал Телеки стремился к тому, чтобы сдержать Фольксбунд на уровне культурного союза и предотвратить превращение этого союза в исключительное и признанное представительство «народной группы» с целью представления политических, экономических и культурных требований немецкого населения Венгрии под видом «автономии» в соответствии с интересами Германской Империи.

Однако такие стремления вели лишь к кажущимся результатам. Ряд уступок, сделанный Германской империи в целях сохранения внутривнутриполитического суверенитета в области внешней и экономической политики, в том числе и политики по отношению к национальностям, хотя и смягчило немецкое давление и дал некоторые возможности для тактических шагов с целью оттеснения Фольксбунда, в конечном счете вел однако к такому общему подрыву венгерского суверенитета, тяжелые последствия которого не могли не сказаться также в политике по отношению к национальным меньшинствам.

.

Проблемы развития венгерской марксистской исторической науки

Ж. П. ПАХ

Вот уже прошло двадцать лет с тех пор, когда после освобождения от власти фашизма началось развитие Венгрии и вместе с тем и развитие венгерской исторической науки в новом направлении.

До этого для нашей историографии — или, по меньшей мере, для большей ее части — был характерным одного рода провинциализм или можно сказать, некоторый «хунгаро-центрический» подход к проблемам. Венгерская *дворянская* поговорка — «Extra Hungariam non est vita, si est vita, non est ita» — и выразившееся в ней настроение не были чужды и многочисленным направлениям и представителям венгерской историографии *буржуазного* периода. В результате этого по существу националистического подхода наше прошлое рассматривалось чаще всего в фальшивой изолированности, в качестве своеобразной, единственной в своем роде «истории судьбы» «венгерского глобуса» или даже «венгерской души»; причем, в результате этого подхода не уделялось должное внимание связям с соседними народами, а в отношении живших на территории страны других народов применялся высокомерный, нередко ослепленный, шовинистический тон. Частично с этими же взглядами было связано то, что игнорировались или прямо отрицались закономерности исторического процесса; в отношении марксистского понимания истории эти историки — бессознательные или сознательные выразители мнений капиталистических—землевладельческих господствующих классов — занимали позицию пренебрежительную или отрицательную, нередко открытым образом позорящую, воинствующую и враждебную.

А прежде всего: они завуалировали, затуманивали тот факт, что главной движущей силой венгерской истории также был антагонизм и столкновение классов, что история венгерского общества также являлась историей классовой борьбы. Вместо того, ранний период прошлого нашей истории чаще всего изображался как патриархальная идиллия, а что касалось последующих столетий, в передний план исторического процесса и общественного внимания ставились другие противоречия: главным образом противоречия между куруцами и сторонниками Габсбургов (и возобновившиеся

варианты этого противоречия), позже конституциональные противоречия и наконец, «расовое» противоречие (еврейский вопрос). В завуалировании основного классового противоречия и классовой борьбы — поскольку в этом и заключается сущность буржуазного национализма — по существу были едины представители самых различных направлений и оттенков нашей прежней историографии, историки самого различного авторитета. Самый концепциозный историк десятилетий, предшествовавших освобождению страны, Дьюла Секфю в предисловии к III тому Истории Венгрии, говоря о XVI—XVII веках, перечислил тот ряд противоречий, которые «угрожали разрывом единой в средние века национальной душе», «противоречия, которые впервые возникли в результате восстания Бочкаи», — в перечне (который начался с противоречий между Габсбургами и Трансильванией) забыл упомянуть об основном классовом противоречии феодального строя — противоречии между помещиком и крепостным, точно так же, как и в книге V «Трех поколений ... и что следует потом», — когда рассматривая события после первой мировой войны он очертил «антиномии, мешающие национальному единству», из числа тех «парных противоречий», «каждое из которых требует срочного разрешения», он как-то не упомянул об основном противоречии капиталистического общества — противоречии между капиталом и трудом (заменив это «антиномией между еврейством и венграми»).

Итак, основное стремление нашей новой, открыто выступившей после освобождения страны марксистской историографии заключалось в преодолении и удалении этих существенных и весьма тяжелых искажений. Она направлялась на то, чтобы изучая своеобразные и специфические проявления закономерностей всеобщей истории в развитии Венгрии включить историю Венгрии во всеобщий процесс развития всей Европы, развития всего человечества; чтобы показать общие факторы и взаимосвязи, обнаруживаемые в истории венгерского народа и соседних с ним народов; чтобы изобразить нашу историю как историю общего прошлого живших в стране венгерского и не-венгерских народов, в материальное и культурное развитие которой все жившие здесь народы внесли свой вклад, а прежде всего, чтобы за явлениями политической, идеологической и культурной сферы истории Венгрии также раскрыть и показать классовые интересы, формирование взаимоотношений общественных классов, классовые противоречия и столкновения между классами.

Осуществление этих научных стремлений, разумеется, произошло не за один день: новые результаты не возникли в один миг, как некогда Афина Паллада, которая по преданиям мифологии выскочила из главы Зевса в полном вооружении. Правда, необходимо подчеркнуть: еще в годы непосредственно после освобождения стал созреть, а в период непосредственно после победы социалистической революции начался и быстро продвигался основной переворот от буржуазной историографии к марксистской

исторической науке; еще в первое десятилетие свободного развития нашей страны вышли в свет не одна статья, книга, о которой и до настоящего времени вспоминаем с удовлетворением, в которых многочисленные установления и положения пережили ход времени, выдержали испытание прогресса науки и критики; о некоторых из этих результатов мы в дальнейшем будем говорить. В то же время необходимо признаться в том, что новые труды не стали сразу блестящими успехами венгерской марксистской исторической науки, немало было еще на ее доспехах пятен, щелей, вдавливающих, из которых многие сохранились до сих пор: ошибки и недостатки, которые уменьшают и ограничивают силу и деятельность исторической науки — этого весьма важного оружия идеологической борьбы.

Нет сомнения: буржуазное наследство — в частности, наследство двадцатипятилетнего контрреволюционного периода — действовало гнетуще, оно настойчиво задерживало прогресс (а это и до настоящего времени дает о себе знать во многих отношениях). К тому же, преобладающее большинство венгерских историков только после освобождения страны стало знакомиться с марксизмом, пыталось применить его в исторических исследованиях: таким образом, неизбежны были слабости теоретического уровня работ, «детские болезни» применения марксизма. А когда наша марксистская историография стала выйти из детского возраста, уже успела преобладать и в научной жизни атмосфера культа личности, которая давала импульс на изображение закономерных исторических процессов не в их богатстве и многообразии, а бедно и упрощенно, на изложение общего не в своеобразном и частном явлении, а на его непосредственное и механическое навязывание. Но больше этого: речь шла не только о том, что общие закономерности мы часто применяли схематически к истории Венгрии, но и о том, что те положения, которыми мы руководствовались в работе, не всегда соответствовали зависимостям, изложенным классиками марксизма-ленинизма, а иногда они являлись лишь упрощенными скелетами этих положений, без плоти и крови, причем, некоторые части их даже заменялись пластмассой.

Все это неизбежно послужило хорошей почвой для появления и оживления разных видов буржуазно-объективистских и ревизионистских взглядов, которые частично питались ожившим наследством буржуазного прошлого, частично же, как противодействие сектантскому догматизму многих поневоле побудили к тому, чтобы сознательно или бессознательно отказавшись от стремления к принципиальному обобщению разрабатываемых материалов и рассмотрения их со всеобщей точки зрения ограничить цель и смысл своей научно-исследовательской работы кропотливым изучением деталей, формальной классификацией больших количеств данных, или это положение прямо угрожало заманкой в западную взглядов о «своеобразном венгерском пути» развития — этого модернизированного в духе ревизионизма варианта хорошо известных из прежней венгерской истори-

ческой литературы буржуазно-националистических взглядов о «венгерском глобусе» и «своеобразном венгерском пути развития».

Итак, теперь, когда после совершения к концу второго десятилетия свободного развития нашей страны мы пытаемся дать отчет о некоторых актуальных вопросах нашей отрасли науки, необходимо не только оценить результаты, достигнутые нашей марксистской исторической наукой по сравнению с уровнем буржуазной исторической науки, в преодолении буржуазно-националистических взглядов на историю, но следует рассмотреть и то, в какой мере с 1956—1957 гг. ей удалось освободиться от двойных узов догматической ограниченности и ревизионистических влияний, выбраться из трясины пережитков буржуазных взглядов, которые примкнули к этим мнениям; удалось ли ей преодолеть те рифы, Сциллы и Харибды, которые «справа» и «слева» угрожали ее продвижению, но, которые, по существу и объективно все тянули назад, к прошлому.

Ведь, от этого зависит идейная чистота, развертывание общественной эффективности нашей марксистской исторической науки — от этого зависит вклад наших историков в деле формирования и укрепления социалистического сознания нашего народа, в деле полного построения социалистического общества в нашей стране; от этого зависит полное развертывание научного превосходства марксистской исторической науки, убедительной и притягательной силы идей марксизма-ленинизма во всемирной борьбе между буржуазной и социалистической идеологиями.

*

Так как в нижеследующем кратком обзоре мы не имеем возможности стремиться к полноте, считается целесообразным ограничиться некоторыми вопросами, правильнее, кругами вопросов, которые касаются разных периодов истории нашей страны. В соответствии с этим прежде всего остановимся на проблеме формирования в Венгрии феодального общества и государства, а также позднего периода феодализма; затем в связи с нашими боями против Габсбургов в XVII—XVIII вв. будем рассматривать результаты и требования в области преодоления националистических пережитков нашего взгляда на историю — продолжая их изучение и в период буржуазно-национального преобразования; наконец, остановимся на некоторых вопросах истории нашей страны в XX веке (в новейшее время).

Такой выбор рассматриваемых нами проблем обоснован пожалуй, и тем, что таким образом, возможно будет остановиться на некоторых дискуссиях, волновавших нашу историческую науку в последние годы.

1.

Марксистское освещение процесса формирования феодального общества и государства в Венгрии в основных чертах — благодаря работам Эрика Мольнара — было осуществлено непосредственно после освобождения нашей страны. Они сыграли важную роль в распространении материалистического взгляда на историю и создании основ марксистской разработки истории Венгрии.

Книга «История венгерского общества с первобытно-общинного строя до Арпадов» (1 полное издание в 1945 г.), дала коренным образом новое по сравнению с (впрочем, весьма обширной и богатой) буржуазной специальной литературой, касающейся данного периода. В противовес той буржуазной точке зрения, по которой феодализм рассматривался лишь в круге отношений между сеньором и вассалом, в круге феодальной дружины и феодальной иерархии — благодаря этому в 30-х годах в кругах венгерских историков еще могла идти оживленная дискуссия о том, был ли вообще феодальный период в развитии венгерского общества, — в работе Эрика Мольнара формирование феодализма в Венгрии истолковывается и характеризуется как возникновение *классового* общества, как общественной формации, состоящей из классов, с коренным образом противоположными интересами и доказывається, что общие закономерности формирования классового общества действовали и в истории Венгрии. В противовес идеалистической исторической концепции, по которой возникновение венгерского «христианского королевства» святого Стефана рассматривается, как своеобразный продукт «тысячелетней венгерской души», форма проявления «души всей венгерской нации», Мольнар доказал, что венгерское государство явилось результатом развития классовых отношений, проявления непримиримых классовых противоречий, поэтому история его возникновения может быть выяснена и описана только с помощью марксистско-ленинской теории о государстве. В противовес взглядам, по которым — при изучении ранней организации венгерского королевства — внимание уделялось только германским и итальянским культурным влияниям, а недооценкой исторической роли славянских народов представители этих взглядов по существу присоединились к расистским направлениям, Мольнар обратил внимание на значительную роль материальной культуры, социальных и политических учреждений жившего здесь во время занятия венграми этой территории славянского населения в формировании феодальной общественной и государственной системы Венгрии. В противовес историко-политическим концепциям, согласно которым разные варианты «государственной идеи святого Стефана» излагались в качестве исторического оправдания или программы реакционных политических направлений, он показал, что дело короля Стефана — не исторический аргумент и традиция политической реакции, а наоборот, общественно-прогресса.

Наша марксистская историография и в дальнейшем уделяла серьезное внимание изучению этого важного как с научной, так и с идеологической точки зрения круга проблем, как показывают (между прочим) касающиеся этих проблем главы I тома серии университетских учебников по истории Венгрии (первое издание вышло в свет в 1957 г., переработанный его текст — в 1961 г.). Автор этих глав Эмма Ледерер в своей монографии, посвященной этим вопросам (1959 г.) поставила в центр своего внимания возникновение монополии феодальной частной собственности на землю, процесс формирования светского, королевского и церковного крупного землевладения и на основе глубокого изучения источников пришла к выводу, что наиболее примитивные условия сохранились сравнительно дольше всего в рамках светского крупного землевладения, в частности, собственное помещичье хозяйство, основанное на отработочную ренту слоя кабальных крепостных, выходцев из рабов. Этот же вопрос подвергался глубокому анализу с другой точки зрения в исследованиях Иштвана Сабо, посвященных проблемам ранней истории экономики и поселения Венгрии (1963 г.), в результате которых выяснилось, что на т. н. предиях, упомянутых в грамотах XI—середины XIII в., осуществлялось собственное помещичье хозяйство, причем производство покоилось на барщине бездомных и безземельных, но чаще всего имевших дом и надел трудящихся, выходцев из рабов или же как раз в юридическом положении рабов. Наконец, с этим связаны замечания Петера Ваци к некоторым вопросам ранней истории Венгрии (1958 г.): проблему определения крепостных, упомянутых в ранних церковных грамотах в качестве «хлебопашцев» или «землепашцев» он остроумно разрешает предположением того, что под последними подразумевались такие слуги, «занятие» которых, с точки зрения помещика, т. е. основную форму их эксплуатации как раз составляло земледелие, крепостной труд в собственном помещичьем хозяйстве. Им же сделаны наблюдения, свидетельствующие о ряде случаев ограничения или ликвидации собственных помещичьих хозяйств начиная с конца XII в.

Все это служит новыми важными моментами доказательства того, что формирование и ранний этап феодализма в Венгрии по существу соответствовали общеевропейскому процессу возникновения и развития этой формации: на основе критериев структуры феодальной собственности на землю, форм земельной ренты, социального положения формировавшегося крепостного крестьянства в настоящее время мы уже законно можем рассматривать первые столетия феодальной формации в Венгрии, его ранний период, как своеобразный вариант охарактеризованного классиками марксизма-ленинизма в отношении Западной Европы т. н. *Leibeigenschaft* («первого крепостничества») которое впоследствии разложилось в течение XIII века, чтобы уступить место более зрелой, развитой форме феодального строя.

Наши знания о формировании венгерской государственной органи-

зации также обогатились новыми историческими трудами. Дьёрдь Дьёрфи, недавно опубликовавший I том своей исторической географии периода Арпадов, созданной в результате десятилетней исследовательской работы, посвятил специальную статью вопросам «двойного княжества» тюркско-хазарского типа, а также историческому процессу «от венгерского рода к комитату, от племени к государству» (1958 г.) и сделал достойный внимания вывод, что родовой строй преобразовался в территориальную организацию в виде системы комитатов, указав, что на разных территориях страны комитаты организовались на первоначальном месте поселения того или иного рода. Из того же факта, что названия населенных пунктов, образованные из названий племен, обнаруживаются в разных районах стран, он заключил, что исполнявший военную службу слой, собравшийся из разных племен первоначально они именно назывались «*jobbágiones*» (что в последствии означало крепостных) — составлял низший слой вооруженной дружины Стефана и его предшественников и из них же вышли потом «*jobbágiones castri*», поселенные на конфискованные от родовых старейшин территории. Нельзя, однако, не подвергнуть критике то положение Дьёрфи, согласно которому свержение власти родовых старейшин, формирование вышеупомянутых «*jobbágiones*» короля Стефана означают формирование феодализма в Венгрии. Но ведь *этот* слой показывает отношения *внутри* формирующегося господствующего класса, а не основные отношения, производственные отношения. Таким образом, очевидно, что автор не во всех отношениях сумел освободиться из-под влияния того — указанного выше — буржуазного истолкования феодализма, согласно которому понятие феодализма определено с исключением производственных отношений, основных классовых противоречий.

Нельзя согласиться с статьей Дьёрфи и по другому существенному вопросу. То обстоятельство, что полное выяснение роли и влияния найденных на этой территории во время завоевания родины венграми славян требует дальнейшего углубленного исследования, совсем не может послужить основой к тому, чтобы исключить этот вопрос из сферы внимания вышеуказанной своей статьи (в которой немало поучительных экскурсов) — с тех пор, как показывает его выступление на конференции славяноведов, он сделал уже некоторый шаг вперед в этом отношении — и молчаливо отрицать влияние славянской комитатской системы на формирование венгерского учреждения. — Здесь можно обнаружить некоторую точку соприкосновения с вышеупомянутой статьей Петера Ваца, который сам полагал, что венгерская организация королевских комитатов полностью отличалась от «древних земляных крепостей» живших здесь славян, которые «служили только прибежищами для населения в случае опасности». Здесь с одной стороны ставится под сомнение уровень развития славян, с другой стороны, остается в тени классовая функция системы крепостей.

Статья Петера Ваца — который, как указалось выше в одном аспекте, сделал многочисленные полезные замечания к вопросам ранней истории Венгрии — впрочем, вообще не была лишена подобных реминисценций. Он полагал, что набеги были «результатами героического поведения венгерского общества, сформировавшегося еще на южнороссийских степях». Он сомневался в том, что добыча завоевания родины (найденные здесь и покоренные славяне) большей частью увеличили как раз богатство князя и родовых старейшин, ведь — как говорится в статье — на добычу имело признанное право *все* войско; таким образом, аналогично старым взглядам, он не признал разветвляющихся классовых отношений в обществе венгров периода завоевания родины. Рассуждения автора, направленные на подтверждение «полукочевого» быта венгров, якобы сохранившегося вплоть до первой половины XIII века, неубедительны как раз потому, что вопрос о переходе к земледелию рассматривается отвлеченно от всеобщего распространения феодальных классовых отношений, развитие производительных сил изучается в целом изолированно от формирования производственных отношений, и т. д.

Мы немного остановились на этом комплексе вопросов потому, что он занимал важное место в исторической литературе прошлого десятилетия в нашей стране и около него развернулась одна из важных дискуссий нашей исторической науки, значение которой (до некоторой степени) превзошло вопросы данного периода и которая коснулась самой ценности марксистской исторической теории и метода, особенно около 1958–1959 годов, причем, дискуссия эта велась, казалось бы, по частным вопросам, без высказывания сути, вернее, под покровом дискуссии «на театре военных действий второстепенного значения», страстно и не стесняясь в выражениях, но в то же время запутывая, завуалируя фронты и основные вопросы. Дискуссия велась в тот период, когда углубленные, дифференцирующие и детализирующие, лишённые схематизма и вульгаризации исторические исследования были чрезвычайно нужны, но не менее этого было необходимо бдительно беречь идейную чистоту нашей исторической науки, ясно увидеть опасность проникновения в нее антимарксистских буржуазных взглядов и преодолеть, отбить эту опасность путем применения убедительной марксистской критики, тщательно отсеивая ненужное из ценных новых результатов науки.

С тех пор шум дискуссии затих, буря отшумела, и наше общее марксистское историческое представление о данном периоде — как показалось выше — обогатилось новыми важными чертами. Мы, однако, далеко не можем примириться с тем, что до настоящего времени не удалось закончить дискуссию в отношении ее существа и содержания, что все еще не сделан глубокий анализ работ Петера Ваца и Дьёрдя Дьёрфи, не оценены новые, правильные положения в них и не подвергнуты конкретной критике теоре-

тические ошибки, идейные слабости этих работ.* Проведение же этой работы, что, естественно, не может быть заменено настоящими краткими замечаниями, — абсолютно необходимо, с одной стороны, чтобы содействовать продолжению научной деятельности этих талантливых историков крупной эрудиции, чем твердо рассчитываем, а с другой стороны, чтобы способствовать дальнейшему углубленному марксистскому изучению этой тематики, разработке новых зависимостей.

Дальнейшее изучение этой тематики должно очевидно быть направлено с одной стороны на более подробную и дифференцированную разработку тех особенностей, которые характерны для конкретных исторических процессов развития народов Средней и Восточной Европы, и которые были проявлениями общих закономерностей формирования феодализма. На основе вышедших в свет до настоящего времени работ по отдельным деталям проблемы мы с законными ожиданиями можем относиться к опубликованию диссертации А. Барты и к трудам других историков. С другой стороны, несомненным кажется, что в результате исследований ранее или позднее созреют условия того, чтобы в сотрудничестве с историками-марксистами других стран в широком плане поднять основной принципиальный вопрос: проблематику формирования феодального общества, без возникновения, правильное, развертывания рабовладельческой формации, — как этот процесс обнаруживается не только по отношению к венгерскому народу, но (естественно, в разных исторических вариантах) по отношению и к ряду германских и славянских народов.

Подобная возможность развития, так сказать, возможность развития *»по не-рабовладельческому пути»*, возможность непосредственного феодального развития в ранних средних веках открылась и стала возможной благодаря тому, что развитие части человечества до этого, в античности уже прошло по пути рабовладельческого строя; потому, что многие народы по этому пути уже дошли до разложения рабовладельческого общества и возникновения феодальных отношений, к этому преобразованию революционного характера; потому, что народы, которые стали подниматься из состояния отсталости, из патриархальных отношений первобытно-общинного строя и пошли по пути развития классового общества в *великий исторический период перехода к феодализму* имели возможность до некоторой степени воспользоваться достигнутыми до тех пор результатами развития производительных сил и общественных отношений, оказались под их влиянием. Таким образом, для венгерского народа и других народов стало возможным, чтобы, несмотря на то, что в результате разложения первобытно-общинного строя появились как отношения рабовладельческого, так и феодального

* Недавно в работе Лайоша Элекеша «История средневекового венгерского государства с его основания до его падения под Мохачем» был сделан ряд важных замечаний относительно статей Дь. Дьёрфи.

характера, — все же, стали преобладать, распространяться последние, определяя основной характер складывающейся классово-общественной формации.

Согласно положению В. И. Ленина, изложенному на II конгрессе Коммунистического Интернационала — положение, которое дальше развивалось Московским Заявлением 1960 г. — перед народами, которые в наши дни, *во всемирно-исторический период перехода к социализму* поднимаются из докапиталистических форм, из феодальной или даже патриархальной отсталости, открывается возможность развития *по не-капиталистическому пути*. Она открывается именно потому, что развитие части человечества уже до этого, в новое время пошло по капиталистическому пути; что ряд наций уже дошел по этому пути до свержения капитализма, до социалистической революции и создана мировая социалистическая система; что социалистические нации передают достижения развития производительных сил вырывающимся из отсталости народам и последним станет возможным овладеть наиболее прогрессивным опытом общественного развития.

Изложенное выше — хотя и в краткой, конспективной форме, в виде гипотез — говорит о том, что положение В. И. Ленина, творческое развитие марксизма-ленинизма могут оказать плодотворное влияние на исторический анализ ранних периодов, на общее развитие марксистской исторической теории, — так же, как и исследования по истории могут по-настоящему выполнять свою роль только при условии, если они сами способствуют дальнейшему развитию теории марксизма-ленинизма, освещению возникающих в наши дни новых теоретических проблем.

2.

Марксистские исторические исследования дали значительные успехи по сравнению с буржуазной историографией не только по проблемам формирования и раннего периода феодализма, но и его дальнейшего развития — *периода расцвета и позднего феодализма*, в частности, прежде всего в тех областях, которые больше всего пренебрегались или менее всего правдиво изображались буржуазной историографией: в области экономической истории, раскрытия антифеодальных народных — крестьянских движений, но и по освещению многочисленных вопросов политического и государственного развития, в том числе процесса развития сословного строя и централизации.

Исследования, связанные со вторым этапом — периодом «расцвета» средневековой истории Венгрии (XIII—XV вв.) позволяют нам установить, что венгерское общество, которое вступило на путь феодализма позже Западной Европы, так как пришло на свое окончательное место поселения поздней волной великого переселения народов, — свое начальное отставание в большинстве областей материальной и духовной культуры, общест-

венной и политической жизни успело по существу, в качественном отношении наверстать к XV столетию: оно приблизилось к уровню Западной Европы, хотя одинаковость качественного уровня сопровождалась отставанием в отношении количества, главным образом в области развития ремесла и городов. Закон неравномерности развития действовал в том, что венгерское общество — правда, ограниченное трудностями промышленного развития городов — с точки зрения производительных сил сельского хозяйства, производственных и рентных отношений, товарного производства, классовой структуры, государственного и политического строя и культуры за сравнительно более короткий срок прошло по пути первого и второго (раннего и развитого) периода феодального развития и «ускоренно» приближалось к наиболее развитым в данный период странам Западной Европы. Следовательно, при условии нормального развития и в дальнейшем, перед ним также открылись бы те перспективы исторического прогресса, которые в последующие столетия созрели и осуществились в Западной Европе: перспективы разложения феодализма, выхода из средневековых условий, формирования буржуазного общества нового времени, формирования капиталистического строя.

И так, перед венгерской исторической наукой встал вопрос большого значения: какими причинами, факторами, обстоятельствами объяснить, что эти перспективы развития все-таки не воплотились в действительность в истории Венгрии XVI—XVIII вв.; что в это время у нас еще не пришла очередь разложения средневековых условий, формирования капиталистического общества, а наоборот, наблюдалось укрепление, новое, позднее «издание» феодальных, сословных условий.

На этот вопрос, конечно, не в такой формулировке, попытался ответить и наиболее выдающийся представитель венгерской буржуазной исторической науки периода перед второй мировой войной — Дьюла Секфю. Из связанных между собой звеньев той цепи драматических событий, которая в конце XV—первые десятилетия XVI в. явным образом нарушила прогрессивную линию развития венгерской истории — распад государственной централизации после 1490 г., разгром крестьянского восстания Дожа и последовавшая после него жестокая расправа в 1514 г., распад страны на три части и османо-турецкий захват страны после 1526 г. — он ухватился за одно, именно последнее: в одной лишь полуторасталетней турецкой оккупации страны он видел «источник всех дальнейших несчастий нашей истории». «... своими войнами в течение трехсот лет турки нарушили прямую линию развития венгерского государства и нации», «турецкая оккупация являлась наиболее крупной, пожалуй единственной катастрофой истории Венгрии, из которой позднее вытекали все другие горя», — частое повторение подобного одностороннего положения с одной стороны послужило тому, чтобы отвлечь внимание от общих черт, закономерностей историче-

ского развития венгерского народа и славянских народов Средней и Восточной Европы, с другой стороны, было призвано подчеркнуть необходимость для венгерской нации прибегнуть к помощи Вены против турецкого нашествия, подчеркнуть положительное действие принадлежности к монархии Габсбургов; наконец, подчеркиванием «государственных и национальных функций» венгерского крупного землевладения в период турецкого господства оно было направлено на историческое оправдание законности сохранения системы крупных землевладений, национального призвания латифундий: «... в Венгрии, как раз в связи с перманентностью войны общественное и экономическое развитие шло по такому пути, который, в отличие от западного пути, обеспечил крупному землевладению намного большую сферу действий, нежели в странах Запада.»

Новые венгерские исторические работы — наряду с тем, что опираясь на дальнейшие доказательства новых сборников исторических источников энергично подчеркивают исключительно тяжелые людские и материальные потери, вызванные турецким господством, весьма отрицательное действие сильно мешавшей прогрессу турецкой власти, — не считали достаточным сводить к этому единственному фактору все дальнейшие неблагоприятные моменты нашего исторического развития. Они с одной стороны показали органические, причинные связи между отдельными этапами вышеупомянутой тройной цепи событий — распад централизованной государственной организации подорвал основы обороноспособности опустившейся в сословную анархию страны, после кровавой расправы над участниками крестьянской войны феодалы уже боялись призвать к оружию крепостных крестьян против турок (как некогда сделал Хуньади) (см. монографию на эту тему Л. Элекеша и статью Дь. Секея) — а с другой стороны, они открыли более широкую международную перспективу изучения всего комплекса проблем, указанием на то, что отрицательные моменты, аналогичные с событиями истории Венгрии могут быть обнаружены в истории ряда других стран Средней и Восточной Европы XVI—XVIII вв., — в том числе и таких стран (Чехии и главным образом Польши), которым непосредственно не был нанесен удар со стороны Турции, правильное, которые не томились под тяжелым турецким игом.

Именно этот факт побудил наших историков к углубленному изучению того направления, этапа общественного развития, который согласно Энгельсу марксистская историческая наука называет «вторым изданием крепостного строя (*zweite Ausgabe der Leibeigenschaft*)» — который в истории ряда народов Средней и Восточной Европы XVI—XVIII вв. (разумеется, с учетом значительных расхождений по странам), в основном можно считать общим явлением. Венгрия представляет один из исторических вариантов этого своеобразного центрально-восточно-европейского направления развития. Ряд сборников источников и трудов, в том числе работы Ласло Маккаи, Ференца Макшаи,

Ференца Экхарта, Эндре Варга, Дьёзе Эмбера, Тибора Виттмана, Иштвана Н. Кишша и других содействовали изучению, освещению, экономическому и общественному охарактеризованию этого направления развития, противоположно предыдущему ходу развития в Венгрии и все более отклонявшегося от направления развития в Западной Европе данного периода.

Следует, однако, указать на то, что требование и осуществление этого широкого международного кругозора стало более-менее энергично обнаруживаться в нашей исторической науке только в последние годы; его отсутствие или ограниченное применение на более раннем этапе, особенно в начале 1950-х годов привело к немалому количеству ошибок и искажений в изучении и оценке данного периода. Укажем главным образом на два момента.

Первое: наша марксистская историография на основе замечаний классиков марксизма-ленинизма относительно особенностей процесса исторического развития в Восточной Европе — с самого начала уделяла внимание изучению того происшедшего в ряде стран Восточной Европы векового процесса, при котором по сравнению с *промышленным* развитием и развитием *городов* в переднем плане хозяйственного развития оказалось *сельскохозяйственное* товарное производство, и действовавший в этой области дворянский *помещичий* класс, собственное помещичье хозяйство. Мы, естественно, подчеркнули вредное действие слабости городского развития на весь процесс развития, однако, догматически присоединившись к тому моменту концепции Йозефа Реваи, первым обрисовавшего марксистским образом основные черты развития Венгрии в XVI—XVIII вв., согласно которому за захирение нормального развития капитализма страны Восточной Европы «компенсировались» дворянским товарным производством, — развитие рыночной деятельности помещиков, продвижение в области собственного фольварочного хозяйства мы на самом деле рассматривали как «компенсацию», т. е., как такой путь развития товарного производства, который, хотя и противоречивым образом, но все же, непосредственно приводит к возникновению капиталистических отношений, первоначальному накоплению, предистории капитализма.

Требовалось некоторое время, чтобы освободиться от иллюзий собственно фольварочного развития помещичьего хозяйства и уделить должное внимание (и в отношении изучаемого периода) другой тенденции развития сельскохозяйственного товарного производства (правильнее, «первой» тенденции, продолжавшей предыдущий ход развития крестьянского хозяйства), а также борьбе между двумя тенденциями и преобладанию тенденции помещичьего хозяйства. Требовалось некоторое время, чтобы раскрыть и убедительно доказать, что несмотря на то, что рыночная деятельность помещиков и собственное помещичье хозяйство сами до некоторой степени означали прогресс торговли товарами и товарного производства, но все-таки, именно такой вид развития,

которое став все более преобладающим, мешало городскому буржуазному развитию, как и мелкособственническому буржуазному развитию, нашего крестьянства (тенденция которая в аграрных отношениях нашей страны в XV столетии уже ярко вырисовывалась, а в XVI столетии еще во многих местах распространялась); а тем самым — после первоначальной двойственности — в конце концов мешало и задерживало становление и развертывание капиталистических условий.

С этим тесно связан другой момент. Поскольку линию развития помещичьего товарного производства и торговли в XVI—XVII веках мы изучали метафизически, взято само по себе, и в отношении их основного содержания рассматривали их как прогрессивные тенденции, игнорируя в основном ретроградный, задерживающий развитие характер по отношению к экономическому и общественному развитию *в целом* (который в конечном итоге ограничивал сам себя), а также весьма неблагоприятное положение и соотношения сил классов с точки зрения капитализации в системе органически связанного с этим развитием «второго крепостничества» — мы поневоле пришли к выводу, что причины слабости городского и буржуазного развития нашей страны, нашего отставания в XVI—XVIII веках, которое по сравнению с прежними количественными расхождениями уже становилось качественным, следует объяснить не оковами позднего «издания» феодального строя, а при чрезмерном преувеличении дискриминативной экономической политики Габсбургов, стремлениями Вены к колонизации Венгрии, еще задолго до середины XVIII века, периода развертывания меркантилистской политики Вены. Итак, нам угрожала опасность одностороннего подхода, аналогично Секфю, лишь с переменной знака — вместо турецкого господства, как «единственного» отрицательного момента в венгерской истории наблюдалось чрезмерное увеличение отрицательной стороны габсбургской колонизации, в качестве основного препятствия формирования капиталистических отношений в Венгрии.

То обстоятельство, что наша историческая наука в области этой проблематики уже успешно преодолела эти ошибки догматического характера, что ей уже удалось описать основные черты отклонения развития в Венгрии с помощью применения методов международного сравнения (по крайней мере в области аграрных отношений); что XVI—XVII вв. не рассматриваются ею как период перехода от феодализма к капитализму, а по крайней мере как предистория перехода от феодализма к капитализму, и этот период — вместе с большей частью последовавшего столетия — считается периодом *позднего* (а не *разлагающегося*) феодализма — характерным для Средней и Восточной Европы — само собой разумеется, еще далеко не означает того, что социально-экономическая проблематика данного периода окончательно разобрана и разрешена.

Необходимо дальнейшее изучение и полное освещение причинных связей, прежде всего тщательное изучение развития городов в Венгрии в XV—

XVII вв., необходимо глубокое раскрытие причин слабости городского развития — ведь нет сомнения: именно ее слабость не позволяла ей воспрепятствовать победе помещиков феодального характера; именно благодаря этому представители дворянского класса временно могли преобладать и в таких областях хозяйственной жизни, которые в Западной Европе представляли из себя характерное поприще деятельности горожан. Как раз застой промышленно-торгового развития городов, экономическая и политическая слабость горожан (что одновременно означало и слабость или даже полное отсутствие городского классового союзника крестьянства в его антифеодальной борьбе), вытекавшее из этого политическое и экономическое преобладание дворянских помещиков — эти соотношения классовых сил открыли путь к новой стабилизации феодального строя во многих странах к востоку от реки Эльбы, это представляло основную классовую предпосылку развертывания «второго крепостничества». Также нет сомнения, что возникновение новых связей мирового рынка начиная со второй половины XVI века сильно увеличивало разницы в развитии между индустриализовавшейся Западной Европой и Средней и Восточной Европой, которые деградировались во внешнюю аграрную зону Западной Европы. Следовательно, те разницы, которые в количественном отношении, особенно в области развития промышленности, городского развития были налицо еще во второй половине XV века, стали теперь существенными, качественными разностями. Однако, требуются дальнейшие исследования и дискуссии для выяснения того, какая роль принадлежала в этом растущем отставании южно-германскому торговому капиталу, в какой степени правильно мнение Ласло Маккаи, согласно которому «исходную точку неблагоприятного направления общественного развития в Восточной Европе «следует искать» в колонизаторском проникновении южно-германского торгового капитала», представителей «западной экспансии, создавшей предпосылки второго крепостного строя»; и который считает, что возникновение отечественной буржуазии в основном парализовалось экспансией южно-германского торгового капитала, который затем, отступив, оставил свои позиции для экономической деятельности помещиков. Углубленные историко-статистические исследования Дьёзе Эмбера, посвященные спискам пошлины (тридцатой доли товара) 1542 г. — т. е., такого периода, когда «вторжение южно-германского торгового капитала в страны австрийских Габсбургов достигало своего апогея», — во всяком случае не подтверждают этой гипотезы. Нам, очевидно, необходимо беречься от разработки новой теории о колонизации, от выдвижения подобной теории на передний план, после того, что нам только что удалось преодолеть одностороннее, преувеличенное подчеркивание колонизаторской деятельности Габсбургов в этот период.

Мы считаем важным и необходимым проводить дальнейшие углубленные исследования тех расхождений по количеству и уровню развитости, которые существовали между Венгрией и странами Западной Европы еще

до начала процесса отклонения развития, т. е., еще во второй половине XV века, главным образом, с точки зрения промышленных и городских отношений. Ведь то обстоятельство, что феодализм возник в Венгрии позже, гораздо труднее было наверстать в этих областях, чем в области аграрных отношений. Цеховому ремеслу городов Венгрии еще в период развертывания приходилось состязаться с конкуренцией значительно более развитой промышленности городов Северной Италии, Южной Германии и Фландрии, которые вывозили и в Венгрию большие партии товаров, особенно текстильных и которые заняли для себя значительную часть венгерского рынка. Промышленное, городское развитие Венгрии с самых начал сталкивалось с международными рыночными связями, импортом промышленных товаров, с самых начал находилось под гнетом более развитой промышленности и торговли Западной Европы, что начиная с середины XV века еще заметно увеличивалось. (См. на эту тему монографию Йенё Сюча, дальнейшие исследования которого по истории городов ожидаются с большим интересом.) Однако, уже проблематичным кажется положение о том, будто прямолинейное до того времени развитие еще во второй половине XV века приостановилось и, таким образом, вторая половина XV века по существу уже относится к периоду отклонения развития. Также считаем оспариваемыми такие взгляды, изложенные на страницах нашей марксистской исторической литературы, согласно которым «главной основой» наступившего искажения развития экономики в Венгрии и в странах Средней и Восточной Европы послужили «еще ранее сложившиеся изменения в структуре этих стран» (Тибор Виттман). Еще менее можем согласиться и считать применимым в дальнейших исследованиях взгляд о том, что «развитие феодализма в странах Восточной Европы... вследствие многочисленных разных основных данных этих стран сложилось по-другому», чем феодализм в Западной Европе; поэтому, «капитализм мог явиться естественным результатом общественного развития только в Западной Европе» (Журн. Történelmi Szemle, 1959, стр. 471.).

Может быть, мы не ошибаемся, если утверждаем, что подобный взгляд (который создает почти непроходимую пропасть между развитием в Западной и Восточной Европе), является как бы полной противоположностью прежнего догматического подхода, взгляда, согласно которому общие закономерности складывания капитализма, формы осуществления этих закономерностей в Западной Европе схематично применялись к процессу развития в Венгрии. Подобно тому, как мы преодолели прежние ошибки, мы очевидно должны критически относиться и к вышеуказанному уклону этого взгляда.

Итак, проблем много и в этой области. И стоит нам проводить дальнейшие исследования на эту тему. Речь идет здесь, ведь, не о чем другом, как одном из основных вопросов нашей истории: когда, при каких обстоятельствах, под влиянием каких факторов произошли приостановление, уклонение и искажение развития в нашей стране, в результате которых власть

феодализма в Венгрии долго затянулась, переход от феодального строя к капиталистической экономике произошел только в XIX столетии, а развитие капитализма и в дальнейшем осуществлялось под тяжелым бременем пережитков феодализма, в своеобразных условиях; каковы исторические причины того опоздания и отставания в развитии, которое в конечном итоге может наверстаться только победившим социалистическим строем, который ставит нашу страну опять в передовую линию прогресса человечества.

3.

Наиболее широкая дискуссия наших историков в последние годы также главным образом непосредственно была связана с историей нашей страны XVI—XVIII вв., в частности с тематикой борьбы против турок и борьбы против Габсбургов за независимость страны: дискуссия, которая касалась исторической оценки понятия отечества и нации, в связи с этим *имеющихся в нашей историографии пережитков национализма*, а также потребности борьбы с ними, — однако, дискуссия как в отношении ее идейного и научного значения, так и ее тематики, охватившей почти всю историю нашей страны в целом, далеко выходила за первоначально намеченные хронологические пределы. Анализ этой дискуссии особенно требует оглянуться на 1944—1945 годы и начиная с этих лет попытаться проследить — естественно, только очень коротко, — относящиеся к этому вопросу события нашей исторической литературы.

В каких исторических и идеологических обстоятельствах выступила наша партия после освобождения страны, как руководящая сила страны, нации; после каких предпосылок приступила она к широкому распространению идей марксизма-ленинизма; в каких условиях стала расправлять крылья марксистская историческая наука на легальном поприще?

После таких предпосылок, когда реакционные господствующие классы как бы экспроприировали, монополизировали для себя «отечество» и «патриотизм»; они объявляли себя исключительными носителями «национальной мысли», следовательно, единственными призванными выполнять «роль руководителя нации». После таких предпосылок, когда исключительно целеустремленная, разносторонняя и заразительная националистическая пропаганда контрреволюционной реакции сумела под лозунгом «христианской национальной идеи», а затем «социальной национальной идеи» оказать влияние на массы; после таких предпосылок, когда господствующим классам с помощью своего идеологического влияния удалось обмануть широкие слои населения относительно целей коммунистов и содержания марксизма: прежде всего она рассыпала клевету о том, что коммунисты антинациональны, антипатриотичны, «безродные бродяги». Реакционеры всех мастей на каждом шагу кричали о том, что коммунисты хотят уничтожить то, что они

объявили наивысшей ценностью: родину и нацию, — конечно, применяя эти понятия к своим эксплуататорским классовым интересам, называя единой нацией то, что было раздроблено широчайшим классовым антагонизмом и объявляя родиной всех венгров страну, в которой широкие слои народа оказались обездоленными.

Партии, идеологам-коммунистам — если они желали оставаться на почве действительности, если они на самом деле учитывали данные, конкретные и своеобразные «национальные» условия — неизбежно было начать идейно-политическую борьбу на той «идеологической арене», которую как бы навязали им условия классовой борьбы в Венгрии; они должны были изложить требования общественного прогресса в категориях отечества и нации, в мысленных рамках этих категорий; противопоставляя реакционной фашистской демагогии, использовавшей патриотические и национальные лозунги, антифашистское, демократическое понятие родины и нации, лжепатриотизму истинный патриотизм. В таких условиях идеологам-коммунистам, историкам-максистам неизбежно было видеть одну из основных задач в разоблачении действительного содержания национализма господствующих классов; вступить в непосредственный бой против клеветы об антипатриотизме и антинациональности коммунистов, против пережитков этой клеветы, которые политические силы реакции старались, конечно, оживить и после освобождения страны; чтобы доказать: не господствующие классы — губители нации, а наоборот, трудящиеся массы, рабочий класс является хранителем национальных чаяний, продолжателем прогрессивных патриотических традиций, продолжателем борьбы за самостоятельную Венгрию, исполнителем революционного завета 1848 года, — и именно рабочий класс является исторически призванным сплотить силы нации и поднять ее из той катастрофы, в которую она была ввергнута реакционными господствующими классами, фашизмом, второй мировой войной. Это являлось в основном правильной целью, выполнением необходимой политической и научной задачи: исторические работы Йожефа Реваи, Эржебета Андича, Аладара Моца, отчасти написанные еще до освобождения страны и направленные на создание антифашистского национального фронта независимости, а затем на укрепление борьбы за демократическое преобразование страны, коренным образом порвали с пониманием истории контрреволюционного периода и стали мощными средствами демократического перевоспитания общественного мнения.

Таким образом, борьба, связанная с понятием патриотизма, являлась как бы частью борьбы за родину; осознание демократического содержания патриотизма являлась частью демократического преобразования страны; выявление национальной роли рабочего класса являлось частью той решающей задачи, чтобы партия подготовила рабочий класс к руководству страной, и, чтобы освободив трудящиеся слои и массы народа из-под идеологического

и политического влияния реакции привлечь их к сфере влияния рабочего класса.

Идеологическая борьба, которая велась на «арене» понятий об отечестве и нации, разумеется, была нелегкой и не была лишена и определенных опасностей. Она в силу необходимости была связана с тем, что мышление, сознание слоев, масс общества, которые пошли по пути демократического преобразования и оказались в сфере влияния рабочего класса и партии, еще далеко не могли освободиться от пережитков заразы национализма, которой они так долго отравлялись и, что в их мышлении еще остро не успела отделиться друг от друга, а во многих отношениях еще перемешивались чувства демократического патриотизма и реакционного национализма. Их разграничение, полное вытеснение реакционного национализма и превращение демократического патриотизма в социалистический патриотизм, разумеется, является длительным процессом, завершения которого можно ожидать только от последующих лет. На вопрос о том, с какой последовательностью безусловно необходимая и в основном проведенная в правильном направлении идейно-воспитательная работа коммунистов в этот период служила этому процессу; появились ли уже в это время зачатки дальнейших ошибок и в области идеологической работы — призваны дать ответ тщательные исследования по истории идеологии периода после освобождения страны. Уже теперь, однако, можно сказать: тот факт, что в годы непосредственно после освобождения страны мы как бы более сознательно, решительно приняли традиции 1848 года, чем наследство 1919 года; что мы скорее умалчивали первую венгерскую диктатуру пролетариата, чем оценили ее, говорили больше о допущенных ею ошибках (которых наша партия на этот раз уже не будет допускать), чем о ее эпохальных достоинствах; что рассматривая Венгерскую Советскую Республику мы более сильно подчеркивали ее национальный характер — победоносную северную кампанию (противопоставляя ее предательской роли венгерских господствующих классов в 1918—1919 гг.); то есть, что мы несравненно больше говорили о наших национальных традициях, чем о нашей величайшей интернационалистской (и в то же время национальной) революционной традиции, — это обстоятельство вызванное какими-бы то ни было соображениями или необходимостью не укрепляло, а наоборот, ослабляло действительность идейной борьбы партии, борьбы против национализма. Ведь со времени появления рабочего класса, рабочего движения на сцену истории как раз вопрос интернационализма стал водораздельной линией, как бы главным катализатором между реакционной и прогрессивной национальными идеологиями.

Итак, марксистская историография, которая пошла в основном по правильному пути и вызывала положительный отклик, с самого начала была чреватой зачатками определенных проблем и опасностей. Последние возникли не только в связи с пролетарской революцией 1919 года, но и

в связи с более ранними периодами истории нашей страны, предшествовавшими буржуазной революции 1848 - 1849 гг. Такой широкий подход к последним столетиям нашего прошлого, согласно которому «основные экономические противоречия между чужими и венгерскими интересами стали источниками 400-летней борьбы за независимость страны», таким образом, «содержанием последних 400 лет истории Венгрии являлась борьба против немецкого гнета, против зависимости от Австрии», «в чередовавшихся фазах которой руководящая роль переходила ко все более глубоким и широким слоям населения, а на кульминационной точке — в период восстания Ракоци так же, как в борьбе за независимость в 1848 году — она объединила большинство всех классов и слоев венгерского народа» — этот обобщающий труд всеохватывающей исторической перспективы (который вместе с другими работами имел важное значение в начальном периоде марксистского изучения истории нашей страны в XVI—XIX столетиях), подчеркивал *одно* важное свойство истории Венгрии нового времени, выдвинул плодотворные точки зрения для освещения взаимосвязей экономического и политического развития, буржуазно-национального преобразования и его предистории в нашей стране; особой его заслугой является то, что еще в самом начале он сумел дать широким кругам читателей сравнительно детально разработанное обобщение. В то же время однако, ставя в основную линию истории последнего четырехсотлетия истории нашей страны борьбу за независимость и изображая ее в качестве почти неразрывного процесса, эта работа не способствовала подчеркиванию того факта, что и в эти столетия *основной* характеристикой нашей истории являлась классовая борьба, и, что войны за независимость, во время которых осуществилось определенное сотрудничество, сплочение антагонистических классов, выразили исторически исключительные положения: временную общность интересов антагонистических классов, которая ранее или позднее неизбежно снова и снова распадала вследствие основного противоречия классовых интересов. С другой стороны, показывая *основную* линию взаимосвязей родины (нации) и прогресса — что, разумеется, в данное время явилось непосредственной задачей — тем самым связи между национальной борьбой и классовой борьбой, между требованиями национальной независимости и общественного прогресса (которые в ходе истории не раз проявлялись в противоречивой сложности) изображались почти как полностью однозначные, непосредственно совпадающие друг с другом.

Таким образом, марксистская историография, сделавшая новые шаги вперед после таких пионерских починов, в то время когда начала острую и правильную борьбу против руководящего направления официальной историографии контрреволюционного периода — направления «сторонников Габсбургов — лабанцев» — не сумела полностью освободиться от влияния другого направления нашей *буржуазной* историографии — направления «куруцев — сторонников независимости»: в некоторых отношениях она

поневоле соприкасалась с одной из разновидностей националистических взглядов предыдущего периода. Этому способствовало и то, что вначале — разумеется — наша новая историография была вынуждена почти полностью опираться на односторонний в силу необходимости фактический материал, раскрытый буржуазными историками, что неизбежно влияло на историческую картину, контуры которой она набросала.

Однако, мы бы допустили тяжелую несправедливость, оценивая нашу марксистскую историографию, которая развертывалась по указанному выше пути, только с этой одной точки зрения. В начале небольшая, затем все более расширявшаяся группа историков-коммунистов, представители которой в это время большей частью работали в области партийного просвещения, в средних школах или же заканчивали университет, еще в годы, непосредственно последовавшие после освобождения нашей страны, с решительной марксистской требовательностью приступили к изучению истории; жадно изучали труды классиков марксизма и выдающихся венгерских деятелей общественных наук и историографии и сами постепенно пытались применять марксистскую теорию и методы к тем или другим периодам и проблемам истории Венгрии. После года перелома (1948) были созданы учреждения по марксистским историческим исследованиям и высшему образованию, распространялось изучение марксизма-ленинизма в более широких кругах наших историков (хотя и не без догматизма и сектантства). В результате распространения марксизма и наши историки, изучавшие историю страны XV—XVIII вв. обратились к исследованию таких вопросов и раскрытию таких новых источников, которые почти или полностью выходили за пределы поля зрения представителей «куруцкой-независимой» историографии: к вопросам экономических условий, развития товарного производства, препятствий перехода к капиталистическому способу производства, к детальному изучению основных классовых отношений, роли, борьбе крепостного крестьянства, трудящегося народа, гайдуков, гулящих людей, «богатырского сословия». К числу долговечных достижений марксистских исторических исследований относится показ того факта, что военные силы, успешно сопротивлявшиеся турецкому натиску, гарнизоны пограничных крепостей набирались из крепостных крестьян венгерских и не-венгерских сел, а массовую силу восстаний против Габсбургов — и не разу и инициаторов этих восстаний — составляли элементы, исключенные из сословных привилегий, общественные слои, группировки, стремившиеся вырваться из оков феодальных отношений, позднее из условий венгерского варианта «второго крепостничества», — как указали в своих работах Лайош Элекеш, Иштван Шинкович, Тамаш Эсе, Агнеш Варконьи, Ласло Маккаи, Ласло Бенцеди и другие. Не менее значительная и еще более обширная и детальная деятельность историков развернулась в интересах изучения и разработки экономической и политической проблематики периода реформ 1848—1849 гг. — при этом исто-

рики опирались на более ранние, основополагающие труды Йозефа Реваи, в которых не только выяснились основной характер и классовое содержание событий 1848—1849 гг., но в них осветились марксистским образом также многочисленные важные детальные вопросы. Годовщины, совпадавшие с политическим направлением продолжения и дальнейшего развития революционных традиций 1848 г. — ознаменование столетия со дня революции, затем 150-летия со дня рождения Кошута — мобилизовали широкие силы «фронта историков» и способствовали возникновению важных исторических работ: здесь отметим только сборники статей «Революция и борьба за независимость 1848—1849 гг.», (1948), затем двухтомный «Юбилейный сборник, посвященный Кошуту» (1952), с статьями Дежё Немеша, Эржебета Андича, Дьёзе Эмбера, Аладара Моца, Петера Ханака, а потом Дьюлы Секфю, Зольтана И. Тота, Имре Ревеса, Иштвана Шинковича, Домокоша Кошари, Дьердя Шпира, Йозефа Боруша и др.

С другой стороны, нет сомнения, что политическая атмосфера, создавшаяся после года перелома, преобладание культа личности во многих отношениях не содействовали, а наоборот, тяжело препятствовали развитию нашей историографии, в том числе научному марксистскому освещению прогрессивных исторических традиций нашей страны, в частности, борьбы против Габсбургов (именно таким образом, что достижения и ошибки возникали не в отдельности, а совместно, почти в полном переплетении, поэтому потребуется весьма тщательная «хирургическая» работа для отделения здоровой ткани от болезненных наростов).

Старое партийное руководство, когда в области политики стало догматичным, механическим подражателем, и все более отходя от практики годов после освобождения страны, все менее и менее учитывало реальные условия, конкретные данные, своеобразные национальные черты страны, как бы в противовес этому все чаще, в виде трафаретных фраз стало ссылаться на национальные традиции, на их органическое и непосредственное продолжение в настоящее время. — Ложная теория и практика непрерывного обострения классовой борьбы, грубое нарушение союзной политики, марксистско-ленинских принципов широкого классового союза трудящихся классов, направленного на построение социализма, расслабление связей партии с массами — как вопиющее противоречие между словами и действиями — «компенсировались» частыми громкими и стереотипными декларациями о национальном единстве; этому и соответствовало насильственное подчеркивание национального единства по отношению к прошлому, проектирование требования национального сплочения на более ранние исторические периоды, хотя в эти периоды сотрудничество классов никогда не могло стать непрерывным, а осуществлялось только в чрезвычайных условиях и с временным характером; этому и соответствовала преувеличенная, исторически ложная актуализация боев против Габсбургов.

В годы после года перелома в аналогичном направлении действовало и складывание внешнеполитических отношений, международного положения. В связи с ростом агрессивности военной политики американского империализма, а с другой стороны, в атмосфере неизбежности войны и обострения наших отношений к Югославии, из прогрессивных национальных традиций нашей страны выступали в передний план главным образом традиции обороны родины, борьбы против чужеземных агрессоров-врагов, угрожающих с запада и юга и эти традиции все более стали определять *основную* линию нашей историографии, в частности, прежде всего исследования истории страны в XV—XVIII веках.

Одностороннее подчеркивание национального сплочения и отечественных войн за независимость, их искусственное, насильное выделение из всего хода исторического развития и сложных исторических взаимоотношений — непосредственно вследствие атмосферы культа личности — сопровождалось идеализацией руководителей боев в защиту родины, за независимость страны, антимарксистским преувеличением исторической роли личности. Последнее отчасти проявилось в такой оценке, в которой не достаточно учитывалось то, что эти руководящие личности являлись феодальными помещиками-крепостниками, правильнее, переоценивались их политические стремления и объективные возможности этих стремлений. Что касалось руководителей анти-габсбургских войн, здесь наблюдалось два вида оценки, которые, правда — через переходящие варианты — часто переплетались друг с другом. Согласно первой концепции в первой фазе 400-летней борьбы за независимость, до 1711 г., на экономической почве включения в товарное производство «сам класс крупных помещиков», — а в формулировке более поздних лет (1951 г.) «прогрессивная, национальная часть класса крупных помещиков» руководила сопротивлением. Второй взгляд, который, борясь с основным направлением историографии контрреволюционного периода — взглядом о роли «спасателей родины» крупных помещиков, вступивших в союз с Габсбургами —, и в этот период подчеркивал антинациональную, предательскую роль класса крупных помещиков, считал, что аристократические руководители войн против Габсбургов являлись исключительными личностями, которые «переросли рамки сословного мира», «стали выше своей классовой ограниченности», «стали выше феодальных классовых интересов»: они сознательно и с перспективой успеха боролись за достижение целей национального абсолютизма и, больше того, были представителями тенденций капиталистического развития, носителями «резко буржуазных черт». В то же время, будучи историками-марксистами — при полной оценке положительных и прогрессивных черт руководящих личностей — необходимо было бы уделить основное внимание прежде всего тем феодально-сословным *классовым* интересам, которые определили отношения к Венскому двору класса помещиков, правильнее, отдельных его групп весьма противоречивым

образом: эти интересы в основном связывали их с государственной властью Габсбургов, но с другой стороны, главным образом начиная с конца XVI-начала XVII в., и повернули их против нее и эти противоречивые отношения весьма ярко проявились «в личных судьбах» руководящих личностей (напр. Бочкаи, Ракоци) восстаний.

Однако, в нашей историографии наблюдались не только тенденции к идеализации выдающихся личностей господствующего класса, но и народных масс, крестьянства. Ошибки опять же проявились здесь не в одиночестве, а в переплетении с достижениями. Увлечение идеологической борьбой против буржуазного взгляда на историю, согласно которому народное движение почти полностью оставлялось без внимания, классовая борьба затуманивалась и историческая роль народных масс недооценивалась, а также раскрытие упомянутого уже весьма значительного исторического факта, что ядро борющихся против турок, массовую силу восстаний против Габсбургов составляли народные крепостные элементы, побудили к тому, чтобы сам объективный факт — факт массового участия в этой борьбе — путем схематичного упрощения отождествлялся с субъективным мотивом, идейной движущей силой и, следовательно, к тому, чтобы придавать крестьянству высокую идейную сознательность, в частности, развитую национальную сознательность также в условиях феодальных классовых порядков. Подобное отождествление объективного действия с субъективными движущими силами с одной стороны мешало тому, чего мы не пропустили при анализе более ранних, определенно крестьянских восстаний (при этом главным образом ссылаемся на работы Дь. Секея): в связи с движениями за независимость мы не подвергали серьезному анализу идеологию народно-крестьянских элементов, воевавших народных слоев, содержание их сознания; не оценивали сложившиеся в их идейном мире понятия о родине и нации: в какой степени являлись они иллюзиями, продуктами идеологического влияния господствующего класса и в какой степени отражали действительность, фактические интересы, отношения угнетенного класса, его стремления против феодального строя. С другой стороны, также благодаря этому, хотя и не оставляли полностью без внимания, но в большинстве случаев неполно показали, что участие в борьбе против Габсбургов в XVII веке и в начале XVIII века венгерских, словацких, закарпатско-украинских и румынских крестьян — какие бы содержания сознания ни представляли непосредственную идейную движущую силу этого, — вытекало в основном из их объективного положения, их классовых интересов и составляло часть их классовой борьбы.

Итак, ошибка заключалась не в том, что нашу историю мы рассматривали — *наряду с классовой борьбой* — как одновременно серию борьбы за независимость и свободу, а в том, что наша историческая литература чуть-чуть уже стала создавать такое впечатление, как будто наше национальное

прошлое мы рассматривали *наряду с борьбой за свободу и независимость* и как историю классовой борьбы; что сама классовая борьба изображалась и оценивалась с перспективы требований национального единства — например, в столетии начиная с Бочкаи и до Ракоци с перспективы предистории куруцкого национального сплочения и его осуществления; что мы последовательно не учитывали, что в рамках антагонистических общественных формаций временное сотрудничество классов — как например, и борьбу против Габсбургов — можно понимать и освещать только исходя из противоречий и борьбы классов, в связи с ними. Таким образом, наша историография на самом деле уже недалеко была от упрощающего подхода подобных этому заявлений: «История венгерского народа — это история борьбы за свободу. Борьба Бочкаи, Бетлена, Ракоци, Кошута, пролетарская революция 1919 года вопреки всему героизму венгерского народа не сумели завоевать прочную свободу.» (М. Ракоши, 1955 г.)

В результате указанного выше двойного, противоречивого развития создалось такое положение, что в то время как наша историческая наука в основном была проникнута марксистской теорией, и деятели нашей исторической науки работали с несомненным размахом, давая хорошие результаты, те проблемы и опасности, которые раньше как бы проявились в зародышевой форме, а в 1944—1945 годах, а также в годы, непосредственно следовавшие после освобождения страны, как бы неизбежно возникли, в годы после победы пролетарской революции и после того, как марксизм-ленинизм занял в нашей исторической науке руководящую роль, не преодолелись, а наоборот, прочно утвердились и даже широко развернулись, и привели к искажению взглядов и тематики марксистской историографии.

Нашей исторической литературе, как видно из вышеизложенного, уже по одной ее тематической структуре угрожала опасность определенного уклона — ее сосредоточение на изучение боев за независимость, а также на период реформ и 1848 года — (это, конечно, сами по себе были весьма важные темы исследований, итак, и здесь видно переплетение положительных результатов и ошибок) — в такой мере, при таком соразмере перешло в преувеличение и односторонность. С другой стороны, такая ориентация работы историков, когда она, правильно реагируя на исторические интересы нашего трудового народа, общественного мнения, на его восприимчивость и патриотические чувства, уважение национальных традиций, не была лишена опасности того, чтобы овеять ореолом «национальной славы» прошлое нашей страны, она не была лишена опасности льстить ложной национальной гордости, несовместимой с социалистическим патриотизмом и интернационализмом. В результате подобного уклона исторического подхода не раз неизбежно произошло то, что мы изображали наше прошлое не в его полной действительности, а как бы приукрашивая ее, чтобы невольно отвлечь внимание читателей от реакционных периодов истории нашей стра-

ны, и, главным образом, от глубокого, ответственного и мучительного переживания и осознания того факта, что венгерский народ как раз в период, о котором речь идет, то есть, начиная с конца XV века, все более, а позже столетиями стал отставать от первых рядов прогресса, что его социально-экономическое развитие затормозилось, искажалось, уклонилось в сторону, и, вследствие этого, только теперь, освободившись, в результате победы социализма, в *коренным образом новых* условиях открывается возможность окончательно и всесторонне наверстать опоздание, отставание, когда упущения феодальных и капиталистических столетий даже при наличии наиболее передовых общественных и производственных отношений нельзя исправить день за день, а только путем настойчивого труда, целеустремленных и самоотверженных усилий, которые, однако, при *коренным образом изменившихся классовых отношениях* имеют ярко вырисовывающиеся перспективы.

Мы считали, были убеждены, что работой исследователей истории, воспроизведением вдохновляющих традиций прошлого нашей страны мы правильно служили делу борьбы настоящего времени, делу строительства социализма, однако, на самом деле, мы только односторонне выполняли свои задачи историографов, задачи «истории, учителя жизни», мы недостаточно удовлетворяли требованиям, чтобы извлечь уроки истории нашей страны со строгой марксистской научностью, принципиальной коммунистической партийностью, которая по-настоящему служила бы делу строительства социализма.

Опасность вышеуказанной односторонности в отношении тематики и подхода нашей историографической работы, которая проводилась с несомненным подъемом и не была лишена и успехов, еще более усугублялась тем, что по сравнению с работами по раскрытию боев за независимость и национальной борьбы мы значительно меньше сделали в интересах изучения истории класса, под руководством которого наш народ мог снова примкнуть к первым рядам общественного прогресса, который один является призванным быть вождем национального сплочения, направленного на построение социализма: изучения истории, борьбы и развития *рабочего класса*. Не вдаваясь на этом пункте в детальную трактовку этого вопроса желаем только указать на то, что в первой половине 50-х годов по тематике и истории венгерского рабочего движения возникла только одна ценная монография: работа Дежё Немеша об истории Всеобщего Союза Рабочих (также, как и раньше, во время ознаменования столетия 1848 г. он и Дьюла Мереи посвятили работы выступлениям складывавшегося рабочего класса за его самостоятельные классовые требования, в период буржуазной революции 1848 г.). Многообещающая деятельность создавшегося Института Рабочего Движения и его полезные усилия в интересах раскрытия и публикации исторических источников венгерского рабочего движения, разработки от-

дельных его вопросов непосредственным образом препятствовались условиями сектантства и культа личности, и по существу сделали невозможным научное изучение Венгерской Советской Республики 1919 года. Итак, к богатому урожаю исторической литературы, посвященной национальной борьбе венгерского народа и истории революции 1848 года не присоединилась литература по истории рабочего движения, которая хотя бы приближалась к последней по объему и которая — за некоторыми ценными исключениями — не достигла ее и с точки зрения научного уровня; вся наша историческая наука недостаточно подчеркивала, лишь как фразу повторяла, каким образом *над* прогрессивными общественными — в рамках их классовой определенности — классами, слоями, личностями прошлых веков, возвысился в течение последнего столетия истории нашей страны новый класс, рабочий класс, чтобы через битвы и поражения, целеустремленные размахи и мучительные обходные пути, но с сознанием исторической неизбежности, — как раз благодаря коренным образом отличающейся от других классов классовой определенности — он коренным образом изменил классовые отношения общества и «превращал себя в господствующий класс», хотя «*никоим образом не в буржуазном смысле*». (Манифест Коммунистической Партии.)

К разработке исторического вывода огромного значения — показ которого непосредственно после освобождения нашей страны являлся настоятельным требованием и который и в последствии не терял своей актуальности — что рабочий класс является хранителем, наследником, носителем и продолжателем прогрессивных национальных традиций, — к показу патриотизма, национальной роли рабочего класса не присоединилось достаточно глубокое и главным образом принципиально чистое марксистское теоретическое освещение и историческое изложение того не менее решающего факта, что рабочий класс — национален и одновременно — решительно — международен, что его патриотизм питается и из демократических прогрессивных традиций прошлого, но в основном, произрастает из своих собственных, *коренным образом новых* общественных жизненных условий, — то есть, это новый, более высокий, социалистический *патриотизм*, неотъемлемой частью которого является социалистический *интернационализм*. Из всех произведений нашей исторической науки не с достаточной силой чувствовалось утверждение того, что рабочий класс, партия не только уважают, сохраняют и продолжают наши национальные традиции, но одновременно с этим они критикуют и превышают их, что речь идет не только об органическом и непосредственном продолжении традиций, но и о коренным образом новом, революционном скачке, о новом качестве. Мы не только охотно цитировали подобные заявления: «...цели, за которые куруцы Ракоци, гонимые Кошута, красноармейцы 1919 года напрасно боролись, достижение их теперь становится возможным самым ходом истории», — а вслед за такими цитатами мы,

историки сами сформулировали положение о том, что борьба за независимость против Габсбургов входит в ту основную линию истории нашей страны, «которая *прямо приводит* к нашим теперешним боям и победам».

В связи с тем, что в нашей теоретической работе, работе по историографии не выяснилось с твердой марксистско-ленинской идейностью, принципиальной, но в то же время конкретной исторической диалектикой отношение партии, рабочего класса, социалистической современности к прошлому, к истории, национальным традициям, патриотическим и прогрессивным нашим предкам, их связь с ними, занимаемая по отношению к ним позиция, а также диалектика этого отношения, проявляющаяся в единстве противоречий продолжения и отмежевания, непрерывного и коренным образом нового, — для значительной части наших историков (даже в том случае, если они и искренне стремились к повышению своей марксистской теоретической подготовки и проявляли все больше интереса к теоретическим проблемам), характерной была теоретическая неуверенность по основным вопросам и, следовательно, ударение в крайности (что ярко проявилось во время дискуссий историков до 1953 г., а также в период между 1953—1956 гг.). Мы чувствовали и сознали, что в области сохранения наших прогрессивных национальных традиций — разрешения этой важной задачи нашей историографии — допускались ошибки, однако, еле сделали больше того, чтобы (не независимо от зигзагов общей политики) подчеркивать то слишком большой круг прогрессивных традиций, то жестко сократить их. А в то же время, основная ошибка нашей историографии заключалась в том, что мы «не поставили на место» своих прогрессивных традиций, не показали их места на самом деле партийным образом, с полным раскрытием их противоречий, в процессе исторического развития, которое неизбежно приводит к социализму, к коммунизму.

В результате того, что догматический уклон марксистской историографии сам сопровождался ошибками националистического характера, наша историческая наука не стала «иммунной» и к националистической инфекции с *другой* стороны, т. е. со стороны ревизионизма. Признаком подобной идейной неуверенности явилось, например, то, когда осенью 1954 г. довольно широкий круг историков вот-вот уже готов был принять и превратить в важный лозунг работы историков ту формулу тогдашнего Отечественного Народного Фронта, что одной «из решающих движущих сил» развития венгерского народа и в прошлом являлось национальное сплочение, и, таким образом, уклонился в направление такого взгляда, по которому национальное сплочение — независимо от классовой борьбы и противопоставляя ей — рассматривается почти как основная движущая сила всей истории Венгрии.

Итак, догматическое искажение и ревизионистское нападение своеобразно — или скорее, весьма естественным образом — встречались, перемешивались, сосредотачивались как раз в националистических тенденциях,

в исторической науке, но еще более в общественном мышлении; как раз этот вопрос стал узловым пунктом распространявшейся в большей части общественного мнения идейной неразберихи, предоставляя «благоприятные» предпосылки к прорыву всех оттенков «унаследованного» и не преодоленного в последовательной идеологической борьбе буржуазного национализма, вплоть до открытых фашистских выступлений, — и открывая путь к тому, чтобы внутренняя и иностранная реакция противопоставила «патриотизм» социализму, интернационализму, Советскому Союзу, не останавливаясь перед обвинением коммунистов в «антинациональности» и «бездородности», как это произошло во время контрреволюции 1956 года.

4.

В результате разгрома контрреволюционного мятежа, параллельно с консолидацией социализма началась и развернулась борьба Венгерской Социалистической Рабочей Партии за преодоление идейного разброда, за вытеснение из мышления людей вражеских, буржуазных идеологических влияний, за пропаганду идей марксизма-ленинизма без искажений, за развитие и укрепление социалистического общественного сознания на прочных основах. Для этой идеологической борьбы, которая означала применение директив XX съезда КПСС к конкретным условиям Венгрии, в своем основном направлении была характерной та же борьба на двух фронтах, как и для общей политики нашей партии.

Идеологическая борьба партии — помимо основных документов VII и VIII съездов партии — выражалась и в специальных партийных документах, посвященных вопросам идеологической и культурной работы, в том числе в тезисах «О буржуазном национализме и социалистическом патриотизме», опубликованных в 1959 году. В тезисах было ясно изложено, что среди враждебных идеологий выдающаяся роль принадлежит национализму; питающийся из различных источников и принимающий разные формы национализм представляет из себя основную опасность в нашей культурной и идеологической жизни.

На основе вышесказанного не требуется особого доказательства, насколько было обосновано участие исторической науки тоже в идейной борьбе против национализма. Прежде всего соблюдая поговорку «мести всяк перед своими воротами», самокритичным анализом своего собственного состояния и развития она должна была начать борьбу против пережитков национализма в самой исторической науке.

Инициатором, наиболее активным и страстным выразителем этой самокритики, глубокого критического (и одновременно с этим стремившегося к положительному изложению фактов) анализа националистических пережитков в нашей исторической науке являлся Эрик Мольнар — начиная с

критики в 1959—1960 гг. ошибок националистического характера университетского учебника по истории Венгрии XVI—XVIII вв., отчета о 15-летнем развитии венгерской историографии и доклада о национальном вопросе в Академии Наук и продолжая с статьями, опубликованными в журнале «Тёртенельми Семле», докладах Отделения Общественно-исторических наук Академии Наук Венгрии и до заключительного слова к широкой дискуссии, возникшей в связи с его поднявшей большую шумиху статьёй в журнале «Уй Ираш» — и еще других выступлений.

Разумеется, как марксиста глубокой эрудиции его еще ранее беспокоили националистические явления в марксистской историографии; некоторые его сильные противники в дискуссии и сами указали, что «вот уже с 1952 и даже 1950 года Эрик Мольнар постоянно предупреждал венгерских историков о том, что они оценивали анти-габсбургские восстания XVII—XVIII столетий неправильно, националистическим и провинциальным образом.» В самом деле: по существу, он еще тогда сформулировал требование, — ту задачу нашей историографии, чтобы она *одинаково* остро отмежеввалась от *обоих* направлений буржуазно-националистической историографии, связанной с данным периодом: как от направления «лабанцев», так и от направления «куруцев» и, чтобы раскрытием дальнейших источников она разработала последовательную марксистскую концепцию этой сложной проблематики.

После контрреволюции 1956 года вопрос этот был поднят им на более широком плане: выполнила ли до этого времени наша марксистская историческая наука требования борьбы против буржуазного национализма, воспитания нашего народа в духе пролетарского интернационализма; ошибки националистического характера самой марксистской историографии (в частности, именно в оценке движений XVII—XVIII вв.) не имели ли некоторую роль в распространении идейных колебаний и неразберихи в возникновении в полной своей величине (как мы видели в 1956 году) опасности буржуазного национализма.

Цитируем из одной из первых его статей на эту тематику, опубликованную задолго до появления статьи в журнале «Уй Ираш» и связанной с ней полемией, воспроизведем постановку проблемы в ней, ее тон: «Мы все вспоминаем октябрьские дни 1956 года, тогдашний лозунг контрреволюции: 'тот кто венгр, идет с нами . . .' история, однако, ставит решительные вопросы по-другому . . . Настоящим вопросом и в октябре 1956 г. был следующий: с кем идти, с теми ли, кто путем исправления ошибок хотят продолжать строительство социализма или же с теми, чья деятельность, сознательно или бессознательно направлялась на восстановление капитализма? Свои основные вопросы история ставит с точки зрения классовой борьбы, а не с точки зрения национального вопроса.»

В ходе дискуссии некоторые — правда, немногие — обвиняли Эрика Мольнара в воскрешении давно превзойденных, разбитых вопросов, покры-

тых пылью теорий. С подобными мнениями мы далеко не можем согласиться. Э. Мольнар был побужден к новым теоретическим-историческим исследованиям новыми историческими и политическими явлениями, свежими и глубоко волнующими переживаниями: событиями контрреволюции 1956 года. Вот та не покрытая пылью, а наоборот, остро наболевшая проблема, которая сделала ему, коммунисту и венгерскому историку-марксисту как бы долгом совести снова поднять на широком плане вопрос о взаимосвязях классовой борьбы и национального вопроса, общественного прогресса и национальной независимости; это послужило ему толчком к изучению исторического появления и сложения понятия о родине и нации, изменений его классового содержания и в связи с этим, к анализу националистических ошибок наших взглядов на историю.

При критическом изучении комплекса проблем — наряду с поднятием ряда важных специальных вопросов (один из выступавших законно считал положения Э. Мольнара в связи с историей идеологии и формированием национального сознания положениями историографического значения) — он вскоре набросил контуры точки зрения общего политико-идеологического значения, разумеется, в историческом аспекте (впервые, может быть в докладе о 15-летнем развитии нашей исторической науки). Это заключалось в том, что националистические оттенки в нашей историографии периода после освобождения Венгрии, это не только, вернее не просто пережитки буржуазного прошлого в сознании, а переживанию и вирулентности этих остатков содействовали искажения политики партии, — не только влияние ревизионизма, усиливавшегося после 1953 года, но и сектантские и догматические черты, все более обнаруживавшиеся после года перелома; то есть, что явления национализма могут сопровождать не только *правый* оппортунизм, но и сектантство, *левый* оппортунизм, и, таким образом, «догматизм со своими националистическими тенденциями уклоняется в направление ревизионизма».

Глубокая правдивость этого положения, которое вначале мы приняли с сильными оговорками, была доказана с тех пор в более широких и решающих сферах, чем историческая наука: события самой жизни, международного рабочего движения показали, что тенденциям национализма сектантский догматизм также служит питательной средой. И основным идеологическим препятствием развития международного социалистического разделения труда и тем самым международного строительства социализма является как раз национализм. Западные империалисты возлагают надежды как раз на укрепление националистических тенденций, а также на тлетворное влияние этих тенденций на лагерь социализма. Как видно, и в этой связи речь идет не о «превзойденных», а о весьма актуальных вопросах.

Что же касается самой исторической науки, пути развития венгерской историографии со времени освобождения страны, может быть, небольшое наше обозрение показало, насколько законной была сущность взглядов и

критики Эрика Мольнара; насколько неправильным, скажем, антиисторическим поступком было бы рассмотреть возникшие в нашем понимании истории националистические пережитки отдельно от культа личности, догматических и сектантских искажений, рассмотреть, понять их и найти пути их преодоления отдельно от последних. Многочисленные основные элементы, черты нашего вышеизложенного короткого обзора содержатся в статьях Э. Мольнара.

В обзоре мы ограничивались лишь подчеркиванием сущности установлений, зорких наблюдений и критических замечаний Э. Мольнара, стараясь устранить экстремизмы и пополняя их некоторыми, не упомянутыми Мольнаром моментами мы стремились освободить весь анализ от некоторой абстрактности и статичности и приблизить его к конкретным условиям Венгрии, динамике их складывания, начиная с событий 1944—1945 гг. А это, конечно, означало — и это не могло ускользнуть от внимания — не только одобрение многочисленных существенных элементов, черт изложенной Э. Мольнаром критики, но и возражения, спор по ряду вопросов, с Э. Мольнаром (а также с многочисленными выступлениями и замечаниями, возникшими в ходе полемики).

Несмотря на то, что по большинству принципиальных вопросов мы неизбежно заняли позицию при вышеуказанном обзоре, все же полагаем, что нельзя заключить обсуждение этой тематики без того, чтобы остановиться на двух «невралгических» точках дискуссии. Это понятие «ложного сознания» (или ложной идеологии), а также истолкование положения о «безродности» Манифеста Коммунистической Партии, в связи с интерпретацией другого положения Манифеста: о господстве идей господствующего класса во всем обществе.

5.

Показывая буржуазную классовую сущность национализма Э. Мольнар ссылается на те экономические, общественные и политические предпосылки, под влиянием которых идеологи буржуазии разработали национальную идеологию, — «без того, чтобы осознать классовые корни своих мыслей». С этим связано (одно) изложение понятия *ложного сознания* в частности на основе глубоких мыслей Маркса, изложенных в «Восемнадцатом брюмера Луи Бонапарта»: «В классически строгих традициях Римской республики руководители французской революции нашли идеалы и художественные формы, иллюзии, необходимые им для того, чтобы скрыть от самих себя буржуазно-ограниченное содержание своей борьбы, чтобы удержать свое воодушевление на высоте великой исторической трагедии.» Один из этих самообманов, ложных форм сознания — патриотическая, национальная идеология являлась основным источником той иллюзии, что

«они создали нечто еще небывалое, когда на самом деле они трудились над созданием буржуазного общества» — установил в дальнейшем Э. Мольнар. Благодаря идеологии, и не в последнюю очередь националистической идеологии восходящая буржуазия получила иллюзию о том, что ее положение и стремления раз и навсегда полностью соответствуют основным интересам общества и «до тех пор, пока ничего не мешает этому ложному сознанию, оно является таким психологическим фактором, который увеличивает самоуверенность буржуазии и одновременно с этим ее политическую силу».

Очень важно, чтобы венгерские историки учли эти марксистские установления, ибо их конкретное применение может на самом деле содействовать более многостороннему, нюансированному и дифференцированному изложению исторического процесса, преодолению схематизма и упрощений. Стоит задуматься над тем, что ограниченные классовыми противоречиями, но прогрессивные в свое время общественные классы, слои, исторические личности не были неизбежно в сознании того, что на самом деле они представляли определенные классовые интересы, а что в определенных условиях они сами верили в то, что выступали в интересах всего общества, всей нации; заслуживало бы рассмотреть и с этой точки зрения исторические проявления понятия родины и нации в источниках периода борьбы за независимость против Габсбургов; было бы правильно устранить из изображения прошлого модернизирующие, проектирующие обратно «осознания».

Последнее является, между прочим, одной из основных проблем марксистской биографической литературы прогрессивных, но представлявших прогресс вместе со своими классовыми противоречиями исторических деятелей. Основы этой литературы были еще ранее заложены, позднее эта инициатива погасла, но в ближайшем будущем она непременно должна быть возобновлена на более высоком уровне. Необходимо показать, каким образом классовое положение, классовые интересы этих деятелей *в конечном итоге* определили их сознание и деятельность, однако, не путем непосредственных, механических, упрощенных выводов, а с учетом исключительного многообразия идейных движущих сил, элементов — в том числе многих ложных элементов — сознания. При этом, разумеется, необходимо марксистским образом неустанно сопоставлять эти субъективные элементы сознания с объективными материальными интересами, классовыми интересами и в конечном итоге необходимо свести их к последним, избегая того, чтобы путем преувеличенных выводов, складывающихся из отдельных элементов сознания, обрывков идей или даже сохранившихся в источниках стилистических оборотов и путем создания фиктивных черт оторваться от данного времени, от антагонистических классовых отношений, — избегая того, чтобы стремясь к более углубленному, дифференцированному и лишенному схематичности применению марксизма (или под предлогом этого) мы оторвались от самого марксизма, основным требованием которого является именно то, чтобы под

покровами юридических, политических, религиозных, художественных или философских форм обнаружить и раскрыть материальные интересы, проявление и столкновение классовых интересов.

То, что понятие о ложном сознании, которому наша марксистская историография до настоящего времени большей частью на самом деле не уделяла внимания, в ходе дискуссии все-таки вызвала множество возражений, мы могли бы объяснить главным образом тем, что это понятие применялось не однозначно, а в двух, правда, связанных между собой, но все же существенно отличающихся друг от друга смыслах. Авторы одной из полемических статей Иштван Отта и Ласло Надь правильно указали, что что-то не в порядке в связи с применением понятия ложного сознания в дискуссии; однако, они скорее почувствовали, нежели нашли выход из положения, установив, что в период борьбы за независимость страны национальная-патриотическая идеология играла с точки зрения мировоззрения ложную, а с политической точки зрения не ложную роль.

В чем выражается двойственность истолкования? Одно из них, первоначальное — это то, что указалось выше: ложное сознание является такой идеологической формой, которая выражает классовые интересы, без того, чтобы ее авторы или носители осознали это; «идеология может и бессознательно выразить классовые интересы, и в таком случае, по терминологии марксизма она представляет из себя ложное сознание.»

В ходе развития классового общества материальные интересы, классовые интересы появляются завуалированные в различных идеологических формах, т. е., не непосредственно, а под идейным покровом, в религиозной, национальной или другой форме, а для обнаружения материальных интересов, раскрытия классового содержания необходимо удалить эти покровы. Идеология рабочего класса — это мировоззрение того класса, который в коренном отличии от предыдущих прогрессивных классов уже не заинтересован ни в какой эксплуатации, а в ликвидации всех форм эксплуатации,

марксизм-ленинизм — это первая и единственная такая идеология, которая не облакает ни в какие вуали основные интересы — классовые интересы, которая раскрывает классовую структуру и классовые противоречия всех исторических обществ и которая последовательно применяет распознавание всемирно-исторического значения: «История всех до сих пор существовавших обществ была историей борьбы классов.» В таком смысле установил Э. Мольнар — и в таком смысле, вполне законно — что «свою материальную борьбу вплоть до периода социализма люди вели в ложных идеологических формах или ложных формах сознания»; и, что в истории классовых обществ и силы прогресса облакались в ложные формы сознания, но это, однако, «ничуть не изменяет их прогрессивного характера».

Однако, в ходе дискуссии, выступавшие почти все без исключения и, пожалуй, иногда сам Э. Мольнар *по-другому* истолковывали это понятие,

придавали категории ложного сознания другой смысл. Это второе истолкование: она такая форма сознания, идеологическая форма, которая не обладает фактическим содержанием, которая является противоположностью фактического положения, которая отражает объективные условия, классовые интересы, материальную действительность фальшиво, вверх ногами. Разумеется, между обоими истолкованиями есть связь, мостик, как бы связывающий их. Так как идеология, носители которой не сознают того, что их идеи на самом деле выражают классовые интересы, а с другой стороны, такая идеология, которая выражает основные классовые интересы, материальные интересы не непосредственно, в их действительности, облекая их в такую или другую — религиозную, национальную или другую форму — такая идеология, конечно, отражает действительность не верно, адекватно, не полностью, а половинчато, неполно, «ложно» (а до верного, адекватного отражения действительности доходит только марксизм-ленинизм). Однако, в то же время, эти две трактовки, особенно при условии их применения в крайних значениях (а в дискуссии произошло именно это), резко отделяются друг от друга. Ведь, другое дело *степень* сознательности, *мера* выражения фактического классового положения, отражения объективной действительности, — и другое дело — имеет ли данная идея, данное представление *реальное содержание действительности вообще*, отражает ли оно объективные условия вообще — если даже в ограниченной форме, обрывисто или половинчатым, смешанным образом —, или же речь идет полностью о ложной идеологии, обратном отражении, где действительное положение изображено вверх ногами. В первом, первоначальном смысле понятия — облечение классовых интересов в идеологическую форму — что повторял Э. Мольнар с неумолимой последовательностью, буржуазно-национальная идеология с самого начала являлась ложной формой сознания; а в другом смысле возразили против этого установления многочисленные участники полемики, Иштван Шётер например таким образом: «заостренное» применение взгляда Э. Мольнара означало бы, что всю литературу периода буржуазно-национального преобразования нужно было бы рассмотреть как «литературу добросовестного обмана», — и, как он повторял в различных формулировках, — буржуазно-национальную идеологию в ее прогрессивный период нельзя рассмотреть как полностью ложную, служащую целям обмана народных масс форму сознания, а — вместе со всей ее противоречивостью, ограниченностью и неполностью — как идеологию, которая отражала интересы развития всего общества, действительное направление общественного развития.

И здесь мы дошли до самого ядра двоякой трактовки и получившегося из нее разногласия. Для восходящих общественных слоев, для буржуазии в прогрессивном периоде ее развития не только характерно то, что она не сознает того, что ее идеи выражают ее собственные материальные интересы, буржуазные классовые интересы; не только характерно, что она обманы-

вает себя иллюзиями о своей роли как спасительницы общества; что у нее такая ложная идея, что ее цели раз и навсегда находятся в полном соответствии с основными интересами общества, то есть, служат благу родины, нации в ее совокупности — в игнорировании или применении лишь в незначительной мере этой важной исторической и идейно-исторической точки зрения Э. Мольнар законно обвиняет историков —, а еще более и прежде всего характерно то, что классовые интересы буржуазии, ее классовые стремления против феодального строя в этот период еще *фактически* совпадают с общими интересами общественного прогресса; что буржуазно-национальные идеи в этот период, хотя и противоречивым и непоследовательным образом, с приостановками, но все же отражают *действительные* требования общественного развития, выражают его объективные потребности; что материальные интересы, классовые интересы восходящей буржуазии или обуржуазивающихся слоев общества, которые требуют выхода из феодальных отношений, в некоторых, причем не маловажных пунктах в это время *на самом деле* еще встречаются и соединяются с антифеодальными интересами угнетенного класса феодального общества — крепостного крестьянства, совпадают с его революционными классовыми стремлениями к разгрому феодализма, к освобождению из узов крепостничества. Если об этом скажем лишь, что «ложная идеология не является препятствием того, чтобы то или другое движение в определенных условиях сыграло прогрессивную роль», — то можно опасаться, что за случайной общей *формой* ложного сознания стирается разница между прогрессивным и реакционным *содержаниями*.

Ведь, после завершения периода буржуазной революции, когда капиталистический строй становится господствующим, для исторического пути буржуазии характерно как раз то, что из прогрессивного класса она превращается в реакционный класс; то есть, ее классовые интересы более не совпадают (даже ограниченным, половинчатым образом) с основными интересами всего общества, с потребностями общественного развития, а требуют укрепления и сохранения сложившегося буржуазного строя, его защиты против угнетенных и восходящих классов и слоев общества; значит, ее классовые стремления уже не встречаются с жизненными интересами трудящихся масс, а наоборот, между ними существуют непримиримые противоречия интересов. Такая перипетия *объективного* исторического пути буржуазии, а также обуржуазившихся слоев общества, разумеется, влечет за собой и переворот в исторической роли буржуазной *идеологии*, в частности, национальной идеологии, буржуазного национализма. Идеологический переворот состоит не в том, что изменилось классовое существо идеологии: нет, национализм с самого начала был и остался буржуазной классовой идеологией; только — а в этом и заключается решающий переворот — в то время, как раньше, в период антифеодального национального преобразования выражая классовые интересы буржуазии, она хотя и половинчатым, ограни-

ченным и противоречивым образом, но все же одновременно отражала и общие требования общественного прогресса, выражала до некоторой степени и интересы угнетенных классов общества, то теперь, после окончания периода буржуазного преобразования, выражая классовые интересы буржуазии она более не отражает (даже обрывочно) новых требований общественного прогресса, дальнейшего направления общественного развития, а только интересы увековечения, укрепления сложившегося буржуазного строя; более не отражает (даже на отдельных пунктах) интересов трудящихся масс общества, а только интересы и требования держания их в узде, их угнетения и эксплуатации.

Таким образом, с точки зрения своего *существа*, содержания буржуазный национализм именно в это время становится на самом деле полностью ложной идеологией; буржуазные идеи общей родины, национальной общности, которые в антифеодальной борьбе до некоторой степени отражали действительные отношения, которые на некоторых точках выражали фактическое единство интересов буржуазии и трудящихся масс и слоев общества, теперь уже совсем не отражают фактических отношений, а наоборот, завуалируют, фальсифицируют, ставят вверх ногами действительность: непримиримое противоречие интересов антагонистических классов.

В то же время, в другом смысле, с *формальной* точки зрения рассматривая процесс сложения сознания буржуазии, видно, что происходит противоположный процесс: происходит разочарование, «пресыщенность», чтобы цитировать Маркса–Энгельса или «потерянные иллюзии» по Бальзаку. Вот, возникло новое общество, о котором, однако, вскоре стало ясным, что не является чем-либо исключительным, потрясающим мир, а лишь новой формой эксплуатации; что это не общество разума и правдивости, восстановления или создания естественного состояния дел, общественное благо, порядок общенациональных интересов, а порядок капитала, общество капитализма. Сама буржуазия, слои буржуазного характера вскоре «освобождаются» от тех субъективных иллюзий, которыми до того времени обманывали себя, т. е., что их стремления служат общественному благу, общей родине, интересам всей нации; эти иллюзии довольно быстро рассеиваются в сознании буржуазии, как *класса*, когда она начинает чувствовать выступления революционных масс, и особенно, когда за ней появляется «призрак» боевого рабочего движения, коммунизма. Ее прежнее «ложное» сознание в таком смысле «очищается», «оправдывается»: свои буржуазные классовые интересы оно отражает уже не завуалированно, скрыто, а в оголенном виде, в ее суровой действительности. Но именно тем самым становится ее сознание полностью ложным, все элементы буржуазной идеологии, в том числе и буржуазный национализм становятся ложной идеологией до мозга костей. В то время, пока раньше субъективно более-менее добросовестно и до некоторой степени на объективной основе ссылались на общие интересы ро-

дины и нации, на требования национального сплочения, то теперь уже они поступают так субъективно в большинстве случаев недобросовестно, а объективно безо всякой основы, — не выражая, а фальсифицируя действительные условия, обманывая трудящиеся массы, в интересах обеспечения эксплуатации с помощью идеологических средств. Классические костюмы, котурны и тога спрятаются в бутафорную, чтобы уступить место штатской одежде; исчезает самообман, чтобы уступить место «нечистой совести и злему намерению апологетики». (Маркс)

6.

Переворот исторического пути руководящей силы буржуазно-национального преобразования, выполнявшего функции буржуазии либерального дворянства и вместе с тем переворот в исторической роли руководящего направления буржуазно-национальной идеологии — *либерально-дворянского национализма* произошел, разумеется, и в Венгрии.

В период кризиса феодализма, созревания буржуазной революции классовые интересы обуржуазившихся дворянских слоев (и наряду с ними городских буржуазных слоев), дворянства, которое шло вперед по пути выполнения функций буржуазии с одной стороны а с другой классовые интересы крепостного крестьянства (не говоря здесь об обуржуазившихся слоях самого крепостного крестьянства), на известных точках соприкасались, несмотря на основную классовую противоположность, которая, разумеется, и в дальнейшем сохранилась между дворянином и крепостным крестьянином. Либерально-дворянская концепция «объединения интересов», то есть, идея общей буржуазной отчизны, понятие общей отчизны, насыщенное буржуазно-национальным содержанием, в этот период являлись не только обманом, мошенничеством, ложным отражением, а до некоторой степени отражали *реальные* отношения: определенное фактическое соприкосновение классовых интересов обуржуазившегося, либерализирующегося дворянства и крепостного крестьянства, против феодальной аристократии или аристократии юнкерского типа, стремившейся к консервированию феодального строя, драпировавшейся даже в 40-х годах лишь в костюм «неоконсерватизма», еле заставимой даже на минимальные уступки по отношению к крепостному крестьянству и идущей в направление капиталистического строя лишь маленькими шагами, упорно настаивающей на своей руководящей роли, и против основной опоры этой аристократии — династии Габсбургов; таким образом, эта концепция, со всей ее противоречивостью, выражала общие требования буржуазного преобразования, объективные потребности общественного развития. Этот факт — на основе установлений Й. Реваи — наша марксистская историография (хотя и не всегда без идеализирующих преувеличений) в общем и целом уже выяснила.

Либеральная буржуазия, во главе с Кошутом, достигла апогея своего исторического пути в марте 1848 г., а затем в период полевения в сентябре 1848 г.: в это время она в наибольшей степени оказалась под влиянием революционных масс, тогда ее классовые стремления сравнительно больше всего находились в соответствии с требованиями антифеодального преобразования, ее патриотическая национальная идеология больше всего в это время отражала общие интересы общественного прогресса, интересы «общей отчизны» против вооруженной контрреволюции (правда, и в это время обнаруживалась ее половинчатость, ограниченность, в частности, по вопросу о земле и о национальностях). Объективный переворот ее пути (и тем самым переворот роли ее националистической идеологии) зато выразились еще в поправлении, начавшемся с начала 1849 г., в успехах «Партии мира» — в это время она уже была готова согласиться с Веной, пойти на классовый компромисс с силами реакции. Поскольку, однако, после подавления борьбы за свободу жаждавшая мести контрреволюция Габсбургов еще вовсе не была готова к такому компромиссу (не то, чтобы с либеральным дворянством, но даже с «старо-консервативными» аристократическими силами, стоявшими далеко правее них), а осуществила в стране военную, а затем гражданскую форму непосредственного угнетения, склонность среднего дворянства к соглашению пока не могла претвориться в жизнь и, больше того, в условиях репрессии и непосредственного угнетения она временно неизбежно ослабла и оттеснилась на задний план (без того, однако, чтобы в поведении класса наблюдалось бы больше, чем пассивное сопротивление, или же, чтобы в нем нашли бы благоприятную почву стремления эмигрировавшего круга Кошута или других эмигрантских групп, которые сами по себе являлись противоречивыми). Все это не менее, чем в течение десятка лет создало такое своеобразное переходное положение, в котором национальная идеология дворянства все еще могла содержать некоторые прогрессивные черты, могла все еще отражать некоторые моменты объективных требований прогресса против национального гнета неоабсолютизма; с другой стороны она была пригодной к тому, чтобы до некоторой степени поддерживать «ложное сознание» дворянства — его самообман о том, что оно представляет интересы всей нации. Итак, как показывают исследования Дь. Сабада и других, переворот мог развернуться только начиная с 1860—1861 гг., когда с одной стороны и Вена склонилась к какому-либо компромиссу (правда, пока только с представителями старого консерватизма), а с другой стороны, в сознании дворянства появился призрак массовых выступлений, угрожающая опасность новой революции (правда, сомнительно, с какой реальной основой); и затем, этот переворот завершился в 1867 г., когда классовый компромисс, с участием либерального среднего дворянства на самом деле осуществился. Начиная с этого, с годов после соглашения с Габсбургами, венгерский либеральный национализм до мозга костей стал реакционной, ложной идеологией, даже с учетом

того, что «соглашение по общим делам» создало классовый компромисс в такой форме, урегулировало отношения с Австрией таким образом, что не совсем было по вкусу среднего дворянства, поскольку в создавшейся системе оно мечтало об осуществлении своей собственной гегемонии, а не — как в действительности было — гегемонии крупного землевладения. Она стала с начала до конца реакционной, ложной идеологией, ибо какую-бы шумиху она ни подняла против *формы* системы 1867 года, против способа урегулирования общих с Австрией дел, классовые интересы либерального дворянства в основном уже требовали увековечения главных черт создавшейся системы, упрочения *по существу* разрешения вопроса буржуазного преобразования «сверху», против трудящихся и восходящих классов и слоев общества, против требований демократического продолжения буржуазной революции.

К тому же, в годы соглашения (сюда можно зачислить уже и первую половину 1860-х годов), стремительно рассеивались последние остатки иллюзии, самообмана о «благах общества», об «интересах нации». Обнаженное, не завуалируемое самообманом проявление классовых интересов в эру партии Деака непосредственно после соглашения с Габсбургами убедительно показано нашей марксистской историографией, в частности, в работах Вильмоша Шандора и Виктории М. Кондор. Под влиянием стремительного процесса обнажения материальных, классовых интересов некоторые — немногочисленные — деятели либерального дворянства пытались замкнуться в башню из слоновой кости доктринерства, как например, Йозеф Этвеш, или реагировали на этот процесс разочарованным отвращением, как Ференц Деак; другие же — массы либерального дворянства — реагировали открытым цинизмом, как истинный представитель этого типа — Кальман Тиса —, отбросив «бихарские требования» (требования «средней левой» партии, ставшей правительственной партией). Нашлись ли в рядах либерального дворянства и такие, которые реагировали на объективный переворот и на субъективное разочарование прогрессивным образом, и пытались выбраться из тупика ставив перед собой тот или другой момент требований общественного прогресса: Мочари — в направление национальностей, Бёсёрменьи — в направление крестьянства, Шимоньи — может быть, в направление рабочего класса — это должно быть освещено текущими исследованиями Э. Тота и других историков. В таком случае, однако, эти деятели уже не оставались в рамках либерального дворянского национализма, а разбивая их сделали шаг в направление демократизма.

7.

Объективный переворот в историческом пути буржуазии в Англии и Франции совершился около 1830 года, а в Германии — в 1848 году. В Западной Европе закончился исторический период, когда буржуазная идея «общей отчизны» выражала до некоторой степени реальные условия; буржуаз-

ный национализм теперь уже превратился в полностью ложную идеологическую формацию, в которой антагонизм между капиталом и трудом повернулся на выворот. В этом историческом положении, против этого буржуазного понятия отечества сформулировалось в *Манифесте Коммунистической Партии* революционное положение: «Рабочие не имеют отечества. У них нельзя отнять то, чего у них нет.» И всего через несколько месяцев после этого, расстрел парижских войнов-рабочих на баррикадах от имени отечества не заглушил, а наоборот, удесятерил убедительную силу и правдивость этих революционных слов.

«Положение Манифеста о том, что у рабочих нет отечества — говорит Эрик Мольнар —, означает не больше, но и не меньше того, что буржуазия и пролетариат не связаны между собой никакой постоянной общностью интересов, а отделены друг от друга острейшей и непримиримой противоположностью интересов.» Это положение — продолжает Мольнар — «включает в себе то, что феодальные крестьяне также не имеют или же еще в меньшей степени имеют отечество.» «Само собою разумеется, — пишет он в другом месте, — что *mutatis mutandis* точка зрения марксизма та же самая и по отношению к феодальному обществу, которое не в меньшей степени, чем буржуазное общество основано на противоположности интересов классов.»

На самом деле, правильность точки зрения Э. Мольнара нам кажется бесспорной и само собою разумеющейся в таком истолковании, которое дается им. Очевидно, что как буржуазия и пролетариат в капитализме, так эксплуататорский помещичий класс и эксплуатируемый класс крепостного крестьянства не связаны между собой никакой прочной общностью интересов, а между ними имеются непримиримые, антагонистические противоречия интересов. Нет сомнения, что «определенная форма эксплуатации» — т. е., отличающаяся от капиталистической эксплуатации феодальная форма эксплуатации, когда крепостные крестьяне, в отличие от наемных рабочих, пользуются и частично владеют землей и орудиями производства — «не создает никакой объективной общности интересов... между крепостными крестьянами и дворянскими помещиками, так как форма эксплуатации не изменяет ее сущности, которая приводит к непримиримой противоположности интересов в отношениях между крепостными крестьянами и помещиками.»

Таким образом, в таком толковании — и в работах Э. Мольнара это и берется за основу — действительность положения законно может быть распространена на феодальное общество, феодальное крепостное крестьянство. Однако внутри этого общего и обобщаемого содержания положения имеется и более узкое, своеобразное значение. Это положение Манифеста Коммунистической Партии не только *отрицает*, что в условиях ставшего господствующим капиталистического строя пролетариат любой страны был бы связан со «своей» *буржуазией* какой бы то ни было объективной и постоянной общностью интересов -- что является сущностью буржуазно-национа-

листического лозунга об «общем отечестве», проповедующего сотрудничество классов —, но одновременно и *утверждает*, что пролетариат любой страны связан постоянной и объективной общностью интересов с *пролетариатом* других стран, всех других стран, что и является основой боевого интернационалистического лозунга «Пролетарии всех стран, соединяйтесь». В ходе дискуссии Шандор Балог и Петер Шимон сослались на то ленинское истолкование указанного лозунга Манифеста, в котором подчеркивается именно это своеобразное, более узкое содержание его: *международный* характер рабочего класса, как с точки зрения его экономического положения, так и классовой борьбы и усл вий его освобождения. С другой стороны, крепостное крестьянство — «это не международный класс. То есть — как заключили — *в этом отношении*» к нему это положение «не является применимым». В самом деле: в то время, когда отсутствие, несуществование объективной общности интересов между буржуазией и пролетариатом, вернее антагонистическое противоречие между ними вытекает из *общего* факта самого отношения эксплуатации, итак, по существу, это действительно и в отношении феодальных помещиков и крепостных крестьян, интернационализм рабочего класса вытекает из *своеобразной* капиталистической формы эксплуатации, и, таким образом, он не является свойственным угнетенным классом феодального общества (а наоборот, означает по сравнению с ними *коренным образом новое*).

Итак — как говорилось в одной из дискуссионных статей — положение о том, что «у рабочих нет отечества» применимо к крепостным крестьянам и к феодализму с «определенными оговорками». Точнее: вышеизложенное общее содержание положения действительно и в отношении феодального порядка, его своеобразное значение, однако, к нему не относится.

Однако, существенное расхождение между объективным положением и, следовательно, и классовой идеологией крепостного крестьянства и пролетариата — и это должно быть энергично подчеркнуто — никак нельзя понимать так, как будто крепостное крестьянство, как класс держателей и частично и собственников — является «менее безродным» или даже «более патристическим», чем рабочий класс; что — как недавно говорилось в одном размноженном дискуссионном материале — «из своеобразной формы эксплуатации крепостного крестьянства не вытекает его безродность» (в отличие от пролетариата), так как «крепостное крестьянство, как класс держателей и частично и собственников имело что защищать от внешнего врага, от чужой государственной власти, ввергшей страну в зависимое положение». Лишь единственный шаг — т. е. распространение на капиталистический период — отделяет подобный взгляд от невольного соприкосновения с буржуазным национализмом, в частности, с одним из его общеизвестных видов, согласно которому патристическими классами признавались только владельческие (имущие) классы, у которых «есть что защищать», но зато, не-

имущие классы, пролетариат *ipso facto* рассматривался как антипатриотический класс. Как раз помощью этого положения он старался вбивать клин между «патриотическим» крестьянством и «безродным» рабочим классом, причем последний, поскольку — как говорилось — его невозможно, конечно, наделить имуществом, необходимо очистить «от антипатриотических, интернационалистических учений настойчивой организаторской и воспитательной работой», включая его в тело общей родины и привлекая его на сторону идеи единой нации. (См. напр., Дь. Секфю: Историко-политические статьи.)

Не случайно, что и в дискуссии по докладам и статьям Э. Мольнара наибольшая гроза разразилась как раз вокруг этого вопроса — требования отражения и разоблачения клеветы со стороны буржуазного национализма, — больше всего возражений вызывалось не распространением положения на эксплуатируемый класс феодализма, а его суммарным и отвлеченным применением *и* к классу крепостных крестьян *и* к рабочему классу.

В этой связи необходимо сделать два замечания.

Первое: то общее содержание положения Манифеста Коммунистической Партии о «безродности», которое действительно как по отношению к феодализму, так и капитализму, что эксплуататорский и эксплуатируемый класс «не связаны между собой никакой *постоянной* общностью интересов, а отделены друг от друга острейшей и непримиримой противоположностью интересов» — не исключает возможности того, чтобы в *исключительных* исторических условиях, и в классовых обществах, либо при феодализме, либо при капитализме осуществилось *временное* сотрудничество основных классов под знаком «защиты отечества». Это выражает исторически исключительное положение: временную общность интересов антагонистических классов в борьбе против иностранных захватчиков, в борьбе за ликвидацию национального гнета, в антифеодальных национальных войнах или же в антифашистских или антиимпериалистических национально-освободительных движениях. Однако, общность интересов и сотрудничество антагонистических классов — которые создаются в исключительных исторических обстоятельствах — неизбежно оказываются *временными*, ранее или позднее снова уничтожаются в результате основной противоположности интересов и борьбы между классами. Класс помещиков точно также, как и буржуазия стремится пожинать плоды общей борьбы только в свою собственную пользу, то есть, перед общими (национальными) целями еще в ходе борьбы ставит свои классовые интересы. «Вынужденное выбирать между национальным долгом и классовыми интересами — писал Маркс о Франции 1871 г. — правительство национальной обороны не колебалось ни минуты — оно превратилось в правительство национальной измены.» — Эта проблематика в ходе дискуссии и в ответной статье Э. Мольнара в журнале «Уй Ираш» должным образом осветилась.

Второе наше замечание следующее: Положение Манифеста Коммунистической Партии о господстве идей господствующего класса, которое включает в себя и *господствующее* положение идеи господствующего класса об отечестве, феодальной, а позднее буржуазной националистической и патриотической идеологии в феодальном, а затем в капиталистическом обществе, — вовсе не исключает возможности того, чтобы и *угнетенный* класс развернул из своего собственного общественного бытия, объективного положения такие мысли, идеологические формы, которые *противоречат* идеям господствующего класса, господствующим во всем обществе: антифеодальные, а затем и антикапиталистические идеи, демократический-народный, а затем и социалистический пролетарский патриотизм. Последние идеи при феодализме и затем при капитализме, конечно, не могут развернуться, еще менее способны они сломать идеологическую гегемонию господствующего класса и стать господствующими идеями; однако, если и половинчатым образом и неполно — все же, живут и существуют; хотя и с меняющейся силой и интенсивностью, все же действуют, помогают и служат классовой борьбе угнетенных.

В связи с этой проблематикой не бесполезно подытожить дискуссию и пополнить ее несколькими словами.

8.

Путем критического анализа имеющихся источников Эрик Мольнар доказал, что *понятие отечества и нации* — которые в своих более ранних исторических проявлениях означали родной край и этническую общность, а позднее — *дворянскую* нацию и отечество *господ* — идеологи господствующего класса расширили и превратили в идею «общего отечества» всех живущих в стране людей, национальной общности «всех венгров», в интересах мобилизации крестьянства против турок и немцев, в защиту венгерского феодального государства, то есть, в защиту того «дворянского отечества», крепостного строя, который господа на самом деле подразумевали под понятием «дорогого отечества». Таким образом, крестьяне шли на борьбу против иностранных захватчиков не только в защиту своих непосредственных материальных жизненных условий, а и во имя защиты (веры и) отечества, свободы родины. С другой же стороны — а это следует подчеркнуть — сами крепостные крестьяне защиту своих собственных материальных интересов против иностранных захватчиков в своем сознании стали связывать с понятием отечества, отождествлять с защитой родины и даже антифеодальные цели своей непосредственной классовой борьбы против помещиков постепенно стали включать в формы сознания отечества и нации. Вряд ли можно сомневаться в том, что знамена Ракоци с вышитым на них лозунгом *Sim deo pro patria et libertate* (С богом за отечество и свободу) понимались вос-

стающими крестьянскими массами именно так, если кто-либо прочел и перевел им латинские слова; песни куруцев — гулящих людей — свидетельствуют об этом — и на это обратил внимание именно Э. Мольнар, — они говорят о возникновении понятия отечества во имя классовой борьбы, в период восстания Ракоци: появление идеи «бедной родины» — родины угнетенных, в противовес господствующему феодальному понятию отечества, что и стало выразителем их классовых стремлений, направленных на смягчение помещичьего ига, а затем и на его уничтожение: на то, чтобы в противовес «дворянскому отечеству» господствующим стало «бедное отечество», чтобы страна господ превратилась в страну народа.

Возможно — как указал в ходе дискуссии Лайош Элекеш —, что эта *народная идея отечества* (или ее зародыши) еще и раньше появилась в сознании угнетенных, однако — поскольку современные источники истории писались с точки зрения господствующего класса — до нас не дошли следы этого в виде источников. Характерно — как указывает и Эрик Мольнар —, что эта идеологическая традиция классово-боевого патриотизма и национальных чувств куруцких гулящих людей в течение десятков лет сохранились в мышлении народа (см., например, статьи Агнессы Варконьи и Тамаша Эсе. — Исчезли ли они потом «почти бесследно» в течение последовавших десятков лет или превратились в подземный ручей, — это призваны осветить дальнейшие исследования). Несомненно, однако — как указал в одном из своих дискуссионных выступлений в Академии Наук Дежё Немеш — что даже патриотическая национальная идеология феодального периода, «феодальный национализм» не может рассматриваться как *единая* идеология. В противовес выражавшему объективные интересы господствующего класса и идеологически также господствовавшему *феодальному* патриотизму уже в это время появилась его противоположность: *антифеодальный* патриотизм, национальное сознание под знаком классовой борьбы, которое (несмотря на то, что угнетенные применяли и формировали его по своему образу и подобию и приспособляли в идеологию, соответствующую своему общественному положению идею, разработанную идеологами господствующего класса), итак, уже не являлась просто ложной формой сознания, а становилась до некоторой степени выражением и отражением *действительных* интересов угнетенного класса, причем, разумеется, развертывание ее мешалось и препятствовалось господствующим классовым и идеологическим порядком.

И несомненно и то, что если раньше «чтобы вызвать бурное движение, необходимо было собственные интересы... масс представлять им в *религиозной* одежде» (Энгельс), то теперь уже все более приближалась эпоха, когда массы (и это относится ко всем классам и слоям общества) должны были осознать свои классовые интересы в *национальной* форме, если желали вызвать страстные общественные движения. Это особенно относится к тем странам Средней и Восточной Европы, в которых не создавалась централизо-

ванная национальная монархия — как указал на это в ходе дискуссии главным образом Эндре Арато. Приближался уже период буржуазных национальных движений.

В работах Э. Мольнара детально рассматривается и этот период. Автор энергично обращает внимание на *буржуазный* характер патриотических-национальных идей этого периода: национальная идеология (в узком смысле слова), национализм выросли на объективной почве буржуазного преобразования и выражают его требования в идеологической форме. Однако следует опять отметить — буржуазное преобразование, переход от феодализма к капитализму, развертывание капиталистического строя само по себе не является единым, прямолинейным процессом: он прошел по разным путям не только по отдельным странам (или группам стран) — западноевропейское развитие со своим классическим (английским) и континентальным (французским) вариантами, значительно отличающийся от последних путь развития в Средней и Восточной Европе со своими индивидуальными вариантами и т. д. — но и внутри одной страны возникают и сталкиваются его *различные объективные тенденции* (чтобы потом, как равнодействующая этих столкновений, стала господствующей тенденция, определяющая в данной стране путь развертывания капиталистического строя, которая как бы ставит печать на способ буржуазно-национального преобразования данной страны). В период кризиса феодализма, буржуазной революции и в Венгрии появились различные объективные тенденции и идеологические концепции буржуазного развития, которые даже сталкивались: юнкерская крупно-помещичья, либерально-дворянская и демократическая плебейская тенденции. Этим различным направлениям соответствовали *различные остро боровшиеся между собой течения национальной идеологии*.

Итак, если выше указалось, что и «национализм» феодального периода, феодальный патриотизм не может рассматриваться как единая идеология, то теперь, в период буржуазного преобразования еще больше внимания следует уделить противоположным направлениям национальной идеологии в узком смысле; *еще в меньшей степени можно считать* идею об отечестве этого периода однозначной, буржуазный патриотизм *единым*. В ходе дискуссии по одному из докладов Э. Мольнара в Академии Наук этот факт был подробно изложен. «В годы около 1848 г. существовала не только одна национальная идеология, а *две* — дворянская и плебейская» —, говорил Иштван Шётер. «Национальная идеология не является единой, а имеет два *основных* течения» — так сформулировал этот вопрос еще точнее Дежё Немеш, указав, что плебейско-демократическая национальная идеология Петефи и Танчича «не является тождественной с национальной идеологией либерального дворянства, не говоря уже обо *всем* дворянстве». Такое уточнение является весьма уместным, ведь даже *внутри* обуржуазившегося помещичьего класса возникали различные объективные направления раз-

вития и идейно-политические концепции, в связи с выходом из феодального порядка и буржуазным преобразованием страны, и они, естественно, отражались и на национальной идее. А если уже различные слои и группы обуржуазившегося помещичьего класса разработали отличающиеся друг от друга концепции буржуазного преобразования и, следовательно, и различные идейные варианты буржуазного национализма, на почве своих объективных условий бытия и развития, то насколько более действительно это в отношении тех тенденций антифеодального преобразования, которые коренились в жизненных интересах общественных элементов *вне* сословного строя — угнетенных и восходящих народных сил —, насколько это действительно в отношении плебейско-демократической тенденции выхода из феодализма, и соответствующей ей идейной концепции, патриотической-национальной идеологии.

Демократический-плебейский патриотизм Петефи и Танчича *остро противопоставлен господствующей либерально-дворянской идее патриотизма* — течению патриотической-национальной идеологии, которое в период буржуазного преобразования в Венгрии до конца оставалось гегемоном — и резко выступал против ограниченности и половинчатости реформаторского национализма; он был направлен на последовательную ликвидацию феодализма, осуществление свободы народа, создание отечества народа, свободной родины на месте отечества господ. В таком смысле он может считаться *продолжением* антифеодальной идеи об отечестве куруцских гулящих людей, хотя последовательность в сохранении традиции народного патриотизма куруцев и ее непосредственной связи с плебейско-демократическим патриотизмом 1848 года не поддается доказательству.

Продолжение антифеодального понятия об отечестве и одновременно и его поднятие на *новую, более высокую ступень* произошло на социальной почве, значительно более развитой по сравнению с общественными условиями времени Ракоци (когда возможности развития феодализма в Венгрии еще полностью не исчерпывались): на почве крайней обостренности противоречий феодализма, глубокого кризиса феодального общества, в таких исторических условиях, когда ликвидация феодального строя уже стала неизбежной необходимостью. И в новом продолжении этой традиции на более высоком уровне появился — в числе других — особенно у Петёфи — новый элемент (который полтора-два десятилетия тому назад не мог возникнуть) — это идея сплочения, солидарности угнетенных любой нации, идея сочетания освобождения Венгрии с освобождением других народов, сочетание свободы Венгрии с мировой свободой. Это является продолжением на более высоком уровне предпосылки и одновременно оно само является *предпосылкой*, образцом более позднего продолжения на высоком уровне: образцом возобновления, пресуществления, возрождения, которое должно осуществиться в будущем, в общественных условиях, коренным образом изменившихся.

Складывающийся рабочий класс является общественной силой, которая исторически призвана осуществить это продолжение и одновременно и коренное возобновление идеи. Когда реакционный переворот по пути буржуазии или слоев, выполняющих функции буржуазии, становится законченным; когда осуществляется окончательное разделение и столкновение между либерально-дворянским и демократическим-народным течениями национальной идеологии, тогда организующийся рабочий класс, который становится все более сознательным, начинает развивать — в противовес буржуазному национализму, ставшему до конца лживым — свое понятие об отечестве, питаясь также из традиций демократического патриотизма, но в основном исходя из своего объективного положения, своих классовых интересов. Объективное положение рабочего класса, которое коренным образом отличается от положения всех существовавших до тех пор классов, делает его способным разработать, завоевать себе существенно иное, более высокое чем все другие до того понятие отечества, — разумеется, не легко и быстро, а ценой больших страданий, может быть, и идя по обходным путям, — *понятие пролетарского отечества, социалистического патриотизма*, которое уже не поднимает на пьедестал свободное крестьянское частное землевладение, мелкобуржуазную собственность, а ставит целью полную ликвидацию общественных условий, основанных на частной собственности, ликвидацию всех видов эксплуатации и угнетения, — *такое понятие нации*, которое неотделимо связано с *понятием интернационализма*.

Эта социалистическая идея отечества, резко противопоставленная феодальному и буржуазному национализму и восстанавливающая демократический народный патриотизм на более высоком уровне, в период капитализма, разумеется, не может полностью развернуться, стать до конца разработанной идеологией и еще в меньшей степени господствующей идеологией; она остается подчиненной угнетенной идеей, развитие которой прерывается до тех пор, пока в обществе господствует класс капиталистов, а в общественной идеологии — идеи буржуазии. Полное развертывание национального сознания рабочего класса, интернационалистического социалистического патриотизма, его превращение в *господствующую* идеологию против дворянского и буржуазно-националистического понятия об отечестве может претвориться в жизнь только после социалистической революции: после того, как на месте отечества буржуа и господ на самом деле осуществилось отечество народа.

И даже тогда это осуществляется не сразу, изо дня в день. Формирование социалистического сознания, его превращение в господствующее сознание отстает от коренного возобновления материальных жизненных условий общества; еще долгое время сохраняются более-менее тяжелые пережитки буржуазного мышления, дворянского-буржуазного национализма; сохраняющиеся пережитки бывшего идеологического господства

разгромленных эксплуататорских классов еще долго заражают общественное сознание и национальные чувства народных масс, освобожденных от экономической и политической власти этих классов. Идейное наступление марксизма-ленинизма, идеологическую борьбу против пережитков национализма, за социалистический патриотизм и интернационализм следует вести в сложных условиях. Ведь, как подчеркивает Э. Мольнар: «Дело... обстоит не так, что на одной стороне находится буржуазный национализм со своими отрицательными с точки зрения пролетарской классовой борьбы элементами, а на другой стороне — национальные чувства широких народных масс, со своими элементами, которые с точки зрения пролетарской классовой борьбы либо нейтрализуются, либо положительные, либо могут быть развиты в сторону классовой борьбы. Дело обстоит так, что... элементы буржуазного национализма могут быть обнаружены и в чувствах широких народных масс», ретроградные и прогрессивные моменты еще долгое время перемишляются в их сознании. «Итак, национальные чувства должны подвергаться анализу и очищаться от их реакционных черт»: необходимо отвергнуть, преодолеть все пережитки дворянско-буржуазного национализма; культивировать и бережно хранить все, что в качестве наследства народного патриотизма, демократической национальной идеи может быть превращено в составную часть социалистического общественного сознания.

«Само собой разумеется, что социалистическое национальное общественное сознание не может отказаться и от своей национальной предистории» — так сформулировалось это требование в выступлении Ференца Эрдеи на упомянутой дискуссии в Академии Наук. И можно добавить: нам и не следует отказаться от нее. Нам не следует отказаться от тех традиций нашей истории, которые в условиях антагонистических общественных формаций являлись прогрессивными, которые, в частности «прежде всего те, которые были связаны с фактическими усилиями и борьбой трудящегося народа», подчеркнул и Э. Мольнар в своих статьях (необходимо это утвердить во избежание недоразумений); однако, мы не должны отвергнуть и прогрессивные *идеологические* традиции, возникшие в периоды феодализма и капитализма и которые статьи Мольнара склонны были отвергнуть, как такие, которые «входят в сферу ложного сознания». Почему мы, в современности, превратившие отечество помещиков и капиталистов в отечество народа, не могли бы считать своими идейными предшественниками ту боевую идеологию куруцских гулящих людей, в которой против отечества «коварных господ» ставилось понятие об отечестве народа. Почему нам не рассматривать как еще более близкий праобраз демократический патриотизм Петефи, в котором свобода Венгрии спаивалась с мировой свободой — если даже это плебейское направление патриотической-национальной идеологии в данный период даже временно не могло стать гегемонным —, когда эти идеологические элементы, на основе коренным образом изменившихся условий жизни общества

именно в настоящее время могут полностью развернуться и стать господствующими: в коренным образом новом, более высоком, однако, не лишенном предистории социалистическом патриотизме — пролетарском интернационализме.

Сам марксизм-ленинизм ведь имеет свои идеологические предпосылки. В своей работе «Три источника и три составных части марксизма» В. И. Ленин, как известно, осветил непосредственные его предпосылки — между прочим, классическую английскую политическую экономию, это замечательное творение прогрессивного периода буржуазии —, и подчеркнул, что «в марксизме нет ничего похожего на «сектантство», в смысле какого-то замкнутого, застывшего учения, возникшего *в стороне* от столбовой дороги развития мировой цивилизации.» Этому ценнейшему указанию последовал Эрик Мольнар, посветив примерно пятнадцать лет тому назад ценную книгу идеологическим источникам и предпосылкам исторического материализма, в которой идейная *предистория* марксистского подхода к истории прослеживалась автором не только начиная с буржуазного или феодального периода, а (вполне законно), прямо начиная с общественной формации античного рабовладельческого строя, с Аристотеля, и в которой указалось, что «исторический материализм и по сопоставлению с его идеологическими предпосылками дал нечто *революционное новое*.» Как раз в таком аспекте считаем мы теперь узким тот взгляд Э. Мольнара, согласно которому прогрессивные традиции истории Венгрии в идеологической сфере якобы не могут быть обнаружены (он склонен признать их только *по эту сторону* от идеологии) и в этой связи он отрицает какую бы то ни было связь и постоянство между социалистическим патриотизмом и досоциалистическими формами патриотизма, связанными с стремлениями и борьбой трудящегося народа. Его критика, которой он подвергал нашу историографию, попала в настоящего врага, когда он резко отмежевал социалистический патриотизм от феодального и буржуазного национализма, но она борется с мнимым врагом, когда из идейной предистории социалистического патриотизма он исключает и антифеодальный патриотизм, боровшийся против феодального национализма, а также демократическую национальную идеологию, которая отделилась от либерального национализма и выступала против последней.

Эта связь в развитии, которая должна быть истолкована в диалектическом единстве противоположности продолжения и коренного обновления — вопрос идеологических предпосылок социалистического патриотизма —, по нашим взглядам, был выяснен В. И. Лениным. В ходе дискуссии неоднократно ссылались на статью В. И. Ленина «О национальной гордости великороссов» и в ответной статье Э. Мольнар детально изложил ее содержание. Нам кажется — и это соответствует указанной интерпретации Э. Мольнара —, что В. И. Ленин здесь (и в ряде других своих работ) противопоставил буржуазному национализму интернационализм и патриотизм сознательных

пролетариев именно так, что он одновременно указал на идейные и эмоциональные *источники* последнего, коренившиеся в революционных традициях, в демократическом народном патриотизме; то есть, он именно таким образом боролся *как* против националистической демагогии, проповедывавшей единую нацию и общее отечество, *так* и против националистической клеветы, кричавшей о безродности и антипатриотизме социалистических рабочих.

Этим затасканным, но все-таки не потерявшим эффекта шаблоном клеветы, как уже указалось, сплошь и рядом пользовалась и венгерская реакция. Это повторялось в десятилетия контрреволюционного периода, это и пытались воскресить в дни контрреволюции 1956 года. Предшествующие события подобного рода обязывают нас с твердой принципиальной последовательностью, вместе с тем с чрезвычайной тщательностью, полностью и недвусмысленно, не оставляя возможности ложного истолкования, изложить марксистско-ленинские положения об отечестве и нации, в борьбе против пережитков буржуазного понимания истории, во избежание того, чтобы в результате недочетов или недоразумений невольно вызвались воспоминания о реакционной пропаганде не так давно еще минувшего прошлого. Особенно настоятельным является это требование в том случае, если борьбу против националистических пережитков понимания истории мы не ограничиваем узким кругом специалистов, а — что полностью оправдывается и даже требуется важным идейно-политическим значением этого вопроса — выносим это перед широким общественным мнением, где, можно ли утвердить, что нет больше почвы подобных рассуждений? «Больше, чем вековая полемика по вопросу об отечестве», которая идет между буржуазией и пролетариатом и уроки этой борьбы в Венгрии также обязывают нас на то, чтобы борясь против национализма мы *одновременно* боролись против фальсификации идеи отечества и нации в качестве сверхклассовой категории, вечной ценности *и* против обвинений пролетариев и коммунистов в том, что они якобы антипатриотичны и равнодушно относятся к национальным интересам; они обязывают нас не удовлетвориться общим и отвлеченным истолкованием положения Манифеста Коммунистической Партии о том, что у рабочих нет отечества, а изучать его верно показаниям В. И. Ленина, «исторически, ... во взаимосвязи с другими положениями, ... в связи с конкретным историческим опытом», как это теперь было осуществлено наибольшей полностью именно Э. Мольнаром в его ответе на дискуссионные статьи.

Однако, к сожалению, только *в ответе*. Если бы многосторонний анализ, данный в п. I ответной статьи Э. Мольнара, который был разработан с учетом почти всех связанных с этим вопросом замечаний В. И. Ленина, он раскрыл перед читателями с самого начала, если бы он не изложил такое (спорное) мнение, что перечнем «исключений» он возможно «ослабит» основное положение марксизма, — тогда отпала бы необходимость целого ряда

законных возражений и пополнений, можно было бы избежать ряд недоразумений (не в последнюю очередь и такой взгляд, что в указанной серии статей «в качестве принципиального исходного пункта хода мыслей автора издано чужое от марксизма упрощение положений Манифеста Коммунистической Партии по вопросу об отечестве и нации, которое прямо служит оправданием клеветы буржуазии»). Одновременно с этим можно было бы добиться того, чтобы дискуссия сосредоточилась не на недочеты в рассуждениях Э. Мольнара, а на недочеты и ошибки в нашей историографии и наших взглядах на историю, раскрытые Э. Мольнаром.

9.

Итак, идеологическая борьба против пережитков националистических взглядов, изложение и конкретное применение марксистско-ленинского учения о классовом характере национализма и в дальнейшем остается одной из наиболее важных и актуальных задач нашей исторической науки.*

Буржуазно-националистическую идеологию, разумеется, нельзя рассматривать как форму сознания, которая с самого начала являлась полностью ложной, целиком и полностью служившей целям обмана и подведения народных масс. *В период буржуазного национального преобразования* классовые интересы буржуазии еще совпадают с общими интересами общественного развития; буржуазно-национальные идеи в это время еще отражают настоящие требования общественного развития; материальные интересы восходящей буржуазии и слоев идущих по пути к обуржуазиванию, которые все требуют выхода из феодальных отношений на некоторых и совсем не маловажных точках в это время еще встречаются и связываются с антифеодальными интересами угнетенного класса феодализма -- крепостного крестьянства, с демократическими народными стремлениями, направленными на ликвидацию феодального строя. Однако, в то же время, буржуазный национализм — как раз благодаря своему классовому характеру — с самого начала чреват глубокими противоречиями; с самого начала на нем лежит печать, свидетельствующая о том, что он по существу служит целям создания новой формы эксплуататорской классовой власти (хотя его глашатаи этого и не сознают и пытаются иллюзиями о том, что их цели до конца соответствуют интересам нации в целом); и поэтому он уже с самого начала не лишен тенденций непоследовательности, страха перед народными массами, соглашения с феодально-монархическими силами и классовых компромиссов.

* Здесь следует отметить, что недавно вышел в свет сборник статей «Формирование и история венгерского национализма», оценка которого уже не могла иметь место в настоящей статье.

Как в упомянутых выше тезисах о национализме и социалистическом патриотизме уже указалось, нашему общественному мышлению, да и марксистской историографии не было чуждо уделить мало внимания этой существовавшей с самого начала, и в его прогрессивный период отрицательной стороне национализма, его ограниченности, вытекавшей из его либерально-буржуазного и в нашей стране прямо либерально-дворянского классового характера, его противоречивости; с другой стороны, чтобы в связи с положительной ролью венгерского национализма, как «национализма малой нации» в период буржуазного преобразования, против угнетения Габсбургов, упускать из виду его характер «великой нации», его роль в угнетении национальностей и торможении буржуазно-национального развития невенгерских народов, живших в стране.

Несмотря на то, что эти вопросы, казалось бы, были выяснены с принципиальной точки зрения, все же, в результате культа личности и следов национализма — особенно в связи с юбилеем Кошута, в частности, в той или другой статье сборника, посвященного памяти Кошута — наша историографическая практика взяла такой курс, который привел к идеализации лучших представителей либерального националистического дворянства, прежде всего личности Кошута: отдельные моменты его политической и военной деятельности часто чрезмерно подчеркивались, насильственно непосредственно актуализировались, и даже истолковывались для подтверждения политики культа личности, исторического оправдания отдельных мероприятий старого партийного руководства. — Наша марксистская историография теперь уже успела освободиться от подобных искажений. За последние годы мы довольно последовательно руководствовались стремлением к тому, чтобы несколько урезывать буйно разраставшийся культ Кошута, верно и многосторонне изобразить систему идей либерального национализма периода реформ, выдающихся деятелей дворянского реформаторского движения. Здесь прежде всего можно упомянуть статьи Иштвана Барта и в некоторых отношениях — книгу Дьёрдя Шпира о Сечени. Мы также стремились к освещению истории 1848—1849 гг. в широком международном аспекте, без провинциализма — а в этой области следует прежде всего упомянуть монографию Эржебета Андича.

Все это, однако, не дает повода к тому, чтобы почивать на лаврах. С одной стороны, еще полностью не исчезла склонность к переоценке политических взглядов Кошута, а с другой стороны, и противоположная тенденция: возникла некоторая суперкритика конъюнктурного характера, опасность недооценки, склонной к одностороннему подчеркиванию отрицательных явлений, — как это обнаружилось в ходе дискуссии по статьям такого направления Лайоша Лукача на страницах журнала Сазадок, посвященным деятельности Кошута, правда, не в период реформ или революции, а в период его эмиграции. Подобные проблемы возникают в связи с оценкой

соглашения Венгрии с Габсбургами в 1867 г. Дискуссия Комиссии по истории АН Венгрии, проведенная по отдельным вопросам истории периода дуализма на основе реферата Петера Ханака, обратила внимание историков на то, что из марксистской оценки соглашения с Габсбургами необходимо удалить пережитки «куруцско-независимых» взглядов и догматической ограниченности, без того, однако, чтобы отказаться от глубокой критики реакционного классового содержания и исторической функции соглашения и сделать уступки «соглашательским» взглядам или переоценить сравнительно положительные стороны соглашения. Пока, однако, для положения нашей исторической науки скорее характерно то, что наши историки подчеркивают либо ту, либо другую сторону соглашения: с одной стороны, неизбежность его или напротив, его функции в затяжке распада Монархии; тяжелые ретроградные черты дуалистической системы, с другой стороны, ускорение разворачивания основанных на капиталистическом развитии классовых противоречий. Итак, предстоит еще многое сделать в интересах того, чтобы освободившись от крайностей в обоих направлениях наши специалисты, изучающие период буржуазной революции и завершивший его классовый компромисс 1867 года, успешно разрешили задачу основанной на подробном изучении источников, многосторонней и последовательной марксистской разработки этого сложного комплекса проблем. Ожидаем выхода в свет монографий на данную тему Эндре Ковача, Дьёрдя Сабада и Эде Тота, а также продолжения таких работ, которые — аналогично статьям Имре Гонда и Иштвана Диосеги — призваны выяснить важные внешнеполитические отношения этой сферы проблем.

Что же касается развития не-венгерских народов, т. е. национального вопроса в период буржуазно-национального преобразования нашей страны, то в первое время нашей марксистской историографии изучение антигабсбургской, прогрессивной стороны венгерского национализма на самом деле довольно завуалировало его реакционную сторону — угнетательскую роль «великой нации». Это не только отражалось в сравнительно небольшом количестве марксистских исторических работ по национальному вопросу, но главным образом в том, что при трактовке основных вопросов и задач буржуазного преобразования в Венгрии длительное время в передний план ставились — на основе догматического применения анализа, данного Йозефом Реваи — только вопросы отмены крепостного права и венгерской национальной независимости, и требовалось немало времени, чтобы к двум «основным вопросам» с аналогичным удельным весом прибавился национальный вопрос, как «третий». Еще дальнейшее время требовалось для того, чтобы наша историческая наука не только теоретически осознала, но и практически осуществила тот принцип, что вопрос венгерской национальной независимости и национальный вопрос нельзя рассматривать, как два, хотя и связанных между собой, вопроса, а речь идет здесь об *одном* вопросе: о

национальном вопросе, о вопросе национального самоопределения народов Венгрии и — что является новым шагом в развитии нашей историографии — о национальном самоопределении народов империи Габсбургов, что, как и другие основные вопросы истории нашей страны, можно по-настоящему глубоко понять только путем применения сравнительно-исторического метода, непосредственно как один из вариантов национальной проблематики стран Средней и Восточной Европы. По направлению такой постановки проблем продвигалась вперед, особенно в последние годы, наша историография, о чем свидетельствуют работы Эндре Арато, Ласло Катуша, Иштвана Дольманьоша и других.

Подобное широкое и глубокое, но единственным образом обеспечивающее научное марксистское решение понимание национального вопроса, естественно, требует широкого международного сотрудничества, прежде всего со специалистами-марксистами Советского Союза и других соседних социалистических стран. В первую очередь именно поэтому можно считать плодотворными ставшие уже регулярными международные конференции, посвященные истории Австро-Венгерской Монархии. Последняя такая конференция была недавно проведена в Будапеште. Эта конференция показала достигнутые марксистской историографией по данному комплексу вопросов успехи, но одновременно с этим осветила и те трудности, которые в немалой степени возникают именно в связи с данной тематикой по вопросу о формировании и изложении единых и последовательно марксистских позиций, а также в убедительном опровержении того направления западной буржуазной историографии, которая прославляет габсбургскую монархию как образец идеи «сверхнационального государства». Доклады и прения конференции лишний раз свидетельствовали о том, что правильное историческое освещение сложной национальной проблематики Средней и Восточной Европы возможно только на основе боевых марксистских позиций; что всегда необходимо раскрытие классовой сущности национального вопроса и рассмотрение его не изолированно, а в его взаимосвязях с вопросом классовой борьбы, в зависимости от классовой борьбы. Последний основной принцип на конференции с наибольшим весом представила именно советская делегация, и многочисленные историки-марксисты — венгерские и представители дружественных стран — разделили его. Естественно, было бы желательно, чтобы подобным взглядом единым образом была проникнута историческая наука социалистических стран, чего в настоящее время еще нельзя сказать. Однако, нельзя допускать ни того, чтобы мы остановились перед трудностями или, чтобы сильно спорные элементы отдельных позиций нежелательным образом действовали на венгерскую историографию и послужили почвой для оживления до конца еще не преодоленного национализма, для «лакировки» угнетения национальностей в прошлом или для недостаточно резкого осуждения венгерского «национализма великой нации», кото-

рый с самого начала, даже в его прогрессивный период являлся неотъемлемой органической частью, а начиная с 1867 года уже основной стороной и характернейшей чертой переплетенного с феодализмом буржуазного национализма венгерских господствующих классов.

Больше того: в период после соглашения 1867 года стороны венгерского «национализма великой нации» и «национализма малой нации» уже невозможно отделить друг от друга таким образом, как это попытался сделать Петер Шимон в своем выступлении на академической дискуссии, считав, что «как национализм великой нации он уже сыграл полностью реакционную роль», но поскольку Венгрия оставалась зависимой страной, «как национализм малой нации ... он и после 1867 года не стал полностью реакционным». После окончания периода буржуазной революции национализм господствующих классов — как «национализм великой нации», так и «малой нации» — *целиком* стал реакционным, так как он окончательно оторвался от требований общественного прогресса, от демократических стремлений народных масс: в действительности он уже не имел с последними точки соприкосновения, а только резкое и непримиримое противоречие. Национализм стал идеологией до мозга костей фальшивой, служащей для обмана масс: сколько бы то ни кричали его ходатаи против *формы* заключенного в 1867 году классового компромисса, способа урегулирования отношений с Австрией, их буржуазно-дворянские классовые интересы уже требовали *по существу* сохранения и упрочения основных черт сложившегося порядка против угнетенных и восходящих классов и слоев общества. Либерализм и демократизм окончательно отделились друг от друга и противопоставились друг другу; либерализм, либеральный национализм больше не могли играть прогрессивной роли, а только демократизм, демократическая национальная идеология: сочетание идеи национальной независимости с идеей демократического политического и аграрного преобразования, с идеей отказа от национального превосходства, идеей самоопределения наций.

Вышеуказанные требования общественного прогресса появились в дуалистической монархии с большой энергией в конце XIX — начале XX столетия.

10.

Несомненно заслуживает признания то внимание, которое наши историки уделяют изучению *периода конца XIX — начала XX столетия и первого десятилетия XX века*.^{*} Внимание это не новое явление, так как марксистская историография с самого начала — так, например, Йожеф Реваи еще в своих статьях, написанных перед освобождением нашей страны —

^{*} При разработке глав 10—13 настоящей статьи оказана ценная помощь докторами ист. наук И. Т. Берендом и Дь. Ранки, за что автор приносит благодарность.

осознала, что новый этап развития Венгрии в новое время, последовавший после буржуазной революции 1848—1849 гг. (правильнее, после соглашения 1867 г., закончившего период буржуазной революции) следует искать в этот период. В противовес буржуазным историкам, которые — в соответствии с их мировоззрением и политической позицией — отчасти охарактеризовали этот период, как период подрыва и расшатывания успешно развивавшегося либерального мира бесплодными и бессмысленными дебатами над вопросами государственного права, отчасти же изобразили его как период углубления либерального декаданса, распада национальных сил, заблуждений, обвинив его в связи с возникновением «чуждых венгерской нации» социалистических тенденций, — марксистская историография исходила из того, что в этот период, в условиях перехода к империализму, резко обнаруживались неразрешенные или разрешенные половинчатым образом, «сверху» вопросы буржуазной революции: на повестку дня встала буржуазно-демократическая революция, которая может дальше развиваться и перейти в социалистическую революцию.

Работы, опубликованные в первой половине 1950-х годов, описали этот процесс с точки зрения формирования монополистического капитализма, развития фабрично-заводской промышленности, развертывания противоположностей внутри господствующих классов, борьбы крестьянской бедноты и батраков и развертывающегося рабочего движения. В них показалось, что в этот период рабочий класс впервые вмешался энергично в политическую жизнь страны и стал все более и более первоклассным фактором общественной и политической борьбы; что крестьянство именно в эти годы старалось оторваться от буржуазно-дворянских оппозиционных партий, чтобы выступить самостоятельно со своими классовыми требованиями и, что некоторые слои городской буржуазии также в этот период сделали -- хотя и очень слабые -- прогрессивные попытки. -- Однако, благодаря догматическому уклону наших взглядов на историю, вся эта достойная внимания работа привелась к целому ряду крайностей, антиисторических установлений. Так, например, несмотря на то, что мы изложили не только аналогичные, но и отличающиеся друг от друга черты исторического развития в России и Венгрии, все же мы стремились доказать тесную аналогию с российской революцией 1905—1907 гг. и исходя из несомненного факта политического кризиса, сильно преувеличив как ослабление системы управления господствующих классов, так и расширение и укрепление рабочего движения, мы считали возможным установить наличие в Венгрии революционной ситуации. В срыве этой революционной ситуации мы обвиняли руководителей Социал-демократической партии Венгрии и реформизм, обнаружившийся в руководстве этой партии, мы рассматривали как сознательное предательство.

Исправлению нашего исторического представления за последние годы способствовали многочисленные новые статьи и монографии, основанные на

обширном материале источников и освещающие важные взаимосвязи. Несмотря на то, что с точки зрения разработки экономической истории данного периода последние годы не были особенно плодотворными, благодаря сопоставлению с международным развитием — см. статьи Ивана Т. Беренда и Дьёрдя Ранки — нам удалось более реально установить место Венгрии в экономическом развитии Европы, а также Австро-Венгерской Монархии. Сделаны существенные шаги вперед по описанию венгерского общества начала века: изображением общественной роли джентри, «среднего класса» — на основе работ Петера Ханака — мы пришли к важным выводам для изучения политической истории, в частности, деятельности «Партии независимости»; благодаря исследованиям Тибора Колошша углубились наши познания относительно общественной структуры аграрного пролетариата Венгрии. Политическая историография — прежде всего Иштван Дольманьош и Ференц Пёлёшкеи — подробно разработали предисторию складывания и распад «национальной коалиции» и во многих отношениях осветили течения внутри господствующих классов, попытки самостоятельных крестьянских организаций, а также, до некоторой степени и деятельность Социал-демократической партии; этому посвящена монография Тибора Эреньи о первом периоде профсоюзного движения в Венгрии. Наряду с стремлениями к разработке демократических идейных течений и культурных явлений проявилась инициатива — здесь следует прежде всего указать на исследования Дьюлы Токоди — раскрыть международные взаимосвязи, в частности, по отношению к германскому империализму (Пангерманский союз, План Средней Европы).

Последние работы, хотя и не всегда прямо, но в общем и целом единогласно указали на то, что тезис о революционной ситуации в Венгрии в 1905—1906 гг. возник на почве сильного преувеличения фактов, механического применения аналогии с Россией. Осознание этого однако, непременно потребует, чтобы мы снова взглянули в лицо вопроса об исторической оценке формирования соотношений классовых сил в данный период, а также тактики рабочего движения, согласно которой оно действовало. Одновременно с этим необходимо пересмотреть критику, которой подвергалась Социал-демократическая партия и которая оценила деятельность этой партии уже в этот период значительно более отрицательно, чем это было бы обосновано ее фактическими ошибками. Такая преувеличенная критика — пережитки которой и доньше обнаруживаются — была основана с одной стороны, на сопоставлении с тактикой Партии Большевиков данного периода, а с другой, на проектировании в прошлое до некоторой степени политики народного фронта, осуществленной коммунистами в 1930-х годах. Обосновано ли сопоставление этой политики с направлением политики большевиков? Разумеется, обосновано. Революционная партия нового типа российского рабочего класса под руководством В. И. Ленина в это время уже сделала решительные шаги в направление разработки тактики рабочего класса в демокра-

тической революции, глубоко анализируя тот путь капиталистического развития, который сопровождается тяжелыми экономическими и политическими пережитками феодализма; Социал-демократическая партия Венгрии допустила тяжелую ошибку, когда она, оставаясь в сфере влияния германской и австрийской социал-демократических партий не учитывала этих достижений, а сама не сделала шага вперед в теоретическом анализе конкретных условий в Венгрии, в постановке революционных задач демократического преобразования. Следует, однако, отметить: та большевистская тактика, которой мы склонны были требовать от венгерской социал-демократии еще в 1905 году — и подобная склонность и до настоящего времени не исчезла полностью — сама еще не сложилась полностью к 1905 году, а частично выковывалась как раз в огне первой русской революции. Оценку российского аграрного вопроса, аграрную программу большевиков В. И. Ленин в 1906–1907 годах развил дальше, внося в нее одновременно важную поправку; в первой программе национальный вопрос упоминается только коротко и в общем плане, до освещения его значения не только с точки зрения демократической, но и социалистической революции дошла очередь только в начале 1910-х годов и во время первой мировой войны. Тактика большевиков, которая служила мерилom для оценки деятельности Социал-демократической партии Венгрии, — не ленинская тактика, живая, непрестанно развивающаяся и исправляющаяся, а сталинская догма, согласно которой Партия Большевиков изображается так, будто она родилась во всеоружии, имея по всем вопросам почти готовую формулу для революционных действий.

Естественно, еще более антиисторическим является взгляд, по которому направление, которому должно было следовать рабочее движение в Венгрии в начале XX века представлялось почти как политика народного фронта позднейшего периода. Очевидно, нет необходимости доказывать разницу между двумя историческими ситуациями: с одной стороны, в это время международное положение значительно отличалось от положения перед второй мировой войной, когда рабочее движение всех стран должно было прежде всего бороться против олицетворения международной реакции — фашизма, против фашистской агрессии; с другой стороны, вопрос о венгерской национальной независимости во многонациональной дуалистической монархии возник в намного более противоречивой и сложной форме, чем в тот период, когда его приходилось защищать против немецкого фашизма. Итак, нельзя согласиться со взглядами, согласно которым в данный период *важнейшей* задачей прогрессивных сил как будто являлась борьба за национальную независимость, в интересах разложения дуализма, как будто это являлось важнейшим классовым требованием пролетариата, основной предпосылкой социальных преобразований. В годы конца XIX—начала XX века вместе с дуалистической системой монархии внутривнутриполитическая

система венгерских господствующих классов также переживала кризис — их нельзя отделить друг от друга, и пролетариат мог выступить только временно против того и другого. Если ликвидировать только систему дуализма, сохранив внутривполитическую систему — что по существу *mutatis mutandis* и произошло после 1919 года — то это вряд ли имеет значение с точки зрения общественного развития. Таким образом, пролетариат не был должен подчеркивать преимущество — хотя бы во времени — борьбы за национальную независимость, а основное требование демократического преобразования, и как часть этого требования — осуществление национальной независимости Венгрии, правильное, национального самоопределения всех народов Монархии.

Значит ли это, что мы не можем и не должны подвергать критике тактику и деятельность Социал-демократической партии в данный период? Можем ли мы согласиться с тем, что было изложено в недавно обсужденной диссертации Ференца Мучи (в которой, впрочем, правильно критикуются прежние ошибочные взгляды на политический кризис 1905—1906 гг.), что в политике Социал-демократической партии Венгрии «выдвижение на первый план демократического преобразования страны, сопротивление национальным стремлениям, провозглашенным коалицией, в данных условиях служили делу прогресса»? Можно ли согласиться с тем, что якобы Социал-демократическая партия не могла осуществлять политику, направленную одновременно против правительства, как и коалиции, а вынуждена была присоединиться к одной из двух враждебных друг другу групп господствующих классов, и, таким образом, соглашательство с солдафонским правительством следует рассматривать как «меньшее зло»? Достаточно ли видеть в 1905—1906 гг. только кризис венгерского парламента господ — как это делает Зольтан Хорват — и комментировать позицию Социал-демократической партии Венгрии только так, что «она оставалась верной самой себе»? Нет, со всем этим далеко нельзя согласиться. Подчеркивание того, что Социал-демократическая партия Венгрии, как самое прогрессивное политическое течение в Венгрии в данный период, должна быть оценена в соответствии с ее собственной деятельностью, а не с нашими представлениями, еще не обосновывает того, что утверждая, что она не являлась революционной партией, мы без критики проходили мимо тяжелых ошибок ее политики. Установление того факта, что в данный период вопрос демократических свобод и национальной независимости был поднят сложно и противоречиво, при котором нельзя дать преимущество требованию национальной независимости, еще совсем не обосновывает того, чтобы оправдать тактику Социал-демократической партии Венгрии, выбор ею одной из злых (которая далеко не бесспорно была меньшим злом) и не выявить наличия в этот период возможности самостоятельной и последовательной пролетарской политики, политического направления заканчивания буржуазной революции и

дальнейшее развитие в социалистическую революцию, — то есть, требование такой тактики, которая предупреждает то, чтобы Социал-демократическая партия превратилась в игрушку или резерв любой из двух реакционных сил и делает ее способной выступать самостоятельно и мобилизуя массы занять руководящую роль в жизни страны.

11.

Всего через пятнадцать лет после этого и венгерский рабочий класс показал пример осуществления самостоятельной пролетарской политики. Предпосылки к этому были созданы дальнейшим укреплением рабочего движения в Венгрии, ослаблением устоев Австро-Венгерской Монархии, а прежде всего влиянием Великой Октябрьской социалистической революции, которая в мировом масштабе ослабила систему капитализма и содействовала возникновению революционных партий.

Весьма важной задачей марксистской исторической науки являлось достоверно документированное, глубоко проанализированное раскрытие истории *венгерских революций 1918 и 1919 гг.*, тем более, что клевета и фальсификация, практикованная историографией и пропагандой контрреволюционного периода, ни на одном историческом периоде не сосредоточились с такой интенсивностью, как на этих революциях, не стесняясь называть их низшей точкой в жизни нации, а Венгерскую Советскую Республику — историческим эпизодом, полностью чуждым венгерской нации. Пришлось убрать мусор, осаждавшийся в течение четверти века, чтобы снова обнаружился полный блеск этих важнейших событий. Проведение этой работы является не только делом чести марксистской исторической науки, но и первоочередным требованием идейно-политического воспитания нашего народа. Уроки этих событий важны и в настоящее время: их по-настоящему глубокий анализ формирует не только сознание, но непосредственно и повседневную практику.

К разрешению этой важной задачи — как указалось выше — в годы после освобождения нашей страны и даже после победы социалистической революции мы еле-еле приступили. То, что было создано существенное — больше всего на тему государственной и правовой системы, советов, экономической и культурной политики — это большей частью воспоминания борцов революции, современников. Культ личности, догматизм не оказали столь парализующего действия на изучение ни одного другого периода, как именно периода 1918—1919 гг. Сам этот факт является вопиющим парадоксом: в первое десятилетие после освобождения нашей страны, — в период народно-демократического преобразования, выполнившего неразрешенные до того времени задачи буржуазно-демократической революции, и в первые годы второй венгерской диктатуры пролетариата еле-еле проводилось до-

стойное внимания исследование по истории буржуазно-демократической революции 1918 г. и первой венгерской пролетарской революции. И не только нехватало раскрытия данных, но имелось налицо и умалчивание и искажение фактов, в отношении деятельности тех или других руководителей революции, фактической роли тех или других общественных сил и групп. Искажилась сама оценка Венгерской Советской Республики: одновременно с подчеркиванием ее национального характера — как уже указалось выше — вторая в мире власть рабочих стала поучительной прежде всего благодаря ее ошибкам. Отрицательно оценилась не только ее аграрная политика, но и объединение двух рабочих партий; социал-демократия же просто-напросто изобразилась как предательница дела революции. Относительно всего этого, однако, историки написали — на основе аподиктических заявлений прежнего партийного руководства — всего лишь некоторые весьма конспективные учебные материалы, обзоры; помимо этого мало что осталось ценного на эту тему.

В результате преодоления культа личности, ликвидации ошибок сектантского характера старого партийного руководства, осуществления борьбы на двух фронтах в политике ВСРП создались основные предпосылки развертывания научных исследований по истории периода 1918—1919 гг. И на самом деле, в последние 5—6 лет наблюдается значительный подъем работы. Учреждения и научные исследователи в широких масштабах начали наверстать упущенное. Прежде всего следует упомянуть о значительных успехах в области публикации источников: о тех сборниках документов — работы Габор Шандорне, Тибора Хайду, Дьёрдя Милеи, Каталины Петрака и других —, которые свидетельствуют о пионерской инициативе по раскрытию исторических источников периода. Аналогично большое значение имеют сборники статей и документов, с исторической достоверностью освещающие деятельность вождей революции — Белы Куна, Тибора Самуэли, Йенё Ландлера, Дьюлы Алпари.

Работа по раскрытию источников, разумеется, оказалась плодотворной и в области разработок: за последние годы все более обогащается литература, освещающая историю 1918—1919 гг. Изложение Тибором Хайду развертывания «астровой» революции 1918 г., изображение в соответствии с действительностью вырывавшихся наружу сил, показ ранее искаженной, а затем и умолченной роли Михая Каройи содействуют и более точной оценке характера и своеобразных черт революции. Наши исследователи уделили серьезное внимание массовым движениям, развернувшимся во время буржуазно-демократической революции, формированию и значению советов а также — прежде всего Карой Месарош и Вера Семере — движению батраков и крестьянской бедноты, с большой быстротой распространившемуся по селам и сыгравшему важную роль в ликвидации государственной власти. Сложилось более ясное историческое представление о событии решительного значения --

формировании Коммунистической Партии Венгрии —, а также более полно и достоверно разработаны роль левого крыла социал-демократов и деятельность рабочих уполномоченных.

Нашей марксистской историографией теперь уже удалось полностью исправить ошибочные взгляды относительно объединения двух рабочих партий. Объединение партий явилось необходимым и правильным мероприятием. Коммунистическая партия одна не сумела бы ни захватить, ни сохранить власть; поэтому предложение левых и центристских руководителей социал-демократии относительно создания единства — в чем выразилось желание рабочих масс —, нельзя было бы отвергнуть. Объединение произошло на принципиальной основе диктатуры пролетариата. Объединенная партия впоследствии оказывала большое воспитательное влияние на массы, состоявшие раньше в Социал-демократической партии и даже ряд бывших лидеров Социал-демократической партии позднее продолжал свою борьбу и деятельность как коммунист. Итак, из объединения двух рабочих партий только представители антиисторических взглядов могли сделать отрицательный вывод, вместо того, чтобы применяя обоснованную на самом деле и законную критику только к *способу* объединения, подчеркнуть исключительно положительный и с принципиальной точки зрения вывод из этого события: именно то, что впервые в истории международного рабочего движения осуществилось объединение коммунистической и социал-демократической партии. Это и сделало возможной мирную победу пролетарской революции! Исторический показ и принципиальное изложение этого факта имеет большое идейно-политическое значение и является актуальным в наши дни с точки зрения международного рабочего движения в целом.

Обогатились наши познания и в области экономики, экономической политики, в частности, аграрной политики Венгерской Советской Республики. В настоящее время нам известны не только допущенные по аграрному вопросу ошибки, а выяснен и характер созданных в это время кооперативных хозяйств, их структура и организация, которая скорее напоминает о государственных хозяйствах, руководство кооперативами и даже некоторые моменты осуществления на местах соображений центрального руководства и проведения в жизнь местных стремлений, особенно в комитате Шомодь, который играл важную роль. Естественно, не изменяет факта ошибочности аграрной политики Венгерской Советской Республики, но все же, с точки зрения общего исторического представления не малую роль играет показ того секретного распоряжения — и особенно выполнения его —, согласно которому с учетом интересов производства и потребностей аграрного пролетариата допускался определенный ограниченный раздел земли (индивидуальная раздача земли), а также изучение тех планов, которые были направлены на расширение раздела земли — разумеется, без изменения основного направления аграрной политики. -- Работы, посвященные экономиче-

ским вопросам Венгерской Советской Республики — к ним относятся помимо вышеперечисленных и работы Миклоша Сухай, Тибора Надь и др. — пришли к важным принципиальным выводам относительно характера экономической политики Венгерской Советской Республики, как военного коммунизма, а также роли непосредственного обмена продуктами и дают глубокие познания в области бюджетной и налоговой политики, создания социалистической банковской системы и финансов советской власти. — Важную область исследований представляла история военных действий Венгерской Красной Армии, а с другой стороны, организации и выступления контрреволюционных сил, — раскрытая в работах Эрвина Липтаи, Тибора Хетеша, Жужы Надь, Габора Шандорне.

Научно-исследовательская работа, документированная теперь уже обширным историографическим обзором — работой Андраша Шиклоша — за последние несколько лет, разумеется, далеко еще не могла разрешить все важные вопросы, не могла еще погасить исторических долгов нашей науки. Даже в области наиболее разработанного аграрного вопроса имеется много белых пятен: мы мало что знаем о фактическом владении землей, о фактических размерах земельных угодий, находившихся в руках государственных хозяйств, кооперативов, крестьянских хозяйств и землевладельцев, о хозяйствовании кооперативных хозяйств, о способах и размерах государственной субсидии. Нам известны мероприятия по индустриальной политике, организация социализированной промышленности — здесь следует сослаться на работу Дьюлы Хевеши — однако, почти абсолютно неизвестно перед нами фактическое состояние промышленного производства; социальная и культурная политика Венгерской Советской Республики изучались, но подробно не разработалось оформление положения рабочего класса. Для выяснения этих вопросов необходимы обширные исследования по местной истории; важность таких исследований для этой тематики, но и по проблемам политической истории особенно подтверждается тем обстоятельством, что до сих пор мы подходили к изучению этих проблем большей частью лишь со стороны мероприятий центральной власти. С другой стороны, нет еще обобщенной разработки частных исследований, раскрытий источников: нет синтеза истории буржуазно-демократической революции и Венгерской Советской Республики. Нет сомнения, что такая публикация уже не заставит себя долго ждать.

12.

Подобно тому, как наших революций 1918—1919 гг. нельзя понимать без изучения истории России в 1917 году, событий последних лет первой мировой войны, подъема революционного движения в международных масштабах, — существование и развитие Советского Союза, общий кризис

капитализма, новые явления империализма, стабилизированная путем контрреволюций после революционных потрясений, «переорганизованная» системой версальских мирных договоров Европа является международным кадром — анализу которого способствовал Ласло Жигмонд своей ценной книгой, посвященной оживлению германского империализма —, который помогает понять и осветить процесс развития в Венгрии в период между двумя мировыми войнами. И одной из наиболее характерных и важных черт работы историков последних лет является именно подъем изучения новейшей истории, в частности, главным образом *длившегося четверть века контрреволюционного периода*, последнего действия власти капитализма в Венгрии, на основе подробного раскрытия источников и подхода к вопросам с международной точки зрения. В нижеследующем остановимся только на некоторых моментах этой работы.

Изучение истории контрреволюционного периода являлось новой задачей, которая встала перед нашей молодой марксистской исторической наукой. Этот период не имел ни исторической научной литературы, ни своих специалистов. Частично этим и объясняется, что до начала и середины 1950-х годов лишь немногие венгерские историки решились выбрать такую тему исследований. Поэтому помимо очерка, посвященного общей характеристике периода и раскрытия некоторых исторических материалов возникла лишь одна значительная монография о влиянии экономического кризиса 1929—1933 гг. на Венгрию (Автор: Миклош Инце и соавторы). Неизбежные трудности начинания однако, усугублялись еще и другими ограничивающими факторами. Мы недостаточно оценили важность углубленного изучения истории данного периода с идейно-политической точки зрения; оценивая успехи социалистической революции и социалистического строительства с преувеличенным оптимизмом мы вот-вот уже склонны были считать, что идеологическое заражение, причиненное контрреволюционной системой, уже окончательно преодолено. Среди нас возникли и такие взгляды, что с точки зрения истории наших дней двадцатипятилетний период Хорти представляет из себя прошедшую минуту. Что же касается определения характера режима Хорти, обнаруживалось схематизирующее упрощение: режим Хорти был не чем иным, как олицетворением фашизма в Венгрии; какая же надобность подробно анализировать его характер?

До некоторой степени как раз в качестве противодействия подобного упрощенчества — и не независимо от возникших после 1953 г. ревизионистских взглядов — возник позже в нашей исторической науке такой взгляд, по которому фашизм рассматривался только как тенденция в двадцатипятилетней истории контрреволюции в Венгрии, подразумевая под фашизмом только «классическую» — тоталитарную немецкую и итальянскую — форму его осуществления, а одновременно с этим подчеркивались отличавшиеся от последних черты системы управления в Венгрии. Здесь речь идет о дивер-

генции аналогичного характера, которая наблюдалась при оценке многочисленных других периодов и проблем истории Венгрии и которая — с точки зрения методологии — свидетельствует о недостаточно полном применении марксистской диалектики: с одной стороны, о непосредственном и механическом применении общих закономерностей и категорий, а с другой, об отрыве или даже противопоставлении своеобразных и частных явлений общим явлениям.

Подобные ошибки методологии и подхода за последние годы уже начинают исчезать из нашей исторической литературы, чтобы уступить место углубленному марксистскому анализу как истории контрреволюционного периода в Венгрии, так и фашизма, как международного явления. Значительным прогрессом в области выяснения связанных с этим вопросов мы прежде всего обязаны большому числу научных публикаций Дежё Немеша, вышедших в свет за последние годы, в частности, обширным вступительным статьям к трем сборникам документов, и его монографиям, посвященным истории первых лет контрреволюционного периода и «активной» внешней политике правительства Бетлена. Эти работы дают верную опорную точку для изучения 1920-х годов не только подробным раскрытием и анализом исторических событий, но и для определения характера контрреволюционного режима важное значение имеет та формулировка Дежё Немеша, по которой режим Хорти являлся смесью фашистского самодержавия и определенных элементов консервативной буржуазной законности. Способствовал дальнейшему развитию исследований по определению характера режима — в частности, что касалось его общественной базы и идеологии — отдельный номер журнала «Тёртенельми Семле», ряд статей в котором — хотя и не на одинаковом уровне — посвящается также освещению вопроса фашизма в международном плане. Очевидно, что страны, в которых имела система управления фашистского характера в 1930-х годах — от Португалии Салазара и до диктатуры в странах Балканского полуострова — при сходстве их основного характера обнаруживали многочисленные расхождения, в зависимости от уровня капиталистического развития, соотношений сил внутри господствующих классов, роли крупного землевладения и церкви, мелкобуржуазной массовой базы власти и других.

В результате новых исследований несомненно подтвердилось: своеобразие появления фашизма в нашей стране не могут подвергать сомнению, что он — по его существу и классовому характеру — являлся и в Венгрии способом диктатуры финансового капитала и крупного землевладения, в условиях нового, весьма обостренного этапа классовой борьбы; одновременно с тем, в этих работах обратилось внимание и на роль других, не решающих, но все же, не игнорируемых общественных сил: слоев офицерства из джентри, как передовых борцов тоталитарного фашизма в Венгрии, а также мелкой буржуазии, опоры различных видов фашистских течений. В них освещается обще-

ственное и политическое расчленение господствующих классов, а также формирование структуры промышленных рабочих, положения и движений аграрного пролетариата. (Что касается последнего, см. работы Миклоша Лацко и Калмана Сакача.) Ценным вкладом в разработку этих вопросов является наша литература по экономической истории — деятельность Ивана Т. Беренда, Дьёрдя Ранки, а Миклоша Сухай —, в которой дается подробный анализ экономического строя контрреволюционной системы, развития фабрично-заводской промышленности, сельского хозяйства, форм вмешательства государства, создания военного государственно-монополистического капитализма и развертывания германской экономической экспансии, включения Венгрии в «жизненное пространство» немецкого фашизма, в 1930-х годах и во время второй мировой войны.

Правда, с некоторым опозданием, но все же, венгерская историческая наука также осознала, что в настоящее время по всему миру экономическая, дипломатическая и военная история *второй мировой войны* оказалась в центре исследовательской работы и внимания общественности. В литературе, посвященной вопросам второй мировой войны, которая уже составляет целую библиотеку, монографии и статьи венгерских историков начинают занимать значительное место. На основе подробного раскрытия фактов наша марксистская историография прежде всего обязана была выступить против тех публикаций и мемуаров, которые — опередив по времени историков-специалистов — издавались венгерскими политическими деятелями периода второй мировой войны, в целях «объяснения» политики венгерских правительственных кругов в период между 1939—1944 годами, в частности, и своей собственной деятельности. Несмотря на то, что речь идет о работах, разных по уровню и до некоторой степени и по политическому подходу, общим в них является масса ложных изложений фактов, оправдание внешней политики режима Хорти, то объяснение, то простое отрицание его преступлений и ошибок, утверждение его мирных намерений, — заявления, пытающиеся показать экономическое выслуживание Германии почти как саботаж, германскую оккупацию страны неизбежной, а сопротивление против Германии невозможным.

Убедительное опровержение реакционных утверждений, правдивое изображение роли Венгрии во второй мировой войне потребовали исправить и те ранее распространенные у нас упрощенческие, догматические взгляды, по которым игнорировались колебания венгерской внешней политики. Представителям этих взглядов не было понятно, что венгерские правительства не являлись простыми марионетками в руках Гитлера, и, правда, стоя на решительно антисоветских позициях, стремились последовать свою политическую линию; они не учитывали того, что Телеки и Бардоши, Имреди или Каллаи нельзя рассматривать как политических деятелей совершенно одинаковых взглядов.

Разработку внешней политики облегчает работа Института истории Академии Наук Венгрии широкого размаха, в ходе которой в ряде томов будут опубликованы важнейшие венгерские дипломатические документы второй мировой войны и ее предистории. Частично опираясь на этот материал написал Лайош Керекеш свою книгу, посвященную аншлюсу Австрии, в которой — вместе с другими статьями — доказалось, что венгерское правительство не то, что искал, а наоборот, отказывался от сближения с соседними государствами и само предложило быть внешнеполитическим сподвижником немецкого фашизма против этих государств. Статьи, посвященные истории кануна второй мировой войны, монография Аладара Киша помогли выяснить обстоятельства участия Венгрии в агрессии против Чехословакии, отказа от плана нападения против Закарпатской Украины осенью 1938 года и его же осуществления весной 1939 года. Новые марксистские работы не скрывают того, по каким пунктам возникли разногласия между прогерманским венгерским правительством, имевшим в виду собственные интересы, и Берлином; одновременно освещается и то, каким образом вследствие антинародного, реваншистского и антисоветского основного характера венгерской правительственной политики эти порою не так уж незначительные разногласия становились второстепенными, и наживавшаяся на гитлеровском насилии Венгрия Хорти — наперекор всем возможным противоположным этому стремлениям — все теснее и теснее привязывалась к нацистской Германии.

Наряду с вопросом об участии Венгрии в агрессии против Чехословакии за последние годы в передний план дискуссий представителей историографии по участию Венгрии во второй мировой войне выдвинулась личность и политическая деятельность Пала Телеки. На страницах мемуаров западных эмигрантов Телеки предстает перед нами чуть ли не как борец национальных стремлений малых народов, борец демократии в долине Дуная; но и в самой Венгрии обнаруживались правые тенденции к абсолютизации определенных антигерманских шагов Телеки, разрыву его внешней политики от его внутренней политики; — представители этих тенденций не в состоянии понять, что антигерманская политика, построенная на идейные основы и внешнеполитические концепции венгерского фашизма, неизбежно была обречена на провал. В книге Дьюлы Юхаса о внешней политике правительства Телеки и книге Дьёрдя Ранки, посвященной критике мемуаров эмигрировавших на запад политических деятелей показано, каким образом вера Телеки в руководящую роль класса крупных помещиков отчуждала его от демагогических, игравших с народными массами политических методов немецкого фашизма — но одновременно с этим как эта же позиция сделала его беззащитным против нацизма —, ведь силы, боровшиеся против крупного землевладения и желавшие демократизировать общественный строй, были ему еще более чужды. В этих работах показано, как он ради

пересмотра границ Венгрии сам толкал страну в губительные объятия Гитлера, как он, с некоторыми небольшими оговорками согласился с агрессией против Югославии, чтобы наконец, может быть, для спасения своего имени с моральной точки зрения от позора последующих времен, но политически увенчав свою деятельность новым роковым шагом: самоубийством открыл путь к победе политики открытых наемников Германии, что незадолго после этого привело к присоединению Венгрии к агрессии против Советского Союза. Впрочем, как доказали посвященные этому вопросу статьи, объявление войны произошло не по вынуждению правительства Гитлера, а само венгерское правительство приняло такое решение после некоторых споров.

Наряду с Телеки оценка политики Миклоша Каллаи также вызвала дискуссию. Хотя этому периоду еще не посвящена монографическая разработка, опубликованные статьи эффективно и обоснованно опровергают его преувеличенную саморекламу как сторонника Запада и одновременно внесли поправку в упрощенные взгляды относительно его отношений к Германии. Если в 1943 году у него и обнаруживалось некоторое стремление выйти из войны, все же, внутривнутриполитические вопросы, попытка спасти существующий режим, его страх перед всякой внутренней переменой задержали его от хотя бы малейшего риска в области внешней политики. Итак, здесь наблюдались лишь мертворожденные попытки. Каллаи несет тяжелую ответственность за то, что страна оказалась под немецкой оккупацией без сопротивления. Хотя нельзя не отметить — как это делают еще в наши дни некоторые статьи —, что он позволил Партии мелких сельских хозяев и Социал-демократической партии значительно более широкие возможности действия, все же, он несет тягчайшую ответственность за то, что беспощадным преследованием Коммунистической партии он нанес удар основному организатору возможного сопротивления. Именно поэтому не соответствует фактам и политически является полностью неправильным высказанное в статье Яноша Шипоша мнение о возможностях сотрудничества правительства Каллаи и Коммунистической партии, причем, в срыве этого автор статьи почти обвиняет коммунистов.

В отношении борьбы Коммунистической партии Венгрии и движения Народного фронта независимости мы с самого начала выступали против буржуазной клеветы, однако, изложение этой важнейшей тематики в годы культа личности все же принимало все более неправильный оборот. Его тенденциями были недооценка прежних союзников в политике народного фронта, игнорирование роли социал-демократии и буржуазного левого крыла, принятие ложной теории о левой социал-демократии, преувеличение удельного веса Коммунистической партии и революционизирования народных масс, переоценка роли Зарубежной Комиссии по сравнению с ролью отечественного подпольного движения. Нашей литературе по истории партии уже большей частью удалось исправить это представление. Исходным

пунктом при этом послужили — помимо опубликованного раньше первого издания книги Дьюлы Каллаи о венгерском движении за независимость — статьи Яноша Кадара и Дьёрдя Марошана, опубликованные в 1956 году. В дальнейшем, в книге Михая Корона о падении фашизма в Венгрии, статьях Иштвана Пинтера об организационном развитии Коммунистической партии Венгрии и работах, посвященных антифашистскому национальному сплочению сил и вопросам осуществления единства рабочего класса показаны некоторые основные черты формирования Народного Фронта Независимости, а также деятельности Коммунистической партии, правильнее Партии мира.

Итак, наша марксистская историческая наука сделала значительный шаг вперед как по раскрытию истории четверти века контрреволюции в Венгрии, так и периода второй мировой войны, а этому способствовали и полезные научно-популярные работы, основанные на изучении источников — работы Элека Каршаи и других —, а также вызвавшие широкий отклик сборники документов, как например, «Секретные документы Миклоша Хорти» и «Венгрия и вторая мировая война». Все же, не является излишним кратко остановиться на таком обстоятельстве, которое хотя и не уменьшает значения достигнутых успехов, однако, достойно обсуждения с точки зрения дальнейших работ: речь идет о тяге к более выгодным задачам, более богатому и интересному материалу истории дипломатии, по сравнению с которым изучение вопросов внутренней политики, классовой борьбы, народного фронта — хотя и в связи с их теоретической сложностью и разбросанностью источников — представляется менее заманчивым. О внутренней политике господствующих классов во время второй мировой войны — помимо нескольких статей Лоранда Тилковского о национальной политике — почти ничего не опубликовано. Что касается событий 1944 года, ответственность Хорти для нас является бесспорной — наши представления обогатились недавно благодаря раскрытию документальных материалов министерства иностранных дел Германии — как в отношении событий 19 марта так и в отношении событий 15 октября 1944 года, между прочим и благодаря статье Рожной Шандорне, посвященной путчу Салаши; однако, мы не имеем обобщающей работы ни об истории периода немецкой оккупации Венгрии, ни о терроре нилашистов.

13.

Рассмотрев некоторые актуальные вопросы нашей историографии мы пришли к поворотному пункту огромнейшего значения истории нашей страны — *освобождению и периоду после освобождения нашей страны*. Это является уже исторически обширным периодом, во время которого произошли такие крупные события, как победа социалистической революции и зало-

жение экономических основ социализма. Именно поэтому изучение истории двадцати лет, прошедших после освобождения нашей страны, имеет для нас чрезвычайное значение. Может быть, ни один из предыдущих периодов не является для нас столь непосредственно поучительным как этот; историческое исследование, раскрытие и анализ фактов здесь может оказать наибольшую непосредственную помощь в создании и укреплении социалистического сознания людей, развитии нашей социалистической практики.

Наша историография, посвященная изучению настоящего времени, может выполнить такую роль только при условии, если она осуществляет анализ и оценку на основе по-настоящему широкого раскрытия материалов, с научной смелостью, если она не будет считать своей задачей простое собирание и оценку наших успехов, если она будет исходить из истинно ленинского понимания партийности, а не какой-либо ее ложной трактовки, стремясь доказать, что все было лучше всего так, как именно и произошло. Мы сочли необходимым сделать это предварительное замечание, так как здесь речь идет не о какой-либо теоретической опасности, теоретической возможности, а о практике, осуществленной в течение ряда лет в атмосфере культа личности, которая, несмотря на постоянное подчеркивание необходимости исследований затормозило нашу работу. Этим можно объяснить — наряду с недоступностью значительных групп источников и неизбежными трудностями начинания —, что в свое время почти не нашелся историк, который решился посвятить свою деятельность изучению народно-демократического периода. Почти не подготовились на эту тему рукописи и если оценить опубликованные работы — статьи сборника, посвященного 10-летию юбилею освобождения нашей страны, — то пожалуй, всего несколько из них достойны упоминания.

Успехи в области исправления ошибок партийного руководства, коренное изменение политических условий, а также, разумеется, успехи, достигнутые за последние годы в области изучения периодов истории до освобождения нашей страны, являются реальной основой того, чтобы мы сумели говорить не только о необходимости, но и о реальных возможностях исследования и перечисляя фамилии сформировавшейся группы исследователей этого периода дать отчет о достигнутых успехах в работе.

Понятно, что научно-исследовательская работа в настоящее время почти исключительно сосредоточена на период между 1945—1948 гг.; только его углубленное изучение может послужить твердой почвой для дальнейших исследований. Благодаря опубликованным за последние годы пока немногочисленным работам нам уже удалось вплотную подойти к разрешению некоторых весьма важных исторических проблем.

Прежде всего, благодаря ценным работам Дежё Немеша, Белы Балажа и Магды М. Шомьи была раскрыта историческая картина переворота, осуществленного в последние месяцы 1944—первые месяцы 1945 года:

все более углубившийся военный и политический кризис контрреволюционного режима, освободительные бои Советской Армии на венгерской земле, распад фашистского государственного аппарата, стремительное развертывание сил революции на освобожденных территориях. О немедленном подъеме народных революционных сил свидетельствует формирование национальных комитетов, широкая сфера их деятельности, их роль в местной власти, пополнявшая центральную правительственную власть. Об освобожденной революционной энергии крестьянства говорит борьба за раздел земли, начатая на другой день после прихода частей Советской Армии, которая сыграла важную роль в проведении радикального аграрного преобразования. Ликвидация системы крупного землевладения не только означала претворение в жизнь векового буржуазно-демократического требования, но одновременно являлась первым ударом, нанесенным капиталистической экономике. Решающим моментом перелома являлись выступление пролетариата, революционное рабочее движение, реорганизация коммунистической партии. Приступление к восстановлению страны стихийно, без участия капиталистов привело к формированию важнейшей практики рабочего контроля над капиталом.

Историческое раскрытие всех этих событий, конечно, выдвинуло проблему оценки переворота 1944–1945 гг. В связи с этим еще несколько лет тому назад, но и в наши дни развернулась оживленная дискуссия. Украшением исторической действительности вызваны и такие взгляды — например, в некоторых формулировках упомянутой работы М. Корона — будто бы к концу войны в Венгрии возникла революционная ситуация и поэтому, период террора Салаши одновременно означал и период начала народно-демократической революции. Этот взгляд, который в большой мере преувеличивает значение только созревающих, но не развернувшихся среди масс тенденций, законно подвергался критике на основе раскрытых нашей историографией фактов еще во время дискуссий в 1958 году, а также на страницах опубликованных за последние месяцы дискуссионных статей Шандора Балого, Агнессы Шагвари, Яноша Шипоша (хотя последний автор по ряду вопросов, в частности, трактовке взаимосвязей положения до и после освобождения страны, сам допустил ошибку одностороннего упрощения). Естественно, тесно связан с этой проблемой и характер преобразования. В этом отношении не раз наблюдались резко расходящиеся мнения. Если с одной стороны только недавно опубликовалась дискуссионная статья, автор которой рассматривает весь период до 1947–1948 гг. как период буржуазно-демократического характера, вплоть до оспаривания антикапиталистического характера осуществленной до того времени национализации, то с другой стороны, нашелся сторонник и такой позиции — упоминаем в первую очередь Балинта Сабо —, согласно которой этап решения демократических задач закончился в первые месяцы 1945 г. и с

лета этого же года уже поставилась на повестку дня социалистическая революция. В соответствии с этим единый исторический период между 1945—1948 гг. следует разделить на два связанные между собой, но все-таки разделимые этапы: демократический (или народно-демократический) и социалистический революционный этап. Разрешение этих вопросов, оценка характера переворота, естественно, являются очень важными. Следует, однако, признаться, что в настоящее время постановка вопросов часто не основана на должным образом глубоком раскрытии исторических фактов, следовательно, она до некоторой степени является сконструированной. Также налицо упрощающий действительность подход, по которому новое объясняется по аналогии уже происшедших исторических событий и по которому своеобразное полностью растворяется в общих закономерностях демократических и социалистических революций.

Работы, исторически подошедшие к вопросам путем конкретных исследований уже успели серьезно способствовать реальной оценке. Статьи, посвященные массовым движениям и политической борьбе — здесь упоминаем Агнессу Шагвари и Илону Шанту — или работы по изучению связи церкви с государством — исследования Шандора Орбана — раскрыли многочисленные важные факты политической истории, которые все освещают постепенность преобразования, своеобразное переплетение демократических и социалистических элементов и которые объясняют процесс постепенного завоевания масс и власти. К сожалению, однако, в области политической истории подробные исследования редко переходят границу 1946 года. Мы имеем значительно более охватное представление о периоде со стороны истории экономики. На основе монографии Ивана Т. Беренда раскрыто своеобразие развития в Венгрии в 1945—1948 годах. В период восстановления страны исходя из национальных задач строительства и всегосударственных интересов стабилизации валюты осуществилось постепенное вытеснение капитала.

Что означала эта постепенность в области складывания экономической политики? Говоря о НЭП-е В. И. Ленин писал о возможностях государственного капитализма в России: «(Мы) предложили капиталистам: Подчиняйтесь государственному регулированию, подчиняйтесь государственной власти, и вместо полного уничтожения условий, соответствующих старым интересам, привыкам, взглядам населения, вы получите постепенное изменение всего этого путем государственного регулирования.» Ленин показывает, что при данных внутренних и международных соотношениях сил русский капитал не был склонным подчиниться государственному урегулированию; он выступил с оружием в руках. «Тактика, принятая классом капиталистов, состояла в том, чтобы толкнуть нас на борьбу, отчаянную и беспощадную, вынуждавшую нас к неизмеримо большей ломке старых отношений, чем мы предполагали.»

Однако, в Венгрии положение сложилось иначе. Позиции рабочего класса в государственной власти, внутренние и международные соотношения сил позволили осуществить сравнительно мирные, постепенные методы в области экономической политики, борьбы против капитала. Формально почти не задев капиталистической собственности КПВ могла разработать такую государственную экономическую политику, которая посредством налоговой политики, политики цен и кредита *сверху*, а посредством энергичного рабочего контроля *снизу* осуществила двойной контроль над предприятиями крупного капитала. По мере укрепления социалистического содержания государственной власти постепенно усиливая контроль и руководство она вела капиталистические предприятия по пути государственного капитализма к социалистической экономике. Итак, частнокапиталистические предприятия все более ставились народно-демократическим государством на службу экономических интересов общества. Капиталист в начале еще мог иметь прибыль, богатеть, но и в этом отношении он шаг за шагом ограничивался и с помощью государственной экономической политики к периоду победы диктатуры пролетариата постепенно созревали благоприятные условия взятия предприятий в общественную собственность. В связи с этой проблематикой — благодаря монографии Дьёрдя Ранки — мы также получили подробное изложение, в частности, о разворачивании своеобразных народно-демократических предпосылок и пути перехода к плановому хозяйству, о переменах во всех областях экономики во время первого трехлетнего плана, о завершении работы восстановления страны, которое увенчалось успехами, значительными и в международных масштабах.

На основе этого считается обоснованной такая оценка развития в Венгрии в период между 1945—1948 гг., по которой весь период рассматривается как своеобразное народно-демократическое преобразование, которое произошло с содержанием социалистической революции. Революционно-демократическая диктатура рабочего класса и крестьянства, которая под руководством коммунистической партии осуществилась немедленно после освобождения страны, сделала возможным, чтобы народная демократия постепенно переросла в диктатуру пролетариата. Именно поэтому, мы считаем, что ближе к действительности находится мнение о том, что процесс народно-демократического преобразования между 1945—1948 гг. неразделим на период демократический (народно-демократический) и период социалистический, что речь идет не о чередовании двух революций, а о своеобразном мирном пути к победе социализма, диктатуры пролетариата, причем, в этом процессе с самого начала перемешивались демократические и социалистические элементы, составляя своеобразный сплав, и при котором постепенно стали преобладать социалистические элементы. — Следует, однако, подчеркнуть, что разрешению этих вопросов, по которым идет оживленная

дискуссия и на страницах международной марксистской литературы, могут содействовать только дальнейшие, основанные на раскрытии фактов исследования и анализы; лишь они могут предохранить нас от упрощений в ту или другую сторону, что в наших дискуссиях в настоящее время еще обнаруживается.

Наряду с исследованиями, естественно, необходимо всячески содействовать разворачиванию дискуссий, так как при изучении истории народной демократии они еще более необходимы, чем в каких-либо других областях истории. Нельзя обманываться: исследование настоящего периода истории является чрезвычайно сложной задачей, здесь намного больше заковычек, опасностей отклонения от главного вопроса, в связи с отсутствием исторической перспективы, которая — благодаря последующим событиям — более выявляет основную линию событий. Именно поэтому взаимный обмен мнениями является необходимым. Однако, дискуссии нужно вести только применяя оружие аргументов и фактов. Не продвинет вперед нашего идейного и научного развития борьба с помощью ярлыков, ложного сознания единственно марксистской позиции, если мы не освободимся полностью от этой закоренелости прошлого. Это, конечно, не значит того, что мы не обязаны исправить ошибки и заблуждения. Наоборот: наряду с «правом ошибиться» на марксистских научных работников возлагается обязанность дискуссий и внесения поправок.

Задача раскрытия истории периода после освобождения нашей страны требует от нас еще больших усилий. Указалось уже на то, как много задач стоит еще перед исторической наукой и в области разработки периода между 1945—1948 гг. Многочисленные вопросы политической истории: путь Социал-демократической партии и Партии мелких сельских хозяев после освобождения, борьба в парламенте, судьба коалиции, в частности, в 1947—1948 гг., но кроме того, еще многие неразработанные вопросы истории экономики, например, своеобразный народно-демократический процесс аграрного развития — это все требует дальнейших исследований. Можно добавить: все более созревают, а в некоторых областях уже созрели условия для расширения исследований по времени, для исторического раскрытия прокладки основ социализма в нашей стране. И первые начинания: обзорная работа Дежё Немеша, а также рукописи, с которыми мы уже знакомились на дискуссиях и которые отчасти подготавливаются к печати, как работа Яноша Мольнара о контрреволюции 1956 года, работы Ивана Т. Беренда об ошибках экономической политики начала первого пятилетнего плана, работы по сборнику статей, посвященному 20-летию со дня освобождения Венгрии, уже являются многообещающими. Исследователи, однако, и до сих пор неохотно берутся за изучение истории нашего народно-демократического строя, узок еще и теперь круг настоящих специалистов. Как правило, нельзя согласиться с тем, чтобы мы пытались расширить этот круг путем

привлечения к разработке этой проблематики только начинающих научных работников, так как изучение истории современности требует более сложившихся, зрелых историков. Наряду с здоровой политической атмосферой и соответствующим ей духом дискуссий, которые сами по себе будут содействовать дальнейшим исследованиям, необходимо сделать организованные усилия для разработки форм коллективных исследований, поощрения необходимых работ по раскрытию в области местной истории. Путем объединения усилий учреждений и даже целых отраслей науки мы можем только продвинуть вперед столь необходимое анализирующее научное раскрытие отчасти ставшей уже историей социалистической современности нашей страны.

*

Общественная эффективность исторической науки как правило, проявляется не непосредственно, а путем различных форм преподавания и популяризации; через эти – и другие – трансмиссии ее позиции и успехи играют важную роль в формировании общественного сознания – прежде всего: в формировании исторического сознания широких масс.

Историческое сознание само превращается в материальную силу в ходе социалистического строительства. Оно в большой степени влияет на все поведение людей, на их отношение к труду и общественной жизни, на то, как они смотрят на связь между прошлым и настоящим временем; решает то, рассматривают и оценивают ли люди нашу национальную историю, как скитания и повороты по пути «венгерской судьбы» или же как составную часть закономерного развития всего человечества по пути к социализму и коммунизму.

Историческое сознание в нашей стране всегда занимало важное место в общественном мышлении, среди общественных идей. В мыслях лучших представителей нашего народа определение и осуществление прогрессивных политических целей, связанных с настоящим временем и будущим, всегда связывались, соединялись с прогрессивной оценкой исторического прошлого. С другой стороны, капиталистические и помещичьи господствующие классы стремились поставить реакционную интерпретацию истории на службу своих ретроградных, контрреволюционных целей, мутить сознание широких трудящихся масс посредством своих националистических и шовинистических исторических идей, чтобы сбить их с пути классовой борьбы.

Перед нами стоит теперь задача, чтобы наша историческая наука более эффективно, чем до сих пор, содействовала формированию и укреплению нового, социалистического сознания нашего общества, преодолению буржуазных и мелкобуржуазных идей, воспитанию нашего народа в духе социализма и интернационализма. Минувшие десятилетия убедительнее

всего показали нам, что историография может выполнить эту свою задачу лишь при условии, если она ни на йоту не уступит от требований марксистско-ленинской научности; если полностью освободившись от догматической ограниченности будет бороться против всяческих проявлений буржуазной идеологии. В настоящее время мы уже не можем допустить слабостей идейного и идеологического уровня, теоретического равнодушия; не можем терпеть спекулятивных конструкций, от которых блёкнет многокрасочность исторической действительности; не можем допускать, чтобы наша историография не присоединилась с полной энергией к могучему течению общественного прогресса, социалистического развития.

В этом случае и только в этом случае может она во все возрастающей мере стать участницей той идеологической борьбы, которая — как установил VIII съезд нашей партии — наряду с фронтом производства, экономики является другой основной областью классовой борьбы в период полного построения социализма; и только при таком условии может она, применяя свои средства, в обостренной идеологической борьбе, органически сопровождающей мирное соревнование двух мировых систем, содействовать полной и окончательной победе сил социализма.

**Les problèmes qui se posent
au progrès de la science marxiste hongroise de l'histoire**
par

Zs. P. PACH

R é s u m é

Dans son étude, l'auteur rend compte de certaines questions qui, actuellement, se posent à nos historiens. Il ne se contente pas de montrer les résultats obtenus par l'historiographie marxiste; il indique aussi combien, depuis les années 1956—57, les historiens hongrois ont réussi, dans leurs travaux de recherche et d'élaboration, à se débarrasser des effets de la double emprise du dogmatisme et du révisionnisme. Il s'étend aussi à certaines des discussions importantes qui, au cours de ces dernières années, ont préoccupé les historiens hongrois.

Après avoir jeté un coup d'oeil rétrospectif sur les travaux consacrés à l'histoire du processus de la création en Hongrie de l'Etat et de la société du féodalisme, rappelé les discussions qu'ils avaient suscitées en 1958 et 1959, et procédé à une estimation des recherches actuellement en cours, il a ensuite indiqué le cours que celles-ci devaient suivre. D'une part, il s'agit de dégager les nécessités et lois générales qui présidèrent à la venue du féodalisme dans les pays d'Europe centrale et orientale, et donc également en Hongrie; d'autre part, et ceci à l'aide d'une coopération internationale plus étendue que jusqu'ici, il convient de résoudre la question théorique la plus importante du haut-moyen-âge, à savoir celle qui réside dans l'ensemble des problèmes qui firent que la société féodale évolua en partant du régime de la communauté primitive sans passer par la voie de la société esclavagiste.

Les ouvrages hongrois d'histoire empreints d'esprit marxiste se sont déjà, et avec succès, penché sur l'ère du féodalisme florissant et tardif. Cependant, la question principale qui nécessite de poursuivre des recherches est la suivante: à quels facteurs peut-on imputer le fait qu'aux XVI-ème et XVII-ème siècles l'évolution sociale de la Hongrie (de même d'ailleurs que, en général, celle de l'Europe orientale) fut marquée par un raffermissement du système féodal et de celui des Ordres, ceci entraînant un retard par rapport au cours des choses

en Europe occidentale? Ceci étant d'autant plus remarquable qu'au XV-ème siècle par contre, sinon quantitativement du moins qualitativement, la société hongroise avait atteint un degré d'évolution proche de celui connu en Occident. En effet, l'auteur conteste certaines explications jusqu'ici données, par exemple celles qui situent à une époque bien antérieure au tournant du XV-ème au XVI-ème siècles la bifurcation entre les deux évolutions, de même que l'idée selon laquelle la cause essentielle de cette divergence se trouverait dans une mutation structurale qui se serait antérieurement produite dans les sociétés d'Europe orientale; a fortiori rejette-t-il la conception qui veut que les sociétés féodales d'Europe orientale étaient sui generis empreintes de traits fondamentaux différents des autres. Quant à cette vue qui professe que la raison principale du retard se trouverait dans la pénétration colonisatrice du capital mercantile venu d'Allemagne méridionale, il estime qu'elle doit encore faire l'objet de discussions et de recherches.

Dans cette analyse du progrès réalisé par la science hongroise de l'histoire, l'auteur consacre plusieurs chapitres aux controverses les plus larges qui, au cours de ces dernières années, intéressèrent les historiens et qui concernèrent justement les périodes du XVI-ème et XVII-ème siècles; il y fut donc aussi question des mouvements pour l'indépendance nationale dirigés contre les occupants turcs et contre la maison de Habsbourg, ce qui amena à procéder à une appréciation historique des notions de patrie et de nation, de même qu'à discuter les séquelles de l'esprit nationaliste décelables dans l'historiographie hongroise. L'importance idéologico-scientifique de ce dernier sujet dépassait, bien entendu, les cadres des époques originellement traitées; en fait, cela revenait à analyser un élément déterminant de toute notre conception de l'histoire. Procédant à l'examen de cet ensemble de questions en remontant jusqu'aux années 1944—45, l'auteur a retracé le chemin que, depuis la libération, les historiens hongrois avaient accompli en prenant une active part à la lutte idéologique livrée par le parti. Il accorde une attention particulière aux efforts qui furent déployés sur la voie menant au patriotisme socialiste et à l'internationalisme, et il montre les appréciations que, en conséquence, les ouvrages d'histoire donnèrent quant aux caractères des guerres de défense nationale et des combats menés pour obtenir l'indépendance nationale. Il révèle comment, en fait, s'était formée cette conception nationaliste qui avait fini par considérer que toute l'histoire de Hongrie se résumait à l'histoire de ses luttes pour l'indépendance nationale, subordonnant à celle-ci même l'histoire de la lutte des classes. L'une des causes de ces vacillations idéologiques, l'auteur la voit dans cette circonstance que même la déviation dogmatique s'était accompagnée de fautes d'allure nationaliste: pour cette même raison, les historiens hongrois ne furent pas «immunisés» contre la contagion nationaliste venant du côté des révisionnistes.

L'auteur traite de la discussion dite ci-dessus en la replaçant dans le cadre de la lutte idéologique générale qui avait suivi la contre-révolution de 1956, et rappelle qu'Erik Molnár avait été l'initiateur et le polémiste le plus actif dans cette discussion. Antérieurement déjà, Erik Molnár avait formulé cette idée que l'historiographie hongroise devait se démarquer nettement des deux tendances «labantz» (pro-habsbourgeoise) et «kouroutz» (indépendantiste) professées par les historiens nationalistes-bourgeois, pour aboutir à une conception résolument marxiste de l'ensemble des problèmes fort complexes des XVI-ème et XVII-ème siècles. A cet égard, la contre-révolution de 1956 fournit un enseignement décisif qui rendit particulièrement actuelle la critique des fautes de genre nationaliste dans la conception hongroise de l'histoire.

Zsigmond Pál Pach expose que dans nombre de questions théoriques — mais après avoir émondé certaines exagérations — il adoptait le point de vue d'Erik Molnár; en détail, il ne s'étend qu'à deux questions, celles de l'interprétation de la notion de «fausse conscience» et de la thèse du Manifeste Communiste de «l'absence de patrie». En effet, un emploi correct de la notion de fausse conscience n'exclut point qu'on ne puisse reconnaître que, à certains moments de l'histoire, leurs porteurs se meuvent dans le sens effectif du progrès social et que leurs aspirations de classe viennent effectivement à coïncider avec les intérêts généraux du progrès social. Quant à la thèse de «l'absence de patrie», l'auteur explique qu'en général elle signifie que, dans les sociétés de classes, la classe exploiteuse et la classe exploitée ne sauraient être liées par aucune communauté d'intérêt permanente, au contraire, elles sont divisées par les oppositions d'intérêts les plus inconciliables — mais que ceci ne va point jusqu'à exclure l'éventualité, dans des circonstances historiques particulières et même dans une société de classes, d'une coopération transitoire — et par conséquent provisoire — entre les classes fondamentales, sous le signe de «la sauvegarde de la patrie».

Par la suite, il indique que la thèse du Manifeste qui a trait au caractère dominant des doctrines de la classe dominante permet cette possibilité que la classe soumise élabore des formes idéologiques issues de sa situation sociale, et telles qu'elles se dressent contre les idées de la classe dominante qui règnent dans toute la société. Dans cet ordre d'idées, il conteste

la justesse de la conception d'Erik Molnár qui estime ne trouver nulle part de tradition progressiste de l'histoire hongroise dans le domaine de l'idéologie et qui, par conséquent, dénie toute sorte de continuité, de lien d'évolution, entre le patriotisme socialiste et les formes de patriotisme antérieures au socialisme qui se relieraient aux aspirations et aux luttes du peuple laborieux.

Dans les chapitres suivants, il procède à nouveau à l'analyse des travaux de recherche qui portent sur les phases de l'histoire de Hongrie qui représentent des points névralgiques. Il est ainsi amené à opiner sur les questions de la révolution et du cours bourgeois de l'évolution, à porter un jugement sur l'action déployée par les émigrés qui avaient suivi Kossuth à l'étranger, et à formuler une appréciation du compromis austro-hongrois de 1867. Il montre aussi qu'on ne saurait hors de son contexte traiter de la question des minorités nationales qui vivaient au sein de l'Empire d'Autriche-Hongrie. Il s'agit ici d'une question, celle du droit des peuples de cet Empire à disposer d'eux-mêmes, que l'on ne saurait vraiment appréhender dans toute sa profondeur qu'à l'aide d'une systématique application de la théorie marxiste des classes et de la méthode marxiste de l'étude comparée.

Quant à l'essor des recherches scientifiques concernant la période des révolutions de 1918 et 1919, il ne put se manifester qu'après que les fautes issues du culte de la personnalité eussent été éliminées. On peut estimer que les questions essentielles se trouvent maintenant résolues à propos de cette période; ainsi, la possibilité existe désormais d'écrire un ouvrage de synthèse consacré à l'histoire de la révolution démocratique bourgeoise de 1918 et à celle de la République des Conseils de 1919.

Travailler à la connaissance de l'ère contre-révolutionnaire qui suivit 1919 a représenté une tâche nouvelle pour la jeune historiographie marxiste hongroise. Au cours de ces dernières années, de notables progrès ont été accomplis dans le travail qui consiste à résoudre les questions essentielles de cette époque — caractère du régime, sa politique intérieure et étrangère, son histoire économique, la situation du mouvement ouvrier et du front populaire, la participation à la seconde guerre mondiale, etc; — mais il reste que l'ensemble de la politique intérieure de ce régime commence seulement à être révélée.

Enfin, l'auteur brosse un tableau récapitulatif des travaux de recherche, de leurs résultats déjà atteints quant à l'histoire de la Hongrie d'après la libération, et aussi des discussions qui les concernent. Il met l'accent sur l'importance des recherches qui ont trait au temps présent, car sa présentation permet de fort efficace manière la formation et l'affermissement pour la société vivante d'une conscience nouvelle et socialiste de l'histoire.

Совещание преподавателей научного социализма

М. М. ШОМЬЯИ

Больше десяти лет прошло с того времени, как наша историческая наука — наряду с традиционными задачами историографии — наметила программу анализа периода народно-демократического строя. Трудно за десять лет достичь зрелых, достоверных результатов даже в оценке более ранних периодов истории, а здесь даже в течение этих десяти лет истратились ценные годы для разных бесплодных дискуссий, например о том, можно ли, нужно ли и является ли задачей историков писать историю наших дней без исторической перспективы. Разумеется, неблагоприятно действовали на исследования и политические заковычки годов сектантства и догматизма, сильно мешавшие историкам установить то, что из политики — формирования настоящего времени — в течение времени становится историей.

Наша жизнь после 1956 года, далеко не лишенная трудностей, но полная поисков правды, открыла широкие возможности изображения истории нашего народно-демократического строя. Мы теперь уже яснее видим и вопрос исторической перспективы. Историческая перспектива на самом деле имеет большое значение в историографии, так как из определенной перспективы история частично сама себя объясняет. Историк, занимающийся современной историей, вынужден отказаться от этой помощи истории. За отсутствием исторической перспективы наиболее трудной задачей является выбор основного вопроса из возникающих одновременно проблем, каждая из которых в данный момент кажется еще одинаково важной. Историк должен сделать этот отбор в качестве современника, живущего в кипучем мире действительности.

Несмотря на трудности начала, уже возникли о последнем двадцатилетии истории нашей страны — в частности, о первых годах периода — такие работы, которые, хотя среди них много еще скромных, уже в состоянии доказать возможность создания истории современности на основе марксизма-ленинизма.

О достигнутых нашими историками успехах и еще более о множестве стоящих перед нами задачах свидетельствует широко развернувшийся за последние годы дух дискуссий, связанный с выяснением отдельных принципиальных вопросов нашего народно-демократического строя, а также методами раскрытия истории этого периода. Особенно оживленная и плодотворная дискуссия наблюдалась на дискуссионных заседаниях и научных сессиях, посвященных двадцатилетию со дня освобождения нашей страны. Заслугой этих совещаний является то, что их участники в казавшихся наиболее отвлеченными проблемах искали и находили то, что связано с настоящим вре-

менем, что та или другая правильная или неправильная оценка вопроса каким образом помогает или мешает политическому развитию в наши дни.

Участники дискуссионных заседаний бесспорно установили, что и вопросы, кажущиеся наиболее специфически венгерскими, обладают международным фоном, поэтому их раскрытие возможно только в их международных взаимосвязях, а с другой стороны, правильный ответ на эти вопросы может быть полезным для всего международного рабочего движения. Особенная ответственность возлагается на венгерских историков вследствие того обстоятельства, что после 1956 г. наша страна оказалась в центре внимания и она завоевала себе авторитет успешной ликвидацией тяжелых последствий контрреволюции.

Важное место среди дискуссий занимало совещание преподавателей марксизма-ленинизма университетов и вузов.

Преподаватели марксизма-ленинизма обязаны распространять марксистскую идеологию в широких кругах и на высоком уровне и они должны преподавать и историю нашего народно-демократического строя, как испытание идеологии на практике.

Таким образом, их взгляды не являются безразличными. Кроме преподавательской деятельности они имеют важную роль и в исследовательской работе. В ходе трехдневной сессии убедительно доказалось требование привлечь к раскрытию истории этого двадцатилетнего периода все большее количество исследователей, но одновременно с этим сессия свидетельствовала и о том, что преподаватели марксизма-ленинизма начинают принимать участие в этой работе.

Участники совещания добивались твердого разрешения некоторых весьма важных и наиболее спорных вопросов, связанных с этим, наиболее свежим периодом истории нашей страны. Вопросы были заранее даны, — они были связаны с дискуссиями, которые еще раньше начались на страницах журналов, а также с докладами и содокладами известных специалистов данного периода и преподавателей марксизма-ленинизма. Из проведенной до настоящего времени исследовательской работы, которая большей частью была сосредоточена на истории первых трех лет народной демократии в Венгрии, естественно вытекало и то, что участники сессии вели дискуссию о некоторых положениях, связанных с оценкой периода между 1945 и 1948 гг. Нет сомнения, что при раскрытии истории народной демократии в Венгрии имеется значительно больше неразрешенных вопросов, чем возникло в ходе дискуссии, однако, те, которые разбирались в дискуссии, являлись основными вопросами. С ними в ходе как исследований, так и преподавательской работы почти каждый день сталкиваемся, каким бы частным вопросом последнего двадцатилетия мы ни занимались.

Итоги дискуссии можно разделить на три основные проблемы:

1. Политические и общественные условия Венгрии накануне великого исторического перелома 1944—45 гг.
2. Своеобразные черты народно-демократической революции.
3. Развитие между 1945—1948 гг., оценка политики Венгерской Коммунистической Партии за этот период.

Первый дискуссионный вопрос является наиболее ранним. Очевидно этим и объясняется то, что дискуссия меньше всего могла содействовать его обогащению, также и тем, что содоклады М. Корона и Я. Шипоша мало что дали кроме повторения прежних взглядов авторов и почти полностью пре-

доставили читателям выяснение того, чем обогатился их анализ в результате длительной дискуссии.

Внутри этого круга проблем рассматриваются следующие вопросы: изучая внутренние соотношения сил страны можно ли утвердить, что в Венгрии еще до прихода войск Советской Армии возникла революционная ситуация или же нет? Наряду с освободительной ролью Советской Армии каково было значение в освобождении страны движения сопротивления в стране и масс?

На основе содоклада, напечатанного перед дискуссией позицию М. Кором можно подытожить в следующем: В октябре 1944 г. — пишет автор, — массы жаждали «честного мира». Об этом свидетельствовало частое дезертирство из рядов армии, массовый переход солдат на сторону Советской Армии, а также выступления против войны и режима, которые охватывали широкие массы; рост деятельности организованных антифашистских сил, реорганизация Коммунистической Партии в сентябре 1944 г. и др. Благодаря наличию этих «внутренних» сил — пишет М. Кором, — сделалось сомнительным и даже безнадежным сохранить в неизменной форме власть «верхов». Из этих фактов Кором заключает, что в кризисе венгерского фашизма к октябрю 1944 г. «наступил такой этап, который показал начало созревания объективного революционного кризиса».

Одновременно с этим, однако, автор констатирует, что «антифашистские, революционные силы венгерского народа еще не были достаточно организованными и сплоченными для того, чтобы использовать объективно благоприятное положение в октябре 1944 года для разгрома венгерского фашизма и изгнания немецких захватчиков... Вследствие этого революционные силы венгерского народа не в состоянии были сами ликвидировать сохранившиеся силы венгерского фашизма и поэтому вооруженный разгром фашизма, изгнание оккупантов почти полностью осуществились Советской Армией. С другой стороны, на освобожденных территориях быстро организовались освобожденные революционные силы. Этот процесс ускорился формированием вышедшей из подполья Коммунистической Партии, а также созданием революционных народных органов, других демократических партий и Народного Фронта Независимости. Итак, в благоприятных «внешних» и внутренних условиях на востоке страны уже в конце 1944 года началась народно-демократическая революция.

По этой же проблеме взгляды Я. Шипоша заключаются кратко в следующем: Антифашистская, антиимпериалистическая революция, которая и в Венгрии встала на повестку дня, своеобразно опоздала — с одной стороны, по сравнению с другими странами, в которых еще в годы фашистской оккупации возникла революционная ситуация, которая и перерастала в революцию — то есть, она опоздала по сравнению с международной революционной волной, в целом, частью которой она сама являлась. С другой стороны, она опоздала по сравнению с датой освобождения страны, поскольку процесс, начавшийся в период второй половины войны, в нашей стране во время освобождения все еще находился в стадии роста. Следовательно, переворот в Венгрии, разгром власти «верхов», их окончательный кризис были вызваны решительным образом международными факторами, а не внутренними антифашистскими и революционными силами... В результате этой ограниченности переворота — продолжает Я. Шипош —, те факторы, которые до освобождения страны мешали возникновению революционной

ситуации, на дальнейших этапах развития в большей степени сохранились. В результате того, что известное в истории других стран антифашистское массовое движение в развитии нашей страны не наблюдалось, политических сил, кадров, идейно-политического влияния реакции у нас фактически сохранилось и в период народно-демократической революции, больше, чем в некоторых других странах.

На дискуссии по вопросу «революционной ситуации», «революционного кризиса» и «опоздания революции» подробно высказался Аладар Мод. По его взгляду Я. Шипош допустил недооценку роли масс, когда в данных исторических условиях рассматривал их стремления безнадежными. Суть ошибки Я. Шипоша — сказал он, — заключается не в подчеркивании опоздания революции, а в упрощении его причин, в абсолютизации выставленных им требований. Также неправильно объяснить причины фашизма в Венгрии только отставанием сознательности мелкобуржуазных масс, или вообще только причинами внутреннего порядка, подчеркнул А. Мод. Это тем более неправильно, что внутренняя база венгерского фашизма являлась ограниченной, ведь для развития в Венгрии более характерной была пролетаризация, чем обуржуазивание. Фашизм в Венгрии мог сохраниться опираясь на иностранную реакцию и поэтому ясно, что для его разгрома необходима была большая внешняя помощь. Таким образом, неправильно видеть в большей роли внешней помощи просто большую слабость внутренних сил. К правильной оценке вопроса можно подойти путем более углубленного анализа международных условий и анализа интересов и реального положения основных классов страны. В других выступлениях также отмечалось, что в концепции Я. Шипоша при реальном представлении значения роли Советской Армии, значения освобождения страны внешними силами почти полная недооценка роли внутренних сил, не соответствует действительности. Что касается концепции М. Коромы, отмечалось, что его взгляды о революционной ситуации исторически недостаточно обоснованы. Заслуживает внимания требование ряда участников сессии, выступивших по этому вопросу, о необходимости навести порядок в пользовании терминологией, так как в интересах правильного выяснения проблематики необходимы ясное, единое истолкование понятий, а также разработка новых определений.

В своих заключительных выступлениях как А. Мод, так и Я. Шипош мало коснулись этого вопроса дискуссии. М. Кором считал необходимым еще раз подтвердить, что по его мнению летом 1944 г. в фашистском режиме Хорти наступил политический и военный кризис, который содействовал тому, чтобы к осени 1944 года, на освобожденных и неосвобожденных территориях страны — хотя и не в одинаковой степени и даже не повсюду — создались условия объективной революционной ситуации.

На основе высказанных взглядов нам кажется, что хотя между взглядами участников дискуссии все еще имеются существенные расхождения, все же, они по сравнению с позициями, занятыми на раннем этапе дискуссии, уменьшились, а тон дискуссии также стал нормальным. Бесспорной стала необходимость продолжения научно-исследовательской работы и разработка терминологии. Последнюю задачу участники сессии поставили перед философами.

Одним из наиболее спорных вопросов совещания, как и раньше на страницах печати, являлось определение характера народно-демократической революции. Это было естественным последствием того, что оно явля-

ется одним из ключевых вопросов при разработке истории периода, как с идеологической, так и с методологической точек зрения. Из основного значения этой проблемы следует, что в ней важно найти и подвергать анализу и то, что является общим для всех стран народной демократии, а также и то, что вытекает из специфических национальных особенностей. Связь между общим и частным, проявление общих закономерностей в своеобразных условиях — это всегда актуальная политическая проблема. Не случайно ревизионисты в Венгрии во время контрреволюции преувеличивали значение своеобразных черт, в то время когда сторонники догматизма жестко подчеркивали только общие черты.

Существо дискуссии, развернувшейся по вопросу о характере народно-демократической революции, ее основная принципиальная проблема — естественно очень коротко — заключается в следующем: что является содержанием народно-демократической революции; имеет ли она два, разграничиваемых друг от друга буржуазно-демократический и социалистический этапы развития, в какой именно период можно провести это разграничение, или вообще, не является ли более правильным рассмотреть народно-демократическую революцию, как осуществление социалистической революции в своеобразной исторической ситуации, через своеобразные фазы развития?

В своих докладах, открывших дискуссию, Иван Т. Беренд, Аладар Мод и Шандор Сакач подчеркивали единый характер начавшегося немедленно после освобождения страны развития.

Анализом марксистской теории о революции и новых исторических условиях, сложившихся после 1917 г., а также после второй мировой войны А. Мод в своем реферате пришел к заключению, что народная демократия — это перманентная революция нового типа, объединяющая в себе демократическую и социалистическую революции. Существо народной демократии заключается в руководящей роли, гегемонии рабочего класса. Это позволяет, чтобы революционная партия рабочего класса при условии осуществления правильной политики, стоя на основе широкой системы союзников, привела большинство трудящегося народа к социалистической демократии ценой сравнительно небольших потрясений.

В своих рефератах И. Т. Беренд и Ш. Сакач привели богатый фактический материал, которым они подтвердили свои прежние положения о едином характере народно-демократической революции, которая с самого начала содержала и социалистические элементы.

Из экономического развития народно-демократического строя — пишет И. Т. Беренд —, можно сделать такой вывод, что оно являлось исторически своеобразным, до тех пор своего рода единственным путем развития. Этот путь развития уже лишен тех ранее характерных в России, а также в Венгрии в 1918–1919 гг. решительно разграничивавшихся друг от друга, хотя и органически связанных между собой этапов. Что касается экономического содержания народно-демократического преобразования, И. Т. Беренд отрицал возможность разграничения этапов развития в период между 1945 и 1948 гг. По его взгляду преобразования в области промышленности, банковского дела и сельского хозяйства недвусмысленно показывают, что период со времени освобождения до года перелома явился качественно единым. На основе своеобразного смешивания демократических и социалистических элементов произошли не две отдельные революции, последовавшие друг за

другом, а наблюдалось совместное появление демократических и социалистических элементов, в качестве сравнительно мирного перехода одного к другому, как революционное преобразование нового типа. Еще в первые дни — говорил он —, имелись место многочисленные мероприятия, непосредственно направленные к социализму, а с другой стороны, частично даже в год перелома сделались шаги в интересах осуществления чисто демократических свобод. Своеобразное революционное содержание народно-демократического преобразования в период между 1945 и 1948 гг. не сумело сразу же ликвидировать рамки капиталистических производственных отношений, но оно и не оставалось среди них, а уничтожало их шаг за шагом.

Показом осуществления земельной реформы, великого преобразования структуры распределения земли в стране Ш. Сакач доказал, что понятие земельной реформы, которая по своему первоначальному призванию означала буржуазно-демократическую форму аграрного преобразования, никак не выражает того, что произошло в нашей стране в 1945 году в области разрешения аграрного вопроса. Земельная реформа — пишет Ш. Сакач — не только разгромила крупное землевладение, до конца сохранившее феодальные пережитки, но и крупное землевладение, которое сделало значительный прогресс в области капиталистического развития и которое даже приостановилось в этом развитии и вместе с тем разгромила сельскохозяйственные позиции промышленного и банкового капитала. Класс крупных помещиков (также как одного из наиболее характерных представителей аграрного капитала) в результате раздела земель перестал быть классом, то есть, земельная реформа до основания потрясла классовую структуру старой Венгрии. В ряде случаев земельная реформа задела и менее крупные капиталистические землевладения.

Аграрное преобразование 1945 года можно качественно сравнить только с земельными реформами, осуществленными в странах народной демократии после второй мировой войны.

В докладе Балинта Сабо изложилась концепция, в некоторой степени отрицающая вышеуказанные взгляды.

Балинт Сабо также исходил из того положения, что народно-демократическая революция означала новый революционный путь развития. По его мнению, однако, это не исключает возможности наличия отдельных этапов развития. Автор подчеркнул, что основная черта народно-демократической революции заключается не в том, что она неразделима на отдельные этапы, а во взаимоотношениях классов. Этот крупный революционный период, перемена соотношений сил на основе формирования характера власти может разделиться на два, качественно отличающихся друг от друга этапа — пишет Б. Сабо. Наше развитие началось с антифашистской борьбой, которую неправильно оценить как часть социалистической революции. В Венгрии на основе общественно-политических условий на повестку дня встала антифашистская революция, которая началась осенью 1944 г. и продолжалась до мая 1945 г. В ходе этой борьбы родилась новая народная власть, в создании которой решающая роль принадлежала борьбе Советского Союза за освобождение нашей страны. Борьба трудящихся масс — продолжает свою мысль Б. Сабо, — во главе которой стояла Коммунистическая Партия, и цель которой с самого начала превзошла цели демократической революции, с лета 1945 г. сталкивалась с стремлением правого крыла Партии Мелких Сельских Хозяев, направленным к реставрации капитализма. По мере

обострения борьбы начиналась борьба за социалистическую революцию. Два этапа революции по его формулировке — говорил Б. Сабо — выражают лишь то, что до мая 1945 года основным вопросом было разрешение демократических задач, а начиная с этого возрастало количество социалистических требований. Обозначением нового этапа автор никак не намерен произвести разграничение, а скорее подчеркивает единство двух этапов. Ранние антикапиталистические мероприятия по его взгляду не отрицают наличия двух этапов развития, так как первый период он называет этапом антифашистского, народно-демократического, и не буржуазно-демократического характера, так как, эти первоначальные антикапиталистические мероприятия прежде всего касались капиталистических предприятий, заинтересованных в фашизме.

Выступления в ходе дискуссии разделились между этими двумя концепциями. По моему мнению участники дискуссии вначале больше поддерживали позицию Б. Сабо, его теорию о двух этапах развития. Вследствие неправильного истолкования весьма законных постановок вопроса и мыслей Б. Сабо высказались и экстремистские позиции. Отрицалось, например, что народно-демократическая революция означает новое в истории революций, так как ее содержание — как говорилось — соответствует теории о перманентной революции. Один из выступивших отрицал характер народно-демократической революции, как единого революционного процесса утверждением того, что это не соответствует учению марксистской теории революции относительно того, что в количественном росте наступает новое качество через скачки.

Выступавшие с утверждением наличия этапов в народно-демократической революции также не были единогласны в отношении определения границ отдельных этапов. По взглядам Б. Сабо первый этап продолжался до мая — лета 1945 г. По другим новый этап начался в январе или осенью 1945 г., по некоторым — весной 1946 г., а некоторые считали, что первый этап по пути революции закончился только в 1947—1948 гг. Слабостью всех этих выступлений являлось то, что в них наблюдалось стремление разрешить вопрос только опираясь на общие марксистские положения, без анализа конкретных условий Венгрии.

На основе ответов докладчиков и выступления Я. Мольнара, заключившего дискуссию, положение этого дискуссионного вопроса можно кратко подытожить в нижеследующем:

Принят взгляд о том, что после освобождения Венгрии в стране произошел единый революционный процесс, который привел к осуществлению власти пролетариата. Внутри этого единого процесса, естественно, имелись этапы, то есть, большие фазы развития. Это, однако, не является таким подчеркиванием двух этапов, которое неизбежно предполагает наличие двух революций. Только утверждение наличия единого революционного процесса позволяет выразить происшедшее в это время общественно-политическое преобразование. Дискуссионное совещание показало, что путем дальнейшего углубленного анализа экономических, политических и общественных условий периода можно и необходимо сделать достоверным принципиальное обобщение о его революционном характере.

Успехом дискуссии можно считать, что она решительно устранила пороки, выставлявшие при оценке характера народно-демократической революции. Дискуссия — за исключением некоторых неправильных выступле-

ний с диссонирующим тоном — убедила участников о том, что прошло время, когда непонимание, искажения, надуманные «политические соображения» мешали исследователям и преподавателям смело продумать и открыто высказать свои мысли.

Прения по третьему дискуссионному вопросу начались оценкой реферата А. Мода о периоде развития нашей страны между 1945 и 1948 гг.

Стремление А. Мода подвергнуть анализу противоречия периода между 1945 и 1948 гг. является полезным. В интересах того, чтобы правильно наметить для себя путь будущего, наша партия после 1956 года также стремилась самокритично оценить положительные и отрицательные черты прежней политики коммунистов. Революционная партия не может обойтись без оценки такого рода. Участники дискуссии, однако, по существенным вопросам полностью отвергли концепцию А. Мода. Они не принимали его взгляда о том, что до 1948 г. вопрос о власти партия разрешила прежде всего в области «большой политики», то есть, в области партийного руководства, что она сузила народно-демократический путь развития, ища прежде всего административного решения вопросов, и, следовательно, она неправильно осуществила переход.

Вышеуказанные взгляды отверглись участниками дискуссии не потому, что они не считают необходимым анализ фактических противоречий и ошибок периода до 1948 года, а потому, что А. Мод подошел к проблемам схематично, пользуясь методами упрощения, — что и главным образом привело к его неправильным выводам.

В частности, Б. Сабо отверг взгляд А. Мода о двойственной линии партийного руководства, который может быть представлен только путем преувеличения фактических разногласий. Неправильно рассматривать политическую линию Ракоши — сказал Б. Сабо —, просто как линию субъективного происхождения. При оценке ускорения революции неправильно игнорировать то, что одной из его основных причин была перемена в международных соотношениях сил, которая требовала, чтобы партия усилила борьбу против буржуазии. Неправильно не учесть того, что в связи с переменной международных соотношений сил поведение отечественной буржуазии также стало более агрессивным, она старалась воспользоваться серьезными возможностями, которыми еще обладала, в борьбе против народно-демократического развития. В результате этого — установил Б. Сабо — разумеется, труднее стало пользоваться возможностями осуществления народно-демократического пути развития на основе широкого сплочения общественных сил. Если партия в условиях обостренной борьбы и допустила ошибки, рассмотреть их отвлеченно от реальных международных и отечественных условий является антиисторическим методом.

Критикуя концепцию А. Мода И. Т. Беренд указал, что по его мнению ошибки А. Мода коренятся в том, что к спорному периоду он подошел не историческими методами, а с помощью логической и моральной аргументации. Такой — всегда субъективный — подход неизбежно приводит к неправильным выводам. Только таким образом А. Мод мог прийти к такой неправильной оценке, что перелом 1949 года не произошел бы в том случае, если бы в политике партии и до этого не имелись ошибки. Восстановление страны, борьба против реакции, многочисленные успехи экономической политики все противоречат этой суммарно отрицательной оценке. Однако, нельзя согласиться и с оценкой А. Мода, в связи с политикой партии среди

масс, привлечением масс к пользованию властью. Партия несомненно неправильно поступила в отношении заводских комитетов и национальных комитетов, однако, ошибки последующего периода все же начались не этим, так как партия могла бы создать свои связи с массами и без этих народных комитетов. Объясняя ошибки и безрезультатность политики партии в последующий период решительным образом и даже почти исключительно политикой партии по отношению к массам, А. Мод допускает идеализацию роли, положения и политической зрелости масс. Партия на самом деле допускала ошибки еще в период между 1945 и 1948 гг., как политические, так и экономические, однако, они не противоречат в основном положительному характеру этого периода, и не определили роковым образом дальнейшего преобладания ошибок в политике партии.

После выступлений Ивана Т. Беренда и Балинта Сабо, содержавших анализ самых существенных вопросов, в заключительном слове также было несколько важных замечаний. В нем правильно отмечилось, что Аладар Мод не в состоянии был анализировать во всей его сложности фактическое влияние сопротивлявшихся социалистическому развитию буржуазных сил, их положение, политику и в его концепции исчезает реальная действительность борьбы против буржуазных сил и даже порою сам факт наличия таких сил. Он упрощенно изложил положение масс и в таком отношении не мог существенно критиковать доклад М. Ракоши «Путь нашей народной демократии», который содержал аналогичные ошибки. Неправильным является то, что в его концепции почти единственным мерилom положения масс являются результаты выборов и не учитывает того обстоятельства, что в период революционного развития облик народных масс быстро меняется, благодаря многочисленным факторам. Поэтому, хотя он вполне законно подвергает критике партийное руководство, в связи с тем, что оно в данный период ограничивало союзную политику союзом между партиями, часто он сам не в состоянии преодолеть эту свою позицию.

В своем ответе участникам прения А. Мод хотя и не согласился с взглядами, не соответствующими его позиции, все же, не отрицал необходимости дальнейшего анализа этих вопросов.

Небольшой объем настоящей статьи позволил только коротко остановиться — без серьезного их анализа — на дискуссионных вопросах трехдневного совещания преподавателей марксизма-ленинизма по теоретическим вопросам истории. Совещание побуждало новые мысли и поощряло к дальнейшей работе. Его результаты — хотя не во всегда легко показываемом виде — будут сказываться в подъеме уровня марксистских семинаров наших университетов и вузов, а также в еще более смелой и требовательной научной деятельности наших историков.

G. Stökl : Russische Geschichte von den Anfängen bis zur Gegenwart

Stuttgart, Alfred Kroner Verlag, 1962. 824 pp.

In unseren Tagen, als sich unsere Geschichtsschreibung von ihren früheren dogmatischen und eigenmächtigen Fehlern immer mehr befreit, und deshalb bei manchen eine gewisse verspätete Skepsis gegenüber der »ihren Standpunkt verändernden« marxistischen Historiographie auftritt, ist es vielleicht nicht nutzlos, darauf aufmerksam zu machen, daß die Ereignisse des vergangenen Jahrzehnts, die von großer Tragweite waren, sowie die Ergebnisse der sozialistischen Geschichtswissenschaft auch die bürgerliche Geschichtsforschung nicht unangetastet ließen.

Besonders klar wird dies durch die heutige westliche Bewertung der Geschichte der Sowjetunion bewiesen. Die bisherigen Rußland-Synthesen der bürgerlichen Historiographie entstanden in der Periode, der noch Stalins Personenkult seinen Stempel aufgedrückt hatte. Dementsprechend haben die betreffenden älteren zusammenfassenden Werke (z. B. die Bücher des Westdeutschen Rauch, oder des Engländers Seton-Watson) ihre antikommunistischen Argumente im Rahmen einer gegen die Stalin-Regierung gerichteten prinzipiellen Debatte entwickelt. In ihrer Konzeption erhielt die Identifizierung der Willkür Stalins mit dem Kommunismus, mit dem marxistischen Sozialismus eine entscheidende Rolle. Sie haschten nach Stalins Fehlern und Vergehen, um durch diese das Sowjetsystem selbst anzuschwärzen. Bei der Behandlung der Politik der bolschewistischen Partei haben zumeist auch diejenigen die Rolle der antileninistischen Parteiopposition, besonders diejenige von Trotzki, idealisiert,

die übrigens bei weitem nicht mit den theoretischen und politischen Ansichten von Trotzki sympathisierten. Sie haben auch die handgreiflichsten positiven Errungenschaften der Geschichte der Sowjetmacht bezweifelt; sie haben auch Tatsachen geleugnet, die auch innerhalb der Rahmen der bürgerlichen Weltanschauung unbedingt eine Würdigung verdient hätten.

Nach Stalins Tod und nach dem XX. Parteitag geriet das zahlreiche bürgerliche Lager der »Ostforscher«, der »Rußland-Experten« in eine merkwürdige Lage. Die entschlossene prinzipielle Kritik der Kommunistischen Partei der Sowjetunion an Stalins Personenkult hat es zweifellos gemacht, daß die willkürlichen und dem Marxismus-Leninismus fremden Handlungen der Stalinischen Regierung nicht mit der richtigen Politik der Kommunistischen Partei, des Sozialismus, zu identifizieren sind. So ist die ganze Beweisführung der bürgerlichen Historiker mit einem Schlag nichtig geworden.

Diese historische Wandlung machte es nötig, daß die namhaften Fachleute der bürgerlichen Historiographie wiederum die Feder ergreifen mußten. Ihre antikommunistische, den Kapitalismus verteidigende Ideologie entwickeln sie jetzt in neuer Form, den heutigen Umständen angepaßt.

Eigentlich erscheint dieser Anspruch in der »Russischen Geschichte« des westdeutschen Professors Günther Stökl, die in Stuttgart erschienen ist. Der Verfasser ist ein namhafter bürgerlicher Historiker, der ursprünglich an der Wiener Universität tätig war, im Jahre 1956 aber die Leitung des

Lehrstuhls für osteuropäische Geschichte an der Universität Köln übernommen hatte.

Stökl's Werk behandelt die Geschichte Rußlands und der Sowjetunion von den Anfängen bis zu unseren Tagen. Die Bewertung der die Jahrhunderte des Mittelalters und des Kapitalismus behandelnden Kapitel bedarf einer besonderen Rezension. Hier wollen wir lediglich im Zusammenhang mit der sowjetischen Periode einige Bemerkungen machen.

Das Buch wird vor allem dadurch von den westlichen Veröffentlichungen ähnlichen Themas und ähnlicher Anschauungsweise unterschieden, daß der Verfasser seinen Gegenstand mit den Methoden des sachgemäß ausgebildeten Historikers untersucht. Das dient ihm zweifellos zum Vorteil.

Stökl's Zusammenfassung besitzt aber auch eine andere, wichtigere unterscheidende Eigenschaft. Er stellt Lenin in den Mittelpunkt seiner historischen »Kritik«. Seine wichtigste Behauptung ist: Stalins Willkür sei eigentlich nur die Fortsetzung, die Weiterentwicklung von Lenins »Willkür«.

Auch bei Trotzki's Beurteilung griff er zu einer neuen Lösung. Der westdeutsche Historiker hat es im voraus empfunden, daß die Favorisierung von Trotzki der mächtigen historischen Gestalt von Lenin gegenüber eine von Anfang an aussichtslose Unternehmung sein würde. So behandelt er also Trotzki jetzt, abweichend von der früheren Idealisierung, mit offener Abweisung.

Stökl's neuartige, obwohl ebenfalls aus der alten antikommunistischen Grundstellung folgende Konzeption paßt sich tatsächlich geschickt unseren Tagen an, wo die kommunistischen Parteien erfolgreich beweisen, daß hinsichtlich der Beurteilung des Sozialismus die Stellungnahme und die Politik Lenins maßgebend sind. Seiner Beweisführung ist aber ein grundlegender Fehler unterlaufen: er beschuldigt Lenin — ähnlich wie früher Stalin — der Willkür und Unsittlichkeit, kann aber keine einzige Tatsache zur Beweisführung angeben. Stökl beruft sich immer nur auf den X. Parteitag, wo Lenin gegen die Bildung von Fraktionen innerhalb der Partei auftrat. Der westdeutsche Histori-

ker stellt diese Tatsache so ein, als ob der Führer der Kommunistischen Partei der Sowjetunion gegen jegliche Diskussion innerhalb der Partei gewesen wäre. Eine derartige Auslegung des am X. Parteitag eingereichten Antrags von Lenin ist aber eine offensichtliche Verzerrung. Lenin trat ja eben dafür ein, daß innerhalb der Partei ein jeder seine Meinung frei äußern könne, ohne aber die revolutionäre Avantgarde durch die schaffenden Debatten der leitenden Faktoren der Partei zur Beute prinzipienloser Fraktionen werden lasse. Kaum kann ein Historiker einen größeren Fehler begehen, als wenn er, wie Stökl, Lenins ganze Tätigkeit, d. h. das wichtigste Kapitel der modernen politischen Kämpfe, durch persönliche Machtbestrebungen Lenins erklären will.

Stökl's modifizierte Konzeption wird nicht so sehr durch die neuartige Richtung seiner Beweisführung als eher durch die reelle Revision mehrerer Einzelheiten der früheren bürgerlichen historischen Bearbeitung vom Trugschein der Realität überzogen. Als gut geschulter bürgerlicher Fachmann weiß er, daß die Annahme seiner prinzipiellen Behauptungen durch die unbegründete Kritik verschiedener Einzelheiten der sowjetischen Wirklichkeit nur gehindert werden kann. Deshalb räumt er in seinem Buch mit mehreren, auffallend unwissenschaftlichen und unwahrscheinlichen Teilargumenten der bisherigen bürgerlichen Literatur sehr entschieden auf. In diesen teilweisen Modifizierungen kommen Stökl's historiographische Begabung, seine relative Objektivität zweifellos zum Ausdruck.

Es ist gleich, mit welcher Absicht Stökl den Standpunkt der bürgerlichen Historiographen revidiert; die Tatsache dieser Änderungen ist vom Gesichtspunkt der marxistischen Historiographie und der marxistischen theoretischen Arbeit aus sehr wichtig. Sie weist darauf hin, daß die heutige bürgerliche Historiographie sich nur so der erneuerten Politik der kommunistischen Parteien anpassen vermag, wenn sie gleichzeitig auf mehreren Gebieten einen Rückzug macht, eine Gruppe der von den Marxisten schon seit langem verkündeten Thesen übernimmt.

ohne natürlich auf die ausgeführten Verbesserungen offen hinzuweisen.

Zur Veranschaulichung dieser Modifizierungen möchten wir die folgenden Beispiele erwähnen. Stökl paraphrasiert eine bekannte These der kommunistischen Historiographie, indem er feststellt, daß — eine bittere Pille — zur Zeit der Februarrevolution die Volksmassen nicht hinter den bürgerlichen Parteien der Duma standen. Stökl verwendet schon den Ausdruck »doppelte Macht«. Er erkennt der Provisorischen Regierung einen bürgerlichen Charakter zu. Er betont, daß diese der erobernden außenpolitischen Richtung der Zarenregierung treu blieb. Er ist genötigt zu gestehen, daß Lenins Aprilthesen von seltener prinzipieller Konsequenz gezeugt haben. Bei der Behandlung der vielumstrittenen Frage der Heimkehr Lenins schenkt er den in der früheren bürgerlichen Historiographie so oft angeführten Spionageschichten keinen Glauben, nennt Lenin nicht einen Agenten der deutschen kaiserlichen Regierung, sondern behauptet, daß die diesbezüglichen »Beweise« von Lenins politischen Gegnern gefälscht worden sind. Seiner Ansicht nach ist Lenins Hingabe für die Sache des Sozialismus eine sonnenklare Tatsache. Beim Petrograder Sieg der Oktoberrevolution betont das Buch, daß er fast ohne Blut ausgefochten wurde. Sehr interessant sind die Ausführungen, wo im Zusammenhang mit der Geschichte der Nationalitätenfrage festgestellt wird, daß die Provisorische Regierung nur unter dem Druck der Nationalitäten gehandelt hat, wenn sie überhaupt gehandelt hat, und daß die Weißgardisten ausnahmslos Chauvinisten waren. Pilsudskis ukrainischen Feldzug erklärt er für ein Abenteuer, und betont, daß es der polnischen Regierung vorher freigestanden hätte, die günstigen Vorschläge der Sowjetregierung anzunehmen. Den Sieg der Sowjets im Bürgerkrieg erklärt er nicht zuletzt damit, daß die Konterrevolutionäre den Gedanken der radikalen Agrarreform abgewiesen, und somit die am Boden festhaltenden Bauern an die Seite der Bolschewiki gestellt haben. Er sieht es als eine wichtige Ursache des Sieges der Sowjetmacht an, daß infolge der vorbild-

lichen persönlichen Haltung und der Opferbereitschaft der kommunistischen Parteimitglieder die Rote Armee den Weißgardisten gegenüber ein moralisches Übergewicht gewann. Aus der Feder eines bürgerlichen Historikers konnte man bisher nicht die Feststellung lesen, daß »der weiße Terror den roten Terror aufwog«; wenn auch diese Behauptung ungenau ist, bedeutet sie doch einen ersten Schritt vorwärts. Im Zusammenhang mit den Anfängen der NEP-Politik ist es für Stökl eine unbezweifelbare Tatsache, daß Trotzki die Sowjetregierung auf eine irreale, »linkische« Abenteurerpolitik hinzusteuern strebte. Bei den ersten Schritten der sozialistischen Außenpolitik stellt er tatsachenmäßig fest, daß diese Maßnahmen im Gegensatz zur gewohnten imperialistischen Außenpolitik der faschistischen Regierung standen. Die Schilderung der Geschichte des Jahres 1924 bietet ihm die Gelegenheit, den sogenannten Sinowjew-Brief, auf welchen sich berufend die englische Regierung zu jener Zeit die sowjetisch—englischen Beziehungen verschlechtert hatte, für eine einfache Fälschung zu stempeln. Der während der Fünfjahrpläne erreichte wirtschaftliche Fortschritt bedeutet ebenfalls ein Gebiet, wo diese neue Synthese realistischer vorgeht als die früher erschienenen bürgerlichen Arbeiten. Als er von den willkürlichen Taten Stalins berichtet, gibt er seiner Überzeugung Ausdruck, daß die im Tuchatschewski-Plan die Grundlage der Anklageschrift bildenden kompromittierenden »Dokumente« vom deutschen Geheimdienst auf provokative Weise in Stalins Hände vermittelt worden sind. Das Werk hält es für zweifellos, daß die deutschen Faschisten während des zweiten Weltkriegs in der Sowjetunion nicht nur militärisch, sondern auch politisch eine Niederlage erlitten haben. Auf seine eigene Weise deutet das Werk an, daß die Sowjetvölker ihrer sozialistischen Heimat treu geblieben sind. Bei der Bewertung der Periode nach dem Tode Stalins kann es Interesse erwecken, daß der westdeutsche bürgerliche Historiker die mächtige Anziehungskraft und den unbestreitbaren Erfolg der Lösung des friedlichen Zusammenlebens für zweifellos hält. Hier möchten wir

erwähnen, daß Stökl, indem er die Ereignisse der sowjetischen Geschichte bis zu unseren Tagen verfolgt, jene Ansichten gründlich widerlegt hat, die sich auf das Beispiel der bürgerlichen Historiographie berufend, die marxistischen Historiker vor der Erschließung der Ereignisse der neuesten Zeit zurückzuschrecken versucht haben.

Auf Grund all dessen kann der Leser vielleicht den Eindruck haben, daß die geschilderte Zusammenfassung, wenn auch nicht in den wichtigsten Fragen, doch in den Einzelheiten ein ungefähr richtiges Bild von der fünfzigjährigen Geschichte der Sowjetmacht gäbe. Ein solcher Schluß wäre jedoch unbegründet, da die in der Stökl'schen Synthese auffindbaren günstigen Änderungen sich nur auf gewisse Gebiete beziehen. An anderen Stellen behält auch dieses Werk die die offensichtlichen Tatsachen leugnende oder verschweigende Behandlungsweise bei.

Es ist z. B. beachtenswert, daß Stökl die in der Sowjetwirtschaft erfolgte Entwicklung nicht schildert. Der westdeutsche Historiker beschuldigt oft die Kommunisten des Fanatismus (deren Grundideen von der Praxis gerechtfertigt worden sind), aber er selber verteidigt doch mit unverfälschtem Fanatismus den bürgerlichen Privatbesitz und das kapitalistische Gesellschaftssystem (und zwar gerade in der Beziehung eines solchen Landes, d. h. der Sowjetunion, wo das kapitalistische System eine schmachvolle Niederlage erlitten hat). Und kann überhaupt eine historiographische Übersicht, die nicht einmal den Namen eines einzigen sowjetischen Historikers erwähnt, einen Anspruch auf die vom Verfasser übrigens als Erfordernis hingestellte historische Objektivität erheben?

Der Verfasser vernachlässigt tendenziös die sowjetische Außenpolitik der dreißiger Jahre, die Schritte der Sowjetunion zur Enthüllung des deutschen Faschismus und anderer faschistischer Diktaturen, und hebt bei der Schilderung der Ereignisse einseitig die Einzelheiten der Stalinischen Willkür hervor. In der Beschreibung des deutschen Angriffes gegen die Sowjetunion springt die Parteilichkeit des Verfassers besonders in die Augen, obwohl er sonst nicht selten seinen Wider-

willen den »totalitären Systemen« gegenüber betont. Er kritisiert Hitlerdeutschland nicht so sehr deshalb, weil es von räuberischen Zielen und antikommunistischen Gefühlen angetrieben die Sowjetunion angegriffen hatte, sondern eher deshalb, weil es die Sowjetunion nicht durch politische Mittel aufzulösen vermochte. Stökl belehrt nachträglich Hitler: er hätte durch ein energischeres Hetzen unter den sowjetischen Nationen, durch die sofortige Wiederherstellung des ländlichen Privateigentums und die politische Benutzung der Kirche sein Ziel erreichen können. Stökl's »Ratschläge« entspringen einer tief retrograden Denkart. Diese scheinkritischen Bemerkungen dienen in der Tat dem Zweck, die Aufmerksamkeit des Lesers von der tatsächlich ausgeführten nationalistischen Hetzerei der Faschisten, von ihren Austreibungen zur Wiederherstellung des Privateigentums sowie von ihren faschistischen Manipulationen mit den verschiedenen Kirchen abzulenken.

Er behandelt die ausländischen Beziehungen der sowjetischen Geschichte infolge seiner reaktionären Voreingenommenheit oft stark abweichend von den wohlbekannten Tatsachen. Nach seiner Einstellung wäre die zur Zeit des Bürgerkrieges eine bedeutende gegenrevolutionäre Rolle spielende sogenannte tschechische Legion (die aus den ehemaligen tschechischen und slowakischen Kriegsgefangenen entstanden war) ohne ihren eigenen Willen, bloß durch den Fehler der Sowjetregierung von den Ereignissen mitgerissen worden. Stökl hätte ja wissen müssen, daß die rechtsseitigen Kräfte der Legion eine fieberhafte Tätigkeit im Interesse der Entstehung des Konflikts ausgeübt haben. Seine Feststellung, daß im Jahre 1943 die Sowjetregierung den Bruch mit der polnischen Emigrantenregierung forciert, während die polnische bürgerliche Politik angeblich den Weg der Zusammenarbeit gesucht hätte, entspricht nicht den Tatsachen. Ist es überhaupt möglich, daß Stökl die im Westen herausgegebenen Memoiren der zuständigsten Person, des ehemaligen Moskauer polnischen Botschafters Kot, der trotz seiner bürgerlichen Überzeugung klar auf das

provokative und auch die polnischen Interessen gefährdende Verhalten des damaligen Befehlshabers der in der Sowjetunion in Garnison liegenden polnischen Armee sowie auf seine Verantwortlichkeit für den Bruch hinweist, nicht gelesen hätte?

Das Werk berichtet darüber, daß während der Intervention die Deutschen und Engländer das Baltikum und Transkaukasien besetzt haben, setzt aber gleich hinzu, daß dadurch die betreffenden Völker endlich befreit, selbständig geworden seien. Stökl geht mit einer viel verrätenden Problemlosigkeit an dem Wechselverhältnis der Besetzung und des Selbständigwerdens vorüber.

Zur Charakterisierung der bürgerlichen Tendenziosität der kulturellen Kapitel genügt es, bloß die Tatsache zu erwähnen, daß man in den Kapiteln über die sowjetische Periode die beiden weltberühmten Namen: Majakowskij und Scholochow vergebens suchen würde.

Letzten Endes hält also Stökl neuartiges, in mehreren Beziehungen realistischeres Buch am entscheidendsten Punkt der marxistischen Kritik noch weniger stand als die seiner Vorgänger. In jenen Werken dominierte die Kritik der Mißbräuche Stalins (natürlich eine Kritik von Seiten der Reaktion, die sich qualitativ von der Stalin-Kritik der Marxisten unterscheidet). Stökl versucht aber seine historiographischen Waffen an Lenins felsenfester Gestalt, und so erleidet er notwendigerweise eine Niederlage. Die früheren Werke boten mindestens so viel »Perspektive«, daß sie ihre Leser auf trotzkistische Irrwege verlockten. Für Stökl ist auch diese Möglichkeit verloren gegangen. Dieser fast tausend Seiten starke Band enthält keinen einzigen Satz, der irgendein anderes, vorausweisendes Ideal für die Völker der Sowjetunion, oder auch für andere Völker vorschlagen könnte, als was der verwirklichte und sich weiterbauende Sozialismus kann.

I. DOLMÁNYOS

Die erste Internationale und Ungarn

Red. von T. Erényi und E. Kovács

Budapest, Kossuth Kiadó, 1964. 526 pp.

Aus Anlaß der 100. Wiederkehr der Konstituierung der I. Internationale erschien diese schön ausgestattete Studiensammlung, in der neben ausführlicher Darlegung der Geschichte der I. Internationale auch ein umfassendes Bild der Verbindungen zwischen der ungarländischen Arbeiterbewegung, der Emigration um Kossuth sowie der ungarischen bürgerlichen demokratischen Opposition und der Internationalen Arbeiter-Assoziation geboten wird.

Die zusammenfassende Studie des Bandes — die erste aus der Feder eines ungarischen Autors stammende Geschichte der I. Internationale, eine selbständige, wissenschaftliche, anspruchsvolle Bearbeitung wurde von János Jemnitz geschrieben. Seine Studie ist besonders in der Hinsicht sehr wertvoll, daß der Autor die in Ungarn erreichbaren französischen, englischen, italienischen, russischen, spanischen und deutschen Bearbeitungen fast

in ihrer Gänze benutzte. So wurde es ermöglicht, daß der Leser über die in engerem Sinne genommene Geschichte der Internationale hinaus ein zusammenfassendes Bild nicht nur über die Kongresse der Internationale, sondern auch über die Entwicklung der Arbeiterbewegung in den westeuropäischen Ländern, über ihre inneren Debatten während der ganzen Zeit der Tätigkeit der Internationale erhalte.

Die Internationale Arbeiter-Assoziation entstand und entfaltete ihre Tätigkeit in einer mit verwickelten Problemen belasteten revolutionären Epoche, die in den vierziger Jahren begann und mit der Niederschlagung der Pariser Kommüne endete. Die Besten der Arbeiterschaft haben einige grundlegende Fragen der widerspruchsvollen Erscheinungen der Epoche schon zu Beginn der Entfaltung der Arbeiterbewegung klar erkannt und gut verstanden. János Jemnitz verweist

richtig darauf, daß »... damals das englische, das deutsche und das französische Proletariat durch dieselbe Schule des Lebens gegangen ist; sie erkannten zu gleicher Zeit die Notwendigkeit der Organisation, beschritten zu gleicher Zeit — unsicher und tastend — den von den revolutionären Demokraten abgegrenzten Weg der proletarischen Organisation, und all dies war mit der Vertiefung des Gefühls der proletarischen Solidarität eng verbunden« (S. 8—9).

In dieser Zeit dominierte in den englischen Trade-Unions, im französischen Proudhonismus die Erkenntnis der selbständigen Arbeiterinteressen und als Schlußfolgerung die Sehnsucht, die kapitalistische Gesellschaft abzuschaffen, und dies charakterisierte auch die sich einige Jahre später entfaltende anarchistische Bewegung. Die die I. Internationale ins Leben rufenden Richtungen wandten sich gegen den bürgerlichen Revolutionarismus, erkannten die selbständigen Proletarierinteressen; dies war ihr gemeinsamer, vorwärtsweisender Charakterzug. Der um die selbständigen Klasseninteressen der Arbeiterschaft begonnene Kampf scharte die von den wirtschaftlichen Krisen der Epoche mitgenommene Arbeiterschaft hinter diese Gruppen, dieser machte aus ihrer Bewegung eine lebende, lebendige Proletarier-Massenbewegung. Der bisher total abweisenden Bewertung der verschiedenen, nicht marxistischen Tendenzen der I. Internationale gegenüber trachtet János Jernitz richtig, neben der Kritik auch auf die positiven Züge hinzuweisen und dadurch den Kampf, den Marx und Engels um die Weiterentwicklung der positiven Erkenntnisse geführt haben, besser zu beleuchten.

Die Selbstbewußtesten der Arbeiterschaft haben aus den gesellschaftlichen und politischen Stürmen jener Zeit noch eine große Lehre gemeinsam gezogen: den Gedanken der internationalen Solidarität der Proletarier. János Jernitz verweist darauf, daß die Idee des Internationalismus durch den gegen das Kapital geführten gemeinsamen wirtschaftlichen Kampf herausgebildet wurde. In dieser mit Kriegen beschwerten Epoche verband sich aber notwendigerweise schon zu Beginn

der Protest gegen kriegsrische Konflikte mit den Momenten der Verteidigung des Friedens. Diese sozialistischen Richtungen wurden durch den Umstand, daß sie den Kriegen, dem nationalistischen Haß entgegentraten, von den heimischen bürgerlichen Liberalen und Demokraten scharf abgegrenzt; die nationalen Grenzen überschreitend haben sie statt bei diesen, bei sämtlichen Proletariern der Welt Stützen, Verbündete gesucht.

Die Erkenntnis der selbständigen Arbeiterinteressen und der Gedanke des Internationalismus verband die — in einer Richtung, aber auf verschiedenen Wegen — vorwärtsschreitenden Richtungen der damaligen Arbeiterbewegung in den Rahmen der internationalen Arbeiter-Assoziation. Die Studie lenkt die Aufmerksamkeit auch auf jene Meinungsverschiedenheiten, die sie nicht nur den Vertretern der Marxschen Lehren gegenüberstellten, sondern auch auf jene, die auch unter ihnen bestanden. So gab es Unterschiede in der Formulierung der Arbeiterforderungen, in den Modalitäten des Kampfes, Meinungsverschiedenheiten bestanden auch in der Beurteilung der Notwendigkeit, der Formen des politischen Kampfes. Der Autor betont und beweist richtig, daß am Ende der sechziger Jahre, im Zeitalter des revolutionären Aufschwungs die I. Internationale doch nicht durch die Gegensätze gekennzeichnet war. Die Studie verfolgt dann die bezüglich der Fragen des wirtschaftlichen Kampfes sich herausgebildeten Debatten sowie die ideologisch-politischen Gegensätze.

Der eng bemessene Rahmen der Studie ermöglichte es nicht, die einzelnen Themen eingehend zu besprechen, und durch die strenge Einhaltung der Chronologie wurde es unmöglich, die Zusammenhänge der einzelnen Probleme, ihre innere Entwicklung aufzuzeigen. Doch zeigt auch die nebeneinander erfolgte Darstellung der Ereignisse, wie sich die verschiedenen Richtungen der Internationale einander und dann gemeinsam den Anträgen des Marxschen Flügels des Generalrates näherten. Als Ergebnis dieser Debatten haben die Teilnehmer des Genfer Kongresses zur Verbesserung der Bedingungen der Lohnarbeit die Waffe des Streiks angenommen,

auch die Annahme des Prinzips des kollektiven Eigentums war ein Sieg der marxistischen Lehren des Proudhonschen Prinzip des individuellen Eigentums gegenüber.

Die Debatte begann bereits am Lausanner Kongreß des Jahres 1867: hier wurde den rechtsstehenden proudhonistischen Verfechtern des individuellen Eigentums hauptsächlich von syndikalistischer Basis entgegengetreten, während der Brüsseler Kongreß des Jahres 1868 sich den Lehren von Marx nähernd die Überlegenheit der großbetrieblichen Produktion der kleinbetrieblichen gegenüber anerkannte. Auf dem Baseler Kongreß des Jahres 1869 nahm auch selbst Bakunin, der Führer der inzwischen angewachsenen anarchistischen Gruppe für das kollektive Eigentum Stellung. »Damit hat der sozialistische Gedanke — schreibt János Jemnitz — in der Internationale endgültig Fuß gefaßt«, die Anhänger des individuellen Eigentums wurden isoliert.

Das zweite grundlegende Problem, das im aufsteigenden Ast der Revolutionen die Kongresse der Internationale durchzieht, ist die Verbindung zwischen sozialistischer Arbeiterbewegung und politischem Kampf. Wenn wir die in der Studie behandelten Ansichten, Debatten, Kongreßbeschlüsse nebeneinander stellen, wird es klar, daß sich die verschiedensten sozialistischen Richtungen — bis zum Auftreten Bakunins — darin völlig einig waren, daß die wirtschaftliche Befreiung der Arbeiterklasse von ihrer politischen Befreiung untrennbar ist, daß sich die Arbeiterklasse die politische Macht erobern müsse. Diese These wurde aber von den verschiedenen Richtungen der Internationale verschieden ausgelegt. Die Tatsache, daß sich die Anhänger Proudhons auf der Londoner Konferenz des Jahres 1865 und im Jahre 1866 in Genf der Erörterung der Sache der Freiheit Polens (das Thema wurde dem Kongreß von Marx vorgeschlagen) verschlossen, zeigte, daß die »apolitischen« Richtungen trotz der Anerkennung des politischen Endzieles in den aktuellen politischen Fragen nicht Stellung nehmen wollten.

Einen überaus vorwärtsweisenden Standpunkt haben die Delegierten in der Frage

der Kriege eingenommen. Sämtliche Beschlüsse der Internationale — als erster jener des Lausanner Kongresses des Jahres 1867 — spiegelte die selbständigen Proletarierforderungen und die Idee des internationalen Zusammenschlusses der Arbeiter wider. Im Laufe der Debatten wurde es jedoch auch klar, daß sämtliche Richtungen — mit Ausnahme der englischen Trade-Unionisten — die Lösung der politischen Fragen vom rasch erfolgenden Untergang der kapitalistischen Gesellschaftsordnung erwarteten. Sie sahen die Revolution als sehr nahe; die Zunahme der Massenbewegungen, die Wirtschaftskrise, die Labilität der Regierungen — in erster Linie in Frankreich — lassen diese Hoffnung bis zu einem gewissen Grade als berechtigt erscheinen. Die meisten Richtungen der I. Internationale verwarfen zu gleicher Zeit selbst den Gedanken, als politische Partei im Rahmen der kapitalistischen Ordnung an den politischen Kämpfen teilzunehmen und um Reformen zu kämpfen.

Im ersten Abschnitt der I. Internationale waren also bereits jene Gegensätze zugegen, die später zum Zerfall der internationalen Organisation führten. Die englischen Trade-Unions näherten sich nach der Reform des Jahres 1867 den Liberalen, bei den rechtsseitigen Proudhonisten zeigte sich Antikollektivismus und Politikfeindlichkeit, auch syndikalistische Bestrebungen zeigten sich. All dies ergänzte das Auftreten der von Bakunin angeführten Anarchisten in den Jahren 1868—1869. Das gemeinsame Ziel und die gemeinsamen Ideen waren jedoch zu dieser Zeit noch stärker als die Gegensätze, was die Studie mit reichlichem Material beweist, so blieb die Einheit der Internationale bis zum Jahre 1871 bestehen.

Die weltgeschichtlichen Ereignisse des französisch-preußischen Krieges, des gegen diesen geführten Kampfes, der ersten Revolution und Diktatur des Proletariats darstellend wendet sich der Autor einer sehr komplizierten und widerspruchsvollen Frage des Themas, dem Zerfall der I. Internationale zu.

Die seinerzeitigen Worte von Engels zitierend weist der Autor darauf, daß das sämtliche Fraktionen der Arbeiterbewegung

umfassende »naive Ensemble«, die Internationale durch den ersten großen Erfolg eigentlich notgedrungen zersprengt wurde. Als es nach Niederschlagung der Kommüne dazu kam, die Erfahrungen zu summieren und die weiteren Aufgaben zu bestimmen, erwies es sich, daß die Meinungsverschiedenheiten der verschiedenen Richtungen unverwundbar sind. Aus dem Sieg der französischen Proletariat, aus dem gemeinsamen Ergebnis des gemeinsamen Kampfes haben sämtliche Richtungen den Schluß gezogen, daß die Geschichte jeweils ihre Theorie und Kampftaktik rechtfertigte. János Jemnitz verweist richtig darauf, daß das Wesen des in den Mittelpunkt geratenen Gegensatzes zwischen Marx und Bakunin — entgegen den Behauptungen der bürgerlichen Historiker — nicht in persönlicher Antipathie, sondern in gegenseitigem Mißtrauen bestand. »Die wirkliche Spannung — schreibt der Verfasser — wurde durch die verschiedenartige Beurteilung der geschichtlichen Aufgaben verursacht, denen sich die Arbeiterbewegung entgegengestellt sah.« (S. 75)

Zum ersten großen Zusammenstoß in dieser Frage kam es auf der Londoner Konferenz des Jahres 1871, als im Zuge der Überprüfung des Organisationsstatuts die Frage des politischen Kampfes in den Mittelpunkt der Debatte geriet. Im Kreuzfeuer heftiger entgegengesetzter Meinungen trug hier jene Marxsche theoretische und taktische Richtlinie den Sieg davon, die in den folgenden Jahrzehnten die Kämpfe der Mehrheit des europäischen Proletariats determinierte. Die Konferenz hat — den voluntaristischen Vorstellungen Bakunins entgegen — festgelegt, daß die Epoche der Revolutionen vorbei sei, die Arbeiterklasse müsse ihre selbständige politische Partei zustande bringen, sie müsse sich auf dem Wege politischer und wirtschaftlicher Kämpfe auf die revolutionären Kämpfe der kommenden Zeiten vorbereiten.

Am Haager Kongreß des Jahres 1872 zeigten sich die Gegensätze der internationalen Arbeiterbewegung noch klarer. Die Entscheidungen der Londoner Konferenz haben heftige Debatten ausgelöst, und obwohl die marxistischen Anträge in jedem einzelnen

Falle eine Zweidrittelmehrheit erhielten, wurde der Zerfall der Internationale offenkundig. Die Anarchisten hielten kurz nach Haag, im September einen separaten Kongreß ab, auf dem die früheren Entschlüsse verworfen wurden. Neben den spanischen und italienischen Delegierten schlossen sich ihnen die belgische Sektion und auch ein Teil des englischen Verbandsrates an, doch traten dem Generalrat auch Jung und Eccarius, beide einstige Anhänger von Marx und Mitglieder des Generalrates, entgegen.

Die Studie von János Jemnitz dokumentiert reichlich und analysiert nuanciert die geschichtlichen Gründe des Erstarkens der dem Marxismus gegenüberstehenden Richtungen, jenen Prozeß, der zur Selbstauflösung der I. Internationale geführt hat. Der zähe Kampf, den Marx und Engels und ihre Anhänger um die Anerkennung der Wahrheiten des wissenschaftlichen Sozialismus geführt hatten, wird uns in seinen geschichtlichen Zusammenhängen und seiner wirklichen Größe vor Augen geführt.

Diese erste, zusammenfassende Studie wird von der Arbeit Tibor Erényis »A magyarországi munkásmozgalom és az I. Internacionálé« (Die ungarländische Arbeiterbewegung und die I. Internationale) gut ergänzt; in dieser werden die Verbindungen und die Wirkung der I. Internationale in Ungarn festgestellt, summiert und mit neuen Daten ergänzt.

Tibor Erényi zeigt in seiner Studie diesen anfänglichen Abschnitt der Geschichte der Arbeiterbewegung gedrängter als die Mehrheit der in diesem Themenkreis bisher erschienenen Publikationen, auf die wesentlichen Entwicklungstendenzen konzentriert. Vielseitig wird der Prozeß der Entfaltung der Grundfrage der ungarländischen Arbeiterbewegung: der selbständigen Proletarierbewegung gezeigt, der wesentlich vom Entwicklungsgang des westeuropäischen Proletariats abweicht. Wie aus der Studie von János Jemnitz ersichtlich, hat sich die westeuropäische Arbeiterschaft schon viel früher von den bürgerlichen liberalen, demokratischen Richtungen distanziert als die mittell- und osteuropäische, und dieser Prozeß ging

mit der Herausbildung selbständiger, voneinander abweichender, eigenartiger sozialistischer Geistesströmungen einher. In Ungarn hat sich die Arbeiterbewegung später entfaltet als die englische, französische, deutsche oder österreichische, in einer Epoche, in der sich die Arbeiterbewegungen in den Ländern Mittel- und Osteuropas bereits auf den marxistischen Flügel der Internationale stützen konnten. Dadurch wurde bis zu einem gewissen Grade die Entfaltung der selbständigen Proletarierbewegung erleichtert, entfielen die ersten Schritte der Wegsuche, der lange Abschnitt der Herausbildung spezieller sozialistischer Ansichten.

Bei Besprechung der Entfaltung der Arbeiterbewegung in Ungarn werden in der Studie das Eindringen der Lassalleschen Ideen, ihr anfänglicher Inhalt, das Zustandekommen der ersten sozialistischen Organisation nuanciert gezeigt. Der erste Zeitabschnitt des Allgemeinen Arbeitervereines wird durch den heftigen Zusammenstoß der verschiedenen Richtungen charakterisiert: der Lassalleanismus überwindet rasch die rohe Form der bürgerlichen Patronanz, das Prinzip der Schultze-Delitzschen Selbsthilfe und scheidet rasch auch die für den alten deutschen Lassalleanismus charakteristischen regierungssozialen Tendenzen aus. In diesem Kampfe fiel dem jungen Tischlerarbeiter, dem Hauptbeauftragten der I. Internationale in Ungarn, János Hrabje, eine bedeutende Rolle zu.

Ungemein interessant ist die Analyse der Frage: wie die Lassalleschen Ideen in Ungarn von ihrer ursprünglichen Orthodoxie verlieren, wie sie sich an die ungarischen Verhältnisse anschmiegen, wie die Führer der Arbeiterbewegung — auf eine der politischen Praxis der deutschen Lassalleaner diametral entgegengesetzte Weise — versuchen, mit der anfangs revolutionären, später bürgerlich demokratischen oppositionellen Bewegung und persönlich mit Mihály Táncsics, dem damals bereits betagten Revolutionär, der großen Figur der Revolution und des Freiheitskampfes der Jahre 1848/49 selbst Führung zu nehmen. Tibor Erényi analysiert eingehend die Verbindung zwischen Mihály

Táncsics und der ungarländischen Arbeiterbewegung und die Ergebnisse und Fehler der mit der demokratischen Opposition herausgebildeten Zusammenarbeit. Er stellt fest, daß diese Verbindungen vom Gesichtspunkt der Ausarbeitung einer selbständigen Proletarierpolitik nachteilig waren: die Führer des Allgemeinen Arbeitervereines konnten dieses Bündnis nicht auf eine prinzipiell sozialistische Basis stellen.

Es gab aber in der ungarländischen Arbeiterschaft auch eine Gruppe, die den bürgerlichen demokratischen Bestrebungen die selbständigen — in erster Linie wirtschaftlichen — Arbeiterforderungen entgegenstellte. Es ist kein Zufall — die Gründe werden von Tibor Erényi summiert —, daß Károly Farkas, Mitglied der I. Internationale und — nachdem sich Hrabje nach London begeben hatte — ihr Hauptbeauftragter für Ungarn mit dieser Gruppe und nicht mit dem Allgemeinen Arbeiterverein die Verbindung herstellte.

Jene Arbeiter, die radikalere Ansichten vertraten als der Allgemeine Arbeiterverein, sammelten sich in einer eigenen Organisation, im Pest-Budaer Arbeiter-Bildungsverein. Diese Organisation hat ihren Anschluß an die Internationale Arbeiter-Assoziation offen, in einem Beschluß ausgesprochen. Die Mitglieder des Arbeiter-Bildungsvereines haben in Ungarn am konsequentesten den Gedanken des Kampfes um selbständige Proletarierinteressen, die gemeinsame Idee sämtlicher Sektionen der I. Internationale vertreten.

Der Verfasser widmet bei Besprechung der Auswirkungen und der Verbindungen der Internationale in Ungarn sehr richtig einen großen Raum der Tätigkeit von Károly Farkas und den Kämpfen des Pest-Budaer Arbeiter-Bildungsvereines. Die ungarische Geschichtsliteratur mißt dieser Organisation eine viel geringere Bedeutung bei, als diese verdiente. Die in der Studie angeführte reiche Dokumentation beweist überzeugend, daß in den Grundfragen der Arbeiterbewegung: in der Erkenntnis der selbständigen Arbeiterinteressen, in der Annahme und Praktizierung der Idee der internationalen

Solidarität der Proletarier, im Auftreten gegen den bürgerlichen Demokratismus diese Organisation auf festem Boden stand, während der Allgemeine Arbeiterverein in der Anfangsepoche stark bürgerliche demokratische Bestrebungen vertrat.

An dem Umstand, daß der Arbeiter-Bildungsverein zum Kämpfer um selbständige Proletarierinteressen werden konnte, hat — wie die Studie beweist — seine Verbindung mit der Genfer Sektion der Internationale, mit ihrem Führer Johann Philipp Becker, der den Marxschen Ideen sehr nahe stand, einen großen Anteil. Großen Einfluß übte auf den Arbeiter-Bildungsverein auch der Eisenacher Flügel der deutschen Arbeiterbewegung aus, der ebenfalls eine Stütze der marxistischen Führung des Generalrates war.

In einem zusammenfassenden Unterabschnitt behandelt die Studie die Ansichten, Stellungnahmen der beiden Arbeiterorganisationen in den hauptsächlichen Fragen der gesellschaftlichen Umgestaltung. Die Differenzen zwischen den beiden Richtungen hätten noch kraftvoller dargestellt werden können, wenn die Studie die bürgerlich demokratischen und die sozialistischen Forderungen der Arbeiterbewegung noch entschiedener voneinander abgegrenzt hätte. Die Ungeklärtheit dieser Frage behindert auch eine klare Stellungnahme bei der Behandlung des frühzeitigen Erscheinens der Agrarfrage und des Agrarprogramms der anfänglichen Organisationen. Dieses Problem bildet einen Teil eines viel umstrittenen Fragenkomplexes der derzeitigen ungarischen marxistischen Geschichtsschreibung, dessen wissenschaftliche Ausarbeitung nicht mehr länger hinausgeschoben werden darf.

Auch die Arbeit Tibor Erényis zeigt, daß die Historiker, die diese Anfangsepoche bearbeiten, noch viele Aufgaben lösen müssen, wenn auch bisher schon große Ergebnisse erzielt wurden, denen sich diese Studie würdig anreihet. Ein großes Verdienst Tibor Erényis ist es, daß er die Bereinigung vieler Fragen vorantrieb und mit Anwendung streng geschichtlicher Anschauungsweise und Kritik das bessere Verstehen der Anfänge

der ungarländischen Arbeiterbewegung förderte.

Die nächste Studie, »A Kossuth-emigráció és a nemzetközi munkásmozgalom« (Die Emigration um Kossuth und die internationale Arbeiterbewegung) von Endre Kovács befaßt sich ebenfalls mit einer ungemein bedeutenden, bisher nur wenig bearbeiteten Frage. Auf Grund der in der Studie zusammengefaßten neueren Daten und Zusammenhänge wird das Porträt Lajos Kossuths, der großen führenden Persönlichkeit der Revolution und des Freiheitskampfes der Jahre 1848—1849 lebensreuer. Mit der Summierung seiner Tätigkeit in der Emigration, der Darlegung seiner Tugenden und Fehler hat Endre Kovács dieses Bild realer und lehrreicher gemacht.

Eine der größten Lehren der europäischen Revolutionen des Jahres 1848 war, daß die Interessen der Arbeiterklasse nicht mit denen der liberalen, demokratischen, republikanischen Bourgeoisie identisch sind. Endre Kovács verweist darauf, daß die Proletarier den Prozeß der gesellschaftlichen Entwicklung vom Gesichtspunkt ihrer eigenen Klasseninteressen und durch diese vom Gesichtspunkt der Befreiung der gesamten Menschheit untersuchen mußten. Marx und Engels, die die wissenschaftliche Weltanschauung der Arbeiterklasse geformt hatten, waren in den fünfziger-sechziger Jahren bestrebt, die Prinzipien der Zusammenarbeit der selbständigen Proletarierbewegung mit den übrigen fortschrittlichen gesellschaftlichen Kräften auszuarbeiten. Diese Jahre, die eine ganze Reihe von Kriegen um die Vereinigung der Nationen mit sich gebracht hatten, haben komplizierte Fragen aufgeworfen, in denen sich — wie vom Verfasser hervorgehoben wird — eben Marx und Engels auf Grund der Prinzipien des reinen Proletarierstandpunktes am klarsten und entschiedensten auskannten.

Die Studie legt nach dieser Einleitung dann die Ansichten der emigrierten russischen, polnischen, rumänischen, tschechischen und deutschen revolutionären Demokraten dar, jene Lehren hervorhebend, die diese aus den revolutionären Ereignissen des

Jahres 1848 gezogen haben. Dann befaßt sich Endre Kovács mit dem gesellschaftlichen Programm der ungarischen Emigration, des führenden adeligen Lagers der Revolution des Jahres 1848 und betont, daß diese — im Gegensatz zum Programm der russischen und polnischen revolutionären Demokraten — auf dem Gebiete der Reformen, des Demokratismus, des Liberalismus um keinen Schritt über die Gesetze des Jahres 1848 hinausgegangen war. Der überwiegende Teil der Emigration um Kossuth — und in erster Linie Kossuth selbst — hatte nicht zur Kenntnis genommen, daß in der Gestalt des Proletariats in ganz Europa eine neue soziale Kraft sich zu entfalten beginnt, und sie wollte selbst den Schein vermeiden, daß man sie mit der neuen revolutionären Klasse oder mit den sozialistischen, kommunistischen Ansichten derselben in Verbindung bringe. Der Grund für diese Distanzierung war, wie Endre Kovács richtig darauf hinweist, die prinzipielle Opposition und die Angst, sich vor den westlichen Großmächten zu kompromittieren.

Im weiteren summiert die Studie die kritischen Ansichten von Marx über die Emigration und in erster Linie über die Tätigkeit Kossuths. Mit scharfem Auge verweist Endre Kovács auf das Wesentliche der Kritik: »Der Kampf, den Marx und Engels gegen Kossuth geführt haben, muß von der Plattform des Auftretens gegen die kleinbürgerliche Demokratie untersucht werden« — heißt es in der Studie. Von dieser Basis kritisierte, ja griff Marx ein Jahrzehnt lang in sehr heftigem Ton die politischen Manöver Kossuths, sein Schnüffeln nach Kabinettsgeheimnissen, seine Hetze nach außenpolitischen Erfolgen, sein Versinken in die voraussichtlich ergebnislose Politik der Intrigen und Verhandlungen an.

Wenn wir im zweiten Teil der Studie von Endre Kovács blättern, in den Unterabschnitten, in denen die Marxsche Kritik der Zusammenarbeit zwischen Kossuth und Mazzini, der Bonapartismus Kossuths summiert werden, entfaltet sich das Wesentliche der oben erwähnten Marxschen Kritik. Marx verurteilte Kossuth und nannte ihn zusam-

men mit Mazzini einen Abenteurerpolitiker, weil sie in einer Epoche, als die Jahre der revolutionären Krise schon vorüber waren, mit Gewalt — und ohne die geringste Aussicht auf einen Erfolg — »Revolutionsmache« betrieben. Scharf kritisierte er ihr gesellschaftliches Programm, daß sie sich der Kenntnisnahme der voneinander abweichenden Klasseninteressen verschlossen haben, ja mit dem unbestimmten Schlagwort der »nationalen Einheit« geradezu dagegen protestierten, wenn irgendeine Klasse ihre selbständigen Forderungen formulierte.

Marx, der sämtliche Momente der europäischen Entwicklung in eine Einheit verbinden konnte, sah klar den engen Zusammenhang zwischen der Außen- und Innenpolitik der Großmächte, die Rolle, die Napoleon III. zur Unterstützung seiner Machtbestrebungen den Emigrantengruppen zuteilte.

In der Studie wird festgelegt, daß obzwar Kossuth selbst seiner demokratischen, republikanischen Überzeugung stets treu geblieben ist, seine praktische Politik ungewohnen inkonsequent, widerspruchsvoll war. Kossuth verkündete vor den englischen und amerikanischen Demokraten demokratische Prinzipien, akzeptierte jedoch die monarchistische Staatseinrichtung, als er mit Napoleon verhandelte, ja er bot sogar Jérôme Bonaparte die ungarische Krone an. In den Vereinigten Staaten erklärte er sich im Norden gegen die Sklavenhalterei, im Süden dafür. Wenn Marx Kossuth kritisiert, erklärt er in seiner Person dem kleinbürgerlichen Revolutionarismus den Krieg, jenem politischen Verhalten, das das Wesentliche — die Sache des sozialen Fortschritts — der Sache der nationalen Unabhängigkeit unterordnet und so bereit ist, sein soziales Programm, seine eigene demokratische Überzeugung wann immer aufzugeben, wenn man meinte, damit der Unabhängigkeit zu dienen. Schade, daß der Verfasser nicht darauf verweist, daß sich nach 1849 Kossuth und mit ihm die überwiegende Mehrheit seiner Anhänger in der Heimat und in der Emigration in erster Linie von der nationalistischen Idee leiten ließen, was dazu führte, daß Kossuth alles dieser zentralen Idee untergeordnet hat,

soziales Programm, Demokratismus, Liberalismus, politische Gesinnungstreue, obzwar er — was kaum bestritten werden kann — selbst bis an sein Lebensende seinem politischen Programm von 1848–1849 treu geblieben ist, ja was die Lösung des Nationalitätenproblems betrifft, über dasselbe beträchtlich hinausging.

Die ungemein interessante Studie befriedigt den Leser jedoch nicht voll und ganz: die Darstellung des Lebenslaufs Kossuths blieb unvollendet, seine weitere politische Tätigkeit wird in der Studie nicht einmal kurz überblickt. Hoffentlich wird diese Lücke bald ausgefüllt werden.

Die vierte Studie stammt aus der Feder von Gábor G. Kemény: »Fejezetek a függetlenségi baloldali és a korai munkásmozgalom kapcsolatai köréből« (Abschnitte aus den Verbindungen zwischen achtundvierziger Linken und früher Arbeiterbewegung).

Die von ungemein großer und genauer Materialkenntnis zeugende Bearbeitung verfolgt das Erscheinen der Arbeiterfrage in der ungarländischen Publizistik. Bereits vor dem Ausgleich wird mit der Publikation der »Arbeiter-Lebensbilder« begonnen, ein Zeichen, daß auch die bürgerliche Presse der Hauptstadt sich genötigt sieht, vom Massenelend, von den trostlosen Wohnungs- und Ernährungsverhältnissen der Proletarier Kenntnis zu nehmen. Mit den sozialen Fragen befaßt sich — auf entwickelterer Stufe — die wirtschaftliche Fachpresse jener Zeit, in erster Linie das Blatt »Magyarország Anyagi Érdekei« (Die materiellen Interessen Ungarns), das nach 1867 auch dem Problembereich der ungarländischen Arbeiterfrage großen Platz einräumte. Hauptsächlich dieses Blatt orientierte die ungarische öffentliche Meinung über die Entfaltung der sozialistischen Arbeiterbewegung in Europa, über die Konstituierung und die Tätigkeit der internationalen Arbeiter-Assoziation.

Im weiteren entwirft der Verfasser ein Bild der Herausbildung, der Differenzierung, der Formierung der achtundvierziger Opposition zu einer Partei, womit eine alte Schuld der ungarischen Geschichtsliteratur getilgt wird. Beachtenswert ist die Fest-

stellung, daß der Ausgleich die achtundvierziger bürgerliche Linke in totaler Unorganisiertheit vorfand, die Ausgestaltung ihres Programmes — und innerhalb desselben ihr Standpunkt den Massenbewegungen gegenüber — wurde erst in den Jahren 1867 bis 1874 formuliert.

Die Aufmerksamkeit der Opposition wurde nach 1867 vom Kampf gegen den Ausgleich in Anspruch genommen, und so ist es kein Zufall, daß die Schulze-Delitzschschen Ideen in erster Linie nicht bei den Anhängern der achtundvierziger Linken günstig aufgenommen wurden, sondern bei den Vertretern des sich um den (den Ausgleich unterstützenden) Ungarischen Landes-Gewerbeverein scharenden liberalen Bürgertums. Die Studie zeigt die Verbindungen des auf der Basis der »Selbsthilfe« stehenden, im Jahre 1868 gegründeten Pest-Budaer Arbeitervereines zum liberalen Bürgertum sowie zu einigen hervorragenden Vertretern der achtundvierziger Linken. Mit neuen Daten wird die Tätigkeit des großen Romanschriftstellers Maurus Jókai in der erwähnten Organisation beleuchtet und dargelegt, welchen Einfluß das Zusammentreffen mit der Arbeiterbewegung auf die weitere Entfaltung der Persönlichkeit Jókais hatte.

Die gegenseitige Annäherung zwischen achtundvierziger Linken und Arbeiterbewegung untersuchend, verweist Gábor G. Kemény darauf, daß der aktivste Abschnitt dieser Verbindungen in die Jahre von 1869 bis 1872 fällt. Die Vertreter der achtundvierziger Linken unterstützten gerne die bürgerlich demokratischen Bestrebungen der Arbeiterbewegung und nahmen im Jahre 1872 auch die Forderung des allgemeinen Wahlrechts in ihr Programm auf. Der Ausbau engerer, über die Sympathiekundgebungen hinausgehender Verbindungen wurde von ihr jedoch nicht gebilligt. So wurde es dem betagten Revolutionär, Mihály Táncsics verübelt, daß er den Vorsitz im sozialistischen Allgemeinen Arbeiterverein übernahm. Während der Präsidentschaft Táncsics' im Allgemeinen Arbeiterverein wurde die Verbindung der beiden politischen Organisationen nicht nur nicht enger, sondern sie lockerte

sich sogar: Táncsics wurde von den Vertretern der achtundvierziger Linken isoliert.

Der Verfasser beweist mit zahlreichen Daten, daß die Zusammenarbeit trotzdem auch während der Präsidentschaft Táncsics' und danach nicht abriß. Die Blätter der achtundvierziger Linken befaßten sich auch weiterhin mit warmer Sympathie mit dem Arbeiterverein und unterstützten den Kampf der Proletarier um die demokratischen Freiheitsrechte.

Aus der Studie wird aber ersichtlich, daß sich neben den positiven Wirkungen der Zusammenarbeit auch ihre Schattenseiten zeigten: unter dem Einfluß dieser Verbindungen sind auch mehrere der sozialistischen Führer — in erster Linie Antal Ihrlinger — selbst auf den Boden der bürgerlichen Anschauung abgerutscht. Das politische Bündnis mit der extremen Linken hat — wie Gábor G. Kemény beweist — in den Reihen der Arbeiterbewegung Verwirrung hervorgerufen, was zur Gründung einer Gegenorganisation — des Arbeiter-Bildungsvereines — geführt hat.

Bei Behandlung der weiteren Ereignisse betont Gábor G. Kemény nicht genügend entschieden den prinzipiellen Standpunkt der achtundvierziger Linken und jene Grenzen, bis zu welchen sie geneigt war, die frühe Arbeiterbewegung zu unterstützen. Bei Besprechung der Epoche des französisch-preußischen Krieges und der Pariser Kommune, oder bei der Bewertung der in Verbindung mit dem Hochverratsprozeß im Parlament eingebrachten Interpellationen hebt der Verfasser nur die zweifellos vorhan-

denen positiven Züge hervor, und verweist nicht darauf, daß diese Sympathiebekundungen auch sehr starke Schranken hatten. Die Zusammenarbeit mit den Arbeiter- und Bauernbewegungen war bei den Politikern der achtundvierziger Linken kein Selbstzweck. Es kann nicht bestritten werden, daß diese demokratischen Gruppen — was auch natürlich ist — um den Besitz der Macht, um die Schaffung eines demokratischen Ungarn gekämpft haben und hierzu Verbündete in den Reihen der Arbeiterbewegung in Ungarn gesucht haben, ebenso, wie die republikanische Bourgeoisie in Frankreich.

Doch im Jahre 1874 trennten sich die Wege der achtundvierziger Linken und der Arbeiterbewegung. Erstere verschob sich nach rechts — sie verwarf im Jahre 1874 auch die Forderung des allgemeinen Wahlrechts — und schuf mit dem rechten Flügel eine einheitliche Partei. Die Arbeiterbewegung hingegen tat auf dem Wege zur Schaffung einer selbständigen Proletarierpartei einen Schritt vorwärts.

Sämtliche Studien des Bandes sind gedankenreich, gut redigiert und bieten eine interessante Lektüre. Viele bisher unbekannte Daten werden in diesen ans Tageslicht gebracht, viele neue Zusammenhänge beleuchtet. Große Bedeutung hat der Band auch aus dem Gesichtspunkt, daß er mit der Skizzierung von Problemen, mit einigen anfechtbaren Behauptungen, der Aufzählung einer ganzen Reihe von Fragen zu weiterer Erschließung der Epoche der I. Internationale anspornt.

E. S. VINCZE

Démographie historique de la Hongrie. Population de la Hongrie depuis la conquête arpadienne jusqu'en 1949.

Ouvrage rédigé sous la direction de József Kovacsics

Budapest, Közgazdasági és Jogi Kiadó, 1963. 442 pp. 10 tabl.

Ne serait-ce que par son aspect extérieur, ce volume d'études paru en 1963 sous la direction de J. Kovacsics rappelle celui qui, en 1960, avait été mis sous presse par les soins du même spécialiste et qui s'intitulait

«Les sources de la statistique historique». Reliés en vert, ces deux livres s'inscrivent dans un programme fort intéressant qui méritent d'être relevés — selon nos récents expériences sous ce rapport — comme une en-

treprise accueillie même sur le plan international avec un grand intérêt et appréciation, entreprise se proposant l'élaboration méthodique des phénomènes historiques susceptibles d'être appréhendés par la statistique, notamment au moyen d'une coopération étroite entre historiens et statisticiens. Après l'élaboration et l'analyse des sources hongroises de la statistique historique qui constitue la base même de l'entreprise, l'attention s'est tout naturellement portée sur le domaine classique de la statistique, la démographie, et en tant que première expérience il fut décidé de broser un tableau d'ensemble du développement démographique de la Hongrie pour une période de plus de mille ans en utilisant à la fois les méthodes propres aux historiens et aux statisticiens.

La tâche fut loin d'être simple, car pour trois des cinq périodes étudiées la documentation de base nécessaire à l'étude statistique fait entièrement défaut: on ignorait alors le nombre de la population. En ce qui concerne la quatrième période (1711—1867), on dispose d'une abondante documentation, y compris les résultats du premier recensement méthodique de l'histoire hongroise; cependant, la confrontation des groupes de données constitués sur des bases et selon des méthodes différentes, des types de sources créés par les besoins les plus divers, suscita nombre de problèmes sérieux. Ce n'est que l'époque d'après 1867, qui vit l'essor de la statistique bourgeoise moderne, qui fournit des chiffres statistiques détaillés, comparables sur le plan national parce que constitués sur une base homogène. On pense ici en premier lieu aux neuf recensements ayant eu lieu entre 1869 et 1949. Eu égard à cet état de choses, le directeur de la publication a confié la mise au point des trois premières époques à des historiens, tandis que les deux dernières ont été traitées par des statisticiens. Le principe en lui-même était judicieux, et on ne peut que regretter qu'il n'ait pas abouti à tous les résultats escomptés.

Dans chacune des trois périodes qu'ils avaient à traiter, les historiens co-auteurs de ce volume, obligés d'exposer et d'analyser

sans l'appui de sources statistiques donnant les chiffres démographiques, durent partir d'une source concernant un territoire restreint dont même le chiffre de population était inconnu pour procéder à des déductions qui leur permettraient de conclure d'abord du total de la population de ce territoire, pour passer ensuite à des chiffres relatifs à des territoires plus importants et finalement au nombre probable des habitants du pays entier. Il est évident que plus les sources servant de base aux recherches sont pauvres et laconiques, plus la tâche du spécialiste est ardue et plus ses conclusions quant au chiffre de la population sont sujettes à caution.

Parmi les trois études basées sur cette méthode, c'est certainement celle de Gy. Györffy, consacrée à l'époque allant de la conquête arpadienne jusqu'au milieu du XIV^e siècle qui eut à surmonter les problèmes les plus difficiles. Les sources auxquelles il a eu recours furent: une donnée de Djaihani datant de 870 qui signale que le suzerain des Hongrois partit en guerre à la tête de ses 20 000 cavaliers; les chiffres de foyers de quelques agglomérations sous le règne du roi; les revenus épiscopaux en espèces, tels qu'ils figurent dans l'état général de la fortune du roi Béla III; enfin les registres des dîmes papales datant du début du XIV^e siècle et se rapportant déjà sans aucun doute à des territoires étendus. C'est sur la base de ces sources fort hétérogènes que Györffy procède à l'évaluation du nombre des habitants du pays, notamment en utilisant des barèmes ingénieux (quoique parfois discutables) selon les types de sources. Ainsi, selon son estimation, le nombre des habitants du pays fut au début environ 600 000, dont 200 000 se recrutèrent parmi une population autochtone, en premier lieu slave, ce nombre monte dans la suite à 1 million, pour passer, sous le règne de Béla III à un nombre oscillant entre 1 800 000 et 2 000 000; après l'invasion des Mongols, qui fit sans doute périr 50% de cette population, ce chiffre se rétablit à son niveau antérieur dans le premier quart du XIV^e siècle. Si ces estimations — et en particulier leur généralisation pour l'ensemble

du pays — nous semblent discutables (sans que cela modifie essentiellement le tableau d'ensemble qu'à la fin on obtiendrait), il n'en reste pas moins que Györffy a le grand mérite d'avoir élaboré une base et une méthode sans lesquelles ces problèmes ne pourraient même pas être abordés.

En vue de déterminer les chiffres démographiques d'entre 1330 et 1526, I. Szabó, auteur de la deuxième étude, s'est proposé d'analyser de façon systématique et approfondie le recensement des portes et fenêtres qui avait été décrété pour tout le pays dans les années 1494—95. Pour ce qui est des 150 ans précédents, il se montre extrêmement prudent; il énumère les facteurs qui entravèrent l'accroissement de la population (épidémies, guerres, disettes), bien que les effets de ceux-ci ne se prêtent pas à une évaluation numérique. Et tout en soulignant que les quelques données qui nous restent de cette époque ne permettent pas de tirer de conclusions générales pour le pays entier, il estime que les facteurs en question expliquent suffisamment pourquoi, malgré l'immigration incessante d'éléments ethniques étrangers, le chiffre établi par Györffy pour 1330 ne s'accrut jusqu'à la fin du XV^e siècle que de 1,5 à 2 millions. Après avoir reconstitué l'effectif probable des couches de la population touchées par le recensement des portes et fenêtres et celles qui y avaient échappé (24 000 personnes) se fondant sur des recherches étendues et complexes en matière d'histoire économique et sociale (recherches qui équivalent parfois à de petites études particulières offrant nombreuses observations importantes), l'auteur procède à l'évaluation du nombre des habitants du pays à la fin du XV^e siècle. Le chiffre indiqué par lui est de 3,5 à 4 millions, dont un peu plus de 3 millions de serfs et de colons (avec certaines rectifications), 100 000 nobles à une tenure, 50 000 seigneurs terriens, 50 à 55 000 Sicules, 70 000 Saxons, 25 000 Iazyghes. Le nombre des citadins est évalué à 80 000, chiffre qui semble être trop bas si l'on tient compte non seulement des habitants des villes royales libres, mais aussi de la population des bourgades considérée

probablement comme appartenant à la couche des serfs.

Étudiant la démographie du pays qui était alors divisé en trois parties, I. Bakács avait à sa disposition des sources plus éloquentes que les auteurs précédents, encore que leur utilisation — vu leur caractère différant selon les trois parties — suscitât nombre de difficultés. Les sources les plus importantes de cette époque sont fournies par les rôles de contributions sur le territoire de la Hongrie royale. Bakács insiste avec raison sur les limites de leur utilisation du point de vue démographique; en effet, la notion de foyer, portes et fenêtres était sujette à des modifications continuelles et, partant, le nombre des contribuables variait; par ailleurs, les registres de dîmes ne s'appliquaient qu'aux producteurs agricoles qui dépendaient de conditions variables; ainsi, la décadence de l'agriculture à cette époque rend-elle la valeur démographique de ces sources fort précaire. Les sources les plus sûres sont, d'après Bakács, les livres terriers, quoique là encore il faille tenir compte de leur caractère accidentel et de leur dispersion territoriale. Malgré cette difficulté, l'auteur choisit de s'appuyer en premier lieu sur ces livres terriers, et procède de la manière suivante: à partir du nombre des familles indiqué pour une commune et comptant cinq membres par famille, il calcule, d'une part la densité de la population du territoire donné, puis, en généralisant et se fondant sur l'hypothèse que la densité est égale dans le comitat entier, il calcule le nombre de la population du comitat par rapport à ce qu'il était dans l'année 1900; — d'autre part, prenant pour point de départ les chiffres de population de l'année 1900, ou de l'année 1784, pour le groupe de communes considéré et les rapportant à l'époque du livre-terrier, y appliquant ensuite le taux de l'accroissement démographique à l'ensemble du comitat à l'époque étudiée. Que, malgré son caractère hypothétique, cette méthode soit pour l'essentiel correcte, cela ressort de la différence relativement peu importante des quotients d'accroissements calculés par les deux méthodes. De

cette manière Bakács constate pour la population des domaines de la couronne, entre 1570 et 1640, un accroissement de 893 000 à 1 230 000 âmes, chiffre qui, à son avis, n'est pas sensiblement modifié par celui de la population qui n'était pas enregistrée dans les livres terriers. Se fondant sur des essais de détermination à partir des defters du XVI^e siècle dont l'étendue territoriale est fort difficile aujourd'hui de préciser, il estime que la population de ces régions qui étaient alors soumises aux Turcs peut être évaluée à un chiffre variant de 350 000 à 440 000 habitants. Pour le XVII^e siècle, l'auteur considère que toute estimation serait hasardeuse. Dans le cas du Partium, et surtout dans celui de la Transylvanie, il est également obligé d'appliquer des méthodes d'évaluation fort globales, car la transformation de la division administrative de territoire de la Transylvanie au cours des XVIII^e—XIX^e siècles ne permet plus aujourd'hui de définir leurs limites d'antan; le chiffre de la population est estimé ici à 700 000 habitants à la fin du XVI^e siècle, par rapport au 425 000 de la fin du XV^e siècle. L'auteur pense que ce chiffre ne se modifia pas jusqu'à la fin du XVII^e siècle, car les pertes humaines dues aux exactions des envahisseurs turcs furent compensées par l'immigration roumaine. Ainsi, finalement Bakács évalue le chiffre de la population de la Hongrie libérée de l'occupation ottomane à la fin du XVII^e siècle à 2,5 ou 3 millions d'habitants.

A l'encontre des auteurs des trois premières parties du volume, B. Pápai, auteur de la quatrième étude consacrée à la période allant de 1711 à 1869 avait à sa disposition non seulement des recensements réguliers pour le pays entier, mais encore d'autres sources chiffrées (livres terriers d'Etat et seigneuriaux, etc.) permettant de contrôler les données des recensements. Malgré cela, l'auteur s'est contenté pour l'essentiel d'utiliser les indications offertes par le recensement national effectué entre 1715 et 1720, les recensements prescrits par Joseph II, les relevés établis entre 1804 et 1848 pour l'ensemble de la population roturière et, dans une mesure moindre, le recensement de

1869. Il en a étudié les résultats groupés selon quatre questions principales (chiffre de la population, densité de la population, systèmes d'agglomération, couches sociales) dans 9 unités régionales déterminées par lui; ils complètent parfois son enquête par des données relatives à la répartition par sexes et âges. Si en principe sa méthode (et les remarques faites à la page 201 qui résument clairement le processus) sont tout à fait acceptables, leur application dans la pratique l'est beaucoup moins. Pápai, à la différence des autres auteurs, non seulement laisse de côté la Transylvanie, mais ne tente même pas de fournir une explication de cette singulière omission qui fait que la base commune des recherches dont ce volume témoigne se trouve sérieusement compromise, et ceci pour une des époques les plus importantes de l'histoire. (Notons qu'il ne saurait même pas alléguer d'une absence de sources puisqu'existe l'ouvrage fondamental de Trócsányi paru dans les séries des sources statistiques de l'histoire.) Faute de place, nous ne pouvons faire état des reproches que l'on peut adresser à l'auteur et les motiver en détail. Il suffit de renvoyer en général à son style prolige, à l'exposition trop détaillée de problèmes historiques pour lesquels il aurait suffi de signaler les ouvrages qui y sont relatifs (l'idée d'appuyer les conclusions d'ordre statistique par des arguments historiographiques est en soi-même tout à fait juste, et on ne peut que regretter que l'application en ait abouti à des résultats si peu satisfaisants). De plus l'auteur n'arrive pas toujours à éviter la confusion, la simplification déplacée et l'emploi d'une terminologie inexacte, — autant de facteurs qui finissent par diminuer la valeur de son étude par ailleurs intéressante. L'étude a une longueur égale à celle de l'ensemble des trois études précédentes.

L'auteur de la dernière partie du volume a rédigé une étude dont l'ampleur est égale au total des quatre premières parties; de surcroît, il s'est trouvé dans une situation nettement plus favorable en ce qui concerne les matériaux statistiques détaillés existant pour l'époque traitée. La richesse des maté-

riaux aurait facilement pu tenter un auteur de traiter son sujet de manière trop détaillée et minutieuse. Ce ne fut pas le cas pour *L. Thirring*. Sa grande expérience de ce genre de travail, son esprit d'économie et de sobriété rédactionnelle lui ont permis de mettre en équilibre sa vaste matière et l'étendue du volume. Son étude traitant de l'histoire démographique de la Hongrie entre 1869 et 1949 se contente de retracer et d'analyser les problèmes fondamentaux de ces 80 années (nombre et accroissement de la population, sa répartition territoriale eu égard, d'une part, à la modification du réseau des agglomérations, et d'autre part à la tendance de plus en plus marquée à l'urbanisation et à la différence de plus en plus nette des conditions existant au centre et dans la périphérie des agglomérations, variations dans la composition de la population selon les sexes, les situations de famille et leur importance, nombre des enfants, appartenances linguistiques, culture générale, salariés et personnes à charge, métiers et conditions de travail, et enfin l'évolution de la division en classes et ses rapports avec les facteurs démographiques). Ses explications aussi substantielles que rigoureuses et claires, la présentation exacte des facteurs qui sont venus modifier le cours de l'évolution, ont un double effet; elles épargnent des recherches fastidieuses aux historiens ne connaissant les problèmes que dans leurs grandes lignes, et aussi peuvent leur donner nombre d'idées et d'impulsions. Ainsi, l'auteur démontre uniquement par l'analyse des facteurs démographiques que l'extension de Budapest qui, pendant longtemps, avait été considérée comme étant anormale était en fait une conséquence et une manière d'exutoire aux très fortes contradictions sociales que l'évolution économico-sociale du pays n'avait pas tardé à exaspérer. En effet, pendant 30 ans, la capitale grandissante a remplacé l'Amérique pour les indigents qui désertaient leurs campagnes natales. Il est dommage que l'auteur n'entreprenne pas lui-même d'établir des rapports entre ses analyses statistiques si lucides et les facteurs plus lointains de l'évolution historique.

Dans son étude d'introduction, *J. Kovacsics*, qui dirigea la rédaction de ce volume, aborde le problème en premier lieu du point de vue historique. La présentation des sources hongroises pouvant être utilisées par la démographie est fort instructive, de même que le tableau résumant les questions des recensements de l'ère bourgeoise et les explications dont il les accompagne. (On ne comprend toutefois pas pourquoi il omet entièrement de mentionner parmi les sources de la démographie historique les livres d'état-civil dont le dépouillement a d'ores et déjà donné des résultats sinon entièrement satisfaisants, du moins non entièrement négligeables.) Quant à ses considérations théoriques, nous nous contenterons seulement d'ajouter que la critique des sources ne saurait se limiter à l'étude des caractéristiques formelles, mais qu'elle doit considérer la source en question dans ses rapports avec l'époque historique, et ceci d'autant plus que la source en elle-même est défectueuse (le meilleur exemple en a été fourni dans ce volume par l'étude d'I. Szabó). En effet, et ainsi que nous l'avons mentionnée par ailleurs, ce n'est pas du fait de l'utilisation des méthodes de la statistique historique que l'histoire devient une science objective; et l'analyse statistique la plus soignée n'aboutit à la reconstitution de la réalité historique que si elle est en accord avec les lois de l'histoire.

La critique la plus sérieuse que l'on peut adresser à l'étude de Kovacsics a trait à l'absence d'une exposition des méthodes statistiques de la démographie historique. En effet, c'était au directeur de la rédaction du volume de parler des méthodes démographiques-statistiques modernes nécessaires à l'utilisation et à la meilleure exploitation des sources statistiques historiques qui sont énumérées si minutieusement dans cette étude; c'était à lui de dire dans quelle mesure et entre quelles limites elles peuvent être employées à la solution de problèmes d'histoire. Vu l'absence pendant de longs siècles de tout recensement général de la population et considérant les efforts des historiens pour combler cette lacune, on aurait aimé entendre

l'opinion du statisticien qui, précisément, nous dirait comment on peut procéder au prélèvement d'une statistique-témoin et quelle méthode on peut suivre pour l'appliquer aux sources historiques.

Ainsi, il apparaît que les historiens, co-auteurs de ce volume ont été obligés de travailler plus ou moins seuls — ce qui n'a du reste porté aucun préjudice à leur travail — mais ceci rend d'autant plus sensible l'absence de l'exposition des problèmes méthodologiques dans l'article du directeur de la rédaction de l'ouvrage.

Malgré ses lacunes et ses inégalités plus ou moins grandes, la Démographie historique de la Hongrie est un ouvrage utile et

nécessaire. Qu'ils soient caractérisés par des problèmes soulevés et demandant encore à être résolus, par des résultats définitivement acquis ou par une tendance à résumer les problèmes historiques et méthodologiques qui se présentent en grand nombre à leur suite, ces articles rendent un service important aux recherches démographiques ultérieures, tout aussi bien qu'à éveiller l'intérêt aux problèmes surgis en connexion du développement spécifique en Hongrie et à diriger cet intérêt dans une tendance conforme aux exigences. Les deux volumes parus nous autorisent à attendre avec intérêt d'autres ouvrages de même genre sur la statistique historique.

K. Vörös

К. Сакач: Аграрная политика коммунистической партии в 1920—1930 гг.

Budapest, Kossuth Kiadó, 1961. 175 pp.

К сожалению, наша историография не изобилует историческими трудами, посвященными в монографическом виде отдельным значительным периодам или областям истории и политики нелегальной коммунистической партии, делая результаты исследований доступными источниками и читателям. Поэтому обобщающие издания Института Истории Партии имеют большое значение, они во многих отношениях способствуют развитию очищенного от субъективизма марксистского понимания истории, указывая в то же время дорогу дальнейшим исследованиям по отношению тематики и направления.

Известно, что аграрный вопрос и политическая позиция крестьянства принадлежат к числу ключевых проблем политического и общественного развития новейшей истории Венгрии. Политическая роль различных слоёв крестьянства, а также возникающие в их среде противоположные тенденции и различные противоречия никогда не являются независимыми от взаимосвязи аграрной структуры и существующей политической власти, от характера

власти и изменений исторической обстановки.

Книга К. Сакача анализирует этот сложный процесс в первое десятилетие контрреволюционного хортистского режима и обогащая наши знания новыми данными, анализирует реальные возможности решения аграрного вопроса в Венгрии. «Возможны два пути преобразования: аграрная реформа и аграрная революция — устанавливает автор. Когда и который из двух путей может быть поставлен на повестку дня, зависит от двух факторов: от степени капиталистической развития аграрных отношений и базирующихся на ней классовых отношений. В Венгрии в это время из двух методов преобразования метод аграрной реформы стоял без сомнения ближе к крестьянству, ибо ослабить деревенский базис хортистского режима возможно было больше всего лозунгами последнего.» (стр. 51.)

В первой части книги автор многосторонне и обоснованно показывает данный процесс. Правда, общие черты во многом подходят и для целого изучаемого периода

но общая картина стала бы еще полнее, если бы автор, с одной стороны, останавливался более подробно на тактике правящих классов против крестьянства после разгрома руководимой коммунистами Социалистической Рабочей Партии Венгрии (СРПВ), с другой же стороны показывал и компоненты взаимоотношений отдельных крестьянских слоёв, а также политических изменений, происшедших в отдельных слоях в 1925—1927 гг.

Автор подробно занимается вопросами политического развития деревенской бедноты и её отношений к рабочему классу, учитывая, что в различных частях страны развивающееся по прусскому пути сельское хозяйство проявляет и различные черты. В то же время, хотя и не хватает источников, разработка общественного и политического положения среднего и зажиточного крестьянства отнесается на второй план больше, чем это обосновано. Несмотря на это, работа рисует пластическую картину перед читателем: невероятно тяжёлый гнёт крупных землевладений, кризис прусского пути, все его последствия на судьбу крестьян. Автор с полным правом приходит к выводу, что развитие могло осуществиться лишь путем разгрома системы крупного землевладения.

Монография, правильно, анализирует аграрную политику партии в тесном контакте с общей политикой партии, и устанавливает новые взаимосвязи между общей политической линией и аграрной политикой партии с помощью более тщательного изучения уже известных, а также привлечения неизвестных документов. Исследуя стратегическую цель коммунистов автор устанавливает, что после консолидации фашизма в Венгрии условием дальнейшего развития, на основе борьбы против фашизма, стало осуществление демократической диктатуры рабочих и крестьян. Поэтому стало необходимым, чтобы правильная до тех пор стратегическая цель — непосредственное осуществление пролетарской революции — была снята с повестки дня. В отличие от до сих пор довольно общего мнения, Сакач убедительно доказывает, что

«в 1925—1926 гг. в партии выступала на передний план концепция демократической диктатуры». (Стр. 81.) По его мнению причиной этому служило то обстоятельство, что «легальная борьба СРПВ за демократическую диктатуру рабочих и крестьян оказала воздействие также на нелегальную работу коммунистов, и ввиду того, что такая концепция поддерживалась и внутри партии, стратегическая цель непосредственной пролетарской революции была и там отнесена на задний план.» (Там же.) К этому можно добавить, что во многих отношениях мы можем говорить о взаимном влиянии. Коммунисты сыграли значительную роль в разработке программы действия при создании СРПВ, в разработке программы кампании разоблачения во время скандала со франком (его подделка), в разработке аграрной программы СРПВ в марте 1926 года и в разработке программы действия кампании за создание республики, проведенной в конце 1926 года. Все эти программы создавались в духе демократической диктатуры рабочих и крестьян. Многие статьи принципиального значения, опубликованные в теоретическом журнале Коммунистической Партии Венгрии (КПВ) «Уй Марциуш» (Новый Март), указывают также в этом направлении.

Монография К. Сакача является первым историческим трудом, выступающим с претензией следить за развитием аграрной политики партии в этот период, а также за изменениями, возникшими противоречиями, их причинами и усилиями для практического проведения аграрной политики. Своим марксистским методом он вскрывает связи, с помощью которых ему удаётся избежать схематизма, односторонности, упрощений.

Автор правдиво подчёркивает те моменты периода, предшествовавшего I конгрессу КПВ, которые характеризуют усилия — правда, не лишённые противоречий —, направленные на коррекцию ошибок, совершенных в крестьянской политике во время Венгерской Советской Республики. В то же время он указывает также на обстоятельства и трудности, возникшие вслед-

ствие того, что Коминтерн также не смог оказать конкретной помощи, за исключением главных и общих принципов, последующих в аграрной политике. Автор указывает на то, что в это время научная разработка сложных аграрных отношений было еще делом будущего, и что партия работала в самом глубоком подполье.

Автор многосторонне характеризует I конгресс КПВ. Хотя оценивает принятую здесь стратегическую цель отрицательнее заслуженного, но по существу правильно оценивает противоречие в аграрной политике, выражавшееся в рядах КПВ в трактовке соотношений аграрной революции и аграрной реформы (согласно которому аграрная революция связывалась с пролетарской революцией). Особенно важным является обоснованное установление автора о том, что «... конгресс ... помимо противоречий между трудом и капиталом придавал исключительно большое значение противоречию крестьянства и крупного землевладения» (55. стр.) и что конгресс считал необходимым «извлечь крестьянство в общем и особенно его пролетарские и полупролетарские, а также мелкособственнические элементы из-под влияния объединившихся в финансовый капитал крупного землевладения и крупноиндустриального капитала, а также джентри, интеллигенции и зажиточного крестьянства, и привлечь их на сторону революционной борьбы». (Там же.) Кажется, было бы уместным сослаться в связи с этим также на статью журнала «Уй Маршнуш», вышедшего после конгресса, анализирующую данную задачу. Автор точно и подробно знакомит читателя с требованиями крестьянства, занимает определенную позицию по ним и подчеркивает, что партия стремилась к созданию организационных форм крестьянского движения. Заслуживает внимания описание переговоров с Михайем Карольи, способствовавших его политическому развитию. Кроме того автор обращает внимание читателей на некоторые весьма важные, до сих пор неизвестные или еще известные факты. Так, с одной стороны, он публикует данные относительно требований, выдвинутых

партией в интересах мелких и мельчайших сельских хозяев, с другой — относительно того, что партия считала необходимым, чтобы коммунисты работали также в союзах, руководимых буржуазией, и чтобы партия непосредственно или косвенно, через посредство СРПВ, но создало единство действия с крестьянскими партиями и другими организациями в интересах достижения конкретных целей.

В третьей главе своей книги автор с исключительной осмотрительностью, интересно и убедительно анализирует и показывает аграрную программу СРПВ. Со стороны метода и обоснованности выводов она является одной из наиболее удачных глав книги. Можно вполне согласиться с автором в том, что выдвинутая в программе радикальная земельная реформа в своём конечном итоге стояло недалеко от аграрной революции. Аграрная программа была построена на концепции демократической диктатуры рабочего класса и крестьянства. «И поныне существующие, актуальные, жгучие задачи неначатой буржуазной революции — гласит в программе — оставили у нас для последующего за буржуазией единственного революционного класса, для рабочего класса, более тяжкое наследие, чем где-либо в другой стране. ... Только рабочий класс способен в силу своего классового положения принять на себя буржуазное наследие борьбы против феодализма, только он способен в силу своих классовых интересов осуществить цели буржуазной революции — против буржуазии» (За новую аграрную реформу. Временная аграрная реформа СРПВ. Изд. СРПВ. Будапешт, 1926. стр. 37. — На венгерском языке.) Для рабочего класса — указывается в программе — буржуазная демократия (подразумевается в самом деле диктатура рабочего класса и крестьянства) является предпосылкой своего освобождения, буржуазная же демократия означает борьбу против пережитков феодализма, которая становится в теперешний отрезок времени одной из главных задач рабочего класса через которую можно реализовать союз рабочих и крестьян и без которой «... рабо-

чий класс ... не может покончить с единой реакцией буржуазии и землевладельцев». Самым главным оружием ниспровержения существующего строя считался союз трудящихся города и деревни. Ниспровержение существующего строя даст возможность сформировать правительство, способное, как выразитель новой власти, создать условия для перехода к социализму и вопреки воли класса крупных землевладельцев и крупной буржуазии. В программе отражалось, что партия считалась с тем, что крестьянство еще не созрело до выступления за диктатуру пролетариата. К этому можно добавить, что переходные требования — дополнявшие и обосновавшие главные требования — указывали также, что партия считала земельную реформу осуществимой в более длительные этапы действия, в такой период революционного процесса, когда государство компенсирует владельцев крупных земельных площадей нефеодалного происхождения путём обложения крупных капиталистов налогом.

В дальнейшем автор исследует с привлечением значительного архивного материала влияние СРПВ среди масс и даёт оценку работы партии, проделанной во время парламентских выборов 1926 г.

Дается также более подробная, чем до сих пор картина о декабрьском пленуме КПВ в 1926 г. Хотя автор оценивает прежде всего решения относительно аграрной политики, он всё-таки рисует сравнительно охватывающую картину и полевание в политической линии и о его причинах. Нельзя сказать то же самое о части, занимающейся июльским пленумом 1928 года, где в оценке отдельных моментов политики партии сказывается некоторая неравномерность.

Подводя итоги к сделанным нами выше критическим замечаниям можно констатировать, что книга К. Сакача представляет собой современный марксистский труд и значительное достижение нашей исторической литературы.

Б. КИРШНЕР

*L. Kerekes : Anschluß 1938. Österreich und die internationale Diplomatie.
1933—1938*

Budapest, Akadémiai Kiadó, 1963. 407 pp.

Das Thema dieser Monographie: Österreich und die internationale Diplomatie von der Machtergreifung Hitlers in Deutschland bis zum erfolgten Anschluß — ist sehr spannend, die daraus gezogenen Lehren sind lebensnah. Dies kann auch nicht anders sein, wenn sich der Geschichtsforscher den verwickelten diplomatiegeschichtlichen Problemen der neuesten Zeit mit der Theorie und der Methode des Marxismus-Leninismus nähert, besonders wenn die Bearbeitung des Themas in einer solchen Frage den zum zweiten Weltkrieg führenden Prozeß beleuchtet, die mit der Geschichte Ungarns eng verbunden war und auf dessen Gestaltung — wenn auch natürlich nicht in entscheidendem Maße — die Bestrebungen der herrschenden Klassen des ungarischen gegen-

revolutionären Systems, seiner führenden Politiker ebenfalls von Einfluß waren.

Aus der Natur des Themas folgt, daß seine entsprechende Bearbeitung uns auch zu einem besseren Verständnis des zum zweiten Weltkrieg führenden *ganzen* Prozesses, zu seiner realen politischen Beurteilung verhilft. Zu gleicher Zeit bereichert die Monographie die internationale diplomatiegeschichtliche Literatur in dem Sinne, daß zur Beleuchtung des Themas das in Ungarn befindliche Quellenmaterial — das Schriftenmaterial des ungarischen Außenministeriums — beitragen kann.

Neben diesem grundlegenden Quellenmaterial — auch das Schriftenmaterial des Deutschen Zentralarchivs Potsdam benutzend — bearbeitet der Autor das infolge

des Zerfalls der Österreichisch-Ungarischen Monarchie entstandene Anschlußproblem in gründlicher Kenntnis der diplomatiegeschichtlichen Quellenausgaben, der im Ausland erschienenen wichtigsten Monographien, Studien, Memoiren, die das Thema behandeln bzw. mit anschneiden sowie des in Druck erschienenen Materials des Nürnberger Hauptkriegsverbrecherprozesses.

Diese Frage war eines der komplizierten, von vielen Seiten und in vielen Richtungen diskutierten Probleme der auf die Pariser Friedensverträge folgenden Epoche. Es ist dem Verfasser als Verdienst anzurechnen, daß er — jener falschen, ungeschichtlichen Einstellung gegenüber, die die seit 1918 zeitweise auftretenden Anschlußbestrebungen verschiedenen Inhalts nicht voneinander trennt, sondern dieselben für identisch hält — den abweichenden Charakter, Inhalt und die abweichende Funktion der in verschiedenen Zeitabschnitten auftretenden Anschlußvorstellungen aufzeigt. Nach dem Zusammenbruch und dem Zerfall der Donaumonarchie zweifelten viele an der Lebensfähigkeit des hauptsächlich infolge der Gebietsreduktion vor ungemein großen wirtschaftlichen Schwierigkeiten stehenden Österreichs und hielten den Anschluß an Deutschland für den gangbaren Weg.

Die Großdeutschen waren im Herbst 1918 für den Anschluß. Ein Teil des österreichischen Monopolkapitals war nämlich in der Beurteilung der Möglichkeit, daß Österreich unter den neuen Umständen seinen Macht- und wirtschaftlichen Einfluß in Mitteleuropa rückerobern könne, sehr skeptisch und suchte im Anschluß die Grundlage für eine gegenrevolutionäre Verbindung zwischen den monopolkapitalistischen und militaristischen Kreisen Deutschlands und Österreichs. Die ehemaligen Hofkreise, der hohe Klerus und das Offizierskorps, die katholische Aristokratie — Christlichsoziale und Legitimisten — waren zwar den Vorerwähnten ähnlich sehr antidemokratisch eingestellt, doch waren sie Anhänger der Idee der staatlichen Selbständigkeit, also gegen den Anschluß — in der Hoffnung, daß die Habsburger-Monarchie wiederhergestellt (oder mit Bayern eine süd-

deutsche katholische Monarchie geschaffen) werden könne. Die Sozialdemokratische Partei, deren Grundkonzept früher die Umgestaltung der Donaumonarchie in eine demokratische und republikanische Föderation war und die nun in Österreich am Ruder war, suchte im Anschluß, solange die revolutionäre Welle anhielt — mit Recht — die Möglichkeit, das revolutionäre Proletariat und die demokratischen Kräfte Deutschlands und Österreichs gegen die Gegenrevolution zu verbinden.

Im Frühjahr 1919 sind dann die siegreichen Großmächte dazwischengetreten und Österreich mußte sich im Friedensvertrag verpflichten, seine staatliche Selbständigkeit zu bewahren, und die deutsche Regierung wurde ebenfalls verpflichtet, den auf den Anschluß Österreichs bezüglichen Teil der Weimarer Verfassung zu streichen.

In den Jahren 1922—1932 war in Österreich größtenteils die Regierungskoalition der Christlichsozialen und der Großdeutschen an der Macht. In diesem Jahrzehnt erscheint der Anschluß nicht als reale Möglichkeit: sowohl die innenpolitischen Verhältnisse (Christlichsoziale, Legitimisten) wie die internationale Lage (Frankreich und die Kleine Entente) waren dagegen. Die Vorbedingung der durch das Großkapital und mit seinen Methoden mit ausländischer Hilfe durchgeführten wirtschaftlichen Stabilisierung bildeten konsolidierte Verhältnisse. Die Bedingung für die internationale Wirtschaftshilfe war die endgültige Regelung der staatsrechtlichen Lage des Landes. Die siegreichen Großmächte wünschten *auch* durch die Erhaltung Österreichs als eines Pufferstaates ihre Machtpositionen in Mitteleuropa zu sichern. Deshalb wurde im Oktober 1922 im Genfer Protokoll festgelegt, daß Österreich für zwanzig Jahre seine staatliche Unabhängigkeit aufrechterhält und jene wirtschaftlichen Maßnahmen ausarbeitet, die geeignet sind, Gleichgewicht im Staatshaushalt zu schaffen. Die Regierungen der Garantiemächte wieder verpflichteten sich, gemeinsam alle äußeren Umstände abzuwehren, die die Unabhängigkeit Österreichs gefährden könnten.

In dieser neuen Situation erschienen die Anschlußpläne und -bestrebungen notgedrungen mit total geändertem Inhalt, durch andere gesellschaftliche Kräfte vertreten. Der Sozialdemokratischen Partei war eine Vereinigung mit dem bürgerlichen Deutschland Hindenburgs nicht erwünscht — es gab keine unmittelbare sozialistische Perspektive mehr. Von da an »ging die Vertretung des Anschlußgedankens immer mehr in die Hände der interessierten Kreise des deutschen und österreichischen Großkapitals über« (S. 22).

In den zwanziger Jahren konnten die Anschlußbestrebungen nicht mehr mit aus demokratischen Überlegungen stammenden Anschlußwünschen gerechtfertigt werden. Dies hat das deutsche Monopolkapital erkannt und war nun bestrebt, die Vereinigung der beiden Staaten nicht durch offene politische und diplomatische Versuche, sondern durch sukzessives wirtschaftliches, politisches und ideologisches Eindringen vorzubereiten. Von dieser Zeit an erweitert sich der Einfluß des deutschen Großkapitals in Österreich, besonders in der Schwerindustrie. Auch das Zentrum der Anschlußpropaganda konzentriert sich um jene Großunternehmen, die zu deutschen Interessengemeinschaften gehören. Von der Mitte des Jahrzehnts an spielen in den deutschen wirtschaftlichen Expansionsplänen der Markt des benachbarten Österreichs und seine Naturschätze eine immer größere Rolle. Und von demselben Zeitpunkt an sprechen österreichische herrschende Kreise öfter von der Möglichkeit einer Zollunion zwischen Deutschland und Österreich. In Wien wird eine Volksbundesorganisation gegründet und ihr Blatt wird zum ideologischen Vorbereiter der späteren hitlerischen faschistischen Anschlußbestrebungen. Infolge des damit Hand in Hand zunehmenden Eindringens des deutschen Kapitals gelangt das deutsche Kapital 1928 in den wichtigsten österreichischen Industriezweigen an die erste Stelle.

Die politischen Erfolge der um diese Zeit in der Opposition befindlichen österreichischen Sozialdemokraten (Wahlen im Jahre 1924) orientieren die herrschenden Klassen in Richtung der außerparlamentari-

schen rechtsstehenden Kräfte, infolge der Krisenerscheinungen des parlamentarischen Regierens verstärken sich die Bestrebungen, sich auf die reaktionäre Heimwehr zu stützen, eine Politik der starken Hand, eine faschistische Diktatur zu schaffen. Inzwischen wurden im Jahre 1927 die Sozialdemokraten die stärkste Partei im Parlament.

Die konterrevolutionäre ungarische Regierung hat die Heimwehr im geheimen unterstützt; als jedoch die Tätigkeit und die außenpolitische Linie der Regierung Schober (die gegen die Kleine Entente gerichtete Politik) den Beifall sowohl der faschistischen italienischen als auch der ungarischen Regierung gewonnen hatte, wurden italienischer- und ungarischerseits die gegen die Regierung gerichteten Pläne der Heimwehr nicht gebilligt und abgewinkt.

Nachdem Gömbös an die Macht gelangt war, wurden im November 1932 in Rom von Mussolini und Gömbös die Grundlagen für eine gemeinsame Politik niedergelegt, um die Schaffung einer faschistischen Diktatur des Kanzlers Dollfuß zu fördern.

Als zur Zeit der Weltwirtschaftskrise der Plan einer Zollunion zwischen Deutschland und Österreich aufgeworfen wurde, entstand ein internationaler Sturm; die Franzosen trafen Zwangsmaßnahmen und durch das Urteil des Haager Internationalen Gerichtshofs waren die beiden Staaten genötigt, den Plan der Zollunion fallen zu lassen.

Die durch die Krise hervorgerufenen schweren wirtschaftlichen Probleme haben eine engere Zusammenarbeit zwischen Österreich, Italien und Ungarn gezeitigt. In bedeutendem Maße hat hierzu der Tardieu-Plan über die wirtschaftliche Organisation Mitteleuropas beigetragen; dieser hätte nämlich im Falle seiner Verwirklichung Italien aus Mitteleuropa verdrängt; die interessierten Regierungen haben also eine italienisch-österreichisch-ungarische wirtschaftliche Vereinbarung getroffen. Im Sommer 1932 entstand im parlamentarischen Leben Österreichs eine Krise. Das auf die parlamentarische Mehrheit der Christlichsozialen Partei aufgebaute politische System versagte und Bundeskanzler Dollfuß betrat den Weg, der

im Februar 1934 in Wien zur blutigen Niederschlagung der bürgerlichen Demokratie führte.

Nach der Machtergreifung Hitlers haben sich Charakter und Methoden der Anschlußbestrebungen geändert: »Sie waren schon jedweder nationaler Grundlage bar, nahmen den Charakter von Eroberungsplänen einer fremden Macht an; man sollte eher 'Annexion' sagen und nicht 'Anschluß', denn der erstere Ausdruck bedeutet der geschichtlichen Wahrheit entsprechend, daß die Einverleibung Österreichs ins Dritte Reich gegen den Willen und den Wunsch der Mehrheit des österreichischen Volkes mit brutaler Gewalt erfolgte, während man unter dem Ausdruck Anschluß eher einen freiwilligen Schritt verstehen kann.« (S. 54)

Lajos Kerekes zeigt dann sehr detailliert und interessant den 1938 zum Anschluß führenden Prozeß als ein sehr wichtiges Kettenglied der aggressiven Politik des deutschen Faschismus — dies ist der eigentliche Gegenstand des Buches —, hält aber stets die Gestaltung des Ganzen der internationalen Politik vor Augen.

Dieses Thema interessiert uns Ungarn auch deshalb sehr, und ist vom Gesichtspunkt der nuancierteren Ausarbeitung und des tieferen Verstehens der bezüglichen Epoche in der Geschichte Ungarns besonders fruchtbringend, da das geschichtliche Los der im Donaubecken eine Schlüsselposition einnehmenden Republik Österreich in der Epoche vor dem zweiten Weltkrieg die Lage und die politische Orientierung der Donauländer in sehr hohem Maße beeinflusste.

Die Monographie zeigt in geschichtlicher Zeitfolge in klarem strukturellem Aufbau bei plastischer Demonstration und Analyse der charakteristischsten Teile der wichtigsten diplomatischen Schriftstücke, wie sich die Gegensätze in der österreichischen Innenpolitik verschärften. Anschaulich wird uns vor Augen geführt, wie sich die internationale Lage Österreichs sukzessive — wenn auch nicht in ungebrochener gerader Linie — änderte, teils parallel mit der Außenpolitik, teils mit der Gestaltung der Innenpolitik Österreichs, welch letztere natürlich bei weitem nicht von der Linie der italienischen

und der ungarischen Außenpolitik unabhängig war. Der Verfasser verweist auf die Politik der faschistischen italienischen und der konterrevolutionären ungarischen Regierung, die dazu beitrug, daß die auch den Interessen dieser Länder kraß gegenüberstehenden und lange Zeit von der italienischen und der ungarischen Regierung auch abgelehnten Anschlußbestrebungen schließlich zurückschlügen und der Aggression Hitler-Deutschlands, seiner auf die Entfesselung eines Weltkrieges abzielenden Politik behilflich waren, natürlich im Rahmen des Kraftfeldes der »Beschwichtigungspolitik« der westlichen Großmächte und — im Gegensatz hierzu — der eine kollektive Sicherheit anstrebenden politischen Bestrebungen der Sowjetunion. So wird der wirkliche Charakter der Beschwichtigungspolitik und die Verantwortlichkeit der diese Politik betreibenden Mächte für den Anschluß klar hervorgehoben — und in weiterem Sinne ihre Verantwortung, daß sich die deutsche Aggression sozusagen unbehindert entfalten konnte.

Lajos Kerekes analysiert die ablehnende Haltung der entscheidenden Mehrheit der österreichischen Gesellschaft dem Anschluß gegenüber, verweist aber — und hier hätten wir gerne mehr gelesen — auf die Wirkung, die die Nazipropaganda auf die deklassierten Schichten der österreichischen Gesellschaft ausüben konnte. Plastisch werden uns die engstirnigen, tragischen und natürlich erfolglosen Abwehrmethoden der österreichischen herrschenden Klassen den Anschlußbestrebungen gegenüber vor Augen geführt, der Versuch, daß das sich auf den italienischen und ungarischen Faschismus stützende Österreich mit Hilfe des Regimes, das das italienische faschistische System auf die österreichische Gesellschaft anwendete, und mit der Verdrängung der demokratischen Kräfte Österreich in die Illegalität, den zum Anschluß strebenden inneren Kräften den Wind aus den Segeln nehme. Überzeugend entfaltet sich vor uns der unlösbare Widerspruch, der zwischen dem Kampf gegen den deutschen Faschismus und der Liquidierung der fortschrittlichen Kräfte und Bewegungen,

der Furcht, sich auf letztere zu stützen, bestand.

Unter solchen Umständen konnte dann auch der im Frühjahr 1934 abgeschlossene Dreimächtepakt von Rom den Anschlußbestrebungen des deutschen Faschismus gegenüber nur formell ein Hindernis bilden. Von da an wurde — wenn auch das Zustandekommen der »Stresaer Front« vorübergehend die Anschlußhoffnungen des deutschen Faschismus etwas dämpfte — infolge der Kombination des auf Österreich lastenden schweren deutschen außenpolitischen Drucks mit der im Inneren des Landes betriebenen Propaganda und Zersetzung der Bestand Österreichs zu einer simplen Folge der Gestaltung der internationalen Lage. So kam es dazu, daß — trotz der internationalen Politik der Sowjetunion und der anschließenden Versuche — die Unabhängigkeit Österreichs im Rahmen der Beschwichtigungspolitik der Westmächte aufgeopfert wurde.

Dieser Prozeß wird besonders im Rahmen der auf den im Juli 1936 abgeschlossenen Vertrag zwischen Deutschland und Österreich folgenden Geschehnisse sehr eingehend und interessant behandelt. Die Monographie erweitert und ergänzt nicht nur unsere Kenntnisse bezüglich der Geschichte Ungarns mit wertvollen und interessanten Hinweisen, sondern sie ist auch insofern bedeutend, daß sie die ungarische Geschichte der dreißiger Jahre breiter, die Zusammenhänge der internationalen Politik besser, konkreter in Betracht zieht.

Es soll angemerkt werden, daß unserer Ansicht nach der, wenn auch nur in Nuancen sich zeigende, aber zweifellos nicht unwesentliche Unterschied, der zwischen der Politik des totale faschistische Bestrebungen

verkörpernden Gömbös und des die Politik der geschichtlichen ungarischen herrschenden Klassen unmittelbar vertretenden Außenministers Kánya bestand, ein wenig verwischt wird. Dies beweist auch ein von Kerekes zitiertes Schriftstück des Außenministeriums, wonach der Außenminister im Kabinett Gömbös, Kálmán Kánya, eine ihm gestellte Frage vor österreichischen Staatsmännern folgendermaßen beantwortet hat: »Es ist allgemein bekannt, daß Ministerpräsident Gyula Gömbös gegen die Restauration arbeitet; ich meinerseits passe mich natürlich seinen Weisungen an, so daß ich in der mir gestellten Frage jedwede weitere Erklärung für überflüssig halte.« (S. 170) Es bedarf wohl kaum einer näheren Erklärung, daß in der Praxis der diplomatischen Verhandlungen und Kontakte diese Konzipierung nicht als Ausdruck einer völligen Übereinstimmung zwischen dem Ministerpräsidenten und dem Außenminister gebräuchlich ist, sondern zeigen soll, daß diese naturgemäß obligat ist.

Den Standpunkt der Kommunistischen Partei Österreichs hat der Verfasser — soweit dies beim derzeitigen Stand der Erforschung der internationalen Arbeiterbewegung möglich ist — in Betracht gezogen. Gerne hätten wir gesehen, wenn Kerekes die historiographischen Gesichtspunkte mehr in den Vordergrund gerückt hätte. Ebenso hätten wir gerne mehr darüber erfahren, wie sich die faschistischen Anschlußbestrebungen auf die Festigung der Idee einer österreichischen Nation und das österreichische Nationalgefühl ausgewirkt haben — wenn dies auch in engerem Sinne nicht zum Gegenstand dieses Buches gehört.

M. INCZE

Le cours historique de la politique d'alliance du Parti (1936—1962)

(Les enseignements d'une session de l'Institut d'histoire du Parti)

Au cours du printemps de 1965, les 24 et 25 mai, l'Institut d'Histoire du Parti avait, dans le cadre de la commémoration du XX-ème anniversaire de la Libération, organisé une session d'études. Cinq rapports ont été présentés à cette session: «La Politique d'alliance de Marx et d'Engels avant 1872», par *E. Molnár*; «Lignes principales de la politique d'alliance du Parti des Communistes de Hongrie depuis le milieu des années trente jusqu'à la Libération (1936—1944)», par *I. Pintér*; «Questions de la politique d'alliance en Hongrie dans la lutte pour la victoire de la révolution socialiste (1944—1948)», par *Á. Ságvári*; «Structure de classe de la société hongroise pendant la période initiale de la construction du socialisme», et «La Politique d'alliance du Parti des Travailleurs Hongrois (1949—1956)», par *A. Zsilák*; et, enfin «Développement de la politique d'alliance du Parti depuis la répression de la contre-révolution jusqu'au VIII^e Congrès (1956—1962)», par *H. Vass*.

La session avait été ouverte par *M. Óvári*, chef-adjoint de section du Comité Central du Parti Socialiste Ouvrier Hongrois, puis *E. Molnár* présenta son rapport. Il y analysé les relations que les communistes avaient entretenu avec les partis petits-bourgeois, progressistes-bourgeois; il a traité de leur coopération et de leur alliance dans la lutte pour la démocratie; ensuite, à la lumière des thèses d'alors de Marx et d'Engels, il a montré la place que la paysannerie occupait dans la lutte des classes. Le rapporteur a tout particulièrement souligné le fait que, dès 1872, Marx et Engels avaient reconnu que le prolétariat pourrait trouver des alliés dans certaines couches de la paysannerie malgré que celles-ci restent attachées au principe de la propriété privée. *E. Molnár* a donné une analyse détaillée de la question de savoir en quoi Marx et Engels voyaient dans le mouvement ouvrier communiste un allié du mouvement pour l'indépendance nationale. En résumant la politique d'alliance de Marx et d'Engels, il a constaté que, dans la question de l'alliance avec les forces antiféodales et démocratiques et dans celle de l'alliance anticapitaliste ouvrière — paysanne, ils avaient déjà soutenu une position que Lénine devait développer plus tard. Cependant, pour ce qui est de l'alliance avec les mouvements nationaux, jusqu'à 1872, ils n'étaient pas parvenus à la reconnaissance du droit des nations à disposer d'elles-mêmes.

Dans son rapport, *I. Pintér*, collaborateur en chef de l'Institut d'Histoire du Parti, a fait l'analyse de la réalisation de la politique élaborée par le VII^e Congrès de l'Internationale Communiste dans la politique du Parti des Communistes de Hongrie. Il a constaté qu'en Hongrie aussi, les conditions objectives de la création du mouvement du Front Populaire avaient existé. Analysant les rapports que les deux partis ouvriers entretenaient entre eux, l'influence exercée par eux sur la classe ouvrière et la situation dans laquelle se trouvait l'alliance ouvrière — paysanne ainsi que la tournure prise par la politique agraire du Parti des Communistes de Hongrie, il a abouti à la conclusion que, même si ce fut avec un certain retard, en 1937 le Parti des Communistes de Hongrie avait posé les bases de la politique antifasciste de front populaire. Cependant, par suite des difficultés internes du Parti des Communistes de Hongrie, du refus

des dirigeants du Parti Social-Démocrate Hongrois de créer le front populaire, le propice glissement à gauche survenu dans le mouvement ouvrier international et hongrois, était resté pratiquement inexploité, et qu'ainsi fut perdue la première grande occasion pour rassembler les forces antifascistes.

Avec l'annexion de l'Autriche par l'Allemagne hitlérienne (l'*Anschluss*), il s'était produit une nouvelle situation aussi en Hongrie. Conformément à cette nouvelle situation, le Parti avait axé la politique du front populaire sur la question de la sauvegarde du pays. A partir de ce moment, la préoccupation principale de la politique de front populaire était devenue la question nationale, l'indépendance du pays et la réalisation de l'union nationale anti-hitlérienne, auxquels était subordonnée l'autre revendication fondamentale de la politique de front populaire, à savoir celle de la transformation démocratique du pays. Procédant à l'appréciation de la session du Comité Central qui se tint en avril 1941 — peu après l'invasion hitlérienne de la Yougoslavie — le rapporteur a constaté qu'à partir de ce moment la politique d'indépendance était sans équivoque la ligne directrice du Parti, exprimée par le mot d'ordre: «Une Hongrie indépendante, libre et démocratique!» L'élan initial du mouvement de front populaire avait été freiné par le coup que le gouvernement Kállay, instauré au printemps de 1942, porta au Parti des Communistes de Hongrie et aux masses de l'aile gauche du parti social-démocrate et des *snydicats* (arrestations en masse, compagnies disciplinaires, etc.). Dès la fin de 1943, suivit un nouvel essor des forces démocratiques qui, après l'invasion du pays par les Allemands, le 19 mars 1944, devait aboutir, grâce à la participation active des partis démocratiques, dont le Parti de la Paix (Parti communiste), à la naissance du Front Hongrois.

Á. Ságvári, collaboratrice en chef de l'Institut d'Histoire, a consacré son rapport, entre autres, aux traits particuliers de l'évolution du pays, et plus spécialement à la particulière imbrication des aspects nationaux-démocratiques et socialistes des tâches qui, après la fin des hostilités, se posaient au pays, qui avait poussé le parti communiste à créer, en profitant au maximum des circonstances de la réalisation pacifique et graduelle de la révolution socialiste, une alliance de classes, dans laquelle, à côté des ouvriers, la paysannerie laborieuse et les couches moyennes n'étaient pas que des observateurs bienveillants, ou des facteurs neutralisés, mais d'actifs participants à la transformation sociale et à la révolution socialiste. Á. Ságvári a fait une analyse approfondie des rapports entre le pouvoir, le Parti et les comités populaires et a souligné que, en plus des facteurs militants de la politique d'alliance, un rôle non moins important était joué par l'État démocratique populaire qui, grâce à ses décrets, renforçait l'unité des classes travailleuses, neutralisait la bourgeoisie et servait les intérêts économiques communs de manière à obtenir en même temps des changements sociaux et structuraux. C'est de ce point de vue que le rapporteur a analysé, entre autres, la réforme agraire, la stabilisation monétaire, la reconstruction et les nationalisations. Elle a montré qu'au printemps de 1947, le Parti avait profité du changement survenu dans l'essence de classe de la coalition pour la doter d'un contenu nettement antibourgeois. Parallèlement à cela, un processus d'assainissement avait commencé au sein même des partis de la coalition, qui étaient jusque-là composés d'éléments fort hétérogènes. Ainsi, des conditions favorables au développement ultérieur de l'alliance de classe anticapitaliste se trouvaient créées. L'influence du Parti continuait de croître, la coalition était en train de se transformer en une alliance des partis de classe. Grâce au parti de masse qui exista dès l'été de 1948, se présenta désormais la possibilité de créer un front populaire sous la direction du parti ouvrier, et la perspective économique, sociale et politique, ouverte par le parti pouvait permettre aux classes qui avaient lutté ensemble victorieusement, de continuer à marcher ensemble également pendant la période de la transformation socialiste.

A. Zsilák, rédacteur en chef du Bulletin d'Histoire du Parti, a pris pour point de départ de ses développements l'examen des changements survenus dans la structure de la société jusqu'en 1949. La continuelle modification de la structure de la classe ouvrière exigeait de la part

des dirigeants du Parti une analyse régulière que ceux-ci négligèrent alors de faire; ainsi, ils n'élaborèrent pas de politique ouvrière. Le problème ouvrier se trouvait réduit à celui de la main-d'oeuvre. Le mépris de la démocratie dans la vie du Parti et de l'État s'accompagna dès le début de la paralysie de la démocratie dans les entreprises, qui finit par n'être que de pure forme. On négligea d'éclaircir la nature du rôle des syndicats dans le contexte nouveau. Par dessus le marché, la campagne lancée en général contre les sociaux-démocrates était de nature à empêcher que l'unité de fait de la classe ouvrière réalisée en été 1948 se transforme en une unité idéologique et politique. A partir de 1953, les dirigeants du Parti tentèrent de redresser les erreurs commises en ce domaine. Mais cette tentative fut, dès le début, gênée par le compromis sans principe qui exista pendant près d'un an et demi entre l'aile révisionniste de droite, représentée par Imre Nagy, et l'aile sectaire et gauchiste, dirigée par Rákosi et Gerő. Puis, au début de 1955, avec la restauration de la politique sectaire, l'étude du problème ouvrier disparut à nouveau de l'ordre du jour.

A propos du problème paysan, le rapporteur a souligné qu'en 1948/1949 encore, le Comité Central avait fort justement établi qu'il n'y avait aucune contradiction entre la réorganisation socialiste de l'agriculture et l'aide dont en faisait bénéficier les propriétés paysannes de petite production marchande. Mais la condition de l'alliance avec la paysannerie moyenne est que le rôle dirigeant soit tenu par la classe ouvrière et que cette alliance contribue à renforcer la dictature du prolétariat, et à promouvoir la disparition des classes. Le rapporteur a montré la source idéologique des graves erreurs qui devaient être commises plus tard dans la politique agraire: c'était le fait que, dans l'optique de Rákosi et de ses suivants la politique de la NEP ne relevait pas de l'alliance ouvriers-paysans, ni même du domaine des rapports marchands entre la ville et la campagne, mais était un simple rouage du mécanisme de répartition des marchandises.

Après l'analyse des différentes classes et couches sociales, le rapporteur a signalé que, dans la cassure qui avait commencé à se manifester dans la politique du Parti pendant la seconde moitié de 1948, pour aboutir, en 1948/1949, à la déformation de la politique et de l'action pratique du Parti, le rôle décisif avait été joué — outre le culte de la personnalité, une mauvaise évaluation des rapports de forces, et surtout de la situation internationale, l'exagération du danger d'une nouvelle guerre, et enfin, simultanément aux différends apparus en 1948/1949 dans le mouvement communiste international — par une interprétation dogmatique de la dictature du prolétariat et par son opposition à la voie démocratique populaire de la transition vers le socialisme. En effet, c'est en été 1948 que le moment était venu de superviser cette conception selon laquelle le passage graduel au socialisme par le chemin de la démocratie populaire était concevable sans la dictature du prolétariat. Dans la supervision de cette conception, l'impulsion décisive avait été donnée par la décision de 1948 du Bureau d'Information. Dans cette décision, il ne s'agit de rien moins que de ceci: l'examen de l'affaire yougoslave a abouti au remplacement des thèses jusqu'alors affirmées sur la contradiction du passage démocratique populaire au socialisme et de la dictature du prolétariat, par de nouvelles thèses. Aux termes de la décision, la contradiction continue de subsister, mais la solution de cette prétendue contradiction consiste à rejeter, non pas la nécessité de la dictature du prolétariat, mais la possibilité du passage au socialisme par la voie démocratique populaire. L'apparition des thèses sur la nécessité de la dictature du prolétariat et du caractère absolu de son type soviétique coïncida chronologiquement avec le commencement du processus de déformation de la politique du Parti.

H. Vass, directeur de l'Institut d'Histoire du Parti, a attiré l'attention sur le fait que l'activité du Parti Socialiste-Ouvrier Hongrois comprend deux périodes stratégiques différentes. Celle d'avant 1962 était la période de la pose des bases du socialisme, l'autre, postérieure à 1962, est celle de la construction du socialisme. Cela détermine essentiellement la politique d'alliance du Parti. Par rapport au passé, le Parti a fondé ses rapports avec les masses sur des bases

entièrement nouvelles. Cela signifie que le Parti tenait compte du comportement des masses, éliminait définitivement les méthodes subjectives, bureaucratiques et arbitraires, rejetait les méthodes mécaniques et administratives de direction du Parti et prenait davantage appui sur les sans-parti.

Analysant l'alliance ouvrière-paysanne fondée sur des bases nouvelles, l'auteur a constaté que, pour le Parti, une leçon importante est contenue dans le fait que, même dans les campagnes, la contre-révolution avait pu obtenir un certain succès en prétendant vouloir redresser les erreurs commises, en faisant sonner bien haut des slogans socialistes et démocratiques, mais que là où elle n'en eut point l'occasion, elle fut incapable de s'acquérir une base de masse. Le fait que le Parti et le gouvernement avaient déjà condamné les insuffisances de la politique agraire des années précédentes, qu'il avait stoppé le remembrement parcellaire des terres par la force et mis fin au système des livraisons obligatoires à l'État, ce fait joua un rôle important dans le redressement de la situation. Le gouvernement a laissé à la paysannerie la liberté du choix de la manière dont elle entendait exploiter ses terres, tout en empêchant toute activité d'exploitation de l'homme par l'homme. Cependant, loin de renoncer à la réorganisation socialiste de l'agriculture le gouvernement subventionnait les coopératives agricoles et, simultanément donnait un appui efficace aux paysans individuels aussi.

Analysant la nouvelle période de la politique agraire à partir de la fin de 1958, période qui devait aboutir, en 1962, à la collectivisation complète de l'agriculture, le rapporteur a constaté que, grâce à ces changements, l'alliance ouvrière-paysanne fut dotée d'un nouveau contenu par suite de l'apparition, sur le plan des rapports de propriété, d'une nouvelle classe paysanne homogène. Cependant, il faudra encore pendant un certain temps tenir compte de la possibilité de la survivance, voire de la naissance, dans les coopératives agricoles de certaines contradictions entre les différentes couches de la paysannerie.

Se penchant sur les questions qui se rapportent à l'affermissement de la cohésion nationale et à la réorganisation du mouvement de front populaire, le rapporteur a souligné que, dans le contexte donné, dans la phase actuelle de la construction du socialisme, notre politique d'alliance s'incarne dans la politique de front populaire, dont les objectifs sont la construction du socialisme, la sauvegarde de la paix, la garantie de l'indépendance du pays, la préservation de l'internationalisme prolétarien et l'assistance aux forces nationales progressistes. Ainsi la politique de front populaire et la politique d'alliance, conduiront-elles au renforcement de l'unité nationale et socialiste, à sa réalisation définitive, puis, à la création en Hongrie aussi, de l'État du peuple entier.

* * *

Pour ce qui est de la période de 1935 à 1945, les interventions se sont occupées surtout du mouvement ouvrier international et du VII^e congrès de l'Internationale communiste. *O. Betlen*, collaborateur en chef de l'Institut d'Histoire du Parti, a distingué deux circonstances de création de front unique. Le front unique peut être créé sur une base révolutionnaire et socialiste dans certaines situations révolutionnaires particulières, ou, au contraire, sous la menace de la contre-révolution, mais dans le cas où un parti social-démocrate détourné du réformisme revient à son idéal révolutionnaire (comme en Hongrie en 1919, en Autriche et en Espagne vers le milieu des années trente). L'exemple de l'autre forme de front unique a été donné dans le pacte d'unité d'action conclu en juillet 1934 par les communistes et les socialistes français. Cette espèce d'unité d'action plus générale est déjà étroitement liée à la politique de front populaire, à une large politique d'alliance des partis communistes.

N. Szakács, chargé de cours à l'université, a analysé le rôle tenu par la politique agraire dans la politique d'alliance depuis le milieu des années vingt jusqu'à 1935. Pour lui, 1935 semble avoir été un point crucial; alors, en effet, on pouvait entrevoir des signes annonciateurs

de changements qualitatifs dans la politique du Parti. On cherchait des alliés potentiels et possibles pour une politique de front populaire. C'est à cette époque que le Parti adopta l'idée de la solution du problème paysan sous la forme d'une réforme agraire.

Revenant au rapport d'Á. SÁGVÁRI, B. SZABÓ, collaborateur en chef de l'Institut d'Histoire du Parti, a souligné que les possibilités d'aller en avant au moyen du large front unique né dans la lutte contre le fascisme et pendant la deuxième guerre mondiale, continuèrent de subsister même pendant la période de la lutte pour les objectifs socialistes. La bourgeoisie voulant freiner l'essor de la révolution, il fallut l'évincer du pouvoir et du front national, car c'était une condition indispensable du progrès. L'essence du régime d'alliance de la démocratie populaire consiste, en effet, dans l'alliance de la classe ouvrière avec les autres classes et couches travailleuses. Or, c'est cette unité qu'il fallut préserver et consolider, même au prix de l'exclusion de la bourgeoisie du front. L'erreur commise ne résida pas dans l'éviction, ni même dans la forme de l'éviction de la bourgeoisie du front, mais dans le fait que, après s'être emparé du pouvoir, le Parti contraignit une bonne part de ses alliés à la passivité et inaugura la politique de l'aggravation de la lutte de classe, en négligeant complètement les possibilités accrues offertes par la propagande et l'œuvre de persuasion et celles de l'élargissement du système d'alliances. S. FARKAS, chargé de cours à l'université, a aussi montré que le Parti avait bien fait de profiter de l'occasion propice pour s'emparer du pouvoir; cependant, les résultats des élections de 1947 auraient dû lui servir d'avertissement que, désormais, il fallait redoubler d'efforts pour amener au parti les éléments paysans et petits-bourgeois non encore conquis, les organiser, entreprise que la possession du pouvoir aurait certainement permis de mener à bonne fin. M. KOROM, chargé de cours à l'université, a exprimé cette opinion que le rapport sous-estimait quelque peu la charte du 10 octobre 1944, base de la coopération des deux partis ouvriers, ainsi que l'effet de cette charte, et que ce rapport voyait la situation de 1945 trop unilatéralement sous le jour des objectifs de la révolution socialiste. De l'avis de M. KOROM, de cette manière, il devient difficile d'expliquer comment, et contrairement à ce qui s'est passé pendant la Grande Révolution Socialiste d'Octobre, la classe ouvrière hongroise était parvenue à proclamer la dictature du prolétariat et à assurer la victoire de la révolution socialiste, en alliance aussi bien avec les paysans pauvres qu'avec les paysans moyens. E. STRASSENREITER, collaboratrice de l'Institut d'Histoire du Parti, a souligné qu'en analysant les particularités de la politique d'alliance, il faut davantage tenir compte du processus révolutionnaire cohérent qui caractérise l'époque et de la solution parallèle des tâches démocratiques et socialistes. Puis, elle a estimé que, pour réaliser la politique d'alliance, la condition nécessaire avait été pour le Parti, fraîchement sorti de la clandestinité, de se renforcer tant sur le plan organique, que sur les plans de l'idéologie et de la politique. I. TÓTH, collaborateur de l'Institut d'Histoire du Parti, a affirmé que, du point de vue de la politique d'alliance, l'évolution du comportement des partenaires, à savoir des partis membres de la coalition, nécessite d'être plus profondément analysé, car ces partis, en même temps que des partenaires, étaient aussi des adversaires. Examinant l'évolution du comportement des couches moyennes, et en premier lieu celle de la paysannerie, il s'est arrêté sur la circonstance que la lutte pour le pouvoir s'était déroulée à une époque où toute une série de facteurs (ravages de la guerre, inflation, années de sécheresse, etc.) exercèrent, objectivement, provisoirement et nécessairement une influence défavorable sur le comportement de ces couches. Le régime Rákosi fut incapable de juger correctement cette «transition» d'après 1948, et ceci aussi contribua à ce que, par peur des masses, ils s'employèrent à évincer les alliés et à anémier le front populaire.

Parmi les interventions au sujet du rapport sur la période de 1948 à 1956, il convient de mentionner celle de T. I. BEREND, professeur à l'université. Il s'est déclaré d'accord pour constater l'importance et la nécessité de discuter, sous l'angle de la politique d'alliance, les problèmes concernant la structure et la situation de la classe ouvrière, et, en général, des classes travailleuses. Cependant, il a souligné la nécessité d'élaborer, sur une large base, le tableau

historique et sociologique de ces problèmes. Il a relevé le peu d'importance que les différents rapports attachaient au rôle des facteurs subjectifs. Dans ce contexte, il a analysé l'importance de la corrélation entre les paroles et les faits, les mots d'ordre et la réalité, pendant la période qui suivit 1945. Sous cet aspect, il a constaté une harmonie fondamentale dans les années de 1945 à 1948, alors que dans la période de 1949 à 1956 cette corrélation fut remplacée par des contradictions éclatantes. A partir de 1957, l'unité s'est rétablie, mais les expériences extrêmement négatives de la période précédente n'ont pas manqué d'impressionner profondément l'opinion publique; or, ce fait continue de causer de passagères confusions dans le comportement des masses, pendant les périodes de difficultés ou de mutations politiques et économiques. A propos du rapport de *H. Vass*, l'historien soviétique *J. B. Berhin* s'est arrêté sur le problème de la division chronologique. Polémisant avec *T. I. Berend*, qui trouve injustifié de prendre 1962 pour limite d'une période, *J. B. Berhin* a fait remarquer que la périodisation ne doit pas avoir pour condition absolue l'achèvement complet d'un processus historique quelconque. A son avis, on peut parler de la fin du processus de la pose des bases du socialisme dès qu'ont été liquidés les nombreux secteurs, et que l'économie nationale est déterminée dans tous les domaines par la propriété populaire et socialiste des biens. Donc, lorsqu'il s'agit d'établir une division chronologique, il est d'une importance décisive de définir le processus principal, celui qui détermine une période donnée; car, il n'y a pas de division chronologique absolue, les processus traditionnels de la période précédente continuent de subsister, parallèlement avec les processus en germe qui annoncent le nouveau. *S. Farkas* s'est déclaré d'accord avec l'affirmation du rapport selon laquelle la politique d'alliance sera chargée encore pendant longtemps de contradictions, mais il a émis des doutes au sujet de cette autre affirmation qui veut que ces contradictions soient, non pas politiques, mais seulement idéologiques ou théoriques. A son avis, il ne s'agit pas que de cela, car l'existence matérielle n'est pas, elle non plus, un tout homogène, par conséquent, les différences dans l'existence matérielle suscitent aussi des réactions politiques nuancées. *P. Simon*, collaborateur scientifique de l'Institut d'Histoire du Parti, parlant de la nécessité de l'expérience politique des masses, a souligné qu'il existe un rapport très étroit entre la conscience des masses et le degré de développement de la démocratie socialiste. Puis, il a analysé les insuffisances des institutions et organismes qui sont les dépositaires du démocratisme social actuel (Parlement, électorat, système des conseils) et a estimé que la modernisation de ces institutions est la condition du progrès du démocratisme social. Cela est en même temps une condition indispensable à l'accroissement de l'efficacité et du développement de la politique d'alliance.

Au nom des rapporteurs, *H. Vass* a répondu aux interventions. Entre autres, il a insisté sur le fait qu'il faut désormais faire une part plus grande aux facteurs internationaux et à leurs effets. Il a fait remarquer que les rapports aussi bien que les interventions ont fait peu de cas de cette question. Prenant la parole pour clore le débat, *M. Óvári* a analysé, entre autres, la question de savoir si, parallèlement à la marche en avant de la révolution populaire démocratique, la base de classe de la révolution se rétrécit, ou non. Il a souligné qu'à son avis, les problèmes de la base de classe de la révolution ne peuvent pas être résolus au moyen d'une analyse par coupe transversale, car le processus révolutionnaire ne présente pas qu'une coupe transversale, mais aussi une intensité. Il a ajouté que, malgré le détachement de certaines couches de la bourgeoisie, les énergies de la révolution ne cessent de croître à mesure que celle-ci pousse en avant, car des masses de travailleurs de plus en plus grandes augmentent le nombre des éléments actifs de la révolution; les énergies de la révolution continuent de croître, en outre, par suite de l'élévation du niveau de conscience des travailleurs militants. Le même nombre gagne en importance à mesure que la révolution continue sa marche en avant. Dans ce sens, la base de classe ne se rétrécit pas.

* * *

Cette session a démontré que la politique d'alliance avait, dès les débuts, été une part organique de la politique et de l'action pratique du Parti communiste, mais que, malgré cela, son analyse historique reste encore à faire. L'actualité de la recherche sur ce thème est d'autant plus grande que les problèmes débattus de la révolution démocratique populaire concernent, pour une bonne part, justement la politique d'alliance du Parti.

On aurait tort d'attendre que ce premier débat sur la politique d'alliance apporte une réponse définitive à toutes les questions; néanmoins, tant les rapports que les interventions constituent un grand pas en avant sous plusieurs aspects; ainsi, cette discussion pourra servir de point de départ à l'étude de l'histoire de ce fort important problème.

I. TÓTH — R. VÉRTES

Une Histoire de la Hongrie en dix volumes

L'historiographie hongroise a produit, au cours de ces deux décennies écoulées, de nombreuses monographies consacrées à telle ou telle période, ainsi que d'importants ouvrages de synthèse. Cependant, ces ouvrages n'avaient pas apporté une réponse, au niveau de l'époque, à toutes les questions que pose l'histoire du peuple hongrois. La plupart des monographies de détail s'adressaient surtout aux milieux de spécialistes; les manuels universitaires jusqu'ici parus étaient employés en premier lieu dans l'enseignement; quant au vaste ouvrage de synthèse et de vulgarisation, paru en 1952 sous le titre *d'Histoire du peuple hongrois*, il est désormais dépassé par l'évolution. *L'Histoire de la Hongrie*, en deux tomes, publiée en 1964, est la première de toutes ces oeuvres qui annonce le développement opéré dans l'historiographie hongroise; néanmoins, ni son volume ni sa nature n'ont encore permis qu'elle constitue un exposé scientifique complet des points de vue nouveaux.

Tout cela suffit, à lui seul, pour justifier la mise en route des travaux d'une nouvelle et vaste synthèse. Il a fallu, en effet, tenir compte de l'immense transformation survenue dans la structure sociale du pays ainsi que de l'accroissement incroyable du nombre des lettrés qui s'intéressent de plus en plus vivement à l'histoire. Nos historiens ont donc considéré qu'ils avaient la mission de répondre à cette demande croissante, d'utiliser les résultats de la science historique marxiste pour développer et approfondir la conscience socialiste des citoyens. D'autre part, l'évolution que l'historiographie hongroise a connue en son sein a aussi rendu nécessaire la mise au point d'un nouvel ouvrage de synthèse. En Hongrie, ces sortes de livres historiques avaient, de tout temps, représenté une sorte de moisson, et d'appréciation des fruits d'une vaste période de recherche et leur somme. Les historiens hongrois d'aujourd'hui ne pouvaient, eux non plus, se dérober à la tâche de faire la synthèse des travaux de recherche de deux décennies et d'offrir aux larges couches d'intellectuels hongrois un ouvrage d'ensemble capable de rivaliser, tant par la valeur scientifique que pour le volume, avec les grandes Histoires de Hongrie du passé. Enfin, un autre fait a également plaidé en faveur de la mise en route de l'entreprise; en effet, l'élaboration d'une synthèse d'envergure ne peut se réaliser sans qu'on fasse un tour d'horizon et qu'on se consacre à l'analyse des problèmes qui concernent plusieurs périodes, à l'élucidation de certaines questions méthodologiques, et à l'utilisation des nouvelles acquisitions des sciences voisines. Ainsi envisagée, cette synthèse signifie non seulement la récapitulation des résultats acquis, leur confrontation et reproduction, mais, surtout, la découverte et la solution de nouveaux problèmes; elle doit soulever d'utiles discussions qui, dans la plupart des cas, ne manqueront pas d'exercer un effet tonique sur l'ensemble des activités scientifiques.

Telles sont les considérations qui ont poussé l'Institut d'Histoire de l'Académie Hongroise

des Sciences à proposer qu'on entreprenne sans tarder les travaux d'une vaste synthèse nouvelle de l'histoire de la Hongrie.

* * *

Au cours de la mise au point des plans, l'opinion a prévalu que l'élaboration du nouvel ouvrage historique devrait être expressément scientifique. En effet, le public hongrois n'éprouve plus aucune aversion pour les ouvrages historiques de conception et de profondeur scientifiques, pourvu que leur style lui soit accessible sans grande difficulté. De plus, on estima que le crédit de l'historiographie hongroise ne pourrait que gagner à l'édition d'un ouvrage qui suivrait dans ses grandes lignes les lois de l'évolution sociale et économique, tout en consacrant une place convenable à la mise en relief des traits particuliers à ce pays, et résoudrait cette double tâche en utilisant une matière beaucoup plus variée et plus abondante qu'auparavant. De plus, il semble que l'évolution que l'historiographie hongroise a connue rende indispensable de passer au crible de la critique la matière documentaire découverte pendant ces vingt dernières années, pour qu'elle puisse solidement fonder son développement ultérieur. Il a aussi été décidé que la nature scientifique de l'ouvrage ne devrait point nuire à son accessibilité, à l'intelligibilité et à la valeur du style.

L'Histoire de la Hongrie paraîtra en 10 volumes, et contiendra par volume 60 cahiers de texte, et 20 cahiers de notes et d'illustration, de graphiques, de cartes géographiques, etc.; on a prévu dix volumes, car la documentation disponible, surtout pour ce qui est de la période récente, s'est considérablement accrue. En outre, de grandes synthèses ont vu le jour tout récemment dans les sciences voisines et parallèlement, l'archéologie et l'histoire de la technique et de l'agriculture ont également connu un essor considérable. Tout cela rend désormais possible un exposé plus détaillé des phénomènes de l'infrastructure aussi bien que de ceux de la superstructure; en d'autres termes, un exposé historique complexe plus volumineux que les ouvrages déjà existants.

Au cours des discussions préalables, le problème de la division chronologique a également été mis sur le tapis. On a constaté la nécessité d'une supervision de la périodisation ancienne. En 1951/1952, pour mener à bonne fin ce travail on ne disposait encore que d'une documentation tendancieusement présentée, de caractère surtout politico-historique. Aujourd'hui, par contre, on dispose des résultats d'un travail de recherches de quinze ans, auquel nous devons la révélation de nouvelles sources pour l'histoire économique et sociale: nous connaissons désormais aussi les résultats du débat qui avait pour objet la division chronologique dans l'histoire de la littérature et de l'art hongrois anciens. Cependant, tous les problèmes de la division chronologique ne sauraient être résolus en un seul débat, ou une seule discussion; la solution sera donnée par le résultat de travaux appelés à fournir une conception homogène de la structure de *L'Histoire de la Hongrie* en dix volumes.

Les illustrations, cartes, graphiques et appendices — au total 200 cahiers — font l'objet d'un travail préparatoire très soigné. Dans ce domaine très important, les historiens hongrois en étaient réduits jusqu'à ces derniers temps à demander le concours des représentants d'autres disciplines (histoire de l'art, cartographie géographique, etc.). Désormais, cette tâche incombera de nouveau aux historiens, spécialistes des différentes périodes.

La direction des travaux tout récemment mis en route de *L'Histoire de la Hongrie* sera assurée par un comité de rédaction comprenant les directeurs des différents volumes — István Barta, Lajos Elekes, Győző Ember, Péter Hanák, Emma Léderer, Erik Molnár, Dezső Nemes, Zsigmond Pál Pach, György Székely; ce comité est présidé par l'académicien Erik Molnár. Chaque volume sera écrit par 3 à 5 auteurs; mais la forme définitive du texte qu'il prépareront sera élaborée par un groupe de spécialistes. — Le premier volume paraîtra vraisemblablement en 1970. Chaque année verra ensuite sortir deux volumes; les deux derniers quitteront sans doute les presses en 1974.

M. B.

BIBLIOGRAPHIE

Bibliographie choisie d'ouvrages d'histoire publiés en Hongrie dans la première moitié de 1963

Библиография избранных произведений по истории, вышедших в Венгрии первой половине 1963 г.

1. Bibliographies, catalogues, inventaires — Библиографии, каталоги, инвентари

GOTTESMANN DOROTHEA: *Slawische Bücher in den Bibliotheken der Reformierten Kollegien in Debrecen und Sárospatak bis 1850*. [Славянские книги в библиотеках Реформатских Коллегий г. Дебрецен и Шарошпатак.] Debrecen 1962. Polycop. 67 p. (Publicationes Instituti Philologiae Slavicae Universitatis Debreceniensis 16.)

A magyar állami levéltárak fondjegyzéke. 3. köt. A területi levéltárak fondjegyzékei. 1. r. Bevezetés. (Szerkesztési alapelvek.) (Szerk. Wellmann Imre, Balázs Péter stb.) [Repertoire des fonds des archives nationales de Hongrie. 3^e vol. Listes des fonds des archives territoriales. 1. Introduction. (Principes de rédaction.) (Réd. par —.) — Список фондов венгерских государственных архивов. Том 3. Список Фондов областных архивов. I. Введение. (Принципы редакции.) (Ред.—.)] Bp. 1962. LOK. Polycop. 70 p.

Magyar Országos Levéltár. Igazságügy-minisztériumi Levéltár. Repertórium. Összeáll. Bognár Iván. [Archives nationales de Hongrie. Archives du Ministère de la Justice. Répertoire. Réd. par —.] — Архив министерства юстиции. Реперторий. Сост. —.] Bp. 1962. LOK. Polycop. 142 p. (Levéltári leltárak 17.)

Magyar Országos Levéltár. Vallás és Közoktatásügyi Minisztériumi Levéltár. (1867), 1916—1945, (1949). *Repertórium.* (Összeáll.) Bélay Vilmos. [Archives nationales de Hongrie. Archives du Ministère des Cultes et de l'Instruction Publique. (1867), 1916—1945, (1949). Répertoire. (Réunies par) —.] — Архив Министерства культа и просвещения. (1867), 1916—1945, (1949). Реперторий (Сост.) —.] Bp. 1963. LOK. Polycop. 242 p. (Levéltári leltárak 18.)

PÁLFY ILONA—PÁLFY MIKLÓS: *Bibliographia Bolyaiana. 1831—1960. A Bolyai-geometria szakirodalmának jegyzéke.* [Repertoire des ouvrages spécialisés relatifs à la

géométrie de Bolyai. — Список литературы по геометрии Бойяи.] Bp. 1962, OSZK — Budapesti Műszaki Egyetem, Központi Könyvtár, 63 p. (Új bibliográfiai füzetek 5.)

STOLL BÉLA: *A magyar kéziratok énekeskönyvek és versgyűjtemények bibliográfiája. (1565—1840)* [Kiad. a] Magyar Tudományos Akadémia Irodalomtörténeti Intézete. [Bibliographie des livres de chants et de recueils de poèmes manuscrits hongrois. (1565—1849) (Publ. par —.) — Библиография венгерских рукописных сборников песен и стихотворений. (1565—1840) (Изд.) —.] Bp. 1963. Akadémiai Kiadó, 537 p.

Présentation de 833 volumes manuscrits donnant la description détaillée des poèmes et des chants qu'ils contiennent, suivie d'une bibliographie de la littérature qui les concerne et de quatre index.

STAUD GÉZA: *A magyar színháztörténet forrásai. 1. r. Szövegek könyvek, színlapok, zsebkönyvek. 2. r. A színházi sajtó, emlékiratok, levelek, levéltári anyagok. 3. r. Képes ábrázolások, jogszabályok, tárgyi emlékek, egyéb források, szakirodalom.* [Les sources de l'histoire du théâtre hongrois. 1^{ère} Partie. Brochures, programmes, almanachs. 2^e Partie. Presse du théâtre, mémoires, correspondances, matériaux d'archive. 3^e Partie. Illustrations, règlements juridiques, souvenirs, ouvrages spécialisés, autres sources, littérature y relative. — Источники по истории венгерского театра. Ч. 1. Либрето, театральные афиши, записные архивные материалы. Ч. 2. Театральная печать, мемуары, корреспонденция, архивные материалы. Ч. 3. Художественные изображения, уставы, памятные вещи, прочие источники, специальная литература.] Bp. 1962—1963. Színházstudományi Intézet Orsz. Színháztörténeti Múzeum, 89 p., 4 t.; 82 p.; 119 p. (Színháztörténeti könyvtár 6., 8—9.)

2. Recueils d'études — Сборники

Acta Universitatis Szegediensis. Acta historica. Tom. 10. (Szerk. Wittman Tibor.) [Réd. par —. — Ред. —.] Szeged 1962. 35 p. (Studia mediaevalia historiae universalis 3.)

Annales Instituti Historici Universitatis Scientiarum Debreceniensis de Ludovico Kossuth nominatae. A Debreceni Kossuth Lajos Tudományegyetem Történeti Intézetének évkönyve. 1. 1962. (Szerk. Varga Zoltán.) [Réd. par —. — Ред. —.] Bp. 1962. Tankönyvkiadó, 187 p.

Budapest régiségei. A Budapesti Történeti Múzeum Évkönyve. 20. (Szerk. Gerevich

László.) [Les antiquités de Budapest. Annuaire du Musée d'Histoire de Budapest. 20. (Réd. par —.) — Древности Будапешта. Ежегодник Исторического музея г. Будапешта. (Ред. —.)] — Bp. 1963. Akadémiai Kiadó, 574 p., 92 t.

Az Egri Pedagógiai Főiskola Évkönyve. Acta Academiae Pedagogicae Agriensis. 8. (Szerk. Bende Sándor.) [Réd. par —. — Ред. —.] Eger 1962. 650 p.

Slavica. Annales Instituti Philologiae Slavicae Universitatis Debreceniensis de Ludovico Kossuth nominatae. 2. Red. Béla Sulán. Debrecen 1962. Tankönyvkiadó, 319 p.

3. Ouvrages généraux — Общие труды

BALÁZS É[VA], H.: *Quelques problèmes relatifs à l'histoire de l'absolutisme.* [Некоторые проблемы сравнения в истории абсолютизма.] АН 1963. Tom. 9. Nr. 1—2. pp. 224—249.

BALLENEGGER RÓBERT—FINÁLY ISTVÁN: *A magyar talajtani kutatás története 1944-ig.* [L'histoire des recherches pédologiques en Hongrie jusqu'en 1944. — История почвоведения в Венгрии до 1944. г.] Bp. 1963. Akadémiai Kiadó, 318 p.

Avec la bibliographie de la littérature qui y est relative.

BALOGH SÁNDOR—SIMON PÉTER: *Megjegyzések Molnár Erik „Történelemszemléletünk nacionalista maradványai” című cikkéhez.* [Remarques concernant l'article «Les vestiges nationalistes de notre conception de l'histoire. — Замечания к статье Эрика Мольнара «Сохранившиеся националистические оттенки нашего взгляда на историю.»] MT 1963. Tom. 8. No. 2. pp. 109—120.

Entrant en discussion avec l'article d'Erik Molnár, les auteurs mettent l'accent sur le fait que l'indépendance d'État assure des conditions plus favorables à la lutte des classes opprimées que l'état de dépendance. Quant aux luttes livrées aux XVII^e—XVIII^e siècles contre les Habsbourg, ils montrent que la noblesse lutta pour l'indépendance nationale, objectif susceptible de créer une unité nationale transitoire, étant donné que les couches les plus conscientes de la paysannerie ne se refusèrent pas à subordonner leurs propres intérêts de classe à la cause de l'indépendance nationale.

FARKAS GÁBOR—MÓRA MAGDA, K.: *Fejér megye múltja történeti emlékekben.* [Le passé du comitat de Fejér à la lumière des documents

écrits. (Recueil de documents.) — Прошлое комитата Фейер в письменных памятниках.] Székesfehérvár 1962. Fejér megye Tanácsa, 156 p., 16 t. (A Magyar Történelmi Társulat Keletdunántúli Csoportjának kiadványai 2.)

Földmunkás és szegényparasztmozgalmak Magyarországon, 1848—1948. 1—2. köt. Szerk. Pölöskei Ferenc, Szakács Kálmán. [Bev.] Hunya István. Kiad. a Mezőgazdasági és Erdészeti Dolgozók Szakszervezete. [Mouvements des travailleurs de la terre et des paysans pauvres en Hongrie. Vol. 1—2. Réd. par —. (Introduction de —. Publ. par —. История движения землекопов и беднейших крестьян в Венгрии. 1848—1948 гг. 1—2. Ред. —. Введ. —. Изд. —.)] Bp. 1962. Táncsics Kiadó, 1153 p.

Ce groupe d'auteurs présente une synthèse fouillée mettant au point une riche matière documentaire quant à la situation de la paysannerie pauvre et des travailleurs de la terre en Hongrie; il décrit l'histoire économique et politique de leur lutte de classe à l'ère capitaliste.

HOFFMANN TAMÁS: *A gabonaneműek nyomtatása a magyar parasztlakosságában.* [L'impression des céréales dans l'économie des paysans hongrois. — Молотья зерновых в хозяйстве венгерских крестьян.] Bp. 1963. Akadémiai Kiadó, 374 p., 2 annexes.

Ayant recours aux méthodes appliquées par l'ethnographie et l'histoire agraire, l'auteur de cette étude cherche à reconstituer la technologie agricole en Hongrie avant l'expansion de la mécanisation. Les nombreuses reproductions et cartes dont il munit son ouvrage lui permettent d'illustrer les différentes formes de l'extraction des grains, le lieu et les cadres des processus de travail, à décrire

leurs variantes technologiques et leurs productivités. Dans le Bassin des Carpathes, les éléments des systèmes agraires connus en Europe orientale, centrale et occidentale se présentent sous des aspects mélangés; cependant, au centre du Bassin, c'était la technique agricole asiatique de caractère nomade qui prédominait, technique présentant les particularités suivantes: pression par la force animale au lieu du battage exécuté par énergie humaine, silotage à l'air libre, et une cour d'exploitation (dit étaillage-jardin) séparée de l'agglomération. C'est le cours d'évolution de cette agrotechnique extensive que l'auteur suit du X^e au XIX^e siècle, époque d'une transformation essentielle (processus de la transformation en culture intensive) accomplie dans la structure de l'agriculture en Hongrie.

HORVÁTH RÓBERT: *La statistique de la peste de Debrecen (1739—1740) et du choléra de Pest (1831) en Hongrie et leurs conséquences sociales.* [Статистика чумы в г. Дебрецен (1739—1740 гг.) и холеры в г. Пешт (1831 г.) в Венгрии и их общественные последствия.] Szeged 1962. 20 p. (Acta Universitatis Szegediensis. Acta Juridica et politica 9/4.)

IRINYI KÁROLY: *Hajnal István szociológiai történetelméiről.* [La conception sociologique de l'histoire d'István Hajnal. — О социологическо-исторической концепции Иштвана Хайнала.] Annales Instituti Historici Universitatis Scientiarum Debrecenensis de Ludovico Kossuth nominatae. 1. Bp. 1962. pp. 167—183.

A l'encontre de la tendance de l'histoire des idées qui prédomina en Hongrie dans la période de l'entre-deux-guerres, István Hajnal (1892—1956) élabore une conception de l'histoire qui plonge ses racines dans la sociologie progressiste bourgeoise. Parmi les facteurs jouant un rôle d'agents de l'histoire, il attribue un rôle important au développement des techniques.

JUHÁSZ ANTAL: *A tiszai tutajozás és a szegedi supermesterség.* [Le flottage sur la Tisza et le supermétier à Szeged. — Сплавление леса на реке Тисса и супермастерство в г. Сегед.] A Móra Ferenc Múzeum (Szeged) évkönyve 1960—1962. pp. 117—146.

L'auteur de l'étude décrit les modes de flottage sur la Tisza aux XIX^e—XX^e siècles et résume, à partir de la domination turque jusqu'à nos jours, l'histoire technique et économique des constructions navales de Szeged.

KLANICZAY TIBOR—SZAUDER JÓZSEF—SZABOLCSI MIKLÓS: *Kis magyar irodalom-*

történet. [Précis d'histoire de la littérature hongroise. — Малая история венгерской литературы.] Bp. 1961. Gondolat, 493 p. — 2^e éd. Bp. 1962. Gondolat, 343 p.

KOVÁCS MÁTÉ: *A könyv és könyvtár a magyar társadalom életében. (1.) Az államalapítástól 1849-ig.* Összeáll., bev. — Közrem. Babiczky Béla, Fülöp Géza stb. [Livres et bibliothèques dans la société hongroise. (1.) Depuis la fondation de l'État jusqu'en 1849. (Prés. et intr. par —. Avec la collaboration de —.) — Книга и библиотека в жизни венгерского общества. (1.) От основания государства до 1849 г. (Сост., ввел. — Сотр. —.) Bp. 1963. Gondolat, 758 p., 20 t. (Nemzeti könyvtár. Művelődéstörténet.)

Recueil des morceaux choisis suivis d'analyses récapitulatives des différentes époques. Les morceaux sont nantis de notes détaillées et d'une abondante bibliographie.

KULCSÁR KÁLMÁN: *A marxista szociológiai történet előkérdései.* [Les prémisses de l'histoire de la sociologie marxiste. — Вопросы истории марксистской социологии.] MFSz 1963. Tom. 7. No 3. pp. 477—508.

LACKÓ MIKLÓS—RÁNKI GYÖRGY: *A legújabbkori történelkutatás néhány problémája a 22. kongresszus után.* [Quelques problèmes concernant les recherches d'histoire contemporaine après le XXII^e Congrès. — Некоторые проблемы исследования новейшей истории после XXII. съезда.] MTATT 1963. Tom. 13. No 1—2. pp. 155—165.

Les auteurs de l'étude soulèvent les problèmes qui se réfèrent à la division chronologique de l'époque de la régence de Horthy et désapprouvent la représentation unilatérale des personnages historiques de l'époque; ils soulignent l'aspect spécifique de ce régime fasciste, aspect dû à la survie des vestiges féodaux. Ils mettent l'accent sur l'importance d'une méthode appelée à mettre en relief les étroits rapports existant entre les mouvements de masse et les conditions économiques et politiques. Ils réclament de nouvelles recherches afin d'élucider les particularités présentées par la révolution socialiste de Hongrie, et sollicitent l'examen de l'histoire du parti dans le cadre de l'histoire nationale, tout aussi bien que des investigations fouillées qui étudieront l'histoire des années allant de 1949 à 1956 et celle de la contre-révolution de 1956.

MADAY PÁL: *Szarvas története.* [Histoire de la ville de Szarvas. — История г. Сарваш.] Szarvas 1962. Szarvas Közs. Tanács, 519 p., 25 t.

MAKKAI LÁSZLÓ: *A magyar városfejlődés és városépítés történetének vázlata.* [Esquisse

de l'histoire de l'évolution des villes et de l'urbanisme en Hongrie. — Очерк истории развития и строительства городов Венгрии. | Вр. 1963. Tankönyvkiadó, Polycop. 132, 16 p. (Mérnöki Továbbképző Intézet kiadványa E. 9.)

L'auteur est le premier à essayer de résumer l'histoire de l'évolution des villes de Hongrie. Il expose le développement des villes du pays depuis l'antiquité, relate l'histoire de l'urbanisme, décrit les traits caractéristiques des populations urbaines et souligne les particularités de l'évolution hongroise dans ce qu'elles ont d'identique et de divergeant par rapport aux autres pays d'Europe. Pour terminer, l'auteur relève les différents types d'évolution présentés par les villes de Hongrie.

MAKSAY FERENC—SASHEGYI OSZKÁR: *A levéltár és az agrártörténet.* (Válasz a Levéltárak Nyolcadik Kerek Asztal Konferenciájának kérdőívére. I. rész.) [Les archives et l'histoire agricole. (Réponse au questionnaire émis par la Huitième Table Ronde des Archives. Ière Partie. — Архив и аграрная история. (Ответ на вопросный лист VIII. Конференции Архивов вокруг круглого стола Часть I.)] LSz 1963. Tom. 13. No 1—2. pp. 110—114. (Pour les questions voir *ibid.* pp. 107—109.)

Les réponses donnent un bref aperçu sur les matériaux d'archives utilisables pour l'histoire agricole.

Nemzet, haza, honvédelem a parasztság és a nem nemesi katonáskodó réteg gondolkodásában (XV—XVIII. század). [Nation, patrie et défense nationale dans l'idéologie de la paysannerie et dans celle de la soldatesque roturière (XV^e—XVIII^e siècles). — Нация, родина и оборона отечества в сознании крестьянства и военно-служилых людей недворянского происхождения (XV—XVIII вв.).] TSz 1963. Tom. 6. No 1. pp. 1—101.

Séance de débat organisée les 11 et 12 juin 1962 par l'Institut d'Histoire de l'Académie Hongroise des Sciences sur les problèmes idéologiques du régime féodal en Hongrie. Après le discours d'ouverture prononcé par E. MOLNÁR, on entendit les rapports suivants: E. MÁLYUSZ: *Patrie et nation au cours des premières décennies du féodalisme hongrois.* (Avec une intervention d'A. BARTHA.) — J. SZÜCS: *Nándorfehérvár et la paysannerie.* (Avec une intervention de M. KOMJÁTHY.) — K. BENDA: *L'idéologie des luttes sur les marches-frontières.* (Avec une intervention de I. N. KISS.) — G. HECKENAST: *Le soulèvement paysan dirigé par György Karácsony (1569—1570).* — L. MAKKAI: *L'idéologie «nationale» et «de l'indépendance des*

haïdouks». (Avec une intervention de L. NAGY. Réponse de —.) — É. SOMOGYI: *Les enseignements idéologiques du mouvement paysan croate de 1653—59.* — L. BENCZÉDI: *«Le régime des nobles» et son idéologie dans le soulèvement dirigé par Thököly.* (Avec une intervention de G. PERJÉS. Réponse de —.) — Á. R. VÁRKONYI: *L'idéologie «des kurutz populaires»* (Avec une intervention de F. MAKSAI.) — V. BÁCSKAI: *La paysannerie et la défense nationale en 1514.* — V. ZIMÁNYI: *Remarques concernant le débat.* — T. KLANICZAY: *Quelques réflexions concernant la discussion.* — D. KOSÁRY: *Quelques enseignements relatifs à l'histoire du comitat de Pest à l'époque kouroutz.*

PAMLÉNYI ERVIN: *A marxista forráskritika néhány kérdése.* [Quelques problèmes concernant la critique des sources marxistes. — Некоторые вопросы марксистского источниковедения.] MTATT 1963. Tom. 13. No 1—2. pp. 179—187.

L'auteur estime que la situation peu favorable de la critique des sources était due à l'atmosphère qui régnait dans la période du culte de la personnalité; quant au changement intervenu depuis à cet égard, il attire l'attention sur un aspect particulier de cette même critique. L'auteur de l'étude se prononce pour une mise au point théorique des principes de critique concernant certains nouveaux groupes de documents, tels que presse, les mémoires, les requêtes, les rapports.

RÓZSA GYÖRGY: *Budapest régi látképei. (1493—1800.)* [Anciennes vues panoramiques de Budapest. (1493—1800.) — Старые виды г. Будапешт. (1493—1800 гг.)] Вр. 1963. Akadémiai Kiadó, 387 p., 49 t. (Monumenta historica Budapestinensia 2.)

A szomszéd népekkel való kapcsolataink történetéből. Válogatás hét évszázad írásából. (Összeáll. és jegyz. Kemény G. Gábor.) [Chapitres de l'histoire de nos relations avec les peuples voisins. Morceaux choisis de sept siècles de documents écrits. (Réunis et annotés par —.) — Из истории наших связей к соседним народам. Избранные произведения 700 лет. (Сост. и прим. —.)] Вр. 1962. Tankönyvkiadó, 1039 p., 15 t.

Morceaux choisis suivis de commentaires détaillés traitant des relations progressistes du peuple hongrois avec ses voisins, des luttes menées en commun avec eux et des tentatives de groupement de ces peuples.

VÁRKONYI ÁGNES, R.: *A nemzet fogalma a feudalizmusban.* [La notion de nation à l'ère féodale. — Понятие нации во время

феодализма.] MTATT 1963. Tom. 13. No 1—2. pp. 143—154.

L'auteur de l'étude explique qu'au cours de la guerre d'indépendance menée par François II Rákóczi (1703—1711) les classes autres que la noblesse lui empruntèrent la notion de nation telle que cette dernière l'avait conçue, mais tout en lui prêtant un sens conforme à leurs propres aspirations antiféodales.

VASS HENRIK: *A párttörténetírás és oktatás egyes feladatairól a 8. kongresszus határozatainak tükrében*. [Quelques tâches de l'historiographie et de l'enseignement de l'histoire du parti à la lumière des décisions du VIII^e Congrès. — О некоторых задачах исследования и преподавания истории партии в

свете резолюций VIII. конгресса.] PtK 1963. Tom. 9. No 2. pp. 3—25.

L'auteur expose quelques positions de principe prises au cours des dernières années: entre octobre 1918 et mars 1919, on assista en Hongrie à l'existence d'un pouvoir double; quant à la social-démocratie, on doit la considérer comme partie intégrante du mouvement ouvrier; une analyse approfondie doit être consacrée aux rapports qui existèrent entre le mouvement ouvrier communiste hongrois et le III^e Internationale, de même qu'à la place que l'histoire du parti prend dans l'histoire nationale. Pour terminer, l'auteur souligne l'importance de la mise au point de l'histoire de l'ère socialiste.

4. Histoire de Hongrie jusqu'à la conquête arpadienne. Histoire ancienne du peuple hongrois. Histoire de Hongrie jusqu'en 1526. — История венгерской земли до завоевания родины венграми. Древняя история венгерского народа. История Венгрии до 1526 г.

ALFÖLDY GÉZA: *Aquincum vallási életének története*. [L'histoire de la vie religieuse à Aquincum — История религиозной жизни в г. Аквинкум.] Budapest Régiségei 20. 47—69. p.

(BERKOVITS ILONA): *A magyarországi corvinák*. [Les corvinas de Hongrie. — Корвины Венгрии.] Bp. 1962. M. Helikon, 235 p.

Ce livre présente une description détaillée des 45 recueils conservés en Hongrie et appartenant à la célèbre bibliothèque du roi Mathias Hunyadi (1458—1490). Les tableaux en couleurs insérés dans l'ouvrage illustrent la présentation artistique de ces recueils.

BORSA GEDEON: *A törökök ellen Magyarországon hirdetett 1500. évi búcsú és az azzal kapcsolatos nyomtatványok*. [Indulgence annoncée en Hongrie en 1500 pour les volontaires enrôlés contre les Turcs et les publications qui y sont relatives. — Провозглашение в Венгрии в 1500 г. антитурецкой индульгенции и связанные с ней формулы.] Az Országos Széchényi Könyvtár évkönyve 1960. pp. 241—279.

ELEKES LAJOS: *Rendiség és központosítás a feudális államokban. Problémák a kérdés kelet-európai vonatkozásainak kutatásában, különös tekintettel a XV. századi Magyarország viszonyaira*. [Système féodal des Ordres et centralisation dans les États féodaux. Problèmes concernant les recherches ayant trait à l'Europe orientale et particulièrement à la situation de la Hongrie au XV^e siècle. — Сословность и централизация в феодальных государствах. Проблемы данного вопроса в исследовании восточно-европейских государств, в первую очередь истории

Венгрии в XV. веке.] Bp. 1962. Akadémiai Kiadó, 123 p.

L'auteur de l'ouvrage souligne que l'on ne saurait se contenter de reconstituer les étapes de l'évolution de l'appareil bureaucratique du régime absolutiste, mais que l'on doit mettre en relief les bases économico-sociales et de classe des essais de centralisation. Dans l'évolution de l'État féodal, le système féodal des Ordres constitua une transition entre le démembrement et l'absolutisme. A la suite du développement de la production marchande simple, les essais de centralisation se déroulèrent dans la Hongrie du XV^e siècle dans les cadres du régime des Ordres où, s'appuyant sur la petite noblesse aspirant à devenir un Ordre et forts du soutien des villes sous le règne du roi Mathias Hunyadi (1458—1490), ils remportèrent, au début, des succès transitoires. Cependant, après 1490, ces résultats ne s'avèrent être que éphémères; l'esprit anarchique des Ordres prit le dessus ce qui finit par conduire à l'effondrement de l'organisation de l'État féodal hongrois. L'année 1526 marqua une nette cassure dans l'évolution de l'État hongrois; à la fin du XVI^e siècle, les essais de centralisation des Habsbourg se développèrent dans des conditions tout à fait différentes et sur des fondements économico-sociaux entièrement divergents.

FEHÉR GÉZA — ÉRY KINGA — KRALOVÁNSZKY ALÁN: *A Közép-Duna medence magyar honfoglalás és kora Árpád-kori sírlelei*. Leletkataszter. Szerk. Szőke Béla.

[Les vertiges de sépultures dans le Bassin moyen du Danube, datant de l'époque de la Conquête arpadienne et du règne des premiers rois de la maison des Arpads. Cadastre des exhumations. Réd. par —. — Могильные находки в среднем бассейне р. Дунай времени занятия венграми родины и первых Арпадовичей.] 1962. Вр. Akadémiai Kiadó, 100 p., 2 cartes. Régészeti tanulmányok 2.

Suivant un ordre chronologique et par localités, s'appuyant aussi sur les ouvrages spécialisés qui y sont relatifs, cet ouvrage décrit les trouvailles de sépultures dans 1239 sites et datant de l'époque qui va de la Conquête arpadienne (896) jusqu'au milieu du XII^e siècle. Le livre indique les musées conservant ces trouvailles, et est complété de plusieurs index.

GYÖRFFY GYÖRGY: *Az Árpád-kori Magyarország történeti földrajza. Geographia historica Hungariae tempore stirpis Arpadianae.* [1.] Abaújszék, Arad, Árva, Bács, Baranya, Bars, Békés, Bereg, Beszterce, Bihar, Bodrog, Borsod, Brassó, Csanád és Csongrád megye. — [Историческая география Венгрии времени Арпадовичей.] Вр. 1963. Akadémiai Kiadó, 907 p., 15 cartes annexes.

Il s'agit ici du premier volume d'un ouvrage de portée fondamentale qui comportera cinq tomes. Quant à son genre et à sa méthode, cet ouvrage est novateur, même à l'échelle internationale. Son auteur prête à la notion de géographie historique une interprétation plus moderne et plus large qu'on ne l'a fait jusqu'à présent: «description des conditions naturelles, économiques et sociales d'un territoire donné à une époque donnée, systématisée du point de vue géographique et fondée sur les sources historiques de l'époque». L'ouvrage procède à une mise au point de l'ensemble des chartes éditées et inédites d'avant 1332, et décrit les conditions naturelles, géographiques, ethniques, d'établissement, démographiques et économiques de tous les comitats, villes et communes de la Hongrie; il s'étend à leurs structures sociales, à la production et aux rapports de propriété; il s'achève sur une nomenclature des sources de l'époque et comporte de nombreuses cartes et illustrations.

KOVRIG ILONA: *Das awarenzeitliche Gräberfeld von Alattya.* [Кладбище при с. Алаттян времени аваров.] Вр. 1963. Akadémiai Kiadó, 267 p.; 40 t., 2 annexes. (Archaeologica Hungarica. Dissertationes archaeologicae Musei Nationalis Hungarici. S. N. 40.)

L'auteur de cette étude présente une description détaillée des trouvailles faites dans l'un des plus grands cimetières

(comprenant 711 tombeaux) de l'époque avare et sur les coutumes de sépulture. Il reconstitue les coutumes sociales de la population et en tire des conclusions d'ordre général sur la division chronologique de l'époque avare, sur son histoire et ses conditions sociales. L'annexe contient une appréciation historico-anthropologique — due à P. Lipták — des squelettes.

KUMOROVITZ L. BERNÁT: *A középkori magyar magánjogi írásbeliség első korszaka (XI–XII. század).* [La première étape (XI^e–XII^e siècles) de l'usage de l'écriture en droit privé dans la Hongrie médiévale. — Первый период (XI–XII вв.) средневекового венгерского «частного» письменного права.] Sz 1963. Tom. 97. No 1. pp. 1–31.

L'auteur analyse la pratique diplomatique, ecclésiastique, urbaine et privée dans la Hongrie du moyen-âge et relève le rôle que l'influence française y exerça.

MOÓR ELEMÉR: *Backofen und Brot bei Slawen und Ungarn.* [Пироги и хлеб у славян и венгров.] Slavica 2. pp. 47–58.

MOÓR ELEMÉR: *Slawischer Einfluss auf das Fischerei- und Jagdwesen der Ungarn im Mittelalter im Lichte des sprachlichen Materials.* [Славянское влияние в области рыболовства и охоты в средневековой Венгрии, в свете языковых материалов.] Acta Ethnographica 1963. Tom. 12. Fasc. 1–2. pp. 1–56.

MOÓR ELEMÉR: *Zur Geschichte südslawischer Völkerschaften im Karpatenbecken.* [К истории южно-славянских народностей в бассейне Карпат.] SSI 1962. Tom. 8. Fasc. 1–2. pp. 267–312.

Procédant à une analyse des mots d'emprunt slaves trouvables dans la langue hongroise, l'auteur reconstitue l'histoire des établissements des Sud-slaves de Hongrie d'avant la Conquête arpadienne et, pour terminer, il résume les changements intervenus dans les conditions ethniques d'établissement à la suite de l'invasion des Hongrois.

NAGY TIBOR: *Alsó-Pannónia Septimius Severus-kori helytartóinak kérdéséhez.* [Contributions relatives aux problèmes ayant trait aux proconsuls de Basse-Pannonie à l'époque de Septime Sévère. — К вопросу наместников Нижней Паннонии времени Септима Северуса.] Budapest Régiségei Tom. 20. pp. 23–45.

Grâce à des documents récemment trouvés, l'auteur de cette étude procède à une correction de la liste des proconsuls romains de Basse-Pannonie entre les années 193 et 222 de notre ère.

PÁRDUCZ MIHÁLY: *Die ethnischen Probleme*

der Hunnenzeit in Ungarn. (Übers.: Amália Mozsolics.) [Этнические проблемы гуннских времен в Венгрии.] Вр. 1963. Akadémiai Kiadó, 82 p., 3 cartes annexes. (Studia archaeologica. Publicationes Instituti Archaeologici Academiae Scientiarum Hungaricae 1.)

Se fondant sur la matière archéologique et les rites de sépulture, l'auteur éclaire la question de la composition ethnique de la population de l'empire des Huns, en soulignant le rôle que les éléments populaires sarmates-alans jouèrent auprès des Huns.

PÓLAY ELEMÉR: *Sklaven-Kaufverträge auf Wachstafeln aus Herculaneum und Dakien.* [Торговые договоры о купле-продаже рабов на восковых досках из Геркуланей и Дакии] AA 1962. Tom. 10. Fasc. 4. pp. 385—397.

SÓS ÁGNES: *Die Ausgrabungen Géza Fehérs in Zalavár.* — BÖKÖNYI SÁNDOR: *Die Wirbeltierfauna der Ausgrabungen in Zalavár.* — [Раскопки Гезы Фехера при с. Залавар. — Фауна позвоночных при раскопках с. Залавар.] Вр. 1963. Akadémiai Kiadó, 425 p., 5 cartes annexes. (Archaeologica Hungarica. Dissertationes archaeologicae Musei Nationalis Hungarici. S. N. 41.)

La publication des résultats des fouilles effectuées en 1950 à Zalavár par Géza Fehér et Ágnes Sós contribue grandement à élargir nos connaissances quant aux conditions ethnico-politiques et culturelles de la Transdanubie occidentale aux IX^e—X^e siècles. Zalavár («Mosapure» suivant la *Conversio Bagvariorum et Carantanorum*) avait été le siège de l'État slave de Pribina et de Kocel, vassal des Francs. Les fouilles ont fait la lumière sur la culture matérielle hétérogène de cet État, le cours de l'établissement des Slaves après l'effondrement du pouvoir des Avars; elles ont mis en relief la survie des éléments ethniques de l'empire romain déclinant et celle des traditions artisanales, elles ont également éclairé la question des relations de l'État de Pribina avec les Moraves, Slaves et Francs et sur la survivance de

la population dans ces territoires après la Conquête arpadienne.

SZABÓ ISTVÁN: *A praedium. Vizsgálódások a korai magyar gazdaság- és településtörténelem körében.* 1. [Le praedium. Investigations concernant l'histoire économique et des établissements de Hongrie. 1. — Предиум. Исследование по ранней истории хозяйства и расселения в Венгрии 1.] AtSz 1963. Tom. 5. No 1—2. pp. 1—49.; No3. pp. 301—337.

Grâce à une analyse des chartes, l'auteur affirme que dans la Hongrie des XI^e—XIII^e siècles, le *praedium* eut la même signification que la *villa* dans l'Europe occidentale du haut moyen âge; désignant une exploitation agricole gérée par un seigneur, elle comprenait une population dont la majorité était d'origine serve (*servi*). Il s'efforce de reconstituer l'administration de l'exploitation seigneuriale et relève le rôle dans l'ancienne agriculture hongroise des *servi*, possesseurs de maisons et de terres. Dans la seconde moitié du XIII^e siècle, le *praedium* va en se rétrécissant; les *servi* se fondirent dans la classe serve, une partie des *praedia* devint des communautés de terres serves, ou finirent par disparaître et être totalement abandonnés. Résumés en allemand et en russe.

TÓTH SAROLTA: *Magyar és lengyel Imre-legendák.* [Légendes hongroises et polonaises rattachées à Saint Émeric. — Венгерские и польские легенды о князе Имре.] Szeged 1962. 71 p. (Acta Universitatis Szegediensis. Acta Historica 11.)

Se fondant sur l'analyse critique des sources, l'auteur de l'étude suit le développement de la tradition hongroise liée à la figure de Saint Émeric, fils d'Étienne I^{er}, roi de Hongrie, et décédé en 1031, et constate que la légende hongroise qui y est relative fut rédigée au début du XII^e siècle, alors que la légende polonaise de même contenu remonte à la seconde moitié du XIII^e, servant ainsi de document à l'histoire des relations polono-hongroises.

5. Histoire de Hongrie 1527—1790 — История Венгрии в 1527—1790 гг.

BOGDÁN ISTVÁN—PAPP ZSIGMOND—SZABÓ MIKLÓS: *Kétszázéves gabonaszemek az Országos Levéltárban.* [Des grains de blé vieux de 200 ans aux Archives Nationales de Budapest. — 200-летние зерна в Национальном Архиве Венгрии.] AtSz 1963. Tom. 5. No 1—2. pp. 50—66., 2 t.

Ayant procédé à un examen des

qualités physiques et chimiques des espèces de céréales provenant de 1767 et trouvées dans les archives du Conseil de Lieutenance, les auteurs en tirent des conclusions quant à la qualité des blés de Hongrie au XVIII^e siècle et aux données métriques des anciennes mesures pour les grains.

CSAPODI CSABA: *Kiadatlan Zrínyi-levelek. 1—2.* [Lettres inédites de Zrínyi. 1—2. — Изданные письма Зрини. 1—2.] ITK 1962. Tom. 66. No. 5—6. pp. 639—657; 740—756.

Communication *in extenso* de 36 lettres récemment exhumées et provenant du legs de Miklós Zrínyi, poète et chef d'armée (1620—1664).

EMBER GYÖZÖ: *A Habsburg abszolútizmus osztálypolitikája Magyarországon az 1760-as években.* [La politique de classe pratiquée en Hongrie par le régime absolutiste des Habsbourg au cours des années 1760. — Политика габсбургского абсолютизма по отношению к отдельным классам в Венгрии в 1760-х годах.] MTATT 1963. Tom. 13. No. 1—2. pp. 1—46.

Grâce à des documents provenant des archives du Staatsrat d'Autriche et se fondant en premier lieu sur les requêtes du conseiller d'État Borié, l'auteur constate que la Cour de Vienne était opposée à toutes les couches de la noblesse hongroise; pour mener à bonne fin ses aspirations de centralisation, elle entendait s'appuyer sur la paysannerie.

HECKENAST GUSZTÁV: *Das Eisenhüttenwesen in Ungarn am Anfang des 18. Jahrhunderts.* [Чёрная металлургия в Венгрии в начале XVIII в.] AH 1963. Tom. 9. Fasc. 1—2. pp. 155—177.

L'auteur de l'étude précise le nombre des forges et leur importance locale en Hongrie et en Transylvanie à l'époque de la guerre d'indépendance de François II Rákóczi; il décrit le niveau de valeur technique et la production de ces forges, ainsi que les rapports de propriété et la situation des ouvriers qui y travaillaient.

KÁLDY-NAGY GYULA: *Tolna mezőváros mezőgazdasági termelése a XVI. század derekán a török adójegyzékekben.* [La production agricole de la bourgade de Tolna au milieu du XVI^e siècle à la lumière des rôles de contributions dressés par les occupants turcs. — Сельскохозяйственное производство сельского города Тольны в середине XVI в. в турецкой налоговой регистрации.] AtSz 1962. Tom. 4. No. 3—4. pp. 579—601.

KOSÁRY DOMOKOS: *A paraszti „Familia” kérdéshöz a XVIII. század elején.* [A propos de la question de la «Famille» paysanne au début du XVIII^e siècle. — К вопросу о крестьянской семье (Фамилія) в начале XVIII в.] AtSz 1963. Tom. 5. No. 1—2. pp. 120—132.

Se fondant sur les recensements dressés dans le comitat de Pest, l'auteur de l'étude constate que le mot «famille» fut employé dans une acception plus large;

outre la famille proprement dite, elle comprenait des parents, les domestiques et d'autres personnes encore travaillant dans l'exploitation familiale. Ainsi, de grandes familles paysannes du moyen-âge survécurent même à l'époque suivant l'expulsion des Turcs. Résumés en russe et en allemand.

KOVÁCS I[STVÁN]: *Slowakische Elemente in den ungarisch geführten Kammerbüchern von Nagyszombat (Trnava) aus dem XVI und XVII Jahrhundert.* [Словацкие элементы в камерных книгах, ведшихся на венгерском языке в г. Надьсombat — Трнава — в XVI и XVII вв.] Slavica 2. pp. 85—107.

Magyar éremhatározó. Összeáll. Unger Emil. Erdély. 1. füz. (1540—1630.) 2. füz. (1630—1780.). [Spécification des pièces de monnaie hongroises. Réd. par —. Transylvanie. Fasc. 1. (1540—1630.). Fasc. 2. (1630—1780.). — Пособие по венгерской нумизматике. Сост. —. Трансильвания. 1. вып. (1540—1630.), 2. вып. (1630—1780.)] Bp. 1961—62. 54 p., XLV t.

Description et dessin des pièces de monnaie de la principauté indépendante de Transylvanie.

PACH ZSIGMOND PÁL: *Kilenced és földesúri dézsma a XVII. századi Magyarországon.* [Neuvième et dime seigneuriale dans la Hongrie du XVII^e siècle. — Девятина и помещичий оборок в Венгрии в XVII в.] MTATT 1963. Tom. 13. No. 1—2. pp. 47—69.

À l'encontre d'une idée généralement répandue, l'auteur de l'étude démontre que dans la Hongrie du XVII^e siècle l'accroissement des alleux et des corvées ne changea en rien le rôle dominant des prestations en nature. Quant à l'évolution de l'économie, le critère s'en trouve dans la progression des impôts en espèces qui attestent d'une production marchande plus développée.

PACH ZSIGMOND PÁL: *Nyugat-európai és magyarországi agrárfejlődés a XV—XVII. században.* [Kiad. a] Marx Károly Közgazdaságtudományi Egyetem, Gazdaságtörténeti Tanszék. [L'évolution agraire en Europe occidentale et en Hongrie aux XV^e—XVII^e siècles. (Publ. par) —. Аграрное развитие западной Европы и Венгрии в XV—XVII вв. (Изд. —.)] Bp. 1963. Kossuth Kiadó, 559 p.

En Hongrie, le passage du régime féodal à l'économie capitaliste ne s'opéra qu'au XIX^e siècle. Comparé à celui que connut l'Europe occidentale, le processus accusa un notable retard et montra maintes différences. Quelles sont les racines historiques de ce retard, quand, dans quelles conditions et sous l'effet de

quels facteurs eut lieu le détournement que l'évolution de Hongrie accusa par rapport à celle d'Europe occidentale, quelles sont les raisons de cette déformation: telles sont les questions qui préoccupent l'auteur, celui-ci s'efforçant de les résoudre par les méthodes de l'histoire agraire. Il constate que dans la seconde moitié du XV^e siècle l'évolution des conditions féodales agraires atteignit approximativement le niveau connu en France et en Angleterre, et certains éléments et tendances d'une évolution agraire d'aspect bourgeois s'y présentèrent également. Cependant, ces tendances n'aboutirent pas: entre la fin du XV^e et le milieu du XVII^e siècles, l'évolution agraire en Hongrie accusa un détournement considérable par rapport à celui que connut l'Europe occidentale. Au lieu d'un essor de la production marchande, on assista à une recrudescence des prélèvements seigneuriaux sous formes d'impôts fonciers en espèces et en nature et en corvées; et au lieu d'une tendance à la propriété bourgeoise, ce furent la production marchande seigneuriale et allodiale qui prirent le dessus, et à la place du développement d'une paysannerie libre, productrice de marchandises on assista à une «deuxième édition» du servage. Au cours du XVI^e siècle, la lutte entre les deux tendances contradictoires s'était encore déroulée ouvertement, dans la majeure partie des territoires du pays la production marchande paysanne prédominait encore, alors qu'au XVII^e siècle les féodaux finirent par l'emporter et le «Gutswirtschaft» basé sur la corvée s'instaura; en résultat de tout cela, la transformation capitaliste de l'agriculture hongroise s'engagea au XIX^e siècle sur la voie dite «de type prussien».

Pápai János törökországi naplója. (Vál., sajtó alá rend., [bev.] és jegyz. Benda Kálmán.) [Le journal de Turquie de János Pápai. (Choisi, mis sous presse, (intr.) et annoté par —.) — Турецкий дневник Яноша Папана. (Выб. и подг. к печати, (введ.) и прим. —.)] Bp. 1963. Szépirodalmi Kiadó, 467 p., 1 carte. (Magyar szadok.)

Publication de trois journaux de voyage dont deux inédits, et de 17 lettres inédites pour la plupart, rédigés par János Pápai qui, entre 1705 et 1711, fut l'ambassadeur en Turquie de François II Rákóczi.

PERJÉS GÉZA: Mezőgazdasági termelés, népesség, hadseregélemezés és stratégia a XVII. század második felében. (1650–1715.) [Production agricole, population, ravitaillement de l'armée et stratégie dans la seconde

moitié du XVII^e siècle (1650–1715). — Сельскохозяйственное производство, народонаселение, снабжение армии продовольствием и стратегия во второй половине XVII. в. (1650–1715 гг.)] Bp. 1963. Akadémiai Kiadó, 189 p. (Értekezések a történettudományok köréből. U. S. 29.)

A l'aide de méthodes statistico-mathématiques, l'auteur de l'étude soumet à l'examen le niveau de la production agricole, la capacité d'approvisionnement sur le champ des opérations militaires et les possibilités offertes par les corvées de vivres. Il constate que, dans la pratique, l'armée ne pouvait compter sur les stocks trouvables sur le théâtre des opérations; elle était donc contrainte de s'alimenter auprès des stocks en magasin, circonstance qui, en raison des moyens de transport fort rudimentaires, limita ses possibilités de déplacement. A en croire l'auteur, c'est là qu'il faut chercher l'arrière-plan de la crise de la stratégie en Europe au cours du XVII^e et du XVIII^e siècles; une contradiction se manifesta entre les armées dont les effectifs avaient été grossis pour des raisons politiques et l'évolution économique-sociale entravée par l'insuffisance de la technique des transports.

RAFFY ÁDÁM: Blandrata György olasz orvos és a XVI. századbeli Erdély közegészségügye. [György Blandrata, médecin italien, et la santé publique en Transylvanie au XVI^e siècle. — Итальянский врач Дьердь Бландрата и общественное здравоохранение в Трансильвании в XVI в.] CMed 1962. No. 20. pp. 51–64.

Rechnungsbücher türkischer Finanzstellen in Buda (Ofen.) 1550–1580. Türkischer Text. [Veröff.]: Lajos Fekete, Gyula Káldy-Nagy. Hrsg.: Institutum Historicum Academiae Scientiarum Hungaricae. [Отчетные книги турецких финансовых учреждений в г. Буда, (Офен). 1550–1580.] (Опублик.) — Bp. 1962. Akadémiai Kiadó, 838 p.

Budai török számadáskönyvek. 1550–1580. Közzétette (és ford.) Fekete Lajos, Káldy-Nagy Gyula. [Kiad.] a Magyar Tudományos Akadémia, Történettudományi Intézet. [Livres de comptes turcs de Buda. 1550–1580. Prés. (et trad.) de —. (Publ.) par —. — Турецкие отчетные книги в г. Буда. 1550–1580. Публ. и перевод —.] Bp. 1962. Akadémiai Kiadó, 658 p.

Grâce à un manuscrit conservé à la Bibliothèque Nationale de Vienne, la première partie des recueils communique les relevés de caisse effectués entre 1550 et 1580 par les postes de douane turcs de Buda et de Pest. La seconde contient

le compte de caisse relatif aux années 1558 et 1560 du fisc turc de Buda, document conservé à Gotha. L'édition allemande comporte les textes originaux en turc, l'édition hongroise donnant leur traduction en hongrois. Fondées sur les documents qui y sont communiqués, les études qui les suivent brossent un tableau récapitulatif du commerce de Buda et de Pest à l'époque de l'occupation turque, de l'administration financière turque et des revenus qu'elle gérait.

TARDY LAJOS: *A tokaji Orosz Borvásárló Bizottság első két évtizede (1733—1753)*. [Histoire des deux premières décennies de la Commission russe pour l'achat du vin à Tokaj (1733—1753). — Первые два десятилетия Русской Комиссии по покупке вина в г. Токай.] Sz 1963. Tom. 97. No. 1. pp. 107—128.

VEZSPRÉMI ISTVÁN: *Succinta medicorum Hungariae et Transilvaniae biographia*. — Magyarország és Erdély orvosainak rövid életrajza. (Ford. Kővári Aladár. Szerk. Vértessy Sándor, Rónai András, Lovass Pál. [Traduction de —. Réd. par —. Перевод —. Ред.—] Centuria prima. Első száz. Bp. 1960. Medicina XVIII (22), 479 p., 1 t.; Centuria altera. Második száz. 1. r. Bp. 1962, Medicina 475 p. (Orvostörténeti könyvek. — Libri historiae medicae.)

Texte original en latin et traduction en hongrois de l'ouvrage d'une haute valeur historique publié entre 1774 et

1787 par le médecin de la ville de Debrecen.

WITTMAN TIBOR: *Quelques problèmes des luttes pour l'indépendance livrées par la Transylvanie contre les Habsbourg, et les aspect idéologiques de ce combat*. [Некоторые проблемы борьбы за независимость Трансильвании и идеологические отношения борьбы.] AUSz AHi Tom. 10. Szeged 1962. pp. 9—18.

L'auteur souligne le rôle de la paysannerie et de la noblesse dans les guerres d'indépendance dont les fondements idéologiques marquèrent sous le règne de Gabriel Bethlen, prince de Transylvanie (1613—1629), les débuts en Hongrie des sciences politiques et de la théorie de l'État.

ZOLTÁN JÓZSEF: *A barokk Pest-Buda élete. Ünnepségek, szórakozások, szokások*. [La vie de Buda et de Pest au XVIII^e siècle. Célébrations, fêtes, distractions, coutumes. — Жизнь, праздники, развлечения и обычаи городов Пешт и Буда времени барокко.] Bp. 1963. 366 p., 26 t. (Fővárosi Szabó Ervin Könyvtár, Tanulmányok. U. S. 40.)

A la lumière d'abondantes sources de l'époque, l'auteur brosse un tableau détaillé sur l'évolution de la capitale hongroise au siècle qui suivit sa libération de sous la domination turque. Il traite des fêtes religieuses et laïques et décrit les coutumes de la société. Résumés en anglais, en allemand et en russe.

6. Histoire de Hongrie 1790—1849 —

История Венгрии в 1790—1849 гг.

Adatok a hazai kémiai tanszékek történetéhez. 2. SZŐKEFALVI-NAGY ZOLTÁN: *Kerekas Ferenc*. [Documents relatifs à l'histoire des chaires de chimie en Hongrie. 2. —: Ferenc Kerekas. — Данные к истории химических кафедр Венгрии. 2. —: Ференц Керекеш.] AAgr Tom. 8. pp. 409—421.

Exposé sur l'activité du professeur Kerekas à Debrecen, entre 1816 et 1849.

ARATÓ E[NDRE]: *Antal Décsy, einer der erster Vertreter der ungarländischen Slawistik und die ukrainische Geschichtsschreibung in Ungarn*. — [Антал Деци, один из первых представителей славистики Венгрии и украинская историография в Венгрии.] SSI 1962. Tom. 8. Fasc. 3—4. pp. 442—448.

BÁLINT SÁNDOR: *A szegedi tanyavilág benépesedése helyeinek tükrében*. [Le peuplement des hameaux de la région de Szeged à la lumière des toponymes. — Процесс расселения жителей хуторов в районе г. Сегед в свете названий хуторов.] Szeged 1963. 10 p. (Néprajzi dolgozatok 9.)

BALOGH ISTVÁN: *Az alföldi tanyásgazdálkodás az 1830—40-es években*. [L'exploitation fermière dans la Grande Plaine hongroise pendant les années 1830 et 1840. — Хуторское хозяйство на Большой Венгерской Низменности в 1830—40 гг.] AtSz 1962. Tom. 4. No. 3—4. pp. 617—633.

Exposant la formation et l'essence de l'exploitation fermière, l'auteur résume les idées des spécialistes de l'époque quant à une raisonnable transformation de l'agriculture.

CSIZMADIA ANDOR: *A magyar választási rendszer 1848—1849-ben. (Az első népképviselői választások.)* [Le système électoral hongrois en 1848—1849. (Les premières élections représentatives.) — Венгерская избирательная система в 1848—1849 гг. (Первые выборы народного представительства.)] Bp. 1963. Közgazdasági és Jogi Kiadó, 366 p.

Ayant résumé l'histoire des luttes engagées pour l'introduction du système représentatif, l'auteur traite de la nouvelle

loi électorale, décrit le déroulement et les résultats du scrutin, expose la question de la vérification des pouvoirs et celle de l'invalidation et, pour terminer, il démontre que le parlement représentatif joua un notable rôle dans la conduite de la guerre d'indépendance, mais que sa composition ne lui permit pas d'adopter sur le plan social une position radicalement bourgeoise.

KOSÁRY D[ОМОКОС]: *Széchenyi in Recent Western Literature*. [Сечени в Западной Литературе.] AH 1963. Tom. 9. Fasc. 1—2. pp. 255—278.

S'associant aux publications parues à l'occasion du 100^e anniversaire de la mort de Széchenyi, cette étude analyse l'ensemble des ouvrages d'histoire qui, en Occident, ont été récemment consacrés à son héros. L'auteur constate que ces travaux relèvent des différentes tendances de l'historiographie occidentale contemporaine qui s'efforcent de donner une appréciation des mouvements nationaux d'Europe centrale et orientale et de l'Empire des Habsbourg; ainsi, la tendance «Südostforschung», et l'école Srbik visent à réhabiliter la personne de Metternich et l'idéalisation de l'État supranational des Habsbourg. Cette étude est complétée d'un compte-rendu informatif portant sur les ouvrages parus en Hongrie à l'occasion de ce centenaire.

A magyar nőnevelés úttörői. Összeáll., bev. és jegyz. Orosz Lajos. [Les pionnières de l'éducation des femmes en Hongrie. Réd., intr. et annoté par —. Пioneры дела воспитания женщин в Венгрии. (Сост. введ. и прим. —.)] Bp. 1962. Tankönyvkiadó, 386 p., 16 t. (Neveléstörténeti könyvtár.)

MÉREY KLÁRA, T.: *Somogy megye mezőgazdasága. 1790—1848*. [L'agriculture dans le département de Somogy. 1790—1848. — Сельское хозяйство комитата Шомодь. (1790—1848 гг.)] Kaposvár 1962. Somogy m. Tanácsa, 120 p., 1 carte.

L'auteur analyse l'apparition, dans le département en question, des prémisses d'une exploitation agricole capitaliste, d'une économie planifiée, de l'expansion de la production marchande en matière de céréales et d'élevage; il décrit les symptômes de crise qui survint du fait des conditions de crédit, rend compte des problèmes soulevés par rapport à la terre, à la main-d'œuvre, au marché, aux transports, etc.

NÉMEDI LAJOS: *A nemzeti művelődés ügye 1790—91-ben*. [La cause de la culture nationale en 1790—91. — Дело национальной

культуры 1790—91 гг.] AAgr Tom. 8. pp. 213—289.

Aperçu détaillé sur les aspirations du mouvement visant à encourager les sciences, à protéger la langue, à perfectionner l'enseignement, à fonder l'Académie et à patronner les théâtres, ainsi que sur le rôle que ces efforts jouèrent dans le développement du nationalisme hongrois.

SÁRKÖZI ZOLTÁN: *Az erdélyi szászok a nemzeti ébredés korában (1790—1848)*. [Les Saxons de Transylvanie à l'époque de l'éveil du nationalisme (1790—1848). — Саксонцы Трансильвании в эпоху национального возрождения. (1790—1848)] Bp. 1963. Akadémiai Kiadó, 152 p. (Értekezések a történeti tudományok köréből. Új sor. 28.)

L'ouvrage embrasse l'époque allant de la première étape du mouvement national saxon (1790—1830) jusqu'à la période de l'exacerbation des antagonismes nationaux (1830—1848). L'auteur du livre soumet à l'examen les conditions de la venue du capitalisme dans l'industrie et l'agriculture dans les territoires habités par les Saxons.

SCHRAMM FERENC: *Peretsényi Nagy László letrása az Arad megyei szőlőművelésről (1805)*. [Description faite par László Peretsényi Nagy sur la viticulture du comitat d'Arad (1805). — Записки Ласло Перетшени-Надь о виноградарстве в комитате Арад. (1805)] AtSz 1963. Tom. 5. No. 1—2. pp. 153—176.

L'ouvrage communique la partie concernant la viticulture du manuscrit conservé au Département des Manuscrits de la Bibliothèque Nationale Széchényi et contenant la description du comitat d'Arad.

TILKOVSKY LÓRÁNT: *Balásházy János élete és munkássága*. [La vie et l'œuvre de János Balásházy. — Жизнь и деятельность Яноша Балашихази.] Sz 1962. Tom. 96. No. 3—4. pp. 409—439.

Combattant pour l'introduction des réformes bourgeoises, János Balásházy (1797—1857) fut l'un des pionniers de la modernisation de l'agriculture en Hongrie. Résumés en français et russe.

TÓTH ANDRÁS: *Az Egyetemi Könyvtár a ferenci abszolútizmus korában (1790—1823)*. [La Bibliothèque de l'Université sous le régime absolutiste de l'empereur François. — Университетская библиотека во время абсолютизма Франца. (1790—1823.)] MK 1963. Tom. 79. No. 3. pp. 186—213.

WALDAPFEL ESZTER: *A független magyar külpolitika. 1848—1849*. [La politique extérieure hongroise indépendante. — Незави-



смая венгерская внешняя политика. 1848—1849 гг.] Вр. 1962. Akadémiai Kiadó. 379 p., 16 t., 1 carte.

L'unité allemande, la constitution d'un centre diplomatique à Paris, les tentatives de réconciliation poursuivies par Kossuth à l'automne de 1848, l'activité déployée par Pulszky à Londres, les démarches diplomatiques à propos de l'intervention tsariste, les aspirations

visant à faire reconnaître l'indépendance de la Hongrie, les relations avec le mouvement italien, et les efforts pour résoudre la question des minorités nationales sont autant de problèmes au travers desquels l'auteur du livre représente cette lutte composite, mais sans résultat, que Kossuth et le gouvernement révolutionnaire menèrent pour la reconnaissance internationale de la Hongrie indépendante.

7. Histoire de Hongrie 1849—1919 — История Венгрии в 1849—1919 гг.

BIANCHI, LEONARD—PECZE FERENC: *A gyűlekezési és egyesülési jog szabályozása a dualizmus korában, különös tekintettel a munkás- és a nemzeti mozgalomra.* [Le droit de réunion et d'association à l'ère de la monarchie dualiste, et leurs incidences sur les mouvements ouvriers et nationalistes. — Урегулирование права собрания и союзов во время дуализма с особым взглядом на движение рабочих и националистей.] JK 1963. Tom. 18. No. 3. pp. 143—151.

BOR K[ÁLMÁN]: *Die Briefe von Vatroslav Jagić an Lajos Thallóczy.* [Письма Ягич Ватрослава к Лайошу Таллюци.] SSI 1962. Tom. 8. Fasc. 1—2. pp. 29—62.

Communication de 40 lettres que le célèbre philologue sud-slave adressa à Lajos Thallóczy, directeur du Hofkammerarchiv de Vienne. (Les lettres sont conservées au département des manuscrits de la Bibliothèque Nationale Széchényi.)

CSIZMADIA ANDOR: *A vallás- és lelkiismereti szabadság és a felekezetek egyenjogúságának kérdése a dualizmus korában.* [La liberté de croyance et de conscience et la question de l'égalité des confessions à l'ère de la monarchie dualiste. — Вопрос о свободе вероисповедания, совести и равноправия различных религий во время дуализма.] JK 1963. Tom. 18. No. 1. pp. 24—33.

DIÓSZEGI ISTVÁN: *Az 1870. július 18-i közös minisztertanács.* [Le conseil de la couronne du 18 juillet 1870. — Общий совет министров 18-го июля 1870. г.] Sz 1962. Tom. 96. No. 5—6. pp. 705—747.

Cette étude éclaire les facteurs de politique intérieure et extérieure qui jouèrent dans l'élaboration de la position de l'Autriche-Hongrie dans la guerre entre la Prusse et la France. Se fondant sur les documents de l'époque, il procède à une analyse fouillée de ce conseil des ministres qui finit par se décider pour la neutralité, mais qui envisagea d'utiliser au maximum les avantages diplomatiques et militaires qui découleraient d'une victoire remportée par les Français.

Résumés en français et en russe.

HORVÁTH Z[OLTÁN]: *The Rise of Nationalism and the Nationality Problem in Hungary in the Last Decades of Dualism.* [Разцвет национализма и зарождение национального вопроса в последние десятилетия дуалистской Венгрии.] АН 1963. Tom. 9. No. 1—2. pp. 1—38.

JEMNITZ JÁNOS: *The Relations of the American and the American-Hungarian Labour Movements as Revealed in the Correspondence of Ervin Szabó.* [Америка и американско-венгерское рабочее движение в корреспонденции Эрвина Сабо.] АН 1963. Tom. 9. Fasc. 1—2. pp. 179—214.

Ces lettres que les Hongrois d'Amérique écrivirent entre 1904 et 1911 se rapportent aux problèmes surgissant dans le mouvement ouvrier de New York.

KENDE JÁNOS: *Az MSZDP nemzeti szekciójának állásfoglalása a párt 1918. október 13-i rendkívüli kongresszusán.* Közli: —. [Les prises de position des sections nationales du Parti Social-Démocrate de Hongrie au congrès extraordinaire du Parti, le 13 octobre 1918. Communiqué par —. Позиция национальных секций Социалдемократической Партии Венгрии на чрезвычайном съезде 13-го октября 1918 г. (Сообщ. —)] PtK 1963. Tom. 9. No. 1. pp. 153—162.

À l'encontre de la direction du parti qui avait pris position pour l'intégrité territoriale de la Hongrie, les députés nationalistes avaient mis l'accent sur le droit à l'autodétermination, tout en se gardant encore de se déclarer pour la sécession.

KOLOSSA TIBOR: *Adatok az agrárnépesség összetételéhez az Osztrák—Magyar Monarchiában. (1900 körül.)* 1—2. [Données relatives à la structure sociale de la population agricole de l'Empire d'Autriche-Hongrie (vers 1900). 1—2. — Данные к структуре аграрного населения в Австро-Венгерской Монархии. (1900 г.) 1—2. ч.] AtSz 1962. Tom. 4. No. 1—4. pp. 95—128.; 447—536.

La seconde partie de cette étude décrit la répartition des exploitations du

point de vue de l'application du système du travail salarié. Puis, elle brosse un tableau d'ensemble de la composition sociale de la population agricole. La partie finale établit trois points de vue pour répartir les pays de l'Empire en types principaux: 1. L'évolution capitaliste de l'agriculture et l'aspect bourgeois de la structure agraire; 2. Le type social dominant des exploitations (seigneurial et paysan); 3. La proportion des couches salariées. Avec des résumés en allemand et en russe.

KOSÁRY DOMOKOS: *Kemény és Széchenyi 1849 után*. [Kemény et Széchenyi après 1849. — Кемени и Сечени после 1849 г.] ItK 1963. Tom. 67. No. 2. pp. 149—170.

L'auteur de cette étude analyse les idées de politique extérieure élaborées dans les années 1850 par Zsigmond Kemény, idéologue de la noblesse moyenne hongroise qui avait renié la révolution. Kemény estimait que le virage de la politique extérieure autrichienne vers les Balkans entraînerait le transfert vers la Hongrie du centre de gravité de l'Empire des Habsbourg. A l'encontre d'István Széchenyi, qui entendait chercher dans les petits Etats balkaniques des débouchés à l'industrie hongroise, Kemény réclamait le maintien de la domination sur les minorités nationales et l'oppression de ces Etats avec l'aide de l'Autriche.

LUKÁCS LAJOS: *Aspromonte és a magyar emigráció 1862-ben*. [Aspromonte et l'émigration hongroise en 1862. — Аспромонте и венгерская эмиграция в 1862 г.] Sz 1963. Tom. 97. No. 1. pp. 32—67.

L'auteur analyse en détail l'évolution du comportement des officiers hongrois qui servaient dans l'armée de Garibaldi (cette évolution s'appliquant en premier lieu à Gusztáv Frigyesi, István Dunyov et Károly Eberhardt) après le grand tournant accompli en 1862 dans le mouvement pour l'union nationale italienne. Résumés en français et en russe.

A magyar irodalom története. (2. r.) 1849—1905. (Szerk. Király István, Pándi Pál, Sötér István.) [L'histoire de la littérature hongroise. (2^e partie) 1849—1905. (Réd. par —.) — История венгерской литературы. (2. ч.) 1848—1905 гг. (Ред. —.)] Bp. 1963. Gondolat, 493 p.

RÁCZ ISTVÁN: *A kivándorlás és a magyar uralkodó osztály (1849—1914.)* [L'émigration et la classe dominante hongroise. (1849—1914.) — Эмиграция и венгерский господствующий класс. (1849—1914)] AIHUD 2. pp. 185—207.

Procédant à une analyse des documents d'archives et de presse de l'époque,

l'auteur conclut qu'à l'ère de la monarchie dualiste les classes dirigeantes hongroises estimaient que le mouvement d'émigration qui avait revêtu à cette époque d'immenses proportions était fort utile, car il servait d'exutoir aux tensions sociales de l'époque.

SÁNDOR VILMOS: *Die Mechanisierung des Getreidedrusches in Ungarn*. [Механизация молотбы в Венгрии.] AtSz 1963. Tom. 5. Suppl. pp. 25—64.

Se fondant sur des documents choisis de statistique et se servant de nombreux tableaux, l'auteur illustre le processus de la mécanisation des travaux agricoles et le diffusion de la machine à vapeur depuis les années 1860 jusqu'au déclenchement de la première guerre mondiale. Compte tenu de l'étendue et du caractère des exploitations, il analyse la répartition et la diffusion des locomobiles et des batteuses.

SÖTÉR ISTVÁN: *Polgárosodás és nemzetiség*. [Embourgeoisement et nation. — Обуржуазивание и национальность.] MTANyI 1962. Tom. 19. No. 1—4. pp. 119—186.

Cette étude analyse les ouvrages que les principaux représentants du libéralisme hongrois d'après 1848 — J. Eötvös, Zs. Kemény, P. Gyulai, J. Arany, J. Vajda — consacrent à la théorie de l'Etat et de la société, à la politique et à la littérature et expose comment ils s'efforcèrent de créer un équilibre entre les antagonismes croissants du capitalisme, comment ils tentèrent de concilier les intérêts souvent contradictoires entre l'évolution bourgeoise et la notion de nation et comment ils cherchèrent des possibilités d'assurer l'ordre du régime capitaliste.

SZEMERE VERA: *Az agrárkérdés 1918—1919-ben*. [La question agraire en 1918—1919. — Об аграрном вопросе в 1918—1919 гг.] Bp. 1963. Kossuth Kiadó, 272 p.

L'auteur décrit les débats qui agiterent le Parti Social-Démocrate sur l'élaboration d'un programme agraire; elle expose la situation de la paysannerie et le développement des luttes engagées par elle au début du XX^e siècle pour une réforme agraire. Se fondant sur des documents de l'époque, l'auteur traite de l'effet que la révolution bourgeoise démocratique exerça dans les campagnes et analyse en détail l'attitude à l'égard de la réforme agraire du parti communiste ouvrier, du parti social-démocrate et des partis bourgeois. Elle illustre ensuite l'effet et l'exécution du décret promulgué par la République des Conseils, le développement des coopératives

de production et, pour terminer, elle relève les changements survenus dans la situation de la paysannerie, l'évolution de la lutte de classe dans les campagnes; elle étudie aussi les problèmes qui surgirent sous le régime de la dictature du prolétariat à propos de l'alliance ouvrière-paysanne.

ТОКОДЫ ГY[ULÁ]: *Die Pläne des All-deutschen Verbandes zur Umgestaltung Österreich-Ungarns*. [Планы Пангерманского Союза для преобразования Австро-Венгрии.] АН 1963. Том. 9. Fasc. 1—2. pp. 39—67.

ТÓTH ISTVÁN: *Agrárszocialista mozgalom Borsod megyében 1898-ban*. [Mouvement socialiste agraire dans le comitat de Borsod en 1898. — Аграрно-социалистическое движение в комитате Боршод в 1893 г.] РтК 1963. Том. 9. No. 2. p. 11—131.

Description de l'organisation du mouvement qui se développa sous la direction de Várkonyi en Hongrie septentrionale et exposé des mesures répressives prises par les autorités.

ТÓTH ISTVÁN: *Földosztó mozgalom Szabolcs megyében (1897—1898)*. [Mouvement de partage des terres dans le comitat de Szabolcs (1897—1898). — Движение за раздел земли в комитате Саболч. (1897—1893 гг.)] Вр. 1963. Kossuth Kiadó, 138 p., 7 t.

Cette étude présente entre 1848 et 1900 la situation économique et sociale de la paysannerie de ce département du nord-est de la Hongrie et expose par le détail le mouvement peu connu jusqu'à présent qui, organisé par le Parti Socialiste Indépendant dirigé par Várkonyi exerça son influence tant sur les ouvriers agricoles que sur une partie de la petite et moyenne paysanneries. Ce parti s'efforça de réaliser dans la pratique son programme réclamant le partage des grandes propriétés.

VARGA ZOLTÁN: *A Széchenyi-ábrázolás fő irányai a magyar történetírásban (1851—1918)*. [Kiad. a Magyar Történelmi Társulat. [Les principales tendances de la représentation de la figure de Széchenyi dans l'historiographie hongroise (1851—1918). (Publ. par) — Важнейшие направления в изображении Сечени в венгерской историографии. (1851—1918 гг.) (Изд.) — Вр. 1963. Akadémiai Kiadó, 374 p. (Tudománytörténeti tanulmányok 3.)

Ce livre donne une analyse approfondie de la littérature historique consacrée à la figure d'István Széchenyi (1791—1860), personnalité dirigeante de l'ère des réformes en Hongrie. L'auteur n'omet pas de souligner les connexités existant entre les différents ouvrages et les conditions et aspirations politiques de leur époque. L'étude se clôt par une bibliographie de la littérature relative à Széchenyi.

VINCZE EDIT, S.: *Küzdelem az önálló proletárpárt megeremítéséért Magyarországon. 1848—1890*. [Luttes pour la création d'un parti prolétarien indépendant en Hongrie. 1848—1890. — Борьба за создание самостоятельной пролетарской партии в Венгрии. 1848—1890 гг.] Вр. 1963. Kossuth Kiadó, 63 p. (Munkásmozgalom történeti tanulmányok.)

L'auteur analyse les données des débuts du mouvement ouvrier de Hongrie, son développement, ses difficultés; elle caractérise les groupes des meilleurs fils de la classe ouvrière de l'époque, aussi bien que les rapports que les ouvriers entretenaient avec les partis des classes dominantes, surtout avec le Parti de l'Indépendance. L'étude relate en détail les premiers essais de constituer le parti et constate qu'au début le Parti Social-Démocrate de Hongrie était resté fidèle aux enseignements de Marx qui avaient été adoptés au congrès constitutif.

8. Histoire de Hongrie 1919—1945 — История Венгрии в 1919—1945 гг.

BALOGH SÁNDOR: *A bethleni konszolidáció és a magyar «neonacionalizmus»*. [La consolidation sous le gouvernement de Bethlen et le «néonationalisme» hongrois. — Консолидация Бетлена и венгерский «неонационализм».] TSz 1962. Том. 5. No. 3—4. pp. 426—448.

L'idéologie du néonationalisme fut élaborée par le comte Kuno Klebelsberg, ministre des cultes dans le gouvernement de Bethlen. Rejetant le nationalisme libéral, il se mit à appliquer, en conformité avec les prétentions du régime de Horthy, un chauvinisme hongrois de

grande puissance qui avait eu son heure au XIX^e et au début du XX^e siècles. Il prêcha l'«irrédentisme» et une «suprématie culturelle hongroise» en plaçant au centre de son idéologie «la race hongroise». L'auteur ne manque pas de montrer que la néonationalisme était une idéologie fasciste.

BALOGH SÁNDOR—SZABOLCS OTTÓ: *Pedagógusok a két világháború között. 1919—1945*. [Közrem.] (Szűcs László, Simon Gyula, Dékán Károly.) [Les enseignants dans la période de l'entre-deux-guerres. 1919—1945. (Avec la collaboration) (de —.) — Педагоги

во время между двумя мировыми войнами.] (Сотр.) (—.) Вр. 1963. 270 p., 1 t. (A Magyar Történelmi Társulat és a Hazafias Népfront könyvtára 6.)

L'introduction de Sándor *Belogh* brosse un tableau d'ensemble sur la situation des intellectuels hongrois sous le régime de Horthy; les documents illustrent ensuite les conditions de vie et de travail des enseignants.

BETLEN OSZKÁR: *A spanyol szabadságharc első időszakának hatása a magyar munkásmozgalomra.* [L'effet de la première phase de la guerre d'Espagne pour la liberté sur le mouvement ouvrier hongrois. — Влияние первого периода освободительной войны Испании на венгерское рабочее движение.] PtK 1963. Tom. 9. No. 2. pp. 26—56.

L'auteur conclut que les événements d'Espagne exercèrent un effet durable sur le mouvement ouvrier hongrois, car, tant dans les organisations ouvrières légales que dans celles qui étaient clandestines, ces événements ne firent que renforcer l'union des forces antifascistes et l'idée du front populaire. C'est sous ce même effet que l'on prit conscience de ce que la classe ouvrière devait se mettre à la tête des forces démocratiques et patriotiques du pays et assumer la direction des luttes contre le fascisme.

FEHÉR ANDRÁS: *A Magyarországi Szociáldemokrata Párt újjászervezése és politikája (1919. augusztus 6 — 1919. november 23).* [La réorganisation du Parti Social-Démocrate de Hongrie et sa politique (6 août—23 novembre 1919). — Реорганизация и политика Социалдемократической Партии Венгрии. (6 августа 1919 г. — 23 ноября 1919 г.)] PtK 1963. Tom. 9. No. 1. pp. 72—104.

L'effondrement de la République Hongroise des Conseils entraîna non seulement l'arrestation en masse des communistes, mais aussi celle des membres de l'aile gauche du Parti Social-Démocrate, et même de ceux qui se situaient au centre. En conséquence de cette situation, lors de la réorganisation du Parti Social-Démocrate, ce fut l'aile droite qui s'empara de la direction.

Horthy Miklós *titkos iratai.* Sajtó alá rend., magy., jegyz.: Szinai Miklós, Szücs László. [Kiad. a] Magyar Országos Levéltár. [Les papiers confidentiels de Miklós Horthy. Mis sous presse, commenté et annoté par —. (Publ.) par —. — Секретные документы Миклоша Хорти. Подг. к печати, объяснит. прим. —. (Изд.) —.] Вр. 1962. Kossuth Kiadó, 533 p., 12 t.

Les écrits du cabinet de Miklós Horthy jettent de la lumière sur les dessous de maints problèmes qui préoccupaient le

régime contre-révolutionnaire et en décrivent les mobiles internes. On voit que, dans le mécanisme de ce régime, l'armée et l'état-major disposèrent de prérogatives toutes spéciales. Les documents attestent qu'on ne saurait sous-estimer le rôle de Horthy dans la direction de la politique hongroise extérieure et intérieure; le régent ne fut point le jouet de ses conseillers, mais qu'il exerça une influence décisive sur la marche des événements.

HORVÁTH ZOLTÁNNÉ: *A Kommunista Magyarországi Pártjának 2. kongresszusa.* [Le II^e Congrès du Parti Communiste de Hongrie. — II. съезд Венгерской Партии Коммунистов.] PtK 1963. Tom. 9. No. 1. pp. 37—71.

Après avoir analysé les phénomènes de crise observables dans la politique et l'économie du régime contre-révolutionnaire et remarqué un déplacement à gauche au sein de la classe ouvrière, le II^e Congrès organisé par les communistes hongrois au printemps de 1930 tira des conclusions importantes quant au travail pratique du parti. Il prit résolument position pour la principale ligne politique à suivre par le Parti, ligne qui conduira à la réalisation de l'objectif direct de la révolution: l'avènement de la dictature du prolétariat. Quant à la question de la stratégie et plusieurs problèmes politiques importants, le Congrès adopta une position sectaire gauchiste.

Kioltott fátylák. Emlékezések a fehér terror pedagógus áldozatairól. (Szerk. Bihari Mór, Bors András stb.) [Flambeaux éteints. En souvenir des enseignants victimes de la terreur blanche. (Réd. par) —. — Погашенные свечки. В память павших жертвами белого террора педагогов. (Ред. —.) Вр. 1963. Tankönyvkiadó, 223 p.

Biographies de 30 pédagogues hongrois progressistes exécutés entre 1919 et 1945 par le régime contre-révolutionnaire.

KIS ALADÁR: *Magyarország külpolitikája a második világháború előestéjén. (1938. nov. — 1939. szept.)* [La politique extérieure de la Hongrie à la veille de la seconde guerre mondiale. (Novembre 1938 — septembre 1939.) Внешняя политика Венгрии накануне второй мировой войны. (ноябрь 1938 — сентябрь 1939. гг.)] Вр. 1963. Kossuth Kiadó, 253 p.

Depuis le premier arbitrage de Vienne l'auteur suit jour par jour l'activité diplomatique déployée par le gouvernement hongrois jusqu'en septembre 1939. Il porte une attention particulière au développement des relations hungaro-germaniques et hungaro-italiennes. Se fondant sur les documents conservés dans

les archives étrangères et hongroises, il décrit les événements les plus notables de l'année: ralliement au pacte-antikomin-tern, sortie de la Société des Nations, participation à l'agression contre la Tchécoslovaquie, occupation de l'Ukraine subcarpathique, abandon de la Pologne alliée.

KÖVÁGÓ LÁSZLÓ—PINTÉR ISTVÁN: *Munkássors — munkásgond, 1919—1944.* (Dokumentumok.) [Destins ouvriers — soucis ouvriers, 1919—1944. (Documents.) — Судьба рабочих — забота рабочих, 1919—1944 г. (Документы)] Вр. 1962. 352 p., 8 t. (A Magyar Történelmi Társulat és a Hazafias Népfront könyvtára 5.)

Documents d'archive se rapportant à la situation, aux conditions de travail, au niveau de vie et à l'organisation des mineurs. Les introductions présentent un aperçu d'ensemble sur l'évolution des conditions de vie de la classe ouvrière de Hongrie.

LÁCKÓ MIKLÓS: *Vázlat a szélsőjobboldali mozgalmak társadalmi hátteréről Magyarországon az 1930-as években.* [Esquisse sur l'arrière-plan social des mouvements d'extrême droite en Hongrie au cours des années 1930. — Очерк об общественной форме крайне-правых движений в Венгрии в 30-х годах.] TSz 1962. Tom. 5. No. 3—4. pp. 449—469.

Cette étude analyse les fondements sociaux des mouvements d'extrême droite pour la période allant de 1935 à 1944. Elle démontre que de point de vue de classe, les mouvements nationaux socialistes en Hongrie duent leur origine à l'enchaînement de deux facteurs. Le premier et principal facteur fut représenté par les couches intérieures des classes dirigeantes: les officiers, les fonctionnaires publics et les propriétaires terriens, couches dont les intérêts réclamaient une tendance fasciste extrémiste au régime contre-révolutionnaire traditionnel. A cela vint s'ajouter le second facteur représenté par le mouvement réactionnaire de la petite-bourgeoisie urbaine et rurale pour une certaine partie. Ces deux facteurs constituèrent la base du mouvement fasciste de masse en Hongrie; en raison de la faiblesse du mouvement ouvrier socialiste, ce mouvement réussit à la fin des années 30 à étendre son influence sur les couches retardataires de la classe ouvrière. Pendant la seconde guerre mondiale, le mouvement fasciste de masse accusa un net recul; la politique droitiste du gouvernement satisfait la plupart des revendications des classes privilégiées de même esprit; simultanément, les masses arriérées de la petite-bourgeoisie et de la

classe ouvrière furent de plus en plus déçues par les nationaux-socialistes. Lorsqu'en octobre 1944, l'Allemagne nazie soutint l'avènement au pouvoir du gouvernement fantoche des croix-fléchées présidé par Szálasi, le mouvement des croix-fléchées ne représentait plus une force massive entrant en ligne de compte; il ne put s'appuyer que sur les éléments les plus déconsidérés et les plus fanatiques des castes privilégiées et sur différents groupes de «lumpen-prolétaires». Résumés en français et en russe.

PACH ZSIGMOND PÁL: *Az ellenforradalmi történet szemlélet kialakulása Szekfű Gyula Három nemzedékében. (Tanulmányrészlet.)* [La genèse de la conception contre-révolutionnaire de l'histoire dans l'ouvrage de Gyula Szekfű intitulé «Trois générations». (Fragment d'étude.) — Оформление контрреволюционной исторической концепции в произведении Дьюлы Секфю «Три поколения». (Отрывок из статьи.) TSz 1962. Tom. 5. No. 3—4. pp. 387—425.

Personnage marquant de l'historiographie hongroise dans la période de l'entre-deux-guerres, Gyula Szekfű (1883—1955) évoqua dans son ouvrage «La biographie de l'État hongrois», les idées — telles celles de l'appartenance au «monde chrétien germanique», la critique de l'époque libérale, signe d'une décadence — qu'il finit par élaborer dans son ouvrage intitulé «Trois générations» en un système homogène fondant sa conception «chrétienne-nationale» de l'histoire; et celle-ci servit de fondement idéologique au régime contre-révolutionnaire. Pour étayer sa conception, il alla jusqu'à falsifier la personnalité d'István Széchenyi et de l'ériger, en la considérant comme une figure supranationale, en précurseur et modèle idéologique de la restauration contre-révolutionnaire. Résumés en français et en russe.

PINTÉR ISTVÁN: *Данные к истории Венгерского Освободительного Комитета Национального Восстания. [Contribution à l'histoire du Comité de Libération du Soulèvement National Hongrois.]* AH 1963. Tom. 9. Nr. 1—2. pp. 470—496.

L'activité du Comité fondé par les antifascistes et dirigé par Endre Bajcsy-Zsilinszky, fut un chapitre important de l'histoire du mouvement de résistance en Hongrie.

PINTÉR ISTVÁN: *A Kállay-kormány «hinta-politikája» és az antifasiszta ellenállási mozgalom.* [La «politique de bascule» du gouvernement Kállay et le mouvement de résistance antifasciste. — Двурешническая политика правительства Каллай и антифашистское

движение сопротивления. | TSz 1962. Tom. 5. No. 3—4. pp. 470—496.

A l'issue du tournant survenu dans le cours de la guerre, en 1943 Kállay engagea des négociations avec les puissances anglo-saxonnes, les sollicitant de devancer l'Armée Soviétique et ainsi d'occuper la Hongrie pour sauvegarder le régime de Horthy. Sur le plan de l'intérieur, il établit des contacts avec les dirigeants des partis des petits propriétaires et social-démocrate. Aidés par eux, Kállay parvint à éveiller des illusions dans les larges masses du peuple hongrois, illusions qui lui firent croire qu'il serait capable de rompre avec Hitler. A la suite de cette politique d'assoupissement de l'esprit de résolution des masses, la population du pays prit acte sans aucune résistance de l'occupation du pays par les Allemands. Résumés en français et en russe.

RÁNKI GYÖRGY: *Gondolatok az ellenforradalmi rendszer társadalmi bázisának kérdéséhez az 1920-as évek elején.* [Reflexions sur la question des fondements sociaux du régime contre-révolutionnaire au début des années 1920. — Размышления о вопросе общественной базы контрреволюционного режима в начале 1920-х годов.] TSz 1962. Tom. 5. No. 3—4. pp. 353—369.

Le régime contre-révolutionnaire hongrois représenta une fusion de certains éléments du despotisme fasciste et de la légalité conservatrice bourgeoise. Bien que le fascisme, en tant que variante spécifique de la contre-révolution bourgeoise du XX^e siècle soit historiquement applicable aux conditions hongroises d'après 1919, on ne saurait se passer d'une analyse approfondie du camp contre-révolutionnaire, camp qui ne se réduit aucunement à la grande bourgeoisie et à l'aristocratie; en effet, elle réunit en son sein le groupe «de Szeged» des éléments recrutés dans la gentry, des fonctionnaires d'État et des officiers qui voulaient rétablir leurs prérogatives et, par rapport à avant 1918, les accroître considérablement. L'influence accrue que

ce groupe connut sur le plan social s'explique du fait qu'il exerça un notable effet sur la petite-bourgeoisie qu'il réussit à se gagner tant dans les campagnes qu'à Budapest par les moyens d'une propagande révisionniste liée à une démagogie sociale-antisémite. Résumés en français et en russe.

SZABÓ ÁGNES: *A Kommunisták Magyarországi Pártja az ellenforradalmi rendszer társadalmi viszonyairól (1919—1933).* [La conception du Parti Communiste de Hongrie sur les conditions sociales du régime contre-révolutionnaire (1919—1933). — Венгерская Партия Коммунистов об общественных отношениях контрреволюционного режима. (1919—1933)] TSz 1962. Tom. 5. No. 3—4. pp. 370—386.

Sous le régime contre-révolutionnaire, les communistes hongrois — en premier lieu à leurs congrès — ne cessèrent de scruter la structure de la société et les changements accomplis dans les rapports de forces politiques. L'auteur n'omet pas de souligner qu'il se sont fort bien rendus compte des fondements sociaux de la consolidation du régime contre-révolutionnaire et de ceux du processus de fascisation, encore qu'ils commirent des erreurs quant à l'appréciation de l'importance de certaines tendances socio-politiques. Résumés en français et en russe.

SZABÓ ÁGNES: *A KPM első kongresszusa.* [Le premier Congrès du Parti Communiste de Hongrie. — Первый съезд Венгерской Партии Коммунистов.] Вр. 1963. Kossuth Kiadó, 67 p. (Munkásmozgalom történeti tanulmányok.)

Le Parti Communiste réorganisé dans la clandestinité, après l'effondrement de la République Hongroise des Conseils tint son premier Congrès à Vienne en 1925. Venait donc de se clore l'étape des luttes menées pour la réorganisation du Parti, d'épurer le mouvement des éléments fractionnistes et de préciser les tâches ultérieures du Parti s'exprimant dans les luttes à engager pour la conquête des libertés démocratiques.

9. Histoire de Hongrie depuis 1945 — История Венгрии после 1945 г.

BEREND I[VÁN] T.: *Der Schutz der Währungsstabilisierung und der staatskapitalistische Weg der Kapitalenenteignung in Ungarn (1946/47).* [Защита результатов стабилизации и государственно-капиталистический путь экспроприации капитала в Венгрии 1946—1947 гг.] АН 1963. Tom. 9. Fasc. 1—2. pp. 69—127.

RÁNKI GYÖRGY: *Küzdelem a tervgazdaságért.* [Luttes pour l'économie planifiée. — Борьба за плановое хозяйство.] Sz 1963. Tom. 97. No. 1. pp. 68—106.

RÁNKI GYÖRGY: *A népgazdaság szocialista átszervezése. Az öthónapos terv (1948).* [La transformation socialiste de l'économie nationale et le plan de cinq mois (1948). — Co-

циалистическая реорганизация народного хозяйства. Пятимесячный план.] PtK 1963. Tom. 9. No. 1. pp. 3—36.

Ces études de Gy. Ránki font partie d'une monographie traitant de l'économie de la Hongrie dans la période du premier plan triennal.

SÁGVÁRI ÁGNES: *Az üzemi bizottságok megalakulása (1945)*. [La formation des comités d'entreprise (1945). — Формирование заводских комитетов. (1945).] Sz 1962. Tom. 96. No. 5—6. pp. 795—822.

Importante étape dans les mouvements populaires succédant à la libération du pays, la formation des comités d'entreprise mit en mouvement les larges masses

ouvrières dans les centres industriels et réalisa le contrôle direct de la production par les ouvriers. L'auteur de l'étude rend compte du rôle qui revint aux communistes dans l'organisation et l'activité des comités d'entreprise, décrit la prise de position des social-démocrates et les débats et luttes qui se déroulèrent quant aux attributions de ces comités. Résumés en français et en russe.

Statistikai évkönyv. 1961. [Kiad. a] Központi Statisztikai Hivatal. [Annuaire de statistique. 1961. (Publ.) par —. — Статистический Ежегодник. 1961. г. (Изд.) —.] Bp. 1962. Statisztikai Kiadó. Polycop. XV. 376 p.

10. Histoire universelle — Всемирная история

ALFÖLDY G[ÉZA]: *Die Auxiliartruppen der Provinz Dalmatien*. [Вспомогательные войска провинции Далматии.] AAr 1962. Tom. 14. Fasc. 3—4. pp. 259—296.

ALFÖLDY G[ÉZA]: *Caesarische und augustische Kolonien in der Provinz Dalmatien*. [Цезарские и августовские колонии в провинции Далматии.] AA 1962. Tom. 10. Fasc. 4. pp. 357—365.

BOROS FERENC: *Adalékok a Kommunista Internacionálé alapító kongresszusának történetéhez*. [Contributions à l'histoire du Congrès de fondation de l'Internationale Communiste. — Данные к истории учредительного конгресса Коммунистического Интернационала.] PtK 1963. Tom. 9. No. 1. pp. 105—128.

A l'aide de documents de l'époque, l'auteur de cette étude expose les antécédents et le déroulement du Congrès de fondation qui fut réuni à Moscou le 4 mars 1919.

BORSÁNYI KÁROLY: *Az afrikai egységtörekvések a párizsi pánafrikai kongresszustól a casablancai afrikai csúcserkezetig. (1919—1961.)* [Les efforts d'unité des Africains depuis le Congrès panafricain de Paris jusqu'à la Conférence au sommet de Casablanca (1919—1961). — Стремления к объединению в Африке от panaфриканского конгресса в г. Париж до африканской вершинной конференции в г. Касабланка (1919—1961).] Sz 1963. Tom. 97. No. 1. pp. 129—156.

GYÖRKÉI JENŐ: *Spanyol földön a szabadságért*. [Kiad. a] Hadtörténelmi Intézet és Múzeum. [Sur la terre d'Espagne, pour la liberté. (Publ. par. —.) — За свободу на земле Испании. (Изд. —.)] Bp. 1963. Zrínyi Kiadó, 269 p.

En novembre et décembre 1936, le

prolétariat international fournit une aide surtout matérielle au peuple espagnol. Les hongrois vivant à l'étranger y prirent une part active. L'organisation des premières brigades internationales commença dès le mois d'octobre 1936, si bien que, malgré les difficultés, l'organisation en fut accélérée au point que la IX^e brigade participa dès le mois de novembre à la défense de Madrid. Les unités internationales de volontaires formées dans la suite jouèrent un rôle important dans les victoires remportées à Jarama et à Guadalajara. Le nombre des Hongrois membres de ces brigades se monta à environ 1200.

JEMNITZ JÁNOS: *Az anarcho-szindikalizmus franciaországi történetéhez 1914 előtt*. [Contributions à l'histoire de l'anarcho-syndicalisme en France avant 1914. — К истории анархо-синдикализма во Франции до 1914 г.] Sz 1962. Tom. 96. No. 5—6. pp. 748—794.

L'auteur replace l'anarcho-syndicalisme dans le contexte historique du mouvement ouvrier international et souligne les raisons particulières d'ordre social et politique qui firent que cette tendance connut en France une notable vigueur. Il décrit le raffermissement de l'organisation à partir des années 1870 dans l'anarcho-syndicalisme français, la réorganisation de la C.G.T. en 1902 et, pour terminer, il s'occupe des problèmes surgis quant au programme théorique de cette organisation. Résumés en français et en russe.

KENESSEY ZOLTÁN: *Marx és a válságok törvényeinek matematikai tanulmányozása*. [Marx et l'étude mathématique des lois des

crises. — Маркс и математическое исследование законов кризисов.] KGSz 1962. Tom. 9. No. 12. pp. 1464—1483.

Soumettant à l'examen les manuscrits de Marx (Book of the Crisis 1857 et Handelsgeschichte 1868) conservés à l'Institut International of Social History d'Amsterdam et analysant aussi d'autres documents l'auteur de cette étude fait un exposé des investigations poursuivies par Marx quant à l'analyse mathématique du cycle économique.

MARÓTI E[CON]: *Diodotos Tryphon et la piraterie*. [Диодотос Трифон и пиратство.] AA 1961. Tom. 3. No. 3—4. pp. 161—182.

MEDZIBRODSZKY ENDRE: *A XVI—XVIII. századi török—perzsa háborúk történetének kérdéséhez*. [Contributions à la question de l'histoire des guerres turco-persanes aux XVI^e—XVIII^e siècles. — К вопросу о войнах между турками и персами в XVI—XVIII вв.] Acta Universitatis Szegediensis. Acta Historica. Tom. 10. pp. 19—35.

Après avoir passé en revue les événements militaires qui se déroulèrent à la frontière turco-persane et en présentant la division chronologique, l'auteur examine le problème du rôle joué par cette guerre dans le développement de la crise que connut l'empire turc au XVII^e siècle.

MÓCSY A[NDRÁS]: *Ubique res publica. Zu den Autonomiebestrebungen und Uniformierungstendenzen am Vorabend des Dominats*. [К вопросу о стремлениях к автономии и тенденциях к единению накануне домината] AA 1962. Tom. 10. Fasc. 4. pp. 367—384.

Procédant à l'analyse de la matière épigraphique l'auteur arrive à reconstituer les changements sémantiques et l'emploi de l'expression *res publica* et examine les tendances de droit public et politique qui s'y rattachèrent au cours du II^e et du III^e siècles.

MOÓR ELEMÉR: *A hunok származásának kérdése fő tekintettel a nyelvi forrásanyagra*. [La question de l'origine des Huns en se référant surtout aux sources linguistiques. — Проблема этногенеза гуннов, в первую очередь в свете языковых источников.] MNy 1963. Tom. 59. No. 1. pp. 53—66.

Grâce aux autonymes hunniques qui ont pu être retrouvés, l'auteur de l'étude aboutit à la conclusion que les chefs de l'empire des Huns ne parlaient certainement pas le ture, le mongol ou le persan. Quant à l'ethnique des Huns, les éléments turcs et en général ceux d'origine asiatique ne prédominaient pas; selon toute probabilité, les Huns parlaient une langue originaire du Caucase du Nord.

MOÓR ELEMÉR: *A nyelvtudomány mint az*

ős- és néptörténet forrástudománya. [La science linguistique comme source documentaire de l'histoire ancienne et populaire. — Языкознание, как источник знаний по исследованию древней истории и истории народов.] Bp. 1962. Akadémiai Kiadó, 182 p.

Cette étude de méthodologie illustrée de nombreux exemples puisés dans la pratique montre comment les sources linguistiques (vocabulaire, données phonétiques, nomenclature, etc.) peuvent être utilisées pour définir les composants ethniques, l'origine, les conditions économiques, sociales et culturelles et la division chronologique de l'histoire ancienne de tel ou tel peuple. Résumé en allemand.

NIEDERHAUSER E[MIL]: *La société russe dans la première moitié du XIX. siècle, vue par des voyageurs hongrois*. [Русское общество в первой половине XIX в. в описании венгерских путешественников] Slavica 2. pp. 203—217.

PATAKI FERENC: *Az orosz forradalmi demokraták pedagógiája*. [La pédagogie des démocrates révolutionnaires russes. — Педагогия первых русских демократов.] Bp. 1962. Tankönyvkiadó, 96 p., 4 t. (Egyetemes neveléstörténet 36.)

PÓLAY ELEMÉR: *«Publius Mucius et Brutus... fundaverunt ius civile»*. (A köztársasági Róma jogtudományának történetéhez.) [Contributions relatives à l'histoire de la science juridique dans la république romaine. — К истории юридической науки республиканского Рима.] Szeged 1962. 52 p. (Acta Universitatis Szegediensis. Acta juridica et politica 9/3.)

SALGÓ LÁSZLÓ: *A kubai forradalom és a Monroe-doktrína*. [La révolution cubaine et la doctrine de Monroe. — Революция в Кубе и доктрина Монро.] PtK 1963. Tom. 9. No. 2. pp. 57—89.

Aperçu sur la politique des États-Unis à l'égard de Cuba depuis la fin du XIX^e siècle jusqu'à nos jours. Résumés en russe et en français.

SZAMUELY TIBOR: *A németországi fasizmus történelmi előzményeiről és ideológiájáról*. 1—2. [Les antécédents historiques et l'idéologie du fascisme allemand. 1—2. — Исторические предпосылки и идеология германского фашизма. 1—2.] TSz 1962. Tom. 5. No. 3—4. pp. 497—588; Tom. 6. No. 2. pp. 217—237.

La première partie de cette étude traite des prémisses sociales, idéologiques et politiques du national-socialisme et souligne l'important rôle de précurseur, que sous ce rapport, jouèrent les «Cent Noirs» russes au début du XIX^e siècle. La seconde partie de cette étude expose les princi-

pales thèses du système idéologique des hitlériens.

SZILÁGYI J[ÁNOS]: *Beiträge zur Statistik der Sterblichkeit in der illyrischen Provinzgruppe und in Norditalien (Gallia Padana)*. [Данные к статистике смертности в иллирийских провинциях и в Северной Италии.] AAr 1962. Tom 14. Fasc. 3—4. pp. 297—396.

Grâce à une documentation complète concernant les inscriptions sur les sépultures, l'auteur dresse des tableaux de la mortalité de la population des provinces et des villes sous le règne des empereurs romains et communique les résultats de ses calculs relatifs à la durée moyenne de la vie.

ÜRÖGDI GYÖRGY: *A régi Róma*. [La Rome de l'antiquité. — Древний Рим.] Bp. 1963. Gondolat, 276 p., 26 t., 3 cartes.

Après avoir esquissé l'histoire, l'urbanisme, les services publics et l'administra-

tion de la Rome de l'antiquité, l'auteur brosse un impressionnant tableau des conditions sociales et de la vie quotidienne de ses habitants.

VÁG OTTÓ: *A nemzetközi munkásmozgalom pedagógiai törekvései a XIX. században*. [Les conceptions pédagogiques du mouvement ouvrier international au XIX^e siècle. — Педагогические стремления международного рабочего движения в XIX в.] Bp. 1962. Tankönyvkiadó, 177 p., 7 t. (Egyetemes neveléstörténet 37—39.)

VÁRADY LÁSZLÓ: *Contributions to the Late Roman Military Economy and Agrarian Taxation*. [Данные к позднеримской военной экономике и к аграрному налогообложению] AAr 1962. Tom. 14. Fasc. 3—4. pp. 403—438.

L'auteur se penche sur l'étude des problèmes du ravitaillement de l'armée romaine et décrit les systèmes de taxation agraires qui y servaient de fondement.

Liste des abréviations des titres des revues — Список сокращений заглавий журналов

Bp.	Budapest — Будапешт	AtSz	Agrártörténeti Szemle [Revue d'Histoire Agricole — Вестник Аграрной Истории]
LOK	Levéltárak Országos Központja [Centre National des Archives — Государственный Центр Архивов]	AUD	Acta Universitatis Debreceniensis de Ludovico Kossuth nominatae
		AUSB	Annales Universitatis Scientiarum Budapestinensis de Rolando Eötvös nominatae
		AUSZAHi	Acta Universitatis Szegediensis. Acta Historica
		CMed	Communicationes ex Bibliotheca Historiae Medicae Hungaricae
		Et	Ethnographia
		FK	Filológiai Közöny [Bulletin de Philologie — Филологический Вестник]
		HK	Hadtörténelmi Közlemények [Bulletin d'Histoire Militaire — Военно-исторические Известия]
		ITK	Irodalomtörténeti Közlemények [Bulletin d'Histoire Littéraire — Известия по истории литературы]
		JK	Jogtudományi Közöny [Bulletin des Sciences Juridiques — Вестник юридических Наук]
		KgSz	Közgazdasági Szemle [Revue d'Économie — Экономическое Обозрение]
		LH	Levéltári Híradó [Courier des Archives — Архивный Вестник]
<i>Titres des revues et des périodiques</i>			
AA	Acta Antiqua Academiae Scientiarum Hungaricae		
AAr	Acta Archaeologica Academiae Scientiarum Hungaricae		
AE	Archaeologiai Értesítő [Bulletin d'Archéologie — Археологический Бюллетень]		
AH	Acta Historica Academiae Scientiarum Hungaricae		
AHA	Acta Historiae Artium Academiae Scientiarum Hungaricae		
AIHUD	Annales Instituti Historici Universitatis Scientiarum Debreceniensis de Ludovico Kossuth nominatae		
AJ	Acta Juridica Academiae Scientiarum Hungaricae		
ALitt	Acta Litteraria Academiae Scientiarum Hungaricae		
AO	Acta Orientalia Academiae Scientiarum Hungaricae		
AT	Antik Tanulmányok [Études d'Antiquité — Античные Исследования]		

LK	Levéltári Közlemények [Bulletin des Archives — Архивные Известия]	MüÉ	общественно-исторических наук Академии Наук Венгрии]
LSz	Levéltári Szemle [Revue des Archives — Архивное Обзорение]		Művészettörténeti Ertesítő [Bulletin d'Histoire des Arts — Бюллетень Истории Искусств]
MFSz	Magyar Filozófiai Szemle [Revue Hongroise de Philosophie — Венгерское Обзорение по Философии]	PSz	Pedagógiai Szemle [Revue de Pédagogie — Педагогическое Обзорение]
MK	Magyar Könyvszemle [Revue Hongroise du Livre — Венгерское Книжное Обзорение]	PtK	Párttörténeti Közlemények [Bulletin d'Histoire de Parti — Известия по Истории Партии]
MNy	Magyar Nyelv [Langue Hongroise — Венгерский Язык]	SSI	Studia Slavica Academiae Scientiarum Hungariae
MT	Magyar Tudomány [Science Hongroise — Венгерская Наука]	SSz	Soproni Szemle [Revue de Sopron — Шопронское Обзорение]
MTANyl	Magyar Tudományos Akadémia Nyelv- és Irodalomtudományi Osztályának Közleményei [Bulletin de la Section des Sciences Linguistiques et Littéraires de l'Académie Hongroise des Sciences — Известия Отделения языка и литературы Академии наук Венгрии]	StSz	Statistikai Szemle [Revue de Statistique — Статистическое Обзорение]
		Sz	Századok [Siècles -- Века]
		TBpM	Tanulmányok Budapest Múltjából [Études sur le passé de Budapest — Очерки по истории г. Будапешт]
MTATT	Magyar Tudományos Akadémia Társadalmi és Történeti Tudományok Osztályának Közleményei [Bulletin de la Section des Sciences Sociales et Historiques de l'Académie Hongroise des Sciences — Известия Отделения	TechSz	Technikatörténeti Szemle [Revue d'histoire de la technique — Обзорение по истории техники]
		TSz	Történelmi Szemle [Revue d'Histoire — Историческое Обзорение]

INDEX

ÉTUDES

XII-ème Congrès International des Sciences Historiques	1
<i>O. Paulinyi</i> : Die anfänglichen Formen des Unternehmens im Edelerzbergbau zur Zeit des Feudalismus. I. Teil	25
<i>О. Паулини</i> : Начальные формы предпринимательства в приисках в эпоху феодализма. 1-ая часть.	56
<i>L. Tilkovszky</i> : Volksdeutsche Bewegung und ungarische Nationalitätenpolitik (1938—1941) I. Teil	59
<i>Л. Тилковский</i> : «Народно-немецкое» движение и политика Венгерского правительства в 1938—1941 гг.	110
<i>Ж. П. Пах</i> : Проблемы развития венгерской марксистской исторической науки ...	113
<i>Zs. P. Pach</i> : Les problèmes qui se posent au progrès de la science marxiste hongroise de l'histoire.	189

RAPPORT SUR LES RECHERCHES

<i>М. М. Шомьяи</i> : Сопещение преподавателей научного социализма	193
--	-----

COMPTE RENDU DE LIVRES

<i>G. Stökl</i> : Russische Geschichte von den Anfängen bis zur Gegenwart (<i>I. Dolmányos</i>)	203
Die I. Internationale und Ungarn (<i>E. S. Vincze</i>)	207
Démographie historique de la Hongrie. Population de la Hongrie depuis la conquête arpadienne jusqu'en 1949 (<i>K. Vörös</i>)	215
<i>К. Сакач</i> : Аграрная политика коммунистической партии в 1920—1930 гг. (<i>Б. Киршнер</i>)	220
<i>L. Kerekes</i> : Anschluss 1938. Österreich und die internationale Diplomatie 1933—1938 (<i>M. Incze</i>)	223

CHRONIQUE

Le cours historique de la politique d'alliance du Parti (1936—1962) — (<i>I. Tóth</i> — <i>R. Vértes</i>) Une Histoire de la Hongrie — en dix volumes (<i>M. B.</i>)	229
--	-----

BIBLIOGRAPHIE

Bibliographie choisie d'ouvrages d'histoire publiés en Hongrie dans la première moitié de 1963	237
Библиография избранных произведений по истории, вышедших в Венгрии в первой половине 1963 г.	237

Auteurs du présent numéro

I. Dolmányos, candidat ès sciences historiques, chargé de cours à l'Université Roland Eötvös de Budapest — *M. Incze*, candidat ès sciences historiques, collaborateur scientifique des Archives Nationales de Budapest — *B. Kirschner*, adjoint à l'Université Roland Eötvös de Budapest — *Zs. P. Pach*, membre correspondant de l'Académie Hongroise, recteur de l'Université Karl Marx de Budapest — *O. Paulinyi*, chargé de recherches à l'Institut des Sciences Historiques de l'Académie Hongroise — *M. M. Somlyai*, candidate ès sciences historiques, chargée de recherches à l'Institut des Sciences Historiques de l'Académie Hongroise — *L. Tilkovszky*, candidat ès sciences historiques, chargé de recherches à l'Institut des Sciences Historiques de l'Académie Hongroise — *I. Tóth*, collaborateur scientifique de l'Institut d'Histoire du Parti — *R. Vértes*, collaborateur scientifique de l'Institut d'Histoire du Parti — *E. S. Vincze*, candidate ès sciences historiques, collaboratrice en chef de l'Institut d'Histoire du Parti — *K. Vörös*, muséologue.

Printed in Hungary

A kiadásért felel az Akadémiai Kiadó igazgatója

Műszaki szerkesztő: Farkas Sándor

A kézirat nyomdába érkezett: 1965. XI. 22. — Terjedelem: 23 (A/5) fv

66.61610 Akadémiai Nyomda, Budapest — Felelős vezető: Bernát György

All the reviews of the Hungarian Academy of Sciences may be obtained among others from the following bookshops:

- | | | |
|---|---|--|
| <p>ALBANIA
Ndermarja Shtetnore e Botimeve
Tirana</p> <p>AUSTRALIA
A. Keesing
Box 4886, GPO
Sidney</p> <p>AUSTRIA
Globus Buchvertrieb
Salzgries 16
Wien I</p> <p>BELGIUM
Office International de Librairie
30, Avenue Marnix
Bruxelles 5
Du Monde Entier
5, Place St. Jean
Bruxelles</p> <p>BULGARIA
Raznoiznos
1Tzar Assen
Sofia</p> <p>CANADA
Pannonia Books
2 Spadina Road
Toronto 4, Ont.</p> <p>CHINA
Waiwen Shudian
Peking
P. O. B. Nr. 88.</p> <p>CZECHOSLOVAKIA
Artia A. G.
Ve Smeckách 30
Praha II.
Postova Novinova Sluzba
Dovoz tisku
Vinohradska 46
Praha 2
Postova Novinova Sluzba
Dovoz tlace
Leningradska 14
Bratislava</p> <p>DENMARK
Ejnar Munksgaard
Nørregade 6
Kopenhagen</p> <p>FINLAND
Akateeminen Kirjakauppa
Keskuskatu 2
Helsinki</p> | <p>FRANCE
Office International de Documentation
et Librairie
48, rue Gay Lussac
Paris 5</p> <p>GERMAN DEMOCRATIC REPUBLIC
Deutscher Buch-Export und Import
Leninstraße 16.
Leipzig C. I.
Zeitungsvertriebsamt
Clara Zetkin Straße 62.
Berlin N. W.</p> <p>GERMAN FEDERAL REPUBLIC
Kunst und Wissen
Erich Bieber
Postfach 46
7 Stuttgart S.</p> <p>GREAT BRITAIN
Collet's' Subscription Dept.
44—45 Museum Street
London W. C. I.
Robert Maxwell and Co. Ltd.
Waynflete Bldg. The Plain
Oxford</p> <p>HOLLAND
Swetz and Zeitlinger
Keizersgracht 471—487
Amsterdam C.
Martinus Nijhof
Lange Voorhout 9
The Hague</p> <p>INDIA
Current Technical Literature
Co. Private Ltd.
Head Office:
India House OPP.
GPO Post Box 1374
Bombay I.</p> <p>ITALY
Santo Vanasia
71 Via M. Macchi
Milano
Libreria Commissionaria Sansoni
Via La Marmora 45
Firenze</p> <p>JAPAN
Nauka Ltd.
2 Kanada-Zimbocho 2-chome
Chiyoda-ku
Tokyo
Maruzen and Co. Ltd.
P. O. Box 605
Tokyo</p> | <p>Far Eastern Booksellers
Kanada P. O. Box 72
Tokyo</p> <p>KOREA
Chulpanmul
Korejskoje Obshchestvo po Exportu i
Importu Proizvedenij Pechati
Phenjan</p> <p>NORWAY
Johan Grundt Tanum
Karl Johansgatan 43
Oslo</p> <p>POLAND
Export und Import Unternehmen
RUCH
ul. Wilcza 46.
Warszawa</p> <p>ROUMANIA
Cartimex
Str. Aristide Briand 14—18.
Bucuresti</p> <p>SOVIET UNION
Mezhdunarodnaja Kniga
Moscow
G—200</p> <p>SWEDEN
Almqvist and Wiksell
Gamla Brogatan 26
Stockholm</p> <p>USA
Stechert Hafner Inc.
31 East 10th Street
New York 3 N. Y.
Walter J. Johnson
111 Fifth Avenue
New York 3. N. Y.</p> <p>VIETNAM
Xunhasaba
Service d'Export et d'Import des Livres
et Périodiques
19, Tran Quoc Toan
Hanoi</p> <p>YUGOSLAVIA
Forum
Vojvode Misica broj 1.
Novi Sad
Jugoslovenska Kniga
Terazije 27.
Beograd</p> |
|---|---|--|

«*Acta Historica*» публикуют трактаты из области исторических наук на русском, французском, английском и немецком языках.

«*Acta Historica*» выходят отдельными выпусками разного объема. Четыре выпуска составляют один том (25—30 печатных листов) в год.

Подписная цена «*Acta Historica*» — 110 форинтов за том. Заказы принимает предприятие по внешней торговле книг и газет «Kultúra» (Budapest 62, POB. 149) или его заграничные представительства и уполномоченные.

The *Acta Historica* publish papers on history in French, English, Russian and German.

The *Acta Historica* appear in issues of various size making up volumes. One volume of 400—500 pages appears every year.

The rate of subscription to the *Acta Historica* is 110 forints a volume. Orders may be placed with "Kultúra" Foreign Trade Company for Books and Newspapers (Budapest 62, POB. 149) or with representatives abroad.

Die *Acta Historica* veröffentlichen Abhandlungen aus dem Bereiche der Geschichtswissenschaft in französischer, deutscher, russischer und englischer Sprache.

Die *Acta Historica* erscheinen in Heften wechselnden Umfanges. Vier Hefte bilden einen 25—30 Bogen starken, jährlich erscheinenden Band.

Der Abonnementspreis pro Band beträgt 110 Forint. Bestellbar bei dem Buch- und Zeitungs-Außenhandels-Unternehmen »Kultúra« (Budapest 62, POB. 149) oder bei seinen Auslandsvertretungen und Kommissionären.

Acta Historica

REVUE DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES DE HONGRIE

ЖУРНАЛ ВЕНГЕРСКОЙ АКАДЕМИИ НАУК

JOURNAL OF THE HUNGARIAN ACADEMY OF SCIENCES

ZEITSCHRIFT DER UNGARISCHEN AKADEMIE DER WISSENSCHAFTEN

Index

Erik Molnár 1894—1966

ÉTUDES

O. Paulinyi: Die anfänglichen Formen des Unternehmens im Edelerzbergbau zur Zeit des Feudalismus. II. Teil

L. Tilkovszky: Volksdeutsche Bewegung und ungarische Nationalitätenpolitik (1938—1941). II. Teil

К. Сакач: Крайне правые движения в венгерской деревне в тридцатые годы

Э. Андич: Следует ли подвергать ревизии взгляды Маркса и Энгельса на венгерскую революцию 1848—1849 гг

RAPPORT SUR LES RECHERCHES
COMPTE RENDU DE LIVRES
CHRONIQUE
BIBLIOGRAPHIE



AKADÉMIAI KIADÓ
BUDAPEST

1966

TOMUS XII

Nr. 3—4

ACTA HISTORICA

REVUE DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES DE HONGRIE
ЖУРНАЛ ВЕНГЕРСКОЙ АКАДЕМИИ НАУК
JOURNAL OF THE HUNGARIAN ACADEMY OF SCIENCES
ZEITSCHRIFT DER UNGARISCHEN AKADEMIE DER WISSENSCHAFTEN

ADRESSE DE LA RÉDACTION: BUDAPEST I., ÜRI U. 51—53.

Membres du Comité de la rédaction: I. BEREND, L. ELEKES, E. LEDERER, E. MÁLYUSZ,
GY. MÉREI, E. MOLNÁR (rédacteur en chef), ZS. P. PACH, E. PAMLÉNYI (rédacteur),
J. PERÉNYI, F. PÖLÖSKEI, GY. TOKODY, T. WITTMAN, L. ZSIGMOND
Secrétaires de rédaction: I. DIÓSZEGI, J. JEMNITZ, ZS. L. NAGY

Az *Acta Historica*, az MTA történettudományi folyóirata francia, orosz, angol és német nyelven közöl értekezéseket a történettudomány köréből.

Az *Acta Historica* változó terjedelmű füzetekben jelenik meg: négy füzet alkot egy kb. 25—30 íves, évente megjelenő kötetet.

Az *Acta Historica* előfizetési ára kötetenként belföldre 80 Ft, külföldre 110 Ft. Megrendelhető a belföld számára az „Akadémiai Kiadó”-nál (Budapest V., Alkotmány utca 21. bankszámla 05-915-111-46), a külföld számára pedig a „Kultúra” Könyv és Hírlap Külkereskedelmi Vállalatnál (Budapest I., Fő utca 32. bankszámla: 43-790-057-181) vagy külföldi képviselőiteinél és bizományosainál.

Les *Acta Historica* paraissent en français, russe, anglais et allemand et publient des travaux du domaine des sciences historiques.

Les *Acta Historica* sont publiés sous forme de fascicules qui forment un volume à 400—500 pages par an.

Le prix de l'abonnement est de 110 forints par volume.

On peut s'abonner à l'Entreprise du commerce extérieur de livres et journaux «Kultúra» (Budapest 62, POB. 149) ou à l'étranger chez tous les représentants ou dépositaires.

ERIK MOLNÁR

1894—1966

L'académicien Erik Molnár, rédacteur en chef de notre Revue, venait, à la suite d'une maladie courte, de décéder le 8 août 1966. Notre Revue n'est pas seule à être affectée par ce triste événement; la mort d'Erik Molnár a plongé dans le deuil l'ensemble de la science historique hongroise.

Né en 1894 il était issu d'une de ces familles de pédagogue d'esprit progressiste qui, dans les premières années du siècle a donné tant de personnalités éminentes à la cause du progrès en Hongrie. A peine commença-t-il ses études universitaires qu'il fut — la première guerre mondiale déclenchée — enrôlé au service de l'avant et tombé prisonnier de guerre en Russie. Après une longue captivité qu'il passa dans un camp de prisonniers de guerre en Extrême-Orient, à partir de 1917 il établit des contacts avec les internationalistes luttant pour la victoire de la révolution socialiste. Ce ne fut que longtemps après l'achèvement des hostilités qu'il regagna la Hongrie, son pays, où avec ses parents il s'établit à Kecskemét, petite ville culturelle dans la région située entre le Danube et la Tisza pour ne pas la quitter que fin 1944, lorsque cette région fut libérée par l'Armée Rouge de sous la terreur des Allemands et des nazis hongrois.

Cependant les années qu'il passa à Kecskemét ne furent point celle de l'isolement et de la retraite: bien au contraire, c'était l'époque qui vit s'épanouir son activité politique et scientifique. Il déploya une vive activité dans le mouvement ouvrier du pays, d'abord dans le cadre légitime du Parti Social-Démocrate de Hongrie, puis comme membre du Parti Communiste de Hongrie. Erik Molnár devint juriste comme son frère et ayant ouvert son cabinet d'avocat à Kecskemét il s'acquit une vaste popularité parmi les habitants des quartiers les plus pauvres de la ville.

Erik Molnár avait dépassé la trentaine lorsque ses premiers articles parurent dans l'Encyclopédie sociale rédigée par József Madzsar. Il devint sous peu le collaborateur permanent de diverses revues légales ou clandestines, telles «100%», «Revue Sociale», «Pensée», «Notre Époque», (Társadalmi Szemle, Gondolat, Korunk), si bien que ses études, articles et comptes-rendus — parus pour la plupart sous le pseudonymat — atteignirent le nombre de 150. Les révolutions françaises, la représentation et l'appréciation des tendances et des célèbres représentants du mouvement ouvrier français, l'étude des phénomènes économiques, politiques et idéologiques que présenta la crise générale du capitalisme et en premier lieu la crise économique mondiale de 1929—33 sur le plan international et en Hongrie, la question agraire de Hongrie, les problèmes historiques du fascisme sont autant de thèmes qui constituèrent les principales sphères de ses investigations scientifiques. Le 22 décembre 1944 Erik Molnár fut élu ministre de l'assistance publique au sein du gouvernement provisoire. A par-

tir de cette date il ne cessait de prendre part aux travaux entrepris pour l'édification de la Hongrie socialiste.

Son activité publique et politique fut étroitement liée à son oeuvre scientifique, laquelle à partir de la libération du pays ne cessait d'accuser un essor de plus en plus accentué. On assiste au cours de ces années à la parution successive de ses ouvrages historiques, économiques et philosophiques. Les deux volumes de l'histoire de Hongrie d'avant la bataille de Mohács (1526) initièrent les recherches sur le développement et l'histoire du régime féodal en Hongrie. L'ouvrage intitulé *«Les antécédents idéologiques du matérialisme historique»* est un livre de caractère historico-politique dans lequel l'auteur présente les sources du marxisme. Dans *«La préhistoire du peuple hongrois»* il tente d'utiliser sa méthode complexe sous une forme extrêmement suggestive.

La liquidation du culte de la personnalité, les luttes menées contre le dogmatisme imprimèrent un élan nouveau aux recherches marxistes et au travail d'Erik Molnár. Dans son ouvrage *«Quelques problèmes économiques du capitalisme de l'époque moderne»* il soumet à l'analyse en 500 pages la contradiction entre les faits du développement du capitalisme actuel et quelques-unes des formules dogmatiques de l'économie politique; moyennant l'application méthodique des catégories fondamentales du marxisme il arrive plus d'une fois à porter solution aux problèmes de grande importance. Dans l'ouvrage *«Matérialisme dialectique et sciences sociales»* l'auteur expose les espèces, l'orbite et les formes de manifestation des lois régissant le développement social.

Au cours de la dernière dizaine d'années un rôle dirigeant revint à Erik Molnár dans la science historique hongroise. Membre de l'Académie des Sciences il prit part aux travaux de la Présidence de cette institution. L'activité du Comité d'Histoire de l'Académie se poursuivait également sous sa direction; à partir de 1949, date de sa fondation, Erik Molnár fut le directeur de l'Institut des Sciences Historiques de l'Académie des Sciences de Hongrie. La Société Hongroise d'Histoire l'avait choisi trois fois de suite pour son président. A partir de 1957 ce fut également lui à qui incombait la conduite des travaux de rédaction de notre Revue.

Cependant sa grande autorité ne plonge pas uniquement dans ses fonctions. L'engagement du marxiste conséquent, une audace permettant d'affronter les grands problèmes scientifiques de notre époque et de l'histoire de la Hongrie, voilà les attitudes dont Erik Molnár nous a donné l'exemple. Ses traits de caractère individuels, un esprit puritain, une droiture et une objectivité exempte de tout engagement subjectif lui valurent tout aussi bien l'estime que son attachement passionné à la cause de la classe ouvrière et à celle du mouvement ouvrier, que l'unité que présente son activité idéologique, publique et politique. Les historiens hongrois sont profondément émus à dire les derniers adieux à Erik Molnár. Notre perte n'est soulagée que par l'héritage de son oeuvre qui sera continuée durant les années qui viennent.

Die anfänglichen Formen des Unternehmens im Edelerzbergbau zur Zeit des Feudalismus

von

O. PAULINYI

II. TEIL

3. Die Auflösung des grundherrschaftlichen Grubenbetriebes in den Zezzener Gruben des Stiftes Admont

Unter den verschiedenen Bergbaubezirken des feudalen Europas fanden die Produktionsverhältnisse der Edelerzgruben in den Alpenländern, in Kärnten (Friesach, Lavanttal, Dobratsch), im Tridentinischen und im Churrätischen (Posclave) in der zeitgenössischen praktischen Schriftlichkeit am frühesten — um die Wende vom 12. zum 13. Jahrhundert — ihre beredtesten Zeugnisse. In diesen schriftlichen Denkmälern sind Momente des Aufkommens neuer Elemente, der Einheit von miteinander verflochtenem Altem und Neuem festgehalten, die man zu den im vorangegangenen Abschnitt umrissenen anfänglichen Verhältnissen schwerlich in Beziehung bringen kann. Die Entwicklungszusammenhänge lassen sich nur erhellen, wenn wir zwischen diesen zwei Phasen eine Übergangsperiode der Wandlung voraussetzen. Verhältnisse also, die sich durch die Auflösung der skizzierten ursprünglichen Umstände herausgebildet hatten, von denen wir jedoch um die erwähnte Jahrhundertwende nur spärliche Reste in der die früheren Ufer überbordenden Strömung der weiteren, differenzierten Entwicklung erkennen. Von den Anfängen her betrachtet, kann folgende Erwägung weitere Anhaltspunkte zu ihrer rekonstruktiven Ergänzung bieten. Vor allem geht es hier um die Sichtung der Wandlungen, die mit dem fortschreitenden Abbau in der ursprünglichen Struktur des grundherrschaftlichen Bergwerksbetriebes durch die natürlichen Voraussetzungen des Edelerzbaus zwangsläufig ausgelöst wurden.

In dieser Hinsicht kam es infolge der technischen Anforderungen, die sich beim Abbau naturbedingt ergeben und steigern, zur wesentlichen Wandlung. Dieser Prozeß setzte an, sobald die Ausgehenden bald hier, bald dort mehr oder minder erschöpft waren. Nunmehr suchte der Abbau das Streichen, das Fallen und die Mächtigkeit des Gangstockes unter Tag und die Erde wurde durch Schürfen oder Röschen senkrecht, im Suchbau geöffnet. Das also war die Phase, als in den einzelnen Bergrevieren nach dem »Aufbrechen« der Fundstufen über Tag der Tiefbau allgemein wurde. Nunmehr konzentrierte sich die Arbeit, die bislang die Erdoberfläche in willkürlich erweiterten Streifen

angebrochen und die erzbauenden Arbeiter infolge ihrer Streuung nur locker zusammengehalten hatte, auf bestimmte Punkte, um von engen Schürflöchern ausgehend (an die heute noch solche Namen des Bergwerks wie eben »Grube«, oder aber »puteus«, »baña« erinnern), durch die im Querschnitt gleichmäßigen Abbauwerke, die späteren Schächte in die Tiefe zu dringen, wo man die er reichen Adern der Bodenschätze in der Tiefe vermutete. Die gewöhnliche Arbeit des »Steinbrechens« über Tag vermehrte sich sogleich um eine Reihe weiterer Momente und Kunstgriffe, wurde erst jetzt wirklich zum »Bergbau«. Sobald man nur einige wenige (zwei bis drei) Lachter abgeteuft hatte, wurde es schon notwendig, diese neuen Abbauwerke durch entsprechende Baulichkeiten vor Wassereinfluß zu schützen. Indem die »Hauer« die Sohle des Schachtes abteuften und das Erz zu Tage förderten, mußte damit auch das taube Gestein an die Erdoberfläche gebracht werden: es wurde in einem völlig neuen Arbeitsgang an der Bergleite, in der Nähe des Schachtmundloches als »Halde« angeschüttet. Zum Einfahren, zur Förderung des abgebauten Erzes und tauben Gesteins, ja zur Hebung des Grubenwassers, das in der Teufe von mehreren Lachtern schon hervorbrach, bedurfte es besonderer Handhaben und Einrichtungen: zur Fahrung der im Zickzack aufgestellten Leiterfahrt, zur Förderung des am Seil hinuntergelassenen und emporgezogenen, eisenbeschlagenen Kübels (cubulus), oben am Schachtausgang des Gestells mit der Haspel zum Aufwinden der Förderkübel. Das feste Gestein war mit Verwerfungen, mit lockeren, zerklüfteten Schichten durchsetzt (die Tridenter Quellen erwähnen den »falumberg« = faulen Berg), so daß die Schachtwände immer wieder einstürzten und der Hauer den Schacht an solchen Stellen gegen das Hereingehen durch zweckdienliche Verzimmerung abstützen mußte. Vom Schacht aus wurden, dem Streichen der erzführenden Gänge entsprechend, in verschiedenen Stöcken Quer- bzw. Flügelschläge eingetrieben. Hier konnten die Hauer paarweise oder in Gruppen, jedenfalls gesondert von ihren Genossen, die den Schacht weiter abteuften, am Ende der zum Erzbau dienenden Strecken, d. h. »vor Ort« werken. War das Ortgestein kein fester Berg, so mußte auch hier verzimmert werden. Des weiteren bedurfte es der Förderung des abgebauten Erzes innerhalb des Bergwerks: d. h. es mußte vom Ort der Strecken, von den Abbauen mit Baren (Förderkarren) zum Hauptschacht befördert werden. Der Hauer hatte nun nicht nur zu besorgen, die Hindernisse, die ihm die Natur in den Weg legte, durch Findigkeit, durch Vervollkommnung des Gezähes und der Arbeitsweise zu überwinden, sondern es war auch die Denkarbeit, die Beobachtung seine Sorge: er selbst mußte durch sichere Kenntnis die Arten der erzführenden Gesteinsschichten und der Erze selbst zu unterscheiden wissen, wollte er, von armen Gängen getäuscht, nicht blindgehen, oder aber beim Ausklauben fehlen; er mußte also zusehen, daß nur verhüttbares Erz in die »Hüllen« (Sammelkästen) komme, und das solches nicht etwa unter das für die Halde bestimmte taube Gestein gerate. Diese außerordentlich

gesteigerten Anforderungen gegenüber dem Häuer hatten selbstverständlich zur Folge, daß seine Arbeit im vielfach zusammengesetzten Arbeitsprozeß des Tiefbaues zum grundlegenden, die übrigen überflügelnden, vorherrschenden Teil des Gesamtprozesses wurde.

Hinsichtlich der weiteren Entfaltung der Produktionsverhältnisse sind in der zuvor skizzierten Entwicklung des Erzabbaus zwei Momente hervorzuheben. Einmal, daß die Erzförderung unter Tag den anfangs weit schwierigeren Arbeitsprozeß des Schmelzens hinsichtlich der Anforderungen einholte und damit automatisch der Bevormundung durch die Verhüttung entwuchs. Die »Grube« entfaltete sich mit der weitgehend gegliederten Grubenarbeit, mit dem Wachstum des Arbeitsniveaus, das einer qualitativen Wandlung gleichkam, innerhalb des gesamten komplexen Bergwerksbetriebes zu einer völlig selbständigen Abteilung *sui generis*. Diese Verselbständigung ging so weit, daß sie die spätere, auch auf der Ebene des Unternehmens erfolgte Trennung der Erzgewinnung und der Verhüttung geradezu andeutete.¹

Zum anderen hatte der vielfach erweiterte Arbeitsprozeß des Tiefbaus auch in der Struktur und in der Arbeitsorganisation des Förderbetriebes beträchtliche Veränderungen zur Folge. Zu Tage bestand die Abbaustelle des Berggutes sozusagen aus einem einzigen Arbeitsplatz, aus dem bald hier, bald dort begonnenen »Bruch«. Die Arbeit der Häuer, mit der sie die Oberfläche des Berges anbrachen, bestand nur in der zeitlich zusammenfallenden Wiederholung der gleichen einfachen Arbeit, in einer einfachen Kooperation. Dagegen zerfällt diese räumliche — wenngleich lockere — Einheit der Abbaubetriebe beim Tiefbau in eine Reihe von völlig gleichen Betriebseinheiten, in Gruben, die an den verschiedenen Punkten des »Berges« gleichzeitig gebaut werden. In jedem dieser Betriebsteile, die örtlich gesondert sind, läuft derselbe Arbeitsprozeß ab, nur daß er im Vergleich zum Abbau über Tag beträchtlich erweitert ist: er besteht aus einer Kette von — einander gegenseitig bedingenden — besonderen Arbeiten. Jede Grube ist eine selbständige, von den übrigen unabhängige Einheit. Jede hat ihre eigene Belegschaft, deren Zusammensetzung durch die besonderen Arbeiten innerhalb des gesamten Arbeitsprozesses und durch ihren Bedarf an Arbeitskräften bestimmt ist. Dieses Kollektiv der Bergleute besteht aus der Gesamtheit der in ein und derselben Grube werkenden Häuer (die die Schächte abteufen und vor Ort das Gebirge abbauen), Zimmerleute, Erz- und Gesteinförderer, Haspelknechte, die zugleich Wasserzieher sind, Hundestößer über Tag und Grubenschmiede. Beim Übergang vom

¹ Es ist eine der beachtenswertesten Feststellungen ZYCHAS (1899, S. 100—101), daß mit dem Übergang zum Tiefbau, zur Abteufung der Grube die einzelnen Grubenwerke zur grundlegenden Betriebseinheit der Erzgewinnung wurden. Von da an waren die einzelnen Grubenwerke gleichsam Kristallisierungspunkte sowohl der produktiven Arbeit, als auch der sozialen Organisation der Unternehmung. Ich war in meinen Ausführungen bemüht, dies vom Produktionsprozeß und von den ihn bestimmenden Naturverhältnissen aus in seinen objektiven Voraussetzungen zu erhellen.

Tagbau zum Tiefbau innerhalb des grundherrschaftlichen Eigenbetriebes konnten diese Grube für Grube aufkommenden Belegschaften schon durch einen gewissen zusätzlichen Kräfteeinsatz, im großen und ganzen durch die Umgruppierung der Unfreien gebildet werden, die bislang mit dem Abbau der Ausgehenden über Tag beschäftigt waren.

Das wäre alles, was wir aufgrund der natürlichen Voraussetzungen und der ihretwegen notwendigen Arbeitsprozesse in der gegebenen sozialen Formation — selbstredend ohne nähere Festsetzung des Zeitpunktes — durch abstrahierende Erwägungen als allgemeine Tendenz der Entwicklung festhalten können. Es ist nun zu untersuchen, inwiefern diese Tendenz in den Verhältnissen der erwähnten Bergreviere der Alpengaue im 12.—13. Jahrhundert abtastbar ist und welche Anhaltspunkte wir in diesen Verhältnissen für die konkretere Skizzierung ihrer Voraussetzungen erhalten.

Das eine Bergrevier war (bei Friesach in Kärnten) der Zezzener Bergwerkskomplex des Stiftes Admont. Das besaß in dieser Gegend beträchtlichere villikale Besitztümer in Streulage, deren Kernstück in die Gründungszeit des Stiftes zurückreichte (1073). Der Bergwerksbetrieb wurde mit diesem Gute von einem Ordensbruder verwaltet, der seinen Sitz am Zezzener Berg hatte.²

Aus den Jahren 1185, 1186, 1202 und 1216 sind vier Verträge bekannt, die vom Stift mit Gruppen von Privatpersonen zum Betrieb seiner Zezzener Gruben geschlossen wurden.³ In jedem der Fälle handelt es sich um eine bestimmte, zweimal auch namentlich erwähnte Grube (fodina), d. h. um Bergwerke unter Tag.⁴ Die Bergwerke erreichten zu dieser Zeit bereits eine größere Tiefe, denn in den ersten zwei Fällen (1185, 1186) besagt der Urkundentext

² ZAHN, Bd. I, Nr. 77, S. 93. — Weitere Güter ebd. Nr. 368, 370, 382, 383. — S. weiterhin: JAKSCH; *Kärntner Geschichtsquellen*, 1904; Nr. 703, 711, 717, 820, 919; I—IV, 954, 1009, 1014. — Vgl. ZYCHA, 1899, S. 90, Anm. 38. — Über den leitenden Ordensbruder am Zezzener Berg s. die weiter unten in Anm. 11, 16 und 17 angeführten Urkunden und auf S. 267 die Namenliste der Berggenossen, die den Vertrag vom Jahre 1185 schlossen. — JAKSCH, *Kärntner Geschichtsquellen*, 1906 — Index, lokalisiert Zezzen in der Nähe von Hüttenberg und kennt auch seine Variante »Pressen«.

³ Veröffentlicht bei: ZAHN, Bd. I, Nr. 655 (1185) und 679 (1186), bzw. Bd. II, Nr. 55 (1202) und 142 (1216). — Neuere Veröffentlichung: JAKSCH; *Kärntner Geschichtsquellen*, 1904 Nr. 1237 (Jahre 1178—1189) und 1325 (1186), bzw. JAKSCH; *Kärntner Geschichtsquellen*, 1906, Nr. 1538 (1202) und 1735 (1216). — Diese Veröffentlichung lehnt die in den früheren Ausgaben vermerkte Datierung der ersten Urkunde aus dem Jahre 1185 ab und setzt sie auf Grund der Person des ausfertigenden Abtes in die Jahre 1178—1189. — Des weiteren zitiere ich diese vier Urkunden nur mit ihrer Jahreszahl, und sehe von der wiederholten Angabe ihrer Veröffentlichung ab. Bei den Hinweisen auf die erste Urkunde habe ich der Kürze halber die in den früheren Ausgaben angenommene Jahreszahl (1185) beibehalten. — Vgl. zur Analyse dieser Urkunden: ZYCHA, 1899, S. 88—95, 104, Anm. 80; S. 106—107; S. 108, Anm. 94; S. 108—109, 111—112; S. 125, Anm. 11; S. 126, Anm. 15; S. 127, Anm. 16 und 17; S. 140—141, 143; S. 150, Anm. 114, 116, 117; S. 152, Anm. 127. — Meine folgende Erörterung übernimmt im großen und ganzen die Feststellungen von Zychas Interpretierung. In der entwicklungsgeschichtlichen Einschätzung weicht aber meine Darstellung von Zychas Auffassung in einigen Belangen wesentlich ab. Vgl. darüber weiter unten Anm. 85.

⁴ 1185: »fodina« = Grube, anders »laborerium« = Werk; 1186: »fodina«; 1202: »fodina . . . que dicitur Manuchaituht«; 1216: »fodinas, que nuncupantur Isenhartes fodina et Admuntensis fodina, que modo pro una reputantur . . .« vgl. ZYCHA, 1899, S. 100.

ausdrücklich, daß die fraglichen Gruben abgesoffen seien, und dies habe ihren Abbau unmöglich gemacht.⁵ Die Eröffnung dieser Bergwerke ist also in eine frühere Zeit zu setzen.⁶ In allen vier Fällen übergab das Stift das Bergwerk der vertragschließenden Genossenschaft zum Betrieb,⁷ und zwar jeweils zu mehr oder minder geänderten Bedingungen. Anläßlich der Vereinbarung vom Jahre 1185 beteiligte sich das Stift selbst am Grubenbetrieb in der Höhe eines »Anteils«, den es in der Zwischenzeit von Gozvinus, einem der vertragschließenden »Genossen« zurückgekauft hatte. Die vertragschließenden Genossen übernahmen in allen vier Fällen den Abbau der Gruben — jeder in der Höhe seines Anteils — auf eigene Rechnung. Für diese Genossenschaft gab es dazumal noch keinen besonderen Begriff. Die Urkunden erwähnen nur die sich zusammenschließenden Privatpersonen, und das oft nur in sehr allgemein gehaltener Form. So etwa 1185: »homines quidam«, »predicti viri«, aber auch »socii« und »magistri fodinarum«. — Im Jahre 1186: »socii«, »communicatores«. — 1202: »magistri fodinarum«, »socii«. — 1216: »socii«. Am Ende des Vertrags vom Jahre 1185 sind die Vertragschließenden auch namentlich angeführt: »Nomina magistrorum fodine hec sunt, frater noster de Zezen, Heinricus magister montis, Chunradus, Stephanus, Gozvinus, Arbo, Heinricus, Herwicus, Waldmannus, Wolfkerus, alter Wolfkerus et Wernherus unam partem, Rapoto, Gotfridus, Ditmarus.« Der Vertrag aus dem Jahre 1186 erwähnt nur die zwei führenden Angehörigen der vertragschließenden Gruppe: »magister montis Reimbertus« und »Wulfingus«. 1202 werden die Friesacher Bürger (»cives

⁵ 1185: »fodinam . . . quam dicunt aquaticam« und unter den Vertragsbedingungen der Punkt, daß die vertragschließenden Genossen nur den Teil der Grube betreiben können, der früher durch Wassernot abgesoffen war (»in nulla parte fodine laborabunt nisi in ea, quam aqua prius obduxerat«). — 1186: »fodinam illam nostram super Zezen, quam illuvies aquarum superducens inutilem reddidit . . .« Vgl. ZYCHA, 1899, S. 89.

⁶ Das Bergeigentum des Stiftes leite ich im Sinne von Zychas Auffassung (vgl. den 2. Abschnitt unserer Abhandlung auf S. 41–42), die ich teile, aus dem Grundeigentum ab. Das Stift nutzte als Grundherr seinen Bergschatz noch im Eigenbetrieb (vgl. ZYCHA, 1899, S. 89–90); seine Erträge waren nur durch den königlichen Bergzins (den Zehnten der Ausbeute) belastet, dessen Nutznießer in diesem Falle auf Grund einer königlichen Schenkung — wenn auch nicht ohne willkürlich erweiterte Interpretierung der Donation — de facto das Erzbistum Salzburg war (vgl. ZYCHA, 1899, S. 20–22). Um die Mitte des 12. Jahrhunderts stellte das Erzbistum Salzburg dem Stift gegenüber Ansprüche, die über den Zehnten hinausgingen. Es forderte nämlich außer dem Bergzins auch einen Teil der sonstigen, abgabenmäßigen Bergeinkünfte des Grundherrn (ZAHN, Bd. I, S. 405 und Bd. II, Nr. 26 und 85; neuere Ausgabe: JAKSCH: *Kärntner Geschichtsquellen*, 1904, Nr. 1430; bzw. ebd., 1906, Nr. 1599). — Demgegenüber wird im Vertrag von 1185 sowie von 1186 nur der Zehnte als Leistung auf Grund des Regalrechts (»de iure«) erwähnt (1185: »...et decima pars de iure domino episcopo«; 1186: »decima pars domno archiepiscopo de iure dabitur«). Unter »de iure« verstehe ich in Übereinstimmung mit Zycha das dem Erzbischof überlassene »ius regium«. — Die Ansprüche des Salzburger Erzbischofs, die über den königlichen Bergzins hinausgingen, dürften dazu beigetragen haben, daß das Stift bemüht war, die Bekräftigung seines Bergeigentums durch einen königlichen Freibrief zu erwirken (ZAHN, Bd. I, Nr. 405 und Bd. II, Nr. 6; des weiteren Arndt, 1879, S. 94).

⁷ 1185: »pacto et forma subscripta assignavimus«; 1186: »fodinam . . . colendam dimisi«, bzw. »et sic illis assignavimus . . .«; 1202: »fodinam . . . tradidit laborandam«; 1216: »fodinam . . . habendam concessimus«. Im Zusammenhang mit dem zu Gunsten des Eigentümers ausbedungenen Produktanteil erwähnen die Verträge des weiteren, daß diese Quote für ihn ohne seine Kostenbeiträge, unentgeltlich gefördert werde. S. weiter unten die Anm. 10, 11, 12.

Friesacenses») nur ganz allgemein erwähnt. 1216 übernehmen »dominus Meinhardus et Henricus de Pulndorf et Gotfridus« und Genossen den Betrieb des Bergwerks. Der Zusammenschluß dieser Privatpersonen erfolgte aufgrund einer bestimmten Anzahl von »Anteilen« (partes). Der Eigentümer bedang sich seinen Teil an den Bergerträgen »je Anteil« aus; diese Anteile aber werden auch im Zusammenhang mit den Sanktionen erwähnt, die gegen die ihrer Abbauverpflichtung nicht nachkommenden Genossen vorgesehen waren. Die Zahl der »Anteile« war bei jeder Grube verschieden. Im Vertrag vom Jahre 1185 sind sechzehn, 1186 neun, 1216 acht erwähnt. Die Zahl der an der Genossenschaft beteiligten Personen läßt sich mit der Zahl der »Anteile« nicht unbedingt gleichsetzen. So erwähnt z. B. der Vertrag aus dem Jahre 1185 sechzehn Anteile, zählt aber schließlich dem Namen nach als Angehörige der Genossenschaft, als »magistri fodine« nur fünfzehn Personen auf. Unter diesen hatten zwei gemeinsam einen Anteil. Es muß also mindestens noch zwei Genossen gegeben haben, die jeweils zwei Anteile hatten. Auch vom erwähnten Gozvinus wissen wir aus der Urkunde selbst, daß das Stift in der Zwischenzeit von ihm einen Grubenanteil zurückgekauft hatte, d. h. auch er muß ursprünglich zwei Anteile besessen haben. Der »Anteil« bedeutet selbstverständlich nicht einen tatsächlichen Teil des Bergwerks, sondern nur einen ideellen Teil, der der Beteiligungsquote der Mitglieder der Genossenschaft entsprach.⁸ Allerdings ist auch damit zu rechnen, daß jedem Teilhaber ein bestimmter Teil — ein Stollen oder ein Ort — der Grube zugewiesen war, den er abzubauen hatte.⁹

Das Stift sicherte sich nach den zum Abbau übergebenen Gruben einen gewissen Teil der Erträge in natura. Im ersten Fall (1185) betrug dieser Stiftsanteil nach jedem »der sechzehn Teile der Grube« wöchentlich einen »Kübel« (d. h. Förderkübel) Erz und darüber hinaus den Neunten nach dem gesamten Ertrag. Außerdem hatte der Erzbischof von Salzburg aus dem königlichen Rechtstitel als Abgabe den Zehent zu erhalten.¹⁰ Von der Abgabe eines Kübels wöchentlich waren die teilhabenden Bergbaugenossen nur dann befreit, wenn die Erzförderung nach einem Anteil nicht zwei Kübel erreichte; dagegen konnte der Eigentümer im Falle von höheren Ertragsmengen als die üblichen keine höheren Abgaben fordern. Zusätzlich bedang der Abt noch aus, daß ihm die Bergbaugenossen die gegebenenfalls erbetene Aushilfe nach Möglichkeit zu gewähren hätten, ihn des weiteren im Falle seines Besuches in Friesach oder am Zezzener Berg mit dem Gastgeschenk beehren sollten.

⁸ ZYCHA, 1899, S. 137 ff.

⁹ Die wechselnde Anzahl der vertragschließenden Berggenossen in den einzelnen Gruben läßt sich möglichenfalls auch daraus erklären, daß sich so viele Häuermeister (»magister fodinae«) zusammantaten, als es in der fraglichen Grube zum gegebenen Zeitpunkt Örtter gab. — Vgl. weiter unten S. 280.

¹⁰ »...de unaquaque (d. h.: parte) dabitur nobis singulis septimanis vas unum, quod dicitur chubli, et insuper nona pars totius questus absque nostris sumptibus et decima pars de iure domino episcopo. — Vgl. ZYCHA, 1899, S. 93.

1186 begnügte sich das Stift bei der zweiten Grube schon mit dem Neunten des Ertrages, forderte diesen insgesamt von allen vertragschließenden Teilhabern (Bergbaugenossen) und erwähnte gesondert den Zehent, der dem Erzbischof von Salzburg zu leisten war. Außerdem hatten die Genossen gemeinsam zur Instandhaltung der Straße jährlich 2 Mark beizuschießen.¹¹

Auch aufgrund des Vertrages von 1202 erhielt das Stift als Abgabe ein Neuntel der Grubenenerträge,¹² bedang sich aber für bestimmte zusätzliche Zugeständnisse weitere 24 Mark (20 + 4 Mark; s. unten) — allerdings nur als einmalige Leistung — aus.

Eine völlig neue Variante bedeutet der Vertrag aus dem Jahre 1216. Darin veräußert der Eigentümer formell das ganze Bergwerk an die vertragschließenden Bergbaugenossen. Immerhin behält er sich aber ein Achtel bzw. den Ertrag eines Achtelanteils vor, ohne zu dessen Produktionskosten beizutragen, so daß diese die sieben Anteile der Bergbaugenossen belasten. Der Kaufpreis belief sich auf 130 Mark/Denare. Dieser wird aber von der Bergbaugenossenschaft nicht im voraus entrichtet, sondern ist aus dem anfallenden Gewinn abzuzahlen: nach Abzug der Betriebskosten wird hierfür die Hälfte des Reinertrags nach den sieben Anteilen der Genossen ausbedungen.¹³ Der Eigentümer übergibt der Genossenschaft das Bergwerk mit der Verpflichtung des zügigen Betriebes. Dafür sichert er bei Einhaltung dieser Bedingung den Abbau der Grube ohne Befristung; darüber besagt der Vertrag vom Jahre 1186: »Solange sie dort abbauen können, darf man sie keinesfalls ausschließen oder von dort entfernen.«¹⁴ Die Nutzung des Bergwerks, die Ausbeute, war nur im ersten Vertrag (in dem des Jahres 1185) einigermaßen beschränkt, jedoch nicht in der Befristung, sondern nur räumlich: die teilhabenden Bergbaugenossen durften nur den Teil des Bergwerks abbauen, der vorher durch Wassernot abgesoffen war.¹⁵ Gegen die einzelnen Teilhaber der vertragschließenden Genossenschaft führen aber die Verträge weitere konkrete Sanktionen an. So hatte der teilhabende Genosse, der den Abbau

¹¹ »fodinam . . . collendam dimisi eo pacto, ut nona pars totius questus absque sumptu nostro nobis ab omnibus illis communicatoribus persolvatur, decima pars domino archiepiscopo ex iure dabitur.« — Vgl. ZYCHA, 1899, S. 93.

»Annuatim etiam de novem partibus due marce dabuntur ab omnibus fratri nostro, qui est supra Zezzen ad sublevandam viam.« — So bei ZAHN; bei JAKSCH: »qui ut supra Zezzen, ad sublevandam vi(t)am.« — Vgl. ZYCHA, 1899, S. 93.

¹² » . . . fodinam . . . tradidit laborandam ea conditione, ut per totam illam fodinam conventui cederet nona pars gratis laborata . . . «

¹³ » . . . (fodinam) . . . domino Meinhardo et Heinrico de Pulndorf et Gotfrido ipsorumque sociis habendam tali conditione concessimus, ut debeant nobis persolvere marcas CXXX denariorum. Talis autem modus erit pecunie persolutionis, cum divina clementia ibidem lucrum ex ipsorum labore demonstraverit, quod ex VII partibus quicquid super culta fodina fuerit residuum, cum medietate ipsius lucri residui nobis debeant persolvere prefatam pecuniam ita, quod fructus nostre partis octave sine aliqua minutione nobis debeat cedere . . . « Vgl. ZYCHA, 1899, S. 93.

¹⁴ »Et sic eis assignavimus« — d. h.: fodinam — »ut quamdiu elaborare ibi potuerint, nullo modo exinde pellantur vel alienentur.« — Vgl. ZYCHA, 1899, S. 92.

¹⁵ S. Anm. 5.

der Grube (1185; 1202: des »Anteils«) vier (1185), drei (1202), bzw. sechs (1216) Wochen hindurch dauernd vernachlässigen bzw. die Leistung des Beitrags nach seinem »Anteil« (1216) versäumen sollte, den Verlust seines Teils zu gewärtigen. Im Sinne des Vertrages von 1185 sollte ein solcher »Anteil« an das Stift, laut der Verträge von 1202 und 1216 an die übrigen Bergbaugenossen heimfallen; nur wenn sie zum Abbau dieses Teiles nicht bereit wären, sollte das Stift seinen Betrieb übernehmen (1216). Bei einem kürzeren Ausfall von 1—3 Wochen konnte der säumige Teilhaber mit der nachträglichen Erstattung der Unkosten oder aber mit einer Strafe von einer halben Mark davonkommen.¹⁶

Schon der Vertrag von 1185 gestand den Bergbaugenossen die freie Verfügung über ihren Anteil, in concreto dessen Veräußerung zu. Doch war dieses Zugeständnis vom Grundherrn sehr eingeschränkt. Erstens behielt sich das Stift das Vorkaufsrecht vor und der Anteil konnte nur dann an andere veräußert werden, wenn der Eigentümer von seinem Rechte nicht Gebrauch machte. Mit dem Anteil wurden alle ihn belastenden Verbindlichkeiten vom neuen Teilhaber übernommen. Aber selbst in diesem Falle bestand der Grundherr darauf, daß er selbst den veräußerten Teil dem Käufer übergebe, und er sicherte sich eine bestimmte Übertragungsgebühr, die nicht einmal gering war: sie betrug nämlich ein Zehntel des Verkaufspreises.¹⁷

Der Vertrag aus dem Jahre 1186 geht auf diese Belange nicht ausführlicher ein. Für die Zusicherung, daß die teilhabenden Genossen bei regelmäßigem Betrieb der Grube aus ihr nicht ausgeschlossen werden können, verpflichteten sie sich nur dazu, mangels eines Erben ihren Anteil dem Stift zu lassen. Dieser Abschnitt enthält also »implicite« die Erblichkeit des »Anteils«, kann aber auch dahingehend interpretiert werden, daß damit die Übertragung des Anteils unter Lebenden, d. h. seine Veräußerung ausgeschlossen war.

¹⁶ Wie wir noch sehen werden, bieten die einschlägigen Verfügungen auch in sonstigen Belangen Anhaltspunkte zur Beurteilung der Produktionsverhältnisse, so daß ich sie im Wortlaut anführe.

1185: *Siquis sociorum eorumdem ebdomadam unam neglexerit ibi laborare, in sequenti duplum expensarum restituet, et si in tercia similiter omiserit, dimidiam marcam dabit et frater noster interim expensas ad opus dabit. Si in quarta quoque per ordinem neglexerit, penitus excludetur et nobis pars illa libere cedet.*«

1202: »... quicunque eorum partem suam tribus septimanis neglexerit, eius pars cedat in proprietatem reliquorum sociorum.« 1216: (Die unmittelbare Fortsetzung des in Anm. 13 mitgeteilten Textabschnittes über die Regelung der Tilgung des Kaufpreises der Grube) »... istam vero consuetam legem interserentes, quod si aliquis de sociis super partem suam per VII dies quod ipsum contingit dare tardaverit, secundum ius antiquum et debitum sequentibus VII diebus persolvat plenarie, quod debet. Etiam hoc addicimus, quod tertribus XIII diebus id est VI septimanis quis supersederit, quod super partem suam dare neglexerit, cessit a proprietate suę partis et ipsa pars revertitur ad socios, ut colant eam, et si ipsi partem solutam noluerint colere, nobis cedet, ut ipsam colamus. — Vgl. ZYCHA, 1899, S. 92.

¹⁷ »Si quis etiam partem suam paupertate vel alia occasione cogente vendere voluerit, prius fratribus nostris eam proponat vendendam; si emerit, bene« (d. h. der Ordensbruder, der sich in Zezzen als Verwalter aufhielt), »sin autem, vendat, cui voluerit ea ratione, qua et ipsi susceperunt, si pro V maris vendiderit, dimidiam, si pro X, integram, si pro XV, talentum nobis persolvat et de manu nostra illam recipiat.« — Vgl. ZYCHA, 1899, S. 95.

1202 bedangen die vertragschließenden Bergbaugenossen bei einmaliger Leistung einer Sondergebühr von 20 Mark, die jedoch in der Höhe eines Drittels des Reinertrags, der nach Abzug der Arbeitslöhne anfiel, erst nachträglich abzufahren war, die Erbllichkeit des Vertrages aus, des weiteren, daß sie ihren Anteil als Erbschaft ihren Leibeserben lassen, ja diesen — nachdem sie ihn vorher ihren Genossen angeboten hatten — frei veräußern konnten.¹⁸

Im Vertrag vom Jahre 1216 ist die freie Verfügung bereits eine gleichsam natürliche Folge dessen, daß die vertragschließenden Berggenossen die Grube, zumindest die auf sie entfallenden sieben Anteile, von der Grundherrschaft gekauft haben.¹⁹

Anfangs zumindest behielt sich der Grundherr das Recht zur Aufsicht über den Abbau vor. So wird im Vertrag von 1185 ganz allgemein festgehalten, daß die vertragschließenden Berggenossen hinsichtlich der Grube der Herrschaft des Grundherrn unterstellt seien.²⁰ Aber schon 1202 bedingen sich die Genossen bei einmaliger Leistung eines Erlöses von 4 Mark aus, daß die grundherrschaftlichen Grubenaufseher (*«custodes fodinarum»*) zur Grube keinen Zutritt haben. Das wird im Vertrag vom Jahre 1216 in der Form wiederholt, daß die Grubenaufseher (*«custodes fodinarum»*) die nach der Aufsicht (*«jus custodiae»*) fälligen Gelder nicht in der Grube, sondern nur vor deren Einfahrt erheben können, wie das in der Zezzener Bergordnung vorgeschrieben sei.²¹

Die hier untersuchten Verträge stammen aus der Zeitspanne eines Menschenalters. Vergleicht man aber den einen Vertrag mit dem anderen, so wird der mit tiefgreifenden Veränderungen einhergehende Wandlungsprozeß sinnfällig.

Ein auffallendes Moment ist die Auflösung des Eigenbetriebs des Berg-eigentümers, des grundherrschaftlichen Betriebs, dessen letzte Überreste am Zezzener Berg zur Zeit der Wende vom 12. zum 13. Jahrhundert schon im Schwinden sind. Noch können wir — wenngleich nur in einer sekundären Erscheinung²² — den Verwaltungsapparat des einstigen grundherrlichen Betriebes erkennen: den am Zezzener Berg gegenwärtigen Ordensbruder des

¹⁸ »Ut autem talis contractus in perpetuum ratus esset firmus, et ut ipsi magistri fodine liberum habent arbitrium partem suam vendendi, requisitis tamen sociis an eam emere velint, et ut iure hereditario amicis suis tribuere possent, XX marcas promiserunt solvendas de tertio denario quem lucrari possent ultra pecuniam operariis solvendam . . .«

¹⁹ Vgl. weiter oben Anm. 13.

²⁰ »Nulli etiam de fodina illa teneantur respondere, nisi nobis, preter decimam domini archiepiscopi, unde suo magistro montis respondebunt.« — ZYCHA (1899, S. 96, Anm. 65 und S. 129, Anm. 27) interpretiert das dahingehend, daß der grundherrschaftliche Bann auch die Person der vertragschließenden Berggenossen belangt habe. Die Aufsicht war bei dieser Grube schon dadurch gegeben, daß der Grundherr selbst zugleich ein Unternehmergenosse blieb. Vgl. weiter oben S. 267, s. noch ZYCHA, 1899, S. 96, Anm. 65.

²¹ 1202: » . . . et hoc pacto, ne custodes fodine habeant facultatem libere intrandi, sicut in aliis locis . . .« 1216: »Istud etiam adiungimus, quod ipsi custodes fodine ius custodię nullatenus debent in ipsa fodina recipere, sed ante fodinam secundum ius constitutum ipsius montis in Zezen . . .« — Vgl. ZYCHA, 1899, S. 91.

²² Darüber wird noch ausführlicher zu sprechen sein. Vgl. S. 281 ff.

Admonter Stiftes, den »Frater« Verwalter, den Bergmeister (»magister montis«)²³ und die Berg- oder Grubenaufseher (»custodes fodinarum«).²⁴ Aber der Betrieb der Gruben, die Organisierung und Leitung des Produktionsprozesses liegt nicht mehr in Händen dieses Apparates. Am Ende des Menschenalters, das wir hier im Auge haben, geht dem Apparat sogar die bloße Kontrolle über den Abbau verloren, die ihm nach dem Zeugnis der ersten Verträge im ausgehenden 12. Jahrhundert noch zustand. Der Grundherr trifft über seine Gruben, vorerst jedoch nur immer über eine konkrete Grubenanlage, mit Gruppen, Genossenschaften einzelner Privatpersonen seine Vereinbarungen. Den Angehörigen dieser Gruppen, den Berggenossen überläßt er bei Leistung eines bestimmten Anteils an den Erträgen — also bei Leistung der Naturalrente — die Grube. Diese Übergabe, diese Geschäftsvereinbarung scheint auf den ersten Blick eine »Betriebspacht« zu sein. Die Genossenschaft übernimmt jedoch eine bereits existente, früher eröffnete und ausgebaute Grube, eine Betriebseinheit, um sie auf eigenes Risiko und selbstverständlich zu ihren Gunsten abzubauen, zu nutzen. Der »Abbau«, der »Betrieb« ist aber im wesentlichen auf die Bodenschätze, auf das Erz ausgerichtet, bezweckt also die Förderung und Verwertung des grundherrlichen Erzeigentums. Gegenstand des Pachtverhältnisses ist somit nicht nur der bestehende »Betrieb«, der im Grunde genommen nur ein Mittel der Produktion darstellt. Es geht hier um viel mehr: das Pachtverhältnis erfaßt auch die Pacht des grundherrlichen Erzeigentums. Nicht im allgemeinen, mit der Geltung auf die naturgegebene Masse des »Berges«. Jedenfalls aber mit der Geltung auf einen bestimmten, begrenzten — wenn auch nicht exakt bemessenen — Teil des Berges: nämlich mit der Geltung auf die Erzgänge, die mit der fraglichen Grube erschlossen wurden und von dieser aus bis zu dem Punkt abbaubar waren, wo die Abbauorte auf jene der benachbarten Grube stießen.²⁵

Die Genossenschaft, die den Vertrag mit dem Grundherrn eingeht, bildet sich in der Absicht, den Abbau der fraglichen Grube auf eigene Kosten zu übernehmen. Die an ihr beteiligten Privatpersonen entschließen sich ohne jeden äußeren, herrschaftlichen Zwang, aus freiem Ermessen zu dieser Aufgabe. Die vertragschließenden Parteien legen auf Grund gegenseitiger Vereinbarung die bald für die eine, bald für die andere Partei vorteilhaften Vertragsbedingungen fest, die ebenfalls auf Grund der freien Willensäußerung ausgehandelt werden. Diese Genossenschaft ist sowohl nach außen, d. h. in ihren Beziehungen zu den Außenstehenden, als auch in den gegenseitigen

²³ Über die zeitgenössische doppelte Bedeutung von »magister montis« vgl. Anm. 35; über das Vorkommen dieses Terminus technicus im hier gegebenen Wortsinn s. S. 287, Anm. 68.

²⁴ S. oben Anm. 21.

²⁵ ZYCHA (1899, S. 90) qualifiziert die Art des Geschäftsschlusses einfach als Betriebspachtung. Meines Erachtens handelt es sich hier höchstens der Form nach um eine solche. Objekt des Pachtverhältnisses ist dagegen in Wirklichkeit das Erzeigentum. Das ist schon darum hervorzuheben, weil hier zugleich der erste Keim der späteren Bergfreiheit in Erscheinung tritt.

Beziehungen ihrer Angehörigen von durchaus privatrechtlicher Natur. Was den Zusammenschluß der Mitglieder, der Berggenossen bewirkt, ist einzig und allein die Schaffung und die Verwirklichung der Voraussetzungen einer wirtschaftlichen Tätigkeit, die den ureigensten Existenzinteressen aller Genossen insgesamt dient. Das heißt: der Zusammenschluß, die Genossenschaft, bezweckt einzig und allein eine bestimmte Unternehmung, deren Träger hier das als selbständiges Gebilde der Produktionsverhältnisse erscheinende Unternehmen ist. In sein Zustandekommen spielen keine feudalen Bindungen hinein, selbst wenn die Angehörigen der Genossenschaft, die Mitunternehmer, oder einige von ihnen, dem Bergeigentümer oder einer dritten Person durch solche Bindungen verhaftet waren. Das Unternehmen steht in keinem inneren Zusammenhang mit der zeitgenössischen, feudalen Form des Grundeigentums, vielmehr bleibt seine Beziehung dazu auf bloße Äußerlichkeiten beschränkt. Noch weniger — nicht einmal in Relikten — lassen sich darin etwa althergebrachte kollektive Eigentumsformen oder irgendwelche Blutsbande entdecken.

Der Entwicklungstrend offenbart sich vor allem in dem widerspruchsvollen Verhältnis zwischen dem Grundherrschaft als Eigentümer und dem außerhalb seines Bannes stehenden, oder sich daraus zumindest loslösenden Unternehmen. Obschon der Grundherr den ewigen Tücken der Natur, in diesem Falle der Wassernot, infolge deren die Grube endgültig abzusaufen droht, völlig hilflos gegenübersteht, hält er krampfhaft an seinem Eigentumsrecht fest. Es ist nicht zu verkennen, daß er seinen risikolosen Anteil an der verwertbaren Förderung nach Möglichkeit hochschrauben und die vertragschließenden Berggenossen durch unmittelbare persönliche Beziehungen, wo nicht anders, auf Vertragsbasis in persönlicher Abhängigkeit halten will. Allen Anzeichen nach verhandelt der Grundherr aus der Position der Stärke und er ist es, der — zumindest am Anfang, bei der ersten Gelegenheit — die Bedingungen stellt. Er annulliert sowohl im Prozeß- als auch im Verhandlungsweg den Vertrag, der vom Verwalter des Stiftes am Zezzener Berg geschlossen wurde und handelt nun mit den interessierten Unternehmern den für ihn offensichtlich vorteilhafteren Vertrag vom Jahre 1185 aus.²⁶ Sein ausbedungener Produktenanteil, der Grubenzins, bringt aus dem Erzertrag doppelten Gewinn ein: einmal den aus dem gesamten Rohertrag, zum anderen jenen nach den Reinerträgen. Von den zweien war der erste besonders drückend, konnte es doch so kommen, daß die Berggenossen mit dem je Person wöchentlich verbindlichen einem Kübel Erz dem Bergeigentümer die Hälfte der Bruttoförderung abzugeben hatten. Die zusätzlichen Bedingungen, so das Vorkaufsrecht auf etwa zu veräußernde »Anteile« der vertragschließenden Berggenossen, die festgesetzten Handänderungsabgaben und mehr noch die vom Eigentümer für sich persönlich vorbehaltene Investitur, nicht weniger aber der in allen Bergsachen

²⁶ Vgl. die Präambel des Vertrages vom Jahre 1185, dessen Sinn trotz der fehlenden Worte unverkennbar ist. Vgl. zum folgenden ZYCHA, 1899, S. 90—95.

gültige grundherrliche Bann lassen alles in allem das Bestreben des Stiftes deutlich erkennen, die Berggenossen, die den privatrechtlichen Vertrag ansonsten aus freiem Entschluß eingehen, in direkter persönlicher Anhängigkeit zu halten und dadurch — wenn auch nur mehr durch schwache Fäden — die Reste der grundherrschaftlichen Gewalt zu wahren. Allerdings mit wenig Erfolg. Die Initiative geht mehr und mehr in die Hände der Genossenschaft über, die bereit ist, die Produktion zu übernehmen. Als bald bestimmen die Unternehmergenossen die Bedingungen und der Grundherr muß ihren Forderungen Schritt für Schritt nachgeben. Mit Ausschaltung der drückenden, je Person festgesetzten Leistungen, des doppelten Gewinns wird die Produkterrente des Grundherrn auf den Neunten, bzw. den Achten am Erzertrag herabgedrückt. Zugleich entziehen die Berggenossen ihr Unternehmen fast völlig der Aufsicht des grundherrschaftlichen Verwaltungsapparates. Sie sind nur zur Leistung des nach der Aufsicht (*»jus custodiae«*) fälligen Geldes bereit, allerdings nur unter der Bedingung, daß die grundherrschaftlichen Bergaufseher ihre Grube nicht betreten dürfen.²⁷ Die Genossen erzwingen die freie und erbliche Verfügung über ihren *»Anteil«* am Unternehmen. In den letzten Verträgen verlautet bezüglich der *»Anteile«* weder über das Vorkaufs- noch über das Erbrecht des Grundherrn ein Wort. Selbst die dünnen Fäden der direkten persönlichen Bindungen sind also zerschlissen, durch die der Eigentümer die einzelnen Unternehmergenossen mittels ihrer *»Anteile«* mehr oder minder in seinem grundherrlichen Banne halten wollte.²⁸ Statt der einzelnen Berggenossen rückt mehr und mehr ihre Gemeinschaft — das Unternehmen — in den Vordergrund. Das Unternehmen ist es, das sich nunmehr das Vorkaufsrecht, darauf früher der Grundherr Anspruch erhoben hatte, ausbedingt, falls einer der Berggenossen seinen *»Anteil«* etwa veräußern wollte. Dem Unternehmen fällt auch der *»Anteil«* des seiner Abbaupflicht nicht nachkommenden Genossen heim. Das aber bedeutet nichts anderes, als das Heranreifen der Genossenschaft, des Unternehmens zur selbständigen Rechtsperson. In den sich häufenden Zeugnissen dieser Tendenz, in der Entwicklung, durch die das Unternehmen an Stelle der Einzelperson, des einzelnen Berggenossen tritt, wird die Genossenschaft zum Träger des Vertragsverhältnisses und des daraus resultierenden Besitzes. In dem Maße, wie die *»Anteile«* erblich werden, gestaltet sich das Vertragsverhältnis zu einer Erbpacht. Dabei gewinnt das Unternehmen, das die Grube nunmehr erblich besitzt, hinsichtlich der Nutzung, des Abbaus der gepachteten Grube völlig freie Hand, d. h. das ausschließliche Verfügungsrecht. Der Eigentümer hat kein direktes Einspruchsrecht mehr. Das Unter-

²⁷ Die einschlägigen Bestimmungen der Verträge, u. zw. bezüglich des Produkternteils des Grundherrn weiter oben in Anm. 10 — 13, über die Aufhebung der Aufsicht S. 271.

²⁸ Die Lockerung ist selbstverständlich nur im Zusammenhang mit der Grube zu verstehen. — In seiner Person und durch seinen sonstigen Besitz gehörte er auch weiterhin unter den Bann des Grundherrn. Vgl. z. B. über die Gerichtsbarkeit des Grundherrn weiter unten S. 284, Punkt 10.

nehmen verfügt in vermögensrechtlicher Hinsicht über die selbständige und volle wirtschaftliche Autonomie.²⁹

Kaum ein Menschenalter später ist die Berggenossenschaft statt des Grundherrn, der sich nunmehr mit der Rolle des passiven Rentenbeziehers begnügen muß, der wirkliche Nutznießer des Bergeigentums, das sie als Erbpacht besitzt. Indem sie den Produktionsprozeß zum ureigensten Nutzen in der Hand hält und seine Organisation leitet, wird die Genossenschaft das beweglichste, das bestimmende Element im Bergbau.³⁰ Selbstverständlich kann das alles noch nicht auf den Zezzener Berg insgesamt, auf seinen ganzen Erzschatz, sondern vorerst nur auf einzelne Gruben, auf die durch diese Gruben erschlossenen und abbaubaren Erzgänge bezogen werden.

*

Woraus entspringt die Triebkraft dieser beschleunigten Wandlung? Worin besteht diese vorpreschende Genossenschaft, die als selbständiges Gebilde der Unternehmung, eben als Unternehmen in der sozialen Struktur des Bergbaus erscheint? Wer sind diese Unternehmergenossen? Wo gliedern sie sich in die soziale Pyramide des Feudalismus ein? Wie verhalten sie sich zu der produktiven Arbeit, die im Rahmen der Unternehmung betrieben wird?

Die Analyse, die auf diese Fragen Antwort sucht, die Bestimmung dessen, was das Wesen des Unternehmens ausmacht, führt uns zu einem weiteren Moment in der Wandlung der Produktionsverhältnisse, das ebenfalls eine qualitative Veränderung herbeiführen läßt.

Das Unternehmen, darum es sich hier handelt, ist der rein private Zusammenschluß von vermögensrechtlich selbständigen, der gleichen wirtschaftlichen Tätigkeit nachgehenden, oder zumindest zum Zweck einer gleichen wirtschaftlichen Tätigkeit, des Bergbaus, assoziierten Personen, die hierzu aus freiem Entschluß bereit sind.³¹ Ihre Beteiligung an der Genossenschaft, deren Ausmaß ist durch den Anteil bestimmt, den der einzelne Berggenosse am Unternehmen hat. Jeder hat diesem Anteil entsprechend zu den Lasten des Unternehmens beizutragen und ist dementsprechend an seinen Erträgen beteiligt.³² Diese aufgezeigten Merkmale des kollektiven Unternehmens sind für dessen genossenschaftliche Form kennzeichnend. Das Unternehmen ist somit formell eine Genossenschaft, noch konkreter gesprochen: eine Grubengenossenschaft. Und

²⁹ Was die Bergordnung und die Bergerichtbarkeit anbelangt, so haben wir selbstverständlich auch weiterhin die Zuständigkeit des Grundherrn, die Geltung seines Bannes, d. h. in der Aufsicht über die Befolgung der Bergordnung von Zezen (*ius constitutum ipsius montis Zezen*) — vgl. oben Anm. 21) die Mitwirkung der grundherrschaftlichen Organe in Betracht zu ziehen. Vgl. im folgenden Abschnitt die *Laudamenta* von Trient, die unter beträchtlich fortgeschrittenen Verhältnissen — wenngleich mit Einvernehmung der Interessenten — als Willensäußerung des Grundherrn zustande kommen.

³⁰ Vgl. ZYCHA, 1899, S. 85—86.

³¹ Vgl. oben S. 272—273.

³² Vgl. Anm. 10—13, 16—18 dieses Abschnittes.

zwar ist sie es in einem doppelten Sinne. Erstens einfach schon darum, weil ihre Tätigkeit auf den Bergbau, auf die Förderung von Bodenschätzen ausgerichtet ist. Darüber hinaus aber ist sie eine Grubengenossenschaft auch in dem besonderen Sinne, daß ihr Zustandekommen, ihre Funktion an ein bestimmtes Bergwerk, an eine bestimmte Grube, an eine örtlich begrenzte Betriebseinheit gebunden ist. Das — um es hier vorwegzunehmen — ist besonders im Auge zu behalten, denn es ist der entscheidende Faktor in der Genese der Grubengenossenschaft und bleibt auch weiterhin das hervorstechende Merkmal ihrer Entwicklung.

Im Grunde genommen entsprechen diese Merkmale weitgehend denen der späteren Gewerkschaft. Das heißt: die Sache ist bereits gegeben, ohne vorerst als besonderer Begriff ihren Namen gefunden zu haben. Diese begriffliche Ausprägung setzt allerdings — wie wir im nächsten Abschnitt noch sehen werden — mit der Bezeichnung der Genossen als »werki« (Gewerken) schon in den Tridentiner Urkunden derselben Jahrzehnte ein. Wenn ich hier — im Unterschied zu Zycha — die Genossenschaft der Zezzener »magistri fodinarum«, ja selbst der Tridenter »werki« nicht Gewerkschaft nenne, so hat das bloß einen formellen Grund: ich möchte dem zeitgenössischen Wortgebrauch nicht »vorgreifen«.

Weniger eindeutig ist die persönliche Zusammensetzung des Unternehmens, das Verhältnis der sich assoziierenden Mitunternehmer, der Berggenossen zu der produktiven Arbeit im Rahmen des Unternehmens. Noch krasser ist die Gliederung der in den einzelnen Gruben aufgetretenen Kollektive der Grubenarbeiter.

Die besondere Begriffsbezeichnung der Teilhaber (*socii, communicatores*) der Genossenschaft mit »magistri fodinae«, bzw. die Bezeichnung »magister montis«, die den Namen der den Namenlisten vorangestellten Personen hinzugefügt wird, soll zweifellos die Genossen als Unternehmer kennzeichnen und ihre gleichrangige führende Rolle im Produktionsprozeß des Unternehmens verdeutlichen. Es ist gewiß nicht belanglos, daß beide Termini manchenorts mit diesem Begriffsinhalt weiterleben. Man begegnet ihnen in der lateinischen Terminologie der um ein Jahrhundert jüngeren Bergrechtskodifikationen und Urkunden, die übrigens von erheblich entwickelteren Produktionsverhältnissen zeugen. So bezeichnet das systematischste unter den auf uns gekommenen mittelalterlichen Bergrechten, die auf König Wenzel II. zurückgehenden böhmischen »Constitutiones Juris metallici« (1300–1305) den von den Mitgliedern³³ einer Gewerkschaft (Grubenunternehmergenossenschaft)³⁴ aus ihren Reihen gewählten »Verwalter« als »magister montis«; das aber war ein der

³³ In den »Constitutiones« als »coloni«, in der am Ende des 14. Jahrhunderts verfertigten Übersetzung »Gewerke« genannt.

³⁴ Zu dieser Zeit, an der Wende vom 13. zum 14. Jahrhundert waren in der Gewerkschaft schon die »Nur«-Unternehmer, die kapitalistischen Unternehmergenossen in der Überzahl, selbst wenn es noch Gewerke geben mochte, die als Handwerker-Unternehmer innerhalb

Gewerkschaft zu Rechenschaft und Verantwortung verpflichteter, jedoch mit persönlichem Verfügungsbereich bekleideter Geschäftsführer, der wirtschaftliche Leiter des Grubenbetriebs.³⁵ Dagegen stoßen wir auf den Terminus »magistri fodinarum« als Synonym zu »urburarii«, d. h. »die urbura Leistenden« im Freibrief der siebenbürgischen Stadt Ovounberg: Offenberg (ung. Aranyosbánya, rum. Baia de Arieş) vom Jahre 1325.³⁶ Die Urbura war die finanzielle Nutzung des Bergregals, der königliche Bergzins, der als bestimmter Bruchteil (1/8 oder 1/10) der geförderten Erzmenge bei jeder Grube anlässlich der wöchentlichen Erzteilung von den behördlichen — beeidigten — Erzteilern für die Urbura-Eintreiber der Kammer (fallweise für die Urbura-Pächter) aus dem Gesamtertrag zu bemessen war.³⁷ Wir haben also unter der Offen-

des Unternehmens an der produktiven Arbeit auch persönlich beteiligt waren. Weil aber das andere, das kapitalistische Element vorherrschte, ist es richtig, die Genossenschaft dieser Periode, die »societas«, die »Gewerkschaft« als »Bergbauunternehmer«-Genossenschaft zu bezeichnen. Zum abweichenden Charakter der um ein Jahrhundert früheren Zezzener Genossenschaften vgl. S. 278. — In der während des 19. Jahrhunderts aufkommenden ung. Terminologie setzt sich für dt. »Gewerkschaft« ung. »bányatársulat« = Grubengesellschaft durch (vgl. PÉCH, A.: *Magyar és német bányászati műszótár* [Bergmännisches Wörterbuch in ung. und dt. Sprache]; Bd. II, Német—magyar rész [Deutsch—ungarisch], Selmecbánya, 1879; unter dem Stichwort »Gewerkschaft«).

³⁵ Vgl. »Constitutiones iuris metallici«, I. Buch, Abschnitt 7 (ZYCHA, 1900, Bd. I. S. 263–264 und Bd. II, S. 74–88). Die deutsche Übersetzung der »Constitutiones« setzt für »magister montis« = »perkmeister«. Demgegenüber bezeichnen die Kodifikationen des alt-ungarländischen Bergrechtes, schon die des ältesten Schemnitzer Rechtes (WENZEL, AUO, Bd. III, S. 220, Punkt 1) das Organ der örtlichen Bergbehörde als »pergmeister«. Dieser Bezeichnung begegnen wir auch in einem Prozeßmaterial von Abrudbánya im Jahre 1525 (WENZEL, 1880, S. 127, Anm. 2), wo ich jedoch im Betreffenden den Verwalter eines Unternehmens vermute. — Übrigens war in dem hier untersuchten Zeitalter und Gebiet der Ausdruck »magister montis« = »perchmeister« ebenfalls im doppelten Wortsinn gängig. Man verstand darunter außer dem Leiter der »Gewerkschaft« auch den Haupt-Bergaufseher, den die Grundherrschaft in Vertretung ihrer Gewalt zum Vorsteher eines Grubenreviers bestellte. S. unten S. 286–287 und Anm. 68.

³⁶ Laut der Urkunde wurden »Gottfredus et Hermannus filii Forchlypp et Johannes filius eiusdem Hermanni de civitate Ovounberg seu Aranyosbanya nominata... magistri scilicet urburarii aurifodinae juxta fluvium Aranyas habitae« bei König Karl in ihrem eigenen Namen und in dem aller Gäste (hospes) der erwähnten königlichen »civitas« mit dem Ersuchen vorstellig, der Herrscher möge ihnen dieselbe Freiheit zugestehen, »qua magistri seu operarii ceterarum aurifodinarum suarum regalium praefuerunt«.

»Ad petitionem dictorum urburariorum seu magistrorum dictae aurifodinae« gewährt der König den erwähnten Gästen die Freiheit damit, daß »similiter census scilicet octavam partem quaestus dictae fodinae regiae maiestati persolvere tenerentur, prout magistri et operarii aliarum aurifodinarum...« ZIMMERMANN—WERNER, Bd. I, Nr. 437, S. 395–396.

³⁷ Darum ist die neuere Bestimmung (MÁLYUSZ, 1957, S. 50) unzutreffend, die in der urbura Einkünfte aus dem Wechsel, aus der Einlösung von Edelmetallen sehen will. Bezüglich der urbura vgl. HÓMAN, 1921, S. 150–51, 154. Über die Größe der urbura (bei Golderzen 1/10, bei Silbererzen und sonstigen 1/8) vgl. den Gründungsbrief von Neusohl aus dem Jahre 1255 (KNAUZ, MONUMENTA, Bd. I, Nr. 556, S. 426–427) und oben Anm. 36. — S. noch HÓMAN, 1908, S. 63. — Die wöchentliche Erzteilung ist so zu verstehen, daß in jedem Grubenwerk die Erzausbeute einer Woche am Wochenende unter den Mitgliedern, Gewerken der Berggenossenschaft, die die betreffende Grube betrieb, ihren Anteilen entsprechend verteilt wurde. Diese Erzteilung, bei der die Erze nach ihrer Qualität, d. h. je nach dem, wie reich sie an Erz waren, geschieden wurden, hatten die Vertreter der Bergbehörde, die sog. Erzteiler vorzunehmen (vgl. Schemnitzer Bergrecht Punkt 1, a. a. O. in Anm. 35). In Ungarn hießen auch die Verwalter oder Pächter des königlichen Erzanteils »urburarii«. Im Offenberger Freibrief (oben Anm. 36) handelt es sich aber nicht um diese Leute, was übrigens aus dem Textzusammenhang eindeutig hervorgeht.

berger Bezeichnung »magistri aurifodinae« die Unternehmer zu verstehen, die die fragliche Grube betreiben und nach den Erzerträgen die Urbura zu leisten haben. Zu dieser Zeit werden sie in der deutschen Terminologie bereits allgemein »Gewerke« genannt.³⁸

Das räumlich und zeitlich immer breitere Weiterleben dieser Begriffe läßt wie eine Leuchtspur erkennen, daß die in den Admonter Urkunden festgehaltenen Momente Zeugnisse einer Wandlung sind, die ein neues Zeitalter eröffnet. Zugleich aber macht schon das erste Auftauchen der neuen Begriffe am Zezzener Berg die fortgeschrittene Differenzierung der Produktionsverhältnisse sinnfällig.

Zu dem allgemeinen Begriff des Leiters, des Vorstehers, der sich mit der Bezeichnung »magister« verbindet, gehört auch die besondere Fachkenntnis, das größere, qualifiziertere Wissen, die Befähigung zu »meisterhafter« Arbeit. So vergegenwärtigt diese Bezeichnung in unserem Bewußtsein den produktiv arbeitenden Menschen. Vergleichen wir nun das mit dem weiter oben skizzierten Arbeitsprozeß des Tiefbaus,³⁹ so liegt es auf der Hand, daß wir diese »Meister«, die sich zur Ausbeute der Gruben des Zezzener Berges zusammenschlossen, vor allem in den Arbeitern der anspruchsvollsten Betriebseinheit dieses Arbeitsprozesses, in den Häuern zu sehen haben. Man nannte sie Meister, und zwar nicht nur weil ihnen als Unternehmern die Sorge für den Betrieb der Grube oblag, sondern auch weil die meisten von ihnen an der anspruchsvollsten produktiven Arbeit, an der Häuerarbeit aktiv, d. h. als handwerklich tätige Unternehmer beteiligt waren. Diese ihre Stellung läßt auch die einfache, mit dem blossen Taufnamen erschöpfte Namensform der meisten (siebzehn von zwanzig) persönlich angeführten Berggenossen⁴⁰ vermuten. Da sie nun arbeitende Bergleute in ihrer Grube waren, kann man ihren Zusammenschluß — die Vorstufe der späteren Gewerkschaft — mit vollem Recht als Produktionsgenossenschaft bezeichnen.

Wo es aber Meister gab, mußte es auch Nicht-Meister, d. h. Gehilfen der Meister, Arbeiter geben, die die übrigen, an die Häuerarbeit anschließenden Arbeiten des gesamten Produktionsprozesses verrichteten, oder bei der Häuerarbeit selbst mitwirkten. Diese Nicht-Meister waren aber keine Teilhaber der Unternehmergenossenschaft, sondern von den Meistern beschäftigte und entlohnte Lohnarbeiter; sie waren keine »socii« und keine »magistri fodinae«, sondern einfach »operarii«.⁴¹ Auf ihre Gegenwart und ihre Stellung als Lohnarbeiter verweisen konkret die auf die Abbaukosten bezüglichen Wendungen

³⁸ Für den ersten Beleg von »Gewerke« in der Kodifikation des Freiburger Bergrechts vom Anfang des 14. Jahrhunderts vgl. ERMISCH, 1887, S. LXXXVIII, Anm. 2. — Den lateinisch verzerrten Formen dieses Wortes begegnen wir schon in den Laudamenta von Trient (s. noch den nächsten Abschnitt).

³⁹ Vgl. oben S. 263—265

⁴⁰ Die Namen s. oben S. 267.

⁴¹ Vgl. Anm. 18.

der Urkundentexte,⁴² am deutlichsten jene der Urkunde vom Jahre 1202, in der von dem Gewinn die Rede ist, der nach Abzug der den Arbeitern — »operariis« — zu zahlenden Löhne zurückbleibt.⁴¹

Immerhin gab es — allerdings mit dem entgegengesetzten Vorzeichen — auch eine andere Art dieser Differenzierung, und zwar bei den Unternehmergenossen. Es gab nämlich Berggenossen, Angehörige der Genossenschaft, von denen es sich von vornherein feststellen läßt, daß sie persönlich mit ihrer Hände Arbeit an der Produktion keinesfalls teilnehmen konnten. Da ist etwa der Ordensbruder, den das Stift Admont zu seinem Zezzener Verwalter bestellt hatte, der die Örter, die auf den vom Stift zurückgekauften Anteil (1185) entfielen, offenbar mit anderen, mit Lohnarbeitern abbauen lassen mochte (»elaborabit«);⁴³ seine Verwaltergeschäfte ließen es sicherlich nicht zu, Tag für Tag selbst einzufahren und vor Ort zu werken. Ebenso wenig taten das die zwei edlen »Herren« (»dominus Meinhardus et Henricus de Pulndorfe«), die der Genossenschaft 1216 vorstanden. In ihrem Falle haben wir es mit Unternehmern zu tun, die am Produktionsprozeß mit ihrer Hände Arbeit nicht beteiligt waren, sondern statt ihrer selbst — außer den Hilfsarbeitern — auch für die qualifizierteste Arbeit, die Häuerarbeit, entlohnte Arbeitskräfte stellten.

*

Aufgrund der Tatsachen, die wir anhand dieser Analyse feststellen konnten, lassen sich die wichtigsten Merkmale der Produktionsverhältnisse, die um die Wende vom 12. zum 13. Jahrhundert im Zezzener Bergbau aufkommen, wie folgt zusammenfassen.

Das Eigentum am Erzschatz geht infolge der Erbpacht der Gruben — wenngleich vorerst nur in Form des Nießbrauchs — aus den Händen des Grundherrn mehr und mehr in jene der die Grube betreibenden Genossenschaft über. Die Grubengenossenschaft ist in ihrer Zezzener Form ein zwispältiges Gebilde und veranschaulicht die Übergangsphase des Wandlungsprozesses. Die »Geschäfts«-Anteile der Genossenschaft⁴⁴ belaufen sich bald auf acht, bald auf sechzehn, die Zahl der Berggenossen aber beträgt sieben, bzw. fünfzehn. Diese Gliederung muß sich nach der Größe der Grube bzw. nach der zum gegebenen Zeitpunkt in Betracht kommenden Örter gerichtet haben. Die Mehrzahl der Genossenschaftsmitglieder bestand nicht einfach nur aus Unternehmern, die Organisatoren und Leiter des Grubenbetriebes

⁴² 1185: »...frater noster interim expensas ad opus dabit...« (vgl. Anm. 16). 1186: »...absque sumptu nostro...« (vgl. Anm. 11). 1202: »...nona pars... gratis laborata.« 1216: »...quicquid super culta fodina fuerit residuum...« und »...si aliquis de sociis super partem suam per VII. dies, quod ipsum contingit, dare tardaverit, secundum ius antiquum et debitum sequentibus diebus persolvat plenarie, quod debet.« (Vgl. Anm. 13 und 16.)

⁴³ Über den von Gozvinus zurückgekauften Anteil besagt der Vertrag von 1185, daß ihn der Zezzener Ordensbruder werde abbauen lassen (»quam frater noster elaborabit«).

⁴⁴ Über den ideellen Charakter des »Anteils, Bergteils usw.« (»pars«) vgl. ЗУЧА, S. 137—144, besonders 140—141.

waren, sondern sie beteiligten sich auch mit ihrer Hände Arbeit aktiv am Produktionsprozeß. Regelmäßig, Tag für Tag nahmen sie an der anspruchsvollsten Arbeit der Produktion, an der Häuerarbeit teil, die die größten Erfahrungen bezüglich der Naturverhältnisse, besondere Handfertigkeit, technische Findigkeit und tagtägliche Entfaltung der Muskelkraft erforderte. Sie waren also »Meister« im engsten zeitgenössischen Wortsinn, wie die Handwerksmeister der gewerblichen Produktion, die sich zu dieser Zeit in einer wachsenden Zahl der Arbeitszweige von der landwirtschaftlichen Produktion absonderte. Zugleich beschäftigten aber diese Meister auch Lohnarbeiter, sie waren also in ein und derselben Person auch kapitalistische Unternehmer, und das in einem Maße, das weit über jenes der Handwerksmeister hinausging. Sie hatten nämlich fallweise nicht nur vor Ort einen Hilfhäuer, oder einen Lehrlingen neben sich, der die Kniffe und Griffe des Abbaus erlernen wollte, sondern die Berggenossen dingingen insgesamt, jeder mit der Kostenbeteiligung, die seinem genossenschaftlichen Anteil entsprach, für die Verrichtung der an die Häuerarbeit angeschlossenen übrigen Arbeiten entlohnte Werkstätige: Zimmerleute, Hundestößer, Erzförderer und Erzscheider, Haspelknechte, Wasserzieher, Förderer des tauben Gesteins und Werkzeugschmiede. Bei allen diesen Arbeiten haben wir mit ein bis zwei, gegebenenfalls sogar mit drei Arbeitern zu rechnen. Die Berggenossen hatten — jeder seinem genossenschaftlichen Anteil nach — auch für die Sachkosten des Betriebes aufzukommen. Die persönliche Mitarbeit der Meister bedingt, daß jeder Unternehmergenosse in der Grube auch seinen konkreten Arbeitsplatz, den sog. Ort erhielt, für dessen Abbau er mit persönlicher Arbeit oder Lohnarbeit zu sorgen hatte.

Selbstverständlich bestand der Anteil eines jeden Berggenossen an dem Ertrag der Ausbeute nicht in dem Erz, das er vor seinem Ort abbaute. Da der Erzreichtum der Örter naturbedingt unterschiedlich war, ließ sich der gleiche Anteil an den Erträgen nur dadurch gewährleisten, daß die an allen Örtern angefallenen Erzerträge, nach Qualität geschieden, zusammengelegt und dann im Verhältnis der genossenschaftlichen Anteile unter den Unternehmern verteilt wurden.

Neben dem »Meister«, d. h. neben dem Handarbeiter, der zugleich als Unternehmer Lohnarbeiter beschäftigt, taucht aber hie und da schon ein Typ des Berggenossen auf, der sich an der produktiven Arbeit in keiner Hinsicht persönlich beteiligt, sondern diese vollauf von anderen, von Lohnarbeitern oder von Teilunternehmern verrichten läßt: d. h. der »kapitalistische Unternehmer«, sozusagen der embryonale Vorläufer der herrschenden Klasse einer noch in ferner Zukunft liegenden Welt, den die zwiespältigen, widerspruchsvollen Züge der Anfänge kennzeichnen. Am Zezzener Berg ist dieser Typ nicht nur durch die Friesacher Bürger, sondern vor allem durch Adelige vertreten. Daher dürfte ihr Geldreichtum feudaler Herkunft gewesen sein. Indem sie aber Lohnarbeiter beschäftigt, wandelt sich auch dieser Geldreichtum zu

Geldkapital, und zwar auch dann, wenn diese Metamorphose gegebenenfalls nicht damit einhergeht, daß der Eigentümer zur Lebensform des Handelskapitalisten hinüberwechselt.⁴⁵

*

Jeder der hier analysierten Verträge belangt nur eine Grube, nicht das ganze Grubenrevier am Zezzener Berg. Mit jedem Vertrag schrumpft nur ein bestimmter Teil des Bergeigentums in den Händen des Grundherrn zur bloßen Rente und geht in den erblichen Besitz der Bergarbeiterschicht der »Häuermeister« über, die die produktive Arbeit verrichten. Diese Handlung, die ein neues Zeitalter eröffnet, erfaßt zwar der Reihe nach eine Grube nach der anderen, ist aber erst neueren Ursprungs, sie vollzieht sich in dem knappen Menschenalter, aus dem unsere Urkunden stammen. Was den Inhalt, die Ausmaße dieser Wandlung anbelangt, so war sie »revolutionär«, denn sie ging mit der radikalen Umgestaltung der Produktionsverhältnisse des Bergbaus einher, ohne jedoch auch in ihrer Art »revolutionär« zu sein. Dem Grundherrn wurde sein Eigentum nicht durch Gewalt, nicht durch den Aufruhr seiner Untertanen entrisen, die Wandlung vollzog sich im Rahmen eines friedlichen Wandels. Dieser friedliche Wandel bedeutet aber auch, daß die neuen Produktionsverhältnisse, die sich in den Verträgen dieser Jahrhundertwende abzeichnen, nicht auf die Urform des grundherrschaftlichen Eigenbetriebs direkt zurückgeführt werden können, die sozial einerseits durch den an seiner Arbeit uninteressierten Unfreien, andererseits durch den das ganze Arbeitsprodukt sich aneignenden Grundherrn gekennzeichnet war. Zwischen diesen beiden Formen, dem an der Wende vom 12. zum 13. Jahrhundert heranreifenden Neuen und dem Ursprünglichen, ist eine Entwicklungsphase von mehreren Menschenaltern anzusetzen, in der dieser Wandel allmählich erfolgte, in der sich der Verfall der früheren Formen und das Aufkommen des Neuen mit Unterbrechungen und Aussetzungen, mit immer wieder erneuerten Ansätzen vollzog.⁴⁶ Diese Entwicklung vermögen wir in ihren Fakten, in ihren Details weder am Zezzener Berg noch anderenorts zu verfolgen. Wohl aber läßt sich ihre Hauptrichtung abtasten, wie man auch in großen Zügen skizzieren kann, wie weit diese Entwicklung im ausgehenden 12. Jahrhundert fortgeschritten war, wo sie

⁴⁵ Meine Zusammenfassung macht sich eine grundlegende Feststellung Zychas in merito zu eigen. Jene nämlich, daß wir neben dem Handwerker-Kleinunternehmer und den von ihm beschäftigten Lohnarbeitern als Hilfskräften schon zur Zeit der aufkommenden unabhängigen Berg-Produktionsgenossenschaften auch den kapitalistischen Unternehmer vorfinden. Und zwar in der Person der Vertreter des feudalen Reichtums (ZYCHA, 1899, S. 105—107). In dieser Frage teilt ZYCHA (1899, S. 105—106, 135—137) die Meinung von Opet und lehnt die Auffassung sowohl von Schmoller als auch von Ermisch ab, die das Auftreten des kapitalistischen Unternehmertums erst ins 14. Jahrhundert setzen. Desgleichen lehnt er (a. a. O. S. 136, Anm. 58—59) die Behauptung Gierkes ([1868] S. 445) ab, der das Aufkommen der kapitalistischen Form der genossenschaftlichen Unternehmung, der Gewerkschaft noch später, mit dem 15. Jahrhundert ansetzt. Vgl. zu all dem die Darlegung des ungleich fortgeschritteneren Prozesses in Trient (im folgenden Abschnitt dieser Untersuchung).

⁴⁶ Vgl. oben S. 263—266.

stand, bevor sie mit einem beschleunigten Tempo in die revolutionäre Umgestaltung der Endphase ihrer Entfaltung umschlug.

Zu dieser Zeit, am Vorabend des neuen Zeitalters, das sich in den Verträgen dieser Jahrhundertwende abzeichnet, erhellt der allgemeine Charakter der Produktionsverhältnisse mit ziemlicher Deutlichkeit aus dem System der Leistungen, der Gefälle, die dem Stift Admont als dem Grundherrschaft in der zweiten Hälfte des 12. Jahrhunderts (wenn nicht auch schon früher) aus seinen Zezzener Gruben zufielen. Wir haben hier von einem ganzen System zu sprechen, handelt es sich doch nahezu um ein Dutzend solcher Gefälle. Ihre Aufzählung, die mehr oder minder vollständig sein dürfte, blieb uns mit den Fachausdrücken der zeitgenössischen Rechtssprache in zwei Urkunden der Salzburger Erzbischöfe aus dem Jahre 1197 bzw. 1207 erhalten.⁴⁷

Im folgenden führe ich die Begriffserläuterung dieser damaligen Termini technici an, um dann aus diesen begrifflichen Inhalten das Spiegelbild der damaligen Produktionsverhältnisse freizulegen.⁴⁸

1. Das »ius cathmearium« ist gleichbedeutend mit »ius montanum«, d. h. mit dem deutschen »Bergrecht«.⁴⁹ Während aber jenes in der Präambel der Urkunde vom Jahre 1197 allgemeine Bedeutung hat, d. h. die Gesamtheit der grundherrschaftlichen »Rechte« am Bergeigentum meint, haben wir unter »ius montanum« oder »perchrecht« in der Aufzählung der Gefälle eine konkrete Leistung zu verstehen. Zycha hält es für das Gefälle, das für die Haltung eines grundherrschaftlichen Bergmeisters (magister montis, perchmaister)

⁴⁷ ZAHN, Bd. II, Nr. 26 und 85, S. 54–56 sowie 129–132. — Neuere Veröffentlichung: JAKSCH; *Kärntner Geschichtsquellen*, 1904, Nr. 1430, S. 552–554 und *ebd.*, 1906, Nr. 1599, S. 33–34. Die einschlägigen Abschnitte der beiden Urkunden sind folgende:

1197: Um den Prozeß des Erzbistums kontra Stift Admont »pro habendo iure cathmeario in fundo Admontensis ecclesie super monte Zezzen« zu beenden, gewährt Erzbischof Adalbert »tum pro eorum non iniusta iuris approbatione, tum etiam pro nostre salutis remedio . . . de nostra auctoritate« dem Stift erblich, »ut in fundo predicti montis Zezzen et Zozzin et Cosin et Rettin« und auf seinen sonstigen Gütern (in . . . prediis) innerhalb der Gemarkung des Pfarrsprengels Gutarich »in argenti seu cuiuslibet metalli venis mediam portionem decime et custodię et cumuli publicati et bannorum et acquisitionum pro qualibet litis compositione et montani iuris et in hoc, quod vulgo dicitur spitzrecht et garrenrecht et hutschicht cum omnibus cathmeariorum pertinentiis quiete et proprie deinceps ad suos usus accipiat«.

1207 bekräftigt Erzbischof Eberhard die Zehntendonationen seiner Vorgänger zu Gunsten des Stiftes Admont; in der Aufzählung dieser Einkünfte heißt es u. a. »quicquid vobis in iure cathmeario in predio ecclesie vestre supra Cezzin privilegio suo antecessor noster dominus Albertus archiepiscopus confirmavit, dimidietatem videlicet eorum, que provenire solent de eo, quod vocatur garrenrecht et spizrecht, et hutrecht et de stiura et do omni iure montano id est perchrecht et totius decime et vahphenninge, et sumpphenninge et schozphenninge . . .«

⁴⁸ Mit der Interpretierung der Terminologie zumindest im Zusammenhang mit der Urkunde vom Jahre 1197 hat sich auch ZYCHA befaßt (1899, S. 127–128). In den meisten Fällen konnte auch ich mich auf seine Ausführungen stützen. Dagegen sind auch die Termini technici, die in der von Zycha nicht benutzten Urkunde aus dem Jahre 1207 vorliegen und in der Urkunde von 1197 nicht vorkommen, sehr beredte Zeugnisse; nicht minder die von Zycha nur registrierten zwei weiteren Fachausdrücke. Schließlich hat Zycha die Aussage dieser Urkunden entwicklungsgeschichtlich überhaupt nicht in Betracht gezogen, auch die des von ihm benutzten Vertragstextes von 1197 nicht.

⁴⁹ Bezüglich der Interpretierung von »katmia« = »fodina« = Grube, Bergwerk und »cathmearius« = Bergmann, Bergknappe vgl. ZYCHA, 1899, S. 100, Anm. 76.

erhoben wurde.⁵⁰ Ich möchte noch weiter gehen und halte dieses Gefälle für die Abgabe, durch die die Besoldung des Bergmeisters, die ursprünglich vom Grundherrn bestritten wurde, ganz oder zumindest teilweise auf die Genossenschaft abgewälzt werden sollte.

2. Völlig gleichartig mit den Abgaben für die Bestellung des Bergmeisters ist die »custodia« oder »ius custodiae«,⁵¹ d. h. anders »Hutrecht« oder »Hutschicht«. Diese Abgabe wurde erhoben, um die Besoldung der grundherrschaftlichen Grubenwächter (»custodes fodinae«) voll oder zum Teil auf die Berggenossen abzuwälzen. Die Bezeichnung »Hutschicht« läßt auf folgendes schließen: dieses Gefälle wurde zum Teil auch dadurch geleistet, daß innerhalb bestimmter Zeitspannen im ganzen Grubenbereich, vor allen Örtern eine Schicht für die Grubenwächter verfahren wurde, d. h. das während dieser Schicht abgebaute Erz war zur Erstellung dieser Abgabe bestimmt.⁵²

3. »Cumulus publicatus«, nach Zycha dt. »geteilter Haufen«, war die Erzmenge, die bei der Verteilung der abgebauten Erträge einem Berggenossen, Gewerken zufiel.⁵³ Da es sich hier ausdrücklich um die dem Grundherrn, dem Stift Admont zustehenden Einkünfte handelt, haben wir unter dieser Bezeichnung entweder das Gefälle zu verstehen, das für die von den grundherrschaftlichen Organen besorgte Erzteilung erhoben wurde, oder aber den grundherrschaftlichen Anteil, den Erzhaufen, der bei der Teilung der Erträge von den grundherrschaftlichen Grubenaufsehern für den Grundherrn abgetrennt und eingezogen wurde. Ich halte dafür, daß es sich um die erste Art der Abgaben handelte.

4. Das »spizrecht« (Spitzrecht) begreift die Abgabe, die von den Hilfhäusern bei ihrem Einstand in die Arbeit erhoben wurde. Laut des Wortgebrauchs, der uns in den Bergmannsliedern überliefert ist, bedeutete nämlich »Spitzhäuser« soviel wie Hilfspäuer, d. h. den Bergknappen, der das »Handwerk« erst erlernen sollte.⁵⁴

5. »garrenrecht«: zu mhd. »garre« = Karre, Karren, also: Karrenrecht.⁵⁵ Diese Abgabe wäre als das Gefälle zu betrachten, das für die Nutzung der vom Grundherrn unterhaltenen Straße zu leisten war.⁵⁶ Auch im Vertrag vom Jahre 1186 bedang sich die Grundherrschaft in der Höhe von zwei Mark jährlich einen Beitrag zur Instandhaltung der Straße aus.

⁵⁰ ZYCHA, 1899, S. 128, Anm. 19.

⁵¹ Vgl. oben Anm. 21.

⁵² ZYCHA, 1899, S. 127, Anm. 18 und S. 128, Anm. 19.

⁵³ ZYCHA, 1899, S. 127, Anm. 17. — Seiner Meinung nach bedeutet »cumuli publicati« soviel wie »von geteilten Haufen, d. h. was als Gewerkenanteil bei Teilung der Ausbeute anfällt«.

⁵⁴ VEITH, 1871, S. 269. — ZYCHA (1899, S. 128, Anm. 20) hat die Bedeutung dieses Terminus technicus nicht gefunden.

⁵⁵ LEXER, Bd. I, Spalte 1521.

⁵⁶ ZYCHA (1899, S. 128, Anm. 20) teilt die Bedeutung dieses Terminus technicus nicht mit.

6. »stiura«, d. h. »Steuer«; offenbar eine außerordentliche Beisteuer, die dem Grundherrn auf dessen Antrag zu leisten war. Auch im Vertrag von 1185 findet sich ein solcher Punkt (vgl. oben S. 268).

7. »vahphenninge«: zu »vahen«, »fahen«, d. h. fangen; »empfahen« = »empfangen« bedeutet im späteren Bergrecht die Mutung, den Antrag auf Verleihung einer bestimmten Grube; unter »verfachen« oder »verfahen« = »verfangen« ist das Erhalten einer Verleihung zu verstehen; »Verfachbuch« hieß die Liste der erteilten Verleihungen.⁵⁷ In der gegebenen Zeit, als der grundherrschaftliche Betrieb noch bestand, hätten wir also unter »vahphenninge« die Abgabe zu verstehen, die ein Häuer bei Vertragsschluß für die Zulassung zum Abbau des Erzes im grundherrschaftlichen Betriebe zu entrichten hatte.⁵⁸

8. »sumphennige«:⁵⁸ zu mhd. »sum« = säumen, zögern.⁵⁹ Hätte demnach hier das »Säumnisgeld« zu bedeuten, d. h. die Geldstrafe, die der im Abbau seines Ortes säumige Häuer als nachträgliche Erstattung der Abbaukosten, bzw. als Buße zu zahlen hatte.⁶⁰

9. »schossphenninge«:⁵⁸ zu »schoss«, d. h. Schoß (vgl. »schießen«, »zuschießen«), also »census«, »tributum« (vgl. mlat. »scotum«).⁶¹ Ich verstehe darunter den Kopfszins der Bergleute.

10. Die Bedeutung von »bannum seu acquisitiones pro qualibet litis compositione« ist klar. Wir haben darunter Strafgerichte und richterliche Gebühren zu verstehen.

11. Des weiteren wird noch die »decima« erwähnt, und zwar in der Urkunde aus dem Jahre 1197. Das könnte den königlichen Bergzins, den Bergzehnten bedeuten, der durch königliche Schenkung dem Salzburger Erzbischof zustand.⁶² Es ist aber unwahrscheinlich, daß der Erzbischof bereit gewesen wäre, diesen mit jemand zu teilen. Es liegt näher, auch unter dieser »decima« eine Art grundherrschaftlichen Nutznießungsrechtes, und zwar den Neunten zu verstehen, den sich der Grundherr im Vertrag von 1185 als Rente ausbedungen hatte. Die Zeitgenossen konnten diesen Neunten neben dem vertraglich besonders hervorgehobenen erzbischöflichen Zehent (Bergzins) auch als zweiten Zehent angesehen haben.⁶³ Im Falle der decima handelt es sich also eigentlich nicht mehr um eine Abgabe (um ein Gefälle), sondern um die Produktenrente des Grundherrn, die man darum unter den 1197 bzw. 1207 auf-

⁵⁷ VEITH, 1871, S. 147–148 und 521.

⁵⁸ Bei Zycha kommt dieser Ausdruck nicht vor.

⁵⁹ LEXER, Bd. II, Spalte 1295.

⁶⁰ Meine Interpretierung ist auch durch den ausdrücklichen Hinweis der Urkunde von 1216 auf das einschlägige Gewohnheitsrecht gestützt, das im Zusammenhang mit der verbindlichen Erstattung der nicht erlegten Abbaukosten erwähnt wird: »... istam vero consuetam legem interserentes, quod si aliquis de sociis super partem suam per VI. dies, quod ipsum contigit dare, tardaverit, secundum ius antiquum et debitum sequentibus VII diebus persolvat plenarie, quod debet.«

⁶¹ SCHMELLER—FROMMANN, Bd. II, Spalte 478.

⁶² Vgl. oben Anm. 6.

⁶³ So interpretiert von ZYCHA, 1899, S. 126–127.

gezählten abgaben-ähnlichen Nutznießungsrechten anführte, weil der Erzbischof von Salzburg den mit den Bergverträgen von 1185 und 1202 aufkommenden neuen Verhältnissen Rechnung trug und darauf Anspruch erhob, auch aus diesen Grubeneinkünften des Stiftes seinen Anteil zu erhalten.

Von den hier angeführten Nutznießungsrechten, die der Grundherrschaft aus dem Bergbau zufließen, erhalten wir aus dem Jahrzehnt der Jahrhundertwende (1197—1207) erste Kunde. Wir können aber die Tatsache, daß diese Angaben mit den Verträgen von 1185—1216 zeitlich zusammenfallen, keineswegs dahin interpretieren, daß diese Nutznießungsrechte sowie all die wirtschaftlichen und gesellschaftlichen Zusammenhänge, die ihnen zugrunde liegen — die »decima« unter Punkt 11 ausgenommen — Begleiterscheinungen oder geradezu immanente Elemente der in den erwähnten Verträgen nachweisbaren neuen Produktionsverhältnisse gewesen wären. Die historische Beziehung dieser beiden Gegebenheiten ist nicht als eine Parallele, sondern als ein entwicklungsbedingter, genetischer Zusammenhang zu verstehen. Was die Verträge enthalten, ist das Neue, die sich entfaltende Zukunft, worüber die erzbischöflichen Urkunden handeln, ist aber das Alte, die allmählich versinkende Vergangenheit, die Hülle, in der das Neue zu dauerndem Leben keimte. Darüber, daß die vielfach verflochtenen grundherrschaftlichen Nutznießungsrechte ihrer Herkunft und Entstehung nach älter waren als ihr uns überlieferter schriftlicher Niederschlag, finden sich schon in den damit zeitgenössischen Verträgen einige Hinweise. Ich meine hier die Ausführungen des Vertrages vom Jahre 1216, in denen im Zusammenhang mit der nachträglichen Erstattung der nicht erlegten Abbaukosten einerseits, mit der Festlegung der Erhebungsweise der »ius custodiae« andererseits auf das bestehende Gewohnheitsrecht (»lex consueta«), bzw. auf die seit altersher gegebene Bergordnung (»ius antiquum et debitum«, »ius constitutum ipsius montis in Zezzen«) ausdrücklich hingewiesen wird.⁶⁴ Noch eindeutiger und entschiedener aber ist die Zeugenschaft der erzbischöflichen Urkunden selbst, die Tatsache, daß die vielerlei Abgaben ausnahmslos, eine nach der anderen, einfach mit den Wendungen der Fachsprache aufgezählt werden. Das ist ein beredter und unwiderlegbarer Beweis dafür, daß es sich hier nicht um etwas Neues, um etwas eben Aufkommendes, sondern um Dinge älteren Ursprungs, von langer Vergangenheit handelt, die bereits institutionelle Elemente der zeitgenössischen sozialen Ordnung waren. Um Dinge also, die dazumal schon ihre besondere Begriffsbestimmung hatten, die mit diesen Bestimmungen den Zeitgenossen — zumindest denen, die an ihnen interessiert waren — so sehr bewußt, so alltäglich waren, daß es einer Darlegung des begrifflichen Inhalts dieser Wendungen, einer ausführlichen Umschreibung des Wesens der einzelnen Abgaben gar nicht bedurfte. Es ist ein Gemeinplatz, daß — sofern es sich nicht um die nachah-

⁶⁴ Vgl. oben Anm. 60 und früher schon Anm. 29.

mende Übernahme von etwas Fertigem, anderswo Aufgekommenem handelt — die institutionellen Dinge ihrer besonderen begrifflichen Bezeichnung immer vorausgehen, daß sie gleichsam namenlos auftauchen, wie z. B. das Stapelrecht. Von seiner Schenkung hören wir schon im angehenden 13. Jahrhundert, nur wird es hier noch umschrieben; seine besondere Begriffsbestimmung, seinen zum juristischen Fachausdruck geprägten Namen erhält es erst am Ausgang des Jahrhunderts.⁶⁵ Wenn wir nun den Wortgebrauch der erzbischöflichen Urkunden unter diesem Aspekt einschätzen, kann die Feststellung nicht beanstandet werden, daß all die Verhältnisse, die sich mit den bekannten Nutznießungsrechten der fraglichen Urkunden offenbaren, zu dieser Zeit mindestens auf ein halbes Jahrhundert, wenn nicht auf zwei bis drei Menschenalter zurückblicken konnten.

Nachdem wir diese Erwägungen vorausgeschickt haben, wollen wir ermitteln, was diese grundherrschaftlichen Nutznießungsrechte, die man schon für die erste Hälfte des 12. Jahrhunderts als charakteristisch bezeichnen kann, über die zeitgenössische Struktur des Produktionsprozesses, über die Produktionsverhältnisse dieser Zeit aussagen. Wie zur Zeit der Anfänge wird das Erz noch immer im Eigenbetrieb des Grundherrn, des Eigentümers abgebaut, der Bergbau ist sozusagen noch immer eine grundherrschaftliche Unternehmung. Organisation, Leitung und Aufsicht des Produktionsprozesses obliegt noch immer den grundherrschaftlichen Grubenaufsehern, besonders dem Meister des abbaubaren »Berges« oder Bergmeister (»magister montis«, »pergmaister«) und den Grubenaufsehern, Grubenwächtern (»custodes fodinae«). Den einen wie den anderen dieser grundherrschaftlichen Verwalter kennen wir auch aus anderen Bergbaurevieren Kärntens. So hören wir 1193 vom Bergmeister in Gorusperch, einer Grube des Stiftes Sankt Paul im Lavanttal (»magister montis, qui perich maister dicitur«), 1212 von den Bergmeistern und Grubenaufsehern des Gurker Bischofs und des Seckauer Domkapitels in den Silbergruben von Dobratsch (westlich von Villach) (»magister montis, qui vulgo perchmaister dicitur . . . et . . . custodes fodinarum«), wie denn auch das Kloster Altzell in Meißen 1241 seinen Bergmeister hatte.⁶⁶

Der Bergmeister hatte in einem Grubenrevier nicht nur den ganzen grundherrschaftlichen Eigenbetrieb zu leiten, sondern war überhaupt der höchste Vertreter der grundherrschaftlichen Gewalt. Er übte den grundherrlichen Bann über das Bergvolk des Reviers in allen Belangen, auch in richterlichem Belang aus. Ihm eignete also nicht einfach eine wirtschaftliche, auf den Grubenbetrieb beschränkte, sondern eine ausdrücklich behördliche Funktion. Sein Geschäftsbereich ließe sich noch am besten mit dem des Vogtes, in Ungarn

⁶⁵ HAFEMANN, 1910, S. 12—13 und 35.

⁶⁶ ZYCHA, 1899, S. 91: Text und Anm. 43. — Der Zezzener Vertrag von 1185 erwähnt den dortigen Bergmeister (»magister montis«) des Salzburger Erzbischofs mit dem Hinweis, daß es zu dessen Geschäftsbereich gehörte, den erzbischöflichen Zehnten, d. h. den königlichen Bergzins einzutreiben.

mit dem des Hofrichters (ung. udvarbíró) vergleichen. Später, als im Reich der Grundherr durch die allgemeine Verbreitung der in den Händen der Landesfürsten aufgekommenen neuen Form des Regals und der Bergfreiheit aus der Grubenverwaltung völlig verdrängt worden war,⁶⁷ übernahm der fürstliche Bergmeister, nunmehr aber auf die eigentliche Grubenverwaltung beschränkt, das Amtsbereich des grundherrlichen Bergmeisters.⁶⁸ Übrigens wird die Bezeichnung »magister montis«, auf deutsch Bergmeister, zur Zeit der fraglichen Jahrhundertwende schon in einem doppelten Wortsinn benützt. Neben dem grundherrschaftlichen Bergmeister heißen so auch die leitenden Verwalter, die Geschäftsführer der in den Zezzener Verträgen auftauchenden Berggenossenschaften, Gewerkschaften, d. h. die Funktionäre, die nicht mehr dem Grundherrn, sondern eben der Gewerkschaft dienen.⁶⁹ Mit der Differenzierung der Produktionsverhältnisse differenziert sich auch der begriffliche Inhalt der Fachausdrücke. In den fraglichen Verträgen ist der Bergmeister nicht ausdrücklich erwähnt. Seine Geschäfte hat offenbar der Verwalter des Stiftes, der am Zezzener Berg gegenwärtige Ordensbruder wahrzunehmen, der im Vertrag vom Jahre 1185 als der örtliche Vertreter des Stiftes figuriert.

Die Gruben- oder Bergaufseher (Grubenwächter, »custodes fodinae«) waren einfache Betriebsverwalter. Wie die deutsche Entsprechung zum »ius custodiae«, das Hutrecht erkennen läßt, waren sie die grundherrschaftlichen Vorläufer des späteren berggenossenschaftlichen (gewerkschaftlichen) Arbeitsaufsehers, des Hutmanns (»huetmann«).⁷⁰ Sie beaufsichtigten den Einstand, den Arbeitsbeginn und die Arbeit der Bergknappen, wie sie auch darauf ein wachsames Auge hatten, daß ein gediegener Klumpen des abgebauten Erzes unter der Hand der Knappen nicht verschwinde.

Der frühere Name der Grubenaufseher, »custodes fodinae«, ist ein deutlicher Hinweis darauf, daß der grundherrschaftliche Betrieb schon zu dieser Zeit — im 12. Jahrhundert — auf den Gruben- d. h. den Tiefbau eingestellt war und daß jede Grube eine von den übrigen unabhängige Betriebseinheit darstellte. Jede Grube hatte ihre Aufseher. Die Einzelgrube war die betriebliche Grundeinheit des Produktionsprozesses. Das allerdings war eher nur der durch die natürlichen Voraussetzungen und die technischen Kenntnisse des

⁶⁷ ZYCHA, 1899, S. 156 ff.

⁶⁸ ZYCHA, 1900, Bd. I, S. 193—194. — Das alt-ungarländische Bergrecht kennt ihn als »scansor« = Steiger und »magister montis« = »pergmeister«. WENZEL, 1880, S. 268: 1387—88, »scansor domini regis et montanorum regni Ungarie«; S. 275: 1492, »Nicos Czon kuniglicher maiestadt in Crembnicz pergmaister u. stayger; S. 363: 1494, »Mathias Tengler . . . oberister sthayger im land czu Ungern und unterkamergröf auf der Kremnitz«. PÉCH, 1884, S. 399: um 1496, »Hans Lang k. mjt. steiger auf der Schembnitz«. — WENZEL, AUO, Bd. III, Nr. 136, S. 206—228: *Stadt und Bergrecht von Schemnitz*: laut Absatz 1 des Bergrechts (S. 220) wurde der örtliche Bergmeister vom Rat der Stadt gewählt, aber von der Kammer besoldet.

⁶⁹ Vgl. oben Anm. 35 und den dazugehörigen Text.

⁷⁰ Über das Geschäftsbereich der »custodes« = »huetleute« sprechen in späterer Zeit ausführlich die böhmischen »Constitutiones«, I. Buch, Abschnitt 12 (ZYCHA, 1900, Bd. II, S. 100 ff.).

Menschen bedingte äußere Rahmen, der die Beziehung des Menschen zur Natur sinnfällig macht, indessen das eigentliche Wesen, der eigentliche Charakter der Produktionsverhältnisse dadurch bestimmt war, in welcher Beziehung die produzierenden Bergknappen, die Arbeiter innerhalb dieses Rahmens zu ihrer eigenen Arbeit, zu den Produktionsmitteln, vor allem aber zum Bergeigentum standen, des weiteren dadurch, wie sich diese Verhältnisse auf die soziale Stellung der Arbeiter auswirkten; das aber offenbarte sich im wesentlichen durch das Ausmaß und die Beschaffenheit der Abhängigkeit von der grundherrschaftlichen Gewalt.

Seitdem das System der abgabenähnlichen Leistungen eingeführt worden war, womit wir in den Bergrevieren der Alpen im allgemeinen, am Zetzener Berg aber unbedingt schon in der ersten Hälfte des 12. Jahrhunderts rechnen können, haben wir in den Grubenarbeitern nicht mehr einfach fronende Untertanen des Grundherrn zu sehen, deren als Unfreier Schicksal es war, das Erz ohne den geringsten Anteil am Arbeitsprodukt, in Fronarbeit abzubauen. Hatte einmal der Bergmann im Zusammenhang mit seiner Arbeit der Grundherrschaft aus den verschiedensten Titeln eine Reihe von genau bestimmten Abgaben zu leisten, so ist das in der Welt der feudalen persönlichen Bindungen nur so vorstellbar, daß er am Produkt seiner Arbeit in irgendeiner Form und bis zu einem gewissen Maße schon seinen Anteil hatte. Sollte er geben, so mußte etwas da sein, dafür er, vor allem aber, daraus er geben konnte. In der Person war das Bergvolk auch weiterhin dem grundherrschaftlichen Bann untertan, hatte sich aus der Abhängigkeit von der grundherrschaftlichen Gewalt noch nicht befreit. Darum leistete es den Zins, den Schoßpfennig⁷¹ und gelegentlich, als Bede, auf »Erbitten« der Grundherrschaft, die »stiura«, die außerordentliche Beisteuer.⁷² Die Gerichtsbarekeit über das Bergvolk übte der Grundherr aus, und zwar entweder direkt, oder durch seinen höchsten Vertreter, den Bergmeister; daher die Einkünfte aus den Strafgeldern und den Gerichtsgebühren, die nach Zivilprozessen erhoben wurden.⁷³ Im Bergdorf entfaltet sich somit noch nicht die Autonomie der Berggemeinde, wenngleich anzunehmen ist, daß neben dem Bergmeister als Richter auch die Vertreter der Bergleute als Schöffen zu Gericht saßen. Die Abhängigkeit, die Untertänigkeit der Bergleute war aber nicht mehr von absoluter Geltung. Das Arbeitsverhältnis der werkenden Bergleute war nämlich nicht mehr einseitig durch die offene Gewalt gekennzeichnet. Es war zu dieser Zeit eigentlich ein schon ausgehandeltes, vereinbartes Vertragsverhältnis. Das Erz wurde von den Häuern vor Ort schon auf Anteil (in Anteilarbeit) abgebaut. Darum war es nötig, das Erz zu teilen, wobei die grundherrschaftlichen Erzteiler jedem Häuer als seinen Naturallohn, seinen »Produktenanteil« den ihm zustehenden Erz-

⁷¹ Vgl. oben S. 284, Punkt 9.

⁷² Vgl. oben S. 284, Punkt 6.

⁷³ Vgl. oben S. 284, Punkt 10.

haufen zuteilten.⁷⁴ Mit Beachtung der späteren Entwicklung haben wir die Zubemessung der Anteile als kollektives Verfahren zu begreifen, d. h. die Erzerträge aller Örter wurden, nach Qualität geschieden, zusammengelegt, um danach aus den gemeinsamen Haufen jedem seinen vertraglich ausbedungenen Anteil zuzuteilen.⁷⁵ Beim Eingehen der Vereinbarung der auf Anteil zu leistenden Häuerarbeit hatte der Häuer den »vaphphenning« zu zahlen, die Abgabe, die nach der Vergünstigung der Arbeit auf »Anteil« einmal erhoben wurde.⁷⁶ Wurde aber der Abbau des zugewiesenen Ortes von dem einen oder anderen Häuer vernachlässigt, wenn er etwa ein bis zwei Wochen nicht in die Grube einfuhr, so mußte er als Buße den »sumphenning«⁷⁷ entrichten. Wir haben keine Anhaltspunkte darüber, daß die Häuer ihren als Arbeitslohn zubemesse- nen Erzanteil selbst verhüttet hätten. Jedenfalls verfügten sie darüber frei, nach eigenem Ermessen. So konnten sie ihren Anteil an Zwischenhändler, oder an Erzkäufer abstoßen, die auch die Verhüttung der Erze betrieben. Das vom Grundherrn erhobene Gefälle nach der Benützung der Straßen, das »garrenrecht«,⁷⁸ mochte mit den Erzfahren zusammenhängen. Auch das Arbeitsverhältnis der Hilfhäuer kam auf Vertragsbasis zustande. Von ihnen forderte die Grundherrschaft anläßlich ihres Einstandes eine Sondergebühr, das sog. »spizrecht«.⁷⁹

Unsere Belege zeigen bei der Häuerarbeit, der anspruchvollsten Arbeit des Produktionsprozesses, die Wandlung des Arbeitsverhältnisses an. Doch konnten sich diesem auch die übrigen, ans Häuerwerk eng anschließenden Arbeiten⁸⁰ nicht entzogen haben. Auch diese Arbeiter gingen mit dem grundherrschaftlichen Grubenbetrieb ein Vertragsverhältnis ein. Nur hatte es hier eine andere Form: die Arbeiter erhielten statt des »Anteils«, der vertraglich geregelten Produktenquote, einfach den in bar bezahlten Wochenlohn.⁸¹ Die verschiedene Abfindung ist verständlich, handelte es sich doch bei diesen zusätzlichen Arbeiten zumeist um einfache Hilfsarbeiten. Weder die Strecken- noch die Schachtförderung des Erzes, weder das Ausschöpfen des Wassers noch das Karren des tauben oder erzarmen Gesteins zu den Halden erforderte besondere Fachkenntnisse. Die Arbeit bestand hier wie dort im wesentlichen in der Entfaltung der rohen Muskelkraft, ganz abgesehen davon, daß die eine oder andere Arbeit, so z. B. die Erzförderung in der Grube, auch jungen Burschen überlassen werden konnte. Die unterschiedliche Entlohnung hatte also ihre

⁷⁴ Vgl. oben S. 283, Punkt 3.

⁷⁵ Vgl. oben S. 280.

⁷⁶ Vgl. oben S. 284, Punkt 7.

⁷⁷ Vgl. oben S. 284, Punkt 8.

⁷⁸ Vgl. oben S. 283, Punkt 5.

⁷⁹ Vgl. oben S. 283, Punkt 4.

⁸⁰ Vgl. oben S. 263—265.

⁸¹ Die Grubenverträge der Jahrhundertwende erwähnen die Barentlohnung der in den Gruben beschäftigten Arbeiter (»operarii«) als etwas Selbstverständliches (S. oben Anm. 18). — Der in bar entlohnte Arbeiter, der Lohnarbeiter kann also mit Recht in den fraglichen Gruben für eine ältere Erscheinung als die Zeit der Verträge betrachtet werden.

Ursache im qualitativen Niveauunterschied der Arbeit, die von den zwei Kategorien der Bergleute geleistet wurde.

Mochte aber das Arbeitsverhältnis der im grundherrschaftlichen Betrieb Arbeitenden auf der nach »Anteil« bemessenen Produktenquote, oder aber auf dem Geldlohn beruhen, drückte sich in diesem Verhältnis, verglichen mit der Vergangenheit, so oder so der neue grundlegende Zug der Produktionsverhältnisse aus: neben dem grundherrlichen Eigentum am Bergschatz und am Bergwerk, am Betrieb, besteht nunmehr für die Arbeiter, die die produktive Arbeit verrichten, die Beteiligung am Produkt ihrer Arbeit. Das aber bedeutet die wenngleich beschränkte, so doch bis zu einem gewissen Maße bestehende Teilung des Arbeitsproduktes, das sich der Grundherr früher voll und ganz angeeignet hatte, zwischen dem Schatzeigentümer und den schatzfördernden Arbeitern. Schließlich ergab sich als sozialer Niederschlag der besseren materiellen Verhältnisse des Arbeiters seine Befreiung aus der Schollenpflichtigkeit des Unfreien.

Das war der Sieg des Arbeiters. Das aus unzähligen Kenntnissen der Erfahrung gewonnene Fachwissen als eine maßgebliche — in der gegebenen Zeitspanne außerordentlich ausschlaggebende — Produktivkraft gewann die Oberhand über den Zwang und die Gewalt der herrschaftlichen Verbraucherwirtschaft, die bislang nur den enteignenden Herrn und den fronenden Unfreien gekannt hatte. Hier offenbart sich geradezu mit der Hand greifbar die Auswirkung der Produktivkräfte, die die sozialen Verhältnisse gestaltet.⁸²

Im Tiefbau bildete die Naturkenntnis, das handwerkliche Können und die technische Findigkeit des Häuers den Schlüssel zur Produktion. All dieses Wissen war erfahren, aus Erfahrungen gewonnen und häufte sich von Geschlecht zu Geschlecht. Die unfreien Familien, die »mancipia« erbten nämlich nicht nur die Unfreiheit. Eben so erblich war für sie ihre konkrete Dienstleistung, die besondere Arbeit, die ihnen oblag.⁸³ Mit der in der Familie erblichen Dienstleistung aber ging auch das Wissen als Erblässenschaft vom Geschlecht der Väter auf jenes der Söhne über. Dem unfrei Werkenden eignete ein individuelles, an seine Person gebundenes Wissen, ja, die unfreie Familie hatte ihr Geheimnis, soweit es sich verbergen ließ. Durch dieses Wissen wurden der »Herr« und seine Wirtschaft abhängig von dem unfreien Arbeiter, der übrigens der Gewalt seines Herrn auf Gedeih und Verderb ausgeliefert war. Die Anwendung des Wissens, vor allem der Naturkenntnis des Häuers, lag nämlich in nicht geringem Maße an ihm selbst, an der Bereitschaft, an der Willigkeit

⁸² Vgl. ZYCHA, 1899, S. 84 ff. Zycha stützt sich in seiner Darstellung hier hauptsächlich auf die Analyse, die INAMA-STERNEGG (1886) von den frühfeudalen Betriebsformen der Salzgewinnung bietet.

⁸³ Ein anschauliches Bild bietet darüber die Gütererfassung der Abtei Martinsberg in Pannonien (Pannonhalma) aus den Jahren um 1237 (vgl. Abschnitt 2. Anm. 26) mit den immer wiederholten Hinweisen, daß die erfaßten Gesindefamilien, die besondere Dienste zu leisten hatten, von den Königen des 11. Jahrhunderts der Abtei geschenkt worden waren.

des Unfreien. Mit Antreiberei und Zwang ließ sich dieses Wissen gerade in seinen wertvollsten Elementen schwerlich mobilisieren. Der Arbeiter aber hatte keinen anregenden Anlaß, sein Wissen um die Geheimnisse der Natur zu verwerten, war er doch selbst überhaupt nicht daran interessiert, wie die Leistung seiner Arbeit ausfalle, weil ja deren Produkt vollauf vom Grundherrschaft angeeignet wurde. Sein Wissen war in vieler Hinsicht latent. Es eignete dem Arbeiter verborgen, ohne daß es sich in seiner Arbeit völlig niedergeschlagen, in seiner wachsenden Leistung ausgewirkt hätte. Damit aber wurden die soziale Stellung des unfreien Arbeiters, die traditionellen sozialen Verhältnisse der Produktion zum Hemmklotz der Entfaltung jener Produktivkräfte, die sich im Erfahrungswissen des Häuers geballt hatten. Zugleich aber wälzte die ewige Tücke der Natur mit jedem Lachter an Tiefe neuere und verfänglichere Schwierigkeiten in den Weg des Menschen, der der Natur ihre Geheimnisse zu entwinden suchte. Zur Überwindung dieser Schwierigkeiten erwies sich die stöckende Produktivität des unfreien Arbeiters als immer unzulänglicher. Diese Widersprüchlichkeit der historischen Lage vertiefte sich mit der allgemeinen Verbreitung des Tiefbaus notwendigermaßen weiter und führte schließlich zur Krise der bestehenden Produktionsordnung. Eines schönen Tages mußte der Grundherr erkennen, daß mit dem wachsenden Bedarf des Tiefbaus an Arbeitskräften, mit den beträchtlichen Sachkosten des Grubenbetriebes die Einträglichkeit seiner wertvollsten Vermögensquelle in Frage gestellt war.

Diese Krise hatte eine einzige Lösung. Der Eigentümer, die Herrschaft, mußte — nolens volens — der zwingenden Kraft der Tatsachen nachgeben. Um die fronenden Arbeiter an ihrer Arbeit zu interessieren und durch ihr persönliches Interesse den Anstieg ihrer Arbeitsproduktivität auszulösen, verzichtete er auf einen Teil des Arbeitsproduktes, das er sich bislang gänzlich angeeignet hatte, und überließ seinen Bergknappen diesen Teil als Arbeitslohn. Diese Veränderung der Arbeitsordnung erstreckte sich auf die Gesamtheit des Grubenkollektivs. Dabei aber erfuhr die Häuerarbeit als Schlüssel, und zugleich als anspruchsvollste Arbeit des ganzen Produktionsprozesses — mag sein, von vornherein, oder aber im Ergebnis einer allmählichen Entwicklung — eine besondere Behandlung. Die hier eingeführte Entlohnung nach »Anteilen« war nämlich dazu geeignet, die Häuer zur Vollentfaltung ihrer Fähigkeiten anzuregen. Je mehr die Produktivität ihrer Arbeit wuchs, umso größer war der Nutzen, der ihnen selbst nach ihrer Arbeit zufiel. Die Grube selbst blieb auch weiterhin der Eigenbetrieb des Grundherrn, der von seinen Verwaltern geleitet wurde. Der Grundherr hatte für die Sachkosten des Betriebes, der Einrichtung und Instandhaltung des nunmehr abgeteufelten Grubenwerkes aufzukommen. Der Bergschatz war noch völlig sein Eigentum. Aus der Position der stärkeren Partei diktierte er noch die Art der Entlohnung. Das in einem Maße, daß er für die gebotenen Zugeständnisse in Form der gleichzeitig eingeführten abgabenmäßigen Nutznießungsrechte von der gebesserten materiellen

Lage der Arbeiter den Gewinn also gleich abschöpfte. Die Arbeiter verblieben auch in der neuen Form des Arbeitsverhältnisses im Banne der Grundherrschaft. Im Leben der Arbeiter aber schlug mit dem Moment des Aushandelns, der Vereinbarung eine — wenngleich vorerst nur de facto — wesentliche Wandlung Wurzeln. Der Arbeiter begann über seine Arbeitskraft, über seine Person frei zu verfügen. Sobald nämlich der Grundherr den Arbeiter — sei's, daß er ihn nicht benötigte, oder daß die beiden Partner nicht vertragseinig wurden — in seinem Betrieb nicht beschäftigte, führte das praktisch über kurz oder lang zu dessen Freizügigkeit, zur Aufhebung seiner unfreien Schollenpflichtigkeit, und zwar notwendigermaßen.

Das Aufkommen des auf Entlohnung beruhenden Arbeitsverhältnisses betrafte jedoch nicht nur die Beziehung zwischen Grundherrschaft und Arbeitern. Die oben festgestellte doppelte Art der Entlohnung zeigt zugleich an, daß die innere Differenzierung der Bergknappschaft, die in den am Ende des 12. Jahrhunderts aufkommenden Berggenossenschaften mit der Gegenüberstellung von arbeitenden »Meister«-Unternehmern und den von ihnen angestellten Hilfsarbeitern (»operarii«) schon einigermaßen die Prägung von Klassengegensätzen gewinnt, in ihren Anfängen auf eine frühere Zeitspanne zurückgeht. Sie muß noch zur Zeit des intakten Bestehens des grundherrschaftlichen Betriebes, also innerhalb dessen eingetreten sein. Das war eine natürliche Folge der Teilung des Arbeitsprozesses und — was damit aufs engste verknüpft war — der Verbreitung der besonderen, fachlich differenzierten Arbeit.⁸⁴ Wie wir gesehen haben, setzte dieser Prozeß im Bergbau mit dem Übergang zum Tiefbau ein. Ich meine damit den Zeitpunkt, als die zum Schacht verengte Grube schon einige Lachter Teufe erreicht hatte. Dieser Prozeß begann damit, daß das Häuerwerk unter den nunmehr durch abgesonderte Gruppen bestrittenen Betriebsabteilungen nicht nur im Verhältnis zu den Betriebsgruppen mit einfacher Arbeit (Erzförderung, Entwässerung, Haldenhäufung usw.), sondern auch zu den besonderen Arbeitsphasen (Zimmermannsarbeit, Werkzeugschmieden, Erzschcheidung) mehr und mehr zum ausschlaggebenden Faktor des gesamten Produktionsprozesses — der gesamten Erzproduktion — wurde.⁸⁵

⁸⁴ Die qualitative Gegenüberstellung der anspruchsvollen, besondere Fachkenntnisse erfordernden, von mir als »besondere« bezeichneten Arbeit und der »einfachen« Arbeit ist nicht zu verwechseln mit dem Marx'schen Gegensatzpaar von konkreter nützlicher Arbeit und sozialer durchschnittlicher Arbeit.

⁸⁵ Bezüglich der inneren Differenzierung der Bergleute weicht meine Darstellung von Zychas Auffassung beträchtlich ab, denn er setzt diese mit einem viel späteren Zeitpunkt an. ZYCHA (1899, S. 100—101) meint, die mit dem Grundherrn Verträge schließenden Genossenschaften hätten die ganze Arbeiterbelegschaft der fraglichen Grube erfaßt, wobei jeder Berggenosse die gleiche Arbeit verrichtet und nach Abzug des grundherrschaftlichen Anteils von der Erzausbeute den gleichen Teil wie die übrigen Genossen erhalten hätte. Diese Homogenität der mit der jeweiligen Arbeiterverbindung identischen Grubengesellschaften sei erst später durch die mit der Entwicklung der Technik aufgekomenen höheren Arbeitsteilung und der daraus resultierenden Über- und Unterordnung gegliedert worden. Die erfahrensten Arbeiter, denen zugleich die Leitung der gemeinsamen Produktion zufiel, hätten sich gegenüber den

Der Auflösung des grundherrlichen Eigenbetriebs, den wir an der Wende vom 12. zum 13. Jahrhundert beobachten können, ging also dessen innere Lockerung voraus. Diese Lockerung, die schließlich den starren Gegensatz zwischen dem produktiven Arbeiter, der aus der Verteilung des Produktes ausgeschlossen war, und dem Grundherrn, der sich das ganze Arbeitsprodukt aneignete, lösen sollte, muß sowohl im Erzbau als auch im Sudwerk⁸⁶ schon sehr früh — alsbald nach dem Übergang zum Tiefbau — eingesetzt haben. Er ließ aber — allmählich fortschreitend — den Ausgleich im Zeichen einer bestimmten Teilung des Arbeitsproduktes erst nach mehreren Menschenaltern heranreifen. Um so beschleunigter wurde das Tempo in der Phase des völligen Niedergangs des grundherrschaftlichen Betriebes, in der Zeitspanne, die sich in den Verträgen der Jahrhundertwende widerspiegelt. Wie wir gesehen haben, ging die Unternehmung, die den Produktionsprozeß organisierte, und der Besitz des Grubenschatzes innerhalb der Jahre eines knappen Menschenalters in einer wachsenden Zahl von Gruben in die Hände der Berggenossenschaften über, die von den »Meistern« der arbeitenden Bergleute, den Häuern gegründet wurden. Der Eigentümer, der Grundherr, der sich einst die Grubenprodukte voll und ganz angeeignet hatte, mußte sich nunmehr mit einer schrumpfenden Produktenquote und der Rolle eines passiven Rentenbeziehers begnügen.

4. Die Vollentfaltung der gewerkschaftlichen Form und das Aufkommen von kapitalistischen Tendenzen in Trient

Mit der Entwicklung in den Zezzener Gruben stimmt das Bild völlig überein, das sich uns fast auf die Jahre genau zur selben Zeit — zwischen 1185 und 1214 — in einem anderen Grubenrevier der Südalpen, in Trient (Trento) darbietet, immerhin mit dem Unterschied, daß die Entwicklung hier weiter fortgeschritten ist. Die Tendenzen, die sich in Kärnten eben erst herausbilden, haben in Trient schon ihre volle Entfaltung erreicht.

Der Bischof von Trient schloß 1185 mit den Bergleuten der umliegenden Silbererzgruben einen Vertrag, darin die Knappen, die Vertragspartner des

Arbeitsgenossen, die die einfachere Arbeit der Erzförderung und -scheidung besorgten, eine vorteilhaftere Stellung erworben.

Diese Annahme entbehrt jeder Grundlage, ja, sie widerspricht geradezu der Aussage der auf uns gekommenen Denkmäler. Die Genossenschaften, mit denen der Grundherr zum Betrieb einzelner Gruben Verträge eingeht, erfassen bei weitem nicht die ganze Arbeiterbelegschaft der fraglichen Grube, sondern nur die Häuer, die Meister. Ihrem genossenschaftlichen Anteil entsprechend teilen sie sich und nur sie in der Erzausbeute der Grube, während die einfachen Arbeiter, die »operarii« der zusätzlichen Betriebsabteilungen, der übrige Teil des Kollektivs, nur einfache Tagelöhner, die Lohnarbeiter der Unternehmerngenossen sind. Und das konnte gar nicht anders sein. Die fraglichen Gruben waren zur Zeit der Verträge durch Wasser- not vom Absaufen bedroht, d. h. sie waren schon in eine größere Teufe vorgedrungen. Somit war der Zeitpunkt längst vorbei, als in der Teufe von einigen Lachtern die ursprünglich schon komplexe Gliederung des Arbeitsprozesses einerseits, ihre räumliche Ausweitung andererseits die Teilung und qualitative Differenzierung der Arbeit ausgelöst hatte.

⁸⁶ INAMA-STERNEGG, 1886, besonders S. 595.

Bischofs als »argentarii, qui solent appellari silbrarii« bezeichnet werden.¹ Die auch namentlich angeführten Vertreter der Bergknappen verpflichteten sich im Namen der ganzen Gemeinschaft, der Berggemeinde, auf Grund eines Mehrheitsbeschlusses² zur Leistung eines auch der Summe nach festgesetzten jährlichen Zinses. Dieser wurde den verschiedenen Berufskategorien der Bergleute entsprechend abgestuft und war in zwei Raten zu der vom Bischof zu bestimmenden Frist zu erlegen. Der Zins betrug bald zwei Pfund Denare (= 480 Denare), bald ein Pfund Denare (= 240 Denare), bald aber 10 solidi (= 300 Denare).³ Zwei Pfund Denare leisteten Häuer (»Vurhe«, wohl aus dem deutschen Wort »Gewerke« oder aber aus dem latinisierten »werki«), Schaffer (»xaffar«), Wäscher (»wassar«) und Schmelzer (»smelle«); ein Pfund Denare hatte der Wäscher zu entrichten, der nicht auf seine eigene Rechnung, sondern auf jene des »Meisters« arbeitete (»qui suo magistro lavat«); bei dem nach dem Schmelzer folgenden einen Posten ist die Angabe sowohl der Berufskategorie als auch die Anzahl der zu leistenden Pfund Denare (mutmaßlich zwei, denn im Text steht die Pluralform »talenta«) wegen einer Urkundenlücke ausgefallen. Schließlich entrichtete jeder Gangmeister der Köhler und anderer in den Gruben werkenden Arbeiter 10 solidi, was schon in Anbetracht der Größe des Zinses dahin zu interpretieren ist, daß diese Summe jeweils als gemeinsamer Zins der einzelnen Arbeitertrupps, der »Gänge« angerechnet wurde.⁴ Für diese Zinsleistung gestattete der Bischof den Angehörigen der Berggemeinde auf dem »Berg«, d. h. im gesamten Grubenrevier das freie Schürfen, und zwar allen, den Reichen ebenso wie den Armen.⁵ Diese generelle Erlaubnis bezog sich aber nur auf die Ermittlung von Metalladern, von Gängen, d. h. auf das Schürfen. Sobald nämlich einer im Falle eines Fundes eine Grube (»foveam«) abteufte und hier mit Gewinn Erz förderte, hatte er über den weiteren Abbau der Grube mit dem Bischof oder dessen »gastaldio« einen besonderen Vertrag zu schließen.

¹ SCHWIND-DOPSCH, 1895, Nr. 12, S. 18—19. — Vgl. ZYCHA, 1899, S. 68—70, 95—97, 134 und passim.

² »Heinricus Ersingar et Riprandus de Telve et Trintinus Covalat — (hier Lücke im Urkundentext) — super hoc ab argentariis, qui solent appellari silbrarii, electi nomine et vice ipsorum silbrariorum et una cum tota universitate vel maiori parte silbrariorum promiserunt domino. . . . episcopo . . .« SCHWIND-DOPSCH, 1895, a. a. O. — Vgl. ZYCHA, 1899, S. 68—70 und 134.

³ Die Geldsorte ist in veronesischen Denaren zu verstehen; in den zeitgenössischen tridentinischen Quellen kommt zumeist dieser vor.

⁴ Der einschlägige Textabschnitt: »quilibet kener tam carbonariorum, quam aliorum qui in monte laboraverint X solidos dare debeat.« »Kien« = »Kiefer« — der harzreiche Nadelbaum; »Kiener« bedeutet in Tirol den Köhler. Aus dem Textzusammenhang ist es zweifellos, daß »kener« hier den Gangmeister der Köhler, bzw. im allgemeinen einzelner Gruppen, »Gänge« von Bergarbeitern bedeutet, jenen, der in ihrem Namen mit den Grubenunternehmern über die zu verrichtende Arbeit handelseinig wurde. »Gangmeister, Truppmeister« ist keine zeitgenössische Benennung; wir haben diese Bezeichnung mangels einer besseren aus dem Sprachgebrauch der Anteilschnitter der bürgerlichen Zeit übernommen, vgl. Kapital I³, S. 732. ff.

⁵ » . . . mons ipsis omnibus, tam pauperi, quam diviti communis esse debeat . . .«

Die Bergknappen standen unter der Grundherrschaft des Bischofs und genossen selbstverständlich dessen Schutz. Er oder sein Vertreter war Gerichtsherr über die Berggemeinde. Außer dem Zins waren aber die Knappen durch keine andere Abgabe an den Grundherrn belastet. Auch konnten sie selbst darüber entscheiden, ob sie beim Bischof das außerordentliche »subsidium« beantragen wollten. Und schließlich gewährleistete der Bischof ihre persönliche Freiheit. Sie konnten sich frei und uneingeschränkt auf dem »Berge« aufhalten und betätigen, desgleichen in der Stadt frei verkehren und nach freiem Ermessen kommen und gehen, wohin sie wollten.

Der Tridenter Bergvertrag regelt zwei wichtige Momente der Produktionsverhältnisse. Einmal gewährt er den Bergknappen die persönliche Freiheit, zum anderen gibt er das Schürfen frei. Diese beiden Momente hängen aufs engste zusammen. Das Volk der Berggemeinde vermeinte nämlich in der Schürffreiheit die objektive Voraussetzung seines materiellen Auskommens, die Gewähr für ein freies Leben zu finden. Die Vereinbarungen hatten allgemeine Geltung. Sie belangten alle grundherrschaftlichen Untertanen, die im Bergbau tätig waren, desgleichen den »Berg«, als Eigentum des Grundherrn, d. h. das grundherrschaftliche Erzeigentum insgesamt. Dieser Entwicklungsprozeß, der sich in Zezzen zur selben Zeit erst Schritt für Schritt, auf einzelne Gruben und deren Knappschaft beschränkt, herausbildete, entfaltete sich in Trient zur allgemeinen Umgestaltung der sozialen Struktur des Bergbaus.⁶ Das wesentlichste Moment an dieser epochalen Wandlung war die Veränderung, die im Besitz des Erzeigentums, in den Eigentumsverhältnissen eintrat.

⁶ ZYCHA (1899, S. 96) hält den Bergbau in Trient für jüngeren Ursprungs; seine Anfänge sollen nicht viel weiter zurückreichen als 1185. Darin vermeint er die Erklärung dafür zu finden, daß sich die frühere lokale Entwicklung in den Tridenter Verträgen nicht widerspiegelt. Der Bischof habe den Bergknappen von vornherein größere Freiheit als anderenorts üblich gewährt, um die fremden — deutschen — Bergleute in möglichst großer Zahl nach Trient zu locken. Die Einwanderung des deutschen Elements sei durch den deutschen Namen der meisten aus den Jahren 1208—14 bekannten Unternehmergenossen (»werki« — Gewerken) und durch die deutschen, bzw. aus den deutschen verzerrt entlehnten Fachausdrücke der Urkunde von 1185 bestätigt.

Daß diese Hinweise zutreffen, läßt sich nicht bestreiten. Ebenso wenig möchte ich bestreiten, daß der Bischof nach einer vernünftigen, der gegebenen Lage Rechnung tragenden Verwertung seines Erzeigentums trachtete. Wie aber noch weiter unten auszuführen ist, läßt sich demgegenüber aus den bischöflichen Laudamenta der Jahre 1208—14 tatsächlich feststellen, daß das einfache Ausschöpfen des Wassers in Handarbeit — mit einem angesellten Eimer — zur Behebung des Grubenwassers zu dieser Zeit in Trient nicht mehr ausreichte. Statt dessen, zumindest aber daneben wurde die ungleich leistungsstärkere Radhaspel (Radwerk) verwendet, ja man hatte schon Sumpfstollen zur Entwässerung abgesoffener Gruben. All das deutet darauf hin, daß die Tridentiner Gruben zu dieser Zeit schon in größerer Abteufe betrieben wurden. Wir müssen also den Bergbau im Tridentinischen eben so wie jenen am Zezzener Berg für älterer Herkunft halten. Wenn aber dem so ist, lassen sich die entwickelteren Produktionsverhältnisse, die wir aus dem Vertrag von 1185 ersehen, anders nicht interpretieren, als daß auch der Tridentiner Bergbau die aus Zezzen bekannte Entwicklungsphase durchlaufen hatte, nur daß er im rascheren Tempo die epochale Entfaltung erreichte. Dazu möchte selbstverständlich zusätzlich sowohl die den Realitäten gerecht werdende Einsicht der Grundherrschaft als auch die größere technische Erfahrung der aus fremden Landen eingewanderten — wohl auch schon früher zugezogenen (hereingerufenen) — deutschen Bergknappen beigetragen haben.

Mit der Erklärung des Prinzips der Schürffreiheit überließ nämlich der Bischof von Trient sein ganzes Erzeigentum — nach endgültiger Auffassung des eigenbetrieblichen Bergwerks — in den Nießbrauch der Berggemeinde. Allerdings nur in deren Nießbrauch, d. h. in deren nutzenden Besitz, denn mit dem von vornherein bestimmten persönlichen Zins einerseits, mit den Abgaben, die er in Fundfällen nach den erschlossenen Gruben auszubedingen vorsah, andererseits, behielt er sich den weiteren Gewinnanteil an seinem Erzeigentum in Form der Geldrente, gegebenenfalls der Geld- und Naturalrente vor. Sein Eigentumsrecht blieb demnach bestehen. Doch der effektive Nießbrauch des Eigentums schrumpfte auf die Rente ein, die sich nur auf einen Bruchteil des geförderten Wertes belief.⁷ Die vom Grundherrn gewährte Schürffreiheit, mit Zychas treffender Bezeichnung die »grundherrschaftliche Bergfreierung«,⁸ ist also nicht zu verwechseln mit der späteren »allgemeinen Bergbaufreiheit«, die sich nach der Festigung der landesfürstlichen Berghoheit auf Kosten des Grundherrn herausbildete und gleichbedeutend war mit der völligen Aufhebung des grundherrschaftlichen Eigentumsrechtes, des Eigentums am Bergschatz.⁹ Zweifellos war jedoch dieser neue Rechtsgrundsatz schon in dieser ersten Variante der Abschluß einer Entwicklungsphase und zugleich Ausgangspunkt für die Entfaltung von Eigentums- und Besitzverhältnissen, die sich von den früheren völlig unterschieden.

Nutznieß der Schürffreiheit war die werkende Knappschaft — im gegebenen Falle das Volk der Berggemeinde von Trient — in seiner Gesamtheit (»tota universitas«).¹⁰ Ihnen allen stand somit das Schürfen frei und demzufolge im Falle eines glücklichen Fundes auch die nutzende Besitznahme. Das aber war nur eine Möglichkeit, denn die Gemeinde konnte darauf keinen nennenswerten Einfluß nehmen, wer in Wirklichkeit am Besitz des vom Grundherrn allen Angehörigen der Gemeinschaft zugänglich gemachten Erzeigentums teilhaben sollte. Die allgemeine Bergfreierung, das allen freistehende Schürfen hatte nicht den gemeinschaftlichen Besitz des Bergschatzes zur Folge. Die effektive Besitznahme und ihre Regelung war ein persönlicher und ausschließlich privatrechtlicher Handel zwischen den Gruben teufenden Schürfern, d. h. den ein-

⁷ Wir haben aus Trient keine konkreten Angaben dafür, welche Leistungen sich die Grundherrschaft über den von vornherein festgesetzten persönlichen Zins hinaus in den Verträgen über die Ausbeute der einzelnen erschlossenen Gruben für sich ausbedang. Es ist jedoch — wie ZYCHA (1899, S. 70) darauf hinweist — unwahrscheinlich, daß diese Leistungen den vom Stift Admont erhobenen Zehent übertroffen hätten.

⁸ ZYCHA, 1899, S. 69.

⁹ Vgl. ZYCHA, 1899, S. 156 ff., besonders S. 166—172. — Die Regalansprüche der deutschen Kaiser machten zwar das Eigentumsrecht der Grundherren an ihrem Bergschatz schon in der zweiten Hälfte des 12. Jahrhunderts strittig, ohne es jedoch praktisch auch nur irgendwie zu schmälern. Dieser Regalanspruch wurde auch bezüglich der Tridentiner Silbergruben gerade am Ende der 1180er Jahre aufgeworfen. Der Kaiser begnügte sich aber damit, sich seinen Anspruch auf die Gruben vorzubehalten, um sie dann dem Bischof auf dessen Bitte zu überlassen (SCHWIND—DOPSCH, 1895, Nr. 14, S. 22—23; die Urkunde ist vom 15. Februar 1189 datiert).

¹⁰ Vgl. Anm. 5.

zelenen Angehörigen der Berggemeinde und dem Grundherrn. Wer tatsächlich in den nutzenden Besitz des Bergschatzes gelangte, das hing auch vom Zufall ab, vom »Bergmannsglück«. Das jedoch war nur zweitrangig von Bedeutung, denn der Personenkreis, der innerhalb der Gesamtheit der Bergleute am Nießbrauch in erster Reihe teilhaben konnte, muß im großen und ganzen als determiniert betrachtet werden. Die Besitznahme wurde nämlich infolge entwicklungsbedingter, objektiver Faktoren fast zum Vorrecht einer bestimmten Schicht der Bergleute. Ich meine die Häuer, die die anspruchvollste Arbeit des Produktionsprozesses, den Abbau vor Ort verrichteten und die wir schon aus der Zezzener Entwicklung der Gruben als »Meister« kennen. Sie waren im Besitze der besonderen Kenntnisse, des Schlüssels zum lockenden Geheimnis der Bodenschätze. Naturkenntnisse, technische Findigkeit und fachliche Fertigkeiten, die sich auf Grund der Arbeitserfahrung im Wechsel der Geschlechter von den Vätern auf die Söhne vererbt und gemehrt hatten, all das erwies sich als eine der ausschlaggebendsten Produktivkräfte, all das war persönliches, ja, was noch mehr ist, erbliches Eigentum des Häuers.¹¹ Nichts war also selbstverständlicher, als daß die vor Ort werkenden Häuer im überlieferten Besitz dieses Wissens gegenüber den minder sachverständigen Elementen den Nießbrauch des Bergschatzes im großen und ganzen an sich brachten.

Die nach außen, dem Grundherrn gegenüber als einige Gemeinschaft auftretende Bergknappschaft¹² war demnach auch in Trient von innen her stark gegliedert, und zwar entsprechend den besonderen Arbeitsbereichen bzw. der qualitativen Differenzierung der Arbeit. Es handelt sich nicht einfach darum, daß mit den Häuern (»vurhe«), den im Grubenbetrieb leitenden Schaffern, dem Wäscher und dem Schmelzer die einzelnen Momente des Produktionsprozesses, zur besonderen Arbeit — zum besonderen Beruf — geprägt, in Erscheinung treten. Die besondere und die einfache (einfachere) Arbeit war zugleich der Katalysator einer Vermögensdifferenzierung. Das offenbart sich auch in der Zinsabstufung des Bergwerksvertrages aus dem Jahre 1185. Die einzelnen »Gänge«, die Trupps der einfachen Arbeiter, der »laboratores«, also jeweils Gruppen von mehreren Bergleuten, hatten gemeinsam nicht soviel

¹¹ Vgl. oben S. 47—48, 263—265, 290—291. — Vgl. Kapital, I³, S. 443 über die Wahrung der Fachgeheimnisse.

¹² ZYCHA, 1899, S. 133—134 nennt es Berggemeinde. In Wirklichkeit handelt es sich zumindest in Trient nur um deren Keimform, denn sie hat keine ausgeprägtere Organisation; weder von der Grundherrschaft bestellte noch aus der Gemeinschaft gewählte Vorsteher. Ganz zu schweigen davon, daß die Angehörigen dieser Gemeinde auf Grund ihrer persönlichen Freiheit in ständigem Kommen und Gehen, d. h. in steter Fluktuation waren (ZYCHA, 1899, S. 69). Darum auch gab diese Gemeinde nur gelegentliche Lebenszeichen von sich, wie z. B. im Falle des Vertrages von 1185. Damit möchte ich selbstverständlich keineswegs in Abrede stellen, daß bei den Bergleuten das Bewußtsein der Zusammengehörigkeit, der Gemeinschaft nicht rege gewesen wäre. Das war es zweifellos, und diese Einheit entbehrte auch nicht der natürlichen Bindung, die im gleichen Beruf, in der Zugehörigkeit zum selben besonderen Produktionszweig, zum Bergbau und noch wirksamer in der — wenngleich qualitativ unterschiedlichen — gemeinsam verrichteten Arbeit gegeben war.

abzugeben, wie jeweils ein Häuer (»vurhe«), ein Schmelzer, ein Schaffer oder ein Wäscher an Zins leisten mußte.¹³

Zweifellos haben wir im Wort »vurhe« eine verzerrte Form des aus den Tridenter Quellen der Jahre 1208–14 bekannten »werki«¹⁴ vor uns, das in seiner Bedeutung zu *dt.* »werken« gehört, somit als eine erste Erscheinungsform des später auftauchenden *dt.* »Gewerke« zu betrachten ist.¹⁵ Alle diese Fachausdrücke haben zum gemeinsamen Bedeutungskern das Werken, die von der einfachen Arbeit, »labor« unterschiedliche, besondere Tätigkeit im Arbeitsprozeß des Bergwerks, also die Grubenarbeit im engsten Wortsinne: den Abbau des Erzes, die Häuerarbeit. Wenn wir nun im Unterschied dazu aus den 1208–14 gegebenen, den Bergbau belangenden »laudamenta« des Bischofs von Trient ersehen, daß er sie nicht mehr mit der Gesamtheit der Knappschaft, mit den »silbrarii«, sondern mit den »werci« und mit »anderen weisen und wohlhabenden Leuten« der Gemeinde Trient¹⁶ erörterte, so ist es offenkundig, daß innerhalb der Gesamtheit der Bergarbeiter die vor Ort werkenden Häuer die Grubenunternehmung und den Nießbrauch des Bergschatzes sich angeeignet hatten. Wir werden noch sehen, daß zur selben Zeit diese Häuerschaft auch fremden, ursprünglich außerhalb der Berggemeinde stehenden, nicht werkenden Elementen bereits Spielraum geben mußte.

In der untersuchten Zeitspanne, an der Wende vom 12. zum 13. Jahrhundert, waren übrigens auch die technischen Voraussetzungen des Tridenter Silberbergbaus ziemlich differenziert. In den bischöflichen »laudamenta« werden nicht mehr nur »Gruben« (»putea«, »laborerium«) im allgemeinen erwähnt.¹⁷ Es werden vielmehr Grubenwerke genannt, in denen das auffallendste Merkmal der Betriebseinrichtung bestimmte Radvorrichtungen sind. Und das in einem Maße, daß die Quellen solche Grubenwerke einfach als Räder, als Radwerke (»rota«; »rota arcenterie«)¹⁸ bezeichnen. Wir müssen sie für tiefere Schachtwerke halten, in denen es zur Beseitigung des Grubenwassers einer Art leistungstarker Radvorrichtung¹⁹ bedurfte, weil die einfache Haspelanlage nicht mehr ausreichte. Darüber hinaus finden wir aber auch eine völlig neue Lösung der Entwässerung vor, den Sumpf- oder Wasserstollen (»actufus«),²⁰ wodurch statt des herkömmlichen »Wasserhebens« eine revolutionäre Neuerung in der

¹³ Vgl. oben S. 294.

¹⁴ Vgl. Anm. 16.

¹⁵ ZYCHA, 1900, I, S. 239: »Gewerke, d. h. der mit anderen gemeinschaftlich wirkende...« — ERMISCH, 1887, LXXXVIII, Nr. 2. — Z. f. G. d. Oberrheins XLI, S. 447: »im tag acht stunden wirken...«

¹⁶ »...habito consilio suprascriptorum wercorum et aliorum sapientum et bonorum hominum civitatis Tridenti...« KINK (Cod. Wang., Abt. II, No. 237–242; S. 443–454, aber auch in den weiteren laudamenta).

¹⁷ Ebd. Abt. II, No. 238–241; S. 445–452.

¹⁸ Ebd. Abt. II, No. 237, 238, 242. — Über die Interpretierung der »rota« vgl. Zycha, 1899, S. 130, Anm. 32.

¹⁹ Was für ein Radwerk des näheren zu dieser Zeit in Trient benutzt wurde, geht aus unseren Quellen nicht hervor.

²⁰ KINK, Cod. Wang., Abt. II, Nr. 241, S. 450–452.

Entwässerung des Berges versucht wurde. Eben so differenzierte sich auch die Abbauarbeit. Die Abteufung der eigentlichen Grubenstrecke erscheint mit den daran werkenden Häuern, den »xencatores alicuius xenkelochi vel laborerii«²¹ als besondere Arbeit.

Wie immer es auch genannt wurde, welche technische Einrichtung es auch immer hatte, das einzelne Grubenwerk war auch in Trient die Betriebs- und Unternehmungs-Grundeinheit des Bergbaus. So viele Grubenwerke, so viele Unternehmen und umgekehrt.²² Die Form des Unternehmens war im allgemeinen das Gemeinschaftsunternehmen, die Unternehmergenossenschaft.²³ Der genossenschaftliche Zusammenschluß beruhte auf dem genossenschaftlichen Anteil. Zu dieser Zeit scheint noch jeder Berggenosse gleicherweise einen Anteil gehabt zu haben. Darauf verweist auch die einschränkende Verfügung, daß in einer Grube nur vier Berggenossen werken durften.²⁴ Der Mehrheitsbeschluß über den Betrieb oder die Auflassung einer Grube war für jeden Angehörigen der Genossenschaft verbindlich. Kam ein Genosse seinen Verbindlichkeiten nicht nach, entlohnte er z. B. seine Arbeiter länger als fünfzehn Tage nicht, so ging sein Grubenanteil verloren und fiel den übrigen Genossen zu.²⁵

Die Unternehmergenossen waren die »socii« oder »werchi«.²⁶ In dieser letzteren Benennung wird die Tatsache erkenntlich, daß die Unternehmergenossen zu dieser Zeit im allgemeinen auch selbst noch Werkende waren, die sich persönlich mit ihrer Hände Arbeit an der Produktion beteiligten. Wie die Zezzener »magistri«, bauten auch die Tridenter »werchi« in ihren Gruben im allgemeinen selbst das Erz ab. Selbstverständlich stellten sie zur Ver-

²¹ Ebd. Abt. II, Nr. 239, S. 448—449.

²² Wir haben konkret von zweien Kenntnis: KINK, Cod. Wang., Abt. II, Nr. 241, I. 450—452, wo es sich um die Beilegung eines Streitfalles handelt, u. zw. »inter dominos de actufo Vace« — (d. h.: »montis Vacce« = der Kühberg bei Trient, vgl. ZYCHA, 1899, S. 50) — »ex una parte et illos, qui partem habent in laboreriis domini Gandi et domini Gandolfini et Odolrici Maji et suorum sociorum«. Das »in laboreriis« darf hier nicht irreführen, es handelt sich offensichtlich um eine Fehlschreibung, denn des weiteren ist nur von einem »laborerium«, d. h. von einer Grube dieser Unternehmergenossen die Rede.

²³ Vgl. die vorangegangene Anm. sowie die folgenden zwei.

²⁴ KINK, Cod. Wang., Abt. II, Nr. 242, S. 453: »de cetero esse debeant quatuor werki, scilicet socii affidati ad unam rotam de arzeno et non plus...« Ebd. Nr. 237, S. 444: »...werkus, qui partem habet ad montem arzenarie...«

²⁵ Ebd. Abt. II, Nr. 238, S. 445—447, 12. Juni 1208: »Item si aliquis partem habet in monte arzenarie et major pars sociorum suorum voluerit ibi laborare... omnes socii laborerii teneantur bareitare et si quis eorum per XV dies non bareitaverit et raitungum tenuerit laboratoribus, ipso iure cadat ille a sua parte laborerii et pars illa tota ad alios socios illius laborerii omnes deveniat et exinde quiete ipsi illam possideant.« »Bareitare« latinisierte Schreibung von d. »beraiten« = zahlen.

²⁶ Vgl. oben Anm. 24. Des weiteren: KINK, Cod. Wang., Abt. II, Nr. 237; S. 444, 12. Juni 1208: »Item omnes werchi, qui habent rotas et qui ad rotas arzenarie laborant« mögen in Trient wohnen und dessen Bürger sein. Über die Interpretierung von »rota« vgl. Anm. 18. — KINK, Cod. Wang., Abt. II, Nr. 238, S. 447, 12. Juni 1208: »...werkus, qui libras X solvit pro ficto...«; »fictum«, d. h. die Rente, die die einzelnen Unternehmergenossen nach der von ihnen betriebenen Grube dem Bischof — wie es fallweise vertraglich festgelegt war — zu leisten hatten. Vgl. oben S. 294.

richtung der sonstigen »einfachen« Arbeiten, die bei der Erzproduktion anfielen, wie Verfahren und Fördern des Erzes, Ausschöpfen des Wassers usw. auch Lohnarbeiter an; und zwar jeder Unternehmerge nosse so viele, als aus der notwendigen Belegschaft seinem Anteil entsprechend auf ihn entfielen. Diese Lohnarbeiter gingen nämlich nicht mit der Unternehmerge nossenscha ft, sondern mit den einzelnen Mitgliedern der Genossenschaft, den Gewerken ein Arbeitsverhältnis ein und erhielten unmittelbar von diesen ihren Lohn. Dieser wurde wöchentlich verrechnet, gleichzeitig mit der Ablieferung des Produktenteils (»fictum«), der dem Bischof zustand. Wer seine Arbeiter zwei Wochen lang nicht entlohnte, der verlor seinen Grubenanteil und dieser fiel den übrigen Berggenossen zu.²⁷ Ursprünglich hatte also jeder Berggenosse, seinem ideellen genossenschaftlichen Anteil entsprechend, auch in der Grube einen bestimmten Ort, vor dem er den Abbau selbst besorgte. Doch teilten sich die Unternehmerge nossen in der gesamten Ausbeute aller Örter.²⁸

In diesem Anfangsstadium waren die Unternehmerge nossen Handwerker-Kleinunternehmer. Der Produktionsprozeß in einer Grube bestand im wesentlichen aus der einfachen Kooperation einer Reihe von »Meistern«, d. h. Häuern. Ihre Arbeit ergänzte sich selbstverständlich mit den zusätzlichen Arbeiten der Lohnarbeiter, so daß sich in dieser vielfältigen Arbeitsteilung die Kooperation der Häuer mit Momenten verquickte, die an die Manufaktur erinnern. Die Arbeiter, die die zusätzlichen Produktionsaufgaben verrichteten, waren Lohnarbeiter der Berggenossen. Sie waren persönlich frei, doch bot sich ihnen als einzige Auskommensmöglichkeit die Veräußerung ihrer Arbeitskraft. Zwischen den »Meister«-Unternehmern und den von ihnen für Geldlohn angestellten Hilfsarbeitern (nicht Hilfshäuern) bestand ein kapitalistisches Verhältnis. Dessen Spitze wurde — wie im Falle des Handwerksmeisters und seiner Gesellen — auch hier durch die gemeinsam verrichtete Arbeit und das daraus entspringende, die Abhängigkeit verbrämende Bewußtsein der beruflichen Zusammengehörigkeit genommen. Immerhin entfalteten sich aus diesem Keim die ausgeprägteren kapitalistischen Tendenzen und die kapitalistische Majorisierung im Bergbau direkter und schneller als im Gewerbe. Dazu trug zweifellos auch das größere Zahlenverhältnis bei: auf einen Häuer-Unternehmer entfielen beträchtlich mehr Hilfsarbeiter als Gesellen auf einen Handwerksmeister. Noch wesentlicher mag der Umstand gewesen sein, daß die Hilfsarbeiter der Gruben die Produktionsmittel, die Werkzeuge und Geräte nicht

²⁷ Vgl. Anm. 25, das Zitat aus Nr. 238. Des weiteren: a. a. O. Abt. II, Nr. 239, S. 448, 12. Juni 1208: »... nullus de cetero deneget alicui vel aliquibus laboratoribus raitungum suum, quando fictum episcopi colligitur, in fraudem; vel solvat vel cum gastaldionibus se concordare debeat; wer dagegen verstieß, hatte 25 Pfund Strafe zu zahlen, »et nihilominus bareitare teneatur«. Die Bedeutung von »bareitare« s. in Anm. 25.

²⁸ Ob die »pars«, der »Anteil« des Unternehmerge nossen als ideeller — genossenschaftlicher — Teil, oder aber als ein bestimmter Teil der Grube, als wirklicher Grubenteil zu betrachten sei, diese umstrittene Frage wurde meines Erachtens von ZYCHA (1899, S. 137 ff.) im ersten Sinne zufriedenstellend und endgültig geklärt.

ihr Eigen nennen konnten; diese gehörten dem Unternehmen, der Unternehmergenossenschaft.²⁹

Das Gegensatzpaar von »Meister«-Unternehmer und Lohnarbeiter war zweifellos das extremste Moment in der Differenzierung der werkenden Bergknappschaft. Zugleich aber ergab sich neben dieser schon Klasseninhalte tragenden Gliederung auch in der Schicht der Meister, in der Einheit der Häuer eine mehrfache Abstufung. Das betrafte auch die Häuer, die als Angehörige einer Bergbaugenossenschaft am Nießbrauch des Bergschatzes unmittelbar beteiligt waren. Die eine Grube gab reicheres Erz, die andere ein minderes,³⁰ was an sich schon zu Vermögensunterschieden führte. Nichts lag näher, als daß der wohlhabend gewordene Handwerker-Unternehmergenosse, der bislang verrichteten Häuerarbeit den Rücken kehrte, statt seiner selbst einen anderen vor Ort arbeiten ließ und sich selbst nur um seinen Geschäftsanteil, um den Ertrag seines Unternehmens kümmerte. Und das ging soweit, daß er auch die direkte Verwaltung seines Grubenanteils einem »manualis«, einem Faktor anvertraute.³¹ So mauserte sich der Handwerker, der Meister-Unternehmer zum kapitalistischen Unternehmer.

Innerhalb des Kreises der Unternehmer kann man aber noch eine andere Gliederung beobachten. Es gab nämlich zur fraglichen Zeit noch Bergwerke, in denen die Unternehmung der Fördergenossenschaft auch die Verhüttung der Erze erfaßte, d. h. das Unternehmen auch einen Schmelzofen betrieb.³² Das aber war zu dieser Zeit keine allgemeine Erscheinung mehr, denn in den einschlägigen »laudamenta« ist wiederholt von der Regelung des Erzverkaufes die Rede.³³ Es muß somit Unternehmer gegeben haben, die keine Schmelzöfen besaßen und die die anfallende Erzförderung ihrer Gruben nur unverschmelzt, als Roherz verwerten konnten. Die Bergbaugenossenschaft, die auch ein Hüttenwerk betrieb, war nicht nur darum in einer vorteilhafteren Lage, weil sie das geförderte Erz verhüttet, als Edelmetall leichter und zu einem günstigeren

²⁹ KINK, Cod. Wang., Abt. II, Nr. 238, S. 446, 12. Juni 1208: »... nullus tabernarius nec ferrarius ad montem commorantium in pignore accipiat, nec alio modo ferros, funes, segas, nec aliquid aliud, quod pertineat ad puteam vel laborerium aliquod, nisi a scafiatore putei vel laborerii illius illa pignora accipiat...« »Scafiator« = »Schaffer« d. h. der Verwalter des Grubenbetriebes.

³⁰ Das spiegelt sich in unseren Quellen z. B. darin wider, daß die Unternehmergenossen dem Bischof im Verhältnis zur Ausbeute der einzelnen Gruben bald niedrigere, bald höhere Renten, »ficta« leisteten. A. a. O., Abt. II, Nr. 238, S. 447: »... nullus homo in monte habeat proprium manulem, nec ad rotam, nisi solus wercus, qui X libras solvit pro ficto; et tantum unum manulem concedimus ad procurandum eius negocia.« Nach ZYCHA (1899, S. 105, Anm. 83) war der »manualis« ein Schreiber oder ein Faktor, jedenfalls eine Art Schaffer des Mitunternehmers.

³¹ Vgl. die vorangegangene Anm.

³² KINK, Cod. Wang., Abt. II, Nr. 242, S. 453–454, 11. April, 1214. — Dieses Laudamentum besagt, daß vom nächsten Jahre an »... werki, qui laborant argentum ad rotas, ... non debeant laborare ad unam rotam, nisi tantum cum uno furno et non cum duobus furnis«; sollten sie mit zwei Öfen arbeiten, müßten sie auch die Abgabe (fictum) nach zwei Öfen leisten.

³³ Ebd. Abt. II, Nr. 238, S. 446, 12. Juni 1208: das Erz darf nicht in die Dörfer (»ad villas«) befördert werden, sondern man könne es nur wie dem Brauche nach herkömmlich, nur auf dem Berge an der Grube veräußern. — Vgl. noch die folgende Anm.

Preis absetzen konnte. Sie wurde dank ihres Hütteneigentums auch zum Erzkäufer und vermochte in dieser Rolle die Erträge ihres Unternehmens auf Kosten der über kein Hüttenwerk verfügenden Unternehmer auch mit dem Extraprofit der Geschäftstätigkeit des Händlers vermehren. Der einfache Bergbauunternehmer war nämlich dem Erzaufkäufer mehr oder minder ausgeliefert, insofern er sich — ob er wollte oder nicht — der Preisgebahrung des Aufkäufers fügen mußte. Besonders nachteilhaft war seine Lage, wenn er infolge der erzarmen Ausbeute oder der steigenden Betriebskosten der Grube nicht einmal über das nötige Umlaufkapital verfügte. Der Erzaufkäufer nützte diese Lage sogleich durch Wucherangebote aus. Er war bereit, die benötigte Summe als Anleihe vorzuschießen, wenn der in die Klemme geratene Unternehmer seine gesamte Erzförderung ihm zusicherte.³⁴

Doch zeigten sich die kapitalistischen Tendenzen noch in einer weiteren Variante. Auch hier handelte es sich um die Kapitalisierung der Unternehmung, insofern sich deren Personenkreis mit nichtwirkenden, ausgesprochen kapitalistischen Elementen durchsetzte und dieser Prozeß nicht nur in der Wandlung der werkenden Unternehmergenossen (der Meister) zu Kapitalisten offenbar wurde. Vielmehr setzte er auch von außen her ein. Das außerhalb des Bergbaus gegebene Handelskapital³⁵ wurde nämlich dessen gewahr, daß der Bergbau zu einer außerordentlichen Bereicherung, zur raschen Aufstockung des Geldkapitals gute Möglichkeiten bot. Um dieses neue Wirkungsgebiet zu durchdringen und zu gewinnen, wählte es zwei Wege. Einmal den mittelbaren Weg, den wir aus den Verboten des zuvor angeführten Laudamentums ersehen. Der Kaufmann wollte sich die Bergbauunternehmung selbst nicht aneignen, sondern begnügte sich damit, daß er als Erzaufkäufer mit seinen vorgeschossenen Produktionsanleihen den »Teil«-Unternehmer zu seinem ständigen Schuldner, zur Melkkuh machte. Er verdrängte diesen nicht aus dem Nießbrauch des Bergschatzes, eignete sich aber durch die Bindung seiner Erzausbeute zu einem im voraus bestimmten, herabgedrückten Preis das Mehrprodukt seiner produktiven Unternehmung und seiner persönlichen Arbeit in einem nicht unbedeutenden Teile an. Ohne das Risiko der produktiven Unternehmung zu tragen, schröpfte er es einfach unter dem Vorwand des vorgeschossenen, zumeist aber nur teilweise flüssig gemachten Kaufpreises. Das aber war nichts anderes als die ersten Ansätze zur besonderen bergbaulichen Variante des sog. Verlagssystems. Doch erfaßte das außerhalb des Bergbaus aufgestockte Geldkapital auch die besitznehmende Bergbauunternehmung selbst, und zwar sowohl der mit Gewalt aneignende grundherrschaftliche Geldreichtum als

³⁴ Ebd. Abt. II, Nr. 242, S. 453, 11. April 1214: »Quod nullus homo vel homines de cetero debeant mutuare denarios alicui homini vel hominibus pro quibus denariis ipsi homines sint stricti dare et vendere suam venam et non aliis hominibus vendere possint.«

³⁵ Über das Wesen und die immanente Gesetzmäßigkeit der Bewegung des Kaufmannskapitals vgl. Kapital, III, Abschnitt IV, Kapitel 20. — Des weiteren: MARX, Eigentumsformen, S. 47 ff.

auch das Handelskapital, die städtische Variante des durch Aneignung aufgehäuften Geldreichtums. Es waren hauptsächlich die niedrigeren Angehörigen der feudalen Hierarchie, die als Beamte der bischöflichen Gutsverwaltungen auch in der geheimnisvollen Welt der Gruben mit mehr oder minder guten Kenntnissen tätig waren.³⁶ So wissen wir z. B. von einer rebellischen Gruppe der Lehensleute des Bischofs, daß sie u. a. auch Grubenanteile besaßen.³⁷ Aus den erwähnten Laudamenta kennen wir dem Namen nach etwa achtzig Gewerken (»werchi«), d. h. Unternehmergenossen. Unter diesen sind in nicht weniger als fünfundzwanzig Fällen auf Grund der Namensform (z. B. Amicus de Dosso, Federicus de Albiano, Manelino de Burgo Novo) Personen adeligen Standes zu vermuten. Ebenso lassen sich die in den Namenlisten als »domini« bezeichneten Personen schwerlich als Vertreter der werkenden Häuer betrachten, selbst wenn der Titel »dominus« einfach nur zum Taufnamen gefügt wird; die Zahl dieser Personen beläuft sich auf fünfzehn, indessen die Anzahl der einfachen mit dem Taufnamen genannten Personen, die wir vorbehaltlos als werkende Unternehmer betrachten können, nur den kleineren Teil der gesamten Gruppe ergibt. Selbstverständlich spiegeln diese Ziffern bei weitem nicht die tatsächliche Gliederung wider. Die Namenlisten schließen immer mit Formeln wie »et alii«, »et aliorum . . . hominum«, »et aliis multis«, und es liegt auf der Hand, daß alle, die so namenlos registriert wurden, in der Masse die Anzahl der einfachen werkenden Unternehmergenossen mehrten. Demgegenüber können wir die mit einfachen Taufnamen (fallweise mit dem Taufnamen und dem anderen, die Filiation anzeigenden Taufnamen) vermerkten, jedoch als Herren titulierten Personen als Vertreter des bürgerlichen Geldkapitals, des Handelskapitals betrachten, d. h. als kapitalistische Unternehmer, die wie die Personen adeligen Standes selbst nicht werkten, wohl aber andere für sich arbeiten ließen.³⁸ Auch die Wendung des ersten Laudamentums, der Bischof habe die fragliche Verfügung »habito consilio suprascriptorum wercorum et aliorum sapientum et bonorum civitatis Tridenti« erlassen, weist darauf hin, daß die wohlhabende führende Schicht der Stadt als Bergbauunternehmer interessiert war.

Es ist verständlich, daß das Geldkapital, das Möglichkeiten zu weiterem Wachstum suchte, sich mit Interesse dem Bergbau zuwandte. Die Fachkennt-

³⁶ Vgl. ZYCHA, 1899, S. 111–113.

³⁷ KINK, Cod. Wang., Abt. I, Nr. 85, S. 193–202, der einschlägige Abschnitt S. 201, 30. Mai 1210: Der Gnadenbrief des Bischofs für seine aufrührerischen Untertanen, nachdem sie sich unterworfen hatten. Der einschlägige Absatz: »Item partes eorum« — d. h. der zur Untertanentreue zurückgekehrten Aufrührer — »in montibus arcenterie dicimus, quod ipsi debent solvere expensas et habeant partes suas ad sacramentum scafiatorum, quod si noluerint, expectent, donec ad lucrum pervenerint et de primo lucro solutis expensis ipsi habeant partes suas, exceptis his, quas dominus episcopus omnino alienavit.« Vgl. Opet, 1893, S. 233 ff. und ZYCHA, 1899, S. 113, Anm. 115.

³⁸ Auf dieser Basis sehe ich — meines Erachtens mit Recht — in den domini des Stollens am »mons Vaccae« sowie unter den drei genannten Unternehmergenossen der mit ihnen verhandelnden Grubenwerke in den »Herren« Gandus und Gandolfinus kapitalistische Unternehmer.

nisse und das technische Können der an der Produktion persönlich interessierten Häuer-Unternehmer erschlossen nach der Krise des grundherrschaftlichen Großbetriebes die Periode eines Aufschwungs in der europäischen Edelerzförderung. In dieser Konjunktur versprach ein neuer, reicherer Fund oder aber die erneute Erschließung eines gerade abgesoffenen Ganges oft noch größere Profite, als sie der Kaufmann durch seine Handelstätigkeit erzielen konnte. Des weiteren haben wir gesehen, daß gerade die tieferen Bergwerke, die Gruben mit Radwerk als Bergbauunternehmung oft mit der Verhüttung gekoppelt waren. Die Beteiligung an der Unternehmergenossenschaft eines solchen Grubenwerkes ermöglichte also dem Kaufmann als Erzaufkäufer, Geschäfte zu machen.

Anlaß zur Realisierung dieser verlockenden Möglichkeiten boten die ewigen Tücken der Natur bzw. die durch sie bedingten Krisen der Grubenunternehmungen bald hier, bald dort, aber fast immer mit ununterbrochener Kontinuität. Die Luftarmut der immer tieferen Gruben, das Grubenwasser, darin die Örter von Zeit zu Zeit absoffen und das immer wieder mit wachsender Vehemenz aufbrach, des weiteren die Verzimmerung der Einstürze stellten nicht nur das Wissen und die technische Findigkeit der »Meister«-Unternehmer auf die Probe, sondern auch seine materiellen Mittel, seine finanziellen Kräfte. Und gerade an diesem Punkte stellte sich die Krise der Unternehmung der kleinen Handwerker ein. Die Lösung der naturbedingten technischen Probleme erforderte — man denke nur an die mehrere hundert Lachter langen Sumpfstollen — den aufwendigen und oft sehr langwierigen Bau und Betrieb von immer einfallsreicheren Einrichtungen. Dabei konnte die Ausbeute nicht selten auch längere Zeit — z. B. bis zur Überwindung des aufgebrochenen Grubenwassers — zurückfallen. Was Wunder, daß der kleine Mann, der »Meister«, den Wettlauf mit der Zeit nicht durchhielt und sein Geldkapital versiegte? Er versuchte es mit Vorschuß, Anleihen, Darlehen, die jedoch die Ausbeute, den Ertrag seines Unternehmens, seiner produktiven Arbeit nur noch verringerten. Schließlich blieb ihm keine andere Wahl, als entweder seinen Grubenanteil abzustoßen,³⁹ oder aber den außenstehenden, aber interessierten Kapitalisten, der — wie man hoffte — im Wettlauf mit der Zeit dank seines Geldes bestehen würde, an der Genossenschaft zu beteiligen.⁴⁰

*

Die große Zahl von Vertretern des Geldkapitals in der Reihe der Tridenter Grubenunternehmer⁴¹ läßt erkennen, daß im Bergbau die beschleunigte kapitalistische Majorisierung der Unternehmung sogleich einsetzte, wenn einmal das Kapital Fuß gefaßt hatte. Das ist nicht überraschend. Wir haben nämlich gesehen, daß selbst die entgegengesetztesten Momente eindeutig der

³⁹ Vgl. oben Anm. 25.

⁴⁰ Mit ähnlicher Begründung bei ZYCHA, 1899, S. 101–102.

⁴¹ Vgl. oben S. 303.

kapitalistischen Entwicklung Auftrieb verliehen, wenn einmal das Geldkapital mit dem Bergbau in Berührung gekommen war. War ihm das Bergmannsglück hold, so mäuserte sich der reich gewordene Handwerker-Unternehmer selbst zum Kapitalisten. Stellte ihn Mißgeschick auf die Probe, so unterlag er seinen kapitalistischen Mitunternehmern, wurde aus dem Unternehmen verdrängt und an seine Stelle trat mit der Übernahme seines Grubenanteils der kapitalistische Teilhaber.

Diese kapitalistische Majorisierung der Unternehmung hatte in der gesellschaftlichen Struktur des Bergbaus wesentliche Veränderungen zur Folge. Die Eigentumsverhältnisse wandelten sich von Grund auf. Der Nießbrauch des unterirdischen Schatzes, des Bergeigentums, den bislang die führende Schicht der schaffenden Bergleute, die Häuerschaft besessen hatte, fiel nun dem Geldkapital, dem außerhalb des Produktionsprozesses stehenden kapitalistischen Unternehmer⁴² zu. Damit nicht genug, gingen mit der kapitalistischen Majorisierung der Unternehmung auch die Produktionsmittel, zumindest aber deren ausschlaggebender Teil automatisch in seine Hände über. So vor allem die »Grube« selbst, der Betrieb, die Werkstatt der produktiven Arbeit mit ihrer gesamten Einrichtung, den Gängen und Stollen sowie deren Verzimmerung, den Lüftungsschächten und den Entwässerungsanlagen. Nicht minder die in den Strecken benutzten Transportmittel, die Hunde und Karren, ja, wie wir gesehen haben, selbst die Handwerkzeuge, die in der Schmiede der Grube erzeugt und ausgebessert wurden.⁴³

Diese kapitalistische Konzentration des Bergeigentums bzw. seines Nießbrauchs und der Produktionsmittel bedingt andererseits notgedrungen die Lostrennung der produzierenden Werk tätigen von den objektiven Voraussetzungen der Arbeit⁴⁴ In dieser Gegenüberstellung von Unternehmern und Werk tätigen waren die Voraussetzungen der Lohnarbeit und der Lohnknechtschaft gegeben, hatte doch die werkende Knappschaft in Ermangelung der grundlegenden Produktionsmittel keine andere Lebensmöglichkeit als die Veräußerung ihrer Arbeitskraft.

Immerhin kann man diese Verhältnisse dazumal nur als grundlegende Tendenz begreifen, die sich allerdings unabwendbar, Schritt für Schritt im

⁴² Dieses Geldvermögen war nicht ausschließlich fremder Herkunft, kam nicht ausschließlich aus Bereichen außerhalb des Bergbaus. Es mußte auch nicht unbedingt ein solches sein. Es mochte vorkommen und war gewiß nicht selten der Fall, daß sich dieses Geldvermögen in Händen des Handwerker-Mitunternehmers aufstockte und später, als sich der Eigentümer von der produktiven Arbeit abgewandt und zum kapitalistischen Unternehmer gemausert hatte, die Unternehmung aneignete. Ansonsten verwende ich die Bezeichnung »Kapitalist« und »Kapitale« im Sinne von Marx, demnach die Produktions- und Existenzmittel, selbstverständlich auch das Geldvermögen an sich noch kein Kapital darstellen; zum Kapital werden sie erst, wenn sie zugleich auch Mittel der Ausbeutung des Arbeiters und zugleich solche der Herrschaft über ihn darstellen, d. h. alle diese Mittel werden nur unter bestimmten Verhältnissen zum Kapital. Kapital ist gesellschaftliches Verhältnis, vgl. Kapital, I³, S. 752–753, des weiteren MARX, Eigentumsformen, S. 43 ff.

⁴³ Vgl. oben Anm. 29.

⁴⁴ MARX, Eigentumsformen, besonders S. 51 ff.

Zuge einer jahrhundertelangen Entwicklung durchsetzen sollte. Der Anfang des 13. Jahrhunderts stellt die erste Etappe dieser Entwicklung dar: die Hilfsarbeiter der Gruben, die Werk tätigen der für die Häuerarbeit notwendigen zusätzlichen Arbeiten verfielen zu dieser Zeit tatsächlich und endgültig der Lohnknechtschaft. Wir haben gesehen, daß diese Werk tätigen die Arbeiter, und zwar die Lohnarbeiter der werkenden »Meister«-Unternehmer jener Genossenschaften waren, die an Stelle des grundherrschaftlichen Betriebes traten. Nur nahmen in der gegebenen Lage zahlreiche Momente der wirtschaftlichen Abhängigkeit und Ausgeliefertheit noch beträchtlich die Spitze. Die gemeinsam verrichtete Arbeit hemmte die soziale Absonderung. Das patriarchalische Verhältnis von Meister und Hilfsarbeiter ließ darauf hoffen und bot auch die Möglichkeit, sich die für die höhere, besondere Arbeit notwendigen Kenntnisse anzueignen⁴⁵ und dadurch eine bessere materielle Existenz zu schaffen. Das aber änderte sich nun fast mit einem Schlage, als statt des werkenden »Meisters« der Kapitalist zum Mitunternehmer wurde. Die bloß wirtschaftliche Abhängigkeit vertiefte sich zu einem sozialen Unterschied, zum Klassengegensatz. Im sozialen Bewußtsein wurde der Unternehmer — wie einst der Grundeigentümer — im Wortsinne verherrlicht, wurde zum »Herrn«, der zu seinen Lohnarbeitern alsbald nur mehr über seinen Faktor Kontakt hatte.⁴⁶ All das war dazu geeignet, die verschärfte Ausbeutung zu ermöglichen. Besonders, wenn wir bedenken, daß innerhalb der ökonomischen und sozialen Struktur der feudalen Stadt der kapitalistische Unternehmer den wirtschaftlichen Druck der Lohnknechtschaft später auch durch Gewalt erhöhen konnte, weil er infolge der Städtegründungen als Mitglied der Gründerkonsortien bzw. als dessen Rechtsnachfolger sich gerade in den Bergstädten das Machtorgan und die Verwaltung der Stadt aneignete.⁴⁷

Nicht so kam es im Falle der Häuerschaft, der »Meister«-Schicht der werkenden Bergleute.

Das Eindringen des Geldkapitals in den Bergbau belangte am unmittelbarsten und zwar nachteilig das Los dieser Schicht. Abgesehen davon, daß in den meisten Fällen anfangs und zeitweilig kapitalistische Unternehmer in den Genossenschaften noch gemischt vertreten waren und daß es neben den von der Kapitalisierung ergriffenen Genossenschaften noch solche des reinen alten Typs gab, handelte es sich perspektivisch darum, daß das Erscheinen der Kapitalisten die Elite der werkenden Bergleute, die Häuer aus ihrer durch Arbeit und Fachkenntnisse errungenen Unternehmerrolle verdrängte. Sobald nämlich die Kapitalisierung der Unternehmung einmal eingesetzt hatte, wurden immer mehr Unternehmergenossen alten — werkenden — Schlags aus den Grubengenossenschaften herausgedrängt. Immer so viele Häuer, als den Geld-

⁴⁵ Vgl. oben S. 278—279 und 292.

⁴⁶ Vgl. oben Anm. 30.

⁴⁷ Vgl. PAULINYI, 1962.

leuten weichen mußten. Das ging so weit, daß die Grubengenossenschaft im Laufe der Zeit⁴⁸ eigentlich keine wirkliche Bergbaugenossenschaft mehr war, sondern zur Genossenschaft von nichtwerkenden Grubenunternehmern wurde. Mit der Zugehörigkeit zur Genossenschaft ging aber auch der Nießbrauch des Bergschatzes und das Eigentum an den grundlegenden Produktionsmitteln, an der Grube und ihrer Einrichtung verloren. Denn das Miteigentum an all dem war dem Häuer, dem »Meister« — seinem genossenschaftlichen Anteil entsprechend — durch seine Mitgliedschaft gewährleistet. Nehmen wir die Häuerschaft als die hervorragendste Schicht der werkenden Bergleute in ihrer Masse, so bedeutete diese Wende für sie eine unermessliche und allgemeine Verelendung.

Das aber nur in der jahrhundertelangen Perspektive dieser Entwicklung. Hatte nämlich der Häuer seinen Grubenbesitz verloren, so verfiel er noch keineswegs in Lohnknechtschaft, in die Reihe seiner einstigen Lohnarbeiter. Dieses Los erfüllte sich an ihm nur allmählich, im Laufe von zwei bis zweieinhalb Jahrhunderten. Vorerst war es noch so, daß die Häuer das, was sie durch die Fährre verloren hatten, zu einem beträchtlichen Teil bei der Maut zurückgewinnen konnten.

Der neue Unternehmertyp, der Kapitalist arbeitete selbst nicht mit, war an der vom Unternehmen organisierten produktiven Arbeit persönlich nicht beteiligt. Im allgemeinen verstand er von ihr nichts, wenn doch, so wollte er sich — z. B. ein zum Kapitalisten gewordener Häuer — dazu nicht mehr bequemen. So oder so mußte er vor den Ort, der ihm seinem betrieblichen, genossenschaftlichen Anteil entsprechend zufiel (es konnte sich auch um mehrere Örter handeln), den Abbau des Erzes von anderen, von sachkundigen Häuern verrichten lassen. Da konnte es geschehen, daß das eben der Häuer war, dessen genossenschaftlichen Anteil er kurz zuvor an sich gebracht hatte. Wollte nun der Häuer bei seinem Berufe bleiben, bei der Arbeit, die er unbedingt beherrschte, deren Meister er war, so blieb ihm keine andere Wahl, als mit dem Kapitalisten handelseinig zu werden. Der Meister des Bergbaus, der Häuer — gestern noch der Aneigner der Unternehmung — wurde so vom Kapitalisten, der ihn aus dem Unternehmen verdrängt hatte, wirtschaftlich abhängig. Unter dieser Abhängigkeit jedoch ist kein Arbeits- sondern nur ein Pachtverhältnis zu begreifen. Der Häuer, der frühere Unternehmergenosse verdingte sich vorerst noch nicht als Lohnarbeiter. Er konnte sein Auskommen noch bei günstigeren Bedingungen gewährleisten: er nahm von der Genossenschaft der Grubenbesitzer (das war die spätere Praxis), oder von einem Genos-

⁴⁸ Wie rasch das Tempo der einmal aufgekommenen Kapitalisierung von Grubenunternehmungen war, läßt sich daran ermessen, daß die kapitalistische Genossenschaft in den bergrechtlichen Kodifikationen des ausgehenden 13. und des 14. Jahrhunderts als vorherrschende Unternehmungsform erscheint.

senschaftsmitglied (so war es anfangs) einen bestimmten Teil der Grube, einen Ort oder einige Örter (wohl auch denselben, den er schon bis zu seiner Verdrängung aus dem Unternehmen abgebaut hatte) als Teilbau, d. h. gegen Ablieferung eines bestimmten Teils des dort abzubauenden Erzes, also gegen Leistung einer Produktenrente zum Zweck des verbindlichen Abbaus in Afterunternehmen. Das aber war nichts anderes, als die in der späteren bergrechtlichen Kodifizierung seit dem ausgehenden 13. Jahrhundert überall institutionell geregelte »locatio« (auch: »conductio«), auf deutsch »Lehenhauerschaft«, die bis in die zweite Hälfte des 16. Jahrhunderts ein lebendiges Element der sozialen Verhältnisse des Bergbaus blieb.⁴⁹ Sie hat schon im ersten der am 12. Juni 1208 gegebenen Laudamenta des Bischofs von Trient ihren knapp gefaßten aber unmißverständlichen Niederschlag gefunden. In diesem Laudamentum heißt es nämlich u. a.:

»quod omnes werchi, qui per fictum voluerint laborare ad rotas aliorum wercorum, liberam habeant potestatem laborandi.«⁵⁰

Um den Text richtig zu interpretieren, haben wir den wiederholten Bedeutungswandel von »wercus« vor Augen zu halten. Das Wort⁵¹ ist die erste schriftlich fixierte Variante des späteren »Gewerke« und bedeutet eigentlich den »Wirkenden«, den »Werkenden«, den Werk tätigen; in unseren Quellen ist darunter der in der Grube Werkende zu begreifen. Keineswegs bedeutet es aber den Bergmann im allgemeinen, sondern nur den Angehörigen der hervorragenden Schicht der Bergleute, den fachkundigen Bergmann, im Unterschied zu seinen Hilfsarbeitern, zu den einfache Arbeiten verrichtenden »operarii« und »laboratores«. Weil aber nach dem Zerfall des grundherrschaftlichen Betriebes diese Schicht der »Meister« (der »magistri fodinae« in Zezzen) die Unternehmung leitete, den Betrieb der Gruben organisierte, bedeutete »wercus« zu dieser Zeit auch schon den schaffenden Handwerker-Unternehmer, später aber, als sich diese Schicht der werkenden Unternehmergenossen auch mit kapitalistischen Elementen vermengte, begriff man unter dieser Bezeichnung das Mitglied der Bergbaugenossenschaft schlechthin, d. h. ohne Anbetracht dessen, ob er werkender oder nichtwerkender Berggenosse war. Im raschen Ablauf der Formwandlung tauchte die neuere Bedeutung so auf, daß zur selben Zeit auch die alte weiterlebte. Analysieren wir nun unsere Quelle eingedenk dieser Verhältnisse, so ergibt sich folgender Sinn: der Bischof gewährleistete dank seiner grundherrschaftlichen Autorität den aus der Unternehmung verdrängten einstigen werkenden Unternehmergenossen, d. h. den

⁴⁹ Vgl. ZYCHA, 1900, I, S. 286 ff. Bezüglich Ungarn s. das Schemnitzer Bergrecht, § 7 und § 15 (WENZEL, AUO, III, S. 223 und 225), des weiteren die Erläuterungen des alten Bergrechts von Kremnitz, § 16 (SCHMIDT, 1834, S. 380—383).

⁵⁰ KINK, Cod. Wang., Abt. II, Nr. 237, S. 444.

⁵¹ Pluralformen: »werchi«, »werki«. Vgl. oben Anm. 16; doch kommen diese Formen wiederholt auch in den übrigen Laudamenta vor.

Häuern die Möglichkeit, in den Bergwerken anderer Grubenunternehmer für ein Pachtgeld (*per fictum*)⁵² zu arbeiten, d. h. Erz abzubauen.⁵³

Wollten wir nur die formelle Seite der Dinge betrachten, ließe sich sagen, daß diese »Anteilunternehmung« eigentlich ein Arbeitsverhältnis darstellte, allerdings mit einer besonderen, für den Werktätigen vorteilhafteren Variante der Entlohnung. Das aber war es nicht, denn eine solche Interpretierung übersähe das Wesen, den eigentlichen Kern dieses Verhältnisses. Das Moment der »Anteilunternehmung« darf uns nicht irreführen. Der Häuer, der sich zum Abbau eines bestimmten Grubenanteils (eines Ortes) verdingte, sicherte sich nämlich für die dem Grubenunternehmen (oder einem seiner Mitglieder) verpflichtete Produktenrente — die Pacht — nicht weniger, als den weiteren Nießbrauch des Bergschatzes. Allerdings in einem beschränkterem Maße als es der Besitz der Mitglieder der Grubenunternehmer-Genossenschaft ermöglichte. Denn dieser Nießbrauch erstreckte sich nicht auf den ganzen Komplex der Grube, sondern bloß auf ihren bestimmten Teil. Auch war er zeitlich, zumeist auf die vertraglich anberaumte Frist, d. h. bald auf ein Jahr, bald auf ein halbes Jahr oder noch weniger beschränkt.⁵⁴ Schließlich aber war dieser Besitz auch hinsichtlich der Ausbeute beschränkt, denn der Häuer hatte einen Teil des abgebauten Erzes⁵⁵ als Pachtzins abzugeben. Trotz dieser Einschränkungen aber kann man den ihm verbleibenden Anteil am gefördertem Erz nicht einfach als Arbeitslohn betrachten, war doch darin auch ein guter Teil des Mehrproduktes miteinbegriffen.

Diese Afterunternehmerschaft der Häuer fiel mit Hinblick auf die weitere Gestaltung der Produktionsverhältnisse mit entscheidendem Gewicht in die Waagschale. Indem der kapitalistische Grubenunternehmer den Nießbrauch des Bergschatzes mit der Häuerschaft teilen mußte, verzögerte sich die kapitalistische Konzentration des Bergeigentums in beträchtlichem Maße. Andererseits blieb diese Elite der werkenden Bergleute wenngleich nicht insgesamt, so doch zu einem sehr ansehnlichen Teil von der Lohnknechtschaft frei. Der wenngleich nur teilweise zugestandene Nießbrauch des Bergschatzes gewährleistete ihm eine sichere kleinbürgerliche Existenz. Diese Unternehmerschicht der Häuerschaft stand in der ersten Periode der Kapitalisierung des Bergbaus, also rund zwei Jahrhunderte lang mit den städtischen Handwerkmeistern auf gleicher Ebene.⁵⁶

⁵² DU CANGE, III, S. 484: *»fictum = locationis precium«*.

⁵³ Auch in der Interpretierung dieser Quellenstelle folge ich ZYCHA (1899, S. 150).

⁵⁴ ZYCHA, 1900, I, S. 293.

⁵⁵ Der abzugebende Teil des Produktes war bald mit der Hälfte, bald mit einem Drittel, bald in einem noch geringeren Anteil der Erzausbeute ausbedungen (ZYCHA, 1900, I, S. 294).

⁵⁶ Nach den tschechischen Forschungen (angeführt in Anm. 14 der »Einführung«) konnte sich die Häuerschaft in Kuttenberg bis zur Mitte des 16. Jahrhunderts als Lehnhauserschaft (Afterunternehmerschaft) behaupten und wurde erst in der zweiten Hälfte des Jahrhunderts endgültig zu Lohnarbeitern.

Das aber ist eine Erscheinung, die typisch eine Übergangsperiode erkennen läßt. Das Neue machte unaufhaltbare Fortschritte, war aber zugleich mit der niedergehenden Vergangenheit als Hemmklotz belastet.

Wieso konnte sich das Schwindende jahrhundertlang so hartnäckig behaupten?

Das grundlegende Moment bestand in den wiederholt hervorgehobenen, besonderen Anforderungen an die Häuerarbeit, in den vererbten Erfahrungen, technischen Kenntnissen und im Fachwissen des Häuers. Zu dieser Zeit, als es einer theoretischen, wissenschaftlichen Fundierung der Technik völlig ermangelte, war dieses Wissen ein hervorragendes Element der Produktivkräfte und zugleich — weil es erblich und erfahrungsbedingt war — geradezu ein persönliches Eigentum des Häuers. Wie früher der Grundherr, wurde unter den so getanen Verhältnissen auch der kapitalistische Unternehmer als Grubenbesitzer von dem »meisterhaften« Wissen des Häuers abhängig, so daß dieser schließlich die Vertragsbedingungen auch seinerseits zu beeinflussen vermochte. Andererseits war der Kapitalist durch die Erwägung zu Zugeständnissen bereit, daß er den Häuer zu gesteigerten Leistungen anregen wollte. Der Kapitalist vermeinte, die dem Häuer gewährten Zugeständnisse durch den rascheren Abbau der Gänge, durch den wachsenden Umfang der Ausbeute zurückzugewinnen.⁵⁷ Noch ausschlaggebender ist aber ein anderes Moment einzuschätzen. Das aber ist die ziemlich unsichere Geldkapital-Basis des Kapitalisten. Der stetig wachsende Grubenbetrieb erforderte mit seiner Inbetrieb- und Instandhaltung an sich schon beträchtliche und ständige Investitionen. Darum nahm der Kapitalist jede Möglichkeit wahr, um das Risiko seiner Unternehmung zu verringern. Darum gab er auch den Abbau der Örter bereitwillig in Afterunternehmung, besonders wenn die Qualität des Erzes zweifelhaft war.

*

Mit dem zweiten Jahrzehnt des 13. Jahrhunderts bricht die Reihe der beredten Quellen ab, zumindest die Reihe jener Quellen, aus denen wir die Entwicklung der Produktionsverhältnisse des Bergbaus erschen können. Es mußten drei bis vier Menschenalter vergehen, bis die in der Einführung erwähnten bergrechtlichen Kodifikationen der Reihe nach entstehen konnten. In diesen Kodifikationen erscheint die Entwicklung, die sich an der Wende vom 12. zum 13. Jahrhundert anbahnte, bereits auf ihrem Höhepunkt. Ihre Untersuchung, die Analyse ihrer Produktionsverhältnisse geht über die zeitliche Begrenzung unseres Themas hinaus. Die Hauptmerkmale dieser Entwicklung bestehen im hoheitlichen Eigentum des Bergschatzes, das sich im Deutschen Reich in Händen der Landesherren herausbildete; in der durch die Autorität des Regalherrn gewährleisteten allgemeinen Bergfreiheit, die das Einspruchs-

⁵⁷ ZYCHA, 1900, I, S. 288.

recht des Grundherrn aussetzte, des weiteren in der allgemeinen Kapitalisierung der vorherrschenden Unternehmungsform, der Grubengenossenschaft, wobei aber die auf der persönlichen Arbeit der Häuer basierende Lehenshauerschaft (Afterunternehmen!) weitgehend zur Geltung kam.

*

In Ungarn können wir die in den Kärntner und Tridenter Quellen erhellte Entwicklung datenmäßig weder zur selben Zeit noch später verfolgen: weder den Zerfall des grundherrschaftlichen Betriebes noch das Aufkommen der an seine Stelle tretenden Häuerassoziationen, der bei den einzelnen Gruben zustande kommenden Bergbaugenossenschaften, noch weniger aber den wechselreichen Prozeß ihrer Kapitalisierung.

Die grundlegenden Elemente unseres in späten Kodifikationen festgehaltenen Berg-Gewohnheitsrechts⁵⁸ sind zweifellos älterer Herkunft als ihre schriftliche Fassung. Diese Elemente jedoch sind — abgesehen vom königlichen Eigentum am Bergschatze und seiner Nutzungsform, der »urbura«, der in Erz erhobenen Produktenrente⁵⁹ — nicht heimischen Ursprungs, sondern sie wurden von den deutschen Siedlern unserer Bergstädte aus ihrer Heimat, d. h. aus fremden Ländern mitgebracht.⁶⁰ Sie sind also ein Import der Kolonisationstätigkeit, ein eingeführtes Rechtsgut, dem eher nur in seinem weiteren Bestand durch besondere ungarländische und lokale Verhältnisse zu erklärende Merkmale zuzugingen. Diese Kolonisation war eine nach Ungarn bereits friedlich, ja auf königliche Initiative auslaufende Welle der sog. großen deutschen Ostkolonisation, die auf die Eroberung der östlich der Elbe gelegenen slawischen Siedlungsräume abzielte. Der Hauptstoß dieser Siedlungswelle erreichte Ungarn in den Jahrzehnten nach der Tatarennot, also im 13. Jahrhundert und in der ersten Hälfte des 14. Jahrhunderts.

Eines der auffallenden Merkmale der aus der Fremde nach Ungarn verpflanzten sozialen Struktur des Bergbaus war die kapitalistische Form der Unternehmung, der Grubengenossenschaft. Die früheste Erwähnung der

⁵⁸ Schemnitzer Bergrecht im ausgehenden 14. Jahrhundert: WENZEL, AUO, III, S. 226, Anm. — WENZEL, 1843, S. 1—21. — ZYCHA, 1900, I, S. 79—85. — Des weiteren: die Erläuterungen zum Gewohnheitsrecht von Schemnitz, Neusohl, Pukanz, Dilln und Libethen (Anhang der Maximilianischen Bergordnung: SCHMIDT, 1834, S. 387—457). — Kremnitzer Bergrecht, 1492—1512: WENZEL, 1880, S. 275—287; das vom Jahre 1537: ebd. S. 287—290. — Des weiteren: die Erläuterungen, die anlässlich der Redaktion der Maximilianischen Bergordnung aufgesetzt wurden: SCHMIDT, 1834, S. 347—387. — Göllnitz, 1500: WENZEL, 1880, S. 326—330. — Rodna in Siebenbürgen, 14. Jahrhundert (Aufzeichnung Silleiner Ursprungs): Žilinská kniha, S. 197—202.

⁵⁹ Das Aufkommen des Bergregals in Ungarn ist vorerst noch eine ungeklärte Frage (vgl. bezüglich des Salzregals: PAULINYI, 1924). Jedenfalls liegen die Anfänge in einer früheren Periode und sind somit unabhängig von der deutschen Kolonisation. Wohl aber ist eine gegenseitige Beeinflussung mit Böhmen sehr wahrscheinlich.

⁶⁰ Bezüglich der Iglauer Herkunft des Schemnitzer Rechtes vgl. ZYCHA, 1900, I, S. 79—85. — Es ist bedauerlich, daß wir bislang aus Ungarn nicht einmal eine bloße Sachanalyse unserer bergrechtlichen Kodifikationen zur Hand haben, geschweige denn, daß wir an vergleichende Studien denken könnten.

gesellschaftlichen Unternehmung, der »societas«⁶¹ finden wir in Ungarn im ausgehenden 13. Jahrhundert in der Bergstadt Schemnitz vor.⁶² Diese Unternehmungsform war zu dieser Zeit auch bei uns schon kapitalistisch geprägt, wofür wir einen mittelbaren, aber gewichtigen Beweis in der Tatsache haben, daß die frühesten und bedeutendsten Bergstädte Ungarns, also Schemnitz, Neusohl, Kremnitz und allen Anzeichen nach auch Frauenseifen (das spätere Ungarisch Neustadt — Nagybánya) Gründungen von Konsortien waren, von städtegründenden Genossenschaften einer bestimmten Anzahl von Vertretern des Handelskapitals. D. h. es handelte sich um Geldleute, die mit ihrer aktiven Beteiligung an der Städtegründung ihre künftigen Grubenunternehmungen zu unterbauen hofften.⁶³

Wie es sich zur Zeit des Erscheinens der fremden Hospes, also in den 1240–50er Jahren mit den Produktionsverhältnissen des Bergbaus in Ungarn verhielt, darüber können wir nur so gut wie nichts sagen. Unserer Annahme nach dürfte die Produktion, wo es sie gab, in grundherrschaftlichen oder königlichen Betrieben⁶⁴ erfolgt sein; die Arbeitsorganisation dieser Betriebe kann aber nicht mehr auf der gewöhnlichen Untertanenarbeit, auf der völligen Fron beruht haben, sondern die Werkenden müssen neben dem Anteilohn bzw. Tagelohn auch an der Ausbeute, am Produkt ihrer Arbeit beteiligt gewesen sein. Ich halte es nicht für wahrscheinlich, daß die Entwicklung — über diese innere Lockerung hinausgehend — bis zum Zerfall des grundherrschaftlichen Betriebes vorangeschritten wäre. Demgegenüber halte ich den Bergbau weder in den ungarländischen noch in den übrigen nichtdeutschen (z. B. böhmischen, polnischen) Bergrevieren vor der deutschen Einwanderung technisch für so rückständig, wie das in der deutschen Fachliteratur mit dem Hinweis darauf behauptet wird, daß die Förderung hier beim Tagbau steckengeblieben sei.⁶⁵ Die Entwicklung der Technik ist in ihrer empirischen — nicht wissenschaftlich begründeten — Periode vor allem bedingt durch die gesellschaftliche Struktur der Arbeit. Das heißt mit anderen Worten: bei gleichen gesellschaftlichen Voraussetzungen der Arbeit muß auch die Entwicklung der Technik — unabhängig von »rassischen« Veranlagungen und Merkmalen — den gleichen

⁶¹ Dem 1. »societas« entspricht im Deutschen: »Gewerkschaft«.

⁶² KNAUZ, Monumenta, II, S. 477, Nr. 492.

⁶³ PAULINYI, 1962, besonders S. 184–185.

⁶⁴ Anfänglich wurde das Bergregal auf jene Weise geltend gemacht, daß der Herrscher das fragliche Gut des Grundherrn, darauf Erz findig wurde, in Tausch nahm, so daß der Grubenbetrieb auch in diesem Falle als domanial zu betrachten ist.

⁶⁵ Den extremsten Standpunkt vertritt ERMISCH (1887, S. XIII). Er führt aus, die Slawen hätten die bergbauliche Förderung von Erzen überhaupt von den Deutschen gelernt und vor dem 13. Jahrhundert, also vor der Einwanderung von deutschen Bergleuten sei weder in Böhmen und in Mähren noch in Schlesien der Bergbau nachweisbar. Einsichtiger ist ZYCHA, (1900, I, S. 4–8) der es auf Grund von Ortsnamen einerseits, von Daten in Chroniken und Urkunden andererseits für unbestreitbar hält, daß in Böhmen und Mähren schon vor der deutschen Einwanderung Edelerze abgebaut wurden. Allerdings schließt er seine Darlegung damit (S. 8), daß es sich nur um Tagbau gehandelt habe, weil man der naturbedingten Schwierigkeiten des Tiefbaus noch nicht Herr zu werden wußte.

Verlauf nehmen, annähernd das gleiche Niveau erreichen, vorausgesetzt daß sie durch die hemmenden Tücken und Schwierigkeiten der Natur dazu genötigt wird.

Im Falle der Kärntner Gruben des Stiftes Admont ließ es sich datenmäßig nachweisen, daß hier die Krise und der Niedergang des grundherrschaftlichen Betriebes durch die abgesoffenen, also notwendigermaßen in größerer Tiefe betriebenen Gruben ausgelöst wurde. Diese abgesoffenen Bergwerke waren aber — bevor sie noch die kritische Abteufung erreicht hätten — von den Werkenden des grundherrschaftlichen Betriebes schon eine bestimmte Reihe von Jahren hindurch abgeteuft und betrieben worden, solange sie eben das anfallende Grubenwasser durch einfache Handarbeit auszuschöpfen vermocht hatten. D. h. schon im grundherrschaftlichen Betrieb war ein auf längere Vergangenheit zurückblickender Tiefbau betrieben worden. Mutmaßlich von dem Zeitpunkt an, als der Grundherr in seinem wohlverstandenen ureigensten Interesse die aussichtslos triste Lage seiner fronenden Knechte durch Lockerungen erleichterte und ihr Interesse an der Produktion durch die zugestandene Beteiligung am Arbeitsprodukt weckte. Was der grundherrschaftliche Betrieb durch das Interesse der Werkenden an der Produktion in Kärnten erreichte und in Trient mutmaßlich schon früher erzielt hatte, nämlich den Tiefbau der einmal erschlossenen Erzgänge, warum hätte er das bei ähnlichen Arbeitsbedingungen in den böhmischen Landen oder in Ungarn nicht erreichen können, da doch die Häuer in diesen Bergrevieren ebenso über von Geschlecht zu Geschlecht vererbte Naturkenntnisse und Erfahrungen geboten.

Zusammenfassend: der Tiefbau war auch in den nichtdeutschen Bergrevieren schon vor der Einwanderung deutscher Bergleute bekannt, nur daß man hier geringere Abteufen erzielte, eben Tiefen, in denen man das Grubenwasser noch mit der Hand ausschöpfen konnte. Die Konstruktion der Kraftübertragung, mit der man auch die abgesoffenen Stollen und Strecken entwässern konnte, die aus Trient bekannte, aber auch von den Häuerengenossenchaften am Zezzener Berg schon unbedingt verwendete »rota«, d. h. die Radhaspel, das Radwerk — das war die große Neuerung, die der deutsche Bergknappe des 13. Jahrhunderts aus seiner Alpenheimat⁶⁶ mitführte in die Grubenreviere von Böhmen, Sachsen, Ungarn und der Toskana.

Mitnichten handelt es sich hier um »rassische« Anlagen, sondern einfach darum, daß der deutsche Bergbau, vor allem der in den Alpenrevieren hinsichtlich der Produktionsverhältnisse wie auch der Technik an der Spitze der Entwicklung stand. Dieses beschleunigte Entwicklungstempo aber war historisch bedingt und determiniert. Man denke nur an die außerordentliche, auf der Stufe der Geldwirtschaft stehende Entwicklung der ökonomischen

⁶⁶ Ich teile die Ansicht Zychas (1900, I, S. 11 ff.), der in dieser Anfangsperiode den Bergbau in den Alpenländern für den fortgeschrittensten in der Entwicklung des deutschen Bergbaus hält.

Verhältnisse des an die Südalpen unmittelbar anschließenden Italiens, an seinen lebhaften Warenverkehr, und was damit notwendigermaßen einherging, an seinen dazumal außerordentlich großen Bedarf an Edelmetallen.

VERZEICHNIS DER ANGEFÜHRTEN LITERATUR
IN DER ALPHABETISCHEN FOLGE DER BENÜTZTEN ABKÜRZUNGEN

(In den Anmerkungen wurde das angeführte Werk zumeist mit dem Namen des Verfassers und dem Erscheinungsjahr des betreffenden Werkes angegeben. Die ausführlichen bibliographischen Daten findet der Leser im nachfolgenden Verzeichnis.)

- ACHENBACH, 1869: *Achenbach, H.*: Das französische Bergrecht und die Fortbildung desselben durch das preußische allgemeine Berggesetz. Bonn, 1869.
- ACHENBACH, 1871: *Achenbach, H.*: Das gemeine deutsche Bergrecht in Verbindung mit dem preußischen Bergrecht unter Berücksichtigung Bayerns, Sachsens, Österreichs und anderer deutscher Länder dargestellt. I. Bonn, 1871.
- ACHENBACH, 1871, ZBR: *Achenbach, H.*: Die deutschen Bergleute der Vergangenheit (Zeitschrift für Bergrecht, 12. 1871).
- ARNDT, 1879: *Arndt, A.*: Zur Geschichte und Theorie des Bergregals und der Bergbaufreiheit. Bonn, 1879.
- ARNDT, 1885: *Arndt, A.*: Deutsches allgemeines Berggesetz für die Preußischen Staaten. 1885.
- BALBINUS, 1677: *Balbinus, B.*: Epitome historica rerum Bohemicarum, libri I—V + VI—VII. Praga, 1677.
- BECK, 1884: *Beck, L.*: Die Geschichte des Eisens in technischer und kulturgeschichtlicher Beziehung, 1—5. Abt. Braunschweig, 1884—1903. (Zitiert wurde der I. Band.)
- BÉL, 1742: *Bel, M.*: Notitia Hungariae novae historicogeographica. IV. Viennae Austriae, 1742.
- BERNHARD, 1902: *Bernhard, L.*: Die Entstehung und Entwicklung der Gedingeordnungen im deutschen Bergrecht (Staats- und sozialwissenschaftliche Forschungen, hg. v. G. Schmoller, Bd. XX, Heft 7). Leipzig, 1902.
- BODE, 1893: *Bode, G.*: Urkundenbuch der Stadt Goslar und der in u. bei Goslar gelegenen geistlichen Stiftungen, Bd. 2. (Geschichtsquellen der Provinz Sachsen u. angrenzender Gebiete, Bd. XIX). Halle, 1893.
- BÖHMER, 1870: *Acta imperii selecta*. Urkunden deutscher Könige und Kaiser mit einem Anhang von Rechtssachen, gesammelt von *J. F. Böhmer*. Innsbruck, 1870.
- BONAINI, 1853: *Bonaini, F.*: Ordinamenta facta super arte fossarum ramarie et argenterie civitatis Masse (Appendice all'Archivio storico Italiano, vol. 8. Firenze, 1853. Nr. 27, S. 629—710).
- BORNHARDT, 1931: *Bornhardt, W.*: Geschichte des Rammelsberger Bergbaues von seiner Aufnahme bis zur Neuzeit (Archiv für Lagerstättenforschung, Heft 52). Berlin, 1931.
- Borsa S. SZENTPÉTERY*
- BRUNNER, 1926: *Brunner, O.*: Goldprägung und Goldbergbau in den Ostalpen (Numismatische Zeitschrift, Jahrgang 59, 1926).
- Codex dipl. et ep. r. Bohemiae s. ŠEBÁNEK—DUŠKOVÁ*, 1962.
- Codex Wangianus s. KINK, COD. WANG.*
- DOPSCH, 1921—1922: *Dopsch, A.*: Die Wirtschaftsentwicklung der Karolingerzeit vornehmlich in Deutschland, I—II. Weimar, 1921—1922.
- DOPSCH, 1923: *Dopsch, A.*: Wirtschaftliche und soziale Grundlagen der europäischen Kultur-entwicklung, I—II.² Wien, 1923.
- DU CANGE: *Glossarium mediae et infimae latinitatis conditum a Carolo du Fresne domino Du Cange . . . Editio nova aucta . . . a Léopoldo Favre, tom I—X. Niort, 1883—1887.*
- Duškova s. ŠEBÁNEK—DUŠKOVÁ*, 1962.
- EICHHORN, 1808: *Eichhorn, K.*: Deutsche Staats- und Rechtsgeschichte, . . . 1808. (In Erman- gelung der ersten Auflage benutzte ich die vierte, erschienen 1834—36.)
- ENGEL, 1797: *Engel, J. Ch. v.*: Geschichte des Ungrischen Reichs und seiner Nebenländer, I. (Fortsetzung der Allgemeinen Welthistorie durch eine Gesellschaft von Gelehrten in Teutschland und England ausgefertigt, 49. Teil (der unbezifferte erste Band). Halle, 1797.
- ENGELS, 1878: *Engels, F.*: Herrn Eugen Dührings Umwälzung der Wissenschaft. Leipzig 1878. (Benutzte Auflage: *Marx—Engels: Werke*, Bd. 20, Berlin, 1962, S. 1—303.)

- ENGELS, 1882: *Engels, F.*: Die Mark. (Der deutsche Bauer. Was er war? Was er ist? Was er sein könnte?). 1. Ausgabe als Beilage zu »Die Entwicklung des Sozialismus von der Utopie zur Wissenschaft«. Zürich, 1883. (Benutzte Auflage in: *Marx—Engels—Lenin—Stalin*: Zur deutschen Geschichte, Bd. 1, Berlin, 1953, S. 142—156.)
- ERMISCH, 1887: *Ermisch, H.*: Das sächsische Bergrecht des Mittelalters. Leipzig, 1887.
- FEJÉR, C. D.: *Codex diplomaticus Hungariae ecclesiasticus ac civilis, studio et opera Georgii Fejér, I—XI.* Budae, 1829—1844 (einige Bände zitiert).
- FRÖHLICH, 1918: *Fröhlich, K.*: Verzeichnisse über den Grubenbesitz des Goslarer Rats am Rammelsberge um das Jahr 1400 (*Hansische Geschichtsblätter*, 24, 1918, 25, 1919).
- FRÖHLICH, 1921/1: *Fröhlich, K.*: Zur Kritik der Nachrichten über den älteren Bergbau am Rammelsberge in Goslar (*Archiv für Urkundenforschung*, Bd. 7, 1921).
- FRÖHLICH, 1921/2: *Fröhlich, K.*: Das Goslarer Domstift in der zweiten Hälfte des 13. Jahrhunderts (*ZSSRG*, 41, 1921, Kanon. Abt.).
- FRÖHLICH, 1921/3: *Fröhlich, K.*: Verfassung u. Verwaltung der Stadt Goslar im späteren MA. (Beiträge zur Geschichte der Stadt Goslar, Heft 1) 1921.
- FRÖHLICH, 1921/4: *Fröhlich, K.*: Zur Topographie und Bevölkerungsgliederung der Stadt Goslar im Mittelalter (*Hansische Geschichtsblätter*, 27, 1921).
- FRÖHLICH, 1921/5: *Fröhlich, K.*: Die Privilegienpolitik des Goslarer Rates in der zweiten Hälfte des 14. Jahrhunderts (*Zeitschrift des Historischen Vereins für Niedersachsen*, 86, 1921).
- FRÖHLICH, 1922: *Fröhlich, K.*: Urkundenpolitik des Goslarer Rats im Mittelalter (*Archiv für Urkundenforschung*, 8, 1922).
- FRÖHLICH, 1927: *Fröhlich, K.*: Die Verfassungsgeschichte von Goslar im Mittelalter (*ZSSRG*, Bd. 47, 1927 Germ. Abt.).
- FRÖHLICH, 1928: *Fröhlich, K.*: Beiträge zur Topographie von Goslar im Mittelalter (*Zeitschrift des Harzvereins*, 61, 1928).
- GIERKE, 1868: *Gierke, O.*: Das deutsche Genossenschaftsrecht, I. Rechtsgeschichte der deutschen Genossenschaft. Berlin, 1868.
- GOTHEIN, 1887: *Gothein, E.*: Beiträge zur Geschichte des Bergbaues im Schwarzwald (*Zeitschrift für die Geschichte des Oberrheins*, N. F. 2, der ganzen Reihe 41. Bd. 1887).
- GOTHEIN, 1892: *Gothein, E.*: Wirtschaftsgeschichte des Schwarzwaldes und der angrenzenden Landschaften, I. Straßburg, 1892.
- GYÖRFFY, 1963: *Györffy, Gy.*: Az Árpád-kori Magyarország történeti földrajza, Abaújszék—Csongrád megye (Historische Geographie Ungarns in der Árpádenzeit, Gespanschaften Abaújszék—Csongrád). Budapest, 1963.
- HAFEMANN, 1910: *Hafemann, M.*: Das Stapelrecht. Eine historische Untersuchung. Leipzig, 1910.
- HANDIAKOVÁ, 1956: *Handiaková, E.*: Život kutnoborských haviřů a jeho odraz v titulním listu kancionálu Matouše iluminatora (Český Lid, Jahrgang 43, Nr. 55, 1956).
- HELMER, 1962: *Helmer, M.*: Edelmetalle Perus in der Kolonialzeit (*Saeculum. Jahrbuch für Universalgeschichte*, 13, 1962).
- HOFFMAN, 1958: *Hoffman, F.*: Nové práce o jihlavském právu, a o počátcích Jihlavi (Vlastivědný sborník Vysočiny, II. 1958, S. 197—202).
- HÓMAN, 1908: *Hóman, B.*: A magyar városok az Árpádok korában (Die ungarischen Städte in der Árpádenzeit). Budapest, 1908.
- HÓMAN, 1916: *Hóman, B.*: Magyar pénztörténet (Ungarische Geldgeschichte) 1000—1325. Budapest, 1916.
- HÓMAN, 1921: *Hóman, B.*: A magyar királyság pénzügyei és gazdaságpolitikája Károly Róbert korában (Finanzen und Wirtschaftspolitik des Königreichs Ungarn zur Zeit Karl Roberts). Budapest, 1921.
- HUSZÁR, 1938: *Huszár, L.*: Szent István pénzei. Emlékkönyv Szent István király halálának 900. évfordulóján. Szerk. Serédi Jusztinián (Die Geldmünzen Stefans des Heiligen. Gedenkbuch zum 900. Todestag König Stefans des Heiligen. Hrg. v. J. Serédi). Bd. II, S. 335—364. Budapest, 1938.
- INAMA-STERNEGG, 1886: *Inama-Sternegg, Th. v.*: Zur Verfassungsgeschichte der deutschen Salinen im Mittelalter (Sitzungsberichte der kaiserlichen Akademie der Wissenschaften, Phil.-hist. Classe, CXI, 1886).
- INAMA-STERNEGG, 1891: *Inama-Sternegg, Th. v.*: Deutsche Wirtschaftsgeschichte, II (des 10. bis 12. Jahrhunderts). Leipzig, 1891.
- INAMA-STERNEGG, 1909: *Inama-Sternegg, Th. v.*: Deutsche Wirtschaftsgeschichte I² (bis zum Schluß der Karolingerperiode). Leipzig, 1909.
- JAKSCH, KÄRNTNER GESCHICHTSQUELLEN: Die Kärntner Geschichtsquellen 811—1202, 1202—1262, 1263—1269, hg. v. *Au. v. Jaksch* (Geschichtliche Denkmäler des Herzogtumes Kärnten Bd. 3, 4/I, II. Klagenfurt, 1904, 1906).

- JAROŠ, 1954: *Jaroš, M.*: K otázce námezdní práce v českém hornictví v XVI. století (Český Lid, Jahrgang 41, Nr. 1. 1954).
- JAROŠ, 1955: *Jaroš, M.*: K sociálním poměrům horního dělnictva v Kutné Hoře v polovině XVI. století (Český Lid, Jahrgang 42, 1955).
- JAROŠ, 1956: *Jaroš, M.*: Výrobní poměry v kutnohorském hornictví v polovině 16. století (Česky Lid, Jahrgang 43, 1956).
- JIREČEK, 1867: *Codex iuris Bohemici, tomus primus aetatem Přemyslidarum continens, opera Hermenegildi Jireček.* Pragae, 1867.
- KAPITAL I: *Marx, K.*: Das Kapital, Kritik der politischen Ökonomie, I. Buch. Hamburg, 1867. (Benutzte Auflage: Berlin, 1947.)
- KAPITAL III: *Marx, K.*: Das Kapital, Buch III. Hamburg, 1894. (Benutzte Auflage: Berlin, 1949.)
- KARSTEN, 1828: *Karsten, C. J. B.*: Grundriß der deutschen Bergrechtslehre mit Rücksicht auf die französische Bergwerksgesetzgebung. Berlin, 1828.
- KAUTSKY, 1895: *Kautsky, K.*: Vorläufer des neueren Sozialismus (Geschichte des Sozialismus in Einzeldarstellungen, Bd. I, Teil 1). Stuttgart, 1895. (Neuere Auflage: Berlin, 1947.)
- Kärntner Geschichtsquellen: s. JAKSCH
- KINK, COD. WANG.: *Codex Wangianus. Urkundenbuch des Hochstiftes Trient*, hg. von R. Kink (Österreichische Geschichtsquellen, 2. Abt. 5. Bd. Wien, 1852).
- KLOSTERMANN, 1866: *Klostermann, R.*: Das allgemeine Berggesetz für die Preussischen Staaten vom 24. Juni. 1865. Berlin, 1866.
- KLOSTERMANN, 1879: *Klostermann, R.*: Lehrbuch des Bergrechts, Berlin, 1879.
- KNAUZ, MONUMENTA: *Monumenta ecclesiae Strigoniensis, ordine chron. disposuit, dissertationibus et notis illustravit Ferdinandus Knauz*, I—II. Strigonii, 1874—1882.
- KOŘAN, 1955: *Kořan, J.*: Přehledné dějiny československého hornictví, I. Praha, 1955.
- KÖHLER, 1955: *Köhler, J.*: Die Keime des Kapitalismus im sächsischen Silberbergbau, 1168 bis um 1500 (Freiberger Forschungshefte, D, 13). Berlin, 1955.
- KŘPELKOVÁ, 1957: *Křpelková, A.*: Příspěvek k hospodářskému a sociálnímu postavení kutnohorských haviřů na sklonku XV, a v první polovině XVI. století (Středočeský sborník historický, I. Praha, 1957).
- KULISCHER, 1928: *Kulischer, J.*: Allgemeine Wirtschaftsgeschichte des Mittelalters und der Neuzeit, I—II. München, 1928.
- LÁSZLÓ, 1963: *László, Gy.*: A magyar pénzverés kezdeteiről (Über die Anfänge des ungarischen Münzwesens). Századok (Jahrhunderte), 97, 1963.
- LEXER: *Lexer, M.*: Mittelhochdeutsches Handwörterbuch, I—III. Leipzig, 1872—1878. (Ich zitiere diese erste Auflage.)
- LORI, 1764: *Lori, J. G.*: Sammlung des bairischen Bergrechts, mit einer Einleitung in die bairische Bergrechtsgeschichte. München, 1764.
- MÁLYUSZ, 1957: *Mályusz, E.*: A magyar rendi állam Hunyadi korában (Der ungarische Ständestaat zur Zeit Hunyadis), Teil I. Századok (Jahrhunderte), 91, 1957.
- MARX, EIGENTUMSFORMEN: *Marx, K.*: Formen, die der kapitalistischen Produktion vorhergehen (Kleine Bücherei des Marxismus—Leninismus), Berlin, 1952.
- Marx*, vgl. KAPITAL I und KAPITAL III.
- MATUNÁK, 1928: *Matunák, M.*: Z dejín slobodného a hlavného banského mesta Kremnice. V Kremnici, 1928.
- MAURER, 1854: *Maurer, G. L.*: Einleitung zur Geschichte der Mark-, Hof-, Dorf- u. Stadtverfassung und der öffentlichen Gewalt. München, 1854.
- MAURER, 1856: *Maurer, G. L.*: Geschichte der Markenverfassung in Deutschland. Erlangen, 1856.
- MEZNÍK, 1954: *Mezník, J.*: Jihlavské privilegium a počátky města Jihlavy (Sborník archivních prací, Jahrgang IV, Nr. 2, 1954).
- MOLNÁR, 1949: *Molnár, E.*: A magyar társadalom története az Árpád-kortól Mohácsig (Die Geschichte der ungarischen Gesellschaft von der Árpádenzeit bis Mohács). Budapest, 1949.
- Monumenta eccl. Strig.* Vgl. KNAUZ, MONUMENTA.
- MÜCK, 1910: *Mück, W.*: Der Mansfelder Kupferschieferbergbau in seiner rechtsgeschichtlichen Entwicklung, Bd. I: Geschichte des Mansfelder Bergregals. Eisleben, 1910. Bd. II: Urkundenbuch des Mansfelder Bergbaus. Eisleben, 1910.
- NAGY, 1903: *Nagy, E.*: Csallóközi aranymosás (Goldwäsche auf der Großen Schüttinsel). A Magy. Nemz. Múzeum Néprajzi Osztályának Értesítője (Mitteilungsblatt des Ung. Nationalmuseums, Abteilung Ethnographie, Beilage der Ethnographia), Jahrgang IV, 1903.
- NEUBURG, 1892: *Neuburg, C.*: Goslars Bergbau bis 1552. Hannover, 1892.

- OPET, 1893: *Opet, O.*: Das Gewerkschaftsrecht nach den deutschen Bergrechtsquellen des Mittelalters (Zeitschrift für Bergrecht, Jahrgang 34, 1893).
- PACH, 1958: *Pach, Zs. P.*: Magyar gazdaságtörténet (Ungarische Wirtschaftsgeschichte). Teil I, bis zum Jahre 1790. (A Marx Károly Közgazdaságtudományi Egyetem jegyzete, javított utánnymás [Skript der Karl-Marx-Universität für Wirtschaftswissenschaften, verbesserter Nachdruck]). Budapest, 1958.
- PANNONHALMI RENDTÖRT., I: A pannonhalmi főapátság története (Geschichte der Erzabtei Martinsberg in Pannonien), I, 996—1243. Herausgegeben und zum Teil verfaßt v. L. Erdélyi (A pannonhalmi Szent-Benedek Rend története [Geschichte des Benediktinerordens zu Martinsberg, hg. v. L. Erdélyi, I]). Budapest, 1902.
- PAULINYI, 1924: *Paulinyi, O.*: A sóregálé kialakulása Magyarországon (Das Aufkommen des Salzregals in Ungarn), Századok (Jahrhunderte), Jahrgang XLVII—XLVIII, 1923—1924.
- PAULINYI, 1962: *Paulinyi, O.*: Tulajdon és társadalom a Garam-vidéki bányavárosokban (Eigentum und Gesellschaft in den Bergstädten des Grangebietes), Történeti Szemle (Historische Rundschau), V, 1962.
- PAZDUR, 1960: Zarys dziejów górnictwa na ziemiach Polskich, Tom I. Praca zespolowa Pracowni Historii Górnictwa i Hutnictwa Instytutu Historii Kultury Materialnej PAN pod redakcją *Jana Pazdura*, Katowice 1960.
- PÉCH, 1884: *Péch, A.*: Alsó Magyarországi bányamívelésének története (Geschichte des Bergbaus von Niederrungarn), I. Budapest, 1884. — II. Ebd., 1887.
- PÉCH, MŰSZÓTÁR: *Péch, A.*: Nagy Magyar és német bányászati műszótár (Bergmännisches Wörterbuch, in ungarischer und deutscher Sprache), Teil I: Ungarisch—deutsch, Teil II: Deutsch—ungarisch. Selmec, 1879.
- POLLA, 1958: *Polla, B.*: K problematike vzniku Starého Mesta a Banskej Štiavnice (Slovenská Archeológia, VI, 2, 1958).
- RATKOŠ, 1957: *Ratkoš, P.*: Dokumenty k banickému povstaniu na Slovensku (1525—1526). Bratislava, 1957.
- SCHMELLER—FROMMANN: Bayerisches Wörterbuch von *I. A. Schmeller*, bearbeitet von *G. K. Frommann*, I—II, München, 1872—1877.
- SCHMIDT, 1834: Chronologisch-systematische Sammlung der Berggesetze der österreichischen Monarchie. Zweite Abteilung: Chron.-system. Sammlung der Berggesetze der Königreiche: Ungarn, Kroatien, Dalmatien, Slavonien und des Großfürstentums Siebenbürgen, bearbeitet von *F. A. Schmidt*, I—XXV, Wien, 1834—1838.
- SCHMOLLER, 1891: *Schmoller, G.*: Die geschichtliche Entwicklung der Unternehmung, Abschnitt IX und X: Die deutsche Bergwerksverfassung von 1150—1400, und von 1400—1600 (Jahrbuch für Gesetzgebung, Verwaltung u. Volkswirtschaft im Deutschen Reich, Jahrgang XV, 1891).
- SCHNEIDER, 1872: *Schneider, F.*: Lehrbuch des Bergrechts, Prag, 1872.
- SCHOENVISNER, 1801: *Schoenvisner, S.*: Notitia Hungariae rei numariae ab origine usque praesens tempus. Budae, 1801.
- SCHRÖDER—KÜNSSBERG, 1932: *Schröder, R.*—*Künßberg, E. Frh. v.*: Lehrbuch der deutschen Rechtsgeschichte. Berlin—Leipzig, 1932.
- SCHWIND—DOPSCH, 1895: Ausgewählte Urkunden zur Verfassungsgeschichte der deutsch-österreichischen Erbländer im Mittelalter. Hg. v. *E. Frh. v. Schwind* und *A. Dopsch*. Innsbruck, 1895.
- ŠEBÁNEK, 1962: *Šebánek, J.*: Ještě o jihlavské listině (Numismatický sborník, Jahrgang VII, 1962).
- ŠEBÁNEK—DUŠKOVÁ, 1962: Codex diplomaticus et epistolaris regni Bohemiae, condidit Gustavus Friedrich, tomus IV. fasciculus primus inde ab anno MCCXLI. usque ad a. MCCLIII., ediderunt *J. Šebánek* et *S. Dušková*. Praeae, 1962.
- SILBERSCHMIDT, 1934: *Silberschmidt, Dr. W.*: Das schwedische Bergrecht als Prüfstein für das Bergrecht von Goslar und für die Entstehung der Gewerkschaft (Zeitschrift für Bergrecht, Jg. 75, 1934, 442—509).
- ŠMILAUER, 1932: *Šmilauer, Vl.*: Vodopis starého Slovenska (Práce Učené společnosti Šafaříkovy v Bratislavě, svazek 9). Praha—Bratislava, 1932.
- SPERGES, 1765: *Sperges, J. v.*: Tirolische Bergwerksgeschichte, Wien, 1765.
- SRBIK, 1950: *Srbik, H. Ritter v.*: Geist und Geschichte vom deutschen Humanismus bis zur Gegenwart, I—II, München—Salzburg, 1950—1951.
- STEINBECK, 1857: *Steinbeck, Ae.*: Geschichte des schlesischen Bergbaus, seiner Verfassung, seines Betriebes, I—II, Breslau, 1857.
- STERNBERG, 1836—37: *Sternberg, K. Graf v.*: Umriss einer Geschichte der böhmischen Bergwerke, Bd. I. 1. Abt. Prag, 1836; I. Bd., 2. Abt. Prag, 1837. Vgl. noch das folgende Werk.

- STERNBERG, 1938: *Sternberg, K. Graf v.*: Umriss der Geschichte des Bergbaus und der Gesetzgebung, Bd. II: Geschichte der Berggesetzgebung in Böhmen. Prag, 1838. (Dieses Werk ist unter einem anderen Titel der II. Band des oben angeführten Buches. Eigentlich handelt es sich hier um eine Urkundensammlung.)
- STOBBE, 1883: *Stobbe, O.*: Handbuch des deutschen Privatrechts, Bd. I—II², Bd. IV—V¹. Berlin, 1882—85.
- SZENTPÉTERY: *Szentpétery, I.*: Az Árpádházi királyok okleveleinek kritikai jegyzéke (Kritisches Verzeichnis der Urkunden der Könige aus dem Hause Árpád), Bd. I, und Bd. II, Heft 1. Budapest, 1923—1943. Bd. II, Heft 2—3 hg. v. *I. Borsa*, Budapest, 1961.
- TIMAFFY, 1961: *Timaffy, L.*: Az ásványi arányások technikája (Die Technik der Goldwäscher zu Ásvány — Arrabona, 1961, S. 177—188).
- TOMASCHEK, 1897: *Tomaschek, J. F.*: Das alte Bergrecht von Iglau. Innsbruck, 1897. *Urkundenbuch des Herzogtums Steiermark* vgl. ZAHN.
- UZSOKI, 1961: *Uzsoki, A.*: Az aranymosás néhány módszere (Einige Methoden des Goldwaschens — Arrabona, 1961, S. 161—166).
- VEITH, 1871: *Veith, H.*: Deutsches Bergwörterbuch mit Belegen. Breslau, 1871.
- WAGNER, 1787: *Wagner, T.*: Über die kursächsische Bergwerksverfassung. Leipzig, 1787.
- WAITZ, 1878: *Waitz, G.*: Deutsche Verfassungsgeschichte, VIII (Die deutsche Reichsverfassung von der Mitte des neunten bis zur Mitte des zwölften Jahrhunderts, IV). Kiel, 1878.
- WENZEL, AUO: Árpádkori új okmánytár (Neue Urkundensammlung der Árpádenzeit), I—XII. Magyar történeti emlékek, I. osztály (Ungarische Geschichtsdenkmäler, I. Abteilung), VI—XIII, XVII, XVIII, XX, XXII. Pest, 1860—1874. (Angeführt wurden einzelne Bände dieses Werkes.)
- WENZEL, 1843: *Wenzel, G.*: Das Stadt- und Bergrecht der k. Frei- und Bergstadt Schemnitz aus dem 13. Jahrhundert (Anzeigeblatt der Jahrbücher für Literatur, Bd. 104. Wien, 1843, S. 1—21. — Ich benützte den Sonderabdruck dieser Arbeit).
- WENZEL, 1880: *Wenzel, G.*: Magyarország bányászatának kritikai története (Kritische Geschichte des Bergbaus in Ungarn). Budapest, 1880.
- WIESSNER, 1950: *Wießner, H.*: Geschichte des Kärntner Bergbaues, I: Geschichte des Kärntner Edelmetallbergbaues (Archiv für vaterländische Geschichte und Topographie, 32, 1950).
- WOPFNER, 1906: *Wopfner, H.*: Das Almendenregal des Tiroler Landesfürsten (Forschungen zur inneren Geschichte Österreichs, hg. v. *A. Dopsch*, Heft 3).
- ZAHN: *Zahn, J. v.*: Urkundenbuch des Herzogtums Steiermark, Bd. I—III. Graz, 1875—1903.
- ZBR: Zeitschrift für Bergrecht.
- ZIMMERMAN—WERNER: Urkundenbuch zur Geschichte der Deutschen in Siebenbürgen, I—IV. Hermannstadt, 1892—1937. (Bd. I: von *F. Zimmermann* und *C. Werner*; Bd. II—III: von denselben und *G. Müller*; Bd. IV: auf Grund von Vorarbeiten *M. Auners* und *G. Müllers* bearbeitet von *G. Gündisch*. — Angeführt wurde der I. Band.)
- ZIVUSKA, 1906: A besztercebányai m. kir. erdőigazgatóság régi okiratainak tartalomjegyzéke (Inhaltsverzeichnis der alten Urkunden der k. ung. Forstverwaltung Neusohl). Zusammenge stellt und eingeleitet von *J. Zivuska*. Besztercebánya, 1906.
- ZYCHA, 1899: *Zycha, A.*: Das Recht des ältesten deutschen Bergbaues bis in 13. Jahrhundert. Berlin, 1899.
- ZYCHA, 1900: *Zycha, A.*: Das böhmische Bergrecht des Mittelalters auf Grundlage des Bergrechts von Iglau, Bd. I—II. Berlin, 1900.
- ZYCHA, 1903: *Zycha, A.*: Über den Ursprung der deutschen Bergbaufreiheit und deren Verhältnis zum Regal. Eine Gegenbemerkung (ZSSRG, 24, 1903, Germ. Abt.).
- ZSSRG: Zeitschrift der Savigny-Stiftung für Rechtsgeschichte.
- ŽILINSKÁ KNIHA: Kniha Žilinská (Silleiner Buch), vydal *V. Chalupecký* a *R. Rauscher* (Prameny Učené společnosti Šafaříkovy v Bratislavě, svazek 5). Bratislava, 1934.

О. ПАУЛИНИ

Начальные формы предпринимательства в приисках в эпоху феодализма

Резюме

2. Часть

Третья глава — анализ четырех контрактов, относящихся к шахтам горы Цецен адмонтского аббатства (1185—1216 гг.), показывает помещичий завод в состоянии начавшегося, но быстрыми темпами совершающегося разложения. При определенных условиях (сдача части продукции, обязанность бесперебойной разработки, право вечного пользования, сочетанным с правом передачи) шахты подряд переходят в руки объединений, напоминающих кооперации, образовавшихся большей частью из работников шахт — изредка из лиц из дворянства, предположительно также из министриалиев церкви. Члены принимают участие как в бременах предприятия, так и в его доходах пропорционально своему символическому паевому взносу. Производственные кооперативы работников шахт — первая форма появления средневекового «Геверкшафта» (Gewerkschaft). Вначале условия диктуются еще помещиком, но члены кооперации выговаривают себе всё более благоприятные условия для своего предприятия. Вместо трудового продукта, присваиваемого сначала целиком, вещевое содержание помещичьей собственности на шахты уменьшается до все более сокращающейся продуктовой ренты. За счет собственника члены кооперации, работники шахт, в порядке разработки приобретают с помощью владения шахтой настоящее право пользования приисками. (Циха квалифицирует контракты просто как трудовые контракты — «Арбейтспакт» (Arbeitspacht)).

Помещик действует в силу необходимости. Он желает спасти свои шахты, угрожаемые водой, покрывающиеся илом, ценой раздела полезных ископаемых (благородных металлов). Он делает также работников шахт заинтересованными в производстве, чтобы мобилизовать профессиональные умения, способные открыть выход из тупика. Дело в том, что переход к глубинной разработке сделал помимо металлургии и работу по выемке руды исключительно высококвалифицированной. Она требовала от забойщика профессиональной подготовленности (навыков), технической инвентии, многостороннего знания подземной природы. Все это умение принималось за производительную силу. Кроме того, оно являлось самой личной собственностью работника, ведь оно передавалось с поколения отцов на поколение сыновей по наследству и увеличивалось в семьях крепостных, направленных на горную работу (в т. н. «манципиях — *manicipia*). Применение его во многом зависело от навыка самого забойщика, прислуги. Умение, накопленное в ходе поколений, как новоявленная производительная сила расперло традиционные общественные рамки производства.

Циха идентифицирует объединения в горах Цецен с полным коллективом отдельных шахт. По это не совместимо с большой разницей, существующей между трудом забойщиков и прислужных отделений. Поэтому автор считает, что лишь высококвалифицированные забойщики могли быть членами объединений. Они и помимо них шахтные кузнецы, ведущие также высококвалифицированную, по ценности идентичную с забойщиками работу, становятся «магистрами фондине» (*magistri fondinae*), мастерами-мелкими предпринимателями. Автор устанавливает также, что дифференциация работников горного дела по квалификации труда имеет более раннее происхождение, и началась еще внутри помещичьего горного завода.

Глава четвертая. Развитие в Триденте имеет идентичное направление, но при всей одновременности с развитием в горах Цецен, оно является здесь далеко более продвинутым первым. Здесь помещик освобождает вес округ своих шахт для шахтёров уже в 1285 году, при счастливом бурении шахты взамен отдельно установленной премии и по лично составленному цензу на основе профессиональных групп. Здесь обособление по профессиям совпадает со значительной дифференциацией работников горного дела по имуществу и общественному положению. Владельцем свободы горного дела и благодаря этому и приисков являются и здесь в первую очередь забойщики, идущие по квалифицированности в первых рядах шахтёров. Из их рядов выходит большинство коллективных предпринимателей, называющихся здесь «веркими» или «вурхеми» (*Werki, vurhe*). Однако личный состав работающих мастеров — мелких предпринимателей уже сильно расторгается предпринимателями-капиталистами. В рядах последних — выходцы из дворянства, представители феодального денежного имущества, а также городского богатства, торгового капитала; среди последних, естественно, также обогатившиеся и бросившие личную работу бывшие мелкие предприниматели. Можно нащупать ускоряющую роль в

деле капитализации также закупки руды, связанной с собственностью на доменные печи, более того: даже зародыш «ферлага» (Verlag). В то же время можно наблюдать, что вытесненный так или иначе из предпринимательства забойщик не становится тут же наёмным рабочим, а может принимать участие в качестве издольщика на разработку, как под-предприниматель во владении приисками в порядке их разработки. Вот древний тип «Леенхауэра» (Leenhauer), тормозишего капиталистическое развитие.

Триденские документы вскрывают тайну и того технического новаторства, с помощью которого профессиональные умения забойщика выдвинули горное дело из тупика помещичьего завода. Повторно можно здесь читать о шахтах с колёсами («рота», «рота арцентерие» — *rota, rota arzenterie*), что можно лишь понимать как лебедку с колёсами, водочерпалку, способную на более высоком уровне обезвоживать шахту. В то же время речь идёт уже о штольне тоже, имевшей еще большее будущее, с помощью которой — посредством просверления горы — шли попытки разрешения проблемы обезвоживания шахты.

Volksdeutsche Bewegung und ungarische Nationalitätenpolitik (1938–1941)

von

L. TILKOVSKY

II. TEIL

Folgen des Wiener Protokolls

Das Deutsche Reich war bereits anlässlich des ersten Wiener Schiedsspruchs im November 1938 bestrebt, sich als Gegenleistung für die Ungarn zugesprochenen Gebiete die unbehinderte Organisation der deutschen „Volksgruppe“ in Ungarn zu verschaffen, konnte jedoch — trotz des auf Ungarn ausgeübten bedeutenden Druckes — auf diesem Gebiete keine befriedigenden Ergebnisse erzielen; auch die später von der ungarischen Regierung erzwungenen Zugeständnisse führten nur ungemein langsam und beschränkt zur Erreichung der auf das Deutschtum in Ungarn bezüglichen Ziele. Die Bereitschaft Ungarns, den auf dem Gebiete der nationalitätenpolitischen Zugeständnisse gezeigten Widerstand in Form von — für das Deutsche Reich so wichtiger — wirtschaftlicher und außenpolitischer Unterstützung zu kompensieren, ließ es nicht wünschenswert erscheinen, in Angelegenheit des ungarländischen Deutschtums eine gewaltsamere Politik zu üben. Die Hartnäckigkeit Telekis erweckte zwar in den Kreisen des Deutschen Reiches Ärgernis, sie hätten lieber Csáky an der Spitze der ungarischen Regierung gesehen, noch genehmer wäre für Hitler eine ungarische Militärregierung gewesen,¹⁷³ davon jedoch, der extrem rechten, pfeilkreuzlerischen Opposition zur Macht zu verhelfen, konnte ernstlich keine Rede sein. Deutscherseits sah man in dem Regime eine wesentlich größere Garantie, die Interessen des Reiches in Ungarn zur Geltung bringen zu können, als in den sich all zu eifrig anbietenden Pfeilkreuzlern; deshalb suchten sie auch in der Frage des ungarländischen Deutschtums nicht bei diesen, sondern bei der Regierung einen Modus zur Lösung zu finden.¹⁷⁴ Für das Deutsche Reich ergab sich nun durch die Verschärfung des um Siebenbürgen entstandenen Konflikts zwischen Ungarn und Rumänien im Sommer 1940 eine vorteilhafte Lage.

¹⁷³ Küm. Pol. Fasc. 182, Pos. 21, Nr. 3677/1940. Bericht des Münchner ungarischen Generalkonsulats. München, 26. Juni 1940.

¹⁷⁴ Auch laut einer Äußerung Ribbentrops ist »die ungarische Pfeilkreuzler- und nationalsozialistische Bewegung bloß ein improduktives Hin und Her, auf das kein Verlaß ist«. (M. E. Tájékoztatói o. Fasc. 7, Nr. B 69. Bericht des Berliner Sekretariats der Ungarischen Revisionsliga vom 25. Aug. 1940.)

Die unstillbare Sehnsucht des säbelrasselnden ungarischen Revisionismus, sich mit Genehmigung des Deutschen Reichs siebenbürgisches Gebiet einzuverleiben, zugleich die Hoffnung der von der ungarischen Aggression bedrohten Rumänen, die Deutschen würden infolge ihrer Interessen in Rumänien den ungarischen Forderungen Schranken setzen, schufen die Möglichkeit einer deutschen Arbitrage. Die Deutschen verbargen zwar ihre Freude darüber, daß sich die Dinge so gestalteten, taten aber, als ob sie zögern würden, diese Rolle zu übernehmen und wiesen die beiden streitenden Parteien an, sich untereinander zu einigen; doch begann schon vor dem Zusammentreten der ungarisch—rumänischen Kommission in Turnu Severin (sie tagte vom 16. bis zum 24. August), — von der vorauszusehen war, daß ihre Verhandlungen ergebnislos bleiben — unter Führung Loeschs die von Ribbentrop im Einvernehmen mit Göring aus Ethnographen, Statistikern, Fachleuten in der Nationalitätenfrage zusammengesetzte Kommission mit ihren Arbeiten, das Material für die Arbitrage vorzubereiten. Im Zusammenhang damit wurde auch ein Vertragsentwurf zur Regelung der Lage der deutschen Minderheit in Ungarn ausgearbeitet, der dann Mitte des Monats von Vertretern des Reichsaußenministeriums und des Außenamts der NSDAP gemeinsam besprochen wurde. Als Begründung für die Notwendigkeit eines solchen Vertrags sollte der Umstand dienen, daß auf dem Gebiet, das Ungarn zugesprochen werde, auch eine bedeutende Anzahl von Deutschen lebt, die sich in Rumänien schon die Rechte einer Volksgruppe erkämpft hatten und im Genusse derselben standen; wenn diese nun an Ungarn fallen, können sie nicht in eine nachteiligere Lage versetzt werden, es müsse daher endlich die Lage der Deutschen in Ungarn auf Grund des Volksgruppenrechts geregelt werden. Über diese Vorbereitungen aus Berlin eintreffende Nachrichten besagten, daß im Sinne des Entwurfs »der Volksbund, der bisher nur den Charakter eines Vereins hatte, nun den einer Körperschaft des öffentlichen Rechts erhält« und ausschließlicher Vertreter des Deutschtums in Ungarn wird.¹⁷⁵ Aus dem Umstand, daß dieser Entwurf vom Deutschen Reich ohne Hinzuziehung der ungarischen Regierung, am Vorabend der zu erwartenden Arbitrage einseitig vorbereitet wurde, konnte gefolgert werden, daß dieser der ungarischen Regierung mit dem Schiedsspruch gekoppelt als Diktat aufgezwungen werden wird.¹⁷⁶ Die alles überwindende Sehnsucht nach siebenbürgischen Gebieten übertönte jedoch diese Befürchtungen. Zu dieser Zeit war die nationalistische öffentliche Meinung in der Angelegenheit Siebenbürgens bereits derart aufgestachelt, daß die ungarische Regierung — selbst wenn sie es gewollt hätte — ohne schwerwiegende innenpolitische Folgen nicht mehr zurücktreten konnte.

¹⁷⁵ Ebd.

¹⁷⁶ Küm. Pol. Fasc. 182, Pos. 21, Nr. 5076/1940. Bericht des Münchner ungarischen Generalkonsulats vom 8. Sept. 1940.

Am 30. August hatte nun Csáky im Zusammenhang mit der Kenntnisnahme des Wiener Schiedsspruchs auch das in bezug auf die Regelung der Angelegenheit der deutschen Minderheit in Ungarn ihm vorgelegte Protokoll unterfertigt. Im Sinne desselben sichert die ungarische Regierung der deutschen Volksgruppe in Ungarn, deren ausschließlicher Vertreter der Volksbund ist, die volle Organisierungsfreiheit und die Freiheit der nationalsozialistischen Weltanschauung. Die ungarische Regierung sichert der Volksgruppe deutschvölkische Schulen, deutschvölkische Beamten, freien kulturellen Kontakt mit dem Deutschen Reich.¹⁷⁷

Teleki, der in seiner ganzen bisherigen Tätigkeit als Regierungschef darum kämpfte, daß das ungarländische Deutschtum nicht als einheitliche Volksgruppe auftreten könne, der bestrebt war, den Volksbund auf die Stufe eines Vereins zurückzudrängen, denselben von politischer und wirtschaftlicher Organisation zurückzuhalten, der nichts davon hören wollte, daß der Nationalsozialismus sich unter ihnen verbreite, hat nun im Interesse der Rückgewinnung eines Teiles von Siebenbürgen die Folgen des Wiener Schiedsspruchs auf sich genommen.¹⁷⁸

In seinen Berechnungen wurde er von der Erwägung geleitet, daß die Deutschen den Krieg nicht gewinnen, bzw. aus dem Krieg auch im Falle eines »Unentschieden« bedeutend geschwächt hervorgehen werden, und Ungarn dann sowohl ganz Siebenbürgen in Besitz nehmen als auch das die Lage des Deutschtums in Ungarn regelnde Wiener Protokoll beiseite schieben kann. Bis dahin werde er versuchen, bei der Durchführung des Abkommens »zu retten, was noch zu retten ist«.

Teleki war natürlich bestrebt, den Diktatcharakter des Abkommens zu verschleiern. Sowohl aus außen- wie aus innenpolitischen Gründen war er bestrebt, zu beweisen, daß im Protokoll einesteils solche Erfordernisse niedergelegt wurden, die die ungarische Regierung schon bisher verwirklicht hatte, so daß sich nur mehr die Notwendigkeit ergab, die bezüglichen Verfügungen in gewissem Sinne zu präzisieren; daß andernteils auch die als neu erscheinenden Momente nicht durchaus fremd sind, sondern Fragen bedeuten, die die Regierung schon bisher beschäftigt hatten.¹⁷⁹ Das Ministerpräsidium ließ von seinen Mitarbeitern in diesem Sinne auch eine Zusammenstellung ausarbeiten und diese Anfang Oktober sowohl den ungarischen Auslandsvertretungen wie den Obergespanen der Komitate zukommen.¹⁸⁰

¹⁷⁷ M. E. Nemzetiségi o. Fasc. 77, Nr. L 17543/1940. — Der Text des Protokolls veröffentlicht in: Deutscher Volksbote vom 8. Sept. 1940, ferner in Kisebbségi Körlevél, Jhg. IV, Nr. 6 (Nov. 1940), S. 50—51. J. WEIDLEIN, a. a. O., S. 279—292; J. HAJDÚ—B. C. TÓTH, a. a. O., S. 17—19.

¹⁷⁸ Magyar Nemzet vom 2. Okt. 1940. S. 1—2.

¹⁷⁹ M. E. Nemzetiségi o. Fasc. 79, Nr. L 20237/1940. Bericht des Berliner ungarischen Gesandten Sztójay. 19. Sept. 1940.

¹⁸⁰ M. E. Nemzetiségi o. Fasc. 70, Nr. C 20358/1940.

Der Diktatcharakter des Wiener Protokolls konnte am schwersten in der Frage der Freiheit der nationalsozialistischen Weltanschauung verschleiert werden. Obzwar diese Forderung im Wiener Protokoll ausschließlich auf das ungarländische *Deutschtum* bezogen wurde, wollte Teleki den Auschein erwecken, daß sich auch die ungarische Regierung schon früher, aus eigenem Antrieb und ohne jeden Einfluß von außen *im allgemeinen* mit einer gewissen Revisionierung der in der Frage des Nationalsozialismus erbrachten administrativen Verfügungen befaßt habe. Seiner Behauptung nach habe die Regierung bereits vor dem zweiten Wiener Schiedsspruch beschlossen, die eingekerkerten Nationalsozialisten, so auch ihren Führer, Ferenc Szálasi zu amnestieren und jene Regierungsverordnung, durch die den öffentlichen Beamten verboten wurde, in nationalsozialistische Parteien einzutreten, außer Kraft zu setzen. Diese Schritte Telekis haben verständlicherweise Besorgnis erregt, doch er erklärte, die Verantwortung für diese ruhig zu übernehmen: er sehe darin keinerlei Gefahr für den Staat.¹⁸¹ Er dachte nämlich, daß die Pfeilkreuzler ohne die Unterstützung des Deutschen Reiches sowieso nicht weit kommen werden; die außer Kraft gesetzte Verordnung wieder könne durch die zur selben Zeit ergangene geheime Weisung ähnlichen Sinnes entsprechend ersetzt werden.

Im Wiener Protokoll wurden die mit dem Deutschtum in Ungarn zusammenhängenden Forderungen des Deutschen Reichs, die auch den von den Führern des Volksbunds vertretenen »Volksgruppen«-Interessen in vollem Maße Ausdruck verliehen, hauptsächlich in prinzipieller Allgemeinheit festgelegt. Für diese wäre es jedoch beruhigender gewesen, wenn die Erfordernisse im Protokoll konkreter detailliert festgesetzt worden wären, denn dann hätten sie nicht befürchten müssen, es würde sich die Möglichkeit ergeben, diese zu umgehen. (Das Protokoll ging nur in einem einzigen Punkte in Details ein, und selbst das war — infolge der Unkenntnis der konkreten Umstände — ein gründlicher Mißgriff; es forderte nämlich den Gebrauch der deutschen Sprache im Amtsverkehr in allen administrativen Gebieten, wo die Deutschen mehr als ein Drittel der Bevölkerung betragen, wohingegen der deutschvölkische Standpunkt bekannterweise der war, daß diese Forderung bereits dann gestellt werden müsse, wenn ein Fünftel der Bevölkerung deutsch ist. Infolge dieses Irrtums konnte diese Forderung auf Bezirksebene nur beschränkt, auf Komitatsebene jedoch überhaupt nicht geltend gemacht werden.)¹⁸² Basch fuhr auf jeden Fall bereits in der ersten Hälfte September nach Berlin, um die zuständigen Faktoren des Reichs auf die Notwendigkeit aufmerksam zu machen, die im Protokoll enthaltenen Fragen einheitlich, auch in die Details gehend auszulegen und die Ausflüchte suchende ungarische Regierung zu zwingen, ihre aus dem Protokoll fließenden Verpflichtungen ebenfalls in diesem

¹⁸¹ Magyar Nemzet vom 2. Okt. 1940, S. 1—2.

¹⁸² J. WEIDLEIN, a. a. O., S. 281.

Sinne zu beurteilen. Er verhandelte mit dem Außenminister Ribbentrop und mit Himmler, der gerade zu dieser Zeit mit dem »Reichskommissariat für die Festigung deutschen Volkstums« beauftragt worden war. Er kam mit der Drohung zurück, das Deutsche Reich werde Ungarn zerschlagen, wenn es seine in dem Wiener Protokoll festgelegten Verpflichtungen zu sabotieren versuchte. Weiters verwies er darauf, wie nachträglich es für Ungarn wäre, wenn es auf dem Gebiete der Regelung der Lage der deutschen Minderheit im Sinne der Reichsinteressen im Wettlauf mit Rumänien und Jugoslawien, der gerade jetzt in vollem Gange ist, zurückbliebe.¹⁸³

Die ungarische Regierung hat jedoch abermals auf einem anderen Gebiet konkurriert: allen übrigen zuvorkommend, hat sie schon am 28. September ihre Absicht angemeldet, dem deutsch—italienisch—japanischen Dreimächtepakt beizutreten. Dabei ging sie abermals von der falschen Vorstellung aus, dies sei bloß eine gute Zinsen einbringende Geste; daß sie durch solch außenpolitische Gesten ihre Nationalitätenpolitik von fremden Machteinflüssen mehr oder weniger befreien könne.

Es kann nicht bestritten werden, daß diese Taktik gewisse vorübergehende Scheinergebnisse hatte. Die Presse des Deutschen Reichs hat sofort ihren Ton gemäßigt; sie vertraute eher auf die restlose Durchführung des »Abkommens«, als dieselbe gewaltsam zu fordern; es kam ihr gar nicht in den Sinn, Ungarn »zu zerschlagen«; und entgegen ihren Gepflogenheiten ging sie wortlos darüber hinweg, wenn hie und da einmal ein Volksbündler erstochen wurde, der dann von Basch und seinen Leuten mit Märtyrern gebührendem Pomp beerdigt wurde.¹⁸⁴ Auch die Führer des Volksbunds waren genötigt, ihren Ton zu ändern und sprachen in den Versammlungen von Teleki als von einem Manne, der es nicht vereiteln werde, daß die Rechte des Deutschtums in Ungarn restlos zur Geltung kommen: »... in erster Linie muß der Widerstand der lokalen Behörden überwunden werden.«¹⁸⁵

Die Reden, die im Herbst 1940 bei der Gründung neuer Ortsgruppen des Volksbundes gehalten wurden, würdigten einesteils die Bedeutung des Wiener Protokolls, dienten der Steigerung des deutschen völkischen Bewußtseins, enthielten andernteils grobe Ausfälle gegen jene »magyarischen Herren«,

¹⁸³ Küm. Pol. Res. Fasc. 79, Pos. 47, Nr. 659/1940. Tagesbericht des Legationsrates Thierry. Budapest, 24. Sept. 1940.

¹⁸⁴ M. E. Tájékoztatói o. Fasc. 7, Nr. B 9. Bericht des Berliner Sekretariats der Ungarischen Revisionsliga. 15. Febr. 1941.

¹⁸⁵ Mischung ermunterte in seiner Rede in Püspöklak am 8. Sept. 1940 die Volksdeutschen, falls sie eine Beschwerde haben, dies gleich der Volksbündführung zur Kenntnis zu bringen, »daß ich dem Herrn Ministerpräsidenten darüber sofort melden könne; er wird dann schon fertig werden mit diesen Herrschaften«. Und Gußmann erklärte am 22. Sept. in Geresd: »Unsere Bestrebungen werden nicht von einem kleinen Mann unterstützt, sondern von Teleki, dem Ministerpräsidenten Ungarns« (B. M. Res. VII. 1940 — 8 — 12639). Zumpft sagte in seiner Rede in Bőszénfa: »Die Regierung Teleki hat uns schon alles bewilligt; jetzt sind nur mehr die Geistlichen, die Lehrer und die Gendarmen unsere Feinde« (M. E. Nemzetiségi o. Fasc. 88, Nr. B 15102/1941. Nemzetiségi összesítő vom 14. März 1941).

die die Tätigkeit des Volksbunds behindern. In Baranyajenő erklärte Dr. Lackner, daß im Sinne des Wiener Protokolls »der Volksbund sich frei organisieren könne, jeder Deutsche sich frei und offen als Deutscher und Nationalsozialist bekennen könne«. Dann begeisterte er seine Zuhörer: »Ihr gehört zum großen deutschen Volke, seid also stolz, einen Führer zu haben, der über die ganze Welt herrscht . . . Wo immer ihr in der Welt hinkommt, ihr werdet auf jedem wichtigen Platz einen Deutschen finden.« Dr. Zumpft wieder erklärte: »Unser Leben müssen wir nur einer Sache opfern, und das ist die Volksgemeinschaft, der die auf der ganzen Welt lebenden Deutschen alle angehören . . . Jedes deutsche Kind muß die Gedankenwelt des deutschen Hundertmillionenvolkes, den Nationalsozialismus, die Ideen Hitlers kennenlernen.« Nach seinen Worten »schließt der Volksbund die Vaterlandsliebe nicht aus«, doch »kommt in erster Linie das Volk, und erst dann das Vaterland«. Dr. Schlitt beleuchtete die Verständnislosigkeit, mit der man ungarischerseits der volksdeutschen Bewegung gegenübersteht, mit einem interessanten Vergleich: »Sie sind wie die Gluckhenne, die Enteneier ausgebrütet hat und sich nicht erklären kann, wieso es möglich ist, daß ihre Kücken ins Wasser gehen. Sie versteht es nicht, daß die Enten auf dem Wasser leben.« Dann geißelte er den Widerstand der unteren Behörden und drohte dann: »falls es so weiter geht, werden wir eines Tages das Steuerzahlen verweigern . . . Ihr werdet Euch wundern, was für Zeiten noch kommen werden, aber unsere Feinde werden sich noch mehr wundern.«¹⁸⁶

Anläßlich der konstituierenden Versammlung in Apátvarasd sagte Dr. Konrad Mischung: »Wir wurden nur geringschätzig Schwaben genannt. Aus diesem Volke seien keine Herren hervorgegangen . . . Doch wenn es auf dieser Welt ein einziges Herrenvolk gibt, dann sind es wir! Die Entwicklung unseres Volkes kann in Zukunft niemand verhindern . . . Mit den vaterländischen Losungen ist es aus!«¹⁸⁷ Die kräftigste war die Rede Baschs, die er am 20. Oktober in Elek hielt: »Wer uns in unserer Arbeit behindert, dem werden wir entgentreten, denn auf Terror antworten wir mit Terror . . . Heute, wo dank dem Umstände, daß die ganze Welt weiß, was der Deutsche ist, können wir schon unser Wort erheben und dagegen protestieren, was in diesem Lande vorgeht . . . Jeder merke sich und jeder nehme zur Kenntnis, daß wir die Macht haben, so zu sprechen . . . Die Herren, die uns verstummten oder überschrien haben, mögen sich in acht nehmen, denn . . . es werden dann unsere deutschen Stiefel zugegen sein, und es ist allgemein bekannt, daß unsere Stiefel nicht bloß dazu da sind, um in diesen zu gehen, sondern auch zu vielem anderen!« (Und da

¹⁸⁶ B. M. Allgemeine Schriften. Fasc. 2742, Nr. 506/biz. 1940. Bericht des Oberstuhlrichters des Bezirks Hegyhát im Komitat Branau/Baranya über die konstituierende Versammlung des Volksbunds in Baranyajenő am 29. Sept. 1940. Sásd, 1. Okt. 1940.

¹⁸⁷ B. M. Allgemeine Schriften. Fasc. 2742, Nr. 504/biz. 1940. Bericht des Kreisnotars von Erdősmecske über die konstituierende Versammlung des Filialvereines des Volksbunds in Apátvarasd. Erdősmecske, 29. Sept. 1940.

machte er mit seinem bestiefelten Bein unmißverständliche Tret- und Stoßbewegungen.) Basch stieß in seiner Rede mehrere Drohungen aus; so zielte auch er auf die Verweigerung des Steuerzahlens, falls ihre Forderungen nicht erfüllt werden.¹⁸⁸

Die Staatsanwaltschaft in Szegedin/Szeged wollte auf Grund dieser Rede gegen Basch das Strafverfahren einleiten. Das Justizministerium war jedoch der Meinung, vor Einleitung des Strafverfahrens sollte die deutsche Regierung über die aufwieglerische Tätigkeit Baschs informiert werden. Auch das Ministerpräsidium wurde befragt, dieses stellte sich jedoch von vornherein auf den Standpunkt, »die Einleitung und Abwicklung eines Strafverfahrens gegen Franz Basch wäre unter den derzeitigen außenpolitischen Verhältnissen zu vermeiden«. Alles in allem geschah nur so viel, daß ein Sektionschef des Ministerpräsidiums Basch wegen seiner Rede Vorwürfe machte.¹⁸⁹

Die Verschärfung des Verhältnisses hätte keineswegs den Vorstellungen Telekis entsprochen, er werde »das Verdienst« des Beitritts zum Dreimächtepakt als Gegengewicht zum Ausschlupf bei Durchführung des Wiener Protokolls benutzen. Es handelte sich bloß um Ausschlupfe, denn Teleki konnte gar nicht daran denken, die Durchführung gänzlich zu sabotieren, obzwar er die Veröffentlichung des Textes des Protokolls drei Monate hinauszögerte; hierzu kam es erst am 28. November, als schon zu befürchten war, daß Lorenz nach Budapest kommt, um die Veröffentlichung zu fordern.¹⁹⁰ Doch auch innenpolitisch konnte es sich bloß um Ausflüchte handeln. Doch waren nicht die Pfeilkreuzler gefährlich. Obzwar diese das Wiener Protokoll warm begrüßt hatten und dabei nicht ohne Bitterkeit darauf verwiesen, daß sie mit dem Antrag von Hubay und Vágó dasselbe wollten¹⁹¹ und auf Schritt und Tritt erklärten, daß »in unserem Vaterland die nationalsozialistischen Deutschen und die nationalsozialistischen Ungarn stets den Weg und die Methoden einer großzügigen, aufrichtigen, einem jeden Hintergedanken fernstehenden Zusammenarbeit finden werden« — konnten sie die dauernde Antipathie und ausgesprochene Verslossenheit des Volksbunds ihnen gegenüber¹⁹² nicht überwinden. Reibungen zwischen Pfeilkreuzlern und Volksbündlern waren auch weiterhin eine alltägliche Erscheinung: der Volksbund hielt es für unerträglich, daß magyarisierte Deutsche im Lager der Pfeilkreuzler zu finden waren. Sie sagten: »In Fragen des Nationalsozialismus erheben wir einen Totalitätsanspruch auf unser Volk. Für das Deutschtum in Ungarn ist nur ein einziger Nationalsozialismus möglich, nämlich der deutsche. Wer als Deutscher Nationalsozia-

¹⁸⁸ M. E. Nemzetiségi o. Fasc. 69, Nr. C 21037/1940.

¹⁸⁹ Ebd.

¹⁹⁰ Küm. Pol. Fasc. 182, Nr. 6975/1940. Chiffretelegramm des Berliner ungarischen Gesandten Sztójay. 26. Nov. 1940.

¹⁹¹ Sitzungsprotokolle des Abgeordnetenhauses. 1939/VIII. S. 851. Rede des Abgeordneten Mátyás Matócsy am 26. Nov. 1940.

¹⁹² Magyar Nemzet vom 16. Okt. S. 5; vom 22. Okt. S. 6.

list ist, gehört in den Volksbund. Der ungarische Nationalsozialismus darf daher in keiner Weise Anspruch auf Volksdeutsche erheben.«¹⁹³

Die wirkliche Gefahr bestand jedoch darin, daß sich im Herbst 1940 unter der Führung des gewesenen Ministerpräsidenten Imrédy eine auch in den Augen der Deutschen regierungsfähige Rechtsopposition herausgebildet hatte. Imrédy hat mit anderen Abgeordneten (darunter mehreren gewesenen Ministern und Staatssekretären), die mit ihm zugleich aus der Regierungspartei ausgetreten sind, die Partei der Ungarischen Erneuerung gegründet. Diese Rechtsopposition wünschte, ohne eine Zusammenarbeit mit den Pfeilkreuzlern — die für sie eher eine überflüssige Belastung denn einen Vorteil bedeutet hätte — auf sich zu nehmen, die Außen- und Innenpolitik Ungarns in jeder Beziehung den Erfordernissen des unter deutscher Ägide zustande kommenden neuen Europa anzupassen. Ihr Anerbieten an die Deutschen war daher weit- aus gefährlicher als das der Pfeilkreuzler. Teleki war daher auch in der Frage der Durchführung des Wiener Protokolls bestrebt, sich von der Konkurrenz nicht überbieten zu lassen. Im Parlament hat er wiederholt betont: wir haben das Wiener Protokoll »in voller Überzeugung von der Richtigkeit seines Inhalts unterzeichnet«. »Wir haben es unterzeichnet und werden es einhalten, und das ist das Wesentliche« — erklärte er denen gegenüber, »die davon sprechen, daß wir dieses nicht ernst nehmen«.¹⁹⁴

Im Wiener Protokoll wurde die durch den Volksbund repräsentierte Einheit der deutschen Volksgruppe in Ungarn so entschieden festgelegt, daß es dem Volksbildungsverein unmöglich wurde, weiterhin mit dem Ziel tätig zu sein, dem Volksbund ein Gegengewicht zu stellen. Die Leitung des Vereins sah auch selbst, daß der Verein unter den gegebenen Umständen seine Tätigkeit einstellen müsse, bestand aber darauf, daß »dies unter gewissen Formen geschehen müsse . . . die Liquidierung dürfe weder den Charakter einer Flucht- ergreifung, noch den einer Erschrockenheit oder einer brüsken Entlassung haben . . . Meiner bescheidenen Ansicht nach dürfe es sich bloß um mannhafte und die Formen wahrende Einstellung der Tätigkeit handeln« — erklärte Pintér.¹⁹⁵

In der Nationalitätensektion des Ministerpräsidiums wurde unter Führung des Staatssekretärs Tibor Pataky auf Grund der von Pintér gestellten Anträge geprüft, wie der Ausfall des Volksbildungsvereins durch irgendeine im Kreise des heimischen Deutschtums auszubauende kirchliche bzw. wirtschaftliche Organisation ersetzt werden könnte.¹⁹⁶ Es wurde eine deutsche

¹⁹³ Magyar Nemzet vom 9. Jan. 1941. S. 9.

¹⁹⁴ Rede Pál Telekis am 22. Nov. 1940 (Sitzungsprotokolle des Abgeordnetenhauses 1939/VIII. S. 785) und am 3. Dez. (ebd. S. 1186).

¹⁹⁵ Küm. Pol. Res. Fasc. 79, Pos. 47, Nr. 704/1940. Schreiben László Pintérs an Außenminister Csáky. Budapest, 3. Okt. 1940.

¹⁹⁶ M. E. Nemzetiségi o. Fasc. 70, Nr. C 20087/1940. Schreiben László Pintérs an den Ministerpräsidenten Teleki. Budapest, 16. Sept. 1940.

katholische religiöse Gesellschaft geplant, die das Deutschtum in Ungarn in konservativer Richtung beeinflussen könnte und welcher nach Ansicht des Fürstprimas auch jene beitreten könnten, die dem Volksbund angehören.¹⁹⁷ Basch war natürlich sofort aufgebracht, als er von der vorbereiteten »katholischen Opposition« erfuhr, griff Pataky scharf an und meldete nach Berlin, »Staatssekretär Pataky stehe auch heute noch mit dem Grafen István Bethlen in Verbindung«; dies genügte nämlich damals vollauf, einen führenden Funktionär des Staatsapparats anzuschwärzen.¹⁹⁸

Die Schaffung einer wirtschaftlichen Organisation konnte noch weniger in Frage kommen, denn im Sinne des Wiener Protokolls wollte der Volksbund auch auf wirtschaftlichem Gebiet seine eigene Organisation ins Leben rufen. Es blieb also keine andere Lösung, als den Volksbund zu »verwässern«: durch Beitritt der Mitglieder des Volksbildungsvereins wird der Volksbund verdünnt. Natürlich war auch dies eine naive Vorstellung, denn von den Mitgliedern des Volksbildungsvereins trat nur ein Teil dem Volksbund bei; diese wurden einer halbjährigen Probezeit unterworfen, und wenn dann die »würdigen« unter ihnen auch als Mitglieder des Volksbunds aufgenommen wurden, führende Ämter konnten sie nicht bekleiden.¹⁹⁹

Am 27. Oktober 1940 erschienen die Blätter des Volksbildungsvereins, das *Sonntagsblatt* und das *Neue Politische Volksblatt* zum letztenmal, womit die Tätigkeit des Vereins ein Ende nahm, ohne daß es gelungen wäre, irgend etwas an seine Stelle zu setzen.²⁰⁰ In der Führung der Kleinlandwirtepartei tauchte damals der Gedanke auf, innerhalb der Partei unter Führung Anton Kleins eine deutsche Unterabteilung und ein deutsches Sekretariat zu schaffen, »mit der Bestimmung, den Kampf mit den Volksbandleuten aufzunehmen«. Doch Klein selbst erklärte, er halte derzeit diesen Kampf für aussichtslos und die Partei könne derzeit die Erfüllung »ihrer vaterländischen Pflicht« bloß darin sehen, »in diesen kritischen Stunden die patriotisch denkenden Ungarn deutscher Zunge zusammenzuhalten und sie nicht im deutschen Meer versinken zu lassen«.²⁰¹

Das Deutschtum der durch den zweiten Wiener Schiedsspruch an Ungarn rückgegliederten Gebiete bedeutete für den Volksbund nicht nur eine quantitative, sondern auch eine qualitative Stärkung. Die straffe Organisation und das Selbstbewußtsein des Deutschtums der rückgegliederten Gebiete wurden von den Rednern des Volksbunds dem Deutschtum Ungarns als Vorbild

¹⁹⁷ Ebd. Schreiben des Fürstprimas Jusztinián Serédy an László Pintér. Esztergom, 11. Sept. 1940.

¹⁹⁸ Küm. Pol. Res. Fasc. 79, Pos. 47, Nr. 659/1940. Bericht Thierry's. Budapest, 24. Sept. 1940.

¹⁹⁹ M. E. Nemzetiségi o. Fasc. 72, Nr. G 15150/1940. Nemzetiségi összesítő, 22. Nov. 1940.

²⁰⁰ Ebd. Nemzetiségi összesítő. 2. Nov. 1940.

²⁰¹ Ebd. Nemzetiségi összesítő. 8. Nov. 1940.

hingestellt.²⁰² Basch hat das Deutschtum der rückgegliederten Gebiete organisch in den Volksbund eingefügt,²⁰³ und hielt die Anstrengungen Telekis, der versuchte, mit den siebenbürgischen Sachsen mit seiner Umgehung ins Gespräch zu kommen, für lächerlich.²⁰⁴

Das Ansteigen der Mitgliederzahl des Volksbunds in den auf die Unterfertigung des Wiener Protokolls folgenden vier Monaten ist in erster Linie dem Deutschtum der rückgegliederten ostungarischen und siebenbürgischen Gebiete zuzuschreiben; daneben traten auch viele Mitglieder der Pfeilkreuzlerpartei, die deutscher Abstammung waren, dem größeren Schutz und mehr Vorteile versprechenden Volksbund bei.²⁰⁵ Ende 1940 konnte die Deutsche Volksgruppe in Ungarn — wie Basch feststellte — »fast 300 Ortsgruppen und nahezu 50 000 Mitglieder ausweisen«.²⁰⁶ Der Mitgliederstand des Volksbunds betrug also auch damals bloß einen Bruchteil des ungarländischen Deutschtums. Durch das Wiener Protokoll wurde jedoch die ganze deutsche Minderheit in Ungarn als »Volksgruppe« diesem Bruchteil ausgeliefert. Dies war Tatsache, wenn auch die Regierungsämter es mit peinlicher Behutsamkeit vermieden, im Zusammenhang mit ihnen den Ausdruck »Volksgruppe« zu gebrauchen.²⁰⁷

Ähnlich wollte die Regierung die Volksgruppe auch nicht als Öffentlichrechtsperson akzeptieren, obzwar von deutscher Seite die im Wiener Protokoll festgelegte Organisationsfreiheit als autonomes Recht einer Volksgruppe aufgefaßt wurde, die sich durch ihren Führer in die Rechtsordnung des Staates einfügt; und die Lage war auch tatsächlich die, daß es immer schwieriger wurde, in Fragen der deutschen Minderheit ohne Basch oder geradezu gegen ihn Verfügungen zu treffen, oder die von Basch im Namen der »Volksgruppe« vorgebrachten, nunmehr laufend nummerierten Beschwerden und Forderungen außer acht zu lassen.²⁰⁸ Auf diese Weise wurde es zu einer

²⁰² In der Gemeinde Bár im Komitat Branau/Baranya erklärte Mischung auf der konstituierenden Versammlung der Ortsgruppe am 22. Sept.: »Wovon das Deutschtum Rumpfungarns bloß träumte, das haben die rückgekehrten Deutschen Siebenbürgens schon alles verwirklicht« (M. E. Nemzetiségi o. Fasc. 72, Nr. G 15150/1940. Nemzetiségi összesítő, 18. Okt. 1940).

²⁰³ Ebd. Nemzetiségi összesítő, 4. Okt. 1940.

²⁰⁴ Küm. Pol. Res. Fasc. 79, Pos. 47, Nr. 638/1940. Aufzeichnung. Budapest, 17. Sept. 1940.

²⁰⁵ M. E. Nemzetiségi o. Fasc. 72, Nr. G 15150/1940. Nemzetiségi összesítő, 18. Okt. 1940.

²⁰⁶ *Brücke zwischen Ungarn und dem Reich* betitelter Artikel Franz Baschs über den Volksbund in der Krakauer Zeitung vom 9. Jan. 1941 (Magyar Nemzet vom 16. Jan. 1941, S. 5).

²⁰⁷ »Was den Ausdruck Volksgruppe betrifft, wünschen wir diesen in unseren eigenen offiziellen Konzepten nicht zu gebrauchen, eine Ausnahme bildet bloß der Text der Wiener Vereinbarung, und das kann eine speziell darauf gegründete Verfügung sein« — hieß es in der Stellungnahme der Nationalitätensektion des Ministerpräsidiums vom 21. Dez. 1940 (M. E. Nemzetiségi o. Fasc. 73b, Nr. G 20730/1940).

²⁰⁸ Der Volksbund trat in der ersten Hälfte des Jahres 1941 mit 1200 Beschwerden und Forderungen an das Ministerpräsidium heran. Die Erledigung derselben urgierte er meistens unter dem Vorwand, die deutsche Gesandtschaft »interessiere sich« für die Angelegenheit (M. E. Nemzetiségi o. Fasc. 89, Nr. C 15186/1941).

formellen Frage degradiert, daß er die Volksgruppe im Kabinett als Staatssekretär vertrete; die diesbezügliche Forderung tauchte nur mehr hie und da auf,²⁰⁹ und weder das Deutsche Reich noch der Volksbund legten besonderen Wert auf die Geltendmachung dieser Forderung.

Die durch das Wiener Protokoll gegebenen Möglichkeiten trachtete der Volksbund vor allem dazu zu benutzen, die magyarisierten Deutschen gewaltsam zu dissimilieren, und zwar ohne Rücksicht darauf, ob ihre Assimilierung das dauernde Ergebnis eines längeren natürlichen Prozesses oder das oberflächliche Ergebnis forcierter Magyarisierung war; der Volksbund wollte diese Leute in ihrem Namen, in ihrer Sprache, in ihren Gewohnheiten, in ihrem Selbstbewußtsein wieder in »echte« Deutsche, in »Volksdeutsche« umgestalten. »Der Volksbund will, daß Ihr wieder Deutsche werdet, mit den Deutschen deutsch spricht« — predigte in Apátvarasd Dr. Viktor Gußmann. Dann machte er die Zuhörer aufmerksam: »Jetzt ist es noch Zeit, den abgeänderten Namen wieder anzunehmen.«²¹⁰ In der Gemeinde Nagypall sagte er: »Die deutsche Jugend darf in Zukunft keine ungarischen Lieder singen, keine ungarischen Tänze tanzen, keine magyarische Tracht anlegen, sondern sie muß zu den althehrwürdigen deutschen Gesängen, Tänzen und Trachten zurückkehren.«²¹¹ Um diesen Prozeß zu fördern, begann der Volksbund im ganzen Lande volksdeutsche Gesangs- und Tanzkurse zu veranstalten.²¹²

Ein Großteil der assimilierten Deutschen war jedoch nicht geneigt, sich wieder als Deutsche zu bekennen und setzte den Dissimilierungsbestrebungen des Volksbunds auch mehr oder weniger Widerstand entgegen. Aus Baranya-jenő erhielt z. B. die Zentrale des Volksbunds mehrere Briefe, in denen die dortigen deutschen Bewohner die Organisierung des Volksbunds mit dem Hinweis abzuwehren versuchten, sie betrachteten sich nicht mehr als Deutsche. Der dann in ihrem Kreise erschienene Dr. Schlitt schrie empört: »Euch hat man hier verblödet! Ihr habt Pflichten Eurer Rasse gegenüber!«²¹³ Auch Basch mußte in seiner in Sächsisch-Regen/Szászrégen gehaltenen Rede eingestehen, daß ein bedeutender Teil der ungarländischen deutschen Volksgruppe nur mehr sehr schlecht deutsch sprechen kann.²¹⁴ Doch die Volksbündler hielten ihre Aufgabe für um so größer und dringender, und die passive Resistenz der assimilierten Deutschen erboste sie um so mehr. »Wir sind ein auserwähltes Volk — sagte Basch in Liptód —, heute kann jeder stolz sein, der ein Deutscher ist. Heute sucht jedermann den Tropfen Blut in sich, der deutsch ist,

²⁰⁹ M. E. Nemzetiségi o. Fasc. 89, Nr. C 16284/1941. Bericht des Kommandos der Detektivabt. der Gendarmerie. Budapest, 25. Febr. 1941. — Josef N. Schultz spricht darüber am 31. Jan. in Mezőberény.

²¹⁰ B. M. Allgemeine Schriften. Fasc. 2742, Nr. 504/biz. 1940.

²¹¹ M. E. Nemzetiségi o. Fasc. 72, Nr. G 15150/1940. Nemzetiségi összesítő, 8. Nov. 1940.

²¹² Ebd. Nemzetiségi összesítő. 22. Nov. 1940.

²¹³ B. M. Allgemeine Schriften. Fasc. 2742. Nr. 506/biz. 1940.

²¹⁴ M. E. Nemzetiségi o. Fasc. 72, Nr. G. 15150/1940. Nemzetiségi összesítő, 25. Okt. 1940.

und kratzt sich so lange, bis der nicht zum Vorschein kommt.« Den Umstand, daß im Kreise der assimilierten Deutschen das deutsche Blut, die deutsche Rasse nicht genügend geschätzt werden, konnte er nichts anderem als dem Einfluß der »magyarischen Herren« zuschreiben. Und dann richtete er an die Adresse dieser die Drohung: »Wenn sich von heute an irgendwer mit Worten oder mit Taten auch nur im geringsten Maße uns entgegenstellt, dem spring ich an die Gurgel!« (Um seinen Worten Nachdruck zu verleihen, wiederholte er diese Worte.)²¹⁵ Und in Pécsvárad erklärte er: »Zuerst kommt das deutsche Volk, dann ein Haufen Mist, dann noch ein Haufen Mist, und erst dann kommen die magyarischen Herren.«²¹⁶ In der in Elek gehaltenen inkriminierten Rede sagte er: »Wenn wir die Alten, die Väter und Mütter auch nicht wieder zu Deutschen machen können, weil diese schon verdorben wurden, so wissen wir doch, daß die Jugend uns gehört, diese werden wir durch dick und dünn wieder deutsch machen. Allen Eltern wird das Herz lachen, wenn sie unsere Jugend unter dem Sonnenradbanner marschieren sehen werden. Denn die deutsche Jugend wird marschieren . . . Das Volk von Elek war deutsch und wird deutsch, und eben so muß in diesem Lande jeder wieder deutsch werden, der jemals deutsch war. Wir werden nicht weiter dulden, daß man uns entdeutscht.«²¹⁷

Die in den deutschen Dörfern lebende ungarische oder magyarisierte Intelligenz war ständig eine Zielscheibe des Volksbunds. Sich auf die Wiener Protokolle stützend forderte Basch diese Herren, »die nicht deutsch können oder nicht deutsch können wollen«, in seiner Rede in Elek auf, sie mögen »in ein ungarisches Dorf führen gehen, so lange sie dies noch aus eigenem Willen tun können, denn später werden wir ihnen den Weg zeigen, was für sie jedoch unangenehm sein wird«.²¹⁸ Diese wollte der Volksbund durch volksdeutsche Kader ablösen. »Geistlicher, Lehrer, Notar werden unseresgleichen sein« — sagte dr. Schlitt.²¹⁹ Dr. Goldschmidt erklärte in seiner Rede in Inselneudorf/Szigetújfalu, der Volksbund wolle, daß die Führer des Deutschtums bis einschließlich Vizegespan aus ihren Reihen gestellt werden.²²⁰ Die ungarischen Behörden wollten jedoch keinesfalls Volksbündler an die Spitze der Dörfer stellen. Die ungarländischen Volksbundführer hätten gerne ähnliche Ergebnisse aufgezeigt wie ihre »Volkskameraden« in Jugoslawien, die es im November 1940 erreichten, daß an die Spitze der deutschbesiedelten Kreise volksdeutsche Vorsteher ernannt wurden;²²¹ sie begannen also schon zu drohen;

²¹⁵ M. E. Nemzetiségi o. Fasc. 72, Nr. G 15150/1940. Nemzetiségi összesítő, 22. Nov. 1940.

²¹⁶ Ebd.

²¹⁷ M. E. Nemzetiségi o. Fasc. 69, Nr. C 21037/1940.

²¹⁸ Ebd.

²¹⁹ B. M. Allgemeine Schriften. Fasc. 2742, Nr. 506/biz. 1940.

²²⁰ M. E. Nemzetiségi o. Fasc. 72, Nr. G 15150/1940. Nemzetiségi összesítő, 8. Nov. 1940.

²²¹ M. E. Nemzetiségi o. Fasc. 70, Nr. C 21907/1940.

»Hitler, der für die in Polen lebende deutsche Volksgruppe zu den Waffen gegriffen hat, wird dasselbe auch um uns tun.«²²²

Der Kampf zwischen »Volksdeutschen« und »magyarischen Herren« nahm besonders in den ersten zwei Monaten des Jahres 1941 sehr scharfe Formen an, als nämlich in Ungarn die Volkszählung stattfand. Der Volksbund gab die Order aus, daß sich jede Person deutscher Abstammung als deutsch bekenne ohne Rücksicht darauf, in welchem Maße sie die deutsche Sprache beherrschen.²²³ Sie drohten, daß nach dem deutschen Endsieg alle Deutschen, die sich bei der Volkszählung als Ungarn bekannten, interniert oder in Zwangsarbeitslager verschickt werden.²²⁴ Ungarischerseits aber wurden wieder Nachrichten über eine Aussiedlung verbreitet.²²⁵ Dies wurde durch mehrere Umstände begünstigt. Einesteils war die Rückführung der Deutschen aus der Bukowina Ende 1940 und anfangs 1941 ununterbrochen im Gange und die Eisenbahnzüge dieser Rückwanderer durchquerten Ungarn und machten auf die ungarländischen Deutschen einen tiefen Eindruck.²²⁶ Andernteils wurde auch im Wiener Protokoll festgelegt, daß jene Deutschen, die auf den durch den Wiener Schiedsspruch an Ungarn zurückgefallenen Gebieten leben, ins Deutsche Reich übersiedeln können.²²⁷ Im Januar 1941 wurden aus Kraftwagen ohne Kennziffer in den von Deutschen bewohnten Dörfern des Landes deutschsprachige Flugzettel gestreut; in diesen wurde die deutsche Bevölkerung aufgefordert, sich als Deutsche zu bekennen, denn im entgegengesetzten Falle könne niemand damit rechnen, daß er ins Reich zurückgeführt werden wird.²²⁸

²²² M. E. Nemzetiségi o. Fasc. 88, Nr. 15102/1941. Nemzetiségi összesítő, 27. Dez. 1940. Rede des Josef N. Schultz in Mezőberény, am 8. Dez.

²²³ M. E. Nemzetiségi o. Fasc. 88, Nr. B 15102/1941. Nemzetiségi összesítő, 3. Jan. 1941.

²²⁴ M. E. Nemzetiségi o. Fasc. 89, Nr. C 16284/1941. Bericht des Kommandos der Detektivabt. der Gendarmerie. Budapest, 25. Febr. 1941.

²²⁵ Laut Volksbund-Kreisleiter Teppert geht in der Umgebung von Villány »das Gerücht herum, den ungarländischen Deutschen werde es so ergehen wie den Tirolern, die sich in der Kirche versteckten, um der Umsiedlung zu entgehen; doch ihr Flehen war vergebens, sie wurden trotzdem ausgesiedelt« (M. E. Nemzetiségi o. Fasc. 88, Nr. B 15102/1941. Nemzetiségi összesítő, 7. Febr. 1941).

²²⁶ Allein in der Zeit vom 10. Nov. bis 31. Dez. 1940 wurden in 120 Eisenbahnzügen 45 000 Deutsche aus der Bukowina über Ungarn nach Deutschland transportiert (M. E. Nemzetiségi o. Fasc. 70, Nr. C 20956/1940). Die Beförderung der Umsiedler ging in der ersten Hälfte des folgenden Jahres weiter (ebd. Fasc. 89, Nr. C 16708/1941); es war die Umsiedlung von insgesamt 100—110 tausend Deutschen aus Bessarabien und der Bukowina geplant (ebd. Fasc. 70, Nr. C 20037/1940).

²²⁷ J. HAJDÚ—B. C. TÓTH, a. a. O. S. 19.

²²⁸ M. E. Nemzetiségi o. Fasc. 88, Nr. B 15102/1941. Nemzetiségi összesítő vom 7. Febr. 1941. — Wir wissen auch von der Verbreitung eines Flugblatts in deutscher Sprache, wonach »die ungarländischen Deutschen alle in den Kongo ausgesiedelt werden«, wo ein deutsches Kolonialreich geschaffen wird mit jenen Deutschen, die sich »bei der im Gang befindlichen Volkszählung stolz als Deutsche bekennen«. Dann heißt es im Flugblatt: »In Berlin vertraut man darauf, daß die neuen landnehmenden Deutschen, die Schwaben aus dem Donaugebiet, der großen Schwierigkeiten Herr werden und schließlich die Wilden, die große Hitze, die Malaria, die Moskitos, die giftige Gase verbreitenden Sümpfe doch überwinden und innerhalb 20—30 Jahren aus dem heutigen Urwald fruchtbaren Boden hervorzaubern, wo dann nicht mehr wilde Tiere, sondern friedliche deutsche Kinder leben werden.« (M. E. Nemzetiségi o. Fasc. 89, Nr. C 16284/1941.)

Diese Flugzettellaktion, die Basch und seine Leute sofort als »taktisches Manöver der ungarischen Regierung« erkannten, hatte tatsächlich Verwirrung hervorgerufen. So wie Ende 1939, mußten auch jetzt die Führer des Volksbunds ziemlich viel Energie aufwenden, um die sich vor einer Umsiedlung fürchtenden Leute zu beruhigen. Einesteils betonten sie, Ungarn sei deutscher Lebensraum: sein Boden wurde durch deutschen Fleiß zu deutschem Boden gemacht; Magyaren und Juden »werden sich eher von hier fortscheren als wir Deutsche!«²²⁹ Andernteils argumentierten sie damit, daß Ungarn die Entschädigung für die hinterlassenen beweglichen und unbeweglichen Güter der Übersiedelten gar nicht bezahlen könnte, so daß es schon aus diesem Grunde zu keiner Umsiedlung kommen könne.²³⁰ Wenn diese Frage dennoch aufgeworfen werden sollte, kann auch nur von einer freiwilligen Umsiedlung die Rede sein; übrigens hat bisher jeder, der ins Deutsche Reich übersiedelt wurde, nur gewonnen: »Wer in irgendeinem Staate 30 Joch Boden hatte, erhielt im Reich 60, wer eine kleine Hütte hatte, bekam im Reich ein schönes Haus« — erklärte Basch.²³¹ Und dr. Zumpft erklärte, falls es auch in Ungarn zu einer Umsiedlung käme, »bekäme jeder Umsiedler ein Haus mit zwei Zimmern und Kinderzimmer, Badezimmer und Nebenräumen, landwirtschaftliche Ausrüstung und ein Paar Pferde.«²³² Charakteristisch ist, daß die Volksbundführer auch bei dieser Gelegenheit die Möglichkeit einer Umsiedlung nicht mit aller Entschiedenheit leugnen konnten. Dr. Faulstich erklärte in Németholy: »Wenn das deutsche Volk tatsächlich die Kraft der ungarländischen Deutschen brauchen würde, werden diese dem Befehl Folge leisten, denn sie sind ebenfalls Deutsche.«²³³

Im Interesse der Erhaltung des deutschen Volkstums bzw. zur Kompensierung der durch Assimilation verursachten »Verluste« legten die Volksbündler besonderen Wert auf die — auch im Wiener Protokoll geforderten — volksdeutschen Schulen. Basch begann — sich auf das Wiener Protokoll berufend — bereits zu drohen: falls die Volksgruppe vom Staate das ihr allein entsprechende Schulsystem nicht erhält, werde sie ihre Schulen vom Staate unabhängig selbst schaffen, »dann werden wir uns jedoch besehen, wohin wir unsere Steuergelder geben.«²³⁴ Im Wiener Protokoll wurde jedoch nicht genau umschrieben, was unter volksdeutscher Schule zu verstehen sei, so ergab sich für Teleki die Möglichkeit, einen Teil der volksdeutschen Forderungen anneh-

²²⁹ M. E. Nemzetiségi o. Fasc. 97, Nr. L 16229/1941. Schreiben des evangelischen Pfarrers von Harta, Gyula Palotay. Dezember 1940.

²³⁰ M. E. Nemzetiségi o. Fasc. 88, Nr. B 15102/1941. Nemzetiségi összesítő, 7. März 1941. — Rede dr. Jakob Zumpfts am 16. Febr. in den Gemeinden Tevel und Závod (Komitat Tolnau/Tolna).

²³¹ M. E. Nemzetiségi o. Fasc. 88, Nr. 15102/1941. Nemzetiségi összesítő, 7. Febr. 1941. Rede Franz Baschs in Villány am 26. Jan.

²³² Ebd. Nemzetiségi összesítő, 14. Febr. 1941. Rede dr. Zumpfts am 2. Febr. in Barcs.

²³³ Ebd. Nemzetiségi összesítő, 21. Febr. 1941. Rede Faulstichs am 1. Febr. in der Gemeinde Németholy.

²³⁴ M. E. Nemzetiségi o. Fasc. 69, Nr. C 21037/1940. Rede Franz Baschs am 20. Okt. 1940 in der Gemeinde Elek.

mend, zu gleicher Zeit in sehr wesentlichen Fragen auch weiterhin Widerstand zu leisten. Durch den im Februar 1941 erschienenen neuen Schulerlaß für die Minderheiten²³⁵ wurde die beanstandete einheitliche Minderheitenschule mit egmischer Unterrichtssprache abgeschafft und die bereits früher in Geltung gewesenen drei Typen der Minderheitsvolksschulen wiederhergestellt; die Volksdeutschen erhielten den von ihnen geforderten Typus, wo mit Ausnahme der Pflichtgegenstand bildenden ungarischen Staatssprache der Unterricht gänzlich in der Sprache der betreffenden Minderheit erfolgt (Typ A); doch löste es beim Volksbund große Empörung aus, daß dieser Typ nicht gleichzeitig zum ausschließlichen erklärt, sondern die freie Schulwahl der Eltern aufrechterhalten wurde; den Eltern wurde das Recht gesichert, in freier Wahl zu entscheiden, daß keine rein deutsche Schule dort errichtet werden müsse, wo die Mehrheit der Eltern eine gemischtsprachige (Typ B) oder geradezu eine Schule mit ungarischer Unterrichtssprache (Typ C) wünschen.²³⁶

Der neue Schulerlaß kam also den im Wiener Protokoll nur allgemein umrissenen Anforderungen so nach, daß zu gleicher Zeit der Aktion zur Rückgermanisierung bedeutende Hindernisse in den Weg gelegt wurden. Von da an werden vom Volksbund in gesteigertem Maße gewisse »gesellschaftliche Aktionen« durchgeführt: in Budaörs werden z. B. die Schulkinder außerhalb der Schule organisiert; sie müssen deutsch sprechen, und wer ein ungarisches Wort ausspricht, muß in eine Sammelbüchse Strafgeld zahlen. Das so gesammelte Geld wird für die Einrichtung des Deutschen Hauses verwendet.²³⁷

Die Redner des Volksbunds geben ihrer Unzufriedenheit mit der neuen Schulverordnung auch deshalb Ausdruck, weil diese der Forderung des Volksbunds auf ein Aufsichtsrecht über die deutschen Schulen in Ungarn nicht nachkommt. Ohne dieses Aufsichtsrecht habe man jedoch — wie dr. Mühl erklärte — keine Garantie, »daß die deutschen Kinder einen Volksschulunterricht in deutschem Geiste erhalten«.²³⁸ Auch Goldschmidt verlangte einen solchen Unterricht, »mit rein deutscher Auffassung und nicht mit lumpiger Denkweise.«²³⁹ Zur Charakterisierung des Unterrichts »mit rein deutscher Auffassung« sagte der Volksbündler Franz Jankovics: »Die deutschen Kinder brauchen nicht zu wissen, wer Arany oder Petőfi war. Wir sind Deutsche und bleiben Deutsche, in unseren Adern fließt deutsches Blut.«²⁴⁰

²³⁵ Verordnung Nr. 700/1941 M. E. — Erklärung Pál Telekis dem Ungarischen Telegraphen Korrespondenzbureau über den neuen Minderheitenschulerlaß. Magyar Nemzet vom 2. Febr. 1941, S. 4.

²³⁶ M. E. Nemzetiségi o. Fasc. 73b, Nr. G 20730/1940 und Fasc. 80, Nr. L 20730/1940.

²³⁷ M. E. Nemzetiségi o. Fasc. 70, Nr. C 21615/1940.

²³⁸ M. E. Nemzetiségi o. Fasc. 88, Nr. B 15102/1941. Nemzetiségi összesítő, 21. Febr. 1941. Rede dr. Mühls am 9. Febr. in Bataapáti.

²³⁹ M. E. Nemzetiségi o. Fasc. 89, Nr. C 15186/1941. Rede Goldschmidts am 23. März in Sächsisch-Regen/Szászrégen.

²⁴⁰ M. E. Nemzetiségi o. Fasc. 88, Nr. B 15102/1941. Nemzetiségi összesítő, 24. Jan. und 14. Febr. 1941. Reden Jankovics's am 6. Jan. in Kozármiszlény bzw. am 2. Febr. in der Gemeinde Szókéd (Komitat Branau/Baranya).

Zur Erforschung des deutschen Volkstums wurde am 12. Februar 1941 in Budapest das Deutsche Wissenschaftliche Institut eröffnet, das in Szegedin/Szeged, Kaschau/Kassa, Sathmar/Szatmár und in der Karpatoukraine Filialen errichten wollte, um ein Kataster der vermagyarisierten Deutschen anzulegen, den deutschen Ursprung von Siedlungen und Städten nachzuweisen, jede bauliche oder sonstige Schöpfung der ungarländischen Kultur, die mit dem Deutschtum in Zusammenhang gebracht werden könnte, zu registrieren. Das Institut begann seine Arbeit unter der Leitung von Reichsdeutschen, aber »diese scheint in engem Zusammenhang mit der Tätigkeit des Volksbunds zu stehen, das deutsche Selbstbewußtsein zu heben«.²⁴¹

Die im Wiener Protokoll ebenfalls nur im allgemeinen abgefaßte Forderung auf freie Organisation der volksdeutschen Jugend wurde vom Volksbund entschieden so interpretiert, die deutsche Jugend könne der Leventepflicht entzogen werden und der Volksbund könne selbst für ihre vormilitärische Ausbildung sorgen. Die im Herbst 1940 gehaltenen Reden Baschs ließen in dieser Beziehung keinen Zweifel aufkommen.²⁴² In dem im Januar 1941 für die Jugendführer des Volksbunds veranstalteten Kurs verwies Basch auch darauf, weshalb es so wichtig und dringend sei, die militärische Erziehung der ungarländischen deutschen Jugend in die Hand zu nehmen: »Morgen oder übermorgen, eventuell in 2—3 Monaten kann der Krieg auch auf den Balkan übergreifen, und dann muß Deutschland noch besser unterstützt werden.« Er schärfte ihnen ein, darüber nicht zu sprechen, es aber nie zu vergessen.²⁴³ Teleki widersetzte sich auf das entschiedenste diesen Forderungen und ließ eine Aufspaltung der Einheit der Leventeinstitution nicht zu, so überließ er die vormilitärische Ausbildung der ungarländischen deutschen Jugend nicht dem Volksbund.²⁴⁴ Der Erlaß des Ministerpräsidiums vom 21. März 1941²⁴⁵ bewilligte dem Volksbund lediglich, für die im Leventepflichtigen Alter stehende, jedoch von der Leventepflicht nicht befreite deutsche Jugend Ungarns eine vereinartige besondere Organisation zu gründen. Auf diese Verordnung gestützt konstituierte sich am 29. Juli, als bereits Bárdossy Ministerpräsident war, im Mágócs, im Komitat Tolnau/Tolna im Rahmen einer Feier die ungarländische volksdeutsche Jugendorganisation, die Deutsche Jugend (DJ).²⁴⁶

Die Freiheit der nationalsozialistischen Weltanschauung, ihre unbehinderte Verbreitung, die Erziehung in ihrem Sinne, die immer engere völkische

²⁴¹ M. E. Nemzetiségi o. Fasc. 89, Nr. C 1666/1941.

²⁴² M. E. Nemzetiségi o. Fasc. 72, Nr. G 15150/1940. Nemzetiségi összesítő vom 18. Okt. 1940. Die von Basch am 6. Okt. 1940 in Gyönk (Kom. Tolnau/Tolna) gehaltene Rede. In Pécsvárad erklärte er am 10. Nov., »das Deutschtum brauche« die Institution der Levente »nicht, denn die Erziehung der Jugend vom 6. bis zum 20. Lebensjahre werde das Deutschtum selbst lenken« (ebd. Nemzetiségi összesítő, 22. Nov. 1940).

²⁴³ M. E. Nemzetiségi o. Fasc. 88, Nr. B 15102/1941. Nemzetiségi összesítő, 17. Jan. 1941.

²⁴⁴ M. E. Nemzetiségi o. Fasc. 77, Nr. L 17543/1940.

²⁴⁵ Verordnung Nr. 2320/1941. M. E.

²⁴⁶ M. E. Nemzetiségi o. Fasc. 90, Nr. C 19578/1941.

Verbindung mit dem Deutschen Reich nunmehr auch auf nationalsozialistischer Grundlage, offen und in organisierten Formen — war von Anfang an eine der hauptsächlichen Zielsetzungen des auch vom Deutschen Reich in dieser Richtung angespornten Volksbunds, wenn er auch diese Zielsetzungen infolge des entschieden abweisenden Verhaltens der ungarischen Regierung bis dahin offen kaum verkünden konnte. Diese Lage wurde jedoch durch das Wiener Protokoll grundlegend verändert und Basch trachtete auch, dies nicht nur im Kreise seiner »Volksgruppe«, sondern — durch seine in München gehaltene Rede — auch der ungarischen Regierung zum Bewußtsein zu bringen.²⁴⁷ Die Freigabe der kulturellen Annäherung an das Deutsche Reich benutzte er in erster Linie zur Verbreitung der Ideen des deutschen Nationalsozialismus: die großangelegten Buchbestellungen des Volksbunds im Deutschen Reich waren berufen, dem Deutschtum in Ungarn hauptsächlich die Arbeiten Hitlers, Rosenbergs und sonstige ideologische Literatur in die Hand zu geben.²⁴⁸ Nun konnte die Verbindung zwischen der »Landesgruppe« der in Ungarn lebenden Reichsdeutschen und der »Volksgruppe« der ungarländischen Volksdeutschen nicht mehr verhindert werden;²⁴⁹ die Bewegungsfreiheit der aus dem Reich eingeladenen nationalsozialistischen Ideologen und Funktionäre, der Wirkungskreis ihrer Vorträge erweiterten sich. Im Zusammenhang mit der Freiheit der deutschen nationalsozialistischen Idee begannen sie auch das freie Tragen deutscher nationalsozialistischer Abzeichen zu fordern.²⁵⁰ Dieser Forderung konnte sich die ungarische Regierung aber mit dem Hinweis verschließen, daß das Hakenkreuz zu gleicher Zeit auch ein Abzeichen des Deutschen Reiches ist, das Tragen dieses Abzeichens also gegen die Souveränität des Landes verstoßen würde. Das Deutsche Reich würdigte auch diesen Standpunkt und winkte beim Volksbund ab. Das Abzeichen des Volksbunds blieb also auch weiterhin das »Sonnenrad«, das, wie bekannt, sowieso ein verborgenes Hakenkreuz darstellt.

In der durch das Wiener Protokoll geschaffenen Lage wurde — gewichtiger als in allen bisherigen Fällen — abermals die Frage der selbständigen Partei des ungarländischen Deutschtums aufgeworfen. Basch befaßte sich mit besonderer Sorgfalt mit diesem Problem, denn eine selbständige deutsche Partei hätte die Pfeilkreuzler dem ungarländischen Deutschtum erfolgreicher fernhalten und auch die als Folge des Wahlpakts des Jahres 1939 wahrnehmbaren Versuche einer Einflußnahme der Regierungspartei leichter eliminieren können. In seinen Reden im Herbst 1940 erklärte er auch schon offen, daß die geplante Partei natürlich eine deutsche nationalsozialistische Par-

²⁴⁷ M. E. Nemzetiségi o. Fasc. 72, Nr. G 15150/1940. Nemzetiségi összesítő, 8. Nov. 1940. Münchner Rede Baschs am 27. Okt. 1940.

²⁴⁸ M. E. Nemzetiségi o. Fasc. 88, Nr. B 15102/1941. Nemzetiségi összesítő, 24. Jan. 1941.

²⁴⁹ M. E. Nemzetiségi o. Fasc. 89, Nr. C 15385/1941. Schreiben Jenő Ghiczys an László Ottlik, Budapest, 10. Febr. 1941.

²⁵⁰ M. E. Nemzetiségi o., Fasc. 72, Nr. C 15150/1940. Nemzetiségi összesítő, 6. Dez. 1940.

tei sein wird, eine ungarländische NSDAP; denn ebenso wie »sämtliche Katholiken zum römischen Papst gehören, gehören sämtliche Deutschen der Welt zu Hitler«. ²⁵¹ Die um diese Zeit erfolgte Konstituierung der nationalsozialistischen Partei der Deutschen Rumäniens ²⁵² bildete einen weiteren Ansporn für die Volksbündler in ihren Plänen; doch kam es nicht zu deren Verwirklichung, denn Basch mußte einsehen, daß dem Deutschtum in Rumänien gegenüber in Ungarn die Deutschen zur Gründung einer selbständigen deutschen Partei »noch nicht reif genug sind« und sich einstweilen einer ungarischen politischen Partei anschließen müssen, »doch gibt es keine solche ungarische Partei, die für unsere Interessen kämpfen würde«. ²⁵³ Sie mußten sich damit begnügen, im Falle der Nichterfüllung ihrer volksdeutschen Forderungen, oder falls eine andere Partei an die Deutschen herantreten würde, zu drohen: »Wenn diese Mahnung nichts nützt, wenn unsere Warnung erfolglos verklingt, dann werde ich anordnen, in den deutschen Gemeinden Ungarns die NSDAP zu gründen. Und dann kommen die Fahnen mit dem Hakenkreuz, und wenn sie diese Hakenkreuzfahnen sehen werden, dann werden sie davonlaufen« — sagte Basch. ²⁵⁴ Der Volksbündler Alois Sárközy erklärte: »Wem der Gruß 'Sieg Heil' nicht paßt, der wird bald das 'Heil Hitler' hören.« ²⁵⁵

In den letzten Monaten des Jahres 1940 unternahm der Volksbund auch den Versuch, den auf das ungarländische Deutschtum ausgeübten evangelischen kirchlichen Einfluß in seine Dienste zu stellen. Das von den evangelischen Volksdeutschen Transdanubiens am 4. November an den evangelischen Bischof Béla Kapy gerichtete Memorandum begnügt sich nicht damit, daß in deutscher Sprache gepredigt wird, sondern verlangt, daß sich die Predigten in die neue Gedankenwelt des Deutschtums hineinpassen; es macht darauf aufmerksam, daß jeder Geistliche, der sich nicht zur nationalsozialistischen Idee bekennt, in Gegensatz zu seinem Volke gerät. ²⁵⁶ Der nächste Schritt war, daß — durch den Volksbund angespornt und nach vorherigen Besprechungen mit dr. Guido Gündisch — einige deutsche evangelische Geistliche an die ungarische evangelische Kirche eine Eingabe richteten, in der gefordert wird,

²⁵¹ B. M. Res. Fasc. 195, Nr. 1940 — 8 — 16130. Bericht des Kommandos der Detektivabt. der Gendarmerie. Budapest, 5. Dez. 1940. Rede Franz Baschs am 24. Nov. in Ungarisch-Altenburg/Magyaróvár.

²⁵² M. E. Nemzetiségi o. Fasc. 83, Nr. O 21482/1940. Bericht des Berliner ungarischen Gesandten Sztójay. Berlin, 12. Nov. 1940.

²⁵³ M. E. Nemzetiségi o. Fasc. 72, Nr. C 15150/1940. Nemzetiségi összesítő, 22. Nov. 1940. Rede Franz Baschs in Liptód.

²⁵⁴ M. E. Nemzetiségi o. Fasc. 69, Nr. C 21037/1940. Rede Franz Baschs in Elek. Auch in seiner am 6. Okt. in Gyöng gehaltenen Rede bemerkte er, »er warne jedermann, sich der Wiener Übereinkommen zu widersetzen, denn er würde sonst genötigt sein, mit einer Hakenkreuzfahne zu erscheinen« (M. E. Nemzetiségi o. Fasc. 72, Nr. G 15150/1940. Nemzetiségi összesítő, 18. Okt. 1940).

²⁵⁵ M. E. Nemzetiségi o. Fasc. 72, Nr. G 15150/1940. Nemzetiségi összesítő, 29. Nov. 1940. Rede Sárközy am 17. Nov. in Dunabogdány.

²⁵⁶ Küm. Békeelőkészítő o. Nr. XVII/1. S. SIPOSS: *A sváb kérdés Magyarországon (1918—1945)* [Die schwäbische Frage in Ungarn (1918—1945)]. Manuskript. S. 48.

daß die ungarländischen deutschen Gemeinden unter einem selbständigen deutschen Bischof separat organisiert werden. In dieser Angelegenheit haben sie schon mit dem evangelischen Reichsbischof Heckel korrespondiert. Laut dieser Eingabe müssen die Pfarrer der deutschen Gemeinden durch sächsische Geistliche abgelöst werden, und wer nicht gut deutsch kann, soll unter Aufsicht des deutschen Kirchenamtes im Deutschen Reich weitere Schulen besuchen. Die ungarländischen deutschen Evangelischen würden sich von den ungarischen Kirchengesetzen und der ungarischen Kirchenführung lossagen und vier deutsche Dekanate bilden. Aus den durch sie erhobenen Kirchensteuern darf kein einziger Heller zur Unterstützung ungarischer Gemeinden verwendet werden. Die deutschen Superintenden ten sollen mit der Rechtssphäre eines Bischofs ausgestattet werden, d. h., daß sie Priester weihen können usw.; auch im Generalkonvent sollen sie an den Beratungen mit der Befugnis eines Bischofs teilnehmen können. Ungarische Bischöfe sollen deutsche Gemeinden nur mit Zustimmung des deutschen Superintenden ten besuchen können. Die beim Bischof Raffay abgehaltene Konferenz hat dieses »Hirngespinnst« das die Einheit der ungarischen evangelischen Kirche national aufspalten will, abgewiesen.²⁵⁷

Im Wiener Protokoll wurde festgelegt, daß »die deutsche Volksgruppe zu wirtschaftlicher Selbsthilfe, zur Herausbildung ihres eigenen Genossenschaftswesens berechtigt ist«. Damit wurde dem Volksbund der Weg zu einer auf wirtschaftliche und sozialpolitische Autonomie auf Volksgruppengrundlage abzielende Tätigkeit geöffnet. Basch hatte bereits in seinen Reden im Herbst 1940 erklärt: »Ob man nun will oder nicht, innerhalb eines Jahres werden wir unsere eigenen Genossenschaften haben. Die deutschen Banken werden uns beim sozialen Aufbau der deutschen Volksgemeinschaft behilflich sein.« »Ich mache kein Geheimnis daraus — sagte Basch —, daß wenn wir Deutsche 1000, 10 000 oder eine Million Pengő benötigen, wir von Deutschland 1000, 10 000 oder eine Million Pengő erhalten werden. Damit können wir jedermann ein Heim schaffen, vom Kleinkind bis zum Greise, und wir werden alles aufbauen, vom Kulturhaus bis zum Spital.« Als Symbol der sozialen Fürsorge für das Deutschtum stellte er das in der Ortschaft Bonyhád geplante Krankenhaus hin, wo ausschließlich Deutsche gepflegt werden sollen, ausschließlich durch deutsche Ärzte, billig oder ganz unentgeltlich.²⁵⁸

Diese soziale Demagogie wollte den Anschein erwecken, daß die im Deutschen Reich befindlichen Banken der ungarländischen deutschen Volksgruppe zur Fundierung ihrer selbständigen wirtschaftlichen Tätigkeit Unter-

²⁵⁷ M. E. Nemzetiségi o. Fasc. 97, Nr. L 16229/1941. Schreiben des evangelischen Pfarrers von Harta, Gyula Palotay (Dez. 1940).

²⁵⁸ Rede Franz Baschs am 6. Okt. 1940 in Liptód (M. E. Nemzetiségi o. Fasc. 72, Nr. G 15150/1940. Nemzetiségi összesítő, 22. Nov. 1940); seine Rede am 20. Okt. in Elek (ebd. Fasc. 69, Nr. C 21037/1940); seine Rede am 10. Nov. in Pécsvárad (ebd. Fasc. 72, Nr. G 15150/1940. Nemzetiségi összesítő, 22. Nov. 1940).

stützung bieten — noch dazu in unbegrenztem Maße —, damit das Deutschtum in Ungarn sozial in höchstem Maße versorgt sei. In Wirklichkeit war das Ziel, den Volksbund wirtschaftlich auf eigene Füße zu stellen, damit die Subventionierung aus dem Deutschen Reich vermindert werden könne und die wirtschaftliche Kraft des ungarländischen Deutschtums — bei möglichst geringster Investition — derart organisiert werde, daß dieses bei den bevorstehenden Feldzügen auf dem Balkan und im Osten dem Deutschen Reich unmittelbar liefern könne. »Wir dulden nicht, daß zwischen uns und jenem, dem wir liefern, eine andere Hand den Rahm abschöpfe. Wir werden in Zukunft nicht mehr die gepriesene Melkkuh sein« — sagte Basch, um die Ausschaltung der Innen- und Außenhandelsorganisationen des Landes zu begründen.²⁵⁹

Die Bestrebungen des Deutschen Reichs, Ungarn durch die Möglichkeit, das im Friedensvertrag von Trianon verlorene Südungarn/Délvidék mit den Waffen wiederzugewinnen, zur Teilnahme an dem bevorstehenden Balkanfeldzug zu gewinnen, fand in leitenden militärischen Kreisen Ungarns entschiedene Unterstützung; die beiden Generalstäbe traten miteinander in Verbindung und es begann die Ausarbeitung der Modalitäten der militärischen Zusammenarbeit. Horthy, ja selbst Teleki konnten dem Gedanken nicht widerstehen, daß sie diese Möglichkeit eines Gebietsgewinns eventuell verpassen könnten; ihre Bemühungen waren aber darauf gerichtet, daß die ungarische bewaffnete Aktion gegen Jugoslawien mit dem Schein eines selbständigen militärischen Auftretens geschehe, d. h., daß Ungarn in den Augen der angelsächsischen Mächte nicht durch enge Kooperation mit den Deutschen kompromittiert werde. Es wurde daher angestrebt, daß die ungarischen Truppen nicht mit den Deutschen gleichzeitig den Angriff auf Jugoslawien beginnen, sondern erst später eingreifen, unter dem Vorwand, daß sie nur von einem, infolge des deutschen Angriffs zerfallenen Staate jenen Gebietsteil nehmen, der im Friedensvertrag von Trianon von Ungarn abgetrennt worden war und Ungarn rechtmäßig gebühre. So dachte man dem Odium eines Bruches des vor kurzem mit Jugoslawien abgeschlossenen ewigen Freundschaftsvertrages zu entgehen und die Gefahr zu vermeiden, an der Seite der Deutschen in den Weltkrieg hineingerissen zu werden. Teleki war sich dessen bewußt, in welches gefährliche Spiel er sich, einesteils von der Sehnsucht nach Gebietsrückgewinnung getrieben, andernteils dem Druck der ihm über den Kopf gewachsenen militärischen Kreise nachgebend, einließ. Als er Berichte erhielt, daß sein Hasardieren keinen Erfolg bringen könne, hielt er sein Verhalten für sündhaft und setzte am 3. April 1941 frühmorgens seinem enttäuschten Leben und seiner unglücklichen Politik mit einer Kugel aus seiner Pistole ein Ende.

²⁵⁹ M. E. Nemzetiségi o. Fasc. 69, Nr. C 21037/1940. Rede Franz Baschs am 20. Okt. 1940 in Elek.

Am 6. April 1941 haben die deutschen Truppen — auch die transdanubischen Gebiete Ungarns durchziehend — den Angriff auf Jugoslawien begonnen. Die durchziehenden Truppen wurden von den Volksbündlern begeistert begrüßt; durch die Kriegseignisse auf dem Balkan wurde ihr »Selbstbewußtsein« noch weiter erhöht.²⁶⁰ Es verstärkte sich auch ihre Gewalttätigkeit jenen ungarländischen Deutschen gegenüber, die ihnen ablehnend gegenüberstanden. Und wenn auch blutige Raufereien an der Tagesordnung waren, zeigte sich bei letzteren immer stärker die Tendenz, zu irgendeinem Ausgleich mit dem Volksbund zu gelangen.²⁶¹

Die ungarische Armee schaltete sich am 11. April in die gegen Jugoslawien geführte bewaffnete Aggression ein und nahm die Murinsel und die Batschka in Besitz. Das Banat wurde von den Deutschen besetzt und sie waren auch später nicht geneigt, dieses den Ungarn zu überlassen. Und bezüglich der an Ungarn rückgegliederten Gebiete war die Regierung Bárdossy gezwungen, am 8. Mai mit dem Deutschen Reich ein geheimes Wirtschaftsabkommen zu treffen, wonach die ungarische Regierung bis Kriegsende die den Eigenbedarf übersteigenden landwirtschaftlichen Produkte dieses Gebietes Deutschland und Italien überließ. Hingegen mußte Ungarn aus der jugoslawischen Staatsschuld den auf die übernommenen Gebiete entfallenden Teil übernehmen.²⁶² Der Volksbund wurde durch die wohlorganisierten Deutschen der Batschka weiter gestärkt; diese trugen ihre Enttäuschung und Unzufriedenheit offen zur Schau, daß sie nicht von Truppen des Deutschen Reichs »befreit wurden«, sondern von Jugoslawien zu Ungarn, vom Regen in die Traufe kamen; neben den Deutschen in Ostungarn und in Nordsiebenbürgen waren sie es, die im Volksbund die größten Forderungen an die ungarische Regierung stellten.²⁶³

Die Regierung Bárdossy stand den Forderungen des Volksbunds in wesentlich geschwächten Positionen und schon ohne Überzeugung gegenüber. Basch verkündete offen, daß die Zeiten für ewig vorbei seien, als der ungarische Ministerpräsident »dem Deutschen Reich gegenüber den Unschuldigen spielte und zu gleicher Zeit die heimische deutsche Volksgruppe mit Geld und Politik zertreten wollte«.²⁶⁴ Basch erklärte, Bárdossy »habe ihm versichert, daß sich der Standpunkt der amtlichen Organe der heimischen deutschen Minderheit gegenüber in kurzer Zeit radikal ändern werde«.²⁶⁵

²⁶⁰ M. E. Nemzetiségi o. Fasc. 89, Nr. C 15186/1941; und Fasc. 90, Nr. D 19624/1941.

²⁶¹ M. E. Nemzetiségi o. Fasc. 89, Nr. C 15186/1941. Bericht des Obergespans des Komitats Branau/Baranya. Pécs, 10. Juli 1941.

²⁶² M. E. Nemzetiségi o. Fasc. 90, Nr. C 18512/1941.

²⁶³ M. E. Nemzetiségi o. Fasc. 95, Nr. I 21003/1941.

²⁶⁴ M. E. Nemzetiségi o. Fasc. 88, Nr. B 15102/1941. Nemzetiségi összesítő, 13. Juni 1941. Rede Franz Baschs auf der Versammlung der Budapester Ortsgruppe des Volksbunds am 11. Juni. — Basch erklärte, diese »doppelzüngige« Regierungspolitik habe Gömbös eingeführt.

²⁶⁵ M. E. Nemzetiségi o. Fasc. 89, Nr. C 15186/1941. Bericht der Oberstadthauptmannschaft der Budapester Polizei. Budapest, 12. Mai 1941. Rede Franz Baschs bei der Eröffnung des ersten Kindergartens des Volksbunds in Budapest am 12. Mai.

Am Vorabend des Feldzugs gegen die Sowjetunion stellte der Volksbund schon die Fragen der wirtschaftlichen Organisation immer mehr in den Vordergrund. Mit Hilfe der Creditanstalt Bankverein hat er die Aktien der Pécs-váradar Sparkasse angekauft und hat damit das selbständige Geldinstitut der ungarländischen Volksdeutschen geschaffen. Und nun begann die Propaganda unter den Deutschen, ihr Geld nicht bei ungarischen Banken, sondern bei dieser deutschen Bank anzulegen; diese werde alsbald auch Filialen eröffnen, um die ungarländische deutsche Bevölkerung mit Krediten zu versorgen und die Abwicklung ihrer Geldangelegenheiten zu fördern.²⁶⁶ Es wurde mit dem Ankauf von Grundstücken und Häusern für die verschiedenen Institutionen des Volksbunds begonnen.²⁶⁷

Die großangelegte Entfaltung der wirtschaftlichen Organisation des Volksbunds begann aber erst recht nach dem Beginn des Feldzugs gegen die Sowjetunion. Der folgenschwere Schritt der Regierung Bárdossy vom 27. Juni (der Kriegseintritt gegen die Sowjetunion an der Seite Deutschlands), der in bedeutendem Maße durch das Wettrennen mit den faschistischen Regierungen Rumäniens und der Slowakei diktiert wurde, wurde vom Deutschen Reich damit honoriert, daß es ein gewisses Interesse an dem bisher starr und konsequent abgelehnten ungarischen Reichsgedanken vorspiegelte.²⁶⁸ Und wenn so der ungarischen Regierung Sand in die Augen gestreut wurde, war man deutscherseits bestrebt — die Erfordernisse des um gemeinsame Interessen geführten Kampfes betonend — in gesteigertem Maße die Ansprüche dem nunmehr zum Vasallen herabgesunkenen Ungarn gegenüber geltend zu machen, darunter auch die den Volksbund betreffenden Wünsche.

Das Deutsche Reich sah nun schon den Zeitpunkt für gekommen, die Kraftquellen der in den Vasallenstaaten lebenden deutschen Volksgruppen möglichst unmittelbar in seine Dienste zu stellen. Die wirtschaftliche Organisation dieser Volksgruppen geriet jetzt deshalb so in den Vordergrund, weil das Deutsche Reich von ihnen unmittelbare wirtschaftliche Leistungen forderte. Der Volksbund erhielt zum Beispiel vor allem den Auftrag, die systematische Lieferung von Milchprodukten aus den ungarländischen deutschen Bauernwirtschaften raschest zu organisieren. Die besser situierte deutsche Bauernschaft Ungarns stand bisher dem Volksbund größtenteils ablehnend gegenüber; als nun in der zweiten Hälfte des Jahres 1941 die Milch zu günstigeren Bedingungen übernommen wurde, traten diese Leute den Genossenschaften des Volksbunds bei. Die sich hierzu noch nicht entschließen konnten, mußten jedoch einsehen, daß die Regierung — wenn auch widerstrebend — das Terrain den Wirtschaftsorganisationen des Volksbunds überlassen wird, und

²⁶⁶ M. E. Nemzetiségi o. Fasc. 90, Nr. C 19575/1941.

²⁶⁷ M. E. Nemzetiségi o. Fasc. 89, Nr. C 15186/1941.

²⁶⁸ Um den Skt. Stephanstag (20. Aug.) befaßte sich die deutsche Reichs- und Parteipresse in konzilianter Tonart »mit der Skt. Stephans-Ideologie, die ihr bisher ein Dorn im Auge war« (M. E. Nemzetiségi o. Fasc. 90, Nr. C 21205/1941).

daß es dann praktisch sowieso unmöglich sein wird, den Genossenschaften fernzubleiben. Durch Matthias Huber und seine Kameraden aufgestachelt haben nun im Komitat Tolnau/Tolna und Branau/Baranya die Milchgenossenschaften der deutschen Dörfer ihre Verträge mit der ungarischen Zentrale der Milchgenossenschaften (*Országos Magyar Tejszővetkezeti Központ*, abgekürzt [OMTK]) gekündigt, um sich der sich konstituierenden Südungarischen Molkerei anzuschließen; diese hat dann die mit Hilfe der von Basch angeforderten, früher in jüdischen Händen gestandenen Milchaufarbeitungsbetriebe erzeugten Milchprodukte mit Ausschluß der ungarischen Handelsorganisationen unmittelbar ins Deutsche Reich geliefert. Dadurch wurden dem ungarischen Konsum täglich 60 000 Liter Milch entzogen, trotzdem trat die Regierung gegen diese, die Interessen des Landes offen mißachtende Organisation kaum auf, obzwar zu dieser Zeit schon Vorbereitungen getroffen worden waren, die landwirtschaftlichen Produkte der ungarländischen Deutschen im allgemeinen (Getreidearten usw.) durch die »Agronomia« genannte Genossenschaft des Volksbunds systematisch aufzukaufen und ins Deutsche Reich auszuführen.²⁶⁹

Während der Volksbund die Bauernschicht durch Aussicht auf günstige Verwertung der landwirtschaftlichen Produkte seinem Einfluß unterwarf, geschah dies in bezug auf die ärmere Bevölkerung durch die am 30. Oktober 1941 geschaffene *Deutsche Volkshilfe*. Im Hintergrund der Winterhilfen, Geburtshilfen, Unfallversicherungs-, Arbeitslosenunterstützungen, der Unterstützungen bei Todesfällen,²⁷⁰ der Auszeichnung der kinderreichen Mütter seitens des Deutschen Reichs²⁷¹ begann jedoch bereits auch die Schätzung, welches Soldatenmaterial das ungarländische Deutschtum liefern könne. Am 1. Oktober wurde die deutsche Jugend vom Volksbund nach Geburtsjahrgängen registriert,²⁷² und es wurde bereits ziemlich offen von der Notwendigkeit der Aufstellung von SS- und SA-Einheiten gesprochen.²⁷³ Die Erziehung ihrer Ausbildungsoffiziere war bereits in vollem Gange; sie erfolgte in »Sportlehrgängen« im Deutschen Reiche, wohin die ausgewählten jungen Leute vom Volksbund schon früher in mit Plachen bedeckten Lastkraftwagen hinausgeschickt wurden.²⁷⁴

All dies zeigte an, daß durch den Eintritt Ungarns in den Krieg gegen die Sowjetunion auch in der Geschichte der Volksdeutschen Bewegung in Ungarn ein neuer Abschnitt beginnt. Der bisher zurückgelegte Weg könnte zusammenfassend so charakterisiert werden, daß die sich in der Bewegung

²⁶⁹ M. E. Nemzetiségi o. Fasc. 89, Nr. C 15186/1941.

²⁷⁰ M. E. Nemzetiségi o. Fasc. 90, Nr. C 27081/1941.

²⁷¹ B. M. Res. VII. 1940 — 8 — 6263.

²⁷² M. E. Nemzetiségi o. Fasc. 89, Nr. C 15186/1941. Bericht des Kommandos der Detektivabt. der Gendarmerie. Budapest, 30. Sept. 1941.

²⁷³ Ebd. Bericht des Kommandos der Detektivabt. der Gendarmerie. Budapest, 11. Okt. 1941.

²⁷⁴ Ebd. Bericht des Obergespanns des Komitats Branau/Baranya. Pécs, 24. Sept. 1941.

der ungarländischen deutschen Minderheit seit dem Jahre 1935 offen zutage tretende nazistische Richtung auf Ansporn und durch Unterstützung aus dem Deutschen Reich sowie infolge der unglückseligen und sündigen Politik der ungarischen Regierung stufenweise Herr über das gesamte ungarländische Deutschtum wurde und sich anschickte, Gut und Blut desselben — im engsten Sinne des Wortes — in den unmittelbaren Dienst der gegen die Sowjetunion ins Feld ziehenden deutschen Kriegsmaschinerie zu stellen.

Die ungarische Regierung hatte, in erster Linie unter dem Ministerpräsidenten Pál Teleki, zweifellos gewisse Anstrengungen gemacht, um diesen Prozeß zu bremsen, zu behindern, die Souveränität ihrer Nationalitätenpolitik zu bewahren. Aber diese Nationalitätenpolitik war eine nationalistische Unterdrückungspolitik. Sie hat die Nationalitäten nicht angezogen, sondern dem deutschen Einfluß ausgeliefert. Zugleich wurde jedoch durch die serienweise gemachten außenpolitischen und wirtschaftlichen Konzessionen, mit denen sie ihre innenpolitische und nicht zuletzt auch nationalitätenpolitische Selbständigkeit erkaufen wollte, die Souveränität des Landes weitgehend untergraben. Der Traum des selbständigen ungarischen Imperialismus von einem »im Geiste des Hl. Stephan« regierten multinationalen Großungarn hatte nur zur Folge, daß er Ungarn samt seinen bedrohten Nachbarn in die Arme des Deutschen Reiches trieb. Vergebens gelang es der ungarischen Regierung, die Anhänger eines offenen Anerbietens, eines ungarischen Vasallenimperialismus mit Ach und Krach zurückzudrängen, wenn sie zur Sicherung ihres Verbleibens an der Macht, ihrer Positionen — wenn auch zögernd und Ausflüchte suchend — im Grunde genommen jedoch selbst all das durchführte, was die Interessen des Deutschen Reiches von ihr erforderten. Die Verantwortung für das Schicksal der deutschen Nationalität Ungarns trifft neben dem nazistischen Deutschen Reich und seinen Volksbündler-Agenten auch die ungarischen Regierungen der gegenrevolutionären Epoche, denen auf dem Gebiete der Vernachlässigung der gerechten sozialen und nationalen Wünsche der Nationalitäten, der Nahrung des die ungarische Gesellschaft infizierenden Nationalismus schwere Versäumnisse zur Last gelegt werden müssen, daß sie, von ihrer die Revision anstrebenden Politik geblendet, imstande waren, alles zu verkaufen, zu verraten, auszuliefern.

Bekannt sind jedoch die Bestrebungen, den ungarischen Nationalismus einseitig zur Verantwortung ziehend, die sogenannte volksdeutsche Bewegung in Ungarn reinzuwaschen.²⁷⁵ Die Vertreter der marxistischen ungarischen Geschichtschreibung haben diesen vergeblichen Versuchen wiederholt entspre-

²⁷⁵ Es handelt sich vor allem um die Tätigkeit des ehemaligen Volksbündlers Johann Weidlein; außer seinem am XI. Internationalen Historikerkongreß in Stockholm gehaltenen provokativen Vortrag (*Der magyarische Nationalismus und die Vertreibung der Deutschen aus Ungarn*) vertritt auch sein in dieser Studie wiederholt zitierter Dokumentenband (*Geschichte der Ungarndeutschen in Dokumenten*) die größten Fälschungen. Auch im weiteren wird dieser zitiert.

chende Antwort erteilt.²⁷⁶ Unsere Studie bietet reichlich Material, die Volksbund-Apologetik zu widerlegen und durch Aufzeigen der Zusammenhänge jedem Versuch zur Vereinfachung und Fälschung den Boden zu entziehen. In Kenntnis der Tatsachen kann kein Zweifel bestehen, daß die sogenannte volksdeutsche Richtung bereits von Anfang an als sich auf das Deutsche Reich stützende nazistische Richtung in Erscheinung trat und das Deutschtum in Ungarn in nationalsozialistischem Sinne, ja sogar in NSDAP-Parteirahmen mit ausschließlichem Recht organisieren wollte. Es ist also nicht wahr, daß Basch und seine Leute einen völkischen Kampf geführt hätten, der mit dem Nationalsozialismus nichts zu tun hatte.²⁷⁷ Sie waren keine völkischen Kämpfer,²⁷⁸ sondern die nazistischen Agenten des Deutschen Reichs in Ungarn. Daß die durch die volksdeutsche Bewegung vertretenen nationalsozialistischen Zielsetzungen nicht alsogleich und auch später nicht restlos nationalsozialistische Formen annehmen konnten,²⁷⁹ ist einesteils den Umständen und andernteils der elastischen Politik des Deutschen Reichs zuzuschreiben, die die hakenkreuzlerischen Formalitäten nicht forcierte, wenn sie auch im Zeichen des Sonnenrads das Wesentliche, die Freiheit des Nationalsozialismus, in Ungarn erreichen konnte.

Den Fälschungsbestrebungen gegenüber ist es offenbar, daß die ungarische Regierung die Konstituierung des Volksbunds nicht aus eigenem spontanen Entschluß, sondern unter schwerem Druck seitens des Deutschen Reichs bewilligt hat. Den Volksbund benötigte nicht die ungarische Regierung, denn wenn sie ihre Nationalitätenpolitik der Tschechoslowakei gegenüber anziehend machen wollte, hätte sie zweifellos in erster Linie in slowakischer und nicht in deutscher Relation Schritte unternommen.²⁸⁰ Der Volksbund war schon von Anfang an nicht der unschuldige Kulturverein, wie ihn Teleki gerne gehabt hätte, und als den ihn seine jetzigen Verteidiger hinstellen wollen;²⁸¹ der Volksbund wurde allzubald zu einem kraftvollen Parteiersatz, so daß die Schaffung einer NSDAP in Ungarn unterbleiben konnte.

Der Umstand, daß sich den Bestrebungen des Volksbunds nicht nur die ungarische Regierung und der von ihr unterstützte Volksbildungsverein entgegenstellten, sondern daß der Volksbund auch mit den rechtsextremen natio-

²⁷⁶ E. MOLNÁR und GY. RÁNKI über die Stockholmer Konferenz (Századok, Jhg. 1960, Nr. 5—6, S. 722—723 bzw. MTA Társadalmi-történeti Tudományok Osztályának Közleményei, Jhg. 1961, Nr. 1—3; E. ARATÓ hat in seiner Übersicht der Arbeiten Weidleins (Századok, Jhg. 1953, Nr. 1, S. 223—224), eingehender ebenfalls ARATÓ in seinem, in Nr. 42—44, Jhg. 1960 der Neuen Zeitung veröffentlichten Artikel (Kann der Volksbund reingewaschen werden? Randbemerkungen zu einigen historischen Arbeiten Johann Weidleins), ferner in seiner in Valóság, Jhg. 1961 Nr. 1 erschienenen Studie (A Volksbund és a harmadik birodalom [Der Volksbund und das Dritte Reich]) die Behauptungen Weidleins zurückgewiesen und widerlegt.

²⁷⁷ J. Weidlein, a. a. O., S. 6.

²⁷⁸ Ebd., S. 7.

²⁷⁹ Ebd., S. 249, 260.

²⁸⁰ Ebd., S. 244—245; ferner J. WEIDLEIN: Die verlorenen Söhne. Kurzbiographien großer Ungarn deutscher Abstammung. Bd. I. Wien. 1960. S. 62 (Imrédy).

²⁸¹ J. WEIDLEIN: Geschichte der Ungarndeutschen in Dokumenten. S. 254.

nalsozialistischen Pfeilkreuzlern Zusammenstöße hatte, gab zu der Fälschung Anlaß, daß am Paktieren mit dem Nationalsozialismus die ungarische Regierung und jener Teil des ungarländischen Deutschtums die Schuld trage, die sich zu diesem hingezogen fühlte, der Volksbund hingegen in ausgesprochenem Gegensatz zum Nationalsozialismus stand.²⁸² Diese Spiegelfechtereie kann jedoch niemanden darüber hinwegtäuschen, daß — trotz der Gegensätze chauvinistischen Charakters — der Volksbund und die Pfeilkreuzler gleichermaßen Mittel waren, um die Machteinflüsse des nazistischen Deutschen Reichs in Ungarn zu sichern. Die ungarische Regierung muß deshalb kritisiert und verurteilt werden, weil sie nach der Unterdrückung der linksstehenden Kräfte, auf die sie sich gegen die seitens der Pfeilkreuzler drohende Gefahr hätte stützen können, durch die dem Volksbund und dem Deutschen Reich gemachten Konzessionen — beim Deutschen Reich Zuflucht suchte.

Es ist nur scheinbar so, daß sich der Volksbund in die ungarische Innenpolitik nicht eingemischt habe, wie die Apologeten des Volksbunds behaupteten.²⁸³ Jene exzeptionelle Lage, die sie durch sukzessive Geltendmachung ihrer volksgruppenrechtlichen Forderungen erreicht hatten, hat die ungarische Innenpolitik derart determinierend beeinflusst, daß es für sie gänzlich überflüssig und auch sinnlos gewesen wäre, in kleine innenpolitische Plänkeleien einzugreifen. Doch wenn sie es für nötig erachteten, erhoben sie ihr Wort; so z. B. um das dritte Judengesetz zu urgieren.²⁸⁴ Dies widerlegt auch die Behauptung der Apologeten des Volksbunds, dieser sei nicht antisemitisch eingestellt gewesen.²⁸⁵ Ihre scheinbare innenpolitische Neutralität stammt daher, daß sie in Wirklichkeit einen Staat im Staate gebildet haben; in politischer, wirtschaftlicher, kultureller Beziehung haben sie sich vom ungarischen Staat so weit als möglich unabhängig gemacht; sie erhielten unmittelbar vom Deutschen Reich die Befehle und trachteten, die Lieferung an das Reich unmittelbar vorzunehmen. Sie forderten die Besetzung Ungarns, den Anschluß Transdanubiens; zu gleicher Zeit erklärten sie sich jedoch bereit, auf ein einziges Wort des Führers das Land zu verlassen und ins Deutsche Reich heimzukehren, oder dort hin zu marschieren, wohin ihnen befohlen wird. Darüber schweigen aber jene, die das Los der ungarländischen Deutschen beweinen.

Trotz dieser offensichtlichen Tatsachen des Landesverrats behaupten die Verfälscher der Geschichte des Volksbunds, der Volksbund hätte sich stets loyal zu den jederzeitigen ungarischen Regierungen verhalten, hingegen sei es die ungarische Regierung gewesen, die — mit Ausschaltung des Volksbunds

²⁸² Ebd., S. 6.

²⁸³ Ebd., S. 293.

²⁸⁴ »Hier haben wir in der Politik auch mitzureden! Hier nehmen wir Stellung!« — sagte Goldschmidt in seiner am 23. März 1941 in Sächsisch-Regen/Szászrégen gehaltenen Rede. (M. E. Nemzetiségi o. Fasc. 89, Nr. C 15186/1941).

²⁸⁵ Laut Weidlein wurde der Antisemitismus — durch den Volksbildungsverein — von Pál Teleki in die ungarländische deutsche Bewegung hineingetragen (*Die verlorenen Söhne*, S. 37).

— auf Kosten der Deutschen in Ungarn mit der deutschen Reichsregierung unmittelbar Abkommen schloß.²⁸⁶ Demgegenüber zeigen die Tatsachen, daß Basch — der am liebsten das Deutsche Reich bewogen hätte, Ungarn zu zerschlagen — den Interessen des Deutschen Reichs entsprechend und auf Befehl des Deutschen Reichs sich gezwungen sah, der ungarischen Regierung gegenüber Loyalität an den Tag zu legen. Natürlich war er unzufrieden, daß er infolge der grundlegenden Interessen des Deutschen Reichs gezwungen war, auf dem Gebiet der volksdeutschen Forderungen sich mit einem Kompromiß zu begnügen und daß die Reichsregierung geneigt ist — sich davon nicht unbegründet bessere Erfolge versprechend —, über sie, ohne sie unmittelbar mit der ungarischen Regierung zu verhandeln. Wahr ist es auch, daß das der ungarischen Regierung diktatorisch aufgezwungene Wiener Protokoll — da Basch und seine Leute bei dessen Vorbereitung nicht beigezogen wurden — die volksdeutschen Forderungen nicht genug konkret und einigermaßen fehlerhaft enthält.²⁸⁷ Doch ist es Tatsache, daß der Volksbund durch dieses Protokoll zum Herrn über das gesamte ungarländische Deutschtum geworden war, daß ihm durch dieses Protokoll so richtig der Weg auf jedem Gebiet zur freien Organisation eröffnet wurde. Die Volksbündler haben dieses, als Preis für den siebenbürgischen Gebietszuwachs vom Deutschen Reich der ungarischen Regierung aufgezwungene Diktat mit heller Freude begrüßt,²⁸⁸ und haben sofort begonnen, die in demselben gesicherten Möglichkeiten auszunutzen und setzten sich den schwachen Sabotageversuchen der ungarischen Regierung scharf entgegen. Sie dürften damals wahrscheinlich noch nicht geahnt haben, daß die im Wiener Protokoll zum Ausdruck kommende Fürsorge des Führers von ihnen noch solch furchtbare Opfer verlangen werde.

Die Volksbündler waren nicht nur Verräter am ungarischen Vaterland, sondern auch an ihrem eigenen Volke. Ihre Verteidiger schweigen sich darüber aus, wie sie den anfangs nicht unbedeutenden Widerstand ihres eigenen Volkes mit Demagogie und mit Drohungen aufgerieben und das ungarländische Deutschtum in die Katastrophe geführt haben. Die auch von uns tief verurteilten Methoden des magyarischen Nationalismus können aber den Volksbündlern keinen Freispruch erteilen.

²⁸⁶ J. WEIDLEIN: *Geschichte der Ungarndeutschen in Dokumenten*. S. 279. — Vgl. R. SZIRMAI: *Fasiszta lelkek. Beszélgetések a háborús főbűnösökkel a börtönben* [Faschistische Seelen. Gespräche mit den Hauptkriegsverbrechern im Kerker]. Budapest. 1946. S. 44—48 (Franz Basch).

²⁸⁷ J. WEIDLEIN: *Geschichte der Ungarndeutschen in Dokumenten*. S. 281.

²⁸⁸ Im *Volksdeutschen Kalender* des Jahres 1941 wurde das Wiener Protokoll von der Volksgruppenführung folgendermaßen eingeschätzt: »Mit diesem Vertrag wurde der Schutz des deutschen Volkstums in Ungarn in die Hand des Führers gelegt. Vom 30. August 1940, vom Tag des Vertragsabschlusses an, ist Adolf Hitler, der Führer aller Deutschen in der Welt, auch sichtbar zum Schutz- und Schirmherrn der deutschen Volksgruppe in Ungarn geworden. Das ungarländische Deutschtum ist zutiefst vom Glück- und Dankgefühl erfüllt, daß der Führer selbst in den sorgenvollen schweren Tagen des Krieges um des deutschen Volkes Zukunft sich die Zeit nahm, die Rechte der über 800 000 Deutschen Ungarns in jeder Weise zu garantieren und zu sichern.« (J. Weidlein, a. a. O., S. 281—282.)

«Народно-немецкое» (volksdeutsche) движение и политика венгерского правительства по отношению к национальным меньшинствам в 1938—1941 гг.

Л. ТИЛЬКОВСКИ

Резюме

2. часть

Диктат, навязанный венгерскому правительству 30 августа 1940 года по поводу второго Венского арбитража, выдал всё немецкое население Венгрии Фольксбунду, придерживавшемуся нацистской ориентации. Фольксбунд стремился к всестороннему осуществлению «прав народной группы», и против этого Телеки только с трудом нашёл кое-какие лазейки.

С апреля 1941 года правительство Бардоши уже с неполной уверенностью старался тормозить этот процесс. Вступление в войну против Советского Союза в июне 1941 года открыло новый этап в трагической истории проживающих в Венгрии немцев. Фольксбунд поставил сперва экономическую мощь, а затем и людской материал проживающих в Венгрии немцев на непосредственную службу интересам немецкой военной машины.

Построенная на богатом архивном материале статья освещает с особого аспекта национальной политики многие, до сих пор не получившие должного внимания события внутренней и внешней политики Венгрии в данный отрезок времени (так, отношение венгерского и немецкого правительств к крайне правому движению нилашистов), polemизирует также с изданными в Западной Германии тенденциозными трудами, стремящимися обелить преступную роль Фольксбунда.

Крайне правые движения в венгерской деревне в тридцатые годы

К. САКАЧ

Впервые в Венгрии в 30-ые годы встречаемся с такими крайне правыми политическими движениями фашистского характера, которые попытались распространить своё политическое влияние и на крестьянство. Эти движения нападали на правительственную политику справа, их идеалом был тотальный фашизм немецкого образца. Их появление и активизация были тесно связаны с экономическим кризисом 1929—33 годов, с массовым недовольством, возникшим под влиянием кризиса, и активизацией широких, до сих пор политически пассивных масс, в ходе этой активизации в значительной мере усилились левые движения. Следовательно, в возникновении правых движений играли роль обострение социальных противоречий, страх перед революционным взрывом масс и попытки спасти хортистский режим, который внешне носил либеральный характер, а в сущности был фашистским.

Крайне правые движения выступали не с требованием свержения хортистского режима: они требовали дальнейшего движения вправо, более решительного и более последовательного проведения политики диктатуры и «национальной идеи». Большинство их хотело поставить самого регента Хорти в самый высокий государственный ранг «в новом и совершенном» национально-социалистическом государстве. Вначале они оценивали захват власти без Хорти как обстоятельство, достойное сожаления. Крайние фашистские движения являлись идейно-политическим детищем контрреволюционного хортистского режима; сам этот режим подготовил для них почву. Они являлись не сорняком хортистского режима, а его созревшими плодами. Сущность их идейно-политической концепции совпадала с официальной правительственной позицией, они всего лишь представляли её более громко и излагали её в более крайней форме.

Как упомянуто выше, фашистский режим в Венгрии существовал не в форме тотальной фашистской диктатуры. Это обстоятельство обеспечило для фашистских сил возможность лавирования. Обострение противоречий хортистского режима в годы кризиса, ссужение его массовой базы требовали найти те возможности, при помощи которых можно было локализовать упо-

мянутые конфликты. Одним из методов являлось то, что причину бедствий объясняли неполным, «несовершенным» характером фашизма, следовательно выход следует искать в дальнейшем движении направо. Венгерский фашизм еще имел возможность идти вправо и искать выход в тотальном фашизме; он успешно мог внушать широким, главным образом мелкобуржуазным массам, «что бедствия происходят от того, что государство не является полностью фашистским... Следовательно, он (мелкий буржуа — К. С.) не становится антифашистом, идет не налево, а направо, ведь он может идти направо.»¹

*

По праву возникает вопрос, почему фашистские движения, возникшие в начале 30-ых годов, попытались создать массовое движение среди крестьянства.

Венгерское сельское хозяйство между двумя мировыми войнами даже в период конъюнктуры (1926—28 гг.) испытывало такие трудности, что жизненный уровень значительной части сельского населения находился на уровне нищеты. Безземелье,² постоянная безработица,³ низкие заработные платы,⁴ неспособность мелкого крестьянского хозяйства конкурировать, трудности сбыта и несправедливая политика налогов и т. д. и т. п. даже при «нормальных» экономических условиях громадной тяжестью давили крестьянство. Согласно донесению Общевенгерской сельскохозяйственной палаты количество рабочих дней сельскохозяйственных трудящихся в 1929 году составляло 200 дней, а в 1931 году уже только 130 дней⁵ по стране. Безработица особенно сильно ударила по бедным крестьянам некоторых районов Венгерской низменности, потому что здесь было самое большое сельскохозяйственное перенаселение, в этой области жила значительная часть аграрного пролетариата. В результате увеличения безработных вла-

¹ RÁNKI, GY.: *Gondolatok az ellenforradalmi rendszer társadalmi bázisának kérdéseihöz az 1920-as évek elején.* (Данные к вопросу о социальной базе контрреволюционного режима в начале 20-х годов XX в.) *Történelmi Szemle.* 1962. 3—4. стр. 368.

³ Источники того времени оценивают количество сельскохозяйственных безработных в период экономического кризиса в 500 тысяч человек.

² Большая часть венгерского сельскохозяйственного населения имела очень мало земли или была вообще безземельной. 65,68% сельскохозяйственного населения имело земли меньше 5 хольдов или же была аграрным пролетариатом. Категория землевладельцев, имеющих свыше 100 хольдов, составляла 0,52% населения, но они владели 49,99% всей пахотной площади.

⁴ Средняя годовая поденная плата по стране:

год	мужчины	женщины	дети
1928	3,12	2,35	1,60
1929	3,08	2,28	1,62
1930	2,68	1,90	1,40
1931	2,28	1,67	1,28
1932	1,72	1,28	0,93
1933	1,37	1,03	0,70

⁵ *Az Országos Mezőgazdasági Kamara jelentése az 1931 június 17-i közgyűlés elé.* (Доклад общевенгерской сельскохозяйственной палаты общему собранию 17 июня 1931 года.) стр. 279.

дельцы снизили поденную плату и издольщину. В годы кризиса хлеб убирали не за обычную 10-ую или за 11-ую долю, а во многих местностях за 12-ую и в некоторых местностях даже за 15-ую долю урожая, а за пропашку платили вместо обычной четвёртой доли только 5-ую долю, и в добавок ко всему этому всё это было связано с увеличением бесплатного труда по сравнению с прежним.

В первый период экономического кризиса крестьянство, производящее товары, в 1929 году получило только примерно половину цены производителя, следовательно, его денежные доходы сильно сократились. Согласно экономическим расчетам середняк, имеющий 15 хольдов земли и работающий при хороших условиях, в 1929 году получил 1401 пенгё. Эта сумма к 1935 году в результате постепенного сокращения составляла всего лишь 745 пенгё.⁶ В годы кризиса быстро росла задолженность сельского хозяйства. Самая большая тяжесть легла на мелкие крестьянские хозяйства.⁷ 1931—32 год сильно подорвал и середняцкие хозяйства. Кризис распространился в этот год и на цены на животных. Значительная часть поголовья скота находилась в руках середняков, и примерно 50% их доходов брутто приносили продукты животноводства, поэтому сокращение⁸ цен ввергло их в катастрофическое положение. Кризис в сбыте, сравнительно высокие налоги привели значительную часть крестьянства на край экономического банкротства.⁹

Некоторые группы крестьянства во многих местах страны в результате роковых стечений обстоятельств были введены в политическое заблуждение. Конечно, было бы ошибкой объяснять появление и вторжение крайне-правых политических течений только экономическими причинами, даже в том случае, если мы признаем их первостепенную роль.

⁶ *Az 1929—33. évi világgazdasági válság hatása Magyarországon*. Szerkesztette Incze Miklós. (Влияние мирового экономического кризиса 1929—33 годов в Венгрии. Под редакцией М. Инце.) Akadémiai Kiadó 1955. стр. 358.

⁷ Заложённость, приходящаяся на один хольд земли в категории землевладельцев, имеющих землю до 5 хольдов, составляла 448 пенгё. В категории между 5 и 10 хольдами — 125 п., в категории между 10 и 20 хольдами — 112 п., а в категории свыше 1000 хольдов — только 76 п. См. там же стр. 259.

50% всей сельскохозяйственной задолженности (1089,9 миллиона пенгё) в 1932 году приходилось на категорию землевладения ниже 20 хольдов. В то же самое время в их владении находилось только 31% всей пахотной земли страны. (Там же стр. 260.)

⁸ Для показа снижения хлебных цен приводим следующие данные: в 1928 году цена одного центнера пшеницы была 29,55 п. (средняя годовая цена), в 1929 г. 23,89 п., в 1930 году 19,53 п., в 1933 году 9,13 п. Цена килограмма живого веса венгерского пестрого вола на будапештском рынке в 1929 году была равна 1,13 п., в 1933 году — 0,49 п. Цена килограмма молодой жирной свинки в те же годы была 1,65 п. и 0,81 п. *Földmunkás és szegényiparász mozgalmak Magyarországon 1848—1948*. — II. k. Szerk.: Pölöskei Ferenc, — Szakács Kálmán. (Движения сельскохозяйственных рабочих и бедняков в Венгрии 1848—1948 годов. Т. 2. Под ред. Ф. Пёльшкеи и К. Сакача.) MEDOSZ 1962. стр. 804.

⁹ Неплатежеспособность повлекла за собой повальную конфискацию и продажу с молотка. В комитате Хевеш в 1930 году из налоговой задолженности в 5 856 342 п. заплатили только 691 335 п. В 1930 году распродали с молотка 14 906, а в 1931 году — 21 341 мелкое хозяйство. Szakács, K.: *Az 1929—33-as világgazdasági válság és a magyar parasztság*. (Мировой экономический кризис 1929—33 годов и венгерское крестьянство.) MEDOSZ, стр. 7. На правах рукописи.

После поражения революций 1918—19 годов венгерская общественно-политическая жизнь представляла собой весьма противоречивую картину. Неудачи демократических и социалистических попыток в значительной мере дезорганизовали и вместе с тем деморализовали демократические и социалистические силы. Контрреволюционный террор потрепал венгерские прогрессивные силы, в Венгрии они попали в чрезвычайно невыгодное положение. Движения рабочих и крестьянства после 1919 года и организационно, и идейно удалились друг от друга. Склонность к крайности политики нелегального, сильно ослабленного коммунистического движения и оппортунистическая политика социал-демократической партии, имеющей представителей в парламенте, не могли создать широкую массовую базу среди крестьянства и оформить организованную силу из него. Перед экономическим кризисом крестьянство, имеющее землю, и не интересовалось изменением политического режима; представители этого крестьянства искали защиты своих политических и экономических интересов внутри правительственной партии.

В период экономического кризиса внутренние противоречия венгерского аграрного общества сразу всплыли на поверхность; антидемократический характер политического режима стал явным, пренебрежение элементарными интересами народа стало очевидным и ощутимым.

Экономический кризис с колоссальной силой потряс всё общество. Он привел в движение различные классы и прослойки и направил их внимание на экономические и политические вопросы. Обострилась борьба партий. В 1930-ом году была реорганизована партия мелких хозяев и в последующие годы она значительно расширила свое влияние на крестьянство: в 1930—32 годы СДП добилась неслыханных успехов в деревнѹ. В некоторых комитатах почти в каждой деревне была создана партийная организация, в которых были представлены и середняки. Увеличилось количество нелегальных коммунистических ячеек, коммунистическое движение в деревне и организационно, и политически усилилось.

Возросло число активных участников в общественной борьбе, в 1930—32 годы прокатилось по стране вначале движение бедняков, а вслед за этим движение крестьян, имеющих землю. Крестьянские движения распространялись с Венгерской низменности на территорию Трансданубии, где до сих пор было затишье.¹⁰ Преобладающее большинство участников этих движений до сих пор не интересовалось общеполитическими вопросами и из-за страха перед террором режима не принимало участия в общественных движениях. Одна часть участников массовых движений, вспыхнувших под влиянием кризиса, в первый период не была охвачена организационно, а другая

¹⁰ SZAKÁCS, K.: *Kaszáskeresztesek*. . . . Kossuth 1963. (Движение скрещенных кос.) Kossuth 1963. стр. 10—15.

их часть ориентировалась на социалистические и на мелкобуржуазные оппозиционные силы.

Сказанное до сих пор, особенно последнее, не дает объяснения причины выдвижения правых сил, более того, кажется, что условия кризиса благоприятствовали левым силам. Экономический кризис везде был сопряжен революционными последствиями, но он благоприятствовал не только левым движениям. Экономический кризис создал безвыходное положение для многих, которые считали, что в последствиях кризиса виноваты существующее правительство и политический режим, и полагали, что с банкротством правительства исчезнут и последствия кризиса.

До сих пор мелкие буржуа, обанкротившиеся в результате экономических трудностей или попавшие на край банкротства, начали шуметь, потому что они всегда склонны к крайностям. Поддержку этой прослойки могла получить любая такая партия, которая выражала радикальные взгляды, которая критиковала правительство по любому поводу и обещала ликвидировать шаткость положения, спасение собственности или возвращения её независимо от того, было ли такое её намерение искренним и правдивым. Эти условия могли служить основой и для возникновения демократического народного движения, но они могли способствовать и сложению правого движения. Политическая неграмотность масс и их неопытность объективно способствовали ошибочным решениям. Большинство их вначале ориентировалось на левые силы, но этот процесс у многих прекратился по двум причинам. Правительство всеми наличными силами старалось подавлять демократические оппозиционные движения, социалистическое (с 1932 года) и коммунистическое движения, и многие боялись жертвовать собой в условиях безудержного правительственного террора.¹¹ Кроме того, социал-демократическая партия и партия мелких хозяев не оправдали доверия масс и это оттолкнуло массы, они горько разочаровались.

Совещание Центрального Комитета Коммунистической партии, проведенное 16—17 апреля 1933 года, указало на две возможности, оправдавшиеся впоследствии:

1. СДП потеряла свое влияние в деревне, влияние Партии мелких хозяев ослабло, поэтому существует опасность, что «крестьянские массы, охваченные влиянием этих партий, будут искать политической ориентации и нам следует опасаться того..., что пробудившийся и в Венгрии нацизм найдет почву среди них своими ультрадемагогическими лозунгами».¹²

¹¹ Политический террор был только одним из средств в руках правительства и господствующего класса, такие средства, как аресты, избиения и полицейский надзор. Политика экономической дискриминации была гораздо опаснее. Участников движений лишали возможности работать, не давали работу, приговаривали таким образом всю семью к голодной смерти.

¹² P.I. Archivum. III. 30/5. Jegyzőkönyv a KB. és a KÜB. közös értekezletéről. 1933. ápr. 16—17. (Архив Института Истории Партии.)

2. «Если гитлеризм встанет в Венгрии, то он будет искать опору для себя в первую очередь среди политически неграмотных крестьянских масс.»¹³ По сути дела так и случилось.

В результате непоследовательной политики левых сил многие разочаровались в традиционных оппозиционных партиях.¹⁴ Политически более активные элементы, начиная с 1919 года, неоднократно «испытывали» эти партии. Те люди, которые интересовались политическими, социальными вопросами, после 1919 года постоянно переходили из различных оппозиционных партий в СДП и обратно. В отдельные периоды мы находим их то на стороне буржуазной оппозиции, то на стороне социал-демократов, а потом, обманувшись в своих надеждах, опять примыкают к какой-нибудь партии буржуазной оппозиции (иногда даже к правительственной партии). Многие временно даже отвернулись от политических движений, а потом, пробудившись, не имея лучшего, прошли этот же самый путь. После образования фашистских партий расширился круг возможности колебания.¹⁵

Этому содействовало то обстоятельство, что члены сельских организаций социал-демократической партии, созданных в 1930—32 годы, примкнули к этой партии на основе стихийного радикализма. Их контакт с социалистической партией базировался на чувствах. Проведенного в этой партии времени было недостаточно для того, чтобы их стихийный радикализм, тяга к социалистическим идеям переросли в целеустремленное классовое сознание, требующее усвоения идей. Такому развитию мешал и чрезвычайно низкий уровень развития.

Новые члены партии примкнули к СДП из-за исключительно тяжелого экономического положения в надежде на то, что они смогут добиться немедленного улучшения своего положения. Это их желание не оправдалось, ведь условия улучшения, как они его представляли, не существовали. К старым разочарованиям теперь прибавились новые.¹⁶ При таких условиях они закономерно искали новых возможностей политической защиты. Они

¹³ Там же.

¹⁴ Значительные массы крестьянства отвернулись и от партии мелких хозяйев. С одной стороны преследования, с другой стороны половинчатая политика реорганизованной партии (1930) приостановили развертывание движения партии мелких хозяйев. В конце 1930 и в начале 1941 года о партии мелких хозяйев было вполне справедливо мнение, что эта партия отказалась от борьбы за народные требования: она отказалась от требования земельной реформы, от борьбы против крупного землевладения и стала лояльной оппозицией режима. Такое поведение этой партии вызвало среди крестьянских масс глубокое разочарование. *Földmunkás és szegényparaszt mozgalmak*. II. стр. 825—826.

¹⁵ SZAKÁCS, K.: *Kaszúskeresztesek* стр. 21.

¹⁶ В 1934 году СДП проанализировала положение своих сельских организаций. В преобладающем большинстве докладов мы находим объяснение, что число членов СДП сократилось потому что «за последние 16 лет она не могла достичь никаких результатов... Сельскохозяйственные рабочие в 1931 году потому вступали массами в партийные организации, что надеялись на то, что они этим что-нибудь получат. Их надежды не оправдались, и поэтому их нельзя было вновь привлечь в организации». Доклады упоминают еще и о том, что из-за преследования властей «многие боятся приходить даже в партийное помещение.» P. I. Archivum. XVII 1 (1934) 83. Helyzetjelentés 1934. márc. 12.

хотели сохранить свою оппозиционность и радикализм и поскольку они не нашли другой оппозиционной партии, приблизились к фашистам, они чувствовали, будто они идут «налево»,¹⁷ ведь фашистские партии использовали весьма сильную социальную демагогию и помимо этого обещали социализм. Только меньшинство увидело обман; оно было потрясено и почти бездейственно смотрело на события.

Временному успеху фашистов содействовало то, что власти вначале не ограничивали их деятельность. Кроме этого, они использовали все преимущества новой партии: массы еще не испытали их, они не имели представления о их целях и стремлениях. Их сильная, превосходящая всякое представление социальная демагогия, их «смелый» (лучше сказать оголтелый) тон вначале ввели в заблуждение главным образом политически неграмотное крестьянство, жившее в чрезвычайно тяжелых условиях, которое было к тому же культурно отсталым.¹⁸ Ведь эти партии поднимали такие социальные и политические вопросы, от решения которых эти крестьянские массы ждали улучшения своей судьбы.¹⁹

Однако усиление крайне правых движений в Венгрии имело и внешние причины. Мировой кризис оказал весьма сильное влияние на капитализм по всему миру. Рабочее движение в период кризиса усилилось, массы радикализировались. Буржуазия из-за страха перед растущим сопротивлением в целом ряде стран думала найти противоядие от революционного кризиса в фашизме. Тенденция фашизации сильнее всего наблюдалась в Германии, но в большей или меньшей мере проявилась почти во всех капиталистических странах. Это усиливающееся и в международном отношении движение направо дало себя чувствовать и в Венгрии. Особенно усиление немецкого фашизма, а затем его победа подтолкнули и венгерское фашистское движение. Следовательно, венгерское крайнее фашистское движение

¹⁷ Фашисты называли свое движение «настоящей оппозицией аграрных и промышленных рабочих». P. I. Archivum. XXII/3 (1933) 1. *Választók, magyar véreink*. Röpirat.

¹⁸ Не случайно, что фракция фашистских партий под названием скрещенных кос увеличило свою массовую базу в тех местностях, где нищета была более сильной и где неграмотность населения была наиболее значительной, где культурный уровень населения был наиболее низким по всей стране. Соотношение неграмотных к общему числу населения в комитатах Сабольч и Унг было 20%, в комитатах Сатмар, Угоча и Берег — 17,7%, в комитате Бач-Бодрог — 16%, в комитате Яс-Надькун-Сольнок — 13,9% и т. д. (Földes, F. *Válogatott művei*. (Избранные произведения) Tankönyvkiadó 1957. стр. 159—161.

¹⁹ Фашисты обещали крестьянам землю, «изменения режима», национально-социалистическое государство, где «земля, приобретенная и удобренная венгерской кровью, может принадлежать только венгру». (O. L. BM. VII. res. 1934—7—2004/7363. A Nemzeti Szocialista Munkáspárt programja. (В программе говорится «о ликвидации доходов без труда и напряжения сил... об узаконении всеобщей трудовой повинности». (P. I. Archivum XXII 3/45/1933/1 *Mit akarunk? Az MNSZMP programja*) Программа требовала ликвидации экономического кризиса в течение «24 часов», «пропорционального распределения материальных благ» (P. I. Arch. XII/3/43/1936/2. 24 óra alatt. Röpirat), счастливой жизни внукам Арпада, конца эксплуатации, венгерской земли для венгерской крови, «вместо смерти жизни», «вместо нищеты счастья и благополучия», (P. I. Arch. XXII/3/43/1936/2. *Elég volt*. Röpirat, 1934. jan. — аннулирования задолженностей и смерти тем, кто посмеет выступать против обещаний и идей, избавляющих мир.

с одной стороны было своеобразным импортным продуктом, а с другой стороны болезненным симптомом и вырождением венгерского общественного развития.²⁰

В 1930 и 1931 годах в Венгрии уже существовало более полдюжины таких организаций, которые называли себя фашистскими или, добавляя к этому термину различные эпитеты, называли себя партиями национального социализма или свастики. Однако они еще не располагали массами, эти организации состояли из вождей и их помощников. Их узкая база состояла исключительно из представителей так называемого «среднего класса», которые обанкротились и потеряли свое положение. Многие из членов этих партий, особенно ведущие, были активными участниками контрреволюционных движений 1919 года; были членами различных чрезвычайных отрядов и партий „по защите расы” 20-ых годов, следовательно, они представляли правую оппозицию хортистского режима. Причиной бедствия они считали Трианонский мир и деятельность евреев и левых элементов, начиная с 1919 года в Венгрии постоянно подогревалось антисемитское и националистическое подстрекательство. Венгерский средний класс, потерявший свое владение бывший джентри и мелкий буржуа в возвращении отнятых по Трианонскому договору территорий и в ликвидации экономической власти и влияния евреев видели возможность ликвидации экономической неуверенности и безработицы: следовательно, они считали антисемитизм и ирредентизм вопросом жизни.

Эти элементы испугались массовых движений, начавшихся под влиянием кризиса, и полагали сохранить и укрепить контрреволюционный режим дальнейшим развитием фашизма, его «усовершенствованием». В этих целях они торопили создание массовых правых движений в противовес левым силам. Они требовали оформления тотального государства и усиления террора и вначале стремились «пересадить» в Венгрию итальянский, а затем немецкий фашистский режим. В этот период, в конце 1931-го года происходит первая попытка крайне правого путча гитлеровского образца, в котором участвовали большей частью офицеры²¹ бывших чрезвычайных отрядов и участники восстания в Западной Венгрии. Путч был организован отрядом с Большой Венгерской низменности, так называемой бригадой Альфёльд,²² это было первым таким правым движением, которое стремилось вовлечь и крестьян;²³ однако его базис среди крестьян был ничтожным.²⁴

²⁰ SZAKÁCS, K.: *Kaszáskeresztesek* ... стр. 28.

²¹ Паль Пронаи, Ласло Варнаи, Ласло Темешвари, Михай Франция Кишш, Арпа Рад и т. д.

²² *Népszava* 1931. dec. 1. OL. BM. VII. res. 1931—7 — 6214.

²³ В этих целях символом этого движения была коса. О путче знал Дюла Гёмбёш тогдашний министр военных дел. Согласно показаниям арестованных путчистов они получили от Гёмбёша «обещание о поддержке их властями». (8 órai Ujság 1931. dec. 5.)

²⁴ Это движение использовало весьма сильную социальную и националистическую демагогию. Его целью была ликвидация «парламентского режима» и передача всей власти и всего имущества Святой короне. OL. BM. VII. res. 2133—4—6314 A Nemzeti Párt programja.

В это время было создано другое фашистское движение, которое стремилось уже прямо среди крестьянства создать себе базис. При организации и деятельности этого движения примером служил Гитлер. Это движение называлось Национальной социалистической венгерской рабочей партией, которая возглавлялась Золтаном Бёсёрменьи.²⁵

Среди фашистских партий и политических группировок, возникших под влиянием экономического кризиса и в противовес революционным движениям, самой значительной была фашистская организация под названием скрещенных кос. Это была первой фашистской партией, социальная база которой охватывала и народные низы, и которая была построена по образцу гитлеровской фашистской партии.

Движение скрещенных кос было типичным движением кризисного периода. Без экономического кризиса не было бы движения скрещенных кос. Оно начало свою авантюру под влиянием экономического кризиса (внутреннего фактора) и Гитлера (внешнего фактора).²⁶ В 1931 году Бёсёрменьи лично посетил Гитлера с целью непосредственно изучить организационные принципы его партии и национально-социалистическое движение.²⁷

Эта встреча с точки зрения венгерского фашистского движения была значительной во многих отношениях. Бёсёрменьи до 1931 года был совершенно незначительной фигурой венгерских правых движений. Помимо того, что он был бесталантным, он даже не имел денег: он был журналистом с маленьким окладом, его движение ограничивалось несколькими несерьезными молодыми людьми, которых он подобрал в редакции газеты «Неп», общественное мнение почти ничего не знало о нём.

²⁵ Вначале их символом была зеленая свастика в белом кругу на красном фоне, которую носили на правом рукаве коричневой рубашки. После прихода к власти немецкого фашизма министерство внутренних дел, ссылаясь на указы 1874 и 1885 годов, запретило ношение свастики, потому что согласно этим указам запрещается носить чужой знак, знамя или герб, если они являются официальными в другом государстве. (OL. BM. VII. res. 1933—7—7980) После этого движение Бёсёрменьи ввело в употребление знак скрещенных кос, и они начали называть свое движение, помимо официального названия партии «движение скрещенных кос Бёсёрменьи.» С этого времени их знаком стали скрещенные косы, в середине в кругу череп, а наверху на сабле сидела птица «турул» (тотемическая птица древних венгров).

²⁶ В 1937 году на судебном процессе в Будапеште Бёсёрменьи сказал: «я находился в переписке с Гитлером». (Nemzeti Ujság 1937. okt. 19. *Miniszerséget osztottak egymásnak a kaszásokeresztések.*) (Сторонники движения скрещенных кос разделили между собой министерские портфели.) На основании отдельных источников законно можно предполагать, что они получали и материальную поддержку из Германии для финансирования движения. См. OL. BM. VII. res. 1931—7—6214. A politikai osztály jelentése a BM-hez. Далее OL. BM. VII. res. 1933—7—2590/6060. Jelentés a főkapitányságnak. В этом донесении говорится о том, что руководители движения получили 250 тысяч марок.

²⁷ Он собирал материалы для написания биографии Гитлера и «хотел пожать руку» своему идеалу и для осуществления своих планов в Венгрии («он хотел просить помощи у Гитлера.» (PI. Arch. XXII/3 49/1932. A müncheni magyar főkonzul jelentése a külügyminiszternek Bösörmenyi Zoltán útjáról 1931. XII. 27.) Бёсёрменьи в Берлине вел переговоры с Гитлером, с Гессом, с Розенбергом, Иозефом фон Бертольдом, Дитрихом и с Г. Дресслером. Бёсёрменьи писал о встрече с Гитлером: «Когда я сидел с ним с глазу на глаз, я получил впечатление, что без сомнения он является проповедником будущего мира...» (Nemzeti szocialisták könyve. Книга национал-социалистов. стр. 49—53.)

После посещения Гитлера произошло коренное изменение: он уже был не журналистом, борющимся с мелкими материальными проблемами, а стал партийным вождем, располагающим значительными материальными средствами, который с конца 1931 года до осени 1932 года проводил пропагандистскую и организационную деятельность, требующую громадных материальных средств. Пропорционально его деньгам росла численность его сторонников.²⁸ Он получил в подарок от Гитлера полное снаряжение коричневорубашечника.²⁹ И до осени 1932 года часть членов партии была оснащена такой форменной одеждой немецкого нацистского типа. Они обставили громадный партийный центр, издавали газету, один за другим следовали весьма дорогие партийные ужины, и отдельные части страны они наводняли своими листовками и т. д.³⁰

*

Деятельность движения скрещенных кос можно разделить на два периода. Эта периодизация является необходимой по разным причинам. Массовый базис, состав и лидеры этого движения являются разными в первый и второй периоды. Имеется разница и в политике движения в эти два периода. В главных чертах первый период движения можно датировать 1931—34-ыми годами, а второй период — 1934—36-ыми годами.³¹

В начале первого периода энергия лидеров движения связана борьбой за руководство партией: Золтан Бёсёрменьи и Золтан Мешко соперничали за лидерство. Летом 1932 года два «вождя» еще мирно сосуществуют, но их союз вскоре распадается. Эти два домогателя на роль вождя, которые располагали большой амбицией и горячим желанием быть в центре внимания, не могли долго сосуществовать в одной партии, они не могли терпеть друг друга. Бёсёрменьи заключил союз с Мешко, чтобы через него партия Бёсёрменьи получила парламентское представительство (Мешко был депутатом парламента) и чтобы через его газету получила большую публичность. Мешко имел весьма большое преимущество по сравнению с Бёсёрменьи, потому что его общественная деятельность была известна,³² он располагал тесными связями с правительством, так как его друзья и сотоварищи занимали высокие государственные должности. Мешко полагал, что в результате его более известной общественной деятельности он будет вождем партии.

²⁸ Согласно министерству внутренних дел он получил материальную поддержку не только от Гитлера; некоторые венгерские деловые круги косвенным путем поддерживали партию. В Дебрецене высшие круги финансировали движение. (OL. BM. VII. res. 1934—7—2004/8265. См. ещё *Debreceni Független Ujság* 1933. ápr. 11.)

²⁹ BM. irattár. NB. XV. 3519/45. A Böszörmény-per aktái.

³⁰ Szakács, K.: *Kaszáskeresztesek*. стр. 33—35.

³¹ Там же, стр. 52.

³² Мешко в 1917 году стал впервые депутатом парламента. Позднее он перепробовал почти все венгерские политические течения. В период правительства Каройи (1918 г.) он был жупаном, в контрреволюционном правительстве Фридриха он был статс-секретарем, в 1920 году — членом правления партии мелких хозяев, затем стал заведующим делами вице-президентом Единой партии. После этого он стал членом правой оппозиции.

Министерство внутренних дел 28 мая 1932 года сообщило, что переговоры между Мешко и Бёсёрмени закончились успешно. Однако сотрудничество двух вождей могло быть только кратковременным. Хотя Бёсёрмени был карьеристом в меньшей степени, чем Мешко, но его положение в партии было более выгодным, положение же Мешко в партии ухудшилось, поэтому он вышел из партии и организовал новую фашистскую партию под названием Национальная социалистическая аграрная и рабочая партия. Как указывается в названии этой партии, она искала поддержки и среди крестьянства.³³ Однако раскол имел более глубокие причины.

Среди господствующих классов и соответственно этому и среди представителей власти не было единогласия относительно венгерского нацистского движения. Часть венгерского господствующего класса, главным образом в первый период, не только терпела, но в тайне даже поддерживала движение фашистов. Ведь руководители этого движения были не только их сообщниками, но и их личными друзьями, которые принадлежали к господствующим кругам, но находились на более низкой ступени общественной иерархии. Однако другая часть господствующего класса считала чрезмерными их «принципы» и боялась последствий их демагогии. Эта часть господствующего класса считала необходимым дальнейшее укрепление хортистского режима.

В необходимости ликвидации левых движений представители господствующего класса соглашались друг с другом. Но они понимали, что оппозиционизм неминуемо найдет себе выход, и если он не сможет проявляться демократическими и социалистическими требованиями, то он проявится в правых движениях, на словах антиправительственных. Следовательно, если правые движения хотят добиться успеха, то они должны выдвигать антиправительственные лозунги. Бёсёрмени серьезно относился к примеру Гитлера и хотел стать вождем. Он ясно понимал, что без социальной демагогии он не сможет создать массового движения. Однако известная часть венгерского господствующего класса не хотела создавать даже правого движения, выдвигающего крайнюю социальную демагогию. Она поступала так не только потому, что боялась движения низших слоев, а в первую очередь потому, что она презирала массы. Барская занозивость и консерватизм господствующего класса не позволяли идти вместе в одной партии с низшими слоями населения, если даже эта партия была правой партией. Им больше приходился по вкусу Мешко, эта типичная фигура барского правого движения, который в противоположность Бёсёрмени представлял более умеренное салонное направление национального социализма.

Руководители движения Мешко вербовались из представителей среднего класса, а его массы из элементов джентри, мелкобуржуазных прослоек

³³ Один из современников остроумно отметил: «Приехав в Венгрию, немецкий Адольф умножился. У него стало два Зольтана» (*Le a német horogkereszttel*, стр. 4.)

и более зажиточного крестьянства, но также из мелкого крестьянства. Отдельные местности однако составляли исключение, где значительные группы бедного крестьянства принадлежали к лагерю Мешко (комитат Зала и комитат Сольнок). Цель Мешко заключалась в том, чтобы путем осуществления более умеренной правой программы направить массовое недовольство на укрепление и усовершенствование венгерского варианта фашизма. Эта группа тоже была оппозиционной, но проявляла лояльность к личности регента и к контрреволюционному режиму. Эта группа скорее всего подчеркивала расовые, антисемитские и ревизионистские лозунги и как раз по этим вопросам вышла за рамки официальной точки зрения. Социальные и экономические проблемы она считала второстепенными и преувеличением выше указанных лозунгов стремилась отвести внимание от социальных проблем.

Перед созданием своей партии Мешко был на аудиенции у регента,³⁴ где он показал текст своей программной речи и обсудил ее с регентом.³⁵ На судебном процессе 1945 года Мешко сказал: «При создании своей партии я руководствовался целью вызвать к жизни такую правую оппозиционную партию, которая была бы безусловно верна регенту.»³⁶

Говоря о причинах разрыва с Бёсёрмени, он подчеркивал следующее: «...он будет воздерживаться всякого насилия... воздержится от всяких попыток путча и потребует от каждого верности регенту.»³⁷

Но Мешко протестовал против подозрения — вероятно по тактическим причинам — в сотрудничестве с правительством.³⁸ Это обвинение против Мешко было выдвинуто не только фракцией Бёсёрмени, но и крайними группировками сторонников самого Мешко, которые резко критиковали «слишком мягкотелое отношение Мешко к властям».³⁹

После 1933 года Мешко поддерживал тесный контакт с гитлеровцами. Он имел постоянное представительство при германской нацистской партии, возглавляемое Анталем Рацем. Правительство Гёмбёша поддерживало Мешко в создании контактов с Гитлером,⁴⁰ вероятно потому, чтобы немецкая

³⁴ OL. BM. VII. res. 1933—7—6060/1932. Politikai osztály jelentése.

³⁵ «Он будет излагать всю программу, сущность которой он уже сообщил господину регенту, и в начале своего выступления он собирается сделать заявление о верности личности господина регента от имени новой партии.» OL. BM. VII. res. 1933—7—6292. 1932. jún. 13. Bizalmas jelentés a belügynek.

³⁶ BM. irattár. NB. I. 287 1945/7. Meskó Zoltán peranyaga.

³⁷ OL. BM. VII. res. 1933—7—2590. A Politikai Osztály jelentése Meskó nyilatkozatáról.

³⁸ В своей речи он, произнесенной им в Вигадо, в феврале 1934 года, назвал Хорти «самым значительным венгерским братом.» «Мы, национал-социалисты — сказал он — являемся верными и безусловно послушными нашему самому значительному венгерскому брату, и от имени нашего движения хотели бы выразить наше желание, чтобы этот выдающийся государственный деятель получил всю полноту власти, которой в настоящее время располагают все государственные деятели мира». OL. BM. VII. res. 1934—7—2004/13218. Meskó beszéde a Vigadóban.

³⁹ OL. BM. VII. res. 1934—7—3176. Politikai osztály jelentése.

⁴⁰ BM. irattár NB. I. 287/1945/7. 1945. máj. 14-én készült jegyzőkönyv.

нацистская партия имела контакты с более умеренной фашистской партией Мешко.⁴¹

*

До 1933 года движение Бёсёрмени по своему социальному базису не многим отличалось от фракции, возглавляемой Мешко. Его массовая база была чрезвычайно гетерогенной. В первый период она в сущности была мелкобуржуазной, но руководящая роль принадлежала не мелкой буржуазии. Значительная часть руководителей и средних кадров принадлежала к прослойке джентри и к среднему классу. Движение в первый период создавало свою базу из представителей аграрного пролетариата, мелкой буржуазии и среднего класса, обанкротившихся или стоящих на краю банкротства вследствие кризиса. Общественное положение руководителей движения Бёсёрмени одинаково с положением руководителей группы Мешко,⁴² но они находились или на более низкой ступени социальной иерархии, или же их материальное положение было хуже, поэтому они были более крайними. Они боялись, что кризис уничтожит всю систему господства и поэтому возросла их политическая активность. Господствующий класс все более опирался на эту прослойку из-за обострения классовых противоречий; социально-политическая роль этой прослойки, следовательно, возросла. Представители этой прослойки чувствовали это и хотели воспользоваться благоприятным случаем для укрепления своих позиций обеспечения своего материального положения. Они надеялись на то, что приход к власти крайне правых приведет их к хорошим позициям; обеспечит для них высокую зарплату, прочное положение, поэтому они стремились к власти, готовились к смене. В интересах этого руководители крыла Бёсёрмени были склонны сотрудничать даже с «массами», ведь в случае полного пренебрежения массами они не могли рассчитывать на успех. В ориентации Бёсёрмени в крайне-правом направлении играли роль два фактора: Бёсёрмени хотел стать «Вождем», он стремился к власти так же как Гитлер, а для этого нужны были массы. Но до 1933 года влияние партии было слабым. После 1933 года они поняли, что без усиления социальной демагогии не смогут сплотить массы вокруг себя. С другой стороны, различные фашистские фракции мешают их монопольному положению, их единовластию. В интересах привлечения масс и победы над соперниками в 1933 году движение Бёсёрмени «радикализировалось». Однако усиливающаяся социальная демагогия партии нарушила внутреннее единство этого движения. Противоречия обост-

⁴¹ После прихода к власти немецкого фашизма венгерские фашистские партии получали информацию и предположительно материальную поддержку из Германии через так называемый «посреднический орган». Руководителем посреднического органа был торговый атташе немецкого посольства. (OL. BM. VII. res. 1935 — 7 — 3078.)

⁴² Сам Зольтан Бёсёрмени тоже был потомком обанкротившегося джентри, военным руководителем движения был генерал в отставке, руководителем штурмовиков тоже был генерал и жандармский подполковник. Среди средних кадров мы находим журналистов, армейских офицеров, торговцев, средних землевладельцев и т. д.

рились в 1933 году. Секретное донесение министерства внутренних дел указывает на то, что основной причиной этого было то, что Бёсёрменьи «стремился к политической власти по примеру Гитлера», и в интересах этого он применяет слишком радикальные средства, с которыми часть средних руководителей не соглашалась, поэтому «он имеет внутри партии уже большую оппозицию.»⁴³ Не только умеренные, так называемые салонные фашисты, но и большинство венгерских фашистов, симпатизирующих идеям Гитлера, боялось последствий изменения режима, даже в том случае, если это изменение будет проведено силами правых. Поэтому в 1933—34-ые годы от фракции, возглавляемой Бёсёрменьи, отделились многие группы и организовали новые фашистские партии под различными названиями.⁴⁴

В результате выхода этих групп средние кадры Бёсёрменьи изменились. После выхода умеренных выдвинулась на передний план самая крайняя группировка, и движение «радикализировалось». После 1934 года оно все чаще сталкивалось с властями, с различными «братскими партиями» и с претендентами на роль вождя.⁴⁵

Изменился и социальный состав движения. После 1934 года движение скрещенных кос опиралось на блок потерявших свое материальное благополучие, отчаянных и поэтому на все согласных мелких буржуа (и главным образом, но не исключительно) сельского люмпенпролетариата, а также сельской бедноты, стихийно искавшей выхода из тяжелого экономического положения.⁴⁶

⁴³ OL. BM. VII. res. 1933—7—2352. Belügyi összesítő jelentés.

⁴⁴ Самой значительной среди них была Венгерская национальная социалистическая партия, возглавляемая графом Фештетичем, которая отвоевала значительную часть затисской группы Бёсёрменьи. Вслед за выступлением Фештетича многие примкнули к этому графу, надеясь главным образом на то, что из доходов его 40 тысяч хольдов в с. Дег достанется кое-что и им. Члены партии скрещенных стрел в Дёре приветствовали фашистского вождя следующими словами: «Наконец-то примкнул к нам этот чистокровный венгерский аристократ, богатый землевладелец... примкнули к нашим рядам деньги и власть, в которых мы безусловно нуждаемся... Он с помощью своих 40 тысяч хольдов земли хочет привести и приведет наше движение к победе.» Однако вождь заявил: «Мы не являемся благодетелями, потому что легко обещать чужое добро и таким образом создать настроение.» (OL. BM. VII. res. 1934—7—7840.)

⁴⁵ Руководители различных фашистских партий вели между собой острую борьбу, однако борьба против Бёсёрменьи временами объединяла их в один лагерь. Они считали Бёсёрменьи «препятствием и предателем Гитлеровского движения в Венгрии». (OL. BM. VII. res. 1934—7—2004/21. Jelentés a jobboldali mozgalmakról.) Согласно Бёсёрменьи «Программа партии свастики и движения свастики существует только одна» — это именно его движение. Остальные фашистские вожди являются «обманщиками народа», «политическими авантюристами» и «ворами программы». Он называл Мешко, которого мы называли салонным фашистом, «еврейским наемником». Párttörténeti Int. Archivum XXII. 3/43/1939/2. ill. III/17/192. Jelentés szélsőjobboldali pártok és szervezetek vidéki térfoglalásáról. Власти в 1934 году, но еще больше в 1935 году всё чаще вынуждены были выступать против усиливающейся и безудержной демагогии движения скрещенных кос.

⁴⁶ Для доказательства этого положения имеется замечательный материал. Секретариат СДП с 1933 года почти ежегодно требовал от местных организаций подробного донесения о состоянии фашистских движений. В этих донесениях надо было подробно указать, между прочим, фамилии местных фашистских руководителей, их социальное положение, социальное положение членов фашистских движений, их политическое прошлое и количество членов фашистских организаций и т. д. и т. п. (См. Párttörténeti

Этот гетерогенный состав и различные мотивы, по которым примыкали к движению, дифференцировали идейно-политические взгляды его участников, причем не только тех, которые принадлежали к различным социальным прослойкам, но и тех, которые относились к одной прослойке. Наблюдалось различие во взглядах даже по отдельным местностям. Бедняцкую прослойку, склонную к крайностям, к динамическим взрывам и мессианистским взглядам скорее всего можно было найти в Ясшаге (население комитата Сольнок) и в треугольнике между реками Тиса, Марош и Кёрёш. Взгляды и политические стремления участников из комитата Сабольч далеко не были такими динамичными; их классовое сознание было низким, а их мессианизм был более мирным и безобидным, они выражали меньшую склонность к бунту. Они восприняли идеи скрещенных кос несознательно, более того, эти идеи для них были несущественными. Они ждали от движения изменения их невыносимой судьбы и это было единственное, чем они интересовались. Сторонники скрещенных кос с Венгерской низменности тоже ожидали изменений, однако они хотели и действовать в интересах этого. Участники движения с Трансдубии количественно были незначительными, географически не составляли единой группы, они расположились между двумя вышеупомянутыми группами.

Значительное большинство участников не были фашистами сознательно, правда, некоторые фашистские лжеучения безусловно проникли в их сознание. Однако преобладающее их большинство восприняло не фашистские идеи, а социальные посулы и лозунг, согласно которому «завтра все будет лучше». Рядовые участники движения скрещенных кос добавили к официальным целям движения свои чаяния и мысли и старались все это осуществить на основе своих чувств и фантазии. В мышлении многих из них было много демократических элементов, к которым примешивались даже социалистические элементы. Они принимали партию за социалистическую и ждали от нее осуществления социализма.

Int. Archivum XVII/1/1937/94, XVII/1/1933/120, XVII/1/1938/99, XVII/1/1940/81. Jelentések a nyilas mozgalomról.) Во время будапештского процесса против сторонников скрещенных кос в 1937 году было выдвинуто обвинение против 88 человек. У 75 из них можно точно определить их социальное и имущественное положение. Руководящая группа состояла из мелких буржуа, подчиненные руководители были приказчиками, служащими и владельцами пекарней. Из 5 главных районных руководителей 4 были состоятельными землевладельцами, а один из них был подёнщиком. Из 75 обвиненных 37 были бедными подёнщиками, 12 мелкоземельными крестьянами, 8 кустарями (сельские ремесленники и подмастерья), 5 состоятельными хозяевами, 4 состоятельными ремесленниками, 2 торговцами, 3 батраками, 2 интеллигентами и 1 крупным хозяином (он имел 124 холда земли). BM. irattár. NB. XV. 3519/45. Az 1937-es kaszásokeresztes per anyaga. Поэтому мы не можем согласиться с Ч. Э. Макартни, который в своей ценной книге (*October Fifteenth. A history of modern Hungary. 1929—1945. Second edition. Part I. Edinburgh, at the University Press*) видел базу движения только в сельскохозяйственных рабочих в области за Тиссой. Но в то же самое время он правильно определяет движение Мешко, подчеркивая, что оно было движением среднего класса, и ссылается на связь Мешко с регентом, о которой мы тоже упоминали.

Участников движения скрещенных кос по своему классовому положению и политическим целям (эти два, хотя и неполностью, но совпадают) можно отнести к трем категориям.

К первой категории относятся главным образом руководители: деклассированные авантюристические представители «среднего класса» (после 1933 года их стало всё меньше), бывшие офицеры, безработная интеллигенция и готовые на все люмпенские элементы. Эта группа, особенно руководители, состояла из сознательных фашистов, из проповедников антинародной политики. Люмпенские элементы, стоявшие за их спиной, во всем поддерживали руководителей. Согласно донесению жупана комитата Бач-Бодрог «руководители являются выходцами из шлама населения: большинство из них является прогульщиками, ненадежными и готовыми на все людьми».⁴⁷

Ко второй категории следует отнести мелкую буржуазию. Ей в первую очередь понравилась антисемитская и националистическая демагогия фашистского движения. Однако эта прослойка с точки зрения фашизма не была стабильной, а одна ее часть полностью и сознательно поддерживала фашистские стремления, но другую ее часть следует отнести к числу, введенных в заблуждение.

Малоземельный крестьянин, как мелкий буржуа, и ремесленники, боявшиеся потери своей собственности, легко впадают в крайности. В интересах сохранения или возвращения собственности они готовы на все. При нормальных политических условиях недовольство этой прослойки могло бы служить базой для демократического народного движения. Как мы видели, в 1930—31 годах создавались предпосылки для такого развития, но их левая ориентация приостановилась. Известная часть этой прослойки при создавшихся условиях стала пассивной и отвернулась от политики, но другая их часть и под влиянием международной политики покатила направо и примкнула к фашистскому движению.

К третьей категории относилось бедное крестьянство. Секретарь социал-демократической партии в Дебрецене писал в своем донесении центральному секретариату партии о сторонниках скрещенных стрел в окрестностях Дебрецена и в комитате Сабольч: «Нигде в стране не видел столь честных людей в движениях скрещенных стрел. Эти люди пробудились в 1930 году под влиянием социал-демократической крестьянской организации и попали в движение скрещенных стрел после нашего отступления, но даже в этом движении они представляют здоровый оригинальный крестьянский дух. Эти люди, подобно сторонникам скрещенных стрел в комитате Хайду, если не считать их антисемитизм, являются порядочными социалистами.»⁴⁸ Значительные массы сельскохозяйственных рабочих, особенно на Венгерской низменности, были твердо убеждены в том, что они являются членами

⁴⁷ PI. Archivum XXII 3/45/1937/10. Jelentés a nyilasmozgalomról.

⁴⁸ PI. Archivum XII/1/1938/99. Jelentés a nyilasmozgalom állásáról.

социалистической партии. Это их лжеубеждение было поддержано тем, что партия скрещенных кос, подобно другим фашистским партиям, обещала социализм, изменение режима и тем, что в фразеологии этих партий было много лозунгов и выражений, напоминающих социалистические партии.⁴⁹ После 1934 года движение скрещенных кос старалось изображать из себя в кругу сельскохозяйственных рабочих антикапиталистическим, партией бедноты и проводило пропаганду соответственно этому.

В этой категории было еще меньше сознательных фашистов, чем в эредыдущей. Однако не следует пренебрегать количеством фанатиков. В глазах многих партия была социалистической и многие считали, «что главное в партии не национальный элемент, а социалистический».⁵⁰

В их представлении возобновлялась великая героическая борьба аграрно-социалистических движений конца XIX — начала XX столетия, они надеялись на их повторение. Многие считали, что движение скрещенных кос является продолжением, новым вариантом движения Варконьи⁵¹ и во многих случаях сходство методов и формы борьбы только подтверждали это представление.⁵² Это лжеубеждение усиливалось тем, что руководители скрещенных кос сознательно стремились изображать свое движение, как продолжение движения аграрных социалистов конца прошлого столетия, а самих себя старались изобразить как прямых наследников этих социалистов.

*

Остальные фашистские фракции не приняли в такой мере тактики движения скрещенных кос. Подобная тактика в течение короткого времени наблюдается и в партии Мешко, но она вскоре отказывается от нее. Поэтому бедная крестьянская база этой партии значительно меньше. Для нее тоже была неизбежна «апелляция к народу», но по сути дела эта фракция крайне правых презирала народ и в то же самое время боялась его. Народ в их

⁴⁹ Влияние настоящих социалистических идей на массы было весьма значительным. Фашистские партии тоже понимали это, именно поэтому они использовали традиции рабочих партий в организационных методах и во внешности партийной жизни. Они употребляли при обращении вместо товарища народный товарищ или брат, вместо синей рубашки, употребляемой в рабочем движении, они носили коричневую или зеленую рубашку, вместо серпа и молота и пятиконечной звезды они употребляли скрещенные косы и скрещенные стрелы, вместо красного знамени зеленое знамя и, наконец, лозунг национал-социализма заменил настоящую социалистическую цель и программу.

⁵⁰ PI. Archivum III/31/24. Jelentés a közállapotokról.

⁵¹ С именем Иштвана Варконьи (1852—1916) связано великое аграрное социалистическое движение, начавшееся после 1896 года. Варконьи восстал против руководства СДП, потому что оно пренебрегало организацией крестьянства, поэтому Варконьи в 1897 году организовал новую партию под названием Независимая социалистическая партия. Партия за короткое время сплотила вокруг себя массы аграрного пролетариата и вела грандиозную борьбу против властей. Властям только после ряда лет удалось разгромить эту партию и аграрное социалистическое движение.

⁵² Мы укажем только на некоторые из них: таинственные ночные присяги не на жизнь, а на смерть, в некоторых местностях они проповедовали идею равенства в землевладении и т. д. и т. п. BM. irattár. NB. XV 3519/45. A Böszörmény-per iratai.

руках был только пассивным средством, и расовые идеи, расовое равенство и солидарность в конечном итоге они относили только к высшим слоям населения, это назначалось только лозунгом для введения масс в заблуждение, а относительно низших слоев населения она хотела сохранить барское превосходство и социальные различия.

Однако социальная база была необходима, если партия Мешко хотела иметь действительное движение. Это противоречие как-нибудь надо было разрешить. Национальная социалистическая аграрная и рабочая партия (Мешко) и Венгерская национальная социалистическая партия (Фештетич) не без успеха своеобразным путем хотели разрешить это противоречие. Они придали своим движениям более умеренное направление и по мере возможности при замещении низших партийных должностей пренебрегали представителями низших слоев населения и локализовали их радикализм. После 1934 года фракция Мешко в интересах уравнивания бедняцких слоев стремилась все больше объединять зажиточных хозяев, мелких буржуа, представителей «среднего класса» и интеллигенцию.

Глава управления полиции города Надькёрёш в 1933 году упрекал Мешко в том, что «в его партии в Надькёрёше являются членами представители низших слоев населения, и правильность этого утверждения он сам (т. е. Мешко — К. С.) с болью констатировал». По мнению капитана этот факт «среди благонамеренных граждан вызвал настоящее отвращение и именно поэтому они не вступили в партию».⁵³ Позднее хозяева окрестности Надькёрёша примкнули к Мешко, потому что он требовал аннулирования 40% задолженности и в противоположность движению скрещенных кос в его партии не было столь много «крайних и подозрительных» элементов.⁵⁴ В движении Мешко и Фештетича во главе местных организаций стоит больше интеллигентов, главным образом чиновников, чем в движении Бёсёрменьи.⁵⁵ Особенно большую роль получили образованные дети богатых крестьян, не добившиеся успеха на гражданском поприще. Барский класс презирал их из-за крестьянского происхождения, а они сами в свою очередь презирали свой собственный социальный круг, из которого они хотели, но не смогли вырваться. Они были привлечены к правым движениям расистскими идеями, с другой стороны, надеждой на карьеру, в расистских идеях они видели «принципиальное» обоснование карьеры.

Речь Мешко, произнесенная им в «Вигадо» (Дом общественного развлечения) в Будапеште, следует расценивать как отмежевание от методов германского фашизма и жестом в сторону церковных руководителей и верующих. В этой речи он заявил: «Мы не подражаем никому, тем более по рели-

⁵³ OL. BM. VII. res. 1933—7—2590/3023. A nagyköroői kapitány jelentése az államrendészeti osztálynak.

⁵⁴ OL. BM. VII. res. 1933—7—2590/5273. A nagyköroői kapitány jelentése.

⁵⁵ Бёсёрменьи жаловался на то, что «высококвалифицированная интеллигенция» отмежеввалась от участия в руководстве движением. (*Nationalsozialismus in Ungarn*. стр. 8.)

гиозным вопросам. Мы желаем довести до сведения руководящих священников каждой христианской церкви, что мы религию считаем священным делом и мы не тронем религии.»⁵⁶

Правительственные круги тоже были в обиде на вождей фашистов, потому что они привлекли слишком много бедных на свою сторону и создали «национальный коммунизм», поэтому министерство внутренних дел заявило, что оно будет ограничивать их организационную деятельность. После этого заявления Фештетич в своем циркуляре писал руководителям местных организаций, что «они должны искать контакта с местными господами и должны привлечь их на свою сторону».⁵⁷ А Мешко старался успокоить своих сторонников тем, что «он не будет больше говорить об оборванцах».⁵⁸ В 1934 году полиция уже докладывала о том, что большая часть руководителей фашистских партий «является выходцами, главным образом, из образованных классов, их успехи объясняются тем, что они действуют в высшей степени профессионально».⁵⁹

Националистическая и антисемитская травля, проводимая этими партиями, имела известный успех и среди низших слоев крестьянства, однако фашистское движение все же развивалось не с такой быстротой, которая ожидалась. На выборах 1935-ого года они выступали с большими надеждами, но добились слабых результатов; даже самому Мешко не удалось получить парламентского мандата.

Партия скрещенных кос тоже не получила депутатского места, несмотря на то, что она развила демагогию, превзошедшую всякое представление, во многих местах организовали террористические акты и погромы. Опыт выборов доказал партии скрещенных кос, что она не может добиться своих целей парламентским путем. В это время даже власти считали чрезмерными их насильственные выступления. В конце 1935 года в движении наблюдались признаки разлада. Многие поняли, что их обманули, что они не там ищут социалистических целей, где следует, а другие отвернулись от партии потому, что не осуществились громко провозглашенные изменения. Однако осталась в партии одна фанатичная, готовая на все группировка. Бёсёрменьи боялся распада движения, поэтому по совету своих руководящих кадров во избежание окончательного провала готовился к путчу.

*

Путч был совершенно не подготовленным, авантюристским, был таким же, каким было само движение в целом. Уже в 1935 году приступили к орга-

⁵⁶ OL. BM. VII. res. 1934—7—2004/3218. Meskó beszéde a Vigadóban.

⁵⁷ OL. BM. VII. res. 1934—7—2004/1013. Jelentés a jobboldali mozgalmakról.

⁵⁸ OL. BM. VII. res. 1934—7—3095. Jelentés a jobboldali mozgalmakról. Они ультимативно заявили Мешко, что они вернутся в движение только в том случае, «если партия будет не движением оборванцев» (Там же).

⁵⁹ OL. BM. VII. res. 1934—7—2082/6649. Jobboldali összesítő.

низации тайных отрядов военного характера,⁶⁰ в которые вербовались допризывники, проходящие военную подготовку, и демобилизованные солдаты. Они были распределены по военному образцу. Штурмовики приносили клятву и давали тайное обещание в мистической обстановке, когда их принимали в штурмовые отряды. После приема в отряды раздавались титулы и военные чины, и этот обряд имел громадное влияние на определенную часть участников и они становились готовыми на все членами движения.⁶¹

После решения генерального штаба в январе-феврале были вызваны в Будапешт все районные руководители, которые были ознакомлены с организацией восстания и с инструкцией относительно подготовки. Вслед за этим руководители групп на районных собраниях информировали членов организации относительно плана, целей и подробностей восстания. На этих совещаниях штурмовики были призваны к беспощадному выступлению.⁶²

Сроком восстания был назначен май. План был следующим: определенные штурмовики в форме армейских офицеров ночью должны проникнуть в казармы, обезоружить караулы, захватить оружие, раздать его штурмовикам, находящимся в полной боевой готовности. После этого они должны захватить общественные здания: почту, телеграф, железнодорожные станции. Евреев должны увезти в концентрационные лагеря и держать в качестве заложников для оказания давления на правительство, а в случае необходимости и на иностранные государства.

После захвата Венгерской низменности⁶³ они должны двинуться против Будапешта и занять его. После отставки правительства Бёсёрмени в прокламации должен был бы заявить о захвате власти. После этого министер-

⁶⁰ Первый штурмовой отряд был организован на хуторах в окрестностях Чемё, Цеглед, Надькёрёш, в междуречье Дуная и Тиссы. Большинство штурмовиков было молодым. Часть их одели в форменную одежду и приступили к приобретению оружия. Было опубликовано 10 подстрекательских заповедей штурмовиков, согласно которым «Золтан Бёсёрмени является вождем, штурмовик является фундаментом венгерской родины и ее первым солдатом, он такой же герой как завоевавшие родину витязи нашего отца Арпада, такой же сильный и страшный, как король Аттила. . . 4. Штурмовик в первую очередь является дисциплинированным и самоотверженным, во-вторых, его слово является святой и неукоснительной истиной, в-третьих, он является послушным исполнителем указов и приказов вождей. . . 6. Штурмовик является огородником процветания венгерской расы и смертоносным косарем преступных евреев и их сателлитов. . . (Léval, J.: *Horogkereszt, Kaszákkereszt, Nyilaskereszt*. стр. 51.)

⁶¹ В соперничестве между фашистскими партиями и в борьбе за людей большое значение имела раздача титулов и рангов. Например, кто был недоволен своим титулом и рангом в партии Мешко, тот переходил к Фештетичу или Бёсёрмени и в виде благодарности сразу же получал более высокий чин. Руководители партии знали, что для примитивных людей раздача титулов является значительной движущей силой, поэтому они не скупились с раздачей громкогласных титулов и рангов. (OL. BM. VII. res. 1934 — 7—2004/7237. *Jobboldali összesítő jelentés*.)

⁶² На собрании организации района Уйкечке спросили главного руководителя группы: что будет, если «регент добровольно не уступит власть? . . . Тогда мы задушим его» — последовал ответ. (BM. irattár NB. XV. 3519/45. Az 1937-es Kaszákkereszt per anyaga. XIV. 5246/1936/126.)

⁶³ Они запланировали в первую очередь захват казарм в Дебрецене, Кечкемете, Ниредьхаза, Сольноке и Бекешчаба. Вторая группа запланировала захват армейских и жандармских казарм в Сегеде, Кишкунхалаше и Кишкунфеледьхаза.

ские портфели разделили бы между собой и ввели бы военную диктатуру с целью осуществления национально-социалистической Венгрии.⁶⁴

Этот примитивный, безконцепционный, авантюристический план не имел шансов на успех. В конце апреля 1936 года весь генеральный штаб этой партии был арестован. Большое число арестованных и сенсационное сообщение прессы об этом авантюристическом плане путча обратили внимание общественности на это движение и придали ему значение, далеко превосходящее его действительные масштабы. План путча не представлял реальной опасности для господствующего класса. В это время уже было неизбежным банкротство этого движения, что осуществилось с чрезвычайной быстротой.

Хотя благодаря штурмовым отрядам движение скрещенных кос было хорошо организовано и очень подвижно, но в результате ареста генерального штаба оно рухнуло как карточный домик. Известие об аресте генерального штаба привело только к изолированным выступлениям среди штурмовиков, находившихся в боевой готовности. Господствующий класс не испугался своих непослушных воспитанников. После короткого предварительного заключения руководители были выпущены на свободу. Судебный процесс начался только через полтора года, с 18 до 20 октября 1937 года. Прокуратура выдвинула обвинение в «организации насильственной подрывной деятельности, направленной против законного порядка в государстве и обществе». Судебный процесс продолжался три дня, и мягкий приговор⁶⁵ показал, что всё более фашизирующиеся господствующие классы не желали слишком твердой рукой расчитаться с их же крайней фракцией. Они пожертвовали в интересах «общественного порядка» только самыми маленькими авантюристами, а остальным обеспечили свободу действия.

Этот судебный процесс практически положил конец движению скрещенных кос. Оно с одного дня на другой перестало существовать: это случилось не только потому, что судебный процесс по сути дела дезорганизовал движение, но и потому, что к 1936 году прошло то время, в течение которого можно было пользоваться только той демагогией, которой оно пользовалось. Его провал и распад произошел бы и без судебного процесса.

После провала движения часть его членов отошла от политических движений и стала пассивной. Другая его часть, главным образом фанатики

⁶⁴ Согласно некоторым свидетельским показаниям во время судебного процесса над сторонниками движения скрещенных кос они хотели провозгласить Бёсмереньи королем, потому что их целью было «создание королевства сторонников скрещенных кос». (Népszava 1937. okt. 19. *A kaszásokeresztesek . . . a bíróság előtt.*)

⁶⁵ Золтан Бёсмереньи и как «вождь» получил «самое тяжелое» наказание, 2 года и восемь месяцев тюремного заключения. Однако в 1938 году ему «удалось» сбежать в Австрию перед отбыванием тюремного заключения. Его сообщники по инспирации венгерских фашистов «оклеветали» его в Гештапо тем, что он покушается на жизнь Гитлера, поэтому в начале 1940 года он был выслан из Германии. Он был не нужен даже тем, по следам которых он шел.

перешли в различные партии скрещенных стрел и увеличили их состав. Их крайние группировки можно найти позднее в движении Салаши.

*

Кратковременные успехи фашистских движений не отделимы от контрреволюционного режима.

Начиная с Сегедского контрреволюционного правительства до различных фашистских группировок и партий, появившихся в начале 30-ых годов и до плана премьера Гёмбёша, стремившегося осуществить тотальный фашизм, мы имеем дело с постепенным развертыванием одной и той же политической концепции. Крайне правые движения, появившиеся под влиянием экономического кризиса, развивали дальше ту программу, которая была разработана после прихода к власти контрреволюционным правительством. Разница между этими двумя направлениями заключалась в том, что крайние движения излагали более грубо и открыто идеи контрреволюционного режима, оформившиеся после 1919 года и возведенные до уровня правительственной программы.

Фашистские движения немецкого образца были основаны на той националистической демагогии и расовой мифологии, которые были возведены венгерским контрреволюционным режимом после 1919 года в ранг официальной правительственной политики и были положены в основу правительственной и общественной идейной жизни. Идеология венгерского контрреволюционного режима никогда не была оформлена в одну целостную идеологическую систему, но все же она служила основой идеологии фашистских партий, появившихся позднее. «Национальная программа», которую провозгласили Хорти и его окружение в Сегеде в 1919 году под названием «сегедской мысли», была предшественницей расовой теории, антисемитизма, крайнего национализма и ревизионизма фашистских партий. Венгерские нацистские движения развили национализм, вскормленный режимом Хорти, в крайнюю расовую теорию.

Венгерские фашистские движения восприняли от Гитлера идеал вождя. Они уважали личность вождя, наделенную мифической божественной потусторонней силой.⁶⁶

Фашизм по своей природе стремится к тотальности, поэтому он является врагом не только социализма, но и демократии. Слабость демократических традиций в Венгрии и неудачные попытки демократических преобразований страны послужили основанием для фашистских движений, чтобы

⁶⁶ Эта черта сильнее всего проявилась в движении скрещенных кос. «В этой борьбе, именно потому, что это движение, в первую очередь, связано с личностью Вождя, следует усиленно подчеркивать, что любой человек не может создать национальный социализм, гарантия всего движения заложена в личности Вождя... Для того, чтобы кто-нибудь стал настоящим народным Вождем, нужно быть божественным избранником. Это божественное призвание выражается во всей личности Зольтана Бёсёрмени. (Nemzeti Szocialisták könyve. é. n. стр. 15—16.)

объявить демократию непригодной для Венгрии и чтобы показать массам как будто вредность демократии для страны. Хортисты постоянно повторяли клевету о том, что за потерю части территории страны и за тяжелое экономическое положение страны отвечают 1918—1919 годы, фашистские движения изложили эту же клевету в более крайней форме: «демократия убила, ограбила, разделила страну, демократия — это наемный убийца, она лишает характера и смелости. Она лишает нас того, что делает нас венграми, что делает человека человеком.»⁶⁷

Они своей пропагандой хотели убедить массы о том, что поскольку демократия и пролетарский социализм в 1919 году провалились, следовательно, этим доказывается, что этот путь для венгров является непригодным. Ни демократия, ни социализм не могли разрешить проблемы венгерского общества, следовательно выход следует искать в другом направлении, а этим направлением является только национальный социализм.

Различные моменты способствовали «успешности» подобных программ. Вера крестьянства в пролетарский социализм после 1919 года, но еще больше после поражения рабочего движения в 1932 году сильно ослабла. Фашисты, используя эти поражения, проповедовали, что пролетарский социализм защищает интересы только промышленных рабочих, а не крестьянства. О крестьянстве заботится только национальный социализм, потому что национальный социализм основывается на расовой теории, крестьянство же является в расовом отношении наиболее чистым элементом нации; рабочее движение является антинациональным, чужим, не имеющим будущего движением, потому что «интернациональный социализм является анахронистическим мировоззрением.»⁶⁸

Победа германского фашизма, а вслед за этим поражение сильного австрийского рабочего движения (1934) создали видимость правоты фашистов относительно судьбы и будущего рабочего движения и демократии, относительно их нежизнеспособности и относительно «могучей» силы национального социализма. Победа германского фашизма потрясла и привела к пессимизму. После австрийских событий это усилилось. Возникли действительные сомнения относительно судьбы, будущего и, главным образом, жизнеспособности демократии и демократического государственного устройства. Идеинный хаос усилился, стало труднее разбираться в политике и ориентироваться в событиях. Кризис, затем гибель немецкой и австрийской буржуазной демократии многие отождествляли с концом демократии, с провалом социализма и полагали, что нет силы, способной удержать фашизм.⁶⁹ Поэтому

⁶⁷ OL. BM. VII. res. 1933—1—3245. Nemzeti Szocialista 1933. jan. 1.

⁶⁸ PI. Archivum XVII/1/1937/94. Jelentés jobboldali mozgalmakról.

⁶⁹ Для доказательства вышесказанного мы приводим материалы из донесений провинциальных организаций СДП, посланных секретариату. Из Ходмезёвашархей пишут: «Социал-демократическая партия, как это доказали германские и австрийские события, будет не способна осуществить социалистические цели (PI. Archivum XVII/1/1934/83

многие из-за страха и трусости сдались фашизму, им казалось, что будущее принадлежит фашистам и что их победа является неизбежной. Многие думали, что невозможно восстать или же не рекомендуется это делать против исторического процесса.⁷⁰

Фашисты предлагали два способа решения всех социальных проблем крестьянства: ирредентизм и антисемитизм. Главное содержание их программы заключалось в этом. Антикапитализм фашистов был равен антисемитизму. Они рекомендовали вместо общей земельной реформы конфискацию земли евреям,⁷¹ а относительно решения политических вопросов и социальных проблем — экономическую ликвидацию еврейства. Это, конечно, не означает, что фашисты не поднимали таких социальных проблем, которыми интересовались широкие массы. Нет сомнения, что их «идеи» не привели бы к желательным результатам, если бы — хотя бы частично — они не соединили свои лозунги с теми общественно-политическими и экономическо-социальными проблемами, которые интересовали низшие слои населения.

*

Следует отметить, что в начале 30-ых годов крайние движения «среднего класса» и мелкой буржуазии объективно были необходимы для господствующих классов в борьбе против левых массовых движений.⁷² С назначе-

Jelentés Hódmezővásárhelyről.) Согласно парторганизации в Мако «демократия уже является нецелесообразным средством и с её помощью нельзя еще раз укрепить венгерское рабочее движение». (PI. Archivum XVII/1/1934/83. Helyzetjelentés.) В Эгере тоже не верили, что «средствами демократии можно будет осуществить социализм». (PI. Archivum. XVII/1/1934/83. Helyzetjelentés az egri pártszervezetről. Из Kécsera докладывали: «Люди потеряли веру в то, что из настоящего положения единственный выход заключается в социализме, ведь в Германии демократическую республику победили её же демократией». (PI. Archivum. XVII/1/1937/9. Jelentés az SZDP titkárságának a nyilas-mozgalom állásáról 1933. máj. 8.) Парторганизация в Карцаге видела положение еще более беспросветным, в результате победы немецкого фашизма: «Если в Германии, где политическая власть находилась в руках пролетариата, и буржуазии снизу удалось опять пробраться к власти, то этим (т. е. венгерским фашистам — К. С.) не доставит большого труда добиться господства.» (Там же.)

⁷⁰ Фашистские партии не остановились и перед угрозами. Не вступившим в их партию угрожали тем, что после их прихода к власти «казнят их», разбивали их окна, писали угрожающие надписи на стенах их домов и т. д. и т. п. (PI. Archivum. BM. VII. res. 1936—6—6119. Jelentés jobboldali mozgalmakról.)

⁷¹ Только движение скрещенных кос требовало большего, чем конфискации еврейских землевладений, но только после 1934 года. Они обещали 15 хольдов земли всем своим членам после прихода к власти. (PI. Archivum XVII/1/1934/94. Jelentés az SZDP titkárságának.) Программа партии Мешко «Чего мы хотим» по сути дела излагает требования мелкой буржуазии на умеренной антисемитской платформе. (OL. BM. VII. res. 1937—7—5712. Mit akarunk?) Фештетич тоже заявил: «Мы не являемся благотворителями, потому что легко обещать чужое добро и таким образом создать настроение. Мы не сметем крупное венгерское землевладение, но там, где окажется необходимым, мы используем его в интересах венгерского народа.» (OL. BM. VII. res. 1934—7—2004/7920.)

⁷² Защитник Зольтана Бёсёрмени в время судебного процесса 1937 года подчеркивал, что фундаментом движения была борьба против большевизма, и выражал свое удивление и неодобрение по поводу того, что представитель обвинения не учел этого существенного момента, составляющего «ценность для нации». Он прочитал несколько писем от провинциальных начальников полиции, в которых они выражали свою благодар-

нием Гёмбёша премьером (1932) крайне правое направление стало правительственной программой, и хотя план Гёмбёша, направленный на осуществление тотального фашизма не удался, его попытка все же способствовала усилению позиций крайних правых и росту их сил. Фашистские партии, появившиеся в начале 30-ых годов, подготовили почву для немецких аспираций в Венгрии и для партии Ференца Салаши, основанной в 1935 году под названием Партия национальной воли. Салаши «пришел тогда», когда национально-социалистические партии, организованные в начале 30-ых годов потерпели почти «полное политическое банкротство». Полиция энергично ликвидировала движение скрещенных кос, «а остальные салонные и аграрно-фашистские партии и группировки во время выборов 1935 года не сумели вырваться из изолированного положения».⁷³ «Предшественники» частью подготовили почву для Салаши; с появлением Салаши венгерское фашистское движение вступило в новый период развития; трагическим концом которого для всей венгерской нации является 15 октября 1944 года. Фашистские партии, созданные в начале 30-ых годов, в значительной мере подготовили путь к этой трагедии.

Les mouvements d'extrême droite dans les villages hongrois au cours des années 30

par

K. SZAKÁCS

Résumé

C'est à l'époque de la grande crise de l'économie mondiale qu'apparaissent dans la vie politique hongroise les partis fascistes d'extrême droite qui tentent d'étendre leur influence politique à la paysannerie. Leur apparition fut favorisée entre autres par l'aggravation des différends sociaux, la peur de l'éclatement de la révolution des masses et par les tentatives visant à sauver le régime Horthy qui malgré certains aspects apparemment libéraux n'en était pas moins un système essentiellement fasciste. Aussi ces mouvements étaient-ils loin de vouloir renverser le régime, et se contentaient-ils de réclamer une orientation plus marquée vers la droite et l'application plus ferme, plus conséquente de «l'idée nationale» et de la dictature. Leur conception idéologique et politique était parfaitement identique au point de vue officiel du gouvernement, mais elle s'exprimait plus bruyamment et sous une forme plus extrémiste.

Leur influence dans les milieux paysans était due en premier lieu à une démagogie qui n'hésitait pas à tirer avantage de sérieuses difficultés économiques, à la politique inconséquente de l'opposition de gauche, à l'inexpérience des masses paysannes en matière de politique et,

ность за то, что это движение своим националистическим духом лишало почвы социалистическое и коммунистическое движение. Защитник сказал, что целое движение является гарантией того, чтобы народ «не попал в объятия большевизма». (*Nationalsozialismus in Ungarn*, стр. 31—36.) Фештетич в своей речи 5 августа 1934 года заявил: «...даже в парламенте я получил признание за то, что мне удалось перевести на национальную основу и удержать там такие прослойки народа, которые с помощью радикальных мыслей можно заразить большевистскими идеями. Если бы это движение другого и не добилось, то и этим бы оказалось заслуги.» (OL. BM. VII. res. 1934—7—7692. *Jobboldali mozgal-makról jelentés.*)

⁷³ LACZKÓ, М.: *A magyarországi nyilasmozgalom történetéhez.* (К истории движения скрещенных стрел в Венгрии.) *Századok*. 1963. 4. стр. 789—790.

du moins dans la première période de leur activité, à l'attitude loyale, bienveillante du gouvernement à leur égard. Les succès internationaux du fascisme, son triomphe en Allemagne donnèrent une forte impulsion au mouvement fasciste hongrois. Son aile extrême, le Parti Ouvrier National-Socialiste Hongrois de Zoltán Böszörmény bénéficia, dès sa fondation, de l'aide des Allemands. Le mouvement de Böszörmény, puis le Parti Ouvrier National-Socialiste Hongrois de Zoltán Meskó et le Parti National-Socialiste Hongrois du comte Festetics furent au début, en ce qui concerne leur couche dirigeante, des partis de la classe moyenne, comprenant des éléments de la gentry et des classes similaires. Après la consolidation au cours des années 1920 du système contre-révolutionnaire, cette couche se vit quelque peu reléguée à l'arrière-plan. Elle connut un regain d'activité au cours des années 30 lorsqu'il s'agit de contrebalancer le développement des mouvements révolutionnaires. A partir de ce moment l'extrême droite tend au pouvoir, essaye d'opérer la relève et d'instaurer le fascisme total. Son extrême droite était constituée par le mouvement de Böszörmény. Cependant ces efforts se heurtèrent à l'aile conservatrice du fascisme hongrois, de sorte qu'elle se vit obligée de s'opposer au système et à la couche dirigeante qu'elle avait aidée à prendre le pouvoir. Le parti de Meskó reconnut la contradiction et dès lors poursuivit une démagogie plus modérée. Il voulut à tout prix maintenir la bonne entente avec le Régent, de crainte qu'un changement de régime, même opéré par l'extrême droite n'eût des conséquences fâcheuses.

Le mouvement de Böszörmény par contre se «radicalisa», ce qui entraîna nécessairement un changement dans sa composition sociale. Après 1934 le mouvement prit le nom de «Mouvement de Croix en Faux de Böszörmény» (l'emblème de ce parti étant composé d'une croix gammée dont les branches se terminaient par des lames de faux). Ses membres se recrutaient parmi les rangs de la petite bourgeoisie qui du fait des conditions économiques avait perdu sa stabilité et qui désespérée était prête à n'importe quoi, ainsi que (de façon importante mais non exclusive) parmi le lumpenprolétariat de la campagne et des plus pauvres couches de la paysannerie qui cherchaient instinctivement une issue à leur terrible situation économique. La conception politico-idéologique du mouvement était — étant donné sa composition hétérogène et les différents mobiles qui avaient poussé ses membres à y adhérer — fort peut homogène. Selon leur situation de classe et leurs buts politiques les membres du mouvement se divisaient en trois catégories. La couche dirigeante se composait en majorité d'éléments déçus de la classe moyenne et d'éléments de basse catégorie, prêts à toutes les besognes, fascistes conscients, porte-parole hongrois d'une politique antinationale. La deuxième catégorie comprenait des petits-bourgeois séduits par la démagogie antisémite, nationaliste et sociale du mouvement. Une partie d'entre eux était consciemment fasciste, l'autre se composait d'individus abusés et induits en erreur. La troisième catégorie était constituée par des paysans pauvres. Dans ce groupe il y avait encore moins de fascistes conscients que dans les deux autres, quoique ici encore le nombre des personnes fanatisées fût assez important. Pour beaucoup d'entre eux le parti était un parti socialiste: «l'accent est mis sur le mot socialiste et non sur le mot national».

La base constituée par la paysannerie pauvre est nettement plus faible que les deux autres fractions du mouvement d'extrême droite qui imbuës d'un orgueil «seigneurial» méprisaient le peuple, non sans d'ailleurs le craindre. C'est pourquoi l'aile Meskó s'évertua après 1934 de contrebalancer l'influence des couches pauvres en affiliant au parti des fermiers, des petits bourgeois, des membres de la classe moyenne, et des intellectuels.

Zoltán Böszörmény entendait devenir «chef» (Vezér, Führer) et accéder au pouvoir. C'est plein d'espoir qu'il posa sa candidature aux élections de 1935 en usant de tous les moyens d'une démagogie extrémiste. La défaite fut totale, et les dirigeants du parti décidèrent de changer de tactique et de tenter un coup d'Etat. L'entreprise était parfaitement dénuée de fondement et avait un caractère aventurier, tout comme le mouvement lui-même. En 1935 ils commencèrent à organiser des formations secrètes de caractère militaire, des groupes de choc dont les membres devaient prêter serment dans des circonstances mystiques. Le putsch était prévu pour le début de mai 1936, cependant les autorités mirent fin au mouvement dès avant cette date.

Le projet aventurier d'un royaume des «croix en faux» échoua et le mouvement s'effondra comme un château de carte. Après sa chute, une partie des membres (dont beaucoup avaient déjà quitté le mouvement avant le putsch s'étant rendu compte de ce qu'on les avait leurrés), se détournèrent des mouvements politiques et renoncèrent à toute activité de ce genre. Une autre partie cependant — notamment les fanatisés — passa dans les différents partis croix fléchés et accrût ainsi leur effectif. Les extrémistes de ces mouvements se retrouvent plus tard dans le mouvement de Szálasi. Ferenc Szálasi entre en scène alors que les partis fascistes fondés au début des années 30 ont plus ou moins échoué, non sans lui avoir cependant préparé le terrain par leur activité.

Слеует ли подвергать ревизии взгляды Маркса и Энгельса на венгерскую революцию 1848—1849 годов?

Э. Андич

Рост числа исторических трудов, исследований, статей, полемических работ о революциях 1848—1849 годов, имевший место в последние годы как в капиталистических, так и в социалистических странах, свидетельствует о том, что история и проблемы буржуазных революций и национально-освободительных движений середины XIX века, и их уроки до сих пор не утратили своей актуальности. В нашу эпоху, столь богатую грандиозными общественными преобразованиями и революционными событиями (богаче всех предыдущих эпох), не только историки, но и политические деятели в связи злободневными вопросами сегодняшнего дня неоднократно и охотно обращаются ко предполагаемому или фактическому опыту европейских революций XIX века. Перелистывая подобные работы, мы почти не чувствуем, что прошло больше столетия — и какое столетие! — после этих событий: борьба продолжается, боевая страстность неизменна, идет битва аргументов и контраргументов, высоко развеваются боевые знамена.

Это неудивительно и понятно, ибо не одно учреждение или идея современного общества обязаны своим рождением революции 1848 года. Неудивительно это и потому, что в нашей общественной борьбе, предвестницей которой — в определенном отношении — была революционная борьба 1848—49 годов, несмотря на различия в исторической ситуации, общественных и классовых отношениях, идеях и целях, (что необходимо еще и еще раз подчеркнуть) немало сходных с нею черт, параллелизмов, общих проблем. Революция и освободительные движения середины прошлого столетия таят в себе живые уроки — и для современности.

Неудивительно и то, что противоположные друг другу направления — *mutatis mutandis* — в сущности формируются во многих отношениях сходно с 1848 годом, в том смысле, что прогрессивные силы, классы и партии наших дней стоят на стороне прогрессивных сил той эпохи, в то время как представители современных консервативных классов и направлений, стремящихся задержать глубокие общественные и политические перемены, как правило, защищают сходные факторы периода 1848 года.

Итак, следует считать не только естественным, но и закономерным, что многочисленные представители современной буржуазной историографии, не только австрийские историки-легитимисты, но и западногерманские и даже американские авторы во все растущем числе и все более страстно выступают на стороне феодальных и абсолютистских сил и стремлений середины прошлого столетия. Во главе их стоит наиболее крайнее направление современной буржуазной истории — *Ostforschung*. Сторонники этого направления выделяются тем, что полностью порвав с либеральными традициями своей историографии, поднимают на мифические высоты общеевропейское значение положительной роли австрийской империи, династии Габсбургов, абсолютистской политики Меттерниха, стремясь выдвинуть перед современным поколением их политику, всячески препятствовавшую общечеловеческому развитию своего времени, рождению нового общественного и политического порядка, в качестве примера, достойного подражания.

Отрицая право на существование революций и национально-освободительных движений 1848 года и показывая их, как слепой бунт против мира и рационального порядка Европы, как бессмысленные авантюристические затеи, с самого начала обреченные на провал, эта историография выступает в передовых рядах тех, кто прибегает ко всему арсеналу накопившихся в течение столетия лозунгов и аргументов против оценки и положений Маркса и Энгельса, глубоко анализировавших революции 1848 года и наиболее ярко раскрывших их историческое значение, равно как и против марксистской исторической науки, основывающейся на этих положениях.

Этих авторов, так охотно подчеркивающих свою историческую объективность, свои якобы надклассовые позиции, очевидно ничуть не беспокоит то немаловажное обстоятельство, что за последние десятилетия в результате раскрытия секретных архивов обнаружено бесчисленное количество первоклассных источников, предоставляющих все новые и новые доказательства правильности положений Маркса и Энгельса относительно событий 1848—1849 годов, фактической роли основных классов, партий, правительств, политических деятелей и полководцев. Современники этих событий Маркс и Энгельс, которым, разумеется, не были доступны тайны правительственных архивов, докладные записки и секретные приказы государственных деятелей того времени, при всей своей гениальности, проницательности и замечательной ориентации в вопросах европейской политики, были способны на это лишь благодаря тому, что оценивали данные общественные условия, их динамику, положение и стремления отдельных классов с учетом законов общественного развития, можно сказать, методами точных наук.

Этот факт должен бы заставить задуматься всех, кто занимается научным изучением истории европейских революций прошлого столетия. То обстоятельство, что несмотря на все это многие представители буржуазной историографии (мы далеки от намерения делать обобщающие выводы), в том

числе и широко эрудированные и придающие большое значение своей научной репутации ученые считают допустимым почти полное игнорирование марксовых анализов, а также конкретных исторических материалов, подтверждающих их правильность — является фактом, общественно-политические корни которого нам, марксистам, ясны.

Менее естественно и требует более детального объяснения, когда на страницах исторической литературы социалистических стран встречаемся с отрицанием и по существу ревизией анализов и оценок, данных Марксом и Энгельсом. Этот факт поразителен, хотя мы понимаем, что между историографией социалистических стран и буржуазными историческими направлениями нет «китайской стены», в чем мы не раз убеждались на примере историографии и нашей страны.

В отдельных случаях взгляды Маркса и Энгельса подвергаются фактической ревизии при одновременном частом и почтительном упоминании их имен, при видимом признании классовой борьбы в качестве главного принципа. Примером, достойным сожаления, служат выступления отдельных румынских историков, которые отказавшись от своих правильных взглядов, защищенных ими всего еще несколько лет тому назад, оказались в опасной близости с такими представителями своей буржуазной историографии, антимарксизм и национализм которых до сих пор являлись бесспорными как для них, так и для всей марксистской исторической науки. Для примера следует указать на недавнее выступление видного румынского историка Виктора Керестешю (V. Cherestesiu) перед весьма авторитетным и широким международным форумом — XII всемирным конгрессом историков, состоявшемся в Вене летом 1965 года.

На этом конгрессе в рамках темы «Национализм и интернационализм в XIX и XX веках» Керестешю выступил с докладом о международном значении революций 1848 года. Мы не можем упрекать его за то, что в связи с заданной темой он не изложил теоретические положения марксизма, но с полным основанием можем упрекнуть за то, что отдельные исторические факты и проблемы были изложены им не в духе марксизма. Он отошел от того краеугольного положения научного социализма, согласно которому отдельные национальные стремления, какой бы важной роли они ни играли, всегда должны подчиняться интересам всеобщего прогресса, то есть, в данном случае — общим интересам антифеодалных буржуазных революций 1848—1849 годов: главенство принадлежало последним. Этим объясняется то, что наш докладчик выступил в роли обвинителя прежде всего венской и пештской *революций* и их руководителей, и почти без всякой критики поднял на пьедестал вооруженно выступившие против революции, и, таким образом, — сознательно или не сознательно — игравшие контрреволюционную роль факторы: румынские (и славянские) национальные движения, вступившие в союз с габсбургской реакцией.

Согласно Керестешю, стоявшее во главе венгерской революции либеральное дворянство *«заняло реакционную, даже контрреволюционную»* позицию по такому основному вопросу буржуазной революции, как крестьянский вопрос.¹ В результате законов 1848 года «большинство крестьянства осталось в полной зависимости от помещиков... революция в Венгрии не ликвидировала вековые противоречия между помещиками и крестьянами, находившимися в феодальной зависимости (*höfliche Bauern*)»². За «национальное и общественное освобождение» в 1848—1849 годах боролись румынские руководители — как это вновь и вновь подчеркивается в докладе.³ Причем, кажется, *без исключения* и всегда последовательно, ибо докладчик обвинял в питании фальшивых иллюзий и поддержке династии Габсбургов исключительно лишь крестьянские слои, ставя в этом отношении знак равенства между сербским, хорватским, словацким, румынским и венгерским крестьянством.⁴

Как видно, в своем докладе на венском конгрессе историков В. Керестешю поставил на голову как исторические факты, так и их оценку, данную Марксом. Для доказательства этого достаточно предоставить докладчику «очную ставку» *с самим собой*. Обратимся в частности, к главе о революции 1848 года того же Керестешю в монографии «История Трансильвании», опубликованной в 1964 году. В этой главе, наряду с правильным во многих отношениях перечислением ошибок и упущений венгерского революционного правительства, автор указывает и на то, что «ни Янку, ни другие румынские руководители в Трансильвании не осознали всеевропейских масштабов контрреволюционной роли венского императорского двора в революции 1848—1849 годов».⁵ Здесь Виктор Керестешю еще явно отмежевывается от румынской националистической буржуазной историографии, которая, — как писал сам автор, — показывала события в Трансильвании в 1848 году как «революцию румын против венгров».⁶ Нет сомнения, что взгляды глубоко уважаемого нами автора с этого времени претерпели решительную эволюцию, направление которой, к сожалению, не вызывает сомнений.

Встречаются и такие случаи, когда отрицание взглядов Маркса и Энгельса и одобрение антимарксистских взглядов происходит совсем открыто, безо всяких прикрас. Следует откровенно признаться, насколько мы были удивлены, даже поражены при чтении некоторых статей, опубликованных в словацкой печати по случаю 150-летия со дня рождения великого

¹ XII^e Congrès International des Sciences Historiques. Rapports. I. Wien. 1965. 266 (Подчеркнуто мною. Э. А.)

² Там же, стр. 259.

³ Там же, стр. 262, 263, 265, 267.

⁴ Там же, стр. 266.

⁵ История Трансильвании. Т. II. Под ред. Мирона КонстантINESКУ. Бухарест, 1964, стр. 124. (На венг. языке.)

⁶ Там же, стр. 120.

словацкого патриота Дюдовита Штура, сыгравшего значительную роль как в революционных событиях 1848—1849 годов, так и до и после них. Мы имеем в виду прежде всего юбилейную статью Даниэля Рапанта (D. Rapant), опубликованную в 5 номере словацкого критического и литературоведческого журнала *Slovenská Literatúra* за 1965 год и статью Владимира Минача (Vladimír Minač), опубликованную в 42—44 номерах за 1965 год словацкого литературного еженедельника *Kultúrny Život*. Эти статьи особо характеризуют взгляды тех, кто думает воздать должное исторической роли и заслугам Штура путем полной или частичной ревизии взглядов Маркса, Энгельса, а также Ленина на значение европейских, и в частности венгерской, революций 1848—1849 годов, а также на роль в большинстве своем славянских национальностей ставших на сторону габсбургской контрреволюции. Мы, конечно, знаем, что подобный подход в словацкой печати и науке не является всеобщим, (мы имеем в виду неоднократно изложенные позиции Ладислава Новомеского (Ladislav Novomeský) по данным вопросам, в частности, его статью, опубликованную в первом номере журнала *Slovenská Literatúra* за 1966 год, для которой характерны стремления к утверждению принципов пролетарского интернационализма). Несмотря на это, мы считаем необходимым подробнее остановиться на вышеупомянутых работах.

Венгерская историческая наука последних двух десятилетий, как в научных статьях и монографиях, так и в университетских учебниках и других публикациях, дает правильную и справедливую оценку заслугам Штура, признавая весьма значительную, хотя и не свободную от противоречий историческую роль этого великого сына словацкого народа. Благодаря этой общепризнанной позиции нашей марксистской историографии венгерская печать также приняла участие в ознаменовании 150-летия со дня рождения Людовита Штура. В центральном органе Венгерской социалистической рабочей партии, газете Непсабадшаг, 28 октября 1965 года опубликована статья Иштвана Дольманьоша «Памяти Штура». Отмежевываясь от националистических искажений как венгерской, так и словацкой историографии автор статьи писал: «Руководители словацкой политики в период реформ и в 1848—1849 годах не в последнюю очередь из-за ущемления своих национальных интересов, в результате узкой национальной политики венгерского дворянства, в том числе и руководителей борьбы за независимость Венгрии, отвернулись от венгерского движения и вопреки своим благородным намерениям оказались в западне династии Габсбургов.»

В своей юбилейной статье профессор Будапештского Университета Эндре Арато, историк, в течение десятилетий изучавший историю словацкого народа, оценивает Штура, как «передового борца за преобразование словацкого народа в нацию». Статья была написана по просьбе редакции братиславской «Правды», центрального органа Словацкой коммунистической партии и опубликована в праздничном номере этой газеты от 28 октября 1965 года.

В то время, когда были опубликованы эти статьи, принадлежащие перу венгерских историков (не будем скрывать, мы ссылаемся на них с гордостью и удовлетворением) сам собой напрашивается вопрос, каким образом думали отметить память Штура, какие выводы считали необходимым сделать из его жизни и борьбы для братских социалистических народов, для современного поколения Д. Рапант и В. Минач, печатая свои статьи в журналах *Slovenská Literatúra* и *Kultúrny Život*?

Даниэль Рапант подвергает ревизии положения Маркса и Энгельса о том, что в Венгрии в 1848—1849 годах по существу произошла антифеодальная буржуазная революция, которая являлась органической частью, важным звеном в цепи европейских революций того времени. «Дорогое для венгерской историографии представление, — пишется в статье — что прогрессивная роль, которую в других странах сыграла буржуазия, в Венгрии выполняло среднее дворянство, не соответствует действительности.»

Согласно Рапанту, взгляды Маркса и Энгельса, положительно оценивших революцию 1848 года и осудивших национальности, вступившие в союз с Габсбургами, сформировались отчасти из-за их недостаточной осведомленности, отчасти же по причине того, что они не были свободны от чувства «германского превосходства», прямо говоря, были германскими националистами, и, как таковые, были антиславянски настроены. «Маркс и Энгельс, которые в столь большой степени смогли отмежеваться от тогдашних общественных взглядов своего прусского окружения, в национальном отношении во многом оставались под его влиянием, их взгляды не были свободны от следов германского национализма. Немецкие националисты хотели «присоединить к новой националистической Германии те славянские нации, которые некогда принадлежали к Священной Римской империи. Это являлось и программой Маркса и Энгельса, но, разумеется, на основе республиканизма», — пишет этот известный словацкий историк.

Рапант открыто осуждает венскую и венгерскую революции, которые «запугав прогрессивные, однако, с социальной точки зрения более умеренные элементы» — здесь явно имеется в виду либеральная буржуазия —, по существу явились причиной победы реакции. С подобной открытостью автор занимает позицию на стороне габсбургской контрреволюции. «Австрийское правительство и австрийский парламент являлись по крайней мере настолько либеральным, насколько венгерский или франкфуртский ... Правительство Шварценберга ... в своем первоначальном плане совсем не имело в виду упразднить конституционность.» ... «Итак, тенденция словацкого национализма, направленная не против Австрии, а против венгерских феодалов и вообще против венгерского господствующего класса была закономерным и естественным явлением.» Что же касалось октроированной мартовской конституции 1849 г., то — по Рапанту — «... эта реакция была не так уж плоха ... ни двор, ни Шварценберг

при издании конституции не думали о том, что не будут осуществлять ее.» Рапант с большим признанием отзывается об австрийской правительственной политике периода Баха, которая якобы означала, что Вена «приняла славянскую и словацкую программу по национальному вопросу». В довершение всего он пишет: «... осуществление славянской, прежде всего словацкой, программы (*хотя бы и абсолютистским путем*) равнялось бы гораздо более революционному преобразованию традиционной общественной конституции, чем все конституции данного периода вместе взятые... Итак, в случае славян и словаков речь шла не о «трагедии» — как хотел это представить Ревай, — а о проницательности и дальновидности». ⁷ Кратко подытоживая позицию Рапанта мы приходим к выводу — что, между прочим, подчеркивается и в самой статье, — что автор не считает приемлемым то положение научного социализма, что национальные движения, несмотря на все их значение, должны быть подчинены интересам всеобщего прогресса, то есть, что касается 1848—1849 годов, интересам революций против феодализма и абсолютизма.

В основе эта же позиция характеризует и большую статью Владимира Минача. Согласно утверждению автора, руководители словацкого движения, вступившие в союз с австрийской и русской императорской реакцией против венгерской революции, лучше понимали положение и задачи, чем Маркс и Энгельс. «... Словаки видят венгерское движение изнутри и в близости, а не издали, как например, Маркс.» В Венгрии в 1848—1849 годах не было настоящей революции — вот основной смысл позиции Минача. В Венгрии — пишет он — произошла «странная революция —» «*drole de révolution*». Перетасовывались те же карты...» «И для этой странной революции характерно, что не было необходимости ни в каком противоположном движении, реакции, никакой реставрации для ее отрицания.» «Революция срослась с аристократией... эта аристократия поглощает революцию.» Минач с сочувствием цитирует Штура: «Господа революционеры и раструбившие по всему свету свои взгляды либералы прежде всего стремились угождать дворянству, и в том числе магнатам». В то же время автор приписывает Кошуту никогда не высказанную им фразу: «Всю власть должна взять в руки аристократия.»

Итак, согласно Миначу, венгерская революция по существу являлась маневром венгерской аристократии: реакционным, шовинистическим обманом. Героев и палачей революции он ставит на одну доску. Для него все равно, идет ли речь о Кошуте, Чаньи, Сачваи или о сподвижниках императорских и царских войск, о графе Ференце Зичи, бароне Шаму Йошике, графе Эмиле Дежёфи. Он не принимает того, что борьба венгерского народа в 1848—1849 годах являлась и борьбой противостоявших друг другу клас-

⁷ Подчеркнуто мною (Э. А.).

сов венгерского общества; эта борьба велась не только против габсбургского абсолютизма — угнетателя страны, но и против венгерской крупнопоместной аристократии, отчаянно защищавшей феодальные учреждения, причем велась эта борьба не на жизнь, а на смерть. Он не признает наличия классов и их борьбы внутри данного общества, а видит только борьбу наций и рас друг против друга, причем рассматривает ее как вечное явление. Как же можно иначе понимать ход его мыслей относительно словацко-венгерских противоречий: «...раны до настоящего времени не зарубцевались. Национальный антагонизм — вещь упрямая, и если мы не говорим о нем, это не значит, что он и не существует... *Ненависть вошла в кровь людей; это почти мифическая ненависть.*»⁸

Если к этому прибавить все то, что скрывается в туманном стиле автора, пишущего с одной стороны, о трагическом «одинокчестве» словацкого народа его вечных «конфликтах с самим собой», с другой же стороны, об «исторической справедливости» «великославянского шовинизма», о приходских школах, как о «последней цитадели словацкого языка», об обоснованности тогдашнего антисемитизма словаков и т. д., а также «гордое» подчеркивание того что он, Владимир Минач, вплоть до настоящего времени «не сумел прийти к объективному подходу» по национальному вопросу, то, может быть, нам удастся дать некоторое представление о том, на каком уровне находятся его рассуждения. По сравнению с Даниэлем Рапантом Минач во всяком случае имеет одно веское оправдание: его неосведомленность даже в самых основных и общеизвестных исторических фактах.

Рассмотрим ближе утверждения о том, что в Венгрии в 1848—1849 годах не произошло революции, тем более революции буржуазной. Это утверждение диаметрально противоположно как историческим фактам, так и решительно сформировавшимся мнениям современников — Маркса и Энгельса.

Начиная с 1825 года, а главным образом с начала 30-х годов протоколы заседаний государственных и комитатских собраний, печать и богатая политическая литература того периода, секретные документы австрийских правительственных органов, сообщения доносчиков, также как и воспоминания современников свидетельствуют о том, что в Венгрии шла широкая и ожесточенная борьба за ликвидацию мешавших буржуазному развитию феодально-абсолютистских учреждений и проведение либеральных реформ, направленных на осуществление буржуазного развития, будь это вопрос о выкупе крепостных крестьян, проведение новых законов о налогах и вексельных платежах, организации кредитных учреждений, развитии национальной промышленности, строительстве железных дорог, урегулировании рек, демократизации городского самоуправления, разработке

⁸ Подчеркнуто мною (Э. А.).

уголовного кодекса и т. д. Если половинчатый характер и непоследовательность дворянского либерализма и наложили свой отпечаток на всю эту борьбу и на сами достижения революции 1848 года, все же, несомненно, что отмена крепостного права, упразднение сословного строя, введение равенства перед законом, буржуазная система представительства, формирование ответственного венгерского министерства были в своей основе достижениями буржуазными и их передовой характер в Средней и Восточной Европе того времени не может подвергаться сомнению. Мартовская конституция 1848 года была не дворянской, а буржуазной конституцией, она вызвала не только сопротивление Вены, но и венгерской аристократии, магнатов и высшего духовенства.

Достоен упоминания тот факт, что и во времена Маркса и Энгельса нашлись люди, которые рассматривали освободительную борьбу венгерского народа как движение «венгерской аристократической касты», «наглейших угнетателей народа» и нападали на газету Маркса — *Neue Rheinische Zeitung* — выступившую на стороне венгров. Ответная статья Маркса и Энгельса⁹ одновременно является поразительно метким ответом и всем тем, кто в наши дни нашли целесообразным восстановить эти же обвинения. «Мадьярские магнаты, Эстергази и т. д. дезертировали в самом начале войны и отправились в Ольмюц и что как раз «аристократические» офицеры мадьярской армии с начала борьбы и по сей день ежедневно предавали национальное дело.» Как видно, Маркс и Энгельс удивительно ясно поняли положение в Венгрии. То, что представители венгерского высшего духовенства и дворянства, представители виднейших «исторических» семей на самом деле оказали огромную и всестороннюю помощь австрийской и русской военщине как в политическом, так и в экономическом и военном отношении, и что они же после победы реакции стали основными ходатаями контрреволюционной расправы — это уже вполне, во всех деталях выяснено и установлено исторической наукой.

Однако, Маркс и Энгельс не удовлетворились решительным опровержением необоснованного утверждения, что якобы события в Венгрии в 1848—1849 годах были делом венгерской феодальной аристократии, а показали, что это утверждение является излюбленной клеветой реакционных сил — к тому же в целях дискредитации руководителей не только венгерской, но и польской революции — среди распространявших эту клевету мы находим наиболее характерных представителей европейской реакции того периода — от Меттерниха до царя Николая I.

Маркс и Энгельс считали достижения венгерской революции весьма существенными и высоко ценили революционную решимость венгерского национального правительства отстаивать эти достижения даже ценой воору-

⁹ К. Маркс и Ф. Энгельс, *Сочинения*, Москва, том 6. стр. 325.

женной борьбы. Венгерская революция приобрела *европейское значение* благодаря своей героической борьбе против объединенных сил европейской реакции, — и это особо подчеркивали Маркс и Энгельс. Энгельса серьезно занимала мысль написать историю вооруженного похода против Венгрии; поражение венгров он считал роковым с точки зрения всего европейского революционного движения.

В статье Даниэля Рапанта важное место занимает и утверждение, что выступление Маркса и Энгельса на стороне венгерской революции 1848—1849 годов и то, что они рассматривали ее как органическую часть, во многих отношениях блестящую главу истории европейских революций, объясняется их плохой осведомленностью в венгерском вопросе. По мнению автора, Маркс и Энгельс в 50—60-ых годах резко выступили против Кошута и большей части венгерской эмиграции именно потому, что тогда, располагая уже более точной информацией, подвергли ревизии свои первоначальные взгляды на венгерскую революцию, свою положительную оценку борьбы венгров.

Сколько утверждений, столько и ошибок.

Маркс и Энгельс *нигде* не подвергали ревизии положительную оценку венгерской революции, ее по существу буржуазный характер, ее направленность против феодализма и абсолютизма. Они, естественно, не преминули указать ни на один ошибочный шаг и упущение либерального дворянского руководства революции. Маркс и Энгельс законно критиковали нерешительность венгерского правительства в деле помощи венскому восстанию, упущение целого ряда благоприятных возможностей нанести решительный удар по власти Габсбургов, тактическую ошибочность Декларации независимости, отсутствие решительности и непоследовательность по отношению к Гёргею, «позорную катастрофу в Вилагоше» и т. д. Все это не меняет того, что десятилетия спустя, в абсолютно новой исторической обстановке они сохранили свою первоначальную позицию не только относительно революционного характера событий в Венгрии в 1848—1849 годах, но и их европейского значения. Маркс и Энгельс, которые в 1849 году ожидали от победы венгерской революции такого политического прогресса, который в конечном итоге привел бы «к разрушению всей восточно-европейской системы государств», то есть, к ликвидации власти Габсбургов, Гогенцоллернов и Романовых,¹⁰ и через четверть века по существу не отказались от этой своей позиции. «В годы революции подавление Венгрии русскими войсками было таким же решающим событием для Восточной и Средней Европы, каким июньский бой в Париже был для Запада» — писал Энгельс в 1875 году.¹¹ Эту свою позицию Маркс и Энгельс отстаивали до конца; можно

¹⁰ Там же, стр. 558.

¹¹ Там же, том 18, стр. 507.

было бы привести множество цитат, подтверждающих их взгляды по этому вопросу.¹²

Очевидно, Даниэлю Рапанту чрезвычайно важно доказать, что Маркс и Энгельс позднее перестали оценивать события 1848—1849 годов в Венгрии как революционные. Только этим можно объяснить своеобразный метод доказательства, к которому прибегает автор. Так, например, он ссылается на письмо Энгельса Марксу от 3 апреля 1851 года, в котором Энгельс говорит о *восстании* в Венгрии;¹³ из этого Рапант делает далекоидущие выводы. Между тем, он упустил из виду, что Энгельс часто пользовался словом «восстание» вместо «революция» как синонимом последнего. Для этого автору достаточно было бы прочитать серию статей Энгельса *«Революция и контрреволюция в Германии»*, которая впоследствии стала известна как отдельная работа. Это было бы полезным хотя бы потому, что автор смог бы убедиться, что Энгельс в этой своей капитальной работе, написанной *позже*, чем вышеупомянутое письмо, — естественно, — как вообще и в других работах, — говорил о венгерской *революции*.

Не с большим успехом старается Рапант доказать, что и Маркс не считал события в Венгрии революцией. С этой целью он ссылается на письмо Маркса Энгельсу от 1 декабря 1851 года, в котором Маркс приводит весьма гневные слова чартистского вождя Джонса против Кошута (в качестве ответа на отрицательное отношение Кошута к чартистам). Во имя европейских *пролетарских* революций (цитируя дословно: «европейские революции являются крестовыми походами труда против капитала»), Джонс на самом деле пишет о «полуварварских», «застрявших в полудивиллизации» XVI века венграх, у которых *такая* революция, естественно, в этот период не могла произойти.¹⁴ Маркс, — хотя он в эти годы вел острую, по словам Ревай, «личную борьбу» с Кошутом, ни единым словом не выразил своей солидарности с этим выпадом, называя это со своей стороны беспощадным (*sans miséricorde*). Все это становится еще яснее из письма Маркса, написанного на другой день (2 декабря) Эбнеру, в котором он упоминает об этом в таком смысле, что Кошут в результате своей «бестактности ... восстановил против себя чартистскую партию, которая, в лице своего талантливейшего представителя Эрнеста Джонса, нападает на него с таким ожесточением, с каким она могла бы нападать на какого-нибудь Гайнау».¹⁵ Забыть об этом втором письме и показать содержание этих писем вообще в таком свете, будто Маркс и Энгельс в основном подвергали ревизии свои взгляды относительно венгерской революции, — необычный, лишенный всякого основания метод.

¹² Там же, тт. 14, стр. 533; 16, стр. 214; 19, стр. 36 и др.

¹³ Там же, том 27, стр. 210.

¹⁴ См. статью Э. Джонса What is Kossuth? в журнале «Notes to the People». Том II. 1851. стр. 604—606.

¹⁵ К. Маркс и Ф. Энгельс, Сочинения том 27, стр. 338, 516.

Аналогичен характер утверждения Д. Рапанта о том, будто бы Маркс и Энгельс позже изменили свои взгляды вообще относительно революций 1848 года. «Свои взгляды и надежды они позднее рассматривали как иллюзии» — пишет автор. Если здесь имеется в виду, что не оправдалась надежда Маркса и Энгельса, относительно того, что именно во Франции и Германии с революциями 1848 года началась «та решительная борьба, которая может закончиться только окончательной победой пролетариата», то есть, что в этих странах революции перерастут в пролетарскую революцию, то эту свою ошибку они осознали еще осенью 1850 года, и интересующий нас вопрос о характере венской и венгерской революции и о роли славянских национальностей в них имеет с этим вопросом очень мало общего.

Нет сомнения, что опыт десятилетий, прошедших после европейских революций 1848 года, формирование и укрепление социалистического рабочего движения и — не в последнюю очередь — разные мелкобуржуазные заблуждения эмигрантов 1848 года способствовали тому, чтобы Маркс и Энгельс более критически рассмотрели многочисленные непоследовательности, упущения и проявившиеся во многих областях противоречия этих революций, в том числе и венгерской революции, и открыто заявили об этом. Не сделав этого они бы не только отреклись от самих себя, но и не выполнили бы своего долга перед международным рабочим движением. *Но Маркс и Энгельс никогда не смешивали революции с контрреволюцией*, чего нельзя сказать об авторах статей, являющихся предметом нашей критики. Маркс и Энгельс ясно видели место революций 1848 года в общеевропейском развитии, их значение с точки зрения международного рабочего движения. В частности, они неоднократно указывали на то, что в разработке их научных положений огромную роль сыграл исторический опыт европейских революций 1848 года. Они до конца гордились тем, что их газета *Neue Rheinische Zeitung* в 1848—1849 годах «выступила в защиту каждого революционного народа».¹⁶ Характерна точная оценка, данная в 1893 году пожилым Энгельсом революционной борьбе середины XIX века. «Итак, если революция 1848 года и не была социалистической, то она расчистила путь, подготовила почву для этой последней... Попробуйте представить себе какое-либо общее интернациональное действие итальянских, венгерских, немецких, польских, русских рабочих при политических условиях, существовавших до 1848 года! Значит, битвы 1848 года были не напрасны.»¹⁷

Рассмотрим подробнее и утверждение Даниэля Рапанта о том, что основоположники идеологии пролетарского интернационализма Маркс и Энгельс, собственно говоря, сами не были свободны от чувства «германского превосходства».

¹⁶ Там же, том 21, стр. 20.

¹⁷ Там же, том 22, стр. 382.

Курьезность и полная абсурдность обвинения в национализме доказывается целым рядом высказываний, множеством трудов Маркса и Энгельса, всей жизнью этих двух великих мыслителей. Они ни на минуту не переставали страстно клеймить *немецкую* отсталость, *немецкую* реакцию, *немецкую* национальную спесь. Даже для самих ранних их работ характерна эта важнейшая точка зрения. Бичуя застой мелкобуржуазной жизни того времени, молодой Маркс писал в 1843 году: «И если бы целая нация действительно испытала чувство стыда, она была бы подобна льву... Правда, в Германии не чувствуют еще даже стыда...»¹⁸ Аналогичную страстность, даже гнели и оценке положения в Германии в эти годы мы видим и у молодого Энгельса. В течение всей научной и политической деятельности они не переставали беспощадно критиковать все отрицательные черты прошлого Германии, а также современного им периода. С особо острой иронией бичевали они немецкий шовинизм. Маркс и Энгельс беспощадно пригвоздили к позорному столбу не только шовинизм имущих классов Германии, но и национальную ограниченность, националистическое чванство немецких мелкобуржуазных «истинных социалистов». Угнетение других народов они рассматривали как позор и несчастье для всего немецкого народа, ликвидировать этот гнет в истинных интересах Германии. Свои надежды они возлагали на немецких рабочих «они поднимаются, чтобы... путем радикальной революции восстановить немецкую честь».¹⁹

После победы революции Маркс и Энгельс в ряде статей, опубликованных на страницах *Neue Rheinische Zeitung*, не только беспощадно бичевали трусость немецкой буржуазии и половинчатость революции, но в то же время считали, что в своих отношениях с соседними народами «революционная Германия должна отречься от всего своего прошлого».²⁰ Когда в Германии началось рабочее движение, именно они наиболее сурово критиковали его отдельные ошибки и слабости, в частности в критике готской и эрфуртской программ рабочей партии Германии.

В обвинении Маркса и Энгельса в том, что они «не были свободны от чувства германского превосходства», т. е. говоря прямо, были германскими националистами, с самого начала скрывалось, как скрывается и в этом случае утверждение, — если даже Рапант словесно этого и не сформулировал, — что эти гиганты научного социализма были антиславянски настроены.

Несомненно, что выступление Маркса и Энгельса *на стороне революции 1848 года* одновременно означало их решительное и недвусмысленное

¹⁸ Там же, том 1, стр. 384.

¹⁹ Характерно (и на это мы обращаем особое внимание Рапанта), в чем прежде всего упрекнул Энгельс немецких т. н. патриотов накануне революции 1848 года: «Немцы никогда не были приверженцами национального там, где национальные интересы совпадали с интересами прогресса; они всегда были таковыми, когда национальное шло в разрез с прогрессивным». (Там же, том 4, стр. 486, 487.)

²⁰ Там же, том 5, стр. 84.

выступление *против* тех, кто поддерживал феодальные, абсолютистские силы. Маркс и Энгельс при беспощадном осуждении вступивших в союз с Габсбургами румынских и славянских национальностей руководствовались *не антиславянскими, а антиреакционными* стремлениями.

Известно, что о борьбе поляков — «бессмертных рыцарей Европы», их героических выступлениях за свободу своего и других народов Маркс и Энгельс писали больше, чем о революционной деятельности немцев и венгров вместе взятых, а ведь и поляки славяне! Но они представляли *революционный* элемент в Европе того времени, как благодаря их объективному положению, — польское королевство являлось наиболее уязвимой точкой, Ахиллесовой пятой могучей царской империи, — так и благодаря их особой роли, благодаря тому, что сынов этого народа можно было встретить повсюду, на поле битвы, где народы боролись за свою свободу.

Разве Маркс и Энгельс требовали в 1848—1849 годах революционной войны против царской России побуждаемые чувством германского превосходства и вытекающим из этого антиславянским настроением или потому, что они предвидели, что в противном случае царь с помощью своих огромной армии рано или поздно станет палачом революции? Они стремились избежать того, что произошло в Венгрии в 1849 году, кровавого разгрома венгерской революции с помощью царской власти. Маркс и Энгельс видели в этом удар *по всему европейскому революционному движению*. Их поведение было обусловлено тем историческим фактом, что в этот период царизм являлся наиболее целостным феодально-абсолютистским строем и в то же время наиболее могучим арьергардом европейской реакции: «Старая Россия была до сих пор огромной резервной армией европейской реакции; она действовала в качестве таковой в 1789, 1805, 1815, 1830 и 1848 годах».²¹

Из каких общих положений исходили Маркс и Энгельс при оценке отдельных наций, наглядно показывает то, что когда в результате возникновения и быстрого распространения революционного движения в России в 60—70-х годах прошлого столетия обстановка коренным образом изменилась, они с большой надеждой обратили взоры к России. Куда исчез тогда их якобы германский национализм, их славянофобство? За созреванием грядущей российской революции они следили с величайшим интересом и с научной прозорливостью предсказали ее значение, ее влияние на развитие всей Европы.²²

Маркс и Энгельс в 1848—1849 годах потому так резко и осудили «черно-желтый энтузиазм» населявших монархию национальностей, главным образом славянских, что уже в это время они считали монархию Габсбургов устаревшей, обреченной на гибель государственной формацией, максимально мешавшей развитию Европы, требуя ее неотложной окончательной ликви-

²¹ Там же, том 19, стр. 124.

²² Там же, том 19, стр. 123—124, том 22, стр. 51—52 и т. д.

дации. Если по этому вопросу они проявили нетерпеливость, то это объяснялось тем, что они понимали, что Австрия, «... грязнее, презреннее и ненавистнее, чем когда-либо...»,²³ этот также «больной человек Европы», могла продлить свое существование прежде всего путем постоянного разжигания розни между нациями, населявшими империю. «Чтобы существовать — писал Энгельс —, австрийская монархия должна поочередно натравливать друг против друга различные подвластные ей национальности».²⁴ От него не укрылось и то, что династия Габсбургов особенно охотно угнетает более слабые нации,²⁵ а таковыми в Австрии были славяне.

Маркс и Энгельс считали преступлением против всеобщего прогресса и сугубых интересов этих же народов то, что в 1848—1849 годах вместо революционного сплочения сил они думали реализовать свои национальные стремления путем вооруженной поддержки контрреволюции Габсбургов. Маркс и Энгельс бичевали недалекость этих народов, то что они приняли всерьез «обещания официальной австрийской контрреволюции». Они и позднее осуждали националистическую недалекость, «провинциальный эгоизм» отдельных наций австрийской империи, их доверчивость по отношению к обещаниям династии. «Секрет долговечности австрийской империи именно и таится в этом провинциальном эгоизме, который заставляет каждый народ тешить себя иллюзией, будто он может завоевать себе свободу, пожертвовав независимостью другого народа», — писал Маркс.²⁶

Как видно, мнение Маркса и Энгельса о «конституционности» власти Габсбургов, ее благосклонности к славянам, в частности, к словакам, было резко, можно сказать, диаметрально противоположным изложенному Рапантом в цитированной статье.²⁷ Нуждается ли в особом доказательстве, кого оправдала история? Что касается национальностей, об австрийском правительстве и в этом отношении можно сказать, что «оно поразило весь мир своей неблагодарностью».

Но эту «неблагодарность» Австрии в отношении национальностей, которые в 1848—1849 годах, несмотря ни на что, поддерживали ее, можно было предвидеть, и не заметить этого было равно политической слепоте. И не только потому, что, как показала история, всегда плохо кончили те, кто ожидал своей свободы от тирании. Вожди национальностей, которые в 1848—1849 годах пошли по этому роковому пути, не учли конкретной европейской ситуации, соотношения сил, фактического положения Австрии. Учитывая экспансионистские стремления царской России, для австрийского

²³ Там же, том 4, стр. 356.

²⁴ Там же, том 15, стр. 244.

²⁵ Там же, том 16, стр. 158.

²⁶ Там же, том 10, стр. 199.

²⁷ О периоде режима Баха, столь позитивно оцененного Рапантом, Маркс и Энгельс, например, считали, что несмотря на «судорожные попытки централизации» «... одновременно с этим все быстрее идет разложение австрийского государственного организма». Там же, том 7, стр. 226.

правительства было опасной и неприемлемой политикой заключить прочный союз с славянскими народами монархии; в этом отношении Австрия нуждалась в венгерском господствующем классе. И Маркс и Энгельс ясно видели это. «Австрийское господство над Венгрией сопровождалось поэтому господством мадьяр в Венгрии как *до*, так и *после* 1848 года» — констатировал Маркс в своем знаменитом памфлете «Господин Фогт».²⁸

Национально-освободительные стремления словацкого народа в 1848—1849 годах потерпели крах потому, что их руководители, хотя и благонамеренно, но во всяком случае ошибочно, ожидали осуществления этих стремлений от абсолютистской реакции и поэтому содействовали победе контрреволюции.

Современная венгерская историография, порвав с шовинизмом венгерских буржуазных историков, уделяет большое внимание истории и борьбе угнетенных наций бывшей венгерской империи. Она признает, что в 1848—1849 годах в чаяниях и первоначальных планах угнетенных национальных масс, в частности, словаков, был сильный плебейский, демократический элемент, и не в одном отношении их стремления были более далекоидущими, чем те, которые характеризовали политику венгерского либерального дворянства, Кошута, например, по крестьянскому вопросу.²⁹ Венгерские историки-марксисты не оправдывают венгерское национальное правительство 1849 г., не стремившееся избежать столкновений с национальностями, в частности, со словаками, путем *своевременных* уступок, путем удовлетворения их законных требований. Это, однако, не меняет того рокового исторического факта, что движение Штура и его сторонников в тот момент, когда осуществления своих демократических и национальных требований они стали ожидать не от сплочения с прогрессивными силами, а от политического и вооруженного союза с реакцией, вопреки субъективным благим намерениям, превратилось в *контрреволюционный фактор*, и беспощадная борьба венгерского национального правительства в защиту революции, а значит, против этого движения стало неизбежной.

Этот неудачный шаг Штура и его сторонников в свое время мог иметь и фактически имел определенное оправдание: вопиющие факты венгерского гнета, то, что национализм боролся с национализмом, сознательное стремление австрийского правительства привлечь в свой лагерь недовольные национальности с помощью обещаний «национального равноправия», панславистские иллюзии и так далее. Но, что можно привести в оправдание тех, кто теперь, спустя более ста лет, с учетом всех последствий этого шага, пытается представить эту роковую ошибочную политику как гениальное

²⁸ Там же, том 14, стр. 517.

²⁹ Это также подчеркивается в статье Э. Арато, опубликованной в юбилейном номере братиславской «Правды» от 28 октября 1965 года.

превидение?³⁰ Здесь же следует сказать, что мы законно считаем ошибочным утверждение Энгельса о «нежизнеспособности» славянских народов, сыгравших контрреволюционную роль в 1848—1849 годах; оно не подтверждено историей. Эти народы несомненно опровергли предсказание Энгельса тем, что в ходе их дальнейшего развития, с помощью сформировавшегося рабочего класса и его социалистического движения они стали ждать осуществления своих законных национальных требований уже не от династических сил, а от демократического и социалистического развития. Они доказали свою *жизнеспособность* тем, что вырвались из когтей реакции, перестали быть игрушкой в ее руках, жертвами лживых иллюзий. Не будь этого, предсказание Энгельса могло бы легко сбыться.

Но тут же нужно подчеркнуть и тот важнейший факт, что взгляды о «нежизнеспособности» славянских народов монархии Энгельс не превращал в какую-либо «теорию». Ни в период I, ни в период II Интернационала мы больше не встречаемся с подобным взглядом Энгельса. Известно, что он придавал большое значение рабочему движению этих народов, от которого он много ожидал как раз с точки зрения ликвидации мелочной национальной розни, борьбы против националистической узости и эгоизма, господствовавших в Австро-Венгерской монархии.³¹

Рассмотрим, наконец, по какому же вопросу Маркс и Энгельс в 50-ых — 60-ых годах прошлого века действительно выступали против находившегося в эмиграции Кошута и его сподвижников. Большое возмущение Маркса и Энгельса вызвало несовместимое с революционным демократизмом решение

³⁰ Как противоположный вышеуказанному и достойный внимания пример можно привести свободную от всяких националистических предрассудков точку зрения югославского автора, Эдварда Карделя по этому сложному вопросу. Не прибегая к уверткам, безо всяких прикрасиваний он утверждает, что его нация — словены — в 1848—1849 годах пытались разрешить свои национальные проблемы «опираясь не на революцию, а на контрреволюцию». Кардель указывает на печальный, но правильный урок: «участие в походе реакции во время революции 1848 года является одним из наиболее темных эпизодов нашей истории и нам нечего обвинять немецких и венгерских революционеров в их тогдашних резких выступлениях против славянских народов», ибо, — как сказал Маркс, — «ни одна находящаяся в революционной ситуации и войне с чужестранным врагом страна не может терпеть Вандею в своей сердцевине». «A szlovén nemzetі kéri dís fejlédése». Развитие словенского национального вопроса (Изд. 2-ое, Нови Сад, 1961, стр. 325, 332.). Подобная позиция, естественно, не льстит буржуазным и мелкобуржуазным националистическим чувствам и взглядам, которые — нечего скрывать — имеют еще некоторую почву и в социалистических странах. Однако это соответствует истинным национальным интересам и требованиям социалистического патриотизма; беспощадный учет уроков истории делает народы сильнее. «В ходе истории ничто так тяжело не сказалось на судьбе малых народов, как их участие в борьбе на стороне реакции ... пусть 1848 год *вечно напоминает* нам об этом» — пишет автор. (Там же, стр. 337. — подчеркнуто в оригинале. Э. А.).

³¹ Насколько важным Энгельс считал интернациональное сплочение сил рабочего класса разных наций монархии, свидетельствуют интересные строки, которыми он обратился к редакции газеты «Непсава» в конце 1890 года, во время формирования Социал-демократической партии Венгрии. В них он указал на то, что в Венгрии «рабочая партия ... имеет то преимущество, что с самого начала является интернациональной, объединяя в своих рядах мадьяр, немцев, румын, сербов и словаков» (Собрание Сочинений, т. 22, стр. 93—94). Очевидно, что это не только констатация факта, но и добрый совет Энгельса.

Кошута и его эмигрантского круга вступить в союз с одним из центральных и особенно вредных представителей европейской реакции тех дней — Наполеоном III, питая тщетную надежду на завоевание национальной независимости Венгрии с его помощью. То есть, Маркс и Энгельс в 1850-ых — 60-ых годах выступили против вождя венгерской эмиграции по существу по тому же принципиальному вопросу, по которому в 1848—1849 годах осудили национальности империи Габсбургов, в частности национальности, жившие в Венгрии: за союз с реакцией.

Союз Кошута и его круга с Наполеоном III, а затем с Бисмарком оказался такой же нелепой иллюзией, так же приведшей к неудаче, как и союз хорватов, сербов, румын и словаков с Габсбургами в 1848—1849 годах. Эти родственные черты Маркс и Энгельс хорошо поняли. Демагогию мракобеса Наполеона III, его игру с лозунгом «права национальностей на самоопределение», злоупотребление этим принципом они непосредственно сопоставили с тем фактом, что «австрийское правительство злоупотребляло принципом национальностей» в 1848—1849 годах, чтобы с помощью сербов, словенцев, хорватов, валахов и т. д. «задушить мадыарскую и немецкую революцию», — писал Маркс в памфлете «Герр Фогт».³²

Из этих строк видно, что Маркс и Энгельс, — в противоположность утверждению Рапанта, — даже в период обостренной борьбы против бонапартистских заблуждений Кошута — эмигранта не подвергали ревизии свои взгляды, сложившиеся в 1848—1849 годах, ни в отношении поведения национальностей Венгрии, ни самой венгерской революции.

Политику австрийского правительства: — противопоставить национальное меньшинства венграм — они и в это время считали «ловким приемом» (*geschickter Streich*) целью которого было продлить жизнь империи Габсбургов.³³

В это время не только среди венгерских, но и среди польских эмигрантов (напр. сторонников князя Чарториского), как и в довольно широких кругах эмигрантов разных национальностей, до поры до времени распространились бонапартистские иллюзии. Бонапартистские настроения Маркс и Энгельс считали чрезвычайно вредными и самым решительным образом выступали против всякого вида их проявления. Известный факт, что они, как правило, были беспощадными, когда либо открыто враждебные тенденции, либо благонамеренные, но запутанные мелкобуржуазные стремления и лженаучные обольстительные представления грозили опасностью великому всемирно-историческому делу: пробуждению сознания рабочим классом своей исторической задачи, раскрытию путей осуществления этой задачи. В таких случаях Маркс и Энгельс во всеоружии науки, не взирая

³² К. Маркс и Ф. Энгельс, *Сочинения*, том 14, стр. 533.

³³ Там же, том 15, стр. 198.

на лица подвергали ошибочные взгляды и лживые иллюзии уничтожающей критике. Выступление их по вопросу бонапартизма также было беспощадным, и на этот раз они не считали ударов, — на войне, как на войне, — нанесенных Кошуту и сторонникам бонапартизма вообще. И если в ходе этой беспощадной борьбы в отдельных деталях они и могли ошибаться, но эти ошибки теряют свое значение, по сравнению с основной истиной, которую они представляли. Ибо и на этот раз они оказались правы.³⁴

Проповедывавшийся и распространявшийся Наполеоном III «принцип национальности» являлся обманом, он не имел ничего общего с действительным правом наций на самоопределение. Этот принцип исходил не из фактов (как сформулировали Маркс и Энгельс: европейское значение, жизненная сила какого-либо народа для него ничего не значили), и преследовал до конца реакционные цели: привязать малые народы к колеснице соперничавших между собой великих держав, в частности, поставить их на службу тогдашней авантюристической французской внешней политике, захватническим стремлениям Наполеона III. Разоблачить и разгромить эти лозунги, «раз и навсегда отделить дело национальностей от дела французской контрреволюции» Маркс и Энгельс считали своей первоочередной задачей. Разоблачению «национальной пропаганды» бонапартистов они посвятили большое количество работ: статей, писем, памфлетов.³⁵ В них они указали не только на то, что бонапартистская «доктрина о национальностях» по существу совпадала с контрреволюционной национальной политикой Габсбургов, с помощью которой они заманили в ловушку угнетенные народы империи во время и после революции, но и на родство этого реакционного маневра с пропагандой панславизма.

Сознание Марксом и Энгельсом того факта, что как раз крайние реакционные силы и направления склонны пользоваться отчаянием малых народов и вообще националистической узостью, реваншистскими стремлениями, в своих собственных захватнических целях вовлечь народы в кровавые конфликты с помощью разжигания национальных противоречий, чтобы таким образом добиться победы их собственных антинародных стремлений, мы должны рассматривать, как глубокое и дальновидное предупреждение, реальность которого была доказана целым рядом тяжелых событий новейшей истории человечества. К каким катастрофическим последствиям, материальной и моральной гибели приводит то, что тот или другой народ ожидает осуществления своих национальных стремлений, ликвидации хотя бы фактических ущемлений своих национальных интересов от победы реакции,

³⁴ Йозеф Реваи еще в 30-х годах в своей работе «Маркс и венгерская революция» дал такой исчерпывающий, глубокий, свободный от всяких националистических приукрашиваний и лакировки анализ этого вопроса, что теперь, спустя более четверти века после его выхода на свет (и опубликования целого ряда вновь открытых работ Маркса и Энгельса) мы ничего не можем к нему прибавить.

³⁵ См. особенно К. Маркс и Ф. Энгельс, *Сочинения*, тт. 13, 14, 15, 30.

поддерживая ее в своем национальном фанатизме, (как выразился Маркс — если тот или иной народ дает возможность любому авантюристу совершить над ним насилие —) этому на основе событий недавнего прошлого могли научиться наши народы — *как венгерский, так и румынский и словацкий народ*. Наука эта далась нелегко, наши народы познали ее на собственном горьком опыте, и о ней нельзя забывать ни на минуту.

*

И в этом отношении оценка, данная Марксом, Энгельсом и Лениным революциям и национальной борьбе 1848—1849 годов, перестает быть вопросом чисто историческим и превращается в злободневный вопрос современности. Задумались ли упомянутые авторы над тем, что значит реабилитировать сотрудничество с реакцией, хотя и руководствуясь добрым намерением, искренним уважением к национальному прошлому? Разве среди тех, кто в недавнем прошлом поверил обещаниям нацистов, националистической демагогии Хорти, Имреди, Антонеску, Тисо, не нашлось множество доброжелательных, но неспособных оторваться от влияния националистических идей, обманутых наивных людей? Все мы еще хорошо помним, какую важную роль играла национальная демагогия, политика противопоставления народов друг другу в политическом арсенале Гитлера. Однако принцип «разделяй и властвуй» продолжал жить не только в политике нацистов, важные его элементы обнаруживаются и в идейном арсенале современной мировой реакции и ее «национальных представителей», и они на тот раз играют у них не последнюю роль. Распространение националистической подозрительности, разжигание розни между нашими народами все еще является излюбленным и, нечего скрывать, не всегда безуспешным средством врагов социализма.

Опасность национализма скрывается не только во внешних и открыто враждебных факторах, но и в нашем мышлении, если мы неспособны победить тени прошлого, забыть о ранах, *взаимно* нанесенных друг другу. *Мы ранили и нас ранили* — кто может подвести баланс? Но если бы это и было возможно, какой смысл имело бы, кому было бы полезно? Наши народы уже *перешагнули* через все это, вырвались из заколдованного круга, в который в прошлом — в большой вред всем нам — были заключены национальными разногласиями, и мы не должны допустить этого больше!

Для марксистов в национальном вопросе существует золотое правило, прежде всего «мети всяк перед своими воротами». Мы, венгерские историки-марксисты также знаем и придерживаемся этого правила. И в нашей исторической науке обнаруживаются, время от времени вновь возникающие националистические взгляды, остатки националистических настроений. Против них мы ведем серьезную, систематическую и ответственную борьбу, обнаруживаются ли они в области не критической переоценки революции

1848—1849 годов, свидетельствующей о националистической предвзятости, или в области оживления «дуалистического» варианта шовинизма. Одновременно мы стараемся быть настороже и в отношении проявления чуждых пролетарскому интернационализму космополитических идей подозрительного происхождения, как бы они привлекательными ни казались.

С другой стороны, следует помнить, что борьба против пережитков национализма является нашей *общей задачей* с представителями исторической науки братских народов, задачей общей с румынскими, словацкими и другими историками и литературоведами: только *вместе с ними и в сотрудничестве с ними* мы можем успешно справиться с этой задачей. Говоря иначе, это общая обязанность всех наших народов, о которой нам нельзя забывать, если мы хотим осуществить задачи, поставленные перед нами историей, если стремимся достичь наших великих целей. *Вот почему* мы считали необходимым сделать эти замечания. Речь идет не о «чести» венгерской революции 1848—1849 годов, хотя, естественно, она нам дорога, и даже не о «непогрешимости» Маркса и Энгельса во всех детальных вопросах, а прежде всего о прозорливости, данной нам марксистско-ленинским учением, и в которой наши народы в настоящее время нуждаются больше, чем когда-либо в ходе своей истории.

RAPPORT SUR LES RECHERCHES

Dix ans de politique viennoise après Villafranca à la lumière des lettres d'un diplomate autrichien

par

M. JÁSZAY

Le changement de direction politique survenu à la cour de Vienne en conséquence de la crise de 1859 plaça un nouveau personnage dirigeant au centre des événements. Buol ayant été relevé de ses fonctions, au mois de mai de cette même année, François Joseph, suivant le conseil de Metternich, confia la direction de la chancellerie et le portefeuille du ministre des affaires étrangères à Johann Bernhard Rechberg. Cet homme d'Etat conservateur, issu de l'entourage de Schwarzenberg entra en fonction avec un programme bien défini: la tâche la plus urgente lui paraissait être la liquidation du désordre inquiétant qui régnait dans les affaires intérieures de la monarchie. La consolidation intérieure passait avant tous les autres points de vue, même celui des affaires étrangères, car il estimait que tant que sa situation intérieure n'était pas résolue, l'Autriche ne pouvait pas prétendre jouer, une fois de plus, un rôle actif et initiateur dans la politique européenne. Puisque Buol, ministre des affaires étrangères avait été rendu responsable de l'isolement politique de la monarchie,¹ son successeur considérait qu'il était de son devoir de rétablir la bonne entente avec toutes les grandes puissances, d'éviter toute espèce de conflit et de protéger l'Autriche contre les dangers d'une nouvelle guerre, aussi longtemps que le pays ne se serait pas affermi sur le plan des finances et des affaires militaires et n'aurait pas réussi à s'assurer un allié extérieur.² Confor-

¹ Voir à ce propos le procès-verbal du conseil de la couronne le 27 avril 1859, F. ENGEL-JÁNOŠI: *L'ultimatum austriaco del 1859*, Roma, 1938, p. 127 et suiv.

² «Österreich war — écrit Rechberg à son frère le 28 décembre 1866 — als ich im Mai 1859 in's Ministerium berufen wurde, vollkommen isoliert. Es war in einem Krieg verwickelt das ... keinen anderen als einen unglücklichen Ausgang nehmen konnte. Nach Beendigung dieses traurigen Feldzuges ... erkannte ich die mir gestellte Aufgabe als darin bestehend, die Monarchie nicht wieder in einen grösseren Krieg zu verwickeln, ehe nicht die inneren Zustände in der Weise geordnet, dass der Kaiser über die Gesamtkraft der Monarchie verfügen könne, ehe nicht die Finanzen hergestellt, die Armee genügend ausgerüstet und politische Allianzen mit den Grossmächten wieder angeknüpft wären, die uns im Falle einer abermaligen kriegerischen Verwicklung die thätige Unterstützung der einer oder anderen dieser Grossmächte gesichert hätte. Diese Aufgabe war nicht leicht zu erfüllen bei dem tiefen Hass, den die Politik meines Vorgängers in Russland gegen Österreich heraufbeschworen hatte, bei den ehrgeizigen Bestrebungen Preussen's in Deutschland, bei dem festen Entschluss Napoleon's Österreich die Venetianischen Provinzen zu entreissen. Unter solchen Verhältnissen musste jeder Bruch mit Preussen Frankreich auf Preussen's Seite finden und gleichzeitig auch den Kampf mit dem zu einer bedeutenden Macht herangewachsenen Piemont hervorrufen. Es war daher vor Allem dieser Bruch zu vermeiden, da die Monarchie mit ihren noch unfertigen inneren Zuständen einem solchen Riesenkampf nicht gewachsen war. Es musste daher um jeden Preis dahin getrachtet werden, mit Preussen gute Beziehungen wieder anzuknüpfen und mit Hilfe dieser guten Beziehungen den status quo in Deutschland so lange nothdürftig

mément aux intentions de Rechberg, la politique étrangère de l'Autriche devait donc être adaptée à l'évolution de la situation intérieure. Le bâtiment de la *Staatskanzlei* où se déroulait la double activité de Rechberg fut par conséquent le théâtre non seulement de l'activité diplomatique du gouvernement, mais aussi des négociations que le président du conseil poursuivait en vue de réorganiser l'Empire et de concilier les nationalités de la Monarchie à son programme.

C'est ce travail, les principes et la pratique de la direction politique de Vienne que nous fait connaître de plus près la correspondance confidentielle du baron Roger d'Aldenburg, un des collaborateurs intimes de Rechberg avec le comte Rodolphe Apponyi, ambassadeur de la monarchie à Londres.³

Aldenburg, fils naturel de Metternich et d'une duchesse française, naquit à Paris en 1826, et embrassa en 1854 la carrière diplomatique. Membre de l'ambassade autrichienne à Londres, où il travaillait à côté d'Apponyi, il fut rappelé en automne 1859 à Vienne par Rechberg qui lors de son entrée en fonction, effectua un certain nombre de changements dans son entourage. Aldenburg fut nommé chef de cabinet et rapporteur politique au ministère des affaires étrangères,⁴ où il resta en fonction jusqu'en 1872, pour prendre alors sa retraite avec le titre de ministre extraordinaire. Il garda d'étroits rapports avec Apponyi son ancien chef: il éprouvait une grande sympathie et beaucoup d'estime à son égard, et avait gardé les meilleurs souvenirs de son séjour à Londres. Transféré à Vienne il prit l'habitude de renseigner sans fard Apponyi par de longues lettres confidentielles non seulement sur les affaires du ministère, mais encore sur les affaires publiques, les événements politiques importants et leurs dessous, non sans accompagner ses récits de remarques personnelles, parfois de jugements et de critiques. Apponyi de son côté appréciait hautement son ancien collaborateur, et ne pouvait que féliciter Rechberg de son choix.⁵ La correspondance d'Aldenburg et d'Apponyi couvre la période

aufrecht zu erhalten, bis die italienische Frage ihre definitive Lösung erhalten . . . » (F. ENGEL-JÁNOSI: *Graf Rechberg — Vier Kapitel zu seiner und Österreichs Geschichte*, München—Berlin 1927, pp. 143—144.)

³ Comte Rodolphe Apponyi, fils d'Antoine Apponyi et de Teresa Nogarola de Vérone, né en 1812. Son père fut ministre de la Monarchie à Florence, à Rome et enfin de 1825 à 1849 à Paris. Son fils commença sa carrière diplomatique près de son père, en 1836. Ministre de l'Autriche à Lisbonne en 1846, dans le Grand-Duché de Baden en 1847—49, à Turin de novembre 1849 à 1853, il est transféré à Munich après la révolution de Milan et l'interruption des rapports diplomatiques entre la Sardaigne et l'Autriche. De 1856 à fin 1871 il se trouve à la tête de l'ambassade autrichienne à Londres, ensuite, jusqu'en avril 1876, de celle de Paris. Il meurt cette même année à Venise. (J. HORVÁTH: *Magyar diplomácia, magyar diplomaták* [Diplomatie hongroise, diplomates hongrois] Budapest 1926, 345 p.; I. DRÓSZEGI: *L'Autriche et le Piémont après le traité de Milan* [1849—1850] Budapest, 1960, pp. 132—133.)

⁴ Lettre d'Aldenburg à Apponyi le 3 novembre 1859. Dans sa lettre adressée à son neveu le 15 octobre 1894, Rechberg se réfère à son ancien collaborateur: «Ein Zeuge lebt noch, an den ich mich berufen kann, es ist Baron Aldenburg, der unter mir und meinen Nachfolgern das Referat für die grossen politischen Angelegenheiten im Ministerium des Äusseren führte . . . » (F. ENGEL-JÁNOSI, op. cit. p. 151.)

⁵ Lettre d'Apponyi à Rechberg, le 2 novembre 1859: «Je ne saurais assez vous féliciter du choix que vous avez fait du B. d'Aldenburg pour l'employer auprès de votre personne. Je n'ai pas besoin de vous le recommander car vous le connaissez aussi bien que moi. Mais je tiens à vous dire combien j'ai apprécié son caractère et ses qualités tout à fait distinguées. C'est une perle sous tous les rapports et je ne doute pas que sous vos auspices il ne fasse une brillante carrière.» (Département des manuscrits de la Bibliothèque Nationale Széchényi. Écrits dipl. de Rodolphe Apponyi, boîte 16.)

allant de la fin de 1859 jusqu'en 1871, elle est conservée dans le fond Apponyi de la Bibliothèque Nationale Széchényi.

Etant donné la position des deux correspondants, l'intérêt d'Aldenburg se porte en premier lieu sur les événements de politique extérieure, ce qui toutefois ne l'empêche nullement de suivre avec attention l'évolution de la politique intérieure. En tant qu'homme de confiance de Rechberg même les rapports secrets des ministres de l'Autriche à l'étranger lui passent entre les mains; son chef discute avec lui des questions les plus actuelles et les plus délicates, et dans la plupart des cas c'est Aldenburg qui rédige les actes diplomatiques importants. Il est au courant de toutes les délibérations du conseil des ministres, il connaît les principes directeurs des dirigeants qu'il a l'occasion de rencontrer tous les jours. De plus, Rechberg ne lui dissimule pas ses difficultés et ses problèmes.

La prise de position et les conceptions politiques d'Aldenburg sont bien entendues déterminées à priori par sa naissance et son éducation. A cela s'ajoutent ses relations officielles et sociales: le cercle de Metternich qu'il fréquente, l'aristocratie et la grande bourgeoisie viennoise, les magnats hongrois habitant ou séjournant fréquemment à Vienne, ainsi que les visiteurs officiels. Aldenburg ne se différencie pas de son milieu: collaborateur loyal de Rechberg et de ses successeurs, il sert par conviction la politique néoconservatrice.

Mais tout en se vouant à la réalisation des objectifs de cette politique, il n'en garde pas moins sa pleine faculté de discernement, s'efforce de juger les événements avec lucidité, et précisément parce qu'il s'identifie à la couche dirigeante du pays et sert loyalement le régime, c'est avec une inquiétude grandissante qu'il observe l'évolution de la situation, en particulier en ce qui concerne la question hongroise.

A la suite des événements de 1859 Vienne commença à craindre que la tension et le mécontentement de plus en plus manifeste ne fissent éclater une insurrection. Apponyi lui-même partageait ces craintes, et n'avait pas manqué d'en avertir Buol à un moment où celui-ci était encore en fonction.⁶ Quant à Aldenburg, il considère le danger comme d'autant plus grand qu'il entretient des rapports directs avec les chefs des conservateurs hongrois, Sámuel Jósika, László Szögyén et surtout Antal Szécsen qu'il connaît de longue date. Ces politiciens le tiennent au courant — quoique, bien entendu, dans un esprit de parti-pris — de la situation en Hongrie. Aussi observe-t-il avec une impatience croissante la lenteur avec laquelle se préparent les mesures de réforme, et ne partage nullement l'optimisme de son chef qui considère que seuls les changements amorcés petit à petit et avec circonspection peuvent mener au but, et qui est convaincu de ce que ces changements suffiront pour apaiser l'opinion publique et pour satisfaire aux désirs des peuples de la monarchie. Aldenburg observe avec un certain scepticisme les événements qui se déroulent au cours des réunions du conseil impérial (*Reichsrath*), événements qui semblent confirmer ses doutes en ce qui concerne la force du gouvernement et le succès des

⁶ Lettre particulière, le 5 mai 1859, *ibid.* Il le renseigne sur les projets révolutionnaires des émigrés hongrois et ajoute que lors de son séjour en Hongrie il a pu se convaincre lui-même «combien chaque année les plaintes devenaient plus amères, les griefs plus sérieux, l'opposition plus hostile, l'irritation plus profonde et — je le dis avec douleur — la désaffection pour la dynastie impériale plus prononcée... Un profond découragement semble s'être emparé des hommes même les mieux intentionnés; ils ne dissimulaient pas que la situation devenait de plus en plus tendue, et qu'elle pourrait bien amener un jour une catastrophe.»

efforts de celui-ci en vue du ralliement des peuples de la monarchie. En particulier en ce qui concerne la Hongrie il ne voit aucune raison de partager l'assurance initiale de Rechberg et des autres dirigeants: à la différence de son chef, Aldenburg craint l'avènement du «parti révolutionnaire» qui entraînerait immédiatement la rupture ouverte. L'accueil hostile réservé en Hongrie à la charte d'octobre ne fait qu'augmenter ses inquiétudes. Ses lettres nous permettent de suivre pas à pas la faillite des espoirs et des aspirations de Rechberg et des dirigeants conservateurs hongrois. Leur déception, étant donné les difficultés auxquelles se heurta la réalisation des mesures d'octobre, faillit les pousser à des solutions extrêmes, plus précisément au recours à des mesures d'autorité. Finalement, en janvier 1861, la démission de Rechberg, de la charge de président du conseil et l'absence des dirigeants conservateurs hongrois lors des travaux de rédaction des lettres patentes de février rendit évident l'échec de la tentative de réforme d'octobre. Quelques mois plus tard les lettres d'Aldenburg révèlent également les dessous de l'ultime défaite des hommes d'Etat hongrois conservateurs à l'occasion des débats sur le message royal à faire parvenir à la diète hongroise.

Si Aldenburg exprime une certaine réserve à propos des tendances qui gnident la politique intérieure des néo-conservateurs dont il se sent d'ailleurs personnellement très proche, s'il n'hésite pas à les contredire ou à indiquer leurs erreurs, il n'en est pas moins clair qu'il est de cœur avec eux et désire ardemment voir leur activité couronnée de succès. Tout autre est le cas de Schmerling et de ses fidèles avec qui il entre d'emblée en opposition. Il ne dissimule pas un seul instant sa contrariété en voyant le gouvernement s'associer avec les représentants de tendances opposées, ce qui, à son avis, ne tardera pas à paralyser toutes ses actions. Et le fils de Metternich de noter ironiquement: à voir cette façon de gouverner on serait disposé à se faire partisan du constitutionnalisme et à attendre le salut des représentants du peuple.⁷ Ce fonctionnaire formé par l'esprit conservateur non seulement se méfie du libéralisme de Schmerling, mais de plus le rend responsable de la mise à l'écart de Szécsen et de Rechberg du gouvernement, et c'est finalement, avec une visible satisfaction qu'il assiste, en 1865, à sa chute. Parmi les politiciens hongrois qui succédèrent au groupe d'octobre il apprécie particulièrement Móric Eszterházy, son ancien chef, l'influence et l'habileté d'Eszterházy ayant abouti, à son avis, à faire adopter par l'empereur une attitude moins rigide et les premières mesures d'une politique de conciliation à l'égard des Hongrois. En relatant les arrière-plans dans lesquels fut constitué le cabinet de Belcredi en 1865 il s'abstient de prendre position, cependant la pointe d'ironie qui perce dans le ton sur lequel il constate avec approbation que le seul programme du nouveau gouvernement est — leçon des expériences du passé — de n'en avoir aucun, révèle le jugement porté sur la direction de la politique intérieure des dernières cinq années.

Les lettres témoignent d'une prise de position encore plus ferme à propos de la politique étrangère autrichienne dont Aldenburg n'est pas seulement le spectateur initié, mais également le protagoniste actif. Il brosse un tableau détaillé et authentique des points de vue et directives qui déterminent les rapports de Vienne avec d'autres pays, ainsi que des problèmes et difficultés qui entravent la réalisation de ses buts. Pour leur contenu, les lettres traitent de deux principaux groupes de problèmes: les relations de l'Autriche avec la

⁷ Aldenburg à Apponyi, le 30 janvier 1861.

France, en stricte connexion avec la question italienne, et l'évolution des rapports austro-prussiens; à ces deux ensembles complexes vient s'ajouter le problème polonais qui en 1863 entre dans une phase critique.

Après Villafranca Vienne, qui avait fini par rester isolée dans la guerre, témoigne une attitude extrêmement réservée vis-à-vis du gouvernement libéral de Palmerston — Russel dont la politique italophile lui semble porter préjudice à sa propre position de grande puissance en Italie:⁸ les directives envoyées à Apponyi recommandent à l'ambassadeur d'observer une réserve prudente dans ses rapports officiels avec les hommes d'Etat anglais.

En même temps et un peu à titre de compensation, l'armistice de Villafranca et la paix conclue à Zürich amorcent un tournant dans les relations franco-autrichiennes: le gouvernement de Napoléon III exprime à plusieurs reprises ses intentions de collaborer amicalement avec l'Autriche. De son côté Richard Metternich, le jeune et actif ambassadeur de la monarchie à Paris succédant en automne 1859 à Hübner dont la personne avait inspiré une nette antipathie à l'empereur français, mit tout en œuvre en vue de raffermir les bonnes relations entre les deux pays.⁹ Cependant — comme il ressort de la correspondance d'Aldenburg — Vienne accueille avec méfiance le revirement de Napoléon III qu'elle considère comme un esprit aventurier aux décisions imprévisibles et n'accepte ses propositions de rapprochement et de collaboration que sous bénéfice d'inventaire. Les rapports de l'ambassadeur Metternich mettent plus d'une fois en émoi le cabinet de Rechberg constitué de politiciens formés à l'ancienne école de diplomatie. Vienne n'a jamais cessé de craindre que Napoléon III ne se laisse entraîner par ses anciens «penchants révolutionnaires» et cette crainte détermine de manière décisive la politique autrichienne, en particulier à l'égard des mouvements nationaux européens. La monarchie désire à tout prix conserver de bonnes relations avec la France de peur que celle-ci ne s'avise de prêter assistance aux aspirations à l'indépendance des Italiens, des Hongrois et des Polonais, ce qui léserait gravement les intérêts de l'Autriche. Toutefois ces considérations l'obligent souvent à accepter des compromis douloureux qui diminuent son prestige international, comme lorsque par exemple au début de 1860, à propos de l'annexion des Etats centraux de l'Italie, Napoléon fait semblant d'ignorer les termes de leur accord antérieur, et que Vienne se borne à lui faire parvenir une simple protestation formelle. C'est avec quelque amertume qu'Aldenburg reconnaît que la faiblesse de l'Autriche l'empêche de défendre sa position par voie d'autorité et la contraint à suivre une politique étrangère contraire à ses aspirations et à ses traditions historiques.¹⁰ Néanmoins il affirme la nécessité de cette alliance au moment historique actuel. Son gouvernement — écrit-il à Apponyi — fait bien, pour ce qui est du problème de l'Est, de se ranger aux côtés de la France

⁸ Lettre particulière d'Apponyi à Rechberg, le 18 juin 1859: «Tout semble conspirer contre nous, car le Ministère Palmerston est une calamité à ajouter à tant d'autres. Il faut nous attendre à tout de la part de ces gens-là. Ne vous faites à cet égard aucune illusion.» Et dans son rapport No. 62 C. daté du même jour: «... intentions qu'on prête à Lord Palmerston et à Lord John Russel. On va jusqu'à dire que dès qu'ils seront affranchis du contrôle du Parlement, ce qui arrivera avant deux mois, ils jetteront le masque et se déclareront ouvertement pour la France.» Ibid.

⁹ V. lettre particulière secrète d'Apponyi à Buol, le 1 janvier 1859. Il lui raconte que Lord Malmesbury, ministre des affaires étrangères anglais lui a dit à titre confidentiel que Napoléon «déteste» Hübner, et qu'aussi longtemps que celui-ci sera à Paris, on ne peut point s'attendre à une amélioration des rapports austro-français. Ibid.

¹⁰ Aldenburg à Apponyi, le 30 juin 1860.

en face de l'Angleterre. Les nouvelles concernant les mouvements italiens et les projets des émigrés hongrois,¹¹ ainsi que la question de la possession de Venise constituent autant de points de vue déterminants qui, à son avis, commandent à l'Autriche de se concilier à tout prix les bonnes grâces de Napoléon.

Toutefois ceci n'est qu'une solution transitoire et due à la contrainte, le but final — qu'il s'efforce de rejoindre d'accord avec son chef — étant l'alliance des trois grandes puissances conservatrices: l'Autriche, la Prusse et la Russie, alliance qui garantirait l'intégrité territoriale de la Monarchie. Dans la première période de son nouvel emploi, le diplomate autrichien s'attacha avec énergie et conviction à la réalisation de ce programme. A travers les rapports d'Alajos Károlyi, ambassadeur à Berlin et de Friedrich Thun, ambassadeur à St. Pétersbourg, il étudie attentivement l'attitude des cours de Prusse et de Russie et si, du côté russe, il ne peut enregistrer de progrès notables, il a du moins la satisfaction de noter que Berlin prend un certain nombre de mesures destinées à consolider l'entente. Cependant le projet d'une alliance défensive austro—prussienne, formé en janvier 1861 sur l'initiative de Schleinitz, aboutit bientôt à une impasse, la Prusse posant des conditions qui lui assureraient la prédominance à l'intérieur de la fédération des Etats allemands et qui, de ce fait, sont inacceptables pour l'Autriche. En guise de réponse Vienne s'appuie davantage sur les autres Etats allemands, et entreprend de créer une nouvelle confédération excluant la Prusse. Cette rivalité de l'Autriche et de la Prusse pour la prépondérance dans la question allemande compromet de plus en plus la possibilité de maintenir la ligne directrice de la politique étrangère de Rechberg, et effectivement, dès janvier 1862 — nous dit Aldenburg — Vienne envisage l'éventualité d'un conflit armé avec la Prusse. La tendance anti-prussienne est représentée au sein du gouvernement par Schmerling, et dans l'entourage immédiat de Rechberg par les conseillers Biegeleben et Meysenburg. Les différends de plus en plus accentués entre les deux puissances allemandes conservatrices n'en rendent que plus indispensable le maintien à tout prix des bonnes relations de l'Autriche avec la France.

Le caractère hésitant et la passivité de cette politique étrangère tiraillée entre deux orientations opposées se manifeste très clairement à propos de la question polonaise. L'Autriche ne veut pas chercher querelle aux deux grandes puissances de l'Est qui en vue de défendre leurs territoires polonais ont conclu une alliance en 1863, mais en même temps elle entend ne pas contrarier la France laquelle, d'accord avec l'Angleterre, appuie les aspirations à l'indépendance des Polonais. Napoléon III va même plus loin: il met la cour de Vienne dans l'embarras en proposant une réorganisation territoriale de l'Europe par laquelle l'Autriche devrait renoncer à la Galicie et à Venise, quitte à être dédommée plus tard dans les Balkans et en Silésie. La proposition ne fait qu'accroître l'antipathie et la méfiance de Vienne à l'égard de la personne et de la politique de l'empereur tout en entretenant sa crainte d'indisposer la France qui, devenue ennemie de l'Autriche, pourrait se ranger ouvertement du côté des mouvements d'indépendance et révolutionner Venise, la Galicie et les Balkans. En fin de compte, s'allier avec la France est — selon les termes d'Aldenburg — tout aussi dangereux que rompre avec elle. L'Autriche finit par choisir le point de vue de la neutralité, et fait à la Russie une proposition

¹¹ Voir à ce propos L. CHIALA: *Politica segreta di Napoleone e di Cavour in Italia e in Ungheria*, Torino 1895; J. KOLTAY-KASTNER: *A Kossuth emigráció Olaszországban* (Kossuth et les émigrés hongrois en Italie) Budapest 1960, pp. 215—226.

médiatrice, insistant, en termes prudents, sur la nécessité de rétablir le plus tôt possible la paix avec la Pologne. Cette proposition ne satisfait ni les deux grandes puissances de l'Ouest, ni celles de l'Est.

Les temporisations qui précèdent la solution de compromis et les discussions qui se poursuivent au conseil de la couronne accablent et découragent Aldenburg qui y participe personnellement et le dressent définitivement contre la politique des dirigeants. Les comptes rendus détaillés et sincères qu'il envoie à Apponyi de ces débats reflètent fort bien ce changement de son attitude, la profonde désillusion à laquelle il est en proie. Ce diplomate formé à l'école de la politique traditionnelle est amené à reconnaître: qu'il est désormais impossible de maintenir l'ancienne politique conservatrice qui est définitivement dépassée, — qu'en voulant conserver le *statu quo* on risque de causer la perte de l'Autriche. Vienne doit se rendre compte que les changements survenus dans le monde lui donnent à choisir entre deux solutions: ou la Monarchie se résigne à transformer son organisme entier ou elle est condamnée à se désintégrer.¹² L'Autriche devrait en tirer les seules conclusions possibles, et dans cette Europe en pleine effervescence, prise dans le courant des nouvelles idées, sauver son autorité en adoptant une politique nouvelle et audacieuse. Et ce diplomate qui peu avant rêvait d'une entente entre la Prusse, la Russie et l'Autriche en arrive à déclarer: sur la voie de cette nouvelle politique la restauration d'une Pologne indépendante ne serait qu'une étape, le but final étant d'entraver l'ascension de la Prusse.¹³ Or — écrit Aldenburg sans dissimuler combien il réprouve cet état des choses — les dirigeants, et en premier lieu l'empereur lui-même refusent de s'engager dans cette voie, parce qu'ils craignent l'accroissement de l'influence française, ne veulent pas renoncer à la Galicie, et enfin redoutent que la victoire de la cause polonaise n'ait des répercussions en Hongrie. Somme toute, ils sont incapables de passer outre aux principes établis par les traités de Vienne de 1815 et d'abandonner leur position basée sur le principe de l'inviolabilité de l'empire Habsburg.

Cependant — dit Aldenburg — même cette ligne directrice n'est pas observée de façon conséquente. Car s'il en était ainsi, Vienne devrait se déclarer ouvertement pour les deux grandes puissances conservatrices, ce à quoi le gouvernement ne semble pas pouvoir se décider. Ce refus de s'engager dans l'une ou l'autre des directions ressemble dangereusement à la politique étrangère funeste suivie par Buol à l'époque de la guerre de Crimée.

La prussophobie d'Aldenburg ne fait qu'augmenter au fur et à mesure que s'accroissent les dissensions entre Vienne et le gouvernement de Bismarck à propos du Schleswig-Holstein, et que se forme le projet d'une alliance italo—prussienne.¹⁴ Le diplomate ne voit plus d'autre alternative que la guerre ou une humiliante politique d'abandon qui — il ne s'en cache pas — l'effraie davantage que la perspective de la guerre. Même à la veille de la guerre il ne cesse de blâmer la faiblesse et l'indécision de son gouvernement, de dénoncer l'incohérence de cette politique étrangère dont il est lui-même — très à contre-cœur — un représentant actif: toutes ces petites concessions que Vienne est contrainte de faire diminuent son autorité sans pour autant écarter le conflit imminent.

¹² Aldenburg à Apponyi, le 23 mai 1863.

¹³ Ibid. le 13 avril 1863.

¹⁴ Ibid. le 3 août 1865.

Après un compte rendu bref, mais éloquent de la défaite et les peu satisfaisants résultats des interventions de la France en faveur de la paix, la correspondance d'Aldenburg avec Apponyi devient plus rare. Beust ayant succédé à Mensdorff au poste de ministre des affaires étrangères, Aldenburg qui n'approuve pas ce changement, voit sa position faiblir. Comme il ressort de ses lettres, il ne jouit plus de l'entière confiance du nouveau ministre au caractère plutôt renfermé. Néanmoins, à propos du voyage de François-Joseph à Paris prévu pour l'été 1867 et qui finalement n'eut pas lieu du fait de la mort de l'archiduc Maximilien, il ne peut pas s'empêcher de rendre hommage à Beust en ces termes: «Il faut avouer que nous avons trouvé un Gouvernement qui marche, et on ne peut certes plus nous reprocher les lenteurs et le *Willstand* tuant des années antérieures.» Comme si le gouvernement avait enfin adopté la nouvelle politique audacieuse, celle même dont Aldenburg déplorait l'absence en 1863, une politique impliquant des transformations intérieures et une franche orientation française qui, bien entendu, n'allait pas sans quelques risques. «Enfin il y a une chance d'arriver à bon port, tandis que de l'autre façon on périssait lentement, sinon à coup sûr, dans le marasme.»¹⁵

Cependant la guerre franco-prussienne de 1870 vint infliger un total démenti à cette opinion, en prouvant que cette politique étrangère hardie et à larges vues était en fin de compte irréalisable. Le cabinet de Beust qui estime que la victoire de la Prusse serait désastreuse pour l'Autriche incline à l'intervention ou au moins à la médiation armée à la faveur de la France, mais l'opinion publique milite en faveur de la neutralité. D'ailleurs la faiblesse militaire de l'Autriche et ses difficultés intérieures l'empêchent de participer de manière active au conflit.¹⁶ Quand enfin la défaite de la France apparaît inéluctable, Vienne cherche à se retirer même de la médiation de paix en adoptant — comme en 1863 — la passivité prudente.

Une des dernières lettres qu'Aldenburg adresse à Apponyi, un an avant sa demande de mise à la retraite qui suivit celle de Beust, reflète la fatigue et le découragement d'un homme qui ne croit plus au succès de la tâche que 10 ans plus tôt il avait assumée avec confiance et enthousiasme.

¹⁵ Ibid. le 25 juin 1867.

¹⁶ Sur la politique et la position de l'Autriche vis-à-vis du conflit franco-prussien voir l'ouvrage récemment paru de I. DIÓSZEGI: *Ausztia-Magyarország és a francia-porosz háború* (L'Autriche-Hongrie et la guerre franco-prussienne) Budapest 1965, contenant une analyse approfondie de la question.

Documents

1.

Vienne, le 14 Novembre 1859

... Le courrier d'aujourd'hui remet à Richard¹ les invitations que nous adressons pour le Congrès à Londres, Madrid et Lisbonne.² Mais Richard ne doit les acheminer à leur destinations que lorsque deux points au sujet desquels nous télégraphons sans relâche depuis 4 jours seront bien acquis. 1° Le Roi de Sardaigne ne doit point accepter la régence offerte au Prince de Carignan. 2° La France doit s'engager à ne pas entrer dans les détails de l'organisation de la future Confédération italienne et se joindre à nous pour écarter du Congrès toute velléité de ce genre. Nous tenons naturellement beaucoup à ce dernier point comme les dépêches vous le montreront du reste. C'est la lettre de Napoléon qui nous a rendus très défiants, car jusque là nous étions avec lui comme des cœurs et tout marchait sur des roulettes. Cependant malgré ces nuages, l'alliance française est aujourd'hui le pivot de notre politique. En seconde ligne nous cherchons à nous rapprocher de la Russie, mais cela ne marche pas encore bien. Celle-ci avait fait d'abord des avances, puis ces avances se sont changées en marché proposé. On nous soutiendra au Congrès si nous travaillons à obtenir une révision du traité de 1856, surtout des clauses de la cession de territoire en Bessarabie, et de la neutralisation de la Mer Noire. Nous ne faisons pas la sourde oreille mais nous observons encore la plus grande réserve de ce côté. Quant à la Prusse et à l'Angleterre aigreur complète et presque hostilité.

... A l'intérieur la fermentation continue à être extrême et il me semble qu'on n'a pas en haut lieu des idées très arrêtées sur ce qu'on veut faire. On vit du jour le jour avec des palliatifs, mais je ne vois pas de plan. Je crains fort que le Gouvernement, malgré les intentions les plus honnêtes ne soit au dessous de sa tâche et qu'il ne croule sous le fardeau. Hübner³ est posé en homme de l'avenir, et c'est comme tel qu'il retin (sic) aujourd'hui son épingle du jeu. On parle aussi beaucoup de Schmerling. Vos compatriotes sont malheureusement très animés et ne veulent rien entendre hors le rétablissement de l'ancien ordre de choses. Enfin les choses sont fort tristes à voir de près et les difficultés extérieures ne sont rien en comparaison des dangers intérieurs...

2.

Vienne le 5 Décembre 1859

... Depuis l'affaire Boncompagni il y a eu de nouveau une crise assez forte et longue dans nos relations avec Paris. L'indignation éprouvée ici en très haut lieu a été considérable et il a été déclaré que nous ne convoquerions pas le Congrès si nous n'obtenions pas ou le retrait de Boncompagni, ou un nouvel et fort explicite engagement de la France contre l'annexion et en faveur de la restauration. Pendant 15 jours nous avons négocié là-dessus en télégraphant continuellement; la première alternative a été déclarée inadmissible, la mission de B(oncompagni) étant déjà un fait accompli et atténué par les explications de la Sardaigne. Nous avons alors insisté d'autant plus sur la seconde. Après un débat prolongé la première partie de la seconde

¹ Le prince Richard Metternich (1829—1895), fils du chancelier; d'automne 1859 jusqu'en 1871 ambassadeur d'Autriche à Paris.

² Le congrès avait été proposé par Napoléon III afin de décider du sort des États de l'Italie Centrale — Toscane, Modène, Parme et de celui de l'Émilie et de la Romagne relevant des États Pontificaux. La paix de Zurich signée au début du novembre 1859 avait proposé que les États italiens se réunissent en une confédération sous le protectorat du pape, cependant les assemblées constituantes des États de l'Italie Centrale avaient voté encore en août et en septembre l'union avec le royaume de Sardaigne, et protestaient violemment contre le retour de leurs anciens princes malgré l'insistance de l'Autriche, la Russie et la Cour Pontificale. Sous l'inspiration de Cavour, le 7 novembre, les assemblées nationales de Florence, Bologne et Modène proclamèrent régner le prince de Carignan, cousin de Victor Emmanuel II. Sur la protestation de l'Autriche, Napoléon III, à son tour, s'opposa à cette solution, ce sur quoi le prince de Carignan se retira en faveur du duc de Boncompagni, qui prit le titre de gouverneur. (Storia d'Italia, t. IV: *Da Cavour alla fine della prima guerra mondiale*, Torino 1960, pp. 135—136.)

³ Josef Alexander Hübner (1811—1892) représenta la Monarchie à Paris de 1849 à 1859, d'abord comme chargé d'affaires, ensuite comme ministre et finalement comme ambassadeur.

alternative a été concédée, mais la seconde refusée obstinément. C'était au moment auquel se rapporte l'extrait que vous avez reçu et où l'idée de la formation d'un État indépendant avait pris le dessus à Compiègne. Walewski s'arrachait les cheveux et voyait tout perdu; il nous conjurait de céder et de passer outre. Richard aussi était fort découragé. Mais ici on a tenu bon et j'ose croire que j'y ai contribué, tant par mes conversations avec Rechberg, que par 2 longues lettres particulières que j'ai écrites à Richard (dans ces 15 jours il a été expédié 4 courrier à Paris). Enfin après un télégramme fort désespéré de Richard du 26 auquel nous avons répondu par l'ordre formel d'insister, l'Empereur a cédé, soit pour ne pas se brouiller avec nous après l'être déjà à demi avec la Sardaigne, soit par le revirement de Lord Cowley,⁴ soit enfin par l'influence de l'Impératrice devenue très autrichienne et très effrayée comme catholique ardente de la révolution dans les Romagnes. Le 27 un engagement a été signé de «se prononcer au Congrès pour la rentrée du Grand Duc de Toscane et contre toute combinaison impliquant l'annexion des Etats de l'Italie Centrale au Piémont». Sauf la combinaison de Modène et Parme que vous connaissez déjà. C'est là-dessus qu'ordre a été donné d'expédier les convocations. Les rapports de Richard de ce temps là sont fort curieux et très bien faits. Il y a des comptes rendus de conversations avec L(ouis) N(apoléon) d'un intérêt extrême. Une surtout est si grave que le rapport n'est connu que de S. M., du Comte Rechberg et de moi ! Il est sous clef chez mon chef et n'est pas descendu dans les étages inférieurs. Les complications que nous réserve l'avenir si cet homme vit seront telles que les actuelles ne sont qu'un jeu d'enfants en comparaison.

... Malheureusement nos prévisions sur les résultats du Congrès sont bien incertaines, ou plutôt bien noires.⁵ Je ne vous parle pas de l'Angleterre, mais tout ce qui nous revient de la Prussie et de la Russie est bien peu encourageant.

... chez vous la fermentation est déplorable; les modérés d'autrefois tels que Toni Széchen, Dessewffy⁶ tiennent un langage des plus violents; Josika est encore plus prononcé si c'est possible. Quant à votre cousin⁷ je n'ai pas entendu faire particulièrement mention de lui. Béla Széchenyi vous donnera du reste des détails là-dessus. A mon grand étonnement je trouve qu'il s'exprime avec beaucoup de modération.

3.

Vienne 21 Décembre 1859

... Je voudrais bien si on ne peut pas faire, qu'on publiât du moins quelques chose pour annoncer les intentions et calmer les méfiances qui sont universelles et pas justes, car les intentions existent et sont bonnes; mais la lenteur d'exécution est déplorable; cela décourage les bons qui n'y croient plus et les ennemis en profitent pour dire qu'on n'est pas sincère et que toutes les promesses n'ont été qu'une leurre. Notre position extérieure gagnerait cent pour cent si on était plus fort à l'intérieur. On ne se rend pas assez compte de l'importance de cette vérité qui devrait crever les yeux tant elle est évidente. Je crains bien que nous n'arrivions au mois prochain sans avoir fait un seul pas pour satisfaire l'opinion publique. Les moments de crise exigent des mesures rapides. Ce n'est que dans les temps calmes qu'on peut agir avec mûre délibération et aujourd'hui, même au risque de faire un faux pas, il y a plus de chances de salut en marchant qu'en se laissant enfoncer et étouffer dans l'ornière à force de songer à l'endroit où on pourra mettre le pied en sûreté. Les événements vont plus vite que les plans et lorsque ceux-ci seront mûrs, qui sait s'ils seront encore adaptés aux circonstances.

⁴ Lord Cowley H. R. Wellesley (1804—1884) ambassadeur d'Angleterre à Paris entre 1852 et 1867.

⁵ Le congrès n'eut finalement pas lieu parce que le 23 décembre 1859 on fit paraître à Paris une brochure intitulée «Le pape et le congrès». Inspirée manifestement par Napoléon, elle proposait que le pape renoncât à son pouvoir temporel. La même proposition est contenue dans la lettre que le 31 décembre Napoléon adresse au souverain pontife. Cet état des choses était d'emblée au congrès tout espoir du succès. (A. SIGNORETTI: *Italia e Inghilterra durante il Risorgimento*, Milano 1940, p. 217, ENGEL-JÁNOSSI: op. cit. pp. 70—71.)

⁶ Antal Szécsen, puis Emil Dessewffy rédigèrent un mémorandum que le dernier soumit encore au mois d'août à Rechberg. Ils y demandaient des mesures rapides et radicales en vue de rétablir l'ancien ordre légal de 1847. En septembre Dessewffy, Sámuel Jósika, Szécsen et György Majláth eurent des pourparlers avec Hübner à Vienne, mais leurs propositions ne furent pas acceptées par l'empereur. (L. THALLÓCZY: *Gróf Szécsen Antal* (Comte Antal Szécsen) Sz zadok, 1901, p. 402.

⁷ Comte György Apponyi; de janvier 1860 à mars 1863 il fut Grand-Justicier; à l'assemblée nationale de 1861 président de la chambre haute.

4.

Vienne 10 Janvier 1860

... Tant que le Comte R(echberg) sera au pouvoir il est évident qu'il ne fera pas un pas plus vite; il regarde la précipitation comme le principal danger à éviter, et il nie qu'il en existe un autre. Il faut donc renoncer à voir détourner par quelque remède prompt une catastrophe que je regarde comme prochaine. Je ne sais pas comme vous pouvez voir les choses, mais quant à moi je les vois aussi en noir que possible et je suis obligé de croire qu'au premier choc venu de l'extérieur, l'intérieur croulera. Tous les renseignements que je puis recueillir sont unanimes et déplorables. Je ne parle pas seulement des données que je puise dans mes relations avec des hommes comme Jósika et Toni Szécsen que je connais depuis fort longtemps et qui me sont familiers par l'habitude de les voir chez le Prince Metternich. Comme chefs de parti ils peuvent exagérer. Mais je vois journellement des officiers qui reviennent de leurs garnisons en Hongrie, je vis intimement avec des Zichy et des Széchenyi qui sont très dévoués à l'Autriche. Il n'y en a pas un qui ne soit Hände ringend et disant qu'au premier prétexte, toute la Hongrie se lèvera. Les militaires disent que la conscription aurait été impossible si on avait voulu lui donner cours. Bref l'état de la Hongrie est absolument le même que celui de la Lombardie en 1847. Il ne manque que le Piémont à trouver. Dieu veuille que tout le monde se trompe et que le Comte R(echberg) ait raison.

Quant à notre condition extérieure, tout paraît montrer que nous sommes à la veille d'une crise. Nous repoussons jusqu'ici toute transaction avec les principes révolutionnaires qui ont de nouveau repris le dessus dans l'esprit de Napoléon. En cela je crois que nous avons raison car les transactions seraient pour nous un poison lent mais tout aussi mortel. Il me semble difficile que Napoléon recule de nouveau. Je vous transmets presque subrepticement le rapport de Richard, du moins je le fais à l'insu du Comte R(echberg) qui a refusé net de le communiquer au Comte Thun.⁸ Notre seul désir est de nous tenir à l'écart et de laisser les autres se débrouiller le mieux qu'ils pourront; nous tâchons surtout de nous mettre à couvert derrière le Pape, trop heureux de saisir pour terrain de rupture celui ou nous trouvons un tel auxiliaire. Le langage et l'attitude de la Russie s'améliorent visiblement; la Prussie est fort médiocre et vacillante. Cependant il n'y a plus à en douter; si nous avons une chance de salut, c'est de rester tranquilles jusqu'à ce que nous puissions reconstruire une alliance avec la Prusse et la Russie fondée sur les vieux principes conservateurs. Y arriverons-nous, et surtout aurons-nous le temps d'y arriver avant que nous ne soyons attaqués en Vénétie et discuss par l'abandon de la Hongrie. That is the question. Éviter en même temps toute concession de principes et toute rupture avec la France aujourd'hui et préparer le rapprochement intime avec l'Allemagne et la Russie. Voilà le programme auquel je travaille de mes faibles forces et qui est à peu près adopté. Cela efface bien votre rôle pour le moment, mais vous ne pourrez pas vous plaindre si seulement nous ne sommes pas entièrement effacés de la carte. Malheureusement il existe, non sans bonnes raisons, des préjugés forts contre la Prusse et cela paralyse tout, car il serait plus important encore d'être unis avec l'Allemagne qu'avec la Russie. Quelque dangereux que puisse être une brouille avec la France, notre alliance avec Napoléon était contre-nature du moment où il n'avait pas rompu franchement avec le parti révolutionnaire...

5.

Vienne 30 Janvier 1860

Monsieur le Comte,

Je lis presque toujours les lettres particulières que dicte le Comte Rechberg et je sais bien qu'elles contrastent fort avec ma manière de voir. Quand je dis ma manière le terme n'est pas exact, car c'est malheureusement celle de 99 individus sur 100. Dieu veuille que l'opinion presque unanime

⁸ Comte Friedrich Thun (1810—1881), de 1857 à 1863 ambassadeur de la Monarchie à St Pétersbourg.

soit en défaut et que le Ministère voie seul clair. On s'occupe beaucoup ici de la présence de la députation hongroise.⁹ Le Comte Vous donne des informations sur ce qu'il a fait avec elle et il est très satisfait du résultat. Cependant la fermentation en Hongrie ne fait que s'accroître et la phrase favorite du Comte Rechberg qu'en cas d'attaque de l'extérieur on verrait die Völker sich um den Thron schaaren me paraît bien hasardée. Les nouvelles d'Italie, de France et d'Angleterre sont bien médiocres et tendent à faire croire qu'encouragé par l'appui de l'Angleterre, Cavour va rapidement marcher dans la voie de l'annexion. A Naples on est déjà tout à fait découragé et abattu et le Gouvernement est en pleine dérouté morale. Le Pape tient bon, mais prévoit l'instant où il sera réduit à Rome. Napoléon fait toujours les plus belles phrases du monde à Richard et Thouvenel parle tout comme Walewski de la loyauté de la France et de son désir de rester fidèle à ses promesses envers nous. A côté de cela nous apprenons de source certaine que l'armée française en Lombardie reçoit des renforts et que des divisions entières de l'armée de Paris et de Lyon ont reçu l'ordre de se tenir prêtes à marcher.

... En revanche, comme fiche de consolation de meilleurs symptômes se font entrevoir à Berlin. Des indices encore vagues et tenus très secrets de sorte qu'il ne m'est pas possible d'entrer dans plus de détails font naître un rayon d'espoir que la Prusse ouvre enfin les yeux et effrayée de ce qui se passe se rapproche de nous. La Russie donne aussi signe de quelques tendances analogues. Enfin pour la première fois il y a entre Berlin Vienne et Pétersbourg un fil qui a encore toute la ténuité d'un fil d'araignée, mais qui travaillé avec soin et adresse pourra devenir quelque chose de plus consistant. Ce qui dans ma dernière lettre n'était qu'un *pium desiderium* commence à prendre une apparence de réalité. On suit ici ce mouvement avec la plus grande attention et le plus vif intérêt, car évidemment c'est la notre seule chance de salut...

6.

Vienne 17 Février 1860

Monsieur le Comte,

L'expédition d'aujourd'hui vous apporte des communications assez intéressantes. Les réponses à la dépêche française ont été longues à fabriquer.¹⁰ Le pauvre Meysenburg¹¹ qui s'est chargé de ce soin a eu fort à faire pour contenter son chef direct et une autre personne haut placée. Il a du forger et reforger son œuvre et elle a été refondue plusieurs fois avant d'obtenir sa forme définitive. En effet il n'était pas facile d'exprimer clairement que nous ne reconnaissons aucune valeur légale à ce qui se passe et va se passer en Italie et que de l'autre côté nous ne ferons rien pour nous y opposer matériellement. Il s'agit de faire avec dignité l'aveu qu'on est faible et je suis bien aise de n'avoir eu à me mêler que fort indirectement à cette tâche ardue. La partie est perdue pour le moment en Italie. Il me semble du reste qu'elle l'était depuis longtemps. Les dernières illusions s'évanouissent devant l'actualité mais les faits restent les mêmes. Il est seulement permis de croire que ce qui s'est passé n'est qu'une première manche et que Dieu aidant la seconde tournera mieux. Il me paraît en effet impossible que la gent révolutionnaire se repose sur ses lauriers acquis et ne cherche pas à étendre l'application du système qui triomphe si facilement aujourd'hui.

... Dans l'intérieur on n'avance guères quoique le Conseil des Ministres soit presque en permanence. On est en voie d'accomodement avec Vay et une fraction des protestants, mais mon chef se fait facilement des illusions et je crains qu'il ne soit pas aussi avancé qu'il espère...

⁹ La délégation protestante comptant 32 membres se réunit sous la direction du baron Miklós Vay le 23 janvier 1860 à Vienne, pour faire part à l'empereur des griefs des Églises protestantes. Rechberg délibéra plusieurs fois avec Vay et Prónay. François Joseph reçut les deux chefs de la délégation le 1^{er} février.

¹⁰ Au mois de janvier 1860 Napoléon III accepta les propositions de Lord John Russell, ministre des affaires étrangères de l'Angleterre, concernant la solution du problème italien. Un article de ces propositions suggère que l'Italie Centrale vote par plébiscite sur son propre sort et que les grandes puissances s'abstiennent d'intervenir dans sa décision. Le 31 janvier le gouvernement français informa Vienne de sa nouvelle prise de position. (SIGNORETTI, op. cit. pp. 225-229.)

¹¹ Le baron Otto Meysenburg, conseiller au ministère des affaires étrangères

7.

Vienne le 14 Avril 1860

... La grande affaire ici a été le suicide d'Etienne Széchenyi. La police n'a pas manqué cette occasion pour faire des maladresses et elle a indigné la famille et les amis en faisant avancer précipitamment d'abord le jour, puis l'heure de l'enterrement à Döbling de sorte qu'excepté la veuve et les fils qui se trouvaient sur les lieux personne n'a pu être présent. Aussi pouvez-vous penser quel élan cela donne tout de suite aux démonstrations en Hongrie. Cependant les nouvelles de Zinkendorf portent que la cérémonie s'est passée dans le plus grand ordre au milieu d'un immense concours. La visite domiciliaire avait beaucoup affecté le malheureux Széchenyi et la mort de ce pauvre Jósika lui a porté un autre coup. Depuis lors sa mélancolie noire l'avait repris ainsi que son ancienne manie de ne pas vouloir se laver. Du reste il n'a rien écrit au moment de se tuer.

... Les embarras sont aussi très grands pour la Hongrie. L'archiduc Albert ne retourne décidément plus à Pesth. Mais on n'est pas encore fixé sur le choix d'un successeur et sur les changements à apporter à ce Gouvernement qui sera en tous cas modifié. Les pouvoirs civils et militaires seront séparés. Même embarras pour le nouveau Reichsrath. On ne trouve personne prête à y entrer pour la Hongrie. On est toujours dans une indécision et des tâtonnements qui ne font qu'empirer la situation...

8.

Vienne le 1 Mai 1860

... Le premier effet des Handbilletts a été bon, même très bon en Hongrie; malheureusement l'opinion trop accréditée que le Gouvernement ne tiendra pas parole a bientôt repris le dessus et la haute main dans l'administration sous Benedek¹² laissée à un Beamte du système Bach, un Bohème, Poche a fait une très mauvaise impression car on a douté encore plus de la volonté de rompre avec le passé par la main d'un homme identifié avec ce passé. Hermann Zichy est aussi un des piliers de la nouvelle Wachthalterei mais quoiqu'hongrois il jouit de fort peu de considération. Cependant le public a tort car l'organisation des Comitats va bientôt paraître. Le plan a été élaboré par Szögyényi¹³ et a été déjà approuvé par l'Empereur et les ministres. Il est maintenant à Pesth entre les mains de l'administration locale, chargée de régler les détails. Quand ceci sera achevé il n'aura plus qu'à passer par le Reichsrath. Tout cela prendra bien encore quelque temps, mais enfin le plan est réel et n'est pas une vaine promesse. On veut revenir autant que possible à l'ancienne organisation des Comitats avec les Ober et Vize Gespane. Les administrateurs subalternes seront pour la première fois nommés directement par l'Obergespan d'accord avec le Gouvernement, pour six ans. Après l'expiration de ce terme ils devront être purement électifs et renouvelés tous les six ans. Les Congregationen doivent être rétablies sur un pied au fond plus libéral que par le passé, car elles ne seront plus exclusivement composées de privilégiés. Elles seront formées par l'élection et représenteront toutes les classes. Quant à l'organisation du Gemeinde en Hongrie, il n'y a rien de fait puisqu'on veut abandonner entièrement ce soin aux Congregationen des Comitats. Il en est de même pour le Landtag. Il n'y a rien d'arrêté à ce sujet et l'on attendra les propositions qui seront faites par les Comitats. Outre Szögenyi, je crois qu'on n'a guères consulté de hongrois. Votre cousin n'a jamais mis les pieds au Ministère depuis que j'y suis. Szecsen est loin d'être en odeur de sainteté. Le seul qui a été consulté dans ces derniers temps était Josika qui peu de temps avant sa mort a eu plusieurs longues conférences avec Rechberg. En général dans mon humble opinion je ne partage pas la confiance des hautes régions dans l'efficacité des nouvelles mesures. Je n'ai pas la prétention de connaître les besoins et les griefs du Pays et je ne me permets pas de juger de la valeur

¹² Les lettres patentes du 19 avril 1860 suppriment la division de la Hongrie en 5 provinces qu'elles réunissent sous la lieutenance de Buda. En même temps elles nomment à la place de l'archiduc Albrecht, qui avait démissionné de sa charge de gouverneur, le général Lajos Benedek, commandant en chef de l'armée autrichienne en Italie. (M. UHLIRZ: *Handbuch der Geschichte Österreichs und seiner Nachbarländer Böhmen und Ungarn*, t. II: 1848-1914, Graz-Wien-Leipzig 1941, p. 806.)

¹³ László Szögyén-Marich, vice-chancelier d'octobre 1860 à juillet 1861.

intrinsèque de l'organisation qu'on prépare. Mais avec ce que je vois et j'entends journellement des dispositions des hongrois, je crains fort pour l'avenir. Je crains qu'il n'en soit de la future patente ce qui a été de la patente pour les protestants, bonne en elle-même chacun l'avoue mais qui a été rejetée dans le pays à cause de la forme. Deux écueils me semblent également à redouter. Ou on refusera de se conformer à la nouvelle organisation, sous prétexte d'illégalité ou si les Congrégations sont une fois formées, elles demanderont des choses impossibles pour le Landtag et la résistance aura alors un noyau d'autorité qui lui manque à présent. La nomination des Reichsräte qui paraît aujourd'hui à cela de bon qu'elle prouve que le Gouvernement tient parole puisque dès le 1^{er} Mai les noms sont choisis. Autant que je m'y connais il y a de bons choix pour les provinces. Dans les conseillers à vie il y a des noms qui me surprennent et que je ne trouve pas très heureux. Je suis curieux de voir l'effet produit sur le public. Quant aux acceptations elles ne sont pas toutes sûres. Pour la Hongrie on se dit être sûr de votre cousin et de Barkóczy.¹⁴ On est moins sûr d'Éötvös et de Vay, cependant on compte encore sur eux; comme sur Toperczer. Les deux autres sont plus chanceux, cependant comme Mailath vient d'arriver ici on regarde cela comme un bon signe . . .

9.

Vienne le 3 Juin 1860

Mon cher Comte,

vous allez sans doute vous plaindre d'être bien stiefmütterlich behandelt en recevant de nous si peu de chose dans le moment actuel. Ce qui aggrave encore le méfait c'est que ce n'est pas par négligence mais intentionnellement que nous gardons ce mutisme. Ce n'est pas de notre faute, ni de la mienne, mais la cause en est uniquement à l'attitude si peu satisfaisante pour nous du Cabinet anglais. Sur les affaires d'Italie il est clair que nous ne pouvons pas nous entendre, ce serait donc peine perdue que d'écrire et la réserve que nous gardons sur la question d'Orient est une conséquence de notre peu d'entente sur la question d'Italie. Je m'en vais tâcher de suppléer un peu à votre profit à notre silence officiel. Avant tout nous désirons éviter toute crise et toute secousse violente dans ce moment et nous espérons assoupir toute l'affaire. Voilà déjà une raison pour ne pas beaucoup parler et ne pas réveiller les passions qui sommeillent. Mais ensuite — et je dirai pourquoi malheureusement — nous avons pris notre parti d'une chose. C'est que si la crise en Orient ne peut pas s'éviter et si elle éclate nous marcherons avec la France et la Russie et non pas avec l'Angleterre. Cela répugne plus ou moins à tout le monde ici, mais cela n'en est pas moins considéré comme une nécessité. En effet du moment où nous nous brouillerions avec la France il est clair que nous serions attaqués en Vénétie et que la Hongrie serait travaillée et probablement soulevée. Or ce n'est pas l'Angleterre qui prendra notre défense dans ces deux pays. Par conséquent le soin de notre conservation nous oblige à nous tenir en bonne intelligence avec la France.

. . . L'ouverture du Reichsrath est le grand événement ici. Sa convocation effective, la publicité donnée aux trois discours a produit un bon effet, mais il prédomine toujours un grand sentiment d'incertitude et de doute sur ce qui sortira de cette Assemblée. Je dois ajouter que cette incertitude me semble partagée au plus haut degré par le Gouvernement lui-même qui me fait un peu l'effet d'une poule ayant couvé un œuf étranger et qui voit éclore un animal étranger dont elle ne sait que faire.

. . . Le discours de votre cousin constitue la difficulté d'aujourd'hui . . .¹⁵ Les représentants des autres provinces sont fort mécontents de l'attitude séparatiste prise par les Hongrois et veulent

¹⁴ Le comte János Barkóczy; il avait effectivement accepté la nomination. (A. BERZEVICZY: *Az abszolútizmus kora Magyarországon* [L'époque de l'absolutisme en Hongrie] Budapest 1932, t. III, p. 38.)

¹⁵ Dans son intervention à la séance d'inauguration, György Apponyi formula certaines réserves contre le «Reichsrath», en tant que organe de représentation commun avec les autres pays de la Monarchie, et insista sur l'attachement de ses compatriotes aux anciennes institutions et droits historiques de la Hongrie. Il ne dissimula pas que les efforts des conseillers hongrois tendraient à porter les désirs du pays à la connaissance des membres de l'organe de représentation officiel. Le discours d'Apponyi eut de vives répercussions: le conseil des ministres s'en occupa séparément et décida de la position à prendre vis-à-vis de la protestation prévisible des représentants des autres parties de l'empire (Berzeviczy, op. cit. t. III, pp. 101-2).

protester à leur tour dès la seconde séance qui a lieu demain. Le Comte Rechberg travaille dans ce moment tant qu'il peut pour assoupir cette difficulté qui deviendrait une scission complète entre les Hongrois et les autres membres. De leur côté les Hongrois sont fort peu contents de la manière accentuée dont l'Empereur a insisté sur ce qu'aucune partie de l'Empire ne devait jouir de privilèges particuliers. Dans ceci encore nous péchons comme presque partout par maladresse de forme. D'après ce que je sais on veut tenir compte dans chaque partie de la Monarchie des droits historiques et des anciennes formes. La Hongrie jouira donc par le fait de plus de droits que les autres provinces quoique traitée d'après le même principe. Pourquoi alors cet empressement à présenter les choses par leur plus mauvais côté. En général on cherche à dorer les pilules: ici on se plait à rendre amers les bonbons.

10.

Vienne le 30 Juin 1860

... Notre faiblesse intérieure et le manque d'appui à l'extérieur nous oblige de marcher avec la France pour éviter le mal qu'elle pourrait nous faire si nous rompions avec elle. D'un autre côté nos sympathies et nos goûts ne nous portent nullement à cette alliance que nous serions charmés de lâcher si on pouvait entrevoir ailleurs une ancre de salut. De là des incertitudes et des tiraillements continuels fruits d'une politique imposée par la nécessité et pourtant antipathique.

... Le Reichsrath continue plus que jamais à tenir fort peu de compte de ceux qui l'ont mis au monde et il s'est émancipé de toute tutelle. Cela a au moins un résultat incontestable c'est de réveiller dans le pays un intérêt pour ses affaires qui ne peut être que salutaire et d'attirer à cette institution une confiance que le Gouvernement n'a malheureusement jamais su gagner. Le ministre des finances, homme qui paraît fort intelligent disait naguères à quelqu'un qui l'a répété: «Comment voulez-vous que nous marchions: nous sommes huit et il n'y en a pas deux qui soient du même avis. On ne fait que se réunir pour arriver à s'entendre. On perd un temps précieux à ces conférences et on n'aboutit à rien, car si on parvient à se mettre d'accord à grand peine sur les questions secondaires, on ne parvient pas à s'entendre sur les choses importantes qui sont ainsi toujours remises.» On ne se sent pas assez fort pour lutter contre le Reichsrath et le remettre à la place qui lui était destinée, mais on ne se laisse pas non plus mener à la remorque de bonne grâce et on essaie de petits moyens pour arrêter cette impulsion. On pousse en dessous l'élément croato-slovaque contre le hongrois, l'élément hongrois et libéral contre l'aristocratique.

11.

Vienne 16 Juillet 1860

... On se prépare à la lutte entre le Reichsrath et le Ministère. Les meneurs du premier ont l'air très décidé à ne pas quitter le plan sans obtenir quelque mesure positive et quelque notion certaine sur le programme intérieur. Malheureusement ils sont convaincus qu'il n'existe pas de véritable programme dans un sens un peu large et embrassant l'ensemble du système. Je crois cette conviction assez fondée. Car en définitive nous en sommes toujours au même point, c'est à dire que sauf quelques détails insignifiants on n'a rien fait pour changer le système d'administration. Le Ministère a toujours recours à ses petits moyens et cherche à opposer les nationalités les unes aux autres afin qu'il ne se forme pas dans le Reichsrath une majorité compacte. Cependant il donne des signes de faiblesse et nous flottons perpétuellement dans une espèce de crise ministérielle. Clam point à l'horizon; lui et les Hongrois paraissent assez d'accord. Il a passé hier 2 heures chez Rechberg et demain il a audience chez l'Empereur. C'est un moment bien critique et où au fond le Gouvernement ou plus tôt l'existence de l'Empire est en jeu. Les chances sont plus favorables qu'on ne pouvait le prévoir il y a quelques mois, car le pays a confiance dans le Reichsrath et c'est plus qu'on ne pouvait espérer. Si cette chance n'aboutit à rien, si le Reichsrath se disperse sans que rien se soit fait, je crois que nous sommes bien malades.

12.

Vienne le 28 Novembre 1860

... Dans mon observation je dois dire que malheureusement les apparences ne me plaisent pas. Il me semble que l'opposition se fortifie de jour en jour; le retour à l'ordre de choses de 1848 est demandé avec un ensemble et un nombre de voix effrayant. Bien que Vay et Szécsen montrent toujours beaucoup d'assurance¹⁶ je ne suis pas sûr qu'au fond du cœur ils éprouvent la confiance dont ils font parade. Il y a eu avant-hier à Debreczin des désordres fort sérieux. Les insignes impériaux ont été arrachées et insultées partout au cris de à mort les allemands et vive Kossuth Klapka et Garibaldi. Du reste je crains moins ces scènes là que l'opposition constitutionnelle à l'aide de laquelle les francs révolutionnaires attirent dans leur parti bien de honnêtes gens.

13.

Vienne le 23 Décembre 1860

... Quant à la Hongrie vous recevrez une note sortie du bureau de Szécsen. Sa démission et celle de Vay est une fable des journaux. Il n'en a jamais été question. Ils ne pensent nullement à abandonner la partie et espèrent toujours sans être sanguines, pouvoir ramener les esprits. Les nouvelles qui reviennent de la Hongrie sont très variables selon les Comitats. Parmi les Hongrois qu'on voit ici et qui vont et viennent les uns disent que tout est perdu, les autres ont bon espoir. Il est à peu près impossible d'en voir deux du même avis excepté sur le point que rien n'est certain tant que le Landtag ne sera pas convoqué. — Je crains fort que l'arrestation de Teleki ne devienne un embarras. Il a été livré à cause du jugement par contumace prononcé par le tribunal militaire en 1851. Le procès sera refait par le Landesgericht de Vienne.

... La fermentation excitée par les émissaires étrangers et les émigrés sur les frontières prend des proportions très considérables. La conduite de Couza est très difficile à comprendre à moins qu'il n'ait pris pour modèle le double jeu de Napoléon. D'un côté il est en relation constante avec nos plus grands ennemis, de l'autre il nous donne sous main de bons avis en nous conjurant de ne pas le compromettre. C'est lui-même qui nous a dénoncé les navires sardes.¹⁷ Maintenant encore il nous adjure de prendre toutes nos précautions en Transylvanie. Il dit que les légions s'organisent, les chefs arrivent et il donne sur leurs plans des renseignements qui ont tout l'air d'être exacts.

14.

Vienne 31 Décembre 1860

... Les choses ne se sont pas améliorées depuis ma dernière lettre. Les tiraillemens et l'indécision en haut, l'agitation les exigences et la Frechheit toujours croissante en bas, voilà les symptômes qui rendent chaque jour l'état plus grave. Je ne crois pas être trop noir quand je dis que l'épaisseur d'un cheveu nous sépare seule encore d'un bel et bon état de révolution. Cela peut se dire de la Hongrie, tout comme de Vienne. Le Comte Rechberg du reste est arrivé à se rendre un compte exact des dangers de la situation. Il se lamente tous les matins avec moi de l'impuissance à laquelle il est réduit. Les collègues peu unis ne sont nullement disposés à montrer un peu d'énergie et l'Empereur ne se décide à rien. Le Comte dit franchement que nous allons à pleines voiles vers une révolution

¹⁶ En octobre 1860, l'empereur nomma Miklós Vay chancelier hongrois et Antal Szécsen, ministre sans portefeuille.

¹⁷ En septembre 1860 la Direction Nationale Hongroise des émigrés, c'est à dire Kossuth, Klapka et László Teleki se mirent d'accord avec le gouvernement sarde au sujet d'une action militaire commune dirigée par Türr, Vetter et Klapka, d'une part à travers la Serbie, d'autre part à travers les principautés danubiennes vers la Hongrie pour y déclencher le soulèvement parallèlement avec les opérations militaires qui avaient pour but de délivrer Venise. (Procès-verbal de l'accord: TÖTH—ZAMBRA: *A Garibaldi kiállítás leíró katalógusa* [Catalogue descriptif de l'exposition Garibaldi] Budapest, 1932, p. 28.) Au début d'octobre des bateaux sardes quittèrent le port de Gênes à destination de Galatz, avec un chargement comprenant 50.000 fusils, 2 batteries, des munitions et d'autres armes. Cependant le prince Cuza qui, au moment des tractations avec Klapka s'était montré disposé à appuyer l'action, fit saisir le chargement. (L. KOSSUTH: *Irataim az emigrációból* [Mes écrits d'émigration] Budapest 1880—1904, t. II, p. 588.)

et demande à agir ou à se retirer. Je ne sais pas entre nous ce qu'il entend par agir, mais enfin il a conscience de la nécessité de faire quelque chose . . . J'ai vu ce matin un billet qu'il écrit à l'Empereur pour le supplier de prendre un parti. D'après ce qu'il m'a dit il voudrait surtout déposer la présidence, il garderait encore les affaires étrangères; il est très irrité contre Hübner qu'il accuse d'intriguer beaucoup mais il persiste à croire que Schmerling et Hübner ne sont nullement d'accord et que le premier ne veut à aucun prix du second comme collègue. Vous voyez par les journaux qu'Eötvös et Deák ont été chez l'Empereur. On assure que la satisfaction a été mutuelle de part et d'autre. Ces deux Messieurs croient, dit-on, que la Diète ne sera pas si mauvaise et que elle revisera les lois de 1848 qu'ils tiennent toujours à prendre comme point de départ. D'après eux il faudrait laisser une certaine marge à l'effervescence populaire, ne pas s'en inquiéter, et ne pas aigrir les esprits en ayant recours à des mesures de vigueur.

. . . Teleki va être aujourd'hui amené devant l'Empereur en présence de Vay et de Crenneville¹⁸ et là il lui sera demandé de donner sa parole d'honneur de se tenir éloigné de toute intrigue politique. S'il la donne on le remet en liberté en lui laissant le choix de l'endroit qu'il voudra habiter dans l'Empire. S'il refuse on le garde en prison par mesure de police. On veut éviter le jugement par tribunal pour ne pas entrer en conflit avec la justice hongroise qui le réclame.

. . . En Allemagne il y a de bons indices à noter. Nos commissaires partent aujourd'hui pour Berlin afin d'y régler les mesures militaires à prendre de concer. avec la Prusse pour le cas de guerre avec la France. Le Prince Régent tient ferme à l'engagement de Teplitz de regarder comme casus belli une nouvelle intervention de la France en Italie contre nous.

15.

Vienne 17 Janvier 1861

. . . On dit que jusqu'ici les choix des fonctionnaires pour les Comitats sont meilleurs qu'on ne devait l'espérer, mais on s'inquiète sérieusement de l'attitude des Comitatsversammlungen. — Rechberg et Szécsen sont fort d'avis que le moment est venu de montrer un peu de vigueur, mais Vay est toujours pour les atternissements. Cependant on paraît presque décidé à dissoudre le Comitatus Ausschuss de Pesth et d'y nommer un Commissaire royal extraordinaire. On a fait venir ici Mailath et Franz Liechtenstein et hier il y a eu Conseil extraordinaire à ce sujet chez l'Empereur.

. . . Enfin pour la bonne bouche voici la grande nouvelle du jour que je recommande tout particulièrement à votre discrétion, car cela doit être tenu extrêmement secret même en Allemagne. Schleinitz a adressé à Károlyi¹⁹ une note officielle pour nous proposer de conclure avec la Prusse une alliance défensive sur les bases de l'entrevue de Toeplitz. La conv ntion militaire actuellement en négociation devra former un appendix du traité d'alliance. Les pleins pouvoirs pour Károlyi partent demain. Cette nouvelle a fait grand plaisir ici. Elle a été précédée par une très bonne lettre du nouveau Roi²⁰ à l'Empereur où il exprime le désir de marcher Hand in Hand en présence des complications à venir. Un autre passage remarquable de cette lettre est celui où félicitant l'Empereur de la nouvelle voie dans laquelle son Gouvernement est entré, le Roi ajoute que c'est une Bahn auf welche man sich jedoch wohl in Acht nehmen muss um nicht zu weit zu gehen. Il est vrai qu'après le pro-memoria de Toeplitz il n'est question d'alliance que contre la France et que l'agression de l'Italie seule n'entre pas en ligne de compte. Mais la proposition d'alliance formelle venant cette fois-ci de la Prusse on espère pouvoir étendre un peu les bases de Toeplitz.

¹⁸ Officier d'ordonnance de François Joseph depuis novembre 1859. — László Teleki fut arrêté le 17 décembre 1860 à Dresdes et livré aux autorités autrichiennes. (E. WERTHEIMER: *Graf Julius Andrássy. Sein Leben und seine Zeit.* Stuttgart, 1910, t. I, p. 150.)

¹⁹ Comte Alajos Károlyi (1825—1889), ambassadeur d'Autriche à Berlin de 1860 jusqu'en mars 1866 puis de 1871 à 1878.

²⁰ Guillaume I^{er}; il fut régent pendant la maladie de son frère Frédéric-Guillaume IV, puis, après la mort de ce dernier monta sur le trône en 1861.

16.

Vienne 30 Janvier 1861

... Je suppose que le télégraphe vous annoncera avant l'arrivée de cette lettre que le Comte Rechberg a déposé la Présidence du Conseil et que l'Empereur a fait choix pour le remplacer de l'Archiduc Régnier. Ce changement est la conséquence d'une démarche faite par M. de Schmerling...

... On a jugé évident que Schmerling visait lui-même au titre de Président, mais on n'a pas voulu pousser la conclusion si loin. D'un autre côté on croit ne pouvoir pas se passer de sa popularité ou de ses lumières et on s'est ingénié à trouver une combinaison qui ne satisfît point Schmerling et qui pourtant le forçât moralement à rester. C'est vraiment une tendance bien singulière pour ne pas dire plus que celle de former un gouvernement non pas avec des élémens homogènes, et marchant d'accord vers un but nettement défini, mais bien avec des élémens hétérogènes, destinés à se neutraliser mutuellement et à empêcher toute action déterminée. La clef de l'énigme est-elle dans le désir d'éviter toute prépondérance individuelle? Je crains que tel soit le cas et je ne puis en tirer qu'un fâcheux augure pour l'avenir.

... Enfin on en reste toujours au vice inhérent du manque d'accord en confiant l'action gouvernementale à une réunion d'hommes qui s'entendent si peu non seulement sur les détails d'exécution, mais même sur le point de départ. Je vous dirai par exemple que l'autre jour chez le Prince Paul Esterházy j'ai entendu de mes propres oreilles le ministre des finances²¹ s'exprimer d'une manière que je ne puis désigner autrement que comme indécente sur l'absurdité (sic) des actes du 20 Octobre. Il n'a jamais caché son opposition et ses croyances constitutionnelles car le 19 Octobre encore il a offert sa démission et ce n'est que sur les instances qu'on lui a faites qu'il est resté. Quel avantage peut-on trouver à laisser dans l'exécution d'une mesure une large part à un homme qui est entièrement hostile à cette même mesure. Cela révolte le sens commun et quand je vois de pareils principes suivis avec conséquence, je désespère que nous puissions jamais arriver à quelque chose de bien. Je suis presque tenté de devenir constitutionnel et de croire que la seule chance de salut soit que le St. Esprit descende sur les populations et suscite en elles des sauveurs sous la forme de Représentans, car quant à Verstocktheit qui trône dans les régions du pouvoir, le St. Esprit, lui-même serait impuissant à la guérir. — Quant aux Landes-Vertretungen qu'on attend toujours il paraît que l'idée qui prévaut en ce moment est de tout publier à la fois ou du moins sans interruption; *einzelne Landes-Statuten*; convocation des *einzelnen Landtage* et enfin constitution du Reichsrath. Ce serait pour cela qu'on ne se serait pas pressé de réunir plus tôt la Diète hongroise afin que les autres Landtage puissent se réunir en même temps.

Quant à la Hongrie j'ai eu précisément hier occasion de causer avec Szécsen. Il part demain pour Pesth voulant voir un peu de ses yeux l'état des choses. Il dit être convaincu que pour que les choses aillent bien il sera nécessaire d'avoir recours à l'emploi de la force armée dans 5 ou 6 comitats. L'Empereur serait personnellement tout disposé à agir avec énergie; Vay est moins décidé mais il paraît que c'est surtout Mailath et son entourage de Pesth qui sont opposés à l'emploi de la force. C'est pour cela que Szécsen se rend sur les lieux. Si ce voyage ne change pas sa conviction et si l'Empereur ne se décide pourtant pas à aller en avant il dit qu'il devra se retirer et qu'il ne veut pas encourir la responsabilité de ce qui arrivera. Du reste il règne toujours une grande contradiction dans les appréciations. Les uns voient toujours dans ce qui se passe une effervescence suite naturelle d'une longue compression et sans danger sérieux. Les choix des Comitats sont disent-ils bons presque sans exception et on peut s'attendre en somme à de bonnes élections pour la Diète. Celle-ci une fois réunie les modifications des lois de 1848 passeront sans difficulté et le pays rentrera dans l'ordre. Ce langage optimiste est tenu par plusieurs hongrois bien pensants. D'autres au contraire disent que tout est fini et que le parti révolutionnaire a pris entièrement l'ascendant.

²¹ Ignaz Plener; ministre des finances après la mort de Bruck (1860), un des supporters de la politique de Schmerling. Il démissionna en même temps que celui-ci, fin juin 1865.

17.

Vienne 17 Février 1861

... Depuis cette constitution du Ministère on est dans le coup de feu des délibérations sur les nouveaux statuts et le Conseil siège pour ainsi dire en permanence.

... Le Comte Rechberg ne me paraît pas trop satisfait et il murmure tout en se laissant entraîner par le courant. Hier sur l'observation que je lui faisais que sauf le nom de Reichsrath si précieusement conservé nous allions être dotés d'un véritable Parlement il a haussé les épaules d'un air moitié résigné, moitié chagrin, — *leider ja, meine Schuld ist es nicht* — a-t-il dit puis il a ajouté avec une visible satisfaction qu'il avait obtenu que la politique étrangère et les affaires diplomatiques n'entreraient pas dans les attributions du Reichsrath.

... En Hongrie il me semble que l'impossibilité absolue de faire accepter les bases du diplôme devient de jour en jour plus évidente. Szecsen est revenu de Pesth très découragé. *Es sieht sehr schlecht aus* a été le premier mot qu'il m'a dit lorsque je l'ai revu et il l'a dit avec un triste accent de conviction. Il prétend n'avoir pas perdu tout espoir, mais sa mine dément bien ses paroles lorsqu'il veut vous rassurer. Du reste depuis qu'il est Ministre le pauvre homme a changé d'une manière presque effrayante et il fait peine à voir aujourd'hui. Il est revenu en tous cas de Pesth beaucoup moins fier et belliqueux qu'il n'était parti; il ne parle plus de tirer l'épée, mais bien d'entamer une négociation avec la future Diète comme avec une Puissance étrangère sur le moyen de concilier l'autonomie hongroise avec les intérêts généraux de l'Empire et l'union de tous les pays de la couronne...

18.

Vienne 28 Février 1861

... Voici donc notre constitution. La publication est trop récente pour que je puisse vous parler de l'effet produit. La ville était hier assez brillamment illuminée, plus qu'au 20 Octobre. La première impression du cercle social assez restreint que je fréquente était décidément défavorable bien qu'avec des points de départ différents. Les Hongrois déclarent que leur Diète n'accèdera jamais à ces conditions, et j'avoue que c'est aussi ma conviction intime. Un symptôme bien significatif à cet égard est l'abstention de Vay qui s'est absenté, puis dit malade pour ne pas signer les actes — le fait est positif — et qui est revenu hier soir en parfaite santé. — Les conservateurs, le parti aristocratique est aussi très mécontent de la prépondérance donnée à l'élément hongrois et de la manière cavalière dont toutes les *ständische Erinnerungen* sont mises de côté. Ce qui est certain c'est que la scission continue à être profonde même au sein du Ministère. Vay donne une preuve publique de son peu d'entente avec Schmerling et le Comte Rechberg n'est bien ni avec l'un, ni avec l'autre. Malgré cela les choses vont marcher rapidement. Les listes électorales sont toutes prêtes et leur publication commence dès aujourd'hui. Le Conseil des Ministres s'occupe de la liste des *Herrenhauses* et il paraît que la date de l'*Einberufung* ne sera point reculée. La Chambre des Pairs sera pour le premier moment composée — paraît-il — de 70 à 80 personnes. Il n'y aura pas un seul hongrois dans la première fournée afin de ne pas préjuger la question de l'accession des hongrois et de la réserver entièrement à la Diète sans provoquer d'avance des refus ou des acceptations individuels. Les Diètes provinciales seront tout de suite appelées à élire les membres du Reichsrath, des *Landesausschüsse*, et enfin à nommer des comités pour travailler à un nouveau *Gemeindegesetz*. Après ces nominations les Diètes seront immédiatement prorogées pour ne pas leur laisser le temps de se disputer et d'augmenter les difficultés du Gouvernement. Y réussira-t-on ? — Quant à la Hongrie s'il ne survient pas quelque nouvelle complication, il est probable qu'on arrivera à la réunion de la Diète sans état de siège quoique cela ne soit pas l'avis de tous les Ministres...

Depuis le 11 Janvier date à laquelle Schleinitz a remis à Károlyi sa note officielle l'affaire principal n'a pas fait un seul pas et Schleinitz prétend toujours qu'il n'a pas encore eu le temps de préparer l'*Entwurf* des *defensiv-Bündnisse*. C'est une mauvaise plaisanterie qu'une

pareille défaite. Quant à la convention militaire spéciale les choses vont aussi très mal et un de nos commissaires a du venir ici pour en référer verbalement. Les Prussiens ont des exigences impossibles. Ils demandent que les Etats moyens abandonnent entièrement en cas de guerre non seulement la *militärische* mais la *politische* et la *diplomatische Leitung* aux deux grands Etats qui devront s'entendre directement entr'eux sur la base suivante. Si la Prusse vient au secours de l'Autriche celle-ci doit à son tour abandonner entièrement à la Prusse sa part de la direction de sorte que la Prusse concentrerait entre ses mains non seulement toutes les forces militaires de l'Allemagne — y compris notre contingent fédéral qu'ils exigent entièrement au dehors de ce que nous pourrions employer en Italie — mais aussi la conduite de toute la politique, le droit de négocier, de faire la paix etc. — Ces conditions sont donc inacceptables et le Comte Rechberg est si mécontent qu'il voulait rappeler sans plus attendre nos commissaires. Mais la crainte de l'éclat et de l'effet moral que cette quasi rupture ouverte produirait l'a retenu, et nous continuons donc la négociation mais plutôt pour la forme que dans l'espoir d'arriver à un résultat.

19.

14 Avril 1861

... A l'extérieur notre rupture avec Berlin est le gros événement. Les pièces qui vous sont communiquées vous éclaireront suffisamment. Nous attendons aujourd'hui les premières nouvelles sur l'accueil fait à nos dernières dépêches à Berlin. Si cela arrive à temps je vous en dirai deux mots. Nous entamons des négociations avec les Etats moyens et nous avons déjà des assurances très favorables de Dresde, Stuttgart et Hannover; nous comptons aussi tout à fait sur Munich et Darmstadt. S'il le faut nous sommes décidés à aller jusqu'à la formation d'une nouvelle Confédération germanique moins la Prusse et ses amis...

20.

Vienne 27 Juin 1861

... Vous vous attendez sans doute à ce que je vous éclaire sur les déterminations du Gouvernement dans la question hongroise qui touche à un moment de crise. Malheureusement cela m'est impossible. C'est aujourd'hui à deux heures que se tient chez l'Empereur le Conseil où l'acceptation ou le refus de l'adresse²² sera décidée. Les opinions au sein du Ministère sont très divisées, les Hongrois étant pour l'acceptation. On m'assure que votre cousin a beaucoup insisté hier chez l'Empereur pour l'acceptation en assurant que si l'adresse est acceptée et quelques phrases générales sur le maintien du principe des lois de 1848 sont prononcées, il se fait fort de faire prendre une bonne tournure aux affaires. — On proposerait alors tout de suite à la Diète les modifications indispensables à apporter à ces lois et si elles ne passaient pas, il s'ensuivrait une dissolution que ramènerait une meilleure Diète. Je ne réponds pas de l'exactitude de cette version, mais tel serait le plan de votre cousin. A l'heure où je vous écris il y a à côté chez Szecsen, Mailath, Apponyi, Sennyey et Hübner! qui confèrent avec le Ministre. La présence de ce dernier me chipote, il a déjà été une fois vaguement question de lui comme Commissaire royal et je n'aime pas à le voir revenir sur l'eau.

²² L'adresse votée le 5 juin par l'assemblée nationale hongroise réunie le 6 avril 1861 fut portée au souverain à Vienne par Kálmán Ghyczy et György Apponyi, présidents de la chambre basse et de la chambre haute. Le document provoqua les plus vives protestations de la part des ministres autrichiens. Le gouvernement délibéra à son sujet le 27 et le 18 juin. (WEITHEIMER, op. cit. p. 156.).

21.

Vienne 27 Juillet 1861

Mon cher Comte,

Szeccsen vous a encore écrit l'autre jour par le courrier anglais et vous recevez avec l'expédition de ce jour un long factum rédigé non par la plume mais sous l'inspiration et la surveillance de M. Esterházy. Je dois donc vous supposer abondamment instruit sur la nouvelle phase dans laquelle est entrée la politique hongroise du Gouvernement.²³ Cependant comme vous devez vous intéresser bien vivement à ce qui se passe dans cette question, je vous transmets, au risque de répétitions quelques particularités relatives à la dernière crise. Mes rapports intimes avec le Comte Rechberg, Szeccsen et M. Esterházy mon premier chef m'ont mis à même de recueillir pas mal de données, mais chose bizarre, les récits de ces Messieurs ne s'accordent pas entièrement entr'eux. Enfin voici ce qui me paraît le plus vraisemblable dans la marche de l'affaire, autant qu'il m'est permis d'en juger, malgré mon absence et les tristes circonstances qui m'empêchent encore de vouer une attention aussi exclusive aux affaires.²⁴ Il y a donc eu un premier projet de rescrit fait par Szögyényi sous les yeux de Vay et un contre projet rédigé presque simultanément par Perthaler²⁵ sous l'inspiration de Schmerling. Pendant que les deux projets étaient encore en discussion, la rumeur publique, ou un confident inconnu a appris à Szeccsen que les Handbilletts qui lui retiraient ses fonctions ainsi qu'à Vay étaient prêts à paraître le lendemain. Fort étonné car personne d'autorité ne l'en avait informé et ne lui avait même fait pressentir que les choses en étaient à ce point, il s'est rendu chez l'Archiduc Régner pour l'interpeller. Celui-ci avec assez d'embarras, dit Szeccsen, lui a répondu qu'en effet l'Empereur à Son grand regret se voyait obligé à renoncer à ses services car on avait résolu de ne point adopter le projet de la Chancellerie hongroise et on sentait la nécessité de gouverner en Hongrie plus énergiquement, or ces deux considérations obligeaient de prendre des hommes nouveaux. — Szeccsen rentre chez lui, convoque Vay, Szögyényi, Apponyi et Mailath et rédige avec eux à l'instant un nouveau projet de rescrit. Il fut convenu que Szeccsen le présenterait lui-même à l'Empereur en personne comme le maximum des concessions qu'ils pouvaient faire aux vues des Ministres allemands. Szeccsen eut le même soir une longue audience chez S. M., lut le projet qui fut écouté avec beaucoup de faveur et gardé par S. M. qui promit une réponse pour le lendemain matin. — Le lendemain comme la réponse impériale tardait, Vay se rendit chez S. M. pour faire un dernier effort. Il ne fut pas reçu et Crenneville lui fit savoir que l'Empereur ne pourrait le recevoir de toute la journée. Ceci parut clair à Vay qui vint trouver Szeccsen et celui-ci rédigea à l'instant une pièce fort intéressante, que j'ai lue, en forme de Vortrag à l'Empereur. Il y développe les objections des Conseillers hongrois de la Couronne contre certains passages du rescrit proposé par les Ministres allemands et déclare qu'ils ne peuvent en conscience prendre sur eux la responsabilité de signer un acte qui doit dans leur conviction entraîner le Gouvernement à adopter un système de Gewalt et rendre ainsi plus difficile, sinon impossible une solution des difficultés actuelles. Ils offrent donc leur démission si S. M. passe outre. Cette pièce a été signée par Szeccsen, Vay, Szögyényi, Apponyi et Mailath et là dessus les 3 premiers ont eu leur démission acceptée, tandis qu'on a demandé aux 2 autres de rester. Ils y ont consenti provisoirement, acceptant seulement définitivement la mission de porter à Pesth la réponse impériale. Sur ces entrefaits voici ce qui se passait d'un autre côté. L'Empereur à très peu de chose près était satisfait du projet de rescrit Szeccsen, mais Schmerling n'en voulait absolument pas. Alors on a transigé et par l'intermédiaire du Comte Rechberg Zsedenyi a été chargé de refondre le projet Szeccsen de manière à le rendre acceptable à Schmerling. Ce quatrième Entwurf est celui qui a été lu à la Diète. Il ressemble

²³ François Joseph refusa de recevoir l'adresse de l'assemblée nationale sous le prétexte qu'elle n'était pas adressée au roi de Hongrie, et invita l'assemblée de la lui soumettre sous une forme correspondant à sa dignité de souverain. L'adresse modifiée fut remise au roi le 8 juillet, et on commença immédiatement les délibérations au sujet de la réponse à donner à la Hongrie. La lettre relate en détail les circonstances de la rédaction du message.

²⁴ Allusion à un deuil de famille.

²⁵ Johann Perthaler, publiciste libéral, professeur de droit des archiducs, fonctionnaire au ministère de l'intérieur; il participa au libellé des lettres patentes de février.

plus au projet Szecsen qu'au projet Perthaler et on se demande en consequence beaucoup pourquoi Szecsen n'est pas resté, puisque ce sont ses idées qui ont été adoptées pour la plus grande partie. Il y a là un peu d'obscurité.

Le Comte Rechberg déclare que selon lui la retraite de Vay était absolument nécessaire, mais qu'il regrette fort que l'Empereur n'ait pas gardé Szecsen, ce qui ajoute-t-il aurait très bien pu se faire. Le Comte Rechberg motive la nécessité de se séparer de Vay ainsi qu'il le fait dans sa lettre et dans les punktationen. Il dit que l'anarchie était devenue intolérable, qu'il faut absolument y mettre fin, rétablir l'ascendant du Gouvernement et qu'il est plus facile de le faire à un homme nouveau qu'à celui qui avait souffert l'établissement d'une pareille situation. C'est pour la même raison que Liechtenstein a été changé. — Mais — lui ai-je objecté dès le premier jour — ceci vous ramènera tout droit au système militaire ou à celui des employés allemands de Bach, car les Comitats Behörden ne voudront pas changer de manière d'être, vous pouvez bien les chasser et envoyer à leur place des administrateurs, mais que devient alors l'autonomie hongroise que vous voulez conserver. — Là dessus il s'est levé avec un de ces mouvements d'indignation que vous lui connaissez. — Pour cela non, dit-il, nous voulons gouverner la Hongrie, oui, mais par des Hongrois et ne rien changer sous ce rapport au système inauguré le 20 Octobre. — Je crains que cela ne soit une illusion et qu'on ne trouve pas les gens. Mais le Comte de Rechberg est plein de confiance à cet égard et prétend que le Gouvernement peut aisément remplacer par des Hongrois prêts à gouverner avec énergie dans le sens du Gouvernement tout ce qui est maintenant dans l'administration du pays. Il prétend que dès que le Gouvernement fait mine seulement de montrer de l'énergie, une foule de gens viennent à lui et que c'est la faiblesse et le laisser-aller observés jusqu'à ce jour qui sont cause qu'on n'a pas un seul partisan en Hongrie. Szecsen ne croit pas aux administrateurs hongrois possibles et M. Esterházy paraît aussi fort en douter. — Pour en revenir au rescrit on tient fort jusqu'ici à garder le secret sur le nom du rédacteur, car Szedenyi (sic) ne voudrait pas compromettre son nom et son crédit, c'est dans ce but et par comédie qu'il a donné sa démission. — Ainsi gardez cela pour vous.

Les deux grandes objections de Szecsen et consors contre le rescrit sont: 1° expression d'a. h. *Machtvollkommenheit* appliquée à la restitution des droits de la Hongrie contrairement à l'idée préconisée par eux de la *Rechtskontinuität*; 2° l'*Aufforderung* à la Diète d'examiner et de s'occuper à régler la manière d'appliquer à la Hongrie les dispositions du 26 Février concernant les délibérations communes sur les *Reichsangelegenheiten*. — Szecsen voulait laisser ceci entièrement de côté et sans toucher la question de principe, inviter seulement la Hongrie à envoyer à Vienne, pour cette année une *Reichsdeputation* chargée de s'entendre avec la *Regierung* (non pas le *Reichsrath*) sur les besoins pressants du moment. Le rescrit définitif s'est approprié cette idée de Szecsen, mais en la modifiant dans les vues de Schmerling puisque la Diète est invitée à envoyer des députés au *Reichsrath*; de plus outre cet envoi provisoire, Schmerling a exigé l'*Aufforderung* de régler la question de principe. En somme les conseillers hongrois voulaient donner une réponse beaucoup plus vague, évitant d'entrer dans la discussion des questions de droit et de principes et betonend seulement la nécessité et l'urgence d'une entente provisoire, laissant tout le reste à des négociations ultérieures. Quant à la question des nationalités étrangères dans la Hongrie propre, elle était passée à peu près de même dans tous les projets, même dans le premier de la Chancellerie hongroise. C'est cependant un des passages de rescrit qui excite le plus de mécontentement dans la Diète.

D'après ce que m'a dit Szecsen, il a l'air de croire que son renvoi a été une concession personnelle faite par S. M. à Schmerling et le prix du consentement de ce dernier au maintien de certaines parties de la rédaction Szecsen. Du reste il est impossible de se conduire plus en gentleman que Szecsen. L'Empereur lui a fait aussi une réception très amicale quelques jours après le changement. — En somme je ne crois certes pas qu'une transaction soit facilitée par ce qui vient de se passer, mais on ne peut pas dire non plus qu'elle ait été rendu impossible. Une porte reste toujours ouverte aux négociations ce qui est l'important, puisqu'il faut surtout éviter une rupture complète. Le parti allemand même le plus avancé, tient un langage beaucoup plus modéré et raisonnable

aujourd'hui qu'avant le rescrit et l'attitude des Hongrois jusqu'ici est assez calme et n'indique pas de projets violents. Ils n'attaquent même pas encore personnellement Forgach et Esterházy.

Ce dernier se dit désolé et qu'il a eu la main tout à fait forcée par l'Empereur lui-même qui l'a fait venir de Hongrie où il ne se doutait de rien et a fait un appel direct à son dévouement personnel dans des termes qui rendaient un refus impossible. J'aime du reste beaucoup ce choix, à part mes sentimens personnels. J'ai la plus haute idée de son esprit, de son jugement et de son bon sens, quand il n'a pas un de ces malheureux accès d'hypocondrie. Son langage actuel me paraît parfait. Il est billig pour ses compatriotes, admettant très bien ce qu'il y a d'équitable et de fondé dans leurs demandes et repoussant absolument tout ce qui est incompatible avec l'existence de l'Empire. Il n'aime pas la démocratie parlementaire; il a pas mal d'influence sur le Comte Rechberg et l'Empereur a toujours fait grand cas de lui. C'est en somme une excellente barrière contre les tendances du parti ultra allemand et centralisateur. Schmerling pose pour être très content de cette adjonction au Ministère. Forgach n'a aucune influence en Hongrie, mais on dit qu'il connaît cependant bien le pays et qu'il est de cœur tout aussi Hongrois qu'il le faut. Il est très considéré ici et s'il n'est pas à même d'obtenir par son influence quelque chose des Hongrois, il peut obtenir quelque chose du Gouvernement de Vienne. C'est donc juste le contraire de la position de Vay qui était à couteaux tirés avec ses collègues allemands. Il y a donc compensation et Esterházy en qui j'ai beaucoup de confiance est très content de la manière de voir de Forgach et de la position qu'il prend ici.

Lord Bloomfield²⁶ a lu encore au Comte Rechberg une lettre particulière de Lord J. Russell sur la Hongrie. Décidément il a cette affaire fort à cœur. Un passage assez remarquable est celui où il dit qu'il ne croit pas à la possibilité de conserver la paix en Europe au delà d'une année. Qu'il est donc urgent que l'Autriche termine la question hongroise, pour pouvoir à l'heure donnée déployer toutes ses forces . . .

22.

Vienne le 2 Janvier 1862

. . . Notre horizon continue à être fort chargé de nuages. Sans compter l'attaque qu'on nous prédit pour le printemps de la part de la révolution armée, tant en Italie que sur nos frontières du côté de la Turquie la question allemande devient de plus en plus grave et pressante. Je recommande à votre attention toute spéciale la dépêche du 28 à Károlyi. Elle est grosse de sous-entendus et nous la lançons comme point de départ non pas arrêté, mais possible et tous les jours plus probable d'une attitude nouvelle vis à vis des Prussiens. Je vous dirais entre nous que nous en sommes venus à envisager en face l'éventualité d'une lutte armée contre la Prusse et à nos préparer en conséquence. J'ajoute dans la plus stricte confidence que Blome²⁷ est chargé dans ce moment d'une mission spéciale auprès des Cours moyennes pour sonder le terrain et arranger une résistance comme aux envahissemens qui paraissent être de plus en plus projetés à Berlin. Cela peut nous mener fort loin et nous ne nous faisons pas d'illusions à cet égard. Mais on est décidé à défendre le terrain à tout prix et à chercher même des alliés au delà du Rhin plus tôt que de se laisser expulser de l'Allemagne.

. . . Un autre symptôme bizarre et inattendu de la situation c'est que M. Est(erházy) et le Comte R(echberg) jusqu'ici assez isolés au sein du Cabinet voient leurs collègues se rapprocher d'eux soit par jalousie de Schmerling soit par méfiance de ses plans. Tout cela est bien compliqué et bien étrange et inspire peu de confiance dans l'avenir. Ce n'est pas avec des courants de volonté si contraires qu'on peut sortir des embarras actuels. On croit impossible qu'un état de choses pareil puisse subsister et voilà pourtant à peu près un an que cela dure ainsi. S(chmerling) paraît tou-

²⁶ Ambassadeur de Grande-Bretagne à Vienne.

²⁷ Gustav Blome (1829—1906), ministre autrichien depuis 1860 dans les villes hanséatiques; ministre à Munich entre 1864 et 1867.

jours fort en faveur et très influent en haut lieu et on paraît cependant également déterminé à ne pas laisser tomber le Comte Rechberg qui comme je le dis plus haut poursuit un plan tout opposé et qui paraît plus confiant que jamais dans sa force.

23.

Vienne, 14 Août 1862

... Nous suivons avec anxiété ce qui se passe en Italie, et nous craignons fort l'idée du Congrès. On vous sera très reconnaissant si vous trouvez un moyen quelconque de travailler l'Angleterre afin qu'elle s'y oppose ou du moins qu'elle s'abstienne. Il est évident que l'Empereur Napoléon médite ce plan pour sortir d'embarras et dégager sa responsabilité. Si nous étions un peu chanceux, cet excellent Garibaldi pourrait nous rendre de bien bons services. Je me sentirais disposé à l'aimer de tout mon cœur, s'il voulait mériter ma tendresse en poursuivant le cours de ses exploits.²⁸

24.

Vienne 7 Janvier 1863

... c'est vraiment ici la conviction sincère de tout le monde que dans toutes ces démonstrations prussiennes faites ou à faire il y a plus de fumée que de feu. On ne croit pas que les choses aillent jusque à la guerre malgré le « nous croiserons les bayonnettes » de Bismarck.

... Ce qui est surtout pénible et très heiklich c'est la correspondance à ce sujet avec Paris. Nous travaillons tout doucement à préparer pour les cas extrêmes une alliance à la Kaunitz et vous concevez qu'avec le Monsieur qui siège aux Tuileries la chose est diablement délicate à enmauchir. Il faut à la fois montrer beaucoup de confiance et n'en avoir aucune. Cette combinaison demande des tours de force équilibristes comme la danse sur la corde raide. D'un autre côté, nous sommes absolument forcés d'en venir là, car en cas de rupture avec la Prusse vous concevez bien que la France ne se croiserait pas les bras et prendra parti pour l'un ou pour l'autre selon le profit qu'elle croira pouvoir en retirer. Il est fort douteux en revanche que l'Angleterre se mette en frais pour nous appuyer efficacement c'est à dire avec des hommes et de l'argent.

... Donc plus la brèche s'élargit entre nous et la Prusse et plus nous sommes irrésistiblement rapprochés de Paris. Mais croyez bien que ce tripotage se fait de notre part sans aucun enthousiasme et nous l'envisageons comme une dure nécessité...

²⁸ Le problème romain devenu de plus en plus pressant après l'unification des royaumes de Naples et de Sardaigne aboutit, en été 1862, à une crise sérieuse. Depuis 1849 Rome était occupée par des troupes françaises; le gouvernement français cédant à la pression du parti catholique du pays, s'était chargé d'assurer le pourvoir temporel du pape. L'un commença à n'goier avec Paris en vue d'obtenir que les Français quittent Rome; l'opinion publique de gauche et l'aile gauche du Parlement réclamaient de plus en plus énergiquement l'annexion de la ville au royaume italien uni. En juin Garibaldi espérant obtenir l'agrément tacite du gouvernement se rendit de nouveau en Sicile et recruta des volontaires en vue de marcher sur Rome. Le gouvernement pontifical n'ayant pas confiance en la protection des Français demanda, au mois de juillet, celle de l'Autriche. Cependant le gouvernement autrichien déclara formellement qu'il n'avait pas l'intention de se mêler directement à l'affaire. « Nous ne descendrons pas dans l'arène que si nous sommes directement attaqués » — écrit Rechberg le 15 août à Richard Metternich (R. MORI: *La questione romana 1861-65*, Firenze, 1963, p. 141). Le gouvernement italien de son côté désirait éviter tout conflit avec Napoléon III qui après l'initiative prise par Garibaldi avait exprimé son désir de voir maintenir le *statu quo*; de plus, craignant de voir se raffermir après un succès de l'action garibaldienne la tendance antimonarchiste de la gauche il estima nécessaire d'intervenir. En Calabre le corps de troupes du général Cialdini barra la route aux garibaldiens, et le 29 août, après une brève fusillade dans les monts d'Aspromonte, Garibaldi fut fait prisonnier. (A. OMODEO: *L'età del Risorgimento italiano*, Napoli 1860, pp. 433-34.). Aspromonte causa une certaine déception à la Cour Pontificale et à Vienne où l'on espérait que le succès de l'entreprise de Garibaldi allait entraîner la dislocation du jeune royaume italien et où l'on étudiait déjà la possibilité de résoudre le problème dans l'esprit de Villafranca sur une base fédérative, par la restauration de la dynastie Bourbon. (MORI, op. cit. pp. 142-144.)

25.

Vienne 13 Avril 1863

... En dehors de la correspondance officielle la question polonaise avait été dès le mois de février le sujet de conversations intimes fort curieuses entre Metternich d'une part et le couple Impérial siégeant aux Tuileries. On y voulait disait-on conclure un « mariage d'inclination » avec l'Autriche. Si celle-ci apportait en dot la Galicie et la Vénétie on lui promettait en échange monts et merveilles et un remaniement complet à son profit de l'Allemagne et de l'Orient. La Pologne devait être rétablie et l'Italie divisée en trois états. Tel était le plan développé avec force séductions. On n'attacha pas grande importance ici aux premières ouvertures de ce genre; cependant comme on revenait fréquemment à la charge avec une sorte d'instance, mais toujours en plaçant au premier plan les sacrifices pour nous, puis dans un avenir plus éloigné les compensations, puis enfin dans un horizon plus lointain encore et très nuageux ce que la France réclamerait pour sa propre part, on voulut ici y voir clair autant que possible et Metternich fut appelé à Vienne. Tel a été le vrai motif de ce voyage. Notre Ambassadeur nous a apporté un petit chiffon de papier rédigé par le grand homme lui-même en contenant une esquisse de son vaste plan. L'embarras a été grand et d'autant plus que la rédaction Impériale concluait par faire entendre assez clairement ou avec vous, ou contre vous.

... Il y eut donc ici pendant 8 jours plusieurs séances assez curieuses tantôt chez S. M. avec le Comte Rechberg et Metternich — tantôt chez le Comte Rechberg avec Metternich et moi et enfin une dernière et décisive, chez le Comte Rechberg où outre les deux sus-nommés M. Esterházy d'ordre de S. M. et Meysenburg furent convoqués. Le résultat de toutes ces conférences s'est résumé en 4 pièces que Metternich a emportées.

... 4^e Instructions secrètes et personnelles pour Metternich pour servir de règle à son langage dans ses entretiens confidentiels avec l'auguste interlocuteur. Elles portent en somme que l'Autriche n'entend pas faire des sacrifices et qu'elle ne comprend en fait de remaniements territoriaux que le « donnant donnant ». Elle ne répute donc pas comme une impossibilité absolue les combinaisons de Napoléon mais elle les rattache à des conditions qui en font de fait une quasi-impossibilité. Ainsi pour la Vénétie il faudrait avoir en main en Allemagne comme compensation un accroissement de territoire et d'influence qui impliquerait l'anéantissement de la Prusse, c'est à dire une guerre difficile et encore l'Autriche étant alors moralement et matériellement à la tête de l'Allemagne assumerait par là le devoir de ne céder en aucun cas du territoire allemand à l'étranger. De même pour la Galicie et la reconstruction de la Pologne indépendante. On ne regarde pas cette solution comme irréalisable, mais ce ne pourrait être que la conséquence d'une guerre faite contre la Prusse et la Russie à la suite de laquelle les Puissances victorieuses auraient en main soit en Allemagne, soit en Orient de quoi compenser pour l'Autriche la perte de la Galicie.

Voilà l'histoire du voyage Metternich; il s'en est ensuivi une lettre assez curieuse de l'Empereur Napoléon à notre Empereur où il exprime le désir très vif de son alliance pour l'exécution des plus vastes desseins — le regret de voir que les circonstances actuelles ne s'y prêtent pas dans la mesure désirable et enfin il laisse entrevoir de nouveau que rien n'étant convenu entre les deux Souverains, il garde lui aussi sa liberté d'action et pourra selon les événements se trouver soit dans un camp, soit dans un autre. — Metternich ajoute que si l'Empereur Napoléon se résigne à nous trouver aussi froids pour lui, il se méfie pourtant beaucoup de notre penchant secret de refaire une alliance avec la Prusse et la Russie contre la France et qu'il attache un prix infini à nous amener à une manifestation quelconque qui nous engage jusqu'à un certain point sinon avec lui seul, du moins envers la politique des Puissances occidentales. C'est ce qui nous a tout doucement amenés à cette espèce de démarche collective à S. Pétersbourg.²⁹ Ayant déjà refusé tant de choses et voulant

²⁹ Le 17 avril 1863 l'Angleterre, la France et l'Autriche remettaient au gouvernement de la Russie des notes d'un contenu à peu près identique demandant le rétablissement de la paix avec la Pologne. (UHLIRZ, op. cit. p. 832; ENGEL-JÁNOSI, op. cit. p. 99.)

cependant ménager un homme qui peut devenir un ennemi fort dangereux, nous avons fini par lui donner cette espèce de satisfaction. Du reste les affaires polonaises ont été le sujet de vives discussions dans la maison de Ballplatz.

A vous dire le vrai je suis foncièrement polonais, non pas pour l'amour de la Pologne, mais je crois que dans l'état actuel du monde faire de la politique conservatrice dans l'ancien sens du mot devient tous les jours une impossibilité plus grande; c'est vouloir porter à soi tout seul le monde sur les épaules et comme nous n'avons pas celles d'Atlas si nous nous obstinons au maintien pur et simple du statu quo, nous n'empêcherons pas le bouleversement et nous n'en retirerons que des dommages. La question polonaise est la seule à mon avis où nous puissions faire de la politique à la mode nouvelle, avec éclat et initiative en nous assurant en cas de succès de grands avantages. Les risques sont grands mais valent la peine d'être courus. Il est bien entendu que dans mes idées, la Pologne n'est que le chemin pour arriver à la question allemande et à l'abaissement de la Prusse. Cette thèse est fort appuyée par Biegeleben³⁰ et par Meysenburg à un point de vue plus polonais et catholique. Le Comte Rechberg n'est pas du tout polonais³¹ mais l'idée d'entrer par là en Prusse et en Allemagne lui sourit un peu. S. M. est tout à fait opposée à la possibilité de céder la Galicie et M. Esterházy est le plus opposé de tous à se lancer dans les aventures.

... Je ne puis m'empêcher de dire ici que je regrette beaucoup ce que nous faisons. Il fallait je crois envisager courageusement les conséquences d'une initiative et d'une politique hardie et entrer bravement — ce qui n'exclut pas la prudence — dans la route au bout de laquelle se trouve une reconstitution de la Pologne indépendante. Si cette conséquence effrayait, je comprenais la politique contraire — le maintien de la sujétion de la Pologne — mais alors il fallait décliner toute participation à une politique contraire. Aujourd'hui nous faisons un pas en avant, sans conviction, sans volonté, sans but, ne sachant pas où nous allons et où on nous mène; nous faisons la chose en mauvaise grâce mécontentant ainsi à la fois Paris et St. Pétersbourg et peut-être aussi Londres et Berlin — enfin je trouve que nous rentrons en plein dans la funeste voie suivie en 1853—56 par le Comte Buol.

... Au milieu de tout cela nous avons été et nous sommes encore en pleine crise ministérielle. La chose a éclaté sur la question de Transylvanie. Schmerling a déclaré qu'il voulait y convoquer la Diète pour constituer son Reichsrath complet. Nádasdy³² s'est dit tout prêt à condition de déclarer la guerre à l'élément Magyare et se jeter exclusivement dans l'agitation Slave et Roumaine que pour le faire en Transylvanie avec succès, il fallait de toute force faire de même en Hongrie et rompre ouvertement avec tous les ménagemens gardés jusqu'ici pour les Hongrois. On a mis les hommes d'état hongrois au pied du mur et on les a soumis de dire s'ils avaient une autre solution, s'ils avaient un programme acceptable qui put mettre fin dans un autre sens à ce provisoire qui ne pouvait plus durer. Là dessus est arrivé de Pesth un programme avec l'idée de former un Ministère hongrois — ce qui a été rejeté ici avec Hohn et n'a donné que plus de force au parti contraire.³³ — M. Esterházy a fait alors avec Forgach et quelques hongrois un autre programme dont le sens principal était que la diète hongroise devait être placée sur un pied d'égalité avec le engerer Reichsrath et qu'une délégation commune de ces deux Assemblées serait substituée au gesammt Reichsrats du 26 février. Schmerling a également repoussé ce projet comme le renversement de l'idée fondamentale du 26 février et est revenu à la charge avec sa demande de rompre entièrement avec le passé et de travailler la population pour amener des élections directes du Reichsrath. Ces projets et contre

³⁰ Baron Ludwig Maximilian Biegeleben (1812—1872), rapporteur des affaires allemandes au ministère des affaires étrangères de Vienne.

³¹ «Österreich ist ebenso interessiert wie Russland — écrit Rechberg le 17 mars 1863 à son frère — dass der Aufstand in Polen so rasch als möglich unterdrückt werde.» (ENGEL-JÁNOSI, op. cit. p. 84.)

³² Le message du 19 septembre 1861 charge Ferenc Nádasdy, ancien ministre de la justice, de la direction de la chancellerie transylvanienne. (BERZEVICZY, op. cit. t. III, p. 385.)

³³ Le mémorandum avait été rédigé par György Apponyi à la suite de délibérations poursuivies avec Majláth, Sennyei et József Ürményi, en décembre 1862. Il y propose, conformément au système dualiste, de confier les affaires étrangères, les affaires militaires, les finances et le commerce à deux délégations représentant la Hongrie et l'Autriche, de convoquer l'assemblée nationale et de nommer un cabinet hongrois responsable. Le projet fut rejeté le 9 mars 1863, et peu après Apponyi se vit relevé de ses fonctions. (BERZEVICZY, op. cit. t. IV, pp. 14—24.)

projets ont été discutés souvent chez l'Empereur en Conseil restreint auquel assistaient l'Archiduc Régnier, Schmerling, Rechberg, M. Esterházy, Forgách, Nádasdy et Mazuranic.³⁴ — Schmerling et Nádasdy offrant leur démission en cas de rejet et Esterházy et Forgách la leur. Il y a eu des scènes très vives. L'Empereur a déclaré qu'il voulait absolument qu'on trouvât un compromis qui permit à tout le monde de rester. Ce compromis a été fait en grande partie par Mazuranic le Croate et accepté de mauvaise grâce par tous. Le résultat en est démission de votre cousin, prolongation du provisorium en Hongrie — pas d'élections directes non plus en Transylvanie, mais convocation de la Diète qui refusera sans doute d'envoyer des députés à Vienne, et alors on passera outre et le Reichsrath sera constitué. Du reste tout cela est encore très flottant. Tous sont mécontents et rien n'est encore définitivement arrêté. Cet état de choses dure depuis le 12 Mars juste un mois.

Schmerling a eu il y a 15 jours un rencontre avec le Comte Rechberg qui s'est terminé m'a dit celui-ci par une déclaration de guerre formelle quoique comme en termes fort courtois. Schmerling ayant déclaré que tout compromis était une affaire pouvant durer plus ou moins de jours — mais qu'il fa'lait en finir et arriver à la constitution d'un Ministère homogène. La situation est donc très tendue; des conférences de Ministres ont lieu sur la mode de convocation de la Diète de Transylvanie et le Comte M. Esterházy et Forgách refusent d'y prendre part. — D'un autre côté le Comte Rechberg n'a pas été appelé à y prendre part. Là dessus il s'est fâché beaucoup disant que tout ce qui touchait de près ou de loin à la question hongroise exerçait un contre coup sur les affaires extérieures. De plus en même temps est arrivée la conclusion du statut vénitien qui a été arrêté sans qu'on lui ait rien communiqué. Ces deux motifs, joints à quelques mesures prises en Galicie sans sa participation l'ont décidé à remettre le 9 à l'Archiduc sa démission très longuement motivé et très catégoriquement formulée. — Ce n'est que le 10 au soir qu'il a reçu un petit mot de S. M. refusant d'accepter cette démission sans autre explication. Le Comte Rechberg a maintenu sa démission en écrivant cette fois directement à l'Empereur. Il y a eu hier et avant hier force allées et venues entre le Ballplatz et la Burg et l'affaire n'est pas encore réglée.

26.

Vienne 23 Mai 1863

Mon cher Comte,

Alea jacta est. — Pas de Pologne indépendante sous quelque condition que ce soit. Alliance française jugée un péril tout aussi grand pour l'Autriche que la rupture, avec la circonstance aggravante que la première entraîne l'abandon des vieux principes corrects. Enfin neutralité prolongée autant que possible mais devant s'il le faut aboutir plutôt à une rupture avec les Puissances occidentales. En attendant gagner du temps, négocier le plus longtemps possible, conférer à 8 s'il le faut et chercher à grouper l'Allemagne autour de soi. Voilà le programme arrêté à l'unanimité dans une Conférence tenue le 19 à la Staatskanzlei . . .³⁵ La Conférence présidée par l'Empereur était composée de l'Archiduc Régnier, Rechberg, Schmerling, Degenfeld, Mecséry,³⁶ Esterházy — et votre très humble serviteur chargé de lire diverses pièces et de s'inspirer à cette source élevée pour bien rendre les idées du Gouvernement Impérial. — Rechberg et Esterházy ont très bien fait ressortir les dangers d'une rupture, surtout Esterházy — mais ils ont reculé devant la conclusion et n'ont ni l'un ni l'autre proposé un parti décisif. Mecsery a des dispositions évidentes et pourrait être

³⁴ Chancelier croate.

³⁵ Le 11 mai 1863 l'Autriche fit parvenir à l'Angleterre et à la France une proposition en six points concernant la solution de l'affaire polonaise, et suggéra que cette proposition soit soumise au tsar par les trois puissances. Les deux Etats occidentaux estimèrent cependant que la proposition autrichienne ne satisfaisait pas les Polonais. Rechberg de son côté considérait que Vienne était allé jusqu'à la limite de ce qui pouvait être attendu de la Russie par des voies pacifiques. Selon lui les propositions de l'Angleterre et de la France étaient inacceptables. En même temps la Prusse invita le gouverneur autrichien à entreprendre une action commune en vue de réprimer la révolte polonaise. C'est le conseil des ministres réuni le 19 mai qui devait décider de l'attitude de l'Autriche. François Joseph partageait le point de vue de Rechberg: la paix devant être maintenue à tout prix, l'Autriche resterait fidèle à sa politique pacifique et essaierait de se rapprocher de la Prusse pour hâter la réunion de l'assemblée des princes allemands. (ENGEL-JÁNOŠI, op. cit. pp. 101—103.)

³⁶ Ministre de la police après Thierry.

amené — je crois — à juger sainement la position. Quant à Degenfeld — c'est entre nous une brute — c'est tout ce qu'on peut en dire. — Schmerling s'est montré à mon avis fort dénué de sens pratique, un vrai doctrinaire fermant les yeux à l'évidence des faits. Plein de confiance dans la force que son système donne à l'Autriche, persuadé de l'attachement inébranlable de la Galicie. Une réserve importante est selon lui ce que l'intérêt de l'Autriche exige et qu'elle peut maintenir avec l'aide de l'Allemagne assurée à l'Autriche libérale. L'Archiduc Régnier n'a pas soufflé mot.

Que voulez-vous qu'on fasse après cela ? L'expédition d'aujourd'hui est le terne résultat de cette terne attitude où pour éviter le danger de marcher nous nous exposons à crouler sur place n'ayant que des ennemis et pas un seul appui. Enfin les lamentations n'y feront rien, tâchons donc pour l'amour de Dieu de louanges puisque nous y sommes condamnés. Je suis brisé de fatigue morale beaucoup plus que matérielle et mon découragement est complet depuis que j'ai entendu de mes oreilles comment les hommes d'état les plus influents de l'Autriche envisagent et dirigent ses destinées. — L'idée dominante et fixe est que l'alliance française n'est pas d'un iota moins dangereuse que la rupture, car elle assurerait la prépondérance française sur le continent et celle-ci s'exercerait toujours tôt ou tard à notre détriment. La seconde idée fixe qui est le corollaire de la première c'est que la Maison de Habsbourg ne peut pas régner sur un Empire autrement délimité que celui qui a été tracé par les traités de 1815. Il n'y a pas moyen de sortir de là et j'y ai perdu le peu de latin que je possède à démontrer que nous n'avions probablement le choix qu'entre une *Umgestaltung* ou une *Auflösung* de l'Autriche et qu'entre les deux alternatives la première était préférable. La conclusion a été que s'il fallait mourir il valait mieux mourir sur place et comme on était que de faire peau neuve ce qui nous tuerait aussi et nous soumettrait d'abord à un procédé fort désagréable.

27.

Vienne le 29 Juin 1865

Mon cher Comte,

La crise actuelle vous intéressera trop pour que je n'essaie pas, selon mon ancienne habitude de vous fournir quelques détails supplémentaires.

Le principal et presque le seul moteur de tout ce qui se passe est le Comte M. Esterházy. Il a mené sa barque bien adroitement depuis qu'il est Ministre, mais dans ces derniers temps il a manœuvré avec une habileté vraiment consommée. Je ne crois pas me tromper en attribuant à lui seul le mérite d'avoir amené S. M. à la résolution qui forme le nœud de la situation, celle de tenter la réconciliation avec la Hongrie. Il fallait, en outre, pour réussir, paralyser l'effort contraire de la presque totalité du Ministère et préparer ce grand revirement à l'insu de tous les autres membres du Gouvernement. Voilà la tâche qui s'est accomplie et le fait est qu'on est étonné du chemin qui a été parcouru depuis la nomination de Zichy jusqu'à sa chute.³⁷ Le Comte Mensdorff était de tout le Ministère le seul dans la confidence, mais il ne jouait aucun rôle actif. Les autres sont restés jusqu'au dernier moment dans une ignorance incroyable de ce qui leur pendait au nez.

Il y a déjà deux mois que le remplacement de Schmerling par Belcredi est arrêté, mais le plan primitif était de ne rien faire éclater avant la fin de la session du Reichsrath, puisqu'un des premiers actes du nouveau Ministère devait être la dissolution de cette Assemblée. Le voyage de l'Empereur a dérangé ce plan.³⁸ La session s'est prolongée au delà de ce qu'on calculait et on s'est trouvé dans l'alternative soit de ne pas produire le bon effet qu'on espérait de la présence de l'Empereur à Pesth soit de devoir démasquer trop tôt ses batteries. On a mieux aimé s'exposer au dernier inconvénient et le succès inespéré du voyage a eu sous ce rapport la conséquence fâcheuse de précipiter le dénouement. En effet l'impression a été si bonne qu'on devait craindre et éviter la réaction presque inévitable qui s'ensuivrait si aucune mesure ne venait confirmer les espérances soulevées.

³⁷ György Majláth succéda à Hermann Zichy, chancelier de la cour.

³⁸ Visite de François Joseph à Pest, le 6 juin 1865.

Cette considération l'a emporté sur toute autre et le remplacement de Zichy et la chute de Nádasdy ont dû s'effectuer. On espérait encore qu'on pourrait en rester à ce changement partiel et on l'espérait si bien que — sauf pour Belcredi, le choix des futurs Ministres était loin d'être arrêté. Mais on a compté sans son hôte. L'Archiduc Régner se doutait aussi peu que Schmerling de tout ce qui se préparait. Ce n'est que la veille du jour où les deux Ministres devaient être poliment invités à offrir leurs démissions que l'Archiduc a appris l'affaire. Mais il l'a pris fort mal et a déclaré à S. M. que de pareils changemens faits sans sa participation étaient incompatibles avec sa position de Ministre-président et il a insisté pour partir. Dès ce moment la bombe a crevé. On a bien cherché de dissimuler la retraite définitive de l'Archiduc sous la voile d'un congé mais cela n'a trompé personne. Tous les yeux se sont soudainement ouverts et le Ministère en masse a donné sa démission sauf bien entendu Esterházy et Mensdorff, ainsi que Burger et Franck.

... Outre Mailath, Sennyey est le hongrois qui est le plus mêlé dans ce qui se passe. La grosse difficulté du moment est pour le nouveau Ministère de se tirer d'affaire vis à vis du Reichsrath. On veut rester strictement constitutionnel dans les formes et cependant on ne veut à aucun prix admettre l'ingérence du Reichsrath dans les affaires...

Le nouveau Ministère aura soin de crier bien haut comme triple mot d'ordre, qu'il veut rester constitutionnel, qu'il fera de grandes économies, notamment sur le budget militaire et enfin qu'il ne s'agit nullement de verlegen à Ofen le Schwerpunkt de la monarchie.

28.

Vienne 20 Juillet 1865

Au moment où je vous écris le Ministère futur tient son premier Conseil au premier étage...

... Quant au programme de ces Messieurs on peut dire qu'il consiste en première ligne à ne point en avoir de bien défini, car ils reprochent justement à leurs prédécesseurs d'être venus au pouvoir avec un cadre tout fait dans lequel ils ont voulu faire entrer bon gré mal gré toute la monarchie, malgré le refus obstiné d'une bonne moitié. Le programme actuel se borne donc à proclamer la nécessité légale de prendre pour point de départ ce qui existe, mais de le modifier de gré à gré avec les parties intéressées et de travailler avec les différentes populations à former une constitution générale. On rejette toute idée de réaction et de retour aux idées absolutistes. On veut conserver le système représentatif, mais on n'a aucun plan préconçu sur la forme, les attributions et la distribution de la représentation nationale. Ceci est matière à régler. On commencera avec les Hongrois et les Croates en leur présentant toutefois le diplôme d'octobre et le statut de Février comme point de départ...

... Le Comte M. Esterházy reste toujours l'âme de ce qui se passe et il m'a dit dernièrement que c'était dès le mois de Janvier que les nominations de Mailath et de Belcredi étaient décidées...

29.

Vienne 3 Août 1865

... Voici maintenant pour la fin la tragédie. Nous sommes peut-être à la veille de la guerre ou du moins on n'en a pas été si près depuis 59. Des dépêches interceptées nous ont révélé que Bismarck est en train de conclure une alliance offensive contre nous avec Florence. Cela a produit un vrai choc et voilà le rêve favori de l'alliance prussienne fort dissipé. D'un autre côté on sait à n'en pas douter que dès que le Roi aura quitté le territoire autrichien, les Prussiens procéderont à de nouvelles et fort graves mesures dans les Duchés. — Blome a été envoyé comme dernier essai de conciliation³⁹ mais les dépêches interceptées l'ont été depuis son départ et ont fort modifié la situ-

³⁹ Blome, ministre de l'Autriche à Munich, délibéra, en tant que représentant du gouvernement autrichien à Gastein avec Bismarck des modalités du règlement de l'affaire litigieuse du Schleswig-Holstein. Le 14 août fut signé un accord aux termes duquel le Holstein passait sous l'autorité de l'Autriche et le Schleswig sous celle de la Prusse. Cependant, des deux côtés on considérait l'accord uniquement comme un moyen de temporiser. (UHLIRZ, op. cit. p. 845.)

ation. Blome a du se rendre hier à Ischl où se trouvait l'Empereur et où Mensdorff avait été appelé. Nous ne savons encore rien ici, mais l'Empereur revient demain ce qui me paraît un symptôme assez grave, car cela prouve qu'il retourne à voir le Roi de Prusse et qu'il a des ordres à donner ici. Déjà Metternich a l'ordre de rester à son poste et le Ministère de la guerre ici commence fort en secret à se mettre en mesure. Biegeleben a déjà préparé pour cette éventualité une demande très péremptoire à la Bavière et à la Saxe de nous fournir, s'il le faut, des hommes et de l'argent et on agira dans le même sens auprès des autres Etats allemands. Si ceux-ci marchent franchement on cherchera seulement à s'armer de la neutralité de la France, et on tâchera qu'elle donne des conseils de modération à Florence. Si les Etats allemands sont mous, on dit vouloir se jeter tout à fait dans les bras de la France. — J'en doute encore bien que l'irritation contre la conduite de nos amis soit extrême. Enfin nous attendons avec impatience les décisions que le Comte Mensdorff nous apportera demain. Si je n'avais pas fait de si fâcheuses expériences à l'endroit de nos indé-
cisions je me croirais à la veille d'une crise fort grave. J'ai encore peine à croire qu'on passe à l'action, mais on en parlait beaucoup et ce que Blome aura rapporté de Gastein fera pendre la balance d'un côté ou de l'autre.

... Ce qui me paraît certain c'est qu'il n'y a plus d'autre issue que la guerre ou une grande humiliation acceptée par l'un ou l'autre des co-possesseurs. Je ne crois pas que Bismarck cède — sa chute, la guerre ou une forte humiliation pour nous — voilà selon moi les trois chances. J'avoue que je crains la dernière pour peu qu'on trouve le moyen de dorer du moins du monde la pilule.

30.

Vienne 28 Décembre 1865

... La question intérieure domine tout. Alexandre⁴⁰ vous aura raconté le succès du voyage impérial. On est très satisfait, mais on ne dissimule pas néanmoins toutes les difficultés et les luttes qui sont en perspective. D'après ce qui me souvient, l'idée Deak serait de déterminer d'une manière assez large les *gemeinsamen Angelegenheiten* et d'instituer pour les traités un Corps composé à nombre égal de représentants de la Diète de Pesth et de ceux des autres provinces. Mais ce corps n'aurait qu'une *berathende* et non une *beschliessende Macht*. Il ne ferait que convenir des propositions qui seraient portées devant les Représentations de chacune des deux parties de l'Empire et ces propositions n'auraient force de loi qu'après avoir reçu l'assentiment de chacune de ces représentations. Comme il faut cependant prévoir le cas d'un désaccord, on assure que Deak ne serait pas éloigné d'accorder alors à la Couronne le droit de décision. Il préférerait mettre l'autonomie hongroise au dessus du droit de contrôle et il céderait quelque chose sur ce dernier point pour maintenir plus intacte la séparation et la *Selbstständigkeit* de la Hongrie. Sous ce rapport le Comte Maurice Esterházy se rapprocherait de Deak car il est fort anti-parlementaire et pour renforcer les droits de la couronne il accorderait quelque chose au dualisme.

... Notre ami Bismarck ne nous donne pas signe de vie depuis quelque temps; j'espère que cela n'est pas le calme précurseur de l'orage.

31.

Vienne le 19 Avril 1866

... Ce ne sont pas tant les occupations matérielles qui m'empêchent d'écrire que l'Ärger qui s'empare de moi et le découragement à la vue de nos faiblesses, de nos indé-
cisions et du manque absolu de logique dans notre conduite. On est sous l'empire de deux sentimens 1° qu'on est trop faible matériellement pour lutter contre la Prusse flanquée de l'Italie 2° qu'on ne peut faire aucun arrangement avec la France parceque Napoléon ne songe qu'à nous duper et à nous détruire.

⁴⁰ Comte Sándor Apponyi, fils de Rodolphe, également diplomate.

Si on était logique il faudrait alors donner bien vite le Holstein à la Prusse, la laisser agir à sa guise dans le nord de l'Allemagne et on pourrait se croiser les bras dans une paix humiliante mais profonde. On ne veut pas non plus se résigner à cela. On fait l'une après l'autre de petites concessions qui nous démoralisent nous et nos amis et qui pourtant ne sont pas assez considérables pour satisfaire nos adversaires et nous procurer de la tranquillité. Tout cela m'exaspère me dégoûte de tout et qui pis est attaque mes nerfs et ma santé qui reprend la mauvaise pente où les affaires de Pologne l'avaient placée en 63.

32.

Vienne 17 Juillet 1866

Mon cher Comte,

Me voilà de nouveau ici après une course fort inutile car dès les premières 24 heures j'ai été convaincu que la branche à laquelle nous cherchions à nous raccrocher allait casser entre nos mains. L'Empereur Napoléon nous plante là complètement et l'Allemagne prussienne est chose faite.⁴¹ Reste à savoir ce qui pourra être sauvé de l'Autriche. Malgré l'insuccès de notre tentative je crois qu'elle devait être tentée, car c'était la seule chance de changer la face des choses. Notre désastre militaire est si complet que nous ne devons plus espérer que la plus prompte conclusion possible d'une paix honteuse, sans quoi nous nous exposons à plus de honte encore. Ce qui reste d'armée est tellement démoralisé chefs et soldats qu'on ne peut plus compter sur elle. Sauf l'obstacle matériel du Danube qui arrête encore les Prussiens, rien ne protège sérieusement Vienne. Tous nos paquets sont faits pour aller à Ofen où ont déjà été envoyées nos Archives et les effets de la Cour. On craint maintenant que les Prussiens ne se dirigent sur Presbourg ce qui rendrait même notre retraite en Hongrie peu facile. Nos ennemis qui sentent leurs avantages ne daignent même point nous dire toutes leurs conditions et Dieu sait ce que nous devons encore accepter surtout s'ils entrent à Vienne ce qui arrivera avant peu de jours. On croit vraiment être sous l'empire d'un cauchemar. — Benedek ne donnait ici aucune nouvelle et l'Empereur savait aussi peu que personne ce qui se passait. Ce système continue et à l'heure qu'il est on ne sait pas trop où il se trouve avec les 9 corps — 100.000 hommes qu'il a gardés . . .

. . . M. Benedetti qui travaille à la médiation vient d'arriver ici.⁴² Soit mauvaise volonté, soit difficulté des communications, ses instructions de Paris ne lui arrivent pas au quartier général et il espère les avoir ici plus vite. Les Prussiens demandent l'incorporation complète des Duchés, de l'Eller, de la Saxe, de la Hesse électorale et d'une partie du Hanovre, plus la Silésie autrichienne et des frais de guerre. Notre sortie de la Confédération est déjà une chose consentie par la France, qui défend encore mais fort mollement notre intégrité territoriale sauf la Vénétie et qui demande qu'un parlement allemand se prononce en dernière instance sur les incorporations à la Prusse. Quant à nous nous n'avons plus voix au chapitre, puisque nous ne sommes même plus en état de nous défendre.

33.

Vienne 21 Juillet 1870

Mon cher Comte,

Je me figure que vous pestez souvent contre nous et contre le silence complet que nous observons. Je le comprends et cependant je n'y puis rien. Der Gf. B(eust) will einmal nicht mit der Sprache heraus. Il tient à se lier les mains aussi peu que possible et il ne veut absolument pas donner d'instructions qui autorisent les Représentants à s'énoncer officiellement sur les vues du Gouverne-

⁴¹ Le 2 juillet 1866 l'Autriche s'adressa à Napoléon III en lui demandant d'intervenir en vue d'un armistice. Dans une note adressée le 5 juillet à la Prusse et à l'Italie Napoléon se propose comme médiateur de la paix. Cependant, dès le début il n'avait cessé de proclamer que l'Autriche devait quitter la fédération des Etats allemands. (UHLIRZ, op. cit. p. 876; H. FRIEDJUNG: *Harc a német hegemoniáért* [Lutte pour l'hégémonie allemande] Budapest 1904, t. III, p. 129.)

⁴² Comte Vincent Benedetti, ministre de France à Turin en 1861—62; ministre à Berlin depuis l'automne 1864; en 1866, il est chargé par Napoléon de participer aux négociations de paix.

ment. La circulaire actuelle lui a été cependant pour ainsi dire arrachée par la pression du dedans et la nécessité de tenir un langage quelconque. Je ne sais pas s'il y voit lui-même bien clair et si son parti est pris. Je crois que le fin mot de la situation est celui-ci. Il y a des courants contre lesquels il est inutile de vouloir lutter, mais qu'on peut diriger en ayant l'air de les suivre. Le cri populaire pour la neutralité est très fort. Les Hongrois et les Allemands ne veulent pas admettre autre chose et si le Cte B(eust) avait fait mine de résister il aurait été pour le moins complètement paralysé et soumis à la surveillance la plus jalouse. Il a donc fait bonne mine à mauvais jeu et a prononcé le mot de neutralité mais il sent vivement la nécessité de se préparer à toutes les éventualités et à l'abri de la neutralité il espère qu'on lui permettra de réunir des forces. Ce qui est certain c'est que cette neutralité peut nous mener — lentement il est vrai — dans le camp français, mais pas dans l'autre.

34.

Vienne 6 Août 1870

. . . La guerre a été pour nous une surprise complète; d'autant plus que nos relations avec Paris étant très intimes dans ces dernières années, les éventualités de guerre avaient souvent été envisagées et il avait toujours été convenu qu'on ne se lancerait pas isolément dans les aventures. D'après toutes les correspondances et pourparlers confidentiels nous sommes tout à fait dans notre droit de rester neutres. Nous n'avons aucun engagement pour cas de guerre, mais nous pouvons nous plaindre de ce qu'on en ait provoqué un sans nous crier gare. Nous sommes donc libres, de plus tout ce qu'il y a de moins préparés militairement, financièrement et politiquement puisque nous nous trouvions en pleine crise intérieure. Tous ces motifs ainsi que la pression exercée dans ce sens par les démocrates allemands et les hongrois rendaient la déclaration de neutralité inévitable. Quant au désir de la maintenir c'est une autre affaire. Dans la Staatskanzlei on est convaincu que le triomphe des armes prussiennes serait pour l'Autriche le commencement de la fin, ou plutôt la fin de la fin car je crains bien que nous n'ayons déjà dépassé la phase du commencement. Donc envie d'agir, impossibilité matérielle et morale d'agir aujourd'hui, et immenses difficultés à écarter pour se mettre en mesure d'agir un peu plus tard. Voilà ce qui caractérise notre situation. Passer insensiblement de la neutralité à la médiation armée, c'est je crois le plan qu'on nourrit en secret. Mais il y a tant d'obstacles en dedans et au dehors, tant de précautions à prendre vis à vis des volontés contraires et des influences paralysantes qu'on en est réduit à se replier sur soi-même, à se faire aussi petit et inaperçu que possible, à faire jouer des fils presque invisibles pour attirer les opinions fort divisées vers le but qu'on a en vue, enfin et surtout à guetter un souffle de vent favorable pour pouvoir alors déployer ses voiles.

. . . J'avoue que cela me paraît encore un peu problématique, car ce qui est avant tout nécessaire c'est d'arriver à temps à une action. Or du train dont on y va, il s'écoulera un temps infini avant d'arriver à un résultat palpable et je ne sais si les événements auront la bonté de nous attendre. Surtout vis à vis de l'Angleterre qui elle est franchement neutre et désire le rester, nous n'aimons pas à nous expliquer beaucoup, puisqu'au fond du cœur nous désirons entrer en scène, mais qu'il faut que les choses traînent en longueur. L'Angleterre voudrait une prompte paix entre les deux adversaires actuels, ce que nous ne tenons pas du tout à amener.

. . . Le malheur dans tout ceci c'est qu'on veut faire de la très grande politique avec de très petits moyens. Il y a là une disproportion évidente qui m'effraie pour le résultat, bien que je reconnaisse pleinement que les difficultés de la situation ne permettent guères d'agir le front levé avec énergie et promptitude. Du reste une guerre a tant de hazards qu'avec une bonne occasion bien saisie on peut facilement jeter un poids décisif dans la balance et devenir l'arbitre des événements.

Aurons-nous cette chance, je n'ose l'espérer car je ne crois plus à l'étoile de l'Autriche. J'ai encore une certaine confiance dans notre pilote, mais il a bras et jambes liés . . .

35.

Vienne 15 Septembre 1870

... Il règne d'ailleurs dans la Staatskanzlei un courant d'aigreur et de découragement assez explicable par le temps qui court. Tout ce qu'on entreprend tourne mal, tout croule au dedans et au dehors. On ne peut plus vraiment avoir qu'un désir, c'est de se trouver hors de cette bagarre. En ce qui me concerne je fais volontiers mon mea culpa: j'avoue que je n'ai plus l'ombre de goût et de zèle pour la confection de dépêches et que je renonce à toute initiative me bornant à la stricte exécution des ordres que je reçois. Quand on ne m'en donne pas — ce qui arrive assez souvent — je n'ai même plus le désir d'en provoquer et je laisse aller les choses comme elles peuvent. Hier je me suis un peu secoué en votre honneur, mais je ne vous promets pas que cela dure. Après toutes les péripéties de ces derniers temps, je crois que nos vœux deviennent fort modestes et qu'on sent qu'il faut renoncer à jouer un rôle. Nous faisons des vœux platoniques pour le rétablissement de la paix en général, mais on se soucie peu de se mettre en avant pour une médiation. On ne voudrait pas choquer la France et se brouiller avec elle en recommandant une cession de territoire; on ne veut et on ne peut pas non plus défendre l'intégrité territoriale de la France, il ne reste donc qu'à emboîter modestement le pas derrière les autres et à souhaiter que, si médiation il y a, nous ne soyons pas exclus du concert. Ce rôle n'a rien de brillant et si on s'y résigne ce n'est donc pas sans que cela laisse quelqu'aigreur ...

COMPTE RENDU DE LIVRES

R. A. Averbuch: Revolution und nationaler Freiheitskrieg in Ungarn. 1848—1849 (Революция и национально освободительная борьба в Венгрии 1848—1849)

Moskau, Nauka, 1965. 407 pp.

Der Name von Prof. R. A. Averbuch ist den ungarischen Historikern seit langem nicht unbekannt. Schon ihr 1935 in Moskau erschienenes interessantes und wertvolles Werk über die zaristische Intervention hat die Aufmerksamkeit der ungarischen Historiker auf sich gelenkt.¹ Das Aufsehen, das ihr Buch erregt hatte, war nicht unbegründet, hat es doch das seit einem vollen Jahrhundert unzugängliche Material der zaristischen Archive über den Interventionskrieg des Zaren Nikolaus I. im Jahre 1849 zur Unterdrückung der ungarischen Revolution zu Tage gefördert. Bis dahin hat die ungarische Geschichtsschreibung das Material der zaristischen Archive über den Feldzug 1849 schmerzlich entbehrt: ganze Generationen ungarischer Historiker hatten ihren Ehrgeiz daran gesetzt, damit bekannt zu werden. Neuartig war in Averbuchs vor drei Jahrzehnten erschienenem Werk über die ungarische Revolution von 1848—49 auch der Umstand, daß sie dem Zusammenhang der ungarischen Frage mit den zentralen Fragen der zeitgenössischen europäischen Politik große Aufmerksamkeit schenkte. Nebst seinem tiefgehend wissenschaftlichen Werten hatte das Werk eine große politische, man könnte sagen, moralische Bedeutung.

Zu dieser Zeit schlugen die reaktionären Machthaber Ungarns immer mehr den Weg ein, der zu einem Bündnis mit Hitler-Deutschland führte. Die damalige ungarische Geschichtsschreibung verleugnete immer offener

die Revolution und den nationalen Freiheitskrieg des ungarischen Volkes, die sich um die Mitte des vorigen Jahrhunderts abspielten. Umso größere Bedeutung muß dem Umstand beigemessen werden, daß sich eine angesehene sowjetische Historikerin von dem reaktionären Wesen der offiziellen ungarischen Regierung nicht irreführen ließ, in ihrem Werk ihre Hochschätzung des ungarischen Volkes zum Ausdruck brachte und seine Aufmerksamkeit auf die revolutionären Kämpfe lenkte, die es in der Vergangenheit um den Fortschritt und um seine nationale Unabhängigkeit focht. Prof. Averbuch tat das im Geiste jenes proletarischen Internationalismus, der zum Wesen der sowjetischen Geschichtsschreibung gehört, indem er die Tätigkeit des Zaren Nikolaus I., des »Gendarmen Europas« erbarmungslos brandmarkte und jede Solidarität mit der zaristischen Reaktion verneinte.

Obwohl zwischen den beiden Weltkriegen die Anzahl der Fachleute, denen der Name Averbuchs gegenwärtig war, gering blieb, wurden nach d. J. 1945 ihr Name und ihre Werke im weiten Kreis der ungarischen Historiker bekannt. Umso mehr, da Averbuch trotz ihrer anderweitigen historischen Forschungen niemals aufhörte, sich mit der ungarischen Geschichte, namentlich mit der Erforschung der Fragen der Revolution und des nationalen Freiheitskrieges von 1848—49 zu befassen. Im Jahre 1956 erschien in Ungarn ihre Studie über den Unabhängig-

¹ Obwohl sich die damalige offizielle ungarische Geschichtsschreibung gegen die Besprechung der sowjetischen Wissenschaft gänzlich verschloß, konnte sie an Averbuchs Werk nicht vorbeigehen, ohne darauf zu reagieren. Die Zeitschrift *Hadtörténelmi Közlemények* (Kriegshistorische Mitteilungen) ließ in ihrem Jahrgang 1938 eine mehrseitige Besprechung aus der Festschrift *Antal Hodinkas* über Averbuchs Buch erscheinen.

keitskampf des ungarischen Volkes in den Jahren 1848–49 und die fortschrittlichen Kräfte der russischen Gesellschaft.² Ihr soeben erschienenes Buch über die Revolution und den Freiheitskrieg in Ungarn in den Jahren 1848–49 ist die Zusammenfassung einer intensiven Forschungsarbeit von mehreren Jahrzehnten.

Vor allem ist für ihr Werk die Vielfältigkeit des Quellenmaterials bezeichnend: außer der deutschen, englischen, französischen und russischen Literatur über die ungarische Revolution von 1848–49, baut es sich auf das eingehende Studium der ungemein umfangreichen ungarischen Literatur sowie der zeitgenössischen Presse auf. Das angeführte zahlreiche Material wird durch die von der Verfasserin im Ungarischen Staatsarchiv und dem Archiv der Ungarischen Kriegsgeschichte selbst erforschten Originalquellen ergänzt. Averbuch hat auch das von dem Ungarischen Staatsarchiv in den österreichischen Archiven aufgenommene reiche Filmarchiv ungarischer Beziehung in Betracht gezogen.

Ein besonderes Verdienst der Verfasserin ist, daß sie sich auch in diesem Falle des reichen Quellenmaterials der sowjetischen Archive bediente. Diese rücken manche bisher verborgen gebliebene Triebfedern der historischen Ereignisse in das richtige Licht und erweitern in hohem Grade unsere historischen Kenntnisse über die europäische Bedeutung und Wirkung der Revolution und des Freiheitskrieges von 1848–49. Das ist umso wertvoller, da die ungarische bürgerliche Geschichtsschreibung die Bearbeitung der europäischen Bedeutung der Revolution von 1848–49, besonders aber die Klärung ihrer Wirkung auf die anderen um ihre Freiheit kämpfenden Völker Jahrzehnte hindurch vernachlässigt hat. Diese schwerwiegende Unterlassung der ungarischen Historiographie konnte auch von der ungarischen marxistischen Geschichtsforschung bis heute nur zum Teil behoben werden.

Besonders muß die Bedeutung der im Moskauer Zentralarchiv für Kriegsgeschichte

aufgefundenen kriegsgerichtlichen Akten hervorgehoben werden, die erneuert beweisen, daß das russische Volk die bewaffnete Intervention des Zaren Nikolaus gegen die ungarische Revolution nicht als seine eigene Angelegenheit betrachtete, und daß in einer ganzen Anzahl von Fällen russische Soldaten und sogar Offiziere sich auf die Seite der Ungarn stellten.

Auf Grund des reichen Quellenmaterials stellte der Rezensent der Zeitung *Népszabadság* über das Buch Averbuchs fest, daß »hinichtlich des ungarischen Freiheitskampfes bis jetzt noch nirgends im Ausland ein so gut unterrichtetes und zeitgemäßes Werk erschienen ist.«³

Die Monographie zeichnet sich nebst umfassendem Stoffkenntnis durch eine tief-schürfende marxistisch — leninistische Bearbeitung des Materials aus. Sie analysiert ausführlich die Eigenart der Entwicklung der damaligen ungarischen Gesellschaft, die wirtschaftlich-sozialen Grundlagen der politischen Geschehnisse. Sie führt uns die grundlegenden Klassen der ungarischen Gesellschaft vor Augen und ihr Verhalten in den entscheidenden Fragen der Revolution und des nationalen Freiheitskrieges. Eine besondere Aufmerksamkeit widmet sie der Lage, dem Streben und den Bewegungen der Bauernschaft und der im Stadium ihrer Entwicklung befindlichen Arbeiterschaft. Das Buch liefert ein reiches Material über Zielsetzungen und Tätigkeit des revolutionären linken Flügels. Es behandelt die historischen Vorgänge dynamisch, als Ergebnisse des Klassenkampfes. In Verbindung mit den internationalen Zusammenhängen der ungarischen Revolution befaßt sich die Verfasserin mit den Schicksalsfragen Europas: mit den Freiheitskämpfen der Franzosen, Italiener, Deutschen und Polen. Ihrer Aufmerksamkeit entgehen auch die Gegensätze zwischen den Großmächten nicht, die in mancher Hinsicht eine Erklärung für den Gang der Geschehnisse liefern.

Aber Averbuch ist nicht nur Chronist der Geschehnisse. In ihrem Buch ergreift sie mit

² Magyar — orosz történelmi kapcsolatok (Ungarisch — russische historische Beziehungen). Budapest, 1956.

³ *Népszabadság* vom 7. Juli 1965: ISTVÁN DOLMÁNYOS: *A magyar szabadságharc története oroszul* (Die Geschichte des ungarischen Freiheitskrieges russisch).

Entschiedenheit die Partei des um seine Freiheit kämpfenden ungarischen Volkes. Sie nimmt Stellung für die Anhänger der konsequenten Fortführung der ungarischen Revolution und verurteilt leidenschaftlich alle ihre inneren und äußeren Gegner, ihre Bremser und Verräter. Ihre Henker weist sie vor das strenge Gericht der Geschichte.

Die entschiedene und richtig aufgefaßte Parteilichkeit in Averbuchs Buch muß umso mehr hervorgehoben werden, als dieser fundamentale Charakterzug der marxistischen Geschichtsschreibung nicht nur von Seiten der bürgerlichen Historiker ständigen Verzerrungen und Angriffen ausgesetzt ist. Wir begegnen einer irrtümlichen Auslegung auch bei Autoren, die sich für Marxisten bekennen.

Averbuchs Buch beweist veranschaulichend, daß die Parteilichkeit des marxistischen Historikers kein Subjektivismus ist, sondern sich auf der Erkenntnis der objektiven Gesetze der historischen Entwicklung aufbaut und dieselben widerspiegelt. In ihrem Buch geht sie von der durch unbestreitbare Daten unterstützten Tatsache aus, daß in den Jahren 1848–49 in Ungarn die Liquidierung des Feudalismus und des Absolutismus sowie die Freilegung des Weges der bürgerlichen Entwicklung auf der Tagesordnung der Geschichte stand. Dementsprechend stellt sich unser Verfasser mit großer Entschiedenheit auf die Seite jener gesellschaftlichen Kräfte, die zum gegebenen Zeitpunkt in Ungarn der Verwirklichung dieses Zieles förderlich waren. Ihr Maßstab ist streng historisch und kritisch, d. h. im wahren Sinne des Wortes objektiv, wenn sie die einzelnen Parteien und Persönlichkeiten von dem Standpunkt aus bewertet und beurteilt, wie klar sie die durch die historische Entwicklung auf die Tagesordnung gesetzten Aufgaben erkannten und wie konsequent sie für ihre Verwirklichung kämpften. Die marxistische Parteilichkeit geht von dem objektiven Kriterium des gesellschaftlichen Fortschritts aus und gerät deshalb nicht nur in keinen Widerspruch zu der historischen Realität, im Gegenteil, durch sie wird dem marxistischen Historiker die Erkenntnis der wirklichen historischen Wertfolge und die Möglichkeit zu

exakter Erschließung der historischen Wahrheit ermöglicht.

Die parteiliche Stellungnahme des marxistischen Historikers auf Seiten der fortschrittlichen Bestrebungen und Kämpfe — selbst wenn diese zu einem gegebenen Zeitpunkt einen feudalen oder bürgerlichen Charakter usw. tragen sollten — ist dem Wesen nach immer auch eine Stellungnahme für die werktätigen Volksmassen, denn der möglichst konsequente und tiefgehende gesellschaftliche Fortschritt dient in erster Linie ihren Interessen, nur dies kann eine Erleichterung ihres Schicksals und auf einer gewissen Stufe der Entwicklung ihre Befreiung herbeiführen. Es ist kein Zufall, daß die gegenwärtige bürgerliche Geschichtsschreibung nicht nur gegen das Prinzip der Parteilichkeit mit besonderer Heftigkeit ins Feld zieht, sondern auch jene Auffassung der marxistischen Historiker angreift, wonach in der Geschichte das Prinzip des Fortschritts notwendigerweise zur Geltung gelangen soll. Sie bezeichnen das spöttisch als »Fortschritts-apologetik«. — Es ist klar, daß indem sie den Fortschritt in der Vergangenheit als »marxistische Illusion« verleugnen, eigentlich die historische Notwendigkeit des Sieges des Sozialismus und des Kommunismus in der Gegenwart zu widerlegen suchen.

R. A. Averbuch gibt in ihrem wertvollen Buch auch ein schönes Beispiel dafür, daß die marxistische Geschichtsauffassung nicht nur dem Voluntarismus, sondern auch dem historischen Fatalismus fremd gegenübersteht. Sie weist auf die aus der Halbheit ihrer Lage herrührende Wankelmütigkeit und Inkonsequenz des begüterten Adels, der führenden Klasse der ungarischen Revolution, auf das Zurückweichen der Friedenspartei, auf Görgeys Verrat hin. Ihrer Politik stellt sie jene inneren und äußeren Faktoren, objektive und subjektive Kräfte gegenüber, die entsprechend zur Geltung gebracht, das heißt, durch die Führer der Revolution konsequent ausgenützt und mobilisiert, den Sieg des für seine Freiheit kämpfenden ungarischen Volkes — trotz der feindlichen Übermacht — ermöglicht hätte. Diese Auffassung ist von den Ansichten der verborgenen und

offenen Anhänger des historischen Fatalismus himmelweit entfernt: die mit der Devise: »wenn es schon so geschah, so konnte es nicht anders kommen«, besonders den Zusammenbruch der kühnen revolutionären Volksinitiative mit nicht geringer Genugtuung festzustellen pflegen. Sie registrieren teilnahmslos, sanktionieren im wesentlichen in der Geschichte jede noch so verbrecherische Tätigkeit, Volksfeindlichkeit, Habsucht, Feigheit und Verrat, wobei sie vollkommen vergessen, daß »die Menschen ihre Geschichte selbst gestalten«, wie auch die leidenschaftliche Empörung, mit der Marx, Engels und Lenin alle, selbst in noch so ferner Vergangenheit begangenen Sünden und Unterlassungen verdammen. Sie lassen die organische und unzertrennbare Verbindung zwischen Vergangenheit und Gegenwart außer acht: einst war die Vergangenheit auch Gegenwart, wie auch die Gegenwart einmal zur Vergangenheit wird. Fatalismus, Kompromißbereitschaft, Ablehnung der Verantwortung auf die Vergangenheit gerichtet, ergeben und sanktionieren naturgemäß ein ähnliches passives, beschauliches, vor allem vor jeder kühnen Initiative, vor jeder opferwilligen Beständigkeit zurückschreckendes, kompromißbereites Verhalten auch in der Gegenwart. Dieser Standpunkt eignet sich keineswegs der Klasse — der Arbeiterklasse — zu, die berufen ist, die größte revolutionäre Umwälzung der Geschichte durchzuführen.

Ohne Wertung bzw. Kritik der Persönlichkeiten und der Ereignisse der Vergangenheit ist es nicht möglich, die Lehren der Geschichte zu beherzigen, sie für die Lösung der Aufgaben der Gegenwart zu nützen, wo dies doch zum Wesen der marxistischen Parteilichkeit gehört.

Einen wertvollen Teil des Werkes bildet der Abschnitt, der die Darstellung der ungarischen Revolution von 1848—49 in der Historiographie behandelt. Die Verfasserin charakterisiert den Standpunkt der verschiedenen Richtungen der ungarischen Geschichtsschreibung ausführlich und sieht klar, daß die Bewertung der Revolution von 1848—49 infolge der eigentümlichen gesellschaftlichen und politischen Entwicklung Ungarns wäh-

rend des ganzen darauffolgenden Jahrhunderts nicht nur eine wissenschaftliche, sondern auch eine politische Frage ersten Ranges war. In bezug auf die ungarische bürgerliche Geschichtsschreibung stellt sie mit vollem Recht fest, daß sie die Ereignisse, die Bedeutung und den Charakter der ungarischen Revolution von 1848—49 auf die verschiedenste Weise entstellt hat. (S. 3.) In der Tat, als die offizielle Geschichtsschreibung der Epoche zwischen den beiden Weltkriegen bemüht war, die Revolution von 1848—49 als eine Katastrophe, einen Sprung ins Ungewisse, einen unvermeidlich zur Niederlage führenden verhängnisvollen Schritt hinzustellen, und nicht nur die ungarische fortschrittliche bürgerliche Geschichtsschreibung der Mitte des vorigen Jahrhunderts (Mihály Horváth), sondern auch die der sich mit den feudalen Überresten und der nationalen Abhängigkeit abfindenden dualistischen Epoche dementierte, trachtete sie nicht allein die Revolution von 1848—49, sondern die Revolutionen im allgemeinen zu diskreditieren und geistige Schranken gegen die im Schoße der mit unlösbaren Problemen ringenden ungarischen Gesellschaft heranreifende neue Revolution zu erheben.

R. A. Averbuchs Aufmerksamkeit entging es auch nicht, daß die reformistischen Führer der Sozialdemokratischen Partei Ungarns, selbst der links eingestellte, aber sich im Kielwasser des Syndikalismus verirrende Ervin Szabó nicht im Stande waren, den Charakter der ungarischen Revolution von 1848—49 richtig auszulegen; namentlich zog letzterer gegen die von Marx und Engels gegebene Bewertung dieses historischen Ereignisses offen ins Feld. Die Ideologen der Sozialdemokratischen Partei Ungarns haben nämlich in krassem Gegensatz zu der Konzeption von Marx und Engels, den dem Wesen nach antifeudalen und bürgerlichen Charakter der Kämpfe Kossuths verneint. Hinter einem solchen Standpunkt verbarg sich ihre politische Auffassung, daß Ungarn dem Wesen nach auch im 20. Jahrhundert noch ein feudales Land war, wo die Beförderung der Bourgeoisie zur Macht auf der Tagesordnung stand, womit sie eigentlich ihre refor-

mistische Absage an die selbständige Klassenpolitik des Proletariats rechtfertigen wollten.

Zwischen der richtigen Erkenntnis der vor der ungarischen Arbeiterklasse stehenden aktuellen politischen Aufgaben und der um die Mitte des 19. Jahrhunderts stattgefundenen Revolution bestand nämlich ein kausaler Zusammenhang. Es ist kein Zufall, daß die ungarischen Kommunisten die theoretische Klärung dieser Frage schon am Anfang der zwanziger Jahre als eine ihrer dringendsten Aufgaben betrachteten. Eine besondere politische Aktualität gewannen die Überlieferungen und Lehren der ungarischen Revolution und des Freiheitskrieges in der zweiten Hälfte der 30-er Jahre und während des zweiten Weltkrieges, als die Verteidigung Ungarns gegen die Nazi-Expansion eine zentrale politische Frage wurde; an der Spitze des Widerstandes standen auch in Ungarn die Kommunisten.

Als der führende Theoretiker der Kommunistischen Partei Ungarns, József Révai, den mit der Revolution von 1848 zusammenhängenden Fragen von der zweiten Hälfte der 30-er Jahre an eine ganze Reihe glänzender Studien und Artikel widmete, war das ebenso durch die wissenschaftliche und brennende politische Notwendigkeit veranlaßt, wie der Umstand, daß die ungarischen marxistischen Historiker in den Jahren unmittelbar nach der Befreiung Ungarns i. J. 1945 eine so besondere Aufmerksamkeit der möglichst authentischen Erschließung der wahren Geschichte der Revolution von 1848—49 schenkten. Diese Arbeit förderte nicht nur große historische Lehren zu Tage, sondern sie war auch geeignet, durch die Veröffentlichung unzweifelhaft authentischer, doch bis dahin von der offiziellen Geschichtsschreibung verschwiegener Quellen die volksfeindliche, verräterische Rolle der Großgrundbesitzer-Aristokratie während der großen historischen Schicksalswende dem ungarischen Volk anschaulich vor Augen zu führen.

Die Aufgabe war nicht leicht. Man mußte auf der Hut sein, nicht nur den die Bedeutung und die Überlieferungen der Revolution von 1848—49 unterschätzenden, sondern

auch den ihre bürgerlichen Ideen überschätzenden Ansichten gegenüber. Nicht zuletzt war es von Wichtigkeit, eine scharfe Trennungslinie zu ziehen zwischen der Auffassung des Marxismus—Leninismus in bezug auf die Stelle und die Bedeutung der nationalen Freiheitskriege, und den sich aus reaktionären Quellen nährenden, aber auch in der Gedankenwelt der breiten Massen des Kleinbürgertums tief eingewurzelten nationalistischen Ansichten, sowie zwischen dem Marxismus—Leninismus und den in nationalen Fragen nihilistisch-kosmopolitischen, meistens reformistischen, evolutionistischen Auffassungen. Dies gelang auch unserer jungen marxistischen Geschichtsschreibung nicht immer in vollem Maße; es wäre falsch zu übersehen, daß es auf diesem Gebiet in beiden Beziehungen noch viel zu tun gibt.

Die von Averbuch betonte Aktualität des Studiums der ungarischen Revolution von 1848 wird noch mehr durch den Umstand vertieft, daß die bürgerliche Geschichtsschreibung, nicht zuletzt ihre extreme Richtung, die sogenannte »Ostforschung«, dieser Frage in den letzten Jahren eine zunehmende Aufmerksamkeit schenkt. Besonders in Westdeutschland und in Österreich befaßt sich eine ausgedehnte und stark anwachsende Literatur mit der Anpreisung des aus heterogenen Nationalitäten zusammengefügtens Habsburgerreiches. Die Quelle dieser geschichtlichen Werke ist nicht nur die Nostalgie nach der verlorenen Großmachtstellung, sondern darüber hinaus die Bestrebung, die konservativen Kräfte und Institutionen der Vergangenheit zu rehabilitieren; ihre Spitze richtet sich nicht zuletzt gegen die auf dem Gebiete des gewesenen Habsburgerreichs entstandenen Länder der Volksdemokratie. Der Umstand, daß diese Autoren auch die Traditionen der bürgerlich-liberalen Historiker verleugnen und den österreichischen Absolutismus, das Metternichsche System u. dgl. verherrlichen, hängt damit organisch zusammen, daß sie die Freiheitskämpfe der Völker des Habsburgerreiches verdammen. Auch die ungarische Revolution von 1848 brandmarken sie als eine unsinnige Rebellion, die nicht nur innerhalb des Habsburgerreiches

»anarchistische« Zustände schaffen wollte, sondern auch gegen das »europäische Gleichgewicht« und den »Völkerfrieden« gerichtet war, was ihr Ersticken in Blut notgedrungen erscheinen ließe. Wenn wir in Betracht ziehen, welche Rolle die Schriften dieser exponierten Vertreter der europäischen Integration in der Vorbereitung der von ihnen heiß ersehnten Habsburgischen Restauration zu spielen berufen sind, setzt es außer jeden Zweifel, daß die sich mit den Ereignissen von 1848—49 befassende und ihre wahren Tatsachen aufdeckende marxistische Geschichtsschreibung bis zum heutigen Tage nichts an ihrer wissenschaftlichen oder politischen Bedeutung eingebüßt hat.

Prof. Averbuch gibt mit ihrem jetzt erschienenen Buch dem sowjetischen Leser eine die ungarische Revolution von 1848—49 und den Freiheitskrieg vielseitig und authentisch darstellendes interessantes und wertvolles Werk in die Hand. Ihre Arbeit ist gleichzeitig auch für die ungarische Geschichtswissenschaft von Bedeutung. Einesteils bereichert sie durch die Veröffentlichung der bisher unbekannten Akten der Moskauer und der Leningrader Archive unsere außenpolitische und militärische Einsicht in die Ereignisse von 1848—49, andererseits zeigt es uns in mehr als einer Hinsicht ein Beispiel durch die richtige Anwendung der marxistisch—leninistischen historischen Methode.

Es gibt Fälle, und diese sind für den marxistischen Historiker besonders anzie-

hend (gleichzeitig auch besonders verantwortungsvoll), wenn die von ihm bearbeitete Frage nicht nur rein historische Bedeutung hat, sondern auch geeignet ist, noch lebende Irrglauben umzustürzen, die Lösung aktueller Aufgaben zu fördern, das heißt, sie klärt nicht nur die Vergangenheit auf, sondern trägt durch ihre Auswirkung auch zur Gestaltung der Gegenwart und der Zukunft bei. Hierher gehört auch das Werk Averbuchs, der angesehenen sowjetischen Historikerin, die die ungarische Sprache nicht für unerlernbar hielt, sondern sie mit der Gewissenhaftigkeit eines Gelehrten von echtem Schrot und Korn erlernte, damit sie die Geschichte dieses kleinen Volkes umso gründlicher studieren konnte. Ihr Werk repräsentiert würdig die bekannten hervorragenden Eigenschaften der sowjetischen Geschichtsschreibung: die mit streng wissenschaftlicher Objektivität gepaarte revolutionäre Parteilichkeit, den proletarischen Internationalismus und gleichzeitig die aufrichtige Hochschätzung der eigenen nationalen Traditionen jedes Volkes, den Dienst am menschlichen Fortschritt durch die Mittel der Wissenschaft. Ihr Werk bedeutet einen wichtigen Beitrag dazu, daß sich unsere Völker noch näher kommen, gegenseitig sich noch mehr kennen und schätzen lernen, ja, es erschließt dadurch nicht nur die Geschichte, sondern trägt zu ihrer Gestaltung bei.

E. ANDICS

Cy. Juhász : Foreign Policy of the Teleki Government. 1939—1941

Budapest, Akadémiai Kiadó, 1964, 358 pp.

The title does not cover exactly the content of the volume. The author has refrained from discussing the first six months of the Teleki government's foreign policy, because this period has been dealt with in full detail — though from another angle — in the book of Aladár Kis (*Hungarian Foreign Policy on the Eve of the Second World War*, Bpest, 1963), published a few months earlier. Hence it was sufficient to take up the thread of

comment with the hectic days that witnessed the outbreak of the Second World War, after a brief introductory chapter void of debate but expounding the fundamental features of the author's own view. Immersed in a delicate analysis of Hungarian foreign policy he does not interrupt his study to stop at the death of Teleki, but in a praiseworthy manner follows the course of the processes in question until the fatally decisive point

when Hungary declared war on the Soviet Union.

In this instance we have to deal with real history of foreign policy and not with diplomatic history referred to as the former. There is an essential difference between the two. As a matter of fact the day to day — sometimes hour to hour — registration of intricate diplomatic activity is indispensable for every kind of research aimed at the exposure of foreign policy; moreover, diplomatic activity itself can hardly be grasped in its full extent without complete familiarity with its guiding principles. Conceptions of foreign policy and the problems of their realization stand in the focus of a true history of foreign policy; at the same time it is a precondition of the author's ability to take in the vast crop of diplomatic documents with unerring command of the material, distinguishing the truly essential from steps of momentary importance and moves intended to mislead.

It was in this manner that Gyula Juhász went through the major publications of documents concerning German, British, and Italian foreign policy; with this clearly defined objective and sole correct methodological consideration he sifted the papers referring to the matter in the archive of the Ministry of Foreign Affairs. In the course of this work he himself contributed a bulky volume to the progressing publication of the diplomatic documents referring to Hungarian foreign policy in the years between 1936 and 1945 (*Hungarian Foreign Policy in the Period of the Outbreak of the Second World War. 1939—1940.* Budapest, 1962). The author has furthermore studied the Hungarian and foreign literature on the period of the Second World War, as well as memoirs of outstanding importance and the records of proceedings against war-criminals. Comprehensive lectures on Hungarian foreign policy in the period under review he found only in Professor Macartney's book (*October Fifteenth, I—II*, Edinburgh, 1956) and in the lengthy manuscript of Domokos Szert-Iványi. The latter had been written expressly with the intention of presenting the Hungarian

foreign policy pursued at the time in the possibly most favourable light to the peace conference which nearly terminated the war. Even if György Ránki, Iván T. Berend and others have paved the way for the marxist elaboration of Hungarian foreign policy during the period of the Second World War, as regards the foreign policy of the Teleki administration it was Gyula Juhász who has had to do the work of exhaustive exploration and accurate elaboration. He approached his sources with the trained marxist's critical spirit, refuting, exposing, arguing with calm scientific precision, proving and reconstructing the truth. His chief objective was to give a comprehensive analysis of the fundamental questions, following the historical logic of events and avoiding the danger of losing himself in debate.

Compared to the works which give a simplified picture of the Hungarian foreign policy of the time, seeing nothing but immediate and unconditional servile siding with the Germans, his book has the great merit of recognizing the existence of an independent Hungarian political conception which not only adjusted itself to German foreign policy but also clashed with it; it does not suppress the actual efforts towards the vindication of an independent Hungarian foreign policy and guards against casting doubt on their relative significance. This delicately differentiating attitude inspires the reader with confidence and creates a favourable atmosphere for the author to achieve the target he set himself in the preface, namely to disprove the legends which are in many respects still associated with this independent political conception of Teleki and his practical activity in foreign policy.

Already in his introduction the author clearly demonstrates the imperialist character of the conception in question, and points out revisionist endeavours on the one hand and anti-Soviet mentality on the other as its foundation pillars. This foreign policy strove after the object of regaining the territory lost by the treaty of Trianon, and relied as a natural ally on Germany which was going to fight against the peace signed

at Versailles. However, the foreign policy of the Third Reich did not hold out consistent promise of support and help in these endeavours: the German steps aimed at carving up the Eastern European area involved steadily increasing danger of expansion and automatically prevented any complete re-establishment of "Saint Stephen's" Hungarian realm. The aftermath of the First Vienna Arbitration brought home the lesson that heavy demands had to be satisfied in return for German help to promote territorial gain. The Teleki government therefore endeavoured to produce new results in the sphere of revisionist aspirations by drawing on its own resources and to ask the Germans only for their consent and moral support instead of active aid. The circumstances under which the occupation of Ruthenia was accomplished seemed to lend substances to these notions; the attitude assumed by Teleki's cabinet in the German-Polish conflict of the autumn of 1939 actually fed the illusion that the government took an energetic line in protecting the independence of Hungarian foreign policy in the face of German ambitions. It seemed that Hungarian "neutrality", which could at the time lean on the neutrality of the other axis power, Italy, would be able to keep for Hungary the good-will of the western powers which were entering into war with Germany; their understanding for the difficult position of the Hungarian government which was compelled to make concessions to the Germans in one way or another; and to ensure that the western powers should not contest the achieved territorial gains nor those to be acquired later provided that Hungary could contrive to obtain them without active German co-operation. Juhász reveals that Teleki's government, while wishing to retain the good-will of Germany as well as the sympathy of the western powers, hoped that the belligerents — between whom it was so difficult to manoeuvre — would after all finally come to an understanding on an anti-Soviet basis; that the German-Soviet pact would be repudiated and cease to prevent the emergence of a unanimous anti-Soviet

capitalist front within the framework of which counterrevolutionary Hungary could find an excellent place for itself.

One of the most noteworthy merits of the book written by Gyula Juhász is that it clearly defines the actual content and true value of Hungary's neutral attitude at the outbreak of the Second World War. As shown by the author, this — undeclared — neutrality was intended to save Hungary from being prematurely implicated in the conflict of the major powers and to preserve its strength for a later, more favourable time when the belligerents would be fatigued, the Germans weakened, and an energetic move supported by an intact army would bid fair to succeed in restoring "Saint Stephen's realm" unaided, while at the peace conference the fact of being in possession would provide an advantageous position in defending the acquired gains. Moreover, this transient adherence to neutrality also flowed from necessity, for the Hungarian government, notwithstanding its alleged disinterest in regions beyond the Carpathians, was ready to launch its troops at any moment against Rumania and take possession of Transylvania; repeated attempts to realize this project were frustrated only by the firm prohibition of the Germans who wanted to avoid a conflict behind their western front and the possible opening of a new front line.

Following historical events in due order, the author gives a detailed documentation of the failure of this Hungarian foreign policy, manifested in an ever graver form. The counterbalance to be derived from Italy which began to display an ever more subservient acceptance of German policy was steadily diminishing. The revisionist claims of Hungary, chiefly against Rumania, were mostly responsible for the failure to form a block of neutral Balkan states. Instead of being weakened the Germans won formidable victories on the western front in the spring of 1940. The western powers lost their influence almost completely in the Danube region. The efforts aimed at the defence of Hungarian independence might have found support in the Soviet Union alone which had

become a close neighbour in the autumn of 1939. The gestures of the Soviet Union bearing evidence of readiness in this respect — including support in the regularization of certain Hungarian territorial demands by peaceful means — were, however, consistently refused by the Hungarian government which, in addition, sought to justify its claims on Transylvania to both Germany and the western powers by notions of anti-Soviet defence. The anti-Soviet attitude of the Hungarian government, which resulted from the very essence of the Hungarian counter-revolutionary system, together with insistence on revisionist endeavours led to the ever more crushing defeat and final breakdown of this independent Hungarian foreign policy.

The importunity of the Hungarian government which threatened to upset the balance of Southeastern Europe on account of Transylvania finally induced the German government to satisfy partly the demands of Hungary on Rumania. However, this territorial gain in Northern Transylvania was to be awarded by the dictate of Italian—German arbitration and not acquired as the fruit of an independent Hungarian action; in return the Germans expected compliance with heavier demands than had been presented by them ever before.

The most serious consequence of the Second Vienna Arbitration was that the Hungarian government which maintained its claims on the whole of Transylvania and the Rumanian government which could not resign itself to the loss of Northern Transylvania entered on a fatal competition for German favour. Rumania requested Germany to send "instructor troops"; in reality the latter superintended the safety of the oil fields. The Hungarians desisted from treating the passage of German troops through Hungary as a question of "national honour" as they had done at the time of the Polish conflict; they simply connived and did their bet to keep it secret. The Hungarian government was the first to hurry and join the German—Italian—Japanese Three Power Pact spontaneously, forestalling the Slovaks and Rumanians in the desire to secure

advantages over its rivals when it came to fixing the borders of the "New Europe". It became the detrimental practice of the Hungarian government to make spontaneous gestures, to offer the Germans concessions in various areas as a proof of loyalty and devotion, in order to show that Hungary was the ally which deserved the greatest reward; at the same time it was hoped that these spontaneous pledges would avert the presentation of still heavier German demands.

The joint German—Hungarian attack against Yugoslavia in the spring of 1941 was a decisive event in the collapse of Teleki's foreign policy. By very careful analysis the author throws light on the efforts of the Hungarian government to keep a last window open towards the western powers through Yugoslavia, while the Germans, who deliberately encouraged this rapprochement, expected the Hungarians to help to bring about the accession of Yugoslavia to the Three Power Pact. The author gives a brilliant account of how the unexpected political change in Yugoslavia and the necessity to help Italy on its Grecian front induced Germany to decide in favour of new aggression, and how the welcome opportunity for fresh territorial expansion overcame the Hungarian government's reluctance to enter on military co-operation with Germany.

It was furthermore at this time that Germany began to make preparations for the onslaught against the Soviet Union. In this connection Juhász gives a fascinating picture of German tactics, refraining from any invitation to participate and waiting for a spontaneous offer to co-operate, a move readily suggested by revisionist aspirations and the visibly strong desire to acquire merit as a competitor for favour. All that Germany had to do was to arrange a provocation and provide an opportunity for the Hungarian government to declare war.

The event took place under the Bárdossy administration. Teleki had no wish to survive the complete failure of his political conception; he committed suicide at the threshold of the Yugoslav aggression, when it came to the violation of the treaty of permanent

friendship. The book of Gyula Juhász has the great merit of going in for a discussion of Teleki's personal responsibility and of trying to give a portrait of Teleki's individuality and character. In Juhász's view Teleki was a prominent representative of the counter-revolutionary system, one of the most outstanding furtherers of Hungarian revisionist endeavours who in his conception of foreign policy gave expression to the interests of independent Hungarian imperialism but was unable to make them prevail with the increasingly powerful adherents of satellite imperialism; in the face of impatient and aggressive military leaders who saw a chance of achieving Hungarian revisionist claims, cherished above all, by close co-operation with the Germans, and who also enjoyed the support of Horthy, in the government of the country Teleki had a position in which he could double-cross the intentions of the cabinet itself in critical moments or put before its members more or less accomplished facts. This seems to have been all the more possible as the conflict of preserving independence on the one hand and exploiting opportunities for realizing revisionist claims on the other was equally acute in Teleki's mind and he himself was inclined to make concessions in favour of the latter course to the detriment of the former when he thought that serious consequences could be avoided. He belonged to the few Hungarian politicians of the counterrevolutionary régime who had a conscience — naturally determined by his bourgeois, counterrevolutionary mentality — a conscience which, though subject to these peculiar norms, could still accuse and make the man take the consequences of the setback for which he was also responsible by committing suicide.

In several respects the characterization of Teleki is nevertheless inadequate. First of all in describing Teleki's career — most likely influenced by the understandably prejudiced attitude of his source (Géza Matolay: *Count Pál Teleki*. Budapest, 1941) — the author omits to mention Teleki's well-known Anglo-American relations, his travels to England and America, his activities

on a committee in the League of Nations to protect British interests in the Mossul affair, or, for instance, his role in promoting in Hungary the development of the boy-scout movement, a scheme of British origin, after the English pattern. The early stages of his career are thereby shown in a misleading light of one-sided German orientation which is, however, belied by the finely analysed ample data themselves presented in the volume.

Some exaggeration is exhibited also by the characterization of Csáky, the minister of foreign affairs. It is certainly true that in the interest of his career this ambitious diplomat was ready to make far-reaching efforts to gain German support, yet he was primarily pro-Italian, enjoyed Mussolini's personal friendship, and the Germans did not trust him completely, at least in the beginning. The signs of suspicion shown in conjunction with Csáky's negotiations at Rome in August, 1939, are typical of the German attitude.

Only a few minor remarks can be made in connection with the highly successful treatment of the foreign policy of Teleki's administration. For instance, in dealing with the problem raised at the time of the Polish conflict by the request of the Third Reich for passage of the German army through the country the refusal of a similar Slovak request would have deserved mention, all the more so as it might have shed a revealing light on the attitude assumed by the Germans in connection with Slovak-Hungarian relations. Even if it is quite obvious that in the book it is the Rumanian question which stands in the focus of the widest attention, as it did indeed in reality, the policy of the Hungarian government regarding Slovakia would have deserved a few words. This is indicated by the argument of Teleki and Csáky before the cabinet meeting on April 1, 1940, on the chances of taking possession of Slovakia.

As for the description of the attempts made by the Hungarian government to induce the Germans and the western powers to settle their differences, an account might have been added of the unofficial inquiries

started through the Hungarian ministers of Paris and London in September, 1939, which were stopped by the Germans; furthermore of Horthy's proposal of January 31, 1940, to the Germans suggesting the Italian king as a suitable mediator between Germany and Great Britain.

Concerning the maintenance of relations with the western powers and information of the latter in accordance with the intentions of the Hungarian government mention should certainly have been made of the personal missions of Tibor Eckhardt, Albert Szentgyörgyi, Kálmán Budai and others, as well as of their activities abroad inspired by Teleki. From the same aspect the similar activities of the Paris and London secretariats of the Hungarian Revisionist League and the Information Department of the Prime Minister's office are also noteworthy. Though it does not belong closely to the subject, the attitude shown at the time by Hungarian exiles like Mihály Károlyi, Oszkár Jászi, Ruzstem Vámbéry, etc. in connection with the course of Hungarian foreign policy is not immaterial either, nor can the views of the Hungarians living in America be disregarded, since they influenced public opinion in the Anglo-Saxon world.

We think that the material of the book might have contained a reference to the attempts made by the Hungarian government in April, 1940, to acquire secret information about German plans concerning the economic order of the "New Europe", and about the Rumanian projects to be submitted to a future peace conference.

The book of Gyula Juhász devotes due attention to the correlations and interactions of the Teleki administration's foreign- and home policy. In this respect on certain points it sufficed that the author should confine himself to quoting parts of Macartney's above-mentioned book dealing with home policy; on other issues he had to do more. Although in their present wording the paragraphs on the crisis of the Imrédy

government, on the necessity or needlessness of holding general elections before the proper time, on the relations of Teleki to Imrédy's home policy and person cannot be denoted as entirely satisfactory it may be stated that the elucidation of the internal correlations of the detailed analysis, tracing every step of foreign policy from September, 1939, does not leave much room for improvement. The increasingly forcible shift of home policy to the right and its consequences are pointed out truthfully. Without expecting a work on the history of foreign policy to go deeply into the discussion of home affairs we should have approved of occasional references to the numerous measures taken by the Teleki government — in a form which lacked adequate energy and consistency — to curb the arrow-cross party, the imrédysts, and volksbundists, the supports of satellite imperialism in home politics. It is here that mention should have been made of Teleki's efforts to explain and popularize in the country his own conception of foreign policy. What Macartney says in his book in connection with the activities of the Nemzetpolitikai Szolgálat (National Political Service) should have been included at all events.

All these remarks are of minor significance when the above discussed fundamental merits of the book are taken into consideration. It must be repeatedly emphasized that the work of Gyula Juhász is one of the most important among the latest products of Hungarian marxist historical literature. It augments the credit of our historiography in the eyes of readers and promotes the exposure of various legends. Actually Juhász has omitted to make any direct reference to the most stubbornly persistent and typical legend — namely that the report on Teleki's suicide was false, in reality he was killed by the Germans for his resistance — but the material of his book is thought to contain a convincing refutation of this allegation.

L. T.

«Vingt ans»
Études de l'histoire de la Hongrie socialiste
 Budapest, Kossuth Kiadó, 1964. 483 pp.

Il est devenu presque traditionnel chez nous pour les spécialistes des différentes branches des sciences sociales de faire une espèce de bilan des événements et faits économiques, sociaux et politiques de la période écoulée à l'occasion des anniversaires marquant la libération de notre pays. Ces mises au point ne sont pas de simples résumés de notre histoire depuis la libération, dans l'esprit des méthodes de travail marxistes — léninistes la présentation et l'analyse des faits est toujours suivie de conclusions tirées des leçons de l'expérience.

Lors du 20^e anniversaire de la Libération l'Institut de l'histoire du Parti dépendant du Comité Central du Parti Ouvrier Socialiste Hongrois et l'Institut des Sciences Historiques de l'Académie des Sciences de Hongrie ont publié avec le concours d'historiens, de juristes et d'économistes, un volume d'études intitulé «Vingt ans». Une étude remarquable par Henrik Vass, directeur de l'Institut d'Histoire du Parti, sert d'introduction à ce recueil.

La première étude du volume, écrite par György Ránki et Iván T. Berend, est consacrée au développement de l'industrie. A l'aide de riches matériaux comparatifs internationaux, les auteurs examinent et analysent, à un haut niveau scientifique, le développement de l'industrie hongroise en rapport étroit avec les changements révolutionnaires survenus durant cette période. Ils démontrent que dès les années de la reconstruction l'accroissement de la production industrielle en Hongrie peut être considérée comme extraordinairement rapide «même en tenant compte des résultats de l'évolution de l'Europe au cours des années d'après-guerre». Dans la suite de l'étude ils traitent de la politique d'industrialisation au moment où la tâche principale était de poser les fondements économiques du socialisme, et analysent en premier lieu le rythme du développement et de la transformation structurale de l'industrie. Dans le 1^{er} plan quinquennal, la politique économique avait prévu une con-

sidérable accélération du rythme de développement dans l'industrie. Cependant cette politique économique impliquant des investissements unilatéraux et excessifs et tendant à une nuisible autarcie, les succès initiaux furent bientôt suivis par des contradictions de plus en plus profondes et l'économie nationale hongroise ne tarda pas à accuser de graves distorsions. Ceci se traduisit entre autres à la fin de 1952 par une baisse de 20% des salaires réels des ouvriers et employés, au lieu de l'augmentation de 50% prévue. L'élimination des contradictions et des distorsions ne put être envisagée qu'après 1956, à la suite de la réalisation conséquente du programme de politique économique du Parti Ouvrier Socialiste Hongrois. Au cours de ces dernières années la structure de l'industrie a subi des changements considérables, comme en témoigne par exemple le rapide développement de l'industrie chimique. Le niveau technique de l'industrie s'est élevé. Les mesures prises en vue du développement ont davantage tenu compte des possibilités. Malgré les fautes commises en politique économique au cours des années du culte de la personnalité, en 1962 la production de l'industrie était environ 5,5 fois plus élevée qu'avant la seconde guerre mondiale. La Hongrie a même dépassé le rythme de l'industrialisation des pays capitalistes dont le développement industriel s'est pourtant également accéléré après la guerre. Les auteurs en arrivent finalement à conclure que «le développement de l'industrie hongroise au cours de ces dernières années peut être considéré comme une garantie du développement ultérieur qui permettra à la Hongrie de combler son retard économique dans un laps de temps relativement court».

L'article de Miklós Lackó, intitulé «Changements structuraux dans la composition de la classe ouvrière hongroise» constitue un complément heureux à cette première étude. L'auteur y défend la thèse selon laquelle au cours de ces vingt dernières années la Hongrie

autre fois pays prolétaire et agricole arriéré s'est transformé «en un pays ouvrier moderne». A l'heure actuelle la classe ouvrière dont la majeure partie travaille dans les grandes usines constitue plus de 50% de la population du pays. Entre 1949 et 1962 la proportion des ouvriers agricoles a diminué d'environ 80%, tandis que celle des ouvriers qualifiés a augmenté de 10%. Un autre trait caractéristique est qu'en dépit de «l'irruption» des paysans, artisans, anciens exploitants, etc. dans la classe ouvrière celle-ci connaissait un «exode» notable. Ainsi par exemple à Budapest plus de 40% des travailleurs intellectuels sont actuellement d'anciens ouvriers. L'auteur a raison de constater que «l'accroissement de l'effectif, du poids social et des rapports de la classe ouvrière, l'élévation de sa culture technique et générale — et surtout le développement de sa conscience politique ont contribué à modifier avantageusement pour l'ensemble du peuple le terrain social sur lequel se poursuit la lutte pour l'édification du socialisme».

Le grand article de *Ferenc Erdei* «Vingt ans du développement de l'agriculture hongroise» est un travail de pionnier, car l'auteur est le premier à brosser un tableau complet d'une des questions les plus complexes et les plus discutées de notre histoire d'après la Libération. L'agriculture hongroise s'est radicalement transformée au cours de ces 20 ans, ce qui se traduit en premier lieu par la modification de la structure agraire. La réforme agraire a liquidé les restes du féodalisme. La principale couche de la population agricole fut dès lors constituée par la petite et la moyenne paysannerie. C'est entre 1949 et 1961 qu'eut lieu la réorganisation socialiste de l'agriculture qui fut une partie intégrante de la révolution socialiste. L'auteur soumet à un examen approfondi les conditions politiques et économiques de cette réorganisation, il n'hésite pas à en dénoncer les fautes commises avant 1956 et parle ouvertement des questions «délicates» telles que les listes de koulaks, la collecte, le remembrement etc. Il démontre que «la nouvelle conception du développement et de la réorganisation socialiste de l'agriculture, qui après 1956 cor-

rigea pour l'essentiel les erreurs de l'époque précédente, était basée sur la ligne directrice de la politique et de la politique économique que, les expériences de la contre-révolution aidant, le Parti Ouvrier Socialiste Hongrois venait de tracer». En 1962 il existait déjà en Hongrie 3.719 coopératives agricoles avec 1,1 million d'adhérents qui cultivaient 8,1 millions d'arpents cadastraux. Toutefois la réorganisation socialiste de l'agriculture put être menée à bonne fin sans que diminuât la production agricole.

L'article de *Sándor Orbán*, «Changements quantitatifs et structuraux de la population agricole de la Hongrie» est en étroites relations avec le précédent. C'est la nouveauté du sujet traité qui caractérise cette étude compétente et richement documentée. Au moment de l'achèvement de la réorganisation socialiste de l'agriculture, la population agricole représentait environ 30% de l'ensemble de la population du pays. Cependant — souligne l'auteur — la diminution du nombre des agriculteurs n'est pas une particularité hongroise, mais un phénomène mondial en relation avec la rapide évolution de l'industrie, et de la propagation des méthodes de l'agrotechnique et de l'agrochimie. L'auteur analyse ensuite l'effet exercé par la réforme agraire de 1945 sur la structure de classe de la population rurale, le rôle de la politique paysanne du parti dans la vie des différentes couches paysannes et enfin la composition de la paysannerie des coopératives selon l'âge et l'occupation au cours des diverses périodes de la réorganisation.

Ces articles consacrés au développement de l'industrie et de l'agriculture, ainsi qu'aux transformations survenues dans la structure de la société au cours de ces 20 dernières années sont complétés par celui de *József Berényi*: «L'évolution de la situation matérielle et sociale des classes laborieuses entre 1945 et 1965». L'auteur retrace l'évolution des salaires et des revenus réels et brosse un tableau détaillé de la politique sociale de l'Etat démocratique populaire.

L'histoire de la vie culturelle hongroise après la Libération fait l'objet d'une intéressante étude conçue dans un esprit nouveau

de *Béla Kópeczi*. Les possibilités du développement culturel furent créées par les changements économiques, sociaux et politiques survenus en Hongrie après 1945. Après 1948 — écrit l'auteur — ce développement prit de l'ampleur et se transforma en une révolution culturelle. Toutefois, peu après la Libération on avait déjà pris certaines mesures culturelles de caractère non plus simplement démocratique, mais déjà nettement socialiste. L'histoire de la vie culturelle en Hongrie après la Libération est traitée en deux chapitres dont le premier embrasse la période allant de la Libération à 1956, le second celle de 1957 à 1964. Dans ces deux chapitres l'auteur passe en revue le développement de l'instruction publique, de la littérature, des éditions, des arts et des arts populaires. Ayant dénoncé les conséquences des fautes du dogmatisme et du révisionnisme, il esquisse les lignes principales de la politique culturelle socialiste élaborée en 1958, fait le bilan des résultats du développement culturel et constate que «les avantages fournis par la société socialiste ont permis de rattraper plus rapidement le retard culturel et économique et sous certains rapports de dépasser les pays capitalistes développés».

Lajos Szamel consacre une étude au développement de l'organisation de l'Etat démocratique. Il analyse des problèmes aussi importants que la direction par le parti de l'organisme de l'Etat, la réalisation de la démocratie socialiste dans son fonctionnement, l'application du principe de l'unité du pouvoir d'Etat, la transformation de la composition du personnel de l'appareil administratif, le développement de l'organisme de l'Etat au point de vue du centralisme démocratique et enfin la légalité socialiste dans le travail de l'Etat. L'article suivant, dû à *Imre Szabó*, présente une analyse scientifique du développement du système juridique de la démocratie populaire de Hongrie. Les nouvelles conditions économiques, politiques et sociales résultant de la Libération, ainsi que les nouvelles tâches incombant à l'Etat exigèrent un ordre légal essentiellement nouveau. L'auteur retrace ensuite l'historique du développement du droit, de la Libération

à l'élaboration de la Constitution de 1949 et examine à fond le système juridique socialiste. Il termine ses considérations en déclarant: «Le développement du système juridique de notre démocratie populaire s'est amorcé en 1957; sa phase aboutissant à l'établissement des bases du socialisme peut être considérée au point de vue juridique comme une phase au cours de laquelle nous avons également achevé d'élaborer le droit démocratique populaire qui peut être considéré comme nouveau jusque dans sa forme.»

L'étude d'*Ilona Sánta* «Le développement de l'unité ouvrière après la Libération» présente, de façon beaucoup plus détaillée et aussi plus authentique que les ouvrages parus jusqu'ici, la lutte pour la création d'un parti unique, marxiste-léniniste de la classe ouvrière. L'auteur analyse les rapports entre le Parti Communiste Hongrois et le Parti Social-Démocrate, les tendances qui se firent valoir à l'intérieur du Parti Social-Démocrate et leurs mobiles en politique intérieure et extérieure. Parlant de l'activité de l'aile gauche du Parti Ilona Sánta lui assigne la place qu'elle mérite, et démontre la logique des événements qui amenèrent la défaite de l'aile droite, sans pour autant dissimuler les fautes éventuelles de la politique communiste, en particulier celles qui furent commises plus tard. Les considérations sur la fusion des deux partis s'achèvent par une constatation qui n'a rien perdu de son intérêt à l'époque présente: «la majorité des hommes est capable de développement, et il faut mettre tout en oeuvre pour que la vérité du marxisme pénètre dans la conscience de toute la classe ouvrière, du peuple tout entier et devienne la conception dominante des masses.»

Le niveau scientifique des études comprises dans ce volume, l'objectivité et la modération qui caractérisent les auteurs des divers articles assurent à «Vingt ans» une place de choix parmi les oeuvres consacrées à l'histoire de la démocratie populaire. Ces études ne manqueront pas de contribuer à une meilleure compréhension et une plus juste appréciation des deux décennies qui suivirent la Libération. Les mérites de l'ouvrage ne doivent cependant pas nous

faire oublier quelques défauts qu'une préparation plus minutieuse et mieux planifiée ainsi que des prises de position plus nettes de la rédaction auraient facilement pu éliminer. Ce qui frappe le plus dans ce volume c'est l'absence de certains aspects de l'histoire politique auxquels on n'a pas attribué la place qu'ils auraient mérités. Nous pensons ici à des questions aussi importantes que la lutte des classes et des partis, le mouvement du front populaire, l'histoire de la politique étrangère après la Libération et, surtout le mouvement communiste hongrois. Cette lacune est d'autant plus singulière qu'un des éditeurs de l'ouvrage est précisément l'Institut de l'Histoire du Parti. Abstraction faite de quelques études, la masse des chiffres et des relevés statistiques peut souvent masquer l'image de l'homme qui pense, qui sent, qui travaille, qui édifie le socialisme. A côté des changements survenus dans le nombre et la composition des classes et des couches sociales, il aurait fallu au moins tenter d'aborder

ce problème autrement compliqué et difficile que constitue l'étude de l'évolution de la conscience. Par ailleurs, les différentes études n'atteignent pas toutes le même niveau scientifique, elles mettent souvent en avant des constatations discutables, présentent des inégalités de style et des inexactitudes qui diminuent la valeur du volume.

Tout compte fait, les qualités du volume l'emportent cependant de loin sur ses défauts, et l'on peut affirmer que «Vingt ans» est susceptible d'intéresser non seulement ceux qui travaillent dans l'enseignement supérieur, les fonctionnaires du parti, les pédagogues, mais aussi le grand public. L'accroissement de l'intérêt ainsi que les observations critiques pourront donner une nouvelle impulsion aux recherches ultérieures qui s'étendront certainement dans l'avenir à des aspects de plus en plus divers de l'histoire de notre démocratie populaire.

S. BALOGH

Le III^e Congrès International d'Histoire Économique

(Munich, 23—27 août 1965)

C'est lors du I^{er} congrès organisé il y a cinq ans à Stockholm que l'Association Internationale d'Histoire Économique s'est séparée de la Commission Internationale des Sciences Historiques pour se constituer en organisation indépendante. Son III^e congrès a eu lieu l'année dernière à Munich — une semaine avant le XII^e Congrès International des Sciences Historiques à Vienne — sous la présidence de *Fernand Braudel*, le savant français bien connu. Alors qu'en 1960, à Stockholm le nombre des participants avait été d'environ 200, et celui du II^e congrès à Aix-en-Provence de 350, le III^e organisé à Munich réunit presque 600 spécialistes venus de 37 pays.

Cet accroissement numérique doit être considéré comme un résultat fort positif, en particulier parce que depuis la constitution de l'Association il est devenu de plus en plus évident que l'histoire économique offre un vaste champs relativement favorable à la coopération internationale aussi bien en matière scientifique, qu'en ce qui concerne la lutte idéologique. En effet, parmi les spécialistes bourgeois de l'histoire économique on rencontre — en partie précisément à cause du caractère de l'histoire économique — assez peu de représentants de l'idéalisme niant le progrès social-historique, alors que beaucoup d'autres se sont à certains points de vue rapprochés du marxisme, en ont adopté certaines thèses ou du moins ne leur opposent pas un refus catégorique.

On aurait bien entendu tort de surestimer les faits de ce genre. Il va de soi qu'en ce qui concerne des questions de principe nous ne pouvons pas composer avec les tendances de l'histoire et de l'histoire économique bourgeoises, même si leur opposition à l'égard du marxisme n'est ni directe, ni éventuellement consciente, même pas si elles essayent de «combiner» l'une ou l'autre des variantes de l'histoire bourgeoise avec le marxisme. Cependant il est clair que les circonstances que je viens d'indiquer sont infiniment plus favorables à l'établissement des relations scientifiques internationales, elles permettent d'organiser des discussions plus fructueuses et rendent d'excellents services à la propagation ainsi qu'à la popularisation des méthodes et des résultats des sciences sociales marxistes. Nous ajouterons encore: dans ces conditions nous, historiens marxistes, pourrons également profiter davantage des rencontres internationales, d'une part en travaillant le style et les méthodes de persuasion de nos interventions internationales, en reconnaissant plus clairement les points faibles, les lacunes de notre argumentation, d'autre part en prenant connaissance de tous les nouveaux résultats positifs des recherches de l'histoire bourgeoise, afin de les utiliser, naturellement après un contrôle approprié, et bien entendu sans faire aucune concession sur le principe.

De ce point de vue le congrès de Munich fut précédé de circonstances favorables. En effet, au cours des préparatifs les représentants de l'Union Soviétique et des pays socialistes ont été chargés d'organiser quelques séances de section, et le nombre des historiens marxistes invités à faire des conférences et des exposés destinés à être discutés a été plus élevé que jamais dans l'histoire des congrès d'historiens. Cela vaut également pour la participation des historiens économistes hongrois. A Stockholm nous n'étions intervenus que dans les débats, à Aix nous avions présenté le rapport principal d'une section, tandis qu'à Munich les historiens hongrois ont contribué au travail des sections par 5 conférences et de nombreuses interventions.

L'influence grandissante d'histoire économique marxiste s'est aussi traduite dans le choix du sujet du congrès. «Le choix du sujet — lit-on dans l'article du 14 septembre de la *Neue Zürcher Zeitung* consacré au congrès de Munich — reflétait fidèlement les événements de notre époque. Aussi, la principale caractéristique sociale du processus de l'industrialisation, le passage de millions d'hommes d'une société de caractère agraire à l'industrie manufacturière, l'intégration de la nouvelle classe, celle des salariés n'ayant aucune indépendance économique, à la société bourgeoise est-elle passée au premier plan . . . »

L'article fait allusion à la 9^e section du congrès, section qui traita des problèmes de l'évolution et de la structure de la classe des ouvriers industriels, présidée par le professeur *Arnošt Klima*, et dont le rapport principal avait été fait par le marxiste anglais, *Eric Hobsbawm*. Le conférencier rappela que l'étude de l'évolution de la classe ouvrière coïncidait pratiquement avec l'étude de la transition de la société précapitaliste à la société capitaliste et des nombreux problèmes qu'il comporte. Il y a lieu — dit-il — d'accorder une attention spéciale aux problèmes des périodes et des types de transition. Il a ensuite insisté sur la nécessité d'étendre les recherches, au-delà des pays capitalistes évolués, aux territoires arriérés hors d'Europe là où le développement a suivi des voies particulières. Parmi les co-rapporteurs, les historiens soviétiques *V. K. Jatsounski* et *R. P. Dadikin* inscrits pour deux exposés, ainsi que le marxiste français, *Albert Soboul* étaient malheureusement absents et n'avaient envoyé que des thèses sommaires. *Pierre Léon* (France) traita des rapports français au XVIII^e siècle, *Kohashiro Takahashi* (Japon) exposa les traits généraux de l'évolution de la classe ouvrière japonaise. *Jaroslav Purš* (Tchécoslovaquie) après avoir renvoyé à une étude parue dans les derniers cahiers du *Jahrbuch für Wirtschaftsgeschichte* (Teil I—II/1965) dans laquelle il analyse à l'aide de méthodes quantitatives la structure et le dynamisme de l'industrialisation en Tchécoslovaquie à la fin du XVIII^e siècle, donna une vue d'ensemble de l'activité des historiens tchécoslovaques dans le domaine de l'histoire économique et de la cartographie historique, en présentant quelques-uns des résultats de ce travail relatifs au développement de l'industrie manufacturière et de la classe ouvrière.

L'exposé des historiens hongrois, *Iván T. Berend* et *György Ránki* sur l'influence des particularités de la révolution industrielle dans l'Est de l'Europe sur le développement et la structure de la classe ouvrière a été accueilli avec beaucoup d'intérêt, entre autres, parce que c'était là les travaux présentés à la section le seul dans lequel les auteurs aient tenté d'entreprendre une étude comparative des problèmes en Europe Centrale et Orientale — territoires moins développés au XIX^e et au début du XX^e siècle —, et d'analyser les traits particuliers de la composition de la classe ouvrière, en illustrant l'analyse par des exemples hongrois. Les deux historiens ont fourni une contribution importante au débat international concernant la question de savoir si à l'époque de la révolution industrielle le niveau de vie de la classe ouvrière s'était élevé, où, avait au contraire, baissé. Dans les pays d'Europe Orientale engagés plus tard dans la voie de l'industrialisation où la révolution industrielle n'avait été précédée que par un développement manufacturier insignifiant, la majorité du prolétariat industriel sortait des rangs de la population agraire ne possédant pas de terre; pour ces couches sociales il s'agissait d'une élévation. Par contre les ouvriers des manufactures, les ouvriers de corporation ou les artisans indépendants qui dans les pays occidentaux représentaient une partie importante, parfois même la majorité et dans les pays d'Europe Orientale une faible minorité du prolétariat industriel se trouvaient en partie déclassés par le travail en usine. Les constatations des rapporteurs hongrois concernant les particularités des pays d'Europe Orientale furent généralement acceptées, et dans son discours de clôture Hobsbawm les qualifia de résultats importants.

Les vues de l'histoire économique bourgeoise s'exprimèrent en premier lieu dans les exposés de *Werner Conze* (Allemagne de l'Ouest) et *Fischer* (Berlin Ouest). Les deux historiens insistèrent sur le caractère homogène de la classe ouvrière, mais en fait ils s'opposent aux recherches basées sur les critères de classe. Cependant il est incontestable qu'en ce qui concerne

l'ensemble de la section traitant de la naissance et de l'évolution de la classe ouvrière, le point de vue de l'histoire marxiste a nettement prévalu.

L'autre grande branche des études d'histoire économique, l'histoire de l'agriculture, a également tenu une place importante au congrès. Le programme de la 2^e section, spécialisée dans l'étude de la production et de la productivité de l'agriculture, fut l'un des plus riches: y furent inscrits plus de 27 rapports dont la discussion demanda cinq jours et demi, alors que la durée moyenne était de 3 journées dans les autres sections. Cette participation remarquablement vive fut certainement due, en plus des préparatifs soigneux dont le mérite revient aux professeurs *Jean Meuvret* (Paris) et *Leonid Zytkovicz* (Toruń), au fait que l'application devenue plus ou moins générale des méthodes statistiques à l'histoire économique confère au sujet une importance de plus en plus grande, les indices de production permettant de déterminer de manière exacte le rythme et les proportions de l'accroissement économique.

Le rapport principal de la section a été fait par le professeur d'histoire agraire bien connu, *B. H. Slicher van Bath* qui considère la productivité de l'agriculture comme le problème central du développement économique de la société préindustrielle (c'est-à-dire d'avant la révolution industrielle). Ses recherches ont pour but d'éclaircir les trois aspects du problème; l'aspect agricole (facteurs naturels et techniques), l'aspect social et l'aspect de l'économie de marché ainsi que d'établir des formules permettant de mesurer quantitativement le développement économique. En se basant sur l'indice de productivité et d'autres critères taxatifs il se propose — comme tant d'autres historiens économistes occidentaux — de déterminer les époques d'expansion et de regression de la société préindustrielle.

L'intéressante méthode et le vaste programme de recherche de Slicher van Bath demanderaient à être examinés à fond, d'autant plus que les matériaux remis au congrès, en l'absence de l'auteur, ne furent pas l'objet d'une véritable discussion. Toutefois un texte beaucoup plus complet du rapport, texte qui peut servir de base à l'étude de la thèse de van Bath a été publié dans le dernier numéro des cahiers de Wageningen (*A. A. G. Bijdragen* 12.). Qu'il nous soit permis d'exprimer d'ores et déjà certaines réserves à l'endroit de cette thèse. En effet il est fort à craindre qu'à l'intérieur de l'aspect social, qui tel qu'il le conçoit, embrasse les facteurs démographiques, les caractéristiques de la stratification sociale, ainsi que la composition de l'alimentation, il ne perde plus ou moins complètement de vue le facteur que nous appelons: conditions sociales de la production, autrement dit l'influence exercée par l'évolution des conditions sociales sur la productivité de l'agriculture. Nos propres recherches d'histoire agraire ont par conséquent pour but d'intégrer les méthodes mathématiques et quantitatives, ainsi que les rapports peu examinés chez nous jusqu'à présent (par exemple la composition de l'alimentation) aux investigations conduites selon les méthodes marxistes, investigations qui donnent un sens beaucoup plus complet à ce que l'on appelle «l'aspect social».

D'importantes initiatives de ce genre ont d'ailleurs déjà été prises dans quelques rapports présentés à la section (dont ceux de nos collègues hongrois). Le rapport commun de *László Makkai*, *Vera Zimányi*, *István N. Kiss* et *Mme Kirilly* traitait de l'évolution de la productivité de l'agriculture en Hongrie du XVI^e jusqu'au milieu du XIX^e siècle, celui de *Miklós Szuhay* de 1867 à 1914. Les deux rapports, parus également dans le volume préparé pour le congrès de Vienne, avaient déjà été favorablement appréciés par Jean Meuvret, un des organisateurs les plus actifs de la séance, dans son résumé des matériaux présentés. En ce qui concerne l'analyse quantitative du développement de la productivité ce furent précisément les rapports hongrois, polonais et français qui fournirent les contributions les plus sérieuses, les rapports hongrois en particulier embrassaient la plus longue période. A la séance même *Vera Zimányi* et *Miklós Szuhay* exposèrent les deux rapports en les complétant par des précisions fort intéressantes concernant les conditions du XVIII^e siècle et le progrès technique de la production à l'époque de la crise agraire de la fin du XIX^e siècle. Seul dans la section, *István N. Kiss* parla de la détermination de la productivité dans la viticulture et *László Makkai*

des rapports existant entre les récoltes et les formes d'exploitation, et plus précisément des limites de la productivité résultant nécessairement de la structure des exploitations paysannes féodales.

C'est ce même effort pour établir des rapports entre la productivité et les conditions sociales qui fut exprimé par l'historienne soviétique *Leida Loone* au cours d'une conférence (Le développement de la production agricole en Esthonie et en Lettonie aux XVIII^e et XIX^e siècles), et dans l'intervention qu'elle fit après le rapport de *Diedrich Saalfeld* (Allemagne de l'Ouest). Dans sa conférence consacrée à l'agriculture allemande autour de 1800, accompagnée de cartogrammes représentant du reste les territoires allemands de manière pour ainsi dire un peu trop généreuse, l'historien allemand interprétait en effet la production agraire uniquement en fonction des facteurs démographiques. L'historienne soviétique avait par conséquent parfaitement raison de relever l'absence de distinction entre l'exploitation paysanne et seigneuriale, entre l'exploitation à corvée et l'exploitation en voie de capitalisation ainsi que celle de l'analyse de leur influence sur la production et la productivité.

Bien que de nos jours ni l'exploitation des sources, ni les méthodes ne soient assez évoluées pour permettre la synthèse statistique complète et sûre de l'évolution historique de la production agraire, les matériaux présentés par les rapports et les interventions — tout au moins en ce qui concerne la productivité des surfaces cultivées — concernaient un grand nombre de pays d'Europe, d'Asie et des deux Amériques et ont permis de ce fait une importante généralisation quantitative. Ainsi il semble probable que les données plus anciennes de *Slicher van Bath* (voir cahiers de Wageningen, no. 10) puissent être complétées par la constatation suivante: le maximum de productivité que pouvait atteindre l'agriculture féodale européenne correspondait au quintuple de la semaille, lorsque cet indice est dépassé, on est en présence de la dissolution du féodalisme et des débuts de l'agriculture capitaliste. Les travaux de la section ont également mis en évidence que parmi les tâches futures de l'histoire économique il faut assurer un place importante aussi bien à l'exploitation plus rapide des sources qu'à la mise au point d'une méthode statistique unitaire qui permette de comparer l'évolution de la productivité sur le plan international et de la traiter dans le cadre d'une synthèse — comme cela a été mis en avant à la séance de clôture par le marxiste français *Pierre Vilar*.

La 10^e section du congrès a également pris comme point de départ la production agricole, et plus particulièrement la production de marchandises agricoles, pour aboutir à l'autre branche de la division sociale du travail, le développement des villes et l'évolution des rapports du village et de la ville sur le marché, ainsi que la question de l'approvisionnement des villes. La séance de la section avait été préparée par *Friedrich Lütge*, professeur d'histoire économique à l'Université de Munich. 8 rapports furent présentés et discutés; au lieu d'une conférence d'introduction on avait prévu de tirer à la fin des 3 séances d'une demi journée chacune, les conclusions des enseignements apportés par les débats. Malheureusement Lütge — un des plus actifs organisateurs du congrès — s'étant trouvé empêché d'assister à la séance de clôture, ce projet ne put être réalisé.

L'ensemble des rapports offrit un tableau riche et varié, de par le fait même que les problèmes de l'approvisionnement des villes dans des pays et à des époques différents furent traités selon des points de vue très divers. Le rapport commun de *J. A. Van Houtte* et *A. Verhulst* (Belgique) embrassait la plus longue période puisqu'il était consacré à l'approvisionnement des villes néerlandaises du XI^e au XVIII^e siècle. Les auteurs avaient réuni des matériaux fort intéressants non seulement en ce qui concerne la question des vivres, mais aussi l'approvisionnement en combustibles et en matériaux de construction. *Ingomar Bog*, historien d'économie à Marbourg, communiqua les résultats de ses recherches en Angleterre sur la ville de Londres qui devint entre 1500 et 1640 un centre de consommation de plusieurs centaines de milliers d'habitants (à la fin du XVII^e siècle un demi million), dépassant ainsi de loin toutes les autres villes européennes. La constante expansion du marché londonien hâta considé-

ramblement le développement de l'agriculture anglaise, au point que durant la période considérée les besoins en vivres de la capitale — excepté en poisson — purent être satisfaits par la production du pays. C'est pendant cette période qu'eut lieu le rapide développement économique de l'Angleterre dans lequel — constata Bog — la transformation de Londres en grande ville tint un rôle particulièrement important — il ajouta que lui-même ne pouvait trancher la question de savoir «si cet accroissement (il s'agit de la période entre 1500 et 1640!) contribua au bien-être général ou ne servit que les intérêts de certaines couches». . .

Le très intéressant exposé, bien moins ambigu quant à sa prise de position sociale, de l'historien de l'économie et de la société *Robert Mandrou* nous conduisit à Paris, l'autre métropole de l'Europe Occidentale, quelques 2—3 siècles plus tard. Il s'est penché sur le problème du ravitaillement d'un secteur particulier, l'Assistance publique parisienne, qui comprenait entre 1820 et 1870 15 à 20 mille personnes. Travaillant sur des documents conservés presque sans lacunes, il a analysé au moyen de méthodes statistiques la composition, la teneur en calories des portions, en les comparant avec les données relatives au ravitaillement de toute la population de Paris. A côté de son intérêt méthodologique, le rapport présentait un résultat concret, selon lequel un pourcentage considérable de la population parisienne était à cette époque nettement sous-alimenté, et la fondation de l'hôpital précisément destinée à diminuer la tension sociale résultant de la misère des masses.

Parmi les exposés consacrés au ravitaillement des villes allemandes, celui de *H. Croon* traitait du ravitaillement de la région de la Ruhr, tandis que le rapport de *H. Wiese* (Göttingue) avait pour objet l'approvisionnement en viande des villes de l'Allemagne du Nord. Hamburg, Lübeck et Cologne (cette dernière faisant également partie de la liste) comptaient au cours des XVI^e—XVII^e siècles 20 à 40 mille habitants et leur ravitaillement nécessitait annuellement 5 à 10 mille boeufs. Fait intéressant, à la fin du XV^e siècle on vendait à Cologne des bêtes sur pied en provenance de Hongrie, de Pologne et de Russie. Un demi siècle plus tard, les produits de l'élevage plein essor au nord-ouest de l'Europe et surtout au Danemark régissent seuls le marché. — La troisième conférence faite par un historien allemand (*H. Mauersberg*) portait sur le ravitaillement des villes de l'Allemagne du Sud à la même époque. Elle fut l'objet de vives critiques; en dépit de notre attente, l'auteur négligea entre autres de traiter à propos de cette question des rapports hongrois qui sont pourtant évidents. Ce fut donc à nous, d'attirer l'attention sur les résultats des recherches hongroises concernant l'exportation du bétail hongrois vers l'occident et sur le rôle de cette exportation dans l'approvisionnement en viande des villes de l'Allemagne du Sud, surtout à partir de la seconde moitié du XV^e siècle. Nos remarques furent complétées par les résultats des recherches locales entreprises par les historiens d'Augsbourg, de Nuremberg et de Francfort. On alla jusqu'à nous «demander des comptes» sur l'exportation de blé dans les pays occidentaux, qui comme on le sait — n'était ni importante ni continue aux XVI^e et XVII^e siècles. J'ai pu renvoyer à des données datant de la fin du XVI^e siècle qui prouvent que même à Venise le blé hongrois avait été remplacé par le blé de la région baltique transporté à bon marché par voie maritime. Dans ma propre conférence j'ai traité de l'approvisionnement en blé des villes hongroises aux XV—XVII^e siècles. J'ai examiné la question de savoir en quelle mesure les villes hongroises représentaient un marché pour la production de céréales, quels étaient les groupes sociaux des producteurs de marchandises qui profitaient des possibilités de vente dans les villes, pourquoi il y avait dans toute une série de bourgades pénurie en blé et enfin quels étaient les rapports existant entre le ravitaillement de l'armée, des places fortes des confins et des villes. Mon but était de démontrer comment la victoire de la tendance seigneuriale du type Gutsherr se répercutait — par l'intermédiaire de la stagnation du développement des villes et de la bourgeoisie, du retour partiel au mode de vie agraire des villes et de la limitation du marché intérieur — sur les Gutsherr faisant travailler en corvée, sur la production de marchandises seigneuriale et en général sur toute la production de marchandises agricoles. Il n'est pas sans intérêt de mentionner

que cette thèse sur la *Gutsherrschaft* a été acceptée entre autres par les historiens agraires de l'Allemagne de l'Ouest, *Günther Franz* et *Wilhelm Abel*.

L'activité de la délégation hongroise s'étant concentrée dans les trois sections énumérées, c'est de celles-ci que j'ai pu parler en détail, en m'appuyant sur le concours précieux de mes collègues. Je profite de l'occasion pour remercier ici *Iván T. Berend* et *László Makkai*. Cependant, bien qu'une bonne partie des séances se soient déroulées simultanément, nous avons pour ainsi dire fait «des tournées» dans d'autres sections. Le riche programme de la 14^e section, organisée par *De Maddalena* (Italie) comprenait 30 communications écrites, dont une hongroise, sur les sujets de la taxation et de l'économie. L'exposé hongrois intitulé «Taxation et société dans la Hongrie de la fin du XVII^e siècle» a été discuté en l'absence de son auteur, *Ágnes R. Várkonyi*, mais avec la contribution d'*István N. Kiss* et *Vera Zimányi*. La 4^e section consacrée au problème des villages désertés, a fourni à ses membres un important volume de données résumant les résultats des recherches relatives à ce sujet. Aucun rapport hongrois n'ayant été présenté en ce domaine, *Jacques le Goff* (Paris), président de la section, a invité *László Makkai* à rendre compte de la situation des recherches hongroises. La 5^e section — organisée par *Hermann Kellenbenz* (Cologne) — a discuté de la structure des entreprises; *György Ránki* est intervenu dans les débats. — La 1^{ère} section avait pour sujet la propagation des inventions techniques dans l'industrie textile et dans la métallurgie; elle comportait un rapport hongrois («Naissance et extension des machines de travail à plusieurs outils dans l'industrie textiles») de *Walter Endrei* qui participa lui-même aux débats dont la multiplicité reflète fort bien le désordre qui règne encore à l'heure actuelle autour des bases théoriques de l'histoire des techniques.

Il me reste à énumérer les sujets non moins intéressants des autres sections (au total 14): répartition sociale de la propriété; salaires et économie; conditions démographiques et économie; services sanitaires et développement économique; modalités du commerce international: les territoires économiquement arriérés, et même, à côté des sujets modernes et médiévaux: situation de l'histoire économique dans l'histoire de l'antiquité classique. Il me semble qu'un compte rendu de ces travaux qui de toute façon ne reposerait que sur des informations de seconde main, dépasserait largement les cadres de cet exposé, tout comme effectivement la multitude des sujets a failli faire éclater les cadres du congrès. C'était là le fond sérieux de la remarque plaisante de *Fernand Braudel* selon lequel un des grands mérites du professeur *Witold Kula* de *Warsowie* fut de négliger l'organisation de la section dont il avait la charge, ce qui permit de diminuer le nombre réel des sections. (Notons cependant que c'est pour ses autres mérites que le professeur *Kula* fut élu viceprésident de l'Association.) L'effet de la trop grande ampleur de ce programme trop riche s'est fait sentir lors de la séance plénière de clôture. Alors qu'à la séance inaugurale était inscrit à l'ordre du jour outre le discours d'inauguration du président la conférence de *Simon Kuznets*, professeur d'économie politique de l'Université d'Harvard sur la formation du capital dans l'accroissement de l'économie moderne — on s'écrasait dans la grande salle d'honneur de l'Académie des Sciences de Bavière (au point que les membres de la délégation hongroise arrivés un peu en retard eurent de la peine à trouver une place libre), 5 jours plus tard, lors de la séance de clôture qui comportait une conférence précieuse de *Jacques le Goff* et *Ruggiero Romano*, intitulée «Paysages et peuplement rural après le XI^e siècle» tout le monde put s'installer confortablement dans cette même salle.

C'est à la séance de clôture que furent discutés et adoptés les statuts définitifs de l'Association Internationale d'Histoire Économique préparés quelques jours auparavant par la Commission de l'Association, corps constitué par les représentants des Comités Nationaux et des associations-membres. La discussion fut suivie par une deuxième séance à laquelle on élit par bulletin secret les 10 membres du Comité Exécutif de l'Association. J'eus l'honneur de faire partie de ceux qui furent élus dans le Comité. Nous ne croyons pas nous tromper en estimant que le fait que 4 sur les 10 membres du Comité Exécutif soient représentants de pays

socialistes: URSS, Pologne, Tchécoslovaquie et Hongrie, soit un signe de l'appréciation des résultats obtenus par ces pays, dont la Hongrie au cours de recherches en matière d'histoire économique et témoigne de la progression des sciences sociales marxistes sur le plan international.

A cette même séance, le professeur *Fernand Braudel* qui avait jusqu'à présent rempli la fonction de président de l'Association et qui acquit de grands mérites dans l'organisation des congrès, fut élu président d'honneur. Le nouveau président, *Frederic Lane* professeur à Baltimore transmet aux participants l'invitation de l'Université de Bloomington (USA) au IV^e Congrès International d'Histoire Économique qui aura lieu en 1968. Enfin le professeur *V. A. Vinogradov*, chef de la délégation soviétique, secrétaire général adjoint de l'Académie des Sciences de l'Union Soviétique, prit la parole. Après avoir insisté sur l'importance scientifique et politique de l'Association du point de vue international, il transmet de son côté la proposition de l'Académie des Sciences de l'Union Soviétique d'organiser le V^e Congrès d'Histoire Économique en 1970 à Léninegrad. L'intervention et la proposition de Vinogradov furent accueillies avec une approbation unanime. Il est à espérer que les années à venir et les congrès suivants marqueront de nouveaux résultats en ce qui concerne le développement de l'histoire économique et l'intensification des rapports scientifiques internationaux au service de la science et du progrès social.

P. Zs. PACH

Compte rendu de la session idéologique organisée à l' Université Eötvös Loránd sous le titre «L'idéologie nationale autrefois et de nos jours»

(21—22 février 1965)

Le but de la session de deux jours organisée par le Conseil et le Comité du Parti Socialiste Ouvrier Hongrois de l'Université Roland Eötvös était de discuter du rôle de l'idée de la nation autrefois et de nos jours. La direction avait invité les représentants d'un grand nombre de disciplines à participer aux débats afin que cette question si souvent débattue soit cette fois envisagée, aussi bien du point de vue de la littérature, de l'histoire et de la langue, que de celui du droit et de la philosophie.

La session a été ouverte par le recteur *I. Sőtér* qui, après avoir salué les conférenciers et le public, esquissa brièvement quelques-uns des principaux aspects de la question nationale. Il insista sur l'importance de la conservation d'un sentiment national sain et juste, étant donné que les communautés nationales ne disparaîtront que dans une phase ultérieure du communisme et que de nos jours l'existence des diverses caractéristiques nationales contribue encore à enrichir l'existence humaine. L'essentiel était, bien entendu, de parvenir de la conscience de la nation bourgeoise à la conscience de la nation socialiste tout en conservant les richesses de la culture nationale. Il termina en souhaitant la réussite des travaux entrepris par les participants de la session et céda la parole aux conférenciers.

Dans une étude intitulée «Le concept de la nation dans les luttes sociales et politiques des XVI^e—XVII^e siècles», *Á. Várkonyi* chef de section à l'Institut des sciences Historiques, esquissa le processus de désintégration du concept de nation nobiliaire, plus ou moins univoque au début du XVI^e siècle. S'appuyant sur l'étude approfondie de l'histoire sociale, elle indiqua quelles furent les forces qui, à l'époque de la guerre d'indépendance de Rákóczi, déterminèrent la noblesse et la paysannerie, et même différents groupes à l'intérieur de la noblesse, à formuler sous l'influence de leurs propres intérêts l'idée d'appartenance à la nation.

Les différences existant à l'intérieur de la classe nobiliaire résultaient essentiellement du fait que seule une mince couche profitait de l'«absolutisme avide» des Habsbourg, tandis que ce même absolutisme faisait entrave au développement économique de la noblesse moyenne. Étant donné l'absence totale d'une bourgeoisie hongroise, l'absolutisme des Habsbourg était

basé sur l'écémage de la production marchande paysanne, production qui ne se développait que lentement puisqu'elle était paralysée par l'étroitesse de la politique économique des Habsbourg. C'est ce qui après que les Turcs aient été chassés de Hongrie, aggravé par la présence de soldats étrangers, permit que les intérêts des serfs et de la noblesse se rejoignent provisoirement à l'intérieur du concept de nation. En effet plus tard lorsqu'au cours de la guerre d'indépendance le prince Rákóczi promit aux serfs qui avaient pris les armes la liberté complète au détriment des privilèges nobiliaires, la coopération entre la noblesse et les serfs ne tarda pas à disparaître. Les décrets de Rákóczi montrent des efforts pour mettre à profit les possibilités existantes pour contribuer à la formation du concept de nation sur des bases sociales plus larges. Le fait que cette idée ne put finalement pas prendre corps, est dû à ce que la noblesse n'était pas disposée à conquérir l'indépendance de la Hongrie au prix de ses privilèges. Le concept de nation, tout en servant de couverture idéologique à des intérêts de classe tout à fait différents, conserve ainsi ses anciens cadres.

I. Szatmári adjoint à la chaire de linguistique hongroise parla des «Rapports entre le développement de la langue littéraire hongroise et celui de la nation». Après avoir mis l'accent sur les rapports étroits qui existent entre l'histoire de la langue littéraire et celle de la société et de la civilisation, il entreprit d'analyser les éléments culturels qui aux XVI^e et XVII^e siècles hâtèrent l'unification de la langue littéraire hongroise.

Les premières étapes importantes de cette évolution furent les traductions en hongrois, les grammaires, les dictionnaires et les sermons des humanistes hongrois, les oeuvres littéraires, les cultes, les traductions de la Bible etc. Les réformateurs se fondaient tous sur les premiers éléments de l'unification linguistique d'avant le XVI^e siècle (orthographe des chartes, formes stylistiques relevées dans les manuscrits, éléments de phonétique et de morphologie). Le processus fut activé et modifié par des facteurs politiques (culture hongroise dans la Transylvanie indépendante), sociaux (augmentation du nombre des lettrés, changements démographiques après le départ des Turcs). A la fin du XVII^e siècle l'orthographe moderne est pour l'essentiel constituée, et au siècle suivant s'amorce la cristallisation du système intrinsèque de la langue, la formation de la langue littéraire.

La conférence d'E. Arató, professeur d'université avait pour sujet «L'évolution des concepts nation et patrie en Hongrie à partir de l'époque des lumières jusqu'au compromis austro-hongrois». Le conférencier examina successivement les différents concepts qui apparaissent au début du XVIII^e siècle pour suivre ensuite leur évolution dans l'idéologie de la génération dite des réformes jusqu'à la guerre d'indépendance. Il constata que l'idée de nation essentiellement bourgeoise de Széchenyi, Kölcsey, Wesselényi, Kossuth et les plébiens sut en fin de compte associer l'idée du patriotisme à celle du progrès, bien qu'elle ait laissé un grand nombre de problèmes sans réponse et indiqué une indifférence marquée à l'égard de la question des nationalités. Lorsque, après l'échec de la guerre d'indépendance, la noblesse moyenne abandonne sa ligne politique antérieure, l'idée nationale sert de plus en plus de couverture idéologique à l'oppression des minorités nationales, bien qu'on discerne à l'arrière plan un certain effort pour tenter de résoudre la question nationale de manière positive. Arató résuma ensuite les conceptions de Zsigmond Kemény, József Eötvös, ainsi que celle de Kossuth et de Lajos Mocsáry alors qu'ils étaient émigrés. Il termina en soulignant l'importance des idées professées dans les mouvements agraires démocratiques qui naissent à cette époque, idées qui réussirent à opérer la fusion du progrès et du patriotisme.

La conférence d'E. Tóth professeur chargé de cours à l'Université intitulée «Les principaux traits de la conception bourgeoise de la nation à l'époque du dualisme», traita des différents époques. L'idéologie des milieux de grands propriétaires favorables au dualisme se caractérisait par un effort pour présenter le dualisme comme une conquête nationale. Vers la fin du siècle toutefois, on assiste au raffermissement de la conception impériale à l'exclusion de toute autre solution ce qui représente un raidissement de la conception précédente. En revanche, les

radicaux et les démocrates de 48, aussi bien ceux qui étaient en émigration que ceux qui étaient en Hongrie, s'efforçaient de démontrer que le système dualiste portait préjudice aux droits nationaux démocratiques.

D'ailleurs les opinions ne cessèrent de se différencier. Dans les milieux détenant le pouvoir on proclame de plus en plus bruyamment une conception réactionnaire dont l'un des plus importants éléments sera le principe de la «supériorité culturelle» des Hongrois sur les minorités nationales, tandis que de l'autre côté on assiste au développement de la conception bourgeoise démocratique appuyée par le mouvement ouvrier qui est alors en train de se consolider. Par suite des grandes transformations économiques et sociales du début du siècle, la «politique nationale» s'identifie de plus en plus aux objectifs impérialistes des classes dominantes, et l'idéologie qui servait de couverture à ces tendances, fortement teinte d'un antidémocratisme «chrétien-national» joua un rôle certain dans la préparation de la 1^{ère} guerre mondiale.

L'après-midi la série des interventions commença par celle du professeur Gy. Székely. Après avoir souligné l'importance de l'étude simultanée des processus historiques par toutes les sciences sociales, il renvoya, à propos des conférences d'Á. Várkonyi et d'I. Szarmári, aux éléments idéologiques qui dans l'histoire des pays voisins se sont développés de manière à peu près semblable à ceux de l'histoire hongroise. Il déclara qu'à son avis il était impossible d'analyser le développement hongrois durant les époques dont il était question — pas plus qu'aux époques ultérieures — sans tenir compte de l'évolution des peuples voisins. Se rattachant aux exposés d'E. Arató et d'E. Tóth, Gy. Szabad professeur chargé de cours à l'Université compara les conceptions fédéralistes de László Teleki et de Kossuth, en insistant particulièrement sur l'importance du projet de Kossuth concernant l'organisation de comitats qui soient en même temps des unités linguistiques, ce qui aurait eu l'avantage de diminuer les antagonismes entre les minorités nationales et les Hongrois. L'importance de ces conceptions formulées par Kossuth alors qu'il était en émigration en ce qui concerne la politique à suivre à l'égard des minorités nationales est prouvée par le fait qu'elles servirent de base à des initiatives progressistes prises par les forces bourgeoises à l'époque du dualisme. Le conférencier suivant, L. Elekes, professeur d'université critiqua les historiens du féodalisme qui emploient souvent le terme antimarxiste «nationalisme féodal» qui pouvait être source d'interprétations erronées. Ensuite F. Terestyéni adjoint à l'université donna une brève analyse de la formation de la langue politique en confrontant différents textes de débats politiques datant de l'époque des réformes.

Répondant aux interventions E. Arató, I. Szatmári, Á. Várkonyi ont déclaré être, pour l'essentiel, d'accord avec les observations qui leur ont permis de compléter leurs rapports et leur ont indiqué la direction des recherches ultérieures.

La 2^e journée commença par la conférence de P. Horváth, professeur chargé de cours, «Contribution à l'analyse du passé de l'idéologie nationale dans l'histoire juridique hongroise». En analysant l'histoire juridique de la fin du siècle dernier et plus particulièrement les œuvres d'Ákos Timon, il mit en relief les particularités de l'évolution de la conscience sociale dont naquirent les principes les plus réactionnaires de l'histoire juridique hongroise. Que le «sentiment national naturel qui se nourrissait des souvenirs de l'époque des réformes et de la guerre d'indépendance» ait pu se transformer dans l'histoire juridique du début du siècle en une fausse idéologie nationaliste, contraire au progrès s'explique par le fait que la pensée juridique n'avait pratiquement pas de traditions bourgeoises en Hongrie, et que des générations de juristes sortirent des rangs de la gentry dont la situation sociale ne cessait de baisser. Cette tendance — comme l'avaient déjà souligné ses critiques bourgeois (Ferenc Eckhart, Gyula Szekfű, Jenő Balogh) — constituait une régression manifeste par rapport à l'historiographie positiviste de l'époque précédente. Il est indispensable d'en révéler les racines sociales et politiques étant donné que nombre de ses éléments ont survécu dans les conceptions de l'«Histoire des Idées» qui s'épanouit sous le régime Horthy. Le conférencier examina ensuite les vues relatives aux différentes époques de l'évolution du droit hongrois, et démontra que l'idée de l'empire», de

«l'Etat organisé par Saint Etienne», l'inexistante «constitution millénaire», les parallèles anglais et espagnols dépourvus d'historicité à propos de l'évolution de la constitution en occident cherchaient uniquement à justifier les objectifs politiques de l'époque du dualisme et en particulier l'idée de la supériorité des Hongrois sur les minorités nationales.

Dans sa conférence «Sur le caractère nationaliste de l'historiographie à l'époque contre-révolutionnaire», E. Pamlényi commença à donner un résumé des critiques du nationalisme en histoire à l'époque de Horthy, tout en essayant de distinguer les éléments de ce nationalisme qui remontaient aux époques précédentes des composantes déterminées par la nouvelle situation. Il exposa ensuite la réorganisation entreprise dans le domaine des sciences historiques au début des années 20, le rôle de cette réorganisation dans la préparation idéologique de la révision des traités de paix en Hongrie et à l'étranger, il parla de la tendance consciente à considérer l'histoire nationale comme absolue, tendance accompagnée d'une absence presque totale de recherches en histoire générale, ainsi que de l'hungarocentrisme qui marqua cette époque.

Dans la 2^e partie de sa conférence il examina les changements provoqués dans le nationalisme en histoire à l'époque contre-révolutionnaire par l'avènement du fascisme allemand: dans cette situation complexe le nationalisme hongrois s'était vu obligé d'attaquer et de se défendre: il devait à la fois s'appuyer sur les Allemands dans l'intérêt de la révision des traités de paix, et se défendre contre le nationalisme allemand.

Enfin, pour terminer Pamlényi parla de la conception de l'Etat de Saint Etienne, de la modification du programme révisionniste et de l'échec que subit en 1944 l'idéologie nationaliste qui avait régné pendant 25 ans.

M. Béládi, membre de l'Institut d'Histoire Littéraire de l'Académie des Sciences de Hongrie fit un exposé sur «Le caractère national de la littérature» et traita du présent, et de l'avenir de ce problème. Il contesta le point de vue que l'on rencontre souvent dans la littérature scientifique et qui est clairement exprimé par T. Klaniczay selon qui les caractéristiques nationales devant disparaître dans le communisme, elles sont en fait déjà reléguées à l'arrière-plan dès la phase du socialisme, et par conséquent n'ont plus guère d'importance à l'époque actuelle de notre développement. Selon Béládi, ce point de vue sera justifié dans l'avenir, mais à l'heure actuelle il ne peut être question de la diminution rapide de l'importance des caractéristiques nationales. Dans la littérature hongroise du XX^e siècle et surtout dans la pensée d'Ady les traits universellement humains et nationaux s'interpénètrent et se confondent. C'est sur ces idées progressistes que peut se fonder une littérature socialiste nationale susceptible de conserver les caractéristiques nationales et d'exprimer une idéologie socialiste en gardant certaines traditions, une littérature qui ayant dépassé l'idée de la nation bourgeoise reflète la richesse et la diversité de la conscience socialiste. Le caractère national de la littérature ne peut donc être opposé ni aux idées socialistes, ni aux idées de portée universelle. «Le caractère national n'exprime rien de plus que le fait qu'il y a dans le monde un monde plus petit que nous connaissons plus intimement, dont le passé, le présent, les habitants et les contrées nous sont proches, qui est pour nous pays natal et patrie, qui nous donne langue maternelle et communauté humaine.» Ce caractère national doit être considéré comme une «variante d'une certaine teinte de l'universel», et ne peut en aucun cas être opposé aux particularités des autres nations.

La conférence du professeur A. Mód «Sur les problèmes théoriques de la nation socialiste» était consacrée à l'étude du fond et des particularités de la transformation que subit la Hongrie lorsqu'elle devint une nation socialiste en se proclamant démocratie populaire, ainsi qu'aux rapports d'une nation socialiste avec l'internationalisme. La première définition du concept de nation socialiste fut formulée par Staline, et c'est de la critique de cette définition, de ses contradictions et de ses lacunes, qu'il faut partir lorsqu'on veut éclaircir les problèmes théoriques et politiques des nations socialistes. En effet Staline a négligé les contradictions suivantes: 1. En ce qui concerne la base économique, il ne suffit pas de considérer la propriété sociale des moyens

de production, mais il faut également tenir compte des lois qui régissent la production marchande, dans l'économie socialiste; 2. La différence entre la nation socialiste et la nation bourgeoise ne réside pas simplement dans le fait que sous un régime socialiste ce sont les classes travailleuses qui détiennent le pouvoir, mais aussi en ce que le mode de vie de ses classes se transforme, que leur niveau de vie s'améliore et que les différentes classes se rapprochent les unes des autres; 3. La définition de Staline ne tient pas compte pour la démocratie socialiste de l'exigence d'un épanouissement incessant; 4. En interprétant la notion d'internationalisme, il faut également tenir compte, à côté des objectifs sociaux communs aux nations, des contradictions qui résultent de ce que chaque pays se trouve à un niveau différent du capitalisme au moment où il s'engage dans la voie du socialisme. Le chercheur se trouve ici en face d'une double particularité: d'une part les différences linguistiques, ethniques, territoriales, économiques et culturelles, toutes déterminées par les conditions historiques, entravent la fusion des différentes nations socialistes, d'autre part l'objectif commun, l'édification du socialisme et le démocratisme socialiste agissent de façon à hâter l'évolution de l'internationalisme socialiste correctement interprété.

Le programme de la 2^e journée prévoyait ensuite la conférence de Gy. Magyar professeur chargé de cours. Dans son exposé intitulé «Quelques problèmes théoriques de la coopération entre pays socialistes» il a d'abord fait mention des rapports entre la théorie concernant ce groupe de questions et les tendances relevées actuellement dans la pratique, puis il traita de l'avenir du développement des démocraties populaires, ainsi que de leurs rapports présents et futurs. A son avis la mise au point du programme de coopération entre pays socialistes doit se baser sur les résultats acquis par l'Union Soviétique dans l'édification du socialisme, toutefois ces résultats ne peuvent être mis à profit que si l'on tient compte des différences existant entre l'Union Soviétique et les démocraties populaires. En effet, en Union soviétique le socialisme a triomphé dans un pays comportant de multiples minorités nationales tandis que les pays d'Europe Orientale sont des états indépendants et souverains: un trait particulier de cette situation est que les démocraties populaires européennes se sont constituées au cours de la lutte contre le fascisme allemand, ce qui fait que l'idéologie d'indépendance y reste une question centrale. Enfin, il faut encore prendre en considération que ces pays étaient des pays capitalistes relativement arriérés. L'ensemble de ces circonstances détermine le mode de coopération dont l'un des moyens les plus importants est le Conseil d'Entente Economique, ainsi que les accords internationaux économiques dont le nombre va sans cesse croissant. C'est sur la base d'une telle politique que l'intégration socialiste, tendance nécessaire, voire même loi de développement peut pleinement se faire valoir.

Le professeur J. Szigeti consacra sa conférence: «Patriotisme socialiste, conscience collective socialiste, internationalisme prolétarien» à la discussion de quelques éléments de ces notions qu'il analysa sous l'angle des conceptions exposées au cours de la discussion.

C'est ainsi qu'il critiqua ceux qui contestent la nécessité dans la phase actuelle de la lutte pour le socialisme de prendre en considération le développement national que ce soit sur le plan politique ou sur celui de la littérature et des arts. A propos de la lutte des classes et de la forme qu'elle prend à l'intérieur des différentes nations il déclara partager pour l'essentiel les vues d'A. Mód, encore qu'à son avis le point de départ à adopter pour déterminer des critères de la nation socialiste ne soit pas le concept stalinien, mais les passages du Manifeste Communiste dont il ressort que les particularités nationales sont en réalité des particularités des conditions de classe et que la transformation de ces conditions entraîne celle des particularités nationales. Malgré l'existence de ces particularités nationales, de la «multiplicité nationale», la tendance positive de l'évolution aboutira à la fusion. Ces principes permettent en même temps de préciser la notion de l'internationalisme dont le principal critère est qu'il implique la sympathie active avec les classes opprimées de tous les pays. Cet internationalisme est opposé à l'internationalisme bourgeois, au cosmopolitisme, et ne signifie pas non plus la renonciation à

la souveraineté nationale. Cela signifie avant tout qu'en connaissance du rôle historique de l'Union Soviétique, les nations socialistes doivent développer leurs rapports entre elles et avec l'Union Soviétique de façon telle qu'ils impliquent une interdépendance multilatérale qui enrichisse et fortifie tous ces peuples.

Dans la discussion qui a suivi les conférences, *A. Mód* répondit à *J. Szigeti* que selon lui la prise de position dans la question de la lutte des classes et de la forme nationale qu'elle prend dépendait aussi du point de vue adopté, car si l'on approche le problème sous l'angle de l'évolution sociale en général, il est évident que la primauté revient à la lutte des classes, tandis que si l'on analyse le développement d'un pays — bien que là encore on examine en fait la lutte des classes — ce qui semble être le plus important ce sont les particularités, en tant que manifestations du général dans un pays donné.

Dans son discours de clôture, *S. Balogh*, suppléant du recteur déclara qu'il n'avait pas la prétention de résumer les conférences, ni de clôturer les discussions sous quelque forme que ce soit. L'importance de la session résidait, à son avis, dans le fait que le problème de la nation et du nationalisme, problème qui avait suscité tant de controverses dans la littérature historique de ces dernières années, avait été examiné par les représentants des différentes sciences sociales — histoire, littérature, linguistique, philosophie, droit — du point de vue de leur propre discipline. Il regretta toutefois qu'aucun exposé n'ait été consacré à la question des rapports de la classe ouvrière avec le problème de la nation. Aussi se proposa-il de compléter les discussions par quelques observations relatives à ce sujet.

Prenant comme exemple les guerres d'Europe Occidentale avant l'avènement de l'impérialisme, il démontra qu'on avait tort de prétendre que la classe ouvrière n'avait aucun intérêt à engager la lutte contre la bourgeoisie d'un pays étranger. S'il est vrai que le prolétaire est opprimé quelle que soit la nationalité de son oppresseur, il n'est pas moins vrai qu'il ne lui est guère indifférent d'être en plus de sa propre bourgeoisie, exploité encore par une puissance étrangère. Les ouvriers durent appuyer les luttes que leur propre bourgeoisie livraient contre des puissances étrangères, et ce n'est qu'ensuite qu'ils purent penser à liquider cette bourgeoisie. Cela ne signifie bien entendu pas que le prolétariat doive appuyer tous les mouvements nationaux; sa décision — comme Lénine l'a déclaré à plusieurs reprises — dépend toujours de la situation politique concrète. *S. Balogh* passa ensuite brièvement en revue la période qui succéda à la Libération, période au cours de laquelle la Hongrie devint une nation socialiste. Ce faisant il examina en premier lieu la participation de la classe ouvrière au pouvoir, et démontra que cette participation avait hâté le processus de la transformation en nation socialiste. Il clôt enfin la session après avoir une fois encore insisté sur l'importance des résultats obtenus lors des conférences.

F. Glatz

L'Assemblée Générale de la Société Historique Hongroise

L'assemblée générale de notre société a eu lieu le 25 mars 1966 dans la salle de lecture de l'Académie des Sciences de Hongrie. Adoptant la proposition de l'académicien *E. Molnár*, président de la Société Historique Hongroise, l'assemblée générale a élu *L. Elekes*, membre corresp. de l'Académie, *Gy. Ember* académicien, *Zs. P. Pach* membre corresp. de l'Académie, *I. Sinkovics* professeur d'université et *H. Vass* directeur de l'Institut de l'Histoire du Parti.

Dans son discours d'ouverture *E. Molnár* a passé en revue les résultats obtenus par la Société depuis la dernière assemblée générale. Il a rendu compte des plus importantes synthèses et monographies scientifiques parues au cours de ces dernières années, et a signalé l'essor certain marqué par les recherches dans plusieurs domaines quelque peu négligés par le passé, comme l'histoire des villes, l'histoire de la technique; l'histoire de la civilisation et, ce qui est particulièrement important, dans l'histoire de l'idéologie. L'essentiel de notre travail scientifique — dit-il — est de lutter contre les vestiges du nationalisme bourgeois, aussi bien devons

nous «soumettre à la critique la conception qui minimise l'importance de la question nationale et du sentiment national que celle qui, sans tenir compte de l'ensemble des rapports, tend à donner aux points de vue du développement national une signification absolue en ce qui concerne le passé.»

Il a souligné par la suite que l'on ne peut envisager d'éclaircir les problèmes de l'histoire hongroise sans les replacer dans la perspective de l'histoire universelle ainsi que dans l'ensemble des rapports. «Pour pouvoir déterminer si certains événements de l'histoire hongroise obéissent à des lois historiques ou sont au contraire l'effet du hasard, il faut avant tout déterminer les lois qui dans l'histoire universelle régissent les forces de classe. En d'autres termes, on ne comprendra l'histoire hongroise qu'en l'étudiant sous l'angle de la méthode comparative.»

L'orateur exposa enfin les tâches importantes qui incombent aux historiens hongrois à l'occasion du prochain centenaire de la fondation de la Société Historique Hongroise et de sa revue «Századok» (Siècles) ainsi qu'à l'occasion du 50^e anniversaire de la Grande Révolution Socialiste d'Octobre.

Après le discours d'ouverture du président, le professeur György Székely, secrétaire général de la Société, présenta son rapport devant l'assemblée générale. En parlant de l'activité déployée par la Société de 1952 à 1965, il analysa de manière approfondie les congrès ambulants, les conférences privées, de caractère technique, les conférences centrales organisées en coopération avec l'Association de Vulgarisation Scientifique (TIT), ainsi que l'activité des groupes de province. A propos des rapports internationaux de la Société, il constata qu'ils avaient été particulièrement importants avec la Société Historique Slovaque et la Société des Historiens Allemands.

Le professeur Székely parla ensuite de l'un des plus intéressants domaines du travail de la Société, celui de la section des professeurs, et souligna l'importance au cours de la réforme universitaire des résultats obtenus par cette section lors de ses travaux sur le fond et la méthode de l'enseignement. C'est pourquoi il suggéra au nouveau présidium d'envisager dans cette section l'organisation des groupes de province. Il s'est également arrêté sur l'apport des groupes pédagogiques de la section en ce qui concerne la propagation de nouvelles méthodes pédagogiques et le développement des connaissances en matière de technique de l'enseignement.

Passant ensuite au problème de la revue Századok, le secrétaire général a constaté qu'elle avait assumé la fonction traditionnelle d'un organe central des historiens, et qu'elle avait notamment reflété le développement de l'histoire. «Századok — disait-il — nous renseigne sur à peu près toutes les tendances actuelles des sciences historiques marxistes en Hongrie, sur leurs initiatives et leurs résultats dans le domaine de la théorie et de la méthode, sans laisser pour autant place ni aux manifestations du révisionnisme ni au contraire à des vues dogmatiques dépassées.»

Le secrétaire général donna ensuite un aperçu des préparatifs concernant le centenaire de la Société. Il annonça que l'Académie était disposée à appuyer l'organisation d'une session au programme de laquelle on comptait inscrire un compte rendu de l'activité de la Société et un aperçu sur son importance historiographique au cours de ces cent ans; il déclara également que l'Académie envisageait d'inviter des spécialistes étrangers à cette session. A cette occasion la revue Századok fera paraître le répertoire des volumes publiés depuis sa fondation. Le secrétaire général a de plus proposé à la Société de publier également un cahier de 40 à 50 pages en 4 langues, contenant le résumé de l'histoire de la Société et de sa revue, la liste des publications parues depuis 1945 et le programme du congrès organisé à l'occasion du centenaire.

Pour terminer il parla de l'importance de la Société en général et de sa situation actuelle et future par rapport aux autres institutions des sciences historiques en Hongrie.

Le rapport du secrétaire général fut suivi d'une discussion fort animée. L. Elekes membre corresp. de l'Académie, professeur d'université mit l'accent sur les efforts de la Société en vue de ménager à la science marxiste la place qui lui revient. Tout en approuvant sans réserve les

propositions concernant le centenaire, il insista sur la nécessité de mettre au point une histoire du développement de la Société, et définit quelles sont les tâches de la Société dans le domaine de la vulgarisation des résultats scientifiques. Gy. Ember membre de l'Académie, directeur des Archives Nationales a déclaré qu'il était indispensable de fixer par écrit l'histoire de la Société au cours de ces cent ans. Il analysa les décalages qui se sont produits dans le développement des sciences historiques et dans celui de la Société. La réorganisation de l'Académie — dit-il — a bien entendu entraîné des changements dans l'orientation des sciences historiques, sans pour autant rendre superflue l'activité de la Société qui continue à concentrer le travail des historiens et à vulgariser les résultats scientifiques. A ce propos il attira l'attention de l'auditoire sur la nécessité d'organiser des discussions et d'informer les membres de la société des résultats récents. Il termina en déclarant que si le rôle de la Société avait changé, il n'avait cependant pas perdu de son importance. Zs. P. Pach membre corresp. de l'Académie, professeur d'université déclara qu'un des grands résultats de notre historiographie était d'avoir donné aux sujets de l'histoire moderne et de l'époque actuelle toute leur importance, ce qu'elle n'aurait pas été à même de faire sans le concours de la Société. A propos de la création de la section d'histoire universelle il souligne l'importance d'une conception historique universelle et celle de l'application d'une méthode comparative qui permettraient aux spécialistes de l'histoire hongroise de dépasser une conception provinciale et nationaliste. Il suggéra qu'à propos des problèmes intéressant directement l'histoire ou des problèmes portant sur la conception historique, la Société intervienne de façon plus active et surtout plus rapide dans les discussions poursuivies dans les périodiques autres qu'historiques, c'est-à-dire littéraires ou consacrés aux sciences sociales. La Société aurait selon lui intérêt à organiser des réunions bimestrielles pour discuter des articles traitant de questions historiques parus dans ces revues. Cela contribuerait à enrichir la vie de la Société et entraînerait une participation plus active de ses membres.

Participèrent encore à la discussion; A. Lengyel directeur des Archives, F. Virágh professeur, L. Makkai membre de l'Institut des Sciences Historiques, O. Sashegyi directeur-adjoint des Archives Nationales, H. Vass directeur de l'Institut de l'Histoire du Parti, Gy. Szabad professeur chargé de cours, P. Gunst rédacteur de la Revue d'Histoire Agraire, Zs. Trócsányi des Archives Nationales, Ervin Pamlényi chef de section à l'Institut des Sciences Historiques. Après la discussion l'assemblée adopta le rapport du secrétaire général, approuva le programme des fêtes du centenaire, procéda ensuite à l'élection du nouveau comité directeur et du bureau.

Président de la Société; E. Molnár académicien. Vice-présidents; Gy. Ember académicien, Zs. P. Pach membre corresp. de l'Académie Gy. Székely professeur d'université. Membres du présidium; Mme E. Andics membre de l'Académie, professeur d'université, T. I. Berend docteur ès sciences historiques, professeur d'université, L. Elekes membre corresp. de l'Académie, professeur d'université, Mme E. Lederer docteur ès sciences historiques, professeur d'université, Gy. Mérei candidat, professeur d'université, J. Molnár viceministre, D. Nemes académicien, directeur général de l'Institut de l'Histoire du Parti, I. Otta commandant de l'Institut d'Histoire Militaire, Gy. Ránki docteur ès sciences historiques, directeur adjoint de l'Institut des Sciences Historiques, I. Szabó docteur ès sciences historiques, professeur d'université, Gy. Tokody candidat, professeur chargé de cours, H. Vass, directeur de l'Institut de l'Histoire du Parti, L. Zsigmond candidat, professeur d'université. Secrétaire général; T. I. Berend professeur d'université. Secrétaires; J. Borus membre de l'Institut de l'Histoire du Parti, I. Dolmányos professeur chargé de cours, L. Kerekes membre de l'Institut des Sciences Historiques, K. Vörös conservateur de musée.

Président du comité de rédaction de Századok: L. Elekes membre corresp. de l'Académie. Directeur de la revue; E. Pamlényi chef de section à l'Institut des Sciences Historiques.

Après l'élection le président remercia les membres de leur confiance et leva la séance.

M. MANN

BIBLIOGRAPHIE

Bibliographie choisie d'ouvrages d'histoire publiés en Hongrie
dans la deuxième moitié de 1963

Библиография избранных произведений по истории, вышедших во
второй половине 1963 г.

1. Bibliographies, catalogues, inventaires — Библиографии, каталоги, инвентари

M^{me} DÉRI M.: *Az Eötvös Loránd Tudományegyetem történetének bibliográfiája*. [La bibliographie de l'histoire de l'Université Roland Eötvös de Budapest. — Библиография истории Университета им. Лоранда Этвеша.] Bp. 1963. Tankönyvkiadó, Polycop. 87 p. (A Budapesti Egyetemi Könyvtár kiadványai 19.)

A magyar állami levéltárak fondjegyzéke. 3. *A területi levéltárak fondjegyzékei*. 3. KOMORÓCZY GYÖRGY: *Debreceni Állami Levéltár*. — 4. SOÓS IMRE: *Egri Állami Levéltár*. — 5. VITÁL JÓZSEF: *Esztergomi Állami Levéltár*. [Répertoire des fonds des archives nationales de Hongrie. 3. Listes des fonds des archives territoriales. 3. — Les Archives d'État de Debrecen. — 4. — Les Archives d'État d'Eger. — 5. — Les Archives d'État d'Esztergom. — Список фондов венгерских государственных архивов. 3. Список фондов территориальных архивов. 3. — Дебреценский Государственный Архив. — 4. — Государственный Архив в г. Эгер. — 5. — Государственный Архив в г. Эстергом.] Bp. 1963. LOK. Polycop. III, 71; III, 44; III, 24 p.

A magyar bibliográfiák bibliográfiája. *Bibliographia bibliophiarum Hungaricum*.

1958—1960. Összeáll. Ferenczyné Wendelin Lidia, Fügedi Péterné, Somogyi Andrásné. [Réd. par —. — Ред. —.] Bp. 1963. OSzK. 420 p.

A magyar munkásmozgalmi sajtó bibliográfiája. 1948. jún.—1956. okt. Függelék: *Az 1956. évi munkásmozgalmi lapok jegyzéke*. [Kiad.] a Magyar Szocialista Munkáspárt Központi Bizottsága Párttörténeti Intézete. [Bibliographie de la presse du mouvement ouvrier hongrois. Juin 1948—octobre 1956. Appendice: Liste des journaux ouvriers parus en 1956. (Publ.) par —. — Библиография печати венгерского рабочего движения. Июнь 1948 — окт. 1956 гг. (Изд.) —.] Bp. 1963. Polycop. 356 feuilles.

Magyar régészeti irodalom. Bibliographia archaeologica Hungarica. 1962. (Összeáll.) Németh Endre. [Réd. par —. — Ред. —.] AE 1963. Tom. 90. No. 1. pp. 153—167.

Magyar technika- és ipartörténeti bibliográfia 1961. (Összeáll. Károlyi Zsigmond.) [Bibliographie hongroise de l'histoire de la technique et de l'industrie. Réd. par —. — Библиография по истории венгерской техники и промышленности, 1961. (Сост. —.)] TechSz 1963. Tom. 1. No. 1—2. pp. 259—281.

2. Recueils d'études — Сборники

Acta Universitatis Debreceniensis de Ludovico Kossuth nominatae. Tom. 9. Ser. 1/1. *Series marxistica-leninistica*. Red. I[stván] Kónya. Bp. 1963. Tankönyvkiadó, 103 p.

Acta Universitatis Debreceniensis de Ludovico Kossuth nominatae. Sectio historica. Tom. 2. (Szerk. Varga Zoltán.) [Réd. par —. — Ред. —.] Bp. 1963. Tankönyvkiadó, 210 p.

Annales Universitatis Scientiarum Budapestinensis de Rolando Eötvös nominatae. Sectio philologica. Tom. 4. Réd. Ladislaus Kardos. Bp. 1963. 155 p.

Tanítárgytörténeti tanulmányok. 2. (Szerk. Garami Károly.) [Kiad. az Országos Pedagógiai Intézet. [Études sur l'histoire des matières d'enseignement. (Réd. par —. Publ.

par —.) — Исследования по истории предметов преподавания. (Ред. —, Изд. —.)] Bp. 1963. Tankönyvkiadó, 532 p., 2 t.

Tanulmányok Budapest múltjából. 15. (Szerk. Gerevich László, Tarjányi Sándor.) [Kiad. a] Budapesti Történeti Múzeum. [Études sur l'histoire de Budapest. Vol. 15. Réd. par —. Publ. par —. — Исследования по прошлому г. Будапешт. Ред. —, Изд. —.] Bp. 1963. Akadémiai Kiadó, 791 p., 7 t., 1 carte. (Budapest várostörténeti monográfiái 24.)

Varia. Bp. 1963. Akadémiai Kiadó, 495 p. (Studia philosophica Academiae Scientiarum Hungaricae 3.)

3. Ouvrages généraux — Общие труды

ANTALFFY [GYÖRGY], GEORGES: *Conférences sur l'histoire des doctrines politiques et juridiques*. [Конференция по истории политических и правовых теорий.] Szeged, 1963. 74 p. (Acta Universitatis Szegediensis. Acta juridica et politica 9/5.)

Trois conférences: 1. L'importance des études de l'histoire des doctrines politiques et juridiques dans le programme des facultés de droit. 2. Les démocrates révolutionnaires russes et leur importance internationale au point de vue de la pensée politique. 3. Esquisse de la pensée politique hongroise jusqu'à la révolution bourgeoise de 1848—49.

BOGDÁN ISTVÁN: *A magyarországi papírpapír története. (1530—1900.)* [L'histoire de l'industrie du papier en Hongrie. (1530—1900.) — История бумажной промышленности в Венгрии. (1530—1900.)] Bp. 1963. Akadémiai Kiadó, 485 p., 2 cartes annexes.

Basée sur des matériaux d'archive, cette monographie est la première à présenter une mise au point récapitulative sur une branche d'industrie en Hongrie, et jette les fondements des recherches consacrées à l'étude de l'histoire du papier et du filigrane, science auxiliaire qui, jusqu'à présent, ne faisait pas, en Hongrie, l'objet de recherches.

CASTIGLIONE LÁSZLÓ: *A magyar régészettudomány időszerű elméleti és módszertani problémái*. [Les problèmes théoriques et méthodologiques actuels de la science hongroise de l'archéologie. — Актуальные теоретические и методологические проблемы венгерской археологии.] MTATT 1963. Tom. 13. No. 3. pp. 375—387.

DOMOKOS OTTÓ—ENDREI WALTER: *Európai textilnyomás és hazai kétfestés*. [L'impression textile en Europe et le teinturerie en bleu en Hongrie. — Текстильная печать в Европе и отечественное синильно-красильное производство.] TechSz 1963. No. 1. pp. 35—61.

La première partie de l'étude procède à une correction de la conception suivant laquelle l'impression dite des réserves et celle appelée directe venues d'Orient ne s'étaient répandues en Europe qu'à la fin du XVII^e siècle. En ce qui concerne l'impression du drap, le procédé avait été appliqué déjà antérieurement et fut implanté en Hongrie à la fin du XVII^e siècle par les ouvriers allemand du textile qui s'y étaient établis. Les manufactures d'impression de Hongrie atteignirent au XVIII^e siècle le niveau de valeur de celles d'Europe occidentale. La teinturerie en bleu répandue dans la seconde moitié du

XVIII^e siècle ne resta qu'artisanale. L'étude expose par le détail l'histoire de la manufacture d'impression Kluge fondée dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle à Pápa; c'est dans son ancien édifice que fut installé récemment un musée de la teinturerie en bleu.

EDVY GYULA: *A régi budai «náadori» víz-mérce*. [L'ancienne échelle fluviale «palatine» de Buda. — Старое наместническое мерило воды в г. Буда.] TechSz 1963. No. 1. pp. 63—94.

L'histoire du fonctionnement de l'ancienne échelle fluviale danubienne utilisée jusqu'en 1849.

FÖZD GÉZA: *A soproni borvidék*. [La région vinicole de Sopron. — Шопронский винодельческий район.] SSz 1963. Tom. 17. No. 4. pp. 300—312.

L'auteur de l'étude relate l'histoire de la viticulture qui se développa dans la région de Sopron depuis le XIII^e siècle jusqu'à nos jours; il décrit l'origine des espèces de raisins qui y furent produits et les coutumes que la pratique de la viticulture entraîna.

GERGELY ÖDÖN: *A távközlő berendezések fejlődése Magyarországon*. [Le développement des moyens de télécommunications en Hongrie. — Развитие аппаратов и устройств дальней связи в Венгрии.] TechSz 1963. Tom. 1. No. 1—2. pp. 151—166.

L'histoire de l'industrie des télécommunications en Hongrie depuis 1867 jusqu'à nos jours.

Magyarország történeti demográfiája. *Magyarország népessége a honfoglalástól 1949-ig*. Szerk. Kovácsics József. [Démographie historique de la Hongrie. La population de la Hongrie, depuis l'époque de la Conquête arpadienne jusqu'en 1949. Réd. par —. — Историческая демография Венгрии. Население Венгрии от занятия родины до 1949 г. Ред. —.] Bp. 1963. Közgazdasági és Jogi Kiadó, 441 p., 8 t., 4 annexes.

Rédigée par József Kovácsics l'introduction passe en revue les sources des investigations consacrées à la démographie historique. Les études de ce recueil traitent de la population à différentes périodes: Gy. GYÖRFFY l'analyse à partir de la Conquête arpadienne jusqu'au milieu du XIV^{ème} siècle, I. SZABÓ étudie la période couvrant les années 1330—1526, tandis qu'I. BAKÁCS décrit l'époque de la domination turque. B. PÁPAI traite de la période embrassant les années 1711—1867, L. THIRRING s'occupe de la période qui va de 1869 à 1949.

MOLNÁR ERIK: *A hazafias-nemzeti ideológiáról.* (Erdei Ferenc, Sôtér István stb. hozzászólásával.) [De l'idéologie patriotico-nationale. (Avec des interventions de —.) — О патристическо-национальной идеологии. (С выступлениями —.)] MTATT 1963. Tom. 13. No. 3. pp. 303—344.

MOLNÁR ERIK: *Válasz a nacionalizmus kérdésében írt vitacikkekre.* [Réplique aux articles de discussion consacrés à la question du nationalisme. — Ответ на дискуссионные статьи по вопросу национализма.] TSz 1963. Tom. 6. No. 2. pp. 238—259.

La première partie de l'article est une étude de l'interprétation marxiste de la notion de nation, tandis que la seconde consacre une analyse aux problèmes irrésolus concernant l'estimation des phénomènes historiques entrant en ligne de compte du point de vue du progrès social. La troisième partie s'étend aux problèmes discutés qui ont trait aux mouvements paysans et de libération qui eurent lieu à l'époque féodale.

4. Histoire de Hongrie jusqu'à la Conquête arpadienne. Préhistoire du peuple hongrois. Histoire de Hongrie à l'époque du féodalisme jusqu'en 1526 — История венгерской земли до завоевания родины венграми. Древняя история венгерского народа. История Венгрии в эпоху феодализма до 1526 г.

BALLA L[AJOS]: *Savaria invalida.* (Bemerkungen zur Geschichte der Städte in Pannonien unter Valentinianus I.) — [Замечания к истории городов в Паннонии под Валентинианом I.] AUD Series historica 2. pp. 35—47.

BARTHA A[N TAL]: *Hungarian Society in the Tenth Century and the Social Division of Labour.* [Проблемы общественного разделения труда в венгерском обществе X. века.] AH 1963. Tom. 9. No. 3—4. pp. 333—360.

Les plaçant dans le vaste contexte de l'évolution que connurent les Slaves d'Orient et les peuples nomades s'occupant de l'élevage à l'époque du haut féodalisme, l'auteur esquisse les aspects fondamentaux de l'évolution de la société primitive hongroise: la décomposition de l'organisation par clan, le développement de l'aristocratie tribale et celui des organismes territoriaux; il décrit le processus qui aboutit à l'autonomie de l'artisanat et y relève le rôle de l'orfèvrerie et de la forge.

BOGDÁN ISTVÁN: *A papír műszaki felhasználásának kezdetei Magyarországon.* [Les débuts de l'utilisation technique du papier en Hongrie. — Начало технического использования бумаги в Венгрии.] TechSz 1963. No. 1. pp. 183—193.

SZIGETI JÓZSEF: *Was ist Geistesgeschichte?* Varia. pp. 401—433.

Analyse des fondements scientifiques et philosophiques de la tendance dite de l'histoire des idées qui prédomina dans l'historiographie hongroise pendant la période de l'entre-deux-guerres.

VAJDA PÁL: *A műszeripar és a finommechanika magyar úttörői.* [Les pionniers hongrois de l'industrie des instruments et appareils de précision. — Пионеры венгерского приборостроения и точной механики.] TechSz 1963. Tom. 1. No. 1—2. pp. 97—149.

L'auteur de cette étude donne un bref aperçu sur les créations et inventions originales qui attirèrent l'attention à l'échelle internationale dans les différentes branches de l'industrie de la mécanique de précision, depuis le XVIII^e siècle jusqu'à nos jours. La bibliographie présente une nomenclature exhaustive des ouvrages spécialisés qui y sont relatifs et les cotes des brevets.

Se fondant sur des documents d'archives, l'auteur de l'étude démontre qu'au XV^e et dans la première moitié du XVI^e siècles le papier fut utilisé non seulement à l'emballage et pour calfeutrer les fenêtres, mais aussi pour la préparation des charges et des bourrages de poudre des fusils.

CSAPODI CSABA: *Il problema dell'autenticità di Naldo Naldi.* (Contributo alla critica delle fonti della Biblioteca Corvina.) [К вопросу о достоверности Нальды Нальдия.] ALitt 1963. Tom. 6. Fasc. 1—2. pp. 167—176.

L'auteur établit que l'humaniste florentin Naldus Naldus, dans son ouvrage intitulé «De laudibus» donna une description authentique de la célèbre bibliothèque nommée Corvina de Mathias I^{er}, roi de Hongrie (1458—1490).

HORVÁTH JÁNOS: *A hun-történet és szerzője.* [L'histoire des Huns et son auteur. — История гуннов и ее автор.] ITK 1963. Tom. 67. No. 4. pp. 446—476.

Soumettant les textes à l'analyse critique, l'auteur de cette étude affirme que l'histoire des Huns qui exerça une profonde influence sur la conscience historique du peuple hongrois, avait été rédigée par Simon Kézai, chapelain du roi de Hongrie Ladislaus IV. (1272—

1290). Ayant procédé à une réévaluation politiquement tendancieuse des traditions hongroises et leur prêtant une nouvelle interprétation l'auteur en question replaça son histoire dans le cadre de celle des anciens Hongrois. Fondé en premier lieu sur Jordanes, sa principale source historique, le style de cet ouvrage n'en reste pas moins fictif et artificiel; il se proposait surtout de fournir un support idéologique et politique aux aspirations de la petite noblesse qui visait la création d'un royaume fortement centralisé.

KARDOS TIBOR: *Le relazionì umanistiche italo-ungheresi e il loro carattere*. [Сложение итальянских связей венгерского гуманизма и их характер.] AUSB Sectio Philologica. Tom. 4. pp. 27—49.

L'auteur se penche sur l'étude des différentes étapes que les relations italo-hongroises connurent au cours des XV^e—XVI^e siècles; mettant l'accent sur les relations personnelles et leurs traits locaux, il aboutit aux conclusions suivantes: 1. L'emprunt des genres se rattachait à l'évolution intérieure économique-sociale. 2. L'Italie du Nord et ses universités jouèrent un rôle déterminant dans l'établissement de ces rapports. 3. Ces relations ne furent pas sans faciliter, à l'encontre du latin, l'expansion de la langue populaire dans la littérature hongroise du XVI^e siècle.

KARSAI GÉZA: *Névtelenség, névretjés és szerzőnév középkori krónikákban*. [Anonymat, pseudonymat et autonymes dans les chroniques hongroises du Moyen-Âge. — Анонимность, скрытые имена и авторское имя в венгерских средневековых хрониках.] Sz 1963. Tom. 97. No. 3. pp. 666—677.

KNIEZSA I[STVÁN]: *Charakteristik der slawischen Ortsnamen in Ungarn*. [Характеристика славянских названий местностей в Венгрии.] SSI 1963. Tom. 9. Fasc. 1—4. pp. 27—44.

Procédant à une analyse quant aux trois groupes de toponymes slaves en Hongrie, l'auteur de cette étude en tire des conclusions sur la répartition ethnique de l'ancienne population slave de ce pays: la Transdanubie était habitée par des Sud-Slaves occidentaux (slovènes, croates), la région située entre le Danube et la Tisza et la Grande Plaine hongroise, territoires s'étendant grosso modo jusqu'à l'actuelle frontière hungaro-tchécoslovaque, étaient peuplés par des Sud-Slaves orientaux (Bulgares), alors que la région riveraine de la Tisza supérieure était le lieu d'établissement des Slaves occidentaux (Slovaques).

KUBINYI ANDRÁS: *A városi rend kialakulásának gazdasági feltételei és a főváros keres-*

kedelme a XV. század végén. [Les conditions économiques du développement de l'Ordre des villes et le commerce de la capitale à la fin du XV^e siècle. — Экономические условия возникновения городского строя и торговли столицы в конце XV в.] ТВрМ Tom. 15. pp. 189—226.

A la faveur de quelques données, l'auteur de cette étude cherche à étayer sa conception suivant laquelle au cours du XV^e siècle l'Ordre raffermi et homogène des villes ne put se développer en Hongrie car le processus d'évolution vers les débouchés ne se trouvait qu'à ses débuts et n'arriva à créer que quelques districts locaux, les marchandises étrangères jouant un rôle prédominant dans ce processus. Résumé en français.

KUMOROVITZ L. BERNÁT: *A budai vár-kápolna és a Szent Zsigmond-prépostság történetéhez*. [Contributions à l'histoire de la chapelle du château de Buda et de la prévôté Saint-Sigismond. — К истории капеллы в крепости г. Буда и престопопства им. Святого Жигмонта.] ТВрМ Tom. 15. pp. 109—151.

Se fondant sur des documents récemment découverts, l'auteur reconstitue l'histoire de la chapelle du château de Buda aux XIV^e—XV^e siècles; il souligne le rôle qu'elle joua dans l'histoire administrative et décrit son activité chartiste.

MÁLYUSZ ELEMÉR: *Budai Farkas László*. [László Budai Farkas. — Ласло Будай-Фаркаш.] ТВрМ Tom. 15. pp. 153—187.

Cette étude retrace la vie et les activités de László Budai Farkas, négociant drapier à Buda, juge et régisseur des treizièmes, décédé en 1457. László Farkas fut une figure typique de patricien-bourgeois collaborant sur le plan économique avec l'aristocratie féodale, et par là la suite anobli.

MIHALIK S[ÁNDOR]: *Problematica der Rekonstruktion der Monomachos-Krone*. [Проблематика реконструкции шапки Мономаха.] АНА 1963. Tom. 9. Fasc. 3—4. pp. 199—243.

Chefs-d'œuvre de l'orfèvrerie byzantine et conservées au Musée National hongrois, les 10 plaques d'or ornées des effigies en émail des empereurs de Byzance constituèrent originairement une seule couronne offerte selon toute probabilité entre 1046 et 1050 par Constantin Monomache IX à André I^{er}, roi de Hongrie. Résumé en russe.

SZÉKELY GYÖRGY: *Le développement des bourgs hongrois à l'époque du féodalisme florissant et tardif*. [Развитие сельских городков в Венгрии во время расцвета феодализма и в его нисходящей стадии.] AUSB Sectio Historica, Tom. 5. pp. 53—87.

L'auteur donne une description d'ensemble de l'évolution, au cours des XIV^e—XVI^e siècles, de certains bourgs, en premier lieu celui de Debrecen — devenu une ville qui célèbre aujourd'hui son 600^e anniversaire — depuis l'obtention de son privilège lui assurant son rang; il représente un cas typique de l'évolution des villes de Hongrie. Il analyse le rôle qui leur revint dans le processus de centralisation de l'État et dans la création d'un marché homogène dans le pays. Pour terminer, il met l'accent aux raisons qui firent que la majorité de ces bourgs ne parvinrent pas à s'élever au rang de véritables villes.

ZOLNAY LÁSZLÓ: «Opus castri Budensis». A XIII. századi budai vár kialakulása. [Le développement du château de Buda au XIII^e siècle. — Оформление крепости г. Буда в XIII. в.] ТВрМ 15. Вр. 1963. pp. 43—107.

L'auteur entend étayer par de nouveaux arguments sa conviction — contestée d'ailleurs par plus d'un spécialiste — selon laquelle le château royal de Buda se situa à l'origine dans la partie du nord de la citadelle (le *Kamerhof* ou *magna curia*) et que ce ne fut qu'au XIV^e siècle que l'on édifia le nouveau château dans la partie sud du lieu.

5. Histoire de Hongrie 1526—1790 — История Венгрии в 1526—1790 гг.

FALLENBÜCHL ZOLTÁN: *Pest város népeségének származáshelyei a statisztika és kartográfia tükrében (1687—1770)*. [Lieux d'origine de la population de la ville de Pest à la lumière de la statistique et de la cartographie. (1687—1770.) — Места рождения жителей г. Пешт в свете статистики и картографии. (1637—1770 гг.)] ТВрМ Том. 15. Вр. 1963. pp. 232—287.

A l'aide des tableaux statistiques et des cartes portant les données des matricules et de la *Bürgerrolle*, l'auteur de cette étude expose l'origine géographique des populations établies dans la ville après la libération de sous la domination turque et décrit les différentes étapes de leurs établissements. Les deux-tiers environ de ces populations étaient d'origine étrangère, un tiers seulement étant d'origine hongroise. Résumé en allemand.

FALLER JENŐ: *Megemlékezés Hell József Károly bányagép-mesterről, a bányaeépítés Európa-híró útörőjéről, születésének 250. évfordulója alkalmából*. [Le souvenir de József Károly Hell, chef mécanicien de mine, pionnier de renommée européenne des constructions de mines, à l'occasion du 250^e anniversaire de sa naissance. — В память Иोजефа Кароия Хелла, мастера по машинам шахтов, известного по всей Европе пионера снабжения шахтов машинами, по случаю 250-летия со дня рождения.] Bányászati Lapok 1963. Том. 96. No. 9. pp. 639—643.

FÜVES ÖDÖN: *A magyarországi görög telepek a legújabbkori görög irodalomban*. [Les colonies grecques de Hongrie dans les récents livres grecs d'histoire. — Греческие поселения Венгрии в греческой литературы новейшего времени.] АТ 1963. Том. 10. No. 1—2. pp. 65—68.

HÁJDU LAJOS: *A Habsburg-birodalomban 1752—1759 között végrehajtott büntetőjogi*

kodifikáció jogtörténeti értékelése. [Critique d'histoire juridique du droit pénal codifié dans l'empire des Habsbourg entre 1752 et 1759. — Историческая оценка совершенной в 1752—1759 гг. кодификации уголовного права в империи Габсбургов.] A Budapesti Eötvös Loránd Tudományegyetem Állam- és Jogtudományi Karának actái. Том. 5/1. pp. 81—114.

Analyse comparative d'histoire juridique, où l'auteur traite du code pénal autrichien promulgué en 1769; il en conclut que cette législation pleine d'esprit médiéval et réactionnaire, était fort loin de refléter les principes juridiques de l'ère des lumières et les idées et revendications d'une société moderne évoluée.

HOLL BÉLA: *Pest-Buda polgárainak könyvkultúrája a XVII—XVIII. században*. [Les livres des citoyens de Pest et de Buda aux XVII^e—XVIII^e siècles. — Книжки бюргеров г. Пешт-Буда в XVII—XVIII вв.] ТВрМ 15. Вр. 1963. pp. 289—327.

L'auteur communique la liste originale, en allemand, des livres de 27 citoyens de la capitale et résume les conclusions qui peuvent en être tirées en matière d'histoire culturelle. Résumé en allemand.

HORVÁTH RÓBERT: *Hatvani István professzor (1718—1786) és a magyar statisztikai tudomány kezdetei*. — (Függelék: *Hatvani István: Introductio ad principia philosophiae solidioris, Debrecen 1757, bevezetés és 3. fejezete*.) [Le professeur István Hatvani (1718—1786) et les débuts de la science de la statistique en Hongrie. (Appendice: L'introduction et le 3^e chapitre de l'ouvrage de —: *Introductio ad principia philosophiae solidioris, Debrecen 1757.*) — Профессор Иштван Хатвани (1718—1786 г.) и начало венгерской статистической науки. (Приложение: Иштван Хатвани: —. Введение и третья

глава.)] Bp. 1963. Közgazdasági Kiadó, 323 p., 2 t.

L'auteur de cet ouvrage s'occupe au premier chef des parties de l'œuvre d'István Hatvani, professeur à Debrecen, qui se rapportent à la politique et à l'arithmétique; il en signale les sources et l'effet que celles-ci exercèrent à l'époque en question.

HUSZTI SÁNDOR: *Német utazó Budán 1687-ben.* [Un voyageur allemand à Buda en 1687. — Немецкий путешественник в г. Буда в 1687 г.] ТВрМ Tom. 15. pp. 227—238.

Texte original des notes de voyage de Georg Schrader relatives à Buda, avec une introduction par l'auteur de l'article.

KISS ISTVÁN, N.: *Az ár- és bértörténet kérdése Magyarországon 1550—1650 között.* [Problèmes concernant l'histoire des prix et des salaires en Hongrie entre 1550—1650. — История цен и заработной платы в Венгрии, во время 1550—1650.] TSz 1963. Tom. 6. No. 2. pp. 145—166.

Après avoir passé en revue les recherches poursuivies en France, en Autriche et en Europe orientale quant à l'histoire des prix, l'auteur nous présente le mouvement des prix de quelques produits agricoles entre 1571 et 1581; il étudie aussi les problèmes des transports et souligne ceux qui se posent par rapport à la documentation et à la méthodologie des études touchant l'histoire des prix et salaires en Hongrie. Résumés en russe et en français.

NAGY ISTVÁN: *II. József reformjai Budán.* [Les réformes de Joseph II à Buda. — Реформы Иосифа II. в г. Буда.] ТВрМ Tom. 15. 1963. pp. 363—402.

Étudiant les mesures prises par l'empereur Joseph II (1780—1790) au sujet de l'urbanisme, de l'administration, de la santé publique et des affaires culturelles, l'auteur en conclut que ces réformes — conçues dans l'esprit de l'absolutisme éclairé — ne pouvaient guère provoquer de changements essentiels sur le plan économique et politique, car le souverain se proposa, au premier chef, de développer Buda pour en faire une ville susceptible d'accueillir les offices centraux de gouvernement et de devenir ainsi un centre d'administration. Résumé en allemand.

PAULINYI OSZKÁR: *A Magyar Kamara városi bizottsága, 1733—1772.* (Forrástani tanulmány.) [Le comité des villes de la Chambre de Hongrie, 1733—1772. (Étude sur les sources.) — Городской комитет Венгерской Камеры. 1733—1772 гг. (Источниковедческий очерк.)] LK 1963. Tom. 34. No. 1. pp. 33—46.

Compte-rendu des fragments d'archives qui ont pu être retrouvés concernant la commission qui avait été créée pour le contrôle de l'économie des villes. Ces documents sont une précieuse source pour élargir nos connaissances sur la situation matérielle des villes hongroises du XVIII^e siècle.

SINKOVICS ISTVÁN: *Kőszeg védelme 1532-ben.* [La défense de Kőszeg en 1532. — Защита г. Кёсер в 1532 г.] Vasi Szemle 1963. Tom. 3. pp. 22—40.

Se fondant sur un matériel archival pour la plupart inédit, l'auteur de cette étude relate l'histoire de la défense de la forteresse de Kőszeg qui enraya l'offensive turque dirigée contre Vienne. Pour terminer, il souligne les problèmes d'ordre technique que le siège souleva et ses répercussions sur le plan international.

SZABADVÁRY FERENC: *Die Gründung der Bergakademie Selmec (Schemnitz) und ihre bahnbrechende Bedeutung für den chemischen Unterricht in der Welt.* [Création de l'Académie de la montagne à Selmec et son importance décisive pour l'enseignement de la chimie dans le monde.] Periodica Polytechnica. Chemical Engineering. 1963. Vol. 7. No. 2. pp. 127—133.

SZABADVÁRY FERENC: *A Selmecbányai Bányászati Akadémia úttörő szerepe a kémiai laboratóriumi oktatás kialakításában.* [L'œuvre de pionnier de l'École Supérieure des Mines de Selmecbánya dans le développement de l'enseignement de la chimie en laboratoires. — Выдающаяся роль Горной Академии г. Шельменбана в формировании химиколaborаторного обучения.] TechSz 1963. No. 1. pp. 195—204.

L'enseignement de la chimie en laboratoire organisé au sein de l'École Supérieure des Mines de Selmecbánya, fondée au XVIII^e siècle, s'était acquis une renommée européenne et servit de modèle à l'École Polytechnique de Paris créé en 1794 — ainsi que nous le révèle le projet que Fourcroy fit adopter par la Convention.

TARDY LAJOS: *A tokaji Orosz Borvásárló Bizottság története. (1733—1798.) Fejezetek a magyar—orosz gazdasági kapcsolatok köréből.* [L'histoire de la Commission russe d'achat de vin à Tokaj. (1733—1798.) — История Русской Комиссии по закупке вина в г. Токай (1733—1793 г.) К истории русско-венгерских экономических связей.] Sárospatak 1963. 175 p. (Sárospataki Rákóczi Múzeum füzetek 23—25.)

À partir du XVII^e siècle, les vins hongrois jouissent d'une bonne renommée dans les milieux de la noblesse russe. Au XVIII^e siècle la Cour du tsar délégua des commissaires permanents dans les

régions vinicoles de Tokaj afin d'y acheter du vin. C'est l'activité de ces commissaires que l'auteur relate à l'aide d'un riche matériel archival.

TURÁNYI KORNÉL: *A Józsefváros kialakulása*. [Le développement de l'arrondissement Józsefváros — Развитие района им.

Йожефа г. Будапешт.] ТВрМ Том. 15. Вр. 1963. pp. 359—362.

L'étude relate l'histoire de l'actuel VIII^e arrondissement de Budapest, premier établissement au XVIII^e siècle hors des remparts médiévaux de la capitale.

6. Histoire de Hongrie 1790—1849 — История Венгрии в 1790—1849 гг.

ANDICS ERZSÉBET: *Das Bündnis Habsburg—Romanov. Vorgeschichte der zaristischen Intervention in Ungarn im Jahre 1849*. [Союз Габсбургов и Романовых Предистория царской интервенции в Венгрию в 1849 г.] Вр. 1963. Akadémiai Kiadó, 201 p. (Studia Historica Academiae Scientiarum Hungaricae 52.)

Basée sur des documents conservés aux archives autrichiennes, tchécoslovaques, russes et hongroises, la première partie de cet ouvrage expose la formation de la Sainte-Alliance qui dirigea la politique contre-révolutionnaire et interventionniste, politique qui domina dans la première moitié du XIX^e siècle; elle décrit aussi l'activité diplomatique des tzars à l'époque des révolutions de 1848 et leur attitude à l'égard de l'insurrection nationale hongroise. Grâce à la correspondance entretenue par les empereurs et aux rapports des ambassadeurs, l'auteur relate les événements qui préludèrent à l'intervention tzariste et en précise les raisons; simultanément est soulignée l'attitude témoignée par «l'autre Russie», celle des démocrates révolutionnaires russes opposés à la politique d'intervention.

BARTA ISTVÁN: *Felsőbüki Nagy Pál és a bécsi kormány*. [Pál Felsőbüki Nagy et le gouvernement de Vienne. — Паль Фельшёбыки-Надь и венское правительство.] Sz 1963. Tom. 97. No. 4. pp. 747—781.

Cette étude démontre que Pál Felsőbüki Nagy (1777—1851), après avoir été un chef adulé de l'opposition, ne se refusa pas, pendant les années 1830, à s'aligner — pour des avantages d'ordre matériel — sur la politique du gouvernement. Résumé en français et en russe.

BENDEFY LÁSZLÓ: *Sartory József geometra, az aggteleki Baradla barlang legelső térképezője*. [Le géomètre József Sartory, premier à dresser la carte de la grotte Baradla d'Aggtelek. — Йожеф Шартори, специалист по геометрии, составитель первой карты берлогы Барадла в с. Аггтелек.] TechSz 1963. No. 1. pp. 205—215.

Description de la première carte spé-
léologique dressée en 1794.

BODOLAY GÉZA: *Irodalmi diáktársaságok. 1775—1848*. [Kiad. a] Magyar Tudományos

Akadémia, Irodalomtörténeti Intézet. [Sociétés littéraires estudiantines. 1775—1848. Publ. par —. — Литературные студенческие общества. 1775—1848 гг. Изд. —.] Вр. 1963. Akadémiai Kiadó, 809 p.

Fondée sur un riche matériel archival, cette monographie expose le rôle historique et d'histoire littéraire des sociétés d'émulation de Hongrie, relate l'histoire détaillée de ces cercles et de ces sociétés, donne la nomenclature de leurs membres et de leurs publications. Ces sociétés jouaient un rôle important dans l'élaboration de l'idéologie du mouvement des réformes.

BORUS JÓZSEF: *A felsőtiszai hadtest, 1848 december—1849 február*. [Le corps d'armée de la région de la Tisza supérieure, décembre 1848—février 1849. — Верхнетиссаяская корпус, декабрь февраль 1849 г..] НК 1963. Tom. 10. No. 1. pp. 153—187.

L'auteur consacre une analyse fouillée à l'activité, aux problèmes militaires, économiques et politiques du corps d'armée hongrois qui, au début, fut commandé par Lázár Mészáros, ministre de la défense, puis par le colonel György Klapka; il retrace ensuite les événements historiques qui l'accompagnèrent, à partir de la bataille de Kassa jusqu'à la jonction de ce corps avec le gros de l'armée commandée par Dembinski.

CSILLAG MIKLÓS—MÉSZÁROS VINCE: *A londoni Science Museum hajómodellje és az Óbudai Hajógyár*. [Le modèle de bateau conservé au Science Museum de Londres et le Chantier Naval d'Óbuda. — Модель корабля лондонского Science Museum и судостроительная верфь в г. Обуда.] TechSz 1963. No. 1. pp. 219—228.

Scrutant l'origine du prétendu modèle de bateau danubien (1846) conservé à Londres, les auteurs relatent l'histoire du Chantier Naval d'Óbuda qui travaillait d'après des plans anglais, sous la direction d'experts anglais et employait des travailleurs anglais. Pour terminer, ils décrivent les bateaux qui furent construits dans les années de 1840 à 1850.

FRIED ISTVÁN: *Rumy Károly György, a kultúrközvetítő, 1828—1847*. [Károly György Rumy, un «intermédiaire culturel» — 1828—

1847. — Карой Дьёрдь Руми посредник культуры, 1828—1847 гг.] Fk 1963. Tom. 9. No. 1—2. pp. 204—218.

Esquisse de la vie, des conceptions politiques et économiques, ainsi que sur l'activité scientifique de Rumi, l'accent étant cependant mis sur ses relations culturelles avec les peuples slaves.

GERGELY PÁL: *Az Akadémia szerepe a Nemzeti Színház létrehozásában.* [Le rôle joué par l'Académie dans la fondation du Théâtre National. — Академия за создание Национального театра.] MT 1963. Tom. 8. No. 9. pp. 655—659.

Documents ayant trait au concours ouvert par l'Académie en novembre 1833 sur le sujet: «Quels seraient les moyens susceptibles d'assurer un théâtre permanent à Budapest?», et à l'activité de la Commission pour le Théâtre créée parallèlement.

MÁLYUSZNE CSÁSZÁR EDIT: *Adatok a magyar rendezés első évtizedeihez.* [Contributions relatives aux premières décennies des activités de mise en scène de théâtre en Hongrie. — Данные к истории первых десятилетий деятельности режиссоров в Венгрии. Вр. 1962 (1963). Színháztud. Int. — Orsz. Színháztört. Múzeum. Polycop. 111 p. (Színháztörténeti könyvtár 7.)

URBÁN ALADÁR: *Honvédtoborzás Pest-Budán 1848-ban.* [Recrutement des honvéd à Pest et à Buda en 1848. — Вербовка гонвед в г. Пешт-Буда в 1848 г.] ТВрМ Tom. 15. pp. 403—444.

Mise au point détaillée sur l'organisation du 1^{er} et du 2^e bataillons des honvéd

et sur leur marche vers les régions méridionales de la Hongrie et relation de la formation du 14^e bataillon des honvéd qui fut engagé le 29 novembre 1848 dans la bataille de Pákozd.

VÁMOS FERENC: *Az első pesti Országháza tervezésének előkészületei (1835—1844).* [Préparatifs d'établissement du plan du premier édifice du Parlement de Pest. — Подготовки планирования первого Парламента г. Пешт. (1835—1844).] MűÉ 1963. Tom. 12. No. 1. pp. 38—47.

VARGYAI GYULA: *Jobbágyszábadítás Esztergom megyei egyházi birtokon.* [L'affranchissement des serfs dans un domaine d'Eglise du comitat d'Esztergom. — Освобождение крепостных в церковных землях комитата Эстергом.] Вр. 1963, Tankönyvkiadó. 35 p. (Studia iuridica auctoritate Universitatis Pécs publicata 27.)

Cette étude procède à l'examen des procès réglant les redevances serves définitives de sept communes du comitat d'Esztergom et éclaire la question des superficies de terres qui, outre ces redevances, restèrent encore en possession des paysans.

VÖRÖS KÁROLY: *Beiträge zur Lebensgeschichte von Nikolaus Zmeskáll.* [Данные к биографии Николауса фон Змешкалла.] Studia Musicologica 1963. Tom. 4. Fasc. 3—4. pp. 381—409.

Données biographiques sur Miklós Zmeskáll, employé à la Chancellerie de la Cour de Hongrie.

7. Histoire de Hongrie 1849—1918 — История Венгрии в 1849—1918 гг.

Csapláros I[STVÁN]: *József Ignacy Kraszewski und seine Beziehungen zu Ungarn.* [Юзеф Игнаци Крашевский и его впечатления в Венгрии] SSL 1963. Tom. 9. Fasc. 1—4. pp. 147—177.

Csapláros István: *Kraszewski és Magyarorszag.* [Kraszewski et la Hongrie. — Крашевский и Венгрия.] Вр. 1963. Akadémiai Kiadó, 159 p., 5 t. (Irodalomtörténeti füzetek 30.)

J. I. Kraszewski, écrivain et publiciste polonais (1812—1887), assura une large publicité à la situation politique, culturelle et littéraire de la Hongrie. L'étude jette de la lumière sur les relations polono-hongroises dans la seconde moitié du siècle passé.

DIÓSZEGI ISTVÁN: *Der gemeinsame Ministerrat vom 18. Juli 1870.* [Совместный совет министров 18 июля 1870 г.] АН 1963. Tom. 9. Nr. 3—4. pp. 361—405.

DIÓSZEGI ISTVÁN: *Das Problem der ausserpolitischen Tendenz in Österreich-Ungarn im*

August 1870. [Проблема внешнеполитических тенденций в Австро-Венгрии в августе 1870 г.] AUSB Sectio historica 5. pp. 99—116.

DOLMÁNYOS ISTVÁN: *Károlyi Mihály és a «szentpétervári út».* (Az orosz-magyar szövetség gondolata 1914-ben.) [Mihály Károlyi et le «voyage à Saint-Petersbourg». (L'idée d'une alliance russo-hongroise en 1914.) — Михай Каройи и «санктпетербургский путь» (Идея русско-венгерского союза в 1914 г.)] TSz 1963. Tom. 6. No. 2. pp. 167—194.

DOLMÁNYOS ISTVÁN: *Mihály Károlyi et le voyage à Saint Petersburg.* [Михай Каройи и санктпетербургский путь.] AUSB Sectio Historica, Tom. 5. pp. 147—184.

A la veille du déclenchement de la première guerre mondiale, l'opposition hongroise bourgeoise-terrienne réunie au sein du Parti de l'Indépendance tenta de préparer le chemin menant à une alliance russo-hongroise qui ferait contre-poids

à l'orientation germanophile du gouvernement de l'Autriche-Hongrie. Se fondant sur la presse de l'époque, l'auteur de cette étude expose l'effet exercé sur l'opinion publique hongroise par le voyage en Russie projeté au printemps et en été 1914 par les dirigeants du Parti de l'Indépendance, voyage qui du fait du déclenchement de la guerre ne put être réalisé.

DOLMÁNYOS ISTVÁN: *A magyar parlamenti ellenzék történetéből. (1901–1904.)* [Kiad. a] Magyar Történelmi Társulat. [De l'histoire de l'opposition parlementaire hongroise. (1901–1904.) (Publ. par) — Из истории парламентской оппозиции. 1901–1904. (Изд. —.) Вр. 1963. Akadémiai Kiadó, 435 p., 4 t.

Utilisant une riche matière d'archive et de presse, l'auteur de cette monographie expose l'une des importantes étapes de l'histoire de la politique intérieure de la Hongrie de l'ère de la monarchie dualiste: l'exacerbation des antagonismes entre les classes dirigeantes autrichiennes et hongroises, l'approfondissement de la crise du régime dualiste, la désagrégation du Parti Libéral qui fut au gouvernail pendant trois dizaines d'années et le développement de la coalition des partis oppositionnels dirigés par le Parti de l'Indépendance. Il porte une attention toute particulière aux relations établies entre les partis oppositionnels bourgeois-terriens et entre les sociaux-démocrates et les partis des minorités nationales.

GADANEZ BÉLA: *Adalékok a budapesti villamosvasútak 1906. évi sztrájkjának történetéhez.* [Contribution à l'histoire de la grève des tramways, en 1906. — Данные к истории забастовки трамвайщиков в 1906 г. в г. Будапешт.] ТВрМ Tom. 15. Вр. 1963. pp. 511–543.

Après avoir donné une relation détaillée de l'histoire de cette grève, l'auteur expose la situation et les conditions de travail des tramways au cours de la première décennie du XIX^e siècle.

GÁLÁNTAI JÓZSEF: *István Tisza und der erste Weltkrieg.* [Иштван Тисса и первая мировая война.] AUSB Sectio Historica, Tom. 5. pp. 185–205.

Après un bref aperçu historiographique, l'auteur esquisse le processus du développement de la ligne de politique extérieure suivie par les classes dirigeantes hongroises qui finit par conduire à la participation active à la guerre impérialiste. Il étudie également la question de savoir comment la position du premier ministre hongrois, István Tisza, hésitante et irrésolue au début, s'affermi en juillet 1914, pour se prononcer pour l'entrée en guerre.

IRINYI KÁROLY: *A Naumann-féle „Mitteleuropa”-tervezet és a magyar politikai közvélemény.* [Le projet «Mitteleuropa» de Naumann et l'opinion publique hongroise. — План «Средней Европы» Наумана и венгерская политическая общественность.] Вр. 1963. Akadémiai Kiadó, 127 p. (Értekezések a történeti tudományok köréből. U. S. 31.)

Les investigations poursuivies par l'auteur mettent en lumière que la majorité décisive des classes dirigeantes hongroises s'opposa aux aspirations économiques et politiques visant à l'intégration de l'Europe centrale sous l'hégémonie allemande. Par contre, une partie des forces sociales progressistes — les bourgeois-radicaux et les social-démocrates — se prononça pour une fédération d'États en Europe centrale.

JEMNITZ JÁNOS: *Keir Hardie in Hungary.* [Кейр Харди в Венгрии.] The New Hungarian Quarterly 1964. Vol. 4. No. 10. pp. 149–155.

KOVÁCS ENDRE: *Az 1859. évi magyar–román egyezmény.* [Les accords hungaro-roumains de 1859. — Венгерско-румынское соглашение 1859 г.] Sz 1963. Tom. 97. No. 2. pp. 293–331.

Le 29 mars 1859 le prince roumain Couza et György Klapka, l'un des dirigeants de l'émigration hongroise signèrent un accord de coopération militaire et politique contenant une convention d'action en commun contre l'absolutisme des Habsbourg, de règlement de la question de Transylvanie par voie de plébiscite, et de projet d'une confédération danubienne. Cette étude expose les antécédents de l'accord et décrit les facteurs et événements internationaux qui entraînèrent la réalisation de cet accord. Résumés en français et en russe.

LENGYEL GÉZA: *Magyar újságmagnások.* [Magnats hongrois de presse. — Магнаты, владельцы газет Венгрии.] Вр. 1963. Akadémiai Kiadó, 193 p. (Irodalomtörténeti füzetek 4.)

Fondé en partie sur des souvenirs personnels, cet ouvrage relate l'histoire des grands journaux hongrois et de leurs propriétaires à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècles: celle du «Pesti Hírlap» (propriétaires: les Légrády), du «Az Est» (propriétaire: Andor Miklós), du «Budapesti Hírlap» (propriétaire: Jenő Rákosi) et du «Budapesti Napló» (propriétaire: József Vészi).

MÁRKUS LÁSZLÓ: *A szociáldemokrata tönélemfelfogás fejlődéséhez. (A kezdetektől 1918-ig.)* [Contribution à l'évolution de la conception social-démocrate de l'histoire. (Depuis les débuts jusqu'en 1918.) — К истории развития социалдемократических ис-

торических концепций. (От начал до 1918 г.)] Bp. 1963. Akadémiai Kiadó, 210 p. (Tudománytörténeti tanulmányok 4.)

L'auteur de cet ouvrage décrit les conditions historiques où se développa la conception de l'histoire professée par les social-démocrates, l'origine et l'évolution de leurs idées et s'efforce d'en préciser la place dans la mentalité historique de la Hongrie de l'époque. Il procède à une analyse des conceptions professées par les social-démocrates sur les problèmes majeurs de l'histoire hongroise et universelle, éclaire leurs rapports avec l'historiographie d'esprit bourgeois de l'époque et avec le matérialisme historique, et ne manque pas de souligner les connexités existant entre la conception de l'histoire et la politique de parti.

MÁTRAI LÁSZLÓ: *Die „Doktrinäre“, die ersten Gegner des Marxismus in Ungarn.* [«Доктринеры», первые противники марксизма в Венгрии.] Varia, Bp. 1963. pp. 435—450.

L'auteur de cette étude démontre que le groupe des centralistes, dits doctrinaires (Kemény, Eötvös, Trefort, Lukács, Erdélyi, Kautz), qui s'était formé au cours des années 1840 de l'ère des réformes, constitua entre 1849 et 1867 un front uni et s'empara des positions décisives de la vie littéraire et scientifique en Hongrie; à l'encontre du mouvement ouvrier et socialiste ce groupe crée une idéologie libérale antirévolutionnaire.

MUCSI FERENC: *A Szabó Ervin vezette ellenzéki csoport fellépése és tevékenységének kezdete a Magyarországi Szociáldemokrata Pártban. (1904—1905.)* [L'apparition du groupe d'opposition conduit par Ervin Szabó et les débuts de son activité au sein du Parti Social-Démocrate. (1904—1905.) — Создании оппозиционной группы под руководством Эрвина Сабо и начало ее деятельности в Социалдемократической Партии Венгрии. (1904—1905 гг.)] A Legújabbkori Történeti Múzeum évkönyve. 3—4. 1961—1962. pp. 21—73.

Fondée sur la correspondance d'Ervin Szabó cette étude décrit et analyse par le détail la formation et les débuts de l'activité de l'opposition social-démocrate dirigée par Ervin Szabó. L'auteur de l'étude affirme que ces opposants avaient précisé que la condition *sine qua non* de la création d'une Hongrie démocratique résidait dans l'alliance entre la classe ouvrière, la paysannerie laborieuse et les peuples allogènes opprimés dans le pays. OROS IVÁN: *Az 1895. évi mezőgazdasági összeírás.* [Le recensement agricole de 1895. — Сельскохозяйственная перепись 1895 г.] StSz 1963. Tom. 41. No. 8—9. pp. 858—864.

L'auteur constate que ce recensement fut le premier à être dressé en conformité des exigences modernes.

PÖLÖSKÉI FERENC: *A koalíció felbomlása és a Nemzeti Munkapárt megalakulása. 1909—1910.* [La dislocation de la coalition et la constitution du Parti National du Travail 1909—1910. — Разложение коалиции и создание Национальной Партии Труда. 1909—1910 гг.] Bp. 1963. Akadémiai Kiadó, 201 p.

L'auteur du livre expose le processus de désagrégation qui s'était opéré au sein de la coalition des partis constitués en 1904 et qui avait formé le cabinet en 1906; il décrit les circonstances de la constitution du Parti National du Travail dirigé par István Tisza. Il consacre une analyse approfondie à la scission en 1909 au sein du Parti de l'indépendance qui formait le noyau de la coalition et décrit le cours des dernières élections en 1910, de l'ère de la monarchie dualiste.

SZABAD GYÖRGY: *Kossuth sui rapporti delle questioni nazionali italiana e ungherese nel 1860—61.* [Кощут о взаимосвязях итальянского и венгерского национальных вопросов в 1860—61. гг.] AUSB Sectio Historica, Tom. 5. pp. 89—98.

L'étude décrit comment Lajos Kossuth en émigration s'efforçait d'établir une coopération active entre les mouvements de libération italien et hongrois contre l'absolutisme des Habsbourg.

SZEGVÁRI KATALIN: *A nők művelődési jogaiért folytatott harc az abszolutizmus korában.* [Luttes menées pour le droit des femmes à la culture à l'ère de la monarchie dualiste. — Борьба за права женщин на образование во время абсолютизма.] A Budapesti Eötvös Loránd Tudományegyetem Állam- és Jogtudományi Karának actái. 5/1. pp. 115—140.

SZEKERES JÓZSEF: *Az újpesti hajóépítés története. 1. (1863—1911.) 2. (1912—1944.)* [Histoire des chantiers navals de Újpest. 1. (1863—1911.) 2. (1912—1944.) — История судостроительства г. Уйпешт. 1. (1863—1911 гг.) 2. (1912—1944 гг.)] TBpM Tom. 14. Bp. 1961. pp. 483—534; Tom. 15. Bp. 1963. pp. 637—693.

L'histoire de la plus importante entreprise hongroise de constructions navales fondée en 1863. Résumé en russe.

Teleki Blanka és köre. Karacs Teréz, Teleki Blanka, Lövei Klára. (Levelek és visszaemlékezések.) (Vál., sajtó alá rend., bev. és jegyz. ell. Sáfrán Györgyi.) [Blanka Teleki et ses familiers. Teréz Karacs, Blanka Teleki et Klára Lövei. (Lettres et mémoires.) (Choisis, mis sous presse, intr. et annotés par —.) — Бланка Телеки и ее кружок.— (Письма и воспоминания.) (Выб. и подг. к

печати, прим. —.)] Bp. 1963. Szépirodalmi Kiadó, 668 p., 7 t. (Magyar századok.)

Morceaux choisis des écrits des pionnières de l'éducation des femmes en Hongrie au XIX^e siècle.

TOKODY GYULA: *Ausztia — Magyarország a Pángermán Szövetség (Alldeutscher Verband) világhatalmi terveiben. (1890—1918.)* [L'Autriche-Hongrie dans les aspirations à l'hégémonie de la Fédération Pangermaniste (Alldeutscher Verband). (1890—1918.)] — Австро-Венгрия в планах захвата мирного господства Пангерманского Союза. (1890—1918)] Bp. 1963. Akadémiai Kiadó, 282 p.

Ce livre retrace l'une des importantes étapes de l'élaboration des aspirations pangermanistes à l'hégémonie mondiale. Il expose la formation de l'Alldeutscher Verband et ses projets qui visaient à la désagrégation de l'Empire des Habsbourg et à la réorganisation de l'Europe centrale sous l'hégémonie allemande. Il consacre

une analyse fouillée aux relations que le mouvement pangermaniste entretenait avec les tendances semblables en Autriche et avec le mouvement national allemand de Hongrie.

VÁRKONYI ÁGNES, R.: *Buckle és a magyar polgári történetírás.* [Buckle et l'historiographie hongroise d'esprit bourgeois. — Букле и буржуазная венгерская историография.] Sz 1963. Tom. 97. No. 3. pp. 610—646.

A la lumière des répercussions que l'ouvrage de Buckle «History of Civilization in England» a eues en Hongrie et à celles des débats qu'il souleva entre 1861 et 1885, l'auteur de cette étude décrit le chemin parcouru par l'historiographie hongroise positiviste dominée par une conception féodalo-aristocratique qui avait pris le dessus sur la tendance d'esprit bourgeois-démocratique dont les représentants se disaient disciples de Buckle. Résumés en russe et en français.

8. Histoire de Hongrie 1918—1919 — История Венгрии в 1918—1919 гг.

GERGELY ERNŐ: *A proletárforradalom és a tanács hatalom Kárpátalfján és Nyugat-Magyarországon.* [La révolution prolétarienne et le pouvoir des Conseils en Ukraine subcarpathique et en Hongrie occidentale. — Пролетарская революция и советская власть в Закарпатской Украине и Западной Венгрии.] JK 1963. Tom. 18. No. 10—11. pp. 541—552.

Cet article est consacré à l'étude des mesures prises par le Conseil Gouvernemental Révolutionnaire en vue de résoudre la question des minorités nationales; il explore les problèmes qui se posèrent quant au personnel et à l'organisation des commissariats du peuple ruthène et allemand et décrit l'activité du pouvoir des Conseils en Ukraine subcarpathique et en Hongrie occidentale.

HETÉS TIBOR: *Stromfeld Aurél és a magyar polgári demokratikus forradalom. 1—2. r.* [Aurél Stromfeld et la révolution bourgeoise-démocratique hongroise. P. 1—2. — Аврел Штрэмфельд и венгерская буржуазно-демократическая революция. Часть 1—2.] НК 1963. Tom. 10. No. 1. pp. 112—152; No. 2. pp. 61—104.

L'auteur de cette étude expose la situation de la Hongrie à l'automne de 1918 surtout en ce qui concernait l'armée et le corps des officiers, puis il relate l'activité déployée par Aurél Stromfeld. Il s'occupe par le détail de l'évolution politique du futur chef d'état-major de l'armée de la République des Conseils, de l'activité qu'il déploya au cours des

premiers mois de 1919 en sa qualité de secrétaire d'État à la défense.

NAGY ZSUZSA, L.: *Az antant segélyprogramja és az 1918—1919. évi forradalmak.* [Le programme d'aide de l'Entente et les révolutions de 1918 et 1919. — Программа антантовской помощи и революции 1918—1919 гг.] PtK 1963. Tom. 9. No. 3. pp. 37—68.

Grâce à de nombreuses publications de documents édités à l'étranger, l'auteur de cette étude décrit les organismes de secours de l'Entente, leurs programmes et les objectifs d'ordre politique de cette assistance. Il affirme que les deux révolutions hongroises ne bénéficièrent pas de cette aide et constate que, dans les actions dirigées contre la République des Conseils, un rôle important revint à la politique de blocus économique dirigée contre elle.

NAGY ZSUZSA, L.: *Smuts tábornok budapesti küldetése 1919 áprilisában.* [La mission du général Smuts en Hongrie en avril 1919. — Миссия генерала Смута в Будапеште, в апреле 1919 г.] TSz 1963. Tom. 6. No. 2. pp. 195—216.

A l'aide de documents étrangers et hongrois jusqu'à présent ignorés, l'auteur de cette étude analyse les rapports de forces en présence à la conférence de paix; elle décrit aussi la situation où se trouva La République Hongroise des Conseils; l'ensemble de ces facteurs permirent l'envoi du général anglais. Elle suit le cours des négociations et rend compte de ses répercussions, ainsi que des

événements qui mirent obstacle aux pourparlers ultérieurs. Résumés en français et russe.

SIKLÓS ANDRÁS: *Kommunista szerzők, marxista feldolgozások az 1918–1919. évi magyarországi forradalmakról a két világháború között*. [Ouvrages d'auteurs communistes, monographies marxistes, parus dans la période de l'entre-deux-guerres relativement aux révolutions hongroises de 1918 et 1919. — Коммунистические авторы и марксистские произведения о венгерских революциях 1918—1919 гг. во время между двумя мировыми войнами.] PtK 1963. Tom. 9. No. 4. pp. 29—69.

Procédant par ordre chronologique, l'auteur expose l'évolution de la prise de position du Parti Communiste de Hongrie et passe en revue les articles parus dans les journaux et revues communistes ainsi que les monographies consacrées à l'ap-

préciation des deux révolutions de Hongrie. Ce faisant, il éclaire aussi les incidences des changements qui s'étaient produits dans la littérature et dans la vie du Parti.

SOÓS KATALIN, G.: *Menedékjog vagy kiszolgáltatás?* [Droit d'asile ou extradition? — Право убеждения или выдача?] Sz 1963. Tom. 97. No. 2. pp. 369—381.

L'article rappelle les accords qui furent conclus entre le Conseil Gouvernemental Révolutionnaire et le gouvernement autrichien pour assurer asile aux commissaires hongrois et décrit leur situation en Autriche. Il traite ensuite des mesures officielles et non-officielles prises par le régime contre-révolutionnaire de Hongrie, de l'attitude du gouvernement autrichien et de la prise de position des ouvriers autrichiens. Résumés en français et en russe.

9. Histoire de Hongrie 1919—1945 — История Венгрии в 1919—1945 гг.

BUZÁSI JÁNOS: *Az újvidéki razzia*. [Kiad. a] Levéltárak Országos Központja. [Le rattachement d'Újvidék. (Publ. par) — Облава в г. Уйвидек. (Изд.) —] Bp. 1963. Kossuth Kiadó, 125 p.

Après avoir exposé les mesures «de pacification» exécutées à la suite de l'entrée en 1941 de l'armée hongroise dans la province yougoslave de Batchka, l'auteur traite en détail de l'action que les autorités militaires hongroises d'occupation entreprirent en janvier 1942 dans plusieurs villes et villages de la région en vue de liquider définitivement l'activité toujours croissante des partisans. Le massacre des populations serbe et juive revêtit des proportions considérables en premier lieu à Újvidék (Novi Sad). L'affaire s'attira l'attention de l'opinion publique hongroise et fut même débattu au Parlement, mais le gouvernement permit aux principaux coupables de se réfugier en Allemagne.

GÁRDOS EMIL: *Az amerikai magyar munkásmozgalom történetéhez (1919—1929)*. [Contribution à l'histoire du mouvement ouvrier hongrois en Amérique (1919—1929). — История венгерского рабочего движения в Америке. (1919—1929 гг.)] PtK 1963. Tom. 9. No. 4. pp. 70—108.

L'organisation des ouvriers hongrois qualifiés et agricoles émigrés en Amérique commença dès avant le déclenchement de la première guerre mondiale. Se ralliant au Parti Communiste d'Amérique, l'Association Socialiste Hongroise joua un important rôle dans ce mouvement qui réunit la majorité des Hongrois d'Amé-

rique — qui étaient près d'un demi-million — dans le front unitaire de gauche hostile au régime de Horthy.

JÓBORÚ MAGDA: *A középiskola szerepe a Horthy-korszak művelődéspolitikájában*. [Le rôle de l'école secondaire dans la politique culturelle du régime de Horthy. — Роль средних школ в культурной политике режима Хорти.] Bp. 1963. Tankönyvkiadó, 159 p. (Neveléstörténeti könyvtár.)

JUHÁSZ GY[ULA]: *La politique extérieure de la Hongrie à l'époque de la «drôle de guerre»*. [Внешняя политика Венгрии в период «странной войны»] AH 1963. Tom. 9. Fasc. 3—4. pp. 407—457.

Dans la période succédant à l'ouverture des hostilités, la politique extérieure suivie par le gouvernement hongrois visa — sans provoquer une rupture avec les puissances occidentales — à resserrer ses liens d'alliance avec l'Allemagne de façon à conserver — dans la mesure du possible — intacte ses forces économiques jusqu'à l'achèvement des hostilités. Le principal objectif de la diplomatie hongroise était d'obtenir l'appui des puissances de l'Axe en vue de la révision de la frontière avec la Roumanie, c'est à dire de récupérer la Transylvanie. C'est dans ce but que le gouvernement de Teleki finit par rejeter tout plan qui visait à créer un bloc neutre au sein de l'Europe sud-orientale. N'ayant pu s'assurer le soutien de ses alliés quant à une action militaire contre la Roumanie, la Hongrie resta neutre sur le plan militaire jusqu'en 1941. KÓNYA SÁNDOR: *Az első Gömbös-kormány megalakulása és programja*. [La constitution

et le programme du premier gouvernement Gömbös. — Формирование и программа первого правительства Гёмбёша.] Sz 1963. Tom. 97. No. 2. pp. 332—368.

Les antagonismes de classes allant toujours s'exacerbant, l'activation continue des masses sur le plan politique — phénomènes dus à la situation issue de la profonde crise économique — incitèrent la clique dirigeante à mieux asseoir son pouvoir, par de nouveaux moyens et de nouveaux hommes. Les dirigeants du gouvernement Gömbös nommé le 1^{er} octobre 1932 avaient préalablement élaboré ce qu'ils appelèrent leur Plan National de Travail et, au début, leur programme ne fut pas sans jouir d'un accueil favorable de la part de l'opinion publique. Cependant, les mesures prises par la suite ne tardèrent pas, en l'espace de quelques mois, à révéler les véritables objectifs du gouvernement dont la situation était devenue précaire; il n'évita l'échec que par suite de la progression du fascisme sur le plan international. Résumés en français et en russe.

KUN JÓZSEF: *Magyarország német katonai megszállásának előkészítése és lefolyása, 1943 szeptember—1944 március.* [La préparation et le déroulement de l'occupation militaire de la Hongrie par les Allemands, septembre 1943—mars 1944. — Подготовка немецкой военной оккупации Венгрии и ее проведение, сентябрь 1943 — март 1944 гг.] HK 1963. Tom. 10. No. 1. pp. 37—84.

C'est après la défection militaire de l'Italie que les chefs politiques allemands firent préparer par leur état-major le plan militaire de l'occupation de la Hongrie. Hitler réussit à se gagner à cette action l'assentiment de Horthy. L'occupation se fit sans aucune résistance; cependant les Allemands furent moins satisfaits des lenteurs apportées à former un gouvernement entièrement aux ordres des Allemands, fait qui s'exprima dans un ultimatum prévoyant l'occupation de Budapest et le désarmement complet de l'armée hongroise. La formation du gouvernement de Sztójay fut une solution de compromis.

LACKÓ MIKLÓS: *A magyarországi nyilas mozgalom történetéhez. (1935—1937.)* [Contribution à l'histoire de mouvement des croix-fléchées de Hongrie. — К истории движения скрещенных стрел в Венгрии (1935—1937 гг.)] Sz 1963. Tom. 97. No. 4. pp. 782—809.

A partir de l'automne de 1936, le gouvernement Darányi se mit à réprimer les activités de l'extrême-droite qui s'étaient renforcées sous le gouvernement de Gömbös; en revanche, les extrémistes

de droite se rassemblèrent autour du mouvement national-socialiste conduit par Ferenc Szálasi et adhèrent l'idéologie dite «hungariste». L'auteur décrit ce processus d'expansion depuis l'automne de 1937, à partir d'un recrutement opéré dans différents partis et groupes d'extrême-droite, pour aboutir au Parti unitaire National-Socialiste Hongrois sous la direction de Szálasi. Résumés en français et en russe.

LAKY DEZSÓ: *Adalékok a főváros községi háztartásának fejlődéséhez, különös tekintettel az 1914—1934-es évekre.* [Contributions relatives au développement de l'économie communale de la capitale, particulièrement dans les années 1914—1934. — Данные к развитию коммунального хозяйства столицы, в первую очередь в годы 1914—1934 гг.] ТВрМ Tom. 15. Вр. 1963. pp. 545—598.

NAGY MAGDA, K.: *A Válasz. Tanulmány.* [La Revue «Válasz» (Réponse). Étude. — Ответ. Очерк.] Вр. 1963. Szépirodalmi Kiadó, 379 p., 8 t.

A la lumière de 51 documents de l'époque, ce livre présente l'un des plus notables courants idéologiques des années 1930, le mouvement des écrivains populistes groupés autour de la revue «Válasz» (1934—1939), ainsi que la formation du Front de Mars issu des initiatives prises par le Parti Communiste en vue de créer un front populaire. L'auteur procède à une analyse fouillée de l'idéologie «triforciste» de ce groupe, expose sa conception de l'histoire et son activité en matière de sociographie.

PINTÉR ISTVÁN: *A dolgozó parasztság helyzetéről és a háborús nyomor elleni harcáról (1941—1944).* [La situation de la paysannerie laborieuse et ses luttes contre la misère provoquée par la guerre (1941—1944). — О положении венгерского крестьянства и о борьбе его с нищетой во время войны. (1941—1944)] PtK 1963. Tom. 9. No. 3. pp. 3—36.

L'auteur décrit cette atmosphère hostile au régime et aux Allemands qui grandit au sein de la paysannerie par suite des restrictions économiques dues à la guerre et met l'accent sur les formes économiques de cette résistance. Les mouvements antimilitaires de la paysannerie se manifestèrent en premier lieu en Hongrie sud-orientale (dans la zone dite des tempêtes), en Slovaquie orientale et en Ukraine subcarpathique.

PRÓNAY PÁL: *A határban a halál kaszál. Fejezetek — feljegyzéseiből.* (Szerk., bev.: Szabó Ágnes, Pamlényi Ervin.) [Kiad. a] Magyar Történelmi Társulat. [La mort moissonne. Chapitres extraits des notes de —. (Réd. et intr. par —.) (Publ. par) —.

— На околице косит смерть. Главы из записок —. (Ред. и введ. —.) Вр. 1963. Kossuth Kiadó, 384 p., 6 t.

Il s'agit d'extraits du journal du lieutenant colonel Pál Prónay, qu'il écrivit en 1944 et qui a été retrouvé en 1958. Les écrits de cet ancien chef d'un détachement d'officiers contre-révolutionnaires éclairent nombre d'aspects des atrocités commises par eux dans les années de 1919 à 1921.

SERFŐZŐ LAJOS: *A KPM tevékenysége a munkás kultúr- és sportmozgalomban. (1925—1945.)* [L'activité du PCN dans le mouvement ouvrier, culturel et sportif. (1925—1945.) — Деятельность Венгерской Партии Коммунистов в культурном и спортивном движении рабочих. (1925—1945 гг.) Вр. 1963. Akadémiai Kiadó, 126 p. (Értekezések a történeti tudományok köréből. U. S. 30.)

L'auteur décrit des aspects jusqu'à présent négligés et ignorés de l'histoire du mouvement ouvrier hongrois. L'auteur souligne qu'au sein des associations ouvrières, culturelles et sportives et au travers des manifestations culturelles qu'elles organisaient, des communistes

réussirent à établir des contacts avec des masses ouvrières relativement larges.

ZÁGONI ERNŐ: *A magyar kommunisták a munkásegységért. 1939—1942.* [Kiad. az MSZMP Központi Bizottságának Párttörténeti Intézete. [L'action des communistes hongrois pour l'unité ouvrière. 1939—1942. (Publ. par) — Венгерские коммунисты за единство рабочих. 1939—1942 гг. Изд. —.] Вр. 1963. Kossuth Kiadó, 283 p.

Après l'Anschluss, la question de la création d'un large front national pour l'indépendance dirigé par la classe ouvrière s'inscrit également à l'ordre du jour. Ce rôle dirigeant au sein du front populaire antifasciste ne tarda pas à soulever la question de l'unité ouvrière, dont les conditions objectives — d'après l'auteur — existaient alors, mais dont les facteurs subjectifs n'étaient encore qu'en train de se développer. A l'automne de 1941 et au printemps de 1942, les actions de création de ce front unitaire enregistrèrent des résultats encourageants; mais ces succès initiaux furent suivis d'une forte vague d'arrestations qui, transitoirement, entrava l'essor politique du front populaire.

10. Histoire de Hongrie depuis 1945 — История Венгрии после 1945 г.

KIRSCHNER BÉLA—RÁCZ BÉLA: *Az Ózdi Vasmű története a felszabadulás időszakában. 1—2.* [L'histoire de l'Usine sidérurgique d'Ózd dans la période de la libération du pays. 1—2. — История железнодорожного завода г. Озд во время освобождения.] Sz 1963. Tom. 97. No. 3—4. pp. 647—665, 810—830.

L'histoire de l'une des plus notables usines d'industrie lourde de Hongrie dans la période qui va des derniers mois de 1944 à la première moitié de 1945: la résistance ouvrière au règne des croix-fléchées, la reprise de la production, la situation et les mouvements de la payannerie après la libération du pays. Résumé en français et en russe.

LENGYEL LÁSZLÓ: *A társadalmi-foglalkozási átrétegződés jellege és néhány közgazdasági problémája a mezőgazdaságban. 1.* [Le caractère de la modification de la stratification sociale et de l'emploi dans l'agriculture et quelques problèmes qui y sont relatifs. 1. — Характер изменения общественно-профессиональной структуры и некоторые экономические проблемы в сельском хозяйстве.] StSz 1963. Tom. 41. No. 7. pp. 694—710.

MOLNÁR ISTVÁN: *Adalékok a «Munkások a tudományért — tudósok a munkásokért» akció történetéhez. (1946 tavasza—1947 au-*

gusztus.) [Contribution à l'histoire de l'action qui porta le titre de «Les ouvriers pour les sciences — les savants pour les ouvriers». (Printemps 1946—août 1947.) — Данные к истории акции «Рабочие за науку — ученые за рабочих». (Весна 1946—август 1947 гг.)] PtK 1963. Tom. 9. No. 4. pp. 148—164.

Cette action se proposa de redresser la situation économique et idéologique du pays, le rétablissement des institutions scientifiques, l'amélioration des conditions de vie et de travail des savants et l'élévation du niveau de culture des ouvriers.

MUCS SÁNDOR: *A magyar néphadsereg megszervezése és fejlődése. (1945—1948.)* [L'organisation et le développement de l'armée populaire hongroise. (1945—1948.) — Организация и развитие венгерской народной армии. (1945—1948 гг.)] Вр. 1963. Zrínyi Kiadó, 203 p.

C'est en 1944 que la réorganisation de l'armée hongroise commença sur des bases démocratiques et au cours des derniers mois de cette année, les unités de la nouvelle Armée Populaire prirent une part active dans la guerre antihitlérienne. L'auteur décrit l'organisation et la formation de l'armée et s'occupe par le détail des luttes politiques que se

livrèrent les éléments démocratiques et réactionnaires pour s'assurer la direction de l'armée.

OLTVAI FERENC: *Szeged közigazgatása a város felszabadulásától az ország felszabadulásáig.* (1944. október 11—1945. április. 4.) 1—2. [L'administration de la ville de Szeged, depuis la libération de la ville jusqu'à la libération du pays. (11 octobre 1944—4 avril 1945.) 1—2. — Администрация города Сегед от освобождения его до освобождения всей страны. (11 октября 1944—4 апреля 1945 гг.)] I.K. 1963. Tom. 34. No. 1—2. pp. 71—97; 247—271.

PÁLFAI ISTVÁN: *A munkatermelékenység alakulása a mezőgazdaságban az 1959—1961. években.* [L'évolution de la productivité dans l'agriculture dans les années 1958—1961. — Производительность труда в сельском хозяйстве в 1958—1961 гг.] KgsZ 1963. Tom. 10. No. 8. pp. 944—958.

RÁKOSI SÁNDOR: *A Magyar Kommunista Párt gazdaságpolitikai irányelvei.* (1948. február 12.) Közli: —. [Les principes directeurs de politique économique du Parti Communiste Hongrois (12 février 1948). Communiqué par —. — Директивы Венгерской Коммунистической Партии по экономической политике.] PtK 1963. Tom. 9. No. 4. pp. 177—192.

RÁNKI GYÖRGY: *Magyarország gazdasága az első 3 éves terv időszakában.* (1947—1959.) [Kiad. a] Magyar Tudományos Akadémia Történettudományi Intézete. [L'économie de la Hongrie dans la période du premier plan triennal. (1947—1949.) (Publ. par) —. — Экономика Венгрии в период первого трехлетнего плана. (1947—1959 гг.) (Изд. —.)] Bp. 1963. Közgazdasági és Jogi Kiadó, 427 p.

Le livre expose les luttes politique menées dans les années 1946—1947 entre les partis communiste, social-démocrate et bourgeois pour l'introduction de l'économie planifiée et rend compte des pré-

paratifs qui furent effectués en matière économique et politique. Au cours de la première année, la nationalisation des banques et des grandes entreprises industrielles jetèrent les fondements du plan et mirent en marche les travaux de l'édification du socialisme. L'auteur consacre une analyse approfondie à l'évolution des différentes branches de l'économie nationale, aux changements accomplis dans la structure de la vie économique dans la période du plan triennal. Le plus important de ceux-ci témoigna d'un développement accéléré de l'industrie, dont la participation au revenu national fut en 1949 de 50% (1938: 38%). La partie finale de l'ouvrage représente l'évolution de la société hongroise et celle de la classe ouvrière entre 1947 et 1950. Résumés en russe et en français.

ROZSNYÓI ÁGNES: *Budapest hétköznapijai a felszabadulás után.* [La vie de tous les jours à Budapest après la libération. — Будапештские будни после освобождения.] TbpM Tom. 15. Bp. 1963. pp. 695—713.

Exposé de la situation économique, du ravitaillement public, des travaux de déblaiement des ruines, du rétablissement des communications et de l'organisation de l'hygiène publique de la capitale au cours des premiers mois de 1945. Résumé en russe.

STRASSENREITER ERZSÉBET: *Az üzemi bizottsági rendszer kialakulása és a munkáellenőrzés megvalósulásának kezdete* (1944 október—1945 május). [Le développement du système des comités d'entreprise et les débuts de la réalisation du contrôle ouvrier (octobre 1944—mai 1945). — Начало возникновения системы фабрично-заводских комитетов и осуществления рабочего контроля. (Октябрь 1944 — май 1945 гг.)] PtK 1963. Tom. 9. No. 4. pp. 3—28.

11. Histoire universelle — Всемирная история

ÁCS TIVADAR: *Szocialista-ellenes államszövetség 1849-ben.* [Une alliance internationale anti-socialiste en 1849. — Антисоциалистический союз государств в 1849 г.] PtK 1963. Tom. 9. No. 3. pp. 105—115.

A la lumière de documents de l'époque, l'auteur nous informe de la coopération qui fut établie entre les États, en 1849, sur l'initiative des Autrichiens, et qui visait à mettre sous contrôle policier et à réprimer les mouvements socialistes.

ALFÖLDY GÉZA: *Cognatio Nantania.* (Zur Struktur der Sippenesellschaft der Liburner.) — [К структуре родового общест-

ва либурнов.] AA 1963. Tom. 11. Fasc. 1—2. pp. 81—87.

ALFÖLDY GÉZA: *Veterántelepítések Dalmátia provinciában.* [Établissement des vétérans dans la province de Dalmatie. — Поселение ветеранов провинции Далматии.] AT 1963. Tom. 10. No. 1—2. pp. 29—38.

AMBRUS JÓZSEF: *A spanyol nép szabadságharcának magyarországi emlékei.* [Souvenirs hongrois de la guerre du peuple espagnol pour la liberté. — Памятники освободительной войны Испании в Венгрии.] A Legújabbkori Történelmi Múzeum évkönyve. 3—4. 1961—1962. pp. 135—150.

BARTHA ANTAL: *A kelet-európai és belső-ázsiai feudalizmus történeti kapcsolatai*. [Les rapports historiques du féodalisme entre l'Europe orientale et l'Asie centrale. — Исторические связи восточно-европейского и внутриазиатского феодализма.] Sz 1963. Tom. 97. No. 2. pp. 261—292; No. 3. pp. 503—527.

Aux VIII^e—X^e siècles en Europe orientale la société féodale s'était formée dans le cadre de deux formes économiques et de production divergentes qui se développèrent par leur interaction. L'auteur esquisse l'évolution des conditions féodales chez les tribus slaves agricoles et chez les peuples nomades et seminomades vivant d'élevage. Pour terminer, il décrit les deux grandes périodes historiques qui furent celles de la rencontre et de l'interaction des deux évolutions de type féodal: l'époque du chaganat khazar du IX^e et celle des invasions mongoles—tatares du XIII^e siècle. Résumés en russe et en français.

BAUER ILONA: *Az állammonopolista tulajdon fejlődése és osztályjellege a 2. világháború után a Német Szövetségi Köztársaságban*. [Le développement et le caractère de classe de la propriété monopoliste d'État dans la République Fédérale Allemande après la seconde guerre mondiale. — Развитие государственно-монополистической собственности и ее классовый характер после Второй мировой войны в Федеративной Республике Германии.] Bp. 1962. Tankönyvkiadó, 73 p., 2 t. (Studia iuridica auctoritate Universitatis Pécs publicata 29.)

BENEDEK FERENC: *A senatus consultum Silanianum*. Bp. 1963. Tankönyvkiadó, 47 p. (Studia iuridica auctoritate Universitatis Pécs publicata 28.)

BETLEN OSZKÁR: *Népi demokratikus fejlődés Spanyolországban. 1936—1939*. [Kiad. az] MSZMP Központi Bizottsága, Párttörténeti Intézet. [Évolution démocratique-populaire en Espagne. 1936—1939. (Publ. par —.) — Народно-демократическое развитие в Испании. 1936—1939 гг. (Изд.) —.] Bp. 1963. Kossuth Kiadó, 288 p.

L'auteur du livre relate l'histoire de la république espagnole jusqu'à juillet 1936 et décrit le développement de la politique de front populaire du Parti Communiste Espagnol entre 1935—36. Il consacre une analyse détaillée à la question de savoir comment le premier système de démocratie populaire se développa en Europe à la suite du soulèvement fasciste de Franco et avec l'aide active des masses populaires et comment ce pouvoir d'État de type nouveau se développa au cours des luttes menées pour la défense de la république. La

partie finale du livre est consacrée à l'étude de l'effet que la guerre civile espagnole exerça sur le mouvement ouvrier de Hongrie.

CSATÓ ISTVÁN: *A kozmosz partján. Az űrkutatás története*. [Aux bords du cosmos. L'histoire de l'exploration de l'espace. — На берегу космоса. История исследования космоса.] Bp. 1963. Kossuth Kiadó, 412 p.

DÖMÖTÖR TEKLA: *Az újkori színháztudomány kialakulása Kelet-Európában*. [Le développement du théâtre moderne en Europe orientale. — Развитие современного театра в восточной Европе.] Bp. 1963. Színháztudományi Intézet, — Orsz. Színháztörténeti Múzeum Polycop. 86 p. (Színháztörténeti könyvtár 13.)

GAZSI JÓZSEF: *Az 1944-es ardennei német támadás előkészítése*. [La préparation de l'offensive allemande de 1944 dans les Ardennes. — Подготовка немецкого наступления при Арденнах в 1944 г.] НК 1963. Tom. 10. No. 1. pp. 3—36.

GOTTREICH LÁSZLÓ: *Az orosz nép 1812. évi honvédő háborújáról*. [La guerre nationale livrée par le peuple russe en 1812. — Отечественная война русского народа в 1812 г.] НК 1963. Tom. 10. No. 1. pp. 188—215.

L'auteur de cette étude conteste les idées qui veulent que ce furent les intempéries et les difficultés de ravitaillement qui auraient causé la défaite de l'armée de Napoléon en Russie. Il ne manque pas de relever les mérites de chef d'armée de Koutouzov et la portée de la résistance du peuple russe.

HAHN ISTVÁN: *Zur Besteuerung der Ostprovinzen Roms unter dem Dominat*. [Налоговая система в восточных провинциях Рима во время Домината.] AUSB Sectio Historica. Tom. 5. pp. 15—26.

L'auteur analyse la réalisation du système fiscal de Dioclétien — dit *iugatio captatio* — en Asie Mineure, en Syrie et en Egypte.

HARASZTI ÉVA, H.: *A chartizmust megelőző angliai reformelméletek és mozgalmak az ipari forradalom idején*. [Les théories et les mouvements de réforme qui préludèrent en Angleterre au chartisme à l'époque de la révolution industrielle. — Реформистские теории и движения, предшествующие чартизму в период промышленной революции в Англии.] Sz 1963. Tom. 97. No. 3. pp. 567—609.

Cette étude passe en revue les aspirations et les mouvements radicaux d'ordre politique et social depuis le milieu du XVIII^e siècle jusqu'en 1833. Résumés en russe et en français.

HARSÁNYI IVÁN: *A spanyol kommunisták harca a Franco-rendszer ellen*. [Luttes des

communistes espagnols contre le régime de Franco. — Борьба испанских коммунистов против режима Франко.] *PtK* 1963. Tom. 9. No. 4. pp. 109—147.

Cette étude expose la politique du Parti Communiste espagnol entre 1939 et 1962. Résumés en russe et en français.

HAYAS LÁSZLÓ: *A Catilina-mozgalom társadalmi bázisának és programjának kérdéséhez*. [Contribution à la question du fondement social du mouvement de Catilina. — К вопросу об общественной базе и программе движения Катилины.] *AUD Series historica*. Tom. 2. pp. 15—34.

ISTVÁNOVITS MÁRTON: *Georgian Data Bearing on the History of the Petchenegs*. [Грузинские данные об истории печенегов.] *AO* 1963. Tom. 16. Fasc. 3. pp. 319—223.

L'auteur démontre que dans les sources géorgiennes anciennes l'ethnique petchénègue figure sous les formes de *pacanig* et *pecenik* et que la première remonte à une forme turque s'exprimant par la lettre ä.

JÓNÁS LONA: *Répartition de la bourgeoisie commerçante et artisanale de Paris d'après les rôles de contributions de l'année 1313*. [Расположение торговой и промышленной буржуазии г. Париж по данным налоговой регистрации 1313 г.] *AUSB Sectio Historica*, Tom. 5. pp. 27—52.

Cette analyse statistico-historique illustrée de nombreux tableaux, répartit la bourgeoisie de Paris en groupes sociaux d'après les revenus et la situation matérielle.

KARDOS TIBOR: *Zusammenhänge der Begriffe «Renaissance» und «Humanismus»*. [Взаимоотношения понятий «Возрождение» и «Гуманизм».] *ALitt* 1962. Tom. 5. pp. 257—270.

L'auteur de cette étude souligne les communs fondements de classe de la Renaissance et de l'humanisme aux XIV^e—XVI^e siècles: ils exprimaient l'idéologie de la couche intellectuelle de la bourgeoisie et reflétaient ses manifestations de culture et de vitalité. Les contemporains étaient d'ailleurs conscients de leur importance historique.

KEREKES LAJOS: *Anschluss. 1938. Ausztria és a nemzetközi diplomácia. 1933—1938*. [L'Autriche et la diplomatie internationale. 1933—1938. — Anschluss. 1938 г. Австрия и международная дипломатия. 1933—1938 гг.] *Bp.* 1963. *Akadémiai Kiadó*, 407 p., 1 t.

En guise de préambule, le livre expose l'évolution de la question de l'Anschluss entre 1919 et 1933. L'auteur consacre une analyse détaillée aux préparatifs poursuivis sur le plan de la politique intérieure quant à l'Anschluss et décrit le rôle qui, après 1933, revint à la question

de l'Autriche dans la diplomatie internationale. Fondé outre les documents publiés et les ouvrages spécialisés qui y sont relatifs, ce livre se fonde aussi sur les documents conservés aux Archives du Ministère des Affaires Étrangères de Hongrie; il consacre une attention toute particulière à l'évolution des relations diplomatiques entre l'Allemagne, l'Italie, l'Autriche et la Hongrie.

KOVÁTS GYULA: *Usinszkij, Tolsztoj és a korukbeli orosz nevelés*. [Uchinski, Tolstoj et l'éducation russe à leur époque. — Ушинский, Толстой и русские воспитанники того времени.] *Bp.* 1963. *Tankönyvkiadó*, 120 p., 9 t. (*Egyetemes neveléstörténet* 41—42.)

MAKKAI LÁSZLÓ: *A technika történeti fejlődésének törvényszerűségeiről*. [Les lois de l'évolution historique des techniques. — О закономерностях исторического развития техники.] *TechSz* 1962. Tom. 1. No. 1—2. pp. 9—34.

Les étapes de l'évolution des techniques qui se succèdent régulièrement vont de pair avec le processus au cours duquel l'homme compense ses déficiences physiologiques; au début, il adjoint à sa main un instrument, puis remplace son bras par une transmission, sa force musculaire par l'énergie captée dans la nature, son activité conductrice de programme par l'automatisation et enfin son activité cérébrale réglant la nature, par «des machines pensantes». La commande des mouvements humains de travail dans les objets et l'énergie de la nature se trouve propulsée par cette même tension qui a lieu entre les mouvements de travail commandés et humains. Les commandes de mouvements caractérisent du même coup les périodes de l'histoire des techniques qui coïncident avec les principales formations sociales. Avec un résumé en russe.

MARÓTI EGON: *A kalózok szerepe a mithridatési háborúk idején*. [Le rôle des pirates à l'époque des guerres de Mithridate. — Роль пиратов во время митридатских войн.] *AUD Series Historica*. Tom. 2. *Bp.* 1963. pp. 3—14.

MÓCSY ANDRÁS: *Die Expansionsfrage im I. und II. Jh. und die Ertragsfähigkeit der Grenzprovinzen*. [Вопрос экспансии в I и II веках и доходность пограничных провинций.] *AUSB Sectio historica*. Tom. 5. pp. 3—13.

Les provinces frontières — y compris l'armée qui y stationnait — constituèrent le fondement social le plus solide de l'empire; ces provinces s'assurèrent peu à peu un rôle politique dirigeant. Étant toutefois peu actives sur le plan écono-

mique, elles furent tributaires de la production d'autres provinces. D'après l'auteur, l'antagonisme se manifestant entre l'appui social et économique et les provinces-frontières de l'empire finit par conduire à l'anarchie militaire.

NAGY GÁBOR: *Az első nemzetközi brigádok megalakulása és részvétele Madrid védelmében. (1936 július—1936 november.)* [La formation des premières brigades internationales et leur participation à la défense de Madrid. (Juillet—novembre 1936.) — Формирование первых международных бригад и их участие в защите г. Мадрид. (Июнь 1936—ноябрь 1936.)] AUD Series historica. Tom. 2. pp. 85—111.

NIEDERHAUSER EMIL: *Классовая борьба крестьянства в восточной Европе во второй половине XIX — начале XX в.* [La lutte de classe de la paysannerie en Europe orientale, dans la seconde moitié du XIX^e et au début du XX^e siècles.] AUD Series Historica. Tom. 2. pp. 61—84.

L'auteur esquisse les différentes formes de la lutte de classe paysanne en Europe orientale (soulèvements spontanés, organisations économiques et politiques, émigration). Le prolétariat agricole lutta pour une transformation socialiste, tandis que le gros de la paysannerie s'efforça de trouver une solution médiane.

PERJÉS GÉZA: *Az élelemellátás kérdése Napóleon oroszországi hadjáratában.* [Les problèmes de ravitaillement au cours de la campagne de Napoléon en Russie. — Проблема снабжения продовольствиями во время похода Наполеона против России.] Sz 1963. Tom. 97. No. 3. pp. 528—566.

Procédant à une analyse de la situation des points de vue peuplement, agricole et moyens de communication sur le théâtre des opérations militaires et soumettant à l'examen les plans de campagne des parties ennemies et le cours concret des opérations de guerre, l'auteur de cette étude arrive à cette conclusion que la faillite du ravitaillement et des transports entra pour beaucoup dans la défaite essuyée par la Grande Armée. Il refute aussi cette idée généralement répandue dans les ouvrages d'histoire militaire, selon laquelle la Révolution française avait ouvert une ère nouvelle dans l'art militaire où le ravitaillement perdait son rôle décisif dans la stratégie. D'après l'auteur, la limite de cette époque

se précise par l'extension des chemins de fer, car c'est à partir de cette période que la stratégie réussit à se débarrasser des entraves qui la gênaient, tels le mécanisme pénible du ravitaillement et la technique primitive des transports. Résumés en russe et en français.

PERJÉS GÉZA: *Élelemszállítás, logisztika és stratégia a vasutak elterjedése előtti kétszáz esztendőben.* [Transports de vivres, logistique et stratégie au cours des deux siècles précédant l'expansion des voies ferrées. — Перевозка продовольствия, логистика и стратегия в 200 лет перед распространением железных дорог.] НК 1963. Tom. 10. No. 1. pp. 216—281.

A l'aide de méthodes statistico-mathématiques l'auteur analyse les connexités qui existèrent entre le ravitaillement des armées et la stratégie depuis le XVII^e jusqu'au milieu du XIX^e siècles. Il accorde une attention particulière au rôle des procédés de calcul, à ce qu'on appelle la logistique dans l'organisation des armées. Il répartit l'époque en question en trois périodes: 1. Période des guerres frontalières et celle du ravitaillement sur les stocks en magasin (1660—1740), 2. Période «de cinq marches» (1740—1789) où la stratégie se trouva définie par l'intervalle de temps pendant lequel les charrettes avaient fait la navette entre les magasins et le théâtre des opérations, 3. Période succédant à la Révolution française, où le développement de la production agricole et l'accroissement numérique des populations permirent de remplacer le ravitaillement à partir des stocks en magasin par celui effectué sur place (par la voie de réquisition).

WITTMAN TIBOR: *A vietnami feudalizmus néhány kérdése.* [Quelques questions du féodalisme au Vietnam. — Некоторые вопросы феодализма в Вьетнаме.] Sz 1963. Tom. 197. No. 2. pp. 416—424.

Se fondant sur les témoignages de l'historiographie vietnamienne, l'auteur donne une vue d'ensemble sur l'histoire du Vietnam depuis les débuts de notre ère jusqu'à l'époque des colonisations et met l'accent sur les traits particuliers présentés par le féodalisme au Vietnam et sur le processus du développement de l'Etat et de l'évolution nationale.

**Liste des abréviations des titres des revues — Список сокращений
заглавий журналов**

Bp.	Budapest — Будапешт	KgSz	Közgazdasági Szemle [Revue d'Économie — Экономическое обозрение]
LOK	Levéltárak Országos Központja [Centre National des Archives — Государственный Центр Архивов]	LH	Levéltári Híradó [Courrier des Archives — Архивный Вестник]
<i>Titres des revues et des périodiques</i>		LK	Levéltári Közlemények [Bulletin des Archives — Архивные Известия]
AA	Acta Antiqua Academiae Scientiarum Hungaricae	LSz	Levéltári Szemle [Revue des Archives — Архивное Обозрение]
AAr	Acta Archaeologica Academiae Scientiarum Hungaricae	MFSz	Magyar Filozófiai Szemle [Revue Hongroise de Philosophie — Венгерское Обозрение по Философии]
AÉ	Archaeologiai Értesítő [Bulletin d'Archéologie — Археологический Бюллетень]	MK	Magyar Könyvszemle [Revue Hongroise du Livre — Венгерское Книжное Обозрение]
AH	Acta Historica Academiae Scientiarum Hungaricae	MNy	Magyar Nyelv [Langue Hongroise — Венгерский Язык]
AHA	Acta Historiae Artium Academiae Scientiarum Hungaricae	MT	Magyar Tudomány [Science Hongroise — Венгерская Наука]
AIHUD	Annales Instituti Historici Universitatis Scientiarum Debreceniensis de Ludovico Kossuth nominatae	MTANyI	Magyar Tudományos Akadémia Nyelv- és Irodalomtudományi Osztályának Közleményei [Bulletin de la Section des Sciences Linguistiques et Littéraires de l'Académie Hongroise des Sciences — Известия Отделения языка и литературы Академии наук Венгрии]
AJ	Acta Juridica Academiae Scientiarum Hungaricae	MTATT	Magyar Tudományos Akadémia Társadalmi és Történeti Tudományok Osztályának Közleményei [Bulletin de la Section des Sciences Sociales et Historiques de l'Académie Hongroise des Sciences — Известия Отделения общественно-исторических наук Академии наук Венгрии]
ALitt	Acta Litteraria Academiae Scientiarum Hungaricae	MűÉ	Művészettörténeti Értesítő [Bulletin d'Histoire des Arts — Бюллетень Истории Искусств]
AO	Acta Orientalia Academiae Scientiarum Hungaricae	PSz	Pedagógiai Szemle [Revue de Pédagogie — Педагогическое Обозрение]
AT	Antik Tanulmányok [Études d'Antiquité — Античные Исследования]	PtK	Párttörténeti Közlemények [Bulletin d'Histoire de Parti — Известия по Истории Партии]
AtSz	Agrártörténeti Szemle [Revue d'Histoire Agricole — Вестник Аграрной Истории]	SSI	Studia Slavica Academiae Scientiarum Hungariae
AUD	Acta Universitatis Debreceniensis de Ludovico Kossuth nominatae	SSz	Soproni Szemle [Revue de Sopron — Шопронское Обозрение]
AUSB	Annales Universitatis Scientiarum Budapestiensis de Rolando Eötvös nominatae	StSz	Statisztikai Szemle [Revue de Statistique — Статистическое Обозрение]
AUSzAHi	Acta Universitatis Szegediensis. Acta Historica	Sz	Századok [Siècles — Века]
CMed	Communicationes ex Bibliotheca Historiae Medicae Hungaricae		
Et	Ethnographia		
FK	Filológiai Közlöny [Bulletin de Philologie — Филологический Вестник]		
HK	Hadtörténelmi Közlemények [Bulletin d'Histoire Militaire — Военно-исторические Известия]		
ITK	Irodalomtörténeti Közlemények [Bulletin d'Histoire Littéraire — Известия по истории литературы]		
JK	Jogtudományi Közlöny [Bulletin des Sciences Juridiques — Вестник юридических Наук]		

TBpM	Tanulmányok Budapest Múltjából [Études sur le passé de Budapest — Очерки по истории г. Будапешт]	TSz	— Обзорение по истории техники]
TechSz	Technikatörténeti Szemle [Revue d'histoire de la technique —		Történelmi Szemle [Revue d'Histoire — Историческое Обзорение]

INDEX

Erik Molnár, 1894—1966	259
------------------------	-----

ÉTUDES

<i>O. Paulinyi</i> : Die anfänglichen Formen des Unternehmens im Edelerzbergbau zur Zeit des Feudalismus. II. Teil	261
<i>O. Паулини</i> : Начальные формы предпринимательства в приисках в эпоху феодализма. 2. часть ...	317
<i>L. Tilkovszky</i> : Volksdeutsche Bewegung und ungarische Nationalitätenpolitik (1938—1941). II. Teil	319
<i>Л. Тильковский</i> : «Народно-немецкое» (volk-deutsche) движение и политика венгерского правительства по отношению к национальным меньшинствам в 1938—1941 гг. 2. часть	346
<i>K. Сакач</i> : Крайне правые движения в венгерской деревне в тридцатые годы	347
<i>K. Szakács</i> : Les mouvements d'extrême droite dans les villages hongrois au cours des années 30	371
<i>Э. Андич</i> : Следует ли подвергать ревизии взгляды Маркса и Энгельса на венгерскую революцию 1848—1849 гг.	373

RAPPORT SUR LES RECHERCHES

<i>M. Jászai</i> : Dix ans de politique viennoise après Villafranca à la lumière des lettres d'un diplomate autrichien	395
--	-----

COMPTE RENDU DE LIVRES

<i>R. A. Averbuch</i> : Revolution und nationaler Freiheitskrieg in Ungarn 1848—1849. (<i>E. Andics</i>)	429
<i>Gy. Juhász</i> : Foreign Policy of the Teleki Government (1939—1941) (<i>L. T.</i>)	434
«Vingt ans.» Études de l'histoire de la Hongrie socialiste (<i>S. Balogh</i>)	440

CHRONIQUE

<i>I.e III^e Congrès International d'Histoire Économique. Par P. Zs. Pach.</i>	445
Compte rendu de la session idéologique organisée à l'Université Roland Eötvös sous le titre L'Idéologie nationale autrefois et de nos jours (21—22 février 1965) (<i>F. Glatz</i>) — L'assemblée générale de la Société Historique Hongroise (<i>M. Mann</i>)	451

BIBLIOGRAPHIE

Bibliographie choisie d'ouvrages d'histoire publiés en Hongrie dans la deuxième moitié de 1963	459
Библиография избранных произведений по истории, вышедших во второй половине 1963 г.	459

Auteurs du présent numéro

E. Andics, académicienne, professeur à l'Université Roland Eötvös de Budapest — *S. Balogh*, candidat ès sciences historiques, chargé de cours à l'Université de Roland Eötvös de Budapest — *F. Glatz*, collaborateur scientifique de la Société Historique Hongroise — *M. Jászay*, collaboratrice de l'Institut Italien — *M. Mann*, collaborateur scientifique de la Société Historique Hongroise — *Zs. P. Pach*, membre correspondant de l'Académie Hongroise, recteur de l'Université Karl Marx de Budapest — *O. Paulinyi*, chargé de recherches à l'Institut des Sciences Historiques de l'Académie Hongroise — *K. Szakács*, candidat ès sciences historiques, chargé de cours à l'Université Roland Eötvös de Budapest — *L. Tilkovszky*, candidat ès sciences historiques, chargé de recherches à l'Institut des Sciences Historiques de l'Académie Hongroise

Printed in Hungary

A kiadásért felel az Akadémiai Kiadó igazgatója

Műszaki szerkesztő: Farkas Sándor

A kézirat nyomdába érkezett: 1966. június 18. — Terjedelem: 20,5 (A/5) ív,

66.62527 Akadémiai Nyomda, Budapest — Felelős vezető: Bernát György

PROTOKOLLE DES GEMEINSAMEN MINISTERRATES DER ÖSTERREICHISCH-UNGARISCHEN MONARCHIE 1914 — 1918

(Veröffentlichungen des Ungarischen Staatsarchivs II. Quellenpublikationen, 10.)

Zusammengestellt und eingeleitet von M. Komjáthy

In deutscher Sprache • 723 Seiten • 17×24 cm • Ganzleinen

Die Publikation veröffentlicht die Protokolle des gemeinsamen (Reichs-) Ministerrates, des höchsten Regierungsorgans der Österreichisch-Ungarischen Monarchie aus der Zeit des ersten Weltkrieges. Die Textausgabe beruht auf den im Wiener Haus-, Hof- und Staatsarchiv verwahrten Originalprotokollen, die von M. Komjáthy mit Kommentaren versehen wurden. In den Sitzungen des Ministerrates wurden nicht nur die Probleme der um ihr Leben ringenden Monarchie behandelt, sondern auch Fragen, die das Schicksal aller kriegführenden Länder berührten.

DIE NATIONALE FRAGE IN DER ÖSTERREICHISCH- UNGARISCHEN MONARCHIE 1900 1918

Herausgegeben von P. Hanák

In deutscher Sprache • Etwa 290 Seiten • 17×24 cm • Ganzleinen

1964 fand in Budapest unter Teilnahme zahlreicher namhafter ungarischer und ausländischer Wissenschaftler eine Konferenz über Probleme der Geschichte der Österreichisch-Ungarischen Monarchie statt.

Der Sammelband enthält Beiträge zu einem der zentralen Themen der Konferenz, der vielleicht umstrittensten Frage der Geschichte der Österreichisch-Ungarischen Monarchie, der nationalen Frage. Er umfaßt die zu diesem Thema gehaltenen Vorträge und Diskussionsbeiträge, wobei das Problem eine neue Beleuchtung erfährt und unsere Betrachtungsweise prinzipiell und methodisch erweitert.

AKADÉMIAI KIADÓ

*Verlag der Ungarischen Akademie der Wissenschaften
Budapest V. Alkotmány utca 21*

DAS HISTORISCH- POLITISCHE BUCH

Ein Wegweiser durch das Schrifttum

Herausgegeben im Auftrage der Ranke-Gesellschaft. Vereinigung für Geschichte im öffentlichen Leben

von Professor O. Brunner-Hamburg, Professor E. Forsthoff-Heidelberg, Professor G. Franz-Stuttgart, Professor G. A. Rein-Hamburg, Professor H. Schelsky-Münster, Professor B. Spuler-Hamburg, Professor R. Wittram-Göttingen.

Schriftleiter: Professor Dr. Günther Franz, Stuttgart-Hohenheim

„Das Historisch-Politische Buch“ hat es sich zur Aufgabe gemacht, das einschlägige Schrifttum rasch zu besprechen, um sowohl dem Fachgelehrten als auch dem Bibliothekar, dem Lehrer und dem Sortimentsbuchhändler, zugleich aber auch allen historisch interessierten Laien ein kritischer Wegweiser durch das neue historische, politische und soziologische Schrifttum zu sein.

„Das Historisch-Politische Buch“ erfreut sich der Mitarbeit von über 200 Gelehrten und Wissenschaftlern. Es ist das erste Mal, daß ein so großer Kreis fachlich berufener Mitarbeiter sich für eine derartige Aufgabe zur Verfügung stellt, die bisher meist der Presse vorbehalten war.

„Das Historisch-Politische Buch“ verzichtet in seinen Besprechungen nicht auf fachliche Einzelkritik, legt aber Wert auf eingehende Charakterisierung jedes Buches und seines Wertes für seinen Leserkreis. Ohne Rücksicht auf Autoren und Verlage wird ein offenes Wort gesprochen, wobei gerade die gerechte Wertung des sogenannten populären Schrifttums und der historischen Belletristik den Herausgebern und Mitarbeitern als eine verantwortungsvolle Arbeit erscheint.

„Das Historisch-Politische Buch“ erscheint im Umfang von je 10 Heften mit 32 Seiten Textteil. Jedes Heft enthält im Durchschnitt 60, der Jahrgang somit rund 600 Buchbesprechungen. Der Preis der Einzelhefte beträgt 2,40, der Abonnementspreis (jährlich 10 Hefte) DM 18,—; Jahrgang gebunden in Leinendecke DM 27,—; Einbanddecke lose DM 4,—

Probehefte stellen wir Ihnen auf Anforderung gern zur Verfügung!



MUSTERSCHMIDT-VERLAG

34 Göttingen • Postfach 421

M. ÁDAM—GY. JUHÁSZ—L. KERÉKES

Allianz Hitler—Horthy—Mussolini

Dokumente zur Ungarischen Außenpolitik 1933—1934

In deutscher Sprache • 409 Seiten • 17×24 cm • Ganzleinen

Der Band enthält etwa 180 ungarische diplomatische Dokumente, darunter viele, die in diesem Buch zum erstenmal veröffentlicht werden. Die wertvolle Zusammenstellung und die einleitende analytische Studie geben einen Überblick über die ungarische Außenpolitik bzw. über die internationalen Beziehungen Ungarns von der Entwicklung der achsenfreundlichen Politik bis zur Schreckensherrschaft der Pfeilkreuzler.

J. VARGA

Typen und Probleme des bäuerlichen Grundbesitzes in Ungarn 1767—1849

(Studia Historica Academiae Scientiarum Hungaricae 56)

In deutscher Sprache • 152 Seiten • 17×24 cm • Ganzleinen

An Hand von Dokumenten aus in- und ausländischen Archiven untersucht der Verfasser systematisch die Rechtslage jener Liegenschaften, die in der fraglichen Periode im Besitz von Lehnbauern waren, oder von ihnen bearbeitet wurden. Er befaßt sich mit dem Schicksal des verschiedenartigen Grundbesitzes, bestimmt den Gebietsumfang einzelner Kategorien des Lehnbauernbesitzes und weist den Anteil dieser Lehen am Gesamtumfang des bäuerlichen Besitzes zur Zeit der Revolution 1848—1849 nach.

AKADÉMIAI KIADÓ

Verlag der Ungarischen Akademie der Wissenschaften
Budapest V. Alkotmány utca 21

Vertrieb: KULTURA Budapest 62. Postfach 149

«*Acta Historica*» публикуют трактаты из области исторических наук на русском, французском, английском и немецком языках.

«*Acta Historica*» выходят отдельными выпусками разного объема. Четыре выпуска составляют один том (25—30 печатных листов) в год.

Подписная цена «*Acta Historica*» — 110 форинтов за том. Заказы принимает предприятие по внешней торговле книг и газет «Kultúra» (Budapest 62, POB. 149) или его заграничные представительства и уполномоченные.

The *Acta Historica* publish papers on history in French, English, Russian and German.

The *Acta Historica* appear in issues of various size making up volumes. One volume of 400—500 pages appears every year.

The rate of subscription to the *Acta Historica* is 110 forints a volume. Orders may be placed with "Kultúra" Foreign Trade Company for Books and Newspapers (Budapest 62, POB. 149) or with representatives abroad.

Die *Acta Historica* veröffentlichen Abhandlungen aus dem Bereiche der Geschichtswissenschaft in französischer, deutscher, russischer und englischer Sprache.

Die *Acta Historica* erscheinen in Heften wechselnden Umfanges. Vier Hefte bilden einen 25—30 Bogen starken, jährlich erscheinenden Band.

Der Abonnementspreis pro Band beträgt 110 Forint. Bestellbar bei dem Buch- und Zeitungs-Außenhandels-Unternehmen «Kultúra» (Budapest 62, POB. 149) oder bei seinen Auslandsvertretungen und Kommissionären.

Reviews of the Hungarian Academy of Sciences are obtainable
at the following addresses:

ALBANIA

Ndermarja Shtetnore e Botimeve
Tirana

AUSTRALIA

A. Keesing
Box 4886, GPO
Sydney

AUSTRIA

Globus Buchvertrieb
Salzgries 16
Wien I.

BELGIUM

Office International de Librairie
30, Avenue Marnix
Bruxelles 5
Du Monde Entier
5, Place St. Jean
Bruxelles

BULGARIA

Raznoiznae
1 Tzar Aasen
Sofia

CANADA

Pannonia Books
2 Spadina Road
Toronto 4, Ont.

CHINA

Watwen Shudian
Peking
P. O. B. 88.

CZECHOSLOVAKIA

Artia
Ve Smeckách 30
Praha 2
Poštova Novinova Služba
Dovoz tisku
Vinohradska 46
Praha 2
Mad'arská Kultura
Praha
Václavské nám. 2.
Poštova Novinova Služba
Dovoz tlače
Leningradska 14
Bratislava

DENMARK

Ejnar Munksgaard
Nørregade 6
Copenhagen

FINLAND

Akateeminen Kirjakauppa
Keskuskatu 2
Helsinki

FRANCE

Office International de Documentation
et Librairie
48, rue Gay Lussac
Paris 5

GERMAN DEMOCRATIC REPUBLIC

Deutscher Buch-Export und Import
Leninstraße 16.
Leipzig 701
Zeitungsvertriebsamt
Clara Zetkin Straße 62.
Berlin N. W.

GERMAN FEDERAL REPUBLIC

Kunst und Wissen
Erich Bieber
Postfach 46
7 Stuttgart 5.

GREAT BRITAIN

Collet's Holdings Ltd.
Dennington Estate
London Rd.
Wellingborough. Northamps.
Robert Maxwell and Co. Ltd.
Waynflete Bldg. The Plain
Oxford

HOLLAND

Swetz and Zeitlinger
Keizersgracht 471—487
Amsterdam C.
Martinus Nijhof
Lange Voorhout 9
The Hague

INDIA

Current Technical Literature
Co. Private Ltd.
India House OPP.
GPO Post Box 1374
Bombay 1

ITALY

Santo Vansia
Via M. Macchi 71
Milano
Libreria Commissionaria Sansoni
Via La Marmora 45
Firenze

JAPAN

Nauka Ltd.
92, Ikebukuro O-Higashi 1-chome
Toshima-ku
Tokyo
Maruzen and Co. Ltd.
P. O. Box 605
Tokyo-Central
Far Eastern Booksellers
Kanda P. O. Box 72
Tokyo

KOREA

Chulpanmul
Phenjan

NORWAY

Johan Grundt Tanum
Karl Johansgatan 43
Oslo

POLAND

Ruch
ul. Wilcza 46.
Warszawa

ROUMANIA

Carltime
Str. Aristide Briand 14—18.
Bucuresti

SOVIET UNION

Mezhdunarodnaja Kniga
Moscow G—200

SWEDEN

Almqvist and Wiksell
Gamla Brogatan 26
Stockholm

USA

Stechert Hafner Inc.
31 East 10th Street
New York, N. Y. 1003
Walter J. Johnson
New York, N. Y. 1003

VIETNAM

Xunhasaba
19, Tran Quoc Toan
Hanoi

YUGOSLAVIA

Forum
Vojvode Misica broj 1.
Novi Sad
Jugoslovenska Knjiga
Terazije 27.
Beograd

ACTA HISTORICA

REVUE DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES DE HONGRIE
ЖУРНАЛ ВЕНГЕРСКОЙ АКАДЕМИИ НАУК
JOURNAL OF THE HUNGARIAN ACADEMY OF SCIENCES
ZEITSCHRIFT DER UNGARISCHEN AKADEMIE
DER WISSENSCHAFTEN

TOMUS XII



AKADÉMIAI KIADÓ, BUDAPEST
1966

ACTA HISTORICA

TOMUS XII

INDEX

Erik Molnár. 1894—1966	259
-------------------------------------	-----

ÉTUDES

XII-ème Congrès International des Sciences Historiques	1
Э. Андич: Следует ли подвергать ревизии взгляды Маркса и Энгельса на венгерскую революцию 1848—1849 гг.	373
П. Ж. Пах: Проблемы развития венгерской марксистской исторической науки ...	113
Zs. P. Pach: Les problèmes qui se posent au progrès de la science marxiste hongroise de l'histoire	189
O. Paulinyi: Die anfänglichen Formen des Unternehmens im Edelerzbergbau zur Zeit des Feudalismus. I. Teil	25
II. Teil	261
O. Паулини: Начальные формы предпринимательства в приисках в эпоху феодализма. 1-ая часть.	56
2. часть ..	317
К. Сакач: Крайне правые движения в венгерской деревне в тридцатые годы	347
K. Szakács: Le mouvements d'extrême droite dans les villages hongrois au cours des années 30	371
L. Tilkovszky: Volksdeutsche Bewegung und ungarische Nationalitätenpolitik (1938—1941) I. Teil	59
II. Teil	319
Л. Тильковский: «Народно-немецкое» (volksdeutsche) движение и политика венгерского правительства по отношению к национальным меньшинствам в 1938—1941 гг. 1-ая часть	110
2 часть	346

RAPPORT SUR LES RECHERCHES

M. Jászai: Dix ans de politique viennoise après Villafranca à la lumière des lettres d'un diplomate autrichien	395
M. М. Шомьяи: Совещание преподавателей научного социализма	193

COMPTE RENDU DE LIVRES

R. A. Averbuch: Revolution und nationaler Freiheitskrieg in Ungarn 1848—1849 (E. Andics)	429
Démographie historique de la Hongrie. Population de la Hongrie depuis la conquête arpadienne jusqu'en 1949 (K. Vörös)	215
Die I. Internationale und Ungarn (E. S. Vince)	207
Gy. Juhász: Foreign Policy of the Teleki Government (1939—1941) (L. T.)	434
L. Kerekes: Anschluss 1938. Österreich und die internationale Diplomatie 1933—1938 (M. Incze)	223
G. Stökl: Russische Geschichte von den Anfängen bis zur Gegenwart (I. Dolmányos)	203
К. Сакач: Аграрная политика коммунистической партии в 1920—1930 гг. (Б. Киршнер)	220
«Vingt ans.» Études de l'histoire de la Hongrie socialiste (S. Balogh)	440

CHRONIQUE

- Le cours historique de la politique d'alliance du Parti (1936—1962) — (I. Tóth — R. Vértés) Une Histoire de la Hongrie — en dix volumes (M. B.) 229
- Le III^e Congrès International d'Histoire Économique Par P. Zs.Pach. 445
- Compte rendu de la session idéologique organisée à l'Université Roland Eötvös sous le titre l'«Idéologie nationale autrefois et de nos jours» (21—22 février 1965) (F. Glatz) — L'assemblée générale de la Société Historique Hongroise (M. Mann) 451

BIBLIOGRAPHIE

- Bibliographie choisie d'ouvrages d'histoire publiés en Hongrie dans la première moitié de 1963 237
- Библиография избранных произведений по истории, вышедших в Венгрии в первой половине 1963 г. 237
- Bibliographie choisie d'ouvrages d'histoire publiés en Hongrie dans la deuxième moitié de 1963 459
- Библиография избранных произведений по истории, вышедших во второй половине 1963 г. 459